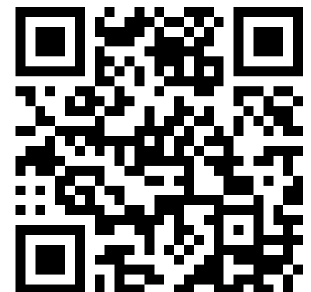
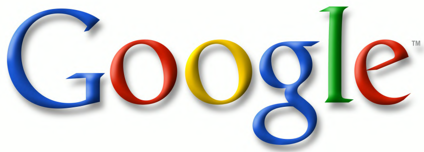






<36636614490017

COLLECTION

DE

DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE

PUBLIÉS PAR LES SOINS

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

MÉLANGES HISTORIQUES.



MÉLANGES HISTORIQUES.

CHOIX DE DOCUMENTS.

TOME DEUXIÈME.

POUILLÉ DU DIOCÈSE DE CAHORS. — LIVRE DE GUILLAUME LE MAIRE.
PREMIÈRE VIE DE SAINT BERTIN, EN VERS.
LETTRES DE BOSSUET À DANIEL HUET. — TRAITÉ D'ALGER DE 1694.
EXTRAIT SUR L'ADMINISTRATION DE L'ARGENTERIE, MENUS, PLAISIRS
ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE DU ROI EN 1784.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXVII.


BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS

POUILLÉ

DU

DIOCÈSE DE CAHORS,

PUBLIÉ

PAR AUGUSTE LONGNON,

ARCHIVISTE AUX ARCHIVES NATIONALES,

ATTACHÉ AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION DE TOPOGRAPHIE DES GAULES.

POUILLÉ

DU

DIOCÈSE DE CAHORS.

INTRODUCTION.

Nous nous proposons, en publiant ici un pouillé du diocèse de Cahors, de l'expliquer, au point de vue géographique, par des notes relatives à l'origine, à l'antiquité et aux vicissitudes des églises qui y sont mentionnées; on ne devra donc pas s'étonner de ne trouver dans cette Introduction aucun détail historique sur les prélats qui ont successivement occupé le siége épiscopal. Nous nous contenterons de donner d'abord quelques renseignements sur la circonscription du diocèse ainsi que sur ses subdivisions, et d'indiquer ensuite les divers documents, pouillés et comptes de décimes, qui peuvent éclairer cette question.

I.

DU DIOCÈSE DE CAHORS.

La concordance des premières circonscriptions diocésaines et des *civitates* gallo-romaines est un fait généralement admis par tous les savants qui jusqu'ici se sont occupés de géographie historique. On s'accorde à considérer l'évêché de Cahors, tel qu'il subsista jusqu'en 1317,

comme la représentation la plus exacte de la *civitas Cadurcorum* que la *Notitia provinciarum et civitatum Galliae* nomme parmi les cités de la première Aquitaine, dont Bourges était la métropole; aussi l'évêché de Cahors fut-il suffragant de la province de Bourges jusqu'en 1678, époque à laquelle le pape Innocent XI détacha de cette province six diocèses pour en former la province d'Albi[1].

On ne peut dire à quelle date remonte l'établissement, au chef-lieu de la *civitas Cadurcorum*, d'un évêché, auquel nous devons d'avoir conservé presque intactes les limites de la *civitas* gallo-romaine. Cependant la tradition caorsine s'accorde à considérer comme apôtre du Quercy *Genulfus*, que le pape Sixte II[2] (257-258 de l'ère chrétienne) aurait envoyé chez ce peuple pour l'évangéliser[3]; si ce fait était certain, l'établissement du siége épiscopal, vu le court pontificat de Sixte II, serait daté avec précision. Malheureusement, bien que la date soit admissible, le nom que les catalogues des évêques de Cahors s'accordent à donner au premier prélat de cette ville semble suspect : *Genulfus* est certainement un nom germain affublé d'une terminaison latine[4]. Or il est difficile d'admettre qu'au IIIe siècle, c'est-à-dire à une époque où les Germains n'avaient encore fondé aucun établissement dans l'Empire romain, ce nom ait pu être porté par un Romain ou par un Aquitain. Nous insistons d'autant plus sur ce fait, qu'il ne nous semble pas avoir été relevé, et nous ferons observer que Genulfus n'est pas le seul nom germain qui, dans les listes des évêques de Cahors, soit donné à un prélat de l'époque romaine. En effet, Denis de Sainte-Marthe nous apprend que d'anciennes tables désignent comme second

[1] Voyez la bulle d'érection de cette province ecclésiastique dans le *Gallia Christiana*, t. I, *Instr.* p. 1-3.

[2] Le prélat envoyé par Sixte II était sans doute romain, puisque c'est de Rome qu'il fut envoyé à Cahors; on peut croire cependant que les papes ont quelquefois confié l'évangélisation de contrées lointaines à des chrétiens qui en étaient originaires.

[3] *Gallia Christiana*, t. I, col. 117.

[4] On trouve dans les textes de l'époque mérovingienne les noms germains *Gen*ardus, *Gene*baudus, qui commencent par le même radical que celui de *Genulfus;* le suffixe *ulfus*, d'autre part, termine une foule de noms d'hommes de race teutonique : Arn*ulfus*, Ber*ulfus*, Chlod*ulfus*, Magn*ulfus*, Rad*ulfus*, Ramn*ulfus*, etc.

évêque de Cahors, *Gausbertus*, qui aurait vécu en 301[1]. Il est donc évident que ces listes, rédigées sans doute au milieu du moyen âge par des clercs plus zélés qu'érudits, ne doivent être acceptées qu'avec une très-grande circonspection, même en ce qui concerne les évêques à noms latins.

Les limites du diocèse de Cahors auraient subi quelques changements avant le XIVe siècle, si l'on admet le principe de l'identité absolue des grands *pagi* méridionaux et des *civitates*. En effet, le *pagus Lemovicinus*, comme le remarque M. Deloche, comprenait certaines localités situées dans la partie nord-est du diocèse de Cahors[2], et l'on suppose dès lors un empiétement des évêques de Cahors sur une portion du territoire dévolu primitivement à l'autorité spirituelle de l'évêque de Limoges. Mais on aurait tort d'appliquer ici ce principe hypothétique, qui ne sert souvent qu'à jeter, sans aucun résultat, un doute fâcheux sur les limites probables des anciens diocèses; car il n'est pas rare, en effet, de voir un *pagus* ou *comitatus* (ces deux termes étaient synonymes au IXe et au Xe siècle) s'étendre à la fois sur deux, trois et même quatre diocèses[3].

On a, et on peut citer, il est vrai, des textes constatant des différends entre des évêques voisins au sujet de la limite commune de leurs diocèses. Ainsi l'on possède une pièce relative à une contestation de ce genre qui partagea, vers la fin du Ve siècle, saint Remy, évêque de Reims, et Foulques, évêque de Tongres, dont le diocèse fut plus tard celui de Liége. Foulques tentait de ravir à son voisin l'église de Mouzon [et son territoire] et il y avait même exercé les droits épiscopaux[4]; mais il paraît qu'il finit par renoncer à ses prétentions, car Mouzon

[1] *Gallia Christiana*, t. I, col. 117, 118.

[2] Deloche, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu en Limousin*, p. CCV.

[3] Nous en donnerons pour exemple le *pagus* ou *comitatus Meldensis*, qui s'étendait, dès le IXe siècle, suivant toute vraisemblance, sur la presque totalité de l'archidiaconé de Sézanne, au diocèse de Troyes (d'Arbois de Jubainville, *Pouillé du diocèse de Troyes*, p. 19, 22, 23), et comprenait aussi Nogent-l'Artaud, au diocèse de Soissons, et Thorigny, au diocèse de Paris (Guérard, *Polyptyque d'Irminon*, Prolégomènes, p. 95), localités limitrophes, il est vrai, du diocèse de Meaux.

[4] Dom Bouquet, *Recueil des historiens de France*, t. IV, p. 53.

resta jusqu'à la Révolution au diocèse de Reims. On a une lettre de la même époque adressée à Chronope, évêque de Périgueux, par Rurice, évêque de Limoges, et dans laquelle ce dernier fait allusion à un débat soulevé au sujet de la paroisse de Jumilhac (*pro dioecesi Gemiliacensi*)[1]. Rurice réclamait-il la possession de cette église, ainsi que le suppose M. Deloche[2]? C'est possible; mais il n'en est pas moins certain que Jumilhac fit toujours partie du diocèse de Périgueux, ce qui, vu les réclamations réitérées de Rurice, fait supposer la contestation jugée finalement en faveur de Chronope. Il n'est pas douteux que plus d'un prélat essaya d'étendre son pouvoir spirituel aux dépens de ses voisins; mais il est aussi très-probable que, dans la plupart des cas analogues, le voisin lésé dut réclamer énergiquement et arriver de la sorte au maintien de ses droits. C'est ce qui eut lieu, au VIe siècle, dans une question touchant l'évêché même de Cahors, et qui nous est rapportée par Grégoire de Tours : Innocent, qui monta sur le siége épiscopal de Rodez, en 584, commença presque aussitôt après son intronisation à inquiéter l'évêque de Cahors, Ursicin, prétendant qu'il retenait des paroisses du diocèse de Rodez. La querelle prit un caractère tellement sérieux, que le métropolitain de Bourges dut s'interposer et prononça, dans un synode provincial, tenu à Clermont un jugement favorable à l'évêque de Cahors, «à savoir qu'Ursicin conserverait ces «paroisses qui, de mémoire d'homme, n'avaient pas appartenu à «l'évêque de Rodez, ce qui fut exécuté[3].» De tels exemples ne peuvent, certes, faire prévaloir la croyance à de fréquentes variations dans les limites des anciens diocèses.

Il est impossible, à cause de la pénurie de documents antérieurs au XIe siècle, de démontrer, à l'aide des chartes, que les limites du diocèse de Cahors ne varièrent pas avant cette époque. Depuis lors, les nom-

[1] Canisius, *Thesaurus monumentorum ecclesiasticorum et historicorum* (édition de Basnage, 1725), t. I, p. 384.

[2] Deloche, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu*, p. CXL.

[3] «Scilicet ut parochias, quas numquam «Rutena ecclesia tenuisse recolebatur, reci«peret : quod ita factum est.» (*Historia Francorum*, l. VI, cap. XXXVIII.)

breuses chartes qui nous sont parvenues ne nous permettent pas de constater un fait autorisant à supposer une modification de limites, si minime qu'elle soit, jusqu'à la création de l'évêché de Montauban, qui eut lieu en 1317. Ce dernier événement influa même bien peu sur la circonscription diocésaine de Cahors.

En effet, dans la bulle d'érection de l'évêché de Montauban, le pape Jean XXII dit expressément qu'il « érige le monastère de Montauban, de l'ordre de Saint-Benoît, alors du diocèse de Cahors, en église cathédrale, en lui assignant un diocèse démembré de l'ancien diocèse de Toulouse[1]. » Par une seconde bulle, également de 1317, le souverain pontife dota le nouvel évêché d'un revenu de 500 livres tournois prélevé sur celui de l'évêque de Toulouse[2]. Une troisième bulle, enfin, fixe la circonscription du nouveau diocèse; cette pièce ne désigne aucune paroisse du diocèse de Cahors comme ayant été adjointe à Montauban, tandis que les paroisses démembrées du diocèse de Toulouse, au nombre de soixante et quinze, y sont énumérées[3]. De plus, une simple remarque peut servir à montrer que la création du nouveau diocèse ne coûta exclusivement au diocèse de Cahors que la paroisse de Montauban : le territoire de la commune actuelle de Montauban comprend, outre cette ville, le territoire de six anciennes paroisses rurales, dont quatre appartinrent jusqu'à la Révolution au diocèse de Cahors, ce sont Falguières, Fontneuve, Saint-Hilaire et Saint-Martial[4], tandis que les deux autres, le Fau (*Fagus*) et Gasseras (*Gasserani*), cette dernière située sur la rive gauche de la Garonne, dépendaient du diocèse de Montauban, et avant 1317, de celui de Toulouse[5]. Cette

[1] « Monasterium de Monte Albano, ordinis Sancti Benedicti, tunc Cadurcensis dioecesis, in ecclesiam ereximus cathedralem, certam sibi assignaturi dioecesim a Tolosana quondam dioecesi decidendam. » (*Gall. Christiana*, t. XIII, *Instr.* col. 203.)

[2] *Ibid.* col. 203-205.

[3] *Ibid.* col. 205-207.

[4] Voyez les articles 562, 525 et 555 de notre pouillé. — La situation de Saint-Hilaire dans le diocèse de Cahors n'est établie que par nos documents complémentaires.

[5] On lit dans la bulle de 1318 : « Et ecclesiae de Sancto Porquerio et de Monte Besrone, *de Fago* et de Bressollis cum territorio seu decimario *de Gassaranis*, nunc usque de dicta quondam dioecesi Tolosana ..... sint ex nunc, et esse debeant in perpe-

composition du finage actuel de Montauban prouve formellement que la nouvelle ville épiscopale était positivement située sur la limite des anciens diocèses de Cahors et de Toulouse.

Des documents antérieurs à la bulle de 1317 permettraient, à son défaut, d'affirmer que le diocèse de Cahors ou le Quercy ne s'étendait pas vers le pays de Toulouse au delà de Montauban. Ainsi, le biographe de saint Théodard, archevêque de Narbonne, place expressément le monastère de Montauriol (c'est le nom que portait l'abbaye de Montauban avant 1144) dans le Quercy, sur le Tescou, rivière qui, dit-il, forme la limite du Toulousain et du Quercy, et se jette dans le Tarn après un cours peu important[1].

Une charte de 1110, constatant la donation qu'Amile, évêque de Toulouse, fit à l'abbaye de Moissac, de l'église de Saint-Nauphary

«tuum dioecesis Montis Albani, ac ipsi ecclesiae de Monto Albano in suam dioecesim deputamus et assignamus...» (*Gallia Christiana*, t. XIII, *Instr.* col. 206.)

[1] «Est autem jam dictum monasterium in Caturcensi territorio, in monte qui Aureolus nuncupatur, ad cujus montis radicem fluvius quidam decurrit, quem indigenae regionis ipsius Tasconem vocant. Hic, suo decursu, confinia Tolosani Caturcensisque ruris liquido dirimit patenter influxu, quique, a praedicto monte recedens, post modicum terrae spatium, Tarno immergitur flumini.» (Ph. Labbe, *Nova biblioth. mss. libror.* t. II, à l'appendice, p. 6.) Nous devons faire remarquer que le Tescou ne commence à former la limite des deux pays qu'à partir de sa jonction avec le Tescounet; cette dernière rivière limite d'abord elle-même le Quercy depuis les confins des communes de Monclar et de Las Clottes. — Après avoir cité le passage de la vie de saint Théodard que nous reproduisons, M. Deloche (*Cartulaire de Beaulieu*, p. CXCVII) donne, d'après d'Anville, ces deux vers de Théodulf, évêque d'Orléans (de 784 à 821) :

Nempe Tolosani locus est rurisque Caturci
Extimus, hoc finit pagus uterque loco,

et dit qu'ils «désignent plus expressément cet endroit (Montauriol ou Montauban) comme limite des deux provinces.» Mais, si l'on se reporte à l'édition des poésies de Théodulf donnée dans le tome XIV de la *Maxima bibliotheca veterum Patrum* (Lyon, 1677), on y trouve les deux vers dans le chant VII du livre IV (*De pugna avium*, p. 47 de ce vol.) et l'on acquiert la certitude qu'ils ne peuvent être appliqués à un endroit déterminé de la frontière du Quercy et du Toulousain. D'Anville, au reste, ne le prétendait pas non plus; il dit simplement que ces vers pouvaient s'appliquer à la position de *Fines*, station que la Table de Peutinger marque sur la route de Toulouse et de Cahors, et qui devait être située (à en juger par son nom et la distance qui la séparait de ces villes) sur les limites des deux cités. (*Notice de l'ancienne Gaule*, p. 305.)

(*ecclesia sancti Leopharii*)[1], vient à l'appui de la vie de saint Théodard, en nous apprenant que près de ce lieu le Tescou formait la limite des diocèses de Cahors et de Toulouse, au commencement du XIIe siècle. « L'église de Saint-Nauphary est située, dit la charte, à la limite des « évêchés de Toulouse et de Cahors, sur le Tescou[2]; » or Saint-Nauphary, paroisse du diocèse de Toulouse et plus tard de celui de Montauban, est bâti sur la rive gauche du Tescou, qui sépare en deux son finage actuel, dont la partie septentrionale, où se trouvent Charros et Conguise, a dépendu jusqu'à la Révolution du diocèse de Cahors[3].

Telles sont les indications que les documents anciens donnent sur les limites extrêmes du diocèse de Cahors. Elles nous semblent de nature, quoique peu nombreuses, à ne pas permettre de douter sérieusement de l'immutabilité de cette circonscription avant 1317, et la bulle où sont énumérées les paroisses données au nouveau diocèse de Montauban dénote suffisamment que la rive gauche du Tescou, vers son confluent, c'est-à-dire au sud de Montauban, appartenait jadis à l'évêché de Toulouse.

II.

DES SUBDIVISIONS DU DIOCÈSE DE CAHORS.

La division du diocèse de Cahors en quatorze archiprêtrés nous est donnée par de nombreux documents, qui permettent en même temps de fixer l'étendue de ces circonscriptions, et l'on peut assurer que cette division existait dès le commencement du XVIe siècle. Nous ne savons cependant à quelle époque remonte son établissement, mais il est certain que le diocèse était divisé en archiprêtrés avant les premières années du XIIe siècle, puisque, sous l'épiscopat de Giraud de Cardaillac

[1] Collection Doat (à la Bibliothèque nationale), t. 128, fol. 346 r°-v°.

[2] « Ecclesiam Sancti Leopharii que sita « est in confinio Tholosani episcopatus et « Caturcensis super fluvium Tesconum. »

[3] Charros est nommé dans le pouillé du XVIIe siècle, aux articles 62 et 577; quant à Conguise, qui n'est mentionné dans aucun pouillé ou document analogue, c'était une ancienne paroisse, et nous lui avons consacré une notice dans notre supplément au pouillé. (Voy. ce nom sous la rubrique de l'archiprêtré des Vaux.)

et le règne de Philippe [Ier], on trouve mention d'un Bernard, archiprêtre de Montpezat[1]. En outre, nous voyons la trace de l'existence de cinq autres archiprêtrés dans le XIIIe siècle : ce sont ceux de Salviac, en 1236[2]; de Cajarc, en 1280[3]; des Vaux, en 1292[4]; de Figeac, en 1298[5], et de Thégra, en 1299[6]. Quant aux huit autres archiprêtrés, nous ne les rencontrons pas dans le cours du moyen âge; l'archiprêtré de Moissac, lui-même, n'est pas mentionné, à notre connaissance, avant l'an 1482[7]. Le compte des décimes de 1526 est le plus ancien document mentionnant les quatorze archiprêtrés, et il les nomme dans l'ordre suivant, qui leur est, du reste, généralement assigné :

Archiprêtrés {
de Cahors.
de Luzech.
de Belaye.
de Pestillac.
de Salviac.
de Gourdon.
de Gignac.
de Thégra.
de Figeac.
de Cajarc.
de Saint-Cirq-la-Popie.
de Montpezat.
de Moissac.
des Vaux.

Les pouillés ou comptes de décimes ne fournissent aucune notion sur la répartition de ces archiprêtrés entre les archidiaconés, circonscriptions d'un ordre supérieur aux archiprêtrés, et sur l'histoire desquelles nous avons des renseignements plus formels. En 1252, nous voyons l'évêque Barthélemy régler la hiérarchie capitulaire : il décide

[1] *Pouillé du diocèse de Cahors*, note 135.
[2] *Ibid.* note 128.
[3] *Ibid.* note 133.
[4] *Ibid.* note 137.
[5] *Pouillé du diocèse de Cahors*, note 132.
[6] *Ibid.* note 131.
[7] *Ibid.* note 136.

qu'après le décès des chanoines existants telles prébendes seront sacerdotales, telles diaconales et telles autres sous-diaconales. Trois archidiaconés, ceux de Montpezat, de Tournès et de Figeac, figurent parmi les premières; trois autres, les archidiaconés de Cahors, de Saint-Céré et des Vaux, parmi les secondes[1]; il est donc certain qu'à cette époque il existait six archidiaconés, et on les retrouve dans diverses pièces postérieures avec les mêmes noms[2]. Cette organisation cessa d'exister en 1418, époque à laquelle l'évêque Guillaume VI déclara certaines dignités capitulaires inutiles. Le 2 novembre 1418 il ordonna donc que l'archidiaconé de Cahors, la plus importante des dignités après l'épiscopat, et l'archidiaconé de Tournès, qui marchait immédiatement après dans l'ordre hiérarchique, continueraient d'exister comme par le passé, tandis que les archidiaconés de Figeac, de Saint-Céré, de Vaux et de Montpezat, ainsi que l'office du maître de l'œuvre, considérés comme superflus, seraient supprimés et rayés complétement des rôles et registres de l'église de Cahors[3]. Les deux archidia-

[1] Voici le passage des statuts de 1252 relatif aux archidiaconés : «Ceterum statuimus ut, post decessum canonicorum presentium, prebende archidiaconi Montis Pensati, archidiaconi de *Tornès,* archidiaconi de Figiaco, sacriste, cantoris, operarii ac magistri scholarum sint sacerdotales. Prebendes vero archidiaconi Cadurcensis, archidiaconi Sancti Sereni, archidiaconi de Vallibus, cantoris Engolismensis..... sint diaconales.....» (La Croix, *Series et acta episcoporum Cadurcensium*, p. 117.)

[2] Les six archidiacres se désignent ainsi dans un acte rédigé pendant la vacance du siége épiscopal après la mort de l'évêque Raymond de Cornelio, en 1293 : «Nos Raim. de Cornelio *Caturcensis*, P. *de Vallibus*, Sicardus *Montispensati*, Raymundus de Rossillac *Sancti Sereni*, Bartholomeus *de Figiaco* et V. de Cornelis *de Tornesio* in ecclesia Cadurcensi archidiaconi.» (La Croix, *Series et acta episcoporum Cadurcensium*, p. 148.) Dans une pièce de 1366, l'évêque Bertrand désigne les six archidiacres sous les mêmes titres. (*Ibid.* p. 262.) Enfin les auteurs du *Gallia Christiana* ont trouvé ces dignitaires mentionnés en 1391. (*Gallia Christiana*, t. I, col. 116.)

[3] «Eapropter a qualibet parte chori unum archidiaconum tantum existere volumus, videlicet archidiaconatum Caturci qui major est dignitas post pontificalem, ab una, et archidiaconatum de Tornesio qui secunda dignitas fuit et est immediata post dictum archidiaconatum Caturci, ex altera parte, quos cum suis sedibus, honoribus, dignitatibus et prerogativis, volumus manere sicut ante. Ceteros vero quatuor archidiaconatus videlicet Figiaci, Sancti Sereni, Vallium et Montispensati una cum officio operarie, tanquam superfluos, quantum ad nomina, res, et effectus, tollimus et

conés de Cahors (ou grand archidiaconé) et de Tournès subsistèrent donc seuls jusqu'à la Révolution[1].

Nos recherches ne nous permettent pas d'indiquer l'étendue du territoire de chacun des six archidiaconés antérieurs à 1418, ni celle des deux archidiaconés après cette date. Il est évident que les archidiaconés de Cahors, de Figeac, de Vaux et de Montpezat, devaient se composer tout au moins des archiprêtrés de même nom. Quant à l'archidiaconé de Saint-Céré, il devait renfermer l'archiprêtré de Thégra, dont dépendait Saint-Céré[2]; mais la situation probable de l'archidiaconé de Tournès ne se peut révéler que par un examen particulier de son nom.

La qualification *de Tornesio* se trouve sous la forme vulgaire *de Tornès* dans les statuts capitulaires de 1252 et de 1263; tandis que la forme usitée dans les derniers siècles est *Tournès*. Cependant le sens de ce nom semble entièrement inconnu aux savants du pays. Les auteurs du *Gallia Christiana* traduisent, il est vrai, *de Tornesio* par *Tournus*[3], et cette traduction, renfermée par eux entre parenthèses, peut paraître de prime abord une glose précieuse et révélatrice; mais, comme il n'y a jamais eu en France d'autre Tournus que la célèbre abbaye bénédictine du diocèse de Chalon-sur-Saône (*Trenorchium*), il eût mieux valu que Sainte-Marthe s'abstînt de toute traduction. Il convient donc d'émettre une autre opinion. La terminaison du nom vulgaire Tourn*ès* est un suffixe adjectif analogue, dans les provinces méridionales, au suffixe *ais*, jadis *ois*, qui, dans le nord de la France, termine les noms

«supprimimus, statuentes quod de cetero «dicti quatuor archidiaconatus et operaria, «sublati et suppressi perpetuo reputentur, «ac de libris, registris, matriculis et tabulis «dicte ecclesie penitus deleantur, et amplius «in eisdem nullatenus describantur.» (La Croix, *Series et acta*, p. 299.)

[1] Le *Gallia Christiana* dit expressément qu'il n'y avait plus (en 1715) que deux archidiaconés; cependant les comptes de décimes de 1641 (Archives nation. G[8] 153, f° 144 v°) et de 1645-1646 (*ibid.* G[8] 341, f° 206 r°) mentionnent entre les deux archidiacres de Cahors et de Tournès un «archidiacre second de Figeac,» mais il y a sans doute là erreur de copiste, puisque rien ne vient confirmer l'existence d'un archidiacre de Figeac, au XVII[e] siècle.

[2] Voy. le n° 356 du pouillé.

[3] *Gallia Christiana*, t. I, col. 116.

de nos anciennes divisions administratives[1]; cette circonstance autorise le chercheur à voir dans Tournès la dénomination d'une de ces divisions. En effet, le nom de *Tornesium*, qui paraît au XIIIe siècle, rappelle celui du *pagus Tornensis* de l'époque carolingienne[2], *pagus* que neuf chartes du cartulaire de Beaulieu désignent sous ce nom, tandis qu'une dixième le nomme *territorium Tornense*, et une onzième, enfin, *pagus Torinensis*[3].

Le *pagus Tornensis*, qui tirait son nom du *castrum Torinna*, aujourd'hui la petite ville de Turenne, au diocèse de Limoges, n'était cependant pas entièrement compris dans ce diocèse : les chartes carolingiennes montrent, en effet, que ce pays s'étendait aussi sur le diocèse de Cahors, comme plus tard la vicomté de Turenne. Ainsi, le testament de Raoul [de Turenne], archevêque de Bourges (860), nous fait connaître la *villa Terciacus*, située, suivant cette pièce, *in orbe Lemovicino et territorio Tornense*[4]; c'est aujourd'hui Tersac, hameau de la commune de Cressensac (Lot, arrondissement de Gourdon, canton de Martel), et, par conséquent, de l'ancien diocèse de Cahors (archiprêtré de Gignac) dont Cressensac faisait partie[5]. L'objection faite contre cette traduction par M. Lacabane[6] n'a pas une valeur décisive, l'expression *in orbe Lemovicino* ne prouvant pas qu'il faille chercher *Terciacus* au diocèse de Limoges, car, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le *pagus* de l'époque carolingienne, désigné par le nom d'une ville épiscopale, n'était pas toujours renfermé dans les limites de son

[1] Telles, par exemple, l'Amiénois, le Roumois, le Drouais, le Sénonais, etc.

[2] Comme les noms de l'*Albigès* et de l'*Agenès* du XIIIe siècle (*Histoire de la croisade contre les hérétiques albigeois*, édit. Fauriel, p. 22) rappellent ceux du *pagus Albigensis* et du *pagus Aginnensis*.

[3] Voyez l'édition que M. Deloche a donnée du Cartulaire de Beaulieu.

[4] Deloche, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu en Limousin*, p. 4.

[5] Voyez le n° 295 du pouillé.

[6] Léon Lacabane, *Observations sur la géographie et l'histoire du Quercy à propos d'une brochure sur les divisions territoriales du Quercy*, p. 6, 7. Dans la note 3 de la page 6, M. Lacabane cite un hommage rendu en 1334 et montrant qu'à cette époque le domaine (*factum*) de Tersac relevait de la vicomté de Turenne; il n'est donc pas impossible que ce soit le *Terciacus* du *pagus Tornensis*.

diocèse[1]. Au reste, *Terciacus* étant limitrophe du diocèse de Limoges (il n'est situé qu'à 1,000 mètres environ de la ligne de démarcation) et distant de 2 kilomètres et demi seulement d'Estivals, paroisse de ce diocèse, nommée précédemment dans le même document comme dépendant aussi du *pagus* ou *orbis Lemovicinus*[2], cette indication topographique a pu lui être appliquée, en raison du voisinage d'Estivals, par le rédacteur de la charte, ignorant sans doute de la limite exacte des deux diocèses. Une charte de 918 nous apprend que le *pagus Tornensis* s'étendait aussi sur la viguerie de Cazillac[3] qui en était peut-être une subdivision, bien qu'un grand nombre de chartes carolingiennes la désignassent comme dépendant du Quercy[4] : Cazillac fit partie, jusqu'à la Révolution, de l'archiprêtré de Gignac et de la vicomté de Turenne.

L'identité du nom de *Tornès* et de celui du *pagus Tornensis* une fois admise, il faudrait déterminer sur quelles parties du diocèse de Cahors s'étendait la vicomté de Turenne, circonscription féodale qui avait pris la place du *pagus;* c'est ainsi qu'on pourrait indiquer la circonscription probable de l'archidiaconé de Tournès. Mais, comme une étude sur l'étendue de la vicomté de Turenne demanderait une place que nous ne pouvons lui accorder ici, nous admettrons les limites qui sont assignées dans un exemplaire d'une carte intitulée : « *Description généralle du* « *païs et vicomté de Turenne, avec les confins des provinces qui l'avoisinent,* « par le Sr du Bac[5], » exemplaire dans lequel les limites de la vicomté sont marquées par une ligne coloriée qui paraît dater du XVIIe siècle.

[1] Voyez p. 5 de cette Introduction.

[2] « Similiter et in alio loco, in orbe Lemovicino et territorio Tornense, aliam curtem nostram et ecclesiam quae vocatur Estivalis. » (Deloche, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu*, p. 4.)

[3] « Hoc est mansos nostros, qui sunt in pago Tornense, in vicaria Casiliacense, in loco qui vocatur ad Poio Aldrico. » (*Ibid.* p. 115.)

[4] Voyez treize chartes du *Cartulaire de Beaulieu*, p. 37, 42, 60, 65, 80, 87, 194, 199, 205, 211, 224, 229 et 236 de l'édition de M. Deloche.

[5] Cette carte se trouve ordinairement dans l'ouvrage de Christophe Justel : *Histoire généalogique de la maison de Turenne*, 1 vol. in-f°, 1645, et nous parlons plus spécialement ici de l'exemplaire que possède la bibliothèque des Archives nationales.

D'après cette carte, la limite de la vicomté, à l'ouest, n'est pas sensiblement différente de la limite des diocèses de Cahors et de Périgueux; c'est à peine si une dizaine de paroisses formant la limite occidentale de l'archiprêtré de Gignac s'en trouve distraite. Au sud, la limite est généralement placée à trois quarts de lieue environ au sud de la Dordogne, de sorte qu'elle est presque identique à celle de l'archiprêtré de Gignac, que la même rivière sépare des doyennés de Gourdon et de Thégra[1]. En un mot, la partie caorsine de la vicomté de Turenne offre de tels rapports avec l'archiprêtré de Gignac, qu'il est impossible de douter que cet archiprêtré ne correspondît à l'ancien archidiaconé de Tournès[2].

La situation probable de l'archidiaconé de Tournès étant fixée, il nous est plus facile de déterminer les limites des six archidiaconés antérieurs à 1418; l'état actuel de nos recherches ne nous permet toutefois de le faire que d'une manière hypothétique.

Il nous semble cependant que l'ordre immuable suivant lequel les quatorze archiprêtrés sont nommés, dans tous les documents du XVI[e] au XVIII[e] siècle qui les mentionnent, peut nous servir singulièrement. En effet, il est possible que cette énumération soit antérieure à 1526 et qu'elle représente l'ordre dans lequel les archiprêtrés étaient rangés, avant 1418, dans leur répartitition entre les six archidiaconés. Un examen consciencieux dirigé sous cette impression nous permet de donner comme à peu près certaine la distribution suivante de ces archidiaconés :

Archidiaconé de Cahors ou grand archidiaconé comprenant les archiprêtrés de Cahors, Luzech, Belaye, Pestillac, Salviac et Gourdon[3].

[1] Mezels était la seule paroisse de l'archiprêtré de Gignac située au delà de la Dordogne.

[2] Il importe de ne pas oublier que Tersac et la viguerie de Cazillac, attribués par des chartes de Beaulieu au *pagus Tornensis,* furent compris plus tard dans cet archiprêtré.

[3] Cet archidiaconé était le plus étendu des six. Il est probable que l'archiprêtré de Gourdon devait en faire partie, car il ne pouvait pas dépendre de l'archidiaconé de Tournès, dans le sens étymologique de ce nom.

Archidiaconé de Tournès ne renfermant que l'archiprêtré de Gignac[1].

Archidiaconé de Saint-Céré composé de l'archiprêtré de Thégra, dont dépendait Saint-Céré[2].

Archidiaconé de Figeac renfermant les trois archiprêtrés de Figeac, de Cajarc et de Saint-Cirq-la-Popie.

Archidiaconé de Montpezat formé de l'archiprêtré de même nom.

Archidiaconé des Vaux comprenant l'archiprêtré de Moissac, autrement dit de Notre-Dame *des Vaux* de Lauzerte[3], et l'archiprêtré des Vaux ou de Nevèges.

Telle était très-vraisemblablement la division du diocèse de Cahors avant 1418, division dont l'ordre habituel des noms d'archiprêtrés serait le seul vestige, et qu'aurait remplacée après cette date une répartition des quatorze archiprêtrés entre les deux seuls archidiaconés subsistants, ceux de Cahors et de Tournès. Nous ne pouvons nous faire aucune idée de ce nouvel ordre de choses, qui amena nécessairement l'extension du nom de Tournès à une portion du diocèse de Cahors, entièrement étrangère à l'ancien *pagus Tornensis*.

III.

LES POUILLÉS ET LES COMPTES DE DÉCIMES.

Les comptes de décimes, bien que n'indiquant pas les collateurs des bénéfices, sont souvent confondus avec les pouillés. On y trouve, il est vrai, tous les établissements religieux d'un diocèse répartis suivant

[1] L'étymologie du nom de *Tournès* ne nous permet d'assigner à cet archidiaconé que le seul archiprêtré de Gignac.

[2] Il est impossible d'admettre l'extension de l'archidiaconé de Saint-Céré hors de l'archiprêtré de Thégra, car cette dernière circonscription est restreinte entre les archiprêtrés de Gignac, de Gourdon, de Figeac, et les diocèses de Limoges et de Saint-Flour.

[3] Cet archiprêtré est dit «de Moyssiaco «alias Beatae Mariae Vallium Lauzertae,» dans le pouillé du XVII[e] siècle (art. 136 à 581). Il ne confinait à l'archiprêtré de Montpezat que sur une très-petite étendue de terrain, à l'est de la Française, et ne pouvait évidemment pas dépendre de l'archidiaconé de Montpezat.

les subdivisions ecclésiastiques, et ils sont ainsi également précieux pour les études de géographie historique. Ces documents existent, pour la plupart, en copie dans les papiers de l'Agence générale du Clergé conservés actuellement aux Archives nationales; quant aux pouillés, qui leur sont certainement bien préférables, on les trouve ordinairement dans les archives départementales. Les uns et les autres sont malheureusement trop peu consultés et signalés; aussi énumérerons-nous ici les documents, de l'un et l'autre genre, relatifs au diocèse de Cahors et dont l'existence nous est connue.

1. Compte des décimes de 1526. — La plus ancienne nomenclature des églises de Cahors que nous savons avoir existé est le compte des décimes levées dans le diocèse en 1526; ce compte, rendu en février 1532 par «maistre Raymond de Domec,» nous est connu seulement par un extrait du xvie siècle compris dans un recueil de comptes des décimes levées vers la même époque dans les divers diocèses du royaume, recueil intitulé *Département des décimes de 1516* et conservé aux Archives nationales[1]. Nous ne connaissons pas le plan du compte original, mais l'extrait renferme toutes les indications (noms des bénéfices rangés suivant les archiprêtrés et leur taxe) que l'on trouve ordinairement dans ces comptes. Il ne faut cependant pas croire qu'il soit simplement la reproduction (et non l'extrait) du compte de 1526; il en serait bien plutôt la traduction; le compte de Raymond de Domec est en effet rédigé en latin, comme le prouve un certain nombre de noms à demi traduits, tels que ceux des églises de La Roque *Arcuum* (n° 149). d'*Userga Ollarum* (n° 153), *de Poudio* Calvell (n° 160), *de Viololiis* (n° 164), *de Spera* (n° 180), *de Pradinis* (n° 189), *de Masa* (n° 195), *de Anglaribus* (n° 196), etc. La traduction est encore accusée par les noms *Chasteaufranc* (pour Castelfranc, n° 176), *Chasteau-Sacré* (pour Castelsagrat, n° 595), *Chasteauneuf* (pour Castelnau, n° 633), et enfin

[1] Ce recueil, divisé en quatre volumes in-folio, fait partie des Archives de l'Agence générale du clergé, où il est coté G^8 1 à 4.— Le compte du diocèse de Cahors occupe les folios 1481 v° à 1503 r° (G^8 4).

par le nom d'église *des Prisons* (n° 644) donné à l'église de Carcès, que le compte latin désignait sans doute sous le nom *de Carceribus*. En général, les noms de lieux, dans cet extrait, sont estropiés d'une façon qui prouve surabondamment l'ignorance du traducteur en fait de toponymie caoursine, mais ces noms sont encore bien autrement dénaturés dans la copie de ce document exécutée au XVIII[e] siècle et conservée à la Bibliothèque nationale[1].

Malgré ces diverses imperfections, nous n'avons pas hésité à reproduire en entier et en regard du pouillé cet extrait du compte de 1526, l'ordonnance et l'ordre des paroisses étant presque identique dans ces deux documents[2]. Antérieur d'un siècle au pouillé, le compte confirme l'authenticité de ce document et prouve que la division en quatorze archiprêtrés n'était pas alors toute récente. Il permet, en outre, de constater l'existence de la plupart des bénéfices mentionnés par le pouillé dans la première moitié du XVI[e] siècle. Lorsqu'il y a divergence dans l'ordre des noms entre ces deux documents, on a quelquefois lieu de s'en féliciter, car alors le compte nous révèle un état de choses n'existant plus au XVII[e] siècle; ainsi il réunit en un seul bénéfice les cinq églises de Saint-Matré, Saux, Troniac, Coulourgues et Mascairolles, qui, suivant le pouillé, formaient quatre bénéfices au XVII[e] siècle[3]. Parfois le compte nous a aidé à traduire avec plus de certitude certains noms, dénaturés dans le pouillé d'une manière qui ne permettait pas de les identifier avec assurance. Le pouillé mentionne, par exemple, la paroisse de Martignac, au doyenné de Pestillac, sous les noms de *Marminiac* et *Marminiacum*, qui appartenaient réellement à une paroisse du doyenné de Salviac, tandis que le compte nous fournit le nom *Martinhac*[4]. Ailleurs, le pouillé donne le nom de *Loupiac* (*Lou-*

[1] Département des manuscrits, n° 15717 du fonds français, f[os] 303 v° et suiv.

[2] La seule chose qui distingue notre pouillé des comptes de décimes, c'est que les abbayes, chapitres et prieurés, y sont énumérés au commencement avant les églises paroissiales, tandis que les comptes les mentionnent parmi celles-ci sous leurs archiprêtrés respectifs.

[3] Voyez les articles 211 à 214 de nos documents. D'après le pouillé, l'église de Coulourgues était la seule annexe de la paroisse de Saint-Matré.

[4] Voyez le pouillé, n° 223.

piacum) à une paroisse de l'archiprêtré de Gignac; cette appellation, qui convient à deux paroisses des archiprêtrés de Pestillac et de Gourdon, serait embarrassante ici, si le compte ne nous montrait qu'il s'agit de *Lopchac*[1] (aujourd'hui Louchap).

2. Pouillé du xviie siècle. — Voici les renseignements que M. Émile Dufour, conseiller général du département du Lot, donne, dans une lettre du 12 décembre 1869, sur le pouillé que nous publions :

« Le pouillé de Cahors... a été copié, par moi-même, sur une « copie faisant partie d'un recueil de pièces remontant presque toutes « au xviie siècle et ayant appartenu à la famille de Marsis (de Gourdon), « qui, durant les deux derniers siècles surtout, donna à notre province « des ecclésiastiques et des jurisconsultes aussi honorables que distin- « gués. Il me serait peut-être possible de me procurer de nouveau « le volume où se trouve ce document, mais, comme ce n'est qu'une « copie manuscrite, sans date, d'une très-mauvaise écriture, mais que « je suis certain d'avoir reproduite d'une façon absolument exacte, je « ne comprends pas qu'il y ait un grand intérêt à le retrouver.

« Je n'y ai rien ajouté. Les noms français s'y trouvent, comme sur « ma copie. J'ai seulement, et à l'aide de deux pouillés très-récents ap- « partenant, l'un à l'évêché, l'autre à la bibliothèque de la ville, l'un « et l'autre manuscrits, et de la fin du xviiie siècle, et en totalité rédigés « en français, complété quelques lacunes[2]. »

On voit, par ce rapport, que M. Dufour n'a eu à sa disposition qu'une copie manuscrite *sans date*, mais très-probablement du xviie siècle. Nous avons pensé un moment pouvoir lui attribuer la date de 1637, que porte, suivant M. Lacabane, un pouillé manuscrit possédé en 1862 par feu M. Hippolyte de Montal (de la Mothe-Cassel), et qui, au témoignage d'une personne qui l'a consulté jadis, offrirait plus d'un rapport avec le pouillé que nous publions[3]. Malheureusement, par

[1] Voyez le pouillé, n° 302.

[2] Ces pouillés ne sont que des comptes de revenus; voy. plus loin les n°s 7 et 8.

[3] Quant à nous, nous ne connaissons ce pouillé que par un seul article reproduit par M. Lacabane dans une note de ses *Observa-*

suite du partage de la succession de M. de Montal, il serait difficile, sinon impossible, de trouver la trace de son manuscrit, et, par conséquent, de constater l'identité complète du texte des deux pouillés. Cependant, dans le cas même où l'identité serait certaine, il ne faudrait pas assigner à la rédaction du pouillé la date de 1637, car ce pourrait bien n'être que celle de la copie possédée par M. de Montal.

Les renseignements donnés par M. Dufour ne nous ont pas permis d'espérer une collation de sa copie dont nous avons, pour cette raison, respecté religieusement le texte. Aussi ne sera-t-on pas étonné de certaines erreurs évidentes; c'est ainsi qu'à l'article 315 on trouve l'église d'Eyvignes appelée *Ybigues* et *de Ybiguis*, par suite d'une erreur de lecture (*u* pour *n*), et que l'église de La Penche est nommée *de Pieta* pour *de Picta* aux articles 106 et 569.

3 et 4. Comptes de décimes de 1641 et de 1646. — Un recueil de comptes de décimes du royaume de France de l'année 1641 nous fournit un second compte du diocèse de Cahors[1]. L'ordre des bénéfices est, à peu de chose près, le même que dans le compte de 1526, et, rédigé en français comme ce dernier, le compte de 1641 donne, à la suite du nom de chaque église, le chiffre de la taxe. Les noms y sont aussi incorrects, avec cette différence qu'on n'y aperçoit aucune trace de rédaction primitive en latin. Ces observations s'appliquent également à un compte de 1646 compris dans un autre recueil semblable[2]. Nous n'avons pas cru devoir donner, en raison de leur grande ressemblance avec le compte de 1526, une concordance de nos documents et de ceux-ci.

5. Pouillé publié par Alliot en 1648. — C'est en 1648 que fut pu-

tions sur l'histoire et la géographie du Quercy et du Limousin (*à propos de la publication d'une brochure sur les divisions territoriales du Quercy*), p. 43, note 1. Cet article concerne l'église de Montvalent et est complétement identique à l'article 347 de notre pouillé.

[1] Archives nationales, G[8] 153, f[os] 144 v° et suiv.

[2] Archives nat., G[8] 341, f[os] 206 r° et s.

blié chez Alliot, dans le *Pouillé général de l'archevêché de Bourges*, un pouillé de l'évêché de Cahors; ce pouillé, comme tous ceux d'Alliot, a une pagination particulière. Bien qu'il ne soit d'aucune valeur, nous croyons néanmoins utile d'en donner la description.

A la suite de l'évêché et du chapitre, on trouve une liste des archiprêtrés où la moitié des noms sont défigurés; ainsi, pour n'en citer que quelques-uns, on lit *Ullegna*, *Saint-Iléry* et *Neuchen*, au lieu de Thégra, Saint-Cirq et Nevèges.

Ce début ne donne cependant qu'une faible idée du peu de valeur de ce pouillé. En effet on voit, à la suite de la liste des archiprêtrés, et au lieu et place du pouillé que l'on s'attend à rencontrer, un catalogue des paroisses du diocèse classées par lettres initiales, mais sans aucun souci d'ordre alphabétique dans chacune de ces lettres (p. 2-18). Cette liste forme une table sur trois colonnes : la première est occupée par les noms des bénéfices, la seconde est destinée à recevoir les indications des patrons, et la troisième celle du revenu. Les noms des paroisses sont généralement méconnaissables, les patrons manquent à peu près à la moitié des noms, et nous ne voudrions pas nous porter garants des chiffres marqués dans la colonne des revenus. Viennent ensuite les listes des abbayes et de leurs offices (p. 18, 19), des prieurés (p. 19-24), des doyennés [capitulaires] (p. 24) et des maladreries (p. 27, 28). La seconde de ces listes rappelle assez, par l'ordre dans lequel sont rangés les prieurés, le catalogue de prieurés qui se trouve dans notre pouillé[1], mais elle ne fait aucune distinction des prieurés séculiers et réguliers. Les collateurs de ces établissements sont très-rarement indiqués, et parfois, lorsqu'on les y nomme, l'indication est erronée. Ainsi, par exemple, à la page 22 du pouillé d'Alliot, les prieurés de Lapenche, Castex et Francour[2], sont rangés dans un ordre un peu différent de celui-ci, que nous empruntons à notre pouillé : Castex est reporté un peu plus loin, Francour passe avant Lapenche, et ce dernier prieuré, qui est appelé *de La Preuche*, est dit à

[1] Ce catalogue comprend les n°s 19 à 123 de notre pouillé.

[2] Ces prieurés sont nommés aux n°s 106, 107 et 108 de notre pouillé.

la collation de l'abbé de Grammont, circonstance qui n'appartient qu'au prieuré de Castex. Immédiatement après (p. 23), on voit figurer le prieuré de Saint-Romain[1], dont l'article est ainsi rédigé :

Prieuré de Saint-Roma uny à la chantrerie de Moissac.	L'abbé de Moissac confère...	600 l.

Puis suit une ligne qui, n'étant que la répétition tronquée et corrompue de cet article, donne la mesure de l'attention avec laquelle le pouillé d'Alliot a été rédigé :

Prieuré de Sainct Roma Vinala.	600 l.

Le prieuré de Monpalach, qui est nommé à la suite de celui de Saint-Romain, est désigné par Alliot comme étant uni à l'abbaye de Beaulieu, et à la collation de l'abbé de ce monastère. Nous tenons ce renseignement pour suspect, parce que l'abbaye de Beaulieu ne possédait rien dans la partie méridionale du diocèse, où était situé le prieuré de Monpalach, qui, d'après notre pouillé, aurait dépendu de l'église de Montauban.

On doit tenir comme non avenue la récapitulation des cures, chapelles, abbayes, archiprêtrés, prieurés, doyennés, commanderies et maladreries, qui termine le pouillé imprimé en 1648. Nous n'avons pas pris la peine de vérifier s'il était seulement en rapport avec ce document; mais il est manifeste que certains chiffres sont erronés : ainsi le nombre des cures, suivant cette récapitulation, serait de quatre cents, chiffre bien inférieur à celui résultant de notre pouillé, qui date certainement de cette même époque.

6. Comptes des revenus au xviii[e] siècle. — Un recueil des comptes des revenus de tous les diocèses de France se trouve dans les archives de l'Agence générale du Clergé. Les comptes y sont réunis par provinces ecclésiastiques, et chaque province forme un volume grand in-folio. Le compte du diocèse de Cahors est intitulé : *Diocèse de Cahors. Revenus*

[1] Voyez le n° 103 de notre pouillé.

suivant le pouillé du diocèse, et se compose de trente-neuf folios[1]. De même que les autres comptes de la collection, il est sans date et appartient au XVIII[e] siècle.

La confection de ce compte des revenus diffère peu de celle des comptes de décimes que nous venons d'énumérer, et on le comprendra facilement, car tous les documents de ce genre étaient sans doute rédigés, comme celui-ci, à l'aide des pouillés. Nous avons comparé ce document avec ceux que nous publions, et nous avons pu, de la sorte, utiliser quelques renseignements complémentaires qu'il nous fournissait. Ces renseignements, consistant en mentions d'églises inconnues au compte de 1526 et à notre pouillé, sont peu nombreux dans le corps du pouillé, mais, à la suite du dénombrement des bénéfices suivant les archidiaconés, il existe une sorte de supplément, sans ordre, contenant quelques prieurés, les abbayes, les couvents d'hommes et de femmes, tels qu'Augustins, Carmes, Clarisses, Cordeliers, Doctrinaires, Jacobins, etc.[2], et vingt-quatre cures[3].

7 et 8. Pouillés de la fin du XVIII[e] siècle. — Il existerait encore, d'après des renseignements transmis par M. Dufour, deux pouillés du diocèse de Cahors peu antérieurs à la Révolution et dont on usait en 1789; l'un est conservé au secrétariat de l'évêché, l'autre à la bibliothèque de la ville de Cahors. Ces pouillés sont rédigés en français. « Ils ne contiennent, dit M. Dufour, que le tableau des cures et « de leurs annexes, avec deux indications, il est vrai, qui ne se trouvent « pas dans le pouillé qui précède (le pouillé que nous publions), à sa- « voir le nombre des communiants de chaque paroisse et le chiffre des « revenus en dépendant. » Cette indication nous permet de ne pas con-

[1] Archives nationales, G[8] 412.

[2] Ces couvents ne sont pas ordinairement mentionnés dans les pouillés; aussi nous n'en avons pas tenu compte pour compléter notre pouillé. Leur dénombrement n'a, du reste, aucune utilité au point de vue de la topographie ecclésiastique.

[3] Ces cures, qui ne sont mentionnées dans aucuns de nos documents, étaient des bénéfices de peu de valeur. Elles ne rapportaient que 300 livres, à l'exception des cures de La Nouvelle, de Saint-Florien, de Monteuils (?), de Praissac et de Notre-Dame-des-Misères, dont le revenu était de 370 livres.

sidérer ces deux manuscrits comme de véritables pouillés, mais bien comme des comptes de revenus, à peu près identiques à celui que nous venons de décrire.

IV.

PLAN DE LA PUBLICATION DU POUILLÉ DE CAHORS.

La copie du pouillé du diocèse de Cahors, exécutée par M. Dufour, avait été adressée sans commentaire à la section d'histoire et de philologie du Comité des Travaux historiques. Le Comité, appréciant l'importance de ce document au point de vue de la géographie ecclésiastique du moyen âge, ne crut pouvoir mieux faire que de le communiquer à la Commission de topographie des Gaules, afin d'avoir son avis sur le parti que l'on pouvait en tirer. C'est alors que la Commission voulut bien nous charger d'étudier le pouillé et de lui proposer un travail d'ensemble dont elle adopta le plan et les conclusions, et c'est ce travail qui fait l'objet de la publication que nous soumettons aujourd'hui au jugement du public.

On a jugé à propos, nous l'avons dit plus haut, de publier, en regard du pouillé, à partir de l'article 138, le compte des décimes de 1526, qui le suit à peu près rigoureusement. Nous avons donné aux articles du compte le numéro de l'article correspondant dans le pouillé, lors même que le compte les déplaçait quelque peu; quant aux articles concernant soit des prieurés qui, dans le pouillé, forment une série particulière, soit des cures inconnues à ce même document, nous les avons désignés par des numéros *bis*, *ter*, *quater*, etc.

Nous avons joint au pouillé de nombreuses notes où nous donnons presque toujours la traduction des noms des localités auxquelles se rapportent les articles des pouillés. Il ne faudrait pas supposer que cette traduction était inutile parce qu'une colonne du pouillé donne ou prétend donner les noms modernes; cette colonne ne renferme, en effet, que le nom du chef-lieu de la paroisse, sous une forme plus ou moins correcte, et les noms modernes des églises succursales, si nombreuses dans le diocèse de Cahors, n'y figurent d'aucune façon. De plus, parmi

les lieux que notre pouillé mentionne comme possédant des églises, il en est un grand nombre réduits actuellement au rang de hameau, voire même à un très-petit groupe d'habitations isolées; le souvenir d'un certain nombre, enfin, ne s'est conservé que par les vestiges de l'église. Nous avons pu réussir cependant à constater l'identité de la très-grande majorité de ces lieux. Les noms qui, dans nos notes, ne sont suivis d'aucune indication, sont des noms de chefs-lieux de communes; quant aux écarts, nous avons toujours eu soin d'indiquer la commune dont ils dépendent. Il nous a paru utile de faire précéder d'un astérisque les noms des écarts dont l'église est indiquée par la carte de Cassini, et de deux astérisques les noms de ceux dont les églises, figurées également par la carte de l'État-Major, existent encore actuellement. Cette méthode nous mettra à l'abri du soupçon d'avoir cherché au hasard les équivalents modernes parmi les nombreuses localités éparses de l'ancien Quercy.

Nous avons joint à ces indications des renseignements puisés dans des documents locaux et relatifs à l'antiquité des paroisses ou à leur érection, ainsi qu'aux changements des collateurs des églises; ces notes, comparées aux articles correspondants du pouillé, prouvent le peu de variabilité des collateurs et des vocables des églises, ainsi que l'antiquité de nos chefs-lieux de communes. Cette partie de notre travail est sans doute fort incomplète, car nous avons dû nous borner aux ouvrages imprimés ou aux collections manuscrites existant à Paris. L'ouvrage de Guillaume de La Croix publié à Cahors, en 1617, sous le titre de *Series et acta episcoporum cadurcensium,* nous a été fort utile par les documents qui y sont imprimés. Nous avons pris aussi de nombreuses notes dans la collection Doat, conservée au cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale. Ces deux sources seront toujours désignées de la façon la plus laconique : *La Croix, Doat.*

Supplément. — La comparaison du pouillé et des comptes de décimes avec la carte de Cassini prouve qu'un certain nombre d'églises indiquées sur cette carte, existant, par conséquent, au siècle dernier,

et mentionnées même quelquefois dans des documents d'un âge fort respectable, ne figuraient pas dans ces catalogues ecclésiastiques. Il nous a paru utile de dresser la liste de ces églises en les classant sous les archiprêtrés dont elles devaient dépendre[1], d'ajouter à chacun de ces noms les renseignements que nous avions puisés dans les chartes, et de former ainsi un supplément au pouillé. Nous avons aussi fait entrer dans cette liste, non-seulement les chapelles qui, parfois, ainsi que nous l'a démontré l'étude du pouillé de Cahors, représentent d'anciennes églises paroissiales, mais aussi les localités dont les noms indiquent certainement l'existence, à une époque quelconque, d'un établissement religieux, chapelle ou église : nous voulons parler des lieux portant des noms de saint.

Ce supplément n'a pas la valeur du pouillé, car nous n'avons pu que rarement donner l'indication du patron et du collateur de ces églises; mais il le complète utilement, puisqu'il se compose d'une nomenclature d'églises omises systématiquement, il semble, dans les pouillés et les comptes de décimes.

[1] Parfois, nous avons été indécis sur l'archiprêtré dont dépendaient certaines églises limitrophes de deux circonscriptions ecclésiastiques et omises dans le pouillé et les comptes; mais, comme les églises n'appartiennent pas, le plus souvent, à des chefs-lieux de commune, nous les avons placées dans l'archiprêtré qui comprenait le chef-lieu de leur commune.

CATALOGUS ABBATIARUM,

DECANATUUM, PRIORATUUM SÆCULARIUM ET REGULARIUM, CONVENTUALIUM ET NON CONVENTUALIUM, ARCHIPRESBITERATUUM ET ECCLESIARUM PAROCHIALIUM DIOECESIS CADURCENSIS.

ABBATIÆ SÆCULARES.

1. Le Vigan......	B. Mariæ de Vicano............	unitæ ecclesiæ Cadurcensi.
2. Figeac........	S. Salvatoris Figiaci............	
3. Roquemadour ..	B. Mariæ Rupis Amatoris........	unitæ ecclesiæ Tutelensi.

ABBATIÆ REGULARES SEU MONASTERIA.

4. Moissac.......	S. Petri Moyssiaci.............	Ordinis Cluniacensis.
5. Soulhiac......	B. Mariæ de Soliaco............	Ordinis S. Benedicti.
6. Marcillac......	S. Petri de Marsiliaco...........	
7. Lagarde-Dieu ..	B. Mariæ Gardæ Dei............	Ordinis Cisterciensis.
8. Saint-Marcel...	Sancti Marcelli.................	
9. L'Abbaye-Nouvelle.......	Beatæ Mariæ de Abbatia Nova.....	
10. Leyme.......	Monasterium monialium B. Mariæ de Eremo....................	

DECANATUS SÆCULARES.

11. Cayrac........	S. Petri de Cayraco............	Ad coll. abbatis Aureliaci.
12. Figeac........	Figiaci.......................	Ad coll. abbatis.
13. Montpezat.....	S. Martini Montis pensati........	Ad pres. domini temporalis.
14. Bretenoux.....	Castri Novi de Bretenesso[1].......	
15. Le Vigan......	de Vicano....................	Ad coll. abbatis.

[1] Lisez *Bretenosso*.

DECANATUS REGULARES.

16. Les Arques....	S. Stephani de Archis. O. S. Benedicti.	Ad coll. abbatis Marsiliaci.
17. Carennac......	S. Petri de Carennaco. O. Cluniacensis.	Ad coll. abbatis Cluniacensis.
18. Lavercantière...	de Vercanteria. O. S. Benedicti....	Ad coll. abbatis Marsiliaci.

PRIORATUS SÆCULARES.

19. Mechmont.....	S. Caprasii Medis Montis Guerræ..	Ad coll. episcopi Cadurc.
20. Cournou......	S. Nazarii de Cornone..........	
21. Le Vigan......	S. Saturnini de Vicano..........	Ad coll. capituli de Vicano.
22. Saint-Denys....	S. Dionisii....................	Dnus episcopus Tutel. confert.
23. Lodour.......	S. Juliani de Lodorio...........	Ad coll. episcopi Cadurcensi.
24. Cuzance......	S. Catharinæ de Cuzancio........	Ad coll. abb. Rupis Amatoris.
25. Banières......	S. Michaelis de Bannieris........	
26. Maladeré......	de Maladero...................	
27. Saint-Bonet....	S. Boneti.....................	Ad coll. episcopi Cadurc.
28. Peyrasot......	S. Catharinæ de Peyraseto.......	
29. Mayrinhac.....	S. Maurini de Meyriniaco........	Ad coll. abb. Rupis Amatoris.
30. Le Bougayrou..	S. Petri de Bugayrous...........	
31. Roquemadour..	Hospitale S. Joannis Rupis Amatoris.	
32. Lavernhe......	S. Blasii de Vernho[1]...........	Ad coll. abbatis de Corona.
33. Pauliac.......	S. Juliani de Pauliaco...........	Ad coll. abbatis Aureliaci.
34. Balaguier.....	S. Martini de Balaguiero.........	Ad coll. episc. Cadurc.
35. Camburat.....	S. Saturnini de Camburaco.......	
36. Saint-Denys....	S. Dionisii....................	Unitus capitulo Figiacensi.
37. Saint-Médard...	S. Medardi prope Figiacum......	
38. Prendeygues...	B. Mariæ de Prendeniis.........	Ad coll. abbatis Aureliaci.
39. Saint-Cirgues...	S. Cirgueti..................	Abbas Aureliaci est prior.
40. Capdenac......	S. Joannis Baptistæ de Cadenaco...	Ad coll. ejusdem.
41. Saint-Médard...	S. Medardi..................	Ad coll. abbatis Figiaci.
42. Cardalhac.....	S. Juliani de Cardalhaco.........	
43. Cassanhols.....	S. Blasii de Cassanhols..........	
44. Thémines.....	S. Martini de Peyrissac, alias de Themines....................	
45. Lachapelle-Banhac........	Capella Baniaci...............	Unita capitulo Aureliaci.
46. Le Bourg......	S. Saturnini de Burgo..........	Depend. ab abb. de Aureliaco.
47. Foissac.......	S. Cirici de Foyssiaco...........	Ad coll. ejusdem.
48. Corondat......	Corondat....................	Unit. prepositatui Mtis Albani.
49. Saint-Affre.....	Sanctæ Affræ.................	Ad coll. episcopi Cadurc.

[1] Lisez *Vernha*.

50. Monclar.......	S. Petri cum annexa S. Caprasii....	Ad coll. decani de Cayraco.
51. Saint-Victor....	S. Victoris....................	
52. Cos et Ste-Rufine.	S. Saturnini cum annexa S. Rufinæ.	Ad coll. episcopi Cadurc.
53. Labourette.....	B. Mariæ de Lugan, alias de Labourette..................	
54. Picquecos.....	S. Felicis de Picacessio[1].........	
55. Saint-Huc.....	S. Hugonis..................	
56. Montjoy.......	S. Saturnini de Pestiliaco, alias de Montjoy..................	
57. Vaylac........	S. Martini de Vaylaco cum annexa Sancti Hilarii...............	Ad coll. prioris de Fontibus.
58. Isle-Made.....	SS. Fabiani et Sebastiani........	Ad coll. episc. Montis Albani.
59. Falguières.....	B. Mariæ de Falgueriis.........	
60. Montalzac.....	S. Joannis de Montalzaco, alias de Las Clotes................	
61. Monspalach....	S. Joannis de Monte-Pelachio.....	
62. Charros.......	B. Mariæ de Charros...........	
63. Leviac........	de Leviaco prope Cazals.........	
64. Montovols.....	S. Saturnini Montis Valis........	Ad coll. decani de Cayraco.
65. Beyne........	de Beyna....................	Ad coll. abbatis sæcularis ecclesiæ S. Martialis Lemovicensis.

PRIORATUS REGULARES.

66. L'Hospitalet....	Prioratus seu preceptoria B. Mariæ de l'Espitalet dominæ Helenæ, cum annexis de Granejouls et Salgues.	Ad. coll. episcopi Cadurc.
67. Bouloc........	S. Salvatoris de Boulaco, cum ann. SS. Hypoliti et Caprasii.......	
68. Sainte-Alausie..	S. Alaudiæ seu Alausiæ.........	
69. Bagat........	S. Petri de Bagato.............	
70. Carnac.......	S. Joannis de Carnaco..........	
71. Canabals......	S. Stephani de Canabals.........	

PRIORATUS REGULARES ET CONVENTUALES.

72. Cathus........	S. Asterii de Catusio, ordinis S. Benedicti......................	Ad coll. abbatis S. Michaelis de Clusa.
73. Fons.........	B. Mariæ de Arthelis, alias de Fontibus, ordinis S. Benedicti......	Ad coll. abbatis Figiaci.

[1] Lisez *Picacossio*.

74. Belmerou......	S. Eutropii de Bolmerous, ordinis S. Benedicti..................	Ad coll. abbatis Figiaci.
75. Laramière	B. Mariæ de Ramerii[1], ordinis S. Augustini..................	Ad coll. abbatis de Corona.

ALII PRIORATUS REGULARES, NON CONVENTUALES.

76. Francoulès.....	B. Mariæ de Molieris, alias de Francolesio, ordinis S. Augustini canonicorum regularium..........	Ad coll. abbatis de Corona.
77. Vialoles.......	S. Petri de Vialolis, ord. S. Augustini.	Ad coll. abb. de Marsiliaco.
78. Bovila........	de Bovila, ord. S. Benedicti......	Ad coll. prioris Catusii.
79. Duravel.......	S. Hilarionis de Duravelo, ord. S. Benedicti....................	Ad coll. abbatis Moyssiaci.
80. Concorès......	S. Dionisii de Concoreto, ord. S. Augustini, unitus collegio societatis Jesu Tolosæ................	Ad coll. abbatis S. Ambrosii.
81. Deguaniazès....	B. Mariæ de Deganhazès, ord. Grandimontis..................	
82. Lamothe-Massaut	S. Sixti Mothæ Massaut cum ann. S. Salvatoris, ord. S. Benedicti ...	Ad coll. abbatis Soliaci.
83. Le Mont-S[t]-Jean.	Monti [S.] Joannis, ord. Cluniacensis.	Ad coll. decani Carennaci.
84. Caminel.......	S. Laurentii de Caminello, ord. S. Augustini.................	Ad coll. prioris S. Laurentii de Artiga Lemovicensis.
85. Camy	B. Mariæ de Camino, ord. S. Benedicti.	Ad coll. abbatis de S. Gaufredo Sarlatensi.
86. Lanzac	S. Joannis de Lanzaco, ord. S. Benedicti....................	Ad coll. abbatis Soliaci.
87. Friac.........	B. Mariæ Magdalenæ de Friaco, ord. S. Benedicti................	Ad coll. abbatis Belli Loci.
88. Broussoles.....	S. Projecti de Broussolles, ord. S. Benedicti..................	
89. Riniac........	S. Vincentii de Rinhaco, ord. S. Benedicti....................	Ad coll. abbatis Soliaci.
90. Creysse.......	S. Catharinæ de Croxia, de Meyraco, de Podio Bruno, ord. S. Benedicti.	
91. Florac........	S. Georgii de Floraco, ord. S. Bened[i].	
92. Larivière......	S. Ægidii de Bonnevilla cum annexa S. Martini de Giraco, alias de La Rivière, ord. S. Benedicti......	Ad coll. abbatis Belli Loci.

[1] Lisez *Rameria*.

PRIORATUS REGULARES.

93. Felines	B. Mariæ de Felines, unitus prepositatui de Rudello	Dependet ab abbate Belli Loci.
94. Livernon	S. Namphasii de Livernone, ordinis S. Augustini	Dependet monasterii Montis S. Salvi.
95. Nozac	S. Martini de Nozaco, ord. S. Benedicti	Ad coll. abbatis Marsiliaci.
96. Monredon	S. Michaelis de Monte Rotundo, ord. S. Benedicti, cum annexa S. Mariæ Magdalenæ de Postanejo	Ad coll. abbatis Casæ Dei.
97. Revel	S. Joannis de Revelo, ord. S. Benedicti	
98. Anglars	S. Martini de Anglaribus, ord. S. Benedicti	Ad coll. prioris de Fontibus.
99. Caylus	S. Joannis Caylutii de Boneta, ord. S. Augustini, cum annexa B. Mariæ de Lieurens	Ad pres. capituli S. Antonini Ruthenensis.
100. Fontaines	S. Hilarii de Fonteniis, ord. Cisterciensis	Ad coll. abbatis Loci Dei Ruthenensis.
101. La Salvetat	S. Petri de Salvetate Majoza, ord. Cluniacensis	
102. Bourniquel	S. Matfredi de Burniquelo, ord. Cluniacensis	Ad coll. abbatis Moyssiaci.
103. Saint-Romain	S. Romani, ord. Cluniacensis	
104. Le Bourg de Visa	S. Guarini Burgi de Divisa, ord. S. Benedicti	Ad coll abbatis Marsiliaci.
105. Colonges	B. Mariæ de Colongis, ord. S. Benedicti	
106. Lapenche	S. Roberti de Pieta[1], ord. S. Benedicti.	Ad. coll. abbatis Casæ Dei.
107. Castex	S. Joannis de Castex cum ann. S. Petri de Sals, ord. S. Benedicti	Ad coll. prioris Catusii.
108. Francou	B. Mariæ de Franconio, ord. Grandimontis (est conventualis et reponendus ex loco).	

[1] Lisez *Picta*.

ALII PRIORATUS REGULARES MONIALIUM.

109. La Daurade...	B. Mariæ Deauratæ Cadurci, ordinis S. Benedicti................	Conventualis et electivus.
110. Sainte-Claire..	S. Claræ Cadurci, ord. S. Francisci.	Conventualis. Sub cura fratrum minorum.
111. Les Bouysses..	S. Mariæ des Bouysses, ord. Cisterciensis....................	Non conventualis. Ad coll. abbatiæ de Eremo.
112. Les Joannies..	Ordinis S. Dominici............	Ad coll. abb. B. Mariæ Silvæ Majoris Burdigalensis.
113. Pomarede....	B. Mariæ de Pomarede, ord. S. Benedicti.	
114. Sainte-Claire..	S. Claræ oppidi de Gordonio, ord. S. Francisci................	Conventualis.
115. Lhopital.....	Hospitalis Belli Loci, alias dominæ Æglinæ, ord. S. Joannis Hierosolymitani.................	Conventualis.
116. Fieux.......	Ejusdem ordinis.	
117. Saint-Sosy....	S. Sosii, ord. S. Benedicti.	
118. Blanzaguet....	S. Germani de Blanzagueto, ord. S. Benedicti..................	Non conventualis.
119. Le Poujet.....	S. Claræ de Pojeto, ord. S. Francisci.	Conventualis.
120. Lundieu.....	B. Mariæ Luminis Dei, ord. Cisterciensis....................	Ad coll. abbatis Figiaci.
121. Lissac.......	B. Mariæ de Lissaco, ord. Cisterciensis....................	Ad coll. abbatis de Eremo.
122. Maroule......	B. Mariæ Magdalenæ de Maroula, ord. S. Benedicti.	
123. Espagnac.....	B. Mariæ Vallis Paradisii de Spaniaco, ord. S. Augustini............	Ad presentationem domini S. Sulpicii et institutionem abbatis Coronæ.

ARCHIPRESBITERATUS QUI OMNES SUNT AD COLLATIONEM EPISCOPI.

124. Saint-André....	S. Andreæ Cadurci cum annexis B. Mariæ de Maxo, S. Petri et S. Salvatoris.
125. Luzech........	S. Petri de Luzechio cum annexis de Camino, Cayx, Fagi.
126. Belay.........	S. Aniani de Belaico cum annexa B. Mariæ de Latour.
127. Pestillac.......	B. Mariæ de Pestillaco cum annexis S. Caprasii de Marnaco, S. Aviti et S. Ludovici de Montcabrier.

128.	Salviac........	S. Jacobi de Salviaco cum ann. S. Dionisii de Luziech.
129.	Gourdon......	S. Petri de Gordonio, alias de Peyraco.
130.	Giniac.........	S. Martini de Giniaco.
131.	Thégra........	S. Bartholomei de Thegrato.
132.	Figeac........	B. Mariæ de Podio cum ann. S. Petri de Molieres.
133.	Cajarc........	S. Stephani de Cajarco.
134.	Saint-Cirq......	S. Cirici de Popia cum ann. de Bregantino et des Clausels.
135.	Flaugnac.......	S. Vincentii de Flauniaco, alias de Montpezat, cum ann. S. Pauli de Loubressac et S. Martini de Capnié.
136.	Moyssac.......	de Moyssaco, alias B. Mariæ Vallium Lauzertæ.
137.	Les Vaulx......	B. Mariæ Vallium, alias de Nevegges, cum ann. S. Petri de Divilliaco.

ARCHIPRESBITERATUS CADURCI ECCLESIÆ PARROCHIALES, PROUT IN SYNODO APPELLANTUR.

138. La Daurade...	Parrochia seu ecclesia..	B. Mariæ Deauratæ....	Ad presentationem priorissæ.
139. Saint-Urcisse..		S. Urcissini.........	Ad collationem episcopi.
140. Saint-Pierre...		S. Petri............	
141. Soubiroux....		B. Mariæ de Superioribus	Ad presentationem unius de canonicis Cadurcensibus.
142. Saint-Maurice.		S. Mauricii cum ann. S. Petri de Capella....	Ad coll. episcopi.
143. St-Barthélemy.		S. Bartholomei.......	Ad pres. unius de canonicis Cadurcensibus.
144. Saint-Géry...		S. Desiderii.........	Ad pres. canonici theologalis.
145. Saint-Laurent.		S. Laurentii........	Ad pres. capituli et nominat. canonici hebdomadarii.
146. Saint-Jacques..		Vicaria S. Jacobi.............	Ad nutum capituli.
147. L'Hôpital de La Barre......		Præceptoria Hospitalis S. Michaelis.	Ad coll. episcopi.
148. Saint-André...		Archipresbiteratus cum annexis B. Mariæ de Maxou, S. Petri de Folio, S. Salvatoris................	
149. Laroque.....		S. Petri de Floiraco, alias de Magdalena, cum ann. Rupis Arcuum et de Valrufo.................	Ad pres. capituli et nominat. canonici hebdomadarii.
150. Vers et Velles..		S. Stephani de Velis cum ann. SS. Crispini et Crispiniani........	
151. Saint-Martin...		S. Martini de Averso..........	
152. Saint-Michel et Cours......		S. Michaelis de Folio cum ann. B. Mariæ de Curtibus...........	Ad coll. archidiaconi majoris.
153. Uzech des Oules		S. Martini de Uzechio Ollarum....	Ad coll. episcopi.
154. Brouelle.....		S. Petri de Brolio.............	Ad pres. abb. Marciliaci.
155. S. Cernin del Causse.....		S. Saturnini del Causse.........	Ad coll. episcopi.
156. Frayssinet....		S. Petri de Frayssineto..........	Ad pres. abb. Marciliaci.
157. Gigouzac.....		S. Petri de Gigozaco...........	Ad coll. episcopi.
158. Francoulès....		S. Firmini de Molieriis, alias de Francoulès, cum ann. S. Petri de Liverso.	Ad pres. prioris.
159. Lamothe et Murat........		S. Georgii Mothæ-Cassel cum ann. S. B. Mariæ de Murato........	Ad pres. abb. Marciliaci.

Du compte de la décime levée au diocesse de Cahours en l'année mil cinq cens vingt six, rendu par maistre Raymond de Domec, *auditus et ad burellum clausus, decima die mensis februarii millesimo quingentesimo trigesimo secundo*, a esté extraict la recepte d'iceluy qui ensuict :

De Reverend Pere en Dieu Monsieur l'evesque de Cahours .... IIII^c l.
Du chapitre de Cahours .... IIII^c l.
De l'archediacre majeur de l'esglise de Cahours pour les bénéfices uniz audict archediaconé, c'est assçavoir Perreilly .... XIIII l.
De l'archediaconé [de] Tournès pour les bénéfices uniz audict archediaconé, c'est assçavoir Pech-La-Garde et Marminhac .... XII l.
Du chancellier de Cahours pour les bénéfices uniz à ladicte chancellerye .... XX l.
Du chantre de Cahours pour ses bénéfices .... X l.

[ARCHIPRESBTRÉ DE CAHOURS.]

De l'archipresbtré de Cahours avecq ses annexes .... XXVI l.
139. De l'esglise Sainct-Ursin de Cahours .... X l.
140. De l'esglise Sainct-Pierre de Cahours .... XL s.
142. De l'esglise Sainct-Maurice de Cahours .... LX s.
141. De l'esglise des Supperies de Cahours .... VI l.
143. De l'esglise Sainct-Berthelemy de Cahours .... C s.
145. De l'esglise Sainct-Laurens de Cahours .... C s.
144. De l'esglise Sainct-Didier de Cahours .... IIII l.
148. De l'esglise Sainct-André de Cahours .... LX s.
149. De l'esglise de la Roche-*Arcum* avecq l'annexe .... X s.
152. De l'esglise Sainct-Michel de Feullet .... IX l.
150. De l'esglise Sainct-Estienne de Vely .... XII l.
151. De l'esglise Sainct-Martin de Aber .... C s.
150[2]. De l'esglise Sainct-Crespin de Aver avecq l'annexe .... LX s.
153. De l'esglise de Usergu *Ollarum* .... XII l.
154. De l'esglise du Breul .... VII l.
156. De l'esglise de Fraissinet .... X l.
155. De l'esglise de Sainct-Saturnin del Causse .... C s. t.
157. De l'esglise de Giguossac .... X l.
158. De l'esglise de Francolès avecq l'annexe .... VI l.
Du prieur de Francolès .... XXX l.
159. De l'esglise de la Mothe de Casset avecq l'annexe de Murat ..... VII l.

160. Ussel et Pech-calvel......	S. Martini de Usselo cum ann. S. Aviti de Podio Calvelo.........	Ad pres. abb. Marciliaci.
161. Sabadel......	S. Johannis de Sabadello.........	
162. Lauzès......	S. Germani de Lauzès..........	
163. Beaumat.....	B. Mariæ de Beaumato..	
164. Vialoles......	S. Petri de Vialolis cum ann. S. Silvii de Balmata..............	Ad coll. episcopi.
165. Faiges.......	S. Petri de Fagiis.............	
166. Mechmont....	S. Caprasii Medii Montis Guerræ...	
167. Ornhac......	B. Mariæ de Orniaco...........	
168. Artix........	B. Mariæ de Artissio...........	
169. Cabrayretz...	S. Petri de Cabrayreto..........	Ad pres. unius de canonicis.
170. S. Gery......	S. Gerii Ripæ Olti.............	Ad pres. priorissæ Deauratæ Cadurcensis.
171. Montamel....	S. Mariæ de Monte Amello.......	Ad pres. priorissæ de Eremo.
172. Senaillac.....	S. Severini de Senaliaco.........	Ad coll. episcopi.
173. Domenac.....	S. Vi[n]centii de Domenaco.......	
174. Cras et Nadillac	Vicaria perpetua S. Fidei de Crassio cum ann. de S. Martino de Nadilhaco.....	Ad pres. præceptoris de Bastito, ord. S. J^nis Hierosol.

EX ARCHIPRESBITERATU DE LUZECHIO.

175. Luzech......	Archipresbiteratus S. Petri cum annexis Cami, Cayx, Fages......	
176. Castelfranc....	Ecclesia S. Cayrosæ de Castrofranco cum ann. Bastidæ Viridis......	
177. Saint-Vincent..	S. Vincentii Ripæ Olti cum ann. S. Saturnini de Parnac [et] S. Martini de Cels...................	Ad coll. episcopi.
178. Caillac.......	S. Petri de Caillaco cum ann. S. Mariæ de Doela...............	
179. Calamane....	S. Petri de Calamane...........	Ad pres. cantoris de Vicano.
180. Espère.......	S. Laurentii de Spera...........	
181. Mercuès......	S. Germani de Merquesio........	
182. Cambayrac...	S. Petri de Cambayraco.........	
183. Trebayx......	B. Mariæ Magdalenæ de Trevaysso.	Ad coll. episcopi.
184. Sauzet.......	S. Michaelis de Sauzeto..........	
185. Cournou.....	S. Nazarii de Cornone..........	
186. Nuzejouls.....	S. Martini de Nuzejouls cum ann. S. Dyonisii..................	Ad pres. cancellarii eccl. Cad.

160. De l'esglise de Ussel avecq l'annexe *de Poudio* Calvell	x l.
161. De l'esglise de Savadoly	ix l.
162. De l'esglise de Lausès	x l.
163. De l'esglise de Baumat	x l.
164. De l'esglise de Violoias avecq l'annexe Sainct-Hillaire de Valmat	c s. t.
165. De l'esglise de Fajas	viii l.
166. Du prieur de Dimont	x l.
De la chappelle de Demymond	lx s.
167. De l'esglise de Ornhac	xii l.
168. De l'esglise de Artisse	xi l.
169. De l'esglise de Cabreres	vii l.
170. De l'esglise de [Sainct-]Gerry	xiiii l.
171. De l'esglise de Montmel	iiii l.
171^{2}. Du colleige *de Pelegrino Cat*[*urcensi*][1]	lx l.
171^{3}. Du colleige de Sainct-Michel	ix l.
172. De l'esglise de Senalhac près Cohac	iiii l.
173. De l'esglise de Domenac	lx s.
173^{2}. Des cartreux de Cahours	xl l.
173^{3}. De la prieure *De-auratte* de Cahours	vi l.
173^{4}. De la prieure de Lesieras	iiii l.
173^{5}. Du prieur de Violalas	lx s. t.

Somme xii^{c} iiii^{xx} viii l. t.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE LUZET.

175. De l'archipresbtré de Luset avecq son annexe	xxii l.
176. De l'esglise de Chasteaufranc avecq l'annexe Saincte Cayrose	xii l.
177. De l'esglise de Sainct Vincent avecq l'annexe de Cely, de Parnac	xxii l.
178. De l'esglise de Calhac avecq l'annexe de Drot	vi l.
179. De l'esglise de Calamanac avecq l'annexe de Buxeres	viii l.
180-181. De l'esglise *de Spera* avec l'annexe de Mercusy	xx l.
182-183. De l'esglise de Cambayrac avec l'annexe de Treyvaye	xx l
184. De l'esglise de Sauzet	x l.
185. Du prieur de Cornon	vi l. v s.
De l'esglise de Cornon	vi l. v s.
186. De l'esglise de Nuge-Jetz avecq l'annexe Sainct-Denis	x l.

[1] Le manuscrit porte *de Pelegrimocate*, ce qui n'offre aucun sens.

187.	Crayssac	S. Blasii de Crayssaco	Unita collegio societatis Jesu Cadurcensi.
188.	Rassiels	B. Mariæ de Rassiels	
189.	Pradines	S. Martialis de Pradinis cum annexa de Flaynaco	Ad coll. episcopi.
190.	Fargues	S. Petri de Fargis	
191.	Pontcirq	S. Petri de Pontcirquo	
192.	Cathus	S. Asterii de Catusio	Ad pres. prioris.
193.	Saint-Meard	S. Medardi prope Catusium	Ad coll. episcopi.
194.	Cornac	B. Mariæ de Cornaco	Ad pres. præceptoris Capellæ Livron.
195.	Lamasse	S. Perdulphi de la Masse	
196.	Anglars	S. Michaelis de Anglaribus	
197.	Senac	S. Martini de Senaco	
198.	Montjessin	S. Mariæ de Monte Justino	Ad coll. episcopi.
199.	Albas	S. Stephani de Albaribus	
200.	Roffiac	S. Simeonis de Roffiaco	
201.	Boissières	S. Gregorii de Buxeriis	

EX ARCHIPRESBITERATU DE BELAYCO.

202.	Belay	Archipresbiteratus de Belayco	
203.	Belay	Vicaria perpetua S. Aniani cum ann. B. Mariæ de Latour	Ad coll. episcopi.
204.	Pescadoires	Eccl. S. Petri de Piscatoriis cum ann. B. Mariæ de Gardella	
205.	Cabanac	B. Mariæ de Cabanaco cum ann. de Mauroux	Ad nominationem canonici hebdom. Cadurcensis.
206.	Flouressas	S. Martini de Flouressas	
207.	Ferrières	B. Mariæ Magdalenæ de Moles, alias de Ferrières	Ad coll. episcopi.
208.	Segues	S. Severini de Segosio	
209.	Creyssens	B. Mariæ Magdalenæ de Creyssens cum ann. du Volvé et Falguieres.	
210.	Serinhac	S. Joannis de Seriniaco cum ann. S. Martini de Phelongo	
211.	Saint-Matré	S. Marthæ, alias de Crucifix, cum ann. S. Benedicti de Colorgues	Ad coll. episcopi.
212.	Saux	S Joannis de Saux	
213.	Mascairoles	S. Bartholomei de Mascayroles	
214.	Tourniac	S. Hilarii de Tourniaco	

187. De l'esglise [de] Crayssac . . . . xii l.
188. De l'esglise [de] Rossias . . . . x l.
189. De l'esglise *de Pradinis* . . . . viii l.
190. De l'esglise *de Fargis* . . . . lx s.
190[2]. De l'esglise de Farguet . . . . lx s. t.
191. De l'esglise de Ponciric . . . . viii l.
192. Du prieur de Catussy . . . . lxx l.
De l'esglise de Catussy . . . . vi l.
193. De l'esglise Sainct Midard . . . . x l.
195. De l'esglise *de Masa* . . . . vii l.
196. De l'esglise *de Anglaribus* . . . . c s.
197. De l'esglise de Cenac . . . . viii l.
198. De l'esglise de Mont Justin . . . . xii l.
199. De la chapelle *d[e] Albaribus* . . . . lx s.
200. De l'esglise de Roffiac . . . . lx s.

Somme iii^c x l. x s. t.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE BELAY.

202. De l'archipresbtré de Bellay . . . . xli l.
203. De l'esglise de Belay . . . . xl s.
204. De l'esglise de la Pascadoyras avecq l'annexe de Largardot . . . . x l.
205. De l'esglise de Cabanac avecq l'annexe de Sainct-Martin de Morou . . . . iiii l.
206. De l'esglise de Floressas . . . . xxii l.
207. De l'esglise de Molins, alias de Ferrieras . . . . iiii l.
208. De l'esglise de Seguosse . . . . xii l.
209. De l'esglise de Creyssenx et et de Volven . . . . x l.
210. De l'esglise de Serinhac avecq l'annexe de Plalong . . . . xvi l.
211-214. De l'esglise Sainct-Mathié avecq l'annexe de Saulx, Toroniac, Colorguas et Masqueyrolas . . . . xx l.

215. Lacapelle.....	S. Aviti de Capella prope Orguel...	Ad coll. episcopi.
216. Grezels......	S. Hilarii de Grezels cum ann. S. Joannis et S. Benedicti........	

EX ARCHIPRESBITERATU DE PESTILIACO.

217. Pestillac.....	Archipr. B. Mariæ de Pestillaco cum ann. S. Aviti et S. Ludovici Montis Capresii et S. Caprasii de Marnaco.	Ad coll. episcopi.
218. Puy-l'Évêque..	Ecclesia S. Salvatoris episcopi cum ann. S. Petri de Vira.........	
219. Preyssac.....	S. Bartholomei de Prayssaco......	
220. Loubejac.....	S. Petri de Lobejaco cum ann. S. Gregorii.....................	
221. Cavaniac.....	S. Petri de Cavaniaco cum ann. S. Aurelii del Garric............	
222. Cassagnes....	B. Mariæ de Cassaniis..........	Ad pres. prioris Catusii.
223. Marminiac....	S. Petri de Marminiaco cum ann. S. Martini de Mazeriis...........	Ad coll. episcopi.
224. Saint-Martin..	S. Martini Rotundi.............	
225. Pomarede....	S. Jacobi de Poumareda.........	Ad pres. priorissæ.
226. Duravel......	S. Hilarionis de Duravelo cum ann. ann. S. Saturnini de Cases......	Ad pres. prioris.
227. Daglan......	S. Vincentii de Aglano..........	Ad coll. episcopi.
228. Tozac.......	B. Mariæ de Tozaco............	
229. Soturac......	S. Petri de Soturaco............	
230. Loupiac......	B. Mariæ de Lopiaco...........	
231. Frayssinet....	S. Radegondæ de Frayssineto.....	
232. Covert.......	B. Mariæ de Canzaco, alias Coverc.	

EX ARCHIPRESBITERATU SALVIACI.

233. Salviac......	Archipr. S. Jacobi cum ann. S. Dionisii de Luziès..............	Ad coll. episcopi.
234. Les Arques...	Eccl. S. Martini de Archiis.......	
235. Lherm.......	B. Mariæ de Eremo cum ann. B. Mariæ de la Vaysse..........	
236. Saint-Caprais..	S. Caprasii de Palus............	
237. Saint-Étienne..	S. Stephani de Landis..........	
238. Cazals.......	B. Mariæ de Ginhaco, alias de Casalibus, cum ann. S. Petri de Monte Clerano et S. Bartholomei de Gindonio......................	Ad pres. domini de Malavilla.

215. De l'esglise de la Chappelle près Orguelly	VIII l.
216. De l'esglise de Grosset avecq l'annexe Sainct-Benoist	XXI l.
216[2]. Du prieur [de] Boint	LX s.

Somme VIII[xx] XIII l. t.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE PESTILLAC.

217. De l'archipresbtré de Pestilhac	XX l.
218. De l'esglise Sainct Pierre de Sainct-*Podio*-Evesque	XX l.
219. De l'esglise de Pressac	X l.
219[2]. De l'esglise de Guojonac	X l.
220. De l'esglise de Lobeac	XVI l.
221. De l'esglise de Cavanhac avec l'annexe de Carri	X l.
222. De l'esglise de Cassanhiis	XII l.
224. De l'esglise Saint-Martin-Tourond	VII l.
223. De l'esglise de Martinhac avec l'annexe *de Maseriis*	X l.
226. Du prieur de [Du]ravel	XXX l.
225. De la chappelle [de] Pomeradde	C s.
226. Du vicaire de Duravel	VI l.
227. De l'esglise de Glarii	VI l. XII s.
228. De l'esglise de Thosac	C s.
229. De l'esglise de Soturac	X l.
230. De l'esglise de Lopiac	LX s.
231. De l'esglise de Fressine	VI l.
231[2]. De la prieure de Pomeradde	C s. t.
232. De l'esglise *de Coverco*	C s.

Somme IX[xx] XVI l. XII s. t.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE SALVIAC.

233. De l'archipresbtré de Salviac avecq son annexe	XIIII l.
234. Du doien *de Archiis*	XIIII l. X s.
Du vicaire *de A[r]chiis*	XIIII l.
235. De l'esglise *de Heremo*	XXX l.
236-237. De l'esglise Sainct-Crapays et Sainct-Estienne de Landays	X l.
238. De l'esglise de Monteclar avecq l'annexe de Casals et *de Guydone*	X l. t.

239.	Thedirac.....	S. Rochi de Thediraco..........	Ad coll. episcopi.
240.	Peyrilles.....	S. Petri de Perilha cum ann. S. Mariæ Magdalenæ et S. Joannis....	Ad pres. archidiaconi majoris.
241.	Concourès....	S. Joannis Baptistæ de Concoreto unitæ collegio societatis Jesu Tolosæ....................	Ad present. prioris.
242.	Saint-Germain.	S. Germani..................	Ad coll. episcopi.
243.	Saint-André...	S. Andreæ de Archiis...........	
244.	Marminiac....	S. Petri de Marminiaco..........	Ad pres. archid. de Tornesio.
245.	Moussac.....	S. Joannis de Mossaco..........	Ad coll. episcopi.
246.	Lavercantière..	S. Guarini de Vercanteria cum ann. S. Petri de Rampos..........	Ad pres. abbatis Marsiliaci.
247.	Canourgues...	S. Martini de Canorgiis et S. Petri de Bordis..................	Ad pres. priorissæ des Joanies
248.	Vayssierète...	S. Petri de Buxeretes...........	Ad coll. episcopi.
249.	Linars.......	S. Quitteriæ de Linatio cum ann. S. Petri de Grandroque..........	Ad pres. capituli de Vicano et nominat. canonici hebdomadarii.
250.	Deganhac....	S. Vincentii de Deganhaco et S. Agathæ de Lantis..........	Ad pres. prioris Catusii.
251.	Saint-Martin..	S. Martini de Sarnaco...........	Ad pres. abbatis Gardæ Dei.

EX ARCHIPRESBITERATU DE GORDONIO.

252.	Payrac......	Archipr. S. Petri de Gordonio, alias de Peyraco................	Ad coll. episcopi.
253.	Gourdon.....	Eccl. S. Petri de Gordonio.......	Ad pres. capituli de Vicano.
254.	Saint-Projet...	S. Projecti cum ann. S. Hilarii de Aussaco..................	
255.	Nebirac......	B. Mariæ de Ibiraco............	Ad pres. archid. de Tornesio.
256.	Saint-Julien...	S. Juliani prope Lampon........	Ad pres. capituli de Vicano.
257.	Roffillac......	S. Petri de Rofillaco............	
258.	Nozac.......	S. Pantaleonis de Nozaco........	Ad coll. episcopi.
259.	Saint-Amarand.	S. Amarandi.................	
260.	Socirac......	B. Mariæ de Sociraco cum ann. S. Stephani de Ginoliaco.........	
261.	Loupiac......	B. Mariæ de Lopiaco et Marel.....	Ad pres. abb. Soliaci.
262.	Nadaillac.....	S. Petri de Nadalhiaco...........	Ad coll. episcopi.
263.	Mascla......	S. Hilarii de Masclaco...........	
264.	Siniergues....	S. Martini de Siniergiis cum ann. S. Bartholomei de Monte Falcone..	
265.	Valhac......	S. Juliani de Valhaco...........	

239. De l'esglise de Thedirac	xx l.
240. De l'esglise de Petulhac	xiii l.
241-242. Du prieur de Conquorès et l'esglise Sainct-Germain de Conquoret	lxx l.
243. De l'esglise Sainct-André de Archiis	iiii l.
244. De l'esglise de Marsannhac	iiii l.
245. De l'esglise de Maussac	vi l.
246. De l'esglise de Verceteria	lx s.
Du doien dudict lieu	c s.
246[2]. Du prieur de Rampons	xxv l.
Du prieur de Caunhases	viii l.
247. De l'esglise de Canorges et de Sainct-Pierre des Bordes	c s.
249. De l'esglise de Luer avecq l'annexe de Grand Rocque	iiii l.
250. Du vicaire de [De]ganhac avecq l'annexe de Lentis	xvi l.
248. De l'esglise Sainct-Pierre de Buzeres	lx s.
251. De l'esglise Sainct-Martin-Desernac	iiii l. iiii s.

Somme iii^c xii l. xiiii s. t.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE GORDON.

252. De l'archipresbtré de Gordon	xxx s.
252[2]. Du chappitre de Viccain	lx l.
253. De l'esglise de Guordon	xxiiii l.
254. De l'esglise Sainct-Projet	xiiii l.
255. De l'esglise de Ybirac	viii l.
256. De l'esglise Sainct-Jullien près Lampon	x l.
257. De l'esglise de Roffilhac	viii l.
258. De l'esglise de Nozac	xii l.
259. De l'esglise Sainct-Amand	iiii l.
260. De l'esglise de Sorirac avec l'annexe de Ginolhac	xxv l.
261. De l'esglise de Lopiac avec l'annexe de Muret	xii l.
262. De l'esglise de Nadelhac	x l.
263. De l'esglise de Maselac	viii l.
264. De l'esglise *de Sinergiis* avecq l'annexe *de Montfalcone*	l l.
265. De l'esglise de Valhac	xx l.

266. Saint-Clar....	S. Clari.....................	Ad pres. capituli de Vicano.
267. Saint-Cirq....	S. Cirici de Pulchra Arbore......	Ad coll. episcopi.
268. Peyrinhac....	S. Agapeti de Peyriniaco cum ann. de Leobard...............	Ad nomin. canonici hebdomadarii Cadurcensis.
269. Fajolles......	B. Mariæ de Fajolis............	Ad pres. capituli de Vicano.
270. Payrac......	S. Petri de Payraco.............	Ad coll. episcopi.
271. Lamothe-Massaut.......	S. Sixti Mothæ-Massaut.........	Ad pres. abbatis Soliaci.
272. Proulhac.....	S. Petri de Proliaco............	Ad coll. episcopi.
273. Gondou......	S. Joannis de Godonio..........	Ad nomin. canonici hebdom. Cadurcensis.
274. Camy.......	B. Mariæ de Camino cum ann. S. Joannis de Laval............	Ad coll. episcopi.
275. Souillaguet...	S. Petri de Souilhageto.........	
276. Saint-Albin...	S. Albini prope Ibiracum........	
277. Lanzac......	S. Joannis de Lanzaco..........	Ad pres. abbatis Soliaci.
278. Meyraguet....	S. Georgii de Meyragueto........	Ad. coll. episcopi.
279. Marel.......	S. Saturnini de Marel...........	Ad coll. abb. Soliaci.
280. Calez.......	S. Jacobi de Calesio............	Ad pres. abb. Obasinæ.
281. Saint-Cirq....	S. Cirici de Magdalena cum ann. de Missiaco..................	Ad coll. episcopi.
282. Cieurac......	S. Albini de Cieuraco...........	Ad pres. abb. Soliaci.
283. Saint-Julien...	S. Juliani propre Siniergas.......	Ad coll. episcopi.
284. Saint-Siméon..	S. Simeonis de Gordonis.........	
285. Relhaguet....	B. Mariæ de Relhagueto.........	
286. Godoret.....	S. Hilarii de Godorteto..........	

EX ARCHIPRESBITERATU DE GINIACO.

287. Giniac.......	Archipr. S. Martini de Giniaco....	Ad coll. episcopi.
288. Giniac.......	Eccl. S. Martini de Giniaco.......	Ad pres. archipresbiteri.
289. Betaille......	S. Georgii de Betalia............	
290. Friac........	B. Mariæ Magdalenæ de Friac....	Ad coll. abb. Belli Loci.
291. Les Vaulx....	B. Mariæ de Vallibus...........	Ad coll. episcopi.
292. Paunac......	SS. Cosmæ et Damiani de Paunaco.	
293. Saint-Daunès..	S. Dionisii cum ann. S. Martini et S. Radegundæ.............	Ad pres. abb. Rupis Amatoris.
294. Carlux......	S. Catharinæ de Carlussio.......	Ad coll. episcopi.
295. Creyssensac...	S. Bartholomei de Creyssensaco....	

266. De l'esglise Sainct-Clère .... VI l.
267. De l'esglise Saint-Cirier de Cher-Arbre .... XI l.
268. De l'esglise de Payrinhac .... XXIIII l.
269. De l'esglise *de Fajolys* .... X l.
269[2]. Du prieur Sainct-Jehan de Gordon .... IIII l. X s.
270. De l'esglyse de Payrac .... VI l.
270[2]. Du prieur de Lopiac .... XIIII l.
271. Du prieur de Masault avec le prioré de Morelly .... XII l.
Du chappellain de Masault .... VI l.
272. De l'esglise de Prolhac .... XIIII l.
272[2]. Du prieur de Cam[i]nel .... LX s.
274. Du vicaire de Camun .... LX s.
Du prieur de Camm[i]n .... XIIII l.
275. Du vicaire de Saulhaguet .... VII l.
276. De l'esglise Sainct-Aulbin .... C s.
277. Du prieur de Lansac .... XX l.
De l'esglise de Lansac .... X l.
278. De l'esglise de Miraguet .... X l.
279. Du vicaire de Marvally .... VIII l.
280. De l'esglise de Calix .... XXX s.
280[2]. De l'abbé de l'Abbaye-Neufve .... XII l.
281. De l'esglise Saint-Cirier de la Magdelaine avecq l'annexe de Milhac et de Saint-Cirier .... XI l.
282. De l'esglise de Cieurac .... L s.
283. De l'esglise Saint-Jullien près Cinergi .... XXX s.
284. Du vicaire Saint-Siméon de Gourdon .... XX s.
285. Du vicaire de Ralhaguet .... XIIII l.
285[2]. Du chappelain du Molin-Neuf .... IIII s.
286. De l'esglise Saint-Hillaire de Godorlet .... LX s.

Somme v[c] XXIX l. IIII s. t.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE GINHAC.

287. De l'archipresbtré de Ginhac avecq son annexe .... L l.
De l'esglise de Ginhac .... LX s.
289. De l'eglise de Betaly .... VIII l.
290. Du prieur de Friac .... XX l.
290[2]. Du prieur de Sainct-Denis .... XX l.
291. De l'esglise *de Val[l]ibus* .... C s.
292. De l'esglise de Paunac .... X l.
293. De l'esglise Sainct-Denis avec l'annexe Saincte-Radegonde .... IIII l. V s.
294. De l'esglise de Carlust .... X l.
295. De l'esglise de Cressensac .... XXIIII l.

296. Martel	S. Mauri de Martello	Ad pres. abb. Soliaci.
297. Salaniac	S. Juliani de Salaniaco	Ad pres. abb. S. Amantii.
298. Ledour	S. Juliani de Lodorio	Ad coll. episcopi.
299. Carlucet	B. Mariæ de Carluceto	Ad coll. abb. Rupis Amatoris.
300. Cavagnac	B. Mariæ de Cavaniaco	Ad coll. episcopi.
301. Sarrazac	S. Genesii de Sarrazaco	Ad coll. episcopi.
302. Loupiac	S. Martini de Loupiaco	Ad pres. abb. Soliaci.
303. Murel	B. Mariæ de Murello	Ad pres. abb. Soliaci.
304. Saint-Crépin	S. Crispini	Ad coll. episcopi.
305. Calviac	S. Petri de Calviaco cum ann. S. Mundanæ	Olim ad pres. episcopi Sarlatensis nunc ad nom. domini de Lamothe-Fénelon.
306. Bayssac	S. Petri de Vayssaco	Ad pres. abbatis Belli Loci et nom. prioris de Friaco.
307. Prats	S. Silvestri de Pratis	Ad coll. episcopi.
308. Simayrols	S. Amantii de Simayrols	Ad coll. episcopi.
309. Broussoles	S. Projecti de Broussoles	Ad pres. abb. Soliaci.
310. Riniac	S. Victoris de Riniaco	Ad pres. abb. Soliaci.
311. Creysse	S. Catharinæ de Croxia	Ad pres. abb. Soliaci.
312. Vayrac	S. Martini de Vayraco	Ad pres. episcopi Tutelensis et nom. prepositi V.
313. Bouresse	S. Martini de Boressia	Ad pres. archipr. de Giniaco.
314. Paulin	S. Petri de Paulino	Ad coll. episcopi.
315. Ybigues	S. Stephani de Ybiguis	Ad coll. episcopi.
316. Yvenes	S. Mariæ Magdalenæ de Ybenes	Ad coll. episcopi.
317. Pressinhac	S. Juliani de Pressinhaco	Ad pres. abb. Soliaci.
318. Reyrevignes	B. Mariæ Magdalenæ de Retro Vineis.	Ad pres. abb. Soliaci.
319. Pinsac	S. Petri de Pinsaco cum ann. B. Mariæ Magdalenæ de Terregaye	Ad pres. abb. Soliaci.
320. Limejouls	B. Mariæ de Limejouls	Ad coll. episcopi.
321. Cazoles	S. Laurentii de Cazoles	Ad coll. episcopi.
322. Banières	S. Michaelis de Bannieres	Ad pres. abb. Rupis Amatoris.
323. Cador	S. Petri de Cador	Ad coll. episcopi.
324. Meyrac	S. Martini de Meyraco	Ad coll. episcopi.
325. Saint-Sosy	S. Bartholomei de S. Sosio	Ad pres. abbatis.
326. Orliaguet	S. Stephani de Orliagueto	Ad coll. episcopi.
327. Mezels	S. Mauritii de Mezels	Ad pres. decani de Carennaco.

296. De l'esglise de Martel	xxx l.
298. Du prieur Sainct-Juillien de Lodorie	vi l.
De l'esglise de Lodorie	c s.
299. De l'esglise de Salinhac avecq son annexe	vi l.
300. De l'esglise de Calucet près Salanhac	vi l.
301. De l'esglise de Cavanhac-les-Fungues	xxii l.
302. De l'esglise de Serazac	xxx l.
302[2]. Du prieur de Cussance	xi l.
303. De l'esglise de Lopchac	cx s.
304. De l'esglise Sainct-Crespin	x l.
305. Du prieur et recteur de Calvia et Saincte-Momdaine	ix l. x s.
306. De l'esglise de Barssac	x l.
307. De l'esglise des Pris	xii l.
308. De l'esglise de Simerols	xii l.
308[2]. De l'abbé de Solhac	iiii[xx] x l.
309. Du prieur de Bressolas	xxxii s.
De l'esglise de Brossols	xxxii s.
310. Du prieur de Runhac	viii l.
De l'esglise de Runhac	xl l. x s.
311. Du prieur *de Croppia*	xx l.
De l'esglise de Croppi	xv l.
312. Du vicaire de Vairac	viii l.
313. Du vicaire de Borest	xl s.
313[2]. Du vicaire de Cusanci	xi l.
314. De l'esglise de Poulin	vi l.
315. De l'esglise de Yvigne	xv l.
316. De l'esglise de Ybecia	x l.
317. Du vicaire de Presinhac	l s.
317[2]. Du prieur Saint-Kautheraine de Peyrus	c s.
318. De la chappelle *de Veteribus* [*Vineis*]	c s.
319. Du vicaire de Pinssac	vii l.
320. De la chappelle de Limejols	vi l.
322. Du prieur Sainct-Michel *de Vanneriis*	xiiii l.
De l'esglise dudict lieu	lv s.
323. Du vicaire de Cadu	viii l.
321. De l'esglise de Cassales	vii l.
324. Du prieur de Meyrac	x l.
De l'esglise dudict lieu	viii l.
325. Du vicaire de Saint-Sozy	l s.
326. De l'esglise d'Orlhaguet	c s.
327. De l'esglise Sainct-Samzier	c s.
327. De l'esglise Sainct [Maurice de] Mesol	vi l.

328.	Saint-Bonet...	S. Boneti....................	Dominus episcopus confert per ultima tempora.
329.	Milhac.......	S. Joannis de Milhaco...........	
330.	Soulhiac	S. Martini de Solhaco...........	Ad pres. abbatis Soliaci.
331.	Peyrilhac.....	S. Annæ de Peyrilhaco..........	
332.	Strenquels....	S. Blasii de Strenquelo..........	Ad pres. abb. Belli Loci.
333.	Condat......	B. Mariæ de Condato...........	
334.	Glujes.......	S. Petri de Glugia.............	Ad coll. episcopi.
335.	Saint-Félix....	S. Felicis de Bannieres..........	Ad pres. abb. Obasinæ.
336.	Lacapelle.....	S. Petri de Capella Aussaci.......	Ad pres. abb. Soliaci.
337.	Puybrun.....	S. Blasii de Podio Bruno cum ann. de Tauriac.................	Ad pres. abb. de Dalon.
338.	Saint-Étienne..	S. Stephani de Cumba..........	Ad pres. abb. Soliaci.
339.	Valayrac.....	S. Saturnini de Valayraco........	Ad coll. episcopi.
340.	Blanzaguet....	S. Germani de Blanzaguet........	Ad pres. priorissæ.

EX ARCHIPRESBITERATU DE TEGRADO.

341.	Tegra.......	Archipr. S. Bartholomei de Tegrado.	Ad coll. episcopi.
342.	Tegra.......	Eccl. S. Bartholomei cum ann. S. Petri de Meyriniaco et B. Mariæ Magdalanæ de Vernha........	Ad pres. archipresbiteri.
343.	Soceyrac.....	S. Martini de Soceyraco.........	Ad pres. abb. de Mavertio.
344.	Comiac......	S. Joannis de Comiaco..........	Ad coll. episcopi.
345.	Bio.........	S. Hilarii de Bio cum ann. S. Petri de Albiaco................	
346.	Cahus.......	S. Boneti de Cahusio...........	
347.	Montvalent ...	S. Christophori Montis Valentis de Brassaco.................	Ad pres. capituli de Vicano.
348.	Teyssieu.....	B. Mariæ Magdalanæ de Teyssieu..	Ad coll. episcopi.
349.	Saint-Jean....	S. Joannis de Lespinasse........	Ad nom. canonici Cad. hebd.
350.	Loubressac ...	S. Petri de Loubressaco cum ann. S. Joannis.................	Ad coll. episcopi.
351.	Floyrac......	S. Georgii de Floiraco..........	Ad pres. prioris.
352.	Gintrac......	S. Martini de Gintraco..........	Ad coll. episcopi.
353.	Loubejour....	S. Michaelis de Loubejour........	
354.	Saint-Méard ..	S. Medardi de Pressac prope S. Cerenum..................	Ad pres. priorissæ Hospitalis Belli Loci.
355.	Calviac......	S. Stephani de Calviaco : prioratus curatus..................	Ad pres. abb. Belli Loci.
356.	Saint-Céré....	S. Speriæ de S. Cereno.........	Ad pres. decani de Carennaco.
357.	Saint-Laurent.	S. Laurentii prope S. Cerenum....	Ad coll. episcopi.

328.	De l'esglise Sainct-Bon	vi l.
	De l'esglise Sainct-Bonnet	lx s.
329.	De l'esglise de Milhac	c s.
330.	Du vicaire de Solhac	iiii l.
331.	Du vicaire de Perhilhac	vi l.
334.	Du vicaire de Gluza	lxx s.
332.	Du vicaire de Strenquel	vi l.
333.	Du vicaire de Condat	xx s.
335.	Du vicaire de Saint-Felix de Vannier	lii s.
336.	De l'esglise [de] Chappelle de Auzac	vii l.
337.	Du prieur de Potbrun	l l.
	De l'esglise de Potbrun	c s.
337[2].	Du prieur de Torgue, deppendant de Saint-Aveaud	xx l.
338.	De l'esglise Sainct-Estienne de Cumba de Solhac	lx s.
339.	De l'esglise de Valayrac	iiii l.
339[2].	De l'esglise de Sainct-Paul	viii l.
340.	Du prieur de Blansaguet	iiii l. x s.
	Du vicaire de Blansaguet	iiii l.
340[2].	Du prieur de Maladera	xx s.

Somme vii[c] lxvii l. vi s. t.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE TEGRA.

341.	De l'archipresbtré de Tégra	xlv l.
342[2].	De l'abbé de la Rocamadour avecq ses annexes de Mayrone et de Vayrac	xl l.
	Du chappitre de Recomaudour	vi l.
343.	De l'esglise de Socirac	cx s.
344.	De l'esglise de Conuac (*sic*)	xx l.
345.	De l'esglise de Vy avecq l'annexe de Albiac	xx l.
346.	De l'esglise de Cahut	xviii l.
347.	De l'esglise de Montvalent	xv l.
348.	De l'esglise de Teysseu	vi l.
350.	De l'esglise de Lobressac	xx l.
349.	De l'esglise Sainct-Jehan de Lespinasse près Auctoyre	iii l.
351.	De la chappelle de Floyrac	lxx s.
	Du prieur de Floyrac	x l.
353.	De l'esglise Sainct-Michel de Bobejac	c s.
353[2].	De l'esglise de Malar	xvii l.
354.	De l'esglise Sainct-Medart près Sainct-Ciré	cviii s.
355.	De l'esglise de Calviac	xx l.
356.	De l'esglise Sainct-Spire de Sainct-Ciren	vi l.
357.	De l'esglise Sainct-Laurent près de Sainct-Ciré	xxx l.

358. Autoyre	S. Petri de Altorio	Ad nom. canonici Cad. hebd.
359. Belmont	Bellimontis	Ad coll. episcopi.
360. Saint-Chigne	S. Aniani, alias S. Ginii	Ad coll. episcopi.
361. Aynac	S. Genesii de Aynaco	Ad nom. canonici Cad. hebd.
362. Cornac	S. Genovefæ cum ann. S. Martini du Bois	Ad pres. priorissæ Coronæ Lemovicensis.
363. Gramat	S. Petri de Gramato	Ad nom. canonici Cad. hebd.
364. Ganhac	S. Martini de Ganiaco cum ann. B. Mariæ de Bias et Laboisserie	Ad nom. canonici Cad. hebd.
365. Saint-Vincent	S. Vincentii de Tegrado	Ad coll. episcopi.
366. Le Seguala	B. Mariæ Magdalenæ del Seguala	Ad pres. abb. Marsiliaci.
367. Felines	B. Mariæ de Felines cum ann. S. Catharinæ de Bretenoux	Ad pres. abb. Marsiliaci.
368. Fraxines	S. Juliani de Fraxiniis cum ann. S. Blasii de Lentillac	Ad coll. episcopi.
369. Bonneville	S. Egidii vicaria perpetua, cum ann. S. Martini de Giraco	Ad nom. prioris de La Riviere.
370. Senailhac	de Senaillaco cum ann. S. Ceciliæ	Ad pres. abb. Figiaci.
371. Thémines	S. Eutropii de Themines cum ann. S. Martini de Peyrissaco	Ad pres. prioris de Fontibus.
372. Roquemadour	B. Mariæ Rupis Amatoris, vicaria perpetua	Ad pres. abb. episcopi Tutelensis.
373. Baussac	S. Martini de Baussaco	Ad coll. episcopi.
374. Pont-Verny	S. Luciæ de Ponte Verino	Ad pres. prioris d'Escalmels, ord. S. Aug., dioc. S. Flori.
375. Miers	S. Martini de Medorio	Ad pres. dec. de Carennaco.
376. Carennac	S. Petri de Carennaco	Ad pres. dec. de Carennaco.
377. Padirac	S. Juliani de Padiraco	Ad pres. dec. de Carennaco.
378. Albiniac	B. Mariæ de Alviniaco cum ann. S. Germani de Riniaco	Ad pres. dec. de Carennaco.
379. Salgues	S. Medardi de Salgis	Ad pres. abb. Rupis Amatoris.
380. Mayrone	S. Sulpitii de Mayrona	Ad pres. abb. Rupis Amatoris.
381. Pauliac	S. Juliani de Pauliaco	Ad pres. prioris.
382. Glane	S. Laurentii de Glana	Ad coll. episcopi.
383. Gintrac	S. Martini de Gintraco	Ad pres. abb. de Dalon.
384. Carlucet	B. Mariæ de Carluceto	Ad pres. abb. Obasinæ.
385. Alix	S. Stephani de Alis cum ann. S. Salvatoris de Verna	Ad pres. abb. Obasinæ.
386. Alzone	S. Cirici de Alzona	Ad pres. abb. Obasinæ.
387. Pouqueyrou	S. Petri de Pouqueyrone	Ad pres. prioris.

358. De l'esglise de Auctuar	xv l.
359. De l'esglise de Bello Monte	xii l.
342. De l'esglise de Tegrad et de Meyrinhac	c s.
360. De l'esglise Sainct-Anyan	vi l.
361. De l'esglise Saint-[Genès de] Aynac	xxi l.
362. Du vicaire de Cornac	xi l.
363. De l'esglise de Gramat	x l.
364. De l'esglise de Granhac avecq l'annexe de Vlars et de[1] Labesonia	xx l.
365. De l'esglise Sainct-Vincent de Tregua	xi l.
366. Du vicaire de Segualabia	iiii l.
366^{2}. Du prieur de Marinhac	x l.
366^{3}. Du prieur de Veruli	vi s.
366^{4}. Du doien de Surenhac, chapitre et officiers	vi^{xx} l.
366^{5}. Du prieur de La Rund	xii l.
367. Du prieur *de Felinis*	lx s.
Du curé dudit lieu	lx s.
368. De l'esglise *de Fraxinis* avecq l'annexe de Lintilhac	xiiii l.
369. De la chappelle de Bonneville	lx s.
370. De l'esglise de Sanalhac et Saincte Cecille	xii l.
371. De la chappelle *de Theminis*	xii s.
372. De la chappelle de la Racamador	lx s.
373. De la chappelle de Baussac	xx s.
374. De l'esglise de Ponts-Veriny	iiii l.
375. Du vicaire de Medorio	iiii l.
376. Du vicaire de Sarenia	lx s.
377. Du vicaire de Padirac	lx s.
379. Du vicaire de Salguas	lx s.
380. De la chappelle de Mayrona	x s.
381. Du prieur de Paulhac	xx l.
De la chappelle de Paulhac	vii l.
378. De l'esglise de Alviac avecq l'annexe de Runhac	c s.
382. De la chappelle de Glan	vi l.
384. De la chappelle de Calusès	ix l.
383. De la chappelle de Gimbra	lx s.
385. De la chappe[lle] *de Alico*	l s.
386. De l'esglise de Alzone	xl s.
387. De l'esglise *de Bogueyrone*	lx s.

[1] Le manuscrit porte *ter* pour *de*.

388. Mayrinhac	S. Martini de Mayriniaco lou Francoual	Ad pres. prioris.
389. Rueyres	B. Mariæ de Rueyriis	Ad pres. abbatissæ de Leyme.
390. Celles	B. Mariæ de Celles, prioratus curatus ord. S. Augustini	Ad pres. prioris d'Escalmels.

EX [ARCHI]PRESBITERATU FIGEACI.

391. Figeac	Arch. B. Mariæ de Podio cum ann. rectoria S. Petri de Molieres	Ad coll. episcopi.
392. Lentillac	Eccl. S. Petri de Lentillaco cum ann. S. Martini de Caumont	
393. Lacapelle	S. Mauricii cum ann. B. Mariæ Marivalis	
394. Cambolit	S. Martini de Cambolio	Ad pres. abb. Figiaci.
395. Livernon	S. Namphasii de Livernone	
396. Lauresses	S. Vincentii de Lauresses	
397. Faycelles	B. Mariæ de Riganto alias de Fisella	
398. Banhac	S. Martini de Banhaco	Ad pres. abb. Marsiliaci.
399. Labastide	B. Mariæ Bastidæ del Mon	
400. Balaguier	S. Martini cum ann. S. Juliani de Cambeyraco	Ad coll. episcopi.
401. Cayrac	S. Stephani de Cayraco	Ad pres. abb. Figiaci.
402. Espagnac	S. Eulaliæ d[e] Espanhaco	Ad pres. priorissæ.
403. Theminetes	S. Bartolomei cum ann. S. Martialis de Rudela	Ad pres. prioris de Fontibus.
404. Soyris	S. Stephani cum ann. S. Catharinæ Bastidæ Fortanerii	Ad coll. episcopi.
405. Lentillac	B. Mariæ de Lentillaco	
406. Saint-Laurent	S. Laurentii de Cornu	Ad nom. canonici Cadurc. hebdomadarii.
407. Lacapelle	B. Mariæ Capellæ Figiaci	Ad pres. abb. Figiaci.
408. Lunegarde	S. Juliani de Lunegarde	Ad pres. abb. Marsiliaci.
409. Lunan	S. Martini de Lunan	Ad pres. abb. Figiaci.
410. Sonac	S. Stephani de Sonaco	Ad pres. priorissæ hosp. Belliloci.
411. Labatude	B. Mariæ de Batuta	Ad pres. prioris de Fontibus.

388.	De l'esglise de Marulhac-lo-Froncca	VIII l.
389.	De l'esglise *de Rueyriis*	VIII l.
390.	De l'esglise *de Selis*	X l.
390[2].	Du chappitre du Chasteauneuf de Bretenost	X l.

Somme VI[c] IIII[xx] XIX l. X s. t.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE FIGIAC.

392.	De l'esglise de Lintilhac, près Sabedelun	X l.
393.	De l'esglise de Sainct-Maurice avecq l'anexe de Marlivat	XXX l.
394.	De l'esglise de Cambolis	IIII l.
395.	Du prieur *de Livernone*	XVI l.
	De l'esglise *de Liveronne*	C s.
396.	De l'esglise de Lauresse	VIII l.
397.	De l'eglise de Rigaul	VIII l. V s.
398.	De l'esglise de Sanhac	XI l.
399.	De l'esglise [de la] Bastite-Dalmon	LX s.
400.	De l'esglise [*de*] *Balaguerio*	LX l.
	Du prieur *de Bagualerio*	XIIII s.
401.	De l'esglise de Carayrac	VI l.
402.	De l'esglise Sainct-Eulalie	LX s.
403.	De l'esglise de Temetie	XX s.
404.	De l'esglise [de la] Baptiste-de-Segris avecq l'annexe [de la] Baptistie-Fortanery	XVI l.
405.	De l'esglise de Lintilhac, près Filinie	XIIII l.
406.	De l'esglise *de Cornu* avecq l'annexe Sainct-Laurent	LX s.
406[2].	De l'abbé de Mar[c]ilhac avecq ses officiers	VII[xx] X l.
	Du chambrier dudict monastaire	XIII l.
	De l'ausmonier d'icelluy monastaire	X s.
	Du chappelain Saint-Jacques	X s.
	Du portier dudict monastaire	XX s.
	Du chappitre de Marcillac	XL s.
	Des mallades de Marcillac	X s.
	Du chantre de Marcilla	L s.
	Du celerier de Marcilla	XV l.
	Du secrestain de Marcillac	XX s.
408.	De l'esglise de Lunagard	IIII l.
409.	De l'esglise de Lunand	VIII l.
409[2].	De l'esglise de [.....] près Fijac	X l.
410.	Du curé de Sonac	VIII l.
410[2].	Du prieur Sainct-Martin de Nejac	V s.
411.	De l'esglise de Vatut	XII l.

412.	Linac	S. Georgii de Linaco	Ad pres. capituli Aureliaci.
413.	Bessac	S. Joannis de Bessaco	Ad pres. abb. Figiaci.
414.	Saint-Thomas	S. Thomæ Figiaci	
415.	Saint-Martin	S. Martini Figiaci	
416.	Felzins	S. Vincentii, prioratus curatus, cum ann. S. Mariæ Magdalenæ d[e] Anguirando	Ad coll. episcopi.
417.	Relhiac	S. Hilarii de Relhiaco	
418.	Saint-Simon	S. Sigismundi	Ad pres. abb. Figiaci.
419.	Prendeignes	B. Mariæ de Prendeniis	
420.	Camburac	S. Saturnini de Camburaco	Ad coll. episcopi.
421.	Brengues	S. Saturnini de Brenguas	Ad pres. abb. Marsiliaci.
422.	Saint-Méard	S. Medardi prope Figiacum	Ad pres. prioris de Fontibus.
423.	Saint-Cirguet	S. Cirgueti	Ad pres. abb. Aureliaci.
424.	Monredon	S. Michaelis de Monte Rotondo cum ann. B. Mariæ de Poplian	Ad pres. prioris.
425.	Anglars	S. Martini de Anglaribus	Ad pres. prioris de Fontibus.
426.	Laroque-Baniac	S. Petri Capellæ Baniaci	
427.	Saint-George	S. Georgii, priroratus curatus, cum ann. S. Dyonisii	Ad pres. abb. Figiaci.

412. De l'esglise de Linac .... c s.
413. De l'esglise de Besac .... VII l.
414. De l'esglise Sainct-Thomas de Fijac .... LX s.
415. De l'esglise Sainct-Martin de Fijac .... XX s.
416. Ds l'esglise de Felzinilz avec l'annexe Saincte-Marie-Mag^{ne} de Girond .... X l.
418. De l'esglise de Sainct-Sigismo[n]d .... XII l.
417. De l'esglise de Rilhac .... X l.
419. De l'esglise *de Prehendenis* .... IIII l.
420. De l'esglise de Camburac .... LX s.
421. De l'esglise *de Brengis* .... C s.
421^2. Du prieur [de] Sainct-Denis .... XL s.
419. Du prieur *de Prehendenis* .... X l.
422. Du prieur de Sainct-Medart de Fijac .... VI l.
De l'esglise Saint-Medar .... LX s.
423. Du prieur Saint Croguet et l'abbé de Aurelhac *tenet* .... X l.
De l'esglise Saint-Cirguet .... XXX s.
423^2. Du prieur de Caipdenac .... X l.
423^3. Du prieur de Cardalhac .... XX l.
424. De l'esglise de Montrotond .... LX s.
Du prieur de Mo[n]tretond .... XIIII l.
424^2. Du prieur de Fontaines avecq l'annexe de Theuet .... XX l.
424^3. Du chambrier de Fontanes avecq le prieur de Camb, uniz .... C s.
Du celebrier de Fontaines .... X l.
424^4. Des maladdes de Fontaines avecq l'annexe du prieur [de] Rietronniere, uniz. .... C s.
425. Du prieur *de Anglaribus* .... XXV l.
Du chappelain *de Anglaribus* .... LX s.
425^2. Du prieur de la Cassanhol .... XL s.
425^3. De l'abbé de Fija .... C l.
Du doien de Fijac .... XIIII l.
425^4. Du prieur *de Themi*[*ni*]*s* .... X l.
426. De l'esglise de la Chappelle de Bannhac .... XI l.
Du prieur de la Chappelle-Bainhac .... X l.
425^5. De l'ausmosnier de Fijac .... C s.
Du celebrier de Fijac .... X l.
Des maladdes [de] Fija .... XVI l.
Du secrestain de Fija .... IIII l.
Du chambrier de Fijac .... X l.
427. Du prieur [de] Sainct-Daonis, près Fijac .... XL s.
427. De l'esglise Saint-George avecq l'annexe Sainct-Daonis .... VIIII s.
Operarius Fijaci .... XL l.
Du claveuruer (?) de Fijac .... L s.

428. Le Bourg.....	S. Martini de Burgo............	
429. Lacapelle.....	B. Mariæ Capellæ Figiaci, vicaria perpetua..................	Ad pres. ab Figiaci.
430. Lissac.......	S. Dionisii cum ann. S. Genovevæ de Lissaco..................	
431. Lemontet.....	S. Juliani de Monteto...........	Ad coll. episcopi.
432. Saint-Perdoux.	S. Perdulphi...................	Ad pres. abb. Figiaci.
433. Formaniac....	S. Petri de Formaniaco..........	
434. Miatet.......	S. Martialis de Miatet...........	Ad pres. prioris de Fontibus.
435. Saint-Hilaire..	S. Hilarii d'Estralone...........	Ad pres. abb. Maurtii.
436. Vic.........	S. Stephani de Vico............	Ad pres. abb. Figiaci.
437. Bouyssou.....	S. Crucis, prioratus curatus, cum ann. S. Bruxii.............	Ad coll. episcopi.
438. Fons........	S. Andreæ, vicaria perpetua......	Ad pres. prioris.
439. Capdenac.....	S. Joannis Baptistæ, vicaria perpetua.	
440. Livinhac.....	B. Mariæ de Liviniaco...........	Ad pres. abb. Figiaci.
441. Marcillac.....	S. Joannis, vicaria perpetua......	Ad pres. abb. Marsiliaci.
442. Saint-Suplice..	S. Suplicii....................	
443. Reyrevignes...	S. Laurentii de Veteribus Vineis...	Ad pres. prioris de Fontibus.
444. Quissac......	S. Ægidii de Quissaco...........	Ad coll. episcopi.
445. Issepts.......	S. Laurentii de Issepts..........	Ad pres. abb. Figiaci.
446. Miravelle.....	S. Joannis de Miravello alias lou Frech.....................	Ad pres. abbatis S. Fidei de Conchis.
447. Planioles.....	S. Petri de Planiolis............	Ad pres. abb. Figiaci.
448. Sainte-Colombe.	S. Joannis de S. Columba cum ann. S. Africæ..................	Ad coll. episcopi.
449. Beduer......	S. Stephani de Bodorio..........	Ad pres. abb. Figiaci.
450. Auterive.....	S. Petri de Alta Ripa alias de Beduer, prioratus curatus............	Ad pres. prioris Figiaci.
451. Cambes......	S. Martini de Camba...........	Ad pres. prioris de Fontibus.
452. Blars........	S. Laurentii de Blars...........	Ad pres. abb. Marsiliaci.
453. S. Felix......	S. Felicis de Felzins............	Ad pres. abb. Figiaci.
454. Grealou......	B. Mariæ de Grealou...........	Ad coll. episcopi.
455. Ginolhac.....	S. Apolloniæ seu B. Mariæ de Ginoliaco.....................	Ad pres. priorissæ d'Espagnac.
456. S. Méard.....	S. Medardi de Nicorbi..........	Ad pres. abb. Maurtii.
457. Senalhac	B. Mariæ et S. Ceciliæ de Senaliaco.	Ad pres. abb. Moyssiaci.
458. Sabadel......	de Sabadelo prope Figeacum.....	Ad pres. abb. Figiaci.
459. Cardalhiac....	S. Juliani de Cardeliaco.........	Ad. pres. prioris.

428. Du prieur de Bourg et Sainct-Sarni	XL l.
De la chappelle dudict lieu	LX s.
428[2]. De l'abbé de Mauri[a]c, pour ce qu'il tient ou diocesse, c'est assavoir la terre de Fijac et Sainct-Hillaire	LX l.
429. Du chappellain de la Chappelle de Fijac	VI l.
430. De la chappelle Sainct-Denis avecq l'annexe de Lissac	III l.
431. De la chappelle de Monts	LX s.
432. De la chappelle Sainct-Parduphe	IIII l.
433. De la chappelle Sainct[-Pierre de] Formanehac	XL s.
434. De la chappelle de Mealet	IIII l.
435. De la chappelle Saint-Hillaire d'Estialons	VIII l.
436. De la chappelle de Vic	XXX s.
437. De la chappelle de Capel avecq l'annexe Sainct-Brie	XVI l.
438. De la chappelle de la Font	
439. De la chappelle de Capdenac	LX s.
440. De la chappelle [de] Liv[i]nhac	LX s.
441. De la chappelle de Marcilhac	LX s.
442. De la chappelle Sainct-Sulpice	C s.
443. De la chappelle *de Veteri[b]us vineis*	C s.
444. De l'esglise de Guissac	VI l.
445. De l'esglise de Yssepis	VI l.
446. De la chappelle Saint-Jehan de Myrabel *alias* Le Frech	IIII l.
447. De la chappelle de Planhol	IIII l.
449. De la chappelle Sainct-Estienne de Breches	C s.
448. De l'esglise de Saincte-Coulombe	VIII l.
450. Du prieur[1] recteur Sainct-Pierre de la Haulte-Paroisse *alias* de Venis[..]	VI l.
451. De la chappelle Sainct-Meurice de Camp	VIII l.
452. Du vicaire de Blars	VI l.
453. De la chappelle Sainct-Foelix	VIII l.
454. De l'esglise de Greabour	VIII l.
455. De l'esglise de Genoilhac	XL s.
458. De l'esglise de Sabadel près *Figiacum*	LX s.
459. De l'esglise de Cardalhac	C s.
456. De l'esglise Sainct-Medar de Nycorb[..]	C s.

[1] Ici se trouve le mot *saint*, qui est complétement inutile.

460. Larivière.	S. Mariæ Magdalenæ de la Riviere.	Ad pres. abb. Figiaci.
461. Viazac.	S. Christophori de Viezaco.	
462. Sauliac.	S. Martini de Sauliaco cum ann. S. Crucis.	Ad pres. abb. Marsiliaci.
463. Toirac.	S. Petri de Toiraco cum ann. S. Jacobi dioc. Ruthenensis.	Ad pres. abb. Figiaci.
464. Terrou.	S. Petri de Terrou.	Ad pres. abb. Maurtii.

EX ARCHIPRESBITERATU DE CAJARCO.

465. Cajarc.	Archipr. S. Stephani Cajarci cum ann. de Salvaniaco.	Ad coll. episcopi.
466. Saint-Martin. .	Eccl. S. Martini de Bobalio.	Ad pres. abb. Marsiliaci.
467. Lacapelle - Livron.	S. Salvatoris Capellæ Livronis.	Ad pres. præceptoris.
468. Ramiere.	B. Mariæ de Ramiera.	Ad pres. prioris.
469. Saint-Projet. . .	S. Projecti.	Ad pres. canonici Cadurc. hebdomad.
470. Marciel	S. Bartholomei de Marciel.	Ad coll. episcopi.
471. Puy-Lagarde. .	S. Jacobi Podii Gardiæ.	Ad pres. archid. de Tornesio.
472. Monsalès.	B. Mariæ de Matignes alias de Monte Salesio.	Ad pres. abb. Marsiliaci.
473. Garric.	S. Petri de Garrigo alias de Rege. .	Ad pres. abb. Figiaci.
474. Limonhe.	S. Blasii de Limonia.	Ad pres. abb. Marsiliaci.
475. Calvinhac.	S. Stephani cum ann. S. Clari de Sabanaco.	Ad coll. episcopi.
476. Promilianes. . .	S. Saturnini de Promilianis.	Ad pres. abb. Marsiliaci.
477. Mayrinhagues .	B. Mariæ Magdalenæ.	Ad pres. abb. Figiaci.
478. Caylus.	S. Joannis Caylutii Bonetæ.	Ad pres. prioris.
479. Foissac	S. Ciricii de Foissaco.	Ad pres. abb. Aureliaci.
480. Maroules.	B. Mariæ de Maroules	Ad pres. priorissæ.
481. Fontagnes. . . .	S. Hilarii de Fontaignes.	Ad pres. abb. Loci Dei.
482. Rive-d'Olt. . . .	S. Martini de Ripa Olti.	Ad pres. abb. Marsiliaci.
483. Saint-Laurent. .	S. Laurentii prope Belregard.	Ad pres. præceptoris Capellæ Livronis.

460. De la chappelle Saincte-Marye-Magdelaine *de Riperia* .... iiii l.
460[2]. De l'hospital et monastaire de Fijac .... xxx s.
460[3]. De la chappelle [de] Forminac .... vi l.
460[4]. De l'abbesse Hermer .... vi l.
462. De la chappelle de Saulhac avecq l'annexe .... viii l.
462[2]. Du prieur d'Espanhac .... lx s.
462[3]. Du prieuré de Tissac (*sic*) .... iiii l.
462[4]. Du prieur de May[r]inhac .... vi l.
462[5]. Des deux chappelles d'Armailly .... iiii l.
461. De la chappelle de Viassac .... iiii l.
463. Du prieur de Tryrac .... xx l.
Du vicaire dudict lieu .... iiii l.
463[2]. De la chappelle de la Maged[..] .... x s.
463[3]. Du prieur Sainct-Martin de Canhac .... xx l.
464. De l'esglise de Terro .... iiii l.

Somme xi[c] iiii[xx] xi l. tz.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE CAJAC.

465. De l'archipresbtré de Cajac et l'esglise de Salanhac .... xx l.
466. De l'esglise Sainct-Martin de Bobalie .... vi l.
467. De l'esglise Sainct-Sauveur de la chappelle *de Thevronis* .... iiii l. xvi s.
467[2]. De l'esglise de Veraire .... vii l.
Du prieur de Veraire .... xii l. vi s.
468. De l'esglise *de Rameria* .... xx s.
Du prieur *de Rameria* .... xx l.
469. De l'esglise Sainct-Projet .... xiii l.
470. De l'esglise de Marsilly .... xx l.
471. Du vicaire de Pusgarde .... vi l.
472. De l'esglise de Monsallès .... c s.
473. De l'esglise de Caric *alias de Rege* .... x l.
474. De l'esglise *de Limonia* .... viii l.
Du prieur *de Limonia* .... x l.
475. De l'esglise de Caluviac (*sic*) .... viii l.
476. Du vicaire de *Promilhanis* .... c s.
477. Du vicaire de Mayrih[a]gues .... x s.
478. Du prieur de *Calutii-Bonette* .... x l.
De la prieure de Marr[...] .... viii l.
479. Du prieur de Foissac .... xiiii l.
481. Du prieur de Fontaines .... vi l. x s.
483. Du vicaire Sainct-Laurens près *Bellum Videre* .... c s.
483[2]. Du vicaire do Rinhodas .... xl s.

484. Obs	S. Desiderii de Obsio	
485. Vidaillac	S. Petri de Vidaillaco	Ad coll. episcopi.
486. Saillac	S. Martini de Saillaco	
487. Montbrun	S. Blasii de Monto bruno cum ann. S. Joannis de Sanhaco	Ad pres. abb. Marsiliaci.
488. Saint-Affredy	S. Affridii	
489. S[t]-Jean-de-Laur.	S. Joannis de Lauro	Ad coll. episcopi.
490. Cornus	S. Luciæ de Cornus	
491. Larnagol	S. Petri de Neula alias de Larnogolio.	Ad pres. abb. Marsiliaci.
492. Sainte-Croix	S. Crucis	Ad pres. abb. Figiaci.
493. Villars	S. Martialis de Villaribus	Ad pres. decani Ripæ Peyrosæ Ruthenensis.
494. Beauregard	B. Mariæ de Pulchro Aspectu	Ad pres. abb. Marsiliaci.
495. Loze	S. Martini cum ann. S. Petri de Saillaguet	Ad pres. præceptoris Capellæ Livron.
496. Molhac	S. Joannis Baptistæ de Molhaco	
497. Le Truffe	S. Petri del Truffe, alias de Luganhaco	Ad pres. prioris de la Ramiere.
498. Saint-Pierre	S. Petri de Livrone	Ad pres. prioris collegii Pelegri.

EX ARCHIPRESBITERATU SANCTI CIRICI.

499. Saint-Cirq	Archipr. S. Cirici de Popia, cum ann. de Bregantino et des Clausels	
500. Cregols	Eccl. S. Petri de Cregols	
501. Bouziès	S. Rendegarii de Bouziès	Ad coll. episcopi.
502. Aujols	S. Joannis de Aujolio cum ann. S. Martini de Flaviaco	
503. Concots	S. Joannis de Concotio cum ann. S. Georgii de Cosnaco	
504. Trespoux	S. Salvatoris de Tribus Puteis	Ad pres. priorissæ Deauratæ.
505. Labastide	S. Remigii Bastidæ Marniaci	Ad pres. domini temporalis.
506. Le Montat	S. Petri de Montato	Ad nom. canonici Cadurc. hebdomad.
507. Tregoux	S. Petri de Tregoux	Ad coll. episcopi.
508. Begoux	S. Martini Lascarias, alias de Begoux.	
509. Cieurac	S. Petri de Cieuraco	Ad pres. abb. Gardæ Dei.
510. Bach	B. Mariæ de Bachio cum ann. S. Petri de Vaylats	Ad coll. episcopi.
511. Jamblusse	B. Mariæ Magdalenæ de Jamblussis.	Ad coll. præceptoris Capellæ Livronis.

484. Du vicaire de Ols........ LX s.
485. De l'esglise de Vidalhac........ C s.
486. De l'esglise de Salhac........ X l.
487. De l'esglise de Montbrun........ VI l.
480. Du vicaire de Marolles........ XLIIII s.
479. Du vicaire de Fussac........ VI l.
488. Du vicaire [de] Sainct-Affre........ VI l.
481. Du vicaire dudict lieu et [de] Fontaynets........ IIII l.
489. Du prieur Sainct-Jehan Dalaurs........ X l.
Du vicaire dudict lieu........ IIII l.
490. De l'esglise de Cornutz........ C s.
491. De l'esglise de Lanargol et *Neula*........ CX s.
492. De l'esglise Saincte-Croix........ LX s.
493. De l'esglise *de Valaribus*........ XX s.
494. De l'esglise *de Bello Videre*........ C s.
495. Du vicaire de Lauze........ VI l. XVII s.
496. Du vicaire de Molhac........ XL s.
497. Du vicaire de Tuiffe........ XX s.
498. De la chappelle Sainct-Pierre de Lievro........ LX s.

Somme IIc IIIIxx III l. XII s. tz.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE SAINCT-CIRE.

499. De l'archipresbtré de Sainct-Cire avecq l'annexe........ XV l.
501. De l'esglise de Boziès *citra et ultra Oltum*........ C s.
502. De l'esglise *de Aujolibus*........ L l.
503. De l'esglise de Concess[..]........ LX l.
504. De l'esglise de Trois-Pouetes........ X l.
505. De l'esglise Sainct-Remy de Bastita........ VI l.
506. De l'esglise de Monta........ C s.
507. De l'esglise de Tregos........ L s.
508. Du vicaire de Cascar........ C s.
509. Du vicaire de Sieurac........ IIII l.
510. De l'esglise de Bachi avecq l'annexe de Vaylat........ XLV l.
510[2]. De la Chappelle près *Caturcum*........ VI l. XVII s.
511. De l'esglisse de Jambrussa........ XX s.

Somme IIc XV l. VII s. tz.

EX ARCHIPRESBITERATU MONTISPENSATI.

512. Flauniac. . . .	Archipr. S. Vincentii de Flauniaco, alias de Montepensato cum ann. S. Pauli de Loubressac et S. Martini de Capnié.	Ad coll. episcopi.
513. Salvetat.	Eccl. B. Mariæ de Salvetate.	
514. Bieule.	S. Salvatoris de Bieule.	
515. Montoumerq . .	S. Laurentii Montis Domini[ci]. . . .	Ad nom. canonici Cadurc. hebdomad.
516. Lalande.	B. Mariæ de Lalanda.	Ad pres. decani Carennaci.
517. Chorondes. . . .	S. Bartholomei de Corondes.	Ad pres. episcopi Montis Albani.
518. Monclar.	B. Mariæ de Monte Claro, vicaria perpetua, cum ann. S. Laurentii.	Ad pres. prioris.
519. Chaustrac. . . .	S. Martini cum ann. S. Saturnini seu Severini de Marnhaco.	
520. Saint-Blaise. . .	S. Blasii, prioratus curatus, cum ann. S. Michaelis del Roc.	Ad coll. episcopi
521. Laboffie.	B. Mariæ de Laurs, alias de la Boffia.	
522. Cayrac.	S. Petri cum ann. S. Georgii de Albias.	Ad pres. decani de Cayraco.
523. Saint-Victor. . .	S. Victoris, vicaria perpetua.	
524. Espanel.	S. Germani de Espanelo cum ann. S. Nazarii et S. Pauli.	Ad pres. domini temporalis.
525. Fontneuve. . . .	S. Francisci Fontis Novæ.	
526. Cos.	S. Saturnini de Cossio cum ann. S. Rufinæ.	Ad coll. episcopi.
527. Saint-Julien. . .	S. Juliani de Lasdoux.	
528. Molieres.	S. Catharinæ.	Ad pres. domini de Rassiels, heredis domini de Ramps et domini de la Penche.
529. Puylaroque . . .	S. Joannis de Mazeracorum cum ann. S. Jacobi Podii Rupis.	Ad pres. capituli Cadurc.
530. Saint-Laurent. .	S. Laurentii de Senezelles.	
531. Negrepelisse. . .	S. Petri de Grandis, alias de Nigra Pelissa.	Ad coll. episcopi.
532. Montfermier. . .	S. Joannis Montis Fermerii	
533. Cayriech	S. Bartholomei de Cayrieco.	
534. Ardus.	B. Mariæ d'Ardus.	Ad pres. decani de Cayraco.
535. Lavourete. . . .	B. Mariæ de Lugan, alias de Baureta.	
536. Belfort	B. Mariæ de Figouse, alias Bellis Fortis	Ad coll. episcopi.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE MONTPEZAT.

512. De l'archipresbtré de Flaunhac, Sauveté et Montpezat .... XXVII l. X s.
513. De l'esglise de Sauveté .... VIII l.
514. Du prieur *de Bieulio* .... XVI l.
De l'esglise *de Bieulio* .... XVI l.
515. Du vicaire de Montdomere .... C s.
516. De l'esglise de la Lande .... VIII l.
517. Du prieur de Corond (prevost de Montissalb.[1]) .... XX l.
Du vicaire de Corund .... IIII l.
518. Du prieur de Monteclar .... XL l.
Du vicaire de Monteclar avecq l'annexe Sainct-Laurens .... VI l.
519. De l'esglise de Chaustrac avecq l'annexe de Marminhac .... VIII l.
520. De l'esglise Sainct-Blaise près de Monteclar .... X l.
521. De l'esglise de Saurs de la *Boffia* .... X l.
522. Du vicaire de Cairac avecq l'annexe del Bias .... XII l.
523. Du prieur Sainct-Victor .... C s.
Du vicaire dudict lieu .... C s.
524. De l'esglise Sainct-Germain *d[e]Espanelo* avecq l'annexe Sainct-Nazarre et Saint-Paul del Fustinlz .... XXX l.
525. De l'esglise de Font-Neuf .... XVI l. X s.
526. Du prieur de Coss[..] .... C s.
Du vicaire de Cotz avec l'annexe Saincte-Rupine .... VIII l.
527. De l'esglise Sainct-Jullien de Lardotz .... C s.
528. De l'esglise Saincte-Arthemye de Moler avecq l'annexe Sainct-Saturnin de Camarele .... X l.
529. De l'esglise *Podii Rupis* avec l'annexe Sainct-Jean de Mesera ..... VIII l.
530. De l'esglise Sainct-Laurens de Senezelles .... X l.
531. De l'esglise de Nigrepellice .... X l.
532. De l'esglise de Montfermier .... VI l.
533. De l'esglise de Ardun .... XXII l.
534. De l'esglise de Cayriech .... VIII l.
535. De l'esglise de Vavret et Luganha .... VIII l.
Du prieur de Vavret .... XX l.
536. De l'esglise de Beaufou .... X l.

[1] Il semble qu'on ait eu l'intention de rayer ces derniers mots.

537. Gandoulès....	S. Petri de Gandolesio..........	Ad coll. episcopi.
538. Septfons.....	S. Blasii de Septem Fontibus cum ann. S. Cirgueti............	
539. La Madelaine..	B. Mariæ Magdalenæ d'Aussac....	Ad pres. priorissæ Deauratæ.
540. Castanede....	S. Saturni de Castanada.........	Ad pres. decani de Cayraco.
541. Caussade.....	B. Mariæ del Fraysse, alias de Calceata.....................	Ad coll. episcopi.
542. Monteils.....	S. Joannis cum ann. S. Petri d'Alguieres..................	Ad pres. prioris S. Antonini.
543. Ginimergues..	B. Mariæ cum ann. S. Stephani...	Ad coll. episcopi.
544. Piquecos.....	S. Felicis de Picacossio..........	
545. Saint-Vincent..	S. Vincentii de Antejaco.........	
546. Réalville.....	S. Martini de Gardeon, alias de Gramont, cum ann. S. Joannis de Regali Villa................	
547. Revel........	S. Joannis de Revello..........	Ad pres. abb. Gardæ Dei.
548. Leribosc.....	S. Stephani de Valle Ribosco.....	Ad coll. episcopi.
549. St-Christophe..	S. Christophori...............	Ad pres. abb. Gardæ Dei.
550. Baissac......	S. Martini de Baissaco..........	
551. Seveunac.....	Prioratus curatus cum ann. S. Joannis de Casalibus et S. Eulaliæ...	Ad pres. capituli S. Antonini.
552. Auty........	B. Mariæ de Autino cum ann. S. Petri de Dragut...............	Ad coll. episcopi.
553. Islemade.....	SS. Fabiani et Sebastiani Insulæ Madidæ cum ann. S. Hypoliti.....	Ad pres. episc. Montis Albani.
554. Saint-Cernin...	S. Saturnini prope Franconum....	Ad pres. prioris seu rectoris.
555. Saint-Martial..	S. Martialis Montis Albani alias de Frascaville.................	Ad pres. episc. Montis Albani.
556. Lobejac......	SS. Symphoriani et Thimotei cum ann. S. Quitteriæ de Genibrieres.	
557. Montricoux...	S. Petri de Monte Ricossio.......	Ad pres. precept. de Vahours.
558. Campredon...	S. Petri de Campo Rotundo cum ann. S. Mauritii	Ad pres. episc. Montis Albani.
559. La Salvetat....	S. Petri de Salvetate Majore cum ann. de Belmontet...........	Ad pres. prioris.
560. Bourniquel....	S. Maffredi cum ann. S. Leonardi de Puy-Gaillard...............	
561. Valgineste....	S. Juliani Vallis Ginestæ.........	Ad coll. episcopi.
562. Falguieres....	B. Mariæ de Falguieriis.........	Ad pres. episc. Montis Albani.
563. Saint-Pierre-de-Millac......	S. Petri de Milhaco cum ann. del Colombié..................	Ad coll. episcopi.

537.	De l'esglise de Gandolès	xx l.
538.	De l'esglise de Septfons	xxiii l.
539.	De l'esglise de Aussac près Fontaynes	ix l.
540.	De l'esglise de Castaned[..]	viii l.
541.	De l'esglise de Calsiac	xx l.
542.	Du chappitre Sainct-Prieur de Montelhs	xxx l.
543.	De l'esglise *de Givinhagis* avecq l'annexe de Cegnossiac	xx l.
544.	De l'esglise de Picacoss[..]	c s.
545.	De l'esglise Sainct-Vincent de Antejac	x l.
546.	De l'esglise Sainct-Martin de Gardemon et de Rialvila	x l.
547.	De l'esglise de Revel	viii l.
	Du prieur de Revel	xx l.
548.	De l'esglise de Villerboys	xvi l.
549.	De l'esglise Sainct-Christofle	x l.
550.	De l'esglise Sainct-Martin de Baissac	vi l.
550^{2}.	De l'esglise de Majoss. avecq l'annexe de Belmont	lx s.
550.	Du prieur Sainct-Martin de Baissac	vi l.
550^{3}.	Du prieur de Picacotz	c s.
551.	De l'esglise Nostre-Dame de Sivanac avecq l'annexe de Casâl et Saincte-Eulalie de Camde	xx l.
552.	De l'esglise d'Auctum	ix l.
553.	Du prieur *Insulle Madide*	c s.
	Du prieur *Insule Madide*	vii l.
553^{2}.	Du prieur de Saulvetté et de Mazielle	xx l.
553^{3}.	Du prieur Saint-Maffred de Bruniquel	lx l.
553^{4}.	Du doyen de Cayrac avecq son annexe	iiii^{xx} l.
553^{5}.	Du correcteur de Francor, de l'Ordre de Grandemont, avecq l'annexe de Bosnier	xx s.
554.	De l'esglise Sainct-Saturnin près Francor	xl s.
555.	Du prieur Sainct-Marcial près Montauban	c s.
	Du vicaire Sainct-Marcial	c s.
555^{2}.	De l'abbé de Garde-Dieu	l l.
555^{3}.	De l'abbé Sainct-Marcel	x l.
556.	De l'esglise *de Genibreriis* et de Leujac	x l.
557.	De l'esglise *de Montericoss*[..]	xl s.
558.	Du vicaire de Champretond	xiiii l.
560.	Du vicaire de Sainct-Maffret de Briniquel	vii l.
561.	Du vicaire Sainct-Jullien de Villeg[e]nest	x l.
561^{2}.	Du prieur de Sainct-Hugues	c s.
562.	Du vicaire *de Falgueriis*	x l.
563.	De l'esglise Sainct-Pierre de Milhac avecq l'annexe de Coulombiers	x l.
	Du prieur *de Falgeriis*	c s.

564. Fontanes.....	S. Clari cum magisterio capellæ B. Mariæ ecclesiæ Cadurcensis.....	Ad coll. episcopi.
565. Mirabel......	S. Joannis de Mirabello, alias de Sobressa....................	Ad pres. prioris de Francone.
566. Saint-Geniès..	S. Genesii cum ann. S. Nazarii....	Ad pres. decani de Cayraco.
567. Saint-Étienne-de-Tulmont..	S. Stephani de Tulmone.........	Ad coll. episcopi.
568. Montalzac....	S. Joannis de Monte Alzato.......	Ad pres. episc. Montis Albani.
569. Lapenche.....	S. Roberti de Pieta [1]............	Ad pres. prioris.
570. Montpalach...	S. Joannis de Monte Palacho......	
571. Berguandin...	S. Berguandini................	
572. Castanede....	SS. Antonii et Suplicii cum ann. de Corondes..................	Ad coll. episcopi.
573. Lalbenque....	S. Petri de Albenca...........	
574. Saint-Pierre-de-l'Herm.....	S. Petri de Eremo.............	
575. Montevols....	S. Saturnini de Monte Volo......	Ad pres. decani de Cayraco.
576. S[te]-Catherine..	S. Catharinæ S. Marcelli.........	Ad pres. abbatis.
577. Charros......	B. Mariæ de Charros, seu Capella..	Ad pres. episc. Montis Albani.
578. Palhias......	S. Crucis de Palhias cum ann. S. Hilarii....................	Ad nom. canonici Cadurc. hebdomad.
579. Misere.......	B. Mariæ de Miseriis, prioratus curatus, cum ann. S. Leonardi de Montagudet................	Ad pres. prioris S. Leonardi, ord. S. Aug., Lemovicensis.
580. Cesquieres....	S. Martini de Cesquieriis........	Ad coll. episcopi.

EX ARCHIPRESBITERATU MOYSSIACI.

581. Lauzerte.....	Archipr. Moyssiaci alias B. Mariæ Vallium Lauzertæ............	Ad coll. episcopi.
582. Moyssac......	Eccl. S. Jacobi de Moyssaco......	
583. Saint-Martin..	S. Martini prope Moyssiacum.....	
584. Saint-Michel...	S. Michaelis cum ann. S. Catharinæ et SS. Germani et Laurentii....	Ad pres. abb. Moyssiaci.
585. Saint-Julien...	S. Juliani Motæ Sarrasinæ........	
586. Sainte-Thècle..	S. Teclæ cum ann. de Montesquino.	
587. Piac........	S. Petri de Piaco cum ann. S. Petri de Daps...................	Ad pres. domini temporalis.
588. Montecor.....	S. Stephani de Montescor........	Ad pres. abb. Moyssaci.

[1] Lisez *Picta*.

564. Du vicaire de Fontaynes	IIII l.
Du prieur de Fontaines	XVI l.
565. Du vicaire de Mirabel	IX l.
566. Du vicaire Sainct-Geniest avecq son annexe	VII l.
567. De l'esglise Sainct-Estienne de Tulmon	VI l.
568. Du prieur de Montalzac	X l
Du vicaire de Montalzac	VIII l.
569. Du prieur de Picte	VI l.
Du vicaire de Picte	LXVIII s.
570. Du prieur Sainct-Jehan de Montpalach	C s.
Du vicaire dudict lieu	L s.
571. Du vicaire Sainct-Vargodi	X l.
572. Du vicaire de Castaned. avecq son annexe	IIII l.
573. De l'esglise de Albenca	XII l.
574. Du vicaire Sainct-Pierre *de Heremo*	X l.
575. Du prieur Sainct-Saturnin de Monthe[vols]	IIII l.
Du vicaire Sainct-Saturnin près Calciat	C s.
576. Du vicaire de Saincte-Ka[ne] de Sainct-Marcel	XX s.
577. Du vicaire de Caross[..]	LX s.
Du prieur dudict lieu	XXX s.
577[2]. Du prieur sans recteur de Sainct-Michel de la Rivière	C s.
578. De l'esglise Saincte-Croix de Palhass[..]	XXII l.
Du vicaire Sainct-Hillaire de Palhass[..]	LV s.
579. Du prieur sans chap[le] de Mais[..]	XVI l.
580. De l'esglise *de Sequeriis*	C s.
580[2]. Du doien et chappitre de Montpezat	LXX l.
580[3]. Du prieur de Leujac	XI l.

Somme XII[c] XLVIII l. III s. tz.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE MOISSAC.

581. De l'archipresbtré de Moissac	XX l.
581[2]. Du prieur de Leyme	XII l.
582. Du vicaire Sainct-Jacques de Moissac	C s.
584. Du vicaire Sainct-Michel de Moissac	XVI l.
585. Du vicaire Sainct-Jullien près Moissac	IIII l. X s.
584[2]. Des presbtres Saincte-Catherine de Moissac	C s.
583. Du vicaire Sainct-Martin près Moissac	X l.
586. De l'esglise Sainct-Tecle et le vicaire de Montesquin	VII l.
587. De l'esglise de Piac et Balach	XXX l.
588. De l'esglise de Montescot	X l.

589.	Meyssagnel	S. Germani de Meissaguelo cum ann. S. Eulaliæ	Ad pres. abb. S. Mauri Agennensis.
590.	Malause	S. Joannis de Malausa	
591.	Gordolet	S. Hilarii cum ann. S. Pauli d'Albugues et S. Martini de Montamé	Ad pres. abb. Moyssaci. (590–591)
592.	Saint-Nazaire	S. Nazarii de Valantana	Ad coll episcopi. (592–593)
593.	Sales	B. Mariæ de Salis	
594.	Greisses	S. Petri de Greissis	Ad coll. episcopi alias abb. S. Mauri[ni].
595.	Castel-Sacrat	B. Mariæ Castri Sacrati	Ad pres. domini temporalis.
596.	Saint-Amant	S. Amantii de Pelagal	
597.	Miramont	S. Petri de Najaco alias de Miramonte cum ann. B. Mariæ et S. Saturnini	
598.	Montvalra	S. Georgii de Montvalra	
599.	Montjoye	S. Martini de Possi Capello cum ann. B. Mariæ de Montjoye, S. Petri de Capella, S. Petri de Monte Monarco et S. Amantii de Planels	Ad coll. episcopi. (596–600)
600.	Brassac	S. Severini de Brassaco	
601.	Saint-Romain	S. Romani de Senne cum ann. S. Cypriani de Fauroux	Ad pres. abb. Marsiliaci.
602.	Touffailles	S. Christophori cum ann. S. Liberatæ de Senna	Ad coll. episcopi.
603.	Perville	B. Mariæ de Pervilla cum ann. S. Joannis de Gardia	Ad pres. abb. S. Maurini.
604.	Sainte-Croix	S. Crucis de Panejols	Ad coll. episcopi.
605.	Lunel	S. Nazarii de Lunelo	Ad pres. S. Maurini.
606.	Buxes	S. Joannis de Buxona et S. Bartholomei de Burgueda	Ad coll. episcopi.
607.	Gasques	S. Petri de Gasquez	Ad pres. celar[ar]ii Moyssiaci.
608.	Saint-Hubert	S. Huberti de Castaniol	Ad coll. episcopi. (608–609)
609.	Saint-Affrian	SS. Symphoriani et Saturnini du Bos	
610.	Saint-Jean	S. Joannis de Castels cum ann. S. Petri de Vals	Ad pres. prioris Catusii.
611.	Saint-Clement	S. Clementis	
612.	Cirissac	S. Joannis de Cirissaco	Ad coll. episcopi. (611–613)
613.	Campanhac	B. Mariæ de Campagnac	
614.	Delpis	B. Mariæ de Pinibus cum ann. S. Stephani et S. Juliani	Ad pres. abb. Moyssiaci.

589. De l'esglise de Moyssaguel et Sainct-Eulalie........................ XVI l.
590. De l'esglise *de Malausa*.. VI l.
591. De l'esglise Sainct-Hillaire de [Dur]fort, Sainct-Paul de Lugues et Sainct-Martin de Mondor.. XX l.
592. De l'esglise Sainct-Nazaire de Valen[..]........................ XIII l.
593. De l'esglise de Sales.. X l.
594. De l'esglise de Graisses.. XL s.
595. De l'esglise de Chasteau-Sacré.. XIIII l.
597. De l'esglise de Nazac *alias* de Miramont avecq l'annexe de La Cassan[..]. XII l.
596. De l'esglise de Sainct-Amand de Pellogal........................ X l.
598. De l'esglise Sainct-Georges de Monbalva........................ VI l.
De l'esglise de Esmas.. X l.
599. De l'esglise de Montjoy avecq l'annexe........................ XIX l.
Du prieur de Montjoye.. X l.
600. De l'esglise de Brassac.. X l.
601. Du vicaire Sainct-Romain et l'esglise Sainct-Ciprian........................ XX l.
602. De l'esglise de Terfalli.. X l.
603. De l'esglise de Pervil avecq l'annexe Sainct-Martin de la Garde........ CX s.
602[2]. De l'esglise Saincte-Liberte.. IIII l.
De l'abbé Sainct-Morice *de Agenen*[*se*] pour ce qu'il tient au diocesse..... XX l.
604. De l'esglise Saincte-Croix de la Roque........................ XVI l.
605. De l'esglise de Luinel.. XXV l.
606. De l'esglise de Buzour et de Bourguet........................ XVI l.
607. Du vicaire de Gasques.. X l.
608. De l'esglise Sainct-Hubert de Castanhol........................ XX l.
609. De l'esglise Sainct-Afrain avecq l'annexe Sainct-Saturnin del Bos....... C s.
609[2]. De l'abbé de Moissac.. C l. C s.
Du celelrier de Moissac.. VII l.
Du prieur Sainct-Romain.. XVI l.
Du secrestain de Moissac.. XVI l.
Des maladdes de Moissac.. C s.
De l'aulmosnier de Moissac.. X l.
De l'œuvre de Moissac.. VIII l.
610. Du prieur Sainct-Jehan de Castelz........................ X l.
De l'esglise Sainct-Jehan de Castelz avec l'anexe Saint-Pierre de Las Vals.. XIII s.
Du pitancier de Moissac.. LX s.
Du chambrier de Moissac.. VIII l.
611. De l'esglise Sainct-Clément.. LX s.
612. De l'esglise de Cerisac.. LX s.
613. De l'esglise de Campanhac.. X l.
614. De l'esglise *de Pinibus*.. X l.

615. Lagarde......	S. Martini de Lagarde et Alvero cum ann. S. Aviti de Combalongua, S. Sulpicii de Chieutel et S. Mamerti................	Ad pres. abb. Moyssiaci.
616. Saint-Clair....	S. Clari de Rouilhones..........	Ad coll. episcopi.
617. Mongaudon...	S. Petri de Monte-Gaudon.......	
618. Colonges.....	B. Mariæ Magdalenæ de Colongis..	Ad pres. abb. Marsiliaci.
619. Boudou......	S. Petri de Boudou..............	Ad pres. abb. Moyssiaci.
620. Saint-Avit....	S. Aviti cum ann. S. Bartholomei..	
621. Saint-Vincent..	S. Vincentii de Lespinasse cum ann. S. Petri de Ligoniaco.........	Ad coll. episcopi.
622. Le bourg de Visa.	S. Quirini Burgi de Divisaco......	Ad pres. abb. Marsiliaci.
623. Saint-Amant..	S. Amantii de Larsisvade........	
624. Lizac........	S. Martialis de Lizaco...........	Ad pres. abb. Moyssiaci.
625. Lafrançaise...	S. Georgii de Bras alias La Française.	
626. Saint-Cernin..	S. Saturnini de Pintiers.........	
627. Belpech......	B. Mariæ de Bello Podio.........	
628. Saint-Projet...	S. Projecti de Mazariis..........	
629. Delpech......	S. Petri de Podio..............	Ad coll. episcopi.
630. Bugat.......	S. Petri de Bugato cum ann. S. Clementis..................	
631. Saint-Jean....	S. Joannis de Viaroso cum ann. S. Christophori...............	Ad pres. abb. Moyssiaci.

EX ARCHIPRESBITERATU VALLIUM.

632. Vaulx.......	Archipr. B. Mariæ Vallium de Nevegis cum ann. de Divilhaco et S. Martini..................	Ad coll. episcopi.
633. Châteauneuf...	Eccl. S. Martini Castri Novi Vallium cum ann. S. Georgii de Russaco.	
634. Saint-Aureil...	S. Aurelii cum ann. S. Joannis de Salvaterra................	Ad nom. archid. de Tornesio.
635. Saint-Privat...	S. Privati prope Montem Acutum cum ann. S. Saturnini............	
636. Tissac.......	S. Vincentii de Tissaco..........	Ad coll. episcopi.
637. Saint-Jean....	S. Joannis de Pergis...........	
638. Canhac......	S. Petri de Canhaco............	
639. Lhospitalet...	B. Mariæ de Hospitaleto Dominæ Helenæ cum ann. S. Petri de Granejouls................	Ad pres. preceptoris.
640. Saint-Denis...	S. Dionisii prope Montem Acutum..	Ad nom. canon. Cadurc. hebd.

615.	De l'esglise de Lagarde, Sainct-Avict avecq l'anexe	xx l.
616.	De l'esglise Sainct-Cler de Rounhon	x l.
617.	De l'esglise de Montgaidi	c s.
618.	Du prieur de Colonges	c s.
	Du vicaire de Colonges	xl s.
619.	Du vicaire de Godor	xx s.
620.	Du prieur [de] Sainct-Avict	x l.
621.	Du prieur de Divisac	c s.
	Du vicaire dudict lieu	c s.
622.	De l'esglise de Sainct-Vincent d'Espeniasse avecq l'annexe	x l.
623.	De l'esglise Sainct-Amand de Urcivate	cx s.
624.	De l'esglise de Lisac	c s.
625.	De l'esglise de Francesse	x l.
626.	De l'esglise Saint-Saturnin de Pintiers	c s.
627.	De l'esglise de Belpech	x l.
628.	De l'esglise Saint-Projet de Maseres	vi l.
629.	De l'esglise Sainct-Pierre del Pech	vi l. x s.
630.	De l'esglise du Bugual	x l.
631.	De l'esglise Sainct-Jehan de Viaros	x l.

Somme vii^c lxxix l. x st.

EN L'ARCHIPRESBTRÉ DE LA VALY.

632.	De l'archipresbtré de la Valy et vicaire *de Nebegiis*	xl l.
633.	De l'esglise de Chasteauneuf *Vall(ium)* avecq l'annexe	x l.
634.	De l'esglise Sainct-Aurel	viii l.
	De l'esglise Sainct-Pierre près Moncuq	xx l.
636.	De l'esglise de Tissac avecq l'annexe	xx l.
637.	De l'esglise Saint-Jehan *de Pergis* avecq l'annexe de Canhac	xx l.
639.	Du précepteur de l'Hospital	xii l.
	Du vicaire de l'Hospital Sainct[e]-Hélène	vi l. v s.
640.	De l'esglise Sainct-Denis près de Montecuq	vi l. xvii s.

641.	Cazillac	S. Petri de Cazillaco	
642.	Sainte-Gilede	S. Julitæ cum ann. SS. Fortis, Julianis et Nazarii	Ad pres. cancellarii Cadurc.
643.	Saint-Privat	S. Privati prope Flauniacum	
644.	Carces	S. Martini de Carces cum ann. S. Desiderii de Cadonas	Ad coll. episcopi.
645.	Bouloc	S. Salvatoris de Bono Loco cum ann. S. Hypoliti et S. Caprasii	Ad pres. prioris.
646.	Saint-Cyprien	S. Cipriani Vallium	Ad nom. canon. Cadurc. hebd.
647.	Vazerac	S. Juliani de Vazeraco	
648.	Pern	S. Petri de Perno cum ann. S. Bartholomei del Degoutat	
649.	Ginoliac	S. Martini de Ginoliaco	
650.	Saux	B. Mariæ de Saux cum ann. S. Martini	
651.	Calviniac	S. Blasii de Monte Calviniaco	Ad coll. episcopi.
652.	St-Pantaléon	S. Pantaleonis	
653.	Sainte-Croix	S. Crucis Vallium	
654.	Pechpeyrou	S. Petri de Aussaco, alias de Podio Petroso	
655.	Belmontet	Aviti de Belmonta	
656.	Saint-Felix	S. Felicis Vallium	
657.	Saint-Urcisse	S. Urcissini Vallium	Ad pres. unius ex canonicis Cadurcensibus.
658.	Sainte-Alausie	S. Alausiæ	Ad coll. episcopi.
659.	Boisse	B. Mariæ de Boisse	
660.	Cazes	B. Mariæ de Cazes cum ann. S. Joannis et S. Martini	Ad nom. canon. Cadurc. hebd.
661.	Caminel	B. Mariæ Magdalenæ de Caminello	Ad coll. episcopi.
662.	Martissen	S. Martini cum ann. S. Petri de Bruguieres	Ad nom. canon. Cadurc. hebd.
663.	Lebreil	S. Stephani de Lebrello	
664.	Saint-Geniès	S. Genesii Vallium	
665.	Lacabrette	S. Amantii de Cabretta	
666.	Carbes	S. Petri de Carbes cum ann. S. Martini de Monsentem	
667.	Saint-Privat	S. Benedicti de Cabreta cum ann. S. Privati	Ad coll. episcopi.
668.	Saint-Quentin	S. Quintinii	
669.	Roulhiac	S. Petri de Roulhiaco	
670.	Lolmie	S. Catharinæ de Ulmis	
671.	Truejouls	B. Mariæ de Truejouls	Ad pres. cantoris Cadurc.

641. De l'esglise de Calsilhac .... xiiii l.
643. De l'esglise Sainct-Privé près Founhac .... xvi l.
642. De l'esglise Saincte-Jullitte avecq l'annexe .... viii l. v s.
644. De l'esglise des Prisons et de Cadamas .... xv l.
645. Du prieur de Bonlieu .... xxx l.
Du vicaire de Bonlieu .... viii l.
646. Du vicaire Sainct-Ciprian .... vii l.
647. De l'esglise de Vaserac .... vii l.
648. De l'esglise de Gram avecq l'annexe .... vii l.
649. De l'esglise de Gignolhac .... iiii l.
650. De l'esglise de Saurs avecq l'annexe .... xiii l.
651. De l'esglise de Montcalhuinhac .... xii l.
652. De l'esglise de Sainct-Panthaléon .... xx l.
653. De l'esglise Saincte-Croix avecq son annexe .... xviiii l.
654. De l'esglise de Aussac *alias* des Peyros .... x l.
657. De l'esglise Saincte-Vaucisse de la Vall .... c s.
658. De l'esglise Saincte-Aulaye .... cvi s. viii d.
Du prieur Saincte-Aulaye .... x l. xiii s. iii d.
659. De l'esglise de Boissa .... x l.
660. De l'esglise de Cussex avecq l'annexe .... c s.
660². De l'esglise de Sainct-Anget .... vi l.
662. De l'esglise Sainct-Martin avecq l'annexe de Bruguier .... xv l.
661. De l'esglise de Cam[i]nel .... viii l.
663. De l'esglise de Lebrello .... viii l.
664. De l'esglise Sainct-Genest .... ix l.
665. De l'esglise Sainct-Amand de Cabremetz .... vi l.
666. De l'esglise de Carces et de Montsainct .... vi l.
667. De l'esglise Sainct-Privat avecq l'annexe de Sainct-Benoist .... xx l.
668. De l'esglise de Sainct-Quentin .... x l.
669-670. De l'esglise de Rolhac avec l'annexe de Olma .... xv l.
671. De l'esglise de Thouejolz .... c s.

672. Cezac.	B. Mariæ de Cezaco cum ann. S. Clementis.	Ad coll. episcopi.
673. Montlauzun. . .	S. Joannis de Monte-Lauduno cum ann. S. Laurentii.	Ad pres. archidiaconi majoris.
674. Villesèque. . . .	S. Michaelis de Villa Sicca cum ann. B. Mariæ de Camino.	Ad pres. prioris Catussii.
675. Salgues.	S. Petri de Salgiis.	Ad pres. preceptoris de l'Hospitalet.
676. Lasbouigues. . .	S. Jacobi de Boygues.	Ad coll. episcopi.
677. Cornus.	S. Joannis de Cornus.	Ad coll. episcopi.
678. Saint-Cernin . .	S. Saturnini cum ann. B. Mariæ de Thezels.	Ad pres. unius ex canonicis Cadurcensibus.
679. Lamoleyrete. . .	SS. Joannis et Nazarii cum ann. B. Mariæ de Ganic et S. Juliani del cap de Pech.	Ad coll. episcopi.
680. Lascabanes. . .	S. Georgii de Cabanis cum ann. del Cayrac.	Ad pres. cantoris Cadurc.
681. Bagat.	S. Petri de Bagato.	Ad coll. episcopi.
682. Montcuq.	S. Hilarii Montis Cutii Vallium. . . .	Ad coll. episcopi.
683. Carnac.	S. Joannis de Carnaco cum ann. S. Pauli des Prés.	Ad pres. celerarii Moyssaci.

672. De l'esglise de Sarasac avecq l'annexe Sainct-Clément............ XII l.
673. De l'esglise de Montaudi avec l'annexe........................ VI l.
674. De l'esglise de Vilecitte avecq l'enclave de Cammin.............. XVI l.
675. De l'esglise de Salguas.................................... VII l.
676. De l'esglise de Las Boigas.................................. IX l.
677. De l'esglise Sainct-Jehan de Cornulz.......................... L s.
678. De l'esglise de Sainct-Saturnin aveeq l'annexe de Tesels.......... VI l.
679. De l'esglise Sainct-Nazaire de la Molayret avecq l'annexe.......... XXX l.
680. De l'esglise *de Cabanis* avecq l'annexe........................ C s.
681. Du prieur de Baguac... IIII l.
682. Du vicaire Sainct-Hillaire de Monstuss. *Vallium*................. XII l.
683. De l'esglise Sainct-Jehan de Cornac........................... XII l.
Du curé dudict lieu.. IIII l.

Somme VI^c XVI l. XVII s. t.

Summa totalis receptæ presentis compoti............... VIII^m VI^c VI l. VII s. t.

Videlicet, pro principali insequendo, taxavi seu assiettavi [compotum] decimæ hujus diœcesis Caturcensis anni precedentis finiti M° V^mo [X]XVI^to [1] levatæ, in qua omnes aliæ decimæ remittuntur, ascendentis VIII^m II^c XXXIX l. II s. ts.

Ideo hic pro fractibus : III^c LXVII l. V s. ts.

[1] La copie d'après laquelle nous avons publié ce document porte ici 1516 au lieu de 1526; cette année est désignée, et c'est naturel, comme l'année précédant celle où fut rendu le compte de Me Raymond de Domec. Il semble donc que ce compte doit être daté du 10 février 1527 (M V^c XXVII) et non 1532 (M V^c XXXII) comme on lit au titre de l'Extrait que nous publions ici. (Voyez plus haut, p. 35.)

NOTES ET ÉCLAIRCISSEMENTS.

1. Le Vigan (Lot). Au ixe siècle, ce bourg se nommait *Carbanacum,* et possédait déjà un petit monastère (*cellula*) consacré à la mère du Christ, et dans lequel sainte Charité était ensevelie, « mais non suivant son mérite » (*non sub ordine prout decebat venerari*); c'est, du moins, ce que constate un acte datant de 892 à 896 [1] et relatif à la dotation de cette église par Gausbert, évêque de Cahors [2]. Carbanac s'appelait déjà le Vigan, lorsque, sous le pontificat de Grégoire VII (1073-1085), Géraud II, évêque de Cahors, donna son église aux clercs de l'église de Saint-Sernin de Toulouse, afin qu'ils y vécussent suivant la règle religieuse [3]. C'est ce même Géraud, ou son successeur de même nom que lui, qui, en 1107, érigea le Vigan en doyenné [4].

2. Figeac (Lot). Suivant un diplôme dont l'authenticité est contestée, l'abbaye de Figeac aurait été fondée en 755 par le roi Pépin le Bref, mais nous croyons, avec les érudits cahorsins, que ce diplôme a été fabriqué au xiie siècle, ainsi que les bulles des papes Étienne II et Pascal Ier, qui semblent venir à l'appui de cette pièce [5]. Cependant cette abbaye remonterait au moins au ixe siècle [6].

3. Rocamadour (Lot). La tradition reporte l'origine de l'église de Rocamadour aux premiers temps du christianisme : elle devrait sa fondation à un serviteur de la Vierge Marie, Zachée, dit *Amator,* qui, venu en Gaule, l'aurait élevée en l'an 70 de l'ère chrétienne et dédiée à la mère du Christ [7]; on comprend que nous ne relatons cette tradition que pour mémoire. La première mention authentique que nous rencontrions de l'*ecclesia de Rocamador* est de 1105 ; à cette date, une bulle de Pascal II la nomme parmi les pos-

[1] Lacabane, *Observations sur la géographie du Quercy et du Limousin,* p. 21.

[2] *Gallia christiana nova,* t. I, *Instr.* p. 29.

[3] *Gall. christ. nova,* t. I, col. 128.

[4] *Ibid.*

[5] Delpon, *Statistique du dép. du Lot,* t. I, p. 532, 533.

[6] *Gall. christ.* t. I, col. 172, 173.

[7] Delpon, *Statistique du dép. du Lot,* t. I, p. 356.

sessions de l'abbaye de Tulle, dans le Quercy [1]. Une seconde bulle du même pontife, en date de 1115, nous apprend qu'elle était, dès lors, placée sous l'invocation de Notre-Dame [2].

4. L'abbaye de MOISSAC (Tarn-et-Garonne) passait pour avoir été fondée par Clovis, au retour de son expédition contre Alaric, en 507; c'est là, du moins, ce que rapporte une chronique du monastère. Suivant Mabillon, cette opinion aurait sa source dans un ancien manuscrit de Moissac, d'après lequel cette abbaye, commencée à la faveur de donations royales, aurait été achevée par deux personnages honorables, Ansbert et Leutade, sous l'épiscopat de Didier (630-654); cependant, le savant bénédictin attribue la fondation de cette église au roi Pépin [3]. C'est en 1067 que l'abbaye de Saint-Pierre de Moissac fut soumise à l'abbaye de Cluny par Pons, comte de Toulouse [4].

5. Le domaine de SOUILLAC (Lot) dépendait, au xe siècle, de la viguerie de Cazillac, et fut donné en 930 à l'abbaye d'Aurillac par le vicomte Frotard [5]. La charte relatant ce fait contredit l'assertion de Jean Vialat, qui considère saint Éloi comme le fondateur de ce monastère, en 655, et Louis le Pieux comme son restaurateur, en 806. Il est donc plus probable que l'abbaye fut fondée, vers 962, par Géraud de Saint-Céré, abbé d'Aurillac [6].

6. La terre de MARCILLAC (Lot) fut donnée, vers le milieu du VIIe siècle, par saint Didier, évêque de Cahors, à un couvent établi par ce prélat dans sa ville épiscopale, et qui fut plus tard désigné sous son nom, Saint-Géry (*sanctus Desiderius*) [7]. On s'accorde généralement à reconnaître Pépin le Bref comme le fondateur de l'abbaye de Marcillac; mais, ainsi que le fait remarquer M. Delpon, ce monastère ne figure pas dans le capitulaire, rédigé en 817 à Aix-la-Chapelle pour la réforme des moines, et où l'on trouve une liste des monastères de fondation royale. La plus ancienne mention que l'on connaisse de Saint-Pierre de Marcillac est de 960 [8].

7. *LA GARDE-DIEU n'est plus aujourd'hui qu'un hameau de la commune de Mirabel (Tarn-et-Garonne), situé sur un ruisseau nommé le Petit-Lembous.

[1] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 431.

[2] *Ibid.* col. 466.

[3] *Annales ord. sancti Benedicti*, t. I, p. 358.

[4] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 31.

[5] Justel, *Histoire de la maison de Turenne*, preuves, p. 9.

[6] *Gall. christ.* t. I, col. 179.

[7] Delpon, *Stat. du dép. du Lot*, p. 49, 50.

[8] *Gall. christ.* t. I, col. 177.

Fondée en 1150 par Étienne, abbé d'Obasine au diocèse de Limoges, cette abbaye fut établie primitivement dans une vallée en la paroisse de Saint-Martin-le-Désarnat (c^ne de Lavercantière, Lot), à plus de 50 kilomètres de distance du lieu où elle subsista jusqu'à la Révolution[1]. Le procès-verbal de la visite de Simon, archevêque de Bourges, nous apprend que, le 24 avril 1285, ce prélat, ayant entendu la messe à Cayrac, vint de là *apud Gardam Dei*, abbaye de l'ordre de Cîteaux[2].

8. *Saint-Marcel, h. c^ne de Réalville (Tarn-et-Garonne). Cette abbaye, fille de Cadouin, fut d'abord établie à Septfonds, à 14 kilomètres au nord-est de Saint-Marcel; elle existait en 1134 et était dédiée à la Vierge. Le lieu de Saint-Marcel fut donné à Pierre, premier abbé de cette maison, par Armand de Montpezat, et l'on trouve en 1147 un Armand de *Buza*, qualifié «prieur «de Saint-Marcel.» La translation du monastère eut lieu en 1163. Au commencement du siècle dernier, les moines de Saint-Marcel ne possédaient plus rien à Septfonds[3].

9. *L'Abbaye-Nouvelle, h. c^ne de Léobard (Lot). L'Abbaye-Nouvelle est le nom vulgaire de l'abbaye de Notre-Dame de Gourdon, distante de la ville de Gourdon de sept kilomètres environ. En 1241, Guillaume de Gourdon donna ce lieu à l'abbaye d'Obasine, au diocèse de Limoges, qui y envoya des religieux. Le premier abbé connu de ce monastère est Durand, mentionné en 1261 et 1262. A l'époque de la publication du premier volume du nouveau *Gallia christiana* (1715), il ne restait plus à l'Abbaye-Nouvelle que la maison de l'abbé et un seul moine[4].

10. Leyme (Lot). Au commencement du XIIIe siècle, Leyme avait déjà une église appartenant au couvent de la Daurade de Cahors, qui la céda, en 1213, à G. prévôt de Vayrac, frère de Guillaume de Cardailhac évêque de Cahors, moyennant un cens annuel de vingt sous[5]. Cet arrangement ne fut pas de longue durée, car, en 1220, l'évêque Guillaume obtint que les religieuses de la Daurade donnassent cette même église à Aygline, abbesse des religieuses de l'Ordre de Cîteaux qu'il avait établies en ce lieu; cette donation fut faite à la condition d'un cens annuel de douze sous que les religieuses de Leyme durent

[1] *Gall. christ.* t. I, col. 185.

[2] Baluze, *Miscellanea*, édit. Mansi de Lucques, t. I, p. 292.

[3] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 46.

[4] *Gall. christ.* t. I, col. 187, 188.

[5] Doat, t. 124, f° 154 v°.

payer au couvent de la Daurade[1]. La nouvelle abbaye fut appelée de divers noms; ainsi, en 1233, nous trouvons mention de *Willelma, abbatissa Gratie Dei que alio nomine vocatur Leymes*[2]. On la voit fréquemment nommée *Lumen Dei*. Le nom sous lequel la désigne notre pouillé, *Eremus*, paraît se retrouver dans celui de *Leyme* = *l'Eyme* pour *L'Herm*.

11. Cayrac (Lot). Le plus ancien doyen de Cayrac que nous ayons rencontré est Sicard, nommé en 1261[3]; on voit par le document où il est cité que le doyenné de Cayrac dépendait de l'abbaye d'Aurillac. Cette dépendance est aussi indiquée dans le procès-verbal de la visite de l'archevêque de Bourges qui passa, le 23 mars 1285, *apud Caeracum prioratum conventualem de Aureliaco*[4].

12. Figeac (Lot).

13. Montpezat (Tarn-et-Garonne). L'église de Saint-Martin de Montpezat, à laquelle le pouillé donne le rang d'église collégiale, est nommée dès 1159[5]. Un évêque de Castres, Jean de Prats, de la famille des seigneurs de Montpezat, y fonda, le 6 juin 1347, une chapelle consacrée à Notre-Dame et fut enterré dans cette chapelle après sa mort, arrivée le 2 août 1353[6].

14. **Castelnau-de-Brétenoux, c^ne de Prudhomat (Lot). Dans les premières années du xie siècle (1100-1108), il y avait à Castelnau une chapellenie, dont Vasald de la Gardelle céda la moitié aux religieux de Beaulieu et à leur prieuré (*cella*) de Bonneviole[7].

15. Le Vigan (Lot).

16. Les Arques (Lot). Le doyenné des Arques dépend de l'abbaye de Marcillac depuis 1280, date à laquelle il lui fut cédé par Raymond, évêque de Cahors, contre les églises de Puy-la-Garde, de Lugan son annexe, et de Saint-Projet[8]; aussi dans le procès-verbal de la visite de Simon, archevêque de Bourges, qui y passa le 18 avril 1285, est-il qualifié «prieuré de l'abbaye «de Marcillac[9].»

17. Carennac (Lot). Cette localité avait une église dès le xe siècle. En

[1] Doat, t. 124, f° 156; *Gall. christ.* t. I, col. 191.

[2] Doat, t. 124, f° 161 r°.

[3] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 47.

[4] Baluze, *Miscellanea*, t. I, p. 292.

[5] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 46.

[6] *Gall. christ.* t. I, col. 68, et *Instr.* p. 36.

[7] Deloche, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu*, p. 78.

[8] Doat, t. 123, f° 62.

[9] Baluze, *Miscellanea*, t. I, p. 291.

932, cette église consacrée à saint Sernin (*in vico qui vocatur Carendenacus, ecclesia quae est fundata in honorem sancti Saturnici praesulis*) fut donnée avec ses dépendances à l'abbaye de Beaulieu par Frotard, vicomte de Cahors[1]. Elle n'est pas connue, du moins sous le même nom, dans les temps modernes; en effet le pouillé ne mentionne que l'église de Saint-Pierre, c'est-à-dire l'église collégiale[2]. L'origine du chapitre n'est pas antérieure au milieu du XIe siècle; c'est alors que Bernard III évêque de Cahors, son frère Robert, Matfrede femme de Robert, et leurs enfants, donnèrent à l'abbaye de Cluny, gouvernée alors par Odilon, une église « de leur droit, située dans le Quercy, « et consacrée depuis longtemps en l'honneur de saint Sernin (*in veneratione « sancti Saturnini ab antiquis consacrata*)[3]. » Nous n'osons affirmer que cette église qui, sous l'administration de Cluny, devint une collégiale, ne fût pas différente de l'église donnée par Frotard au couvent de Beaulieu; il est cependant permis de supposer que cette dernière ne tarda pas à tomber dans les mains rapaces de quelque laïque dont Bernard et Robert auront été les héritiers. La seule objection que l'on puisse faire contre cette hypothèse est la différence de vocable entre l'église de 932 et l'église collégiale; mais on doit remarquer que l'acte de cession à Cluny n'indique pas le vocable de l'église qu'il qualifie d'ancienne, et on peut croire dès lors qu'il n'y avait pas à cette époque deux églises à Carennac, car, dans le cas contraire, il aurait fallu désigner plus clairement de quelle église il s'agissait. Il est donc probable que cette église ne doit pas être distinguée de l'église de Saint-Sernin, et que, lors d'une reconstruction, les religieux de Cluny substituèrent à son patron primitif celui de leur abbaye, saint Pierre.

18. Lavercantière (Lot).

19. Mechmont (Lot).

20. *Cournoux, h. cne de Saint-Vincent-de-l'Olt (Lot).

21. Le Vigan (Lot).

22. Saint-Denis (Lot, canton de Martel). Le pape Adrien IV mentionne l'église *de Sancto Dionysio* parmi les dépendances de l'abbaye de Tulle dans sa bulle de 1154[4].

23. *Loudour, maisons isolées, cne de Creysse (Lot).

24. Cuzance (Lot). Le prieuré de ce lieu remonte au moins au commen-

[1] Deloche, *Cartulaire de Beaulieu*, p. 88.

[2] Voyez plus loin l'art. 376 du pouillé.

[3] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 31.

[4] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 486.

cement du XIe siècle, puisque, dans un accord conclu entre les moines de Beaulieu et ceux de Souillac, au temps où Frouin était abbé de Beaulieu, c'est-à-dire de 1056 à 1076, il est question d'un Renaud, *monachus de Cusanza*, qui n'existait plus à cette date[1]. L'église de Cuzance est désignée en 1154 comme appartenant à l'abbaye de Tulle, dont dépendait aussi, à cette époque, l'église de Rocamadour; mais la bulle d'Adrien IV lui attribue le vocable de Saint-Pierre, qu'elle ne portait plus lors de la rédaction du pouillé[2]. En 1337, *P. Focherii, prior de Cusantia,* fut un des trois vicaires créés par le chapitre de Tulle pour administrer l'évêché, vacant par la mort de l'évêque Arnaud de Clermont[3].

25. Saint-Michel-de-Banières (Lot). L'église de ce lieu existait certainement dès le commencement du IXe siècle, puisque, dans deux pièces rédigées vers 930, le vicomte Adémar mentionne son verger voisin de Saint-Michel (*plantada mea quae est juxta Sanctum Michaelem*)[4]. Vers la fin du XIe siècle, Guitard de Saint-Michel et son neveu Adémar donnèrent à l'abbaye de Tulle la moitié de l'église de Saint-Michel; Géraud de Saint-Michel, leur cousin, et Gauzfred de Salignac, neveu de Géraud, cédèrent également au monastère l'autre moitié de cette église et un champ où furent élevées une nouvelle église et une maison pour les religieux. Les bâtiments furent construits sur la part de Géraud, et Gauzfred se réserva, dans l'autre part, quatre setiers de froment. Cette donation est antérieure au synode tenu à Cahors en 1097[5]. En 1105, l'*ecclesia sancti Michælis* est comptée par Pascal II au nombre des possessions de l'abbaye de Tulle[6], et une bulle du même pontife, en date de 1115, ainsi qu'une bulle d'Adrien IV, de 1154, mentionnent de plus la chapelle du château de Saint-Michel[7]. Notre pouillé nous apprend que l'église de Saint-Michel fut plus tard un bénéfice à la nomination de l'abbé de Rocamadour, mais, Rocamadour étant jadis un prieuré de l'abbaye de Tulle, le changement de collateur n'a pas d'importance.

27. *Saint-Bonnet, h. cne de Gignac (Lot).

28. *Sainte-Catherine, h. cne de Creysse (Lot). La carte de Cassini y in-

[1] Deloche, *Cartul. de l'abb. de Beaulieu,* p. 209.

[2] Baluze, *Historia Tutelensis,* col. 486.

[3] *Ibid.* col. 706.

[4] Baluze, *Historia Tutelensis,* col. 335 et 339; cf. *Cartulaire de Beaulieu,* p. 90.

[5] Baluze, *Historia Tutelensis,* col. 445-447.

[6] *Ibid.* col. 451.

[7] *Ibid.* col. 466 et 486.

dique une église ruinée. Le nom de « moulin de Peÿraret, » sous lequel la même carte désigne le moulin actuel de Laprade, à 400 mètres à l'ouest de Sainte-Catherine, paraît rappeler celui de Peyrasot (*Peyrasetum*) qu'on trouve dans notre pouillé.

29. * Mayrinhac-le-Francal, h. c^ne de Rocamadour (Lot). L'abbaye de Tulle possédait l'église de Mayrinhac en vertu du testament du vicomte Adémar, rédigé vers 930 [1]. Guibert de Malemort, *prior de Mayrinhaco,* fut un des trois vicaires que le chapitre de Tulle institua en 1337 pour administrer l'évêché après la mort de l'évêque Arnaud [2].

30. Le Bougayrou, h. c^ne de la Cave (Lot). L'église de *Vogairo* est comptée dans la bulle de Pascal II, en 1105, au nombre des églises que l'abbaye de Tulle possédait dans le Quercy [3]. On la trouve mentionnée avec l'indication du vocable de Saint-Pierre dans une seconde bulle de ce souverain pontife pour la même abbaye [4]. La destruction de l'église du Bougayrou est antérieure à la Révolution, car Cassini ne désigne cette localité que comme un simple hameau.

31. L'Hôpital, h. c^ne de Rocamadour (Lot). La carte de Cassini indique en ce lieu la « chapelle » de l'Hôpital.

32. ** Le Vern, h. c^ne de Saint-Vincent, c^on de Saint-Céré (Lot).

33. * Pauliac, h. c^ne de Gintrac (Lot).

34. Balaguier (Lot).

35. Camburat (Lot). En 1146, l'église de Camburat appartenait à l'abbaye de Figeac [5].

36. Sans doute * Saint-Dau, h. c^ne de Figeac (Lot).

37. ** Saint-Médard, église, c^ne d'Issepts (Lot). L'église de Saint-Médard fut donnée en 957 à l'abbaye de Figeac, du consentement d'Étienne, évêque de Cahors, par Ramnulf [6].

38. Prendeignes (Lot).

39. Saint-Cirgues? (Lot).

40. Capdenac (Lot). Le procès-verbal de la visite de Simon, archevêque de Bourges, mentionne Capdenac comme « prieuré d'Aurillac » sous la date du 7 avril 1285 [7].

[1] Baluze, *Historia Tutelensis,* col. 335.
[2] *Ibid.* col. 706.
[3] *Ibid.* col. 451.
[4] *Ibid.* col. 466.
[5] Doat, t. 126, f° 54 r°.
[6] *Id.* t. 126, f° 33 v°.
[7] Baluze, *Miscellanea,* t. I, p. 290.

41. Ce prieuré de Saint-Médard nous paraît faire double emploi avec celui qui figure sous le n° 37.

42. * Cardaillac, h. c^ne de Figeac (Lot). L'église et la chapelle de Cardaillac sont nommées dans une bulle de 1146, par laquelle le pape Eugène III énumère et confirme les possessions de l'abbé de Figeac[1].

43. Le prieuré de Cassagnolles, c^ne de Loupiac (Aveyron), est mentionné dans la relation de la visite de Simon, archevêque de Bourges : ce prélat visita, le 9 avril 1285, «le prieuré *de Cassagnoliis,* lequel dépend de l'abbaye de Figeac «et est dans les mains de l'abbé,» et il revint le même jour à Figeac[2].

44. Peyrissac, h. c^ne de Thémines (Lot). L'église de Peyrissac (*de Pauriciaco*) appartenait déjà à l'abbaye de Figeac en 1146[3]; elle n'existait plus au siècle dernier, puisque Cassini ne la figure pas.

45. La Capelle, h. c^ne de la Capelle-Banhac (Lot). L'*ecclesia de Capella* est désignée dans une bulle d'Eugène III, de 1146, comme dépendant de l'abbaye de Figeac[4], et notre pouillé nous apprend que le droit de présentation en appartenait encore, au xviie siècle, à la même abbaye (voir l'art. 407); mais nous ignorons comment et à quelle époque le prieuré de La Chapelle fut uni à l'abbaye d'Aurillac.

46. Le Bourg (Lot).

47. Foissac (Aveyron).

48. ** Courondes, église isolée, c^ne de Génebrières (Tarn-et-Garonne). Le scribe a oublié d'indiquer le vocable de ce prieuré, mais, suivant l'article 517 du pouillé, l'église de Courondes était sous l'invocation de saint Barthélemy. Cette indication n'est pas en accord avec une charte de 1281, où l'évêque de Cahors, Raymond, nomme l'église *Sancte Ruffine de Corondis* comme appartenant à l'abbaye de Montauban[5]; l'église a donc changé de patron. Dans une pièce de 1284, Bernard, abbé de Montauban, qualifie Guillaume de Longpech *prior prioratus nostri de Corondis*[6]. Dès cette époque, sans doute, le prieuré *de Campoguisano* était uni à celui de Courondes, car Austorg, abbé de Montauban, reconnaît, en 1306, qu'il a eu tort de séparer ces deux prieurés, «lesquels, dit-il, furent unis jadis, et l'ont été si longtemps, que «l'on n'a pas mémoire du contraire;» en conséquence de ce fait l'abbé,

[1] Doat, t. 126, f° 53 v°.
[2] Baluze, *Miscellanea,* t. I, p. 290.
[3] Doat, t. 136, f° 55 r°.
[4] Doat, t. 126, f° 54 v°.
[5] *Id.* t. 89, f° 115 r°.
[6] *Id.* t. 89, f° 117 v°.

considérant que l'union de ces prieurés était conforme aux intérêts du monastère, décida, du consentement des religieux, qu'elle serait rétablie [1]. En 1332, Guillaume, évêque de Montauban, successeur des abbés, unit à l'église de Montauban ces deux prieurés, qu'il dit «annexés canoniquement et depuis long- «temps l'un à l'autre,» et «dont la collation lui appartenait de plein droit;» le *prior de Campoguizano* figure parmi les témoins de cet acte [2].

49. *SAINT-AFFRE, h. c^ne de Saint-Pierre-Toirac (Lot). Le vocable indiqué par le pouillé est sans doute inexact, car il tend à faire supposer que l'église était consacrée à un saint du nom d'*Affridius*, lequel n'est mentionné dans aucun martyrologe. Nous sommes porté à croire, contrairement à l'opinion des officiers de l'État-Major, que le nom de cette localité est féminin et que Cassini a raison d'écrire Sainte-Affre. En effet on trouve dans une bulle de 1146 une église de *Sancta Affra* comptée au nombre des propriétés de l'abbaye de Figeac à la suite de celle d'Ambayrac et précédant presque immédiatement les noms des églises de Rigant et de Toirac [3].

50. MONCLAR (Tarn-et-Garonne).

*SAINT-CAPRAIS, h. c^ne de Belmontet (Tarn-et-Garonne).

51. *SAINT-VICTOR, h. c^ne de Molières (Tarn-et-Garonne).

52. *COS, h. c^ne de la Motte-Capdeville (Tarn-et-Garonne). Le traité d'échange conclu en 1270 entre Barthélemy, évêque de Cahors, et Bertrand, abbé de Moissac, nous apprend que les églises, dès lors unies, de Cos et de Sainte-Rafine appartenaient à l'abbaye de Moissac, qui les céda à l'évêque. A cette époque Cos était déjà un prieuré [4].

SAINTE-RAFINE, h. c^ne d'Albias (Tarn-et-Garonne). Ni Cassini ni l'État-Major n'indiquent d'édifice religieux dans ce village. Cependant les documents historiques permettent de certifier l'existence de l'église de Sainte-Rafine, même dès le XIe siècle. En effet une charte de 1061 relate la donation faite par Guillaume, comte de Toulouse, à l'abbaye de Moissac d'une «église consacrée «à l'apôtre saint Pierre et aux vierges Rufine et Justine, laquelle est située «dans le Quercy, sur les bords de l'Aveyron et près du château de Cos [5].» Cette désignation convient parfaitement à Sainte-Rafine, que l'Aveyron seul sépare de Cos; il est donc certain que le vocable de Sainte-Rufine finit par

[1] Doat, t. 79, f° 198 r°.
[2] *Id.* t. 89, 258 r°.
[3] *Id.* t. 126, f° 54 v°.
[4] La Croix, p. 126 et 128.
[5] Doat, t. 128, f° 61 v°.

prévaloir sur celui de Saint-Pierre. Ainsi qu'on l'a vu dans la première partie de cette note, l'union de l'église de Sainte-Rafine à celle de Cos est antérieure à l'année 1270, date à laquelle ces deux églises furent cédées à l'évêque.

53. Lavaurette (Tarn-et-Garonne). Cette paroisse est désignée sous son ancienne dénomination de *parrochia de Lugan* dans une charte contemporaine d'Anquetil, abbé de Moissac, c'est-à-dire datant du règne de Philippe Ier [1]. Ce nom primitif est conservé dans la dénomination d'un des écarts de la commune de Lavaurette les plus voisins de ce village, Pech-Lugan.

54. Piquecos (Tarn-et-Garonne). L'église de Piquecos appartenait, en 1263, au chapitre de l'église cathédrale de Cahors [2]. Cependant vingt-cinq ans plus tard, en 1288, elle faisait partie de la mense épiscopale, dont elle fut alors détachée par l'évêque Raymond : ce prélat l'unit à l'écolâtrerie afin d'augmenter les revenus de cet office, et il reçut en échange l'église de Saint-Martial de Pradines [3].

55. **Saint-Hugues, h. cne de Puy-la-Roque (Tarn-et-Garonne).

56. Montjoi (Tarn-et-Garonne). Est-ce bien là un prieuré situé à Montjoi dans l'archiprêtré de Moissac? Pourquoi cet ancien nom de *Pestiliacum*, que l'on ne retrouve pas parmi les noms des localités voisines de Montjoi, dont les environs, comme le montre ce pouillé, renferment plusieurs églises détruites?

57. Vaylats (Lot).

*Saint-Hilaire, h. cne de Lalbenque (Lot).

58. Villemade (Tarn-et-Garonne).

59. **Falguières, h. cne de Montauban (Tarn-et-Garonne).

60. Montalzat (Tarn-et-Garonne). Des bulles de 1215 et de 1281 mentionnent déjà l'église de Saint-Jean de Montalzat comme appartenant à l'abbaye de Montauban [4]. Le 28 juin 1410, Raymond, évêque de Montauban, confirma la réunion du prieuré de Montalzat, dépendant jadis de son église cathédrale, à l'aumônerie de ladite église [5].

61. *Monpalach, h. cne de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne).

62. **Charros, h. cne de Saint-Nauphary (Tarn-et-Garonne). Dans une

[1] Doat, t. 129, f° 69 v°.
[2] *Id.* t. 120, f° 55 r°.
[3] La Croix, p. 143.
[4] *Gall. christ.* t. XIII, *Instr.* col. 188.
[5] Doat, t. 90, f° 98 r°.

charte de 1215, émanant de Guillaume, évêque de Cahors, cette église est nommée *Sancte Marie de Capella Garroe*[1]. Le même nom est écrit *Sancte Marie de Capella de Garolf* dans une charte de l'évêque Raymond II, en 1281[2]. Ces pièces nous apprennent que la paroisse de Charros dépendait dès lors de l'abbaye de Montauban.

63. Léojac (Tarn-et-Garonne). L'indication *prope Cazals,* qui suit le nom de *Leviacum* ou plutôt *Leujacum,* a failli nous empêcher de reconnaître ici l'église de Saint-Symphorien de Léojac, nommée aussi parmi les paroisses de l'archiprêtré de Montpezat : en effet, le *Cazals* le plus rapproché de Léojac, c'est-à-dire celui du canton de Négrepelisse, en est distant de plus de 25 kilomètres. Quoi qu'il en soit, l'église *Sancti Symphoriani de Lecugac* appartenait à l'abbaye de Saint-Théodard dès 1215[3], et, dans une charte de Raymond, évêque de Cahors, datée de 1281, elle est citée au même titre sous le nom de *Sanctus Simphorianus de Leviac,* ou plutôt *Leujac*[4]. En 1246 (et non 1346), l'église de Léojac (*de Laviaco*) était unie à celles de *Frezautviler* (aujourd'hui Saint-Martial), d'*Ordalilhas*, de Canguise et de *Sancto Cirico,* et la cure de ces diverses églises fut confiée à Pierre Dambrogat, prêtre présenté par Alphonse, abbé de Montauban, sous la condition de résidence à *Frezautviler*[5]. Au siècle suivant, elle avait recouvré son autonomie spirituelle : nous trouvons, en effet, en 1332, un Bertrand *de Posaca,* docteur en décret et *prior de Leviaco*[6].

64. ** Saint-Sernin-de-Montebouls, h. c^ne de Caussade (Tarn-et-Garonne).

65. * Bayne, h. c^ne de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne).

66. L'Hospitalet (Lot). Ce village doit, dit-on, son nom à un hôpital que la fille d'un seigneur de Castelnau-de-Montratier y fonda à l'intention des pèlerins, au xiie siècle[7]. Une charte du chapitre de Cahors, en date du 22 juin 1482, est donnée *in loco Hospitali domine Helene prope civitatem Caturci*[8].

** Granéjouls, h. c^ne de l'Hospitalet (Lot).

** Salgues, h. c^ne de la Bastide-Marnhac (Lot).

67. Bouloc (Tarn-et-Garonne).

* Saint-Hippolyte, h. c^ne de Bouloc (Tarn-et-Garonne).

** Saint-Caprais, h. c^ne de Bouloc (Tarn-et-Garonne).

[1] *Gall. christ.* t. XIII, *Instr.* col. 188.
[2] Doat, t. 89, f° 115 r°.
[3] *Gall. christ.* t. XIII, *Instr.* col. 114 v°.
[4] Doat, t. 89, f° 115 r°.
[5] Doat, t. 39, f° 20 r°.
[6] *Id.* t. 89, f° 258 v°.
[7] Delpon, *Stat. du dép. du Lot,* t. II, p. 110.
[8] Doat, t. 120, f° 214 r°.

68. Sainte-Alauzie (Lot).

69. Bagat (Lot).

70. ** Saint-Jean de Cornac, h. c^ne de Saint-Paul-d'Espis (Tarn-et-Garonne). — Voyez la note 683.

72. Catus (Lot). Dans la visite de Simon, archevêque de Bourges, en 1285, Catus est déjà indiqué comme un prieuré conventuel de l'abbaye de Cluse[1]. Pourtant, si l'on s'en rapporte à une charte copiée dans la collection Doat[2] et connue par les auteurs du *Gallia christiana*[3], le prieuré de Saint-Anastase (*Sancti Anastasii* et non *Sancti Asterii*) ne serait passé aux mains de l'abbé de Cluse, au diocèse de Turin, qu'en 1291, en vertu d'un contrat conclu à cette date avec l'abbaye de Moissac, qui reçut en échange les prieurés de Notre-Dame de la Salvetat et de Cintegabelle. Le prieur de Saint-Anastase est appelé, dans cette pièce, *prior ecclesie de Catusio, Caturcensis diocesis*[4].

73. Fons (Lot). Le pape Benoît V, qui occupa le Saint-Siége de 964 à 965, confirma à Calston, abbé de Figeac, la possession du lieu nommé *Exartellis* ou *Fontis*, où il y avait une église dédiée à la Vierge. L'abbaye de Figeac devait cette église à la libéralité d'un certain Ramnulf[5].

75. Laramière (Lot). Ce prieuré fut fondé dans la seconde moitié du XIe siècle par le bienheureux Bertrand de Civray[6].

76. Francoulès (Lot). Les noms des lieux voisins de Francoulès ne nous révèlent pas pourquoi ce prieuré était autrefois dit *de Molières*. — On trouve, en 1283, Gérard de la Roque, prieur *de Moleriis*[7].

77. * Vialolles, h. c^ne de Cabrerets (Lot).

78. ** Bovila, h. c^ne de Fargues (Lot).

79. Duravel (Lot). La moitié de l'église de Duravel fut donnée, en 1055, à l'abbaye de Moissac par Gausbert de Pestilhac, du consentement de Foulques, évêque de Cahors[8]. Une charte datée du règne de Philippe Ier et relatant une donation faite à Dieu, à Saint-Pierre [de Moissac] et à Saint-Hilarion de Duravel, nous apprend que le vocable de cette église remonte au moins aux

[1] Baluze, *Miscellanea*, t. I, p. 291.

[2] Doat, t. 130, f°s 182, 183.

[3] *Gall. christ. nova*, t. I, col. 169.

[4] Doat, t. 130, f°s 179 et suiv.

[5] *Id.* t. 126, f° 36 r° et 273 v°. — Chronique des abbés de Figeac dans les *Miscellanea* de Baluze, éd. de Lucques, t. II, p. 230.

[6] Deloche, *Cartul. de l'abb. de Beaulieu*, p. LXXXII.

[7] *Gall. christ. nova*, t. I, col. 136.

[8] Doat, t. 128, f°s 49 r° et 53 r°.

premières années du XII[e] siècle[1]. La bulle de Grégoire IX pour l'abbaye de Moissac, en date de 1240, mentionne le prieuré de Duravel parmi les dépendances de ce monastère[2].

80. CONCORÈS (Lot). (Voir, sur l'église paroissiale, la note 241.)

81. * DEGAGNAZÈS, h. c[ne] de Peyrilles (Lot).

82. LA MOTHE-FÉNELON (Lot).

83. * MONT-SAINT-JEAN, h. c[ne] de Gourdon (Lot). L'érection du prieuré de Mont-Saint-Jean est due au pape Calixte II, qui visita Gourdon en l'an 1129. La possession de ce lieu par l'Ordre de Cluny est toutefois antérieure à cette époque[3].

84. CAMINET, h. c[ne] de Fajolles (Lot). — La carte de Cassini n'y indique pas d'église.

85. * CAMY, h. c[ne] de Payrac (Lot).

86. LANZAC (Lot).

87. FRIAT, h. c[ne] de Strenquels (Lot). Ni Cassini ni les officiers de l'État-Major ne mentionnent d'église en ce lieu. — Dès 1204, on trouve le prieuré de Friat sous la dépendance de l'abbaye de Beaulieu : son titulaire était alors Geoffroy de Curemonte[4].

88. * BOURZOLES, h. c[ne] de Souillac (Lot).

89. RIGNAC c[ne] de Cuzance (Lot). (Voir, sur l'église paroissiale de Rignac, la note 310.)

90. CREYSSE (Lot). Le pouillé attribue à l'église paroissiale de Creysse (n° 311) le même vocable de Sainte-Catherine; on ne doit donc pas la distinguer de l'église du prieuré, ni de l'édifice indiqué par Cassini et les officiers de l'État-Major comme étant l'église de Creysse. L'église ruinée que Cassini a jointe au hameau de Sainte-Catherine, à 2 kilomètres au nord de Creysse, nous paraît représenter le prieuré de Sainte-Catherine *de Peyraseto*, mentionnée sous le n° 28 de ce pouillé.

** MEYRAC, h. c[ne] de Saint-Sozy (Lot). Le pape Pascal II nomme l'église de Saint-Georges de *Mairac* au nombre des propriétés de l'abbaye de Tulle, dans une bulle de 1115[5].

[1] Doat, t. 128, f° 313 r°.

[2] *Id.* t. 129, f° 252 r°, où le nom de Duravel est atrocement défiguré.

[3] Delpon, *Stat. du dép. du Lot*, t. II, p. 73.

[4] Deloche, *Cartul. de l'abb. de Beaulieu*, p. 71.

[5] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 466.

Puybrun (Lot). Ce village, bien que compris dans le même archiprêtré que Creysse, en était éloigné d'une quinzaine de kilomètres.

91. Floirac (Lot). On trouve, en 1297, mention de Guillaume d'Orniac, *prior ecclesie de Floiraco;* il concluait alors un arrangement avec Étienne, doyen de Carennac, au sujet de diverses dîmes [1].

92. * Bonneviole, h. c[ne] de Bréténoux (Lot). En 926, Aitrude et son fils Étienne cédèrent à l'abbaye de Beaulieu, pour le repos de l'âme de Matfred, divers biens parmi lesquels on remarque *in valle Exidense, in vicaria Pauliaco, in villa qui dicitur ad illas Macerias,* une chapelle dédiée à Saint-Pierre [2]. Au siècle suivant, cette chapelle et ses dépendances furent sans doute ravies à Beaulieu par Hugues de Castelnau, qui en fut abbé laïque pendant une grande partie du xi[e] siècle; car, en 1100, un autre Hugues de Castelnau, sa femme Alpaïs et leur fils, donnèrent à cette même abbaye «l'église appelée *ad Macherias* «par les anciens et désignée par les modernes sous le nom de *Bonnavilla,* avec «le mas qui appartenait à la chapelle et quatre autres mas situés dans l'éten-«due de l'aumône offerte par ses ancêtres, Aitrude et Étienne, au monas-«tère pour l'âme de Matfred [3].» Fort peu de temps après, Vassald de la Gardelle donna au monastère et aux moines de Beaulieu, et spécialement à ceux de Bonneviole, la moitié de la chapellenie de Castelnau [4]. — Nous ignorons à quelle époque eut lieu la substitution du vocable de Saint-Gilles à celui de Saint-Pierre; il peut être antérieur à la donation de Hugues de Castelnau, puisque la charte de ce personnage n'indique pas le patron de l'église de Bonneviole.

Girac (Lot).

93. * Félines, h. c[ne] de Bréténoux (Lot). En 867, Frothaire donna, pour l'âme de ses parents, au monastère de Beaulieu, régi alors par l'abbé Gairulf, son domaine de Félines, situé au Quercy, dans le val *Exitensis,* avec la chapelle dédiée à Sainte-Marie [5]. Nous ne savons si cette donation fut fidèlement exécutée ou si l'abbaye de Beaulieu aliéna ses propriétés de Félines; toujours est-il que, par une charte de 928, Jean, abbé de Beaulieu, donna à son couvent différents biens également situés *in vicaria Exitense, in villa quæ dicitur Filinias,* et parmi lesquels on trouve une église dédiée à la Mère de Dieu et les dépen-

[1] Doat, t. 123, f° 24 v°.

[2] Deloche, *Cartul. de l'abb. de Beaulieu,* p. 72, 73.

[3] Deloche, *Cartul. etc.* p. 74, 75.

[4] *Ibid.* p. 78.

[5] *Ibid.* p. 78.

dances de cette église; Jean déclare faire ce don pour le repos de l'âme de son cousin Raoul, qui lui avait donné ces biens [1].

94. LIVERNON (Lot). (Voir la note sur l'église paroissiale au n° 395.)

95. NAZAC ou NAJAC, h. c^ne^ de Saint-Sulpice (Lot).

96. MONTREDON (Lot).

*ROUSTANS, h. c^ne^ de Montredon (Lot).

97. **REVEL, h. c^ne^ de Vaissac (Tarn-et-Garonne).

98. ANGLARS (Lot). Dès 1146, nous trouvons l'église d'Anglars possédée par l'abbaye de Figeac, dont dépendait aussi, on le sait, le prieuré de Fons [2].

99. CAYLUX (Tarn-et-Garonne).

**NOTRE-DAME-DE-LIVRON, h. c^ne^ de Caylux (Tarn-et-Garonne). Une bulle d'Alexandre III, en date de 1175, mentionne l'église *Sancte Marie de Livro* parmi les dépendances du chapitre de Saint-Antonin [3].

100. *FONTANES, h. c^ne^ du Bastit-de-Causse (Lot).

101. **LA SALVETAT, h. c^ne^ de Belmontet (Tarn-et-Garonne). L'église, quelque peu distante du hameau, est ainsi désignée par la carte de l'État-Major: «Saint-Pierre, chapelle.» Cette paroisse, qui est nommée *la Salvetat-Majeuge* par Cassini, existait dès 1265; à cette époque, Bertrand de Montagut, abbé de Moissac, concéda en fief au vicomte de Bruniquel la moitié de tous ses droits dans *la villa de la Salvetat Sainct Peyre de Majeuze* et dans toute la *parrocquia Sainct Peyre de Majuze* [4].

BELMONTET (Tarn-et-Garonne).

102. SAINT-MAFRE, h. c^ne^ de Bruniquel (Tarn-et-Garonne). Nous trouvons la mention de *la gleya de Sainct-Mafre* dans une pièce contemporaine d'Aimery, abbé de Moissac [5].

103. **SAINT-ROMAIN, h. c^ne^ de Fauroux (Tarn-et-Garonne) [6].

104. BOURG-DE-VISA (Tarn-et-Garonne).

105. **COLLONGE, h. c^ne^ de Saint-Clair (Tarn-et-Garonne).

106. LAPENCHE (Tarn-et-Garonne).

107. *CASTELS, h. c^ne^ de Gasques (Tarn-et-Garonne). La paroisse *Sancti*

[1] Deloche, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu*, p. 80.

[2] Doat, t. 126, f° 55 r°.

[3] *Id.* t. 124, f° 346 r°.

[4] Doat, t. 130, f° 21 r°.

[5] *Id.* t. 131, f° 294 r°.

[6] Voy. la note 601.

Johannis de Castello est désignée dans le traité conclu en 1287 pour l'assignation des revenus du roi d'Angleterre en Guyenne[1].

L'église de Saint-Pierre de LAS VALS est sans doute complétement disparue. Cassini lui-même ne la mentionne pas. Elle est nommée dans la même assignation de 1287 : son territoire était alors limité à l'opposite de Montjoie, c'est-à-dire au sud, par la Bargalonne, petite rivière qui coule non loin de Castels : « *Parrochiam sancti Petri de Vallibus in quantum se extendit a Bargalona* « *citra versus Montem Gaudium*[2]. »

108. *FRANCOUR, aujourd'hui hameau, c^ne^ de la Française (Tarn-et-Garonne). La carte de Cassini fait suivre à tort le nom de Francour de l'indication « AB. R. H., » c'est-à-dire « abbaye royale d'hommes. »

109. LA DAURADE, à Cahors (Lot). En 1766, les Bénédictines de la Daurade ne possédaient plus leur titre de fondation[3]. On sait cependant qu'elles existaient dès le commencement du XIIIe siècle, puisqu'elles opérèrent, à cette époque, diverses transactions relativement à l'église de Leyme[4]. Le couvent des religieuses de Notre-Dame de la Daurade est nommé en 1285 dans la visite de l'archevêque de Bourges[5].

110. Une bulle de Clément V, en date du 25 octobre 1344, mentionne déjà « l'abbesse et les religieuses de l'Ordre de Sainte-Claire, à Cahors[6]. »

111. LES BOUISSES, h. c^ne^ de Mercuès (Lot). Cassini n'indique pas d'établissement religieux dans cette localité.

112. LES JUNIES (Lot). Le couvent des religieuses dominicaines des Junies fut fondé en 1333 par le cardinal évêque d'Albano, seigneur des Junies, pour des femmes nobles[7]; la date de cette fondation nous est donnée par Delpon[8]. En 1362, Benoît *Joannis*, seigneur des Junies et de Salviac, fut enseveli dans ce monastère, devant le grand autel[9].

113. POMARÈDE (Lot).

114. SAINTE-CLAIRE, ferme, c^ne^ de Gourdon (Lot). Au temps de Cassini. Sainte-Claire avait encore une chapelle.

[1] Doat, t. 120, f° 175 v°.

[2] *Id. ibid.* f° 176 r°.

[3] Archives nationales, S 7480.

[4] Voyez plus haut la note 10.

[5] Baluze, *Miscellanea*, éd. Mansi de Lucques, t. I, p. 291.

[6] Doat, t. 121, f°s 165-168 r°.

[7] Arch. nationales, S 7480.

[8] *Statistique du département du Lot*, t. II, p. 87.

[9] Doat, t. 121, f° 218 v°.

115. L'Hôpital-de-Maltaises, c^ne d'Issendolus (Lot). Cassini le nomme l'Hôpital-de-Beaulieu. Par une charte datée de mars 1245, Géraud, évêque de Cahors, constate que Gerbert de Thémines a fondé un hôpital avec chapelle, du consentement de l'évêque Pons, son prédécesseur (1235-1236), sur la route conduisant du château de Thémines au château de Gramat, et qu'il l'a doté de ses biens. En même temps, le prélat donna à cet hôpital l'église d'Issendolus, dans la paroisse duquel il était construit, et déclara que tous les revenus du nouvel établissement seraient à la disposition de Gerbert et de sa femme Aygline et, après leur mort, à la disposition du commandeur de l'hôpital[1]. Le 19 juillet 1259, Gerbert et Aygline soumirent à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem cet hôpital fondé, disent-ils, *in territorio quod vulgariter appellatur Pech Vilaugès,* à la charge d'une redevance annuelle d'un marc esterlin d'argent[2]. C'est en 1298 que nous trouvons pour la première fois le nom de Beaulieu (*Bellus Locus*) appliqué à cette maison[3].

116. Les Fieux, h. c^ne de Miers (Lot). Delpon attribue inexactement la fondation de cette maison à Gerbert de Thémines, qui l'aurait établie en 1203[4]. Ce fut seulement en 1295 que Baras (et non Gerbert) de Thémines obtint de Philippe le Bel la permission de fonder « une maison de religion » dans son domaine[5]. Cependant Baras ne commença rien avant 1297 : le 27 mai de cette année, il s'engageait envers Guillaume de Villaret, grand maître de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, à élever une maison de cet Ordre pour douze religieuses, placées sous la direction d'une prieure, dans le lieu où il jugerait convenable, soit dans sa seigneurie soit au domaine hospitalier des Fieux, situé près du château de Miers, en Quercy, domaine que le grand maître lui céda par voie d'échange. Il fut convenu que la première prieure serait nommée par Baras et le grand maître, mais qu'ensuite la nomination appartiendrait aux religieuses, sauf confirmation du prieur de Saint-Gilles, qui aurait droit de visite dans la nouvelle maison[6]. Telle est l'origine de l'hôpital des Fieux. Une pièce de 1326 nous fait connaître « Hélie de Castelnau, prieure « de la maison *de Feudis,* de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, au diocèse de « Cahors[7]. » En vertu d'une bulle du 9 janvier 1611, le prieuré des Fieux fut

[1] Doat, t. 123, f° 194 r°.
[2] *Id. ibid.* f°s 20, 204, 205.
[3] *Id. ibid.* f° 227 r°.
[4] *Stat. du dép. du Lot,* t. II, p. 65.
[5] Doat, t. 123, f° 214 r°.
[6] *Id. ibid.* f°s 216 et suiv.
[7] *Id. ibid.* f° 213 v°.

uni à l'Hôpital de Beaulieu parce qu'il était « en un lieu inhabité et fort escarté, » où les religieuses ne pouvaient même être en sûreté dans les temps de trouble, et que, d'ailleurs, il était pauvre et fort ruiné : cette union fut confirmée en 1624 par le roi Louis XIII [1]. — Cassini désigne une ferme voisine du hameau des Fieux sous le nom de « la Borie de l'Hôpital. »

117. Saint-Sozy (Lot). Parmi les biens dont Frotard, vicomte de Cahors, gratifia l'abbaye de Beaulieu en 932, on remarque trois mas et leurs dépendances avec l'église dédiée à saint Sozy (*sanctus Sosius*); ces biens faisaient partie du domaine de *Floriacum* [2].

118. * Blanzaguet, h. c^ne^ de Pinsac (Lot).

119. * Le Poujet, h. c^ne^ de Castelnau-Montratier (Lot). Le Poujet est qualifié d'abbaye, mais à tort, on le voit, par Cassini. La fondation des Clarisses du Poujet, de l'observance de Saint-François, est due au cardinal Bertrand de Poujet; elle date de 1321 et fut approuvée par le pape Jean XXII, la même année. Cet établissement a été confirmé en 1331 par le roi Philippe VI, et, en 1581, par Henri III [3]. L'église, construite *in loco vocato del Poget prope Castrum Novum de Vallibus,* au diocèse de Cahors, fut consacrée, le 13 mars 1322 (1323 n. style), par Jean, évêque de Napron. Cette église était alors placée sous l'invocation de saint Marcel et avait trois autels : le premier, situé à l'ouest, était dédié à saint Marcel et à saint François; le deuxième, situé au nord, à la Vierge et à sainte Claire; enfin le troisième, l'autel méridional, avait pour patrons sainte Marie-Madeleine, saint Louis de Toulouse et saint Antoine, confesseur. La veille, l'évêque de Napron avait consacré trois cimetières dans le même lieu [4]. — Notre Pouillé prouve que le vocable de sainte Claire supplanta celui de saint Marcel.

120. Londieu, h. c^ne^ de Figeac (Lot). Cassini ne figure pas d'établissement religieux en ce lieu, qui était pourtant encore occupé par les bénédictins au milieu du dernier siècle [5].

121. Lissac (Lot). Déodat Barras, chevalier, légua par testament son domaine de Lissac, avec les dépendances, à l'abbaye de Leyme, autrement dite de la Grâce-Dieu, pour qu'on y fondât un monastère de religieuses; ce legs

[1] Doat, t. 123, f°s 380, 381.

[2] Deloche, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu*, p. 88.

[3] Archives nationales, S 7480.

[4] La Croix, p. 205.

[5] Archives nationales, S 7480.

fut confirmé en 1289, au nom du roi, par le sénéchal de Périgord et de Quercy[1].

122. * MARROULE, h. c^ne de Martiel (Aveyron).

123. * ESPAGNAC, h. c^ne de Sainte-Eulalie (Lot). Ce fut le bienheureux Bertrand de Civray qui fonda, dans la seconde moitié du XIIe siècle, un oratoire à *Ispaniacus*, sur les bords du Célé[2]. Cette église appartint sans doute, dès l'origine, au monastère de la Couronne, au diocèse d'Angoulême, puisque Aimery, ou plutôt Aimar, qui fut abbé de cette maison, la donna avec ses dépendances à Isabelle et à d'autres dames voulant vivre religieusement[3]. En 1256, Gombaud, deuxième successeur d'Aimery, prescrivit aux religieuses d'Espagnac de suivre la règle de saint Augustin, et leur donna le droit d'élire leur prieure[4]. Le prieuré d'Espagnac est appelé *domus Vallis Paradisi de Espanhaco*, dans un acte de 1295[5].

124. SAINT-ANDRÉ, à Cahors (Lot).

MAXOU (Lot).

* SAINT-PIERRE-LA-FEUILLE, h. c^ne de Maxou (Lot).

125. LUZECH (Lot).

* CAMI, h. c^ne de Luzech (Lot).

* CAIX, h. c^ne de Luzech (Lot).

* FAGES, h. c^ne de Luzech (Lot).

126. BELAYE (Lot).

* LATOUR, h. c^ne de Belaye (Lot).

127. ** PESTILHAC, h. c^ne de Montcabrier (Lot).

MARNAC, ferme, c^ne de Montcabrier (Lot).

SAINT-AVIT, ferme, c^ne de Montcabrier (Lot). Au siècle dernier, l'église de Saint-Avit était ruinée : la carte de Cassini la figure du moins comme telle.

MONTCABRIER (Lot).

128. SALVIAC (Lot). L'archiprêtré de Salviac existait certainement au commencement du treizième siècle, puisque Géraud de Barasc, qui gouverna l'église de Cahors de 1236 à 1250, en était titulaire lors de son élection à l'épiscopat[6].

[1] Doat, t. 124, f° 237 r°.

[2] Deloche, *Cartul. de l'abbaye de Beaulieu*, p. LXXXII.

[3] Doat, t. 124, f°s 1 et 7. Cf. *Gallia christiana nova*, tome II, colonne 1045.

[4] Doat, t. 124, f° 7.

[5] *Id. ibid.* f° 73 v°.

[6] *Gall. christ.* t. I, col. 133.

* Luziers, c^ne^ de Salviac (Lot). La *parrochia de Lusiers* est nommée dans le traité de 1286; c'était une des cinq paroisses dépendant de la châtellenie de Cazals[1].

129. Gourdon (Lot).

Payrac (Lot), qui disputait à Gourdon l'honneur de donner son nom à l'un des archiprêtrés du diocèse de Cahors, est aujourd'hui chef-lieu d'un des cantons de l'arrondissement de Gourdon; il est situé à 13 kilomètres de cette ville.

130. Gignac (Lot).

131. Thégra (Lot). En 1299, nous trouvons une mention de l'archiprêtré de Thégra comme division ecclésiastique du diocèse de Cahors : l'église de Saint-Médard, près Saint-Céré, était comprise dans sa circonscription[2].

132. Figeac (Lot). L'archiprêtré de Figeac existe comme division du diocèse dès le xiiie siècle : Sicard, évêque de Cahors, nous apprend, en effet, par une charte de 1298, que l'église de Sonac (n° 410 du Pouillé) faisait partie de cet archiprêtré[3].

Notre-Dame du Puy est le nom d'une église de la ville de Figeac. Elle fut, dit-on, construite pour les pèlerins qu'attirait l'église de Saint-Sauveur de Figeac, et remonterait à la fin du viiie siècle; mais il faut rabattre de cette antiquité, admise par ceux qui croient à l'authenticité du diplôme de Pépin le Bref et de la bulle d'Étienne III, documents évidemment sortis d'une même main. Il est donc plus probable qu'elle n'est pas antérieure à la fin du ixe siècle[4].

Molières (Lot).

133. Cajarc (Lot). L'archiprêtré de Cajarc est mentionné dans une pièce de 1280, où les églises de Puy-la-Garde, *de Luganto* et de Saint-Projet sont indiquées comme étant comprises dans cette division ecclésiastique[5].

134. Saint-Cirq-la-Popie (Lot).

Berganty (Lot).

Esclauzels (Lot).

135. Flaugnac (Lot).

Montpezat (Tarn-et-Garonne). L'archiprêtré de Montpezat existait dès le

[1] Doat, t. 120, f° 177 r°.

[2] *Id.* t. 123, f° 237.

[3] *Id. ibid.* f° 234.

[4] Delpon, *Statistique du dép. du Lot*, p. 535.

[5] Doat, t. 123, f° 62.

commencement du XIIe siècle; on trouve, en effet, un Bernard, archiprêtre de Montpezat, contemporain de G[éraud] de Cardaillac, évêque de Cahors sous le règne de Philippe Ier [1].

SAINT-PAUL-LA-BOUFFIE (Lot). Cassini l'appelle Saint-Paul-de-Loubressac.

*CANIEZ, h. cne de Flaugnac (Lot).

136. MOISSAC (Tarn-et-Garonne).

LAUZERTE (Tarn-et-Garonne). L'union de cette église à l'archiprêtré de Moissac est antérieure à 1482. (Voir la note 581.)

137. C'est dans un acte de 1292 que nous avons trouvé la première mention de l'archiprêtré des Vaux [2], dont le nom est celui d'une région naturelle.

*NÉVÈGES, h. cne de La Barthe (Tarn-et-Garonne).

*DEVILHAC, h. cne de Castelnau-de-Montratier (Lot).

I. ARCHIPRÊTRÉ DE CAHORS [3].

138. LA DAURADE, à Cahors (Lot).

139. En 1285, l'église de SAINT-URSICIN, de Cahors, était un prieuré dépendant de l'abbaye de Marcillac, ainsi que le témoigne le procès-verbal de la visite de Simon, archevêque de Bourges, à la date du 12 avril 1285 : « Visitavit dominus [archiepiscopus] prioratum Sancti Ursicini ejusdem civi« tatis [Caturcensis] prioratum, de Marsilliaco [4]. »

140. SAINT-PIERRE, à Cahors.

141. NOTRE-DAME-DE-SOUBIROUX, à Cahors. — Au XIIIe siècle, deux églises de Cahors sont dites *de Soubiroux;* l'une d'elles, placée sous l'invocation de saint Étienne, ne figure ni dans le Compte de 1526, ni dans le Pouillé. En 1248, nous trouvons Guillaume de Cluzel et Guillaume de Concorès qualifiés de *rectores ecclesiarum Beate Marie de Sobiros et Sancti Stephani Caturcensis* [5]. L'église Saint-Étienne *de Sobirous de Caturco* fut donnée par l'évêque Barthélemy, au chapitre de Cahors, en 1254 [6]. Le droit de patronage de l'église de

[1] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 30.

[2] Doat, t. 130, f° 213 v°.

[3] Les bénéfices d'un archiprêtré étant le plus souvent compris dans le même département que le chef-lieu de cette division ecclésiastique, nous n'ajouterons l'indication de la circonscription actuelle dont dépendent les localités mentionnées qu'aux seules localités comprises dans un département différent.

[4] Baluze, *Miscellanea,* édit. Mansi de Lucques, t. I, p. 289.

[5] Doat, t. 120, f° 12 v°.

[6] La Croix, p. 120.

Sainte-Marie *de Sobiros* fut attribué, en 1263, à la prébende de Déodat Barasc[1]. En 1272, l'*ecclesia Sancti Stephani de Sobirous* et l'*ecclesia Sancte Marie de Sobirous* figurent toutes deux dans la charte confirmative des biens du chapitre de Cahors donnée par l'évêque Barthélemy[2]. Enfin nous retrouvons encore nos deux églises sous le même surnom à la date de 1292[3].

142. Saint-Maurice, à Cahors. On trouve, en 1309, un *Geraldus Rotgerii, rector Sancti Mauricii*[4].

*La Capelle, h. c^ne de Cahors. La «paroisse de l'église» de la Capelle est nommée dans une bulle accordée par le pape Urbain V au collége de Pelegry, en 1367[5]. Le Compte de décimes de 1526 place la Capelle dans l'archiprêtré de Saint-Cirq-la-Popie[6] et en fait un bénéfice indépendant. L'union de cette église à celle de Saint-Maurice de Cahors causa évidemment son changement de circonscription ecclésiastique; cet événement serait, en tout cas, postérieur à l'année 1526.

143. Saint-Barthélemy, à Cahors.

144. Saint-Géry, à Cahors. Cette église remonte au moins au commencement du XIIIe siècle. En effet, suivant un très-ancien manuscrit des dominicains de Cahors, les religieux de l'ordre des Frères Prêcheurs furent appelés dans cette ville par l'évêque Guillaume, en l'année 1226, pour y établir une de leurs maisons. A cette date, l'église de Saint-Géry (*ecclesia Sancti Desiderii*) était entre les mains de l'archidiacre de Figeac; il la donna avec le presbytère à ces religieux pour y demeurer, en attendant qu'ils eussent construit leur maison dans un terrain voisin de ladite église; le séjour des dominicains dans cette église dura une année[7]. Saint-Géry ne cessa pas pour cela d'appartenir au chapitre de l'église cathédrale, et elle figure à ce titre dans une charte de confirmation donnée par l'évêque Barthélemy, en 1272[8].

145. Saint-Laurent, à Cahors.

146. Saint-Jacques, à Cahors. En 1115, l'église de Saint-Jacques de Cahors appartenait à l'abbaye de Tulle[9]. Cette abbaye ne la possédait plus au

[1] Statuts du chapitre, Doat, t. 120, f° 54 v°.
[2] La Croix, p. 121.
[3] *Id.* p. 145.
[4] *Id.* p. 172.
[5] *Id.* p. 272.
[6] Voy. le n° 510².
[7] La Croix, p. 93-94.
[8] *Id.* p. 121.
[9] Bulle de Pascal II dans Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 466.

siècle suivant, et, par une charte du 13 mai 1232, Guillaume, évêque de Cahors, nous apprend que Gautier, évêque de Tournai, légat du Saint-Siége, a uni l'église de Saint-Sulpice *de Calzegia* à l'église de Saint-Jacques de Cahors [1]. En 1254, l'évêque Barthélemy céda ces deux églises au chapitre en échange de l'église et du village d'Espère [2]. En 1272, les églises *Sancti Jacobi* et *Sancti Sulpicii sibi annexa*, situées *in civitate Cadurcense*, sont nommées dans la charte de confirmation des biens du chapitre de Cahors [3]. L'église de *Calzegia* ne figure ni dans le Compte de 1532 ni dans le Pouillé.

148. *Saint-André, h. c^ne^ de Cahors, au nord-est de cette ville et sur la rive gauche du Lot.

Maxou.

*Saint-Pierre-la-Feuille, h. c^ne^ de Maxou.

149. *La Madeleine, h. c^ne^ de Larroque-des-Arcs.

Larroque-des-Arcs.

Valroufié.

150. La situation de l'annexe de l'église de Saint-Étienne de Velles est parfaitement indiquée par le hameau de Saint-Crépin, de la commune de Vers (Lot), construit sur une hauteur à droite du Lot et en amont de Vers; mais ce lieu n'avait plus d'église au siècle dernier [4]. Quant à l'église de Saint-Étienne de Velles, il semble impossible d'y voir autre chose que l'église même de Vers. L'union de Saint-Étienne de Velles et de Saint-Crépin remonte au moins au milieu du xiiie siècle. La Croix nomme l'église de Saint-Crépin et la chapelle de Velles (*capella de Villa*) parmi les bénéfices dont l'évêque Barthélemy dota le chapitre de Cahors, en 1254 [5]. La qualification de chapelle donnée à Velles semble subordonner l'établissement religieux de ce lieu à l'église de Saint-Crépin; mais la charte par laquelle le même Barthélemy confirma, en 1272, les possessions du chapitre, vient nous prouver le contraire en désignant formellement «l'église de Velles» (*de Vilia*) et celle de «Saint-Crépin y annexée» (*Sancti Crispini sibi annexa*) [6]. Dans le Compte de décimes de 1526, l'église de Saint-Crépin de Vers est indiquée comme indépendante de celle de Sainte-

[1] Doat, t. 120, f° 8.

[2] *Id.* t. 120, p. 127-128.

[3] La Croix, p. 121.

[4] Voyez la carte de Cassini qui le désigne fautivement sous le nom de Crépin.

[5] La Croix, p. 119, 120.

[6] *Id.* p. 121.

Étienne de Velles, et comme ayant une annexe; nous ne savons en quoi elle consistait.

151. SAINT-MARTIN-DE-VERS.

152. **SAINT-MICHEL, h. c^ne de Cours-Saint-Michel.

COURS-SAINT-MICHEL.

153. UZECH-DES-OULES.

154. *BROUELLES, h. c^ne de Maxou.

155. SAINT-CERNIN, canton de Lauzès.

156. FRAYSSINET, canton de Saint-Germain-de-Belair.

157. GIGOUZAC.

158. FRANCOULÈS[1].

**SAINT-PIERRE-LIVERSOU, c^ne de Francoulès.

159. LA MOTHE-CASSEL.

**MURAT, h. c^ne de la Mothe-Cassel.

160. USSEL.

*PUY-CALVEL, h. c^ne de la Mothe-Cassel.

161. SABADEL-PRÈS-LAUZÈS.

162. LAUZÈS.

163. BEAUMAT.

164. *VIALOLLES, h. c^ne de Cabrerets.

Le Pouillé se trompe évidemment en plaçant la succursale de l'église de Vialolles sous le patronage de saint *Silvius;* nous n'avons remarqué ce nom dans aucun martyrologe. Au lieu de *Sanctus Silvius de Balmata,* le Compte des décimes donne *Saint-Hillaire de Valmat,* et nous croyons devoir préférer cette leçon, du moins, quant au vocable de l'église. En effet, à peu de distance de Vialolles, à l'ouest de ce village et à la limite du territoire de Cabrerets, dont dépend Vialolles, il existe actuellement un moulin dit de SAINT-HILAIRE, qui rappelle certainement le souvenir de l'annexe de Vialolles[2].

165. *FAGE, c^ne de Saint-Martin-de-Vers.

166. MECHMONT. Cassini nomme ce village Mechmon-de-Guerre.

167. ORNIAC.

168. *ARTIX, c^ne de Senaillac.

169. CABRERETS. L'église de Cabrerets est nommée en 1106 dans la bulle

[1] Voir la note 76. — [2] Carte de l'État-Major, feuille 194.

de confirmation accordée par le pape Pascal II au chapitre de Cahors[1]. Depuis cette époque, nous la retrouvons toujours parmi les possessions de ce chapitre, et, en 1263, elle composait avec les églises de Saint-Jean et de Saint-Martin, inconnues aux documents que nous publions, la prébende de l'archidiacre de Gourdon[2].

170. SAINT-GÉRY, sur la rive droite du Lot. En 1260, l'évêque Barthélemy, considérant l'insuffisance des revenus du couvent de la Daurade de Cahors, lui donna l'*ecclesia sancti Dierii prope Bozias* avec toutes les dépendances de cette église[3].

171. MONTAMEL. L'église de Montamel fut donnée en 1272, par l'évêque Barthélemy, aux religieuses du nouveau monastère établi *in loco qui dicitur Lazieras*[4], c'est-à-dire à Lazières, hameau de la commune de Montamel, où existait encore, au siècle dernier, un prieuré dépendant de cette même abbaye de Leyme. Peut-être la «prieure de Leyme» à laquelle le Pouillé attribue le droit de présentation à la cure de Montamel n'est-elle autre que la prieure de Lazières.

171[2]. Le collége de PELEGRY, à Cahors, fut fondé au XIV[e] siècle par Hugues Pelegry (*Hugo Pelegrini*), trésorier de l'église de Lichtfeld[5].

172. SÉNAILLAC-PRÈS-LAUZÈS.

173. * DOMÉNAC, h. c[ne] de Sénaillac-près-Lauzès.

173[2]. Une bulle du pape Jean XXII, datée de la 13[e] année de son pontificat (1328-1329), nous apprend qu'après la suppression de l'Ordre du Temple, la maison des Templiers de Cahors et ses dépendances furent attribuées aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, mais que, par les soins de ce pontife, cette maison fut acquise par l'ordre des Chartreux. Jean XXII déclare en même temps que l'église ou chapelle de Notre-Dame du Temple (*ecclesia seu capella beate Marie dicte domus*) serait dorénavant appelée la Chartreuse (*monasterium Carthusiensis ordinis*)[6].

173[3]. Le prieuré de LA DAURADE, à Cahors.

173[4]. LAZIÈRES, h. c[ne] de Montamel. Ce prieuré de religieuses de l'Ordre de Cîteaux fut fondé par Barthélemy, qui occupa le siége épiscopal de Cahors

[1] La Croix, p. 67.
[2] Doat, t. 120, f° 55 r°.
[3] La Croix, p. 124.
[4] La Croix, p. 125.
[5] *Id.* p. 272.
[6] *Id.* p. 215.

de 1250 à 1273[1]. Ce prélat lui donna, en 1272, l'église de Montamel et toutes ses dépendances[2]. Les auteurs du nouveau *Gallia christiana* l'indiquent comme un des quatre prieurés dépendant de l'abbaye de Leyme[3]. Ils écrivaient cela en 1710, mais la carte de Cassini, levée plus d'un demi-siècle après cette date, ne constate à Lazières l'existence d'aucun établissement religieux. Nous devons faire observer également que notre Pouillé n'en parle pas non plus.

173[5]. *Vialolles, h. c^ne de Cabrerets.

174. La possession des églises paroissiales de Cras et de ** Nadillac, h. c^ne de Cras, par la commanderie du Bastit-de-Causse, est antérieure à 1520[4].

II. Archiprêtré de Luzech.

175. Luzech (Lot).

*Cami, h. c^ne de Luzech.

*Caix, h. c^ne de Luzech.

*Fages, h. c^ne de Luzech.

176. Castelfranc.

La Bastide-du-Vert.

177. Saint-Vincent-Rive-d'Olt.

Parnac.

*Cels, h. c^ne de Parnac.

178. Caillac. Ce village existait déjà comme paroisse en 1367[5].

Douelle.

179. Calamane.

Boissières. Cette annexe de Calamane ne tarda sans doute pas à être détachée, puisque le Pouillé nous la représente, plus loin, comme indépendante[6].

180. Espère. Avant 1254, l'église et le village d'Espère appartenaient au chapitre, mais, Espère étant situé tout auprès du château épiscopal, cette circonstance engagea l'évêque Barthélemy à les acquérir en échange de l'église de Saint-Jacques de Cahors et de Saint Sulpice *de Calzegia*, son annexe[7].

[1] *Gall. Christ.* t. I, col. 136.
[2] La Croix, p. 125.
[3] T. I, col. 191.
[4] Déclaration de 1640 aux Archives nationales, S 5546, f°s 232 v° et 233 r°.
[5] La Croix, p. 272.
[6] Voyez l'art. 201.
[7] Doat, t. 120, f°s 127, 128.

181. MERCUÈS.

182. CAMBAYRAC.

183. *TREBAIX, h. c^ne de Villesèque. Trebaix était au membre de la commanderie de la Chapelle-Livron. Une déclaration de 1640 constate que l'Ordre de Malte n'avait pas le droit de présentation à l'église paroissiale, mais possédait la moitié des dîmes et un château sur une petite colline [1].

184. SAUZET.

185. *COURNOUX, h. c^ne de Saint-Vincent-Rive-d'Olt. La paroisse de Cournoux est nommée, en 1367, dans une bulle d'Urbain V, confirmant des libéralités faites au collége de Pelegry [2].

186. NUZÉJOULS.

SAINT-DENIS-PRÈS-CATUS, nommé Saint-Denis-de-Nuzéjouls par Cassini.

187. CRAISSAC.

188. RASSIELS. La paroisse de Rassiels est mentionnée dans une bulle d'Urbain V, en date de 1367 [3].

189. PRADINES (Lot). En 1288, l'évêque Raymond détacha l'église de Saint-Martial de Pradines de l'écolâtrerie de Cahors et l'unit à la mense épiscopale; l'écolâtrerie eut en échange l'église plus importante de Piquecos [4].

*FLAINAC, h. c^ne de Pradines (Lot). Le pape Urbain V nomme la paroisse de Flaignac dans la bulle par laquelle il ratifia, en 1367, des libéralités faites au collége de Pélegry [5].

190. FARGUES.

190². *FARGUETTES, h. c^ne de Fargues. (Voy. la note 209.)

191. PONTCIRQ.

192. CATUS.

193. SAINT-MÉDARD-PRÈS-CATUS. Le village et la paroisse sont indiqués dans une charte de 1257 [6].

194. *CARNAC, h. c^ne de Rouffiac.

195. *LA MASSE, h. c^ne des Junies.

196. *ANGLARS, h. c^ne de Castelfranc.

197. **CENAC, h. c^ne d'Albas.

198. MONTGESTY. En septembre 1330, le pape Jean XXII unit l'église pa-

[1] Arch. nation. S 5546, f° 221 r°.

[2] La Croix, p. 272.

[3] *Id. ibid.*

[4] La Croix, p. 142¹, 143¹.

[5] *Id.* p. 272.

[6] Archives nationales, J. 312, n° 5.

roissiale de Montgesty, ainsi que deux autres bénéfices, à la Chartreuse de Cahors[1].

199. Albas. L'*ecclesia de Albas* appartenait au chapitre de Cahors dès 1106[2], mais elle fut acquise par l'évêque en 1263[3].

200. Rouffiac.

201. Boissières. Cette église figure dans le Compte de 1526 comme annexe de Calamane (art. 178).

III. Archiprêtré de Belaye.

202, 203. Belaye (Lot).

203. * Latour, h. c^ne de Belaye.

204. Pescadoires. Au temps de l'abbé Étienne, c'est-à-dire vers le milieu du XIe siècle, Kalsan de Belaye, Guillaume son fils, et Grimoard son neveu, donnèrent à l'abbaye de Moissac *unam ecclesiam que vocatur Piscatorias*[4]. L'église et le prieuré de Pescadoires furent cédés par le monastère de Moissac à l'évêque Barthélemy, par voie d'échange, en 1270[5].

La Gardelle.

205. ** Cabanac, église, c^ne de Mauroux. La possession de l'église de Cabanac par le chapitre remonte à l'année 1254, époque à laquelle elle lui fut attribuée par l'évêque Barthélemy[6].

Mauroux.

206. Floressas.

207. * Farrières, château, c^ne de Sérignac.

208. * Ségos, h. c^ne du Boulvé.

209. ** Creyssens, h. c^ne du Boulvé.

Le Boulvé.

Nous ne retrouvons pas le nom de Falguières dans la toponymie moderne des environs du Boulvé, il s'agit très-probablement de Farguettes, village dont le nom aura été estropié par un copiste. Farguettes, hameau de la commune de Fargues, est situé à moins de 3 kilomètres du Boulvé, et son église, qui n'existe plus actuellement, est nommée dans le Compte de 1526 parmi les paroisses de l'archiprêtré de Luzech. Elle subsistait encore au siècle dernier,

[1] *Gall. christ. nova*, t. II, *Instr.* p. 48.
[2] Bulle de Pascal II dans La Croix, p. 67.
[3] Doat, t. 120, f° 55 r°.
[4] Doat, t. 129, f° 73 r°.
[5] La Croix, p. 126 et 128.
[6] *Id.* p. 119.

ainsi que l'atteste Cassini, et pourtant nous ne la voyons pas mentionnée dans le Pouillé du XVII[e] siècle[1]. Il est donc très-possible qu'elle y soit cachée sous une leçon fautive.

210. Sérignac.

L'« ancienne église de Plalong, » c[ne] de Sérignac, est figurée sur la carte de l'État-Major. Cette église ne paraît pas toujours avoir été placée sous l'invocation de Saint-Martin; en effet, au temps du roi Louis [d'Outre-mer] et de l'évêque Géraud, c'est-à-dire dans le second quart du x[e] siècle, Alveus de Plalong donna à Dieu, à saint Pierre de Moissac et à saint Vincent, un mas pour sa sépulture et pour celle de son fils, le moine Arnaud[2]. Si, sous le nom de Saint-Vincent, il s'agit ici de l'église de Plalong, on devra remarquer qu'elle était alors subordonnée à l'abbaye de Moissac.

211. Saint-Matré, nommé Saint-Matré-le-Crucifix par Cassini.

* Coulourgues, h. c[ne] de Saint-Matré.

212. Saux.

213. * Mascairolles, h. c[ne] de Fargues.

214. Troniac, h. c[ne] de Saux.

215. La Capelle-Cabanac. Cassini l'appelle la Capelle-Orgueil.

216. Grezels.

* Saint-Jean-de-Grezels, h. c[ne] de Grezels.

Saint-Benoît, h. c[ne] de Grezels. L'église de Saint-Benoît n'existait sans doute déjà plus au siècle dernier, puisque Cassini se contente d'indiquer le hameau.

IV. Archiprêtré de Pestillac.

217. ** Pestillac, h. c[ne] de Montcabrier (Lot).

* Saint-Avit, ferme, c[ne] de Montcabrier. Cassini figure l'église ruinée de Saint-Avit.

Montcabrier.

Marnac, ferme, c[ne] de Montcabrier.

218. Puy-l'Évêque.

** Vire, h. c[ne] de Touzac.

219. Prayssac.

[1] Le compte la mentionne sous le n° 190[2]. — [2] Doat, t. 129, f° 24 r°.

219[2]. Goujounac. Cette paroisse a été oubliée par le copiste du Pouillé, car l'église mentionnée dans le compte de 1526 n'a pas cessé d'exister.

220. Loubéjac (Dordogne). La paroisse de Loubéjac est nommée en 1287 dans l'acte d'assignation de 758 livres de rente faite au roi d'Angleterre sur les terres de Quercy[1].

221. ** Cavagnac, h. c^ne de Soturac.

Le nom les Garrigues est resté à un hameau de la commune de Duravel, dont le finage est limitrophe de la partie du territoire de Soturac où se trouve Cavagnac. Cassini appelle ce lieu Guarigues, mais il n'y indique pas d'église.

222. * Cassagnes, h. c^ne de Pomarède.

223. ** Martignac, h. c^ne de Puy-l'Évêque. La leçon du Compte est préférable, on le voit, à celle du Pouillé.

* Mazières, h. c^ne de Montcabrier.

224. ** Saint-Martin-de-Redon, h. c^ne de Duravel.

225. Pomarède.

226. Duravel. Voyez, sur l'église de Duravel, la note 81, relative au prieuré.

* Cazes, h. de la c^ne de Puy-l'Évêque, sur la limite du finage de Duravel.

227. ** Aglan, c^ne de Soturac.

228. Touzac.

229. Soturac.

230. * Loupiac, c^ne de Puy-l'Évêque.

231. Frayssinet-le-Gélat. Sous le pontificat de Guillaume II, évêque de Cahors (1118-1144) et du consentement de ce prélat, Bernard, prieur de l'église de Cahors, et le chapitre, donnèrent l'église de Frayssinet au prieuré de Pomarède[2]. Nous ignorons comment elle cessa d'appartenir à ce prieuré près duquel elle est située.

232. * Couvert, h. c^ne de Soturac.

V. Archiprêtré de Salviac.

233. Salviac.

* Luziers, h. c^ne de Salviac. La paroisse de Luziers est mentionnée, en 1259, dans le livre des fiefs d'Alphonse, comte de Poitiers[3].

[1] Doat, t. 120, f° 176 v°. — [2] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 29. — [3] Arch. nation. JJ. 11, f° 93 v°.

234. Les Arques.

235. L'Herm. Au xiie siècle, un certain Géraud, dit *de Sancta Maria de Erma*, abandonna à l'abbaye de Moissac, pour le repos de son âme, les deux parts des droits qu'il prenait sur cette église[1].

*Vaïsse, h. cne de l'Herm.

236. Saint-Caprais. Cassini le nomme Saint-Crapais-de-Palus.

237. Saint-Étienne-des-Landes (Dordogne). Cette paroisse existait dès le xiiie siècle, et elle est désignée dans le traité de 1287 sous le nom de *parrochia sancti Stephani de Palus*[2]. La présence du nom de cette même localité sous la forme *Sanctus Stephanus de Landis*, dans une déclaration faite en 1259, permet de reculer au moins à cette date l'existence de l'église à laquelle est due cette dénomination[3].

238. Cazals.

Mongléra. La paroisse de *Monclara* est mentionnée en 1259[4].

Gindou. « La paroisse de *Gimdor* » ou *Gindor* est également nommée à cette même date[5]. Dans le traité conclu en 1287 pour l'assiette des revenus du roi d'Angleterre, Gindou et Montcléra sont aussi indiquées comme deux paroisses distinctes, comprises toutes deux dans la châtellenie de Cazals[6].

239. Thédirac.

240. Peyrilles.

La carte de Cassini ne donne, non plus que la carte de l'État-Major, aucun renseignement sur les anciennes annexes de l'église de Peyrilles.

241. Concorès. L'église de Concorès appartenait jadis au chapitre de Cahors, car elle est nommée en 1106, dans la bulle de Pascal II, confirmant les biens de cette communauté[7].

242. Saint-Germain-du-Bel-Air ou les-Belles-Filles. Saint-Germain est désignée sous le nom de *Sanctus Germanus* dans un document de 1259[8]; ce nom implique nécessairement l'existence de l'église à laquelle il fut emprunté.

243. *Saint-André-des-Arques, h. cne des Arques. L'observation que nous

[1] Doat, t. 131, fo 278 vo.
[2] *Id.* t. 120, fo 176 vo.
[3] Livre des fiefs du comte Alphonse. aux Arch. nation. JJ 11. fo 93 vo.
[4] *Ibid.* JJ. 11, fo 93 vo.
[5] Arch. nation. JJ. 11, fo 94 ro et vo.
[6] Doat, t. 120, fo 177 ro.
[7] La Croix, p. 66.
[8] Livre des fiefs d'Alphonse, comte de Poitiers, aux Arch. nat. JJ. 11, fo 93 vo.

venons de faire au sujet de Saint-Germain-du-Bel-Air est applicable à Saint-André, qui, dans le livre des fiefs d'Alphonse[1], est nommé *sanctus Andreas*.

244. MARMINIAC. La *parrochia de Masminhaco* est mentionnée à plusieurs reprises dans la même partie du livre des fiefs du comte Alphonse, rédigée en 1259[2].

245. *MAUSSAC, h. c^ne^ de Gindou.

246. LAVERCANTIÈRE.

RAMPOUX.

246[2]. Le *prieur de Cannhases* ne peut être différent du prieur des Junies, mais nous ne devinons pas sous quel nom le rédacteur voulait désigner ce bénéfice.

247. *CANOURGUES, h. c^ne^ des Junies.

LES BORDES, maisons isolées, c^ne^ des Junies.

248. *BOISSIRETTE, h. c^ne^ de Marminiac. Boissirette est un diminutif de Boissières, et il semble que la paroisse indiquée dans le Pouillé a dû autrefois porter ce nom, puisque le Compte des décimes la mentionne à la suite de la paroisse de Dégagnac sous le nom de « Saint-Pierre-de-Buyères » (évidemment pour Buxières). Nous pouvons donc rapporter à ce village, plutôt qu'à Boissières, dans l'archiprêtré de Luzech, les mentions faites, en 1259, dans le livre des fiefs du comte Alphonse, de la paroisse de *Banchieras, Bozchieras* ou *Boychieras*, que le contexte nous fait chercher non loin de Luziers et de Dégagnac[3].

249. *LINARDS, h. c^ne^ de Concorès. Une charte de 1143, par laquelle Pierre, archevêque de Bourges, confirme la possession du chapitre du Vigan, nous fait savoir qu'alors l'église de Linards et la chapelle du château voisin (*ecclesia de Linars et adjacentis castelli capella*) appartenaient déjà à cette église collégiale[4]. Le château que mentionne cette pièce est sans aucun doute le château de Clément, situé tout auprès et à l'est du village.

GRAND-ROQUE, h. c^ne^ de Concorès. La carte de Cassini ne signale pas l'existence d'un édifice religieux en ce lieu, dont l'église apparaît déjà dans la charte de 1143 dont nous venons de parler. Elle y est indiquée sous le vocable que lui attribue notre Pouillé (*ecclesia sancti Petri de Grandi Rupe*) comme appartenant au chapitre du Vigan[5].

[1] Arch. nat. JJ. 11, f° 93 v°.
[2] *Ibid.* f°s 93 v° et 94 r°-v°.
[3] *Ibid.* f°s 93 v° et 94 v°.
[4] La Croix, p. 71.
[5] *Id. ibid.*

250. Dégagnac. On rencontre plusieurs fois la mention de la *parrochia de Deganhac* dans le livre des fiefs du comte Alphonse, rédigé vers 1259[1].

Lantis, h. c[ne] de Dégagnac. Le village et la paroisse de Lantis sont nommés dans le traité de 1287[2]. L'église n'existait sans doute plus au dernier siècle, puisque Cassini ne l'indique pas.

251. *Saint-Martin-le-Désarnat, h. c[ne] de Lavercantière.

VI. Archiprêtré de Gourdon.

252. Gourdon.

Payrac.

252[2]. Le Vigan.

253. Gourdon. Dès 1143, «l'église de saint Pierre et de saint Sernin de «Gourdon ainsi que les oblations de la chapelle de saint Siméon, à l'exception «de l'oblation de la fête de ce dernier» appartenaient au chapitre du Vigan[3].

254. Saint-Projet ne nous paraît pas différent du *locus qui nuncupatur Blaugurgis, in urbe Caturcino,* dont l'église, dédiée à saint Projet, fut donnée en 823 par le comte Raoul et Aiga, sa femme, à leurs enfants, Raoul, depuis archevêque de Bourges et fondateur de l'abbaye de Beaulieu, et Éména[4]. Le nom *Blaugurgi,* ailleurs *Blaugurgum*[5], se serait conservé dans celui du *Bleu,* ruisseau qui prend sa source à Saint-Projet.

*Auzac, c[ne] de Saint-Projet. L'église de Saint-Projet (*sancti Prejecti*) et celle d'Auzac (*de Ozac*) étaient toutes deux sous la dépendance du chapitre du Vigan en 1143[6].

255. Nabibat (Dordogne). Cette paroisse est figurée par Cassini, mais son nom a été omis par le graveur.

256. Saint-Julien-de-Lampon (Dordogne). Les églises de Saint-Julien et de Saint-Jean sur la Dordogne (*ecclesia sancti Juliani et sancti Joannis super ripam Dordonie*) sont mentionnées en 1143 dans la confirmation des biens du chapitre du Vigan par Pierre, archevêque de Bourges. L'église de Saint-Jean n'est indiquée ni par Cassini ni par les documents que nous publions.

257. **Rouffillac, c[ne] de Nozac.

[1] Archives nationales, JJ. 11, f[os] 93 v° et 94 r°.

[2] Doat, t. 120, f° 178 r°.

[3] La Croix, p. 71.

[4] Deloche, *Cart. de l'abbaye de Beaulieu,* p. 258, 270.

[5] *Ibid.* p. 256.

[6] La Croix, p. 71.

258. Nozac.

259. Saint-Chamarand.

260. Soucirac.

Ginouillac. L'église de Saint-Étienne de Genouillac est comptée, en 1143, au nombre des possessions du chapitre du Vigan [1].

261. Loupiac.

262. *Nadaillac-le-Rouge, c[ne] du Roc.

263. Masclat. L'église de Saint-Hilaire de Masclat est nommée, en 1143, parmi les possessions du chapitre du Vigan [2]. Nous ignorons comment elle passa depuis à l'évêque.

264. Siniergues, h. c[ne] de Montfaucon. On peut voir, dans la collection Doat [3], la bulle de provision pour l'église de Siniergues accordée par le pape Innocent VI à Arnaud Pelegry, chanoine de l'église du Vigan, le 16 décembre 1357.

Montfaucon.

265. Vaillac.

266. Saint-Clair. Cette église appartenait dès 1143 au chapitre du Vigan [4].

267. *Saint-Cyr-Belarbre, c[ne] de Souillaguet.

268. Payrinhac. En juin 954, Odolric donna à l'abbaye de Sarlat, pour le repos de l'âme de Frotbald, son père, et d'Ermengarde, sa femme, l'église construite en l'honneur de saint Agapet, martyr, au village de Payrinhac en Quercy, mais il s'en réserva l'usufruit [5]. La manière dont la charte d'Odolric est datée : *Facta carta ista in mense junio anno XIX, regnante Ludovico imperatore*, fait supposer tout d'abord que cette donation remonte au règne de Louis le Pieux, mais il paraît certain qu'il est question de Louis d'Outre-mer, puisque l'abbé de Sarlat devant lequel se fit la donation était Adazacius [6]. Vers les premières années du XII[e] siècle et sous l'épiscopat de Géraud, G. abbé de Sarlat et Pierre Pons, procureur de ce monastère, donnèrent, de l'assentiment de tout leur couvent, l'église de Saint-Agapet de Payrinhac à l'église de Cahors [7]: cette donation est rapportée par le cartulaire de l'église de Cahors sans indication d'année, mais il est facile de fixer approximativement sa date, car le

[1] La Croix, p. 71.
[2] *Id. ibid.*
[3] Doat, t. 122, f° 77 v°.
[4] La Croix, p. 71.
[5] Baluze, *Hist. Tutelensis*, col. 371-372.
[6] *Gall. christ. nova*, t. II, c. 1508.
[7] *Ibid.* t. I, *Instr.* p. 28.

prévôt Gauzbert et les archidiacres Séguin et Guillaume, nommés dans la charte, étaient en possession de leurs offices, en 1112[1]. On sait aussi qu'en 1120, c'est-à-dire sept ans environ après la mort de Géraud II, le pape Calixte II confirma le chapitre de Cahors dans la possession de l'église de Payrinhac, laquelle resta en leur pouvoir jusqu'à la Révolution[2].

LÉOBART.

269. FAJOLES.

270. PAYRAC.

270[2]. LOUPIAC.

271. LA MOTHE-FÉNELON.

272. *PROULHAC, h. c^ne^ de Gourdon.

272[2]. CAMINET, h. c^ne^ de Fajoles. Aucune mention d'édifice religieux par Cassini ni par les officiers de l'État-major.

273. **GOUDOU, h. c^ne^ de la Bastide-Murat. Cette église (*ecclesia de Godor*) appartenait au chapitre de Cahors dès 1263, date de la rédaction des statuts capitulaires qui l'unissent à la prébende de l'archidiacre de Montpezat[3].

274. *CAMY, h. c^ne^ de Payrac.

*LAVAL, h. c^ne^ de Reilhaguet.

275. SOUILLAGUET.

276. SAINT-AUBIN-DE-NABIRAT (Dordogne).

277. LANZAC.

278. *MEYRAGUET, h. c^ne^ de Pinsac.

279. *MAREUIL, h. c^ne^ du Roc.

280. CALÉS. Le vicomte Adémar compte l'église de Calés au nombre des biens situés dans le Quercy, qu'il laissa à l'abbaye de Saint-Martin de Tulle, par son testament en date de 930[4]. Nous ne savons comment cette église passa ensuite à l'abbaye d'Obasine.

280[2]. *L'ABBAYE-NOUVELLE, h. c^ne^ de Léobard.

281. SAINT-CYR-MADELON, h. c^ne^ de Milhac.

MILHAC.

282. *CIEURAC, h. c^ne^ de Lanzac.

283. Nous ne trouvons, aux environs de Siniergues, rien qui rappelle le souvenir de cette église de SAINT-JULIEN.

[1] *Gall. christ. nova*, t. I, col. 129.

[2] La Croix, p. 69.

[3] Doat, t. 120, f° 54 v°.

[4] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 335.

284. Les offrandes (*oblationes*) de la chapelle de Saint-Siméon (de GOURDON) sont désignées comme appartenant au chapitre du Vigan, dans une charte de Pierre, archevêque de Bourges, datée de 1143. Une bulle d'Eugène III donnée dix ans plus tard, c'est-à-dire en 1153, nous apprend que «l'église de Saint-«Siméon de Gourdon» dépendait de l'abbaye de Sarlat[1]. Nous ignorons comment elle passa depuis aux mains de l'évêque de Cahors.

285. REILHAGUET.

286. Dans le territoire que les documents nous permettent d'assigner à l'archiprêtré de Gourdon, nous ne trouvons que *SAINT-HILAIRE-DU-BASTIT qui puisse correspondre à Saint-Hilaire *de Godorteto*. Ce lieu, nommé «Le Bastit-de-Beaussone» par Cassini, dépend actuellement de la commune de Pinsac.

VII. ARCHIPRÊTRÉ DE GIGNAC.

287, 288. GIGNAC (Lot).

289. BETAILLE.

290. FRIAC, h. c^ne^ de Strenquels[2].

291. *LASVAUX, h. c^ne^ de Cazillac.

292. *PAUNAC, h. c^ne^ de Cazillac.

293. SAINT-DENIS-PRÈS-MARTEL. L'église de ce lieu est nommée en 1154. dans une bulle d'Adrien IV, parmi les possessions de l'abbaye de Tulle[3]. On ne voit dans Cassini aucune trace des annexes de Saint-Denis.

294. CARLUX (Dordogne).

295. CRESSENSAC.

296. MARTEL. On prétend, et c'est sans doute à cause de son nom, que cette petite ville fut fondée par Charles Martel, qui y aurait bâti une église consacrée à saint Maur, au retour de sa campagne contre Hunald, duc d'Aquitaine[4].

297. SALIGNAC (Dordogne).

298. *LOUDOUR, maison isolée, c^ne^ de Creysse.

299. ** CARLUCET, h. c^ne^ de Saint-Crépin-de-Carlucet (Dordogne).

300. CAVAGNAC.

[1] *Gall. christ.* t. III, p. 495.
[2] Voir la note 89.
[3] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 486.
[4] Delpont, *Statistique du dép. du Lot*, t. II, p. 59.

301. Sarrazac. En 823, le comte Raoul et sa femme Aiga donnèrent à leurs enfants, Raoul, clerc et depuis archevêque de Bourges, et Éména, religieuse, l'église de *Saraciacum,* en Quercy, consacrée à saint Genès, martyr[1]. Cette église, dans laquelle le comte Raoul demanda à être enseveli, fut richement dotée en 844 par Aiga, devenue veuve[2], et on y établit un monastère de femmes, dont Éména, leur fille, fut abbesse[3]. En 859, l'abbaye de Beaulieu reçut de l'archevêque de Bourges le village et l'église de Sarrazac[4].

301[2]. (Voir la note 24.)

302. *Louchap, h. c^ne de Martel.

303. **Murel, h. c^ne de Martel.

304. Saint-Crépin (Dordogne).

305. Calviat (Dordogne). Vers 1125, Guillaume II, évêque de Cahors, donna, du consentement de ses archidiacres, l'église de Calviat au monastère de Sarlat[5].

Sainte-Mondane (Dordogne). En 1153, l'église de Sainte-Mondane appartenait à l'abbaye de Sarlat[6]. Elle dépendait sans doute dès lors du prieuré voisin de Calviat, puisqu'en 1304, Raymond III, évêque de Cahors, entra en composition avec Bernard, abbé de Sarlat, et le prieur de Calviat, relativement à une procuration de cent sous qu'il prétendait lui être due pour la visite épiscopale de l'église de Sainte-Mondane[7].

306. *Beyssac, maisons isolées, c^ne de Strenquels. En 1112, l'église de Beyssac était sous l'invocation de saint Martial, et, en 1112, Géraud, évêque de Cahors, la donna, du consentement de son clergé, à l'abbaye de Beaulieu[8]. En 1218, Géraud de Saint-Michel [-de-Banières] et Guitard, son frère, abandonnèrent à cette même abbaye tout ce qu'ils possédaient *in ecclesia sancti Martialis de Baissiaco*[9].

307. Prats-de-Carlux. En 1153, suivant la bulle d'Eugène III, l'église de Sainte-Marie *de Pratis* dépendait de l'abbé de Sarlat. Bien que le vocable de cette église ne correspondît pas à celui de l'église du xviie siècle, qui n'était pas, non plus, à la collation de l'évêque de Sarlat, il est certain que, dans cette

[1] Deloche, *Cart. de l'abbaye de Beaulieu,* p. 258.
[2] *Ibid.* p. 67.
[3] *Ibid.* p. 67 et 270.
[4] *Ibid.* p. 65.
[5] *Gall. christ. nova,* t. I, col. 127 et 130.
[6] *Ibid.* t. II, *Instr.* col. 496.
[7] *Ibid.* t. I, col. 138.
[8] Deloche, *Cart. de Beaulieu,* p. 63.
[9] *Ibid.* p. 64.

bulle, il s'agit de Prats, puisque ce lieu est nommé à la suite de Carlux et de Simeyrols [1].

308. Simeyrols. L'église de ce lieu (*Sancti Amandi de Symeyrols*) appartenait, en 1153, à l'abbaye de Sarlat [2].

309. *Bourzoles, h. c^ne de Souillac.

310. **Rignac, h. c^ne de Cuzance (Lot). L'église de Rignac dépendait, en 1175, du prieuré de Carennac [3].

311. Creysse [4].

312. Vayrac. Le testament du vicomte Adémar, qui date de 930, mentionne la *curtis* de *Vairiacum* donnée par ce personnage à l'abbaye de Tulle, avec l'église de Saint-Étienne, jadis appelée de saint Boicius (*curtem meam Vairiacum cum ecclesia sancti Stephani que olim vocata est sancti Boicii*) [5]; ces paroles annoncent la haute antiquité de la paroisse de Vayrac. Baluze a publié, en outre, une curieuse notice relatant comment, vers 1070, l'église de Tulle recouvra l'église «consacrée autrefois à saint Boicius et alors à saint Étienne.» Les chanoines y rapportent que leur église de Vayrac fut donnée, par leurs prédécesseurs «vivant séculièrement,» à des seigneurs séculiers habitant le château de Saint-Céré, et ils y ont soigneusement relaté de quelle façon chacune des portions revint à l'abbaye de Tulle; il serait trop long d'analyser cette pièce, nous nous contenterons d'y renvoyer le lecteur [6]. En 1105, suivant la bulle de Pascal II, il y avait, dans le bourg de Vayrac (*in burgo Variaco*). trois églises, consacrées, l'une à saint Martin, l'autre à saint Étienne, et la dernière à saint Germain : elles appartenaient toutes trois à l'abbaye de Tulle [7]. Une bulle du même pontife, datant de 1115, mentionne les mêmes églises [8], et une bulle d'Adrien IV, de 1156, se contente de parler des «églises de «Vayrac [9].» Nous ne savons à quelle époque remonte l'église de Saint-Germain, mais celle de Saint-Martin est sans doute indiquée dans le testament du vicomte Adémar, qui ajoute à la mention de l'église de Saint-Étienne les mots *et ecclesiam sancti Martini*. Si l'on admet que ces mots concernent une seconde église située à Vayrac, on devra considérer qu'une charte datée de

[1] *Gall. christ. nova*, t. II, *Instr.* col. 496.
[2] *Ibid.*
[3] Voir la bulle d'Alexandre III, Doat, t. 123, f° 2 r°.
[4] Voir la note 90.
[5] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 335.
[6] *Id. ibid.* col. 419-422.
[7] *Id. ibid.* col. 451.
[8] *Id. ibid.* col. 456.
[9] *Id. ibid.* col. 486.

968 et relative à la dédicace, par Frothaire, évêque de Cahors, d'une chapelle consacrée à Dieu et à saint Martin et élevée, du consentement du prélat, à Vayrac, par Bernard, abbé de Saint-Martin de Tulle, se rapporte à la reconstruction de cet édifice [1].

313. Borrèze.

314. Paulin (Dordogne).

315. Eyvignes (Dordogne).

316. * Eybènes, h. c^ne d'Eyvignes (Dordogne).

317. * Pressignac, h. c^ne de Souillac. L'église et le village sont figurés, mais sans nom, sur Cassini.

318. ** Reyrevignes, h. c^ne de la Chapelle-Auzac. En 1341, Gérard de la Mansa, prieur de Reyrevignes, acheta de Pétronille La Planha, femme de Guillaume l'Évêque, habitant la paroisse de Reyrevignes, une rente d'un quartaut de noix (*unum cartonem nucleorum nucum*), à la mesure de Souillac; ces noix étaient destinées à l'entretien d'une lampe en l'honneur de *sainte Marie-Madelaine,* dans l'église de Reyrevignes [2].

319. Pinsac.

* Terregaie, h. c^ne de Pinsac.

320. * Liméjouls, h. c^ne de Peyrillac (Dordogne). Cassini figure l'église de Liméjouls, mais il la représente ruinée, et ne la désigne pas nominativement.

321. Cazoulès (Dordogne). Ainsi que l'a fait justement remarquer M. Lacabane, Cassini désigne à tort la paroisse de Cazoulès sous le nom de Vermeil, qui n'appartient à aucune localité des environs [3].

322. Saint-Michel-de-Banières [4].

323. L'église de Saint-Pierre de Cador appartenait, en 1153, à l'abbaye de Sarlat [5]. Nous n'avons trouvé dans Cassini aucune dénomination qui pût servir à fixer l'emplacement du village, évidemment détruit, de Cador.

324. ** Meyrac, h. c^ne de Saint-Sozy.

325. Saint-Sozy. (Voir la note 117.)

326. Orliaguet (Dordogne).

327. * Mezels, h. c^ne de Vayrac. L'église de Mezels est mentionnée dans une

[1] *Gall. christiana nova, Instrumenta,* t. I, p. 30.

[2] Arch. nat. Q. 600.

[3] *Bibl. de l'Éc. des ch.* ve s. t. I, p. 328, 329

[4] Voir la note 25.

[5] *Gall. christ. nova, Instrumenta,* t. II, p. 496.

bulle d'Alexandre III, en date de 1175, comme dépendant du doyenné de Carennac [1].

328. * Saint-Bonnet, h. c^ne de Gignac.

329. * Millac-le-Sec, h. c^ne de Peyrillac (Dordogne).

330. Souillac.

331. Peyrillac (Dordogne).

332. Strenquels. La «paroisse de Strenquels» est indiquée dans une charte rédigée de 1032 à 1060 [2].

333. Condat. La paroisse de Condat existait en 1204, époque où nous trouvons mention des marais de Fondial, de la paroisse de Condat, au diocèse de Cahors [3]. Fondial est un hameau de la commune de Chauffour (Corrèze), paroisse de l'ancien diocèse de Limoges; il est situé sur les confins du finage de Condat.

334. * Gluges, h. c^ne de Martel.

335. * Saint-Félix, h. c^ne de Condat.

336. La Chapelle-Auzac.

337. Puybrun.

Tauriac.

338. * Saint-Étienne, h. c^ne de Souillac, nommé Saint-Étienne-la-Combe par Cassini.

339. * Valeyrac, h. c^ne de Sarrazac.

340. * Blanzaguet, h. c^ne de Pinsac.

VIII. Archiprêtré de Thégra.

341-342. Thégra (Lot). La plus ancienne mention de l'archiprêtré de Thégra que nous ayons remarquée est de l'année 1299 [4]. D'après une bulle de Pascal II, de 1106, les revenus de l'église de Thégra appartenaient au chapitre de Cahors [5].

342. Mayrinhac-Lentour. La paroisse de Mayrinhac est mentionnée dans une pièce de 1298: à cette époque, le hameau de Pechcastan (*Podium Castanch*) dépendait de cette paroisse comme il dépend aujourd'hui de la commune [6].

[1] Doat, t. 123, f° 2 r°.
[2] Deloche, *Cart. de Beaulieu*, p. 167.
[3] *Ibid.* p. 71.
[4] Doat, t. 123, f° 237 r°.
[5] La Croix, p. 167.
[6] Doat, t. 124, f° 182 v°.

Lavergne.

342[2]. Rocamadour, Meyronne et Vayrac. D'après notre Pouillé, Meyronne, qui était, ainsi que Rocamadour, compris dans l'archiprêtré de Thégra, dépendait de cette célèbre abbaye. Quant à la paroisse de Vayrac, dans l'archiprêtré de Gignac, on sait qu'elle fut, dès le xe siècle, à la collation de l'église de Tulle. à laquelle appartenait également Rocamadour[1].

343. Sousceyrac. Suivant un diplôme apocryphe de 755 concernant l'abbaye de Figeac, diplôme fabriqué sans doute au xiie siècle, l'église de Sousceyrac aurait été donnée par Pépin le Bref à ce monastère[2]. Elle lui appartenait toutefois en 1146[3].

344. Comiac.

345. Bio. Nous trouvons mention de la *parrochia de Bia* dans un acte de 1253[4]. En 1388, le pape Clément VII accorda à l'abbesse et au couvent de Leyme le droit de nomination à la cure de l'église paroissiale de Saint-Hilaire de *Bia*[5].

Albiac. En 987, Hugues et sa femme Hermentrude donnent à l'église de Cahors, gouvernée alors par Frothaire, leur *villa* et l'église d'Albiac consacrée à saint Pierre, église qu'ils avaient acquise des religieux de Marcillac, et qui était située dans la viguerie d'Aynac, en Quercy[6].

346. Cahus. « La paroisse de l'église de Cahus » est mentionnée dans une charte de 1297[7].

347. Montvalent. La charte par laquelle Pierre, archevêque de Bourges, confirma en 1143 les biens du prieuré du Vigan, nous fait connaître les églises de Saint-Hilaire et de Saint-Christophe *de Brassac*, situées près de la Dordogne[8]. La seconde de ces églises est devenue l'église de Montvalent et c'est pourquoi notre Pouillé la qualifié d'*ecclesia sancti Christophori Montis Valentii de Brassaco.* Quant à l'église de Saint-Hilaire, elle n'existait plus en 1526, puisque le Compte des décimes ne la nomme pas; cependant, M. Lacabane cite des actes du xvie siècle prouvant que Brassac, localité aujourd'hui disparue, possédait encore, à cette époque, une église avec son cimetière .

[1] Voyez plus haut, la note 312.
[2] Doat, t. 126, f° 5 r°.
[3] Voir la bulle d'Eugène III, dans Doat, t. 126, f° 54 v°.
[4] Doat, t. 123, f° 197 v°.
[5] *Id.* t. 124, f° 219.
[6] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 382.
[7] Doat, t. 123, f° 219 v°.
[8] La Croix, p. 71.
[9] *Bibliothèque de l'École des chartes*, v° série, t. II, p. 108.

348. Teyssieu.

349. Saint-Jean-Lespinasse.

350. Loubressac. La paroisse (*parrochia ecclesie*) de Loubressac est nommée dans une charte de 1298[1].

Cassini n'indique pas, auprès de Loubressac, d'édifice religieux du nom de Saint-Jean; peut-être cette annexe était-elle située au hameau de l'Église-Basse, à quelques centaines de mètres au nord-est de l'église de Loubressac.

351. Floirac. Le nom de cette paroisse a été omis par Cassini.

352. Gintrac. Le nom de cette paroisse a été également omis sur la carte de Cassini.

353. Saint-Michel-Loubéjou. En 880, Adalger et sa femme Aiga donnèrent au monastère de Beaulieu, régi alors par Gairulf, ce qu'il possédait en Quercy, *in vicaria Exitense, in loco qui vocatur Beionis,* entre autres choses l'église dédiée à Saint-Michel[2]. C'est à tort que M. Deloche[3] a traduit *Beio* par Bio, car nous avons vu plus haut (article 345) que l'église de Bio était consacrée à saint Hilaire.

354. Saint-Médard-de-Presque. Le 13 juillet 960, «deux hommes honorables,» Bernard et Gerbert, se présentèrent devant le comte Raymond dans l'église de Saint-Saturnin. Ils se disputaient la possession de l'église de Saint-Médard et de sa *curtis de Prisca* (Presque, écart de la commune de Saint-Médard); or cette église avait été donnée à l'abbaye de Beaulieu par un certain Rigaud, après la mort de son fils Géraud. Les juges ordonnèrent un duel, où les deux parties se firent représenter par des champions (*vicarii*): mais, le combat ayant duré depuis la deuxième heure du jour jusqu'au coucher du soleil, sans avoir amené aucun résultat, Bernard et Gerbert furent déboutés de leurs prétentions, et l'abbaye de Beaulieu resta en possession de l'église de Saint-Médard[4]. Plus tard, cette église tomba aux mains des évêques de Cahors, et l'un d'eux, Sicard, la céda, en 1299, à l'hôpital de Beaulieu, au diocèse de Cahors en échange de l'hôpital *Sancte Lobole* et de la chapelle de Beduer[5].

355. Calviac. La possession de l'église de Calviac par l'abbé de Beaulieu

[1] Doat, t. 124, f° 183 r°.

[2] Deloche, *Cart. de l'abb. de Beaulieu,* p. 81.

[3] *Ibid.* p. 299 et 370.

[4] Deloche, *Cart. de l'abb. de Beaulieu,* p. 86-87.

[5] Doat, t. 123, f°s 237, 238.

remonte au xe ou au xie siècle : une charte de cette époque, sans date toutefois, nous apprend qu'elle lui fut donnée avec diverses autres propriétés par un certain Aerrad[1].

356. SAINT-CÉRÉ. Ce bourg doit, dit-on, son origine à une chapelle où les reliques de sainte Spérie furent déposées[2]. L'église de Saint-Céré est nommée en 1112[3]. La bulle d'Alexandre III, qui la compte, en 1175, au nombre des possessions du chapitre de Carennac, la désigne sous le nom de *Sancta Speria*[4]. En 1388, le droit de présentation à l'église paroissiale *de Capella sancti Serini* fut donné à l'abbaye de Leyme par le pape Clément VII[5], et l'on voit par le Pouillé que ce monastère le conserva jusqu'à la Révolution.

357. SAINT-LAURENT-LES-TOURS.

358. AUTOIRE. L'église *de Autoire* appartenait au chapitre de Cahors dès 1106[6]. L'église de Saint-Pierre d'Autoire fut, en 1419, une des trois églises que Guillaume d'Arpajon, évêque de Cahors, unit à la mense capitulaire[7].

359. BELMONT-PRÈS-BRETENOUX. Le vocable de l'église de ce village manque dans le Pouillé, mais nous savons qu'au IXe siècle elle était consacrée à saint Cyr, et ce nom lui resta sans doute : en 878, Gauzfred, fils du feu comte Gotafrid, donna à l'abbaye de Beaulieu, du consentement de Gerberge sa mère et de Gotafrid son frère, une église dédiée à saint Cyr (*sanctus Ciricus*) et située dans le Quercy, *in vicaria Exitense, in loco qui vocatur Bellus Mons*[8]. Nous ne savons à quelle époque cette église passa à l'évêché de Cahors.

360. ** SAINT-CHIGNES, h. c^ne^ de Gramat. La paroisse de Saint-Chignes (*parrochia ecclesie sancti Aniani*) est nommée dans une charte de 1253[9].

361. AYNAC. L'église de Saint-Genès d'Aynac apparaît dès 1106 au nombre des églises possédées par le chapitre de Cahors[10].

362. CORNAC.

* SAINT-MARTIN, h. c^ne^ de Prudhomat. Cassini le nomme Saint-Martin-du-Bois.

363. GRAMAT. L'église de Saint-Pierre de Gramat (*Beati Petri de Gramado*)

[1] Deloche, *Cart. de Beaulieu*, p. 261.
[2] Delpon, *Statistique du dép. du Lot*, t. II. p. 15.
[3] *Gall. christ.* t. I, col. 129.
[4] Doat, t. 123, f° 2 v°.
[5] *Id.* t. 124, f° 219.
[6] La Croix, p. 66.
[7] *Ibid.* p. 302.
[8] Deloche, *Cart. de l'abb. de Beaulieu*, p. 83.
[9] Doat, t. 123, f° 197 v°.
[10] La Croix, p. 66.

appartenait au chapitre de Cahors dès l'an 1106, ainsi que le prouve une bulle de Pascal II[1].

364. Gagnac.

Biars.

Nous ne trouvons actuellement aucun nom que l'on puisse convenablement rapprocher de celui de la seconde annexe de Gagnac, *Laboisserie* ou *Labesonie*.

365. Saint-Vincent-près-Saint-Céré. La paroisse (*parochia ecclesie*) de Saint-Vincent est mentionnée dans une pièce de 1270; le hameau des Bourines, ou plutôt celui de Lebourines (*mansus de Leborinas*), en dépendait, comme il dépend aujourd'hui de la commune de Saint-Vincent[2].

366. * Ségala, h. c^ne de Gramat.

366². * Meyrignac-le-Francal, h. c^ne de Rocamadour. (Voir la note 29.)

366⁴. Carennac. (Voir la note 17.)

367. * Félines, h. c^ne de Prudhomat. (Voir la note 93.)

Bretenoux.

368. Frayssinhes.

Lentilhac-près-Saint-Céré.

369. * Bonneviolle, h. c^ne de Prudhomat.

Girac.

370. Sénaillac-près-la-Tronquière. En 1146, l'église de Senaillac appartenait au prieuré de Fons[3].

371. Thémines. Dans le prétendu diplôme de Pépin pour l'abbaye de Figeac (755), l'église de Saint-Christophe de Thémines est indiquée comme la limite du territoire concédé au monastère[4]. Est-il exact que l'église de Thémines ait été consacrée à saint Christophe? Nous n'en avons pas d'autre preuve. La plus ancienne mention authentique de cette église est de 957; à cette date, Ranulphe la donna au monastère de Figeac[5].

Peyrissac, h. c^ne de Thémines. Ce lieu n'avait plus d'église au siècle dernier. (Voir Cassini.)

372. Rocamadour. La tradition cahorsine attribue à Zachée ou Amadour (*Amator*), serviteur de la Vierge, la fondation d'un oratoire au lieu qui, pour cette raison, se nommerait Rocamadour[6]. Cette église fut donnée, en 968, par

[1] La Croix, p. 67.
[2] Doat, t. 124, f° 172 v°.
[3] *Id.* t. 126, f° 54 v°.
[4] Doat, t. 126, f° 5 v°.
[5] *Id.* t. 126, f° 33 v°.
[6] *Acta sanctorum*, t. IV d'août, p. 16.

Frothaire, évêque de Cahors, à l'abbaye de Saint-Martin de Tulle[1]. Une bulle de Pascal II pour l'abbaye de Tulle, en date de 1115, l'appelle *ecclesia sancte Marie de Rocamador*[2].

373. * BEAUSSAC, h. c^ne de Carlucet.

374. * PONTVERNY, h. c^ne de Calviac.

375. MIERS. Dès 1175, l'église de Miers (*de Mederio*) appartenait aux religieux de Carennac[3].

376. CARENNAC. (Voir la note 17.)

377. PADIRAC.

378. ALVIGNAC. La bulle d'Alexandre III pour le prieuré de Carennac (1175) mentionne l'église *de Alviniaco* parmi leurs possessions[4].

* RIGNAC, h. c^ne de Gramat. Cette église est nommée à la suite de celle d'Alvignac dans la bulle d'Alexandre III.

379. * SALGUES, h. c^ne d'Alvignac.

380. MEYRONNE. Ce village et son église (*villa mea Matrona cum ipsa ecclesia*) figurent, vers 930, dans la restitution faite par le vicomte Adémar à l'abbaye de Saint-Martin de Tulle[5]. En 1097, au synode de Cahors, l'évêque Géraud de Cardillac rendit «l'église de Saint-Sulpice de Mayronne» à l'abbaye de Tulle[6].

381. * PAULIAC, h. c^ne de Gintrac.

382. GLANES.

383. GINTRAC, déjà nommé (article 352).

384. CARLUCET. Il ne faut pas confondre cette paroisse avec le Carlucet de l'archiprêtré de Gignac.

385. * LES ALIX, h. c^ne de Rocamadour.

* SAINT-SAUVEUR, église ruinée, indiquée par Cassini, c^ne de Calés. On remarque aujourd'hui, à l'emplacement qu'elle occupait, quelques maisons isolées dont le nom, Saint-Sauveur, rappelle l'annexe de la paroisse des Alix.

386. * SAINT-CYR-D'ALZOU, c^ne de Couzou. Cette église était contiguë au hameau de la Pannonie. Le nom de Saint-Cyr n'a pas été connu des officiers de l'État-Major.

[1] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 377.
[2] *Id. ibid.* col. 466.
[3] Doat, t. 123, f° 2 v°.
[4] *Ibid.*
[5] Deloche, *Cart. de l'abb. de Beaulieu*, p. 90, 91.
[6] Baluze, *Hist. Tutelensis*, p. 444.

387. Le Bougayrou, h. c^ne de Lacave. (Voyez la note 30.)

388. *Meyrignac-le-Francal, h. c^ne de Rocamadour. (Voyez la note 29.)

389. Rueyres. L'abbaye de Leyme dut cette église à la libéralité de Guillaume, évêque de Cahors, qui la lui donna en 1246[1]. En 1343, l'église de Rueyres fut unie à celle de Flaujac par les soins d'Aygline de Felzins, abbesse de Leyme[2]. Il n'est pas hors de propos de faire remarquer que les territoires de ces deux paroisses n'étaient pas contigus, et que la paroisse de Thémines les séparait.

390. *Selles, h. c^ne de Flaugnac. L'église de *Cella* figure, en 1146, parmi les possessions de l'abbaye de Figeac[3]. Le prieuré « d'Escalmels, » dont le titulaire, suivant notre Pouillé, jouissait du droit de présentation à la cure de Selles, était sans doute situé aux Calmels, hameau de la commune de Viazac (Lot).

390[2]. Castelnau-de-Bréténoux, h. c^ne de Prudhomat.

IX. Archiprêtré de Figeac.

391. Notre-Dame du Puy, à Figeac (Lot). (Voyez la note 132.)

Molières. La paroisse de Molières comprenait peut-être, au XIIIe siècle, le finage de la commune de Leyme, car une charte de 1298 mentionne « le bois « vulgairement appelé de Molières ou de Leyme » comme dépendant de la paroisse de Molières[4] : le bois de Leyme occupe actuellement la partie méridionale du territoire de Leyme.

392. Lentillac-près-Lauzès.

393. Saint-Maurice. L'église de Saint-Maurice *de Anglarisio* précède la Capelle-Marival dans l'énumération des églises dépendant de l'abbaye de Figeac en 1146[5]. Le surnom *de Anglarisio* indique évidemment une ancienne division territoriale qui tirait son nom d'Anglars, village dont le finage est limitrophe de celui de Saint-Maurice.

La Capelle-Marival. En 1146, la chapelle de Marival (*capella de Merlivallo*) est comptée au nombre des dépendances de l'abbaye de Figeac[6].

394. Camboulit. L'église de Saint-Martin de Camboulit, qui avait été donnée au monastère de Figeac par un ancien évêque de Cahors, fut détenue in-

[1] *Gallia christ. nova*, t. I, col. 191.
[2] *Ibid.* col. 192.
[3] Doat, t. 126, f° 56 r°.
[4] Doat, t. 124, f° 182 v°.
[5] *Id.* t. 126, f° 55 r°.
[6] *Id. ibid.*

justement par plusieurs des prédécesseurs de l'évêque Barthélemy et, en dernier lieu, par ce prélat lui-même. L'abbaye de Figeac recouvra le droit de présentation en 1257[1].

395. Livernon. Cette église appartenait dès 1146 à l'abbaye de Figeac[2].

396. Lauresses.

397. Faycelles. A moins d'un kilomètre au sud-est de l'église actuelle de Faycelles, qui s'élève au milieu du village de ce nom, on voit les ruines d'une église indiquée à la fois par la carte de Cassini et par celle de l'État-major. Si l'on remarque que le Compte de 1526 mentionne l'église de Rigant et que le Pouillé, de rédaction plus récente, a soin d'ajouter que cette église est dite aussi *de Fisella*, on peut supposer que l'église ruinée n'est pas différente de l'église paroissiale de Rigant transférée dans les temps modernes au village de Faycelles. L'auteur du faux diplôme de Pépin le Bref distingue parfaitement Faycelles et Rigant dans une phrase (*villam nostram que dicitur Fiscolla cum ecclesia de Riganto*) où ces localités sont désignées comme ayant fait partie de la dotation primitive de Figeac[3]. L'église de Rigant est comptée, en 1146, au nombre des églises de l'abbaye de Figeac[4]. Retenu injustement par les évêques de Cahors dans la première moitié du XIII[e] siècle, le droit de présentation à l'*ecclesia beate Marie de Rigant* fut rendu à l'abbaye, en 1257, par l'évêque Barthélemy[5].

398. **Banhac, c[ne] de la Capelle-Banhac. Banhac est le chef-lieu de la commune : le hameau de la Capelle est situé à plus d'un kilomètre au sud-ouest de ce chef-lieu[6].

399. La Bastide-du-Haut-Mont.

400. Balaguier (Aveyron).

*Ambayrac, h. c[ne] de Montsalès (Aveyron). Suivant le faussaire qui fabriqua, au XIII[e] siècle, la charte de fondation de l'abbaye de Figeac par Pépin le Bref, l'église d'Ambayrac aurait été donnée par ce souverain à ladite abbaye, en 755[7]. Elle appartenait certainement à ce monastère en 1146[8], et nous ignorons à quelle époque elle fit retour à l'évêché.

[1] Doat, t. 126, f° 95 r°.

[2] *Id. ibid.* f° 54 v°.

[3] *Id. ibid.* f° 2 v°.

[4] *Id. ibid.* f° 55 v°.

[5] *Id. ibid.* f° 95 r°.

[6] Cf. la feuille 16 de la carte de Cassini et la feuille 195 de la carte de l'État-major.

[7] Doat, t. 126, f° 2 v°.

[8] Voyez la bulle d'Eugène III. — Doat, t. 126, f° 54 v°.

401. **Carayac.** Cette église est-elle identique à l'*ecclesia de Carasiaco* de la bulle de 1146[1]? S'il en est ainsi, l'abbaye de Figeac aurait perdu son droit de collation pendant un certain temps, car, en 1326, Bertrand, évêque de Cahors, unit au prieuré d'Espagnac l'église de Carayac, dans l'archiprêtré de Figeac, laquelle dit-il, était à sa collation[2].

402. **Sainte-Eulalie.** L'église de Sainte-Eulalie (*Sancte Eulalie*) appartenait, en 1146, à l'abbaye de Figeac[3], mais dès 1277, elle était passée au monastère de la Couronne (au diocèse d'Angoulême), époque à laquelle l'abbé de cette maison conféra à Aimery de Godor, clerc, le prieuré de Sainte-Eulalie, au diocèse de Cahors. Sainte-Eulalie perdit bientôt le titre de prieuré, car, en 1287, l'évêque Raymond II confirma le don que l'abbé de la Couronne avait fait de l'église de Sainte-Eulalie à la maison (*domus*), c'est-à-dire au prieuré, d'Espagnac[4].

403. **Théminettes.**

Rudelle.

404. * **Soyries**, château, c^ne de la Bastide-Murat.

La Bastide-Murat, autrefois la Bastide-Fortonière, doit son nouveau surnom à Joachim Murat, roi de Naples, qui y naquit en 1771.

405. **Lentillac-près-Figeac** (*ecclesia de Lentilliaco*) paraît en 1146 parmi les possessions de l'abbaye de Figeac[5].

406. * **Saint-Laurent-de-Corn**, h. c^ne de Corn.

407. Il nous a été impossible de fixer l'emplacement de **la Capelle-Figeac** (*Capella Figiaci*), paroisse que son surnom ne permet pas de chercher bien loin du chef-lieu de l'archiprêtré. La Capelle existait dès le XIIe siècle, et son église (*ecclesia de Capella*) est déjà comptée, en 1146, dans la bulle du pape Eugène III, au nombre des possessions de l'abbaye de Figeac[6]. On retrouvera plus loin (à l'article 429 du Pouillé) une seconde énonciation de cette église paroissiale.

408. ** **Lunegarde**, h. c^ne du Bastit-de-Causse.

409. **Lunan.** Ce village est situé à 4 kilomètres de Figeac, et l'on prétend que ce fut sur son territoire que les rois mérovingiens bâtirent une abbaye. Suivant le diplôme prétendu de l'année 755, ce fut Pépin qui transporta à

[1] Doat, t. 126, f° 55 r°.
[2] *Id.* t. 124, f° 97 v°.
[3] *Id.* t. 126, f° 54 r°.
[4] *Gall. christ. nova*, t. I, col. 137.
[5] Doat, t. 126, f° 54 v°.
[6] *Ibid.*

Figeac le monastère détruit par la guerre [1]. La copie de ce document supposé qui se trouve dans la collection Doat donne *Juvans* au lieu de *Lunans*, et l'on y voit naturellement figurer, au premier rang des propriétés dont Pépin aurait doté l'abbaye de Figeac, le *predictum monasterium Juvantem*. Quoi qu'il en soit, l'église *de Lunante* et celle de Sainte-Marie du même lieu (*ecclesiam Sancte Marie ejusdem loci*) sont comptées, en 1146, parmi les possessions de l'abbaye de Figeac [2]. Dans la suite, les évêques de Cahors s'en emparèrent, mais en 1257, Barthélemy, l'un d'eux, rendit au couvent de Figeac le droit de présentation à l'église de Saint-Martin *de Lunanto* ainsi qu'à plusieurs autres églises [3].

410. Sonac. Le diplôme de Pépin le Bref pour l'abbaye de Figeac, attribué à l'année 755, mais certainement fabriqué au XIIIe siècle, nomme, parmi les autels donnés par ce souverain à Figeac, les deux églises *de Soltenaco*, à savoir Saint-Étienne et Saint-Simond (*Sanctus Sigismundus*) [4]. Il est facile de reconnaître dans Saint-Étienne l'église même de Sonac, à laquelle le pouillé attribue ce même vocable; quant à l'église de Saint-Simond, elle a donné son nom à un village situé tout auprès celui de Sonac. Il n'est pas douteux que l'abbaye de Figeac possédât, en 1146, l'église de Sonac (*de Salnaco* et non *de Salvaco*) [5]; mais elle ne l'avait plus à la fin du XIIIe siècle. En effet, Sicard, évêque de Cahors, donnait, en 1298, cette église aux hospitalières de Beaulieu pour récompenser leur piété [6].

410². Nazac ou Najac, h. cne de Saint-Sulpice.

411. Labathude. Dès 1146, l'*ecclesia sancte Marie de Labatuda* appartenait à l'abbaye de Figeac, dont dépendait le prieuré de Fons [7].

412. Linac.

413. Boussac. L'église de *Buciaco* est comptée en 1146 au nombre des églises appartenant à l'abbaye de Figeac [8].

414. Une des églises de la ville de Figeac, évidemment.

415. Le nom de Saint-Martin est encore porté par un hameau du finage de Figeac, situé sur la rive gauche du Celé.

416. Felzins.

*Guirande, h. cne de Felzins.

[1] Doat, t. 126, fo 1.
[2] *Id. ibid.* fo 53 vo.
[3] *Id. ibid.* fo 95 ro.
[4] *Id. ibid.* fos 2-3.
[5] Doat, t. 126, fo 54 vo.
[6] *Gall. christ.* t. I, col. 137 et 194.
[7] Doat, t. 126, fo 53 ro.
[8] *Id. ibid.* fo 54 ro.

417. REILHAC. L'église de Reilhac (*de Riliaco*) appartenait, en 1146, à l'abbaye de Figeac[1].

418. SAINT-SIMON, ou plus correctement SAINT-SIMOND. Suivant le diplôme apocryphe de Pépin le Bref, la possession de l'église de Saint-Simond (*Sanctus Sigismundus*) par l'abbaye de Figeac remonterait à l'année 755 (voyez la note 410); mais ce fait n'est pas établi avec certitude pour une date antérieure à 1146[2].

419. PRENDEIGNES.

420. CAMBURAT. (Voir la note 35.)

421. BRENGUES.

422. ** SAINT-MÉDARD, église, c^ne^ d'Issepts. (Voir la note 37.)

423. SAINT-CIRGUES ?

423[2]. CAPDENAC.

423[3]. CARDAILLAC.

424. MONTREDON.

* POUSTANS, h. c^ne^ de Montredon.

424[2-4]. FONS. Dans le Compte des décimes, la désignation *de Fontaines*, qui revient plusieurs fois de suite, n'est qu'une traduction fautive du latin *de Fontibus*.

425. ANGLARS. (Voir la note 98.)

425[2]. CASSAGNOLLES, h. c^ne^ de Loupiac (Aveyron). (Voyez la note 43.)

425[3]. FIGEAC.

425[4]. THÉMINES. Ce prieuré était situé au hameau de Peyrissac. (V. l'art. 44.)

426. LA ROQUE, h. c^ne^ de La Capelle-Banhac. Cassini ne marque pas d'église à ce hameau situé dans la partie la plus septentrionale du finage de la Capelle-Banhac.

427. * SAINT-GEORGES, h. c^ne^ de Figeac. La carte de l'État-major constate l'existence d'une chapelle à ce hameau, dont l'église dépendait déjà, en 1146, de l'abbaye de Figeac; ce Saint-Georges est nommé entre Saint-Martin et Lissac[3].

* SAINT-DAU, h. c^ne^ de Figeac.

428. LE BOURG.

Nous ne trouvons rien dans les environs du Bourg qui puisse représenter SAINT-SERNIN, annexe du Bourg.

[1] Doat, t. 126, f° 55 r°. — [2] *Id. ibid.* f° 54 v°. — [3] *Id. ibid.* f° 54 v°.

428[2]. MAURIAC (Cantal), abbaye du diocèse de Clermont.

429. Cet article n'étant qu'une répétition de l'article 407, on devra consulter, au sujet de la Capelle-Figeac, la note 407.

430. **SAINT-DENIS, h. c^ne de Figeac. L'église de Saint-Denis est nommée, en 1146, à la suite de celle de Lissac, parmi les possessions de l'abbaye de Figeac[1].

LISSAC. (Voyez la première partie de cette note.)

431. LE MONTET.

432. SAINT-PERDOUX. L'abbaye de Figeac possédait, dès 1146, l'*ecclesia Sancti Pardulfi*[2].

433. FOURMANHAC. Dès la même époque, l'église de Fourmanhac était également possédée par le monastère de Figeac[3].

434. *MIALET, h. c^ne de Saint-Bresson.

435. SAINT-HILAIRE-LÈS-BESSONNIES. Un hameau de Saint-Hilaire porte le nom d'*Estialous,* qui rappelle l'ancien surnom de la paroisse appelée, par Cassini, «Saint-Hilaire Destialous.»

436. *VIC, h. c^ne de Capdenac. L'abbaye de Figeac possédait déjà l'église de Vic en 1146[4]. Outre l'église, il existait à Vic un couvent fondé en 1360 : on sait, en effet, qu'à cette époque, Bertrand, évêque de Cahors, autorisa Déodat de Lentillac à fonder en ce lieu un monastère pour treize religieuses, dont une abbesse; il envoya Rigaud *Lahagonia,* licencié en lois, et Bertrand Gasc., chanoine du Vigan, pour s'informer de la possibilité d'exécution de ce projet et diriger les constructions[5]. Le nouveau monastère n'eut cependant pas le titre d'abbaye : c'était, au siècle dernier, un prieuré soumis à l'abbaye de Leyme, de l'ordre de Cîteaux[6].

437. LE BOUYSSOU.

SAINT-BRESSOU.

438. FONS. (Voyez, sur ce prieuré, la note 73.)

439. CAPDENAC. (Voyez, sur ce prieuré, la note 40.)

440. *LIVINHAC-LE-BAS, h. c^ne de Saint-Julien-d'Empare (Aveyron).

441. MARCILLAC.

[1] Doat, t. 126, f° 54 v°.

[2] *Id. ibid.* f° 55 r°.

[3] *Id. ibid.* f° 54 r°.

[4] *Id. ibid.*

[5] La Croix, p. 260; *Gall. christ. nova,* t. I, p. 141.

[6] *Gall. christ. nova,* t. I, col. 191.

442. Saint-Sulpice.

443. Reyrevignes.

444. Quissac.

445. Issepts. L'église *de Exepis* figure, dès 1146, au nombre des possessions de l'abbaye de Figeac [1].

446. *Saint-Jean-Mirabel, h. c[ne] de Saint-Félix. On lit dans Cassini : « Saint-« Jean de Mirabel, alias le Froid. »

447. Planioles. L'abbaye de Figeac possédait déjà l'église de Planioles en 1146. La bulle de sécularisation de l'abbaye de Figeac donnée, en 1536, par Paul III, porta que le prieuré de Saint-Pierre de Planioles, dépendant alors du prieuré figeacais de Cardaillac, en serait distrait pour être uni à la mense abbatiale [2].

448. Sainte-Colombe. Si l'on s'en rapportait au prétendu diplôme de Pépin le Bref pour l'abbaye de Figeac, il faudrait admettre que l'existence d'une église en ce lieu remonte au moins au VIII[e] siècle, puisqu'on y voit mentionnée la *villa que dicitur Sancta Columba,* dont le roi aurait fait don au monastère [3].

Sainte-Frie, h. c[ne] de Sainte-Colombe.

449-450. Ces deux églises, Saint-Étienne de Beduer et Saint-Pierre de Beduer, sont marquées toutes deux sur la carte de Cassini. Aujourd'hui, d'après la carte de l'État-major, il ne subsiste plus que la plus méridionale, c'est-à-dire celle qui s'élève au milieu du village de Beduer. — En 1146, Eugène III compte l'église de Saint-Étienne *de Bodorio* et celle de Saint-Pierre *de Altaripa* au nombre des églises appartenant à l'abbaye de Figeac [4].

Nous trouvons, en 1299, mention de la chapellenie de Beduer, que Sicard, évêque de Cahors, céda avec l'hôpital de Sainte-Louboule à l'hôpital de Beaulieu en échange de l'église de Saint-Médard, près Saint-Céré; mais nous ignorons à quel établissement religieux se rapporte cette citation.

451. Cambes. Nous voyons cette église entre les mains des religieux de Figeac en 1146 [5]. Il y avait autrefois en ce lieu un prieuré dépendant de celui de Fons, car il existe un accord conclu en 1493 par Jeanne Barras, prieure de Lissac, avec frère Jean Bertrand, religieux du monastère de Fons, prieur de Cambes, et Jean *Pinquerius*, prêtre recteur de Cambes [6]. Nous

[1] Doat, t. 126, f° 54 v°.
[2] *Id. ibid.* f° 238-240.
[3] *Id. ibid.* f° 2 v°.
[4] Doat, t. 126, f° 54 v°.
[5] *Id. ibid.*
[6] *Id.* t. 124, f° 264 r°.

n'avons rencontré aucun document qui nous permette du décider si le Compte de 1526 a raison contre le Pouillé en attribuant à l'église de Cambes le vocable de Saint-Maurice.

452. BLARS.

453. SAINT-FÉLIX. En 1146, l'église de Saint-Félix appartenait déjà à l'abbaye de Figeac[1].

454. GRÉALOU. En 1360, Bertrand Gasc., chanoine du Vigan, était recteur de l'église de Gréalou[2].

455. ** GINOUILLAC, h. c^ne d'Espédaillac. Les officiers de l'État-major qualifient l'église de Ginouillac « ancienne chapelle. »

456. SAINT-MÉDARD-NICOURBY.

457. SÉNAILLAC-PRÈS-LA-TRONQUIÈRE. Le faussaire qui fabriqua, au XIIIe siècle, le diplôme relatant la fondation de l'abbaye de Figeac par le roi Pépin, attribue à ce prince le don de l'église de Senaillac (*de Senaliaco*) audit monastère[3]; mais il est certain toutefois que l'église de Senaillac appartenait, en 1146, à cette abbaye[4].

458. SABADEL-PRÈS-LA-TRONQUIÈRE. En 1146, l'abbaye de Figeac était déjà en possession de l'église de Sabadel[5].

459. CARDAILLAC. (Voir la note 42.)

460*. LA MADELAINE-DE-RIVIÈRE, h. c^ne de Faycelles.

460². FIGEAC.

460³. FOURMANHAC.

460⁴. LEYME. Il y avait sans doute dans le texte latin *de abbatissa Heremi.*

461. VIAZAC. L'église de Viazac figure parmi les dépendances de l'abbaye de Figeac dès 1146[6], mais, détenue à tort pendant quelque temps par les évêques de Cahors, elle fut rendue à l'abbaye par l'évêque Barthélemy en 1257. L'acte relatant ce fait attribue à l'église de Viazac le vocable de Sainte-Marie[7], contrairement à notre Pouillé, qui la dit dédiée à Saint-Christophe.

462. SAULIAC.

Nous ne retrouvons pas sur les grandes cartes modernes le nom de SAINTE-CROIX.

[1] Doat, t. 126, f° 54 r°.
[2] La Croix, p. 260.
[3] Doat, t. 126, f° 3 r°.
[4] *Id. ibid.* f° 54 r°.
[5] Doat, t. 126, f° 54 r°.
[6] *Id. ibid.* f° 55 r°.
[7] *Id. ibid.* f° 95 r°.

462[2]. ESPAGNAC, h. c[ne] de Sainte-Eulalie. (Voir la note 123.)

462[3]. LISSAC. (Voir la note 121.)

462[4]. MEYRINHAC-LE-FRANCAL. (Voir la note 29.)

463. SAINT-PIERRE-TOIRAC. L'église de Toirac dépendait déjà, en 1146, de l'abbaye de Figeac[1]. On voit que le Compte des décimes de 1526 mentionne un prieuré de Toirac inconnu au rédacteur du Pouillé : un des titulaires du prieuré de Toirac est nommé en 1244 dans la charte d'élection d'Aimar, abbé de Figeac[2].

Nous ne savons ce que peut être l'annexe de Toirac, située au diocèse de Rodez. Toirac n'était, à la vérité, séparé de ce diocèse que par la paroisse de Frontenac, mais nous ne trouvons dans les environs aucune localité du nom de SAINT-JACQUES.

464. TERROU.

X. ARCHIPRÊTRÉ DE CAJARC.

465. CAJARC (Lot). La *parrochia de Cajarco* est nommée dans une charte de 1295[3].

SALVAGNAC (Aveyron).

466. SAINT-MARTIN-LABOUVAL.

467. LA CAPELLE-LIVRON (Tarn-et-Garonne). Avant d'appartenir aux Hospitaliers, cette église dépendait sans doute de l'abbaye de Moissac. On a, en effet, sous la date du 8 août 1226, les lettres de provision accordées par Raymond, abbé de Moissac, au moine Robert, son chapelain, pour «l'église de Livron,» située dans la châtellenie de Caylux[4].

467[2]. VARAIRE.

468. LARAMIÈRE. (Voir la note 75.)

469. SAINT-PROJET (Tarn-et-Garonne). L'église de Saint-Projet fut une des trois églises comprises dans l'archiprêtré de Cajarc, que Guillaume, abbé de Marcillac, céda en 1280 à Raymond, évêque de Cahors, en échange du doyenné et du village des Arques[5]. Elle fut unie au chapitre de Cahors par Guillaume d'Arpajon, qui occupa le siége épiscopal de Cahors de 1404 à 1429[6].

470. MARTIEL (Aveyron). En 1072, l'église de Martiel (*Marcels*) fut donnée

[1] Doat, t. 126, f° 54 v°.
[2] *Gall. christ. nova, Instr.* t. I, p. 45.
[3] Doat, t. 137, f° 250 r°.
[4] Doat, t. 129, f° 180 r°.
[5] *Id.* t. 123, f° 62.
[6] *Id.* t. 120, f° 189 v°.

à l'abbaye de Moissac par Seguin *Aymerici* et par son cousin Guillaume *Bosco;* la charte de donation nous apprend que cette église était consacrée non-seulement à Saint-Pierre, mais aussi à Saint-Caprais[1]. Nous ne savons à quelle époque elle passa aux mains de l'évêque.

471. **Puy-la-Garde** (Tarn-et-Garonne). En 1280, les églises de Puy-la-Garde et *de Luganto,* alors unies l'une à l'autre (*quarum una dependet ex altera*), et l'église de Saint-Projet, appartenant à l'abbé de Marcillac, furent échangées contre le doyenné de l'église des Arques, dépendant alors de l'évêché de Cahors[2]. *Lugantum,* aujourd'hui Lugan, annexe de Puy-la-Garde, n'est mentionné ni dans le Compte de 1526, ni dans le Pouillé; cependant, au temps de Cassini, cette localité, l'un des nombreux écarts de la commune de Puy-la-Garde, possédait encore une chapelle.

472. **Montsalès** (Aveyron). Sous Christophe Ébrard, abbé de Marcillac et grand archidiacre de Cahors, c'est-à-dire dans le dernier tiers du XVIe siècle, Montsalès est désigné comme un prieuré dépendant de l'abbaye de Marcillac[3].

473. ****Le Rey**, h. avec église, c^ne^ de Villeneuve-d'Aveyron (Aveyron). Cette église (*ecclesia de Retis*) figure dans la bulle d'Eugène III, datée de 1146, parmi les possessions de l'abbaye de Figeac[4]. Dans une pièce de 1282, il est question de la paroisse du Rey sous le nom de Garric (*parrochia ecclesie de Garric sita in diocesi Caturcensi*)[5].

474. **Limogne.**

475. **Calvignac.**

***Saint-Clair**, h. c^ne^ de Cénevières. Cassini désigne ce lieu sous le nom de « Saint-Claire de Cavanac. »

476. **Promilhanes.**

477. ****Mairinhagues**, h. c^ne^ de Villeneuve-d'Aveyron (Aveyron). L'église de Mairinhagues figure dès 1146 au nombre des possessions de l'abbaye de Figeac[6].

478. **Caylux** (Tarn-et-Garonne).

479. **Foissac** (Aveyron).

480. ***Marroule**, h. c^ne^ de Martiel (Aveyron).

481. ****Fontaynoux**, h. c^ne^ de Martiel (Aveyron).

[1] Doat, t. 128, f° 100 v°.
[2] *Id.* t. 123, f° 62.
[3] *Id. ibid.* f° 180 r°.
[4] Doat, t. 126, f° 54 r°.
[5] *Id.* t. 130, f° 129 v°.
[6] *Id.* t. 126, f° 54 v°.

482. ** L'*ecclesia Sancti Martini de Ripa Olti* doit être nécessairement cherchée sur les bords du Lot (*Oltus*). Nous ne trouvons cependant sur le parcours de cette rivière, en l'archiprêtré de Cajarc, aucune paroisse qui puisse lui être assimilée. Cette église était peut-être située au hameau de la Reix, sur la rive gauche du Lot, dans la commune de Saujac.

483. ** Saint-Laurent, h. c^ne^ de Beauregard. Suivant une déclaration de 1640, le «membre de Saint-Laurens» dépendant de la commanderie de La Capelle-Livron consiste «en une esglize parrochialle champestre, sans aucun «village, de laquelle ledit Ordre [de Malte] est prieur primitif;» cette propriété était antérieure à 1520 [1]. Nous n'avons vu aucun autre document donnant à cette église la qualification de prieuré.

483[2]. * Rinhodes, h. c^ne^ d'Ols (Aveyron). L'église de Rinhodes (*de Rinioda* et non *de Ermioda*) appartenait, en 1146, à l'abbaye de Figeac [2].

484. Ols (Aveyron). L'église d'Ols appartenait, en 1146, à l'abbaye de Figeac [3]. Vers la fin du xvie siècle, nous trouvons Ols désigné comme un prieuré de l'abbaye de Marcillac [4]. Nous ignorons comment cette église passa à l'évêché.

485. Vidaillac.

486. Saillac.

487. Montbrun.

Saujac (Aveyron).

488. * Saint-Affre, h. c^ne^ de Laroque-Toirac. (Voyez la note 49.)

489. Saint-Jean-de-Laur.

490. * Cornus, h. c^ne^ de Cénevières.

491. Larnagol. Neules (*Neula*) est le nom d'un écart de la commune de Larnagol : Cassini y figure une église ruinée. — La déclaration de la commanderie de La Capelle-Livron, faite en 1640, attribue à cet établissement de l'Ordre de Malte la présentation à l'église de Larnagol et constate que ce droit est antérieur à l'année 1520 [5].

492. Sainte-Croix (Aveyron), appelé jadis Sainte-Croix-de-Rouergue. L'abbaye de Figeac possédait cette église dès 1146, car c'est d'elle qu'il est question sous le nom d'*ecclesia Sancte Crucis de Macanas* dans la bulle d'Eugène III [6].

[1] Arch. nation. S. 5546, f° 220 v°.
[2] Doat, t. 126, f° 54 r°.
[3] *Id. ibid.* f° 54 v°.
[4] Doat, t. 123, f° 180 r°.
[5] Arch. nation. S. 5546, f° 220 v°.
[6] Doat, t. 126, f° 54 v°.

493. ** VIALARS, h. c^ne de Laramière.

494. BEAUREGARD.

495. LOZE (Tarn-et-Garonne). Le droit de présentation du commandeur de la Capelle-Livron à l'église paroissiale de ce lieu est antérieur à 1520 [1].

** SAILLAGOL, h. c^ne de Saint-Projet (Tarn-et-Garonne).

496. MOUILLAC (Tarn-et-Garonne). Le commandeur de la Capelle-Livron possédait déjà le droit de présentation à cette paroisse avant l'an 1520 [2].

497. LUGAGNAC. Le Truffe est encore aujourd'hui le nom d'un château de cette commune. A un peu plus d'un kilomètre de ce château, vers l'ouest, les cartes de Cassini et de l'État-major marquent une église ruinée : dans la première de ces cartes elle est appelée « Le Truffe. »

498. * SAINT-PIERRE-LIVRON, h. c^ne de Caylux (Tarn-et-Garonne).

XI. ARCHIPRÊTRÉ DE SAINT-CIRQ-LA-POPIE.

499. SAINT-CIRQ-LA-POPIE (Lot). Le château de Saint-Cirq [-la-Popie] est nommé dans un document de 1259. Le vocable de cette localité implique l'existence de son église dès cette époque.

BERGANTY.

ESCLAUZELS. La paroisse d'Esclauzels est mentionnée en 1258 [3].

500. CRÉGOLS.

501. BOUZIÈS. Les mots *citra* et *ultra Oltum* du Compte de 1526 s'expliquent, si l'on remarque que Cassini mentionne deux paroisses de Bouziès situées, l'une Bouziès-Haut, sur la rive gauche du Lot, l'autre Bouziès-Bas, sur la rive droite de la même rivière. La première de ces églises subsiste seule aujourd'hui et Bouziès-Bas n'est plus qu'un hameau de la commune de Saint-Géry.

502. AUJOLS. La paroisse d'Aujols est nommée dès 1258 [4]. En 1337, Bertrand, évêque de Cahors, unit pour toujours l'église d'Aujols à la dignité d'archidiacre de Montpezat [5]. Suivant notre Pouillé, la collation n'en appartenait pas moins, au XVIIe siècle, à l'évêque : il se pourrait que ce retour ait eu lieu lors de la suppression de l'archidiaconé de Montpezat, c'est-à-dire en 1418.

[1] Déclaration de 1630 : Arch. nation. S. 5546, f° 220 r°.

[2] Déclaration de 1640 : Arch. nation. S. 5546, f° 219 r°.

[3] Doat, t. 120, f° 23 v°.

[4] *Ibid.*

[5] La Croix, p. 238.

Flaujac-près-Lalbenque.

503. Concots. Nous trouvons la paroisse de Concots (*de Conquots*) mentionnée en 1520[1].

Coinac, château, c^ne de Bach. Sur la carte de Cassini, le château de Coinac est accompagné d'une chapelle.

504. **Trespoux, h. c^ne de Rassiels.

505. *Saint-Remy, h. c^ne de la Bastide-Marnhac.

506. Le Montat. Géraud II, évêque de Cahors, donna l'église de Saint-Pierre du Montat aux chanoines de son église; cette donation fut confirmée, en 1096, par le pape Urbain II[2]. Depuis cette époque, l'église du Montat est toujours comptée parmi les possessions du chapitre.

507. *Trégoux, h. c^ne de Crégols.

508. *Begoux, h. de la commune de Cahors, au nord-est de cette ville.

509. Cieurac. L'église de Saint-Pierre de Cieurac est comptée au nombre des possessions de l'abbaye de la Garde-Dieu dans la bulle d'Innocent IV, en date de 1250[3].

510. Bach.

Vaylats.

510². **La Capelle, h. c^ne de Cahors. (Voyez la note 142 du Pouillé.)

511. **Jamblusse, h. c^ne de Saillac. Il résulte d'une déclaration de la commanderie de la Capelle-Livron, faite en 1640, que l'église paroissiale de Jamblusse appartenait à cette maison antérieurement à 1520[4].

XII. Archiprêtré de Montpezat.

512. Flaugnac (Lot).

Montpezat (Tarn-et-Garonne). Dès 1106, l'église de Montpezat appartenait au chapitre de Cahors[5], qui l'échangea, en 1255, contre les églises de Mazérac, de Vazérac et de leurs annexes, appartenant à l'évêché[6].

Saint-Paul-la-Bouffie (Lot), désigné par Cassini sous le nom de «Saint-Paul-de-Loubressac.»

*Caniez, h. c^ne de Flaugnac (Lot).

513. **La Salvetat, h. c^ne de Montpezat.

[1] Doat, t. 120, f° 23 v°.

[2] La Croix, p. 65.

[3] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 47.

[4] Arch. nat. S. 5546, f° 220 r°.

[5] Lacroix, p. 66.

[6] Doat, t. 120, f°s 19, 20.

514. BIOULE. Sous Robert d'Alberoque, abbé de Moissac, c'est-à-dire vers 1160, la vicomtesse Pétronille donna « à l'église de Bioule et à la maison de « Moissac tout ce qu'elle avait *en la parrochia de la gleisa de Biule*[1]; » cette donation prouve que l'église de Bioule dépendait alors du monastère de Moissac. Une autre charte de la même époque relatant une donation faite à cette même église nous apprend qu'elle était placée dès lors sous l'invocation du Sauveur « à Deu, e à San Salvador e als abitadors de la gleisa de Biule[2]. » Nous ignorons à quelle époque la collation de cette église fut attribuée à l'évêque, mais on sait qu'en 1370 Bégon de Castelnau, évêque de Cahors, eut un différend avec le chapitre de l'église cathédrale, au sujet de la collation du « prieuré de Bioule, » qui, depuis quelque temps déjà (*dudum*), était uni au prieuré chartreux de Vauxclaire, du diocèse de Périgueux; cette affaire dut être réglée par Arnaud, patriarche d'Alexandrie et administrateur de l'église de Montauban, qui en fut chargé par une bulle d'Urbain IV[3]. — Les titres de l'époque franque mentionnent une église de Saint-Pierre de Bioule, mais il faut se garder de la confondre avec celle-ci : elle n'est pas différente de l'église de Saint-Pierre de l'Herm et devait cette désignation au voisinage de la paroisse de Bioule, dont elle était sans doute démembrée.

515. MONTDOUMERC (Lot). La bulle accordée en 1106, par le pape Pascal II, compte l'église de Montdoumerc parmi les possessions du chapitre de Cahors[4]; mais elle lui attribue le vocable de Saint-Pierre (*ecclesia sancti Petri de Monte Dominico*), tandis que, suivant notre Pouillé, cette paroisse aurait été dédiée à saint Laurent.

516. **LA LANDE, h. c^ne de Septfonds. L'église de *Lalanda* dépendait du doyenné de Carennac dès l'année 1175[5].

517. **COURONDES, église isolée, c^ne de Génebrières.

518. MONCLAR-DE-QUERCY.

**SAINT-LAURENT, église isolée, c^ne de Monclar.

519. **CHOUASTRAC, église, c^ne de Monclar.

*MARNIAC, h. même commune.

520. **SAINT-BLAISE, église isolée, c^ne de Monclar.

[1] Doat, t. 129, f° 89; *Gall. christ. nova*, t. I, p. 165.

[2] Doat, t. 129, f° 88 r°; voyez aussi d'autres chartes, f°s 90 à 95.

[3] Doat, t. 120, f°s 152-154; *Gall. christ. nova*, t. I, p. 142.

[4] La Croix, p. 66.

[5] Doat, t. 123, f° 2 r°.

** L'église de « Saint-Michel del Roc de Lials, » c'est ainsi qu'écrit Cassini. est figurée sur la carte de l'État-major près du hameau de Lials, commune de Monclar, mais sans désignation particulière.

521. La Bouffie, h. c^ne^ de Saint-Paul-la-Bouffie.

522. Cayrac.

Albias.

523. * Saint-Victor. h. c^ne^ de Molières. La *parrochia Sancti Victoris,* sise *in pago Caturcino,* est mentionnée dans une pièce du XIIe siècle provenant du chartrier de l'abbaye de Moissac[1].

524. ** Espanel, h. c^ne^ de Molières.

** Saint-Nazaire, h. même commune.

** Saint-Paul-de-Fustin, église isolée, même commune.

525. Fontneuve, h. c^ne^ de Montauban. Les officiers de l'État-major ont désigné l'édifice religieux de cette localité, un peu éloigné du groupe principal d'habitation, par ces mots *l'Église.* — Avant 1270, l'église de Fontneuve appartenait à l'abbaye de Moissac qui la céda alors à l'évêque par voie d'échange[2].

526. * Cos, h. c^ne^ de la Mothe-Capdeville. (Voir la note 52.)

Saint-Rufine, h. c^ne^ d'Albias. (Voir également la note 52.)

527. ** Saint-Julien, h. c^ne^ de Montalzat[3]. Cette paroisse, que Cassini désigne sous le nom de Saint-Julien-de-Lasdoux, est appelée *parrochia Sancti Juliani de Ladotz* dans un titre de 1482.

528. Molières.

529. ** Saint-Jean-de-Mazérac, h. c^ne^ de Puy-la-Roque. En 1255, l'église de Mazérac et la chapelle de Puy-la-Roque qui en dépendait furent cédées par le chapitre de l'église cathédrale à l'évêque Barthélemy par voie d'échange[4].

Puy-la-Roque. Cette annexe de Saint-Jean-de-Mazérac est appelée *capella de Podio de Rupe* dans l'acte d'échange de 1255 que nous venons de citer, mais

[1] Doat, t. 131, f° 282.

[2] La Croix, p. 126 et 128; dans l'acte d'échange, La Croix a imprimé à tort, à la première citation, *in ecclesia Sancti Novi* au lieu de *Fontis Novi.*

[3] Cette pièce est citée par M. Devals aîné dans un mémoire sur *Les voies antiques du département de Tarn-et-Garonne.* (*Recueil de la Société des sciences, etc. de Tarn-et-Garonne,* 1868-1869, p. 60.)

[4] Doat, 120, f°s 19, 20.

dans les statuts du chapitre de Cahors, de 1263, nous la trouvons qualifiée *ecclesia* bien qu'elle fût toujours unie à Mazérac[1].

530. **Saint-Laurent, h. c^ne de Montpezat. Cassini désigne l'église sous le nom de « Saint-Laurent-de-Nezelles. »

531. Nègrepelisse. L'église de Nègrepelisse fut une des églises que l'abbaye de Moissac céda à l'évêque de Cahors par le traité d'échange de 1270[2].

532. Montfermier.

533. Cayriech.

534. **Ardus, h. c^ne de la Mothe-Capdeville. L'église d'Ardus est devenue l'église paroissiale de la Mothe. Nous trouvons l'église *de Arduno* nommée en 1097, mais elle appartenait alors à l'abbaye de Moissac[3].

535. Lavaurette. (Voir la note 53.)

536. Belfort (Lot). Cette localité est aujourd'hui le chef-lieu d'une commune; mais, au siècle dernier, Cassini l'indique comme un hameau pourvu d'une chapelle, et place l'église paroissiale à la Figouse, qui n'est plus actuellement qu'un écart de la commune de Belfort.

537. *Gandoulès, h. c^ne de Montpezat. Antoine Alaman, évêque de Cahors, érigea, en 1491, la chapelle de Notre-Dame dans l'église cathédrale, et il unit à cet établissement les deux cures de Saint-Clair de Fontanès et de Saint-Pierre de Gandoulès[4]. Cet acte fut souvent attaqué dans les siècles suivants, mais inutilement[5].

538. Septfonds. La bulle d'Eugène III, en date de 1146, nomme une *ecclesia de Septem Fontibus* parmi les possessions de l'abbaye de Figeac[6], et, bien que l'église de Septfonds, en l'archidiaconé de Montpezat, ait été, au XVIIe siècle, à la collation de l'évêque, nous ne croyons pas que cette mention se rapporte à une autre église. — C'est à Septfonds que fut d'abord établie l'abbaye qui porta le nom de Saint-Marcel après sa translation à cette localité. (Voyez la note 8 de ce Pouillé.)

Saint-Cirq. Le nom de Saint-Cirq (*Sanctus Ciricus*) apparaît en 1259[7]. L'existence de ce nom prouve celle de l'église.

[1] Doat, t. 120, f° 55 r°.

[2] La Croix, p. 128.

[3] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 40.

[4] La Croix, p. 329-331, 355 et 362.

[5] Voir, à ce sujet, deux mémoires imprimés du siècle dernier, aux Archives nationales, L. 729.

[6] Doat, t. 126, f° 54 r°.

[7] Livre des fiefs d'Alphonse, comte de Poitiers, aux Arch. nat. JJ. 11, f° 89 v°.

539. ** LA MADELAINE-D'AUSSAC, h. c^ne de Montpezat.

540. ** CASTANÈDE, h. c^ne de Montalzat.

541. CAUSSADE. En 1101, Caussade avait deux églises, la plus importante était consacrée à la Vierge, tandis que saint Ouen était patron de la seconde; à cette date, elles furent données par le vicomte Raymond à l'abbaye de Moissac[1]. En vertu du traité d'échange conclu, en 1270, entre l'évêque de Cahors et l'abbé de Moissac, «l'église et le prieuré de Caussade» furent cédés au premier[2]. Le procès-verbal de la visite de Simon, archevêque de Bourges, nous apprend qu'en 1285 il y avait à Caussade un prieuré dépendant de Figeac, lequel fut visité par le prélat le 25 avril[3]. C'était sans doute l'ancien prieuré de l'abbaye de Moissac, mais nous ne le trouvons mentionné ni dans le compte de 1526 ni dans le Pouillé, et il est probable que la disparition de l'église de Saint-Ouen de Caussade résulte de la suppression de ce prieuré.

542. MONTEILS.

* ALIGUIÈRES, h. c^ne de Saint-Antonin.

543. ** GIBIMARGUES, h. c^ne de Puycornet.

544. PIQUECOS. (Voir l'art. 54.)

545. ** SAINT-VINCENT-D'ANTÉJAC, h. c^ne de Réalville. La bulle d'Urbain II, de 1097, compte l'église de Saint-Vincent-d'Antéjac au nombre des possessions de l'abbaye de Moissac[4]. Nous la retrouvons au même titre dans la bulle de Grégoire IX, en 1240[5], mais nous ignorons à quelle époque elle passa aux mains de l'évêque.

546. ** SAINT-MARTIN-D'ANTÉJAC, h. c^ne de Réalville. Cette église est nommée avec la précédente, comme appartenant à l'abbaye de Moissac, dans les bulles de 1097 et de 1240.

RÉALVILLE.

547. ** REVEL, h. c^ne de Vaissac.

548. ** LÉRIBOSC, h. c^ne de l'Honor-de-Cos.

549. ** SAINT-CHRISTOPHE, h. c^ne de Molières. L'église à laquelle cette localité doit son nom était certainement établie dès le xe siècle, puisque, dans une charte de 965, citée par M. Devals aîné[6], une viguerie du Quercy est désignée

[1] Doat, t. 128, f° 280 r°.
[2] La Croix, p. 126 et 128.
[3] Baluze, *Miscellanea*, édit. Mansi de Lucques, t. I, p. 292.
[4] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 40.
[5] Doat, t. 129, f° 252 r°.
[6] Voyez, plus loin, p. 173, au nom SAINT-ROMAIN.

sous le nom de viguerie de Saint-Christophe. Suivant une bulle d'Honorius IV, l'église de Saint-Christophe appartenait déjà, en 1250, à l'abbaye de la Garde-Dieu, laquelle avait alors un siècle d'existence [1].

550. VAISSAC.

550[2]. (Conférez l'article 559 du Pouillé.)

**LA SALVETAT, h. c^ne de Belmontet.

BELMONTET.

550[3]. PIQUECOS. (Voir, sur cette église, la note 544.)

551. **SERVANAC, h. c^ne de Saint-Antonin.

CAZALS.

**SAINTE-EULALIE, h. c^ne de Lapenche. Cette localité, bien que située à 11 kilomètres au nord-ouest de Servanac, est bien certainement l'annexe de ce prieuré, car Cassini la désigne sous le nom de Sainte-Eulalie de Cande, que lui attribue aussi le Compte de 1526. L'église *Sancte Eulalie de Cande* figure parmi les possessions du chapitre de Saint-Antonin dans la bulle confirmative d'Alexandre III, donnée en 1175 [2].

552. AUTY.

SAINT-PIERRE-D'ENDRAIGAT, h. c^ne d'Auty.

553. VILLEMADE.

SAINT-HIPPOLYTE, h. c^ne de Villemade. Cette localité a été omise par Cassini, mais son église est figurée sur la carte de l'État-major. « L'église de Saint-« Hippolyte, située près du Tarn, » est nommée dans une charte de 1215, par laquelle Guillaume, évêque de Cahors, confirme à l'abbaye de Saint-Théodard de Montauban les dons de ses prédécesseurs [3]. Dans une charte de l'évêque Raymond (1281) elle est ainsi désignée : *ecclesiam santi Ypoliti prope Insulam Madidam et flumen Tarni sitam* [4].

553[2]. **LA SALVETAT, h. c^ne de Belmontet. On peut voir, sur ce prieuré autrefois nommé *la Salvetat-Majeuze*, d'où la double dénomination qu'on trouve dans le Compte de 1526, la note 101 de ce Pouillé.

553[3]. SAINT-MAFRE, h. c^ne de Bruniquel. (Voir la note 560.)

553[4]. CAYRAC. (Voir, sur ce doyenné, la note 11.)

553[5]. FRANCOUR, h. c^ne de la Française. Cet article correspond au n° 108 du Pouillé.

[1] *Gall. christ.* t. I, *Instr.* p. 47.

[2] Doat, t. 124, f° 350 v°.

[3] *Gall. christ.* t. XIII, *Instr.* col. 188.

[4] Doat, t. 89, f° 114 v°.

554. On ne trouve actuellement aux environs de Francour aucune localité du nom de Saint-Cernin, et ce prieuré était déjà inconnu à Cassini.

555. ** SAINT-MARTIAL, h. c^ne^ de Montauban. L'église de Saint-Martial est appelée *ecclesia Sancti Martialis de Fredalvilar* dans une charte du commencement du XIIe siècle[1]. En 1246, l'évêque de Cahors, Géraud, confia à Pierre d'Ambrogat, prêtre, la cure des églises de *Frezautviler,* de Léojac, d'*Ordalilhas,* de Canguise et de Saint-Cirq, à la condition de résider à l'église de *Frezautviler;* cette nomination était faite sur la présentation de l'abbé de Montauban, Alphonse[2]. L'évêque Raymond, confirmant en 1281 les possessions de l'abbaye de Montauban dans le diocèse de Cahors, désigne l'église de *Frezautviler* sous le nom de *Sancti Martialis de Fresavilla*[3]; cette forme du surnom de Saint-Martial reparaît avec une altération sensible dans le *Frascaville* de notre Pouillé. En 1332, le «prieur de Saint-Martial,» Pierre Guillaume de Penne, figure comme témoin dans une charte de Guillaume, évêque de Montauban[4].

555[2]. LA GARDE-DIEU, h. c^ne^ de Mirabel. (Voyez la note 7.)

555[3]. SAINT-MARCEL, h. c^ne^ de Réalville. (Voyez la note 8.)

556. LÉOJAC. (Voyez la note 63.)

GÉNEBRIÈRES. L'*ecclesia Bastide de Genebrieres* est comptée, en 1381, au nombre des possessions de l'abbaye de Saint-Théodard de Montauban[5].

557. MONTRICOUX. L'église *de Monte Ricozo et de Marcisse* appartenait au chapitre de Saint-Antonin en 1175, suivant la bulle d'Alexandre III[6]. Une bulle de Lucien III, en date de 1184, porte *de Mairell* au lieu de *de Marcisse.* Cette annexe de Montricoux n'est peut-être pas différente de Saint-Laurent-de-Maynet, hameau avec chapelle compris dans le finage de Montricoux, et dont Cassini fait une église succursale; cette succursale n'est mentionnée ni dans le Compte de 1526, ni dans le Pouillé. — La déclaration des biens de la commanderie de Vaour, de 1640, nous apprend que cette maison de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem possédait déjà l'église de Saint-Pierre de Montricoux en 1520[7].

[1] Devals aîné, *Études sur la topographie d'une partie de l'arrond. de Castel-Sarrasin pendant la période mérovingienne,* p. 13, n. 1.

[2] Doat, t. 89, f° 20 v°; *Gall. christ. nova,* t. I, *Instr.* p. 188.

[3] Doat, t. 89, f° 115 r°.

[4] *Id. ibid.* f° 258 r°.

[5] *Id. ibid.* f° 115 r°.

[6] *Id.* t. 124, f° 345 v°.

[7] Arch. nation. S. 5546, f° 211.

558. ** SAINT-PIERRE-DE-CAMPREDON, h. c^ne de Montastruc.

* SAINT-MAURICE, h. c^ne de la Française. Il existe une sentence arbitrale rendue, en 1247, sur un différend soulevé entre Bertrand de Montagut, chambrier de l'église de Montauban et prieur de Castel-Sarrazin d'une part, et frère Raymond de la Bruguière, maître de la Villedieu, d'autre part, au sujet des dîmes de l'église de Saint-Maurice[1]. En 1346, le « prieuré de Saint-Maurice » fut uni à la mense capitulaire de l'église cathédrale de Montauban[2]. Une déclaration de 1640 nous apprend qu'à cette époque, et même déjà en 1520, c'était la commanderie de Vaour, et non plus celle de Villedieu, qui partageait les dîmes de cette paroisse avec l'église de Montauban[3].

559. ** LA SALVETAT, h. c^ne de Belmontet. (Voyez la note 101.)

BELMONTET.

560. SAINT-MAFRE, h. c^ne de Bruniquel. (Voyez la note 102.)

PUYGAILLARD-MONCLAR.

561. Le nom de SAINT-JULIEN-DE-VALGINESTE avait déjà disparu au temps de Cassini.

561². SAINT-HUGUES, h. c^ne de Puy-la-Roque.

562. ** FALGUIÈRES, h. c^ne de Montauban.

563. ** SAINT-PIERRE-DE-MILHAC, h. c^ne de Caussade.

** LE COLOMBIER, h. même commune.

564. FONTANÈS (Lot). L'église Saint-Clair de Fontanès fut unie, en 1491, à la chapelle de Notre-Dame que l'évêque Antoine Alaman venait de fonder dans l'église cathédrale de Cahors. (Voir la note 537.)

565. MIRABEL.

566. * SAINT-GENIÈS-DE-LA-MILLAU, h. c^ne de Montdoumerc (Lot).

567. SAINT-ÉTIENNE-DE-TULMONT (et non *de Talmont,* comme l'écrivent à tort les officiers de l'État-major). Cassini indique l'église de ce lieu comme ruinée.

568. MONTALZAT. (Voir la note 60.)

569. LAPENCHE.

570. * MONPALACH, h. c^ne de Saint-Antonin.

571. * SAINT-VERGONDIN était, suivant Cassini, le nom d'une paroisse située sur la rive droite de l'Aveyron, en face de Penne (Tarn). La carte de l'État-

[1] Doat, t. 79, f° 22 r°.

[2] *Id.* t. 89, f° 262-264.

[3] Archives nationales, S. 5546, f° 211 v°.

major n'indique qu'une chapelle comprise dans le finage de Penne. — L'église *Sancti Burgundi de Sales* fut abandonnée par l'abbaye de Moissac à l'évêque, lors du traité d'échange de 1270 [1].

572. *Castanède, h. c^ne de Négrepelisse. Cassini indique cette église comme ruinée, et son cimetière seul est figuré sur la carte de l'État-Major. D'après les chartes épiscopales de 1215 et de 1281, l'«église de Saint-Sulpice de «Castanède» appartenait, au XIIIe siècle, à l'abbaye de Saint-Théodard de Montauban [2].

**Courondes, église isolée, c^ne de Génebrières. A l'article 517 du Pouillé, ainsi que dans le Compte des décimes, cette église est notée comme indépendante de celle de Castanède.

573. Lalbenque (Lot).

574. **La Benèche ou Saint-Pierre-de-l'Herm, h. c^ne de Caussade. Cette église est très-ancienne : l'évêque Auvarnus, qui occupait le siége de Cahors en 783, la donna à l'abbaye de Moissac, ainsi que le village voisin, situé près de l'Aveyron au lieu appelé *Bioule* (*ecclesiam scilicet in honore sancti Petri fundatam cum adjacenti villa juxta alveum Avarionis, loco cui vocabulum est Biolis*) [3]. Elle devint, par suite, la proie des laïques, mais, au temps de Pons, comte de Toulouse, et de Durand, abbé de Moissac (de 1050 à 1060 environ), un certain Bernard restitua au couvent de Moissac la moitié de l'église dite *de Heremo,* comprise dans le Quercy *in confinio parrochiæ de Biolo,* c'est-à-dire dans le territoire paroissial de Bioule et consacrée au prince des apôtres [4]; l'autre moitié de l'église de l'Herm fut rendue à l'abbaye, vers l'an 1100, sous l'administration de l'abbé Anquetil [5]. Saint-Pierre-de-l'Herm est compté, en 1270, au nombre des églises qui passèrent à l'évêque de Cahors par suite d'un échange conclu avec l'abbaye de Moissac [6].

575. **Saint-Sernin-de-Montebouls, h. c^ne de Caussade.

576. *Saint-Marcel, h. c^ne de Réalville. Sainte-Catherine était le vocable de la paroisse dans laquelle l'abbaye de Saint-Marcel était comprise; mais, antérieurement à la publication du premier volume du nouveau *Gallia christ-*

[1] La Croix, p. 126 et 128.
[2] *Gall. christ.* t. XIII, *Instr.* col. 188; Doat, t. 89, f° 115 r°.
[3] Doat, t. 128, f°s 1-2; *Gall. christ. nova,* t. I, *Instr.* p. 36.
[4] Doat, t. 128, f°s 87-88.
[5] *Id.* t. 129, f° 74.
[6] La Croix, p. 126 et 128.

tiana (1715), cette église avait été démolie par les religieux, et l'église abbatiale avait remplacé cette paroisse[1]. C'est évidemment en raison de ce fait que Cassini attribue à l'église de Saint-Marcel le signe distinctif de la paroisse en même temps que le signe de l'abbaye, et qu'il donne au village le nom de « Sainte-Catherine de Saint-Marcel. »

577. **Charros, h. c^ne^ de Saint-Nauphary. (Voir la note 62.)

578. *Paillas, h. c^ne^ de Lalbenque (Lot).

* Saint-Hilaire, h. de la même commune (Lot).

579. **Notre-Dame-des-Misères, h. c^ne^ de Mirabel.

580. **Saint-Martin-de-Cesquières, h. c^ne^ de Caussade.

580[2]. Montpezat.

580[3]. Léojac. (Voir, sur ce prieuré, la note 63.)

XIII. Archiprêtré de Moissac.

581. Moissac (Tarn-et-Garonne).

Lauzerte. Guillaume d'Arpajon, évêque de Cahors, unit l'église de Lauzerte ainsi que deux autres églises à la mense capitulaire; ce fait est constaté dans une bulle du pape Martin V, en date de décembre 1419[2]. L'union de l'église de Lauzerte à l'archiprêtré de Moissac est antérieure à l'an 1482 : en effet le chapitre métropolitain de Bourges délivra, le 2 août de cette année, des lettres de provision pour « l'archiprêtré de Moissac et la vicairie perpétuelle de Sainte-« Marie-de-Lauzerte. » Le chapitre de Bourges rappela, en cette circonstance, que le chapitre de Cahors jouissait du droit de présentation à ce bénéfice, mais que la collation appartenait à l'évêque de Cahors, dont le nouveau bénéficiaire n'avait pu obtenir de lettres[3].

582. L'église *Sancti Jacobi* [de Moissac] figure parmi les dépendances de l'abbaye de Moissac dans la bulle du pape Grégoire IX, du 28 juillet 1240[4].

583. Saint-Martin est aujourd'hui le nom du faubourg occidental de la ville de Moissac. Cassini n'en figure pas l'église.

584. Saint-Michel, faubourg septentrional de Moissac; quelques maisons situées à un peu plus d'un kilomètre nord-est de cette ville portent ce même nom. La paroisse de Saint-Michel est nommée dès 1073 (*sicut flumen Tarni discurrit et sicut parrochia Sancti Michælis determinatur et, ab alia parte, subtus stratam*

[1] *Gall. christ. nova*, t. I, col. 181.

[2] La Croix, p. 302.

[3] Doat, t. 120, f°s 213-215.

[4] *Id.* t. 129, f° 252 r°.

que ducit ad sanctum Laurentium determinatur)[1]. Une charte datée du 3 septembre et du règne de Louis (Louis VI, suivant Doat) relate les donations faites par Isarn, sa femme Christine et leur fils Itier, à l'abbaye de Moissac et *ad ecclesiam in honore sanctorum archangelorum, Michælis, Gabrielis, Raphælis, fundatam, que est in cimiterio supradicti monasterii*[2] : Saint-Michel était donc l'église du cimetière de Moissac. La bulle du pape Grégoire IX (1240) la désigne aussi parmi les églises qui appartenaient à l'abbaye de Moissac[3].

*Saint-Germain, h. de la commune de Moissac situé à l'est de Moissac. L'église de Saint-Germain, située « entre Sainte-Livrade et Moissac, » est mentionnée dans un contrat d'échange de 1270[4]. En 1292, Raymond, évêque de Cahors, unit l'église de Saint-Germain *prope Moissac, nostri diocesis*, à l'église de Saint-Michel[5].

*Saint-Laurent, h. c^ne de Moissac, au nord-ouest de cette ville. *Sanctus Laurentius* est nommé en 1073 dans le testament d'Unald, cité quelques lignes plus haut, au sujet de l'église de Saint-Michel; ce vocable indique déjà l'existence d'un lieu consacré. Cependant la plus ancienne mention expresse que nous ayons rencontrée de l'église de Saint-Laurent est de 1240 : elle figure à cette date parmi les possessions de l'abbaye de Moissac[6].

585. **Saint-Julien-de-la-Mothe, église ou chapelle isolée, c^ne de Lacour.

586. **Sainte-Thècle, h. c^ne de Montesquieu. En 1272 (plutôt qu'en 1212) Bertrand de Durfort, seigneur de Montesquieu, fit hommage à Barthélemy, évêque de Cahors, des dîmes qu'il percevait dans les *parrochias et terras de Sancte Tecle et de Sanct-Martin d'Esmas*[7].

Montesquieu.

587. **Piac, h. c^ne de Saint-Paul-d'Espis.

**Saint-Pierre-d'Ax, h. c^ne de Boudou. Le hameau de Saint-Pierre s'étend sur la commune de Saint-Vincent-l'Espinasse.

588. **Montescot, h. c^ne de Moissac, à 6 kilomètres de cette ville.

589. *Moissaguel, h. c^ne de Touffailles.

590. Malause. L'église de Malause passa des mains de l'évêque Barthélemy

[1] Testament d'Unald, abbé de Moissac : Doat, t. 128, f° 109 v°.
[2] Doat, t. 129, f° 12 v°.
[3] *Id. ibid.* f° 252 r°.
[4] La Croix, p. 126 et 127.
[5] Doat, t. 130, f° 211 v°.
[6] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 42.
[7] Doat, t. 120, f° 203 v°.

dans celles des religieux de Moissac, en vertu du traité d'échange de 1270[1]. La connaissance de ce fait nous permet de constater l'existence de deux églises de Malause; l'une, l'église *Sancti Lupi de Malause,* figurant déjà, en 1097 et en 1240, au nombre des possessions de l'abbaye de Moissac[2], l'autre acquise par la même abbaye, en 1270. Cette dernière église, dont le vocable n'est pas indiqué, n'est probablement pas différente de l'église de Saint-Jean de Malause, mentionnée dans le Pouillé du XVIIe siècle.

591. Durfort, désigné par Cassini sous le nom de Saint-Hilaire de Durfort.

** Saint-Paul-de-Brugues, h. c^ne de Durfort.

** Saint-Martin-de-Mentauré, h. même commune.

La plus ancienne mention que nous trouvions de ces trois églises est de 1214 : à cette date, Auger, abbé de Moissac, donna à son vassal Bertrand, seigneur de Durfort, les dîmes de vin *Sancti Ilarii de Durfort et Sancti Martini de Monte Auri et Sancti Pauli de Bugesio*[3]. Ces églises n'appartenaient pas encore à l'abbaye de Moissac : elle les acquit par voie d'échange de Barthélemy, évêque de Cahors, en 1270. Dès cette époque, Saint-Paul et Saint-Martin n'étaient que des annexes de l'église de Durfort, car on lit dans le traité : *Item ecclesiam Sancti Hilarii de Duroforti cum ecclesiis Sancti Pauli et Sancti Martini de Monte Auri eidem ecclesie Sancti Hilarii annexis*[4]. Le 15 février 1458 (1459 nouv. st.), Alain, cardinal d'Avignon et légat du pape, unit l'église de *Saint-Martin de Mentauré* à celles de Saint-Jean de Viarose, de Saint-Christophe et de Saint-Julien de Mentauré[5]; mais cette union ne fut sans doute pas de longue durée, puisque le Compte de 1526 nous présente Saint-Martin de Mentauré comme une des deux annexes de Saint-Hilaire de Durfort.

592. Saint-Nazaire-la-Casse. En 1294, l'évêque Sicard donna l'église de Saint-Nazaire *prope Brassac* au chapitre afin d'augmenter les revenus de l'église cathédrale[6].

593. * Salles, h. c^ne de Gasques.

594. Graissas (Lot-et-Garonne). Le droit de présentation à l'église de Saint-Pierre de Graissas fut donné à Gausbert, abbé de Saint-Maurin, par Raymond, évêque de Cahors, de 1280 à 1293[7]. En 1479, on voit Hermand de

[1] La Croix, p. 125 et 127.
[2] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 40 et 42.
[3] Doat, t. 129, f° 141 v°.
[4] La Croix, p. 127.
[5] Doat, t. 131, f° 181 r°.
[6] La Croix, p. 150.
[7] *Gall. christ.* t. II, p. 947.

Lustrac, abbé de Saint-Maurin, user de ce droit en présentant Guillaume Tuet[1].

595. CASTELSAGRAT. La paroisse de Castelsagrat (*parrochia in qua est dicta villa Castri Sacrati*) est nommée en 1287 dans un traité conclu entre le roi de France et le roi d'Angleterre[2].

596. SAINT-AMANS-DE-PELLAGAL.

597. ** SAINT-PIERRE-DE-NAZAC, h. c^ne de Miramont. Sous le règne de Philippe Ier, c'est-à-dire vers 1108 (Anquetil, prédécesseur de Roger, existant encore en 1107[3]), Roger, abbé de Moissac, céda à Grimaud et à Étienne de Monbarla l'église d'*Enazac*, à la charge de la reconstruire dans l'espace de dix ans à partir de la Toussaint (*ut de festo Omnium Sanctorum usque ad decem annos habeat ecclesiam factam de novem archazos*). Grimaud, qui était clerc, devait tenir cette église toute sa vie, et Étienne, s'il lui survivait, avait la faculté de la conserver jusqu'à sa mort; après eux, elle devait faire retour à l'abbaye[4]. Nous ignorons à quelle époque l'église de Nazac passa de l'abbaye de Moissac à l'évêché.—Le nom d'« église de Miramont, » qui, suivant le Pouillé, aurait été aussi donné à ce bénéfice, permettrait peut-être de reconnaître l'église de Nazac dans l'église paroissiale *de Miromonte*, à laquelle Isarn *de Miromonte* légua, en 1279, une somme de 50 sous cahorsins[5].

* NOTRE-DAME-DE-MARMONT (ou de *Miramont*, suivant Cassini), h. c^ne de Miramont. L'église de Notre-Dame-de-Marmont était une des annexes de la paroisse de Dalmayrac, lorsque ce bénéfice fut uni, en 1459, au collége de Rodez, à Cahors, par l'évêque Jean[6].

598. ** SAINT-GEORGES-DE-MONBARLA, h. c^ne de Monbarla. Le chef-lieu de la commune ne possède pas d'église.

599. A l'époque dont date la copie du Pouillé, Montjoi, jadis église succursale, était sans doute devenue le chef-lieu de la paroisse, puisque son nom figure dans la colonne des dénominations modernes. L'église de Saint-Martin *de Possi Capello*, que l'on ne retrouve plus sur les cartes, était sans doute ruinée; il est donc permis de l'assimiler à une église détruite dès le siècle dernier, et voisine de Montjoi. Cette église, que Cassini désigne sous le nom

[1] *Gall. christ. nova*, t. II, p. 948.

[2] Doat, t. 120, f° 175 r°.

[3] *Gallia christiana nova*, tome I, col. 164.

[4] Doat, t. 128, f° 320; *Gall. christ. nova*, t. I, col. 164.

[5] Doat, t. 130, f° 92 v°.

[6] *Id.* t. 121, f° 10 r°.

de Calamane, était située sur une montagne séparée de celle où s'élève Montjoi, par un faible ruisseau que reçoit la Seoune. Notre hypothèse est corroborée par un précieux document de 1287, l'assiette de 758 livres de rente faite par ordre de Philippe le Bel au roi d'Angleterre. On voit figurer, dans cet acte, «le village de Montjoi situé au diocèse de Cahors, et sa paroisse nom-«mée *de Poicastel*, avec leurs dépendances» consistant en treize paroisses groupées autour de Montjoi qui, alors, n'avait d'autre église que celle de *Poicastel* (*Item villam Montis Gaudii*[1], *sitam in dicta diocesi Caturcensi, et ejus parrochiam cognominatam de Poicastel cum pertinentiis suis*)[2]. Disons en passant que la forme *Poicastel* nous paraît infiniment meilleure que celle de *Possi Capellum*, dont la seconde partie dénote une faute de copiste, même à l'œil le moins exercé.

La seule difficulté qui subsiste contre la solution proposée par nous émane du Compte de 1526, où l'église de Saint-Martin de Poicastel est remplacée par celle de Saint-Martin *d'Esmas*. Cette dernière église se trouve à Esmes, hameau dont l'édifice religieux est figuré sur les cartes de Cassini et de l'État-major, et qui est compris dans le finage de Montesquieu. Elle est également citée dans des actes de 1272 (et non 1212) et de 1478 sous le vocable de «Saint-«Martin *d'Esmas*[3],» mais, sa distance, en ligne directe de Montjoi, étant de 9 kilomètres, il n'est pas permis de croire qu'elle fût le chef-lieu d'une paroisse dont les diverses annexes étaient situées autour de Montjoi.

Montjoi. La paroisse de Montjoi (*parrochia Montis Gaudii*) est mentionnée en 1303[4].

* Les Bretous, h. de la c^ne^ de Castelsagrat. Ce lieu, où l'on remarquait encore, au siècle dernier, une église ruinée[5], et que l'on nommait aussi *La Capelle-Bretous*[6], représente sans doute l'église de Saint-Pierre *de Capella*. Au XIIIe siècle, la chapelle ou l'église à laquelle elle devait cette dénomination dépendait sans doute de l'église d'Esplanels, puisque le traité de 1287 mentionne la *parrochia de Planellis et de Capella*[7].

** Montmagnerie, église isolée, c^ne^ de Brassac. En 1283, Raymond II, évêque de Cahors, prescrivit aux chevaliers de *Tezac* et de *Bovevilla* de laisser

[1] Et non *Montis Grandis*.

[2] Doat, t. 120, f° 176 r°.

[3] *Id. ibid.* f° 203 r° et v°.

[4] *Gall. christ. nova*, t. II, col. 1303.

[5] Voyez la carte de Cassini.

[6] Lacabane, *Observations sur la géographie et l'histoire du Quercy et du Limousin*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 5e série, t. I, p. 332.

[7] Doat. t. 120, f° 75 r°.

les religieux de Saint-Maurin percevoir librement les dîmes et les prémices « dans les églises de Saint-Pierre de Montmagnerie et de Saint-Pierre de « Bugat[1]. »

* Esplanels, église détruite, sur la rive gauche de la Seoune, en face la ferme de Bigard[2]. Elle devait être située sur le finage de Montjoi; c'était, en 1287, le siége d'une paroisse de laquelle dépendait la Capelle-Bretous, plus tard aussi l'une des annexes de la paroisse de Montjoi.

600. Brassac. Rigaud Fabre, recteur de l'église *de Bressaco,* est nommé en 1326[3].

601. ** Saint-Romain, h. c^ne de Fauroux.

Fauroux.

Le copiste du Pouillé s'est évidemment trompé en attribuant le droit de présentation à l'abbé de Marcillac. L'abbaye de Marcillac ne semble avoir eu que peu de possessions dans la partie sud-ouest du diocèse de Cahors. En outre, l'échange conclu en 1270, entre l'évêché de Cahors et l'abbaye de Moissac, nous apprend que cette dernière maison reçut alors de l'évêque Barthélemy les églises dès lors unies (*annexas ecclesias*) *Sancti Romani et Sancti Cypriani*[4]. On doit donc lire dans le Pouillé *ad presentationem abbatis Moyssiaci* et non *Marsiliaci*.

602. Touffailles.

** Sainte-Livrade, église isolée, c^ne de Touffailles.

603. Perville.

* La Garde, h. c^ne de Perville.

Ces deux églises étaient unies dès 1287, puisque l'on voit figurer, dans l'acte d'assignation de divers domaines du Quercy au roi d'Angleterre, la « paroisse de Perville avec la chapelle de la Garde-Teulet » (*parrochiam de Prenervilla cum capelle Garde de Teuleto*[5]. » Le Compte de 1526 et le Pouillé sont en désaccord quant au vocable de l'église de la Garde, mais nous ne croyons pas que l'erreur soit imputable au Pouillé. On sait, en effet, qu'en 1551, Godefroy de Pompadour, abbé de Saint-Maurin, loua « les dîmes des paroisses de « Saint-Pierre del Pech, de Saint-Julien de Serre, de Sainte-Marie de Per- « ville et de Saint-Jean de la Garde-Teulet[6]. »

[1] *Gall. Christ. nova*, t. II, col. 136.
[2] Voyez la carte de Cassini.
[3] Doat, t. 123, f° 215 r°.
[4] La Croix, p. 126 et 127.
[5] Doat, t. 120, f° 176 v°.
[6] *Gall. christ. nova*, t. II, p. 949.

604. ** SAINTE-CROIX, h. c^ne de Saint-Urcisse (Lot-et-Garonne).

605. ** LUNEL, h. c^ne de la Française. L'église de Lunel fut une des églises cédées par l'évêque de Cahors à l'abbaye de Moissac par le traité d'échange de 1270, et l'abbé de Moissac, à cette occasion, demanda l'union de Benas et de Notre-Dame d'Espis[1]. L'église d'Espis fut séparée par la suite de celle de Lunel, car les documents que nous publions les montrent indépendantes l'une de l'autre. Quant à l'église de Benas, qui n'est pas nommée dans le compte de 1526, elle était sans doute déjà détruite : Benas, aujourd'hui hameau de la commune de la Française, n'est distant de Lunel que d'un kilomètre.

606. * BUZENOU, h. c^ne de Castelsagrat.

* LA BRUGUÈDE, h. c^ne de Saint-Nazaire-la-Casse. La paroisse de *la Burgade* est nommée, en 1287, dans l'assiette des 758 livres de rente du roi d'Angleterre[2].

607. GASQUES. La paroisse de *Guasques* est également nommée dans ce même document de 1287[3].

608. ** SAINT-HUBERT-DE-CASTAGNOLE, h. c^ne de Durfort. Le patron de cette église n'est pas saint Hubert, comme pourraient le faire supposer les termes du Pouillé (*ecclesia sancti Huberti de Castaniol*), mais saint Ansbert, dont le nom, en passant par la bouche du peuple, a fini par être confondu avec celui de l'apôtre des Ardennes. La *parrochia sancti Ansberti* est désignée en 1073, dans le testament d'Unald, abbé de Moissac, comme limitrophe de la paroisse de Saint-Laurent [de Moissac][4]. La bulle de Grégoire IX, en 1240, compte l'église *sancti Ansberti* parmi les possessions de l'abbaye de Moissac[5]. Nous ne savons à quelle époque elle fut cédée à l'évêque.

609. ** SAINT-SYMPHORIEN, h. c^ne de Lauzerte.

** SAINT-SERNIN-DE-BOSC, h. même commune. Cette église est connue dès le XIe siècle : elle est nommée *sancti Saturnini de Bos,* en 1097, dans une bulle d'Urbain II. Elle appartenait alors à l'abbaye de Moissac[6].

610. * CASTELS, h. c^ne de Gasques. (Voir la note 107.)

Sur l'église de Saint-Pierre de LAS VALS, on peut consulter la même note.

611. La paroisse de SAINT-CLÉMENT, dont nous ne pouvons indiquer exac-

[1] La Croix, p. 126-127.
[2] Doat, t. 120, f° 75 r°.
[3] *Id. ibid.*
[4] Doat, t. 129, f° 109 v°.
[5] *Gall. christ. nova,* t. I, *Instr.* p. 42.
[6] *Gall. christ. nova,* t. I, *Instr.* p. 40.

tement la situation, était probablement située à peu de distance de Montjoi, car le traité de 1287 la nomme parmi les dépendances de ce village, immédiatement après la paroisse de Sainte-Eulalie comprise dans le finage de Montjoi[1].

612. **Sérissac, h. c^ne^ de Bourg-de-Visa.

613. Campagnac, h. c^ne^ de Beauville (Lot-et-Garonne). La paroisse de Campagnac figure dans le traité de 1287[2].

614. **Espis, hameau situé dans la commune, et à 4 kilomètres nord-nord-est, de Moissac: la carte de Jean de Tard le désigne sous le nom de «Notre-Dame de Pys[3].» Les églises unies (*ecclesias annexas*) *Beate Marie de le Pye et Sancti Juliani* furent cédées par l'évêque Barthélemy à l'abbaye de Moissac, en vertu du traité d'échange de 1270. Dans ce traité, l'abbé de Moissac, Bertrand, réclame de l'évêque l'union de l'église de Sainte-Marie d'Espis aux églises de Lunel et de Benas[4]; mais cette union était brisée en 1526.

**Saint-Julien, h. c^ne^ et à 6 kilomètres nord de Moissac. Cette église, annexe d'Espis avant 1270, recouvra sans doute son autonomie par l'union des églises de Lunel, de Benas et d'Espis. Nous la trouvons, en effet, qualifiée d'«église «paroissiale *Sancti Juliani de Mentauré,*» en 1458, époque où elle fut réunie à trois autres paroisses dévastées et dépeuplées comme elle par les guerres[5]. Nous ne savons à quelle époque elle fut rejointe à Espis, car le Compte de 1526 ne la mentionne aucunement.

615. **La Garde-du-Calvaire, h. c^ne^ de Saint-Amans-de-Pellagal. En 1215, R. de Roffiac, abbé de Moissac, donna en fief à Guillaume du Calvaire (*de Calvera*) la moitié de «la onor de Sant-Marti de La Garde-«Laiguil;» la charte relative à cette inféodation réserva à l'abbaye de Moissac tous les droits ecclésiastiques et ce qui dépendait de l'église et du cimetière[6]. Dans le traité d'échange conclu en 1270 entre Barthélemy, évêque de Cahors, et Bertrand, abbé de Moissac, ce dernier stipula que les églises de Saint-Avit (*sancti Aviti*) et de Saint-Simplice (*sancti Sulpicii*), qui ne formaient déjà qu'une seule paroisse, seraient unies à l'église de Saint-Martin de La Garde, «laquelle, est-il dit dans l'acte, appartient et appartiendra toujours au mo-

[1] Doat, t. 120, f° 175 v°.
[2] *Id. ibid.* f° 176 v°.
[3] *Description du païs de Quercy* (1625 environ).
[4] La Croix, p. 126, 127.
[5] Voir la note 631.
[6] Doat, t. 129, f° 143 v°.

« nastère de Moissac[1]. » On voit par notre Pouillé que cette union subsista jusqu'au dernier siècle. Au XIVe siècle, un différend s'éleva entre Jean *de Siregio*, moine de Moissac, *prior prioratus de Gardia prope Durum Fortem* d'une part. l'abbé et le couvent de Moissac de l'autre : ces derniers prétendaient que l'église de la Garde était unie à la mense abbatiale dudit monastère. Après diverses alternatives, une sentence d'Olivier *de Cerseto*, doyen de l'église de Poitiers et auditeur de la chambre apostolique, leur donna gain de cause[2]. Ni le Compte ni le Pouillé ne mentionnent le prieuré de la Garde, que cet incident nous fait connaître.

** Saint-Avit, h. cne de Saint-Amans-de-Pellagal. Cassini lui conserve son surnom *de Combelongue*. — Guillaume de Belpech ayant doté de ses biens l'*ecclesia sancti Aviti prope la Garde de Bellopodio*, depuis longtemps solitaire et déserte, reçut de Barthélemy, évêque de Cahors, le droit de patronage, de ligeance et de féauté[3]. Cette inféodation, qui eut lieu le 28 octobre 1255, dut être annulée en 1270, si toutefois elle existait encore, par la cession de cette église et de son annexe de Saint-Simplice à l'abbaye de Moissac et par leur union à la cure de La Garde-du-Calvaire[4].

** Saint-Simplice, h. cne de Durfort. Nous avons dit plus haut comment cette église unie, dès avant 1270, à l'église de Saint-Avit, passa, à cette époque, des mains de l'évêque de Cahors dans celles de l'abbé de Moissac et devint une des annexes de La Garde.

Saint-Mammet, h. cne de Montesquieu. Ce lieu, dont le nom n'existe pas sur la carte de l'État-major, est situé à 4 kilomètres sud-est de la Garde : il ne possédait plus, au siècle dernier, Cassini le témoigne, son église, dont l'existence est constatée dès le XIe siècle, c'est-à-dire dès l'époque (1073-1084 environ) à laquelle Séguin *Raimundi*, dit de Cassel, donna à l'abbaye de Moissac cette église consacrée à saint Mamert, du consentement de sa femme, qui la lui avait apportée en mariage[5].

616. Saint-Clair. Dans le traité de 1287, cette paroisse, comptée parmi les dépendances de Castelsagrat, est appelée *parrochia de Rovilho*[6].

617. * Mongaudon, h. cne de Saint-Nazaire-la-Casse.

[1] Lacroix, p. 127.
[2] Doat, t. 130, fos 361 vo et 373 ro.
[3] *Id.* t. 129, fo 352.
[4] La Croix, p. 127.
[5] Doat, t 128, fo 334.
[6] *Id.* t. 120, fo 175 ro.

618. ** Collonge, h. c^ne de Saint-Clair. Cette paroisse est nommée dans le traité de 1287[1].

619. Boudou. L'église *sancti Petri de Bodor* est comptée au nombre des possessions de l'abbaye de Moissac dès 1240[2].

620. ** Saint-Avit (Saint-Avit-de-Haute-Serre, dans Cassini), h. c^ne de Moissac, à 7 kilomètres nord-nord-est de cette ville.

* Saint-Barthélemy, maisons isolées, c^ne de Moissac, à un kilomètre ouest-nord-ouest de Saint-Avit.

621. Saint-Vincent-l'Espinasse.

** Sigognac, h. c^ne de Saint-Clair. La paroisse *de Sigonhaco* est nommée dans le traité de 1287[3].

622. Bourg-de-Visa.

623. ** Saint-Amans-de-Lursinade, h. c^ne de Moissac. L'église *sancti Amantii*, au diocèse de Cahors, est nommée, dès 1097, parmi les possessions de l'abbaye de Moissac[4].

624. * Lizac, h. à près de 8 kilomètres et c^ne de Moissac. Les bulles de 1097 et de 1240 comptent l'église de Saint-Étienne de Lizac (*sancti Stephani de Liciaco*) au nombre des possessions de l'abbé de Moissac[5]; cette église n'est peut-être pas différente de notre église de Saint-Martial de Lizac. En 1458, Alain, légat du pape, unit les églises paroissiales de Montescot, d'Espis et de Saint-Hubert-de-Castagnole à celles de Saint-Martial *de Lisaco* et de Sainte-Livrade, en faveur d'Étienne Guibon, prêtre de ces deux dernières[6]; cette union, causée par la dépopulation qui avait suivi les guerres, était déjà dissoute en 1516.

625. La Française.

626. ** Saint-Sernin-de-Pentiers, h. c^ne de Saint-Nazaire-la-Casse.

627. ** Belpech, h. c^ne de l'Honor-de-Cos.

628. ** Mazères, h. c^ne de Cazes-Montdenard, à près de 5 kilomètres sud de ce village.

629. ** Saint-Pierre-Delpech, h. c^ne de Saint-Maurin (Lot-et-Garonne).

[1] Doat, t. 120, f° 175 r°.

[2] Bulle de Grégoire IX dans le *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 42.

[3] Doat, t. 120, f° 175 r°.

[4] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 40.

[5] Doat, t. 128, f° 258 r°, et t. 129, f° 252 r°. — *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 40; c'est à tort que le *Gallia* donne *sancti Theodori de Linaco*.

[6] Doat, t. 131, f° 207.

Nous trouvons la *parrochia santi Petri ad Podium* désignée dans le traité de 1287[1].

630. ** LE BUGAT, h. c^ne de Bourg-de-Visa. L'église de Saint-Pierre du Bugat est nommée en 1283; l'abbé de Saint-Maurin y décimait[2].

631. VIAROSE, h. c^ne de Moissac, à 3 kilomètres nord de cette ville. Arnaud de Viarose et son frère Raymond abandonnèrent, en 1165, la dîme entière de l'église de Viarose (*adunationem decime ecclesie de Biarose*) entre les mains de l'archiprêtre Gausbert de Monbarla. Le 15 février 1458 (1459 n. style), Alain, cardinal d'Avignon et légat du pape, considérant que les églises de Saint-Jean de Viarose, de Saint-Christophe de Mentauré et Saint-Martin de Mentauré étaient déjà abandonnées depuis longtemps par suite des guerres, et que la collation de ces églises, d'après les statuts du concile de Latran, était légitimement dévolue au siége apostolique, les unit, et en disposa en faveur d'Antoine de Lignières, prêtre du diocèse de Rodez[3]. Cette union était brisée avant 1526.

** SAINT-CHRISTOPHE, h. situé à 5 kilomètres nord-nord-ouest de Moissac et dans le finage de cette commune. *L'ecclesia Sancti Christophori* fut donnée par Dignebert et sa femme, Berte, à l'abbaye de Moissac en décembre 934[4]. La bulle de Grégoire IX pour l'abbaye de Moissac, en 1240, la nomme *Sanctus Christoforus de Biarose*[5]. On a vu, dans l'alinéa précédent, qu'elle fut unie à l'église de Viarose en 1458.

XIV. ARCHIPRÊTRÉ DES VAUX.

632. * NÉVÈGES, h. c^ne de Labarthe (Tarn-et-Garonne).

* DEVILLAC, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot).

633. CASTELNAU-DE-MONTRATIER (Lot).

** RUSSAC, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot).

634. ** SAINT-AUREIL, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot). La *parrochia Sancti Aurelii*, en Quercy, est nommée dans une charte du cartulaire de Moissac, en 1081[6]. Des statuts capitulaires de 1263 nous apprennent que l'église

[1] Doat, t. 120, f° 176 v°.
[2] *Gall. christ. nova*, t. II, col. 136.
[3] Doat, t. 131, f° 181 r°.
[4] Doat, t. 128, f° 13 v°.
[5] *Id.* t. 129, f° 252 r°.
[6] *Id.* t. 128, f° 160 v° et 168 v°.

de Saint-Aureil appartenait au chapitre de Cahors et composait la prébende de Bernard Albouy[1].

SAUVETERRE.

635. Les cartes ne nous donnent aucun renseignement sur SAINT-PRIVAT; quant à *SAINT-SERNIN, dont l'église est indiquée par Cassini, c'est aujourd'hui un hameau de la commune de Montcuq (Lot).

636. ** TISSAC, h. c^ne^ de Cazes-Montdenard. L'église de Tissac (*de Titiaco*) est comptée en 1097 parmi les possessions de l'abbaye de Moissac[2], mais elle n'est pas mentionnée dans la bulle confirmative des biens du même monastère, en 1240 : elle était sans doute à la collation de l'évêque dès cette époque.

637. ** SAINT-JEAN-DE-PERGES, h. c^ne^ de Labarthe. Cette église est désignée sous le nom de *sancti Johannis de Pertica,* comme appartenant à l'abbaye de Moissac, par des bulles de 1097 et de 1240[3].

638. ** CAGNAC, h. c^ne^ de Cazes-Montdenard. L'église de Cagnac est nommée, dès 1259, dans le mémorial des fiefs relevant du comte Alphonse en Quercy[4].

639. L'HOSPITALET (Lot). (Voy. la note 66.)

** GRANÉJOULS, h. c^ne^ de l'Hospitalet.

640. SAINT-DAUNÈS. La paroisse *sancti Dionisii,* dans la châtellenie de Montcuq, existait dès 1259, car elle est mentionnée dans le livre des fiefs d'Alphonse, comte de Poitiers[5].

641. ** CAZILLAC, h. c^ne^ de Cazes-Montdenard. L'église de Cazillac fut unie, en 1330, à la Chartreuse de Cahors par le pape Jean XXII[6]. Nous trouvons en 1363, un Guillaume de Fargues recteur de l'église *sancti Petri de Casilhaco*[7].

642. SAINTE-JULIETTE. Cette paroisse est mentionnée en 1259[8].

** SAINT-FORT, h. c^ne^ de Lauzerte.

643. * SAINT-PRIVAT, h. c^ne^ de Flaugnac (Lot).

644. ** CARCES, c^ne^ de Lauzerte. Les mots « esglise des *Prisons,* » que l'on

[1] Doat, t. 120, f° 55 v°.

[2] *Gall. christ. nova,* t. I, *Instr.* p. 40.

[3] Doat, t. 128, f° 258 r°, et t. 129, f° 252 r°.

[4] Arch. nat. JJ. 11, f° 85 r°.

[5] Arch. nat. JJ. 11, f° 90 r°.

[6] *Gall. christ. nova,* t. I, *Instr.* p. 42.

[7] Doat, p. 120, f° 147 v°.

[8] Livre des fiefs d'Alphonse, comte de Poitiers, aux Arch. nat. JJ. 11, f° 91 r°.

trouve dans la traduction du Compte de décimes, donne à croire que l'original portait *de Carceribus*.

** Cadamas, h. c^ne de Lauzerte.

645. Bouloc.

* Saint-Hippolyte, h. c^ne de Bouloc.

** Saint-Caprais, h. c^ne de Bouloc.

646. Saint-Cyprien (Lot). L'église de Saint-Cyprien fut donnée au chapitre par l'évêque Barthélemy, en 1256[1]. Elle est nommée *ecclesiam sancti Cypriani de Vallibus* dans les statuts capitulaires de 1263[2].

647. Vazerac. Le chapitre possédait cette église depuis 1255, époque à laquelle l'évêque Barthélemy la lui céda par voie d'échange[3].

648. Pern (Lot). En 1302, Raymond *Pauchelli*, évêque de Cahors, donna au chapitre l'église de Pern avec tous les droits qui y étaient attachés, sous la condition d'être enseveli dans l'église de Cahors[4]. Nous ne savons quand elle fit retour à l'évêque.

649. * Ginouilhac, h. c^ne de Lauzerte.

650. * Saux, h. c^ne de Sauveterre.

* Saint-Martin-d'Ern, h. c^ne de Saint-Laurent-près-Montcuq (Lot).

651. ** Moncalvignac, h. c^ne de Vazérac.

652. Saint-Pantaléon (Lot).

653. Sainte-Croix (Lot), appelée par Cassini Sainte-Croix des Vaux. Cette église (*ecclesia sanctæ Crucis prope Montem Acutem, vulgo Moncuc*) fut unie, en 1333, à la Chartreuse de Cahors, en vertu d'une bulle du pape Jean XXII[5].

654. * Pechpeyroux, h. c^ne de Cézac (Lot).

655. Belmontet (Lot).

656. * Saint-Félix, h. c^ne de Valprionde (Lot).

657. * Saint-Urcisse, h. c^ne de Tréjouls. Sous le règne de Lothaire (954-986), un certain Gauzfred donna à l'abbaye de Moissac son alleu de Villebourgon (c^ne de Lauzerte), située dans la *vicaria sancti Ursicini*[6]. Cette dénomination religieuse ne peut avoir été empruntée qu'à une église, ce qui nous autorise à faire remonter l'existence de la paroisse de Saint-Urcisse au xe siècle. L'église de Saint-Urcisse fut donnée, en 1254, au chapitre de Cahors par

[1] La Croix, p. 120.

[2] Doat, t. 120, f° 55 r°.

[3] *Id. ibid.* f°s 19, 20.

[4] La Croix, p. 159.

[5] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 48.

[6] Doat, t. 128, f° 23 v°.

l'évêque Barthélemy [1]. Les statuts capitulaires de 1263 assignèrent le patronage de cette église à l'archidiacre de Saint-Céré [2].

658. SAINTE-ALAUZIE (Lot).

659. ** BOISSE, h. c^ne^ de Castelnau-de-Montratier (Lot). L'église de Boisse paraît remonter à une époque assez éloignée. On sait, en effet, qu'en 1094 Guillaume *Trancapectos* et Pierre, son frère, donnèrent à l'abbaye de Moissac une église qu'ils possédaient dans le Quercy : cette église, dédiée à la Vierge, était «vulgairement appelée *Buxa* [3].» Elle appartenait encore, en 1240, à Moissac, ainsi que le village de *Boixha* [4], mais nous ne savons à quelle époque elle passa aux mains de l'évêque.

660. CAZES-MONTDENARD. L'église de *Cazers* fut donnée au chapitre par l'évêque Barthélemy, en 1255 [5].

* SAINT-JEAN-DE-SALCAMIER, h. c^ne^ de Lauzerte.

660². * SAINT-ANTHET, h. c^ne^ de Castelnau-de-Montratier. Cette église, que ne mentionne pas le Pouillé du XVIIe siècle, appartenait au chapitre de Cahors. Nous trouvons l'*ecclesia sancti Antegli* mentionnée dans les statuts capitulaires de 1263 [6]. L'évêque Barthélemy la nomme *sancti Antegii*, en 1272, dans sa charte confirmative des biens du chapitre [7].

661. ** CAMINEL, h. c^ne^ du Breil (Lot).

662. ** MARTISSAN, h. c^ne^ de Cazes-Montdenard. L'église de Martissan, nommée aussi *de Sancto Martino*, est nommée dans les statuts de 1263, relatifs au droit de patronage des églises dépendant du chapitre de Cahors : la nomination en appartenait déjà à un chanoine de l'église cathédrale [8].

** BRUYÈRES, h. c^ne^ de Cazes-Montdenard. La *parrochia de Brugerias* est nommée, en 1079, dans une charte du cartulaire de Moissac [9]. En 1097, l'église *sancti Petri de Brugarias* est comptée par le pape Urbain II au nombre des églises de l'abbaye de Moissac [10], qui la possédait encore en 1240 [11]. Elle n'appartenait cependant plus à Moissac en 1256, date à laquelle l'évêque Barthélemy la donnait au chapitre. Les statuts de 1263 nous montrent le

[1] La Croix, p. 120.
[2] Doat, t. 120, f° 54 v°.
[3] *Id.* t. 128, f° 250 v°.
[4] *Id.* t. 129, f° 252 r°.
[5] La Croix, p. 120.
[6] Doat, t. 120, f° 55 r°.
[7] La Croix, p. 121.
[8] Doat, t. 120, f° 55 r° et v°.
[9] Doat, t. 128, f° 145 v°.
[10] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 40.
[11] Doat, t. 129, f° 252 v°.

patronage de cette église attribué, ainsi que celui de Martissan, au chanoine Hélie *de Campo Clauso*[1]; la manière dont les deux églises y sont nommées peut faire croire que l'église de Bruyères était déjà l'annexe de Martissan.

663. Le Breil (Lot).

664. **Saint-Geniés, h. c^ne de Montcuq (Lot). Cassini joint au nom de cette localité le surnom *de Vaux*.

665. ** La Cabrette, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot).

666. ** Carbes, h. c^ne de Cazes-Mondenard.

** Monsaintou, église isolée, c^ne de La Française.

667. Le village de la Cabrette, dans la commune de Castelnau-de-Montratier (Lot), n'avait, au siècle dernier comme aujourd'hui, qu'une église[2], qui, vraisemblablement, n'était pas différente de l'église paroissiale de Saint-Amand citée plus haut. L'église de Saint-Benoît de La Cabrette, qui, en 1526, n'était que l'annexe de celle de Saint-Privat, et qui, d'après le Pouillé du xviie siècle, avait, au contraire, cette dernière église pour succursale, était sans doute retombée au second rang : peut-être même n'existait-elle plus à l'époque dont date la copie de ce document, car le scribe a mis en marge le nom de Saint-Privat comme nom moderne.

* Saint-Privat-de-Montcabrier est aujourd'hui un hameau de la commune de Castelnau-de-Montratier (Lot).

668. ** Saint-Quintin, h. c^ne de Cazes-Mondenard.

669. ** Rouilhac, h. c^ne de Montcuq (Lot).

670. * Lolmie, h. c^ne de Saint-Laurent-près-Montcuq (Lot). Cette église était la succursale de celle de Rouilhac en 1526, si l'on s'en rapporte au Compte de décimes.

671. Tréjouls.

672. Cézac (Lot).

* Saint-Clément, h. c^ne de Cézac (Lot).

673. Montlauzun (Lot).

Saint-Laurent-près-Montcuq (Lot).

674. Villesèque (Lot).

On ne trouve aucune trace, dans les grandes cartes, de la succursale de Villesèque, dont le nom vulgaire devait être Camy.

[1] Doat, t. 120, f° 55 r°. — [2] Voir la carte de Cassini.

675. ** Salgues, h. c^ne de la Bastide-Marnhac (Lot).

676. ** Lasbouigues, h. c^ne de Bagat (Lot).

677. * Cournus, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot).

678. ** Saint-Sernin-de-Thezels, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot). Saint-Sernin-de-Thezels représente certainement l'église *sancti Saturnini*, dont le chapitre était en possession en 1263 et en 1272 [1].

* Thezels, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot). Cette église paraît pour la première fois en 1272; elle appartenait déjà au chapitre [2].

679. ** La Molayrette, église isolée, c^ne de Flaugnac (Lot).

** Ganic, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot).

* Saint-Julien-Cap-de-Pech, h. c^ne de Castelnau-de-Montratier (Lot).

680. Lascabanes (Lot).

* Escayrac, h. c^ne de Lascabanes (Lot).

681. Bagat (Lot).

682. Montcuq (Lot).

683. ** Saint-Jean-de-Cornac, h. c^ne de Saint-Paul-d'Espis. Si le Compte et le Pouillé n'ont pas commis d'erreur en plaçant cette paroisse et son annexe dans l'archiprêtré de Vaux, on doit constater l'existence d'une enclave de cette circonscription dans l'archiprêtré de Moissac.

Saint-Paul-d'Espis. La leçon du Pouillé, « annexa sancti Pauli des Prés, » ne pourrait être acceptée, lors même que l'identité de cette église et de celle de Saint-Paul-d'Espis ne serait pas prouvée : en effet, le latin *prata* est représenté, dans la langue du Midi, par le mot *prats* et non par le mot *prés*.

[1] Doat, t. 120, f° 55 v°; La Croix, p. 121. — [2] La Croix, p. 121.

SUPPLÉMENT
AU POUILLÉ DU DIOCÈSE DE CAHORS

OU

LISTE DES ÉGLISES ET CHAPELLES

NON MENTIONNÉES

DANS LE POUILLÉ ET LE COMPTE DES DÉCIMES.

I. Archiprêtré de Cahors.

** Arcambal.

** Basses-Masseries (Les), h. c^ne de Saint-Géry. Cassini, seul, indique cette église ou chapelle comme ruinée.

** Caniac. « L'église de cette commune, dit Delpon, paraît être une des « plus anciennes du département; on y voit une chapelle souterraine où est « déposé le corps de saint Nauphase dans un cercueil très-simple[1]. » — Une charte de Guillaume, abbé de Marcillac, en date de 1301, nous apprend que Galhard, *rector ecclesie de Canhac,* conclut, au nom de cette église, un arrangement avec Gerbert de Thémines, chevalier, et Gerbert, son fils, sur les dîmes des terroirs *de Boric et de Salvinhas,* situées *infra parrochiam de Canhaco*[2].

* Flottes, h. c^ne de Pradines.

Notre-Dame, maisons isolées, c^ne de Cahors.

* Liauzu, h. c^ne d'Orniac.

* Ortes (Les). Ce nom est porté actuellement par quelques maisons éparses comprises dans le finage de Cahors et situées à un kilomètre environ du Lot, sur la rive gauche de cette rivière, au sud de la presqu'île où est situé Cahors. C'était jadis une paroisse : l'église de Saint-Pierre *de Ortis* fut donnée, en 1245, au monastère de la Daurade par Géraud, évêque de Cahors[3]. On la

[1] Delpon, *Statistique du département du Lot,* t. II, p. 76.

[2] Doat, t. 123, f° 68 r° et v°.

[3] La Croix, p. 100.

trouve citée quelques années plus tard dans une charte de la prieure de la Daurade, rédigée au temps de l'évêque Barthélemy (1250-1273); il suffit de lire cette pièce pour être convaincu qu'il s'agit d'une église voisine de Cahors[1].

*Pasturac, h. c^ne d'Arcambal.

Saint-Ambroise, à Cahors. L'existence d'un autel dédié à saint Ambroise, sur le finage de Cahors, ne remonte qu'à l'année 1308. A cette époque, l'évêque Raymond décida, du consentement du chapitre, qu'un chanoine de l'église de Cahors serait élu pour lever la moitié des revenus de tous les bénéfices vacants du diocèse; cette levée devait être employée à construire un oratoire en l'honneur de saint Ambroise (évêque de Cahors au VIIIe siècle) dans une caverne (*in loco seu antro vel spelunca*) voisine du Pont-Vieux de Cahors (*prope Pontem Veterem Caturcensem juxta flumen Olti*) et dans laquelle ce confesseur avait, dit-on, mené pendant un long espace de temps la vie la plus austère[2].

*Saint-Cirice, h. c^ne de Cahors, à près de 4 kilomètres sud-est de cette ville, près du finage de Flaujac.

Saint-Cyr, chapelle, c^ne de Cahors, au sud-sud-est du Lot, à peu de distance du Pont-Vieux[3]. Les officiers de l'État-major la qualifient «ancienne «chapelle de Saint-Cyr.»

Saint-Étienne, maisons isolées situées sur la rive droite du Lot, sur le finage de Cahors et en face de celui de Pradines. Ces maisons ne sont désignées sous cette dénomination que par la carte de l'État-major seulement.

*Sainte-Marguerite, h. c^ne de La Roque-des-Arcs.

Sainte-Quiterie, c^ne de Cahors, chapelle située sur la rive gauche du Lot, un peu au nord du pont de Valandre (Cassini).

**Saint-Henri, h. c^ne de Cahors, à 6 kilomètres au nord de cette cité.

*Saint-Julien, h. c^ne de Cahors, à 2 kilomètres environ au sud de cette ville, sur la route de Toulouse. Cette église appartenait au chapitre dès 1106; la bulle de Pascal II la mentionne sous le nom de Saint-Julien *de Gueina*[4]. En 1263, les statuts du chapitre de Cahors assignent le droit de patronage de l'église *sancti Juliani prope Caturcum* à l'archidiacre de Cahors[5]. En 1272 l'évêque Barthélemy la désigne de cette manière dans une charte confirma-

[1] La Croix, p. 94.
[2] Doat, t. 120, f° 95 r°.
[3] V. les cartes de Cassini et de l'État-major.
[4] La Croix, p. 66.
[5] Doat, t. 120, f° 54 v°.

tive des biens du chapitre : *Item extra civitatem* [*Cadurcensem*] *ecclesiam sancti Juliani de Buegna*[1].

SAINT-JULIEN, h. c^ne de Cras, indiqué comme ferme par Cassini.

*SALVEZOU, h. c^ne de Catus.

II. ARCHIPRÊTRÉ DE LUZECH.

* ROQUES (LES), h. c^ne de Saint-Vincent-de-Rive-d'Olt.

** SAINT-MARTIN, près le hameau de Villary, c^ne de Catus. Cassini l'indique comme ruinée, mais la carte de l'État-major se borne à la qualifier « ancienne « église de Saint-Martin. »

III. ARCHIPRÊTRÉ DE BELAYE.

(Nous n'avons constaté aucune omission dans le ressort de cette division.)

IV. ARCHIPRÊTRÉ DE PESTILHAC.

* COURBENAC, h. c^ne de Puy-l'Évêque.

* ISSOUDEL, h. c^ne de Puy-l'Évêque. Il existait jadis en ce lieu une maison de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem qui, au commencement du XVIIe siècle, fut réunie à celle de Beaulieu[2].

V. ARCHIPRÊTRÉ DE SALVIAC.

GINAILLAC, maisons isolées, c^ne des Arques. Cassini représente en ce lieu une chapelle ruinée.

NOTRE-DAME-D'ALBRESPIE, chapelle, à peu de distance des Arques (Cassini).

SAINT-AVIT, h. c^ne de Dégagnac. Cassini le nomme Saint-Javy, mais n'y indique aucun édifice religieux.

VI. ARCHIPRÊTRÉ DE GOURDON.

CAMPAGNOL, h. c^nes de la Mothe-Fénelon et de Payrac. Il y avait à Campagnol, en 1143, une église consacrée à Saint-Médard : elle appartenait au chapitre du Vigan[3].

COSTE (LA), h. c^ne de Saint-Clair. Aucune de nos grandes cartes de France

[1] La Croix, p. 121.

[2] Bibl. nat. *Mél. Clérembault*, t. 321, p. 59.

[3] La Croix, p. 71.

n'indique d'édifice religieux à cette localité; mais il est certain qu'en 1287 il y existait une église, puisque la *parrochia de Lacosta* est nommée à la suite des paroisses voisines de Saint-Romain (-le-Gourdonnois), de Lantis et de Degagnac dans le traité de 1287[1].

NOTRE-DAME-DES-NEIGES, chapelle, c^ne de Gourdon (Cassini et État-major).

SAINT-HILAIRE, maisons isolées, c^ne de Montfaucon (État-major).

SAINT-JEAN. C'était sans doute le nom d'une chapelle que Cassini indique, sans la désigner nominativement, au sud-ouest de Gourdon, vers le faubourg de Saint-Jean.

** SAINT-ROMAIN-LE-GOURDONNOIS, h. c^ne de Gourdon. L'église de Saint-Romain est désignée à la suite de celle de Gourdon dans la charte de Pierre, archevêque de Bourges, confirmant les biens du chapitre du Vigan; cette pièce est datée de 1143[2].

VII. ARCHIPRÊTRÉ DE GIGNAC.

** BALADOU.

BARBAROU, ferme, c^ne de Martel. Il y avait autrefois à Barbarou un prieuré de religieuses de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem[3].

** CAZILLAC. Serait-ce cette église et non celle de Cazillac (c^ne de Cazes-Mondenard) que le pape Jean XXII unit à la Chartreuse de Cahors en 1330[4]?

CHAPELLE (LA), h. c^ne de Carlux (Dordogne). Cassini indique tout auprès de cette localité une chapelle consacrée à saint Jean, ce qui nous autorise à mentionner la Chapelle dans ce Pouillé.

CHAPELLE-SAINT-JEAN, chapelle au siècle dernier (Cassini). Cette chapelle est remplacée maintenant par quelques maisons isolées qui dépendent de la commune de Martel.

HÔPITAL-SAINT-JEAN (L'), c^ne de Sarrazac. Suivant une lettre écrite par Reffuge à Clérembault, en date du 1er septembre 1694, l'Hôpital-Saint-Jean, desservi par des religieuses de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem existait dès 1301, ce qui résulterait du testament de Baras de Thémines, fondateur de la maison des Fioux, du même Ordre[5]. Reffuge dit, en outre, qu'Aygline de Thémines,

[1] Doat, t. 120, f° 178 v°.

[2] La Croix, p. 71.

[3] Bibliot. nationale, *Mélanges de Clérembault*, t. 321, f° 58.

[4] Voyez le n° 641 des Notes et éclaircissements.

[5] Voyez le n° 116 des Notes.

sœur de Baras, fondatrice et première prieure de l'Hôpital-Saint-Jean, gouvernait encore ce couvent en 1318, comme le prouve une bulle de Jean XXII[1].

Mas-del-Pech, h. c^ne de Martel. Cette localité, que Cassini n'indique que comme simple ferme, possède aujourd'hui une église[2] dont la date de fondation nous est inconnue.

Mazeyrolles, h. c^ne de Betaille. Au XIIe siècle, il y avait dans ce lieu une chapelle appartenant au prieuré de Carennac, dont il n'est séparé que par la Dordogne; c'est du moins ce que nous apprend la bulle donnée, en 1175, à cet établissement religieux par Alexandre III[3].

*Saint-Georges, église détruite, c^ne de Montvalent (Cassini).

Saint-Julien, h. c^ne de Cazillac. En 932, le vicomte Frotard et sa femme Adalberge donnèrent à l'abbaye de Beaulieu divers biens situés dans le Quercy, *in vicaria Casiliacense,* entre autres une église dédiée à saint Julien, martyr[4]. On ne peut guère douter que l'emplacement de cette église ne soit indiqué par le hameau de Saint-Julien, situé à 2 kilomètres à l'est du chef-lieu de la *vicaria Casiliacense.*

Saint-Mathieu, groupe d'habitations voisin du hameau de Fayry, c^ne de Martel.

*Saint-Palavy, h. c^ne de Cavagnac.

*Toulgon, h. c^ne de Salignac (Dordogne). Cassini y indique une église ruinée.

Vormes, h. c^ne de Vayrac. C'est en ce lieu qu'était située l'église *de Borma,* nommée, en 1175, dans une bulle d'Alexandre III, au nombre des églises appartenant au prieuré de Carennac. Dans cette bulle, le nom de Vormes suit le nom de Mazayrolles et précède celui de Mezels, localités situées dans la même région[5].

VIII. Archiprêtré de Thégra.

* Bannes, h. c^ne de Saint-Vincent.

** Bastit du Causse (Le). Le Bastit était le chef-lieu d'une commanderie de l'Ordre de Malte dont le nom du hameau de la Commanderie situé au nord-

[1] Voyez la lettre de Reffuge, datée de «Quetehou, proche la Hougue,» dans le t. 321 des *Mélanges de Clérembault,* f° 58: on y trouve une liste des prieurs de l'Hôpital-Saint-Jean.

[2] Voyez la carte de l'État-major.

[3] Doat, t. 123, f° 2 r°.

[4] Deloche, *Cartul. de Beaulieu,* p. 87.

[5] Doat, t. 123, f° 2 r°.

ouest et à fort peu de distance du village conserve le souvenir. L'église paroissiale en dépendait[1].

Bel-Castel (Le), h. c^ne de Lacave. La chapelle du Belcastel, dépendant de l'église du Bougayrou, est comptée au nombre des possessions de l'abbaye de Tulle (*ecclesiam de Vogairo cum capella de Bellocastello*), dans une bulle de 1105[2]. D'autres bulles de 1115 et de 1154 la mentionnent aussi à la suite de la même église[3]. Aucune carte n'indique cependant l'existence d'un édifice religieux au Belcastel.

** **Couzou.**

** **Flaujac-près-Livernon.** L'église de Flaujac appartenait autrefois à l'abbaye de Marcillac. Raymond, qui gouvernait ce monastère en 1233, la céda alors à Guillemette, abbesse, et aux religieuses de Leyme, moyennant un cens annuel[4]. En 1343, les églises de Flaujac et de Rueyres furent unies par les soins d'Aygline de Felzins, abbesse de Leyme[5]. Nous ne savons si cette union subsista jusqu'à la Révolution; toujours est-il que le Compte de 1526, aussi bien que le Pouillé, mentionne l'église de Rueyres sans indiquer qu'elle eût d'annexe[6].

** **Issendolus.** L'église de ce lieu fut donnée, en 1245, par Géraud, évêque de Cahors, à l'hôpital de Beaulieu que Gerbert de Thémines avait élevé dans la paroisse même d'Issendolus (*ecclesiam de Yssandolus cum omnibus pertinentiis in cujus parrochia est dictum hospitale fundatum*)[7].

Lacam-d'Ourcet, h. c^ne de Lentillac-près-Saint-Céré. La carte de l'État-major nous révèle l'existence d'une église dans ce hameau, mais nous ne savons si elle est antérieure à la Révolution, car Cassini ne l'indique nullement.

** **Lacave.** L'église de Lacave, dont le Pouillé et les comptes de décimes ne font aucune mention, a dû remplacer celle du Bougayrou[8] qui n'existait plus à l'époque où Cassini levait sa carte de France.

* **Magnagnes**, h. c^ne de Carennac. La chapelle *de Maniagas* figure, en 1175, parmi les possessions du doyenné de Carennac[9].

[1] Déclaration de 1648; Archives nation. S. 5546, f° 232 r°.
[2] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 451.
[3] *Id. ibid.* col. 466 et 486.
[4] Doat, t. 124, f° 161 r°.
[5] *Gall. christ. nova*, col. 192.
[6] Voyez le n° 389.
[7] Doat, t. 123, f° 194 r°.
[8] Voyez le n° 387 du Pouillé.
[9] Voyez la bulle d'Alexandre III, Doat t. 123, f° 2 r°.

** LA MATIVIE.

** NOTRE-DAME-DE-BERDAT, chapelle, cne de Lentillac-près-Saint-Céré.

* PRANGUES, h. cne de Gramat.

** SAIGNES.

SAINT-CHIGNES, h. avec château, cne de Saignes. Ce nom provient ordinairement du latin *Sanctus Anianus.*

SAINT-JEAN-D'AUTY, h. cne de Miers.

SAINT-PIERRE, h. cne de Carlucet.

IX. ARCHIPRÊTRÉ DE FIGEAC

** ASSIER.

* BESSONIES, h. cne de Saint-Hilaire-lès-Bessonies.

** BOUXAL, h. cne de Montet. L'église paroissiale de Bouxal dépendait de la commanderie de la Tronquière; le commandeur en était «prieur primitif[1].»

CALMELS (LES), cne de Viazac. Ce lieu n'est sans doute pas différent du *Carmelus,* situé sur les bords du Célé (*Celer*), où le bienheureux Bertrand de Civray éleva un oratoire au milieu du XIIe siècle[2], et nous connaîtrions ainsi l'origine et la situation du prieuré «d'Escalmels,» dont le titulaire, suivant notre Pouillé, présentait à la cure de Selles[3].

** CORN.

DURBANS. Cette commune n'a pas eu d'église que nous sachions; nous la mentionnons ici comme chef-lieu d'une commanderie de l'ordre de Malte[4].

** ESPÉDAILLAC. Suivant une déclaration de 1640, le membre d'Espédaillac, dépendant de la commanderie de Durbans, consistait «en une esglize parro- «chialle de laquelle ledit sieur commandeur est prieur primitif, un jardin tenu «par le recteur du lieu, et place de la maison presbiteralle ruynée par les hu- «guenots[5].»

* FRONTENAC. L'église *de Frontenaco* appartenait, dès 1146, à l'abbaye de Figeac[6].

** GORSES. La bulle d'Eugène III nomme également l'*ecclesia de Gorcias* parmi

[1] Déclaration de 1640 (Archives nation. S. 5546, fo 235 vo).

[2] Deloche, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu,* p. LXXXII.

[3] Voyez l'article 390 du Pouillé.

[4] Archives nat. S. 5546, fol. 243 vo.

[5] *Ibid.* fol. 242 vo.

[6] Voyez la bulle d'Eugène III (Doat. t. 126, fo 54 ro).

les églises qui dépendaient de l'abbaye de Figeac, en 1146 [1]. Cette église était sans doute une des plus anciennes propriétés de l'abbaye, car l'auteur du diplôme apocryphe de Pépin pour le monastère de Figeac, œuvre qui remonte certainement au XIIIe siècle, suppose qu'elle lui fut donnée par Pépin le Bref en 755, avec l'église de Souceyrac (*ecclesia de Gorsias una cum illa de Soceyraco*)[2]. Bien que les villages de Gorses et de Souceyrac soient distants de 9 kilomètres, il n'est pas impossible qu'ils aient formé jadis une seule paroisse, car leurs finages sont limitrophes. Avant 1520, l'église de Gorses était devenue l'un des membres de la commanderie de la Tronquière[3].

** Grèzes. Il est certain que l'église de Grèzes est antérieure à 1146: elle est nommée, à cette époque, parmi les propriétés de l'abbaye de Figeac[4]. Dans les derniers siècles, elle appartenait à la commanderie de Durbans; le commandeur en était « prieur primitif, » pour nous servir de l'expression de la déclaration de 1640 qui signale en même temps cette église comme une annexe d'Espédaillac[5].

*Paillès, h. c^{ne} de Marcillac. A très-peu de distance de cette localité, au sud-est, s'élevait, au siècle dernier, une chapelle que Cassini désigne sous le nom de « chapelle de Paillès. » Ce nom est aujourd'hui celui d'un groupe d'habitations qui occupe le même emplacement.

Regagnac, maisons isolées, c^{ne} de la Bastide-Murat. Au commencement du XIIe siècle, ce lieu était doté d'une église. Une charte de 1107 nous apprend, en effet, que Roger *de Lasela* engagea, moyennant un cens annuel de cent sous et quinze deniers toulousains, le quart de la dîme de l'église et le quart du marché de *Rogonag*, le fief qu'il tenait de l'abbé de Moissac au village de Goudou, et le service qui était dû, à lui Roger, par Jean Lanfres[6]. Le voisinage de Regagnac et de Goudou (alors *Godor*), village dépendant également du finage de la Bastide, ne laisse aucun doute sur l'identité de *Rogonag*.

Saint-Chamand, f. c^{ne} d'Assier (Cassini). Ce lieu a dû avoir, jadis, une chapelle dédiée à saint Chamand (*sanctus Amandus*).

** Saint-Chels.

Saint-Cirgues, h. c^{ne} de Figeac, près de l'ancienne église de Saint-Dau.

[1] Doat, t. 126, f° 54 r°.

[2] *Id. ibid.* f° 3 r°.

[3] Déclaration de 1640 (Archives nation. S. 5546, f°s 235-236).

[4] Doat, t. 126, f° 55 r°.

[5] Archives nation. S. 5546, f° 243 v°.

[6] Doat, t. 128, f° 306 r°.

Sainte-Marie, h. c[ne] de Saint-Hilaire-lès-Bessonies.

** Saint-Martin, c[ne] de Camboulit. C'est le nom d'un édifice religieux que n'accompagne aucune habitation : Cassini en fait une chapelle ruinée, mais la carte de l'État-major n'indique pas qu'il soit en mauvais état. La bulle confirmative des biens de l'abbaye de Figeac, donnée en 1146 par le pape Eugène III, le mentionne, sous le nom d'*ecclesia Sancti Martini*, dans un groupe d'églises de la vallée du Célé, entre l'église de Saint-Pierre de Beduer (*sancti Petri de Altaripa*) et celle de Saint-Georges, c[ne] de Figeac[1].

* Saint-Remy, église ou chapelle détruite, c[ne] de Livernon; elle était située entre ce village et le hameau de Tantaine (Cassini). Il est question de cette église, *de Sancto Remigio*, dans la bulle confirmative des biens de l'abbaye de Figeac donnée en 1146; son nom suit presque immédiatement celui de Livernon[2].

* Saint-Sauveur, h. c[ne] de Soulomès.

** Soulomès. D'après une déclaration de 1640, l'église paroissiale de Soulomès appartenait, à cette époque et même avant 1520, à la commanderie de Durbans[3].

** Tronquière (La). Il y avait en ce lieu une commanderie de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, où Guillaume de Villaret, grand maître de l'Ordre (1300-1307), convoqua les chevaliers des trois langues[4]. L'église paroissiale dépendait de la commanderie[5].

X. Archiprêtré de Cajarc.

** Cadriel.

** Camboulan, c[ne] de Montsalès (Aveyron). Une bulle datée des calendes de décembre et de la troisième année du pontificat de Martin V (1[er] décembre 1419) nous apprend que Guillaume d'Arpajon, évêque de Cahors, pour remédier à la détresse du chapitre de l'église cathédrale, unit à la mense capitulaire les églises de Lauzerte, d'Autoire et de Saint-Aignan de Camboulan, *necnon sancti Aniani de Cambolam*[6].

** Capelle-Balaguier (La) (Aveyron). L'église de la Capelle (*de Capella*)

[1] Doat, t. 126, f° 54 v°.

[2] *Ibid.*

[3] Archives nationales, S. 5546, f° 243 verso.

[4] Delpon, *Statist. du départ. du Lot*, t. II, p. 235 r°.

[5] Archives nation. S. 5546, f° 235 r°.

[6] La Croix, p. 302.

appartenait, dès 1146, à l'abbaye de Figeac; c'est, du moins, ce que nous savons de la bulle d'Eugène III qui la nomme à la suite des églises voisines de Sainte-Croix et de Saint-Georges.

CÉNEVIÈRES. Cénevières, aujourd'hui chef-lieu de commune, a une église[1]; mais, au siècle dernier, ce n'était qu'un hameau (Cassini).

* ESTRABOLS, h. cne de Salvagnac (Aveyron).

* GAILLAC, h. cne de Cajarc. L'église de Gaillac était consacrée à Saint-Julien[2]; on ne peut donc l'identifier avec l'église de Saint-Quentin *de Galliaco*, dépendant de l'abbaye de Figeac dès 1146, et dont un faussaire du moyen âge attribuait la donation à Pépin le Bref[3].

** MANDINE (LA), h. cne de Caylux (Tarn-et-Garonne). L'église, peu distante du hameau, est située sur la ligne de démarcation des villages de Caylux et de Saint-Antonin.

** NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, église (chapelle, suivant Cassini), cne de la Capelle-Livron (Tarn-et-Garonne).

** PEYRE (LA), h. cne de Berganty.

* PUYJOURDE, h. cne de Salvagnac (Aveyron).

* SAINT-ALBY, maison isolée, cne de Saint-Projet (Tarn-et-Garonne). Cassini donne ce nom à une église ruinée; mais cet édifice, suivant lui, était construit sur la rive gauche du ruisseau qui limite les finages de Saint-Projet et de Bach, et non sur la rive droite comme la maison actuelle; ainsi cette église aurait été comprise dans le finage de Bach, et, de même que la paroisse de Bach, elle aurait fait partie de l'archiprêtré de Saint-Cirq.

** SAINT-AMANS, h. cne de Caylux (Tarn-et-Garonne). Le commandeur de la Capelle-Livron était «prieur primitif» de l'église paroissiale dédiée à Saint-Amand[4].

SAINT-AMANS, h. cne de Montsalès (Aveyron). Les officiers de l'État-major ont sans doute confondu ce hameau avec quelque autre hameau voisin.

SAINT-ANTOINE, h. cne de Caylux (Tarn-et-Garonne).

SAINT-BEROT, h. cne de Cajarc.

[1] Voyez la carte de l'État-major.

[2] Lacabane, *Observations sur la géogr. et l'histoire du Quercy et du Limousin*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXII, p. 100.

[3] Voyez la bulle d'Eugène III, dans Doat, t. 126, fo 53 vo, et le diplôme apocryphe de Pépin, même volume, fo 2 vo.

[4] Archives nation. S. 5546, fo 219 vo.

** Saint-Caprais, chapelle, c^ne de Loze (Tarn-et-Garonne).

** Saint-Clair-de-Marques, h. c^ne de Salvagnac (Aveyron).

** Saint-Étienne-de-Livron ou Saint-Estèphe, h. c^ne de Caylux (Tarn-et-Garonne).

* Sainte-Catherine, chapelle (Cassini), aujourd'hui maisons isolées, c^ne de Caylux (Tarn-et-Garonne).

Sainte-Girbette, ferme, c^ne de Salvagnac (Aveyron).

* Saint-Georges ou Saint-Jordy, h. c^ne de la Capelle-Balaguier (Aveyron). Une bulle d'Eugène III, accordée en 1146 à l'abbaye de Figeac, nomme Saint-Georges au nombre des églises qui relevaient de ce monastère. Le nom de Saint-Georges se trouve entre ceux de Sainte-Croix et de la Capelle[-Balaguier] que portent deux paroisses voisines[1].

* Saint-Jean, chapelle (Cassini), aujourd'hui maisons isolées, c^ne de la Capelle-Livron (Tarn-et-Garonne). Saint-Jean est situé entre la Capelle et l'église de Notre-Dame-de-Grâce.

Saint-Jean-de-Fajoles, h. c^ne de Beauregard.

** Saint-Martin-de-Candes, église, c^ne de Lugagnac. Si l'on s'en rapporte à Cassini, l'église de Saint-Martin était ruinée au siècle dernier; la carte de l'État-major, toutefois, la représente debout.

Saint-Méros, f. c^ne de Cajarc.

Saint-Symphorien, h. de la commune de Caylux (Tarn-et-Garonne), situé sur les confins du finage de Mouillac. «Le prieuré de Saint-Symphorien *de Canhaco* près Caylux» (*prope Caslutium Bonetæ diœcesis Cadurcensis*) fut uni, en 1409, à la Chartreuse de Cahors par l'évêque Guillaume d'Arpajon; cet acte fut confirmé en 1412[2]. Saint-Symphorien est appelé Saint-Symphorien-des-Pom[m]iers par Cassini.

** Salle (La), h. c^ne de Caylux (Tarn-et-Garonne).

* Seuzac, h. c^ne de Larnagol.

XI. Archiprêtré de Saint-Cirq-la-Popie.

* Bastide-Marnhac (La). Bien que la Bastide-Marnhac soit aujourd'hui chef-lieu de commune, elle ne paraît pas avoir conservé son église; du moins les officiers de l'État-major ne l'ont pas indiquée sur leur carte.

[1] Doat, t. 126, f° 54 v°. — [2] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 48.

** CREMPS. La paroisse de l'église de *Crem* est mentionnée dans un acte de 1258[1].

* ESCAMPS. L'observation que nous avons faite au sujet de la Bastide-Marnhac est applicable à Escamps.

** LABURGADE.

** SAINT-ÉTIENNE-DE-MONTAGNAC, h. c^ne de Saint-Cirq-la-Popie.

XII. ARCHIPRÊTRÉ DE MONTPEZAT.

** AUSSAC, h. c^ne de l'Honor-de-Cos.

* BELLEGARDE, h. c^ne de Léojac.

** BRUNIQUEL.

** CAMAREL, h. c^ne de Puycornet.

CANGUISE, maisons isolées, c^ne de Saint-Nauphary. Il y avait en ce lieu, au moyen âge, une église dépendant de l'abbaye de Montauban dès l'an 1215, époque où elle est désignée sous le nom de *Sancte Marie de Campoguisano*[2]. En 1306, le prieuré de Canguise était uni à celui de Corondes[3], et cette union subsistait encore en 1332, date de l'union des deux bénéfices à l'église cathédrale de Montauban[4].

* CANTEMERLE, h. c^ne de Molières.

COSTEJEAN, h. c^ne de Saint-Antonin. C'est à tort que Cassini indique Costejean comme abbaye de l'Ordre de Cîteaux, ce n'était qu'un prieuré dépendant de l'abbaye féminine de Leyme, laquelle était, en effet, de l'Ordre de Cîteaux[5].

** COUGOURNAC, h. c^ne de Puycornet. Cassini l'accompagne du signe conventionnel indiquant les prieurés d'hommes : l'église *de Cogornaco* figure effectivement, dès 1097, parmi les églises que l'abbaye de Moissac possédait alors dans le Quercy[6], et la bulle accordée en 1240, par le pape Grégoire IX, nomme aussi le prieuré *de* [*Co*]*garnaco* parmi les dépendances de cette même maison[7].

* MADELEINE (LA), h. c^ne de Penne (Tarn). Cassini la nomme « la Madelaine-des-Albis. »

MADELEINE (LA), h. c^ne de Saint-Georges-de-Salvagnac.

[1] Doat, t. 120, f° 23 v°.
[2] *Gall. christ.* t. XIII, p. 188.
[3] Voyez le n° 48 du Pouillé.
[4] Doat, t. 89, f° 258 v°.
[5] *Gall. christ. nova*, t. I, col. 191.
[6] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 40.
[7] Doat, t. 129, f° 252 v°.

Ordalilhas. L'église d'*Ordalilhas* était, en 1246, l'une des quatre annexes de l'église de *Frezautviler,* aujourd'hui Saint-Martial[1]. Nous ne savons à quelle époque fut supprimée cette église, dont le nom même n'est resté à aucune localité des environs de Saint-Martin.

** Pilon, h. c^ne^ de Montpezat.

* Rouzet, h. c^ne^ de Puycornet.

** Saint-Amans, h. c^ne^ de Molières. Il y avait près de ce lieu une maison de l'Ordre de Malte, et le nom de *la Commanderie* que porte encore aujourd'hui cette habitation, ou celle qui l'a remplacée, en perpétuera le souvenir. Il semble cependant que Cassini a eu tort de surmonter le clocher de Saint-Amans de la croix de Malte, qui, chez lui, est le signe distinctif des commanderies : en effet, une déclaration de 1640 indique Saint-Amans comme membre de la commanderie de Vaour, de laquelle dépendait, par cette raison, l'église paroissiale du lieu[2]. On peut donc supposer qu'à une époque inconnue de nous, mais antérieure sans doute au XVIIe siècle, la commanderie de Saint-Amans aura été unie à celle de Vaour.

** Saint-Barthélemy, h. c^ne^ de Mirabel.

* Saint-Benoît-de-Castres, h. c^ne^ de Montricoux.

* Saint-Cirq, église succursale, à un peu plus d'un kilomètre sud-ouest de Montpezat (Cassini) et, par conséquent, sur le territoire de cette commune.

Saint-Cirq (*Sanctus Ciricus*) était aussi le nom d'une église voisine de Saint-Martial et annexée à celle-ci en 1246, ainsi que trois autres églises[3]; elle n'existait plus au siècle dernier, car la carte de Cassini ne la mentionne pas, et n'indique même, dans la contrée où elle dut s'élever, aucun écart ayant conservé ce vocable.

Saint-Crespey (*Sanctus Crispinus?*), h. c^ne^ de Léojac.

** Sainte-Anne-de-la-Boulbène, h. c^ne^ de la Bastide-de-Penne.

* Sainte-Arthémie, h. c^ne^ de Molières. Une charte de 1292 nous fait connaître « maître Bertrand de Sainte-Arthémie, docteur en décrets et recteur de l'église « *de Sancta Arthemia*[4]. »

Sainte-Croix, ferme ou maisons isolées, à un kilomètre à l'est de Cougournac, c^ne^ de Puycornet.

** Sainte-Eulalie-de-Cande, h. c^ne^ de Lapenche. Cette église figure dès 1175

[1] Voyez le n° 555 du Pouillé.

[2] Archives nation. S. 5546, f° 211 v°.

[3] Voyez le n° 555 du Pouillé.

[4] Doat, t. 130, f° 213 v°.

parmi les possessions de l'abbaye de Saint-Germain[1]. La carte de l'État-major ne donne pas le surnom du hameau.

Sainte-Livrade, ferme ou maisons isolées, c^ne de Molières, à peu de distance au sud de ce village.

** Sainte-Victoire, h. c^ne de Montalzat. La *parrochia Sancte Victorie* est nommée dans une pièce de 1466[2].

** Saint-Étienne-de-Vieucos, h. c^ne de Saint-Paul-la-Bouffie (Lot).

** Saint-Fleurien, h. c^ne de Belfort (Lot). Cassini nomme cette paroisse Saint-Fleurien-de-Dourre.

Saint-Geniès, h. c^ne de Montalzat.

Saint-Geniès, ferme ou maisons isolées, c^ne de Montauban, à un demi kilomètre de Saint-Martial.

* Saint-Geniès, h. c^ne de Montricoux. Cassini accompagne ce hameau d'une église détruite.

** Saint-Georges-de-Salvagnac. Cassini ne place pas l'église de Saint-Georges à son emplacement actuel, c'est-à-dire près du hameau de Verdier, mais à 2 kilomètres à l'ouest, proche du hameau de Saint-Sauveur : la carte de l'État-major indique cependant, en cet endroit même, une chapelle ou église isolée de Saint-Georges. La baronnie de Saint-Georges-de-Salvagnac fut léguée, en 1529, à l'abbaye de Loc-Dieu, du diocèse de Rodez, par Jeanne de Lévis, comtesse de Caylux, à la charge d'une messe quotidienne pour son âme et celles des siens[3].

** Saint-Gervais, maisons isolées, c^ne de Saint-Paul-la-Bouffie (Lot), à 2 kilomètres sud de Saint-Étienne-de-Vieucos. L'église ou chapelle de Saint-Gervais est située sur la limite des finages de Saint-Paul et de Flaugnac.

Saint-Gilles, h. c^ne de Négrepelisse.

* Saint-Hilaire, h. c^ne de Montauban. Cassini le nomme Saint-Hilaire-de-Saint-Barthélemy; nous ignorons l'origine de ce surnom. Il semble certain, du reste, que Saint-Hilaire était le vocable de cette ancienne paroisse. Les chartes de 1215 et de 1281, par lesquelles les évêques de Cahors confirment l'abbaye de Saint-Théodard de Montauban dans la possession de diverses

[1] Doat, t. 124, f° 350 v°.

[2] Cet acte a été cité par M. Devals aîné (*Recueil de la Société des sciences, etc., de Tarn-et-Garonne,* 1868-1869, p. 60).

[3] Cartulaire de l'abbaye de Loc-Dieu (Bibl. nat. fonds latin, n° 10975), f° 9 v° et 17 v°.

églises du Quercy, mentionnent «l'église de Saint-Hilaire (*sancti Ylarii*) près «la rivière de Tarn [1].»

Saint-Hilaire, h. c^ne^ de Vaissac. Cassini le nomme Saint-Halary.

Saint-Jean, f. c^ne^ de Cayriech (Cassini). Cette ferme paraît être la même que celle désignée sur la carte de l'État-major par le nom de Gasc.

Saint-Jean, h. c^ne^ de Mirabel, à un kilomètre sud de ce village.

** Saint-Jean-de-Fustin, h. c^ne^ de Montalzat. «L'église de Saint-Jean *de Furtin*» est comptée, en 1105, par le pape Pascal II, au nombre des églises que l'abbaye de Saint-Martin de Tulle possédait dans le Quercy [2].

Saint-Jean-de Mondous, h. c^ne^ de Mirabel, à 2 kilomètres ouest de Mirabel. Ce hameau n'est pas mentionné par Cassini.

* Saint-Jean-des-Arcades, h. c^ne^ de Belfort (Lot). C'est sans doute cette église qui est désignée en 1263 sous le nom d'«église *de Sancto Johanne de Belloforti*» dans les statuts capitulaires de l'église de Cahors, touchant le droit de patronage des églises appartenant au chapitre [3]. Une charte par laquelle Barthélemy, évêque de Cahors, confirma, en 1271, les possessions du même chapitre mentionne cette même église et l'appelle *sancti Johannis prope castrum de Belfort* [4].

** Saint-Laurent-de-Maynet, h. c^ne^ de Montricoux. La carte de l'État-major indique l'édifice religieux de saint Laurent comme une chapelle.

** Saint-Martin-de-Caissac, h. c^ne^ de La Bastide-de-Penne.

** Saint-Martin-de-Caussanille, h. c^ne^ de Saint-Georges-de-Salvagnac.

** Saint-Nazaire, h. c^ne^ de Réalville. On sait qu'en 1220, Bernard, abbé de Saint-Marcel, conclut un arrangement avec Raymond Roger, prieur de Saint-Nazaire, et le doyen de Cayrac, touchant les dîmes de Saint-Nazaire [5]. Cette transaction semble indiquer que le prieuré de Saint-Nazaire dépendait alors du doyenné voisin de Cayrac. Au siècle dernier, l'église de Saint-Nazaire n'était plus qu'une succursale (Cassini).

Saint-Pierre, maisons isolées sur la rive gauche de la Vère, en face Briande-Vère, c^ne^ de Bruniquel.

Saint-Pierre, f. c^ne^ de Molières, près du village de Saint-Amans.

[1] *Gall. christ.* t. XIII, *Instr.* p. 288; Doat, t. 89, f° 115 r°.

[2] Baluze, *Historia Tutelensis*, col. 451.

[3] Doat, t. 120, f° 55 r°.

[4] Lacroix, p. 121.

[5] *Gall. christ. nova*, t. I, p. 183.

* Saint-Pierre-d'Angayrac, h. c^ne^ de l'Honor-de-Cos. La paroisse *Sancti Petri de Angayraco* figure dans une pièce de 1366 citée par M. Devals aîné.

* Saint-Pierre-de-Balach, c^ne^ de Lalbenque (Lot). Cette église est placée par Cassini entre les hameaux de Balach-Bas et Balach-Haut.

** Saint-Romain, h. c^ne^ de Puycornet. Le nom de Saint-Romain apparaît, dans une charte de 965, comme celui d'un lieu de la viguerie de Saint-Christophe, en Quercy (*hoc est terra que est in pago Caturcino, in vigaria est de sancto Christophoro et in aro de sancto Romano*)[1], et il implique l'existence d'un établissement religieux dès cette époque reculée.

Saint-Sardos, f. c^ne^ de Montauban, à peu de distance au sud de Falguières (Cassini). Cette localité a sans doute été confondue par les officiers de l'État-major dans le hameau de Terral.

Saint-Sauveur, h. c^ne^ de Saint-Georges-de-Salvagnac.

** Saint-Sever, h. c^ne^ de Fontanès (Lot).

** Saux, h. c^ne^ de Montpezat.

** Viminiés, h. c^ne^ de Mirabel. Une bulle accordée par Innocent IV à l'abbaye de la Garde-Dieu, en 1250, nomme l'église de *Vimeniers* parmi les possessions de cette maison[2].

XIII. Archiprêtré de Moissac.

* Bellecassagne, chapelle (Cassini), aujourd'hui maisons isolées, c^ne^ de Miramont.

** Coupet, h. c^ne^ de Clermont-Dessous (Lot-et-Garonne).

** Dalmayrac, h. c^ne^ de Lauzerte. « L'église *sancti Petri de Dalmayraco*, au « diocèse de Cahors, et ses annexes de Saint-Sauveur de Valroumanne et de « Notre-Dame-de-Marmont, » furent unies, en 1459, par Jean, évêque de Cahors, au collége de Rodez, que Bertrand de Rodez, archevêque de Naples, avait fondé à Cahors[3]. Cassini donne à cette église le nom de Saint-Pierre de Dalmeyrac.

** Esmes, h. c^ne^ de Montesquieu. L'église de ce lieu était consacrée à saint Martin[4].

[1] Cette pièce a été citée par M. Devals aîné, archiviste du département de Tarn-et-Garonne.

[2] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 47.

[3] Doat, t. 121, f° 10 r°.

[4] Voyez ce que l'on sait sur cette église aux n°s 586 et 599.

** Espalais.

* Madeleine (La), h. cne de Moissac, à 4 kilom. nord-ouest de cette ville.

** Montagudet.

** Peyrouse (La), h. cne de la Française. En 1083, Raymond *Gausberti* restitua à l'abbaye de Moissac l'église *sancte Marie de Illa Petrosa* que son père, Gausbert, avait reçue à titre de fief, bien que contrairement au droit (*quamvis injuste*), de l'évêque Guillaume. La charte qui relate ce fait ne laisse aucun doute sur l'identité de la Peyrouse : il y est dit, en effet, que cette église est située dans le Quercy, à l'extrémité de la forêt de Francour et au bord de l'Emboulas (*flumen quod nominatur Ambolas*). L'église de la Peyrouse, au dire de la même pièce, n'était désignée par les anciens du pays que sous la simple dénomination de «La Capelle» (*apud antiquos dicta est Ipsam Capellam*)[1]. *La Peirosa* est encore comptée, en 1240, par le pape Grégoire IX, au nombre des propriétés de l'abbaye de Moissac[2].

* Saint-Clément, église, cne de Bourg-de-Visa (Cassini). Le nom de Saint-Clément ne reparaît pas sur la carte de l'État-major, mais cette église était située près du hameau des Bordettes, à l'est du Bugat.

Sainte-Claire, h. cne de Lauzerte. Cassini l'indique comme chapelle.

* Sainte-Eulalie, h. cne de Montjoi. La paroisse de Sainte-Eulalie est nommée dans le traité de 1287 comme dépendant de Montjoi[3].

** Sainte-Livrade, h. cne de Moissac, à 6 kilomètres à l'est de cette ville. En 1097[4], comme en 1240, l'église de Sainte-Livrade (*sancta Liberata*) est désignée comme appartenant à l'abbaye de Moissac[5].

** Sainte-Rose, h. cne de Malause.

Saint-Geniès, ferme ou maisons isolées, cne de Lauzerte, près de Genouillac.

Saint-Glandou, cne de Castelsagrat, près de l'ancienne paroisse de Buzenou.

Saint-Jean, h. cne de Montagudet. Cassini appelle ce lieu «Saint-Jean-del-«Bistou,» et se sert, pour écrire son nom, du caractère romain, employé ordinairement pour les noms des paroisses; mais il ne lui a pas donné le signe distinctif de cette classe de localités.

** Saint-Julien-de-la-Serre, h. cne de Gandaille (Tarn-et-Garonne). Cette église fut donnée, en 1172, par Géraud, évêque de Cahors, à l'abbaye d'Oba-

[1] Doat, t. 128, fos 185-186.
[2] *Id.* t. 129, fo 252 ro.
[3] *Id.* t. 120, fo 175 vo.
[4] *Gall. christ. nova*, t. I, *Instr.* p. 40.
[5] Doat, t. 129, fo 252 ro.

sine; les auteurs du *Gallia christiana,* qui relatent ce fait, la désignent simplement sous le nom d'*ecclesia de Serra*[1]. Son territoire ecclésiastique est appelé *parrochia Sancti Juliani* dans le traité de 1287, relatif aux revenus du roi d'Angleterre en Quercy[2].

** SAINT-MARC-D'ISSERTENS, h. c^ne^ de Piquecos.

SAINT-MARTIN, maisons isolées, c^ne^ de Castelsagrat.

** SAINT-MARTIN-DE-LA-BELLANÈDE, h. c^ne^ de Graissas (Lot-et-Garonne). La paroisse *sancti Martini de Velaneda* figure, en 1287, dans le traité pour l'assignation des revenus du roi d'Angleterre en Guyenne[3]. Vers la fin du XIIIe siècle, c'est-à-dire de 1280 à 1293, le droit de présentation à l'église de Saint-Martin *de Avillaneta* fut donné par Raymond, évêque de Cahors, à Gausbert, abbé de Saint-Maurin; c'est là, du moins, ce qui ressort d'une déclaration faite en 1309, devant l'abbé Jourdain, successeur de Gausbert, par Gausbert Vitel, recteur des églises de Graissas et de Saint-Martin[4]. Peut-être l'église de Saint-Martin demeura-t-elle sous l'autorité du curé de Graissas jusqu'à la Révolution.

* SAINT-MICHEL, maisons isolées, c^ne^ de Castelsagrat. Ce Saint-Michel ne peut être différent de la *parrochia sancti Michaelis d'Orsane,* nommée dans le traité de 1287 parmi les dépendances de la seigneurie de Castel-Sagrat[5].

* SAINT-MICHEL, h. c^ne^ de Lauzerte. Cassini, qui représente l'église de Saint-Michel comme ruinée, la qualifie de succursale.

* SAINT-PAUL, h. c^ne^ de Lauzerte. L'église de Saint-Paul était également ruinée au siècle dernier (Cassini).

* SAINT-PIERRE, chapelle détruite, c^ne^ de Fauroux (Cassini).

SAINT-SÉVERIN, à Moissac. L'église de Saint-Séverin de Moissac fut donnée à l'abbaye de ce lieu, sous l'abbé Anquetil, vers la fin du XIe siècle, par Raymond Bernard et son frère Oger[6].

** SAINT-SIMON, h. c^ne^ de la Française. Cette église n'est évidemment pas différente de celle de *Saint-Simon de Vernat,* qui appartenait à la commanderie de Vaour, même avant 1520[7].

[1] *Gall. christ. nova,* t. I, col. 130.
[2] Doat, t. 120, f° 176 v°.
[3] *Ibid.*
[4] *Gall. christ. nova,* t. II, col. 947.
[5] Doat, t. 120, f° 75 r°.
[6] *Gall. christ. nova,* t. I, col. 136.
[7] Archives nat. S. 5546, f° 211 v°.

*VALROUMANNE, h. c^ne^ de Montagudet. L'église de Saint-Sauveur de Valroumanne était, en 1459, une des deux annexes de la paroisse de Saint-Pierre-de-Dalmayrac[1].

*VILLEBOURGON, maisons isolées, c^ne^ de Lauzerte. Cassini ne figure sous ce nom qu'une église en ruines.

XIV. ARCHIPRÊTRÉ DES VAUX.

**SAINT-AMANS-DE-CABREMORTE, h. c^ne^ du Breil (Lot).

SAINT-CHRISTAU, f. ou maisons isolées, c^ne^ de Castelnau-de-Montratier (Lot).

*SAINT-DENIS-DU-FUSTIN, h. c^ne^ de Vazérac.

SAINT-GÉRY (*Sanctus Desiderius*), h. c^ne^ de Lascabanes (Lot).

**SAINT-JEAN, chapelle isolée (Cassini) ou petite église (État-major), c^ne^ de Montcuq (Lot).

*SAINT-MARTIAL-DE-GRÈZES, h. c^ne^ de Saint-Pantaléon (Lot).

**SAINT-MARTIN-DE-LA-BARTHE, h. c^ne^ de Labarthe.

*SAINT-VINCENT, h. c^ne^ de Castelnau-de-Montratier (Lot). L'évêque Barthélemy nomme l'église de Saint-Vincent à la suite de celles de Thézels et de Saint-Anthet, au nombre des églises possédées par le chapitre en 1272[2].

**TERRY, h. c^ne^ de Pern (Lot).

*VENTAILLAC, h. c^ne^ de Pern (Lot).

[1] Voyez plus haut, p. 73, à l'art. DALMAYRAC. — [2] La Croix, p. 121.

TABLE DES NOMS DE LIEU

MENTIONNÉS

DANS LE POUILLÉ DU DIOCÈSE DE CAHORS.

Les numéros qui suivent immédiatement le nom correspondent aux articles du Pouillé, du Compte des décimes ou des Notes et éclaircissements. — Les numéros précédés de la lettre *p.* renvoient au Supplément du Pouillé et, par conséquent, aux pages du volume.

Abbaye-Nouvelle (L'), 9.
Aglan, 227.
Albas, 199.
Albiac, 345.
Albias, 522.
Aliguières, 542.
Alix (Les), 385.
Alvignac, 378.
Ambayrac, 400.
Anglars, 98, 425.
Anglars, c^ne de Castelfranc, 196.
Arcambal, p. 158.
Ardus, 534.
Armailly, 462[5].
Arques (Les), 16, 234.
Arthelæ, 73.
Artix, 168.
Assier, p. 164.
Aujols, 502.
Aussac, p. 169.
Aussac ou Pechpeyroux, 654.
Autoire, 358.
Auty, 552.
Auzac, 254.
Aynac, 361.
Bach, 510.
Bagat, 69, 681.
Baladou, p. 161.
Balaguier, 34, 400.
Balmata, 164.
Banhac, 398.
Bannes, p. 162.
Barbarou, p. 161.
Basses-Masseries (Les), p. 158.
Bastide-du-Haut-Mont (La), 399.
Bastide-du-Vert (La), 176.
Bastide-Marnhac, p. 168.
Bastide-Murat (La), 404.
Bastit-du-Causse (Le), p. 162.
Bayne, 65.
Beaumat, 163.
Beauregard, 494.
Beaussac, 373.
Béduer, 449, 450.
Bégoux, 508.
Belaye, 126, 202, 203.
Belcastel (Le), p. 163.
Belfort, 536.
Bellecassagne, p. 173.
Bellegarde, p. 169.
Belmerou, 74.
Belmont-près-Bretenoux, 359.
Belmontet (Lot), 655.
Belmontet (Tarn-et-Garonne), 550[2], 559. (La mention dans la note 101 doit être considérée comme non avenue.)
Belpech, 627.
Benas, 605.
Benèche (La) ou Saint-Pierre-de-l'Herm, 574.
Berganty, 134, 499.
Bessonies, p. 164.
Betaille, 289.
Beyssac, 306.
Biars, 364.
Bio, 345.
Bioule, 514.
Blanzaguet, 118, 340.
Blars, 452.
Boisse, 659.
Boissières, 179, 201.
Boissirette, 248.
Bonneviolle, 92, 369.

Bordes (Les), 247.
Borrèze, 313.
Boudou, 619.
Bouffie (La), 521.
Bougayrou (Le), 30, 387.
Bouloc, 67, 645.
Boulvé (Le), 209.
Bourg (Le), 46, 428.
Bourg-de-Visa, 104, 422.
Bourzoles, 88, 309.
Boussac, 413.
Bouxal, p. 164.
Bouysses (Les), 111.
Bouyssou (Le), 437.
Bouziès, 501.
Bouziès-Bas, 501.
Bovila, 78.
Bras ou La Française, 625.
Brassac, 600.
Breil (Le), 663.
Brengues, 421.
Brétenoux, 14, 367.
Bretous (Les), 599.
Brouelles, 154.
Bruguède (La), 606.
Bruniquel, p. 169.
Bruyères, 662.
Bugat (Le), 630.
Buzenou, 606.

Cabanac, 205.
Cabrerets, 169.
Cabrette (La), 665, 667.
Cadamas, 644.
Cador, 323.
Cadrieu, p. 166.
Cagnac, 638.
Cahors, 110, 134, 138-146, 171[2,3], 173[2,3].
Cahus, 346.
Caillac, 178.
Caix, 125, 175.
Cajarc, 133, 465.
Calamane, 179.
Calamane, près Montjoi, 599.
Calès, 280.
Calmels (Les), p. 164.
Calviac, 355.
Calviat, 305.
Calvignac, 475.
Camarel, p. 169.
Camb? 424[2].
Cambayrac, 182.
Cambes, 451.
Camboulan, p. 166.
Camboulit, 394.
Camburat, 35, 420.
Cami, 125, 175.
Caminel, 661.
Caminet, 84, 272[2].
Campagnac, 613.
Campagnol, p. 160.
Camy, 85, 274.
Canabals, 71.
Canguise, p. 169.
Caniac, p. 158.
Caniez, 135, 512.
Canourgues, 247.
Cantemerle, p. 169.
Canzacum ou Couvert, 232.
Capdenac, 40, 423[2], 439.
Capelle (La), c^{ne} de Cahors, 142, 510[2].
Capelle-Balaguier (La), p. 166.
Capelle-Banhac (La), 45, 398, 426.
Capelle-Bretous (La), ou les Bretous, 599.
Capelle-Cabanac (La), 215.
Capelle-Figeac (La), 409, 429.
Capelle-Livron (La), 467.
Capelle-Marival (La), 393.
Carayac, 401.
Carbes, 666.
Carcès, 644.
Cardaillac, 42, 423[3], 459.
Carennac, 17, 366[4], 376.
Carlucet (Dordogne), 299.
Carlucet (Lot), 384.
Carlux, 294.
Carnac, 70, 683.
Cassagnes, 322.
Cassagnolles, 43, 425[2].
Castanède, c^{ne} de Montalzat, 540.
Castanède, c^{ne} de Négrepelisse, 572.
Castelfranc, 176.
Castelnau-de-Brétenoux, 14.
Castelnau-de-Montratier, 633.
Castels, 107, 610.
Castelsagrat, 595.
Catus, 72, 192.
Caunhases, 246[3].
Caussade, 541.
Cavagnac, 300.
Cavagnac, c^{ne} de Soturac, 221.
Caylux, 99, 478.
Cayrac, 11, 522, 553[4].
Cayriech, 533.
Cazals (Lot), 238.
Cazals (Tarn-et-Garonne), 551.
Cazes, 226.
Cazes-Montdenard, 660.
Cazillac (Lot), p. 161.
Cazillac, c^{ne} de Cazes-Montdenard, 641.
Cazoules, 321.
Cels, 177.
Cenac, 197.
Cénevières, p. 167.
Cézac, 672.
Chapelle (La), c^{ne} de Carlux, p. 161.
Chapelle (La). *Voyez* Saint-Jean.
Chapelle-Auzac (La), 336.
Chapelle-Saint-Jean, p. 161.
Charros, 62, 577.
Chartreux (Les), de Cahors, 173[2].
Chouastrac, 519.
Cieurac, 509.
Cieurac, c^{ne} de Lanzac, 282.
Clotes (Las), 60.
Coinac, 503.
Collonge, 106, 618.
Colombier (Le), 563.
Comiac, 344.
Concorès, 80, 241.

Concots, 503.
Condat, 333.
Corn, p. 164.
Cornac, 362.
Cornus, 490.
Cos, 52, 526.
Coste (La), p. 160.
Costejean, p. 169.
Cougournac, p. 169.
Coulourgues, 211.
Coupet, p. 173.
Courbenac, p. 160.
Cournoux, 20, 185.
Cournus, 677.
Courondes, 48, 517, 572.
Cours-Saint-Michel, 152.
Couvert, 232.
Couzou, p. 163.
Craissac, 187.
Cras, 174.
Crégols, 500.
Cremps, p. 169.
Cressensac, 295.
Creysse, 90, 311.
Creyssens, 209.
Cuzance, 24, 302².

Dalmayrac, p. 173.
Daurade (la), à Cahors, 109, 138, 173⁵.
Dégagnac, 250.
Degagnazès, 81.
Degoutat (Le), 648.
Devillac, 137, 632.
Doménac, 173.
Douelle, 178.
Duravel, 79, 226.
Durbans, p. 164.
Durfort, 591.

Église-Basse (L'), 350.
Escamps, p. 169.
Escayrac, 680.
Esclauzels, 134, 499.
Esmes, 599 et p. 173.
Espagnac, 123, 462².
Espalais, p. 174.
Espanel, 524.
Espédaillac, p. 164.
Espère, 180.
Espis, 614.
Esplanels, 599.
Estrabols, p. 167.
Eybènes, 316.
Eyvignes, 315.

Fage, 165.
Fages, 125, 175.
Fajoles, 269.
Falguières, 59, 562.
Fargues, 190.
Farguettes, 109², 209.
Fauroux, 601.
Faycelles, 397.
Félines, 93, 367.
Felzins, 416.
Ferrières, 207.
Fieux (Les), 116.
Figeac, 2, 12, 132, 391, 414, 415, 425³⁻⁵, 427, 460.
Figouse (La), 536.
Flainac, 189.
Flaugnac, 135.
Flaujac-près-Lalbenque, 502.
Flaujac-près-Livernon, p. 163.
Flauniac, 512.
Floirac, 91, 351.
Floirac ou La Madeleine, c^ne de Larroque-des-Arcs, 149.
Floressas, 206.
Flottes, p. 158.
Foissac, 47, 479.
Fons, 73, 424²⁻⁴, 438.
Fontanes, 100, p. 163.
Fontanès, 544.
Fontaynoux, 100, 481.
Fontneuve, 525.
Fourmanhac, 433, 460³.
Française (La), 625.
Francoulès, 76, 158.
Francour, 108, 553⁵.
Fraysse (Le), 541.
Frayssinet, 156.
Frayssinet-le-Gélat, 231.
Frayssinhes, 368.
Friac, 87, 290.
Frontenac, p. 164.

Gagnac, 364.
Gaillac, p. 167.
Gandoulès, 537.
Ganic, 679.
Garde (La), 603.
Garde-Dieu (La), 7, 555².
Garde-du-Calvaire (La), 615.
Gardelle (La), 204.
Garric, 473.
Gasques, 607.
Génebrières, 556.
Gibimargues, 543.
Gignac, 130, 238, 287, 288.
Gignac ou Cazals, 238.
Gigouzac, 157.
Ginaillac, p. 160.
Gindou, 238.
Ginoulhac, c^ne de Lauzerte, 649.
Ginouillac, 260.
Ginouillac, c^ne d'Espédaillac, 455.
Gintrac, 352, 383.
Girac, 92, 369.
Glanes, 382.
Gluges, 334.
Godortet, 286.
Gordolet ou Durfort, 591.
Gorses, p. 164.
Goudou, 273.
Goujounac, 219².
Gourdon, 129, 252, 253, 286.
Graissas, 594.
Gramat, 363.
Grand-Roque, 249.
Grandi, 531.
Granéjouls, 66, 639.
Gréalou, 454.
Grezels, 216.
Grèzes, p. 165.
Guirande, 416.

Herm (L'), 235.
Hôpital-de-Maltaises (L'), 115.
Hôpital-de-Rocamadour (L'), 31.
Hôpital-Saint-Jean (L'), p. 161.
Hospitalet (L'), 66, 639.

Issendolus, p. 163.
Issepts, 445.
Issoudel, p. 160.

Jamblusse, 511.
Junies (les), 112, 246².

Labathude, 411.
Laburgade, p. 169.
Lacam-d'Ourcet, p. 163.
Lacave, p. 163.
Lalbenque, 573.
Lande (La), 516.
Lantis, 250.
Lanzac, 86, 277.
Lapenche, 106, 569.
Laramière, 75, 468.
Larnagol, 491.
Larroque-des-Arcs, 149.
Lasbouignes, 676.
Lascabanes, 680.
Lasvaux, 291.
Latour, 126, 203.
Lauresses, 396.
Laurs, 521.
Lauzerte, 136, 581.
Lauzès, 162.
Laval, 274.
Lavaurette, 53, 535.
Lavercantière, 18, 246.
Lavergne, 342.
Lazières, 171, 173¹.
Lentillac-près-Figeac, 405.
Lentilhac-près-Lauzès, 392.
Lentillac-près-Saint-Céré, 368.
Léobard, 268.
Léojac, 63, 556, 580³.
Léribose, 548.
Leyme, 10, 460⁴, 581².
Liauzu, p. 158.
Liméjouls, 320.
Limogne, 474.
Linac, 412.
Linards, 249.
Lissac, 121, 450, 463³.
Livernon, 94, 395.
Livinhac-le-Bas, 440.
Lizac, 624.
Lolmie, 670.
Londieu, 120.
Loubéjac, 220.
Loubressac, 350.
Louchap, 302.
Loudour, 23, 298.
Loupiac, 261, 270².
Loze, 495.
Lugagnac, 497.
Lugan, 53, 535.
Lunan, 409.
Lunegarde, 408.
Lunel, 605.
Luzech, 125, 175.
Luziers, 128, 233.

Madeleine (La), c^ne de Larroque-des-Arcs, 149.
Madeleine (La), c^ne de Moissac, p. 174.
Madeleine (La), près Peyrilles, 240.
Madeleine (La), c^ne de Saint-Georges-de-Salvagnac, p. 169.
Madeleine d'Aussac (La), 509.
Madeleine-de-Rivière (La), 460.
Madeleine-des-Albis (La), p. 169.
Maged. (la), 463².
Magnagnes, p. 163.
Mairinhagues, 477.
Maladeré, 26.
Malar, 353².
Malause, 590.
Mandine (La), p. 167.
Marcillac, 6, 406², 441.
Marcisse (?), 557.
Marel, 261.
Mareuil, 279.
Marminiac, 244.
Marnac, 127, 207.
Marniac, 519.
Marroule, 122, 480.
Martel, 296.
Martiel, 470.
Martignac, 223.
Martissan, 662.
Mascairolles, 213.
Masclat, 263.
Mas-del-Pech, p. 162.
Masse (La), 195.
Matignes ou Montsalès, 472.
Mativie (La), p. 164.
Mauroux, 205.
Maussac, 245.
Maxou, 124, 148.
Mayrinhac-Lentour, 342.
Mazères, 628.
Mazeyrolles, p. 162.
Mazières, 223.
Mechmont, 19, 166.
Mercuès, 181.
Meyrac, 90, 324.
Meyraguet, 278.
Meyrinhac-le-Francal, 29, 388, 462⁴.
Meyronne, 344, 380.
Mezels, 327.
Mialet, 434.
Miers, 375.
Milhac, 281.
Millac-le-Sec, 329.
Mirabel, 565.
Miramont, 597.
Moissac, 4, 136, 581-584, 609², 610².
Moissaguel, 589.
Molayrette (la), 679.
Moles ou Ferrières, 207.
Molières (Lot), 132, 391.
Molières (Tarn-et-Garonne), 528.
Molières ou Francoulès, 76, 158.
Moncalvignac, 651.
Monclar, 50, 518.
Monclera, 238.

Monfermier, 532.
Mongaudon, 617.
Monpalach, 61, 570.
Monsaintou, 666.
Montagudet, p. 174.
Montalzat, 60, 568.
Montamel, 171.
Montat (Le), 506.
Montbrun, 487.
Montcabrier, 127, 217.
Montcuq, 682.
Montdoumerc, 515.
Monteils, 542.
Montescot, 588.
Montesquieu, 586.
Montet (Le), 431.
Montfaucon, 264.
Montgesty, 198.
Montjoi, 56, 599.
Montlauzun, 673.
Montmagnerie, 599.
Montpezat, 13, 135, 512, 580[2].
Montredon, 96, 424.
Montricoux, 557.
Mont-Saint-Jean, 83.
Montsalés, 472.
Montvalent, 347.
Mothe-Cassel (La), 159.
Mothe-Fénelon (La), 82, 271.
Mouillac, 496.
Murat, 159.
Murel, 303.

Nabirat, 255.
Nadaillac-le-Rouge, 262.
Nadillac, c[ne] de Cras, 174.
Nazac ou Najac, 95, 410[2].
Négrepelisse, 531.
Neules, 491.
Nevèges, 137, 632.
Notre-Dame, c[ne] de Cahors, p. 158.
Notre-Dame-d'Albrespie, p. 160.
Notre-Dame-de-Bertat, p. 164.
Notre-Dame-de-Grâce, p. 167.
Notre-Dame-de-Livron, 99.
Notre-Dame-de-Marmont, 597.
Notre-Dame-des-Misères, 579.
Notre-Dame-des-Neiges, à Gourdon, p. 161.
Notre-Dame-de-Soubiroux, 141.
Notre-Dame-du-Puy, 132, 391.
Nozac, 258.
Nuzéjouls, 186.

Ols, 484.
Ordalilhas, p. 170.
Orliaguet, 326.
Orniac, 167.
Ortes (Les), p. 158.

Padirac, 377.
Paillas, 578.
Paillès, p. 165.
Parnac, 177.
Pasturac, p. 159.
Pauliac, 33, 381.
Paulin, 314.
Paunac, 292.
Payrac, 129, 252, 270.
Payrinhac, 268.
Pechpeyroux, 654.
Pélegry (Collége de), 171[2].
Pern, 648.
Perville, 603.
Pescadoires, 204.
Pestilhac (Lot), 127, 217.
Pestillac ou Montjoi, 56.
Peyrasot, 28, 317[2].
Peyre (La), p. 167.
Peyrillac, 334.
Peyrilles, 240.
Peyrissac, 44, 371.
Peyrouse (La), p. 174.
Piac, 587.
Pilon, p. 170.
Pinsac, 319.
Piquecos, 54, 544, 550[3].
Plalong, 210.
Planioles, 447.
Poicastel, 599.
Pomarède, 113, 225, 231[2].
Ponteirq, 191.
Pontverny, 374.
Poujet (Le), 119.
Poustans, 96, 224.
Pradines, 189.
Prangues, p. 164.
Prats-de-Carlux, 307.
Prayssac, 219.
Prendeignes, 38, 419.
Pressignac, 317
Promilhanes, 476.
Proulhac, 272.
Puybrun, 90, 337.
Puy-Calvel, 160.
Puygaillard, 560.
Puyjourde, p. 167.
Puy-la-Garde, 471.
Puy-la-Roque, 529.
Puy-l'Évêque, 218. Au lieu d'*ecclesia Sancti Salvatoris episcopi*, il faut lire dans le Pouillé : *ecclesia Sancti Salvatoris Podii Episcopi*.

Quissac, 444.

Rampoux, 246.
Rassiels, 188.
Réalville, 546.
Régagnac, p. 165.
Reilhac, 417.
Reilhaguet, 285.
Revel, 97, 547.
Rey (le), 473.
Reyrevignes, 443.
Reyrevignes, c[ne] de la Chapelle-Auzac, 318.
Rignac, 89, 310 378.
Rinhodes, 483[2].
Rivière (La), 92.
Rocamadour, 3, 31, 342, 372.
Roque (La), 426.
Roques (Les), p. 160.
Rouffiac, 200.
Rouffiliac, 257.
Rouilhac, 669.

Roustans, 96.
Rouzet, p. 170.
Rudelle, 93, 403.
Rueyres, 389.
Rund (La), 366[5].
Russac, 633.

Sabadel, 161.
Sabadel-près-la-Tronquière, 458.
Saignes, p. 164.
Saillac, 486.
Saillagol, 495.
Saint-Affre, 49, 488.
Saint-Alby, p. 167.
Saint-Amans, c^{ne} de Caylux, p. 167.
Saint-Amans, c^{ne} de Molières, p. 170.
Saint-Amans, c^{ne} de Montsalès, p. 167.
Saint-Amans-de-Cabremorte, p. 176.
Saint-Amans-de-Lursinade, 623.
Saint-Amans-de-Pellagal, 596.
Saint-Ambroise, à Cahors, 159.
Saint-André, à Cahors, 148.
Saint-André-des-Arques, 243.
Saint-Anthet, 660[2].
Saint-Antoine, c^{ne} de Caylux, p. 167.
Saint-Aubin-de-Nabirat, 276.
Saint-Aureil, 634.
Saint-Avit, c^{ne} de Dégagnac, p. 160.
Saint-Avit, c^{ne} de Montcabrier, 127, 217.
Saint-Avit-de-Combelongue, 615.
Saint-Avit-de-Haute-Serre, 620.
Saint-Barthélemy, à Cahors, 143.
Saint-Barthélemy, c^{ne} de Mirabel, p. 170.
Saint-Barthélemy, c^{ne} de Moissac. 620.
Saint-Benoît, 216.
Saint-Benoît-de-Castres, p. 170.
Saint-Berot, p. 167.
Saint-Blaise, 520.
Saint-Bonnet, 27, 328.
Saint-Bressou, 437.
Saint-Caprais, c^{ne} de Belmontet, 50.
Saint-Caprais, c^{ne} de Bouloc, 67, 645.
Saint-Caprais, c^{ne} de Loze, p. 168.
Saint-Caprais-de-Palus, 236.
Saint-Céré, 356.
Saint-Cernin, 155.
Saint-Chamand, p. 165.
Saint-Chamarand, 259.
Saint-Chels, p. 165.
Saint-Chignes, c^{ne} de Gramat, 360.
Saint-Chignes, c^{ne} de Saignes, p. 164.
Saint-Christau, p. 176.
Saint-Christophe, c^{ne} de Moissac, 631.
Saint-Christophe, c^{ne} de Molières, 549.
Saint-Cirgues, 39, 423.
Saint-Cirgues, c^{ne} de Figeac, p. 165.
Saint-Cirice, c^{ne} de Cahors, 159.
Saint-Cirq, 538.
Saint-Cirq, c^{ne} de Montpezat, p. 170.
Saint-Cirq, près Saint-Martial, p. 170.
Saint-Cirq-la-Popie, 134, 499.
Saint-Clair (Lot), 616.
Saint-Clair (Tarn-et-Garonne), 266.
Saint-Clair-de-Cavanac, 475.
Saint-Clair-de-Marques, p. 168.
Saint-Clément, c^{ne} du Bourg-de-Visa, p. 174.
Saint-Clément, c^{ne} de Cézac, 672.
Saint-Clément, près Montjoi, 611.
Saint-Crépin (Dordogne), 304.
Saint-Crépin, c^{ne} de Vers, 150.
Saint-Crespey, p. 170.
Saint-Cyprien, 646.
Saint-Cyr, c^{ne} de Cahors, 159.
Saint-Cyr-Belarbre, 267.
Saint-Cyr-d'Alzou, 386.
Saint-Cyr-Madelon, 281.
Saint-Dau, 36, 421[1], 427.
Saint-Daunès, 640.
Saint-Denis, c^{ne} de Figeac, 430.
Saint-Denis-de-Fustin, p. 176.
Saint-Denis-de-Lissac, 430.
Saint-Denis-près-Catus, 186.
Saint-Denis-près-Martel, 22, 290[2], 293.
Sainte-Alauzie, 68, 658.
Sainte-Anne-de-la-Boulbène, p. 170.
Sainte-Arthémie, p. 170.
Sainte-Catherine, p. 311.
Sainte-Catherine, c^{ne} de Caylux, p. 168.
Sainte-Catherine, c^{ne} de Creysse, 28, 317[2].
Sainte-Catherine, à Moissac, 584[2].
Sainte-Claire, à Cahors, 110.
Sainte-Claire, c^{ne} de Gourdon, 114.
Sainte-Claire, c^{ne} de Lauzerte, p. 174.
Sainte-Colombe, 448.
Sainte-Croix, c^{ne} de Puycornet, p. 170.
Sainte-Croix, c^{ne} de Saint-Urcisse, 604.
Sainte-Croix, près Sauliac, 462.
Sainte-Croix-de-Rouergue, 492.
Sainte-Croix-des-Vaux, 653.
Sainte-Eulalie, 402.
Sainte-Eulalie, c^{ne} de la Penche, 551.
Sainte-Eulalie, c^{ne} de Montjoi, p. 174.
Sainte-Eulalie-de-Cande, p. 170.
Sainte-Frie, 448.
Sainte-Girbette, p. 168.

Sainte-Juliette, 642.
Sainte-Livrade, c^ne de Moissac, p. 174.
Sainte-Livrade, c^ne de Molières, p. 171.
Sainte-Livrade, c^ne de Touffailles, 602.
Sainte Marguerite, p. 159.
Sainte-Marie, p. 166.
Sainte-Matré, 211.
Sainte-Mondane, 305.
Sainte-Quiterie, p. 159.
Sainte-Radegonde, près Martel, 293.
Sainte-Rafine, 52, 526.
Sainte-Rose, 174.
Sainte-Thècle, 586.
Sainte-Victoire, p. 171.
Saint-Étienne, c^ne de Cahors, p. 159.
Saint-Étienne, près Moissac, 604.
Saint-Étienne-de-Béduer, 449.
Saint-Étienne-de-Livron, p. 168.
Saint-Étienne-des-Landes, 237.
Saint-Étienne-de-Soubiroux, 141.
Saint-Étienne-de-Tulmont, 567.
Saint-Étienne-de-Vieucos, p. 171.
Saint-Étienne-la-Combe, 338.
Saint-Félix, 335.
Saint-Félix, c^ne de Valprionde, 656.
Saint-Félix-de-Felzins, 453.
Saint-Fleurien, p. 171.
Saint-Fort, 642.
Saint-Geniès, c^ne de Lauzerte, p. 174.
Saint-Geniès, c^ne de Montalzat, p. 171.
Saint-Geniès, c^ne de Montauban, p. 171.
Saint-Geniès, c^ne de Montcuq, 664.
Saint-Geniès, c^ne de Montricoux, p. 171.
Saint-Geniès-de-la-Millau, 566.
Saint-Georges, 427.
Saint-Georges, c^ne de la Capelle-Balaguier, p. 168.
Saint-Georges, c^ne de Montvalent, p. 162.
Saint-Georges-de-Monbarla, 598.
Saint-Georges-de-Salvagnac, p. 170.
Saint-Germain, c^ne de Moissac, 584.
Saint-Germain-du-Bel-Air ou les-Belles-Filles, 242.
Saint-Gervais, c^ne de Saint-Paul-la-Bouffie, p. 171.
Saint-Géry, 170.
Saint-Géry, à Cahors, 144.
Saint-Géry, c^ne de Lascabanes, p. 176.
Saint-Gilles, p. 171.
Saint-Glandou, 174.
Saint-Grégoire, 220.
Saint-Henri, p. 159.
Saint-Hilaire, 57, 578.
Saint-Hilaire, c^ne de Cabrerets, 164.
Saint-Hilaire, c^ne de Montauban, p. 171.
Saint-Hilaire, c^ne de Montfaucon, p. 171.
Saint-Hilaire, c^ne de Vaissac, p. 172.
Saint-Hilaire-de-Balmat, 164.
Saint-Hilaire-de-Saint-Barthélemy, p. 171.
Saint-Hilaire-du-Bastit, 286.
Saint-Hilaire-lès-Bessonnies, 435.
Saint-Hippolyte, c^ne de Bouloc, 67, 645.
Saint-Hippolyte, c^ne de Villemade, 553.
Saint-Hubert-de-Castagnole, 608.
Saint-Hugues, 55, 561².
Saint-Jacques, 463.
Saint-Jacques, à Cahors, 146.
Saint-Jacques, à Moissac, 582.
Saint-Jean, à Gourdon, p. 161.
Saint-Jean, c^ne de La Capelle-Livron, p. 168.
Saint-Jean, ou La Capelle, c^ne de Carlux.
Saint-Jean, c^ne de Cayriech, p. 172.
Saint-Jean, c^ne de Loubressac, 350.
Saint-Jean, c^ne de Mirabel, p. 172.
Saint-Jean, c^ne de Montagudet, p. 174.
Saint-Jean, c^ne de Montcuq, p. 176.
Saint-Jean, près Peyrilles, 240.
Saint-Jean-d'Auty, p. 164.
Saint-Jean-de-Cornac, 683.
Saint-Jean-de-Fajoles, p. 168.
Saint-Jean-de-Fustin, p. 172.
Saint-Jean-de-Grezels, 216.
Saint-Jean-de-Laur, 489.
Saint-Jean-del-Bistou, p. 174.
Saint-Jean-de-Mazérac, 529.
Saint-Jean-de-Mondons, p. 172.
Saint-Jean-de-Perges, 637.
Saint-Jean-de-Salcamier, 660.
Saint-Jean-des-Arcades, p. 172.
Saint-Jean-Lespinasse, 349.
Saint-Jean-Mirabel, 446.
Saint-Julien, c^ne de Cahors, p. 159.
Saint-Julien, c^ne de Cazillac, p. 162.
Saint-Julien, c^ne de Cras, p. 160.
Saint-Julien, c^ne de Moissac, 614.
Saint-Julien, c^ne de Montalzat, 527.
Saint-Julien-Cap-de-Pech, 679.
Saint-Julien-de-la-Mothe, 585.
Saint-Julien de-Lampon, 256.
Saint-Julien-de-Lasdoux, 527.
Saint-Julien-de-la-Serre, p. 174.
Saint-Julien-de-Valgineste, 561.

Saint-Julien-près-Siniergues, 283.
Saint-Laurent, à Cahors, 145.
Saint-Laurent, cne de Beauregard, 483.
Saint-Laurent, cne de Moissac, 584.
Saint-Laurent, cne de Monclar, 518.
Saint-Laurent, près Montcuq, 673.
Saint-Laurent-de-Corn, 406.
Saint-Laurent-de-Maynet, 557, p. 172.
Saint-Laurent-de-Nezelles, 530.
Saint-Laurent-les-Tours, 557.
Saint-Mafre-de-Bruniquel, 102, 553[3], 560.
Saint-Mammet, cne de Montesquieu, 615.
Saint-Marc-Dissertens, p. 175.
Saint-Marcel, 8, 555[3], 576.
Saint-Martial, 555.
Saint-Martial-de-Grèzes, p. 176.
Saint-Martin, cne de Camboulit, p. 166.
Saint-Martin, cne de Castelsagrat, p. 175.
Saint-Martin, cne de Catus, p. 160.
Saint-Martin, près Castelnau-de-Montratier, 632.
Saint-Martin, près Cazes-Montdenard, 660.
Saint-Martin, cne de Figeac, 415.
Saint-Martin, près Martel, 293.
Saint-Martin-d'Antéjac, 546.
Saint-Martin-de-Caissac, p. 172.
Saint-Martin-de-Candes, p. 168.
Saint-Martin-de-Canhac, 463[4].
Saint-Martin-de-Caussanille, p. 172.
Saint-Martin-de-Cesquières, 580.
Saint-Martin-de-la-Barthe, p. 176.
Saint-Martin-de-la-Bellanède, p. 175.
Saint-Martin-d'Ern, 650.
Saint-Martin-de-Mentauré, 591.
Saint-Martin-de-Moissac, 583.
Saint-Martin-de-Redon, 224.
Saint-Martin-de-Rive-d'Olt, 482.
Saint-Martin-de-Vers, 151.
Saint-Martin-du-Bois, 362.
Saint-Martin-la-Bouval, 466.
Saint-Martin-le-Désarnat, 251.
Saint-Mathieu, p. 162.
Saint-Maurice, 393.
Saint-Maurice, à Cahors, 142.
Saint-Maurice, cne de La Française, 558.
Saint-Médard, cne d'Issepts, 37, 41, 422.
Saint-Médard-de-Presque, 354.
Saint-Médard-Nicourby, 456.
Saint-Médard-près-Catus, 193.
Saint-Méros, p. 168.
Saint-Michel, 152.
Saint-Michel (Collége de), 171[3].
Saint-Michel, cne de Castelsagrat, p. 175.
Saint-Michel, cne de Lauzerte, p. 175.
Saint-Michel, cne de Moissac, 584.
Saint-Michel-de-Banières, 25, 322.
Saint-Michel-de-la-Rivière, 577[2].
Saint-Michel-del-Roc-de-Lials, 520.
Saint-Michel-Loubéjou, 353.
Saint-Nazaire, cne de Molières, 524.
Saint-Nazaire, cne de Réalville, p. 172.
Saint-Nazaire, près Saint-Geniès-de-la-Millau, 566.
Saint-Nazaire-la-Casse, 592.
Saint-Palavy, p. 162.
Saint-Pantaléon, 652.
Saint-Paul, cne de Lauzerte, p. 175.
Saint-Paul-de-Brugues, 591.
Saint-Paul-d'Espis, 683.
Saint-Paul-de-Fustin, 524.
Saint-Paul-la-Bouffie, 135, 512.
Saint-Perdoux, 432.
Saint-Pierre, cne de Bruniquel, p. 172.
Saint-Pierre, à Cahors, 140.
Saint-Pierre, cne de Carlucet, p. 164.
Saint-Pierre, cne de Fauroux, p. 175.
Saint-Pierre, cne de Molières, p. 172.
Saint-Pierre-d'Angayrac, p. 173.
Saint-Pierre-d'Ax, 587.
Saint-Pierre-de-Balach, p. 173.
Saint-Pierre-de-Campredon, 558.
Saint-Pierre-de-l'Herm ou la Benèche, 574.
Saint-Pierre-de-Liverson, 158.
Saint-Pierre-Delpech, 629.
Saint-Pierre-de-Milhac, 563.
Saint-Pierre-de-Nazac, 597.
Saint-Pierre-d'Endreigat, 552.
Saint-Pierre-la-Feuille, 124, 148.
Saint-Pierre-Liversou, 158.
Saint-Pierre-Livron, 498.
Saint-Pierre-Toirac, 463.
Saint-Privat, cne de Flaugnac, 643.
Saint-Privat, près Montcuq, 635.
Saint-Privat-de-Montcabrier, 667.
Saint-Projet (Lot), 254.
Saint-Projet (Tarn-et-Garonne), 469.
Saint-Quintin, 668.
Saint-Remy, cne de La Bastide-Marnhac, 505.
Saint-Remy, cne de Livernon, p. 166.
Saint-Romain, cne de Fauroux, 103, 601.

Saint-Romain, c^ne de Puycornet, p. 173.
Saint-Romain-le-Gourdonnois, p. 160.
Saint-Sardos, p. 173.
Saint-Sauveur, 82.
Saint-Sauveur, près Cahors, 124, 148.
Saint-Sauveur, c^ne de Calès, 385.
Saint-Sauveur, c^ne de Saint-Georges-de-Salvagnac, p. 173.
Saint-Sauveur, c^ne de Soulomès, p. 166.
Saint-Sernin, près Le Bourg, 428.
Saint-Sernin, près Miramont, 597.
Saint-Sernin, c^ne de Montcuq, 635.
Saint-Sernin-de-Montebouls, 64, 575.
Saint-Sernin-de-Pentiers, 626.
Saint-Sernin-des-Vaux, 635.
Saint-Sernin-de-Thezels, 678.
Saint-Sernin-du-Bosc, 609.
Saint-Sever, p. 173.
Saint-Séverin, à Moissac, p. 175.
Saint-Siméon, à Gourdon, 284.
Saint-Simon (Lot), 418.
Saint-Simon, c^ne de La Française, p. 175.
Saint-Simplice, 615.
Saint-Sozy, 117, 325.
Saint-Sulpice, 442.
Saint-Symphorien, c^ne de Lauzerte, 609.
Saint-Symphorien-des-Pommiers, p. 168.
Saint-Urcisse, 657.
Saint-Ursicin, à Cahors, 139.
Saint-Vergondin, 571.
Saint-Victor, 51, 523.
Saint-Vincent, c^ne de Castelnau-de-Montratier, p. 176.
Saint-Vincent-d'Antéjac, 545.
Saint-Vincent-Lespinasse, 621.
Saint-Vincent-près-Saint-Céré, 365.
Saint-Vincent-Rive-d'Olt, 177.
Salgues, 379.
Salgues, c^ne de La Bastide-Marnhac, 66, 675.
Salignac, 297.
Salle (La), p. 168.
Salles, 593.
Salvagnac, 465.
Salvetat (La), c^ne de Belmontet, 101, 550², 553², 559.
Salvetat (La), c^ne de Montpezat, 513.
Salvezou, p. 160.
Salviac, 128, 233.
Sarrazac, 301.
Saujac, 487.
Sauliac, 462.
Sauveterre, 634.
Saux (Lot), 212.
Saux, c^ne de Montpezat, p. 173.
Saux, c^ne de Sauveterre, 650.
Sauzet, 184.
Ségala, 366.
Ségos, 208.
Selles, 390.
Sénaillac-près-Lauzès, 172.
Senaillac-près-la-Tronquière, 370, 457.
Septfonds, 538.
Sérignac, 210.
Sérissac, 612.
Servanac, 551.
Seuzac, p. 168.
Sigognac, 621.
Simeyrols, 308.
Siniergues, 264.
Sonac, 410.
Soturac, 229.
Soubiroux, 141.
Soucirac, 260.
Souillac, 5, 330.
Souillaguet, 275.
Soulomès, p. 166.
Sousceyrac, 343.
Soyries, 404.
Strenquels, 332.

Tauriac, 337.
Terregaie, 319.
Terrou, 464.
Terry, p. 176.
Teyssieu, 348.
Thédirac, 239.
Thégra, 131, 341, 342.
Thémines, 44, 371, 425⁴.
Théminettes, 403.
Thevet (?), 424².
Thezels, 678.
Tissac, 636.
Toirac, 463.
Toufailles, 602.
Toulgon, p. 162.
Tour (La), 203.
Tournès (Archidiaconé de), p. 11-16, p. 35.
Touzac, 228.
Trébaix, 183.
Trégoux, 507.
Tréjouls, 671.
Trespoux, 504.
Troniac, 214.
Tronquière (La), p. 166.
Truffe (Le), 497.

Ussel, 160.
Uzech-des-Oules, 153.

Vaillac, 265.
Vaissac, 550.
Vaisse, 235.
Valeyrac, 339.
Valroufie, 149.
Valroumanne, p. 176.
Vals (Las), 107, 610.
Varaire, 467².
Vaux (Archiprêtré des), 137, 632.
Vaylats, 510.
Vayrac, 312, 342.
Vazerac, 647.

Velles, 150.
Ventaillac, p. 176.
Vern (Le), 32.
Vers, 250.
Veruli (?), 366[3].
Vialars, 493.
Vialolles, 77, 164, 173[5].
Viarose, 631.
Viazac, 461.
Vic, 436.
Vidaillac, 485.
Vigan (Le), 1, 15, 21, 252[2].
Villebourgon, p. 176.
Villemade, 58, 553.
Villesèque, 674.
Viminiès, p. 173.
Vire, 211.
Vormes, 162.

LIVRE DE GUILLAUME LE MAIRE

PUBLIÉ

PAR M. CÉLESTIN PORT,

CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DE LA COMMISSION DE TOPOGRAPHIE DES GAULES,

ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE.

24.

NOTICE PRÉLIMINAIRE.

Le manuscrit des Archives de Maine-et-Loire que nous publions intégralement n'est pas absolument inconnu. Il a même contre lui de n'être pas, tant s'en faut, inédit, et d'avoir déjà fourni un précieux contingent à la collection inappréciable de d'Achery. Mais, outre que ces matériaux mêmes sont restés là depuis lors à peu près inexplorés et perdus, l'original, considéré comme épuisé, s'est laissé si bien oublier, qu'on n'a plus songé à lui demander les renseignements les plus essentiels que l'histoire y pouvait chercher. Un certain nombre aussi de documents connus et empruntés par divers savants à d'autres sources prennent, ce semble, en se retrouvant ici, leur marque d'origine et un caractère qui les autorise mieux et qui les transforme; et peut-être n'est-ce pas d'ailleurs une ressource de curiosité vaine que d'avoir sous la main, complet et dans sa composition originale, le *Livre* d'un évêque, et d'un grand évêque, de la fin du XIIIe siècle.

C'est en effet le vrai titre, *Liber Guillelmi Majoris,* que porte encore, sur le plat extérieur, la couverture du manuscrit. Le titre prêté par d'Achery à ses extraits, *Gesta Guillelmi Majoris ab ipsomet relata,* n'est juste précisément que pour le choix qu'il en donne, et dénature l'idée réelle qu'il faut prendre du recueil angevin, réunion systématique non pas seulement des actes personnels de Le Maire, mais aussi des enseignements utiles à ses successeurs sur les actes solennels où son épiscopat s'est activement mêlé.

Ce manuscrit, estimé de tout temps précieux, restait en effet à l'usage personnel de l'évêque et fut donné au Chapitre de la cathédrale le 13 novembre 1441 par l'évêque Jean Michel, comme l'attestaient les registres capitulaires[1].

[1] «Die XIII^a novembris 1441, dominus «Johannes, episcopus Andegavensis, dedit «capitulo librum conscriptum per Guill. «Majoris de ceremoniis electionis et con«firmationis episcopi.» (G. Ménage, *Vit. Math. Menagii,* not. p. 101. Cf. Brossier. mss. 656, t. II, Bibl. d'Angers.)

Il était conservé avec les Cartulaires dans la fenêtre XIV du chartrier[1] jusque vers 1793. Recueilli plus tard aux Archives du Département, il en disparut pendant plus de cinquante ans pour n'y rentrer que le 6 février 1852[2], réintégré par Mmes Martin et Guibé, filles de l'ancien archiviste Refleau, sur le rapport de mon prédécesseur, M. Marchegay, et la revendication énergique du préfet.

C'est un in-4° (0^m,234 sur 162), parchemin, de 148 feuillets, dont six seulement à demi remplis[3], à deux colonnes, sauf les fol. 144 et 148. Un *Index rerum*, de 80 pages, papier, rédigé, mais de façon bien insuffisante, par Brossier, secrétaire du Chapitre en 1764, s'y est ajouté au XVIIIe siècle, quand le livre a été relié dans sa couverture actuelle de veau rouge marbré de noir avec tranches peintes en rouge. Le texte entier est bien conservé et de belle apparence, sauf une légère mouillure aux fol. 138, 139, de nombreuses éraflures au fol. 140, qui n'empêchent pas la lecture intégrale, et une déchirure, simplement recousue, à l'angle du fol. 146. La rognure exagérée des marges a malheureusement tronqué une partie des notes d'écriture postérieure, et même, aux fol. 17, 109, 110, 128, 144, 148, abordé et légèrement entamé la transcription originale.

Au bas du recto du premier feuillet du livre est représentée, sur fond quadrillé d'azur, la scène qu'indiquent les premières lignes de la rubrique. C'est la translation du corps de l'évêque Nicolas Gellant, couché revêtu de ses habits pontificaux, la mitre en tête, les mains croisées, sur une litière drapée de rouge, que portent quatre clercs, précédés d'enfants de chœur, d'un porte-croix et du bedeau. Sur la poitrine du prélat descend, dans un nimbe d'or croisé de rouge, la main de Dieu bénissante, suspendue à un cordon enluminé d'or, de minium et d'azur, qui se divise au sommet de la page pour former de chaque bord un gracieux encadrement. Les enluminures reparaissent au fol. 17. La page du recto a les colonnes encadrées de trois filets d'un feuillage fantaisiste où perchent des oiselets, où s'entre-dévorent des têtes d'animaux inouïs, et que termine

[1] «Les cartulaires noir et violet, le livre «de Le Maire, du chantre, de Dumesnil,» dit l'inventaire de Thorode G. 260.

[2] Cette date explique pourquoi ce manuscrit ne figure pas au *Catalogue général des Cartulaires des Archives départementales* (Paris, 1847). La description en a été insérée postérieurement par M. Marchegay au *Catalogue* manuscrit que possèdent les archives de Maine-et-Loire.

[3] Fol. 36, 37, 102, 103, 147, 148.

au bas une belle accolade tressée de rondelles et d'ajustements variés en minium, or et azur, s'enroulant aux deux bouts en couronnes dans lesquelles s'encadrent, à droite, une sirène terminée en corps d'oiseau, à gauche, un violoneux terminé en corps de poisson. Vers la fin de la seconde colonne, sous la rubrique qui annonce la consécration de Guillaume Le Maire, un petit rectangle allongé, formé de filets d'azur et d'or, représente la scène sur fond d'or et montre l'évêque, assis sur le siége d'airain à tête et pieds de chien, entre trois évêques dont deux lui placent la mitre sur le front. Au verso, le D majuscule qui commence le chapitre contient, sur fond d'or, une tête d'évêque mitré, qui pourrait bien être un portrait, et se prolonge en haut et en bas par des enjolivements d'où, au bas de la page, s'échappe un joli motif de chasse : un lièvre poursuivi par deux chiens et visé par l'arc d'un chasseur; dans l'angle extrême, épanoui en touffe fleurie, perche un noir corbeau.

On peut diviser le registre en deux parties. La première (fol. 1-53) contient les Mémoires proprement dits de Guillaume Le Maire, où il raconte, dans la forme d'un récit personnel et comme d'un Journal, les cérémonies de son installation et toute la série des formalités qu'elle entraîne et dont il prévient ses successeurs[1]. L'intérêt évident pour le narrateur est surtout juridique ou financier; mais le détail en forme pour nous un des plus curieux tableaux qu'on puisse citer des pratiques et des solennités ecclésiastiques et féodales. Il s'étend seulement du 9 janvier au 5 octobre 1291. Le prélat y intercale à leur place les divers actes authentiques relatifs aux faits que relate son récit. D'Achery[2] a publié cette partie jusqu'au fol. 31 du manuscrit et quelques autres pièces d'un choix assez arbitraire, supprimant les rubriques et créant des divisions factices. Les cent quarante-trois premiers chapitres ou alinéa (fol. 1-25) du manuscrit se trouvent aussi reproduits, mais avec de nombreuses suppressions, en tête de l'*Appendix* (p. 1-30) aux *Statuts du diocèse d'Angers*, imprimés par Henri Arnauld (Angers, Ol. Avril, in-4°, 1680). — La seconde partie comprend, outre les actes concernant l'administration de l'évêché et du domaine épiscopal, les bulles, lettres, requêtes ayant trait aux affaires de France ou aux intérêts généraux de la chrétienté, notamment au projet de croisade formé en 1308 par le pape Clément V, au concile de Vienne et à

[1] C'est pourquoi Dupin lui attribue (*Table des aut. eccl.* t. V, p. 1481) l'*Histoire de l'Église d'Angers*.

[2] *Spicilegium*, édit. in-4°, t. X; édit. in-fol. t. III.

la suppression des Templiers, entreprise où notre évêque surtout paraît avoir joué un rôle influent par son énergique activité.

Le registre comprend, outre le Journal, divisé en cent soixante-deux titres ou alinéa, cent soixante-quatre pièces contemporaines de l'épiscopat de Guillaume Le Maire (1291-1317), sauf sept de date postérieure. Le dernier acte est de l'année 1445. L'ordre, d'ailleurs, est presque régulièrement suivi pour la transcription, et n'a été troublé que par l'emploi tardif des feuillets réservés. L'écriture, de sept à huit mains différentes, de dimension ordinaire et constante, est élégante et soignée, sauf pour les actes surajoutés d'une main cursive. La transcription a été revue de près, mais les erreurs très-nombreuses du copiste n'ont été qu'en partie corrigées par des points ou des renvois. Des rubriques plus ou moins détaillées précèdent le plus souvent les actes; des initiales peintes, des traits d'ornements rouges et bleus indiquent les paragraphes. Des annotations rapides, émanées du feudiste Thorode, de Cl. Gabr. Pocquet de Livonnière, de l'abbé J. Rangeard, de D. Tharen, moine de Saint-Aubin, et de personnages inconnus ou contemporains, attestent que le livre a vivement intéressé ceux qui l'ont pu consulter.

Ce n'est pas à cet exposé sommaire qu'il convient d'aborder seulement les grands événements du XIVe siècle. La vie même de Guillaume Le Maire appartient à l'auteur éminent de l'*Histoire littéraire* et ne peut qu'être indiquée par l'analyse rapide des documents dont son livre est rempli.

Les chroniqueurs d'Anjou, qui savent notre Guillaume Le Maire Angevin, le font naître à Baracé. C'est à Daumeray qu'il faudrait dire, ou plutôt au château de la Rochejaquelein, que la famille Le Maire possédait encore au XVIIe siècle. Lui-même indique, dans une lettre recueillie par D. Fournereau, l'historien de l'abbaye de Saint-Serge d'Angers, qu'il naquit et fut élevé dans le diocèse d'Angers et fut sept ans le commensal de l'évêque Nic. Gellant. Il tenait une régence de droit aux écoles d'Angers, et dut sans doute à l'éclat de son enseignement le titre de chanoine et de grand pénitencier ou chapelain de l'évêque.

Après la mort de Nic. Gellant (29 janvier 1291, N. S.) et les cérémonies de sa sépulture (30 janvier-1 février), le Chapitre de la cathédrale, en l'absence du doyen, députe vers le roi (1 février) pour obtenir l'autorisation de procéder à l'élection d'un évêque. Elle lui est accordée (12 février). Même devoir est accompli (26 février) au regard du Chapitre métropolitain de Tours, alors sans archevêque, qui de même y consent (7 mars).

L'élection est fixée au mardi avant Pâques (17 avril 1291, N. S.), et l'on convoque les confrères absents (9 mars). Après le discours du doyen et l'accomplissement des formalités d'usage, un premier compromis est accepté, puis déclaré nul, et le vote définitif renvoyé au lendemain. A ce jour (18 avril), onze électeurs choisis par le Chapitre se recueillent sous la châsse de saint Maurille, avec pouvoirs complets pour l'élection, mais sous la condition qu'elle devra être unanime et déclarée avant l'extinction du cierge qu'on allume devant eux.

Guillaume Le Maire est immédiatement nommé sans discussion, et le choix, déclaré au Chapitre, approuvé. On entonne le *Te Deum*, et le nouvel élu, qui n'accepte qu'à contre-cœur, est porté par ses anciens collègues sur le grand autel, où il est présenté à la foule.

Le lendemain, le Chapitre envoie une députation chargée de notifier au Chapitre métropolitain l'élection et d'en obtenir la confirmation. Tout en même temps, le nouvel évêque, après s'être fait recevoir par son Chapitre, s'achemine en personne vers Tours par Brion, où il séjourne deux jours chez le curé, s'arrête la veille et le jour de Pâques à Bourgueil, couche le jour de Pâques (22 avril) à Langeais, et le lundi descend à Tours au doyenné. Il y subit l'examen d'usage le mardi, et obtient le même jour ses lettres de confirmation, l'envoi de la notification aux évêques suffragants et leur convocation pour la consécration solennelle au dimanche avant la Pentecôte, en l'abbaye Saint-Aubin d'Angers, les évêques d'Angers étant exemptés, par privilége, de l'obligation de venir se faire consacrer à Tours.

Le lendemain, mercredi 24, il adresse au roi par deux chanoines la demande en mainlevée des régales de son évêché, part de Tours, s'en va coucher à Rillé et le jeudi 25 s'installe à l'abbaye de Mélinais pour y attendre la réponse du roi. Il emploie son temps à ses devoirs d'évêque, rappelle à l'ordre le curé du Lude, qui délaissait son église sans service, le desservant de Bazouges, qui exploitait ses paroissiens, les frères de la léproserie de la Flèche, qui avaient soustrait des titres gênants pour eux, et régularise les comptes de la fabrique de la Flèche.

Le vendredi 4 mai, il reçoit les lettres royaux datées du 28 avril, qui lui remettaient la libre disposition de son temporel. L'évêque les adresse dès le lendemain, par les mêmes commissaires, en leur adjoignant le curé de Bauné, son frère, au Chapitre d'Angers, qui, dès la réception des députés, leur remet

les sceaux. L'officier du roi, garde des régales, installé à l'évêché, dépose de même immédiatement tous ses pouvoirs et fait publier les ordres du roi.

Le dimanche suivant, 6 mai, jour de Saint-Jean-Porte-Latine, une fête solennelle réunissait à Mélinais, nombre de religieux et de prieurs. L'évêque y célèbre la messe, visite l'abbaye et rappelle les moines et leurs hôtes à la pratique trop relâchée de la vie régulière. Le même jour après dîner il s'en vient coucher en son manoir de Villévêque.

Le lundi 7, il se rend à l'abbaye voisine du Perray-aux-Nonnains. Il y trouve le garde de la régale, Jean de Dommartin, avec qui il traite divers points litigieux, et là même fait choix de son official, et institue, pour entrer immédiatement en fonctions, le professeur ès lois Étienne de Bourgueil. Il revient ensuite dîner et coucher à Villévêque. Le soir même encore il entend et renvoie à des arbitres les prétentions de Robert de Chaufour sur le château d'Éventard, que, le lendemain au matin, David de Sesmaisons, bailli d'Anjou, de passage, allant au Mans, lui fait remettre d'un commun accord par les sergents du comte, chargés de la garde.

Le mercredi 9, le prélat se met en route de Villévêque, pour aller prêter au roi le serment de fidélité, couche en son manoir de Morannes, en repart le jeudi. Il trouve le roi au bois de Vincennes le mercredi 16 mai, et s'acquitte de son devoir, l'étole au cou croisée sur lui, une main sur la poitrine, devant l'Évangile; puis, le serment prêté, simple devoir qui n'emportait pas l'hommage, il requiert sans désemparer la réparation des torts faits à son église pendant la vacance. Il a bien soin ici de noter surtout qu'en lui délivrant l'expédition de l'acte authentique, un droit lui fut réclamé avec insistance par le sergent et par les autres officiers, droit de 25 livres, qu'il l'a refusé énergiquement et fait maintenir son refus. Il avait obtenu en même temps des lettres royaux renouvelant à son évêché la confirmation des antiques priviléges.

Congé pris du roi, le prélat passe au retour par Paris. Il y séjourne trois jours, y achète une belle mitre, une autre de moindre prix, des habits de chœur, des ornements d'autel, des harnais pour sa suite, composée, à l'allée comme au retour, de vingt-cinq chevaux, et reprend la route de l'Anjou.

Le jeudi 23 mai il s'installe et couche à Villévêque, après avoir mis ordre, en passant, à la cure de Lézigné, et se prépare aux cérémonies prochaines, en purifiant les cures et le pays voisin des mauvais exemples et du scandale.

Le samedi 2 juin, veille de son sacre, il part dès le matin pour Angers,

et trouve en chemin, venant à sa rencontre, avec nombre d'ecclésiastiques, l'abbé de Saint-Serge, qui l'emmène pour la journée, suivant la coutume et son devoir, en son monastère. Le lendemain, dès l'aube, il se dirige vers l'abbaye Saint-Aubin d'Angers. Son vassal, le seigneur de Briançon, l'y attend à la grande porte avec nombre de chevaliers et de gens d'armes, pour s'acquitter de sa charge, qui est d'écarter la foule et de frayer la route depuis l'abbaye jusqu'à la cathédrale, en retenant, pour récompense, le palefroi du prélat. Celui-ci, après sa prière, monte se reposer dans la chambre de l'abbé. Pendant ce temps, les délégués du Chapitre de Tours arrêtent, non sans discussion, la formule du serment.

Bientôt Le Maire revêt ses ornements épiscopaux de bougran, moins la mitre, l'anneau, la crosse et les gants, aidé par les évêques de Dol et de Cornouaille, et se rend de la chapelle de l'abbé au grand autel de l'église abbatiale, où il est consacré par l'évêque de Rennes, assisté des évêques de Dol, Vannes, Cornouaille, Léon et Saint-Malo, les autres suffragants s'étant excusés. Il prête le serment et donne la bénédiction.

A ce point se présentent, selon l'usage, les quatre barons de l'évêché, tenus de porter l'évêque depuis l'église Saint-Aubin jusqu'au grand autel de Saint-Maurice, les barons de Chemillé, de Blou, de Grattecuisse et de Briolay. Ce dernier étant en ambassade en Angleterre, c'est son fils aîné, enfant de onze ans, présenté par Matthieu Quatrebarbes, qui s'était offert à le remplacer, quoique, au dire de l'évêque, la fonction fût absolument personnelle. L'enfant insiste néanmoins et prend la place, avec l'assistance des siens, porté sur les épaules de son chevalier, malgré toute opposition et résistance de l'évêque, réduit à protester avec ses collègues contre cette violence.

En ce cortége, l'Évangile sur la poitrine, revêtu des ornements pontificaux, avec chasuble, coiffe et mitre, et bénissant le peuple, l'évêque arrive à la porte Angevine, où l'archidiacre reçoit son serment de respecter les libertés ecclésiastiques, qu'il renouvelle encore à la porte de l'église. Après sa prière à l'autel, il célèbre la messe et, avant l'offrande, s'installe dans une espèce de cuve close, pour ne pas être étouffé par l'empressement des fidèles qui lui apportent en foule des vases d'or et d'argent. C'est à grand' peine qu'il parvient à se dégager du peuple pour gagner le palais épiscopal. Il monte à sa chambre, revêt un rochet neuf, une tunique, un manteau, et descend dîner, gardant la coiffe et la mitre. Là se retrouve une nouvelle description des formalités sin-

gulières dont il est entouré. Le seigneur de Grattecuisse lui présente à laver et garde pour lui les bassins d'argent et les serviettes. Gui de Chemillé place la nappe et fait l'office de panetier à toutes les tables installées pour ce jour dans l'église même, le cloître et le réfectoire. Les nappes, après le repas, lui appartiennent. L'évêque maintient son droit sur les restes du pain et la distribution due aux pauvres. Le baron de Blou sert le premier service et emporte les écuelles d'argent; il prétendait même les pots et les chaudières, mais sans pouvoir démontrer son droit, qui fut rejeté. Au moment où l'évêque veut boire, voici le jeune Amauri de Craon qui s'emploie de nouveau pour remplacer son père et présenter le vin dans la coupe dorée; refusé, il la laisse prendre à l'évêque de la main d'un des servants, mais, dès qu'elle est reposée sur la table, il s'en empare et l'emporte, malgré les protestations des évêques d'Angers et de Rennes, qui en dressent acte. L'évêque, en somme, résume le compte de ses dépenses, et calcule avoir déboursé 29 livres 13 sous 9 deniers pour défrayer les barons et leurs chevaliers, 107 livres 5 sous pour les vicaires de l'archevêque de Tours.

Le lendemain, lundi 4, il se rend à son château de Chalonnes-sur-Loire. C'est seulement au moment du déjeuner qu'il enlève et jette au feu la coiffe empreinte des saintes huiles. Le mardi, il reçoit le serment de ses vassaux et part pour Tours, où il est rendu le dimanche. Il devait, en effet, dans les trois mois, comme tous ses prédécesseurs, une visite au Chapitre métropolitain. Il célèbre la messe à la cathédrale, parée, pour lui faire fête, de draps de soie, honneur dû seulement aux évêques du Mans et d'Angers, puis se rend au Chapitre de Saint-Martin, dont il était de droit chanoine, et y prête, en cette qualité, le serment d'usage.

Son installation est dès lors complète. Guillaume Le Maire aurait pu terminer ici son récit; ainsi le faisaient sans aucun doute les notes et instructions antérieures qu'il avait trouvées, comme il l'indique, mais qui sont depuis longtemps perdues. Son Journal, qui les remplaçait amplement, servit au moins de loi jusqu'à l'installation de Guillaume Bouvery (1542), où pour la dernière fois figurèrent les quatre barons de l'évêché d'Angers.

Il semble que notre évêque ait médité mieux, et comme essayé le projet de dresser une sorte de mémorial régulier de son épiscopat, un récit «suivi des «faits notables et dignes de souvenir qui se produisoient de son temps et dont «il faisoit garder la mémoire.» C'est ainsi qu'il se met immédiatement à ra-

conter la contestation qu'il eut, lors de sa première visite à Saint-Melaine, près Brissac, le 4 septembre 1291, avec le châtelain des Ponts-de-Cé. Le pont s'était brisé du côté de Saint-Maurille. En ces circonstances, l'évêque, seigneur de partie du bourg et de la châtellenie voisine de Saint-Alman, avait le droit d'établir un bac avec péage, que l'officier du comte lui déniait et qu'il rendait inutile en fermant les portes et le seul passage de la ville des Ponts-de-Cé. Le châtelain excommunié ne se rendit pas, et le pont était rétabli quand un accord intervint; mais l'évêque avait maintenu jusqu'au bout l'exercice de son droit, et le fit de nouveau solennellement reconnaître et proclamer.

Dès les derniers jours de la même année, ou les premiers, suivant le calcul moderne, de l'année suivante (26 janvier 1292, N. S.), se réunit à Angers un Concile, composé de huit évêques et de quantité d'abbés, prieurs, doyens, archidiacres, et qui dura quatre jours. L'assemblée, qui avait tenu sa première séance dans la nef de la cathédrale, dut, par suite de l'affluence et du tumulte du peuple, se retirer les jours suivants dans la salle du Chapitre. L'évêque Guillaume l'inaugura par l'éloge de saint Julien, dont ce jour était la fête. La réunion avait pour but d'aviser, conformément aux ordres du pape Nicolas, sur les affaires de la Terre sainte. On en ignore les résolutions, mais Sponde, dans sa continuation de Baronius, dit que les Conciles de France furent d'avis de procurer d'abord la paix entre les princes et la réunion de l'Église grecque.

Les documents, qui s'encadraient jusqu'alors dans une manière de narration courante, ne sont plus enregistrés qu'en leur contexte et sans commentaires.

Guillaume paraît s'être occupé tout d'abord du domaine et des revenus directs de l'évêché, en réglant avec Aimeri d'Avoir des contestations soulevées dès le précédent épiscopat sur la féodalité des terres de Chappe et de la Belonnière, au regard de ses fiefs de Ramefort et de Villévêque, — avec Robert de Chaufour et Maurice Le Borgne, les droits de propriété de son château d'Éventard, récemment construit par l'évêque Nicolas Gellant, — avec Pierre de la Roche-Foulque, la propriété exclusive des moulins du Loir, dans le fief de Villévêque, — avec les officiers du comte, le privilége de chasse dans les bois du Bouchet, qui avoisinaient son manoir, — avec l'abbé de Toussaint les droits de diverses rentes dans son fief.

Le prélat continue surtout et poursuit avec une constance invincible la guerre commencée dès les premiers jours contre les officiers du fisc, petits et grands, du comte et du roi. Il obtient, en 1294, un règlement définitif pour ce péage

des Ponts-de-Cé, contesté, revendiqué depuis plus d'un siècle, et qui, pour un denier de recette, avait déjà coûté plus de mille écus de perte en frais. La même année, le Concile, tenu à Saumur le 28 septembre, avait accordé au roi un subside considérable pour l'aider en ses guerres. Notre évêque en profite pour réclamer le redressement d'abus publics dont souffre son clergé. Déjà, par un appel direct à ses prêtres, il avait fait honte à ces gens d'église « timides comme des lièvres, niais comme dés moutons, » qui se laissaient aller à subir toute extorsion plutôt que de défendre virilement les libertés ecclésiastiques. Il les avait conviés à une énergique résistance en leur rappelant aussi le devoir qui leur interdisait ces pratiques de lucre et de marchandise, prétexte ordinaire, ou, pour parler net, raison légale de ces exigences dont il s'indigne. Cette fois, c'est au roi qu'il s'adresse en lui exposant les griefs et les oppressions qui ruinent et épuisent jusqu'au sang son église. Il signale les exactions et l'insolence croissante des agents financiers et des Lombards, l'exploitation indigne des biens d'église pendant les régales, la violation du *forum* ecclésiastique; et s'élevant, en terminant, au-dessus de ses préoccupations personnelles et des intérêts vulgaires, il s'autorise du serment récemment prêté par lui au roi de France, pour rappeler, en fidèle sujet, à son souverain les devoirs divins de la royauté envers ses peuples, dont l'affection, la richesse, le bonheur, sont la principale fortune des rois, et ce respect des églises et des gens d'église dont au temps passé.... Mais en quel temps n'a-t-on pas vanté le temps passé? Il paraît bien pourtant que le roi écouta les plaintes de son cher et fidèle évêque d'Angers. Dès le 10 novembre, huit lettres royaux portent l'ordre aux baillis, prévôts et justiciers, de faire raison et justice. Sur une nouvelle plainte contre les mauvais juges et baillis du comte, dont la bienveillance personnelle se retranche sans cesse derrière la responsabilité de ses officiers, le roi intervient de nouveau, et par six fois, pour faire rétablir le droit par son bailli de Touraine et maintenir les antiques libertés ecclésiastiques. Mais les officiers du roi, comme ceux du comte, obéissaient sans doute toujours aux intentions prochaines du maître plutôt qu'à ses ordres lointains. Les plaintes de l'évêque redoublent, agrandies par la voix des foudres de l'Église qui retentissent dans ses synodes diocésains. Le mémoire détaillé qu'il présente au roi, à Sens, le jour des Rameaux 1299 (vieux style), semble avoir été rédigé dans une assemblée générale de la province ecclésiastique.

Certains textes indiquent au samedi d'avant la Saint-Laurent (10 août) de

l'an 1300 un Concile de Saumur, contesté par d'autres et dont il faudrait seulement peut-être avancer d'un ou deux ans la réunion. Il y a quelque difficulté aussi à comprendre comment les ordres du roi, qui font justice aux réclamations, quoique datés d'après Pâques, portent la même année que la supplique.

Bientôt ces intérêts presque privés se confondent et s'engagent dans les grands débats des affaires publiques. Il convient à d'autres de raconter la lutte entre le pape et le roi, le projet de croisade préparé par un grand pardon, surtout la terrible entreprise pour la suppression des Templiers. La plus grande partie des documents ici transcrits ont été connus des historiens de ces fameuses querelles; mais quelques-uns sont encore inédits, presque tous n'ont été donnés que par extraits ou par analyse et dans des recueils difficilement accessibles au travail.

Ces questions allaient se retrouver traitées au Concile de Vienne en 1311, mais Guillaume Le Maire, malade et sans doute déjà bien vieux, ne put, ce semble, et quoi qu'on en ait dit, quitter son diocèse. Il tint du moins à rendre, avec son ardeur ordinaire, son témoignage pour la réforme ecclésiastique, et adressa à l'assemblée un remarquable mémoire attribué jusqu'ici à l'évêque de Mende, Guillaume, mais que sa place dans notre recueil doit rendre sans conteste à notre Angevin. Il y affirme énergiquement l'urgence de la suppression des Templiers. Il insiste aussi avec abondance sur la réforme des mœurs ecclésiastiques, l'abus des exemptions de la juridiction épiscopale, — il pouvait citer en exemple le territoire de Saint-Florent-le-Vieil, — la multitude aussi des grâces expectatives, qui décourageait les jeunes clercs. Plus violente encore est la protestation qu'il adresse, « lui le plus petit des absents, » au même Concile contre toute résolution qui soumettrait l'Église gallicane à des contributions régulières, prêt, comme on voit, à tenir tête aussi bien devant les défections des faibles que contre la morgue des puissants. Payant d'ailleurs d'exemple, dès le premier de ses synodes qui suivit (1312), il fit publier, ainsi qu'il l'avait recommandé, pour réagir contre les désordres, un abrégé des opinions des Conciles, des papes et des Pères sur la discipline. Ce synode est son seizième. Il en tenait deux par an; mais les procès-verbaux en sont perdus. On peut en conclure que, s'il consentit lui-même à tolérer la non-résidence de certains dignitaires de son église, ce ne fut que de haute lutte et non sans se souvenir de la protestation qu'il en avait à l'avance portée devant le souverain pontife et le Concile.

On voit qu'il prit soin aussi de réclamer l'hommage des archidiacres, ces auxiliaires des évêques et en quelque sorte leurs suppléants désignés, quand les résignations ou expectatives commençaient à désoler l'Église. Nommés le plus souvent sans leur aveu, il importait que leur fidélité fût acquise à leur chef ecclésiastique, qui ne s'en assurait guère, et le *Livre* de l'évêque, par une exception spéciale, a recueilli de ces serments jusqu'au milieu du xve siècle. Même devoir dut être exigé des abbés, à l'heure où une autorité lointaine leur octroyait, sans marchander, des priviléges menaçants pour la suprématie épiscopale, et dont les favorisés exagéraient encore le prix.

Guillaume Le Maire n'a eu garde d'ailleurs d'enregistrer ici tous les actes de son épiscopat. Il en est et des plus importants, dont l'omission s'explique, la transaction, par exemple, passée avec l'évêque du Mans, Denis Benoît, et qui rendait à cet évêché certaines paroisses autour de Sablé, réclamées indûment par l'évêque d'Angers.

Le dernier acte où il comparaisse s'accomplit en la chapelle de son manoir de Villévêque. C'est le renouvellement de son serment de féauté prêté au nouveau roi de France, Philippe V, le 19 avril 1317, entre les mains de son délégué Amauri de Craon.

Par quelle étrange et constante erreur tous les historiens de l'Anjou et en particulier de l'église angevine, — même les monographies spéciales, les pouillés officiels, même les inscriptions récentes de la salle synodale de l'évêché, même le *Gallia christiana* de M. Hauréau, — ignorant le lieu et la date de la mort de notre évêque, lui donnent-ils un successeur dès 1314 ou tout au plus tard en 1316? Il nous paraît d'autant plus impossible de l'expliquer que les éléments de vérité abondent avec une précision complète. On voit dans notre manuscrit par quelle série continue de documents s'établit l'existence de Guillaume Le Maire jusqu'au mois d'avril 1317. Les *Chroniques de Saint-Aubin*[1] suffisent à nous éviter toute recherche ultérieure, en nous apprenant que le prélat mourut le 7 des ides de mai de la même année, à Bauné. L'évêché y possédait un de ses principaux manoirs, cédé plus tard avec le fief au seigneur de Briançon. Guillaume Le Maire y trouvait de plus son frère, Jean, qu'il avait gratifié de la cure paroissiale dès son entrée en l'épiscopat.

Une tradition populaire très-vivante encore au xviie siècle plaçait sa tombe

[1] *Chronique des abbayes d'Anjou*, p. 59, publiée par la *Société de l'Histoire de France*.

à Morannes et désignait, non sans vraisemblance, dans le cimetière, une pierre tumulaire portant gravée la figure d'un évêque avec la mitre et la crosse. Un de ses successeurs, Henri Arnauld, dans une de ses visites, la fit lever sans trouver dans la sépulture aucun indice qui permît autrement d'affirmer la tradition. La tombe, ou tout au moins la pierre qui la recouvrait, s'y conservait jusqu'à ces derniers temps[1], et fut recueillie depuis dans la chapelle de la Madeleine, qu'a détruite, pour se frayer un débouché, la gare du chemin de fer. Les débris, qu'on pourrait même peut-être réunir encore, ont été utilisés pour le soutenement d'un calvaire élevé à l'autre extrémité du bourg en 1864, au carrefour de *la Vieille-Croix*.

Nous publions le manuscrit des archives de Maine-et-Loire, intégralement pour la partie du Journal proprement dit, inséré déjà au *Spicilége*, — sans affecter de relever les imperfections de cette édition première, — et toutes les pièces historiques d'un intérêt général, signalées ou à demi connues par les grandes collections ecclésiastiques du XVII[e] siècle, même tous les documents d'un intérêt local dont la rédaction a quelque chance de fournir des renseignements utiles à l'étude. Nous avons cru pouvoir nous contenter d'extraits des autres titres, de valeur trop restreinte, et nous borner, pour toute modification dans la disposition du texte d'ensemble, au rétablissement de l'ordre chronologique des divers documents, partout où des intercalations l'ont altéré. Nous aurions voulu, nous aurions dû peut-être compléter par un commentaire plus digne notre transcription, si elle ne s'achevait, comme elle a été commencée, en province, loin des livres qu'on désirerait presque ne pas connaître, quand on est réduit à ne les pouvoir consulter.

C. Port.

[1] «Sa tombe est dans le rang de celles de «la famille de ma mère. Sur la pierre est «sculptée la figure de l'évêque en habits sacerdotaux,» écrit encore en 1840 Franc. Grille, *Bouquet de Violettes*, p. 180.

LIBER GUILLELMI MAJORIS[1].

SANCTI SPIRITUS ASSIT NOBIS GRATIA.

Inclite recordationis domino Nicolao Gellent, Andegavensi episcopo, feliciter migrante ad Dominum, cujus anima in pace requiescat, scripta sunt hec ad perpetuam memoriam posterorum[2].

Quia, propter fragilitatem humane nature labente hominum memoria propter annorum curricula, ea, que studiose aguntur in ecclesiis et alias, in oblivionis laberintum cotidie dilabuntur, et propter hec, dum casus occurrunt, magne ambiguitates et difficultates quam plurime interdum posteris relinquuntur, dum per scripturas et registra non potest oblivionis fragilitas relevari et super factis antiquis non valet posteritas plenius informari, idcirco nos Guillermus dictus Major, divina permissione Andegavensis episcopus, ea que circa electionem, confirmationem, consecrationem receptionemque nostram in ecclesia Andegavis et premissa tangencia et dependencia ab eisdem acta fuerunt ac eciam observata; cum difficultates et ambiguitates non modice altercationesque et ambages quam plurime inciderint et occurrerint in premissis, ad informationem posterorum scripto et memorie studuimus commendare.

1291 N. S.
28 janvier

[1] Comme nous l'indiquons dans notre *Notice préliminaire*, ce titre est porté sur la reliure du manuscrit, qui n'en a pas d'autre. D'Achery donne à son extrait un titre de sa façon : *Gesta Guillelmi Majoris, Andegavensis episcopi, ab ipsomet relata. — Ex mss. codice majoris ecclesiæ Andegavensis a D. d'Hérouval concesso.*

[2] Nous mettons en italique les rubriques du manuscrit et nous appliquons les indications des paragraphes.

Igitur bone memorie domino Nicolao dicto Gellent[1], predecessore nostro immediato, in manerio de Esventart, quod manerium idem reverendus pater construxerat [2] et qui ecclesiam Andegavensem triginta annis viginti diebus minus feliciter et pacifice rexerat et qui annos octoginta et amplius exegerat, gravi infirmitate laborante, nos Guillermus memoratus, tunc ejusdem major capellanus perpetuusque penitentiarius in ecclesia Andegavensi, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo, quarto kalendas Februarii, quadam die Lune circa crepusculum noctis, ad dictum manerium personaliter accessimus ibidemque presentibus domino Clemente Audema[ri], tunc officiali Andegavensi et decano ecclesie beati Petri Andegavensis, Guillelmo Gellent, pronepote dicti reverendi patris, archipresbitero Burguliensi, magistro Matheo Piquot, decano de Credonio, canonicis Andegavensibus, Mauricio de Martigné-le-Brient[3], archipresbitero Andegavensi, Gaufrido dicto Rege, archipresbitero de Ludio, Johanne Guillet, rectore ecclesie de Cepia [4], et aliis quampluribus clericis et aliis assistentibus, eidem reverendo patri unctionis extreme contulimus sacramentum; qui, nundum totaliter completo officio, Deo reddidit spiritum, corpore remanente in terra.

Quod corpus lavari, barbam radi, balsamo inungi [5] et postmodum

[1] Chapelain de Guillaume II de Beaumont, élu évêque au décès de Michel de Villoiseau, en février 1261, N. S.

[2] Commune d'Écouflant, à 3 kilomètres d'Angers. Le manoir, construit en 1280, resta jusqu'au XVIIIe siècle la maison de plaisance des évêques, transformée par Michel Le Pelletier, et en dernier lieu par Michel Poncet de la Rivière. — La duchesse d'Anjou y tenait aussi d'ordinaire les réunions de son conseil au XIVe siècle. — Bruneau de Tartifume donne la description et un dessin de la demeure, telle qu'il la vit vers 1630 (Bibl. d'Angers, ms. 871, part. 2, p. 120); Ballain, une vue prise vers 1716 (ms. 867, p. 520). Le domaine, vendu nationalement, vit tomber ses bâtiments d'honneur, ses taillis, ses charmilles, et n'a conservé que l'ancien portail et la terrasse avec balustrade. Un dessin de Berthe (ms. 896) le représente en son état d'il y a soixante ans, et tout récemment (1873) une vue nouvelle en a été donnée par M. Morel, dans ses *Promenades pittoresques autour d'Angers*.

[3] Martigné-Briant, canton de Doué, arrondissement de Saumur.

[4] Seiches, chef-lieu de canton, arrondissement d'Angers.

[5] Le manuscrit porte *iniungi*.

omnibus vestimentis seu ornamentis episcopalibus, in quibus consecratus fuerat, indui assistentes fecerunt, ita quod aurora diei Martis hec omnia pacta et adimpleta fuerunt.

Et ab illa hora usque ad primam dicte diei Martis fuit corpus ejus in magna camera, in qua expiraverat, clausis hostiis, custoditum: circa vero horam prime in capella dicti manerii fuit predictum corpus deportatum, et ibidem officium mortuorum cum missis pluribus sollempniter celebratum.

Et circa horam terciam dicte diei Martis fuit mors ejus capitulo et ecclesie Andegavensi et toti ville Andegavensi publice divulgata. 29 janvier.

Fuitque per capitulum Andegavense mandatum et injunctum singulis monasteriis et ecclesiis collegiatis [urbis][1] et suburbii Andegavensis, quod ad primam pulsationem campane magne ecclesie Andegavensis pulsarent omnes classicum mortuorum in suis monasteriis et ecclesiis pro reverendo patre memorato, et ut omnes hora nona dicte diei Martis in ecclesia Andegavensi processionaliter convenirent, ut cum processione ecclesie Andegavensis usque ad cimiterium Sancti Sansonis[2] predicto corpori occurrerent. Qui vero predicto mandato cum reverencia annuentes, finita majore missa in ecclesia Andegavensi auditoque sono majoris campane ecclesie Andegavensis, ceperunt in monasteriis et ecclesiis predictis omnes campanas sollempniter pulsare necnon et in minoribus ecclesiis parrochialibus, quamvis eis non fuisset injunctum.

Adveniente vero hora nona dicte diei, viginti capellani sacerdotes ecclesie Andegavensis robusti, nominatim evocati ad dictum manerium de Esventart pro dicto corpore deferendo, corpus predictum in feretro, coopertum una culcitra serica, et desuper culcitram duobus pannis sericis deauratis simul conjunctis, cum mitra et baculo pastorali et anulo pontificali, induti gonnis suis, alternatim cum venerabili comitiva et magno luminari cereorum et torchiarum usque ad predictum

[1] Mot omis.

[2] Paroisse de la ville d'Angers, dont l'église existe encore et sert de réserve dans le Jardin des plantes, à l'entrée de la route d'Écouflant et d'Éventard.

cimiterium Sancti Sansonis[1] deportantes pausaverunt ibidem; ubi processionibus ecclesie Andegavensis et aliis monasteriorum et ecclesiarum predictarum congregatis, incepit cantor ecclesie Andegavensis, ceteris respondentibus et coadjuvantibus, *Subvenite* sollempniter decantare. Quo finito, ceperunt iterum dictum corpus capellani predicti usque ad cimiterium[2] Sancti Michaelis de Tertro deportare; ibidemque parum pausantes fuit decantatum aliud responsorium de defunctis.

Tunc vero dignitates et personatus in ecclesia Andegavensi obtinentes et robustiores canonici ejusdem ecclesie in gonnis suis, nobili viro et fideli ecclesie Andegavensis, Guidone de Camilliaco, strenuo milite, se delacioni dicti corporis offerente, a dicto loco usque ad chorum ecclesie Andegavensis, turba cleri et populi innumerabilis lacrimabiliter comitante, honorifice detulerunt et in choro predicto posuerunt, cantatis vesperis et completorio, antequam dictam ecclesiam cum dicto corpore introirent.

Hic corpus episcopi Andegavensis mortuum apportatum seu delatum ad Andegavensem ecclesiam, ut supra scribitur, positum est in choro ecclesie ejusdem.

30 janvier. Collocatis cereis circa corpus ardentibus, processionibus recedentibus, chorus Andegavensis[3] vesperas et vigilias mortuorum sollempniter decantavit.

Quibus finitis remanserunt circa corpus usque mane triginta tam presbiteri quam clerici vicissim et alternatim vigilantes et singulariter per totam noctem, matutinis exceptis, psalmodiantes.

Vigilia seu dies immediate precedens sepulturam dicti domini episcopi Andegavensis.

31 janvier. Die autem Mercurii sequenti, mane parum ante primam, convenerunt in ecclesia Andegavensi omnes processiones predicte necnon Fratres

[1] C'est la scène que représente, au bas du folio, une miniature dont nous donnons ci-contre la reproduction.

[2] Saint-Michel-du-Tertre, église toute voisine de Saint-Samson, mais située dans l'intérieur de l'enceinte de la ville.

[3] Le mot *Andegavensis* a été répété par erreur de copiste.

Minores, Predicatores, moniales[1] Beate Marie, Saccini[2], Filie Dei[3], psallentes quelibet processio sigillatim exequias mortuorum, videlicet vesperas, vigilias et missas; quibus finitis et ad notam alta voce cantatis, circa horam terciam, recesserunt, choro ecclesie Andegavensis una cum aliis missam de defunctis sollempniter celebrante.

Quo facto, terciam missam et sextam diei dixit chorus predictus; quibus completis, ad prandium iverunt, clericis psalmodiantibus et custodibus sollempnibus interim circa corpus remanentibus.

Hora vero nona dicte diei rediit chorus ad ecclesiam et, nona dicta, inceperunt sollempniter vesperas et vigilias mortuorum, et statim post vesperas et completorium de die dixerunt.

Tunc remanserunt circa corpus custodes et vigiles psalmodiantes et sacerdotes per totam noctem usque mane.

Dies sepulture dicti episcopi Andegavensis facte, ut infra sequitur.

Die Jovis in mane sequenti, parum ante primam, convenerunt iterum omnes processiones ad ecclesiam Andegavensem, vesperas, vigilias et missas mortuorum, sicut die precedenti, sollempniter ad diversa altaria ipsius ecclesie sollempniter decantantes. Tunc erat luminare novum et recenter factum circa corpus circumque chorum et circa leterinum seu pulpitum et circa majus altare et cetera singula altaria, necnon viginti quatuor torche nove accense circa corpus. Circa horam terciam reverendus pater dominus Henricus[4], divina providencia Venetensis episcopus, magnam missam celebravit, cantore Andegavensi cum quinque capis totum officium cantus cum quinque capis faciente per omnes dies predictos, tractum psallentibus, immo cantantibus, obtinentibus dignitates et personatus in ecclesia Andegavensi, qui tractus incipit : *Commovisti, Domine, terram.* 1er février.

[1] Les religieuses de Notre-Dame de la Charité ou plus communément du Ronceray.

[2] Les frères Sacs ou Sachets, que Guillaume Le Maire devait abolir « pour aucuns mauvais cas, » dit Bourdigné. Leur maison fut donnée aux Augustins.

[3] Les Filles-Dieu, dont une rue d'Angers garde le nom.

[4] Henri Tore, évêque de Vannes.

Missa finita, venerunt ad feretrum omnes, dignitates et personatus in ecclesia habentes, necnon quatuor simplices canonici sacerdotes, revestiti omnes in albis.

Nota hic modum sepeliendi episcopum.

1er février. Et hora debita, predicto episcopo Venetensi officium faciente, corpus ad tumulum detulerunt et posuerunt honorifice in sacrofago de tufello de diversis peciis constructo, cùm mitra alba, in qua fuerat consecratus, et crocia de stagno, stanno seu cupro, et super pectus ejus calix et patena plumbei cum pane et vino; et retro capud erat quidam alveolus, in quo erat lampas cum oleo accensa; ita quod sarcophago clauso, lumen ipsius lampadis accense intus radiabat per foveam supra corpus[1].

Hic humatum seu sepultum est corpus dicti episcopi.

Corpore vero sollempniter inhumato, presentibus dominis de Credonio, de Camilliaco et pluribus aliis nobilibus et militibus, et Ysabelli, domina de Credonio, majore seu seniore[2] ac innumera multitudine cleri et populi, abeuntibus omnibus, capitulum convenit in choro ecclesie, et prostrati ad terram septem psalmos cum letania dixerunt; quibus finitis, intraverunt capitulum et tractaverunt de mittendo ad regem Francie et ad capitulum Turonense, ecclesia Turonensi tunc vacante, pro petenda licencia eligendi a domino rege Francie et a capitulo Turonensi, vice archiepiscopi, vacante Turonensi ecclesia, in talibus fungente, si et prout fuerat consuetum, et ordinaverunt quod venerabiles viri Johannes[3], scolasticus Andegavensis, et Matheus[4], decanus de Credonio, canonicus Andegavensis, irent ad dictum regem

[1] Un dessin du tombeau, que recouvrait une plaque en cuivre jaune, existe dans les portefeuilles de Gaignières (Recueil d'Oxford, t. VII, fol. 60). — Il fut ouvert le 12 janvier 1699, et l'on y trouva, avec quelques débris à peine d'ossements et de vêtements, un calice d'étain et une lampe de verre à la tête, et douze petits pots de terre rouge, contenant encore du charbon. (Lehoreau, mss. t. 3, à la Bibl. de l'évêché.)

[2] Sic pour *saniore.*

[3] Jean Marembert, maître école jusque vers octobre 1296.

[4] Mathieu Picot.

Francie cum litteris sigillo capituli Andegavensis ad causas sigillatis; quarum litterarum tenor sequitur in hec verba :

Nota hic formam litterarum directarum ex parte capituli Andegavensis ad regem Francie pro petenda licencia eligendi.

Excellentissimo principi domino Philipo, Dei gratia Francorum regi, sui devoti, capitulum Andegavensis ecclesie, sede ejusdem ecclesie vacante, decanoque [1] ipsius ecclesie absente et in remotis agente, salutem et cum beatitudine perhenni successus prosperos et felices. Ad vestram regiam majestatem destinamus loco nostri viros venerabiles et discretos dilectos nostros magistrum Johannem, scolasticum Andegavensem, et Matheum, decanum de Credonio, concanonicos nostros, exhibitores presentium, et quemlibet eorum, ad denunciandum excellencie vestre predicte mortem bone memorie domini Nicolai, quondam episcopi Andegavensis, et ad petendum nomine nostro a vestra regia majestate licenciam eligendi episcopum et pastorem in ecclesia supradicta, si peti fuerit consuetum, necnon ad supplicandum excellencie vestre, ut remedium adhibeatis oportunum super pluribus gravaminibus nobis et ecclesie Andegavensi post mortem prefati episcopi in vestri [2] et ecclesie predicte prejudicium de novo illatis. Et hoc significamus vestre dominacioni regie per presentes litteras sigillo nostro sigillatas. Valeat in Christo vestra regia majestas per tempora longiora. Datum, etc.

Quibus litteris domino regi Francie per predictos nuncios presentatis apud Coronam [3] juxta Rothomagum, ubi dictum regem invenerant, statim fuerunt expediti dicti nuncii simpliciter et benigne.

Expedicio nunciorum capituli Andegavensis per regem, qui dicto regi mortem episcopi defuncti denunciaverant et pecierant pro capitulo licenciam eligendi.

Et littera data per regem de licencia eligendi petita, simpliciter concessa, recesserunt a dicto rege cum dicta littera, cujus tenor infra scribitur :

[1] Gilles Rigault.

[2] *Sic*, quoiqu'il eût fallu peut-être écrire *nostri*, comme l'a lu D'Achéry.

[3] Grand-Couronne, arrondissement de Rouen (Seine-Inférieure).

Sequitur tenor dicte littere domini regis concesse et date nunciis capituli Andegavensis, mortem episcopi denunciantibus, de licencia eligendi.

17 février. Philipus, Dei gracia, Franc[orum] rex, dilectis suis decano et capitulo ecclesie Andegavensis, salutem et dilectionem. Petitam a vobis ex parte vestra per viros venerabiles et discretos, dilectos magistros Johannem, scolasticum Andegavensem, et Matheum, decanum de Credonio, concanonicos vestros, presentium relatores, licenciam eligendi episcopum et pastorem in predicta ecclesia vestra, nunc pastoris regimine destituta per mortem bone memorie Nicolai, quondam episcopi Andegavensis, vobis concedimus liberaliter et benigne, rogantes vos quatinus talem personam in episcopum et pastorem eligere studeatis, que [1], regimini ecclesie vestre memorate in spiritualibus et temporalibus circonspectus, eidem ecclesie vestre fore debeat fructuosus. Actum apud Coronam prope Rothomagum, die Sabbati ante cathedram sancti Petri, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo.

Reversis itaque predictis nunciis ad capitulum Andegavense et relacione facta per eos, missa fuit littera venerabili viro magistro Girardo de Monte Rebelli [2], canonico Andegavensi, archidiacono Transvigenensi in ecclesia Turonensi, ad denunciand[um] mortem dicti reverendi patris et ad petend[um] licenciam eligendi a decano et capitulo Turonensi, sede Turonensi vacante, si ad hoc capitulum Andegavense tenetur; que littera missa dicto archidiacono erat sigillata sigillo capituli Andegavensis ad causas; cujus littere tenor sequitur infra :

Sequitur tenor litterarum directarum primo decano et capitulo Turonensi et domino Girardo archidiacono Transvigenensi in ecclesia Turonensi, canonico Andegavensi, pro petenda licencia eligendi a dictis decano et capitulo, sede Turonensi vacante.

26 février. Viris venerabilibus et discretis decano et capitulo ecclesie Turonensis, sede vacante, capitulum Andegavense, decano ipsius absente et in

[1] *Sic* en toutes lettres.

[2] Il est nommé plus loin Girard des Mauges, Montrevault, chef-lieu de canton, arrondissement de Cholet (Maine-et-Loire), étant autrefois un des centres du pays des Mauges.

remotis agente, salutem et cum reverencia et honore paratam ad eorum beneplacita voluntatem. Ad vos destinamus et mittimus loco nostri virum venerabilem et discretum magistrum Girardum de Maugia[1], archidiaconum Transvigenensem in ecclesia vestra, concanonicum nostrum, exhibitorem presencium, ad denunciandum mortem bone memorie domini Nicolai, quondam episcopi Andegavensis, et ad petendum nomine nostro a vobis licenciam eligendi episcopum et pastorem in ecclesia Andegavensi supradicta, si petere debeamus; et hec vobis significamus per presentes litteras sigillo nostro sigillatas. Valeat in Christo vestra discrecio reverenda. Datum die Lune post festum beati Mathie apostoli anno Domini M°CC° nonagesimo.

Et nota quod, si in Turonensi ecclesia esset archiepiscopus vel electus, ista denunciacio non fieret capitulo Turonensi, nec ab ipso capitulo peteretur licencia eligendi sed ab archiepiscopo vel electo; et quia decanus et capitulum Turonense reddebant se difficiles domino Girardo, pro eo quod capitulum Andegavense petebat licenciam eligendi sub condicione, et ex eo quod littera dicto capitulo Turonensi directa non erat majori sigillo capituli Andegavensis sigillata, ideo rescripsit idem Girardus capitulo Andegavensi, quod mitterent alios canonicos Turonis pro petenda licencia predicta.

Et tunc missi fuerunt Turonis, die Lune post festum beati Albini, ex 5 mars parte capituli Andegavensis dominus Philipus de Plesseiaco, decanus ecclesie Sancti Laudi Andegavensis, et Matheus, decanus de Credonio, canonici Andegavenses, et post varios tractatus habitos in capitulo Turonensi, prefatus magister Girardus peciit simpliciter et pure licenciam eligendi a capitulo Turonensi, quamvis mandatum condicionale haberet; et fuit ordinatum in capitulo Turonensi, quod littera illa de licencia petita majori sigillo capituli Andegavensis sigillaretur; quod fuit postmodum adimpletum; et ex parte capituli Turonensis, die Mercurii 7 mars. post festum beati Albini, fuit licencia eligendi simpliciter concessa, et littera super hoc confecta, quam prescripti decani ad capitulum Ande-

[1] Voyez ci-dessus la note 2, p. 210.

9 mars. gavense die Veneris sequenti reportaverunt; cujus tenor infra scribetur, prius inserto hic tenore cujusdam alterius littere super denunciacione predicta ex parte dicti magistri Girardi dicto capitulo Turonensi facta, cujus tenor sequitur :

Tenor cujusdam littere super denunciacione ex parte magistri Girardi, archidiaconi Transvigenensis in ecclesia Turonensi, facta capitulo Turonensi, sede vacante.

7 mars. Universis presentes litteras inspecturis, majoris Turonensis, Transligerensis in ecclesia Turonensi archidiaconorum et archipresbiteri Turonensis, officiales curiarum[1], salutem in Domino. Noveritis quod anno Domini M°CC° nonagesimo, die Martis in capite jejuniorum, venerabilis vir magister Girardus de Maugia, archidiaconus Transvigenensis in ecclesia Turonensi et canonicus Andegavensis, procurator venerabilium virorum capituli Andegavensis, decano eorum absente et in remotis agente, ut in litteris eorum sigillatis, quarum tenor talis est : Viris venerabilibus et discretis, decano et capitulo Turonensi, [etc., *ut supra*], continetur, denunciavit in presencia nostra, nobis ad hoc specialiter evocatis, venerabilibus viris et discretis decano et capitulo Turonensi, sede vacante, in capitulo Turonensi, capitulo inibi congregato, mortem bone memorie quondam Nicolai episcopi Andegavensis, vice et nomine dicti capituli Andegavensis, et peciit nomine ejusdem capituli ab ipsis decano et capitulo Turonensi pure et simpliciter licenciam eligendi episcopum et pastorem in ecclesia Andegavensi predicta; in cujus rei testimonium sigilla dictarum curiarum, ad peticionem dicti procuratoris, una cum sigillo ejusdem, presentibus duximus apponendum. Actum presentibus et assistentibus in predicto capitulo Turonensi venerabilibus viris magistris Philipo de Plesseyaco et Matheo dicto Picot, canonicis Andegavensibus, ad hoc etiam, ut dicebant, ex parte ejusdem capituli Andegavensis destinatis, die Mercurii et anno predictis. Jaquetus.

[1] Le mot *officiales* est répété dans le manuscrit.

Sequitur tenor littere capituli Turonensis, sede vacante, capitulo Andegavensi directe super licencia eligendi simpliciter concessa, qui tenor talis est :

G. decanus et capitulum Turonense, sede Turonensi vacante, viris venerabilibus et discretis ac in Christo nobis karissimis, capitulo Andegavensi, salutem et sinceram in Domino caritatem. Denunciata nobis ex parte vestra per venerabiles viros magistrum Girardum de Maugia, concanonicum vestrum, procuratorem a vobis ad id destinatum, morte bone memorie Nicolai, quondam episcopi Andegavensis, et petita ab eodem procuratore, nomine vestro, licencia eligendi, eamdem licenciam vobis auctoritate metropolitana benigniter concedentes, dilectionem vestram affectuose requirimus et hortamur in Domino, quatinus, solum Deum habentes pre oculis, providere salubriter studeatis magis ecclesie quam persone. Datum die Mercurii in capite jejuniorum anno Domini M°CC° nonagesimo. 7 mars.

Acceptacio diei ad electionem faciendam.

Dicta die Veneris post Cineres, pulsata campana ad capitulum congregandum et singulis canonicis nominatim et specialiter evocatis presentibus in capitulo Andegavensi, de consensu omnium et singulorum fuit dies Martis post Ramos palmarum ad tractandum de electione futuri pontificis et ad eligendum prefixa, cum sequentibus diebus, quousque electionis negocium foret expeditum, et confecte sunt littere citacionum et vocacionum ad vocandum absentes canonicos, et misse per clericos juratos per regnum Francie et non extra, quarum litterarum duorum parium tantum tenores, causa brevitatis, inferius inseruntur. 9 mars.

Hic vocantur canonici absentes ad electionem. Sequitur tenor litterarum confectarum super vocacionibus canonicorum absentium, in regno Francie existencium, ad dictam electionem faciendam.

Capitulum Andegavensis ecclesie decano ejusdem ecclesie absente et in remotis agente, magistro Martino de Herva Curia Sicca, concanonico nostro, salutem et sincere dilectionis affectum. Bone memorie domino Nicolao, nuper Andegavensi episcopo, viam universe carnis ingresso, 9 mars.

corpore ejusdem tradito ecclesiastice sepulture, adimpletis a nobis que consueverunt hactenus adimpleri, volentes dicte ecclesie providere de pastore, diem Martis ante resurrectionem Domini proximam cum sequentibus, quousque dictum electionis negocium fuerit expeditum, ad procedendum ad electionem futuri pontificis in ipsa ecclesia et eligendum eumdem concorditer duximus prefigendam. Inde est quod vobis predictam diem notificantes tenore presencium, et nichilominus per Michaelem de Ruello et Thomam dictum de Nogento, quibus et cuilibet eorum concedimus potestatem, vos vocamus et citamus, ut ad electionem predictam dicta die, in mane, hora capituli, et aliis diebus sequentibus, quousque dictum electionis negocium fuerit expeditum, in Andegavensi ecclesia, si vestra credideritis interesse, nobiscum intersitis ad dictam electionem, processurus et facturus nobiscum ulterius quod in tali negocio fuerit faciendum. Et in testimonium vocacionis et citacionis hujus modi sigillum vestrum apponatis in secunda cauda presentium litterarum. Datum die Veneris post Cineres anno Domini M°CC° nonagesimo.

Sequitur alia littera de vocatione canonicorum absentium ad electionem faciendam.

9 mars. Reverendis in Christo patribus archiepiscopis et episcopis ac viris venerabilibus archidiaconis, officialibus et aliis ordinariis judicibus ecclesiasticis in regno Francie constitutis, ad quos presentes littere pervenerint, capitulum Andegavensis ecclesie, decano ejusdem ecclesie absente et in remotis agente, eternam in Domino salutem. Bone memorie domino Nicolao, episcopo nostro, viam universe carnis ingresso, corpore ejusdem tradito ecclesiastice sepulture, adimpletis a nobis que consueverunt hactenus adimpleri, volentes dicte ecclesie providere de pastore, diem Martis ante resurrectionem Domini proximam cum sequentibus, quousque electionis negocium fuerit expeditum, ad procedendum ad electionem futuri pontificis in ipsa ecclesia et ad eligendum eumdem concorditer duximus prefigendam. Inde est quod vobis omnibus et singulis supplicamus et in juris subsidium vos rogamus, ut ipsam diem cum sequentibus, quousque dictum electionis negocium fuerit expeditum, domino Remondo de Castro Novo presbitero et ma-

gistro Martino de Herva Curia Sicca, concanonicis nostris, et omnibus aliis concanonicis nostris, quos lator presentium vobis duxerit nominandos, prout vobis sunt subditi vel propinqui, inter tamen regnum predictum notificantes, ipsos ex parte nostra citetis vestri gratia seu citari faciatis, etiam publice, si necesse fuerit, ut ipsi, si sua crediderint interesse, dicta die cum sequentibus, quousque dictum electionis negocium fuerit expeditum, in Andegavensi ecclesia in mane, hora capituli, intersint nobiscum ad ipsam electionem processuri, et facturi nobiscum ulterius quod in tali negocio fuerit faciendum; et ad hoc faciendum vestri gratia alter alterum expectet. Et de nominibus citatorum et quicquid super hoc feceritis vel fieri feceritis nobis per vestras patentes litteras rescribatis. Datum die Veneris post Cineres anno Domini M°CC° nonagesimo.

Dicta autem dies Martis ante resurrectionem Domini, canonicis in choro Andegavensis ecclesie convenientibus et congregatis, sermone facto per decanum, litteris citacionum et vocacionum lectis et excusacionibus absentium, item sigillis cujusdam littere super assignatione seu prefixione diei electionis facte a canonicis presentibus recognitis, et quibusdam aliis negocium dicte electionis tangentibus cum deliberatione provida adimpletis, facto eciam quodam compromisso, quod nullum fuit sortitum effectum, concorditer fuit continuata ad diem Mercurii immediate subsequentem ad tractandum de electione pontificis in ecclesia predicta. 17 avril.

Nota hic diem electionis. Sequitur dies electionis.

Dicta autem die Mercurii ante resurrectionem Domini, anno quo supra, continuata concorditer a die Martis predicta, canonicis in choro ecclesie congregatis, placuit ad electionem per viam procedere compromissi seu commissi, factis super dicto compromisso litteris quarum tenor infra scribitur. 18 avril.

Sequitur tenor litterarum factarum super compromisso electionis in hec verba :

Universis presentes litteras inspecturis vel audituris, Egidius deca- 18 avril.

nus et capitulum Andegavensis ecclesie, salutem in Domino. Noveritis quod, vacante ecclesia Andegavensi per mortem bone memorie domini Nicolai, quondam episcopi Andegavensis, corpore ipsius tradito ecclesiastice sepulture, adimpletis a nobis que debuerunt adimpleri, diem prefiximus concorditer ad eligendum episcopum in ecclesia nostra predicta, videlicet diem Martis ante resurrectionem Domini cum diebus sequentibus, quousque electionis ipsius negocium foret expeditum, vocatisque sufficienter omnibus qui debuerunt vel voluerunt et potuerunt evocari, et presentibus de illis omnibus qui voluerunt et potuerunt interesse, die Mercurii sequenti continuata a die Martis predicta proxime precedente, nobis congregatis in loco consueto, videlicet in nostre ecclesie choro, pulsata campana, hora capituli, sancti Spiritus gracia primitus invocata, placuit nobis omnibus et singulis procedere per viam compromissi seu commissi, et damus et concedimus potestatem eligendi nobis et ecclesie Andegavensi episcopum et pastorem et nobis providendi viris venerabilibus et discretis — [*nota hic nomina compromissariorum electionis*] — Egidio decano, G. thesaurario, Johanni cantori, Gaufrido archidiacono Transligerensi et Roberto archidiacono Transmeduanensi, Johanni[1] scolastico, Girardo archidiacono Transvigenensi in ecclesia Turonensi, Philipo de Plesseyaco, Johanni de Bosco[2], Matheo dicto Picot et Johanni Agni[3], concanonicis nostris, de se ipsis vel de aliis, de gremio tamen ecclesie nostre predicte, promittentes nos concorditer illum recipere et habere in episcopum et pastorem, in quem omnes concorditer consenserint eligendum et quem unus ex ipsis, nomine suo et collegarum suorum predictorum et nostro, elegerit et publicaverit in communi; ita quod si quis ipsorum dissenserit, quod factum fuerit non habeat firmitatem, potestate a nobis data usque ad consumpcionem cujusdam candele duratura, quam sibi

[1] Jean Marembert.

[2] Successeur, vers la fin de l'année 1296, de Jean Marembert comme maître-école, et nommé en 1312 évêque de Dol.

[3] Frère ou neveu de Jacques Des Agneaux ou mieux L'Agneau, à qui le pape Benoît XI accorda une grâce expectative pour un canonicat en l'église d'Angers, et qui tenait une régence en 1303.

tradidimus accensam et tantumdem accensam retinuimus apud nos. Quod omnibus significamus quorum interest per presentes litteras sigillis nostris sigillatas. Datum die Mercurii predicta anno Domini M°CC° nonagesimo.

Quibus factis, dictis compromissariis secedentibus in partem subtus capsam[1], in qua corpus beati Maurilii confessoris in ipsa ecclesia requiescit, omnes compromissarii predicti in virum venerabilem et discretum magistrum Guillermum dictum Majorem, capellanum majorem et perpetuum penitenciarium episcopi Andegavensis, concanonicum Andegavensem, indilate et unanimiter consenserunt; quo facto publicata fuit electio de eo facta, ut sequitur.

Nota hic publicacionem electionis factam in forma que sequitur contentamque in quibusdam litteris super hoc confectis, quarum litterarum tenor sequitur in hec verba:

Universis presentes litteras inspecturis vel audituris, Guillermus[2], thesaurarius Andegavensis, salutem in Domino. Noveritis, quod ego nomine meo et collegarum meorum, videlicet Egidii decani, Johannis cantoris, Gaufridi Transligerensis et Roberti Transmeduanensis archidiaconorum, Johannis scolastici, Girardi Transvigenensis archidiaconi in ecclesia Turonensi, Philipi de Plesseiaco, Johannis de Bosco, Mathei dicti Picot et Johannis dicti Agni, canonicorum Andegavensium, compromissariorum seu commissariorum electorum una mecum concorditer ex parte venerabilium virorum decani et capituli Andegavensis ad eligendum episcopum in ecclesia predicta Andegavensi, vacante episcopo, et ad providendum et publicacionem super hoc faciendam secundum formam litterarum eorumdem decani et capituli super hoc confectarum, potestate michi et eisdem collegis meis data durante, venerabilem virum magistrum Guillermum Majorem, concanonicum meum, ad hoc 18 avril.

[1] Elle reposait alors en partie sur l'autel même, en partie sur quatre colonnes.

[2] Guillaume Bonnet, clerc et sans doute régent en l'université d'Angers, chanoine de Saint-Maurice dès au moins 1270, élevé, en 1306, à l'évêché de Bayeux, mort à Angers le 3 avril 1312. (Voyez ci-après sa fondation du collége de Bayeux.)

ydoneum, et cui instituta canonica suffragantur nec in aliquo contradicunt, in quem tam ego quam predicti collegc mei consenseramus concorditer in eligendo eum in episcopum predicte ecclesie Andegavensis, de voluntate et mandato predictorum collegarum meorum, mei et ipsorum et totius capituli nomine, et mea et ipsorum potestate et a capitulo nobis data et ea durante, ex communi et concordi assensu Andegavensi ecclesie de episcopo et pastore providens, nomino et eligo in episcopum hujusmodi Andegavensis ecclesie et pastorem, et ipsos consensus concordes et electionem publico in communi, injungens vice mea et collegarum meorum, ut vos, domine decane et capitulum Andegavense, ipsum recipiatis in electum, et, quod per nos factum est in premissis, concorditer ratum habeatis et acceptum. Et predictos consensus concordes et electionem ac publicacionem communem facio et pronuncio sub forma que sequitur in hiis[1] scriptis.

Nota hic verba continentia publicacionem electionis.

18 avril. In nomine Domini amen. Ego Guillermus, thesaurarius Andegavensis, de voluntate et mandato omnium collegarum meorum, vice mea, omnium compromissariorum meorum et totius capituli et potestate nostra et nobis data et ea durante, ex[2] communi et concordi assensu nomino et eligo vobis, et omnibus quorum interest, dominum Guillermum Majorem, concanonicum nostrum, in episcopum vestrum et nostrum hujusmodi ecclesie, ac ipsum vobis precipio in episcopum habere, et ipsos consensus et electionem vobis publico in communi et aliis quibus est faciendum. Quod omnibus quorum interest significo per presentes litteras sigillo meo sigillatas.

Datum die Mercurii ante resurrectionem Domini continuata seu prorogata a die Martis proxime precedenti anno Domini M°CC° nonagesimo.

[1] *Sic* pour *his* dans tout le manuscrit. — [2] Le manuscrit met *et*.

Deinde decanus et capitulum Andegavense per litteras constituerunt procuratores infra scriptos ad supplicandum capitulo Turonensi, sede vacante, confirmacionem electionis et petendum; quarum litterarum tenor sequitur in hec verba :

Universis presentes litteras inspecturis vel audituris, Egidius decanus et capitulum ecclesie Andegavensis, salutem in Domino. Noveritis quod unanimi voluntate et consensu dilectos nostros Matheum, decanum de Credonio, concanonicum nostrum, Guillermum Quadrigarium, capellanum in ecclesia nostra, et Guillermum de Andart, rectorem ecclesie de Reigne[1], Andegavensis dyocesis, ordinamus, facimus et constituimus procuratores nostros et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior condicio occupantis, ad supplicandum et petendum a venerabilibus viris et discretis decano et capitulo Turonensi, sede Turonensi vacante, et omnibus aliis quibus faciendum est, ut de meritis electionis in nostra Andegavensi ecclesia celebrate de persona venerabilis et discreti domini Guillermi Majoris, penitenciarii et majoris capellani episcopi, in nostrum et Andegavensis ecclesie pastorem et episcopum unanimiter electi, ac de meritis eligencium et electi et forma electionis ipsius rite et debite cognoscentes et more periculum evictantes, et electum confirmare dignum ducant, ac hiis factis consecrationis munus loco consueto Andegavis debite et canonice faciant impertiri, eo modo et per quos fuerit faciendum, et ad supplicandum, petendum et faciendum omnia alia et singula que circa premissa et ea tangencia necessaria fuerint seu eciam oportuna, ratum et gratum habentes et habituri quicquid per dictos procuratores et eorum quemlibet in premissis et premissa tangentibus factum fuerit seu eciam procuratum, quod prefatis venerabilibus viris decano et capitulo Turonensi, sede vacante, et omnibus aliis quorum interest significamus per presentes litteras, sigillis nostris sigillatas in testimonium veritatis. Datum et actum die Jovis ante resurrectionem Domini anno Domini M°CC° nonagesimo. 19 avril.

[1] Rigné, ancienne paroisse réunie à la commune d'Échemiré, canton et arrondissement de Baugé.

Quibus litteris procuratoriis capitulo Turonensi presentatis, dicta supplicacione eidem capitulo, sede vacante, facta, lecta fuit in capitulo Turonensi quedam littera sigillis decani et capituli Andegavensis sigillata, continens decretum electionis predicte; cujus littere tenor infra scribitur.

Sequitur tenor litterarum decani et capituli Andegavensis, continencium decretum electionis in hec verba :

19 avril. In nomine Domini amen. Nos decanus et capitulum Andegavense omnibus presentes litteras inspecturis notum facimus, quod, bone memorie domino Nicolao, quondam Andegavensi episcopo, die Lune ante purificationem beate Marie Virginis anno Domini M°CC° nonagesimo viam universe carnis ingresso, corporeque ipsius in vigilia festi ejusdem purificacionis, prout moris est, ecclesiastice tradito sepulture, denunciataque morte ejusdem illis quibus erat denuncianda de consuetudine Andegavensis ecclesie, et maxime venerabilibus viris decano et capitulo Turonensi, sede Turonensi vacante, petitaque licencia eligendi ab eis, modo quo fuerat fieri consuetum, et obtenta, nos capitulum Andegavense, decano predicto tunc absente et in remotis agente, ad electionem nostri futuri pontificis celebrandam et alia que huic incumbunt negocio faciendo, diem Martis ante resurrectionem Domini proximam, in mane hora capituli cum sequentibus diebus, quousque electionis et provisionis ecclesie nostre de episcopo negocium foret expeditum, duximus prefigendam, citatis interim et legitime vocatis omnibus qui de jure et consuetudine debuerunt evocari, dicta die Martis adveniente, pro congregando capitulo campana pulsata[1] in capitulo nostro, prout moris est, convenimus et demum illud exeuntes, chori campana pulsata, chorum ecclesie nostre intravimus et inibi, vocatis et presentibus omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt commode interesse, sancti Spiritus gracia primitus invocata, visis, lectis et diligenter circonspectis litteris et sigillis super vocacionibus

[1] Le manuscrit met *pulsa*.

et citacionibus factis, diligenti tractatu prehabito aliquibusque factis processibus qui finalem effectum non fuerunt consequuti, diem Martis predictam continuavimus et prorogavimus ad diem Mercurii immediate sequentem; qua die Mercurii predicta continuata et expectata a die Martis predicta, pulsata campana, prout moris est, ad capitulum congregandum, presentibus omnibus qui electioni predicte celebrande debuerunt, voluerunt et potuerunt commode interesse, in choro ipsius Andegavensis ecclesie, prout moris est, convenimus, de electione futuri pontificis tractaturi et alia que huic incumbunt negocio facturi, sanctique Spiritus gracia primitus invocata, diversis tractatibus inter nos habitis super hiis super quibus debuerunt haberi, nobis omnibus et singulis placuit per viam compromissi seu commissi procedere ad providendum nostre viduate ecclesie de episcopo ydoneo et pastore, dedimusque unanimi consensu viris venerabilibus et discretis Egidio decano, Guillermo thesaurario, Johanni cantori, Gaufrido Transligerensi et Roberto[1] Transmeduanensi archidiaconis, Johanni scolastico, Girardo archidiacono Transvigenensi in ecclesia Turonensi, Philipo de Plesseiaco, Johanni de Bosco, Matheo dicto Picot et Johanni Agni, canonicis nostris ad hoc electis, potestatem eligendi nobis et ecclesie nostre Andegavensi episcopum et pastorem, de se ipsis vel de aliis, de gremio tamen ecclesie supradicte, promittentes nos concorditer illum recipere et habere in episcopum et pastorem, in quem ipsi omnes consentirent concorditer eligendum et quem unus ex ipsis, vice sua et collegarum predictorum[2] et nostra eligeret et cujus electionem publicaret sollempniter in communi, ita quod, si aliquis de predictis dissentiret, quod factum esset non haberet aliquam firmitatem, potestate eisdem a nobis data et limitata usque ad consumptionem cujusdam candele, quam sibi accensam tradidimus, et tantumdem apud nos accensam retinuimus, duratura. Qui postmodum secedentes in partem super hiis, ut debebant et poterant, processerunt, et postea ad nos revertentes, durante adhuc eorum potestate, prout nobis retulerunt, unanimiter con-

[1] Robert Le Couvreur, *Tector,* frère sans doute du professeur de droit, Gilles Le Couvreur. — [2] Le manuscrit porte *predictarum.*

senserunt in virum venerabilem et discretum dominum Guillermum Majorem, concanonicum nostrum, penitenciarium Andegavensis episcopi et majorem capellanum, in pastorem et episcopum eligendum, virum utique de legittimo matrimonio natum, sufficientis litterature et etatis legittime, vite, morum et conversacionis honestate pollentem, jura ecclesie Andegavensis scientem et potentem cum Dei adjutorio defensare, in spiritualibus et temporalibus circumspectum, cui instituta canonica suffragantur nec in aliquo contradicunt. Qui quidem compromissarii seu commissarii a nobis, ut premittitur, electi, in presentia capituli constituti, potestatem nobis insinuandi consensum predictum, et dictum dominum Guillermum eligendi vice sua et omnium collegarum predictorum et tocius capituli, et nobis ipsam electionem publicandi, dederunt venerabili viro et discreto magistro Guillermo, thesaurario Andegavensi predicto, qui, ex potestate sibi data et ea durante, nominibus et vice quibus supra, prefatum dominum Guillermum Majorem nominavit et elegit in episcopum et pastorem ecclesie nostre Andegavensis in scriptis sub forma que sequitur : In nomine Domini amen. Ego Guillermus, thesaurarius Andegavensis, de voluntate et mandato omnium collegarum meorum, vice mea, omnium compromissariorum meorum et totius capituli Andegavensis, ex potestate nostra et nobis data et ea durante, ex communi et concordi assensu nomino et eligo vobis et omnibus quorum interest dominum Guillermum Majorem, concanonicum nostrum, in episcopum vestrum et nostrum hujus ecclesie, ac ipsum vobis precipio in episcopum habere, et ipsos consensus et electionem vobis publico in communi. — Nos vero dictam electionem, sic publice et sollempniter celebratam et publicatam in communi, ratam et gratam habentes, recepimus et eciam approbavimus et adhuc recipimus et approbamus, et predictum dominum Guillermum, ut premittitur, electum, requisivimus cum instancia, ut electioni de se facte suum vellet prebere consensum; qui variis utens excusacionibus, tandem precum nostrarum devictus instancia, non absque magna difficultate, offerens se Deo sacrificium, dicens : « volens nolo, nolens volo, » predicte electioni suum assensum prebuit et consensum; quem nos, ut decebat,

hymnum hujus modi : *Te Deum laudamus,* sollempniter decantantes, ad majus altare deportavimus et, campanis pulsatis, multitudini magne populi in dicta ecclesia existenti presentavimus, et dictam electionem insinuavimus, ut moris est. Quare supplicamus humiliter et devote viris venerabilibus et discretis decano et capitulo Turonensi, sede Turonensi vacante, et omnibus aliis quibus est faciendum, quatinus de predictis cognoscentes, more periculum evictantes, electionem predictam et electum confirmare dignum ducant, ac, hiis factis, consecrationis munus loco consueto Andegavis debite et canonice faciant impertiri eo modo et per quos fuerit faciendum. Et nichilominus, ad supplicaciones et peticiones super hiis faciendas tam dictis decano et capitulo quam aliis quibus fuerunt faciende, et ad omnia alia et singula, que circa premissa et ea tangencia necessaria fuerint seu eciam oportuna, discretos viros Matheum, decanum de Credonio, concanonicum nostrum, Guillermum Quadrigarium, cappellanum in ecclesia nostra, et Guillermum de Andart, rectorem ecclesie de Reigne, Andegavensis dyocesis, ordinamus, facimus et constituimus procuratores nostros, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior condicio occupantis, ratum et gratum habentes et habituri quicquid per dictos procuratores et eorum quemlibet in premissis et premissa tangentibus factum fuerit seu eciam procuratum. In cujus rei testimonium, nos Egidius decanus et capitulum sigilla nostra duximus apponenda. Et nos nichilominus Guillermus thesaurarius, Johannes cantor, Gaufridus Transligerensis, Robertus Transmeduanensis archidiaconi, Johannes scolasticus, Hugo Cortin, Guillermus Baril, Garinus Le Raale, Robertus Forreau, Odo de Genis[1], Petrus de Villa Mauri, Guillermus archipresbiter de Burgolio, Girardus archidiaconus Transvigenensis in ecclesia Turonensi, Guillermus Bili, Hemericus Labaacle, Guillermus decanus Sancti Martini, Johannes de Bosco, Johannes de Areolis, Philipus de Plesseiaco, Johannes de Mauni, Matheus Picot, Johannes Agni, Clemens Ademari[2],

[1] Gennes, chef-lieu de canton, arrondissement de Saumur.

[2] Official de l'évêque Nic. Gellent, et doyen du chapitre de Saint-Pierre d'Angers.

Andreas de Haya[1], Oliverius de Marolio et Gervasius Homo Dei, canonici Andegavenses, et singuli nostrum sigilla nostra propria presentibus duximus[2], excepto dicto Oliverio, qui tunc sigillum proprium, ut dicebat, non habebat, qui, ad peticionem ipsius, presentes litteras sigillo curie Andegavensis pro se obtinuit sigillari. Actum die Jovis ante resurrectionem Domini predictam anno Domini M°CC° nonagesimo. Nos autem officialis Andegavensis, ad peticionem dicti Oliverii, sigillum curie Andegavensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum die Jovis predicta, anno ut supra.

Hiis sic factis, nobis Guillermo episcopo predicto in domo decani Turon[ensis] postmodum examinato, et postea cognito de meritis electionis, et examinato diligenter processu electionis ejusdem in capitulo Turonensi, per decanum vice sua et capituli Turonensis predicta electio inventa canonica extitit confirmata; super qua confirmatione confecte sunt littere majori sigillo capituli Turonensis, quarum tenor infra scribitur :

Sequitur tenor litterarum confirmacionis electionis et electi, sigillo capituli Turonensis sigillatarum, in hec verba :-

24 avril. Universis presentes litteras inspecturis, G. decanus et capitulum Turonense, sede vacante, salutem in Domino. Notum sit vobis omnibus quod nuper ecclesia Andegavensi, per mortem recolende memorie domini Nicolai, quondam episcopi Andegavensis, vacante, morte ejus nobis ex parte venerabilis capituli Andegavensis nunciata, petita ab eis et obtenta a nobis licencia eligendi, et tandem electione facta postmodum in ipsa Andegavensi ecclesia de venerabili viro et discreto magistro Guillermo dicto Majore, capellano episcopi Andegavensis, nobis ex parte venerabilium virorum decani et capituli Andegavensis per procuratores eorum sufficienter instructos presentata, et petito ut, de electionis et electi predictorum meritis cognoscentes, electionem, tanquam canonicam, auctoritate metropolitana confirmaremus eamdem,

[1] Frère de l'archevêque de Tours. — [2] Sous-entendu : *apponenda.*

nos, de electionis et electi predictorum meritis plenius cognito et discusso, et eis diligenter examinatis, electionem ipsam, quam invenimus fore canonicam, et electum predictum auctoritate metropolitana confirmamus, et hec omnibus quibus significandum est significamus per presentes litteras, sigillo nostro sigillatas. Actum palam et publice in nostro capitulo Turonensi et datum die Martis post festum resurrectionis Domini anno ejusdem M°CC° nonagesimo primo.

Hoc facto decanus et capitulum Turonense destinaverunt per proprium eorum nuncium litteras, sigillis eorum sigillatas, suffraganeis episcopis provincie Turonensis pro convocando ipsos suffraganeos ad consecracionem electi Andegavensis, quarum litterarum tenor infra scribitur.

Sequitur tenor litterarum a decano et capitulo Turonensi directarum episcopis suffraganeis provincie Turonensis, pro convocando eosdem ad consecracionem electi Andegavensis ad diem certam in ipsis litteris contentam, prefixam ad dictam consecrationem faciendam seu celebrandam in ecclesia monasterii Beati Albini Andegavensis, ut sequitur in hec verba :

Venerabilibus in Christo patribus Cenomanensi, Redonensi, Nannetensi, Macloviensi, Briocensi, Venetensi, Corisopitensi, Trecorensi et Leonensi, Dei gratia, episcopis, G. decanus et capitulum Turonense, sede vacante, salutem in Domino. Cum discretus vir magister Guillermus dictus Major, canonicus perpetuusque penitenciarius et major capellanus episcopi Andegavensis, canonice[1] electus in episcopum et pastorem ecclesie Andegavensis, per nos auctoritate metropolitana rite et canonice fuerit confirmatus, vobis et vestrum cuilibet auctoritate predicta mandamus, quatinus die Dominica proxima ante instans festum Penthecostes, quam ad consecracionem ejusdem electi prefigimus, Andegavis in monasterio Sancti Albini personaliter intersitis, vestrum in consecratione ejusdem electi, prout incumbit, ministerium impensuri, in signum receptionis presentium, sigilla vestra apponi presentibus facientes. Datum Turonis et sigill[is] nostr[is] sigillatum, die Martis post resurrectionem Domini anno ejusdem M°CC° nonagesimo primo. 24 avril.

[1] Le manuscrit porte *canonicus*.

Que littere suprascripte misse fuerunt ad suffraganeos episcopos per decanun et capitulum Turonense propriis expensis ipsorum decani et capituli Turonensis.

Deinde a venerabili viro domino Raginaldo, Turonensis ecclesie in concordia electo, litteras obtinuimus, que sequntur.

Sequitur tenor quarumdam litterarum venerabilis viri domini Raginaldi, divina providentia electi Turonensis in concordia, concessarum ab eodem electo post diem consecracionis a decano et capitulo Turonensi, ut supra scribitur, prefixam, in hec verba :

20 mai. Raginaldus[1], permissione divina Turonensis ecclesie in concordia electus, venerabili viro magistro Guillermo dicto Majori, electo in concordia ecclesie Andegavensis confirmato, salutem et sinceram in Domino caritatem. Cum venerabiles viri decanus et capitulum ecclesie Turonensis vos ac electionem de vobis factam a venerabilibus viris decano et capitulo Andegavensi, tunc sede Turonensi vacante, auctoritate metropolitana duxerint confirmandam, confirmacionem electionis predicte, quantum in nobis est, gratam habemus et ratam. Diei vero Dominice ante instans festum Penthecostes, a venerabilibus memoratis prefixe super consecratione vobis impendenda, nostrum benigne prebemus assensum, quod super premissis et ea contingentibus et dependentibus ab eisdem[2], quantum ad nos attinet, approbantes. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum apud Vernotum[3] die Dominica qua cantatur *Cantate*, anno Domini M°CC° nonagesimo primo.

Postmodum dictus Raginaldus, electus Turonensis ecclesie in concordia, episcopo Redonensi pro consecratione predicta direxit suas patentes litteras in hec verba :

29 mai. Venerabili in Christo patri Dei gratia episcopo Redonensi, R. cancellarius Turonensis, in concordia ecclesie Turonensis electus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Ad consecracionis munus venerabili viro magistro Guillermo Majori, Andegavensis ecclesie confirmato, hac

[1] Renaud de Montbazon.

[2] Suppléez *factum est*.

[3] Vernou-sur-Brenne, arrondissement de Tours, canton de Vouvray.

instanti die Dominica post festum Ascensionis Domini in monasterio Sancti Albini Andegavensis per vos principaliter impendendum, ceteris suffraganeis ecclesie Turonensis, qui presentes fuerint, suum ad id ministerium vobiscum presentibus, auctoritate metropolitana vobis licenciam tribuimus et concedimus facultatem. Datum apud Larcayum[1] die Martis ante festum Ascensionis predicte anno Domini M°CC° nonagesimo primo.

Item dictus electus Turonensis direxit litteras suas[2] certis personis de ecclesia Turonensi, ut vice dicti electi Turonensis accederent ad dictam consecrationem, facturi id quod in ipsis litteris continetur, quarum tenor sequitur in hec verba :

Raginaldus, cancellarius Turonensis, in concordia Turonensis electus, discretis viris archidiacono Transvigenensi in ecclesia Turonensi, magistris Guillermo de Ruiso, Clementi Ademari et Petro de Nucariis, canonicis Turonensibus, salutem in Domino. Cum consecracio venerabilis viri magistri Guillermi Majoris, electi ecclesie Andegavensis confirmati, apud monasterium[3] Beati Albini Andegavensis hoc instanti die Dominica post festum Ascensionis Domini auctoritate metropolitana immineat facienda, vobis tenore presentium committimus, quatinus hac vice vos omnes, aut saltem duo vestrum, ad dictum monasterium Sancti Albini vos personaliter transferentes, predicte consecrationi loco nostri assistatis ibidem, ac nobis et ecclesie Turonensi successoribusque nostris, qui pro tempore fuerint archiepiscopi Turonenses, subjectionis, reverencie et obediencie et alias debitum juramentum, vice nostra ab eodem electo Andegavensi, ut fieri assolet, recipiatis, vobis super premissis et super hiis que circa ea fuerint oportuna auctoritatem tribuentes ac eciam facultatem. Et quod super premissis factum fuerit, nobis per vestras patentes litteras fideliter rescribatis, harum seriem continentes. Datum apud Larcayum die Martis ante festum Ascensionis predicte anno Domini M°CC° nonagesimo primo. 29 mai.

[1] Larcay, arrondissement et canton de Tours.

[2] Le manuscrit porte *sua*.

[3] Le manuscrit porte *monasterii*.

Deinde littera[1] Francie super deliberacione regalium ecclesie Andegavensis facta electo Andegavensi confirmato, missis ad regem nunciis, sequitur in hec verba :

28 avril. Philipus, Dei gracia Francorum rex, custodibus regalium Andegavensium, salutem. Cum nos procuratoribus seu nunciis Guillermi, electi Andegavensis ecclesie et confirmati, prout per litteras decani et capituli Turonensis, sede vacante, apparebat, ad hoc specialiter destinatis, videlicet Gaufrido archidiacono Transligerensi in ecclesia Andegavensi et Matheo, decano de Credonio, canonico Andegavensi, reddiderimus Sabbato post Pascha[2] ultimo preteritum circa horam vesperarum regalia episcopatus Andegavensis, mandamus vobis quatinus dicta regalia et ea que ad ipsa pertinent a die et hora predictis deliberetis electo et confirmato antedicto. Actum apud Abbaciam[3] Monialium juxta Meledunum dicta die Sabbati anno Domini M°CC° nonagesimo primo.

Sequitur littera regis super juramento fidelitatis facto regi per electum Andegavensem confirmatum, in hec verba :

16 mai. Philipus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod, die Mercurii in octabis translacionis sancti Nicolai, apud Vicenas, ad nos accedens dilectus ac fidelis noster Guillermus Andegavensis electus nobis prestitit juramentum fidelitatis, prout alii episcopi Andegavenses, predecessores sui, regibus Francie, predecessoribus nostris, hujus modi juramentum fidelitatis hactenus prestiterunt. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum facimus apponi sigillum. Actum die et loco predictis anno Domini M°CC° nonagesimo primo, mense Mayo.

Nunc restat de ministerio consecrationis tractare.—Prius tamen quam ad ipsius consecrationis tractatum et officium descendamus, quedam tractata superius sub brevi epilogo perstringemus et quedam a nobis gesta a die electionis et confirmacionis nostre usque ad consecrationis diem presenti libello ad informacionem posterorum duximus inserenda, que incipiunt sic :

18 avril. Anno Domini M°CC° nonagesimo, die Mercurii post Ramos palmarum,

[1] Suppléez *regis.* — [2] Le manuscrit porte *Pacha.* — [3] L'abbaye du Lys, près Melun.

videlicet tercia[1] decima die exeunte aprili, nos Guillermus dictus Major, canonicus Andegavensis capellanusque et perpetuus penitenciarius episcopi Andegavensis, vacante ecclesia Andegavensi per mortem bone memorie domini Nicolai Gellent, quondam episcopi Andegavensis, fuimus electi in ecclesia Andegavensi per viam compromissi, undecim compromissariis, videlicet Egidio Rigaut, decano, magistro Guillermo Bonet, thesaurario, Johanne cantore, Gaufrido de Haya, archidiacono Transligerensi, Roberto dicto Tectore, archidiacono Transmeduanensi, Johanne Marembert, scolastico, Girardo de Monte Rebelli, archidiacono Transvigenensi in ecclesia Turonensi, magistro Johanne de Bosco, domino Philipo de Plesseiaco, decano ecclesie Beati Laudi Andegavensis, domino Johanne dicto Agno, magistro Matheo Picot, decano Credonensi, canonicis Andegavensibus, ad hoc electis, et in nos unanimiter consentientibus, singulis postmodum tocius capituli concordantibus et consentientibus.

Electione vero sollempniter publicata, deportati fuimus ad majus altare, canonicis *Te Deum* sollempniter decantantibus campanisque per totam civitatem ad classicum pulsantibus nobisque prostratis existentibus ante dictum altare, quousque *Te Deum* extitit percantatum. Quo finito, dictaque oratione cum versiculo *A Domino factum est istud* per decanum, ab illo loco usque ad pulpitum, in quo Epistola et Evangelium in diebus sollempnibus solent legi, deducti fuimus, decano ex una parte et thesaurario ex altera nos tenentibus et ducentibus, ibique ostensi fuimus populo et eciam presentati, ipso decano populum alloquente; qui populus, audita pulsatione campanarum, ibidem convenerat in multitudine copiosa.

Quo facto, capitulum intravimus cum dictis decano et thesaurario et aliis canonicis, ibidemque quibusdam tractatis negociis, exivimus, ad domum nostram accedentes, omnibus personis et canonicis nobis facientibus comitivam.

[1] Le calcul des dates et les détails qui précèdent et qui suivent prouvent qu'il faut comprendre *le 13e jour avant la fin d'avril.* C'est ici, à coup sûr, *le 18 avril.*

Nobis autem ingressis dictam domum, dictis personis et canonicis nos salutantibus, ad domos proprias recesserunt, exceptis venerabilibus viris, Gaufrido archidiacono Transligerensi, domino Andrea, fratre ejus, et domino Philipo de Plesseiaco, decano Sancti Laudi, canonicis Andegavensibus, qui nobiscum ad cenam remanserunt, nobisque in dicta domo pernoctantibus.

19 avril. Die crastina, scilicet die Jovis, in mane ad ecclesiam Andegavensem accessimus ibique liminibus Sanctorum visitatis, capitulum intravimus, licenciaque petita a capitulo nosque orationibus ipsorum recommendantibus villam Andegavensem exeuntes et viam nostram versus Turonis dirigentes, apud Brion[1] accessimus, ibidemque in domo rectoris comedimus et pernoctavimus, et sequenti die Parasceve dictis domo et loco remanentes et comedentes dormivimus.

21, 22 avril. Die autem Sabbati in vigilia Pasche et in die Pasche apud Burgulium[2] festinantes, die Pasche post prendium apud Lenges[3] accessimus et ibidem pernoctavimus.

23 avril. Die Lune sequenti Turonis devenimus, penes magistrum Girardum, archidiaconum Transvigenensem in ecclesia Turonensi, descendentes, comedentes et eciam pernoctantes; in qua die Lune decano et capitulo Turonensi, sede vacante, presentati fuimus in capitulo ecclesie Turonensis ibidemque negocio nostre electionis per thesaurarium Andegavensem proposito et decreto ejusdem electionis perlecto, diem Martis sequentem pro examinatione et confirmatione nostra faciendis dicti decanus et capitulum prefixerunt.

24 avril. Dicta vero die Martis nobis examinacionem subeuntibus in domo predicti decani Turonensis, postea capitulum Turonense intrantibus, dictus decanus vice sua et capituli predicti auctoritate metropolitana munus nostre confirmacionis nobis contulit.

[1] Brion, canton de Beaufort, arrondissement de Baugé. — Il faut remarquer ici cette direction de la voie de Tours.

[2] Bourgueil, chef-lieu de canton (Indre-et-Loire).

[3] Langeais, c^on de Chinon (Indre-et-Loire).

Confirmacio electionis.

Tunc vero confirmacione collata, incipiente cantore *Te Deum*, per decanum fuimus ad majus altare deducti, et *Te Deum* finito ac oratione dicta nobisque ab oracione erectis, iterum capitulum predictum intravimus, in quo predicti decanus et capitulum Turonense diem consecracionis nostre assignaverunt seu eciam prefixerunt ad diem Dominicam post Ascensionem Domini.

Et de episcopis suffraganeis per dictos decanum et capitulum auctoritate metropolitana, sede vacante, convocandis cum illis fuimus ibidem colloquuti.

Quibus factis et accordatis, dictum capitulum et ecclesiam exivimus, et ad domum predicti archidiaconi Transvigenensis remeavimus, ac ibidem comedimus et pernoctavimus.

Dicti autem decanus et capitulum Turonense miserunt nuncium pro suffraganeis convocandis, pecunia per eosdem dicto nuncio ministrata.

Die vero Mercurii sequenti, venerabiles viri, Gaufridus archidiaconus Transligerensis et Matheus Picot, decanus Credonensis, canonici Andegavenses, procuratores a nobis deputati pro querendis nostris regalibus, a dicta civitate Turonensi ad regem Francie accesserunt; que quidem regalia poteramus ex privilegio per noncios procuratores requirere et habere. 25 avril.

Nobis dictam civitatem Turonensem exeuntibus in mane et apud Relleium[1] redeuntibus et ibidem comedentibus et pernoctantibus dicta die, die Jovis sequenti apud Mellineis[2], videlicet ad monasterium dicti loci, venimus, ut ibidem resideremus, quousque regalia nostra recepissemus; ad que petenda et requirenda venerabiles viros Gaufridum, archidiaconum Transligerensem, et magistrum Matheum Picot, decanum de Credonio, canonicos Andegavenses, ad regem Francie a civi- 26 avril.

[1] Rillé, canton de Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

[2] Mélinais, abbaye de l'ordre de Saint-Augustin, commune de Sainte-Colombe (Sarthe), réunie au collége de la Flèche.

tate Turonensi, ut supra scribitur, destinaveramus, qui a dicta civitate Turonensi pro dictis regalibus querendis recesserunt die Mercurii precedenti.

Gervasius rector de Ludio.

27 avril. Die Veneris, in festo Invencionis sancte crucis[1], injunximus apud Mellineis priori de Ludio, quod ipse diceret ex parte nostra Gervasio, rectori ecclesie de Ludio[2], ut ipse infra Penthecosten Domini proximam querat et habeat unum bonum et sufficientem capellanum et clericum ydoneum ad deserviendum et coadjuvandum eum in ecclesia de Ludio predicta, que ob defectum servicii et alias ob defectum rectoris et capellani multipliciter passa est et patitur cotidie detrimentum, alioquin eidem rectori significaret ex parte nostra, quod ex tunc consilium apponemus, ut justicia suadebit.

De capellano de Basogiis.

Item loquendum est cum magistro Guillermo Baril, rectore ecclesie de Basogiis[3], super hoc quod ejus capellanus de Basogiis, ut intelleximus, de novo exigit et extorquere nititur linteamina a parrochianis ecclesie predicte, quando recipiunt extremam unctionem; necnon et cum aliis rectoribus super simili facto est[4] loquendum.

Reddicio littere sustracte per fratres leprosarie de Fixa.

28 avril. Die Sabbati post resurrectionem Domini apud Mellineis incepimus facere inquestam seu nos informare contra fratres leprosarie de Fixa[5] super ablacione et sustractione furtiva quarumdam litterarum dicte leprosarie imposita quibusdam fratribus dicte domus, pluresque testes dicta die et diebus Lune, Martis et Mercurii sequentibus super premissis recepimus.

[1] La fête de l'Invention de la Croix est le 3 mai, qui tombait cette année un jeudi. Il aurait donc fallu dire : *die Veneris ante festum*.

[2] Le Lude, chef-lieu de canton, arrondissement de la Flèche (Sarthe).

[3] Basouges, canton de la Flèche (Sarthe).

[4] Le manuscrit porte *et*.

[5] La Flèche, chef-lieu d'arrondissement (Sarthe).

Liberacio regalium.

Die Veneris sequenti Thomas et Michael, fratres dicte leprosarie de Fixa, dictas litteras nobis detulerunt et restituerunt, quas apud nos retinuimus. Dicta die venerunt seu reversi sunt ad nos ibidem dicti archidiaconus Transligerensis et Matheus, decanus Credonensis, et nobis litteras regis Francie super liberacione regalium nostrorum presentaverunt; que quidem regalia fuerant liberata dictis nunciis nostris per dictum regem et restituta die Sabbati ante Quasimodo proximo preteriti, circa horam vesperarum. 4 mai.

Littera regis Francie super deliberacione regalium ecclesie Andegavensis facta electo Andegavensi confirmato, missis ad regem nunciis, sequitur in hec verba :

Philipus, Dei gracia Francorum rex, custodibus regalium Andegavensium, salutem. Cum nos procuratoribus seu nunciis Guillermi, electi ecclesie Andegavensis et confirmati, prout per litteras decani et capituli Turonensis, sede vacante, apparebat, ad hoc specialiter destinatis, videlicet Gaufrido, archidiacono Transligerensi in ecclesia Andegavensi, et Matheo, decano de Credonio, canonico Andegavensi, reddiderimus, Sabbato post Pascha ultimo preteritum, circa horam vesperarum, regalia episcopatus Andegavensis, mandamus vobis quatinus dicta regalia et ea que ad ipsa pertinent a die et hora predictis deliberetis electo et confirmato antedicto. Actum apud abbaciam Monialium Beate Marie[1] juxta Meledunum dicta die Sabbati, anno Domini M°CC° nonagesimo primo. 28 avril.

Procuracio fabrice Beate Marie de Fixa.

Anno Domini M°CC° nonagesimo primo, die Veneris post Quasimodo, deputavimus et constituimus Johannem Roncin, procuratorem fabrice ecclesie Beate Marie de Fixa, de consensu prioris et quorumdam majorum parrochianorum dicte ecclesie, quoad recipiendum et exigendum 4 mai.

[1] L'abbaye du Lys, près Melun.

redditus, obvenciones et alia spectancia ad dictam fabricam, qui juravit se fideliter habiturum in premissis et fidelem racionem nobis super premissis redditurum et parrochianis dicti loci, quando fuerit requisitus; et tenentur Mauricius Le Caorcin et ejus uxor eidem reddere decem libras decem et octo solidos et sex denarios, item sexaginta septem solidos, quinque denarios et obolum, item sexaginta quinque solidos, et Thomas Carnifex, viginti quinque solidos; item Egidius de Ponte et ejus uxor quadraginta septem solidos, quando super hiis ab eodem fuerint requisiti; quas pecunie summas confessi fuerunt dicti debitores coram nobis nomine et racione fabrice memorate, de quibus habet dictus procurator memoriale sigillo nostro sigillatum. Actum die Veneris predicta. Dictus vero Roncin debebat dicte fabrice sexdecim solidos, quos confessus fuit se recepisse nomine et racione fabrice predicte.

Hec est computacio facta per Audam, uxorem Mauricii Caorcin, coram nobis apud Mellineis, de hiis, que habuit et recepit de oblacionibus, censibus et redditibus et aliis deputatis spectantibus ad ecclesiam Beate Marie de Fixa a duodecim annis citra, die Veneris post Quasimodo, anno quo supra, assignata ad computandum et racionem reddendum super premissis per juramentum suum prestitum coram nobis die Mercurii precedenti.

Recepta facta per dictam Audam, expensis et misiis conversis in utilitatem et reparacionem ecclesie predicte deductis, quas estimat undecim libr[as] sex solid[os] quinque denar[ios]; et habet apud se de questis, factis per eamdem contemplatione dicte ecclesie, decem libras decem octo solidos sex denarios, item de trunco et reliquiis[1], a festo Annunciacionis Dominice, quod fuit anno Domini M°CC° octuagesimo, habet sexaginta septem solidos quinque denarios obolum; de partibus receptarum et misiarum ali[ter] non recolit. Item debentur de dictis questis sexaginta solidi, quos debet Thomas Le Borrelier, quos eidem Thome dicta Auda mutuo tradidit. Summa tocius recepte cum

[1] Le manuscrit porte *reliquiiis*.

debito : decem septem libre decem solidi undecim denarii obolus. — Guillermus de Curia dicta die computavit.

Die autem Sabbati sequenti destinavimus et misimus dictos archidiaconum et decanum de Credonio et Johannem, rectorem ecclesie de Bauneio[1], fratrem nostrum, Andegav[is], ut ipsi ex parte nostra litteras super liberacione et restitucione dictorum regalium decano et capitulo Andegavensi et magistro Johanni de Mommartin[2], deputato ex parte regis Francie pro regalibus custodiendis et recipiendis[3]; qui quidem archidiaconus, decanus et frater predicti dictas litteras eisdemcapitulo Andegavensi, decano absente, et dicto magistro Johanni presentaverunt. 5 mai.

Dictus vero magister, litteris predictis visis et receptis, palacium nostrum Andegavis, in quo tunc manebat, deliberavit eisdem nomine nostro, et mandavit per maneria et villas, episcopatui Andegavensi et nobis racione et nomine episcopatus spectantia[4], in quibus erant custodes nomine dicti regis Francie racione dictorum regalium, ut dicti custodes omnia nobis deliberarent et restituerent omnia recepta et habita de dictis regalibus a dicta hora vesperarum diei Sabbati predicte, qua nobis fuerunt dicta regalia deliberata per dictum regem Francie, ut supra scribitur, et quod a dictis locis recederent; que ipsi fecerunt.

Item deliberavit idem magister Johannes seu restituit nobis pissides nostras seu boestas, quas Andegavis habemus, et omne emolumentum a dicta hora dicte diei Sabbati receptum usque ad dictum tempus recepcionis dictarum litterarum et omnia alia ad dicta regalia spectancia deliberavit et deliberari mandavit, visis litteris supradictis, exceptis lignis et arboribus scissis in nemoribus de Chalonna[5], videlicet de Mar-

[1] Bauné, arrondissement de Baugé, canton de Seiches. Le curé était de droit secrétaire de l'évêque, qui possédait près du bourg un logis, aujourd'hui disparu, où est mort Guillaume Le Maire.

[2] *Sic* pour *Dommartin.*

[3] Suppléez *presentarent.*

[4] Outre l'évêché, centre de la baronnie du Palais et du fief de la ville, l'évêque possédait des manoirs dans sa baronnie de Chalonnes, dans ses châtellenies de Villévêque, de Morannes et de Saint-Alman, à Éventard et à Bauné.

[5] Chalonnes-sur-Loire, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Angers, autrefois domaine de l'évêché ayant titre de baronnie.

gerie[1] et explectamento eorum et nemoribus quibusdam Ville Episcopi[2], in quibus dicebamus dictum magistrum Johannem ecclesie Andegavensi magna dampna intulisse et injuste, cum regi racione regalium premissa non competerent, cum dicta nemora non essent cedua sed antiquissima et usui episcopi Andegavensis deputata, de quibus episcopi Andegavenses vendere nullatenus consueverant, dicto magistro Johanne contrarium affirmante; retenta etiam regi exequucione super debitis eidem regi racione regalium predictorum de tempore retroacto.

Robertus vero, archidiaconus Transmeduanensis, in capitulo Andegavensi locum decani tunc tenens, vice decani et capituli presentis, dictis litteris receptis, sigilla curie Andegavensis dicto fratri nostro et eciam archipresbitero Burguliensi, procuratoribus a nobis ad hoc constitutis, reddidit et restituit.

Prima visitacio per nos facta post confirmacionem nostram, videlicet in monasterio Mellinensi.

6 mai. Die dominica sequenti, qua cantatum fuit *Misericordia Domini*, monasterium Mellinense visitavimus et in capitulo predicavimus et in ecclesia dicti loci missam sollempniter celebravimus. Nam illa die religiosi dicti loci habebant festum suum de beato Johanne ante portam latinam, et ibidem convenerant multi priores et fratres ordinis dicti monasterii.

Ibidemque injunximus abbati dicti[3] monasterii, ut monachos monasterii sui qualibet die, certa hora competenti consueta et determinata, insimul comedere faceret qualibet die, in refectorio, et quod inhiberet eisdem, et nosmet eis inhibuimus visitantes, ne ipsi in cameris carnes comederent, ubi silencium non tenent et multa illicita committunt; maxime, cum non sit eis prohibitum, secundum ordinem beati Augustini, quem observare debent, comedere carnes in refectorio predicto.

Item injunximus visitantes canonicis dicti monasterii, ut ipsi aliis

[1] Forêt disparue, dont le nom seulement reste à un emplacement en l'île de Chalonnes dit *la Queue de Margerie*.

[2] Villévêque, arrondissement et canton nord-est d'Angers.

[3] Mathieu de Baracé.

canonicis ejusdem ordinis sancti Augustini se et habitum suum conformantes, de cetero tunicam albam et supertunicale nigrum, prout alii ejusdem ordinis nostre dyocesis, induant et publice deferant et talibus vestibus utantur de cetero seu eciam induantur; qui canonici premissis gratanter acquieverunt.

Post hec vero ibidem populo publice predicavimus. Item dicta die quedam alia ibidem fecimus que suprascripta sunt; et ipsa die ibidem comedimus.

Eademque die post comestionem ad manerium nostrum de Villa episcopi[1] accessimus, in quo manerio nostro de Villa Episcopi dicta die pernoctavimus.

Item anno quo supra, dominica qua cantatum fuit *Misericordia Domini*, permisimus usque ad Penthecosten Domini synodum rectori ecclesie de Diceyo[2] fratrem Guillermum, canonicum Mellinensem, de consensu abbatis sui, ad serviendum in officio capellani in ecclesia predicta usque ad synodum predictum tantummodo, injungentes quod ex tunc alium querat ydoneum capellanum. 6 mai.

De Radulpho Tuebof, quondam capellano de Diceyo.

Item non est tradendum oblivioni de Radulpho dicto Tuebof, quondam capellano de Diceyo, qui Julianam, dictam La Torace, ejus concubinam, quam ibidem diu tenuerat, transtulit apud Bremium super-Autyon[3] et eam dicitur tenere ibidem.

Die Lune sequenti apud Perrodium Monialium[4] prope Andegav[um] accessimus a manerio nostro de Villa Episcopi mane et cum magistro 7 mai.

[1] Le manoir de Villévêque dont le chemin d'intérêt commun de Tiercé à la Loire a traversé une partie des dépendances, autrefois entouré d'un double rang de douves, conservait récemment encore sa chapelle épiscopale, que son style roman faisait attribuer à la fin du XIe siècle.

Dans ce manoir, des crosses sculptées décorent le manteau des cheminées intérieures. Une partie des constructions date du milieu du XVe siècle.

[2] Dissé-sous-le-Lude, canton du Lude, arrondissement de la Flèche (Sarthe).

[3] Brain-sur-l'Authion, arrondissement et canton sud-est d'Angers.

[4] Le Perray-aux-Nonnains, abbaye de Cisterciennes, cne d'Écouflant, à 7 kilom. 1/2 d'Angers, entre Éventard et Villévêque.

Johanne de Donno Martino, dictorum regalium custode, super multis tractavimus, presentibus Guillermo thesaurario, Gaufrido, archidiacono Transligerensi, domino Philipo de Plesseiaco, Guillermo, archipresbitero Burguliensi, magistro Johanne de Areolis, canonicis Andegavensibus, et pluribus aliis, et inter cetera cum dicto magistro Johanne, nuper dictorum regalium custode, accordavimus, quod de clericis et viduis tailliandis apud Sanctum Alemandum[1] inquireremus pro rege et pro nobis veritatem, et, si inveniremus eos non tailliandos fore, a taillia regis remanerent immunes; pro qua taillia, si contrarium appareret, plegios posuerant dicti clerici erga dictum magistrum, et dictam tailliam se soluturos promiserant in illum eventum.

Iterum ibidem tractavimus de constituendo officialem in curia nostra Andegavensi, videlicet de discreto viro magistro Stephano de Burgulio[2], legum professore, quem magistrum Stephanum dicta die ad dictum officium curie nostre Andegavensis de consilio proborum retinuimus.

Post hec vero a dicto Perrodio recedentes, fecimus dari monialibus dicti loci viginti solidos de elemosina nostra, et apud Villam Episcopi rediimus, ipsa die comedentes et pernoctantes ibidem. Dicta vero die cum Roberto de Chaufurno[3] accordavimus quod, si jus habebat in manerio de Esventart, racione dominii vel proprietatis, quod Guillermus, thesaurarius Andegavensis, et magister Gervasius Homo Dei, canonicus Andegavensis, super hoc inquirerent, et super dicto jure, si eidem Roberto competeret, satisfactionem decernerent, et istud accordavimus, si capitulo Andegavensi placeret, sine cujus capituli consensu nichil intendebamus facere in premissis.

8 mai. Die Martis sequenti, in mane, David de Suis Domibus[4], ballivus

[1] Saint-Alman, ancien domaine de l'évêché, sur la rive gauche de la Loire, commune de Saint-Jean-des-Mauvrets.

[2] Étienne de Bourgueil, né d'une pauvre famille d'Angers, chanoine de Saint-Maurice de 1291 à 1313, archidiacre d'outre-Loire en l'église de Tours, puis élu archevêque de Tours, après la mort de Geoffroi de la Haye, en mai 1323. (Voy. Rangeard, *Hist. de l'université d'Angers*, t. II, p. 136.)

[3] Chaufour, ferme, commune de Saint-Barthélemi, près Angers.

[4] De Sesmaisons.

Andegavensis, pergens Cenomanis, venit per nos apud Villam Episcopi et super pluribus negociis tractavit nobiscum; coram quo ballivo constitutus dictus Robertus de Chaufor dixit[1], quod non opponebat se, quominus possemus intrare et nancisci possessionem dicti manerii de Esventart; et hoc dixit similiter Mauricius dictus[2] de Beuson[3].

Quibus actis jussit dictus ballivus cuidam servienti suo, quod diceret ex parte dicti ballivi quibusdam servientibus comitis Andegavensis, dictum manerium custodientibus ad procuracionem dictorum Roberti et Mauricii, quod ipsi dictum manerium exirent et permitterent nos libere intrare manerium predictum et nancisci possessionem ejusdem.

Iter ad regem Francie pro juramento fidelitatis.

Die Mercurii sequenti, a Villa Episcopi recessimus, iter nostrum dirigentes ad regem Francie, ut eidem sacramentum fidelitatis faceremus, Guillermo, thesaurario Andegavensi, et Matheo, decano Credonensi, ac domino Gervasio Homine Dei, canonico Andegavensi, nobiscum venientibus ad dictum regem; et ipsa die in manerio nostro de Morenna[4] descendimus et comedimus, pernoctantes ibidem. 9 mai.

Die Jovis sequenti, in mane, a villa Morenne recessimus, iter nostrum arripientes, et viginti quinque equitaturas in tota via eundo et redeundo habuimus in societate nostra vel circa, una cum summariis, et nobiscum quadringentas et quatuor viginti libras vel circa pro via et necessariis querendis detulimus, de quibus parum reportavimus. 10 mai.

Die Mercurii post *Jubilate*, regem Francie apud boscum de Vicennes[5] invenimus, et juramentum fidelitatis eidem fecimus, nichil chambellano suo persolventes, quamvis viginti quinque libras peciisset; cujus juramenti fidelitatis per nos dicto domino regi facti forma inferius sequitur : 16 mai.

[1] Le manuscrit porte *dixerit.*

[2] Le manuscrit porte *dictum.*

[3] Château et ferme, commune d'Écouflant, près Angers.

[4] Morannes, arrondissement de Baugé, canton de Durtal, un des plus anciens domaines de l'évêché, où devait être inhumé Guillaume Le Maire. Le curé était de droit l'aumônier de l'évêque.

[5] Vincennes, près Paris.

Forma juramenti fidelitatis facti regi Francie.

6 mai. Anno Domini M°CC° nonagesimo primo, die Mercurii post festum beati Nicolai estivale, fecimus nos Guillermus Major, Andegavensis ecclesie electus et auctoritate metropolitana confirmatus, domino Philipo, Dei gracia Francorum regi, juramentum fidelitatis in hunc modum, videlicet quod, stola nobis ad collum posita in modum crucis ante pectus et manu ad pectus missa, libro Evangeliorum coram posito, dixit nobis de mandato regis dominus Petrus de Chamberi, miles : « Vos juratis domino regi fidem et legalitatem et filio ejus, regi Francorum post eum, et quod servabitis eisdem corpora, membra et vitam et jura sua et honorem suum temporalem, et, si petat a vobis consilium bonum et fidele sibi dabitis? Ita juratis? » — Et nos respondimus : « Ita juro. »

Quibus factis, quibusdam gravaminibus ecclesie Andegavensi, sede vacante, illatis coram eo propositis, et requisicione facta de renovando litteram continentem juramentum fidelitatis, quod episcopi Andegavenses debent eidem domino regi Francie facere et sigillo suo sigillandam, serviens quidam[1] ipsius regis a nobis viginti quinque libras Parisiens[ium] racione predicti juramenti fidelitatis peciit, videlicet centum solidos pro rege et viginti libras pro camerariis, cui et alii etiam hoc iterato petenti responsum datum fuit, quod littera nostra predicta nos super hoc liberabat, in qua inter cetera continebatur, quod racione predicti juramenti fidelitatis nichil novi oneris episcopo Andegavensi poterat imponi, et hoc novum onus existeret, cum illud honus alii Andegavenses episcopi alias minime prestitissent; et ita post hec a dicta peticione cessarunt.

Sequitur tenor littere renovate per regem Francie super juramento fidelitatis facto eidem regi a domino Guillelmo dicto Majore, Andegavensis ecclesie electo.

16 mai. Philipus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos litteras inclite recordacionis pre-

[1] Le manuscrit porte *quidem*.

carissimi domini et progenitoris nostri Philipi, Francorum regis, vidimus in hec verba : Philipus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos litteras felicis memorie precarissimi domini et genitoris nostri Ludovici, Francorum regis, vidimus in hec verba : Ludovicus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos inclite recordacionis regis Ludovici, genitoris nostri, inspexisse litteras in hec verba : Ludovicus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Noveritis quod dilectus et fidelis noster Guillermus[1], Andegavensis episcopus, prestitit nobis sacramentum fidelitatis, sicut alii episcopi regni nostri nobis faciunt, et nos recognovimus ei, quod non tenetur ire in exercitum vel equitatum nostrum in propria persona vel aliquem mittere sumptibus suis, neque occasione hujusmodi juramenti ullum honus novum vel gravamen imponetur ei vel ecclesie sue, sed ipse et ecclesia ejus manebunt in illis libertatibus, quas habuerunt tempore bone memorie Philippi, quondam regis Francie, genitoris nostri, et Henrici et Richardi, quondam regum Anglie. Item recognovimus ei quod, quando electus Andegavensis ecclesie erit confirmatus a metropolitano vel ab eo qui potestatem habebit confirmandi, nos reddemus ei regalia sua per nuncios deferentes litteras patentes confirmacionis ejus; ipse tamen electus tenebitur bona fide nos adire, si fuerimus in regno, infra quadraginta dies post suscepcionem regalium, et nobis juramentum fidelitatis prestare; et si infra quadraginta dies ad nos, sicut dictum est, non venerit, nos poterimus sesire regalia sua et ea tamdiu tenere quousque nobis fecerit dictam juramenti fidelitatem. Sciendum est eciam quod, si futuris temporibus comitatus Andegavensis separaretur a regno, episcopus Andegavensis non teneretur facere comiti Andegavensi hujusmodi juramentum. Actum Parisius anno Domini M°CC° vicesimo tercio, mense Novembri. Nos autem ea que superius continentur rata et accepta habentes et a nostris successoribus ea volentes

[1] Guillaume de Beaumont.

in posterum inviolabiliter observari, ad peticionem dilecti et fidelis nostri Nicolai, Andegavensis electi, in hujus rei testimonium, presentibus litteris[1] fecimus apponi sigillum. Actum Parisius anno Domini M°CC° sexagesimo, mense Februario. — Et nos predicta, que superius continentur, rata et accepta habemus et a nostris successoribus ea volumus in posterum inviolabiliter observari. In cujus rei testimonium, ad peticionem dilecti et fidelis nostri prefati Nicolai, Andegavensis episcopi, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Lochas anno Domini M°CC° septuagesimo sexto, mense Septembri. — In cujus rei testimonium, nos, ad peticionem dilecti et fidelis nostri Guillermi, Andegavensis electi, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Vicennas anno Domini M°CC° nonagesimo primo, mense Mayo.

Quibus actis, salutato a nobis rege pro recessu, et nobis per eum licenciatis, recessimus a nemore de Vicennis, in quo in domo fratrum Grandimontensium in ecclesia et capella eorumdem prefata omnia facta fuerunt.

Postmodum statim Parisius in nomine Domini revertentes, et ibidem tribus diebus manentes, emimus mitram pulcram et quamdam parvi precii, pannos sericos duos vel tres, quedam necessaria pro capella, ornamenta episcopalia et alios pannos pro nobis, pro octo valletis seu armigeris, item sellas, frena et alia pro equis et summariis necessaria et quedam alia.

24 mai. Quibus factis, versus patriam revertentes, die Jovis post *Cantate*, per villam de Lezigneio[2], audivimus ibi missam et ibidem fecimus infra scripta. Ipsa die Jovis, apud Villam Episcopi accessimus ac ibi comedimus pernoctantes.

Die Jovis ante festum beati Urbani, transeuntes per villam de Lezigneio, invenimus Johannem, rectorem ecclesie dicti loci, excommunicatum pro decima ecclesie sue non soluta a Nativitate Domini ultimo preterita; cui injunximus quod infra diem Martis proximam faceret se

[1] Suppléez *nostrum*. — [2] Lézigné, arrondissement d'Angers, canton de Seiches.

absolvi et nobis suam ostenderet absolucionem, quod facere promisit quamque postmodum nobis ostendit.

Correctio Johannis, rectoris ecclesie de Lezigne.

Item ibidem ipsum correximus super frequentatione tabernarum, inhonesta conversacione, incontinencia et aliis, qui promisit nobis se emendare super premissis. Item injunximus et commisimus socio prioris dicti loci[1], ut de cura dicte ecclesie se intromitteret, donec ipsum ab hoc prohiberemus; et hoc idem priori dicti loci commisimus, propter vitandum periculum animarum. Item injunximus dicto priori, quod ipse diligenter animadverteret[2], quomodo idem rector de cetero se haberet, et ejus conversacionem nobis significaret, ut contra ipsum rectorem, si male se habuerit, procedamus, prout justicia suadebit.

Abjuracio Michaelis Fornil.

Item anno quo supra, die Sabbati post *Cantate*, abjuravit apud Villam Episcopi Michael dictus Fornil, de parrochia Sancti Petri de Precigneio[3], Agatham, filiam deffuncti Johannis Medietarii, absentem tunc, ejusdem Michaelis consanguineam propinquam, cui injunximus tres processiones sollempniter faciendas, unam in die Ascensionis Domini, secundam in festo Penthecostes, terciam in festo beatorum apostolorum Petri et Pauli, preter aliam penitenciam spiritualem; et ipsum ab hujusmodi incestu absolvimus. 26 mai.

Item dicta die, rectori ecclesie Beati Petri de Precigneio litteratorie mandavimus, ut ad nos venire faceret dictam Agatham, quam citius de puerperio, in quo jacebat, surrexisset, mandatum nostrum audituram.

Colinus Forestier incestus.

Item de eadem parrochia sunt in incestu notorio Colinus Le Forestier et Katerina, consanguinea uxoris sue deffuncte in secundo gradu.

[1] L'abbaye de Saint-Serge d'Angers y possédait un prieuré simple et régulier.

[2] Le manuscrit porte *averteret*.

[3] Précigné, canton de Sablé, arrondissement de la Flèche.

27 mai. Sequenti die Dominica comedimus ad convivium cum Philippo, rectore ecclesie de Villa Episcopi.

Radulphus capellanus de Corzeio correctus.

28 mai. Item die Lune post *Vocem jocunditatis*[1], apud Villam Episcopi, correximus Radulphum, capellanum de Corzeio[2], de Byturia[3] oriundum, ut dicebat, super fornicacione quam commiserat cum Johanna, filia Stephani Beraut, injungentes eidem Radulpho, quod ultra Penthecosten Domini proximam in ecclesia de Corzeio in officio capellani non serviret, nec amplius in Andegavia moraretur; quod facere promisit, maxime cum idem Radulphus dicat se habere in partibus ecclesiam curatam.

Morgenest.

Item dicta die excommunicavimus dictum Mortgenest et dictam La Ligerote, ejus consanguineam in secundo gradu, in incestu notorio manentes. Item dictam Katerinam excommunicavimus dicta die propter defectus suos, quia ipsa citata non comparuit coram nobis.

Abjuracio Johanne, filie Stephani Beraut.

29 mai. Item die Martis sequenti, apud Villam Episcopi, dicta Johanna, filia Stephani Beraut, abjuravit coram nobis, sollempnitate qua decuit, dictum Radulphum, capellanum de Corzeio.

Colini Forestarii abjuracio.

30 mai. Item, anno quo supra, die Mercurii in vigilia Ascensionis Domini, abjuravit coram nobis Colinus Forestarius, de parrochia Sancti Petri de Precigneio, Katerinam, consanguineam deffuncte uxoris sue in secundo gradu, pena centum solidorum apposita committenda et nobis persolvenda, si de cetero ad eamdem redierit; cui injunximus, sub pena juramenti super hoc prestiti, quod ipse die Penthecostes Domini proxima

[1] Introït et nom du cinquième dimanche après Pâques. En 1291, ce dimanche tomba le 27 mai.

[2] Corzé, arrondissement d'Angers, canton de Seiches.

[3] Du Berri.

publice in ecclesia Beati Petri de Precigneio peram et baculum a sacerdote dicte ecclesie, ut moris est, accipiat, inde iturus nudis pedibus ad Montem Beati Michaelis in Monte Tu[m]ba[1]; qui sacerdos exponet ibidem populo causam quare dictus Colinus sic vadit ad Montem Beati Michaelis, et quod est ei ex parte nostra injunctum in penam dicti publici incestus. Item injunximus eidem Colino quod ipse ultra taxacionem sibi impositam solvat infra festum beati Michaelis quindecim solidos dicte ecclesie ad reparacionem campanarum Sancti Petri. Dicta autem Katerina non venit, sed ob contumaciam fuit excommunicata.

Anno quo supra, die Mercurii in vigilia Ascensionis Domini, abjuraverunt se ad invicem Matheus Beloin et Johanna, filia Herberti de Vernucon[2], pena unius marche argenti apposita contra eum committenda et nobis ad usus pauperum solvenda, si de cetero ad invicem inter se carnaliter commisceantur.

Vigilia nostre consecrationis.

9 juin.

Die Sabbati post Ascensionem Domini, videlicet in vigilia consecracionis nostre, de Villa Episcopi bene mane surgentes, versus Andegavis iter nostrum direximus, occurrentibusque nobis fratre Johanne[3], abbate monasterii Beati Sergii Andegavensis, et aliis venerabilibus personis de ecclesia Andegavensi in via, ad monasterium[4] Sancti Sergii predict[um] more predecessorum nostrorum accessimus, ibidemque comedimus et[5] provisi fuimus expensis abbacie, et ibidem a quam pluribus nobilibus aliisque personis ecclesiasticis et secularibus fuimus visitati.

Dictis autem per nos vesperis et completorio, dicta die recepimus nos in camera nostra, que in monasterio predicto dicitur Camera abbatis, ibidemque rasa barba et corona ablutoque capite, ibidem dicta die fuimus balneati.

[1] Le Mont-Saint-Michel, près Tombelaine, diocèse d'Avranches.

[2] Vernusson, hameau, commune des Ponts-de-Cé, près Angers.

[3] Jean Rebours.

[4] L'abbaye de Saint-Serge se trouvait à la porte d'Angers, mais au dehors de l'enceinte, en venant de Villévêque ou d'Éventard. C'est aujourd'hui le grand Séminaire.

[5] Le manuscrit porte *ex*.

Quo facto, nocte sequente, circa ignitegium, intravimus majorem ecclesiam[1] ipsius monasterii, et ibidem ante altare Beate Marie totum psalterium perlegimus singulariter et submisse.

Quo perlecto, matutinas incepimus et complevimus, sociis et capellanis nostris nos juvantibus.

Quibus actis, circa mediam noctem, ad nostram cameram redeuntes, lectum intravimus et ibidem requievimus usque mane.

Sequitur dies consecracionis nostre et ministerium, facte et celebrate in ecclesia beati[2] Andegavensis, ut infra scribitur[3].





Anno Domini ducentesimo monagesimo primo[4].

Die autem Dominica post festum Ascensionis Dominice, surgentes, ad monasterium Beati Albini[5] Andegavensis cepimus dirigere iter nostrum, munus consecracionis nostre recepturi ibidem.

Nota hic officium domini de Brienconio et Sancti Johannis des Mauvereiz, ad quod tenetur circa portas et officium janitoris racione dictorum feudorum.

Circa autem majorem portam ipsius monasterii seu abbacie, per

[1] Aujourd'hui église paroissiale de Saint-Serge, récemment restaurée.

[2] Suppléez *Albini*.

[3] Entre ce titre et la ligne qui suit en rubrique, se trouve le petit cadre représentant la cérémonie de la consécration que nous reproduisons.

[4] Dans le D majuscule qui suit est figuré un buste d'évêque qui paraît être le portrait de Guillaume Le Maire.

[5] L'abbaye Saint-Aubin d'Angers, aujourd'hui occupée par la préfecture, se trouvait dans la ville, au sud et non loin de la cathédrale, mais en dehors de la cité.

quam ingressi fuimus eamdem abbaciam, astitit nobis nobilis vir Briencius de Monte Johannis dominusque de Briencon, fidelis et vassallus noster pro terra de Briencon[1], iter faciens ante nos et arcens turbam ac multitudinem hominum una cum multis militibus et armigeris, quos secum adduxerat ad juvandum ipsum in servicio, in quo nobis dicta die tenebatur, racione dicti feudi de Briencon et Sancti Johannis de Malveretis[2], racione cujus feudi dicta die consecracionis episcopi Andegavensis apud monasterium Beati Albini et eciam apud ecclesiam Beati Mauricii et apud palacium tenetur honus janitoris subire portasque custodire et in via a dicto monasterio Sancti Albini usque ad ecclesiam Andegavensem iter episcopo Andegavensi consecrato facere et turbas arcere; que omnia tam per se quam per complices suos, quos ad hoc secum adduxerat, dicta die nobis bene et fideliter exhibuit et implevit.

Postquam autem magnam portam ipsius abbacie prius dictam ingressi fuimus, quam portam idem miles nobis apperi fecit per armigeros et servientes suos, qui eamdem portam intus custodiebant, nobis de palefredo nostro descendentibus, cui insidebamus, idem dominus de Briencon ipsum palefredum capi fecit, quia suus erat, racione obsequii et servicii quod in die consecracionis nostre nobis debebat et exhibere tenebatur et quod exhibuit, ut est dictum et ut sequitur.

Ab illo autem loco ubi descendimus, pedes ivimus ad ecclesiam[3] monasterii antedicti, dicto milite domino de Briencon cum suis complicibus et adjutoribus nos precedente, viam faciente et turbam

[1] Briançon, village, commune de Bauné, avec château possédé aux XIe-XIIe siècles par une famille du nom, puis successivement par les familles de Montjean, de Beauvau, de Daillon, de Roquelaure et Lefebvre de Laubrière. La terre fut érigée, en février 1725, en marquisat, et la chapelle seigneuriale, par décret épiscopal du 4 septembre 1776, en paroisse; cette paroisse n'a pas été maintenue après la Révolution.

[2] Saint-Jean-des-Mauvrets, commune de l'arrondissement d'Angers, canton des Ponts-de-Cé.

[3] Cette église est détruite. Elle occupait le préau actuel ou petit mail de la préfecture. La sacristie, reconstruite comme l'abbaye, au XVIIe siècle, sert de cabinet à l'archiviste du Département.

arcente cum baculis et aliis necessariis ad hujusmodi officium faciendum.

Ipsam autem majorem dicti monasterii Sancti Albini portam cum magna difficultate propter turbam et hominum multitudinem copiosam transeuntes, ante majus altare dicte ecclesie prostrati, oracionem fecimus, et exinde ad capellam abbatis ivimus, et postmodum in quadam camera ipsius monasterii secessimus et ibidem aliquantulum pausavimus. Et tunc decanus, thesaurarius, archidiaconus Transligerensis, scolasticus et alii magni viri ecclesie Andegavensis ceperunt, cum venerabilibus viris magistro Girardo de Monte Rebelli, archidiacono Transvigenensi in ecclesia Turonensi, magistro Petro de Nucariis et domino de Monte Ademari, legum professore, canonicis Turonensibus, vicariis reverendi domini Raginaldi de Monte Basonis, tunc electi Turonensis in concordia, qui pro negocio dicte consecracionis missi a dicto electo venerant, et qui die precedenti, scilicet dicta die Sabbati, in ipso monasterio Sancti Albini comederant, pernoctaverant ac eciam provisi fuerant cum omni familia et equitaturis suis ad sumptus et expensas nostr[as], tractare ceperunt de professione a nobis ecclesie et archiepiscopo Turonensibus facienda.

Et tandem, post multas altercaciones[1] et disputationes super hoc habitas, in hanc formam concordaverunt, que talis est :

Nota hic formam professionis.

Ego Guillermus, sancte Andegavensis ecclesie nunc ordinandus episcopus, subjectionem et reverenciam et obedienciam a sanctis patribus constitutam secundum precepta canonum, ut moris est, sancte sedi Turonensi ecclesie[2] dominoque Raginaldo electo concorditer Turonensi ejusque successoribus canonice substituendis perpetuo me exhibiturum promitto, et super sanctum altare propria manu firmo et subscribo.

[1] Le manuscrit porte *altercacones*. — [2] Le manuscrit porte *sancte sedi Turonensis ecclesie*.

Nota hic de Amaurico, filio primogenito domini de Credonio et de Brioleto, se offerente nobis ad officium faciendum ad quod pater suus tenetur, racione feudi de Brioleto, dicto patre tunc absente.

Interea autem ad nos in dicta camera accedens Amauricus, filius primogenitus et heres nobilis viri domini Mauricii, domini de Credonio et de Brioleto[1], puer undecim annorum vel circa, domino Matheo Quatrebarbes[2] milite pro dicto puero verba faciente, obtulit se nobis ad faciendum servicium et officium in quo pater suus nobis et ecclesie Andegavensi tenebatur racione feudi, videlicet ad portandum nos una cum aliis vassallis nostris, qui ad hoc tenentur, post munus consecracionis nostre ab ecclesia Sancti Albini usque ad majus altare ecclesie Beati Mauricii Andegavensis et ad serviendum nobis de cupa in mensa, gerendo officium picerne, proponens et asserens se ad hoc admitti debere, cum pater suus in Anglia esset absens, eciam ante tempus electionis de nobis facte, maxime ex causa legacionis sibi imposite a rege Francie ad regem Anglorum, ut dicebat, nobis reclamantibus et nos opponentibus in premissis asserentibusque illud officium et servicium adeo esse personale, quod non nisi per dominum de Brioleto fieri et impleri poterat vel debebat; unde, cum dictus puer nundum esset dominus de Brioleto aut vassallus ecclesie Andegavensis, ad illud servicium non debebat admitti, precipue cum adhuc esset idem puer tam tenere et inbecillis etatis quod per se dictum servicium et officium implere non posset.

Hiis et aliis propositis hinc et inde, nichil cum effectu super hoc accordato, ad capellam antedictam recedimus, in qua tunc cepimus nos ornamentis episcopalibus de bougran, exceptis mitra, anulo, ba-

[1] Briolay, chef-lieu de canton, arrondissement d'Angers, ancien fief important dont le donjon, célèbre par sa masse, couvrait en partie la butte énorme, encore entourée de larges douves, qui domine le bourg et le passage de la Sarthe. L'ancien *palais* ou auditoire dans le bourg même est un curieux édifice du XIe siècle. La terre fut démembrée et vendue par un Rohan en 1768.

[2] De la famille de Quatrebarbes, dont descendait Théodore de Quatrebarbes, gouverneur d'Ancône dans le dernier siége contre les Piémontais.

culo pastorali et cyrotegis, ornare et parare, reverendis patribus dominis Theobaldo[1] Dolensi et Alano[2] Corisopitensi episcopis nobis assistentibus et juvantibus ad ornandum et parandum.

Parati autem et revestiti, a dicta capella accessimus ad majorem ecclesiam ipsius monasterii, et ante majus altare dicte ecclesie munus consecracionis nostre recepimus a reverendo patre Guillermo[3], episcopo Redonensi, reverendis in Christo patribus Dolensi, Venetensi, Macloviensi, Corisopitensi et Leonensi episcopis assistentibus et ministerium in dicta consecracione prebentibus, ceteris suffraganeis Turonensis provincie se excusantibus. Item professionem fecimus in forma suprascripta super altare predictum.

Finito autem consecracionis et misse officio, benedictionem super populum effudimus, ut est moris.

Quibus omnibus sic peractis, in eodem monasterio paratam habuimus cathedram, duobus sericis coopertam et paratam ad deportandum nos, ut superius continetur.

Nota hic qui tenentur deportare episcopum consecratum a loco consecracionis usque ad majus altare Beati Mauricii in cathedra, scilicet barones infra scripti.

Presentibus et se ad hoc nobis offerentibus baronibus et vassallis nostris, qui ad dictam deportacionem tenentur, videlicet domino Guidone de Camilliaco milite, qui racione terre et feudi de Camilliaco[4] tenebatur nos portare et portavit ex parte anteriori ad sinistram, cum dominus de Brioleto, si presens esset, teneretur ex parte anteriori ad dextram, racione feudi de Brioleto; item Hugone de Baucey, domino de Blodio, qui racione feudi de Blodio[5] tenebatur nos portare et portavit ex parte posteriori ad dextram; item domino Johanne de Bello

[1] Thibauld de Pouancé.

[2] Alain Morel.

[3] Guillaume de la Rochetanguy.

[4] Chemillé, chef-lieu de canton, arrondissement de Cholet.

[5] Blou, arrondissement de Baugé, canton de Longué; ancien fief passé successivement des Beaumez aux familles de Laval, de Bourbon-Vendôme, de Léaumont, de Turpin-Crissé et de Lejumeau. L'habitation désignée du nom de *la Baronnie* ne paraît conserver aucune partie antérieure à la fin du XVI[e] siècle.

Monte, domino de Gratequesse, qui racione feudi de Gratequesse[1] tenebatur nos portare et portavit ex parte posteriori ad sinistram; dicto Amaurico, filio domini de Credonio et de Brioleto primogenito, se presentante ac se cum instancia importuna offerente et ingerente ad servicium pro patre suo faciendum et ad nos portandum ex parte anteriori ad dextram, nobis reclamantibus et nos opponentibus in premissis, ac protestantibus, coram dictis reverendis patribus Dolensi et Redonensi episcopis, quod ejusdem Amaurici servicium non admittebamus, nisi de jure admittere teneremur, protestantes quod per talem ingestionem et quasi violenciam non intendebamus ecclesie aliquod prejudicium generari, super qua protestacione a dictis reverendis patribus Dolensi et Redonensi litteras obtinuimus in hec verba[2] :

Sequuntur littere episcopi Dolensis super protestatione in hec verba :

Universis presentes litteras inspecturis et audituris Theobaldus[3], miseracione divina Dolensis episcopus, salutem in Domino. Noveritis quod anno Domini millesimo cc° nonagesimo primo, die Dominica post Ascensionem Domini, nobis in ecclesia Beati Albini Andegavensis, una cum reverendis in Christo patribus Redonensi, Macloviensi, Corisopitensi, Leonensi, Venetensi episcopis, ac viris venerabilibus domino Girardo de Monte Rebelli, archidiacono Transvigenensi, et magistro Petro de Nucariis, canonicis in ecclesia Turonensi, vicariis venerabilis viri magistri Raginaldi de Monte Basonis, electi in concordia in ecclesia Turonensi, et dicte ecclesie Turonensis, congregatis nobis suffraganeis dicte ecclesie Turonensis, ad dictam diem specialiter convocatis pro munere consecracionis impendendo reverendo patri domino Guillermo, 3 juin.

[1] Grattecuisse, commune de Chemiré-sur-Sarthe. — *Grata Cossa*, 1094-1102 (2ᵉ cartulaire Saint-Serge, p. 201). — *Grata Coxa*, 1134-1162. (*Ibid.* p. 93 et 299.) — Ancien fief, titré de châtellenie, qui, de la famille de Craon, passa, par le mariage de Marie de Craon, à Robert de Brienne, vicomte de Beaumont, puis dans la maison de Laval de Retz. Gilles de Retz vendit la terre le 28 janvier 1433 à l'évêque Hardouin de Bueil, qui en fit don à l'évêché.

[2] Le copiste a transcrit ici par erreur la protestation de l'évêque de Rennes qu'il reproduit de nouveau à sa place. (Voyez plus bas, p. 253.)

[3] Thibauld de Pouancé.

divina providencia Andegavensi episcopo, munere consecracionis dicto reverendo patri sollempniter impertito a domino episcopo Redonensi, dictis reverendis patribus et nobis eidem ministerium prebentibus omnibusque rite peractis, que in talibus debent et consueverunt observari, cum dictus reverendus pater, ut moris est, ad ecclesiam Andegavensem per suos homines vassallos et fideles suos et ecclesie Andegavensis deberet deportari, ut ibidem missam sollempniter celebraret, Amauricus, filius domini de Credonio et de Brioleto, in nostra presencia se exhibuit et se obtulit cum magna comitiva nobilium dicto patri reverendo ad eumdem deferendum ad ecclesiam Andegavensem, nomine patris sui et pro eo, volens dictus Amauricus et se offerens admitti ad servicium faciendum eidem episcopo nomine patris sui et pro eo, ad quod idem pater suus dicto reverendo patri personaliter, ut dicitur, tenebatur, et eumdem patrem reverendum ad dictam ecclesiam Andegavensem nomine patris sui et pro eo deferre nitebatur, maxime cum dictus dominus de Credonio pater suus absens esset in Anglia, ut dicebat, ex causa legacionis sibi imposite ab illustri rege Francie, qui sibi imponere poterat dictam legacionem, ut dicebat, cui obtemperare necessario tenebatur, dicto reverendo patre Andegavensi episcopo ejusdem filii, nomine quo supra, servicium expresse renuente, et asserente servicium dicta die sibi debitum a dicto domino de Brioleto adeo esse personale, quod per alium quam per ipsum dominum sibi impendi non poterat nec debebat, maxime cum de pluribus predictis ex parte dicti Amaurici propositis non constaret, et cum dictum servicium sibi a domino de Brioleto personaliter deberetur, et, licet idem Amauricus ejusdem domini esset filius, vivente tamen patre suo, ipso in ejusdem patris potestate existente, nullatenus dominus de Brioleto est censendus, et quia idem Amauricus adeo juvenis et in minori etate constitutus est, quod non est habilis ad dictum servicium faciendum, pluribus altercacionibus habitis hinc et inde, dictus Amauricus una cum magna comitiva hominum, presente maxime ballivo Andegavie, quorum potencie, ut dicebat idem episcopus, resistere non valebat, se obtulit ad dictum patrem reverendum deportandum ad

ecclesiam ante dictam contra voluntatem dicti reverendi patris, expresse reclamantis et protestantis, quod servicium ejusdem filii pro patre suo nullatenus admittebat, nisi appareret quod de jure admittere teneretur, protestantis eciam quod, in quantum in se erat et contradicere poterat et contradicere tenebatur, delacioni et portacioni dicti filii et suorum complicum contradicebat et eciam resistebat, maxime cum per eorum importunitatem promptam et iminentem posset divinum officium, quod ad diem sibi incumbebat in ecclesia cathedrali, impediri, et sibi et ecclesie Andegavensi magnum prejudicium generari in futurum. Et hoc omnibus quorum interest et quibus significandum est significamus per presentes litteras, sigillo nostro sigillatas, ad supplicacionem dicti reverendi patris sigillatas in testimonio veritatis. Datum anno et die, ut supra.

Sequitur tenor aliarum [litterarum][1] episcopi Redonensis super dicta protestacione[2].

Hic episcopus consecratus deportatur ad ecclesiam Beati Mauricii Andegavensis per barones, homines et vassallos suos et ecclesie Andegavensis in cathedra.

Hiis autem non obstantibus, idem puer Amauricus, super humeros cujusdam armigeri equitans, ex parte anteriori cathedre ad dextram, tangens dictam cathedram, sic dictum servicium conabatur implere, domino Theobaldo, domino de Matefelon[3], in ipsa parte dextra cathedre, loco ipsius pueri nos sustinente et portante, et sic egredientes, habentes librum Evangeliorum ad pectus, omnibus ornamentis pontificalibus, eciam casula et mitra, albis videlicet de bougran, revestiti, et eciam propter unctionem cucufati quadam magna cucufa subtus mi-

[1] Le mot manque.

[2] 3 juin 1291. — La teneur de ces lettres est absolument identique à celles de l'évêque de Dol qui précède, et nous croyons devoir les supprimer.

[3] Mathefelon, village, c[ne] de Seiches. — *Matafelon*, 1047-1057, *castrum quod Matefelon dicitur*, 1095 circa (pr. de Daumeray, ch. or. 4 et 23), sur le bord du Loir, ancienne baronnie donnant son nom à une très-puissante famille de chevalerie, alors en même temps seigneur de Durtal. Son dernier représentant périt en 1393 dans la guerre de Hongrie, et l'unique héritière s'allia à la famille Larchevêque de Parthenay.

tram, sic humeris dictorum baronum et vassallorum deferebamur per villam, signantes populum a dextris et a sinistris. Et per hunc modum, populorum innumera multitudine circonstante, ad portam Andegavinam[1] devenimus sic delati; quam portam invenientes clausam per capitulum et firmatam, ibidem traximus longam moram, et post hoc, aperto guicheto dicte porte, Gaufridus, archidiaconus Transligerensis, ex parte capituli veniens, pro se et capitulo a nobis quoddam juramentum exegit.

Nota hic juramentum quod facit episcopus Andegavensis consecratus capitulo et ecclesie Andegavensi ad portam civitatis que dicitur Porta Andegavina, antequam intret civitatem et ecclesiam post ejus consecrationem.

Ad nos verba dirigens idem archidiaconus sub hac forma : « Vis tu « jurare te non infeudaturum de novo? » ad quod respondimus : « Volo. »

At ipse : « Jura. »

Et nos : « Juro. »

Item idem archidiaconus ad nos verba dirigens : « Vis tu jurare « jura et consuetudines antiquas Andegavensis ecclesie approbatas « servare ? »

At nos respondimus : « Volo. »

Et ipse : « Jura. »

Et nos : « Juro. »

Quibus sic actis, dicta porta Andegavina reserata et aperta, per dictos barones et vassallos per modum supradictum usque ad portas Andegavensis ecclesie fuimus deportati, et, dum fuissemus in porta portalli, idem archidiaconus, ad nos verba dirigens, talem interrogacionem formavit : « Estne ingressus tuus pacificus ? »

Et nos : « Pacificus. »

[1] La porte Angevine, sise dans la ville, sous l'évêché et la cathédrale, à l'entrée de la cité, un peu en avant du palais épiscopal, et s'appuyant de l'autre côté sur la maison canoniale dite de *Saint-Pierre*. Vis-à-vis, une pierre longue de 5 pieds 3 pouces, large d'un pied 9 pouces, dite *Pierre de franchise*, appartenait au chapitre de Saint-Laud et servait, le jour des Innocents, aux ébats de ses enfants de chœur.

Quo facto, nobis sic deportatis et ipsam ecclesiam ingredientibus, occurrit nobis processio (*nota hic ingressum episcopi Andegavensis consecrati in ecclesiam Andegavensem*), capis sericis ornata, et ceperunt cantare responsorium quod incipit : *Beatus Mauricius*. Et sic usque ad majus altare per eosdem barones et vassallos fuimus deportati[1], et ante dictum altare in oracione prostrati fuimus, quo usque dictum responsorium fuit percantatum.

Quo completo, surgentes diximus illum versiculum : *Justorum anime in manu Dei sunt,* cum oratione de martiribus : *Deus qui nos concedis*[2].

Quibus actis, inchoata fuit missa de die, scilicet : *Exaudi Domine vocem meam,* sicut est.

Dum autem ad oblacionem ventum fuit, intravimus unam cuvam, ne pressura hominum in oblacione currentium gravaremur. Et tunc nobis oblata fuerunt multa vasa argentea et deaurata, que in aliis scriptis nostris continentur. In tota autem missa non amovimus cucufam neque mitram, in quibus fuimus consecrati, nec eciam tota ipsa die, quo usque intravimus lectum nostrum, qua hora solam mitram amovimus, cucufa remanente.

Post *Agnus*, ante[3] convivium, more solito, fecimus benedictionem sollempnem de festo Ascensionis, que competebat diei.

Missa celebrata, in die consecracionis, episcopus intrat palacium, ut sequitur.

Finito itaque misse officio, palacium nostrum cum omnibus indumentis in quibus missam celebraveramus, propter effrenatam multitudinem et nimiam pressuram hominum, cum difficultate intravimus,

[1] Un renvoi au bas de la colonne a ajouté, d'une écriture un peu postérieure, ces trois lignes, qui ont pour but évident d'établir des prétentions contestées plus tard : «Et «dum descendissemus de cathedra in qua «fueramus deportati, thesaurarius Ande«gavensis accepit duo pallia, quibus erat «dicta cathedra cooperta, et ea retinuit, «quia sibi erant debita.»

[2] Nouveau renvoi de la même main, à la marge, malheureusement rognée : «[et] ob«tulimus altari ... i unum pannum... si, «quod ecclesie [rem]ansit.»

[3] La même main qui a écrit les notes précédentes a intercalé *post* : «Post *Agnus*, «ante *post* convivium.»

et sic cameram nostram ingressi, vestimenta omnia deposuimus, in quibus missam celebraveramus, et aliud rochetum novum accepimus, et supertunicale et mantellum habentes, in capite mitram et cucufam memoratas, et sic parati ad prendium in palacio ivimus.

Hic venit episcopus ad prendium in die sue consecracionis.

Cum autem ipsum palacium intrassemus, et manus vellemus abluere[1] (*nota hic officium domini de Grate Quesse*), presentavit se nobis dominus Johannes de Bello Monte, dominus de Grate Quesse, vassallus noster ligius futurus, racione feudi de Grate Quesse, qui fudit nobis aquam super manus ad lavandum in bacinis argenteis, quos fieri feceramus ex proposito ad istud officium, de pondere quatuor marcharum argenti, licet bacini predecessoris nostri non fuissent nisi trium marcharum, ut in scriptis suis[2] vidimus contineri; qua ablucione facta, dictus dominus Johannes de Bello Monte dictos bacinos habuit et manutergia, quibus tunc tersimus manus nostras, que sibi racione dicti feudi et servicii nobis dicta die ab ipso exhibiti debebantur.

Quibus actis, benedictionem fudimus super mensas; qua benedictione facta, sedimus in cathedra magni scanni palacii nostri, nobiscum sedentibus a dextris et a sinistris (*sessio ad prendium. Nota hic officium domini de Camilliaco*), in mensa, reverendis patribus Redonensi, Macloviensi, Venetensi, Corisopitensi et Leonensi episcopis et predictis vicariis electi Turonensis.

Nobis autem assisitis, venit nobilis miles dominus Guido de Camilliaco, in tunica, gerens mapam supra collum, quam ante nos supra mensam posuit, ministris suis eum coadjuvantibus; qua posita, manibus propriis duos panes coram nobis posuit et alios panes in dicta

[1] On voit encore au premier étage de l'évêché d'Angers, dans une belle salle du XIe siècle dite *la salle synodale*, vaste rectangle allongé, ouvrant à gauche dans les appartements de l'évêque, à droite dans la cathédrale, une antique piscine, au-dessus de laquelle se lit cette inscription, qui appelle au lavement des mains les clercs et les chevaliers et renvoie plus bas les vilains :

Clericus et miles. Pergant ad cetera viles;
Nam locus hic primus; decet illos vilis et imus.

[2] Ces mémoires sont perdus.

mensa, in qua sedebamus; quod officium eidem incumbebat racione feudi de Camilliaco, quod tenet a nobis, unde dicta die officium panistarii subire tenebatur, quod per se et per suos dicta die in prendio et in cena decenter exercuit, per totum palacium et alia loca in quibus homines comedebant, videlicet in ecclesia, in claustro et refectorio; racione cujus officii, finito prendio, omnes mapas dictorum locorum habuit, quia jus suum erat.

In secunda autem et tercia assisia et cena eas cum magna difficultate commodavit. In sero autem de residuo panis, quod de dicto festo remanserat, contendit, asserens suum esse, racione officii sui predicti, nostris hec negantibus et se opponentibus in premissis; et tandem illud residuum panis non habuit, sed nobis remansit.

Item obtulit se ad dandum pauperibus fragmentum, quod tamen non fecit, sed fuit per nostros erogatum.

Nota hic officium domini de Blodio.

Dum sic autem sederemus in mensa, pane et vino superpositis, venit dominus Hugo de Bauceio, dominus de Blodio, homo noster ligius futurus, racione dicti feudi de Blodio, et primum ferculum in duabus scutellis argenteis, una subtus, altera supra, attulit et coram nobis supra mensam posuit, cum sapore in aliis duabus scutellis minoribus, una subtus, altera supra, et dictas quatuor scutellas argenteas, duas magnas et duas parvas, habuit racione dicti servicii, et de omnibus aliis ferculis post primum, de quo ipse servivit in propria persona coram nobis, fecit per dominum Guillermum de Corcillon militem coram nobis usque ad finem convivii deserviri. Ultra autem quatuor scutellas argenteas, petebat a nostris potos et calderias coquinarias; sed de hiis nichil habuit, cum super hoc nos non potuerit informare.

Servicium domini de Brioleto.

Hiis factis, ministrato nobis primo ferculo, dum bibere vellemus, supra dictus puer Amauricus, filius domini de Credonio et de Brioleto, se obtulit, offerens nobis cupam nostram deauratam cum vino, ad

quod officium pater suus, si presens fuisset, nobis tenebatur, racione feudi de Brioleto, cum in dicto festo consecracionis nostre officio picerne fungi teneatur; quod tamen servicium de manu dicti pueri non duximus recipiendum racionibus antedictis; et sic dictus puer dictam cupam supra mensam posuit, et quidam de servientibus nostris illam nobis porrexit, et, cum bibissemus et dictam cupam posuissemus supra mensam, dictus puer dictam cupam cepit et eam asportavit, quia jus patris sui erat, si dictum servicium, prout debebat, explevisset, nobis nos opponentibus dicto puero et reclamantibus in premissis et de jure nostro et ecclesie Andegavensis protestantibus, sicut supra; de qua reclamacione litteras dicti episcopi Redonensis obtinuimus, quarum tenor sequitur in hec verba :

Sequitur tenor litterarum aliarum episcopi Redonensis super protestacione facta per nos Guillermum, episcopum Andegavensem, contra Amauricum, filium domini de Credonio :

3 juin. Universis presentes litteras inspecturis et audituris Guillermus, permissione divina Redonensis episcopus, salutem in Domino. Noveritis quod, anno Domini M°CC° nonagesimo primo, die Dominica post Ascensionem Domini, munere consecracionis a nobis, Redonensi episcopo, reverendo in Christo patri Guillermo, Dei gracia Andegavensi episcopo, sollempniter impertito, reverendis in Christo patribus G.[1] Leonensi, R. Macloviensi, A. Corisopitensi, H. Venetensi, miseracione divina episcopis, suffraganeis ecclesie Turonensis, ad hoc ministerium presentibus, in monasterio Beati Albini Andegavensis, missaque sollempniter per dictum reverendum patrem Andegavensem episcopum in ecclesia Andegavensi celebrata, nobisque omnibus cum dicto reverendo patre Andegavensi episcopo in suo palacio ad mensam in convivio sedentibus, Amauricus, filius domini de Credonio et de Brioleto, nomine patris sui et pro eo, obtulit se dicto patri reverendo ad servicium faciendum de cupa in dicta mensa ad dandum sibi primum potum, ad quod servicium pater

[1] Guillaume de Léon, évêque de Saint-Paul-de-Léon; Robert du Pont, évêque de Saint-Malo; Alain Morel, évêque de Quimper; Henri Tore, évêque de Vannes.

ejus personaliter, ut dicitur, tenebatur, dicto reverendo patre dicente et expresse protestante, quod servicium dicti filii admittere non debebat nomine patris sui, cum ad hoc servicium impendendum idem pater suus personaliter teneretur, ut dicebat; quibus propositis non obstantibus, dictus Amauricus, nomine dicti patris sui et pro eo, una cum pluribus sibi assistentibus, accepit cupam et fecit infundi vinum et obtulit eidem domino episcopo potum nomine patris sui, racione servicii antedicti; cui respondit idem dominus episcopus : « Fili mi, nos non « recipimus a vobis dictum potum racione servicii antedicti seu nomine « patris vestri. » Episcopus accepit cupam et bibit, et postea dictus puer accepit cupam et dixit quod sibi debebatur racione patris sui et servicii antedicti; dicto reverendo patre dicente : « Nos non admittimus « servicium vestrum » et protestante expresse, ut dicebat, quod dictam cupam contra suam voluntatem idem Amauricus deportabat neque sibi debebatur, quia pater suus non impenderat servicium predictum, ad quod, ut dicebat, personaliter tenebatur. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum nostrum ad supplicacionem dicti reverendi patris duximus apponendum. Datum die et anno quibus supra.

Hic finitur prendium in die consecracionis.

Finito autem prendio, gracias egimus et benedictionem super populum fudimus et postea cameram nostram intravimus et abluimus manus nostras.

Predicti autem vicarii nobiscum, ut dictum est, in palacio comederunt; sed illis de familia sua, qui apud Sanctum Albinum remanserant, et eisdem vicariis pro cena serotina et toti familie et equis eorum de nostro ministravimus omnes sumptus.

Nota de expensis baronum, ut infra sequitur :

Hugo de Bauceio, dominus de Blodio, decem libras quatuordecim solidos et sex denarios, quia comedit in villa, et cum eo dominus Johannes de Bello Monte, dominus de Grate Quesse, et cum eo multi milites. Item pro expensis domini predicti de Grate Quesse, quatuor

libras, quatuor solidos et quatuor denarios; item pro expensis domini de Camiliaco, VIII libras, VII solidos; item pro domino de Monte Johannis, domino de Brienconio, VI libras, septem solidos et VIII denarios. Pro expensis domini de Credonio dominique de Brioleto nichil, quia presens non erat, ut dictum est.

Summa expensarum pro baronibus : viginti novem libre, tresdecim solidi et novem denarii.

Item nota hic expensas vicariorum domini Raginaldi, electi Turonensis, quarum summa est centum septem [libre[1]] *quinque solidi.*

Nota hic diversionem episcopi consecrati, in die crastina sue consecracionis, a civitate Andegavensi, ut infra sequitur :

4 juin. Anno quo supra, die Lune post Ascensionem Domini, videlicet in crastino consecrationis nostre, recessimus a palacio nostro Andegavensi, summo mane, et eques ivimus ad chalondum subtus castrum Andegavense, in quo chalondo fuimus deportati per aquam usque ad Chalonnam. Ibi vero de chalondo descendimus ante ecclesiam Beati Maurilii[2].

Nota hic accessum episcopi consecrati apud Chalonnam in crastino sue consecracionis.

Et eamdem ecclesiam intravimus, et ibidem missam celebravimus cum cucufa et mitra consecracionis, et post dictam missam celebratam, ad manerium nostrum dicti loci[3] eques ivimus cum cucufa et mitra predictis; quas cucufam et mitram dicta die ante prendium deposuimus et caput nostrum lavari fecimus; que quidem cucufa et *le coton* fuerunt combusta. Postea vero, dicta die, in dicto manerio nostro apud Chalonnam prendidimus et pernoctavimus, et in crastino similiter videlicet die Martis sequenti; qua die Martis assignavimus hominibus nostris
5 juin.

[1] Le mot est omis.

[2] La première église de Chalonnes-sur-Loire, dont l'abside remonte au XII[e] siècle.

[3] Ce château considérable, reconstruit dans les premières années du XV[e] siècle par Hardouin de Bueil, n'a guère laissé d'autre trace qu'un pan de mur, en appareil irrégulier, d'une tour ronde éventrée, qui se dresse au bord de la Loire. Un carreau octogone en terre émaillée qui en provient, représentant une Chimère, XII[e] siècle, a été recueilli au Musée d'Angers.

dicti loci diem Jovis sequentem ad faciendum nobis homagium et juramentum, ad que faciendum nobis tenentur.

Postmodum vero, quibusdam visitacionibus a nobis factis et pluribus aliis, que in libro[1] visitacionum nostrarum continentur, ad presens pretermissis, nota hic de visitacionibus nostris, quas fecimus Turonis in ecclesia Beati Mauricii et in ecclesia Beati Martini, anno quo supra :

Die Sabbati in crastino apostolorum Petri et Pauli, anno quo supra, apud Langes[2] comedimus et pernoctavimus, et maxima tonitrua ac coruscaciones terribiles ibidem audivimus. 30 juin.

Die Dominica sequenti, videlicet in octabis nativitatis beati Johannis Baptiste, nobis occurrentibus quampluribus venerabilibus personis ecclesie Turonensis, ad civitatem Turonis devenimus, causa visitandi ecclesiam Turonensem, cum nos more majorum teneremur infra tres menses a tempore consecracionis nostre predictam ecclesiam visitare et nos liminibus beatorum Mauricii et Gaciani presentare. Et in domo archiepiscopi descendentes, postmodum ad fores ipsius ecclesie honorifice processionaliter fuimus recepti, et ad majus altare, dicta processione comitante et unum responsorium cantante, deducti, oracioneque dicta et benedictione per nos facta, ad revestorium ivimus, et ibidem sandalis et omnibus pontificalibus ornamentis fuimus revestiti, et post ad majus altare dicte ecclesie missam celebravimus ad supplicacionem decani et capituli. At de licencia vicariorum domini Raginaldi de Monte Basonis, electi Turonensis in concordia, acolitos per decanum et capitulum ac vicarios nobis presentatos ordinavimus, quorum nomina inter alios a nobis ordinatos continentur. Et fuit predicta ecclesia et chorus in dicta recepcione nostra palliis et pannis sericis ornata, ad quam ornaturam in recepcione nostra tenebatur et tenetur dicta ecclesia, ac in recepcione episcopi Cenomanensis, quamvis in recepcionibus aliorum suffraganeorum provincie Turonensis ad id non teneatur, ut a pluribus dicebatur. Missa vero celebrata, in dicta domo archi- 1er juillet.

[1] Ce *livre* n'est pas autrement connu. — [2] Langeais.

episcopi Turonensis fuimus recepti ac in cibariis et aliis necessariis pro nobis et pro nostris procurati et provisi ad expensas electi Turonensis, nobis in prendio assistentibus et nos concomitantibus majoribus personis et in dignitatibus constitutis necnon et canonicis ecclesie Turonensis ad hoc ex parte dicti electi specialiter invitatis et aliis quamplurimis personis, in dicta domo comedentes, cenantes et pernoctantes una cum sociis nostris, familia et equitaturis ad sumptus et expensas dicti electi.

2 juillet. Die Lune sequenti, in domo archiepiscopi pluribus de civitate et dyocesi Turonensibus tonsuras clericales[1] impendimus seu contulimus, ad supplicacionem dictorum vicariorum; et dicta die comedimus et pernoctavimus invitati penes magistrum de Monte Rebelli, archidiaconum Transvigenensem in ecclesia Turonensi.

Dicta die, venit ad nos apud Rideriam, manerium dicti archidiaconi, religiosus vir abbas Majoris Monasterii Turonensis[2], et cum eo tractavimus de negocio quod vertitur inter dominum de Camilliaco ex una parte et priorem dicti loci ex altera; quod negocium nos et ecclesiam Andegavensem tangit. Et finaliter fuit accordatum quod ipse abbas pro dicto priore mandaret et super hoc cum eo tractaret ac plenius inquireret veritatem.

3 juillet. Die Martis sequenti, in mane, ad presentacionem et supplicacionem dictorum vicariorum, pluribus civitatis et dyocesis Turonensium tonsuras primas contulimus clericales, computatis et numeratis inter alios ad tonsuram promotos in registro nostro contentos.

Item Gaufrido de Mailliaco, rectori ecclesie de Ulmis[3], ad preces

[1] Le texte porte *clicul,* qu'on pourrait lire *clericulis,* si la même formule, répétée plus bas, ne portait en toutes lettres *clericales.*

[2] Robert, abbé de Marmoutier. — Le prieuré de Chemillé était la plus importante, sans contredit, des possessions de l'abbaye en Anjou, et qui garda même jusqu'à la fin, sans réforme, les anciens statuts de l'ordre de Saint-Benoît. Ses archives forment un des fonds les plus précieux des Archives de Maine-et-Loire et comprennent, outre deux cartulaires, plus de 500 pièces originales, dont 255 du XIe et du XIIe siècle, et 88 du XIIIe siècle. Je n'y trouve pas trace de cette affaire, relative sans doute au droit de gîte.

[3] Les Ulmes ou les Ulmes-Saint-Florent, canton de Doué, arrondissement de Saumur.

venerabilium virorum Johannis, archidiaconi Transligerensis, Girardi, archidiaconi Transvigenensis in ecclesia Turonensi, ac magistri Johannis Gedoin, canonici Turonensis, concessimus licenciam super residencia in ipsa ecclesia per ipsum Gaufridum non facienda usque ad finem unius anni, ita tamen quod diebus sollempnibus in dicta ecclesia personaliter debeat interesse.

Post hec, ipsa die, apud Sanctum Cosmam de Insula[1] comedimus et pernoctavimus ad sumptus nostros, excepta cena, qua die fratres dicti loci, absente tunc priore, honorifice nos receperunt et nos ad cenandum duxerunt ultra aquam Ligeris ad sumptus prioris in domo seu manerio Molendinorum.

Die Mercurii, in festo translacionis beati Martini estivalis, in mane, cum abbate de Aqua Viva[2] accordavimus, quod nos cum abbate Mellinensi et fratribus de non mutando antiquo habitu tractaremus, cum idem abbas de Aqua Viva quasdam raciones allegaret, quare a dicto habitu non debeant resilire, quamvis in habitu cum fratribus sui ordinis non concordent, abbate Mellinensi et fratribus supertunicale album et albam tunicam deferentibus, aliis tunicam albam et supertunicale nigrum, quamvis antea[3] cum dicto abbate et fratribus de conformacione habitus tractassemus. 4 juillet.

Nota hic adventum episcopi Andegavensis ad ecclesiam Beati Martini Turonensis post ejus consecracionem.

Post hec, dicta die Mercurii, a prioratu Sancti Cosme recessimus, et inde accedentes Turonis, pluribus venerabilibus personis et canonicis ecclesie Beati Martini Turonis nobis in via occurrentibus, ut nos usque ad dictam ecclesiam comitarentur, ad quam ecclesiam Beati Martini Turonensis accedebamus, ut inibi more et jure predecessorum nostrorum reciperemus in canonicum et in fratrem, qui predecessores nostri in

[1] Saint-Cosme-lez-Tours, d'abord dépendance de Saint-Martin, puis prieuré de Marmoutier, puis prieuré de chanoines de l'ordre de Saint-Augustin.

[2] Aigues-Vives, près Montrichard, abbaye de l'ordre de Saint-Augustin.

[3] Ci-dessus, p. 236, 237.

primo eorum adventu ad dictam ecclesiam post eorum consecracionem recepti fuerunt, et nos similiter recepti fuimus in ipsa ecclesia in canonicum et in fratrem, et ut limina beatissimi Martini visitaremus, in domo a capitulo Beati Martini nobis deputata in claustro Beati Martini descendimus, et post parvam moram a nobis ibidem factam, ecclesiam Beati Martini predictam intravimus, capitulo ipsius ecclesie processionaliter usque ad portas ipsius ecclesie nobis occurrentibus et recipientibus sollempniter in dicta ecclesia, et unum responsorium cantando, usque ad majus altare dicte ecclesie nos honorifice deduxerunt. Oracione vero dicta et benedictione a nobis data, in capitulum ejusdem ecclesie, non mutato habitu nostro, nos duxerunt ibidemque capitulo congregato, decano absente et subdecano locum ejus tenente, primo ecclesie et personis nos recommendavimus, asserentes nos debere recipi in canonicum et in fratrem. Dictus vero subdecanus respondit quod nos, racione episcopatus Andegavensis, canonicus ecclesie Beati Martini predicte eramus, adiciens quod, si aliqua nobis necessitas immineret, ad ipsos in claustro Beati Martini declinare possemus, in quo domum et alia necessaria, sicut uni canonico, ministrarent, quamvis ab aliquibus diceretur quod, in illo casu, non sicut canonico tantum, immo sicut episcopo ministrare tenerentur. Quibus actis, idem subdecanus exhibuit quemdam librum antiquum, in quo forma juramenti sub littera antiqua erat contenta, quod juramentum ipsi ecclesie facere tenebamur, sicut alii prelati canonici ejusdem ecclesie, videlicet episcopus Pictavensis, archiepiscopus Byturicensis, archiepiscopus Senonensis; que quidem forma juramenti talis est :

Nota hic formam juramenti, quam facit episcopus Andegavensis consecratus in ecclesia Beati Martini Turonensis in recepcione sua in ipsa ecclesia, cujus ecclesie idem episcopus canonicus existit :

Nos talis juramus, quod fideles erimus isti ecclesie Beati Martini, et maxime de rebus existentibus in dyocesi nostra, et quod ipsi ecclesie et capitulo fidele consilium prestabimus quod melius credemus, quociensc umque fuerimus requisiti, et quod consilia capituli non reve-

labimus, unde dampnum vel dedecus possit ipsi ecclesie vel capitulo provenire. Sic nos Deus adjuvet et hec sancta verba!

Quo quidem juramento a nobis exhibito, recepti fuimus in ipsa ecclesia in canonicum et in fratrem, indutisque nobis habitu competenti, in dextra parte chori fuimus installati. Quibus actis majorem missam ad majus altare celebravimus; qua celebrata, ad domum predictam rediimus, ibidem comedentes fere cum tocius capituli ecclesie Beati Martini predicti venerabili comitiva, cenantes postmodum ibidem ac pernoctantes ad sumptus dicti capituli et expensas, ad quas nobis tenebantur in recepcione hujusmodi, ut ipsimet confitebantur[1].

Qua die, socius magistri Johannis Bordean, in ecclesia de Noiento[2] Andegavensis dyocesis, rector pro parte ipsius ecclesie, a nobis super residencia licenciam obtinuit usque ad synodum sancti Luce; ita tamen quod interim ydoneum sacerdotem habeat pro se in dicta ecclesia continue residentem.

Sequntur quedam facta notabilia et memorie digna nostro tempore emergentia, que causa memorie perpetue redigi fecimus in scripturam.

Anno Domini M°CC° nonagesimo primo, die Veneris ante festum beati Luce evangeliste, nobis Guillermo episcopo Andegavensi in prioratu Sancti Melanii[3] prope Brachesaccum[4], causa visitandi, pernoctantibus, ad nos pervenit, quod, cum pons Seii[5], a villa nostra Sancti 12 oct. 1291.

[1] Ici s'arrête l'extrait publié à la suite des *Statuts du diocèse d'Angers*.

[2] Noyant-sous-le-Lude, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Baugé, dont l'église dépendait de la prévôté de Saint-Martin de Tours.

[3] Saint-Melaine, canton des Ponts-de-Cé, arrondissement d'Angers, ancien prieuré de l'abbaye Saint-Serge d'Angers.

[4] Brissac, canton de Thouarcé.

[5] Les Ponts-de-Cé, chef-lieu de canton, arrondissement d'Angers, dont la paroisse antique est Saint-Aubin, dans la grande île de la Loire. La *villa* est nommée *Sabiacus* dans le diplôme de Charlemagne (769), qui en gratifie l'abbaye Saint-Aubin d'Angers, et dans celui de Charles le Chauve (870) qui la lui confirme. (Cartul. Saint-Aubin, f° 3 r° et 5), et l'île, *insula de Saiaco,* 1070 (*ibid.* f° 44.) Rien ne ressemble moins aux *Pontes Cæsaris* des savants du XVI° siècle.

Maurilii[1] de Esma usque ad domum seu prioratum Fontis Ebraudi[2], ibi prope existentem, protensus, in quadam parte sui reparacione indigens, spereretur in crastino, propter indigenciam dicte reparacionis, fieri inhabilis ad meandum, et quod Egidius, castellanus de Ponte Seii, minabatur in fluvio Ligeris in ea parte se positurum charreriam, nomine comitis Andegavensis, ad transvehendum homines per dictum flumen transvehi volentes una cum equis suis, racione et occasione habendi et exigendi pontonagium seu emolimentum, racione premissorum, consuetum reddi et solvi obveniens ab hominibus supradictis transvehi volentibus ibidem, nos attendentes episcopos Andegavenses, qui pro tempore fuerunt, nomine et racione episcopatus Andegavensis, fuisse maxime ab antiquo et adhuc esse in possessione vel quasi, ita quod nullus alius[3], habendi et ponendi charreriam et chalondum in fluvio Ligeris in dicta parte ipsius fluvii, prout dictus pons protenditur a villa predicta Sancti Maurilii usque ad domum seu prioratum predictum, ad transvehendum et transportandum homines, jumenta et alias res transvectione et transportacione indigentes, et, habendi ac recipiendi pontonagium seu passagium et quodcumque aliud emolimentum obveniens occasione premissorum, eo videlicet tempore quo pontem predictum propter rupturam, refectionem, reparacionem seu alias fieri contigit inhabilem ad meandum, volentes futuris periculis obviare, super premissis taliter duximus providendum, quod nos die Sabbati bene mane sequenti magistros Gervasium Hominem Dei de

[1] Saint-Maurille d'Esme, *villa quæ dicitur Esma*, 969 (Cartul. Saint-Aubin, f° 43 v°), ancien domaine de l'évêché d'Angers, dont la paroisse est réunie à la petite ville des Ponts-de-Cé, formée d'une longue rue dans l'alignement de cinq ponts sur l'Authion, la Loire et le Louet, de 3 kilomètres d'étendue. Le pont principal, sur le grand bras de la Loire, relie les paroisses Saint-Aubin et Saint-Maurille. — Quoique aucun acte ne mentionne ces ponts avant le XI[e] siècle, des traces certaines, recueillies par l'archéologie, attestent leur existence au moins dès les temps gallo-romains.

[2] Les péages du pont avaient été donnés précisément à l'abbaye de Fontevraud par le comte Foulques Réchin et la comtesse Aremburge, avec tous les droits de justice et de viguerie. Les comtes Henri II et Henri le Jeune confirmèrent ces priviléges, que racheta, en janvier 1294, le comte Charles. Les actes de ces princes ont été publiés par M. Marchegay, *Archives d'Anjou*, t. II, p. 11 et 255.

[3] Le manuscrit porte *nullum alium*.

La Martinière, socium nostrum, et Matheum, decanum de Credonio, canonicos Andegavenses, Marsilium de Pratis, senescallum nostrum, Petrum de Valeiis, presbiterum, familiares nostros, et alios quamplures ad ponendum seu poni faciendum in dicto fluvio Ligeris charreriam ad transvehendum et transportandum homines et res predictas, et ad recipiendum pontonagium, passagium et alium quodcumque emolimentum obveniens racione premissorum, et ad conservandum et defendendum nostram possessionem vel quasi predictam, duximus destinandos; necnon et Mauricio, archipresbytero Andegavensi, per litteras nostras dedimus in mandatis, ut ad locum predictum accederet et dicto castellano inhiberet ac eumdem moneret ex parte nostra sub forma que sequitur :

Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, discreto viro, Mauricio, archipresbytero Andegavensi, salutem in Domino. Cum episcopus Andegavensis, pro tempore, nomine et racione episcopatus Andegavensis, fuerit maxime ab antiquo et adhuc sit, nomine quo supra, in possessione vel quasi, ita quod nullus alius, habendi et ponendi cherreriam et chalondum in fluvio Ligeris ex parte ville nostre Sancti Maurilii de Esma effluente, quando pons protensus seu extensus a dicta villa Sancti Maurilii usque ad domum seu prioratum Fontis Ebraudi, ibidem prope existentis, rumpitur, reficitur vel alias redditur inhabilis ad meandum, ad transvehendum et transportandum homines, jumenta et alias res transvectione et transportacione indigentes, et habendi ac recipiendi pontonagium seu passagium et quodconque aliud emolimentum tunc temporis obveniens occasione premissorum, que premissa adeo sunt notoria, quod non possunt aliqua tergiversacione celari in partibus illis, et dictus pons ad presens refici et reparari dicatur, adeo quod inhabilis ad meandum existit, sicque casus se offert quo possumus et debemus uti possessione vel quasi premissa, et nos intellexerimus quod Egidius, castellanus de Ponte Seii, in predicta possessione vel quasi, nos, nomine quo supra, perturbare, molestare et impedire nititur et conatur, in nostri et episcopatus predicti prejudicium et gravamen, vobis mandamus, quatinus inhibeatis ex parte nostra dicto

Egidio, sub pena excommunicacionis, et quibusconque aliis personis impedimentum apponere nitentibus in premissis, ne ipsi vel alter eorum nos, nomine quo supra, in predicta possessione vel quasi impedire vel perturbare presumant, et, si ipsi vel alter eorum aliquod impedimentum apposuerint in premissis, moneatis eosdem et ipsorum quemlibet super hoc culpabilem, ut predictum impedimentum amoveant indilate, et quod nos, nomine quo supra, permittant uti possessione vel quasi premissa pacifice et quiete. Quod si inhibicioni et monicioni predictis ipsi vel alter eorum non obtemperaverint seu parere noluerint, contra premissam possessionem nostram vel quasi aliquid temere attemptando, et vobis constiterit de premissis vel altero eorum, quod sufficiat, premissorum, ipsos, quos ob hec ex tunc in scriptis excommunicamus, publice denuncietis excommunicatos. Quo facto, reddite litteras, sigillatas pro inhibicione predicta dicto Egidio facta in secunda cauda, pro monicione eidem facta, in tercia, pro excommunicacione, si eam incurrerit, in quarta; de nominibus vero aliorum impediencium, si qui fuerint, nos certificare curetis, et nichilominus, quid super premissis feceritis, nobis fideliter rescribatis. Datum die Sabbati ante festum beati Luce evangeliste anno Domini M°CC° nonagesimo primo.

Quibus actis, ut premittitur, predicti ex parte nostra ad dictum locum destinati, ad ipsum locum die Sabbati predicta bene mane accedentes personaliter, cum magna multitudine hominum, ponte predicto inhabili ad meandum, in fluvio Ligeris in parte predicta charreriam quamdam, nomine nostro, posuerunt et poni fecerunt, et homines ibidem cum rebus suis transvehi volentes in dicta charreria transvehi fecerunt, necnon pecuniam, nomine passagii seu pontonagii, ab hominibus sic transvectis nomine nostro receperunt et habuerunt, presente, sciente et vidente archipresbitero predicto. Qui quidem archipresbiter dicto castellano, nitenti nos et allocatos nostros predictos nomine nostro in dicta possessione vel quasi turbare et impedire, inhibuit dicto castellano, ac ipsum castellanum ex parte nostra monuit sub forma predicta; super quibus monicione et inhibicione ac processu

per ipsum super premissis factis nos certificavit seu nobis rescripsit super premissis in forma qua sequitur :

Sequitur rescripcio archipresbiteri nobis facta per eumdem super premissis in hec verba :

Reverendo patri ac domino G., Dei gracia Andegavensi episcopo, Mauricius, archipresbiter Andegavensis, salutem cum omni reverencia et honore, tamquam patri ac domino debitis et devotis. Litteras vestras recepimus in hec verba : [*Supra inmediate potes videre de verbo ad verbum tenorem littere contente in rescriptione archipresbiteri, videlicet illius littere que dicto archipresbitero fuit directa pro monicione et inhibicione faciendis dicto castellano super premissis; et nota rescripcionem* (sic) *seu relacionem ab archipresbitero super premissis factam, ut infra sequitur.*] 15 octobre.

Nos igitur volentes mandatum vestrum nobis directum, ut tenemur, exequcioni debite demandare, ad locum predictum personaliter accedentes, die Sabbati predicta, prefato Egidio castellano, secundum formam et tenorem mandati vestri predicti ore ad os inhibuimus, ne ipse vos in predicta possessione vel quasi ponendi et habendi charreriam et chalondum in fluvio Ligeris, ex parte dicte ville Sancti Maurilii defluentis, ad transvehendum et transportandum homines, jumenta et alias res transvectione et transportacione indigentes et habendi et recipiendi pontonagia seu passagia et quodconque aliud emolimentum, quod obvenire poterat occasione premissorum, perturbaret vel quomodolibet impediret. Verum quia tam per rei evidenciam quam alias legittime nobis constitit atque constat, ponte Seii predicto tunc reparacione indigente et existente inhabili ad meandum, quod idem castellanus, spreta inhibicione predicta, vos existentes in possessione vel quasi premissorum necnon pontonarios et alios homines allocatos vestros, charreriam nomine vestro habentes et per dictam aquam ducentes et reducentes ad transvehendum et transportandum homines, jumenta et alias res et transvehentes eosdem cum rebus suis nec non recipientes, nomine vestro, pecuniam, racione pontonagii seu passagii, ab hominibus sic transvectis, ac possessione predicta vel quasi nomine vestro utentes, perturbavit et eciam impedivit, inhibendo ex parte

comitis Andegavie de facto, cum de jure non posset, hominibus dictam charreriam ducentibus et aliis ibidem nomine vestro existentibus, ne ipsi aliquam personam vel alias in dicta charreria transveherent, ducerent vel transportarent, et eis multipliciter comminando necnon et firmando portas castri de Ponte Seii et per hoc impediendo quamplures, ne ipsi, per dictam charreriam transire volentes, possent transvehi per eamdem, et quominus vos et allocati vestri, nomine vestro, pontonagium seu passagium possent habere pacifice et recipere ab hominibus transire volentibus per eamdem, prefatum Egidium castellanum legittime monuimus, quod ipse impedimenta predicta amoveret et ab eisdem desisteret et cessaret, permitteretque vos et allocatos vestros, nomine vestro, uti possessione premissorum pacifice et quiete. Et quia castellanus predictus, a nobis, ut premittitur, inhibitus et monitus, predictis inhibicioni et monicioni obtemperare noluit, in dictis perturbacionibus et impedimentis contumaciter persistendo, ipsum Egidium castellanum ob hoc auctoritate vestra denunciamus publice excommunicatum, et hoc vobis et omnibus quorum interest significamus per presentes litteras sigillo nostro sigillatas. Datum die Lune ante dictum festum beati Luce evangeliste, anno Domini M°CC° nonagesimo primo.

Et quia idem castellanus predicte inhibicioni non paruit, sed, ea spreta, nos et allocatos nostros impedire et perturbare presumpsit, prout in relacione archipresbiteri predicta seu suprascripta continetur, dictus archipresbiter ipsum castellanum ob premissa denunciavit excommunicatum auctoritate nostra. Et licet idem castellanus in dictis perturbacione et impedimentis, quantum in se erat, persisteret, predicti tamen allocati nostri nos in possessione predicta vel quasi conservaverunt et defenderunt per totam ipsam diem Sabbati, quousque eadem die Sabbati dictus pons, circa horam nonam reparatus, factus fuit ad meandum.

Demum, post multas altercaciones et tractatus super premissis et racione premissorum inter nos ex una parte et David dictum de Suis Domibus, tunc temporis ballivum Andegavie, nomine comitis Andega-

vie, ex altera, habitas, die Martis post festum Omnium Sanctorum, anno quo supra, in camera nostra in palacio nostro Andegavensi, super premissis ordinatum extitit et ipsa ordinacio in scriptis redacta in forma que sequitur: 6 novembre.

Sequitur tenor cedule in gallico super dicta accordacione.

Acordé est entre Guillaume, évesque d'Angers, et Davy de Ses Mésons, baillif d'Anjou, que Gilet, chatelein dou Pont de Seey, vendra à certein jour, avant que il seit assous, au Pont de Seey, sus le pont e ès autre leus où il mist enpeschement en la possession que les genz l'évesque d'Angers diseient que il aveient de metre et de aveir la charrière en Leire à passer les genz, quant le pont fut dépécié le semadi devant la saint Lucas darrèrement passée, et de receveir e aveir le pontonage e l'émoliment des genz e des chouses qui esteient passées en la charrière; e dira le dit chatelein ilèques en apert, que ce que il fist d'empescher e de troubler la charrière au dit évesque e de i mettre l'empeschement que il i mist, que il l'oste e le rapèle et veut estre pour nul, dou commandement dou baillif, ne ne veut ne n'entent que le dit empeschement face préjudice à la possession dou dit évesque ès dites choses; ne cest rapel ne fera prejudice ni au comte en son dreit, se il l'i a.

Presentibus ad hec in camera nostra Andegavensis palacii nobis Guillermo, episcopo Andegavensi, predicto Davide, ballivo Andegav[ensi], magistro Guillermo de Marcilleio[1] et Guidone, clericis comitis Andegavensis, Gaufrido Transligerensi et Roberto Transmeduanensi in ecclesia Andegavensi archidiaconis, magistris Gervasio Homine Dei et Matheo Picot, canonicis Andegavensibus, Gaufrido, archipresbitero de Ludio, Johanne de Mulceio, cantore ecclesie Beati

[1] Docteur régent en droit de l'université d'Angers et aumônier du comte. Peut-être quitta-t-il plus tard sa régence et l'état ecclésiastique. Il prend le titre de chevalier dans un acte de 1306, où il intervient comme arbitre, au nom du roi, avec Guill. Bonnet. entre l'évêque et le maire de Beauvais. (Voy. Rangeard, *Hist. de l'univ. d'Angers*, t. I, p. 182; Loisel, *Hist. de Beauvais*, p. 111-112.)

Maurilii Andegavensis, Mauricio, archipresbitero Andegavensi, Marsilio de Pratis, senescallo nostro, Johanne dicto Guillet, rectore ecclesie de Cepia[1]. Qui castellanus Pontis Seii dictam excommunicacionis sentenciam, in ipsum a nobis ob premissa latam, sustinuit a dicto tempore ipsius excommunicacionis late usque ad diem Martis post festum beati Michaelis hyemalis anno quo supra et eciam post.

13 novembre. Qua die Martis post dictum festum, ad requisicionem magistri Roberti de Dordan, subballivi Andegavensis, et dicti Egidii castellani, apud Pontem Seii misimus loco nostri discretum virum magistrum Gervasium Hominem Dei, canonicum Andegavensem, socium nostrum commensalem, Petrum de Valleiis, canonicum ecclesie Beati Petri Andegavensis, et Johannem Guillet, rectorem ecclesie de Cepia, capellanos nostros, pro videndo et audiendo, loco nostri, revocacionem et amocionem impedimenti facti et appositi in dicta charreria, ut supra scribitur, fieri per ipsum castellanum publice in locis in quibus dicta perturbacio et impedimentum facta et apposita fuerant per eumdem, eo modo videlicet quo continetur in cedula, cujus tenor in gallico superius est insertus. Qua die, presentibus dictis missis ex parte nostra, dictus castellanus primo in capite pontis Seii, quod caput contiguum est ville nostre Sancti Maurilii de Esma, ac deinde prope aliud caput dicti pontis, ex alia parte aque, ante et juxta prioratum Fontis Ebraudi Pontis Seii, dicta perturbacionem et impedimentum revocavit et amovit publice et palam, Raginaldo, clerico dicti subballivi Andegavensis, ad hoc misso ibidem ex parte dicti subballivi, in quolibet dictorum duorum locorum, alta voce, in presencia dicti castellani et de mandato ipsius, prius tunc legente gallice contenta in cedula predicta.

Qua cedula sic perlecta in quolibet dictorum duorum locorum, dictus castellanus tunc statim dicebat alta voce et publice : « Ego revoco et amoveo perturbacionem et impedimentum, que apposui in « charreria domini episcopi Andegavensis ponenda per dictum episco« pum et suos hic, in ista aqua, quando pons rumpitur vel alias efficitur

[1] Seiches, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Baugé.

« inhabilis ad meandum, prout continetur in cedula hic statim lecta, « et volo dictam perturbacionem et dictum impedimentum haberi pro « nullis secundum tenorem dicte cedule; et hoc facio et dico de man- « dato ballivi Andegavensis, et peto absolvi a sentencia a domino epi- « scopo Andegavensi in me lata, racione seu occasione dictorum per- « turbacionis et impedimenti. »

Qui castellanus in quolibet dictorum duorum locorum repeciit et repetebat quampluries verba predicta vel consimilia, ad dictam revocacionem seu amocionem dictorum perturbacionis et impedimenti faciencia, ad instanciam et requisicionem dictorum missorum ex parte nostra.

Nota hic nomina testium :

Presentibus ad premissa : dicto castellano Egidio, Raginaldo clerico subballivi Andegavensis, Petro de Caynone, Petro Moysant, priore Pontis Seii, Gervasio Homine Dei, canonico Andegavensi, Petro de Valeiis, Matheo de Lubleio et Johanne dicto Guillet, presbiteris, Matheo Dynoie clerico, Petro dicto Fabro clerico, Johanne Burgondo, Yvone Britone, Petro Picardo, Johanne Polinet, Rogero Britone, Theophania Barbitontrice, Radulpho Sohier marescallo, Stephano Blondelli, Stephano Gadant, Colino de Ruello, Ligerio piscatore, Guilloto de Boveio, Gaufrido Bardoul, Johanne Pinpenel, Johanne Le Puazin, Odino Le Chenu, Symone Barbitonsore, Johanne Coupehart, Johanne Moreau, Egidio Gilleberti, Johanne Coessin, Petro Le Cordier, Petro dicto Buort, Johanne L'Orson, Hemericus (*sic*) Goesson, Jameto Carnifice, Gaufrido Mercerio, Michaele Praeau, Droeto Rege, Radulpho l'Esné, Stephano Saquin, Johanne l'Ointier, Johanne Mercerio Sancti Alemandi, Clemente Rogeran, Gaufrido Britone, Roando Furnerio, Raginaldo Giroart, Dyonisio Beau Ventre, Stephano de Tuscha, Guillelmo Court Jarret, Laurentio de Lalou, Michaele Carnifice, Petro de Fossa, Petro Rosselli, Guillelmo Le Bigot, Gaufrido dicto Ulula gallice *Buort*, Gaufrido Preteseille, Michaele Botart, Johanne Oleario, Dyonisio Carnifice, Petro filio Olive, Johanne filio Chevrier, Johanne Boscheron, Mauricio Claudo, Johanne de Vione, Auberto Carpentario, Guillermo

ejus nepote, Blanchoto Carpentario, dicto Cartage, Guilloto de Cleier[is], Guillermo de Bomy, Michaele filio Gaufridi dicti Ulule scilicet *Buort*, Roberto Anglico carpentario, Bigoto de Navarra.

Sequitur absolucio Egidii, castellani de Ponte Seii, a sentencia excommunicacionis a nobis Guillermo, episcopo Andegavensi, in ipsum castellanum lata, pro impedimento per ipsum castellanum apposito in cherreria nostra, ponte Seii rupto seu alias facto inhabili ad meandum.

24 décembre. Die autem Lune in vigilia Nativitatis Domini, anno quo supra, coram nobis comparens idem castellanus in camera nostra Andegavis peciit absolvi a predicta excommunicacionis sentencia; cui diximus, quod juraret stare mandatis Ecclesie; qui, aliquantulum renuens, juravit, tactis sacrosanctis Evangeliis, stare Ecclesie mandatis. Quo juramento prestito, ipsum absolvimus et eidem injunximus in virtute prestiti juramenti, quod jura comitis Andegavensis fideliter conservaret et jura nostra ac possessiones et Andegavensis ecclesie non invaderet aut alias perturbaret scienter; quibus idem castellanus aquievit et hoc observare promisit.

Nota hic de concilio provinciali a viris venerabilibus decano et capitulo Turonensibus, domino Raginaldo, eorum electo confirmato, adhuc in curia Romana agente, Andegavis auctoritate apostolica convocato.

Anno quo supra, convocatum fuit concilium provinciale a venerabilibus viris decano et capitulo Turonensibus, auctoritate apostolica, pro negocio terre sancte Andegavis die Dominica ante Purificacionem beate
1292 N. S. 26 janvier. Marie Virginis, in festo videlicet beati Juliani; in quo concilio octo episcopi convenerunt, videlicet Redonensis, nos Andegavensis, Nannetensis, Dolensis, Macloviensis, Venetensis, Corisopitensis et Leonensis, et Petrus dictus Le Roier, electus Cenomanensis et auctoritate metropolitana confirmatus, et quamplurimi abbates, priores, decani, archidiaconi, archipresbiteri aliique ecclesiarum prelati, tam regulares quam seculares, ibidem affuerunt. Die autem Dominica predicta in navi majoris ecclesie dictum concilium consedit, innumerosa multitudine po-

pulorum circonstante, que dictum concilium non modicum perturbavit, et propter hoc, aliis diebus continuatis, videlicet diebus Lune, Martis, Mercurii et Jovis, quibus duravit concilium, usque ad horam terciam dicte diei[1] Jovis, dictum concilium in capitulo Andegavensi convenit et consedit. Ipsa autem die Dominica predicta nos[2] [episcopus] Andegavensis, sermonem fecimus, proposito theumate de beato Juliano, sumpto in Ecclesiastico, L capitulo : *Quasi sol refulgens, sic effulsit in templo Dei.* Die autem Lune sequenti omnes supradicti pontifices et Cenomanensis electus, decani Turonensis et Cenomanensis multeque alie persone honorabiles provincie Turonensis et omnes fere abbates, qui in dicto concilio convenerunt multique alii venerabiles viri, tam seculares quam religiosi, nobiscum in nostro palacio comederunt.

Sequitur tenor litterarum nobis a decano et capitulo Turonensi et ipsis a sede apostolica directarum super dicto negocio et concilio convocando in hec verba :

Venerabili in Christo patri Dei gracia episcopo Andegavensi seu ejus locum tenentibus, G. decanus et capitulum Turonense, salutem in Domino. Noveritis Nos anno Domini M°CC° nonagesimo primo, die Mercurii ante Nativitatem Domini, litteras sanctissimi patris et domini domini Nicolai, divina providencia pape quarti, recepisse, formam que sequitur continentes :

Nicholaus, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Turonensi et ejus suffraganeis ac dilectis filiis electis et abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis et aliis ecclesiarum prelatis, capitulis et conventibus universis cujuscumque ordinis Turonensis provincie, salutem et apostolicam benedictionem. Dire[3] amaritudinis calicem super nobis de Syrie partibus propinatum non sine lacrimarum profluvio degustantes, in amara nimis et tristia valde prorumpere cogimur vocesque depromere lugubres ac vehementem, quem sentimus intrinsecus, quo durius perturbamur in intimis, reve-

[1] Le manuscrit porte *die*.

[2] Le mot manque.

[3] Raynaldi, t. XIV, p. 1291, c. 24, publie une bulle adressée aux républiques de Gênes et de Venise, dont le début seul est identique.

lare ac insinuare dolorem, quamvis forsitan presentis pagine cursum gressus celerior precurrentis fame prevenerit, et jam rumoris preloquentis affatibus ad noticiam vestram pervenerit, quod nostrarum lingua proloquitur litterarum. Sepe quidem illa orientalis plaga profundas Ecclesie plagas imposuit; sepe illam poculis amaricavit absinthii; sæpe felleo cibo pavit, viciavit vulneribus et turbacionis valide acerrima punctura confodit, ac nunc ei amarissime pocionis austus uberrimos intulit, nunc illam meroris immensi ferculo copioso replevit eamque furoris feralibus gladiis crudelissime pupugit, quin pocius ad ejus usque interiora pervenit. Superfundimus itaque illato calici acrem fletum et tam amaro potui, tam acerbo inundantem lacrimarum pluviam inmiscemus. Audivimus etenim mestisque relatibus aperitur, quod, diebus proximo jam transactis, aucta quam plurimum Babilonici persecutoris inmanitas, christianum sanguinem sicientis et in christianitatis exterminium aspirantis, extremum sue nephande potencie viribus, innumera videlicet multitudine armatorum, machinis plurimis et aliis instrumentis bellicis congregatis contra civitatem Acconensem, pro cujus tuicione continua, sicut vestram non credimus latere noticiam, predicta Ecclesia labores plurimos, curas innumeras et gravia onera pertulit expensarum, sibi ut expectare sufficeret passagii generalis adventum in galeis aliisque vasis maritimis copia bellatorum et eciam pecuniarum summis subveniendo sollicite, prout suggessit exinde nunciata neccessitas et series super hoc oblate pluries peticionis exegit, in ira spirituque furoris procedens hostiliter, civitatem ipsam, multo revera populo preditam, multo nobilitatis titulis insignitam et bonorum affluencia opulentam, que universis christicolis, transitum ad partes illas habentibus, potissimum et principale refugium existebat, obsedit, ipsam anguustans arcius ac eam et non modicam fidelium copiam, tunc inibi moram trahentium, sic infestis et validis impugnacionibus machinarum, ictibus missilium modisque aliis bellicis per non modici temporis spacium die noctuque insultibus violentis impeciit cunctisque conatibus indesinenter oppressit, quod eam tandem incolarum ipsius et ceterorum tunc ibidem presentium viribus supperatis in arcu et faretra

furentibus gladiis comprehendit[1]. In cujus tam sinistri, tam flebilis tamque dolorosi eventus articulo, cum religionum Christo militancium fratres aliisque armis accincti quam plurimi viri quippe strenui, robusti athlete Domini et propugnatores electi pro defensione civitatis ejusdem, interius vigilantes, tolerare diucius irruentium undique et insiliencium Agarenorum terribiles impetus et aggressiones nepharias non valerent, demum post infandum fidelium multorum excidium, post capcionem miserabilem plurimorum, ut ceteros, quos in terra marique seviens trucidabat gladius, furor devorabat hostilis manusque inimica necabat, quosque pre magnitudine timoris attonitos et in desperacionis angustia constitutos incertis et ambiguis passibus, ut a necis eruerentur exicio, fugientes fluctus obduxit equoreus, silencio relinquamus, civitatem predictam, quod non absque amaritudine copiosa referimus et profundis sedulisve suspiriis recensemus, ausu dampnabili occuparunt, illam flammis voracibus exponentes. Cum igitur ad recuperacionem celerem dicte terre, prout ejus urgentissima neccessitas exigit, ferventibus studiis intendamus, vias et modos diversos et varios per nos et alios sollicicius exquirentes, ut juxta desiderii nostri fervorem terra ipsa recuperari valeat et recuperata in posterum conservari, universitatem vestram monemus, rogamus et hortamur attente, vobis per apostolica scripta in virtute obediencie districte precipiendo, mandantes, quatinus, convocatis per te, frater archiepiscope, ac per eos quibus id commiseris, et, si opus fuerit, ecclesiastica censura coactis ad provinciale consilium provincie tue prelatis, tam regularibus quam secularibus, tam exemptis, quibus ex convocacione tua nullum volumus quoad libertates et inmunitates eorum in posterum prejudicium generari nullumque ipsi contra convocacionem et coactionem hujusmodi, quantum ad hunc spectat articulum, ex privilegiis vel aminiculis libertatum exempcionumve suarum excusacionis seu excepcionis provenire presidium, quam eciam non exemptis, celeriter convenientes in unum et diligenter considerantes et solercius attendentes, quod, etsi hujusmodi negocium universis fidelibus debeat propensius esse cordi, prelati tamen Ecclesie Dei tenentur

[1] 4 mai 1291.

et debent arcius et ab intimis affici circa illud, opem et operam impendendo sollicitam, ut optatum exitum sortiatur, deliberando sollicite, provide et attente, super toto negocio supradicto et precipue qualiter et quomodo circa recuperacionem eamdem celeriter, autore Domino, proventuram et continuacionem subsidii dicte terre ac impugnacionem suorum hostium faciendam et eciam circa alia, negocium ipsum tangencia, possit quantocius et utiliter, sicut expedit, provideri, et, quod super premissis deliberatum fuerit in concilio memorato, nobis per viros ydoneos, providos et discretos ac sufficienter instructos et a vobis plenum mandatum habentes super premissis eciam faciendi, que vos presentes facere valeretis, ad sedem apostolicam usque ad festum Purificacionis beate Virginis primo venturum studeatis, quamtocius intimare, per quos nobis super omnibus supradictis vestre circumspectionis voluntas et consilium innotescant, quorumque communicato consilio sedes ipsa provida deliberacione statuat, discuciat, disponat et ordinet, quod in tam arduo christianitatis negocio publice salutis utilitas postulabit. Nostre preterea voluntatis existit, ut vos, juxta datam vobis ex alto prudenciam, vestros subditos ad pacem et concordiam sollicite reducentes, ipsos ad devocionem ac reverenciam Salvatoris nostri continuam et ad ejus injuriam ulciscendam ac eciam ad ipsius subvencionem negocii in tante neccessitatis articulo excitare, inducere ac hortari sollicite procuretis, illam in hiis diligenciam et efficaciam impensuri, ut a Domino, cujus negocium agitur, eterne beatitudinis consequi premia non inmerito valeatis Nosque proinde vestre devocionis promptitudine[m] condignis laudibus attollamus. Si vero te, frater archiepiscope, abesse vel, quod absit, deesse contingat, vos, filii, Turonense capitulum, auctoritate freti apostolica, hec omnia exequi procuretis. — Datum apud Urbem veterem, xv kalendas Septembris, pontificatus nostri anno quarto.

Item alias litteras, quarum tenor talis est :

18 août. Nicolaus, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Turonensi, salutem et apostolicam benedictionem. Dura nimis et amara valde discrimina Terre sancte, que sibi, prout dolentes refe-

rimus, nuper intulit vis hostilis, presencium tibi non duximus exprimenda relatibus, cum illa tue prudencie per alias nostras litteras seriosius referamus. Sane ad recuperandam de manibus impii terram ipsam ferventibus studiis, prout ejus urgentissima neccessitas exigit, intendentes et cupientes, ut illa recuperata stabiliter conservetur, ad laudem divini nominis et honorem, vias et modos varios et diversos exquirimus, per quos nostrum in hac parte desiderium valeat adimpleri. Unde cum fide dignorum pandat assercio, quin pocius comunis vox habeat, quod dilectos filios fratres Hospitalis Sancti Johannis et milicie Templi Jerosolimitani ad unius ordinis unitatem seu religionis unionem auctoritate apostolica reducamus, ut, sincerius et uniformius in vinculo caritatis et pacis tendentes, ad unum efficacius possint prosequi negocium memoratum, super quorum unione hactenus, eciam tempore Lugdunensis concilii, specialis mencio et collacio facta fuit, volumus et per apostolica tibi scripta mandamus, quatinus cum suffraganeis tuis in provinciali concilio, quod a te fieri volumus, prout tibi per alias litteras nostras injungimus, habito super hoc consilio diligenti et exacta cum illis deliberacione secuta, nobis, quod per te ac eosdem suffraganeos deliberatum fuerit in hac parte, plene, fideliter, seriatim et expresse per tuas litteras, harum seriem continentes, tuoque sigillo munitas, procures quamtocius intimare. — Datum apud Urbem veterem, xv kalendas Septembris, pontificatus nostri anno quarto.

Nos itaque volentes predictum mandatum apostolicum devote exequi, ut tenemur, absente et in Romana curia agente venerabili viro et discreto domino Raginaldo, cancellario nostro, electo in concordia ecclesie Turonensis confirmato, auctoritate apostolica nobis in hac parte commissa, in virtute obediencie vobis districte precipiendo mandamus, quatinus, vocatis exemptis omnibus et non exemptis vestrarum civitatis et dyocesis, qui secundum formam mandati apostolici predicti fuerint evocandi, et, si opus fuerit, ad id per censuram ecclesiasticam coactis, vos et ipsi instanti die Dominica ante festum Purificacionis beate Marie Virginis cum diebus sequentibus, donec tractatus vestri, immo apostolici, deliberacio finem debitum sorciatur, Andegavis in majori ecclesia,

quem locum tanto negocio ydoneum et ad conveniendum facilem, deliberacione habita, duximus eligendum, compareatis et ibidem nobiscum conveniatis, super contentis in mandato apostolico efficaciter processuri, ita quod nec vos nec nos possimus de remissu seu inobediencia in aliquo reprehendi. De nominibus autem citatorum et vocatorum nec non et de recepcione presencium et quid inde feceritis nobis fideliter rescribatis, cum vestrarum testimonio litterarum. Originalia autem litterarum apostolicarum vobis propter viarum pericula non mittimus sed formam et continenciam earumdem, et dicta die Dominica in concilio vobis presentibus eas legi faciemus et eciam, si opus fuerit, publicari. Datum dictis die Mercurii et anno [1].

Littera domini Hemerici de Averio militis super nemore de Chappes.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, et Hemericus de Averio [2], miles, salutem in Domino.

Noverint universi, quod, cum jamdudum inter bone memorie Nicolaum, quondam Andegavensem episcopum, predecessorem nostrum, ex una parte, et nos militem supradictum ex altera, fuisset exorta materia questionis, super eo videlicet quod dictus Nicolaus, predecessor noster Guillermi episcopi Andegavensis, coram certis judicibus super hoc a sede apostolica deputatis, contra militem supradictum proponebat, quod bone memorie Guillermus [3], quondam episcopus Andegavensis, cum assensu decani et capituli dicti loci, nemus de Chappes [4] cum terris,

[1] Ici s'arrête, à proprement parler, le Journal de Guillaume Le Maire, dont nous n'avons pas cru devoir modifier l'ordre des intercalations. Nous rétablissons les documents qui suivent à la date qui convient à chacun d'eux.

[2] Avoir, commune de Longué, ancien fief, dont une famille de chevalerie porte le nom jusqu'au XIV[e] siècle, avec le titre de baronnie au XV[e] siècle. Le château, qui sert de ferme, ne date que du XVI[e] siècle.

[3] Guillaume de Beaumont, évêque de 1202 à 1240.

[4] Chappe, hameau, commune de Longué. La forêt, aujourd'hui disparue, s'étendait le long de l'Authion jusqu'au Fresne et vers Longué jusqu'au Lathan. Le fief dépendait de la terre de Romfort, domaine de l'évêché. Une chapelle de Saint-René, aujourd'hui simple ferme, faisait l'office de fillette de la paroisse de Longué.

pratis et aliis pertinenciis dicti nemoris, ad mensam episcopalem ipsius episcopi pertinentibus, Hemerico quondam de Averio, patri dicti Hemerici, et ejus heredibus, Romani pontificis seu metropolitani loci ad id non accedente consensu, de novo concesserat in feodum, ita quod dictus Hemericus, pater ipsius Hemerici, et sui heredes episcopo Andegavensi, qui esset pro tempore, pro dictis rebus homagium facerent et sex libras monete currentis, servicii nomine, nichilominus solverent annuatim. Quas concessionem et tradicionem factas, ut dictum est, dicebat dictus Nicolaus, predecessor noster, obmissis juris sollempnitatibus factas fuisse et in enormem dicte mense episcopalis lesionem redundare. Propter quod ex parte dicti Nicolay coram judicibus prefatis petebatur res predictas ad jus et proprietatem dicte mense episcopalis, non obstantibus concessione et tradicione predictis, legitime revocari, nobis milite predicto in contrarium opponente in premissis et asserente predicta ad jus et proprietatem dicte mense episcopalis non debere revocari, cum, tempore tradicionis et concessionis predictarum, consideratis, attentis et inspectis industria, diligencia et impensis factis tam a nobis quam a predicto Hemerico, patre nostro, in predictis rebus meliorandis et a quibusdam honeribus rebus ipsis inherentibus liberandis, statu eciam quo res prefate erant tempore concessionis memorate, censu et homagio predicto ac eciam prescripcione legitima et aliis racionibus et causis ex parte nostri Hemerici allegatis et propositis, jam dicte racio et concessio non redundabant in lesionem ipsius mense episcopalis nec debebant aliquatenus revocari. Tandem, pro bono pacis super premissis et singulis, inter dictum Nicolaum, nomine episcopatus et ecclesie Andegavensis et suo, ex una parte, et nos Hemericum prefatum, ex altera, sollempniter extitit compromissum in viros venerabiles et discretos magistrum Theobaldum de Poenceyo[1], tunc temporis cantorem ecclesie Remensis, nunc Dei gracia episcopum Dolensem, et magistrum Guillermum de Nova Villa, archidiaconum Blesensem in ecclesia Carnotensi. Qui quidem arbitri, cognito de meritis negocii memorati, inquisita

[1] Pouancé, chef-lieu de canton, arrondissement de Segré.

super hoc plenius veritate et a dictis arbitris plenarie nota, sententiam arbitralem duxerunt sub forma, que sequitur, profferendam :

Universis presentes litteras inspecturis et audituris magister Guillermus de Nova Villa, archidiaconus Blesensis in ecclesia Carnotensi, et Theobaldus de Poenceyo, cantor Remensis, arbitri seu amicabiles compositores electi a partibus infra scriptis super contencionibus inferius exprimendis, salutem in Domino. Noverint universi, quod, cum contencio verteretur inter reverendum patrem Nicolaum, Dei gratia Andegavensem episcopum, nomine episcopatus sui, ex una parte, et Hemericum de Averio, militem, ex altera, super hoc quod [1], etc. Tandem, dictis partibus contencionem predictam sopiri affectantibus, dictus episcopus, nomine episcopatus sui predicti, ex una parte, et idem Hemericus, ex altera, in nos super premissis contencionibus compromiserunt, promittentes dicte partes se tenere et observare pro se successoribusque suis, quicquid super premissis omnibus et singulis statuendum duceremus alte et basse, modo quocumque, seu etiam ordinacionem, fide super hoc a magistro Guillermo Bonet, canonico Andegavensi, habente super hoc a dicto episcopo presente mandatum speciale in animam dicti episcopi, prestita, et ab eodem Hemerico presente data corporali. Nos vero, proborum communicato consilio, consideratisque et attentis que fuerant super hoc attendenda, in nichilum dictam concessionem et tradicionem a dicto Guillermo episcopo dicto Hemerico, patri presentis Hemerici, factam innovando neque dicti Hemerici presentis juri in aliquo antiquo in premissis detrahendo, eumdem Hemericum nostra arbitrali sentencia condempnamus ad reddendum in perpetuum ab ipso et ejus heredibus episcopo Andegavensi, qui pro tempore fuerit, ultra predicta homagium et sex libras census, alias sex libras annui et perpetui census, in termino quo solvi alie predicte sex libre consueverunt, videlicet in crastino festi Nativitatis beate Marie Virginis, pro bono pacis super predictis rebus et singulis earumdem, quas ad hoc, quemadmodum erant pro primis sex libris afflicte, honeramus,

[1] Le texte reproduit ici l'exposé qui précède et que nous supprimons.

adicientes per[1] idem nostrum dictum seu sententiam arbitralem, quod, si dictus miles predictas sex libras ultimas acquireret et eidem episcopo assignaret integre, in feodo dicti episcopi immediato et in uno tenente, in puro redditu absque supercensu, quod predicte res a dicto honere dictarum sex librarum ultimarum releventur, ipsis tamen rebus de premissis homagio et sex libris primis remanentibus honeratis. Illud sane huic nostre arbitrali sentencie adicimus, quod per presens laudum, dictum nostrum seu sententiam non intendimus juri, si quod tam ex concessione et tradicione super premissis dicto Hemerico, patri presentis Hemerici, a bone memorie Guillermo, episcopo quondam Andegavensi, factis, cum assensu et consensu decani et capituli Andegavensis, tam[2] ex presumpcione et recepcione sex librarum predictarum census annui, quam etiam ex industria ipsius Hemerici, patris presentis Hemerici, nec non presentis Hemerici, et melioracione et aliis ex causis variis eidem Hemerico est et erat acquisitum, in aliquo derogetur. Immo jus et dominium utile eidem acquisitum esse pleno jure in premissis, racione et occasione premissorum, cum augmentacione tamen et solucione dictarum sex librarum ultimarum una cum aliis predictis faciendis in perpetuum a dicto Hemerico et ejus heredibus episcopo Andegavensi, qui pro tempore fuerit, prout superius est expressum per nostrum laudum, dictum seu sententiam declaramus, eumdem episcopum per idem dictum laudum seu sententiam condempnantes ad faciendum et procurandum, quod decanus et capitulum Andegavense nec non reverendus in Christo pater archiepiscopus Turonensis, ejus metropolitanus, predicte nostre ordinacioni et statuto consenciant, et quod idem archiepiscopus ipsa confirmabit et ipsis suam auctoritatem interponet et decretum, nec non quod reverendus in Christo pater dominus Symon, Dei gracia titulo Sancte Cecilie presbiter-cardinalis, apostolice sedis in Francia legatus, eandem nostram ordinacionem et confirmacionem confirmabit, et super hoc ipsorum litteras dicto militi infra festum Omnium Sanctorum proximum inpetrabit, consencietque idem

[1] Le manuscrit porte *quod*. — [2] Le manuscrit porte *quam*.

episcopus et decanum et capitulum Andegavense consentire procurabit dicto militi, si idem miles confirmacionem super hoc vellet impetrare a sede apostolica, et suas et ipsorum litteras ipsi concedet eidemque episcopo suisque successoribus super predictis contencione et molestacione motis, vel que moveri possent ad revocacionem, anullacionem dictarum concessionis et tradicionis spectantibus seu eas tangentibus aut ad augmentacionem dicte pensionis, ultra predictum homagium, sex libras primas et sex ultimas nomine census, per eandem sententiam, statutum seu dictum, perpetuum sillencium imponentes; de arreragiis vero de primis sex libris debitis a dicto milite ordinantes, cum dictus Hemericus ea diceret de quinque annatis tantum modo se debere, dicto episcopo dicente se credere de pluribus annatis dictum militem debere arreragia, quod de tempore dictas quinque annatas excedente dicti militis juramento credetur; de summa vero dictorum quinque annorum et de ea, quam per suum dictus miles ultra confitebitur juramentum, medietatem dicto episcopo infra festum beati Nicholai hyemalis et infra idem festum, anno revoluto, aliam medietatem tenetur persolvere idem miles. Quibus quidem ordinacioni, composicioni, sententie seu dicto nostro predicte partes presentes consenserunt, eadem emologantes expresse. Quod omnibus, quibus significandum est, significamus per presentes litteras, sigillis nostris una cum sigillis dictorum episcopi et militis sigillatas. Actum Parisius, die Mercurii ante Nativitatem beati Johannis Baptiste, anno Domini M°CC°LXX^{mo} quinto. — Cum igitur nos Hemericus supradictus acquisiverimus in territorio de Chappes in parrochia de Longo[1] Vado a nobili viro Gaufrido de Moinne[2], milite, sex libras annui redditus in feodo ipsius episcopi immediate, excepto nobis predicto milite, in uno tenente, in primo redditu, absque supercensu, super octo arpentis tam in terris arabilibus quam pratis, salliciis et fossatis sitis in loco predicto, una cum fide et homagio predicti militis, que premissa idem miles tenet a nobis predicto Hemerico ad

[1] Longué, chef-lieu de canton, arrondissement de Baugé.

[2] Sans doute Monnet, château, commune de Brion, canton de Beaufort, actuellement à M. d'Andigné.

fidem et homagium et ad predictas sex libras annui redditus, volentes relevare res nostras predictas ab honere sex librarum ultimarum, prout ex sentencia arbitrali predicta facere possumus, prout superius est expressum, predictas sex libras annui et perpetui redditus, pariter fidem et homagium predict[a], quas (*sic*) a predicto Gaufrido acquisivimus in feodo ipsius episcopi super rebus predictis, prout superius est expressum, eidem Guillermo, nunc episcopo, suisque successoribus pro dictis sex libris ultimis integre assignamus solvend[as] et reddend[as] ipsi episcopo suisque successoribus a dicto milite et quibuscumque aliis res predictas tenentibus annis singulis in futurum in crastino festi Nativitatis beate Marie Virginis, ad quam diem sex libras primas solvere tenemur episcopo memorato, volentes et consencientes expresse, quod super rebus predictis idem miles et ejus heredes seu res predictas possidentes in predictis sex libris eidem episcopo suisque successoribus solvere teneantur, dicto Gaufrido milite rebusque predictis ac possessoribus seu detentoribus earumdem a prestacione dictarum sex librarum a nobis acquisitarum ac dicto homagio a nobis acquisito, que nobis facere et nostris heredibus tenebatur, et quocumque alio jure vel honere nobis in ipsis octo arpentis, tam terris arabilibus, quam pratis, salliciis, fossatis, competentibus, quitis, exhoneratis ac penitus liberatis, transferentes in ipsum episcopum suosque successores quicquid juris, possessionis, proprietatis, dominii, districtus et juridicionis in predictis octo arpentis habebamus et habere poteramus quoquo modo, cedentes et concedentes ipsi episcopo suisque successoribus omnes acciones et omnia jura nobis competentia et competitura contra dictum militem ejusque heredes, successores seu causam habentes racione premissorum, nichil nobis in ipsis rebus penitus retinentibus (*sic*), promittentes contra premissa vel aliquod premissorum, racione fraudis, lesionis aut decepcionis seu qualibet alia racione, per nos aut per alium in futurum non venire, fide a nobis super hoc prestita corporali. Nos vero episcopus predictus, cognito de acquisicione predicta, scientes prudentesque prefatum Hemericum predictas sex libras annui redditus, pariter fidem et homagium in nostro feodo immediate et in uno tenente integre et in puro redditu absque

supercensu acquisisse, prout in sententia arbitrali cavebatur, dictarum sex librarum, fidei et homagii assignacionem ratam et acceptam habentes, a predictis sex libris ultimis et earum prestacione dimittimus penitus et quitamus, et predictas res de Chappes, quas a nobis tenet ad fidem et homagium, ab honere sex librarum ultimarum volumus relevari et quitari ac eciam relevamus et quitamus, fatentes veraciter ipsum Hemericum nobis dictas sex libras ultimas, secundum sententiam arbitralem dictorum arbitrorum, competenter assignasse et sententie dictorum arbitrorum sufficienter paruisse, salvis tamen nobis et successoribus nostris in rebus predictis premissis sex libris et homagio, in quibus idem Hemericus heredesque sui nobis et nostris successoribus tenebantur; de quibus sex libris premissis res predicte, quas a nobis tenet in feodo, remanent, prout prius, honerate, promittentes, quod contra tradicionem et concessionem predicti nemoris de Chappes cum suis pertinenciis, factas a predecessore nostro Guillermo supradicto patri ipsius Hemerici, ac etiam assignacionem predictarum sex librarum ultimarum non veniemus per nos aut per alium in futurum, sed eas pocius confirmamus et eis expresse consentimus, ratas habentes easdem penitus et acceptas, juramento eciam prestito a Johanne Majore, presbitero, fratre ac procuratore nostro, habente super hoc et ad hoc a nobis speciale mandatum jurandi in animam nostram, quod racione decepcionis aut alicujus lesionis, restitucionis in integrum seu racione juris dicentis res ecclesiasticas de novo infeodari vel alienari non posse, aut quolibet alio remedio speciali, que pro expressis volumus hic haberi, contra premissa aut aliqua premissorum in perpetuum per nos aut per alium non veniemus, nec istius juramenti vel hujus modi ordinacionum relaxacionem seu restitucionem aliqua[m] impetrabimus, nec eis impetratis aliquatenus utemur, fatentes veraciter prefatam assignacionem dictarum sex librarum ultimarum in lesionem nostram nec ecclesie Andegavensis sed ad ejus et nostram utilitatem pocius redundare. — Nos vero Egidius decanus et capitulum Andegavense, facti tocius predicti veritatem attendentes, veritate super hoc a nobis plenius comperta et inquisita, prout superius est expressa, predictis omnibus et singulis nostrum prebemus

assensum pariter et consensum, promittentes nos contra premissa vel aliquod premissorum, racione lesionis, decepcionis, restitutionis in integrum seu alia quacumque racione, quas hic volumus pro expressis haberi in posterum, non venire nec assensum prebere, quod aliquid in contrarium attemptetur, supplicetur ac eciam impetretur. In cujus rei testimonium, nos predicti episcopus, decanus et capitulum et Hemericus presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda, supplicantes nos episcopus, decanus et capitulum humiliter reverendo in Christo patri ac domino archiepiscopo Turonensi, nostro metropolitano, ut ipse presentibus composicioni et ordinacioni consensum et decretum suum benigniter interponat et premissa benigne[1] confirmare dignetur, et ad hoc predictum Johannem Majorem, presbiterum, procuratorem nostrum constituimus specialem, consentientes eciam nos predicti episcopus, decanus et capitulum, quod dictus Hemericus premissa omnia et singula, prout superius sunt ordinata, possit per dominum legatum in Francia nec non per sedem apostolicam facere confirmari, promittentes eidem eciam bona fide nos eidem patentes nostras litteras supplicacionis ad dominum papam et legatum predictum super confirmacione predicta impetranda concessuros; et ad majorem confirmacionem presentium presentes litteras sigillis venerabilium virorum Normanni, archidiaconi Andegavensis, Gaufridi, archidiaconi Transligerensis, Roberti, archidiaconi Transmeduanensis in ecclesia Andegavensi, ad supplicacionem nostri, episcopi, et nostri, Hemerici militis, fecimus et procuravimus sigillari. — Datum die Martis ante festum beate Marie Magdalene, anno Domini millesimo cc° nonagesino primo.

Littera domini Hemerici de Averio militis super grangia de Chapes et rebus de la Beloinere sitis in feodo de la Grassa.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, decanus et capitulum ecclesie Andeg. et Hemericus de Averio, miles, salutem in Domino.

[1] Le manuscrit porte *begnine*.

Noverint universi, quod, cum inter bone memorie dominum N., predicte ecclesie episcopum, predecessorem nostri Guillermi, episcopi Andegavensis, nomine et racione ecclesie Andegavensis ex una parte, et nos Hemericum predictum ex altera, super eo quod nos miles predictus asserebamus quamdam grangiam de novo edificatam et constitutam ab eodem episcopo in territorio de Chappe[1] in solo seu dominio nostro proprio vel fundo, cum area et ambitu suo, continentem duo arpenta terrarum vel circa, prout per fossata propinquiora dicta grangia clauditur circumquaque, fore sitam, item super eo quod, cum idem episcopus terras, vineas, sallices, census, prata et quasdam alias res, que quondam fuerunt Mathei Beloin[2] in feodo et retrofeodo de la Grasse[3] nostrisque retrofeodis de novo acquisisset, eundem episcopum compellere nictebamur, quod regal[iter] constitutas res predictas ponere extra manum aut prestare nobis financiam pro eisdem, ut eidem episcopo predictas res tenere permitteremus, cum easdem res nomine ecclesie Andegavensis acquisivisset, dictoque Nicolao, predecessore nostri Guillermi, contradicente et opponente se in premissis et singulis premissorum, rursum super eo quod dictus predecessor nostri Guillermi asserebat dictum militem sibi teneri in certa quantitate peccunie ex arreragiis servicii annui redditus, in quo sibi ipsum militem teneri dicebat pro rebus quas ab ipso tenebat in territorio de Chappe, ac eciam super eo quod dictus predecessor nostri Guillermi asserebat ipsum militem sibi teneri in sexaginta et quindecim libras monete currentis pro quadam financia seu emenda ab eodem milite sibi facta pro redempcione bonorum ipsius mobilium, que erga ipsum, ut dicebat, inciderant in commissum, ac eciam super pluribus aliis questionibus, accionibus et obligacionibus, quas, ut dicebat predictus predecessor nostri Guillermi, habebat contra ipsum militem, et

[1] Voyez la note ci-dessus, p. 280.

[2] Aujourd'hui la Blunière, ferme, c^ne de Villévêque, dépendance, jusqu'à la Révolution, du domaine de l'évêché d'Angers, vendue nationalement le 16 février 1791.

[3] «La terre, fief, seigneurie, mestairie, «domaine de la Grâce,» appartenant à Macé de Macon en 1491, à Louis de Créquy en 1750, aujourd'hui simple ferme, commune de Villévêque, arrondissement d'Angers.

ipsum earum racione sibi obligari, nobis Hemerico predicto contradicente et nos opponente in premissis et singulis premissorum, contentio verteretur, tandem, post multas altercaciones hinc inde habitas, proborum virorum mediante tractatu habitoque super hoc diligenti consilio, ad pacem et concordiam devenimus in hunc modum, videlicet quod nos miles predictus grangiam, cum area et ambitu superius expressis, predicto episcopo ejusque successoribus, licet diceremus quod esset in nostro feodo seu dominio, tamen quicquid feudi, proprietatis vel juris in dictis grangia, area et ambitu superius expressis habemus et habere possumus, racione quacumque, illud eidem episcopo ejusque successoribus in episcopatu Andegavensi concedimus, remittimus penitus et quitamus, nichil in eis penitus retinentes, maxime consideratis et attentis dacione, remissione et curialitate a predicto episcopo seu ab alio, ejusdem procuratione et precibus intervenientibus, nobis factis, prout inferius continetur, alias non facturi. Insuper nos miles predictus, nec non heredes aut successores nostri seu causam a nobis habentes aut habituri, non inquietabimus, molestabimus aut opponemus[1], quominus dictus episcopus, et successores ipsius in episcopatu et firmarii et causam ab eisdem habentes et habituri, possint habere vinum venale in grangia memorata, eciam durante banno nostro de Averio, per XL dies, ita quod nec nos miles predictus nec successores nostri predictum episcopum nec ejus successores, firmarios nec causam habentes vel habituros possimus compellere bannum nostrum observare, quin vinum possint dictus episcopus seu ejus successores et causam ab eis habentes et habituri in dictis grangia, area et ambitu, prout superius exprimuntur, durante banno nostro predicto, operariis suis, nomine suo operas vel operam exercentibus in quibuscumque rebus suis sive decimis colligendis, preparandis sive pratis, terris, pascuis, domibus et rebus aliis, quas in dicto territorio habet episcopus predictus, tradere, aliis extraneis non, durante banno predicto. Preterea volumus et concedimus, quantum in nobis est, quod idem episcopus et sui successores

[1] Le manuscrit porte *apponemus*.

in episcopatu predicto res superius memoratas, que quondam fuerunt Mathei Beloin, quas idem episcopus in feodo et retrofeodo de la Grasse eisdemque nostris retrofeodis acquisivit, tempore retroacto teneant et possideant, nomine episcopatus Andegavensis, pacifice et quiete, ita quod per nos vel heredes aut successores nostros seu causam a nobis habentes et habituros non possit compelli dictus episcopus vel ejus successores ponere extra manum seu financias aliquas prestare pro eisdem, salvo in omnibus jure nostro nec non jure inferiorum dominorum in rebus predictis, prout prius, quibus non intendimus nec volumus prejudicium generare. Que premissa omnia et singula dicto episcopo concedimus et dimittimus in recompensacionem concessionis et remissionis a dicto episcopo et ab alio, ipso procurante, nobis factarum, prout superius continetur, alias non facturi. Nos autem episcopus predictus concessionem, remissionem, quitacionem, curialitatem dicti Hemerici nobis exhibitas in premissis ipsi remunerare volentes, predictas pecunie summas, videlicet sexcies viginti libras, in quibus dicebatur ipsum dicto Nicolao, predecessori nostro, teneri ex arreragiis servicii prefati, et alias sexaginta quindecim libras, in quibus predictus miles dicebatur predicto predecessori nostri Guillermi teneri et obligari ex finacione memorata, eidem militi, in quantum in nos est, donamus, remittimus penitus et quitamus et procuravimus ipsum quitari et premissas pecunie summas remitti, donari et concedi eidem militi ab executore dicti Nicolai, predecessoris nostri, et ipsum ab omnibus exactionibus, questionibus, emendis et obligacionibus quibuscumque et quocumque nomine censeantur et in quibus nobis et ecclesie Andegavensi et predecessori predicto tenebatur et obligabatur, seu quoquo modo poterat obligari vel teneri, quacumque racione, a tempore retroacto usque ad diem obitus dicti Nicolai, predecessoris nostri, quitamus penitus et liberamus, in quantum in nos est et ad nos pertinet, salvis et retentis nobis feudo, fide et homagio et aliis nostris redevanciis, censibus[1], prestacionibus et tributis pro tempore futuro nobis solvendis, et liberari et quitari et

[1] Le manuscrit porte *sensibus*.

exonerari procuravimus erga executores dicti predecessoris nostri, exceptis sexaginta libris monete currentis debitis tam nobis quam predecessori nostro, quas sub obligacione omnium bonorum suorum tenetur idem miles nobis reddere ex arreragiis servicii memorati; promittimusque, quod nos predicti episcopus et Hemericus bona fide, pro nobis heredibusque successoribus nostris seu eciam a nobis causam habentibus et habituris, quod contra premissa, in toto vel in parte, per nos vel per alium non veniemus in futurum, sed ea omnia et singula tenere promittimus et inviolabiliter observare, fatentes nos predictus episcopus veraciter premissa vel aliqua premissorum non in lesione ecclesie Andegavensis sed ad ejus utilitatem pocius redundare, juramento etiam prestito a Johanne dicto Majore, presbytero, fratre et procuratore nostro, habente super hoc et ad hoc speciale mandatum jurandi in animam nostram, de omnibus premissis et singulis observandis et quod racione decepcionis aut alicujus lesionis, restitucionis in integrum aut quolibet alio remedio speciali, que pro expressis volumus hic haberi, et quod contra premissa vel aliqua premissorum in perpetuum per nos vel per alium non veniemus nec istius juramenti seu ordinacionis relaxacionem aliquam seu restitucionem impetrabimus, nec eis impetratis aliquatenus utemur, fide a nobis, predicto milite, de premissis tenendis et observandis prestita corporali. Nos vero Egidius decanus et capitulum Andegavense, tocius facti predicti veritatem attendentes, predictis omnibus et singulis nostrum prebemus assensum pariter et consensum, promittentes quod nos contra premissa vel aliquod premissorum racione decepcionis, lesionis, restitucionis in integrum seu alia quacumque racione, quam pro expressis volumus hic haberi, in posterum non veniemus nec[1] assensum prestabimus, quod aliquid in contrarium attemptetur, supplicetur vel eciam impetretur. In cujus rei testimonium, nos, predictus episcopus, Hemericus, decanus et capitulum Andegavense, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda, supplicantes nos, episcopus, decanus et capitulum

[1] Le manuscrit porte *ne*.

humiliter reverendo in Christo patri ac domino archiepiscopo Turonensi, quod ipse presenti ordinacioni et composicioni consensum suum interponat pariter et decretum, et ut premissa benigne confirmare dignetur. Et ad hoc dictum Johannem procuratorem nostrum constituimus specialem, consencientes eciam quod dictus Hemericus premissa omnia et singula, prout sunt superius ordinata, possit per sedem apostolicam seu dominum legatum in Francia facere confirmari, promittentes eciam nos eidem Hemerico bona fide patentes nostras litteras supplicacionis ad dominum papam et ad dominum legatum super confirmacione predicta impetranda concessuros. Et ad majorem rei confirmacionem, presentibus litteris sigilla discretorum virorum Normanni, Gaufridi Transligerensis et Roberti Transmeduanensis archidiaconorum in ecclesia Andegavensi, apponi fecimus, in testimonium premissorum. — Datum die Martis ante festum beate Marie Magdalene anno Domini M°CC° nonagesimo primo.

Littera Roberti de Calido Furno super manerium (sic) *de Esventart.*

6 nov. 1291. Universis presentes litteras inspecturis et audituris Gaufridus Transligerensis, Robertus, Transmeduanensis archidiaconi in ecclesia Andegavensi, et Bernardus de Balneo Regio, gerens vices venerabilis viri Normanni archidiaconi Andegavis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum recolende memorie dominus Nicolaus, quondam Andegavensis episcopus, contemplatione episcopatus Andegavensis, quoddam manerium construxisset, quod vulgaliter Esventart[1] nuncupatur, quod manerium cum terris, vineis, nemoribus eidem manerio adjacentibus, maxime que sunt in cinctura et intra clausuram fossatorum dicti manerii, in feodo quod Robertus de Calido Furno tenet a nobili viro Mauricio, domino de Bosonio[2], pro parte situatur, dictus Robertus, in nostra presentia constitutus, considerans et attendens prefatum Nicolaum de bonis episcopatus et contemplatione ejusdem episcopatus dictum manerium[3] construxisse, ac predictorum manerii, vinearum, terrarum,

[1] Voyez la note, p. 204. — [2] Beuson, château et ferme, commune d'Écouflant, près Angers. — [3] Le manuscrit porte *manererium.*

nemorum adjacencium eidem manerio ab inclite recordacionis domino Karolo, quondam Sicilie rege, duce Apulie, principe Capue, alme Urbis senatore, Andegavie provincie ac Folchacorum (*sic*) comite ac Romani imperii per sanctam Romanam ecclesiam in Tuscia vicario generali, jam pridem amortizacionem impetrasse, considerans eciam idem Robertus se et suos a prefato Nicolao et Andegavensi ecclesia multa beneficia, curialitates quamplurimas habuisse, temporibus retroactis, et eciam recepisse ob reverenciam Dei beatorumque Mauricii, Maurilii et Renati ac contemplacione Andegavensis ecclesie, reverendo in Christo patri G., divina providencia Andegavensi episcopo, suisque in dicto episcopatu successoribus dictum manerium, una cum predictis vineis, terris, nemoribus eidem manerio adjacentibus, que sunt in cinctura seu clausura fossatorum dicti manerii sita, in suo dominio seu feodo, quamtum in se erat et esse poterat, amortizavit et eciam amortizat, salvo jure superiorum dominorum, quibus per premissa non intendit aliquod prejudicium generare. Dedit insuper idem Robertus et nomine donacionis concessit, dimisit penitus et quitavit et adhuc dat, dimittit penitus et quitat dicto reverendo patri Andegavensi episcopo suisque in dicto episcopatu in Andegavensi ecclesia successoribus quicquid in dicto manerio et predictis terris, vineis, nemoribus adjacentibus eidem, intra tamen cincturam seu clausuram dicti manerii fossatorum, habebat et habere poterat ex quacumque causa seu racione, habendum, tenendum et perpetuo possidendum a dicto reverendo patre suisque successoribus in episcopatu antedicto, salvis tantummodo sibi et retentis in premissis suo feodo et duobus solidis annui redditus, quos consuevit habere et percipere annuatim semel in anno, in crastino nativitatis beate Marie virginis, a religiosis viris abbate et conventu monasterii de Ponte Otrandi[1], ordinis Cisterciensis, transferens idem Robertus in dictum reverendum patrem suosque in dicto episcopatu successores quicquid in dicto manerio predictis terris, vineis, nemoribus adjacentibus dicto manerio, intra tamen cincturam seu clausuram fossatorum dicti mane-

[1] Pontron, commune du Louroux-Béconnais, arrondissement d'Angers.

rii, juris, proprietatis, dominii, districtus, juridictionis habebat et habere poterat, per presentis instrumenti tradicionem, cedens idem Robertus eidem reverendo patri suisque successoribus in eodem episcopatu omnes actiones et omnia jura [etc.][1]. Et ad servandum ipsos indempnes ab omnibus et contra omnes, et specialiter ad defendendum et garantizandum premissa erga Guillermum Le Vigoreus et erga quoscumque alios heredes prefati Nicolai, obligavit dictus Robertus se et heredes suos specialiter et expresse [etc.]. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigilla nostra, quibus utimur, ad peticionem et supplicacionem ejusdem Roberti, una cum sigillo dicti Roberti, duximus apponenda, in testimonium veritatis. — Datum die Martis post festum Omnium Sanctorum, anno Domini M°CC° nonagesimo primo.

Sequitur alia littera.

6 nov. 1291. Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Gaufridus Transligerensis, Robertus Transmeduanensis archidiaconi in ecclesia Andegavensi, ac Bernardus de Balneo Regio, gerens vices venerabilis viri Normanni, archidiaconi Andeg[avensis], salutem in Domino.

Noveritis quod, in nostra presencia personaliter constitutus, supponens se nostris et nostrum cuilibet juridictionibus, quoad ea que in presentibus litteris continentur, Robertus de Calido Furno confessus fuit se habuisse et recepisse a reverendo in Christo patre G., divina providencia Andegavensi episcopo, centum quinquaginta libras monete currentis, pro amortacione manerii quod vulgaliter nuncupatur Esventart, et vinearum, terrarum, nemorum adjacencium dicto manerio, que sunt in cinctura seu clausura fossatorum dicti manerii, in feodo quod idem Robertus tenet a nobili viro Mauricio[2], domino de Bosonio, et in recompensacionem donacionis, cessionis, quitacionis et dimissionis facte ab eodem Roberto predicto reverendo patri suisque in dicto episcopatu successoribus de predictis manerio, vineis, terris, nemoribus adjacentibus predicto manerio, que sunt tamen in cinctura seu

[1] Nous supprimons les formules. — [2] Maurice Leboine.

clausura fossatorum dicti manerii, et de juribus quibuscumque pertinentibus ad eumdem, seu que ad ipsum possent pertinere in premissis; de quibus centum quinquaginta libris monete currentis se tenuit idem Robertus coram nobis penitus pro pagato. Quas amortacionem, cessionem et donacionem, quitacionem et dimissionem idem Robertus dicto reverendo patri suisque in episcopatu predicto successoribus fecit et adhuc facit coram nobis, prout in quibusdam aliis litteris sigillatis sigillis nostris una cum sigillo dicti Roberti continetur [etc.]. In cujus rei testimonium, sigilla nostra una cum sigillo Roberti presentibus litteris duximus apponenda. — Datum die Martis post festum Omnium Sanctorum anno Domini M°CC° nonagesimo primo.

De molendinis de Rocha Fulconis.

Anno Domini M°CC° nonagesimo secundo, die Mercurii ante Penthecosten Domini, apud Villam Episcopi convenientes cum domino Girardo de Socelle[1], milite, tractavimus cum dicto milite super molendinis, que de novo, ut dicebamus, construxerat juxta seu prope portum de Ruppe Fulconis[2], in prejudicium ecclesie Andegavensis, removendis et destruendis totaliter, cum calceiis eorumdem, ita quod cursum aque nullatenus impedirent, cum essemus dampnificati multiplicitér, dictorum molendinorum occasione, in molendinis, portu, et pratis nostris de Villa Episcopi, et homines nostri et vicini. Et super hiis composuimus cum eodem milite in hunc modum, quod idem miles promisit nobis et tenetur dicta molendina penitus destruere propriis sumptibus et expensis, ita quod in perpetuum non licebit ei vel ejus heredibus ibidem vel circa molendina reedificare, et, si de facto reedificata fuerint per se vel per ejus heredes, illa sic reedificata iterum demolire et destruere propriis sumptibus tenebuntur. Item promisit et tenetur idem miles dictas calceias dictorum molendinorum destruere vel saltem in statu tali reponere et tenere in perpetuum, quod liberum aque cursum nullatenus impediant et quod nos et successores nostros et homines nostros

21 mai 1292.

[1] Soucelles, canton de Briolay, arrondissement d'Angers.

[2] La Roche-Foulques, village, commune de Soucelles, sur la rivière du Loir.

et vicinos in molendinis, portu, pratis et rebus aliis quibuscumque, occasione aque retente et cursus ipsius aque impediti, in aliquo non dampnificent; et super hiis idem miles promisit nobis dare litteras sigillo cujuscumque judicis voluerimus sigillatas. Pro bono autem hujus pacis, eidem militi dedimus, mera liberalitate, et dari fecimus hominibus nostris, quorum intererat, viginti libras monete currentis. Presenti composicioni interfuerunt in ecclesia de Villa Episcopi Gaufridus, archidiaconus Transligerensis in ecclesia Andegavensi, magister Matheus Piquot, decanus Credonensis et canonicus Andegavensis, Gaufridus de Cleers, Philippus de Chivre, Johannes Trenchant, dictus Girardus, milites, Gaufridus, archipresbiter de Ludio, Philippus, rector ecclesie de Villa Episcopi, Johannes Major, rector de Baune, Petrus de Valleiis, rector de Argenton, et Johannes Guillet, rector de Cepia, presbiteri, et plures alii. Dudum vero postea, mense Augusti anni predicti, virtute et racione composicionis predicte, maxime cum molendina nostra de Villa Episcopi de novo de lapidibus, calce et sabulo faceremus et edificaremus, et in eis magni lapides pro fondamentis et viis seu cheminis ipsorum molendinorum in fondo aque essent reponendi et assisiandi, impediente aqua et ejus magnitudine, occasione dictarum calceiarum ipsius militis, regurgitante et redundante, quominus premissa commode fieri possent, fecimus dictas calceias in sex locis vel amplius frangi et in eis magna foramina fieri, dicto milite hoc sciente et sufferente et parente composicioni memorate, ut sic aqua liberum transitum habere valeret et sine retinaculo cursu solito laberetur.

Littera Mauricii Le Boyne, domini de Beuson, super manerio de Esventart.

19 nov. 1292. Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Gaufridus Transligerensis, Robertus Transmeduanensis in ecclesia Andegavensi archidiaconi, ac magister Giraudus, officialis seu gerens vices venerabilis viri Normanni, archidiaconi Andegavensis, et Mauricius, archipresbiter Andegavis, eternam in Domino salutem.

Noveritis quod, in nostra et nostrum cujuslibet presencia constitutus Mauricius dictus Le Boyne, dominus de Beuson, scienter et prudenter

juridicioni nostr[i] Gaufridi ac nostr[i] Roberti, archidiaconorum predictorum in ecclesia Andegavensi, se supponens, quoad ea que inferius continentur, non vi, non dolo nec metu ad hoc inductus, sed sua mera liberalitate et spontanea voluntate, ac contemplacione episcopatus Andegavensis, dedit penitus et dimisit reverendo in Christo patri G., Dei gratia episcopo Andegavensi, quatuor solidos monete currentis annui et perpetui redditus, quos consueverat percipere et habere semel in anno, in qualibet nativitate beate Marie Virginis, a religiosis viris abbate et conventu Omnium Sanctorum Andegavis, super quodam buronno seu quadam domuncula, sita retro manerium d'Esventart, extra clausuram murorum dicti manerii, intra tamen clausuram magnorum fossatorum ipsius manerii, ex parte Meduane[1], et super uno arpento terre vel circa eidem domuncule adjacenti, in qua terra pro parte de novo est viridarium complantatum, et omnes alios census, redevancias et redditus, quos habere consueverat et habebat aut habere poterat, in rebus et super rebus quibuscumque intra clausuram dictorum magnorum fossatorum et cincturam situatis, nec non trans dominia et quicquid juris, possessionis, proprietatis, dominii, feodi, retrofeodi, districtus, juridicionis alte et basse et eciam justicie, census, supercensus, redevancie cujuscumque, servitutis seu alterius cujuscumque juris corporalis et incorporalis habebat et habere poterat, quacumque ex causa, in dicto manerio d'Esventart, pertinenciis et adjacenciis ejusdem manerii, tam domibus, vineis, terris, ortis, nemoribus, virgultis et virgulto, ante portallum ipsius manerii situato, et nemore eidem virgulto contiguo et propinquo, usque ad nemora[2] religiosorum virorum abbatis et conventus Sancti Sergii protenso et extenso, quam aliis quibuscumque rebus, intra clausuram seu cincturam dictorum magnorum fossatorum, dudum factam per recolende memorie Nicolaum, episcopum Andegavensem, situatis, maxime prout eadem clausura per quasdam metas seu terminos, circumcirca dictam clausuram ex magnis lapidibus

[1] La rivière de la Mayenne, autrement dite de la Maine, qui passe à 1 kilomètre d'Éventard, vers le nord.

[2] Le bois qui a laissé son nom à la terre du Bois-L'abbé, domaine de Saint-Serge d'Angers, à 600 mètres au sud-est d'Éventard.

confixos, distinguitur. Dedit eciam idem Mauricius, cessit penitus et dimisit eidem reverendo patri G., contemplacione episcopatus Andegavensis, quicquid juridicionis, justicie alte et basse et districtus habebat et habere poterat in chemino seu via protenso a portallo dicti manerii, extra clausuram magnorum fossatorum, usque ad trivium, per quod itur ex una parte dicti trivii per juxta dictam clausuram ad manerium religiosorum virorum abbatis et conventus[1] de Oratorio, quod vocatur vulgariter Plancha[2], et ex alia parte ipsius trivii ad civitatem Andegavensem declinatur; que quidem via a dicto portallo, ut est dictum, protensa usque ad dictum trivium, infra dictas metas seu terminos contenta, dictam clausuram magnorum fossatorum ex illa parte tangit usque ad trivium memoratum; transferens ex nunc in dictum reverendum patrem, nomine dicti episcopatus, per presentis instrumenti tradicionem, possessionem, proprietatem, dominium et quicquid penitus habebat [etc.] In cujus rei testimonium, sigilla nostra nos, prefati archidiaconi, et nos, archipresbiter predictus, et nos, predictus Giraudus, sigillum archidiaconi predicti una cum sigillo dicti Mauricii, domini de Beuson, ad peticionem et supplicacionem ejusdem, presentibus litteris duximus apponenda. — Datum die Mercurii ante festum beati Clementis, anno Domini M°CC° nonagesimo secundo.

Sequitur alia littera plenissimum jus continens.

19 nov. 1292. Universis presentes litteras inspecturis et audituris, magister Giraudus, gerens vices venerabilis viri Normanni, Andegavis archidiaconi, Gaufridus Transligerensis et Robertus Transmeduanensis archidiaconi in ecclesia Andegavensi, ac Mauricius, archipresbiter Andegavis, salutem in Domino.

Noveritis quod in nostra et nostrum cujuslibet presencia constitutus Robertus de Calido Furno, prepositus Sancti Albini Andegavensis, sciens

[1] L'abbaye du Louroux, de l'ordre de Cîteaux, aujourd'hui château, commune de Vernantes, canton de Longué, arrondissement de Baugé.

[2] La Planche, ferme, commune de Saint-Silvin, à 500 mètres au nord-est d'Éventard, au passage du ruisseau dit *du Pont-aux-Filles* ou *d'Écharbot*.

prudensque se non esse de juridicione nostrum dictorum Gaufridi et Roberti archidiaconorum et se supponentem juridicioni nostre et cujuslibet nostrum sponte subiciens, ad ea que in presentibus litteris continentur, non vi, non metu nec dolo ad hoc inductus, sed mera liberalitate et spontanea voluntate ac contemplacione episcopatus Andegavensis, dedit et nomine donacionis concessit penitus et dimisit reverendo in Christo patri domino G., divina providencia episcopo Andegavensi, quicquid juris, possessionis, proprietatis, dominii et sesine, juridicionis, villicarie et districtus idem Robertus habebat et habere poterat et debebat, quibuscumque de causis, in manerio d'Esventart cum domibus, ortis, virgultis, nemoribus, haiis, terris et aliis dicti manerii pertinenciis et edificiis quibuscumque, sitis tam intra clausuram dicti manerii quam extra clausuram ejusdem, intra tamen clausuram magnorum fossatorum ipsius manerii ex parte Meduane, et in virgulto ante portallum dicti manerii situato, et nemore eidem virgulto contiguo et propinquo, usque ad nemora religiosorum virorum abbatis et conventus Sancti Sergii Andegavis protenso et extenso, et in aliis quibuscumque rebus, intra clausuram seu cincturam dictorum magnorum fossatorum dudum factorum per recolende memorie dominum Nicolaum, quondam episcopum Andegavensem, situatis, maxime prout dicta clausura per quasdam metas seu terminos circumcirca dictam clausuram ex magnis lapidibus confixos distinguitur, nec non quicquid juris.... [*Comme dans l'acte précédent*]. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. — Datum die Mercurii ante festum beati Clementis, anno Domini M°CC° nonagesimo secundo.

De molendino de Villa Episcopi et de domino Petro de Rocha, milite.

Cum nos, Guillermus, episcopus Andegavensis, anno Domini M°CC° 1292.
nonagesimo secundo, apud Villam Episcopi molendina nostra ibidem existencia reparassemus, immo de novo reedificaremus, fondamenta in duobus ex eis molendinis ad bladum ex lapidibus, calce et sabulo inibi constitui faciendo de novo, et quia magnos sumptus feceramus in istis,

petebamus a domino Petro de Rocha[1], milite, homine nostro, certam partem in dictis molendinis habente, utpote cum sit multor feudalis seu *feié* dictorum molendinorum, quod pro rata sue partis in dictis sumptibus poneret et nobis refonderet, alioquin, secundum aliarum aquarum consuetudinem, emolumentum dictorum molendinorum in solidum caperemus, quousque nobis satisfaceret in premissis pro rata contingente ipsum in dictis molendinis, emolumento sue partis in atte-nuacionem debiti sui, racione dictorum sumptuum, nullatenus computato, idem miles respondit, quod alia erat sua condicio in molendinis predictis et aliorum in aliis aquis partem in molendinis habencium, quam obtinuerat et explectaverat ab antiquo, videlicet talis, quod nos et episcopi Andegavenses, qui pro tempore fuerint, tenemur omnes sumptus et misias facere in dictis molendinis, quando opus erit et oportunum fuerit; ipse autem nichil de propria bursa apponere tenetur; verumptamen, opere consummato et de sumptibus et misiis fideliter computato, emolumentum partis sue molendinorum predictum habemus et episcopi Andegavensis percipere in solidum, in attenuacionem et diminucionem sue partis dictorum sumptuum, pro dicta rata contingente eumdem in dictis sumptibus, quousque nobis super dicta rata fuerit plenarie satisfactum, dicto emolumento in attenuacionem et satisfactionem dicti debiti computato, ut est dictum, quamvis de consuetudine in aliis aquis aliud observetur; unde supplicavit nobis idem miles, quod placeret nobis super hiis nos plenius informare. Nos vero, audita et recepta supplicacione ipsius, super hiis fuimus per fide dignos et sumus informati ad plenum, maxime per dominum Garinum Le Raalle, canonicum Andegavensem, quondam senescallum predecessoris nostri, quod ea, que nobis respondit idem miles, eidem et antecessoribus suis competunt in molendinis predictis, secundum modum superius annotatum, ab eodem milite nobis relatum et responsum, ut est dictum, et eciam predecessor noster super hiis plene fuerat informatus, prout nobis per dictum Garinum et alias sufficienter constitit atque

[1] La Roche-Foulques, voyez ci-dessus, p. 295.

constat. Idcirco a molestacione ipsius militis destitimus, et emolumentum sue partis in dictis molendinis capere cepimus et capiemus, in attenuacionem et satisfactionem sue partis sumptuum predictorum, quousque nobis fuerit plenarie satisfactum, ipso milite maxime suum in hoc prebente consensum.

Littera quedam abbatis Omnium Sanctorum super buronno et virgulto noviter plantato, eidem adjacenti.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, et Michael, eadem gracia monasterii Omnium Sanctorum Andegavis abbas humilis, ejusdemque loci conventus, salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod, cum abbas et conventus predicti acquisivissemus per fratrem Stephanum de Villa Episcopi, nunc concanonicum nostrum prioremque de Bello Forti[1], certas res immobiles, in parrochia de Villa Episcopi sitas, in feodo dicti reverendi in Christo patris domini G., divina providencia Andegavis episcopi, et Andegavensis episcopatus, videlicet unum herbergamentum cum tribus quarteriis vinearum, quod vulgaliter nuncupatur herbergamentum de la Jollaynière[2], cum suis pertinenciis et juribus, a Johanna, relicta defuncti Jollani Guitier, item unum quarterium et dimidium vinearum, situm in clauso de Ourle[3], a Gregorio Jollani, nunc defuncto, et ejus uxore, item unum quarterium et dimidium vinearum, situm in predicto clauso de Ourle a Symone Thorin et ejus uxore, item duo quarteria terre arabilis, sita in clauso, qui vocatur Courtin[4], a Stephano Thorin et ejus uxore, item medietatem cujusdam domus, site in burgo de Villa Episcopi, a sorore defuncti Mathei Bechet, pro quibus omnibus premissis debebantur dicto reverendo patri, nomine et racione episcopatus Andegavensis, et consueverant reddi undecim solidi, unus denarius et unus obolus monete currentis annue redevancie seu census, in

Janvier 129[illegible].

[1] Beaufort-en-Vallée, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Baugé.

[2] Aujourd'hui la Joulainerie, ferme, commune de Villévêque.

[3] Aujourd'hui Oulle, hameau et lande, commune de Villévêque.

[4] *Le lieu de Cortin, en Crotin,* 1500 (arch. de Maine-et-L. 6190), auj. les Conilleaux, f.

quolibet festo beati Mauricii, et dictus reverendus pater peteret a nobis, quod, si res predictas habere amortizatas et tenere vellemus in perpetuum, ipsum et episcopatum predictum super premissis perpetuo servaremus indempnes, et interesse pro futuris temporibus resarciremus eidem, habita debita consideracione multifariorum emolumentorum, vendarum et exituum, retrocensuum aliarumque obvencionum et casuum, que possent in dictis rebus contingere et obvenire in futurum et ad magnum ipsius episcopi et episcopatus Andegavensis commodum cedere, si laicaliter seu in manu layca tenerentur, et que premissa emolumenta, si ab ecclesia vel personis ecclesiasticis teneantur res predicte amortizate, non est dubium ipsi episcopo et episcopatui in posterum deperire, volentes itaque super premissis eidem reverendo patri et episcopatui Andegavensi providere circa res ante dictas et in premissis eorum indempnitatem servare, considerantes et attendentes, quod idem reverendus pater, racione episcopatus Andegavensis predicti, nobis singulis annis tenebatur in viginti quinque solidis annue redevancie seu census, super quodam buronno seu parva domuncula, sita retro manerium de Esventart, extra clausuram murorum dicti manerii, in qua domuncula consueverunt poni dolia vino evacuata, et super quodam virgulto, de novo edificato et complantato, eidem domuncule contiguo et adjacenti, continente unum quarterium terre vel circa, super quibus Mauricio, domino de Beuson, quatuor solidos et dimidium annui redditus debebamus in recompensacionem indempnitatis predicte, et ut res predictas teneamus et habeamus in perpetuum amortizatas adeo quod non possimus compelli aliquo tempore eas ponere extra manum vel inquietari, racione indempnitatis cujuscumque, ad duodecim denarios annui redditus seu census eidem reverendo patri, racione episcopatus Andegavensis, singulis annis a nobis reddendos pro omni redevancia et redditu, nos abbas et conventus predicti dimittimus, quitamus et concedimus eidem reverendo patri et episcopatui Andegavensi dictos viginti quinque solidos redditus predicti in perpetuum, ita quod idem reverendus pater vel successores ipsius in perpetuum ad dictum redditum viginti quinque solidorum, nobis vel successoribus nostris persol-

vendum, nullatenus teneantur. Volumus tamen, quod dictus reverendus pater teneatur nos et successores nostros liberare, acquitare et indempnes servare erga dictum dominum de Beuson, super dictis quatuor solidis et dimidio; quicquid juris, accionis et juridicionis, racione dictorum viginti quinque solidorum redditus, habebamus et habere poteramus, in eumdem reverendum patrem et episcopatum Andegavensem transfundendo et transferendo, tradicione presencium litterarum, secundum formam et modum superius annota[ta]. Nos vero predictus G., Andegavensis episcopus, cum consensu et voluntate virorum venerabilium et discretorum decani et capituli Andegavensis, indempnitatem nostram et episcopatus Andegavensis fore servatam, exoneracionem eciam ipsius episcopatus et utilitatem attendentes, dictas res in dicto feodo nostro acquisitas eisdem abbati et conventui amortizamus, ita quod dictas res teneant et possideant in perpetuum pacifice et quiete amortizatas, et quod nos vel successores nostri non possimus ipsos vel successores eorum compellere dictas res ponere extra manum vel alias inquietare, racione indempnitatis episcopatus Andegavensis aut alias quoquo modo, salvis tamen nobis et successoribus nostris duobus denariis annui et perpetui redditus seu census reddendis pro rebus predictis, pro omni redevancia et redditu, in festo beati Mauricii. Decem autem solidos unum denarium et unum obolum de dictis undecim solidis uno denario et uno obolo, ab olim super dictis rebus episcopatui Andegavensi debitis, ut est dictum, quitamus et remittimus eisdem in perpetuum et eosdem ab illis penitus liberamus; ita quod ad duodecim denarios predictos redditus solummodo in perpetuum teneantur nobis et successoribus nostris, racione rerum predictarum. Promittimus eciam et tenemur dictos abbatem et conventum acquitare, deliberare et indempnes servare erga dictum dominum de Beuson super dictis quatuor solidis et dimidio annui redditus in futurum. Nos autem, episcopus predictus, abbas et conventus memorati, obligamus nos ad invicem ad omnia premissa et singula tenenda, observanda et adimplenda, et ad non veniendum in contrarium aliqua racione, et in ecclesiis nostris successores. — In cujus rei testimonium, nos G., Andegavensis episcopus,

abbas et conventus predicti, sigilla nostra, una cum sigillo dictorum venerabilium virorum decani et capituli Andegavensis, presentibus litteris duximus apponenda. — Datum mense Januarii anno Domini M°CC° nonagesimo secundo.

De venacione et fuga ferarum nemoris de Boucheto.

7-13 août 1292. 13 juin 1293. Anno quo supra, die Jovis post invencionem beati Stephani, ad castrum Andegavense accedentes, super certis negociis nostris et ecclesie Andegavensis, cum magistro Laurencio Vicini, capicerio Carnotensi, et domino Johanne de Deuisi[1], milite, consiliariis domini Karoli comitis Andegavensis, tractaturi, intuentes Stephanum, segrearium dicti comitis, qui nuper nobis denunciaverat, quod, si nos in bosco nostro de Boucheto[2] juxta Villam Episcopi venaremur, ibidem venantes caperet, inter cetera diximus eidem, in presencia dictorum consiliariorum, quod nos in dicto bosco nostro venaremur, quando videremus expedire, esto quod comes presens esset, cum in dicto boscho dictus comes nichil juris habeat, ut pote cum de regalibus illustrissimi regis Francie existat et ad ipsa regalia spectare inter cetera dignoscatur. Qui quidem consiliarii nobis responderunt quod, si crederemus nobis jus competere in premissis, audacter venaremur in bosco prelibato, presentibus ad hoc Guillermo, thesaurario Andegavensi, David ballivo, Raginaldo, abbate Sancti Florentii[3], domino Guillermo de Marcilliaco, Gaufrido et Roberto, archidiaconis in ecclesia Andegavensi, subballiv[is] Andegavens[ibus], Guillermo, archipresbitero Burguliensi, Gaufrido, archipresbitero de Ludio, Johanne, rectore de Baune, Johanne, rectore de Cepia, domino Stephano, segreario, Godefredo, Johanne de Coceio[4], all[ocato] comitis, et pluribus aliis.

13 août 1292. Parum autem postea, videlicet die Mercurii ante festum Assump-

[1] Probablement Dieusie, ancien château fort, commune de Rochefort, dont les ruines forment un des sites les plus pittoresques de la Loire angevine.

[2] Aujourd'hui les Bouchets, village, c^ne de Villévêque. Il ne reste pas trace du bois.

[3] Renaud de Saint-Rémy ou de Beaulieu, abbé de Saint-Florent près Saumur.

[4] Un des premiers ancêtres connus des Cossé-Brissac.

tionis beate Marie Virginis, aliqui de nostris, de mandato nostro ad dictum boscum accedentes cum canibus, retibus, arcubus et sagittis et aliis pro venacione necessariis, in eo palam et publice et magnis clamoribus venati fuerunt, et duas cervas reperierunt, que, ruptis quibusdam reptibus, evaserunt. Dicte venacioni interfuerunt Petrus de Rocha, miles, Petrus de Valleiis, presbiter, Forrerius de Villa Episcopi, Raginaldus de Charnace, clerici, Johannes de Plessa. Eodem autem anno dudum postea, parum ante Natale Domini, dum aliqui de nostris palam et publice in dicto bosco cum canibus, cornubus et retibus venarentur, ibidem Stephanus, segrearius domini comitis, veniens, dictos venatores alloquens, quesivit ex parte cujus venabantur ibidem. Qui responderunt quod ex parte domini nemoris, videlicet episcopi Andegavensis. Qui quidem Stephanus dixit ad illa verba : « Et ego capio vos ex parte domini « comitis. » — Et tunc quidam de dictis venatoribus, ad illum Stephanum verba dirigens, quesivit ab eo : « Domine, si inveniretis nos capientes « vos vel alios servientes comitis in terra ipsius comitis vel aliter ser- « gentantes, quid nobis faceretis ? » — Et respondit : « Certe ego cape- « rem vos. » — Et tunc alter : « Nos igitur pari racione capimus vos, quia « nos capitis et capere vultis ac sergentatis in terra domini episcopi « Andegavensis, in qua feudum nec retrofeudum habet comes. » Et tunc precepit eidem Stephano, quod redderet se in prisione domini episcopi Andegavensis apud Villam Episcopi; quod fecit idem Stephanus. Et fuit ibidem in castro per unum diem et unam noctem, et postea, ad mandatum domini episcopi, exivit et liberatus fuit. Ad hoc presentes fuerunt Matheus de Lubleio, presbiter, Raginaldus de Charnace, clericus, Petrus Forrarius, Stephanus de La Roussiere, Matheus Le Vigrous et Radulfus Badier et quam plures alii.

Sequenti vero anno, videlicet anno Domini M°CC° nonagesimo tercio, 13 juin 1293.
die Sabbati post festum beati Barnabe apostoli, aliqui de nostris cum quibusdam aliis sibi associatis, ad dictum boscum de Boucheto, venandi causa, circa primam diei horam, palam et publice cum canibus, cornubus, arcubus et retibus accedentes, dimissis abire et querere feras in dicto bosco canibus venaticiis, magnis clamoribus vocum et cornuum

pro dictis canibus excitandis et ad melius querendum provocandis dictum boscum querentes et investigantes, protensis undique retibus, feram aliquam non invenerunt ibidem, et inde recedentes, ad boscum alium, qui dicitur Laudinaye[1], pervenerunt, ut ibidem feras quererent. ibidemque retia sua pro feris capiendis tetenderunt et, dimissis abire canibus venaticiis in dicto bosco, dicti canes, dictum boscum querentes, unum magnum cervum et pinguem, signatum de XIIII[2], de dicto bosco levari fecerunt. Quem cervum dicti venatores insequentes cum dictis canibus et magnis clamoribus vocum et cornuum, eumdem cervum usque ad dicta retia perduxerunt, et eum captum et retentum ibidem in uno rete mactaverunt et apud Villam Episcopi, in manerio nostro, in quadam quadriga, palam et aperte, per villam predictam, circa horam diei terciam, audientibus et videntibus qui audire et videre volebant. libere et absque contradicione et reclamacione cujusquam, asportaverunt eumdem, habentem serta de rosis circa cornua, quia tempus rosarum erat. Quem cervum Girardus de Soucelle[3] et Petrus de Rocha, milites, et quidam alii in predicto manerio defformaverunt seu *deffirent*. nobis Guillermo, Andegavensi episcopo, Guillermo, thesaurario Andegavensi, et pluribus aliis presentibus et videntibus. Predicte autem venacioni interfuerunt[4].....

Littera domini de Grassa super rebus de La Beloynière[5].

24 oct. 1293. Universis presentes litteras inspecturis et audituris Gaufridus, archidiaconus Transligerensis in ecclesia Andegavensi, Johannes, officialis seu vices gerens venerabilis viri Normanni, archidiaconi Andegavensis in dicta ecclesia Andegavensi, Guillermus, archipresbiter Burguliensis, Mauricius, archipresbiter Andegavis, et Gaufridus, archipresbiter de Ludio, salutem in Domino.

Noverint universi, quod, cum recolende memorie dominus Nicolaus,

[1] L'Andinaie, hameau, commune de Villévêque.

[2] Il s'agit sans doute ici d'un cerf ramé de 14 cors.

[3] Soucelles, canton de Briolay, arrondissement d'Angers.

[4] Le texte reste ainsi interrompu.

[5] Voyez ci-dessus, p. 288.

quondam Andegavensis episcopus, nomine et racione episcopatus Andegavensis, dudum, viginti annis videlicet et amplius jam elapsis, acquisiisset certas res apud La Beloynière prope Villam Episcopi, in feodo de La Grasse et retrofeodo domini Hamerici de Averio, militis, que quidem res fuerant Mathei Beloyn, nunc deffuncti, certa pecunia inde data a dicto domino Nicolao et a reverendo in Christo patre domino Guillermo, divina providentia nunc episcopo Andegavensi, jam dudum inconcusse possessas, dicteque res, sufficienter jam diu est, per dictum Hamericum, quantum in eo erat, sufficienter amortizate fuissent, nomine et racione predicti episcopatus Andegavensis, et Petrus de Grassa, nunc se primo evigilans in dictumque reverendum patrem Guillermum primo consurgens, super dictis rebus, ut dictum est, acquisitis eumdem reverendum patrem Guillermum impeteret et impetere niteretur, ut pote in suo feodo, ut dicebat, vel retrofeodo situatis, super eo videlicet quod dicere et asserere satagebat dictum reverendum patrem res predictas, nomine et racione episcopatus Andegavensis, eo invito, tenere et possidere non posse, cum in hoc esset dicti feodi vel retrofeodi sui et ipsius Petri condicio longe facta deterior, et per hoc quodam modo niteretur eumdem compellere ponere extra manum vel saltem super indempnitate sua financiam facere cum eodem, quedamque alia diceret et proponeret contra dictum reverendum patrem ob premissa sic acquisita, ut est dictum, dicto reverendo patre, nomine et racione episcopatus Andegavensis, se in contrarium opponente et dicente, quod idem Petrus ad premissa dicenda vel proponenda audiri vel admitti de cetero non debebat, maxime cum tot annorum curricula jam fluxissent, quibus inconcusse et pacifice res predictas idem reverendus pater et predecessor ejusdem, dominus Nicolaus predictus, nomine et racione episcopatus Andegavensis, hactenus tenuissent, explectassent et libere possedissent, et dictus Petrus vel alius, loco ipsius, ordinarium redditum, servicium seu censum, racione dictarum rerum debitum, durante dicto tempore, a dicto reverendo patre et predecessore predicto libere et pacifice recepisset; quod jus, si quod competebat eidem in premissis, expirasset et eciam ab illo remissum tacite videbatur; tandem con-

stitutus in jure coram nobis idem Petrus, sciens prudensque se non fore juridicionum nostrarum, supponens se juridicionibus nostris, quoad ea que in presentibus litteris continentur, de jure suo non confidens usquaque, immo deffidens (*sic*) pocius, quicquid juris, dominii, proprietatis, possessionis, feudi vel retrofeodi, juridicionis, justicie alte vel basse, et quicquid juris, feudi, retrofeodi, dominacionis in dictis rebus habebat vel habere poterat, quoquo jure vel consuetudine quacumque vel alia racione, amore et contemplacione episcopatus Andegavensis et pro remedio anime sue, si que vel quod sibi competebant in premissis vel racione premissorum, eidem reverendo patri nomine episcopatus Andegavensis, absque aliquo retinaculo condonavit, quitavit, dimisit penitus ac remisit, et fidem et homagium, si que sibi competebant racione et occasione premissorum, salvo tamen sibi et heredibus et successoribus suis ordinario redditu tresdecim solidorum et sex denariorum annui census, quem censum sibi et heredibus et successoribus suis, racione dictarum rerum, solummodo retinuit a dicto reverendo patre et successoribus ejusdem in episcopatu Andegavensi, singulis annis, semel in anno, persolvendum eisdem, hoc salvo insuper eidem Petro et heredibus et successoribus suis, quod vindicare se poterunt in rebus predictis auctoritate propria, absque reclamacione alicujus, si census predictus non fuerit sua die solutus. Dedit eciam, quitavit penitus et remisit eidem reverendo patri et successoribus illius decem et octo denarios monete currentis annui et perpetui redditus eidem Petro, ut asserebat, debitos ultra dictos tresdecim solidos et sex denarios, super grangia dicti reverendi patris, que est apud Villam Episcopi, in qua fenum reponitur, sita juxta magnam portam dicti episcopi, per quam itur ad pratum dominicum, quod tamen ex parte dicti reverendi patris negabatur. Et donavit plene et libere eidem, si quod jus competebat dicto Petro vel poterat competere in dictis decem et octo denariis redditus, adeo quod, pro omni censu et redevancia pro rebus predictis, dicto redditu tresdecim solidorum et sex denariorum est contentus et erit in perpetuum et heredes et successores ejusdem; dictusque Petrus res predictas, in quantum in se erat, eidem reverendo

patri plene amortizavit, salvo tamen jure superiorum dominorum; ita quod de cetero ipse vel heredes aut successores sui non poterunt quoquo modo dictum reverendum patrem vel successores ipsius inquietare super premissis vel compellere ponere extra manum aut aliquam financiam pro premissis facere vel altero premissorum, aut quicquid aliud prestare, salvis tamen eidem predictis censu dictorum tresdecim solidorum et sex denariorum et vindicacione seu *la venjance* retentis superius, ut dictum est, cedens eidem reverendo patri et ejus successoribus in episcopatu Andegavensi omnes actiones et omnia jura sibi competentia et competitura in premissis, salvis sibi ejus heredibus et successoribus retentis superius nominatis, transferens in ipsum et ejus successores in episcopatu antedicto proprietatem, possessionem premissorum per presentis instrumenti tradicionem. Dictus vero reverendus pater, attenta bona voluntate ipsius Petri, et pro jure quocumque, si quod habebat et eidem competebat in premissis vel racione premissorum, dedit eidem Petro decem libras et decem et septem solidos monete currentis; de quibus se tenuit idem Petrus penitus pro pagato. Et ad deffendendum et garantizandum eidem et ejus successoribus in episcopatu sepe dicto premissa, prout superius sunt expressa, secundum jus, usus et consuetudines Andegavenses approbatas, obligavit idem Petrus se et heredes et successores suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, ubicumque existencia, specialiter et expresse, renoncians..... In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigilla nostra nos archidiaconus Transligerensis et archipresbiteri predicti et ego dictus Johannes, officialis seu gerens vices venerabilis viri Normanni, archidiaconi Andegavensis, sigillum curie dicti Normanni archidiaconi, una cum sigillis dicti reverendi patris et dicti Petri, duximus apponenda. — Datum Andegavis, die Sabbati post festum beati Luce evangeliste, anno Domini M°CC° nonagesimo tercio.

De publicanis et pedagiorum exactoribus.

Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, omnibus hoc visuris, salutem in Domino sempiternam. Quante audacie quanteque te- 1293 environ.

meritatis sint publicanorum, id est exactorum pedagiorum et vetigalium, factiones, nemo est qui nesciat, quorum effrenata et sitibunda cupiditas, pacis emula, mater litium, materia jurgiorum, corrumpit jura, exterminat privilegia, inmutat consuetudines, novitates inducit. Cum igitur sedes apostolica excommunicacionem suam in omnes nova constituentes pedagia olim duxerit promulgandam, ipsam annis singulis in certis festivitatibus sollempniter innovando, et nonnulli iniquitatis filii, proprie cupiditatis vicium tolerare nitentes, non nova, ut asserebant, constituentes pedagia, antiqua ad clericos pedagia et ipsorum res, quas non racione mercature per terras vel aquam defferri faciebant, prorogabant et eciam extendebant, in elusionem memorate sentencie et prejudicium ecclesiastice libertatis; quorum fraudibus et exquisitis maliciis volens obviare, Bituricense concilium [1], jam elapsis multorum annorum curriculis, in Andegavensibus civitate et dyocesi per predecessorem nostrum hactenus sollempniter publicatum, cupiensque tam presumpte caliditatis astuciam pena debita castigare, statuit, ut, nisi infra duos menses a tempore sollempnis publicacionis dicti concilii facte in civitatibus et dyocesibus, in quibus ipsa consistunt pedagia, numerandos, ab ipsis illicitis pedagiorum exactionibus in totum desisterent, excommunicacionis sentencie ex tunc ipso facto auctoritate dicti concilii subjacerent; et nos quam plurimorum relatu acceperimus, quod nonnulli domini temporales civitatis et dyocesis Andegaven[sium] et eorum allocati, qui et publicani dicuntur, eorum pedagia, vetigalia, monogia [2] et coustumas colligentes a clericis et personis ecclesiasticis secularibus et religiosis pro rebus suis propriis, quas per illorum districtum non causa negociacionis defferunt seu defferri faciunt vel transmittunt, et insuper de rebus, quas in mercatibus et nondinis vel alibi dicte persone eccle-

[1] Le concile tenu à Bourges le 13 septembre 1276, par le cardinal légat Simon de Brion, a promulgué 16 articles pour réglementer la juridiction et les immunités ecclésiastiques sans en laisser restreindre l'étendue.

[2] Le texte porte ainsi partout, et c'est le seul exemple qu'en cite Ducange, en référant à *monagia, monetagia,* monnages, droits de vendre et d'acheter perçus sur les marchands.

siastice ad proprium usum comparant, contra juris auctoritatem et antiquam consuetudinem, pedagia, vetigalia, monagia et coustumas exigunt et extorquent in prejudicium et enervacionem ecclesiastice libertatis, sic dicti concilii sentenciam dampnabiliter incurrendo; et quod nonnulli viri ecclesiastici, timidi ut lepores, fatui ut mutones, per insipienciam et vehecordiam suam nervum ecclesiastice discipline rumpentes, premissa pocius eligunt persolvere quam contendendo suo privilegio se tueri, sic toti ordini clericali ac ecclesiastice libertati, prestando talia, derogando. Et nos, ad quos sollicitudine pastoralis officii spectat privilegia ecclesiarum nostre dyocesis et ecclesiasticam libertatem deffendere et tueri, licet, dictis personis ecclesiasticis super premissis propter suam imprudenciam et negligenciam, ut est dictum, minime conquerentibus, non possimus talia absque consciencie remorsu et scrupulo tollerare volentesque in hac parte nostram animam liberare, vobis precipiendo mandamus, quatinus ad certum diem et locum vel ceteros dies et loca, rectoribus ecclesiarum ceterisque personis ecclesiasticis archidiaconatus vestri per vos vel per alios, quibus injungendum duxeritis, convocatis, eisdem premissa in persona propria insinuare, exponere et intimare curetis, eisdem personis districte sub pena suspensionis et excommunicacionis inhibentes, ne pro rebus suis, quas non negociacionis vel mercature causa, quod eis non licet, per aquam vel terram defferri faciunt aut transmittunt, aut pro rebus quas in mercatibus et nondinis vel alibi ad proprium usum comparant, contra privilegium toti clero indultum, vetigalia, pedagia, monogia aut coustumas persolvere aut prestare presumant. Quod si sibi in res vel personas a publicanis et premissorum exactoribus, racione premissorum aliqua violencia inferatur, nobis aut officiali nostro conquerendo insinuare procurent, eisdem nichilominus personis ecclesiasticis injungentes, quatinus dictos publicanos et exactores predicta vetigalia, pedagia, monogia et coustumas a predictis personis ecclesiasticis illicite, ut predicitur, exigentes in ecclesiis suis publice excommunicatos denoncient auctoritate concilii memorati; et si quos dictam sentenciam incurrere aut incurrisse noverint, ad noticiam nostram vel officialis nostri

defferant indilate. Sane quare nonnulle de predictis personis ecclesiasticis, maxime beneficiate, fumo fornacis magne, cupiditatis et avaricie, que est omnium malorum radix et origo, ut verissime testatur Apostolus[1], oscurate, pulvere terrenorum, fimo voluptatum, stercoribus yrundinum excecate, non Deo sed Manmone, non creatori, qui est benedictus in secula, sed creature pocius servientes, Deum propter nummum, quo nichil est miserius, contempnentes, laicis predicti fomentum erroris plerumque ministrare noscuntur, dum contra juris divini et humani prohibiciones et precepta, Deum obliti, sue salutis et eciam subditorum, quibus per suum malum exemplum iniciunt laqueum, immemores, negociaciones publice exercentes, turpia lucra sectantes, et, quod dolentes referimus, plerumque contractus fenebres ineuntes, nunc per aquas, nunc per terras, nunc per mercatus et nondinas, lucris temporalibus inhiantes, obmissis divinis ministeriis, tanquam mercatores laici discurrentes, emendo villius, ut revendant carius, res sic causa negociacionis et mercimonii comparatas per aquas et terras defferunt et transmittunt, a quibus predicta vetigalia, pedagia, monagia et coustume merito exiguntur. Quare cum legem offendant, non sunt legis auctoritate tuendi; et justum est, ut qui suos excedunt terminos, a non suis terminis excedantur. Et dicit decretalis Alexandri tercii : « Dignum est, quod, qui similem cum aliis vitam suscipiunt, « similem sentiant in legibus disciplinam. » Et inde occasione sumpta, ad alios clericos, licite contrahentes et res suas in casu permisso et licito transferentes, trahitur per abusum. Quare vobis, ut supra, precipiendo mandamus, quatinus dictis personis ecclesiasticis, sub eadem pena suspencionis et excommunicacionis, districte inhibeatis, ne negociaciones, mercimonia, emendo villius et revendendo carius, et super omnia, ne contractus fenebres, quod eciam laicis est dampnabile et prohibitum utriusque pagina Testamenti, inhire de cetero aut exercere presumant. Per hec enim et similia totus ordo ecclesiasticus deturpatur, populus laicalis scandalizatur et dampnatur, dum illi qui debent esse lux mundi,

[1] *Paulus ad Timoth.* I, VI, 10.

oculi Ecclesie, speculum laicorum, duces populi Christiani, arietes gregis dominici, tenebrescentes et, ut premittitur, amore temporalium excecati, una cum grege suo, cui ducatum prestare debent, in precipicium baratri dilabuntur, eisdem certissime intimantes, quod, nisi a premissis prohibitis et illicitis destiterint, si quem super premissis convincere culpabilem poterimus, in ipsum intendimus canonicam infringere ulcionem. Absit enim a nobis, quod, talia in Dei Ecclesia tolerando, cum ipsis simus participes supplicii gehennalis. Presentis cedule decanis in vestro archidiaconatu constitutis copiam faciatis, ut per ipsos fiat aliis rectoribus et prelatis.

Nota hic quoddam factum apud Pontem Seii[1].

Cum episcopus Andegavensis pro tempore et maxime nos, Guillermus dictus Major, tunc temporis episcopus Andegavensis, nomine et racione episcopatus Andegavensis, fuissemus maxime ab antiquo et adhuc essemus, nomine quo supra, in possessione vel quasi, ita quod nullus alius, habendi et ponendi charrereiam et chalondum in fluvio Ligeris, ex parte ville Sancti Maurilii de Esma effluentis, quando pons protensus seu extensus a dicta villa Sancti Maurilii usque ad domum seu prioratum Fontis Ebraudi, ibidem prope existentem, rumpebatur, reficiebatur vel alias reddebatur inhabilis ad meandum, ad transvehendum et transportandum homines, jumenta et alias res transvectione et transportacione indigentes, et habendi et recipiendi pontonagium seu passagium et quodcumque aliud emolumentum, tunc temporis obveniens, occasione premissorum; que premissa adeo erant notoria, quod non poterant aliqua tergiversacione celari in partibus illis; et nos dictus Guillermus intellexissemus, quod David de Suis Domibus, ballivus Andegavensis; Egidius, castellanus Pontis Seii; Robertus L'Armeurier et quidam alii juxta magnum pontem predictum et antiquum quemdam pontem novum fieri faciebant super naviculas et chalondos, maxime in aqua nostra, ut dicebamus, dicto ballivo contrarium asserente et di-

1294 N. S.
20-23 mars.

[1] Voyez ci-dessus p. 265.

cente dictam aquam ad comitem Andegavie pertinere; cujus pontis novi primum caput in terra nostra, ex parte ville nostre predicte, firmabatur et fundabatur ad meandum et transportandum homines, jumenta et alias res, transitu et transportacione indigentes, quousque dictus magnus pons antiquus, qui tunc reficiebatur, reparatus esset et habilis ad meandum, in prejudicium nostrum et Andegavensis episcopatus non modicum et gravamen et enervacionem ac adnichilacionem charrerie nostre et emolumenti inde nobis proventuri, quam in dicta aqua, dicto ponte magno antiquo rupto vel alias existente inhabili ad meandum, debebamus ponere et habere et emolumentum pontonagii seu passagii tunc temporis obveniens recipere et habere, prout superius continetur, maxime cum nobis et ecclesie predicte ex hoc dampnum et prejudicium non modicum generaretur, et per hoc domino comiti nichil lucri, emolumenti, utilitatis aut commodi afferretur, et nos talia, conniventibus oculis[1], pertransire nolentes, vellemus nos opponere et jus nostrum prosequi in premissis, proborum virorum communicato consilio, nobis convenientibus et dicto ballivo ad locum 20 mars. predictum, die Veneris ante Ramos palmarum, anno Domini M°CC° nonagesimo tercio, habitis inter nos et dictum ballivum pluribus altercacionibus in premissis, presentibus viris venerabilibus magistris Johanne, scolastico Andegavensi, Gervasio Homine Dei, Andrea de Haya, legum professoribus, necnon Johanne Majore, archipresbitero Salmuriensi, fratre nostro, canonicis Andegavensibus, et eciam Gaufrido Regis, capellano nostro, archipresbitero tunc de Ludio, Mauricio, archipresbitero Andegavensi, Petro de Valleiis, canonico Sancti Petri Andegavensis, magistro Guillermo de Marcilleyo, legum professore, tunc temporis clerico domini comitis, gardiano Minorum Andegavis, Petro dicto Cuer de Rey et Laurencio de Lambale et pluribus aliis, inter nos et dictum ballivum super premissis extitit accordatum, quod dictus ballivus dictum pontem novum faceret poni in tali statu, quod homines, jumenta et alia supra dictum novum pontem pertransire non possent; ita quod charreria nostra per dictam aquam curreret, durante refectione et reparatione dicti pontis magni, et homines, tam pedites quam equites, et alias

res transveheret et pertransiret, et emolumentum inde obveniens perciperemus et haberemus. Quibus actis, die Sabbati sequenti in mane, dictus pons novus adbreviatus fuit et per allocatos domini comitis, ex parte ville nostre Sancti Maurilii superius nominate, adeo quod homines pedites vel equites, jumenta et alie res, dicta die Sabbati nec die Dominica sequenti, supra dictum novum pontem non transierunt nec pertransire potuerunt, et quod charreria nostra, dictis diebus Sabbati et Dominica, per dictam aquam cucurrit libere, et homines pedites et equites, jumenta et alie res, transvectione indigentes, in eadem transierunt, et emolumentum seu pontonagium inde obveniens percepimus et habuimus pacifice et quiete. Die vero Lune sequenti dictus ballivus, per dictum locum transitum faciens, dictum novum pontem iterum in tali statu poni fecit, quod homines, jumenta et alie res per dictum novum pontem, durante reffectione dicti magni pontis, transibant et transire poterant, ita quod charreria nostra occiosa manebat et quod pontonagio et passagio dicte charrerie fraudabamur[1]. 21 mars. 23 mars.

Super quo facto indignati, proponebamus facere dictum ballivum moneri super premissis, precipue ut dictum pontem novum, in aqua nostra sic factum, ut est dictum, destrueret aut destrui faceret, ut emolumento dicte charrerie libere gauderemus, quod presentiens dictus ballivus dictum novum pontem fecit destrui et penitus amoveri, et ex tunc, durante refectione dicti magni pontis, quando non poterat haberi aditus vel accessus per eumdem, charreria nostra libere cucurrit per dictam aquam, homines, jumenta et alias res transvehendo et transportando, et allocati nostri passagium et emolumentum inde obveniens percipiebant et habebant. Animadvertendum[2] est tamen, ne error posteris relinquatur, quod super proprietate et justicia prenominate aque, effluentis, ut est dictum, inter villam Sancti Maurilii predictam et prioratum Fontis Ebraudi, inter comitem ex una parte et nos ex altera contendebatur et altercabatur, et eciam tempore predecessoris nostri diucius fuerat altercatum, nobis et predecessore nostro asserentibus

[1] Le manuscrit porte *fraudebamur*. — [2] Le manuscrit porte *advertandum*.

proprietatem dicte aque et justiciam in eadem ad nos, racione episcopatus Andegavensis, pertinere, allocatis domini comitis contrarium asserentibus et dicentibus premissa ad comitem pertinere. Et super premissis et eciam super jure[1] charrerie ponende, ex parte nostra in dicta aqua, ponte rupto vel inhabili ad meandum, ut superius continetur, facte fuerunt informaciones et apprisie, per quas ex parte dicti comitis dicta charreria nobis extitit liberata et expedita, contencione super proprietate dicte aque et justicia adhuc tempore presentis scripti perdurante. Quamquam aliqui de consiliariis dicti comitis, visis aprisiis et informacionibus supradictis, voluerunt dicere episcopum Andegavensem nichil habere in proprietate aque aut justicia ejusdem. Cui dicto non acquievimus, ymo semper contendimus et protestantes fuimus premissa omnia ad solum episcopum pertinere, requirentes quod super hoc fieret inquisicio, positis aliquibus personis ex parte ecclesie et aliis ex parte comitis ad dictam inquisicionem faciendam, cum apprisie et informaciones, de quibus supra fit mencio, facte fuissent per solos allocatos dicti comitis, nulla persona pro ecclesia ibidem existente.

Et notandum, quod, tempore horum gestorum, dominus Karolus, frater ex utroque parente domini Philippi, illustrissimi regis Francorum, erat comes Andegavie, quorum pater extitit bone memorie Philippus, qui mortuus fuit in Arragonia[2] prosequendo negocium Ecclesie contra Petrum, quondam regem Arragonie, excommunicatum ab Ecclesia et condempnatum. Hujus Philippi pater fuit felicis et inclite recordacionis sanctissimus Ludovicus, qui mortuus fuit apud Tunicium, gerens negocium crucis et fidei Christiane contra perfidos Sarracenos; cujus sanctitatem, devocionem erga Ecclesiam et fidem orthodoxam non possemus paucis sermonibus explicare.

Scripta sunt hec anno Domini M°CC° nonagesimo quarto, ad informacionem posterorum super negocio dicte aque pontis Seii, occasione cujus episcopi Andegavenses multas contenciones, litigia et altercacio-

[1] Le manuscrit porte *jus*. — [2] Le 6 octobre 1285.

nes semper, a longevis retro temporibus, habuerunt, et pro uno denario lucri, quem de dicta aqua habuerunt, mille nummos dampni et dispendii retulerunt.

Littera Mauricii de Bella Villa, militis, super manerio d'Esventart.

Sachent touz présenz e à venir, que, comme matière de contenz fust entre révérent père Guilleaume, par la graice de Dieu évesque de Angiers, de une partie, e noble home Morice, seignor de Belle Vile et seignor de Candé[1], par réson de son fiz de sa première fame, chevalier, de l'autre partie, sus ce que le dit chevalier, en non de luy e dou dit effant, dyseit e proposeit contre le dit évesque, que le herbergement de Esventart, lequel le dit évesque porsiet, et les appartenances dou dit herbergement, contenues dedenz la cloeyson des granz fossez dou dit herbergement, e toutes les autres choses, qui appartiennent audit évesque à domaine, e toutes les autres, dom il est ensésiné par réson doudit herbergement, estayent en lors fiez ou en lors rérefiez, les quèles chouses Morice de Beuson, vallet, o plusors autres chouses, soleit tenir dou dit chevalier, por laquèle chouse il diseyt, en non de luy e dou dit effant, que il vouleyt que ledit évesque meist hors de sa main les chouses desus dites. E diseyt et proposeyt ledit chevalier, ès nons desus diz, contre ledit évesque, que tout seyt ce que le dit Morice de Beuson eust donné e otraié, quité, vendu e délessié audit évesque, tout le dreit que il aveit ès chouses desus dites, le fié, la seignorie, la soverayneté e tout autre chouse, sans rienz i retenir, ledit chevalier, ès nons desus diz, en poayt aveir le retraict, si il li pléseit, e tout ne le vousist il retraire, les treis granz meffez e les treis grans cas, e sa quenoyssance d'iceux apartenaient audit chevalier e audit effant ou à aucun de eux ès chouses devant dites, e que ledit Morice ne les i aveit pas ne ne les pot otraier ne délessier audit évesque. E diseyt que le ressort et la soveraineté lor apparteneit en toutes les chouses que le dit Morice de Beuson aveit otrayées, quitées e délessées au dit évesque ès chouses desus dites, 22 mai 1294.

[1] Candé, chef-lieu de canton, arrondissement de Segré.

le dit évesque aff[er]mant le contrayre en plusors choses, disent et proposent, que le dit chevalier, ès nons desus diz, ne le poayt pas porforcier ne ne deveit à mètre hors de sa main, comme les dites chouses fussent et sayent soffisamment amorties dou soverain au dit chevalier e au dit effant ès dites chouses, c'est à saveir de Challes, jadis [conte[1]] de Angeou e rey de Sezille, frère de très saint prince Loys, jadis rey de France, e disant que il n'avaient ne ne poaient avoir point de retraict en nulle des chouses devant dites, comme il eust tenu e porsis les dites chouses o soffisant titre par an e par jour e plus, e que les treis granz cas e les treis granz meffez e la connoysance d'iceux e tout autre destreit, juridicion e justice haute e basse appartenaient au dit évesque ès dites choses par l'otray e par le délessement dou dit Morice de Beuson, les quieux il li aveit fez sanz riens i retenir, e lesquieux granz cas e les grans meffez e la cognicion d'iceux e toute la justice haute e basse appartenayent au dit Morice, e les aveit plusors feiz espleitiez, avant que il les eut otrayez et délessiez au dit évesque. En après en pès toutes ces chouses establi en nostre cort à Angiers ledit chevalier, en non de luy e dou dit effant, se somettant luy e touz ses biens, où que il saient, à nostre juridicion quant à toutes les chouses contenues en cestes lestres, recognoissant le descort ès chouses desus dites aveir esté entre ledit évesque e luy, ès nons devant diz, si comme il est dit desus, recognut par devant nous, que il, por bien de pez, par le conseil de prodes homes, por luy e por le dit effant e pour chascun de eux, aveit donné e otrayé, quité e délessié dou tout en tout e donnayt e otrayet, quiteit e délesseyt enquores audit évesque e à ses successors e à qui auront cause de luy, à touz jorz mès, tout quanque il avayent et poent aveir, e checun de eus, ès chouses devant dites, sanz riens i retenir, fié ne rèrefié, justice haute et basse, ne les trays granz meffez ne la cognicion ne l'exéqucion d'iceux, ne resort ne soverainneté, ne autre chouse, quèle que elle seit, por quatre vinz livres de monaye corant, les quèles le dit évesque li aveit données por toutes cestes chouses, e desquèles le

[1] Ce mot manque.

dit chevalier se tient et tint, ès nons desus diz, por bien payé, renonciant quant à ce à excepcion de peccune non pas paiée, non pas nombrée. E fist cession ledit chevalier, ou non de luy e dou dit effant e de chacun d'eux, au dit évesque de tout le dreit, de toutes les actions de fié, de rèrefié, de haute justice et de basse, de resort, des trays granz meffez e de la cognicion e de l'exéqucion de iceux, de toute soveraineté e de toutes autres chouses, que il avaient et poent aveir, e chacun de eux, ès chouses desus dites e par réson de icèles, sanz riens i retenir, en transportant ou dit évesque toutes les chouses desus dites e tout le dreit, que il i avaient e poent aveir. E à ce tenir e garder, sanz jamès venir encontre, e à défendre e garantir au dit évesque e à ses successors segont dreit e segont costume, e à garder ledit évesque e ses successors de tout demage envers ledit effant e envers les heirs e les successors dou dit effant e qui auront cause de luy, e envers touz autres, le dit chevalier, en non de sey e dou dit effant e de chacun d'eux por le tout, obligea luy e le dit effant e chacun d'eux por le tout e lors heirs e lors successors e touz lors biens espéciaument assis en la conté de Angeou e touz les autres meubles et immeubles, où que il saient. E fut enquores accordé entre eux par devant nous, se il aveneit par aucun cas de aventure en temps à venir, que le dit effant morist sanz heirs de luy et de fame espouse en mariage, e ses heirs, qui auraient cause de luy, demandassent riens au dit évesque ne à ses successors ès chouses desus dites, e le dit chevalier ou ses heirs ne peussent garantir ne défendre au dit évesque ne à ses successors les dites chouses envers ceux qui cause auroient dou dit effant, le dit chevalier e ses heirs, les quieux il oblige à ce, seraient tenuz rendre e paier au dit évesque ou à ses successors les quatre vinz libres de monaie corant desus dites, en purs deniers contanz, sans solucion de denrées. E en oblige à ce sey e ses heirs e tous ses biens meubles e immeubles présenz e à venir, renunciant quant à ce à excepcion de tricherie, de lésion e de circonvencion e à toutes autres excepcions e allégacions, que il porreit obicer contre cestes présentes letres. Et nous, le dit Morice, seignor de Belle Ville e de Candé, se sometant à nostre juridicion, si comme il est dit par desus, présent et consentent, jugea-

mes et condempnames par le jugement de nostre [cort[1]], à sa requeste, à toutes les chouses devant dites tenir, garder e acomplir par touz articles, sanz jamès venir encontre par sey ne par autre, en aucune manière ne par aucune réson. En tesmoing de laquèle chouse, nous, à sa requeste, meimes e apposames le seau de nostre cort à cestes présentes letres, ensemble o le seau dou dit Morice, en plus grant confirmacion de vérité.

Ce fut fet e donné à Angiers, le jor de Semadi devant l'Ascension nostre Seignor, en l'an de graice mil dous cenz quatre vinz e quatorze. Nous semes certains des rasures desus escriptes qui sont tèles : ès. de. e à ce. assis. Ce fut donné e feict ou jour e en l'an desus diz.

Littera gracie, domino regi concesse in concilio Salmuriensi.

5-9 oct. 1294. Extollenda dignis laudum preconiis, benedicti regni Francorum mira devocio ineffabilisque regum ejusdem regni benignitatis ac liberalitatis in ecclesias munificencia, clerum regni memorati ac omnem ecclesiasticum ordinem, naturalis racionis instinctu, provocat et inducit ipsum regnum prosequi sincero caritatis affectu, eidem cura vigilanciori consulere ejusdemque necessitatibus non tantum oracionum suffragiis sed eciam bonorum temporalium subsidiis, condicione temporis exigente, liberaliter subvenire. Ipsum nampe (*sic*) regnum, pre regnis ceteris ubique terrarum longe lateque diffusis, semper sacre religionis extitit fundamentum; columpna et scutum Ecclesie, tutamentum fidei, fons sapiencie, irrigans totum orbem fluentis plenissinis scripturarum; cujus eciam principes Christianissimi Francorum reges, pre cunctis terre regibus, puriori fidei lumine radiantes, fundaverunt monasteria, mirifice dotaverunt ecclesias, eas multiplicibus immunitatum ac libertatum privilegiorumque insigniis decorando, et quia semper, pre cunctis terre principibus, Deo et Ecclesie devoti et humiles perstiterunt, Deum pie colendo, ecclesias et Ecclesie ministros, sicut decet principem Christianum, devocius honorando, gloriosus princeps regum terre, per quem ceteri

[1] Le mot manque.

reges regnant, eis recompensavit, eciam in hac vita, regnum Francorum per feliciora successivis temporibus incrementa super omnia regnorum climata sublimando, eisdem victoriam et triumphum de hostibus largiendo terrasque ipsorum hostium in ipsos sua irrefragabili potencia transferendo. Cum itaque quidam iniquitatis filii, tocius Christianitatis ac fidei catholice turbatores, quorum rex Anglorum, ore vulgi celebrante ac fama celebri referente, noscitur esse caput, regni memorati felicibus prosperitatis proventibus invidentes, ac venenum, quod diucius venenatis visceribus latuit, modernis temporibus evomentes, ipsum regnum, multifariis conspiracionum et conjuracionum factionibus adhibitis, impugnare et subvertere presumptione dampnabili molliuntur, jam in diversa ipsius regni loca insanienti furia hostiliter irruentes, quorum perversis ac virosis machinacionibus, nisi maturius obvietur, eorum callidam ac subdolam demenciam armorum potencia repulsando, ipsi regno et ejus habitatoribus, non tantum laicis sed eciam clericis, ac ecclesiis universis posset grave periculum inminere. Quocirca nos, necessitatem regni ac ecclesiarum ejusdem pariter attendentes, illustrissimo domino Philippo Francorum regi, ob deffensionem dicti regni et ecclesiarum ejusdem, nimiis expensarum oneribus pregravato, ad que onera supportanda, sine regnicolarum ac ecclesiarum subsidio, proprie non sufficerent facultates, de bonis nostris mobilibus dignum duximus succurrendum. Concedimus itaque dicto domino regi, hac vice, communi consensu cleri nostri, in nostro provinciali concilio, apud Salmurium nuper celebrato, congregati, super hoc accedente, ob necessitatem dicti regni, ut premittitur, verissimiliter imminentem et propter deffensionem et tuicionem regni ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum et bonorum earumdem et de bonis mobilibus nostris et personarum ecclesiasticarum nostrarum dyocesum non exemptarum, usque ad biennium dumtaxat, tantam pecunie summam, quantam a nobis et aliis personis ecclesiasticis predictis, nomine decime, pro tempore quo decimam habebat, ex concessione sancte Romane Ecclesie, deductis sumptibus, percipere consuevit; ita tamen quod per istam concessionem nullum prejudicium ecclesiis, nobis et aliis personis ecclesiasticis generetur, nec

aliqua servitus domino regi in predictis ecclesiis acquiratur, et quod. si, durante tempore concessionis predicte, decimam seu majus onus aut simile in eodem regno per sedem apostolicam concedi vel imponi contingerit (*sic*), vel jam eciam sit concessum, seu, Domino inspirante, cui non est difficile dijuncta conjungere, pax inter dictos reges, durante dicto biennio, refôrmetur, ex tunc cessabitur a solucione concessionis supra dicte. Si vero dicto tempore treugam inter dictos reges iniri contingerit, pro illo tempore quo treuga duraverit antedicta, hujus concessionis prestacio ex tunc totaliter suspendetur. et si duces, comites aut barones dictarum dyocesum vellent, durante dicto tempore, aliquam subvencionem vel subsidium non debitum ab ecclesiis et personis ecclesiasticis predictis exigere vel habere, dominus rex faceret ipsos cessare cum effectu. Et colligetur dicta summa per illos quos nos predicti archiepiscopus et episcopus, quilibet in sua dyocesi, ad hec duxerimus deputandos, terminis infra scriptis, ita quod medietatem in instanti festo resurrectionis Dominice et aliam medietatem in festo Omnium Sanctorum postea subsequente et eisdem terminis anni immediate sequentis prefatis receptoribus quilibet, modo quo supra, solvere teneatur. Et, si forte aliqui in predictis terminis porcionem ipsos contingentem solvere distulerint, ad id per censuram ecclesiasticam et aliter compellentur, nec justiciarii seculares, regales vel alii se de hoc ullatenus intromittent, nisi a nobis vel a receptoribus, super hoc a nobis deputandis, specialiter fuerint requisiti, idemque receptores peccuniam, quam inde exegerint et receperint, nobis tradent, ut eam domino regi possimus post modum assignare.

Actum apud Salmurium, durante predicto concilio provinciali, die Martis post festum beati Michaelis in Monte Gargano, anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

Datum hujus littere die Sabbati et anno predicto. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Gravamina domino regi Francie exposita.

Octobre 1294. Hec gravamina, primo prefacione habita et gravaminibus et oppres-

sionibus que inferuntur ecclesiis hiis diebus generaliter propalatis, domino regi specialius exponantur, occasione inde sumpta, quomodo ecclesie et persone ecclesiastice decimis et financiis sint oppresse, afflicte, excoriate et depilate.

Post primos exactores decime supervenerunt secundi et tercii superexactores, qui, iterum et iterum reliquias decime perscrutantes, pauperes sacerdotes et alias personas ecclesiasticas miserabiliter depauperaverunt, interdum illum qui non debebat nisi quinque solidos, aut interdum nichil, dampnificantes in viginti quinque vel triginta, capiendo potos et patellas et culcitras et alia utensilia villiora. Supervenerunt eciam alii acerrimi scrutatores legatorum indistincte relictorum et legatorum factorum subsidio Terre sancte; que legata, licet domino regi usque ad certum tempus dumtaxat fuissent concessa, quod tempus, jam diu est, est elapsum, tamen pro omni tempore dicta legata exigebant et violenter, non sine gravi scandalo, rapiebant, super hoc tam clericos quam laycos gravissime molestando. Unde accidit, quod quidam Lombardus, ad premissa deputatus, ut dicebat, Andegavis veniens, post multa alia mala que in partibus illis intulit, que de facili explicari non possent, ad ecclesiam Andegavensem accedens, occasione cujusdam legati a quodam capellano dicte ecclesie subsidio Terre sancte, ut dicebatur, facti, minatus fuit publice in ecclesia, quod revestitorium dicte ecclesie et archas ejusdem frangeret, et dictum legatum inde, invicto (*sic*) sacrista, asportaret.

Qualiter autem hiis diebus opprimatur et torqueatur Ecclesia, ymo usque ad fundamentum exinaniatur, occasione rerum noviter acquisitarum, non est nostre facultatis evolvere. Certe ad hoc non sufficeret Salomonis sapiencia aut Demostenis facondia, eloquentissimi oratoris. Licet enim persone ecclesiastice parate sint finare dulciter et benigniter, juxta statutum[1] domini regis super noviter adquisitis, tamen ministri tartarei, ballivi, servientes et senescalli omnia capiunt nova et vetera, asserentes omnia esse nova, nisi persone ecclesiastice probent

[1] Dans l'assemblée du Parlement de la Toussaint 1291. V. *Rec. des Ordon.* t. I, p. 322-324.

coram eis sua feuda antiqua et possessiones suas, quas a tempore cujus non extat memoria possederunt, nova veteribus discernendo, quod certe impossibile existit, [cum][1] procul dubio, labente hominum memoria, vergente eciam ad finem fragilitate humana annorumque brevitate conclusa, titulus decem annorum vix hodie valeat comprobari.

Insuper compellunt dicti ballivi, servientes et senescalli ecclesias et personas ecclesiasticas financiam prestare de rebus in suis feudis antiquissimis et fundamentis acquisitis, eciam in quibus dominus rex vel comes nullum commodum pecuniarum habere noscuntur.

Proth dolor ! de decimis, quod ceteris est gravius, mirabilius et nefandius, compellunt dictas personas ecclesiasticas finare. Quid enim spiritualius est decima ? Quis sane mentis dubitat decimas, tam de jure divino quam humano, Novo et Veteri Testamento, ad ecclesias et ministros Ecclesie pertinere, licet a quibusdam laicis in divini Testamenti injuriam detineantur cum gravi periculo animarum ? Unde, si ecclesia maxime parochialis ab aliquo laico suam decimam ad se trahat, non videtur aliquid noviter adquirere, sed ad se jus suum et dominium revocare. Quare ergo de suo et quod semper fuit suum compelletur finare.

Aliud.

De regaliatoribus seu regalium custodibus, vacantibus ecclesiis, non est pretermittendum. Que enim dampna et usurpationes, ecclesiis viduatis, quas deberent defendere et tueri, unde et racione garde debentur regalia, irrogent, satis nuper patuit in ecclesiis Turonensi et Andegavensi, pastorali solacio destitutis. Custos enim regalium forestas permaximas, vendicioni a tempore cujus non extat memoria nonquam expositas, vendicioni exposuit, carpentatores et scisores arborum undique perquirendo, ut ante electionem posset totum extirpare, dando duas denariatas pro obolo. Ymo certe firmiter credo, quod de foresta[2] ecclesie Andegavensis, quam, ea vacante, vendicioni exposuit, nichil

[1] Mot ajouté entre lignes par une main plus récente.

[2] Le bois d'Angers, dépendance de la terre de Saint-Alman, et dont le nom reste à un village de la commune Saint-Jean-des-Mauvrets.

lucri reportavit, ymo plus constitit ad scindendum et explectandum, quam fuerit emolumentum quod inde habuit, sic ecclesiam graviter dampnificando et nullum lucrum aut modicum domino regi afferendo. Que omnia premissa, etsi in presenti seculo punita non fuerint, in districto tamen examine non pertransibunt inulta.

Aliud.

Addendum est aliud gravamen permaximum, super quo maxime dolet et tristatur Ecclesia. Cum enim, tam de jure quam de antiqua consuetudine, persone ecclesiastice in malefactores suos et injuriatores, utpote raptores rerum ecclesiasticarum, invasores et perturbatores, consueverint coram judice quo maluerint, ecclesiastico vel seculari, convenire, jus sue ecclesie prosequendo, hodie, si persona ecclesiastica contra malefactores aut injuriatores suos, raptores, invasores, turbatores rerum ecclesiasticarum, qui, testante divina et humana scriptura, homicide et sacrilegi sunt censendi, in foro ecclesiastico seu per forum ecclesiasticum jus suum prosequatur, potestates seculares per captionem bonorum temporalium compellunt easdem personas ecclesiasticas a prosequcione juris sui desistere, et eciam judicem, videlicet episcopum vel officialem, qui procedit justiciam exhibendo, tales processus revocare, forma juris minime observata, alioquin bona episcopi sesiant. Id est, si quis claro oculo intueatur, Ecclesie suum gladium spiritualem auferre et potestatem clavium penitus absorbere, asserentibus dictis potestatibus secularibus, quod judex ecclesiasticus suam temporalem juridicionem per juridicionem spiritualem perturbat, quod non est verum. Ymo Ecclesia sua jura et libertates, juxta jus et antiquam consuetudinem, per suam spiritualem juridicionem nititur conservare. Ne autem res exemplis careat, proferuntur exempla in medium.

Exemplum.

Primo anno creacionis nostre in episcopum Andegavensem, orta quadam contencione inter capitulum et ballivum Andegavensem, idem ballivus portas civitatis Andegave firmari fecit, adeo quod ad dictam

urbem non patebat aditus vel egressus, nisi per quoddam parvum guichetum, per quod pedites vix transibant, equi autem et quadrige ibidem transire non poterant, et hoc in injuriam capituli memorati, sic includens canonicos, capellanos et clericos ecclesie memorate. Unde accidit, quod, cum nos ad Andegavensem ecclesiam, visitacionis causa, accederemus illis diebus, venientes ad portam que dicitur Andegavina, et eam clausam et firmatam invenientes, compulsi descendimus de equo, una cum gentibus nostris, et per dictum guichetum intrantes, ad domum nostram episcopalem perreximus peditando. Unde cum dictus ballivus super premissis injuriis et inclusione canonicorum ad instanciam capituli per officialem Andegavensem fuisset monitus, dictus ballivus procuravit erga ballivum Turonie omnia bona temporalia dicti capituli per dictum ballivum Turonie capi et sesiri. Nostra etiam sesiri mandavit idem ballivus Turonie, licet tunc sesita non fuerint et ex causa.

Exemplum.

Item, cum officialis noster, Quadragesima ultimo preterita, ad halas Andegavenses, alicujus negocii causa, accessisset, tempore nundinarum, videns in dictis halis quemdam clericum de homicidio suspectum, per quemdam apparitorem suum dictum clericum capi fecit, ut eum ad prisionem suam mitteret, facturus de eo quod justicia suaderet. Quod videntes servientes domini comitis eumdem clericum excusserunt, et eumdem apparitorem ceperunt, et, eumdem carceri mancipantes, diucius eum captum detinuerunt sic carceri mancipatum, portas eciam halarum clauserunt, dictum officialem ibidem includentes et diu inclusum detinentes. Cum itaque dictus officialis ipsos servientes fecisset ob premissas injurias excommunicatos a canone nonciari, procurante ballivo Andegavie, ballivus Turonie quemdam servientem suum misit Andegavis ad capiendum et sesiendum omnia bona nostra, occasione premissa. Hec et similia mirabilia et importabilia gravamina usque ad hec tempora fuerunt inaudita; et nulli juris perito est dubium, quin tales, qui talia precepta faciunt et qui ea exequntur, excommu-

nicacionis sentenciam incurrant, auctoritate constitucionis edite in concilio Lugdunensi, que incipit: Quicumque pro eo quod in reges.

Item, cum servientes domini comitis Andegavie multas molestias nobis inferant in terras nostras, ad regalia spectantes, ibidem capiendo, sesiendo, serjantando, justiciando, et hoc contra voluntatem domini comitis et speciale mandatum, cum dictus comes in dictis terris nostris non habeat dominium aut feudum, si aliquando contra dictos servientes facimus aliquem processum juxta jus et antiquam consuetudinem ecclesie Andegavensis, que contra invasores et turbatores terre sue, ad regalia spectantis, a tempore cujus non extat memoria, juridicione sua spirituali consuevit se tueri, ballivus Turonie per capcionem bonorum temporalium nostrorum nititur nos compellere ad processus hujusmodi revocandos. Ex quo sequitur mirabilis assurditas, quod ille qui deberet nos juvare ad defensionem regalium nos impugnat, non tantum in prejudicium eccclesie Andegavensis, sed eciam domini regis, ad quem, vacante ecclesia, dicta regalia pertinere noscuntur. Si enim ex una parte a servientibus domini comitis et ex alia parte a ballivo Turonie in dictis nostris regalibus impugnemur, sequitur necessario quod dicta regalia, non tantum in prejudicium ecclesie sed eciam in prejudicium juris regalis, penitus amittantur.

Inductio.

Hiis et similibus ineffabilibus oppressionibus, angariis, perangariis, decimis, financiis ita hodie persone ecclesiastice multipharie multisque modis affliguntur, angariantur et torquentur, quod non datur eis, die ac nocte, alicujus requiei intervallum. Unde deterioris condiciomis videtur esse hodie sacerdocium ortodoxum, quam sub Pharaone fuerit, qui legis divine noticiam non habebat. Ille quidem, omnibus aliis servituti subactis, sacerdotes et possessiones eorum in pristina libertate demisit et de publico eis alimoniam ministravit; sed hodie, vice versa, ceteris personis immunitati donatis, Ecclesia adhicitur servituti. Deploret ergo Ecclesia, videns adimpletum Jeremie[1] vaticinium : *Domina gentium*,

[1] *Thren.* I, 1.

princeps provinciarum, facta est sub tributo. Heu! apud Christicolas deterioris et vilioris condicionis habentur ministri Christi et cultores ecclesiarum, quam apud Gentiles, qui colebant sculptilia, fuerint ministri et sacerdotes ydolorum. Hodie enim ministri ecclesiarum, qui debent, juxta sacratissimas imperiales et canonicas ac theologicas sanctiones, omnibus derelictis, omnipotentis Dei inherere misteriis, sic angariati, sic distorti et distracti, a debitis officiis avocati, Deo vacare non possunt nec ejus ecclesie deservire; sed modo per curias, modo per assisias, nunc per aquam, nunc per terras discurrere compelluntur, propter angariaciones et molestias prelibatas, a ballivis, senescallis et aliis ministris tartareis ita excoriantur, exinaniuntur, depopulantur, quod vix remanet eis unde possint vitam inopem, que esset pocius mors dicenda, miserabiliter sustentare. An autem premissa regi et regno expediant, contempletur et ponderet subtilis et providus perscructator. Procul dubio ymo premissa in maximum regis et regni prejudicium racione apertissima vergere dignoscuntur. Per hoc enim consuetis oracionum suffragiis, in quibus sanctissimi principes et maxime Christianissimi Francorum reges, retroactis temporibus, magnam habebant fiduciam, defraudantur. Insuper predicte persone ecclesiastice, sic excoriate et depauperate, non habebunt, loco et tempore, unde possint regni[1] necessitatibus subvenire. Expedit enim rei publice subjectos locupletes habere, et thesaurus regni et regis est habundancia subditorum. Quantumcumque enim habundent regis eraria, si subditi laborent inopia, regnum pauper et inops procul dubio judicatur. Si queratur, quomodo regno maxime hiis temporibus consulatur, ego, tanquam fidelis regis et regni et qui per sacramentum regi teneor dare bonum et fidele consilium juxta posse, juxta modicam discrectionem a Deo mihi datam, respondeo quod occurrit ante omnia, expedit regi et regno habere pacem cum subditis, si velit de hostibus triumphare, eos mittius tractare, juga gravia et honera, quasi importabilia, eis per ballivos, senescallos et alios officiales regis imposita, alleviare et sic

[1] Le manuscrit porte *regem*.

animum subditorum sibi alicere, recogitans quod accidit Roboam, filio Salomonis[1], qui populo suo supplicanti et dicenti: « Levius fac jugum, « quod imposuit pater tuus super nos, » spreto consilio seniorum, sequens consilium juvenum, stulte respondit dicens: « Minimus digitus « meus grossior est dorso patris mei. Et nunc pater meus posuit super « vos jugum grave; ego autem addam super jugum vestrum. Pater meus « cecidit vos flagellis; ego autem cedam vos scorpionibus. » Qua de causa, decem tribubus recedentibus ab eodem, due tantum eidem adheserunt, et ita scissum est regnum ejus. Cesset et desistat a molestatione ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum, que contra morem suis temporibus gravissime sunt oppresse, excoriate et expilate. Det pacem ecclesiis et Ecclesie ministris, ut possint ipsum regem et regnum tam orationum suffragiis, quam bonorum temporalium subsidiis, adjuvare. Conservet ecclesiis suas libertates et antiquas consuetudines, sicut sub beato Ludovico, avo suo, et precedentibus eum principibus Christianissimis regibus Francorum fuerunt observate. Qui sacratissimi principes dotabant ecclesias, fundabant monasteria, que, proth dolor! modernis temporibus destruuntur, enervantur et confunduntur. Et quia dicti sacratissimi principes fuerunt devoti et humiles Deo et Ecclesie, ipsorum temporibus Deus super omnia regna exaltavit regnum Francorum. Postquam autem cessavit ista devocio et successit ecclesiarum oppressio, qualiter regno Francorum in omnibus suis agendis successerit, taceo; hoc enim omnibus per se patet. Sit ergo dominus rex more majorum devotus et humilis Deo et Ecclesie. Ista enim competunt principi Christiano, videlicet quod sit in eo humilis obediencia respectu Dei et Ecclesie ejus, Deum pie colendo, Ecclesiam et ministros ejus devote honorando. Accipiat humilitatis et devocionis ac liberalitatis in ecclesiis ac tocius bonitatis exemplum a sanctissimis Romanis principibus, Constantino magno ac Theodosio, Justiniano, Karolo Magno, de quorum magna devocione et liberalitate in ecclesiis, tam in hystoria ecclesiastica quam in hystoria tripartita, quam in cronicis approbatis mirabilia

[1] *Regum* lib. III, c. XII, v. 10-14.

referuntur; unde et hiis principibus sanctissimis gloriosus princeps regum terre, per quem ceteri reges regnant, recompensavit eciam in vita presenti, tribuens eis quasi arram glorie. Nam de felici prosperitate Constantini narrat Augustinus : quamdiu imperavit, universum orbem Romanum tenuit et defendit, in gerendis bellis victoriosissimus fuit, in tyrannis oprimendis per omnia prosperatus, et grandevus senectute deffunctus est, filios imperatores reliquit, etc. De prosperitate vero Theodosii sibi collata a rege regum narrat idem Augustinus, qualiter scilicet ipse devicit hostes et qualiter tela hostium a vento in ipsis retorquebantur. De prosperitate Karoli Magni et ejus mirabilibus victoriis ac triumphis loqui non oportet, quia, fama celebri referente et ore vulgi celebrante, adhuc ejus preclara facta toti mundo innotescunt. Humiles ergo principes et devotos Deo et Ecclesie, ut est dictum, in presenti elevat Deus et in futuro glorificat; superbos vero et sibi et Ecclesie rebelles humiliat et dampnat. Exemplum de Saule et de David, unde Sapiens[1] : « Sedes ducum superborum destruxit Dominus et sedere fecit « mites pro eis. »

Item caveat dominus rex, ne injusta bella indicat maxime contra Christianos. Belli enim illati a principe debet esse justa necessitas et debet esse ejusdem justicie equitas. Debet esse eciam in exercendo intencionis ordinabilitas. In bello non justo reprehenduntur ista : nocendi cupiditas, ulciscendi crudelitas, inpacatus atque inplacabilis animus, feritas debellandi, libido dominandi et, si qua sunt similia, que in bellis reprehenduntur, de quibus satis loquitur Aug[ustinus].

Item caveat dominus rex, precipue in bellis, a Dei et Ecclesie ejus offensa, et ante omnia eisdem reconcilietur. Summe enim in bellis providere debent principes et sui, ut habeant Deum secum, quod erit, si obediunt mandatis ejus et illa impleant, prout ait Achyor, alloquens[2] Olofernem, qui, cum recitasset beneficia Dei exibita populo Isrhaelitico, conclusit dicens : « Nunc ergo, domine mi, perquire, si est aliqua ini« quitas eorum in conspectu Dei eorum, et ascendamus ad illos, quo-

[1] *Eccli.* x, 17. — [2] *Judith*, v, 24.

« niam tradens tradet illos tibi Deus eorum et subjugati erunt sub jugo « potencie tue. Si autem non est offensio populi hujus coram Deo suo, « non poterimus resistere illis, quoniam Deus eorum defendet illos et « erimus in opprobrium universe terre. » Sicut enim ait ille strenuissimus miles Judas Macabeus[1] : « Facile est concludi multos in manus « paucorum; et non est differencia in conspectu Dei celi liberare in « multis et in paucis; quia non in multitudine exercitus victoria belli, « sed de celo fortitudo est. »

Secuntur littere per nos impetrate a rege.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi salutem. 1294 10 novembre.
Dilectus et fidelis noster Andegavensis episcopus nobis fecit exponi, quod tu de die in diem ad capcionem bonorum Andegavensis ecclesie pro tue voluntatis arbitrio, nulla causa racionabili subsequente, procedis, quod in gravem, ut asserit, frequenter ipsius redundat lesionem. Quocirca mandamus tibi, quatinus id facere de cetero non presumas, absque nostro speciali mandato, nisi casus tantam acceleracionem requireret, quod nos de facili non posses adire.

Actum apud Pontis[aram][2], die Mercurii in vigilia beati Martini hyemalis, anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

Sequitur alia littera.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Andegavensi ceterisque 10 novembre.
prepositis et justiciariis Andegavensibus salutem. Ex conquestione dilecti et fidelis nostri episcopi Andegavensis accepimus, quod vos terras ipsius, possessiones et jura, feuda seu retrofeuda, ad regalia jura nostra spectancia, occupatis, usurpatis ac in terris ipsius, in quam (*sic*) omnimodam juridictionem se habere asserit, serjantare ac justiciare presumitis, licet vobis nullum jus competat talia attentandi. Quocirca mandamus vobis, quatinus a premissis usurpacionibus et indebitis novitatibus desistatis omnino, talia de cetero nullatenus presumentes; alio-

[1] *Machab.* I, 18, 19. — [2] Pontoise.

quin ballivo nostro Turonensi damus, tenore presentium, in mandatis, ut, que circa hec invenerit indebite esse facta, ad statum debitum faciat revocari, et coherceat, prout faciendum fuerit, contrarium presumentes. Visis presentibus, eas reddatis latori.

Actum apud Pontis[aram], die Mercurii in vigilia beati Martini hyemalis, anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

Sequitur alia littera.

1294
10 novembre.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi salutem. Ex conquestione dilecti et fidelis nostri Andegavensis episcopi accepimus, quod servientes karissimi germani et fidelis nostri comitis Andegavie plures molestias eidem episcopo inferunt in terra ipsius, ad regalia nostra spectante, serjantando et justiciando ibidem, licet nullam ibi juridictionem habere noscantur; et, si aliquando contrà tales fiant processus aliqui in foro ecclesiastico, tum per capcionem temporalium ipsius eumdem compellere niteris ad processus hujusmodi revocandos. Quocirca mandamus tibi, quatinus non permittas, quod gentes dicti comitis justicient vel aliquam cohercionem faciant in terra episcopi supradicti, nec episcopum ipsum impedias nec permittas per gentes dicti comitis impediri, quin juridicione sua libere possit uti suasque ac ecclesie sue libertates atque franchisias sibi servari facias illibatas.

Actum apud Pontis[aram], die Mercurii in vigilia beati Martini hyemalis, anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

Sequitur alia littera.

10 novembre.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi salutem. Ex parte dilecti et fidelis nostri Andegavensis episcopi nobis est intimatum, quod ballivus et gentes carissimi germani nostri K., Andegavensis comitis terras ipsius, possessiones et jura, feuda et retrofeoda, ad regalia nostra spectancia, occupant et usurpant, ac in terris ipsius, in quam (*sic*) omnimodam juridicionem habere dicitur, serjantare ac justiciare presumunt, licet ipsis nullum jus competat talia faciendi. Quocirca mandamus tibi, quatinus ipsos a premissis usurpacionibus

et indebitis novitatibus desistere facias et cessare, et, si quid circa hec inveneris indebite esse factum, ad statum debitum reduci facias et reponi et coherceas, prout faciendum fuerit, contrarium attemptantes, visis litteris, eas reddens latori.

Actum apud Pontis[aram], die Mercurii in vigilia beati Martini hyemali (*sic*), anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

Sequitur alia littera.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, senescallis, ballivis, prepositis ceterisque justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Intellectis gravaminibus que dilecto et fideli nostro Andegavensi episcopo ac sue Andegavensi ecclesie aliisque ecclesiis, ecclesiasticis personis sue dyocesis asseruntur illata, et que de die in diem a gentibus nostris, ut dicitur, inferuntur injuste, mandamus vobis, quatinus ipsum episcopum, ecclesias et personas ecclesiasticas sibi subditas pace et quiete fovere et servare curetis, eos mittius et curialius pertractrando, ab eorum indebita molestacione cessantes et cessari, prout ad vos pertinuerit, facientes. 1294 10 novembre.

Actum apud Pontis[aram], die Mercurii in vigilia beati Martini hyemalis, anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

Sequitur alia littera.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi salutem. Intelleximus quod receptores et servientes deputati ad levandum decimam, quondam nobis concessam, et ejus reliquias, multa extorserunt et adhuc extorquent a pauperibus personis ecclesiasticis dyocesis Andegavensis, exigendo ultra quam debeant et eorum bona minus racionabiliter devastando. Quocirca mandamus tibi, quatinus, si est ita, tales exactores punias, secundum quod ipsos inveneris in hujusmodi deliquisse, compellens ipsos de plano ad taliter extorta reddend[um] et a talibus extorsionibus desistendum. 10 novembre.

Actum apud abbatiam Beate Marie juxta Pontis[aram], in vigilia hyemalis festi beati Martini, anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

Sequitur alia littera.

1294
10 novembre.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi salutem. Mandamus tibi, quatinus non permittas, quod lombardi et servientes, deputati ad colligendum pecuniam legatorum indistinctorum in dyocesi Andegavensi, intromittant se de cognicione hujusmodi legatorum, que sint et que non indistincta; sed illi, ad quorum spectat officium, de talibus cognoscant. Et de legatis indistinctis, que, durante quadriennio nobis concesso, per negligenciam gentium nostrarum non fuerunt exacta, non permittas executores vel heredes deffunctorum de cetero molestari et super illis, que per fugam et maliciam ipsorum executorum vel heredum non fuerunt levata, illi, ad quorum officium id pertinet, jus nostrum prosequantur et conservent, absque sacrorum violacione locorum.

Actum apud abbatiam Beate Marie juxta Pontisaram, in vigilia hyemalis festi beati Martini, anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

Sequitur alia littera.

10 novembre.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi ceterisque justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Mandamus vobis, quatinus dilectum et fidelem nostrum episcopum Andegavensem et ejus officiales non impediatis[1], quominus ipsi cognicione sua ecclesiastica et spirituali gladio possint uti contra raptores et invasores ecclesiasticarum rerum et incendiarios ac violatores ecclesiarum, nec impediatis eos, quominus ipsi per se vel per ministros suos possint capere flagiciosos clericos in civitate et dyocesi Andegavens[ibus] ubique, maxime secundum quod hactenus extitit usitatum.

Actum apud abbatiam Beate Marie juxta Pontis[aram], in vigilia hyemalis festi beati Martini, anno Domini M°CC° nonagesimo quarto.

[1] En marge : *Episcopus et officiales non impediantur in capcione clericorum et flagiciorum.*

Bona littera contra malos judices, ballivos et eorum satellites.

Serpentina viperarum progenies judicum iniquorum ac satellitum pessimorum, corrosis matris Ecclesie visceribus, sic hodie vi erumpit, quod matrem Ecclesiam, que ipsos genuit, more pediculorum, qui ex carne procreantur et, a matre procreati, postmodum eam mordent, adeo excruciant et infestant, quod ipsa, dum servituti, morti civili comparate, adicitur, perimitur et necatur.

Horum enim sitibunda cupiditas ac insaciabilis supra naturam ferarum edax voracitas, leonum rugiencium et ursorum esuriencium seviciam superans, omnia devorat, omnia exterminat, decimas, bona, jura et res ecclesiarum invadit, occupat et usurpat, privilegia, immunitates et antiquas Ecclesie consuetudines violat, adnichilat, destruit et immutat.

Astuta eciam ac sophistica machinacione et callida calumpniarum adinvencione laqueum imittit ad illaqueandum et excoriandum et devorandum populum pauperem, sicut escam panis, iniquas leges statuendo, perversas consuetudines inducendo. Sed juxta Ysaie[1] senteneiam : « Ve, qui condunt leges iniquas, et scribentes injusticiam « scripserunt, ut opprimerent in judicio pauperes et vim facerent cause « humilium populi mei, ut essent vidue preda eorum et pupillos diri- « perent. »

[Et quare tales iniquissimi ac improbissimi religionis Christiane nec non totius rei publice vastatores summi patris, scilicet Dei, persequtores ac matris Ecclesie impiissimi patricide, eam servituti adiciendo, ejus bona, ex quibus debent pauperes sustentari rapiendo, aufferendo, fraudando, occupando, invadendo, testante divina et humana scriptura, homicide et sacrilegi sunt censandi (*sic*); unde dicit Sapiens[2] : *Panis egencium vita pauperis est; qui defraudat illum, homo sanguinis est.* Et rursum : *Qui aufert in sudore panem, quasi qui occidit proximum suum.* Non in sinu matris Ecclesie retinendi; quia, sicut mus in pera, ignis in sinu, serpens

[1] *Ysaie*, x, 1-2. — [2] *Eccli.* xxxiv, 25.

in gremio, male hospitem remunerant, sed pocius eliminandi et expellendi; et, tanquam membrum putridum, a corpore Christi mistico, quod est Ecclesia, gladio sancte matris Ecclesie resecandi, ne totum corpus eorum contagio corrumpatur. Ferro enim abscindenda sunt vulnera, que fomenta non senciunt; pastoris [enim] necessitas habet, ne per plures serpant dira contagia, separare ab ovibus sanis ovem morbidam, ab illo, cui nichil impossibile est, forsitan ipsa separacione sanandam. Tradendi sunt itaque, juxta sentenciam apostoli, hujusmodi Sathane in interitum carnis, ut spiritus eorum in die judicii salvus fiat][1].

Exclamet ergo cum vate Ysaia sancta mater Ecclesia, a filiis vipereis lacerata : « Audite, celi, et auribus percipe, terra, quod Dominus loqu-« tus est : Filios enutrivi et exaltavi; ipsi autem spreverunt me. Cogno-« vit bos possessorem suum et asinus presepe domini sui; Israel me non « cognovit; populus meus non intellexit me. Ve ergo genti peccatrici, « populo gravi iniquitate, semini nequam, filiis sceleratis! » Heu! hodie ministri Christi sic ineffabilibus oppressionibus, angariis, perangariis, decimis, financiis multifarie multisque modis, hiis periculosis temporibus, affliguntur, angariantur et torquentur, quod non datur eis die ac nocte alicujus requiei intervallum; unde deterioris condicionis videtur esse hodie sacerdocium orthodoxum, quam sub Pharaone fuerit, qui legis divine noticiam non habebat. Ille quidem, omnibus aliis servituti subactis, sacerdotes et possessiones eorum in pristina libertate dimisit et de publico eis alimoniam ministravit; sed hodie, vice versa, ceteris personis immunitati donatis, Ecclesia adicitur servituti. Deploret ergo mater Ecclesia lacrimis irremedialibus (*sic*), videns adimplectum Jeremie[2] vaticinium : *Domina gentium, princeps provinciarum, facta est sub tributo!* Proth dolor! apud Christicolas deterioris et villioris condicionis habentur hodie ministri Christi, quam Christum persequentes et negantes Judei, et cultores ecclesiarum, quam apud Gentiles, qui colebant sculptilia, fuerint ministri et sacerdotes ydolorum.

[1] Tout ce paragraphe entre crochets est compris, par le manuscrit, dans un renvoi formé des deux syllabes du mot *vacat*, pour indiquer sans doute que le paragraphe doit être supprimé.

[2] *Thren.* I, c.

Hiis [enim] malis diebus ministri ecclesiarum, qui deberent, juxta sacratissimas imperiales et canonicas ac theologicas sanctiones, omnibus derelictis, omnipotentis Dei inherere misteriis, sic angariati, sic distorti et distracti, a divinis officiis avocati, Deo vacare non possunt nec ejus Ecclesie deservire, nec parvulis, id est, fidelibus populis, petentibus panem sacre doctrine, pabulum verbi Dei, maxime populo Christiano necessarium, queunt, prout incumbit eorum officio, ministrare. Unde implectum est Amos prophete[1] testimonium, sic dicentis : « Ecce dies « veniunt. Dicit Dominus : Et mittam famem in terra, non famem pa- « nis neque sitim aque sed audiendi verbum Domini. » Modo enim per curias, modo per assisias, nunc per aquam, nunc per terras discurrere compelluntur, propter angariaciones et molestias prelibatas, a ballivis, senescallis et aliis ministris tartareis ita excoriantur, exinaniuntur, depopulantur, quod vix remanet eis, unde possint vitam inopem, que esset pocius mors dicenda, miserabiliter sustentare. Clamet ergo Ecclesia, que mamillis regum, primitivis temporibus, lactabatur, ad filios suos, videlicet principes Christianos : O filii dulcissimi, quos per fidem concepi et in lavacro sancti baptismatis parturivi ac sacramentis meis celestibus educavi ac cotidie porrectis maternis uberibus alimentare non cesso, attendite et videte, si est dolor sicut dolor meus. Olim enim mei fideles filii, videlicet principes sacratissimi, dotabant ecclesias, fundabant monasteria, que proth dolor! a filiis infidelibus et impiis, modernis temporibus, destruuntur, enervantur ac eciam confunduntur. Et quia dicti sacratissimi principes fuerunt devoti et humiles Deo et Ecclesie, rex regum et dominus dominantium ipsos mirifice sublimavit, eisdem victoriam et triumphum de hostibus largiendo, terrasque ipsorum hostium in ipsos sua irrefragabili potencia transferendo. Postquam autem cessavit ista devocio et successit ecclesiarum oppressio, qualiter principibus christianis in omnibus suis agendis successerit, taceo, quia rem hujus facti evidencia manifestat. O filii karissimi, sitis, more majorum, Deo et Ecclesie humiles et devoti; ista enim compe-

[1] *Amos*, VIII, 11.

tunt principi christiano, videlicet quod sit in eo humilis obediencia, respectu Dei et Ecclesie ejus, Deum pie colendo, Ecclesiam et ministros ejus devocius honorando. Accipite humilitatis et devocionis ac liberalitatis in ecclesiis ac tocius bonitatis exemplum a sanctissimis Romanis principibus, Constantino magno ac Theodosio, Justiniano, Karolo Magno necnon beatissimo Ludovico, nuper regnum Francorum prospere ac felicissime gubernante; de quorum mira devocione ac stupenda in divino cultu pietate ac viscerosa in ecclesiis liberalitate, tam in diversis hystoriis quam in chronicis approbatis, mirabilia referuntur. Unde et hiis principibus sacratissimis gloriosus princeps regum terre, per quem ceteri reges regnant, recompensavit etiam in vita presenti, tribuens eis quasi arram glorie. Nam de felici prosperitate Constantini narrat Augustinus, quod diu imperavit, universum orbem Romanum tenuit et deffendit, in gerendis bellis victorissimus (*sic*) fuit, in tyrannis oprimendis per omnia prosperatus, et grandevus senectute deffunctus est, filios imperatores reliquit, etc. De prosperitate vero Theodosii sibi collata a rege regum narrat Augustinus, qualiter scilicet ipse devicit hostes et qualiter tela hostium a vento in ipsis retorquebantur. De prosperitate Karoli Magni et ejus mirabilibus victoriis ac triumphis loqui non oportet, quia, fama celebri referente et ore vulgi celebrante, adhuc ejus preclara facta toti mundo innotescunt. Sanctitatem autem ac devocionem in Deum et in ecclesias gloriose recordacionis sanctissimi Ludovici, nuper regis Francorum, ac prosperitatem dicti regni et pacis transquilitatem, que suis temporibus floruerunt, facti adhuc recens memoria ineffabiliter preconizat. Humiles ergo principes et devotos Deo et Ecclesie, ut est dictum, in presenti elevat Deus et in futuro glorificat. Superbos vero et sibi et Ecclesie rebelles humiliat et dampnat, unde[1] Sapiens : « Sedes ducum superborum destruxit Dominus et sedere fe- « cit mittes pro eis. » Cum itaque nos qui sumus, quasi signum, positi ad sagittam et quibus, racione pastoralis officii, incumbit jura ac libertates nostre Andegavensis ac ceterarum ecclesiarum nostre dyocesis

[1] *Eccli.* x, 17.

pro posse deffendere ac tueri, a primordio nostre creacionis, a David de Suis Domibus[1], ballivo Andegavensi, ceterisque allocatis, officialibus et consiliariis magnifici principis domini Karoli, filii regis Francorum ac comitis Andegavie, multifarias ineffabilesque injurias, molestias, oppressiones, ad quas explicandas Salomonis sapiencia et Demostenis facondia minus sufficiens videretur, tam racione Andegavensis quam ceterarum ecclesiarum nostre dyocesis, absque alicujus requiei intervallo, incessanter perpessi fuerimus et cotidie, rupto pacis vinculo ac relegata justicia, perferamus; dictis ballivis, officialibus et consiliariis semper proficientibus in pejus, vulnera vulneribus nequiter infligendo et novis gravaminibus veteribus cumulatis, semper de die in diem contra nos et Ecclesiam aggravantibus manu sua, nos tamen attendentes quamdam interrogacionem[2] in introitu nostro, dum in Andegavensi ecclesia in die nostre consecracionis recepti fuimus nobis factam talem videlicet : Estne ingressus tuus pacificus ? et responsionem quam fecimus ad eamdem, hanc videlicet : Pacificus, pensantesque pacem esse legatum, ymo hereditatem Christianorum, testante Salvatore[3] dicente : « Pacem meam do vobis; pacem relinquo vobis » et rursum : « Beati pacifici, quoniam filii Dei vocabuntur[4]; » et si filii, igitur et heredes; unde et columba, de archa Noe emissa, ramum olive retulit ore suo, oliva pacem insinuante, columba vero Sancti Spiritus graciam representante ad significandum, quod viri spirituales debent portare in ore pacem et ad ea que pacis sunt ceteros admonere; nolentesque, extracto furoris gladio, ingredi terram nostram, premissaque gravamina pacienter ac humiliter multo tempore perferentes, credentes humili paciencia adversarios superare, juxta consilium Psalmiste, pacem inquisivimus eamque multis annis, multis locis, multis vicibus persequentes, non enim statim ad excommunicacionum aut interdictorum fulminaciones processimus, sed omnia premissa gravamina humiliter, ut premittitur, tollerantes, ipsum dominum comitem, primo nostre creacionis anno, apud Chateillon in Byturia, non sine magnis sumpti-

[1] Voy. ci-dessus, p. 313.
[2] *Ibid.* p. 253.
[3] *Johann.* XIV, 27.
[4] *Math.* V, 19.

bus, pro dicta pace querenda adivimus, et postmodum, pro eadem pace persequenda, Cenomannis bis personaliter profecti fuimus, ad tractandum pacifice cum consiliariis domini comitis antedicti. Tandem demum, in festo Omnium Sanctorum ultimo preterito, apud Compendium, ipsum dominum comitem pro pace in Andegavia conservanda inter ipsum, officiales suos ex una parte et ecclesias et personas ecclesiasticas ex alia, utriusque partis juribus conservatis, repetitis vicibus suppliciter studuimus exorare. Quantum autem nuper et quot diebus, primo apud Salmurium, ubi dictus dominus comes presens erat, et postmodum, eo veniente Andegavis, eodem presente in castro suo, pro dicta pace habenda instit[er]imus, et quantis cordis affectibus et supplicacionum interventibus eam obtulerimus, sciunt, qui presentes fuerunt, qui super hoc possunt testimonium perhibere. Tocius eciam vulgi opinionem super hoc credimus testem esse, ipso domino comite semper dulciter et benigne respondente, volente et jubente jus Ecclesie conservari illesum, si dicti ballivi ceterique officiales et consiliarii ipsius prebuissent assensum. Qui, ut serpentes, accuentes linguas suas, virus mendaciorum in tanta habundancia effuderunt, quod veritas corruit in plateis, et equitas non potuit ingredi; astute iniquitatis jaculis et acutis gladiis linguarum mendacium superata. Sed speramus in Domino, qui est via, veritas et vita, quod veritati porrigens manum suam eamque a terra erigens, victoriam ei dabit, quia veritas semper vincet. Unde scriptum[1] est : « Veritas valet et invalescit in eternum; vivit et obtinet in secula seculorum. » Perpendentes igitur quod nostra humilitas dictis ballivis, officialibus et consiliariis dat occasionem superbie, et nostra paciencia eisdem tribuit audaciam jura ecclesiarum invadendi, paulatim enim serpendo totum usurpare contendunt, ut pro eis videatur esse dictum illud vetus proverbium : Frustratim comedit lupus agnum, considerantesque quod, absque remorsu consciencie nostre et periculo anime ac subversione Ecclesie ac deffectu justicie, premissas injurias, molestias et gravamina non possumus amplius tollerare, amonicione

[1] III *Esdr.* IV, 38.

divine Scripture sic dicente[1]: « Usque ad mortem certa pro justicia et « Deus expugnabit pro te inimicos tuos. » Et rursum[2]: « Beati qui per- « sequcionem patiuntur propter justiciam, quoniam ipsorum est regnum « celorum, admodum roborati ad vos dirigimus presens scriptum, de- « bite exequcioni tradendum. »

Sequitur alia littera domini regis.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi salutem. Mandamus tibi et districte precipimus, sicut et alias mandasse meminimus, quatinus ministris et servientibus karissimi germani et fidelis nostri K. comitis Andegavie inhibeas, [ne] in feodis et locis, in quibus dilectus et fidelis noster Andegavensis episcopus omnimodam justiciam habere dignoscitur, cum episcopus ipse in nostra speciali garda existat, sergentare aut justiciare presumant, ipsos, si secus fecerint, adnimaversione (*sic*) debita puniendo. 1295 19 novembre.

Actum Parisius Sabbato post octabas hyemalis festi sancti Martini, anno Domini M°CC° nonagesimo quinto.

Sequitur alia litera.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi salutem. 3 décembre. Conquesti sunt nobis dilectus et fidelis noster episcopus ac decanus et capitulum Andegavense, in nostra speciali garda existentes, quod, cum super revocandis gravaminibus et indebitis novitatibus, que sibi per ballivum et alios officiales et ministros carissimi germani et fidelis nostri K., comitis Andegavensis, in prejudicium garde nostre inferri contingit. nostra eisdem ballivo, officialibus et ministris mandata per te diriguntur interdum, tu ipsos ad revocacionem gravaminum et novitatum hujusmodi compellere non curas, nisi per dictos episcopum, decanum et capitulum, parte fundata, super hiis in figura judicii procedatur; ideoque mandamus tibi, quatinus ad revocacionem gravaminum predicto-

[1] *Eccli* IV, 33. — [2] *Math.* V, 10.

rum non in forma vel figura judicii sed summarie et de plano procedas, cum in hoc casu ex nostro sit officio procedendum.

Actum Parisius Sabbato ante festum sancti Nicolai, anno Domini M°CC° nonagesimo quinto.

Sequitur alia littera.

1296 N. S. 8 février. Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi salutem. Exposuit nobis dilectus et fidelis noster episcopus Andegavensis, quod tu ipsum et ejus offic[ialem] indebite impedis juridicione sua uti inter curatum ecclesie de Jarzeyo[1], Jametum de Rogeyo[2] et quosdam alios homines parrochiales ecclesie predicte, sue dyocesis, et justiciam facere inter ipsos super decimis non feodalibus, occasione quarumdam litterarum nostrarum ad dictorum Jameti et hominum parrochialium predictorum[3] tibi directarum, continencium quod compelleres ipsos episcopum et officiales et curatum desistere, per capcionem bonorum suorum temporalium, a trahendo et molestando ipsos homines super decimis feodalibus coram ipso episcopo et ejus officiali. Quare tibi mandamus, quatinus occasione ipsarum litterarum dictum episcopum et ejus offic[ialem] inter prefatas personas justiciam facere et juridicione sua uti super decimis non feodalibus impedire, quomodo libet, non presumas.

Actum Parisius, in die Cinerum, anno Domini M°CC° nonagesimo quinto.

Sequitur alia littera.

8 février. Philipus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Noveritis, quod, cum dilectus et fidelis noster episcopus, decanus et capitulum Andegavense et alii dignitates in ipsa ecclesia habentes, pro necessitate urgente et eminente tocius regni nostri, ad defensionem regni ipsius et incolarum ejusdem, consenserunt, ut valoris partis centesime bonorum hominum suorum laicorum, in

[1] Jarzé, canton de Seiches, arrondissement de Baugé.

[2] Rougé, ferme, commune de Jarzé, ancien fief annexé dès le XVI° siècle à la seigneurie de la Fresnaie.

[3] Suppléez le mot *requestam*.

feodis et retrofeodis suis existencium, haberemus levandam per manus eorumdem, dum modo ultra decem libras ab aliquo non levaretur, nobis ad dictam causam seu mandato nostro assignand[as], nolumus quod per hoc ipsis, eorum successoribus, dignitatibus, hominibus et ecclesie aliquod prejudicium nunc vel in posterum generetur nec nobis vel successoribus nostris jus novum contra ipsos acquiratur.

Actum Parisius, die Mercurii ante Brandones, anno Domini M°CC° nonagesimo quinto.

Sequitur alia littera.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi ceterisque justiciariis et ministris nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Sicut vobis alias injunxisse recolimus, iterato, districte precipiendo, mandamus, quatinus dilectum et fidelem nostrum episcopum necnon et ecclesiam Andegavensem, in nostra speciali garda existentes, manu teneatis in suis justis et antiquis possessionibus ac libertatibus et inmunitatibus conservetis, et defendatis ab injuriis et violenciis manifestis et novitatibus indebitis, prout justum fuerit et ad vos noveritis pertinere, ipsum episcopum et gentem ejus in hiis, que vobiscum habent vel pro tempore habuerint facere, benignius audientes, curialiter pertractantes et favorem impendentes eisdem, quem poteritis, absque justicie lesione. 1296 13 février.

Datum apud Ferr[erias][1], die XIII Februarii, anno Domini M°CC° nonagesimo quinto.

Sequitur alia littera.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi ceterisque justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Mandamus vobis, quatinus in terra dilecti et fidelis nostri episcopi Andegavensis, in qua omnimodam habet altam et bassam justiciam, aliquos servientes nostros morari continue nullatenus permittatis, nec ad jus- 8 août.

[1] Ferrières en Gatinais (Loiret).

ticiandum in terram predictam mittatis eosdem, nisi in casibus ressorti vel aliis ad nos pertinentibus, et tunc cum patentibus litteris casum exprimentibus, propter quem fuerint specialiter destinati.

Actum apud Vicennas, die VIII Augusti, anno Domini M°CC° nonagesimo sexto.

Littera facta super contencione mota inter Guillermum, Andegavensem episcopum, et dominum G. de Courcillon pro feudo de Mota Pendu.

1296 6 septembre. Universis presentes litteras inspecturis et audituris Egidius decanus, Gaufridus Transligerensis, et Robertus Transmeduanensis archidiaconi in ecclesia Andegavensi, Johannes, scolasticus, Gervasius, major capellanus episcopi, Johannes de Bosco, Guillermus, archipresbiter Burgoliensis, et Matheus, decanus Credonensis, canonici Andegavenses, Hugo, archipresbiter Salmuriensis, et Gaufridus, de Inter Sartam et Meduanam decanus, salutem in Domino.

Dudum inter bone memorie dominum Nicolaum, quondam episcopum Andegavensem, nomine episcopatus et ecclesie Andegavensis, ex parte una, et nobilem virum deffunctum Hugonem de Corcillon, militem, dominum de Mota de Pendu[1] et ipsius episcopi ligium hominem de loco predicto et feodo ipsius, ex altera, gravi contencione mota super medietate omnium emendarum hominum coustumariorum commorantium in territorio de Morenna, eciam de feudo de Podio[2], judicatarum in curia dicti episcopi, quam idem miles ad se pertinere dicebat absque ulla relaxacione, quitacione, diminucione, remissioneve, quam dictus episcopus posset facere de parte emende ipsum militem contingentis, postquam fuisset per senescallum aut allocatum episcopi in curia seculari

[1] *Terra que dicitur Apendutum,* dit une charte du Cartulaire de Saint-Aubin (fol. 25), vers 1036-1049. — *Molendinus de Pendu* 1114-1120, dans le 2e Cartulaire de Saint-Serge, p. 169. — Aujourd'hui *Pendu,* village, commune de Morannes, ancien fief et seigneurie dont le manoir était ruiné déjà depuis longtemps au XVe siècle. «Ma Mote de Pendu, où jadis avoit maisons et demourance, douves et fossez,» dit l'aveu de 1493. La terre appartenait, à la Révolution, aux Ursulines d'Angers par acquêt du 4 juillet 1676.

[2] Le Pé, aujourd'hui Notre-Dame-du-Pé (Sarthe).

de Morenna judicata, et super jure exigendi et petendi auxilium, quod idem miles ab hominibus suis in omnibus, in quibus de consuetudine Andegavensi domino temporali est auxilium seu *ayde* faciendum, exigebat et petebat, item super eo quod idem miles vendicabat justiciam et villicariam in dominico suo de Mota et in hominibus ad fidem tenentibus ab eodem, et super multis aliis articulis inter eos contenciosis et in dubium revocatis; tandem nonnullis ex ipsis inter predictos episcopum et militem ordinatis amicabiliter et penitus terminatis, fuit super dicta justicia seu villicaria, quam idem miles dicebat se habere in dominico suo de Mota et homines tenentes ad fidem ab ipso, et super articulo adjutorii seu *ayde* ac emendis feudi de Podio sexaginta solidorum et unius denarii et intra, post varia compromissa, que nullum effectum habuerunt, in venerabiles viros Guillermum, thesaurarium Andegavensem, tunc archidiaconum Transligerensem in ecclesia Andegavensi, et dominum G[uillermum] Majorem, legum professorem, canonicos (*sic*) Andegavens[es], nunc divina providencia episcopum Andegavensem, tamquam in arbitros a partibus communiter electos, et super quibusdam aliis articulis unanimiter compromissum, juramento ab eodem milite personaliter et a procuratore ejusdem episcopi, de mandato ipsius, prestito de tenendo et inviolabiliter observando quicquid ipsi arbitri circa articulos supra dictos ordinarent et facerent et de non veniendo in contrarium aliqua racione. Qui quidem arbitri, diligenter inquisicione prehabita circa predictos articulos, ordinaverunt et per suam sentenciam diffinierunt circa articulum justicie seu villicarie, quod idem miles et sui in feodo de Mota successores in tribus magnis casibus et dependenciis et sequelis ex eisdem, in quibuscumque personis accidant, nichil possint petere nec eciam reclamare nec in explectamentis eorumdem magnorum casuum, scilicet *rat*, *multre et encys*, sed dicti magni casus et eorum dependencie, sequele et explectamenta ad episcopum et successores suos pertineant in futurum, et quod dictus miles et sui in dicto feudo de Mota successores omnem villicariam aliam et explectamenta ejusdem habeant in hominibus ab eodem milite tenentibus ad fidem in territorio de Morenna. In hominibus vero coustuma-

riis dicti territorii idem miles et successores ipsius nullam villicariam, eciam simplicem vel bassam, petent aut eciam reclamabunt, hoc excepto, quod, si in dominico proprio seu in domanio feudi de Mota aliqui malefactores invenirentur per dictum militem, allocatos aut successores suos, idem miles aut sui in dicto feudo successores vel allocati possent eos capere, in ipso dominico dumtaxat et non extra, eciam in feudo suo, et eos detinere in prisione sua, per quatuor dumtaxat dies, si eos tantum detinere vellent. Non tamen possent eos super forefacto judicare vel justiciare vel aliquam penam eis imponere aut de forefacto cognoscere; sed elapsis quatuor diebus tenerentur eosdem reddere episcopo aut ejus allocatis apud Morennam justiciandos, judicandos, puniendos per curiam ipsius episcopi de Morenna, prout requireret qualitas forefacti. Quam diffinicionem et sentenciam, super hiis et quibusdam aliis articulis prolatam, idem episcopus et miles laudantes et approbantes, expresse tenuerunt verbo et facto et, quamdiu vixerunt, inviolabiliter observaverunt. Sane predictis episcopo et Hugone ab hac luce subtractis, et prefato domino Guillermo in episcopum ordinato, ac domino Guillermo de Courcillon seniore, fratre dicti Hugonis et herede, terram et feudum de Mota obtinente, contigit quod quidam quadrigarius, domesticus familiaris dicti Guillermi mansionariusque in herbergamento de Mota, clam et furtim archam unam in domo de Mota aperuit et bladum exinde furtive subtraxit. Quem pro furto hujuscemodi captum et in prisione apud Motam detentum prefatus miles confessum de furto et convictum condempnavit et morti adjudicavit et, furcas de novo erigens, eumdem quadrigarium intra quatuor dies indeliberate suspendi fecit. Quod cum ad noticiam Marsilii de Pratis, clerici, senescalli domini episcopi, pervenisset, admirans valde quod idem miles, homo ligius episcopi, jura episcopi et episcopatus Andegavensis usurpare volebat et episcopum de possessione vel quasi exercendi et explectandi justiciam spoliare intendebat, tollerare non valens injuriam et violenciam quam idem miles domino suo episcopo conabatur inferre, convocatis hominibus de Morenna, locum, in quo erant furche, statim adiit et prefatum latronem una cum furchis exinde evulsis ad locum, ubi justicia Andegavensis episcopi apud

Morennam exerceri consuevit, apportari fecit et ad furchas episcopi eumdem suspendi et dimitti jussit. Quod audiens idem miles dominum Andegavensem episcopum adiit, supplicans et petens ab eo, quod latronem et furchas, de quibus seneschallus ipsius eumdem spoliaverat, sibi restitueret et injuriam sibi faceret emendari. Ad quod ex parte episcopi fuit ex adverso responsum, quod idem miles, qui nunquam in possessione exercendi vel explectandi justiciam fuerat, dici non poterat spoliatus; et cum per composicionem factam inter predictos Nicolaum, bone memorie episcopum Andegavensem, et deffunctum Hugonem, fratrem dicti Guillelmi, qui terram et feudum de Mota jure hereditario possidebat et tenebat, liquido appareret et manifeste, quod ad episcopum Andegavensem predicta justicia et non ad dictum militem pertinebat, non erat eidem militi restitucio facienda, sed pro violencia, quam domino suo episcopo intulerat, et jure ipsius, quod indebite usurpare volebat, emendam domino et episcopo facere et gagiare debebat. Cumque super hiis inter predictos dominum episcopum et Guillermum fuisset diucius altercatum, tandem idem Guillermus, ductus consilio procerum, ballivi Andegavensis et multorum nobilium cum eo ibidem assistencium, super predictis voluntati, arbitrio dicto et ordinacioni domini episcopi se supposuit et omnino commisit, promittens tenere pro se et heredibus suis quicquid idem dominus episcopus diffiniret, diceret seu eciam ordinaret, et ad id voluit per judicium secularis curie episcopi judicari, ad quod Johannes Pointelli, allocatus episcopi, tenendum et inviolabiliter observandum judicavit et condempnavit eumdem. Ipse vero episcopus, facti et juris episcopalis non ignarus, utpote qui alias, una cum prefato thesaurario, de jure et possessione episcopi Andegavensis et prefati Hugonis, domini de Mota, diligenter inquisiverat et per fide dignos in hiis erat instructus fideliter, pronunciavit predictam justiciam et villicariam ad ipsum et episcopatum Andegavensem pertinere, et prefatum Guillermum et heredes suos condempnavit ad tenendum et inviolabiliter observandum composicionem inter dominum Nicolaum episcopum Andegavensem, predecessorem suum, et deffunctum Hugonem, fratrem dicti Guillermi, et ad non veniendum in contrarium in futu-

rum. Cujus domini episcopi dicto, diffinicioni et sentencie prefatus Guillermus acquiescens, et ad gremium ipsius veniens, emendam gagiavit pro causa et facto predictis ad voluntatem et arbitrium domini episcopi supradicti. Ipse autem dominus episcopus predictum Guillermum, hominem suum ligium, benigne suscipiens, ad preces magnorum nobilium, ballivi Andegavensis et nostras, prefatam emendam Guillermo quitavit et penitus remisit.

Actum Andegavis in camera episcopi Andegavensis, nobis ibidem et multis aliis presentibus, die Jovis ante festum Nativitatis beate Marie Virginis; et nos in testimonium premissorum litteris presentibus sigilla nostra duximus apponenda, anno Domini M°CC° nonagesimo sexto.

Forma juramenti, quod debet facere episcopus Andegavensis ecclesie Sancti Laudi Andegavensis in primo adventu dicte ecclesie.

1297 N. S. 9 janvier.

Noverint universi, quod, cum inter nos Guillermum, divina permissione episcopum Andegavensem, ex una parte, et venerabiles viros decanum et capitulum ecclesie Sancti Laudi Andegavensis[1], ex altera, quedam ambiguitas verteretur super quodam juramento, quod in prima visitacione nostra ecclesie Sancti Laudi predicte, juxta morem predecessorum nostrorum, ut dicti decanus et capitulum asserebant, facere tenebamur, nobis respondentibus, quod parati eramus dicte ecclesie facere juramentum, si et prout predecessor noster fecerat, super hoc sufficienter ex parte ipsorum informati, tandem productis testibus ex parte dictorum decani et capituli coram examinatore curie nostre Andegavensis, de communi concordia plene et sufficienter probatum extitit, quod predecessor noster in prima sua visitacione dicte ecclesie ante portas ipsius ecclesie, antequam ingrederetur eamdem, memorate ecclesie quoddam prestiterat sacramentum, sed sub qua forma factum fuisset, ignorabant testes super hoc producti et examinati, ut predicitur; et sic de juramento constitit, forma ejusdem non probata et in dubio remanente. Super forma autem dicti juramenti a nobis dicte

[1] L'église Saint-Germain en Saint-Laud, où avait été transféré, en 1234, le chapitre fondé par les comtes dans leur château, alors reconstruit par saint Louis.

ecclesie faciendi diucius altercato, finaliter, de voluntate et consensu capituli nostri Andegavensis et dicti capituli Sancti Laudi, in nostra prima visitacione, quam in eadem ecclesia Sancti Laudi fecimus, die Mercurii post Epiphanyam Domini, anno ejusdem M°CC° nonagesimo sexto, ante fores ipsius ecclesie Sancti Laudi clausas, antequam ingrederemur eamdem, quoddam juramentum fecimus sub hac forma :

« Nos Guillermus, episcopus Andegavensis, juramus nos prestituros « bonum consilium et fidele pro posse nostro ecclesie Sancti Laudi « Andegavensis, cum ex parte decani et capituli ejusdem ecclesie fueri« mus requisiti. »

Presentibus ad hoc ibidem venerabilibus viris Egidio, decano ecclesie Andegavensis, Johanne de Bosco, scolastico Andegavensi, Guillermo, archipresbitero de Burgulio, Gervasio Homine Dei, Stephano de Burgulio, officiali Andegavensi, Andrea de Haya, magistro Matheo Piquot, canonicis Andegavensibus, Hugone Odardi[1], archipresbitero de Salmuro, socio nostro, domino Philipo de Plessiaco, decano sepedicte ecclesie Sancti Laudi, Johanne Agni, canonico ejusdem ecclesie, et Herberto, rectore ecclesie de Chatelein[2], capellano nostro, multisque aliis ibidem congregatis.

Littera anathematis.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Prout sacrorum canonum et sanctorum patrum protestatur auctoritas, pastoris necessitas habet, ne per plures serpant dira contagia, separare ab ovibus sanis morbidam, ab illo, cui nichil est impossibile, ipsa forsitan separacione sanandam. Nescientes enim quis pertineat ad predestinatorum numerum, quis non pertineat, sic affici debemus caritatis affectu, ut omnes velimus salvos[3] fieri. Prelati precipue, curam animarum habentes, summam deberent ha- 1298. 23 octobre.

[1] C'est le futur successeur de notre évêque. — [2] Châtelain, canton de Bierné, arrondissement de Châteaugontier (Mayenne). — [3] Le mot est répété dans le manuscrit.

bere curam de hiis qui pereunt, quatinus eorum redargucione aut corrigantur a peccatis, aut, si incorrigibiles apparuerint, tanquam ovis scabiosa a caulis, et velut menbrum putridum a corpore Christi mistico, quod est Ecclesia, separentur, ne eorum contagione sive consorcio grex fidelium corrumpatur. Ferro enim excommunicacionis abscindenda sunt vulnera et putride carnes corporis resecande, que fomenta non sentiunt medicine. Cum itaque David de Suis Domibus, ballivus Andegavie, et Darianus dictus Bidoyn, subballivus Andegavis, eorum matrem, Andegavensem ecclesiam, more prolis viperee, crudeliter lacerantes eamque tam spiritualitate quam temporalitate sua exheredare conantes eidemque inenarrabiles injurias, gravamina et molestias inferentes, tam ex parte nostra quam officialis nostri pluries requisiti et moniti, resipiscere noluerint a premissis, sed tanquam incorrigibiles et in sua malicia perseverantes et dicte ecclesie semper pejora pejoribus inferre non cessantes, pluribus excommunicacionum sentenciis, tam autoritate canonum quam conciliorum provincialium, quam eciam officialis nostri predicti, fuerint et adhuc sint innodati et a corpore Christi mistico, quod est Ecclesia, tanquam oves morbide et membra putrida, segregati, pro eo maxime quod nostram juridictionem ecclesiasticam impediendo et perturbando, Johannem dictum Le Chapelier, civem Andegavensem, occasione litis mote ex parte ipsius coram officiali nostro predicto super hiis de quibus ad nos tam de jure quam de antiqua et approbata consuetudine juridictio dignoscitur pertinere, ceperunt et capi fecerunt et adhuc ipsum detinent carceri mancipatum, ac iterum dictus ballivus, pro eo quod in terris nostris de Villa Episcopi et de Bauneyo, in quibus omnimoda juridictio tam temporalis quam spiritualis ad nos, nomine episcopatus Andegavensis, pertinet pleno jure, Matheum de Vincis, hominem nostrum mansionarium et estagiarium in dicta terra de Villa Episcopi, et penes quosdam alios mansionarios et estagiarios nostros dicte terre duos boves et quedam alia bona mobilia, ac Michaelem Carnificem, hominem nostrum mansionarium in dicta terra de Bauneio, cepit et cepi fecit et adhuc captum detinet et detentum, nittendo (*sic*) de novo juridictionem temporalem in

dictis terris nostris usurpare et easdem terras nostras de novo subicere et supponere juridictioni temporali domini comitis Andegavie, in prejudicium et exheredacionem episcopatus et ecclesie predicte, ac insuper dictus ballivus, pro eo quod, cum dictus officialis noster, occasione premissorum, contra ipsum et contra quosdam alios allocatos et servientes domini comitis Andegavie predicti super multis violenciis et injuriis, nobis et episcopatui Andegavensi predictis ab eisdem illatis, per nostram juridicionem ecclesiasticam procederet, secundum quod eidem officiali incumbebat et facere poterat et debebat, tam de jure quam de antiqua consuetudine optenta et approbata a tempore cujus memoria non existit, temporalitatem nostram, quam habemus, nomine episcopatus predicti, apud Bustam[1] et in hallis Andegavensibus per manum regiam capi et sesiri fecit et procuravit et adhuc captam et sesitam facit et procurat detineri injuste; et hiidem ballivus et subballivus, dictas excommunicacionum sentencias diu dampnabiliter sustinentes, cum sollempnitate qua decet et que consuevit in Andegavensi dyocesi in talibus observari, fuerint aggravati dictasque excommunicacionum et aggravacionum sentencias diu sustinuerint et adhuc sustineant cordibus et animis induratis, claves sancte matris Ecclesie villipendentes, in suis maliciis obstinati, offensionem divinam incurrere et in eadem perseverare non verentes, immo pro suis usibus accumulantes mala malis, Dei timore postposito, contra nos et dictam Andegavensem ecclesiam, occasione dictarum sentenciarum, manum regiam et suam de die in diem aggravent et procurent aggravari, maxime faciendo nos bonis nostris omnibus temporalibus et, quod gravius est, spiritualibus, scilicet decimis, spoliari, et a maneriis nostris, ibidem custodibus ex parte domini regis appositis, ipsis procurantibus, relegari, adeo quod extra civitatem Andegavensem non habemus ubi caput reclinare possimus; nos attendentes ipsos ballivum et subballivum in profundo malorum constitutos, et quod invasores rerum ecclesiasticarum collatarum ecclesiis pro remedio peccatorum, tanquam sacrilegi sunt, ana-

[1] Probablement La Boueste, commune de la Daguenière.

themati usque ad satisfacionem congruam supponendi, ut quos timor Dei a malo non revocat, saltim cohercere debeat severitas ecclesiastice discipline, cum capitulo nostro deliberacione prehabita diligenti, dolentes et cum cordis amaritudine, cum istis duodecim probis viris et honestis sacerdotibus, inductis sacerdotalibus ornamentis, lucernas in manibus ardentes tenentibus, assistentibus nobis in pontificalibus constitutis in hac presenti synodo, quam hodie in hac nostra Andegavensi ecclesia celebramus, presente clero et populo, eosdem ballivum et subballivum, secundum sanctorum patrum instituta, tanquam exortes (*sic*) a regno Dei, a liminibus sancte matris Ecclesie et consorcio omnium fidelium et tocius celestis curie eliminantes et excludentes ipsosque Sathane tradentes in interitum carnis, ut eorum spiritus in die judicii salvi fiant, in hiis scriptis anathematizamus, cum sollempni pulsacione campanarum, ipsas candelas accensas in terram proicientes ac pedibus conculcantes et extinguentes, ac anathematizatos et a communione Dei et Sanctorum sancte matris Ecclesie et omnium fidelium separatos publice nunciamus et in ecclesiis civitatis et dyocesis Andegaven[sis] precipimus publice et sollempniter nunciari, presentibus ad hoc clero in dicta synodo congregato et populo civitatis Andegavensis voce preconia ad hoc specialiter evocato, et specialiter religiosis viris Johanne Sancti Sergii, Michaeli Omnium Sanctorum Andegav[is], Gaufrido de Rota et Matheo de Mellineys monasteriorum abbatibus, ac venerabilibus Egidio decano, Johanne cantore, Gaufrido Transligerensi archidiacono in ecclesia Andegavensi, necnon Stephano de Ludio, Hugone Salmuriensi, Gaufrido Burgoliensi, Mauricio Andegavensi et Johanne de Fixa archipresbiteris, Matheo de Credonio et Petro de Inter Sartam et Meduanam decanis, et aliorum virorum ac mulierum multitudine copiosa. In cujus rei testimonium, ad perpetuam memoriam posterorum, presentem litteram sigillo nostro, una cum pluribus sigillis dictorum abbatum et venerabilium virorum et archipresbitorum et decanorum superius nominatim expressorum, fecimus consignari.

Datum et actum die synodi predicte, que fuit die Jovis post festum beati Luce evangeliste, anno Domini M°CC° nonagesimo octavo.

Hic inseruntur gravamina ecclesiis provincie Turonensis illata, per G. Majorem, episcopum Andegavensem, domino Philipo, regi Francie, Senonis exposita, die Ram[is] palm[arum], anno M°CC° nonagesimo nono[1].

Hec sunt gravamina et prejudicia, que prelatis et ecclesiis ac personis ecclesiasticis provincie Turonensis, tam in spiritualitate quam in temporalitate, ab officialibus domini regis et aliis potestatibus secularibus inferuntur, dicto domino regi, de cujus consciencia, ut scimus, talia non emanant, et ejus consiliariis exponenda. 1299 N. S. 12 avril.

Et primo loco tangenda sunt gravamina que in spiritualibus irrogantur; deinde illa que temporalitatem tangunt, quam brevius fieri poterit, annectentur.

Articulus spiritualitatis dividitur, quia primo de prejudiciis et gravaminibus, que jurisdicionem contingunt ecclesiasticam, disseretur, et postmodum de decimis et aliis spiritualibus subjungetur.

Primo circa juridicionem spiritualem ecclesiasticam de novo maximum et intolerabile gravamen infertur, super quo inter cetera maxime dolet et amaricatur Ecclesia. Cum enim tam de jure scripto, quam de antiqua consuetudine in eadem Turonensi provincia usitata et approbata a tempore cujus memoria non existit, persone ecclesiastice malefactores suos et injuriatores, ut pote invasores, occupatores, raptores et perturbatores rerum ecclesiasticarum, collatarum ecclesiis a fidelibus pro remedio peccatorum, qui, testante Scriptura, sacrilegi sunt censendi atque anathemati usque ad satisfacionem congruam supponendi, possint et consueverint, coram quo maluerint judice ecclesiastico vel seculari, convenire, jus sue ecclesie prosequendo, hodie, si heedem persone ecclesiastice contra tales malefactores et invasores in foro ecclesiastico jus suum prosequantur, potestates seculares per capcionem bonorum temporalium et quandoque eciam personarum compellunt easdem personas ecclesiasticas a prosequcione juris sui desistere et eciam judicem, videlicet episcopum vel officialem, qui procedit justiciam exhi-

[1] Une note de la main de Cl. Gab. Pocquet de Livonnière dit que d'Achery n'a pas publié ce document : *ne judices regii offendantur, quos optime colunt monachi Mauriani.*

bendo, per similes capciones rerum et personarum, tales processus revocare, forma juris minime observata. Quod est, si quis claro oculo intueatur, sancte matris Ecclesie suum gladium spiritualem auferre et clavium suarum potestatem penitus absorbere. Utrum tales varias excommunicacionum sententias evadere queant, lector studiosus, maxime juris peritus, diligenter advertat; et ne res exemplis careat, factum quod nuper in persona episcopi Andegavensis accidit in medium proponatur.

Cum enim officialis dicti episcopi contra quosdam servientes domini comitis Andegavie, qui res, jura, bona et homines ipsius episcopi et ecclesie sue maxime ad gardam domini regis et ejus regalia pertinentia capiebant, occupabant, invadebant et perturbabant, quosdam processus faceret, per suam juridicionem ecclesiasticam procedendo super causis, questionibus et querelis, que ad eamdem juridicionem ecclesiasticam de jure et antiqua consuetudine approbata et obtenta a tempore cujus non extat memoria, pertinere noscuntur, dictus episcopus ad procuracionem ballivi Andegavie per quemdam servientem domini regis, qui dicitur Petrus de Bonay, a ballivo Turonie missum, ex arrupto et sine cause cognicione, suis bonis omnibus temporalibus extitit dessesitus et a suis domibus et maneriis relegatus innominiose et ejectus, quibusdam garcionibus male fame et deterioris vite per dictum Petrum custodibus appositis in eisdem, qui redditus et proventus tocius temporalitatis sue per decem et octo septimanas receperunt et miseros homines dicti episcopi ineffabiliter molestarunt, eosdem diversis exaccionum generibus affligendo, ita quod non habebat dictus episcopus domum propriam, in qua caput reclinare valeret. Et quod est dictu mirabile et horrendum, dictus Petrus domum ipsius episcopi episcopalem, quam habet Andegavis, conjunctam et contiguam ecclesie Andegavensi, ex qua dictus episcopus ipsam ecclesiam ingreditur, causa audiendi missas, vesperas et matutinas, et in qua ipse consuevit abbates confirmare, causas spirituales audire, et in qua officialis et sigillator ipsius habitant et habitare consueverunt, in manu domini regis sesivit, ibidem custodem apponendo, precipiendo officiali et sigillatori dicti

episcopi in dicta domo manentibus, ut inde exirent et domum eamdem vacuarent.

Cum vero dictus episcopus sic a propriis domibus relegatus, eo tempore, causa suam celebrandi synodum, Andegavis accedens, apud quemdam civem Andegavensem tribus diebus aut quatuor secessisset, dictus civis jussus fuit per dictum servientem se reddere in castro Andegavensi et ibi prisionem tenere; quod videns episcopus memoratus nolensque dictum civem, occasione ipsius, indebite molestari, a dicto loco recessit.

Item dictus Petrus de Bonay et custodes in dictis domibus et maneriis appositi ab eodem compulerunt dictum episcopum domos suas et maneria bonis suis mobilibus vacuare et garnimenta sua et utensilia, vina, blada et hujusmodi ad alia loca transferre cum summariis et quadrigis, magnis laboribus et expensis; et cum temporalitas predicta eidem episcopo post modum deliberata fuisset, dictus Petrus retinuit de redditibus et proventibus temporalitatis predicte, per ipsum et ejus ministros predictos receptis, durante tempore supradicto, fere ducentas libras, et adhuc ipsas eidem episcopo reddere contradicit. Majora gravamina et ultragia dicto episcopo irrogari non possent, si fuisset proditor regni aut reus criminis lese majestatis. Non ita agitur cum baronibus et militibus, quorum cum bona temporalia in manu domini regis sesiuntur, ad castra sua et maneria accedere et ibidem manere non prohibentur, nec bona sua inde transferre coguntur, nec in ipsis maneriis custodes et comestores apponuntur; item bona sua omnia, non nisi ex maxima causa, capiuntur, sed aliqua villa vel predium. Bona vero prelatorum pro modica causa, immo pro nulla, capiuntur omnia.

Secundo, ecclesiastica juridicio per easdem potestates seculares et judices hiis diebus fere totaliter enervatur. Nam ipsi judices seculares suis clam et palam inhibent subditis, ne quis eorum laicum coram ecclesiastico judice conveniat. Trahentes vero multifarie multant necnon carceri mancipant, et ubi in eos animavertere non valent, modis quibus possunt, amicos ipsorum carnales offendunt.

Tercio, si aliquis laicus ad instanciam laici vel eciam persone ecclesiastice, que sub juridicione potestatis secularis aliqua temporalia bona possideat, excommunicatus fuerit, actor ad absolucionem excommunicati procurandam, expensis propriis, per suorum bonorum temporalium et plerumque proprii corporis capcionem, compellitur, licet de antiqua, approbata et hactenus pacifice observata consuetudine judices ecclesiastici inter laicos consueverint in civilibus personalibus actionibus cognoscere et judicare; qui ecclesiastici judices ad suarum revocacionem sententiarum plerumque supradictis modis coguntur.

Quarto, judices seculares omnem interpretantur actionem esse realem, in qua de re quacumque mencio habetur, et ad suum forum contendunt pertinere.

Quinto, licet confessio facta a clericis coram judice seculari non valeat, ipsi tamen seculares judices, propter confessiones et litterarum suarum obligaciones, a clericis coram ipsis emissas, ipsos clericos ad solvendum compellunt et in bonis mobilibus et immobilibus eorumdem execucioni demandant.

Sexto, si sint contra aliquem duo judicata, unum factum in foro ecclesiastico de priori tempore, aliud in foro seculari de posteriori, tamen ipsi illud posterius judicatum priori, in foro ecclesiastico facto, de facto preferunt, per hoc juridicionem ecclesiasticam, quantum in se est, adnullantes.

Septimo, dicti justiciarii seculares sepe nuncios, deferentes litteras domini pape et legatorum ejus necnon et ordinariorum, verberant, capiunt et incarcerant, litteras ab eis aufferentes et eciam ipsas litteras çomedere quandoque compellunt.

Octavo, non nisi ad semiplenam probacionem solum coram se litteras ordinariorum admittunt, quibus debet adhiberi plena fides de consuetudine et de jure; et ita fuit semper hactenus observatum.

Nono, ubi coram eis excommunicacionis excepcio ad repellendum agentem vel ferentem testimonium opponitur, nichilominus excommunicatum ad agendum et testimonium ferendum admittunt.

Decimo, excommunicatos, qui hactenus ad mandatum ordinariorum,

maxime in Turonensi, Cenomannensi et Andegavensi dyocesi[bus] compelli consueverunt, per justiciarios seculares pro sua absolucione petenda non compellunt, prout consueverunt; et si forsan excommunicatorum bona asserunt se cepisse, frivolus aut nullus communiter sequitur effectus, cum plus verbo faciant quam re ipsa; et sic de die in diem hereses pululare non cessant.

Sequntur alia gravamina, que per easdem potestates seculares in aliis spiritualibus Ecclesie inferuntur.

Et primo de decimis est agendum. Compellunt enim personas ecclesiasticas de decimis acquisitis financiam prestare aut eas ponere extra manum; quod est mirabile et horrendum. Quid enim spiritualius est decima? Quis sane mentis dubitat decimas tam de jure divino quam humano, Novo et Veteri Testamento, ad ecclesias et ministros Ecclesie pertinere, licet a quibusdam laicis in divini Testamenti injuriam detineantur, cum gravi periculo animarum. Unde, si ecclesia maxime parrochialis ab aliquo laico decimam ad se trahat, non videtur aliquid noviter adquirere sed ad se jus suum et dominium revocare. Quare ergo de suo et quod semper fuit suum compelletur finare.

Secundo, si persone ecclesiastice in casu licito decimas de manu redimunt laicorum, proximi illius laici in genere dictas decimas nituntur retrahere, offerendo redempcionis precium infra annum, juxta consuetudinem patrie in rebus temporalibus approbatam; et ad hoc faciendum compelluntur dicte persone ecclesiastice per potenciam justicie secularis.

Tercio, laici decimas, quas cum animarum periculo detinent, in alios laicos transferunt, empcionis aut alio quovis titulo, contra canonica instituta; et super tali abusu a seculari justicia deffenduntur.

Sequuntur gravamina, que in temporalitate dictis personis ecclesiasticis inferuntur.

Primo, cum archiepiscopus Turonensis et suffraganei ipsius provincie coram domino rege Francie aut coram ejus consiliariis, officialibus vel ballivis in pallamentis ipsius domini regis vel alibi nonquam consueverint respondere, dicti prelati sepe citantur coram dicto domino

rege aut coram consiliariis, senescallis, officialibus vel ballivis predictis; et quia non respondent, sicut nec facere consueverunt nec possunt sine offensa juris et periculo sui status, bona eorum temporalia per eosdem consiliarios, ballivos et alios officiales dicti domini regis sesiuntur, capiuntur, a suis domibus et maneriis villissime expelluntur, custodibus ex parte domini regis appositis in eisdem, qui redditus et proventus, ad eadem maneria pertinentes, recipiunt, omnia dilapidant et consumunt, dampna gravia et prejudicia, que de facili explicari non possent, eisdem prelatis et suis ecclesiis infligendo; et ista vel similia in personis Briocensis, Corisopitensis et Leonensis episcoporum acciderunt. Et sicut dictum est de majoribus prelatis, ita contigit multociens de quibusdam abbatibus et prioribus ac nonnullis aliis personis ecclesiasticis dicte provincie, que coram potestatibus secularibus nunquam litigando consueverunt respondere.

Secundo, cum dominus rex Francie in quibusdam ecclesiis cathedralibus dicte provincie vacantibus habeat regalia, de excessu regaleatorum est inserendum. Que enim dampna et gravamina ecclesiis viduatis, quas deberent deffendere et tueri, unde racione garde debentur regalia, irrogent, satis patuit in ecclesiis Turonensi, Cenomannensi et Andegavensi, pastorum solatio destitutis. Custodes enim regalium forestas permaximas, vendicioni a tempore, cujus extet memoria, nonquam expositas, vendicioni exposuerunt, carpentatores et cisores arborum undique perquirendo, ut ante electionem totum possint extirpare, dando duas denariatas pro obolo. Immo firmiter creditur, quod de foresta ecclesia Andegavensis, quam, ea vacante, vendicioni exposuerunt, nichil lucri reportaverunt, immo plus constitit ad explectandum et scindendum, quam fuit emolumentum quod inde habuerunt[1], sic ecclesiam graviter dampnificando et nullum lucrum aut modicum domino regi afferendo. Tempore vacacionis stanna piscium evacuant et vendicioni, immo perdicioni, exponunt; garennas cuniculorum dissipant et denudant, et breviter, quicquid possunt, eo tempore destruunt et devastant.

[1] Voy. ci-dessus, p. 324.

Qualiter per easdem potestates seculares gravate fuerint et adhuc graventur ecclesie, super rebus a quinquaginta annis citra ab eisdem acquisitis, non est facile explicare. Aut enim cogebantur et coguntur res sic acquisitas ponere extra manum, aut financiam prestare, valorem rei aut empcionis precium excedentem.

Item, si aliquis laicus contra personam quancunque ecclesiasticam coram judicibus secularibus super aliqua re eciam ecclesiastica se aplegiet, nisi ipsa persona ecclesiastica se complegiaverit, illius rei possessione privatur et in applegiantem transfertur, licet ecclesiastica persona se aplegiare non possit, alioquin excommunicacionis sententiam incurreret ipso facto.

Item in casu, in quo, pro delicto unius laici, sesiendo unum ipsius predium essent contenti, omnia bona persone ecclesiastice sesiunt, et in earum plerumque ponunt maneriis comestores, et incomparabiliter in peccuniariis emendis laicis plus gravantur.

Item, ubi precipitur per secularem potestatem capi temporalitas alicujus ecclesie, omnia tam spiritualia quam temporalia, que habet ecclesia, sesiuntur, et omnia premissa contineri sub temporalitatis appellatione decernunt.

Item, sunt aliqui barones et alii domini temporales, qui de fructibus beneficiorum personarum ecclesiasticarum, quos per terras vel aquas defferri faciunt, de novo pedagia exigunt, in prejudicium ecclesiastice libertatis.

Item, si laicus nobilis res quascumque, ab Ecclesia juste ab antiquo possessas, eciam decimas a rege vel comite se tenere advoat, in manu domini regis vel comitis sesitur statim, et possessio advoanti traditur, nisi persona ecclesiastica se aplegiet et in foro seculari de hoc litigare velit; quod tamen non potest, ut superius continetur.

Item, si aliquod delictum committatur in feudo Ecclesie aut in loco, ubi ipsa Ecclesia habeat omnem juridicionem altam et bassam, si pretendatur, licet falso, predictum delictum fuisse factum in chemino regis, quantumcumque patenter alibi factum fuerit, eciam in loco sacro, regales cognicionem, punicionem et justiciam sibi vendicant et

usurpant, non cognito vel alias probato, quod in chemino factum fuerit, quanquam notorium sit delictum alibi fuisse perpetratum, oblata probacione super hoc non admissa; et ista consuetudo a viginti annis citra extitit introducta.

Quam gravia onera, tallias, angarias et perangarias hominibus prelatorum et ecclesiarum imponant, eosdem homines, qui ab eorum potestate consueverint esse liberi et immunes, ceteris gravius onerando et affligendo, non potest breviter explanari. Adeo enim dictos miseros homines talliis et aliis variis exactionibus onerant et affligunt, quod oportet eos a dominio ecclesiarum recedere et ad districtum laicorum se transferre. Cotidie enim capiuntur, distringuntur, carceri mancipantur, et ibi tamdiu detinentur, quousque tallias et exactiones gravissimas et importabiles solverint, adeo quod necesse habent possessiones suas et facultates ad qualecumque precium alienare; et postea oportet eos, mendicando per orbem, panem hostiatim quiritare. Quot enim vidimus ante quadriennium divites et potentes, qui modo fame pereunt, panem per hostia mendicantes! Unde dicte potestates seculares hiis diebus juridicionem et auctoritatem prelatorum et aliarum personarum ecclesiasticarum adeo evacuant et enervant, ut nichil potestatis videatur eis in suis terris et hominibus remansisse. Per terras enim ecclesiarum discurrentes, in eisdem justiciant et sergentant, bona capiunt, omnia devorant et absorbent, dictas terras et homines earum servituti subigendo et potestati sue de novo submittendo.

Qualiter autem se habeant servientes domini regis circa exactionem duarum decimarum, quas a personis ecclesiasticis petunt, non esset absque profundis suspiriis referendum. Dicti enim servientes cum multitudine armatorum per abbatias, domos canonicorum et aliarum personarum ecclesiasticarum discurrentes, frangunt domos et hostia, celaria, archas et orrea, secum ferunt quod inveniunt, vendunt ad magnum forum, ut statim pecuniam habere possint, non servantes modum debiti petiti aut decime reddi aliter consuete. Heu heu! quis posset lacrimas continere, videns sarcinas et troussellos ac involucra pannorum, vestimentorum, linteorum, coopertoriorum et aliorum

utensilium, que penes miseras personas ecclesiasticas, non habentes quod solvant, rapiunt, et per civitates et opida defferri faciunt cum summariis et quadrigis. Equos dictarum personarum ecclesiasticarum, ubicumque inveniunt, capiunt et secum ducunt et eis utuntur, immo abutuntur, eosdem equitando vel al[ias] suis usibus applicando. Unde nuper accidit Andegavis, quod quidam archipresbiter, valens homo, capellanus Andegavensis episcopi, et quidam clericus suus, ad domum ipsius episcopi episcopalem Andegavis pro suis negociis venientes, de equis suis descenderant. Quibus descensis, vix amotis pedibus de stripudiis, affuerunt quidam servientes domini regis, ut dicebant[1], qui dictos equos statim ceperunt et secum adduxerunt, quos dictus archipresbiter sequenti die vix habere potuit sub pignoribus argenti ab eo datis; et pro gagiis sive stipendiis dictorum servientium oportuit dictum archipresbiterum solvere decem solidos, preter expensas equorum. Quibus excessibus non contenti, post paucos dies, ad domum ipsius archipresbiteri accedentes et ejus cameram violenter frangentes, libros suos inde asportaverunt. Que omnia injuriosissime facta sunt, cum dictus archipresbiter ad nullam decimam teneretur, cum anno precedenti, pro quo petuntur due decime, vacasset beneficium suum per mortem, et pro eo finasset cum collectoribus domini regis super annalibus beneficiorum recipiendis deputatis, et pro dicta finacione centum decem libras dictis collectoribus persolvisset. Quid plura? Dicti servientes non adeo sunt soliciti de dictis decimis colligendis, quam de suis gagiis seu stipendiis exigendis; unde pro qualibet vice, qua dicti servientes veniunt ad domum miseri sacerdotis, prioris vel alterius persone ecclesiastice pro decima requirenda, ante omnia quinque solidos pro suis gagiis exigunt et extorquent, pro quatuor vicibus viginti solidos reportantes, et sic quinque gagia eorum adequantur quantitati decime vel excedunt. Insuper a multis personis ecclesiasticis et eciam laicis donaria et exennia recipiunt, ut a peticione subvencionum, quas ab eisdem requirunt in totum quandoque vel ad tempus

[1] Le manuscrit porte *dicebat*.

supersedeant vel desistant. Preterea ad ecclesias, de quibus nonquam fuit soluta decima propter tenuitatem reddituum, accedunt, ut saltem, si non decimam, tamen sua gagia valeant extorquere. Sic totum devorant ministri detestabiles et miserum populum degluciunt, sicut escam panis, unde, qui nuper erant garciones pauperes et egeni, nunc equitant magnos equos et induuntur vestibus preciosis, replent spoliis pauperum domos suas, vasa argentea et deaurata faciunt fabricari ac de iniquitatis mamonna thesaurizant. Per hunc modum depauperatur regnum, subditi clerici et laici ad miserabilem et ineffabilem inopiam et paupertatis ergastulum demerguntur. Que utrum regi et regno expediant, ponderet sapiens indagator. Expedit enim rei publice subditos locupletes habere; et thesaurus regni est habundancia subditorum.

Supplicant ergo persone ecclesiastice dicte provincie Turonensis regie majestati, quod de benignitate solita super premissis adhibeat et adhiberi faciat remedium oportunum;

Item, quod ecclesiis et personis ecclesiasticis dicte provincie observet et observari faciat suas franchisias et libertates ac antiquas consuetudines, sicut observate fuerunt temporibus predecessorum suorum et maxime diebus beatissimi Ludovici, avi sui;

Item, quod ipse mittat viros Deum timentes, in quibus sit veritas et qui oderint avariciam, ad partes dicte provincie Turonensis, ad inquirendum et corrigendum excessus officialium suorum et aliarum secularium potestatum et statum dicte provincie reformandum;

Item, quod velit per suas dare litteras in mandatis collectoribus annalium proventuum beneficiorum ecclesiasticorum, ex parte domini regis in dicta provincia constitutis, ut nichil exigant de annalibus beneficiorum vacantium aliter quam per mortem aut al[ias], contra declaracionem domini summi pontificis circa privilegium, domino regi super dictis annalibus concessum, nuper factam, et quod si quid receperint, illud restituant eis quibus restituendum fuerit, juxta dicte declaracionis tenorem;

Item, supplicat Andegavensis episcopus, quod peccuniam receptam de redditibus et proventibus terre sue, quam Petrus de Bonay, gerens

se pro serviente domini regis, injuste sesivit et sesitam tenuit per decem et octo septimanas vel amplius in manu domini regis, integre faciat sibi reddi, et excessus et injurias dicto episcopo et ecclesie sue per dictum Petrum et suos complices, quos custodes maneriorum dicti episcopi constituit et suorum reddituum receptores, irrogata, faciat emendari, et ea, que per eos male acta sunt, in statum debitum reformari.

Epistola per dictum episcopum dicto domino regi directa[1].

Quia misericordia et veritas custodivit regem et «roboratur clemencia domus ejus[2],» prout ait ille rex sapientissimus Salomon, *Prov.* xx, sic debet esse clemens princeps, ut sit in eo equitatis justicia, sine qua nulla potest res publica bene regi. «Remota enim justicia, «quid sunt regna, nisi magna latrocinia,» ait Aug[ustinus], IIII *De Civitate Dei*, cap. IIII. Cum enim princeps sit fundamentum populi, pater patrie, caput rei publice, prout dicunt sapientes et philosophi, a sua justicia debet aliorum justicia emanare et ab eo debet regi omnis alia justicia et eciam gubernari. Rex enim justus erigit terram, vir avarus destruet eam, prout ait idem Salomon, *Prov.* xxix, et rursum xxv. Aufer impietatem de vultu regis et firmabitur justicia thronus ejus. Attendat princeps sapiens qualiter differat rex a tyranno. Verus princeps est qui, legittime constitutus, jure divino et humano principatur et qui, virtutibus preditus, se ipsum bene regit. Tyrannus vero est qui contrariis modis se habet; sed «numerus annorum incertus est tyrannidis ejus[3].» *Job*, xv, ibi mora xII. Tyrannus dicitur qui in qualibet republica non jure principatur et in *Policrato*, libro IIII, cap. I. Que differencia est tyranni et principis? Quia hic legi obtemperat et ejus arbitrio populum regit, cujus se credit ministrum; tyrannus vero, qui contrariis modis se habet. Unde omnis princeps, licet sit legitime institutus, 1299.

[1] Cette lettre a dû accompagner ou suivre immédiatement l'exposé qui précède, et provoquer, dans le même temps, les lettres royaux qui suivent.

[2] *Prov.* xx, 28 : «Roboratur clementia «thronus ejus.»

[3] *Job*, xv, 20 : «Cunctis diebus suis im«pius superbit et numerus, etc.»

cavere debet ab operibus tyrannicis, que sunt injustis legibus populum subjectum opprimere, indebitis tributis et talliis aggravare, propriis rebus expoliare, operibus non debitis angariare, ab aliis invadentibus non deffendere, prepositos et ballivos injustos ad excoriandum populum preficere, et sic de aliis, quia, ut ait Augustinus, I *De Civitate Dei*, cap. xx : «Rex cum est injustus, tyrannus est;» et Sapiens in Ethicis ponens differenciam inter regem et tyrannum : «Tyrannus «est qui, quod sibi conferens est, intendit, rex, qui quod est utile «subditorum.» De principantibus modo tyrannico dicitur *Prov.* xxviii : «Leo rugiens et ursus esuriens princeps impius super populum paupe«rem. Dux indigens prudencia multos opprimet calumpnia. Qui autem «oderit avariciam, longi fient dies ejus[1].» De talibus conqueritur Dominus Ysaie i[2] : «Principes tui infideles, socii furum, etc.» Princeps ergo nobilis et justus caveat a predictis, cogitans quod est pater patrie, ut dictum est supra. Ut enim ait Sapiens in Ethicis : «Similis est comparacio regis ad subditos et patris ad filios et pastoris ad oves; modo ergo paterno debet populum regere et clementer. Sit justus, juste et recte judicando, leges justa[3] precipientes et contraria prohibentes sanciendo; — «Per me, inquid (*sic*) divina Sapiencia[4], reges regnant «et legum conditores justa decernunt, per me principes imperant et «potentes decernunt justiciam.» *Prov.* viii, pauperes exaudiendo, eorum causas examinando, injurias propellendo et ad satisfaciendum injuriatores compellendo. Hoc enim debet eis facere, exemplo egregii imperatoris Trajani, nulli auferendo quod suum est, nec auferri permittendo, furta cohibendo, transgressores legum puniendo. Regum enim, ut dicit Jero[nymus], proprium est facere judicium atque justiciam et liberare de manu calumpniantium vi oppressos, sophisticas machinaciones et calumpniosas adinvenciones malorum officialium et curialium ad illaqueandum et excoriandum et spoliandum populum cohibendo, verbis eorum adulatoriis et mendacibus, suadentibus extorsiones et rapinas, fidem non adhibendo, quia «princeps, qui libenter audit

[1] *Prov.* xxviii, 15, 16.
[2] *Ysa.* i, 23.
[3] Le manuscrit porte *justas*.
[4] *Prov.* viii, 15, 16.

« verba mendacii, omnes ministros habebit impios. » *Prov.* XXIX[1]. Respondere debet talibus bonus princeps, sicut de illo optimo principe Tyberio imperatore narratur in hystoriis, quod, cum sibi suaderetur a malis consiliariis tributa augenda esse provinciis, respondit boni pastoris non esse pecus deglutire. Tales mali consiliarii, presides et ballivi assimilantur canibus latrantibus, lupis devorantibus oves sive ancipitribus devorantibus et deglutientibus colunbas. Cogunt enim, quasi canes latrantes, pauperes ad judicium, in quo spoliantur[2]. Ysa. I : « Omnes sequntur retribuciones, diligunt munera. » Et ideo sequitur : « Pupillo non judicant, et causa vidue non ingreditur eos. » Adeo sunt obdurati impietate et aviditate capiendi et voracitate avaricie excecati, quod nec bonorum innocencia nec pupillorum infancia nec viduarum ignorancia vel insciencia nec pauperum inedia, quos premit famis, sitis et nuditatis angustia, movent eos ad pietatem. *Eccl.* III[3] : « Vidi calumpnias que sub sole geruntur, et lacrimas innocencium, et consolatorem neminem, nec posse resistere eorum violencie, cunctorum auxilio destitutas. » Hii sunt similes lupis, de quibus ait Sapiens, VIII, de animalibus, quod lupi, cum venatores piscium dant eis aliquid, non nocent illis; sed cúm non dant illis, corrumpunt rectia, cum extenduntur ad siccandum. Sic est de talibus, nisi preveniantur muneribus. nocent causas habentibus et negocia. Immo sunt crudeliores lupis, quia legitur de lupabus, quod nutrierunt infantes expositos bestiis, sicut fuit de Romulo, quem nutrivit lupa, prout dicit hystoria Romanorum; predicti autem pupillos excoriant et infantes.

Item crudeliores sunt leonibus esurientibus. Ut [enim] ait Solinus[4], libro IIII, cap. I : « Clemencie multa sunt indicia in leonibus; prostratis « parcunt, in viros pocius quam in feminas seviunt, infantes, non nisi « in magna fame, perimunt nec a misericordia separantur. » Predicti autem nullis parcunt, ut est dictum; et sicut est de lupis, qui quanto habent plures filios, tanto rapaciores et avidiores ad predam fore dignoscuntur, sic in talibus manifestissime comprobatur. Sunt et similes

[1] Cap. XII.
[2] *Ysa.* I, 23.
[3] *Eccli.* IV, I.
[4] P. 75. Édit. de Bâle, 1543, in-fol.

castori, de quo ait Solinus, quod, «cum hominem invaserit, conventu «dentium non prius relaxat, quam[1] cumcrepent ossa lassa sub dentibus «ejus;» sic tales non cessant, donec pauperes conterant et confringant, quos Dominus exprobrat, Michee, III, dicens[2]: «Comederunt carnem po«puli mei, et pellem eorum desuper excoriaverunt, et ossa eorum con«fregerunt, et conciderunt, sicut in lebete et quasi carnem in medio «olle.» Et sequitur, paucis interpositis, notabile verbum : «Si quis non «dederit in ore eorum quidpiam, sanctificabunt super eum prelium.» Hii sunt etiam crudeliores lincibus, de quibus Jeronymus[3], quod, licet ore rapido dormiant, tamdiu predandi memoriam habent, quamdiu venter est vacuus; ubi vero sanguine pasta est feritas, cum saturitate succedit oblivio, donec memoriam renovaverit esuries. Predicti autem, saturati spoliis pauperum, non cessant alios spoliare. Quid plura! Serpentina viperarum progenies officialium iniquorum, ut verbis beati Johannis Baptiste Christi precursoris utamur, Mathei, III : «Progenies «viperarum, quis[4] demonstrabit vobis fugere a ventura ira?» Ad modum vipere venenosi serpentis, qui utrumque parentem perimere dicitur et necare, patrem, dum generat cum femina coeundo, matrem, dum parit, ejus latera unguibus et dentibus lacerando, patres suos spirituales, prelatos videlicet et doctores Ecclesie, animarum suarum curam habentes, et matrem suam Ecclesiam perimere et necare dentibus et unguibus laniare conatur, bona sua spiritualia et temporalia eisdem, relegato pietatis officio, crudeliter sustrahendo. Horum enim sitibunda cupiditas ac insatiabilis supra naturam ferarum edax voracitas, leonum rugientium et ursorum esurientium seviciam superans, omnia devorat, omnia exterminat, decimas, bona, jura et res ecclesiarum invadit, occupat et usurpat, privilegia, immunitates et antiquas Ecclesie consuetudines violat, anichilat, destruit et immutat[5]. Exclamet ergo, cum vate Ysaia[6], sancta mater Ecclesia, a filiis vipereis lacerata :

[1] «Quam concrepuisse persenserit ossa fracta.» (Édit. de Bâle, etc. p. 47.)

[2] *Mich.* III, 3, 5.

[3] Sous-entendu *ait.*

[4] Le ms. porte *quid.*

[5] Tout ce qui suit se retrouve à peu près identiquement ci-dessus, p. 336.

[6] *Is.* I, 2.

« Audite, celi, et auribus percipe, terra. Filios enutrivi et exaltavi; « ipsi autem spreverunt me; » immo pocius necaverunt, bona mea et privilegia mihi nequiter auferendo, ministros[1] meos a meis divinis officiis diurnis et nocturnis incessabilibus molestiis avocando. Hodie enim ministri mei sic ineffabilibus oppressionibus, angariis, perangariis, decimis, financiis, subvencionibus et aliis importabilibus oneribus multipharie multisque modis hiis periculosis temporibus affliguntur, angariantur et torquentur, quod non datur eis die ac nocte alicujus requiei intervallum. Unde deterioris condicionis videtur esse hodie sacerdocium ortodoxum, quam sub Pharaone fuerit, qui legis divine noticiam non habebat. Ille quidem, aliis servituti subactis, sacerdotes et possessiones eorum in pristina libertate dimisit et de publico eis alimoniam ministravit; sed hodie, vice versa, ceteris immunitati donatis, ecclesia adicitur servituti. Unde impletum est Jer[emiæ] vaticinium[2]: « Domina gentium, princeps provinciarum, facta est sub tributo! » Proth dolor! Apud Christicolas deterioris et vilioris condicionis habentur hodie ministri Christi, quam Christum persequentes et negantes Judei, et cultores ecclesiarum, quam apud Gentiles, qui colebant sculptilia, fuerunt ministri et sacerdotes ydolorum. Hiis enim malis diebus ministri ecclesiarum, qui deberent, juxta sacratissimas imperiales et canonicas et theologicas sanctiones, omnibus derelictis, omnipotentis Dei inherere misteriis, sic angariati, sic distorti et distracti, a divinis avocati, Deo vacare non possunt nec ejus Ecclesie deservire, nec parvulis, id est fidelibus populis, petentibus panem sacre doctrine, pabulum verbi Dei, maxime populo christiano necessarium, queunt, prout incumbit eorum officio, ministrare. Unde impletum est[3] Amos prophete testimonium sic dicentis : « Ecce dies veniunt, dicit Dominus, et ponam « famem in terra, non famem panis et sitim aque sed audiendi verbum « Domini. » Modo enim per curias, modo per assisias, nunc per aquam, nunc per terras discurrere compelluntur, propter angariaciones et molestias prelibatas. A ballivis, senescallis et aliis officialibus et ministris

[1] Le manuscrit porte *ministro*. — [2] *Jérém.* threu. I, 1. — [3] *Amos*, VIII, 2.

ita excoriantur, exinaniuntur, depopulantur, quod vix remanet eis unde possint vitam inopem, que esset pocius mors dicenda, miserabiliter sustentare.

Lamentetur ergo mater Ecclesia, que mamillis regum primitivis temporibus lactabatur, gemens cum Jeremia[1] atque dicens : « O vos « omnes qui transitis per viam, attendite et videte, si est dolor sicut « dolor meus. » Olim enim mei fideles filii, videlicet principes sacratissimi, dotabant ecclesias, fundabant monasteria, que modernis temporibus destruuntur, enervantur ac eciam confunduntur; et quia dicti sacratissimi principes fuerunt devoti et humiles Deo et Ecclesie, rex regum et dominus dominantium ipsos mirifice sublimavit, eisdem victoriam et triumphum de hostibus largiendo terrasque ipsorum hostium in ipsos sua irrefragabili potencia transferendo. Postquam autem cessavit ista devocio et successit ecclesiarum oppressio, qualiter principibus Christianis in omnibus suis agendis successerit, taceo, quia rem hujusmodi facti evidencia manifestat. O filii ergo karissimi, sitis more majorum Deo et Ecclesie humiles et devoti. Ista enim competunt principi christiano videlicet, quod sit in eo humilis obediencia respectu Dei et Ecclesie ejus, Deum pie colendo Ecclesiam et ministros ejus devocius honorando. Accipite humilitatis et devocionis ac liberalitatis in ecclesiis ac tocius bonitatis exempla a sanctissimis romanis principibus Constantino magno, Theodosio, Justiniano, Karolo Magno necnon et beatissimo Ludovico, nuper regnum Francorum prospere ac felicissime gubernante; de quorum mira devocione ac stupenda in divino cultu pietate ac viscerosa in ecclesiis liberalitate tam in diversis hystoriis quam in cronicis approbatis mirabilia referuntur. Unde et ipsis principibus sacratissimis gloriosus princeps regum terre, per quem ceteri reges regnant, recompensavit eciam in vita presenti, tribuens eis quasi arram glorie. Nam de felici prosperitate Constantini narrat Augustinus, quod diu imperavit universum orbem romanum, tenuit et deffendit, in gerendis bellis victoriosissimus fuit, in tyrannis opprimendis

[1] Thren. I. 12.

per omnia prosperatus, et, grandevus senectute defunctus, filios imperatores reliquit. De prosperitate vero Theodosii sibi collacta (*sic*) a rege regum narrat idem Augustinus; qualiter scilicet ipse devicit hostes et qualiter tela hostium a vento in ipsos retorquebantur. De prosperitate Karoli Magni et ejus mirabilibus victoriis ac triumphis loqui non oportet, quia, fama celebri referente et ore vulgi celebrante, adhuc ejus preclara facta toti mundo innotescunt.

Sanctitatem autem ac devocionem in Deum et in ecclesias gloriose recordacionis sanctissimi Ludovici, nuper regis Francorum, ac prosperitatem dicti regni et pacis transquilitatem, que suis temporibus floruerunt, facti adhuc recens memoria ineffabiliter preconizat.

Humiles ergo principes et devotos Deo et Ecclesie, ut est dictum, in presenti elevat Deus et in futuro glorificat; superbos vero et sibi et Ecclesie rebelles humiliat et dampnat. Unde Sapiens[1]: «Sedes ducum «superborum destruxit Dominus et sedere fecit mittes pro eis.» Quod autem sit premium principum justorum et bene regentium temporaliter, determinatur *Deuteronomi* XVII[2], ubi dicitur de rege : «Non «multiplicabit sibi equos, etc. (*sic*); » et sequitur[3] : «Nec elevetur cor «ejus in superbiam super fratres suos neque declinet in partem dexte«ram sive sinistram, ut longo regnet tempore ipse et filius ejus super «Israel; » et *Prov.* XXIX[4] : «Rex qui judicat in veritate pauperes, thronus «ejus in eternum firmabitur.»

Quale vero sit dampnum tyrannice regentium, dicitur *Ecclesi*[*astici*] X[5]: «Regnum a gente in gentem transfertur propter injusticias et injurias «et contumelias et diversos dolos,» prout patuit de Saule, qui regnum amisit, quia Deo et mandatis ejus inobediens fuit, [id est] *Reg.* XV[6], unde propheta Samuel ei dixit : «Pro eo quod abjecisti sermonem Domini, abjecit te Dominus, ne sis rex super Jerusalem,» et in Roboam, filio Salomonis, qui, spreto consilio seniorum, sequens consilium juvenum, de aggravando jugo super populum respondit, populo dura

[1] *Eccli.* X, 17.
[2] Cap. XVI.
[3] Cap. XX.
[4] V. 14.
[5] V. 8.
[6] I *Reg.* XV, 23.

dicens[1] : « Minimus digitus meus grossior est dorso patris mei. Pater « meus aggravavit jugum vestrum ; ego addam jugo vestro. Pater meus « cecidit vos flagellis ; ego cedam vos scorpionibus. » Propter que decem tribus recedentibus ab eodem, duabus sibi duntaxat adherentibus, scissum est regnum ejus.

Non credat ergo rex sapiens et nobilis, maxime a sanctorum progenitorum prosapia derivatus, dantibus malum consilium de jugo super populum et ecclesias aggravando, ne Deus, cui nichil est impossibile, videns afflictionem et clamorem populi, importabilibus oneribus oppressi, ad iracundiam provocatus, transferat aut dividat regnum ejus.

Eterna vero merces bene regentium principum est regnare cum rege regum in eternum, sicut fuit de David et de rege sanctissimo Ludovico; injuste vero principantium dampnacio eterna. Durissimum enim judicium in hiis, qui presunt, fiet et potentes potenter tormenta patientur. *Sapi.* VI[2].

Sequntur littere regie, impetrate a dicto episcopo, super gravaminibus memoratis.

23 avril 1299. Philipus, Dei gracia Francorum rex, Turonensi et Constancienci ballivis vel eorum locum tenentibus, salutem. Ex dilectorum nostrorum archiepiscopi Turonensis ejusque suffraganeorum gravi querimonia ad nostrum pervenit auditum, quod vos et alii justiciarii, ministri et officiales nostri, in vestris constituti[3] balliviis, ipsos, ecclesias et personas ecclesiasticas provincie Turonensis, molestacionibus et oppressionibus variis contra immunitatem ecclesiastice libertatis incessanter opprimitis et diversis jugiter injuriis et gravaminibus molestatis. Nos autem, qui in eorum quiete quiescimus, ipsos a predictis gravaminibus preservari et libertatem hujusmodi, regiminis nostri temporibus, illibatam servari plenis desideriis affectantes, mandamus vobis, quatinus, si temporalitas prelati per curiam nostram sesiri ex causa mandetur, sitis a principio sesina unius manerii vel alterius pauce partis contenti, nisi ad majorem forsitan partem successive post modum sesinam extendi

[1] III *Reg.* XII, 10-14. — [2] V. 7. — [3] Le manuscrit porte *constitutis.*

indurata contumacia vel protervitas inobedientis exposcat, non tamen ad sesiendam totam temporalitatem procedentes, nisi in nostris litteris de tota contineatur expresse vel nisi facti atrocitas hoc requirat. Quod si custodes in talibus sesinis poni contingat, uno sitis contenti a principio, nisi magna rebellio aliud requirat vel de pluribus in litteris nostris expressa mencio habeatur, ab hiis et similibus processibus et gravaminibus abstineri in sesinis temporalitatis aliarum personarum ecclesiasticarum predicte provincie facientes, attentius provisuri, ut in sesinis hujus modi servientes ponatis ita providos et fideles, ne de ipsorum administracionibus atque gestis a vobis racio exigatur vel super hoc alias possitis redargui vel puniri. Subditis quoque vestris non inhibeatis, quin in casibus, ad juridicionem Ecclesie de jure vel consuetudine spectantibus, suos adversarios coram ordinariis ecclesiasticis locorum conveniant, nec aliquos per capciones corporum vel bonorum ad impetrandum pro adversariis suis absoluciones compellatis, nec compelli eciam permittatis, neque litteras ecclesiasticorum judicum deferentes incarceretis nec verberetis propter portacionem ipsarum, nec litteras ipsas auferatis eisdem. Quod si aperta littera et indubitata ordinariorum ecclesiasticorum locorum judicum, majorem excommunicacionem continens, vobis ostendatur pre manibus, et non fuerit appellatum, excommunicatos ad agendum vel patrocinandum non recipiatis, ubi consuetum est hoc servari, excommunicatos siquidem obstinatos ad petendum absolucionem, ad requisicionem ordinariorum, compellatis, sicut ab antiquo fuerit consuetum. Personas insuper ecclesiasticas ad nova pedagia vel inconsueta solvi a personis ecclesiasticis de fructibus beneficiorum suorum ecclesiasticorum solvenda compelli minime permittatis; custodes autem regalium, per nos positos vel ponendos, excessus vel usurpaciones facere prohibemus. Hujusmodi ergo mandatum nostrum sic diligenter et fideliter exequi procuretis, quod tam ipsi prelati quam ecclesie et persone ecclesiastice supradicte, injuriarum et molestacionum quarumlibet turbinibus relegatis, pacis actori, cujus mancipantur obsequiis, eo devocius quo transquillius debitum impendere valeant famulatum, nosque ipsorum in hac parte cessantibus

querimoniis et querelis, quarum revera iterata relacio nos turbaret acerbius et offenderet animum, obedienciam et sollicitudinem vestram proinde merito commendare possimus, presentes litteras predictis prelatis vel eorum mandato reddentes.

Actum apud Angleuram, die Jovis post festum resurrectionis Dominice, anno Domini M°CC° nonagesimo nono.

Sequntur littere exequtorie ad premissa.

23 avril 1299. Philipus, Dei gracia Francorum rex, dilectis magistro Radulpho Rousseloti, clerico nostro, et Gaufrido de Aniseyo, vicecomiti Baiocensi, salutem et dilectionem. Ex dilectorum nostrorum archiepiscopi Turonensis ejusque suffraganeorum gravi querimonia ad nostrum pervenit auditum, quod collectores decime et annalium ecclesiasticorum beneficiorum, nobis pro regni nostri defensionis subsidio concessorum, et alii officiales et ministri nostri, superintendentes negocio collectionis hujusmodi et alias in ejusdem et aliarum subvencionum, impositarum diversis retroactis temporibus, pro negocio defensionis, predicte collectionis officio illudque contingentibus in Turonensi provincia deputati, plus illicitis questibus et propriis commodis inhiantes, quam utilitati et execucioni fideli negociorum sue fidei commissorum et alias potestate sibi tradita nequiter abutentes, prelatos, ecclesias et personas ecclesiasticas provincie Turonensis ac homines eorumdem, sub umbra subvencionum hujusmodi, indebitis exactionibus, extorsionibus et rapinis diversimode gravaverunt, quodque tam predicti quam alii officiales, justiciarii et servientes nostri balliviarum ipsarum prelatos, personas ecclesiasticas et homines supradictos molestacionibus et oppressionibus variis contra immunitatem ecclesiastice libertatis et ordinaciones nostras super hiis editas opprimere et diversis injuriis et gravaminibus afficere presumpserunt, et alias graves et enormes priscis temporibus commiserunt et jugiter committere non verentur excessus. Nos autem, qui in eorum quiete quiescimus, predicta gravamina, eis, ut premittitur, jam illata, moleste ferentes, et cupientes ab hiis, que inferri possent, in posterum preservari, vobis de quorum

industria et fidelitate plenam in Domino fiduciam gerimus, presentium tenore committimus et mandamus, quatinus, ad partes illas vos personaliter conferentes, de exactionibus, extorsionibus, rapinis, gravaminibus, injuriis et excessibus antedictis inquiratis, vocatis evocandis, summarie et de plano diligenter et sollicite veritatem, que taliter inveneritis extorta, plene restitui, dampna restaurari, injurias emendari et gravamina submoveri, prout justum fuerit, facientes, et quos in premissis constiterit deliquisse, castigacione debita eciam per privacionem ipsorum ab officiis vel serviciis suis perpetuo vel ad tempus et alias, prout expedire videritis, taliter punientes, quod eorum pena tam sibi quam aliis presumpcionis similis interdicat exempla. Illos eciam, quos culpabiles inveneritis in hac parte, ad refundendum predictis prelatis et ali[is] expensas, quas ipsos in hujusmodi prosequcione negocii fecisse constiterit, racione previa compellatis. Hujusmodi ergo mandatum nostrum sic diligenter et fideliter exequi procuretis, quod tam ipsi prelati, quam ecclesie et persone ecclesiastice supradicte, injuriarum et molestacionum quarumlibet turbinibus relegatis, pacis actori, cujus mancipantur obsequiis, eo devocius, quo transquillius, debitum impendere valeant famulatum, nosque ipsorum in hac parte cessantibus querimoniis et querelis, quarum revera iterata delacio nostrum turbaret acerbius et offenderet animum, obedienciam et sollicitudinem nostram proinde merito commendare possimus. Damus autem fidelibus justiciariis et subditis nostris tenore presentium in mandatis, ut vobis in premissis et ea tangentibus diligenter et efficaciter pareant et intendant.

Actum apud Angleuram, die Jovis post festum resurrectionis Dominice anno Domini M°CC° nonagesimo nono.

Sequntur alie littere domini regis.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi vel ejus locum tenenti salutem. Mandamus tibi, quatinus Petrum de Bonayo, servientem nostrum, ad reddendum de hiis, que de terra dilecti et fidelis nostri episcopi Andegavensis, que ad manum nostram, racione 23 avril 1299.

dissensionis, inter ipsum et carissimum germanum et fidelem nostrum K. comitem Andegavensem exorte, sesita et aliquamdiu retenta extitit per eum et deputatos ab ipso, levata et recepta fuerunt, plenam, fidelem et integram racionem et ad reddendum eidem episcopo levata et recepta hujusmodi, deductis racionabiliter deducendis, summarie et de plano compellas.

Actum apud Angleuram, die Jovis post festum resurrectionis Dominice anno Domini m°cc° nonagesimo nono.

Quedam responsio facta domino regi a prelatis provincie Turonensis.

9 avril 1302. Universis presentes litteras inspecturis et audituris R. Dei gracia archiepiscopus Turonensis, R. Cenomannensis, G. Andegavensis, H. Nannetensis, B. Macloviensis, A. Corisopitensis et G. Briocensis eadem gracia episcopi, salutem et sinceram in Domino caritatem. Noveritis quod nos ab excellentissimo principe domino Philipo, Dei gracia rege Franc[ie] illustri, anno Domini m°ccc° primo, Dominica in Passione Domini, Parisius evocati super quibusdam negociis ipsum regem et statum regni, ut dicebat, tangentibus, nostra consilia prebituri, et super eisdem negociis cum eodem aliisque prelatis et ipsius regni proceribus tractaturi, expositisque dicta die ex parte ipsius regis negociis, super quibus fueramus, ut predicitur, evocati, petitoque a nobis, ex parte ipsius regis presentis, ut ipsum juvare ad deffensionem jurium suorum ac honoris et regni sui super expositis negociis curaremus, die Lune sequenti convenientes in unum, communicato consilio ac deliberacione prehabita diligenti, protestato ante omnia a nobis, quod per predictum tractatum et responsionem nostram non intendebamus nos nec ecclesias nostras in aliquo de novo subicere vel submittere ipsi regi, respondimus in hunc modum, videlicet quod ipsum ad deffensionem jurium statusque et honoris suorum et regni, salvis juribus et libertatibus ecclesiarum nostrarum, statibus nostris animarumque salute, in quantum possemus, commode juvaremus. In cujus rei testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Actum Parisius die Lune et anno predictis.

Lictera missa domino Bonifacio pape VIII° a prelatis regni Francie[1].

Sanctissimo patri ac domino suo karissimo domino Bonifacio, divina providencia sacrosancte romane ac universalis Ecclesie summo pontifici, sui humiles ac devoti archiepiscopi, episcopi, abbates, priores conventuales, decani, prepositi, capitula atque collegia ecclesiarum cathedralium et collegiatarum, regularium et secularium totius regni Francie, Parisius congregati, devotissima pedum oscula beatorum. Non absque dolore cordium et amaritudine lacrimarum beatitudini vestre significare compellimur, quod serenissimus princeps dominus noster karissimus[2], Philipus, Dei gracia Francorum rex illustris, auditis que per venerabilem virum archidiaconum Narbonensem, notarium et nuncium vestrum, nuper sibi ex parte vestra relata fuerunt, ac inspectis apostolicis litteris clausis, ei per eumdem archidiaconum presentatis, et quibusdam, licet paucis, de baronibus suis tunc sibi assistentibus, earum communicato tenore, ex hiis tam dominus rex quam barones ipsi, ex ingenti admiracione et vehementi turbacione commoti, statim idem dominus rex, de baronum ipsorum consilio, barones ceteros tunc absentes ac nos, videlicet universos archiepiscopos, episcopos, abbates, priores conventuales, decanos, prepositos, capitula, conventus atque collegia ecclesiarum tam cathedralium quam collegiatarum, regularium et secularium, nec non universitates et communitates villarum regni sui ad suam mandavit presentiam evocari, ut prelati, barones, decani, prepositi ac duo de peritioribus uniuscujusque collegiate vel cathedralis ecclesie personaliter, ceteri[3] vero per yconomos, syndicos ac procuratores ydoneos, cum plenis et sufficientibus mandatis, statutis loco et termino [comparere][4] curaremus. Porro nobis ceterisque personis ecclesiasticis supradictis necnon et baronibus, yconomis, syndicis et 10 avril 1302.

[1] Cette pièce est publiée par Dupuy, *Preuves de l'hist. du différend de Boniface VIII*, p. 67-71, avec quelques variantes. Nous ne relevons que celles qui intéressent le sens.

[2] Le manuscrit porte en abrégé, comme à la première ligne, *kmus*. Dupuy lit *christianissimus*.

[3] Le manuscrit porte *ceteris*.

[4] Le mot est omis.

procuratoribus communitatum et villarum et aliis sic, juxta premisse vocacionis formam, ad mandatum regium, hac die Martis decima presentis mensis Aprilis, in ecclesia beate Marie Parisiensis, in prefati regis presentia constitutis, idem dominus rex proponi fecit, cunctis audientibus palam et publice, sibi ex parte vestra fuisse inter alia per predictos archidiaconum et litteras intimatum, quod de regno suo, quod a solo Deo ipse et predecessores sui tenere hactenus recognoscunt[1], temporaliter vobis subesse illudque a vobis tenere deberet; nec contenti verbis hujusmodi sic mirabilibus sicque novis et inauditis a seculo apud incolas dicti regni, sed ea producere satagentes exequcionis in actum, prelatos dicti regni ac magistros in theologia et professores utriusque juris, oriundos de regno predicto, pro corrigendis excessibus necnon et pro culpis, insolenciis, injuriis atque dampnis, que prelatis, ecclesiis, ecclesiasticisque personis regularibus et secularibus, in regno constitutis eodem et alibi per ipsum dominum regem ac officiales seu ballivos suos, ac paribus, comitibus, baronibus aliisque nobilibus, universitatibus et populo dicti regni inferri pretenditis, emendandis, ad vestram presenciam evocastis, ut sic regnum prefatum preciosis jocalibus incomparabilibusque thesauris, clipeis fortium preferendis, sapiencia videlicet prelatorum et sapientum eciam aliorum, quorum fideli maturitate consilii ac providencia circonspecta regi habet et dirigi regnum ipsum, firmari fides, sacramenta ecclesiastica exhiberi[2], ministrari justicia et per eos facultatibus et diviciis vacuatum penitus et exhaustum, dubii casus eventibus, mirabilis ruine periculis et desolationis extreme dispendiis exponatur; in quibus et aliis diversis gravaminibus, que per vos et romanam ecclesiam sibi, regno et ecclesie Gallicane, tam in reservacionibus et ordinacionibus voluntariis archiepiscopatuum et episcopatuum et collacionibus beneficiorum insignium dicti regni personis extraneis et ignotis et nonnonquam suspectis, nullo tempore residentibus in ecclesiis vel beneficiis supra dictis; ex quibus divini cultus diminucio sequitur, pie fundantium seu donantium voluntates, propulso pietatis

[1] Dupuy : *recogniti sunt.* — [2] Le manuscrit porte *exberi.*

officio, defraudantur, pauperibus dicti regni elemosinarum largicio consueta substrahitur, regni depauperacio provenit et ecclesie jacturam deformacionis incurrunt, dum, stipendiorum percepcione substracta, obsequiis destitute remanent servitorum, earum proventibus exterorum commoditatibus deputatis, et prelati, dum non habent quid pro meritis retribuant nobilibus, quorum progenitores ecclesias fundaverunt, et aliis litteratis personis, non inveniunt servitores, ac ex causis hujusmodi devocione tepescente fidelium, non est hodie, qui ad ecclesias manum libertatis extendat. Et alias in premissis perniciosum prebetur exemplum, neenon pensionibus novis et censibus Ecclesie de novo impositis immoderatis serviciis aliisque exactionibus et extorsionibus variis, prejudicialibus siquidem et dampnosis novitatibus, ex quibus generalis status Ecclesie inmutatur prelatis superioribus dandi coadjuctores suffraganeis episcopis et alias tam ipsis quam suffraganeis ea que ad suum spectant officium exequendi facultas adimitur, ut pro eis ad apostolicam sedem cum muneribus recurratur aliisque diversis casibus et nonnullis articulis, a longe retrolapsis, et nostris presertim temporibus, illata fuisse et continue inferri conqueritur, suam et successorum suorum et regni exheredacionem tam enormem et gravem tamque manifestam, sui et regni honoris dispendium et evidens detrimentum non intendens, sicut nec poterat, diucius tollerare, et se certum asserens, quod superiorem in temporalibus, sicut nec sui progenitores habuerant, prout est toti mundo notorium, non habebat, ac fovere in presenti negocio, sicut doctorum in theologia, magistrorum in utroque jure de regno suo oriundorum et al[iorum], qui inter doctores al[ios] et peritos orbis periciores et famosiores habentur, relacione concordi habuerat justam causam, nos universos et singulos, tam prelatos quam barones et ali[os] instancius requisivit, precepit, ut dominus, rogavit et precibus institit, ut amicus, ut, cum ad conservacionem libertatis antique, honoris et status regni predicti ac incolarum ipsius relevacionem, gravaminum predictorum reformacionem, regni, ecclesie gallicane, de nostro et baronum ipsorum consilio, ad laudem divini nominis, exaltacionem catholice fidei, honorem universalis Ecclesie et divini cultus

augmentum, salutaria disponat inire consilia et efficacem operam adhibere, presertim circa gravamina per officiales suos et alios de regno predicto ecclesiis ecclesiasticisque personis illata, super quibus debite correctionis remedium, ante adventum prefati archidiaconi, ordinaverat adhibere. Quod jam duxisset in exequcionis effectum, nisi quod id ex metu vel ad mandatum vestrum fecisse forsam (*sic*) aliquibus videretur, idque vobis ascribere non possetis, et ad hoc non solum omnia, que in bonis forent ipsius, sed et personam et liberos, si casus exigeret, exponendo similiter in hiis, in quibus singulariter omnium et generaliter singulorum res agi dignoscitur, causa provehitur et proprium uniuscujusque tangitur interesse, prout ex debito fidelitatis astringimur, curaremus adesse consiliis et auxiliis oportunis, petens sibi statim super hiis ab universis et singulis precise ac finaliter responderi. Barones vero, cum sindicis et procuratoribus supradictis, secedentes in partem ac demum, deliberato consilio, redeuntes, prefato domino regi de hujusmodi suo laudabili proposito et beneplacita voluntate, ad multa laudum preconia et graciarum actiones exuberes assurgentes, unanimiter responderunt se ad ea paratos nedum exponere res et bona, que ex tunc ad hoc totaliter offerebant, sed et personas usque ad mortis supplicium, tormentorum quorumlibet genera non vitando, adicientes expressius una voce, quod et si prefatus dominus rex premissa, quod absit, eligeret tollerare vel sub dissimulacione transire, ea ipsi nullatenus sustinerent. Itaque subsequenter a nobis responsione petita, licet, longiores inducias postulantes, ipsum dominum regem et majores ex baronibus memoratis, quod non ea intencione ad eumdem dominum regem apostolice littere processissent, ut vestre voluntatis existeret in regni prefati libertatem impingere vel quicquam honori regio contrarium in hac parte vel quomodolibet innovare, multa lenitate verborum, persuasionibus studiosis et multiplicatis excusacionum presidiis, nisi fuerimus informare ipsum regem ad servandum speciale vinculum unionis, quod inter sanctam Romanam ecclesiam et predecessores suos et ipsum regem usque ad hoc tempus viguisse dinoscitur, multipliciter inducendo, ulteriori

tamen dilacione negata, ac predicto patenter et publice universis, quod, si quis voluntatis contrarie appareret, ex tunc pro inimico regis et regni notorie habebatur, consultius attendentes et conspicientes appertius, quod, nisi dominus rex et barones predicti ex nostra forent responsione contenti, preter alia pericula et scandala gravia, quorum non esset numerus neque finis, tam Romane quam Gallicane ecclesie devocio et obediencia omnimoda laicorum et totius populi ex tunc irrecuperabiliter tollebatur, non sine multe prolixitatis angustia, sic duximus respondendum, quod ipsi domino regi in conservacione persone sue suique terreni honoris ac libertatis et jurium dicti regni, prout quidam nostrum, qui ducatus, comitatus, baronias, feoda et alia membra nobilia dicti regni tenemus, ex forma juramenti, et ceteri, quasi omnes, debito sumus fidelitatis astricti, adessemus eidem debitis et auxiliis oportunis, eidem domino regi humiliter supplicantes, ut cum apostolice sanctitati ad obedienciam teneamur, ad beatitudinis vestre pedes, juxta premisse vocacionis vestre tenorem, permitteret nos conferre. Ex parte cujus et baronum est sequta responsio, quod nullo casu abire permitteret regnum sic periculose, sic deformiter, sic irrecuperabiliter vacuari, quam pocius exhauriri totaliter nullatenus sustinerent.

Considerantes[1] igitur tam vehementem connexionem et turbacionem tam periculosam et gravem, immo gravissimam, regis, baronum et aliorum laicorum regni predicti, et jam cognoscentes appertius, quod antiqui hostis, pacis emuli zinzanieque satoris, qui a suo principio ruine conatur, ut Ecclesie unitatem pacis turbacione rescindat, caritatem vulneret, sanctorum dulcedinem operum invidie veneno fellis inficiat humanumque genus avertat modis omnibus et perturbet, faciente nequicia amabilis federis unitatis et amicicie singularis, que inter sepedictam Romanam ecclesiam ac prefatum dictum nostrum regem ac predecessores ipsius et regnum, ad laudem Altissimi, fidei christiane profectum et tam Ecclesie quam regis et regni hono-

[1] C'est ici que commence l'extrait de Raynaldi jusqu'à la fin de l'acte.

ris et exaltacionis incrementa felicia, hactenus viguerunt, dissolucioni et separacioni flebili et lugubri, proth! dolor! orta patet ac insurgunt undique frementia scandala, excrescunt angustie ecclesiis ecclesiasticisque personis, exposicionis ac rerum et bonorum direpcionis pericula intentantur, cum jam abhorreant laici et prorsus effugiant consorcia clericorum, eos a suis omnino consiliis et actionibus abdicando, ac si contra eos proditorie factionis conscii vel participes extitissent et ad contempnendum censuram ecclesiasticam et processus, si quavis auctoritate fierent contra eos, jam se parant et muniunt, in grave periculum animarum et alia varia et diversa pericula, que nec lingua refferre sufficeret nec posset scriptura disserere, sunt in promptu, ad sanctitatis vestre providenciam circonspectam in hoc summe necessitatis articulo providimus recurrendum, flebilibus vocibus et lacrimosis singultibus paternam clementiam implorantes ac supplicantes humiliter, quatenus salubre remedium in premissis, per quod firmata fides tam longi decursu temporis inter sacram Ecclesiam, regem et regnum fructuose unionis et mutue dilectionis integritas in antique caritatis dulcedine conservetur, status ecclesie Gallicane in pulcritudine pacis et quietis optate remaneat, prospiciatur nobis nostrisque statibus circa vestre predicte vocacionis edictum ac predictis periculis et scandalis obvietur, apostolice providencie studio ac paterne pietatis officio dignemini providere. Conservet Altissimus beatitudinem vestram Ecclesie sue sancte per tempora longiora.

Datum Parisius die Martis predicta.

Isti sunt articuli pro quibus dominus Bonifacius papa VIII misit dominum Johannem monachum, tituli Sanctorum Marcellini et Petri presbiterum cardinalem, ad dominum Philippum, regem Franc[orum], anno Domini M°CCC° secundo[1].

1302. Infrascripti sunt articuli super quibus mittitur dilectus filius noster Johannes, tituli Sanctorum Marcellini et Petri presbiteri cardinalis.

I. Super revocacione constitucionis, prohibicionis, precepti et im-

[1] Imprimé dans Raynaldi, t. XIV, mais incomplétement.

pedimenti cujuslibet, prestitorum directe vel indirecte per magnificum principem Phillipum, regem Franco[rum] illustrem, et per senescallos, ballivos, officiales et familiares suos, venientibus ad Romanam curiam seu redeuntibus ab eadem, specialiter venerabilibus fratribus nostris archiepiscopis, episcopis et dilectis filiis electis, abbatibus et capitulis ecclesiarum cathedralium et magistris in theologia et in jure canonico et civili et aliis personis ecclesiasticis dicti regni, vocatis a nobis, quod in kalendis Novembris proximo preteritis nostro se conspectui presentarent; et super amocione cujuslibet occupacionis, facte per eum vel de ejus mandato aut per aliquem predictorum et satisfacione plenaria impendenda, non obstantibus, quibuscumque penis, multis, comminacionibus seu processibus, per ipsum regem factis vel auctoritate ipsius.

II. Item, ad denunciandum eidem, quod, in quibuscumque ecclesiasticis beneficiis conferendis, vacantibus in curia vel extra curiam Romanus pontifex legitimam et pociorem obtinet potestatem, et quod per collacionem cujusvis laici in ipsis vel eorum aliquo non potest alicui jus acquiri sine auctoritate vel consensu apostolice sedis tacitis vel expressis.

III. Item, ad denunciandum et declarandum eidem, quod Romanus pontifex legatos de latere et non de latere ac nuncios libere mittere potest ad quevis imperia, regna vel loca, prout vult absque peticione cujuslibet vel consensu, usu vel consuetudine contrariis nequaquam obstantibus.

IV. Item, quod ecclesiasticorum bonorum et proventuum administracio non quibusvis laicis sed personis ecclesiasticis noscitur attributa, et quod summa potestas administracionis et dispensacionis eorum ad apostolicam sedem spectat, et quod ipsa sedes, nullorum requisitis assensibus, de illis disponere potest, et nunc centesimam, nunc decimam seu quamvis quotam imponere, petere et exigere, prout viderit expedire.

V. Item, quod ipsi regi aut aliis principibus seu laicis quibuscumque non licet sesire vel occupare ecclesiastica jura, vel bona in casibus

non concessis ab homine vel a jure vel prelatos seu alias personas ecclesiasticas super personalibus accionibus, juribus seu immobilibus bonis, que ab eis non tenentur in feudum ad suum judicium trahere et artare aut inquestas facere fieri ipsasque quomodolibet detinere.

VI. Quomodo etiam impeditur spiritualis gladius prelatorum, ut eo libere uti non possint et specialiter in monasteriis sive locis, quorum gardiam rex recepit aut predecessores ipsius.

VII. Item, cum in presencia domini regis, nec, sicut potuit, prohibentis, multis presentibus, bulla nostra et littere quibus erat appensa, cum ymaginibus beatorum apostolorum Petri et Pauli et nomine nostro sculpto in ipsa, combuste et destructe fuerunt, in dicte sedis contumeliam et contemptum, per procuratorem ydoneum cum sufficienti mandato compareat coram nobis, suam, si poterit, innocenciam ostensurus et nostris pariturus beneplacitis et mandatis, et quomodo nos concepimus revocare omnia privilegia, bullata bulla nostra et predecessorum nostrorum, sibi, liberis, fratribus et posteris aut officialibus suis concessis, ut pena tanti facinoris transeat posteris in exemplum.

VIII. Item, quod gardia et custodia ecclesiarum cathedralium vacantium, quas vocant regalia per abusum, non abutatur, nec vacacionis tempore extendantur manus ad cedendas silvas non ceduas vel ad vacuanda seu destruenda vivaria et ad alia illicita ecclesiis ipsis dampnosa, quodque habitationes, domus et maneria non depereant, sed in statu congruo conserventur, et massarie ovium et aliorum animalium debito teneantur in statu et, deductis expensis oportunis necessariis et moderatis ad custodiam seu gardiam et percepcionem proventuum, quod residuum fuerit, reservetur futuris prelatis resignandum, et quod qui secus fecerit, non solum coram competenti judice sed eciam in tremendo judicio tenebitur reddere racionem.

IX. Item de gladio spirituali reddendo prelatis et personis ecclesiasticis, non obstantibus privilegiis, regi, liberis, fratribus et posteris suis aut officialibus suis concessis, cum non obstantibus oportunis.

X. Item aperiendi sunt oculi regis super mutacione monete, bis a temporibus paucis facte, in magnum dampnum prelatorum, ecclesia-

rum, baronum et ecclesiasticarum personarum et secularium, et quo modo ad restitucionem tenetur, et quod faciat emendari.

XI. Item renovanda est ejus memoria super suis et suorum malefactis et excessibus, de quibus fit mencio in littera nostra clausa, quam portavit dilectus filius Jacobus, notarius noster.

XII[1]. Item quod nos testamur, non tantum ut privata persona sed eciam papaliter, et decernimus hujusmodi nostro dicto et testimonio esse standum, quod civitas Lugdunensis ejusque suburbia et contingentia edifficia sive orti non sunt infra terminos, fines seu limites regni Francie constituta, nec eciam ecclesia et villa Sancti Yrenei et ecclesia seu locus qui dicitur Sanctus Justus super seu prope Lugdunum, et quod predicta civitas, castra, terre, possessiones, ad dictam Lugdunensem ecclesiam pertinencia, merum et mixtum imperium et juridicio in eisdem sunt juris et proprietatis prefate ecclesie Lugdunensis et pertinent ad eamdem; quodque rex ipse et quivis alii reges Francie non habent nec habere debent in ipsis vel eorum aliquo jus aliquod vel resortum, et quod dicte civitatis universitas, communitas sive cives singulares vel speciales persone ipsius nec merum nec mixtum imperium nec juridicionem habent in civitate, suburbiis, ortis vel edifficiis contingentibus aut in castris, bonis, possessionibus predictis nec eciam in ecclesiis seu villis vel locis Sancti Yrenei vel Sancti Justi prefatis, et quod per concessionem vel commissionem, qualitercumque ipsis vel eorum alicui a prefato rege Francie factam, sub quavis forma vel concepcione verborum, aut eciam faciendam, mero aut mixto imperio ac juridicione in predictis civitate, suburbiis, edifficiis contingentibus territorio seu districtui, castris, villis, possessionibus, terris seu bonis aut in ipsorum aliquo nullatenus uti possunt ipsosque universitatem, communitatem, cives singulares vel speciales personas Lugdunenses commissione vel concessione hujusmodi vel quavis alia non posse ipsa vel ipsorum aliqua vel aliquid exercere; quibus eciam omne jus omnemque potestatem condendi ordinaciones et statuta municipalia nos penitus interdicimus.

[1] Tout ce paragraphe XII est omis ici dans Raynaldi; mais cet auteur l'imprime au t. XV, à l'année 1311, c. xxxv.

maxime cum spirituales persone civitatis ejusdem sint excommunicacionis sentencia innodate et civitas ipsa ecclesiastico supposita interdicto; et quod archiepiscopo et capitulo Lugdunensibus, clericis et vassallis seu hominibus ipsorum de dampnis et injuriis eis illatis satisfacio plena fiat, nec impedimentum prestetur, quominus auctoritate Lugdunensis ecclesie merum et mixtum imperium et juridicio in dictis civitate, suburbiis, villis, castris, terris, possessionibus, bonis et locis valeat exerceri.

Item[1] expresse denunciandum est regi per cardinalem eumdem, quod, si rex predicta non correxerit et emendaverit taliter infra certum tempus, quod nos et apostolica sedes merito contentemur, quod a nobili viro Karolo, Andegavie comite, fratre ejus, et ab ejusdem regis nunciis datum est nobis intelligi, ex tunc nos et sedes eadem super premissis providebimus, statuendo, declarando, ordinando et procedendo spiritualiter et temporaliter, prout et quando videbimus expedire[2].

De garda sive custodia monasterii Beate Marie[3] Andegavensis tempore vacacionis ejusdem.

10 oct. 1304. Omnibus hec visuris magistri Herveus de Henon, Matheus Picot, Guillelmus Odardi, Petrus de Valleiis, canonici Andegavenses, Guillelmus Mauhuyon, archipresbiter de Ludio, et Johannes Pictavensis, decanus de Camilliaco, salutem. Noveritis, quod anno Domini M°CCC° quarto, die Sabbati post festum beati Dionisii, in presencia reverendi patris domini Guillermi, divina providencia Andegavensis episcopi, et nostra constitutus Andegavis, in camera dicti reverendi patris, Gaufridus, sacrista Beate Marie Andegavensis, confessus est et recognovit quod, jam diu est, vacante monasterio Beate Marie Andegavensis abbatissa, per mortem defuncte Aanordis, abbatisse monasterii memorati, idem reverendus pater et nullus alius dicto Gaufrido tradiderat et commiserat custodiam et administracionem omnium bonorum et rerum,

[1] Le texte de Raynaldi reprend ici.

[2] Le roi prit l'avis de son conseil et répondit sur chaque article au pape, qui n'eut pas lieu d'en être content. Il s'en plaignit au comte d'Alençon, Charles, qui lui avait promis d'intervenir au profit de la paix commune. (Voy. Raynaldi, 1303, ch. 34.)

[3] L'abbaye du Ronceray, à Angers.

et maxime temporalium ad dictum monasterium spectancium, quodque idem Gaufridus dictam custodiam et administracionem receperat a reverendo patre predicto et nullo alio, ipsasque custodiam et administracionem dicto Gaufrido tradidit et commisit adhuc ex habundanti idem reverendus pater, nobis ad hoc presentibus, dicta die, prestito ab eodem Gaufrido sollempniter juramento, quod... fideliter se habebit et quod de receptis... reddat fidelem... racionem [*etc.*]... Actum nobis et magistris Matheco Chevroul, Sancti Johannis et Radulpho de Fixa, Sancti Petri Andegavensis canonicis, Herberto Rotarii, de Villa Episcopi et Guillermo de Brenio, Vadi Danielis rectoribus ecclesiarum, et Thoma Gouyllays nostro et Johanne de Sancto Supplicio clericis presentibus, die et anno predictis.

De eodem.

In nomine Domini amen, anno ab incarnacione ejusdem M°CCC° quarto, indicione tercia, die x mensis Octobris, in presencia mei notarii et testium..., Gaufridus, sacrista Beate Marie Andegavensis, confessus fuit se recepisse et habuisse administracionem monasterii Beate Marie Andegavensis et adhuc recipit a reverendo in Christo patre ac domino G., Dei gracia Andegavensi episcopo, cui dicta die promisit reddere racionem dictorum bonorum... [*etc.*] 10 oct. 1304.

[*Bail à rente par l'évêque d'Angers, Guillaume Le Maire, et par son Chapitre à Guillaume Coysic, de Loudun, d'un herbergement, sis à Loudun et nommé Le Four de la Saunerie.*]

Sachent tuit présenz et avenir que en la court le rey de France à Loudun, par devant nous en dreit personement establi Guillaume Coysic, de Lodun, recognut et confessa davant nous et encores cognoist et confesse, que il a pris et prent encores à tourjoursmès, pour sey et pour ses hers et pour ses successours, de révérent père en Dé Guillaume, par la grace de Dé évesque d'Angiers, o l'asentement e o la volenté de son Chapitre, si comme il diseit, un her- 21 déc. 1306.

bergement, que le dit évesque aveit, sis à Lodun, qui est apelé le four de la Saunerie, o le four qui en celui herbergement esteit e est, e o les esmolumenz de celui four e o les estaux, qui sunt ou herbergement desus dit, à aveir, à tenir, a porsairs e à esplaitier perpétuelment, peysiblement e quittement . . ., pour seipt livres de petiz tornays ou de petiz angevins, c'est à saveir chescun denier de la value qui esteit e qui coreit au temps monsegnour saint Lois, e pour treys setiers de froment bon e pur e léau, à la mesure de Lodun, e pour seix deniers de annuel cens e de annuel rente [*etc.*]. . . ; retenu toutevays à l'évesque d'Angiers desus dit e à ses successours toute manière de destrayngnement e de[1] suseréneté e de toute justice, quele que elle seit, haute e basse, ès chouses desus dites, e o tout ce retenu, o l'asentement e o la volenté dou dit Guillaume, à l'évesque d'Angiers desus dit e à ses successours e à leurs genz, toutes feiz que il yront à lours despens e seront à Lodun, lour descense e lour demorer ou herbergement desus dit, e que l'évesque, qui pour le temps sera, puisse feire tenir ses pleiz par ses serjant e par ses alloez ou lou desus dit e y mestre ses prisons e les y tenir e le y faire garder, tant comme ils verront que bon sera. Et promist e est tenuz le devant dit Guillaume..... [*etc.*]

Ce fut fait e donné à Lodun, à la requeste dou dit Guillaume Coysic e saellé dou seal le rey, dou quel l'en use à Lodun, le Mescredi avant Naau, l'an de grace mil treys cenz e seix.

Processus contra exactores et levatores tributarie funcionis, que vulgariter dicitur adjutorium sive aide *aut quarteragium*[2].

Littera generalis.

5 juill. 1307. Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, archipresbitero Andegavensi et ejus vices gerenti salutem in Domino. Cum tam

[1] Le ms. porte *de de*.

[2] Le surlendemain 7 juillet, une lettre de rédaction identique, sauf des variantes insignifiantes, fut adressée d'Éventard au doyen. C'est celle qu'a publiée intégralement D'Achery, t. X, p. 351. C'est pourquoi un extrait de notre acte nous paraît suffire.

humanarum quam divinarum auctoritate scripturarum, ecclesie et pia loca personeque et possessiones ecclesiastice ab oneribus munerum sordidorum extraordinariis et superindictis talliis, collectis seu exactionibus, angariis et perangariis libere sint et immunes..... *etc.*; et ad aures nostras devenerit... quod nonnulli, gerentes se pro servientibus et allocatis domini comitis Andegavensis seu sustitutis vel deputatis ab eis, quorum nomina nobis penitus sunt ignota, ab ipsis, ab ecclesiis, piis locis et personis ecclesiasticis, religiosis et secularibus, nostrarum predictarum civitatis et dyocesis quamdam impositionem seu exactionem, talliam vel collectam, quam adjutorium seu *aide* sive carteragium appellant, de bonis, rebus, possessionibus et proventibus suis ecclesiasticis de novo exigere et extorquere conantur... et extorquent..., vobis et vestrum cuilibet, in virtute obediencie districte percipiendo, mandamus, quatinus, alter alterum non expectans, inhibeatis ex parte nostra publice et in generali in omnibus et singulis ecclesiis et aliis locis archipresbiteratus Andegavensis, de quibus expedire videritis, per vos vel per alios quos ad hoc duxeritis deputandos, per tres dies dominicos vel festivos, universis et singulis exactoribus, levatoribus et receptoribus imposicionis seu exactionis predicte deputatis et deputandis, in quibuscumque locis et parrochiis vestri decanatus predicti, sub pena excommunicationis, ne ipsi aut alter ipsorum imposicionem seu exactionem hujusmodi ab aliqua persona ecclesiastica, seculari vel religiosa, nostrarum civitatis et dyocesis, de rebus, bonis et possessionibus et proventibus suis ecclesiasticis exigere, recipere seu levare presumant, monentes ipsos nichilominus et eorum fautores quoscumque ex parte nostra publice et in generali, in locis superius declaratis, diebus quibus supra, quod ipsi super exactis, levatis, extortis et receptis per eos et ipsorum quemlibet a personis ecclesiasticis supradictis, occasione imposicionis seu exactionis predictarum, sibi satisfactionem competentem impendant indilate et cum effectu; alioquin omnes et singulos..... excommunicamus, excommunicatos publice et in generali in locis superius declaratis, tam auctoritate juris quam nostra, nonciare curetis et faciatis sollempniter nonciari, a denon-

ciacione hujusmodi non cessantes, donec a nobis aliud receperitis in mandatis.......

Datum Andegavis, die Mercurii post Sancti Martini estivalis [festum][1], anno Domini M°CCC° septimo.

[*Lettre du roi Philippe, portant défense aux commissaires de la dîme d'exiger rien de toute personne ecclésiastique, n'ayant pas un revenu de 12 livres.*]

9 janvier 1308 N. S.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, superintendentibus negocio decimalis subsidii proventuum ecclesiasticorum a sede apostolica nobis concessi, in civitate et dyocesi Andegavensi, et collectoribus dicti subsidii, salutem. Quamquam a personis ecclesiasticis civitatis et dyocesis predictarum, quarum quelibet habet beneficium ecclesiasticum valoris septem librarum, juxta tenorem concessionis apostolice, super hoc nobis facte, pro nobis exigi valeat subsidium decimale, volumus tamen et vobis mandamus, quatinus ab exigendo et levando subsidium decimale a personis predictis, quarum quelibet non habet in proventibus ecclesiasticis ultra duodecim libras Parisiensium, supersedeatis, quamdiu nostre placuerit voluntati.

Actum Parisius, die IX[a] Januarii, anno Domini M°CCC° septimo.

[*Lettre du Roi aux maires, échevins, consuls et comtes des lieux notables du royaume, pour leur dénoncer la corruption de l'Ordre du Temple et prescrire l'envoi à Tours de deux députés dans un délai déterminé*[2].]

25 mars 1308 N. S.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, omnibus majoribus, scabinis, consulibus ac comitibus[3] locorum insignium regni nostri, ad quos presentes lictere pervenerint, salutem. Semper nostri progenitores ad hereses et errores alios ab Ecclesia Dei pellendos, et specialiter in regno Francie, pre ceteris principibus suorum temporum fuerunt solliciti, preciosam fidei catholice margaritam, utpote thesaurum incomparabilem, a furibus et latronibus egregie defendentes. Attendentes igitur, *etc.*

[1] Le mot est omis.

[2] Cette pièce a été publiée récemment par M. Boutaric dans le t. XX, p. 163-165, des *Notices et extraits des manuscrits.* Pour cette raison nous n'en donnons qu'un extrait.

[3] Pour *communitatibus.*

Pro dolor! Templariorum error abhominabilis tam amarus, tam flebilis vos non latet. Jesum Christum nedum in sui professione negabant, sed ingredientes suum prophanum ordinem negare cogebant et ejus opera, que sunt vite nostre necessaria sacramenta, necnon omnia quecumque sunt a Deo creata, super crucem ejus, qua sumus redempti, spuebant, et calcabant pedibus, et, in creature Dei contemptum, loca villia per osculum visitabant, ydola adorabant, contra naturam sibi licere, quod animalia bruta recusant, ritu suo tam reprobo dicebant. Celum et terra moventur tanti flatu sceleris et elementa turbantur! Enormitates hujusmodi per partes regni nostri singulas commisisse probantur ac ex deposicionibus majorum ejusdem ordinis, si sic appellari valeat, clare patent..... Contra tam sceleratam pestem debent insurgere leges et arma, pecudes et omnia quatuor elementa. Nos igitur... ad sedem apostolicam conferre nos personaliter proponimus in proximo, cujus operis sancti vos volumus esse participes, qui participes estis et fidelissimi zelatores fidei christiane, vobisque precipimus, quatinus de singulis villis predictis insignibus duos viros, fidei fervore vigentes, Turonis ad tres septimanas instantis festi Paschalis mittere non tardetis, qui nobis assistant in premissis, communitatum vestrarum nomine ad ea, que sunt dictis negociis opportuna.

Datum Meld[uni] die xxv^a Marcii, anno Domini M°CCC° septimo.

[*Lettre du roi à l'évêque d'Angers, pour lui mander d'assister à l'assemblée de Tours, qui doit aviser sur le fait des Templiers, ou de s'y faire représenter.*]

Philipus, Dei gracia Francorum rex, dilecto et fideli nostro episcopo Andegavensi, salutem et dilectionem. Fidei zelus catholice nos quiescere non permittit, quominus continuis actibus insudemus, ut inimici nominis Jesu Christi, nisi per veram penitenciam convertantur, de regni nostri finibus expellantur, immo ut Ecclesie Dei vulnera ab eis illata sanentur. Error sane tam abhominabilis Templariorum, nuper in lucem deductus a Domino, vobis innotuit. Ad quem extirpandum ab Ecclesia sancta Dei tenetur quisque catholicus; sed potissimum presidentes ac vigiles ecclesiarum prelati hiis jubentur esse solliciti pre

ceteris. Quapropter nos, progenitorum nostrorum inherentes vestigiis, qui negocium hujusmodi ferventer ad fidei defensionem assumpsimus, fervencius ipsum prosequi proponimus, cum ejus auxilio, cujus res agitur in hac parte, et ad sedem apostolicam trahere nos disponimus ad hec et alia, prout nostrum decet institutum, promovenda, que ad honorem Dei, sancte matris Ecclesie salutem ac sustentacionem [1] jurium ac libertatum ecclesiarum regni Francie debeant pertinere. Vestram igitur sollicitudinem excitamus, vos hortamur, in Domino vobis sub fidelitatis vinculo, quo nobis estis astricti, nichilominus injungentes, quatinus ad tres septimanas instantis festi Paschalis apud Turonis nobiscum personaliter intersitis, nobis ad premissa exequenda consilium opere et auxilium prestituri, nisi forte in instanti congregacione, quam fieri jussimus in octabis festi predicti, vestri vestrorumque comprovincialium de communi consensu vos, simul omnes comprovinciales, unum ex vobis ad nos ad premissa mittatis, qui vicem in hac parte omnium representet et omnium habeat plenariam potestatem.

Actum Meleduni, die xxv^a Marcii, anno Domini M°CCC° septimo.

[*Lettre du roi à l'évêque d'Angers, qu'il requiert et exhorte d'accepter la mission, s'il est élu, de siéger dans l'affaire des Templiers.*]

31 mars 1308 N. S.

Philipus, Dei gracia Francorum rex, dilecto et fideli nostro episcopo Andegavensi, salutem et dilectionem. Considerantes attentius uberes fructus, qui in prosequcione negocii, quod ad tollendos nephandos Templariorum errores, pro honore sancte matris Ecclesie duximus assumendum, ex vestre sollicitudinis prudencia poterunt provenire, sinceritatem vestram requirimus et hortamur, in eo, cujus negocium prosequimur in hac parte, quatinus, si a comprovincialibus vestris ad hoc vos eligi contingat, onus Domini leve non verentes, sed ejus jugo suavi vos securo animo submittentes, nobiscum in dicto negocio assistatis, nobis auxilium et consilium impensurus.

Actum ultima die Marcii anno Domini, etc. (*sic*).

[1] Le ms. porte *sustacionem*.

[*Gravamina a Guillermo, Andegavensi episcopo, Caroli comitis consiliariis exposita.*]

In nomine Domini. Amen. — Anno ejusdem trecentesimo octavo, pontificatus sanctissimi patris ac domini domini Clementis, sacrosante ac universalis Ecclesie pape quinti, anno quarto, die quarta mensis Maii, indictione sexta, in mei notarii publici et testium transcriptorum, ad hoc, quod inferius continetur, vocatorum et rogatorum, presencia constitutus reverendus pater in Christo G. Major, Dei gracia Andegavensis episcopus, per venerabilem virum et discretum dominum Stephanum de Borgolio, archidiaconum Transligerensem in ecclesia Turonensi, in galico fecit exponi consiliariis excellentis et manifici (*sic*) principis, domini Karoli comitis Andegavensis, videlicet dominis Gaufrido de Vindocino, militi, capicerio Carnotensi, subdecano ejusdem ecclesie[1] domino G. de Pertico, legum professori ac decano Cenomanensi, gravamina que idem reverendus pater dicebat sibi et episcopatui Andegavensi fuisse et esse illata per gentes, allocatos servientesque dicti principis, quorum tenor sequitur in hec verba : 4 mai 1308.

Cum episcopus Andegavensis et ejus predecessores fuerint ab antiquo, videlicet a tempore a quo non extat memoria, notorie in possessione, quod, dum banna in villa Andegavensi proclamabantur, banna illa nomine dicti comitis et episcopi Andegavens[ium] proclamabantur, videlicet per talia verba vel similia : *Audite bannum domini comitis et episcopi Andegavens[ium]* de novo gentes predicti domini comitis prohibuerunt preconi, ne ipse banna faceret vel clamaret nomine dicti episcopi, et plura banna fecerunt fieri nomine dicti domini comitis, nulla facta mencione de dicto episcopo in eisdem, et preconem Andegavensem, qui vocatur Raginaldus, ceperunt gentes dicti domini comitis, et diu tenuerunt carceri mancipatum, pro eo quod ipse bannum quoddam proclamaverat[2] in villa Andegavensi nomine dicti comitis et episcopi Andegavens[ium], secundum morem antiquum.

Item, gentes dicti domini comitis, jam decem anni sunt elapsi, non.

[1] Le ms. porte *professore*. — [2] Le manuscrit porte *proclaverat*.

permiserunt et adhuc impediunt indebite dictum episcopum uti usagio suo, quod habet idem episcopus notorie, a tempore a quo non extat memoria, in foresta de Moneys[1] pro terra sua de Ramo Forti[2], tam ad comburendum quam ad ediffícandum, et ex hoc multum est damnificatus episcopus predictus et episcopatus, cum manerium episcopale, cohue, pressorium et alia edificia episcopatus predicti dicti loci, propter istud impedimentum adeo ad magnam ruinam devenerunt, quod pro quingentis libris reparari non possent et, nisi in brevi opponatur remedium, sunt funditus peritura.

Item, dominus Gaufridus de Orelleio, miles, et Johannes de Bria alias de Dordan, castellanus de Bello Forti[3], cum magna multitudine armatorum scilicet aliorum servientium domini comitis et aliorum quam plurimum, ad villam dicti episcopi de Ramo Forti, que est de regalibus et garda spirituali domini regis, et in qua ad eundem episcopum spectat omnimoda jurisdiccio alta et bassa, venientes, duos clericos, in habitu clericali existentes et clericaliter venientes ad quemdam servientem dicti episcopi, mansionarios et estigiarios, cubantes et levantes in villa et terra de Ramo Forti predictis, ceperunt, et maxime dictum servientem, existentem in pressorio dicti episcopi, et eosdem super jumenta compellentes sedere, ligatis pedibus subtus ventres jumentorum ipsorum et manibus post terga, per predictam villam de Ramo Forti, quadem (*sic*) die Jovis, populo congregato ad mercandum, inominiose duxerunt, facientes stationes longas in quadriviis vicorum, ut melius possent videri[4] et vituperari a populo congregato ibidem, dictosque clericos compulerunt, antequam possent evadere, ad permittendum[5] domino comiti quingentas libras et ad dandum super hoc fidejussores in prejudicium ecclesiastice libertatis, et dictum servientem diucius tenuerunt carceri mancipatum, nitendo in dicta villa de novo usurpare

[1] Monnais, c^ne de Jumelles, c^on de Longué.

[2] Ramefort, ferme, c^ne de Blou, canton de Longué, autrefois baronnie et l'un des plus anciens et des plus importants domaines de l'évêché d'Angers.

[3] Beaufort-en-Vallée, château dépendant du comté d'Anjou.

[4] Le manuscrit porte *vidi*.

[5] *Sic* en toutes lettres, pour *promittendum*.

jurisdictionem et justitiam indebite et injuste, in prejudicium episcopi et episcopatus Andegavens[ium] et eciam domini regis et garde ipsius, et maxime contra privilegia et immunitates ecclesie et episcopatui Andegavensibus concessas a Romanis imperatoribus regibusque Francie, qui eamdem ecclesiam fundaverunt et pluribus privilegiis et immunitatibus decoraverunt, et inter cetera, quicquid de prefate ecclesie rebus jus fisci exigere poterat, totum et ad integrum Andegavensi ecclesie concesserunt, distrittius inhibentes, ne quis judiex (*sic*) publicus vel quilibet ex judiciaria potestate in ecclesias aut loca vel agros seu reliquas possessiones, quas temporibus eorundem in quibuslibet pagiis (*sic*) vel territoriis infra ditionem regni Francie memorata Andegavensis tenebat vel possidebat ecclesia, vel ea que deinceps in jure ipsius ecclesie divina pietas vellet augere, ad causas audiendas vel freda exigenda aut mansiones seu paratas faciendas aut fidejussores tollendos[1] aut homines ipsius ecclesie distringendos aut ullas redibiciones seu illicitas occasiones requirendas, ullis unquam temporibus, ingredi auderet seu suprascripta exigere presumeret, quoquomodo scire liceret, episcopis Andegavensibus futuris pro tempore res predicte Andegavensis ecclesie cum omnibus sibi subjettis et rebus et hominibus ad se pertinentibus vel aspicientibus, remota totius juridictione potestatis, inquietudinem quieto ordine possidere, prout hec in privilegiis eorumdem eidem ecclesie concessis continentur ad plenum, que usque ad hec tempora fuerunt inconcusse et illibate servata.

Item, castellanus de Bello Forti in domo Petri Michaelis clerici, estiagiarii cubantis et levantis in terra predicta de Ramo Forti, cepit unum potum cupreum, quandam patellam heris et quandam securim et penes Petrum barbitonsorem, mansionarium et ostagiarium cubantem et levantem in villa predicta de Ramo Forti, recia seu *resex* et res alias in domo predicta existentes; et premissa secum asportaverunt exinde et ea detinent[2] indebite et injuste, nittendo ibidem de novo usurpare justiciam et juridictionem, in prejudicium episcopi et episco-

[1] Le manuscrit porte *tallendos*. — [2] Le manuscrit porte *detinet*.

patus Andegavens[ium] et eciam domini regis et garde ipsius, maxime contra privilegia supra scripta.

Item, dominus Gaufridus de Oreilleio, miles, quinque homines mansionarios et ostagiarios, cubantes et levantes in terra episcopatus Andegavensis de Ramo Forti predicta, capi fecit et apud Molihernam[1] in prisionem duci, pro quodam puero, qui inventus fuerat submersus in quodam rivo aque fluentis per terram de Ramo Forti predictam, et qui jam capti erant per gentes dicti episcopi pro eadem causa, cum ad ipsum spectaret, tam racione loci in quo fuit inventus puer ille, quam pro eo quod sub juridictione temporali dicti episcopi iidem homines consistebant; et ab eisdem hominibus dictus miles purgationem accepit, nitendo de novo in dicta terra et homines predictos usurpare juridictionem sive justiciam in prejudicium dicti episcopi et episcopatus Andegavens[ium] et etiam domini regis et garde ipsius, maxime contra privilegia supra scripta.

Item, servientes predicti domini comitis in nemoribus dicti episcopi de terra sua Sancti Alemandi[2], que sunt de regalibus et speciali garda domini regis, venati sunt contra voluntatem dicti episcopi, et nituntur eundem prohibere, quominus ipse et gentes ipsius venentur ibidem, nitendo ibi usurpare garannam et superioritatem de novo, in prejudicium dicti episcopi et episcopatus Andegavens[ium] et eciam domini regis et garde ipsius, et maxime contra privilegia supra scripta, et, quod valde videtur assurdum, cum idem episcopus non debeat esse deterioris condiccionis quam homines fideles ipsius, qui tenent ab eo in terra predicta de Sancto Alemando magna dominia, in quibus venantur[3] publice et aperte sine contradictione alicujus.

Item, Girardus de Sancto Justo, subbaillivus Salmuriensis, veniens ad villam de Tuffellis[4], quam dominus de Bauceio tenet in fide et ligencia sua ab episcopo supra dicto et que villa est de pertinenciis castellanie de Ramo Forti et regalium episcopatus Andegavensis et speciali

[1] Mouliherne, canton de Longué, arrondissement de Baugé.

[2] Saint-Alman. (Voy. ci-dessus, p. 238.)

[3] Le manuscrit porte *venentur*.

[4] Les Tuffeaux, ancienne paroisse, aujourd'hui réunie à la commune de Chênehutte.

garda domini regis, et prisionem domini de Baucay, in qua dominus de Baucay quamdam mulierem estagiariam cubantem et leventem (*sic*) in villa predicta de Tufellis et sub juridictione temporali dicti episcopi et domini de Baucay notorie existentem, pro suspictione cujusdam delicti detinebat, per violentiam fregit et dictam prisionariam inde extrassit et apud Salmurum duxit, nittendo de novo in dicta villa usurpare juridictionem seu justiciam et superioritatem in prejudicium dicti episcopi et episcopatus Andegavens[ium] et eciam domini regis et garde ipsius et contra privilegia supra scripta.

Item, gentes dicti domini comitis quendam hominem, dictum Johannem de Sauleya, mansionarium in castellania de Brioleto[1], quam dominus de Credonio tenet ad fidem et ligenciam a dicto episcopo et que est de pertinenciis regalium in speciali garda domini regis, ceperunt, imponentes eidem quoddam forefactum, quod ipse negabat, et ita cognitio ad ipsum episcopum vel ad dominum de Brioleto, ejus vassalum, pertinebat; et licet senescallus ipsius episcopi pluries dictum hominem baillivo Andegavensi requisisset, justiciandum per curiam ipsius episcopi vel domini de Brioleto, ut jus esset, idem baillivus hoc facere recusavit injuste, et dictum hominem compulit gagiare emendam, nitendo de novo usurpare in dicta castellania et mansionariis[2] ejusdem juridictionem et superioritatem, in prejudicium dicti episcopi et episcopatus Andegavens[ium] et eciam domini regis et contra privilegia sepedicta.

Item, quidam servientes et allocati domini comitis, videlicet Johannes Gruau, Johannes Dougaut, Gaufridus Vernerii, Thomas Torelli, Fouquetus de Goulovres et quidam eorum complices ad quamdam terram que vocatur Briancon[3], quam dominus de Monte Johannis[4] tenet ad fidem et ligentiam a dicto episcopo et que est de pertinenciis regalium episcopatus Andegavensis et speciali garda domini regis, super ve-

[1] Briolay. (Voy. ci-dessus, p. 249.)

[2] Le manuscrit porte *mansionarios.*

[3] Voy. ci-dessus, p. 247.

[4] Montjean, commune du canton de Saint-Florent-le-Vieil, ancienne baronnie, qui donnait son nom jusqu'au XVIe siècle à une des plus puissantes familles de France.

nientes ibidem, homines estagiarios cubantes et levantes in dicta terra sub juridictione temporali dicti episcopi et domini de Monte Johannis notorie existentes, videlicet Herveum Gigou, servientem dicti domini de Monte Johannis, Michaelem de Brolio, Johannem ejus filium, Martinum de Coudreia, Michaelem Perraut, Johannem Normanni, Guillermum de Bosco, Colinum dictum Multon, Petrum Berangier, Petrum, servientem Johannis de Bruyeria[1], et Gaufridum Charboniau, violenter ceperunt, verberaverunt et dictos homines captos apud Baugeium in prisionem domini comitis innominiose duxerunt, et dictum Herveum, servientem dicti domini de Monte Johannis, in foveam latronum detruxerunt, nitendo de novo usurpare in dicta terra de Briancio et mansionariis[2] ejusdem juridictionem sive justiciam et superioritatem, in prejudicium dicti episcopi et episcopatus Andegavens[ium] et etiam domini regis et garde ipsius, et contra privilegia sepedicta.

Item, in villa Sancti Laurancii[3] de Morteriis, in qua communitatem habent dominus comes et dominus de Malo Leporario[4], est quidam vicus, qui est de pertinenciis dicte castellanie de Brioleto, quam dominus de Credonio tenet a dicto episcopo in fide et ligencia sua, et est de pertinenciis regalium episcopatus Andegavensis et speciali garda domini regis; et in dicto vico semper ab antiquo consueverunt currere et esse mensure de Brioleto, que ab episcopo predicto tenentur. Nunc autem de novo servientes dicte ville in eodem vico nituntur prohibere poni mensuras de Brioleto predictas, et ibi nituntur ponere mensuras dicte ville, injuste nitendo ibidem usurpare juridictionem et superioritatem in prejudicium dicti episcopi et episcopatus Andegavens[ium], a quo tenentur mensure consuete ibi poni ab antiquo et etiam domini regis et garde ipsius, et contra privilegia sepedicta.

Item, servientes domini comitis predicti quedam nemora, sita in parrochia de Valle Christiani[5], existencia de castellania de Brioleto et

[1] Les Bruères, ancien fief en la paroisse de Bauné.

[2] Le manuscrit porte *mansionarios*.

[3] Saint-Laurent-des-Mortiers (Mayenne).

[4] Maulévrier, canton et arrondissement de Cholet.

[5] Vauchrétien, canton de Thouarcé, arrondissement d'Angers.

que a dicto episcopo tenet dominus de Credonio in fide et ligencia sua, et de quibus tam ipse quam domina de Valle Christiani, cui ipse predicta nemora servit, in paragio erga dictum episcopum et episcopatum Andegavenses, se advoant et semper advoaverunt ab antiquo, et quod nemus est de pertinenciis regalium episcopatus Andegavensis et speciali garda domini regis, de novo volunt et nituntur appropriare ad dominium dicti domini comitis indebite et injuste, in prejudicium dicti episcopi et episcopatus Andegavens[ium] et etiam domini regis et garde ipsius, et contra privilegia supra dicta.

Item, inter res quas idem dominus comes per excambium habuit[1] ab abbacia Fontis Ebraudi, est quidam locus apud Pontem Seii[2] situs in feodo dicti episcopi, super quo sibi debentur sex denarii annui census et quos ipse et predecessores sui semper consueverunt habere, quousque locus ille ad manum dicti domini comitis devenit, sed ex tunc cessatum est in solucione dicti census facienda.

Quibus expositis et coram dictis consiliariis propositis, supplicavit cum instancia debita dictus archidiaconus Transligerensis, vice et nomine dicti reverendi patris et sui episcopatus predicti, ipsis consiliariis, quatenus vellent dicta gravamina, dicto reverendo patri et episcopatui predicto indebite et injuste per gentes, allocatos servientesque suos illata, emendare aut facere emendari et ad statum antiquum et debitum retroduci, ita quod dictus reverendus pater et episcopatus ejusdem conservarentur illesi, asserens quod libenter eadem proponeret et exponeret dicto domino comiti, si copiam ejusdem commode posset habere.

Acta sunt hec Parisius, in domo discreti viri magistri Gaufridi Cenglier, archidiaconi in ecclesia Baiocensi, prope Sanctum Germanum, ubi tunc erat dictus dominus comes hospitatus, anno Domini, pontificatus, die, mense, indictione predictis, presentibus ad hec dominis Stephano de Borgolio, Matheo de Haia, Egidio de Mez, legum profes-

[1] L'acte a été publié par M. Marchegay, *Archives d'Anjou*, t. II, p. 255. — [2] Les Ponts-de-Cé. (Voy. ci-dessus, p. 265.)

soribus, G. de Bremio, Guillelmo de Souvigneio, presbiteris et Alano de Chemereio, testibus ad hoc vocatis et rogatis.

Et ego Johannes Dauli, clericus Andegavensis diocesis, publicus auctoritate imperiali notarius, predictis proposicioni et exposicioni dictorum gravaminum presens interfui, et ea proponere et exponere audivi, una cum testibus ante dictis, et de hoc presens publicum instrumentum feci, eaque in publicam formam redegi, et manu propria scripsi, et signo meo signavi rogatus.

[*Bulle du pape Clément V, adressée à l'archevêque de Reims et à ses suffragants, pour leur recommander d'exhorter les fidèles à contribuer à l'entreprise du passage d'outre-mer sous la direction des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, leur faire connaître les indulgences accordées et réglementer la perception des offrandes* [1].]

11 août 1308. Clemens, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Remensi ac ejus suffraganeis necnon aliis episcopis exemptis et non exemptis, si qui fuerint in Remensi provincia constituti, salutem et apostolicam benedictionem. Exurgat Deus et inimici dissipentur ipsius. Exurgant cum eo fidei zelatores; apprehendant arma timoris Domini; induant se fidei orthodoxe lorica; divini amoris scutum assumant, et sub potencia virtutis Altissimi roborentur. Obprobri[or]um etenim Crucifixi, que fiunt ei ab insipientibus tota die, vindices ejus sint memores, et erga statum miserabilem Terre Sancte plenitudinem miseracionum exerceant, compassionis fluenta detineant et misericordis aperiant viscera pietatis, quia venerunt gentes in hereditatem Domini et sanctum ejus tabernaculum polluerunt. Accendantur quidem, ut ignis, corda fidelium ad ipsius Terre necessitatibus succurrendum et affectus auctis pie considerationis [2] ardoribus inflammentur. Prebeant quoque promptas manus ad opera et, sub spe celestis auxilii prelium Domini preliantes, ad juvandum illius causam ferventi magnanimitate

[1] Il s'agissait de prêter aide et secours au kan des Tartares, qui, bien qu'infidèle, avait reçu les légats du pape et leur avait promis de reconquérir et de restituer la Syrie aux chrétiens. Cette pièce est publiée, en partie seulement, par Raynaldi, t. XV, ann. 1308, c. 32.

[2] Le manuscrit porte *considerationibus*.

consurgant, qui multos in paucis sue potencie virtute concludit, non obdormiens nec dormitans in eventibus gerencium bellum ejus, ipsorum custos pervigil et magnificus triumphator; seque accingant gladio potentissimo circa femur ad ipsius injurias ulciscendas.

Voce quidem assidue lamentationis exclamat et improperat terra ipsa fidei orthodoxe cultoribus, quod recordari non desinant, quid eis in partibus transmarinis acciderit. Intueantur et attente[1] considerent totius Christianitatis obprobrium, quoniam preclara nostri Salvatoris hereditas versa est ad alienos, et locus ille sanctissimus, ubi celi regem virgo puerpera genuit, locus redemptoris nostri preciosissimo cruore perfusus, locus ubi poni meruit sepulcri dominici fundamentum, et locus quem resurgens Christus a mortuis sue resurrectionis gloria multipliciter illustravit, alienarum subvertitur imperio nationum. Recenseant etiam, effusis lacrimis multiplicibusque singultibus, infra claustra pectorum diligenter, qualiter dudum ille perpetue maledictionis alumpnus, Babilonicus persecutor, Christianorum sanguinem sitiens, de fedis cubilibus contra renatos fonte baptismatis animis furibundis exiliens, Tripolitanam et demum Acconensem civitates, fidelium populorum multitudine preditas, magne nobilitatis titulis insignitas, refertas[2] opibus et bonorum ubertate fecundas, potenter angustans, et incolarum ejus aliorumque Christi fidelium inibi tunc presencium viribus superatis, civitates easdem[3] et nonnulla alia loca solempnia in archu et faretra furentibus gladiis comprehendit, et fideles ipsos, velud (*sic*) occisionis oves, in terra marique seviens ejus gladius interemit, civitates et loca predicta redigens in cinerem et favillam.

Cujus igitur pectus adeo posset incallere duricie? Quem pro terre ipsius afflictionibus relevandis non emolliret pie consideracionis affectus? Quis etenim, nisi ferreum pectus habens vel adamantis durissimi corda gerens, eidem terre non aperiens viscera pietatis, quis non provocetur ex intimis? quis non accendatur ad iram? et quis non animetur ad actum debite ultionis? Absit enim, ut a tam salutari Christi servitio

[1] Le manuscrit porte *attende*. — [2] *Refectas* dans le manuscrit. — [3] Le manuscrit porte *eisdem*.

quisque se retrahat! Absit, ut relinquat arma rubigini! Absit, quod animum neget victorie, cum non desit victoribus corona per gratiam et meritum in presenti et per gloriam et premium in futuro! Et quidem illatas quisque subditis suis offensas ulciscitur et Dei sui non vindicabit injurias tam atroces! Ad hereditatem quislibet suorum manus invasorum extendi non sustinet et patietur hereditatis dominice tanto tempore detentores! Ne igitur, qui crucem adorant, et in crucifixo dissimulent, quod juste non tollerarent in homine. Pungat eorum mentes et animos contumelia Redemptoris eosque zelus accendat fidei memorate. Dum enim miserabilis et plenus amaritudine status ejus lugubrisque condicio se nostris considerationibus offerunt, dum ejus diram horrendamque calamitatem vocibus sue flebilis lamentationis audimus, eo turbamur amarius acerbiusque laceramur in intimis, quo sibi subducte quietis dulcedine magis ac magis desideranter appetimus et transquillitatis deperdite tempora propensius affectamus. Sentimus quidem per effectum uberem pie mentis ejus afflictiones innumeras; palpamus suarum multiplicium incendia passionum et per compassionis intime pietatem non absque lacrimarum profluvio ejus deploramus angustias et secum doloris sui tormenta patimur. Tristatur quoque ac turbatur in intimis pia mater Ecclesia, tantis intrinsecus confossa doloribus. Profunditur lacrimis vultus ejus; sibi undique lamenta consurgunt, dum quos regeneravit in filios, efferi hostis laceravit impietas et in fidei orthodoxe cultores dire sevit gladius impiorum. Se nichilominus mater ipsa pro juvanda terra predicta semper multis sollicitudinibus anxiam exhibens et ostendens ferventibus studiis operosam, et, quanto sibi extitit ex alto permissum, manus et mentem ab ejus auxilio non retraxit. Profecto copiosus in misericordia Dominus, qui de sue habundancia pietatis animos regum et principum devocionis igne succendit ad salubrium exercicium actionum, precordia carissimi in Christo filii nostri Philippi, regis Francorum illustris, celestis benedictionis rore perfudit; sicque ipsum fidei zelus ejusdem succendit, ut in terre predicte afflictionibus et pressuris pio affectu compaciens, ad ulciscendas in illa ipsius Salvatoris injurias et ejusdem

terre gravamina relevanda adeo ferventer desiderium dirigitur mentis sue, quod ducimur in Domino firma fiducia, et in illo qui mari et ventis imperat et post nubilum tempora serenitatis indulget, devote speramus, quod per ipsius ministerium studiosum, auxiliante illo cujus agitur in hac parte negocium, eidem terre proveniat passagii generalis auxilium et optate recuperationis claritas illucescet. Quia vero tam arduum tanteque profunditatis negocium non potest sub brevi temporis spacio, prout desideramus et expedit, debitam et congruam ordinationem suscipere, nosque timore gravissimo in mente perterriti, ne Cipri et Armenie regnorum nobilium, que crucis hostium premuntur incursibus et usque intrinsecus ad intima lacerantur ac ipsarum invalescente perfidia affliguntur, varietate multiplicis cruciatus, prout insinuatur eorumdem regnorum fidelium vocibus expressorum, sub rabie persecucionis ipsorum decidat fortitudo, et per hostium ipsorum seviciam, eisdem regnis positis in desolacionis excidium, fideles ipsi dire mortis casibus exponantur, vias et modos studiis diligentis indagacionis exquirimus, quibus terre ac regnis eisdem opportuni manum auxilii porrigere valeamus. O quam gravem confusionem reciperet, si, quod Deus advertat! talis casus emergeret, tota religio christiana! O quam obprobriose dispendium deformitatis incurreret, si per ipsorum hostium rabiem truculentam tam nobilibus membris eam, quod absit, contingeret mutilari! quis etenim posset eis misericordie viscera claudere? quis denegabit ea et suppliciter illis pulsantibus aperire? quis a se sic virtutum misericordie relegabit, quod super turbam fidelium eorumdem nesciunt misereri? credimus enim, quod, cum eis in hujusmodi necessitatis articulo subvenitur, gratum Deo servicium immolatur. Verum levantes in circuitu oculos nostros, ut videremus, si quos pugiles et si quos repperiremus athletas Domini ad bellum paratos ipsius, tandem ad dilectos filios, magistrum et fratres Hospitalis sancti Johannis Jerosolimitani nostre mentis replectentes intuitum, et sperantes, quod ad defensionem terre ac regnorum ipsorum, ad quam sunt specialiter deputati, afficiantur ex corde et pro liberacione terre ipsius de manibus impiorum mortis pericula non for-

mident, cortum per eos equitum et peditum armatorum passagium prius, cum ipsius Hospitalis et milicie Templi magistris et majoribus preceptoribus, antequam magister ipsius milicie caperetur, et quam pluribus aliis secularibus magnis et prudentibus viris, qui statum et condicionem terre ac regnorum ipsorum plenius cognoverunt, diutina ac matura deliberacione prehabita, prout tanti negotii gravitas exigebat, habitoque super hoc karissimorum in Christo filiorum nostrorum, Cipri et Armenie regum illustrium, pleniori nobis per ipsorum litteras destinato et subsequenter ejusdem regis Francie ac novissime fratrum nostrorum consilio, ad dictorum Cipri et Armenie regum instantem instanciam, pro illius modici residui, quod fidei predicte cultoribus in eadem terra remansisse dignoscitur ac ipsorum terre et regnorum defensione ac secura custodia, et ad opportuna preparanda obstacula perfidis Christianis, ne victualia et merces prohibitas eisdem defferant Sarracenis, et Sarracenos ipsos et, prout possibile fuerit, impugnandum, non de decime vel partis cujuslibet ecclesiasticorum impositione facta reddituum, sed de thesauro nostre camere ejusdem regis Francorum affluenti, ad hoc pecuniario adjuncto subsidio in proximo vernali tempore, providimus ordinandum et prosequendum, Deo duce, per ipsos per quinquennium sequtivum, per hoc ipsius camere attenuando erarium, et semitas quodam modo, pontes et vias ad idem generale passagium preparando; ex quo quidem passagio, Deo favente, uberioris fructus eisdem terre et regnis commoda proventura sperantur, quam de quovis passagio in ipsorum terre et regnorum facto subsidium provenerit a longis temporibus retroactis [1]. Et quia fidelium subsidia ad hujusmodi passagium sunt multipliciter opportuna, nos, considerata in hiis eorum salute, quorum animas illi cujus locum, quamvis immeriti, tenemus in terris, lucri facere multipliciter delectamur, quam plurium graciarum et indulgenciarum beneficia copiosa fidelibus ipsis duximus concedenda. Ut autem dictum subsidium valeat eidem terre celerius provenire, volumus, quod vos

[1] Ici s'arrête le texte de Raynaldi.

et singuli vestrum fideles quoslibet vestrarum civitatum et dyocesium, cum vos confessiones eorum audire contigerit eisque proponere verbum Dei, moneatis attentius, et efficaciter inducatis, et nichilominus omnes ecclesiasticas seculares et regulares personas exemptas et non exemptas vestrarum civitatum et dyocesium, confessiones audiendi et proponendi verbum Dei potestatem habentes, juxta datam vobis a Deo prudenciam, studeatis efficaciter exortari, quod fideles ipsos, confitentes eisdem et sermones ac predicaciones audientes ipsorum, sollerter moneant et diligencius exhortentur, quod ipsi, dum vixerint et demum tempore obitus eorumdem, pias elemosinas et grata caritatis subsidia dictis magistro et fratribus pro hujusmodi passagio in ipsius terre subsidium studeant erogare. Nos enim, ut negocium hujus modi eo libencius, eo fervencius prosequi studeatis, quo vos et exhortatores ipsi ex vestris laboribus potioris salutis fructum noveritis percepturos, de omnipotentis Dei misericordia, beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, et illa, quam[1] nobis, licet indignis, Deus ipse ligandi et solvendi contulit, potestate, singulis vestrum et exhortancium predictorum vere penitentibus et confessis, diebus singulis, quibus exhortacionis hujusmodi exercebitis pium opus, unum annum de injunctis vobis et eis penitenciis misericorditer relaxamus. Omnibus quoque personis ecclesiasticis, regularibus et secularibus, necnon et quibuscumque aliis Christi fidelibus debilibus et impotentibus ac inhabilibus ad bellandum et mulieribus non intendentibus in personis propriis transfretare in dicto passagio generali, que tantum de bonis eorum memoratis magistro et fratribus erogabunt, quantum essent in uno anno, si personaliter proficiscerentur in terre predicte subsidium, expensure, plenam, eis insuper, qui medietatem illius quod per tempus anni predicti expenderent in terre jam dicte personaliter proficiscendo subsidium, sepedictis magistro et fratribus exhibebunt, mediam suorum, de quibus fuerint corde contriti et ore confessi, concedimus veniam peccatorum. Illis vero qui prefatis magistro et fratribus in

[1] Le manuscrit porte *qua*.

dicto passagio de subsidio majori vel minori subvenient, secundum magis et minus juxta hujusmodi subsidii quantitatem et devócionis affectum, remissionis esse participes volumus antedicte[1], subvenientibus quoque diebus Veneris majoris edomade pro eodem passagio magistro et fratribus memoratis in viginti quatuor denariis parvorum Turonensium vel ipsorum valore viginti IIII^or annorum. Illis vero qui in aliis diebus Veneris duodecim denariorum subvencionem prestabunt, duodecim annorum, et eis qui aliis diebus de sex denariis monete predicte aut eorum valore eisdem magistro et fratribus de bonis eorum impendent subsidium, sex annorum indulgenciam misericorditer elargimur; ita quod, pro quolibet denario dato in subsidium ante dictum, juxta ordinationem hujusmodi, largitor ipse unius anni; qui vero tantum noluerit vel nequiverit exhibere sed dederit tantum obolum vel pictam, juxta hujusmodi quantitatem subsidii et devocionis affectum, eamdem indulgenciam consequatur. Volumus autem quod predicta subsidia, infra dictum quinquennium, largientes predictas indulgencias assequantur. Concedimus etiam quod omnes qui totum subsidium exhibebunt insimul uno die, quod singulariter singulis majoris edomade vel aliis Veneris aut singulis diebus quinquennii memorati impensuri essent pro subsidio ante dicto, totam illam indulgenciam, prout eam per eosdem dies secundum magis et minus diverso modo concessimus, integra assequantur, quam assequerentur singulariter diebus singulis, quibus hujusmodi subsidium exhiberent. Quod quidem et omne aliud subsidium dictis magistro et fratribus pro dicto passagio impendendo, per manus ordinariorum locorum vel aliorum deputandorum ab eis ipsis magistro et fratribus volumus exhiberi. Intendentes itaque, ut elemosine ac emolumentum, que ex predictis indulgenciis provenire contigerit pro ipsius passagii commodo diligencius conserventur, volumus quod tu, frater archiepiscope, in tua metropolitana, vosque, fratres episcopi, in singulis vestris cathedralibus ecclesiis in aliquo intra ipsas accommodo et tuto loco una ponatur archa vel truncus

[1] Le manuscrit porte *andicte*.

fortis et firmus, in quo elemosine et emolumentum hujusmodi et alia per manus vestras, occasione cujusvis per nos concesse indulgencie, ipsis magistro et fratribus pro hujusmodi passagio in singulis vestris civitatibus et dyocesibus proventura recipienda per manus vestrum cujuslibet in sua civitate recondantur. Similem quoque archam vel truncum in qualibet parrochiali ecclesia cujuslibet dyocesis, in quo elemosine et emolumentum in singulis parrochiis ecclesiarum ipsarum ex indulgenciis proventura predictis securius conserventur, poni volumus et mandamus, auctoritate presencium ordinantes, quod in singulis eisdem archis vel truncis tres serature, totidem habentes claves diversas et omnino dissimiles, apponantur; quarum clavium videlicet arche vel trunci positi in ipsis metropolitana et cathedralibus ecclesiis tu, archiepiscope, et quilibet vestrum episcoporum in sua ecclesia unam, aliam vero procurator Hospitalis predicti et reliquam aliquis de civitate bone opinionis et fide dignus homo fideliter custodiant et conservent. Archarum autem vel truncorum eorumdem, in dictis parrochialibus ecclesiis dictarum dyocesium positorum, una a rectore ipsius ecclesie, secunda vero a procuratore predicto et tercia ab una fide digna et devota persona parochie, magistro et fratribus ac passagio eisdem propicia, conservetur. Archas autem vel truncos predictos, videlicet in eisdem parrochialibus ecclesiis consistentes, in quindena festivitatis resurrectionis Domini proxime venture, quoad presentem annum, propter passagii necessitatem ejusdem, per eosdem rectores et procuratores et personas, que claves, ut predicitur, dictorum archarum vel truncorum habebunt, aperiri jubemus et peccuniam in eis inventam cum moderatis expensis Hospitalis ejusdem per illos qui claves tenebunt, vel per ipsorum duos, tercio impedito legitime, vobis, archiepiscopo et episcopis, integraliter assignari. Quam quidem peccuniam necnon et aliam quam quilibet vestrum episcoporum predictorum in archa vel truncis ecclesie sue cathedralis invenerit, tunc prefato procuratori tradat integraliter et assignet, faciens de assignatione ipsa et hujusmodi tradita sibi summa peccunie patentes licteras fieri, suo et procuratoris ejusdem sigillis munitas, dicto archiepiscopo festinanter et

sine dilacione qualibet destinandas. Simili quoque modo, tu, archiepiscope supradicte, de peccunia, ex hujusmodi indulgenciis per te in tua civitate et dyocesi recepta, procuratori assignata predicto, juxta prescriptam formam licteras confici facias, tuo et dicti procuratoris sigillis sigillatas, ipsas necnon et easdem licteras episcoporum ipsorum camerario nostro, quam cicius poteris, per fidelem nuncium transmissurus. Ceterum intendentes rectorum earumdem ecclesiarum parrochialium in hac parte laboribus providere, volumus quod in singulis IIII^or dictum festum Resurrectionis sequentibus annis, tempore synodi, per quemlibet vestrum in sua civitate et dyocesi celebrande, arche vel trunci apperiantur predicti, et peccunie in illis invente per dictum procuratorem et alios qui claves archarum et truncorum ipsorum habebunt, cuilibet vestrum in sua synodo assignentur, tuncque per quemlibet vestrum fiat dicto procuratori peccunie predicte tradicio, et fiant similiter de traditione et quantitate hujusmodi tradite peccunie lictere camerario nostro, quantocius destinande, ut supra proximo in casu alio est expressum. Si vero ex indulgenciis ipsis tantam contingeret peccuniam provenire, quod tutum non esset eam in archis vel truncis retinere predictis, quilibet vestrum circa custodiam peccunie in archis vel truncis in ecclesiis cathedralibus, ut predicitur, positis ac rectores ecclesiarum ipsarum circa custodiam alterius peccunie in eisdem archis vel truncis in eisdem ecclesiis parrochialibus recondite, de consilio et consensu dictorum procuratoris et aliorum tenencium claves easdem, sic caute provideant et attente prospiciant, quod peccunia ipsa dictum passagium non fraudetur. Illos vero qui archas seu truncos fecerint aut concesserint supradictos, quique ipsos et claves easdem fideliter custodiverint, nobiles quoque et ignobiles et quosvis alios, cujuscumque condicionis existant, qui eorum in ultimis voluntatibus equos, arma et quevis alia bona in subsidium dicti passagii, eodem durante quinquennio, magistro et fratribus largiverint supradictis, omnes etiam et singulos, arma, equos et victualia seu fodrum et quecumque mercimonia in terra vel in mari ad exercitum dicti passagii quomodolibet deferentes, omnium operum pietatis et aliorum spiritualium

bonorum et beneficiorum, que fiunt et fieri contigerit in Hospitali et passagio supradictis, participes esse volumus et consortes. Vobis insuper auctoritate apostolica districtius injungimus, ut quocienscumque vos missarum officia celebrare contigerit, oraciones contra paganorum perfidiam per Ecclesiam ordinatas, quarum prima : *Omnipotens sempiterne Deus*, secunda deputata specialiter ad secretam : *Sacrificium, Domine*, et tercia diei post communionem precipue consuetam : *Protector*, incipiunt, devotis mentibus effundatis et per singulas personas ecclesiasticas in sacerdotio constitutas, vobis subjectas, pio cordis affectu dici in missarum earumdem officiis faciatis. Personis autem ecclesiasticis volentes plenius providere, dyocesanis earum dispensandi cum eis qui a canone vel ab homine latam excommunicationis sentenciam incurrissent, irregularitatis notam, inmiscendo se divinis officiis, contraxerunt, vel ob id infra dictum quinquennium contrahere ipsos contingeret, dum modo tantum de bonis eorum magistro et fratribus ipsis pro subsidio memorato persolverint, quantum expenderent in veniendo ad Romanam curiam et morando in ipsa pro dispensacione hujusmodi obtinenda et redeundo etiam ab eadem, nisi forte in episcopos vel abbates vel alios superiores proprios injecissent manus temere violentas, postquam ab excommunicacionum sentenciis, quas incurrerant vel incurrere ipsos contigerit, tempore supradicto, juxta formam Ecclesie fuerint absoluti, plenam auctoritate presencium concedimus facultatem. Omnibus insuper et singulis, tam clericis quam laicis, cujuscumque dignitatis, preminencie, ordinis, condicionis vel status existant, sub interminacione maledictionis eterne districtius inhibemus, ne quempiam volentem quodvis subsidium in dicto passagio eisdem magistro et fratribus exhibere ab hujusmodi voluntate retrahere vel in quodvis aliud etiam pium opus commutare vel quominus hujusmodi largiatur subsidium, verbo vel opere impedire presumat. Si quis vero contra nostram inhibicionem hujusmodi attemptare presumpserit, eandem et apostolorum ipsorum ac nostram, a qua nullum absolvi volumus, preterquam in mortis articulo, quousque duplum exhibuerit ejusdem subsidii, quod per impedimenti prestacio-

nem hujusmodi dicte terre sustractum extiterit, se noverit incursurum. Ideoque fraternitatem vestram monemus et hortamur in filio Dei patris, vobis nichilominus, in virtute sancte obediencie districte precipiendo, mandantes, quatinus tenorem et formam indulgenciarum hujusmodi Christi fidelibus, eis proposito verbo Dei, singulis dominicis et festivis et aliis diebus, de quibus expediens fuerit, in ecclesiis et locis vestrarum civitatum et dyocesium, in missarum sollempniis et aliis horis congruentibus publicetis, et per rectores ecclesiarum et Predicatorum et Minorum ordinum fratres et alios religiosos et personas ecclesiasticas earumdem civitatum et dyocesium in eisdem solempniis et horis faciatis sollicite in vulgari cujuslibet patrie publicari; et nichilominus tu, archiepiscope supradicte, statim receptis presentibus, premissa omnia per tuas patentes licteras de verbo ad verbum harum seriem continentes, cum omni celeritate qua poteris, prout tam pio negocio videris expedire, dictis episcopis studeas intimare eisque mandare districtius, quod illa eorum subditis, hujusmodi tuo mandato recepto, omni dillatione precisa, intimare aliquatenus non omittant. Sic igitur hujusmodi pium opus et gratum Altissimo sollicite ac laudabiliter juxta datam a Deo vobis prudenciam exequi studeatis sicque ad subveniendum terre predicte necessitatibus efficaciter fideles ipsos inducere, quod de vestris laboribus, divina favente clementia, fructus sperati proveniant, et vestre sollicitudinis studium palmam glorie, que causam Dei gerentibus pro digna retribucione impenditur, mereatur.

Datum Pictavis, III° idus Augusti, pontificatus nostri anno tercio.

[*Bulle du pape Clément V adressée aux frères de Saint-Jean de Jérusalem, pour leur faire connaître qu'à leur prière il conserve à tous les clercs, qui prendront part avec eux au passage d'outre-mer, tous leurs revenus ecclésiastiques pendant deux ans.*]

1308. 11 août.

Clemens, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis magistro et fratribus Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, salutem et apostolicam benedictionem. Dignum et congruum reputamus, ut eos qui ad Christi obsequia prosequenda se offerunt, spiritualibus graciis honoremus. Intendentes igitur ut passagium, quod per vos in subsidium

Terre sancte providimus faciendum, tanto libencius personarum ecclesiasticarum fulciatur auxilio, quanto magis persone ipse favorem apostolicum sibi senserint gratiosum, vestris supplicacionibus inclinati, vobis auctoritate presencium indulgemus, ut singuli clerici seculares, qui vobis personaliter accesserint in dicte terre subsidium in passagio memorato, dictum prosequendo passagium, omnes fructus, redditus et proventus omnium prebendarum et beneficiorum suorum ecclesiasticorum, eciam si dignitates vel personatus existant, cum ea integritate per biennium percipere valeant, cotidianis distribucionibus dumtaxat exceptis, cum qua illos perciperent, si in ecclesiis, in quibus prebendas, beneficia et dignitates ac personatus hujusmodi obtinent, personaliter residerent, ipsosque per idem biennium, et, demum ipso finito biennio, si per aliud biennium in dicte terre subsidium remanere contingat, percipere, arrendare, vendere, locare vel pignori obligare similiter possint, prout eis videbitur expedire, volentes arrendationem seu vendicionem vel locationem hujusmodi, eciam si eos infra dictum biennium mori contingeret, in suo robore permanere, nec interim ad faciendum in eisdem ecclesiis personalem residenciam vel susceptionem sacrorum ordinum sive ad prestacionem alicujus decime, regibus vel principibus seu quibusvis aliis personis per sedem apostolicam ex quacumque causa concedende, aliquatenus teneantur, nec ad id a quoquam compelli possint inviti, non obstantibus, si dicti clerici non fecerint in eisdem ecclesiis primam consuetam residenciam personalem, et quibuslibet ipsarum ecclesiarum statutis et consuetudinibus contrariis, juramento, confirmatione sedis apostolice seu quacumque firmitate alia roboratis, etiam si de illis servandis et non impetrandis licteris apostolicis contra ea et ipsis licteris non utendo etiam ab aliis impetratis per se vel per procuratores suos prestiterint juramentum, sive si locorum ordinariis vel quibusvis aliis a sede apostolica sic indultum vel medio tempore contigerit indulgeri, ut canonicos et personas ecclesiarum suarum civitatum et dyocesium possint compellere ad faciendum personalem residenciam in eisdem, aut si dilectis filiis capitulis earumdem ecclesiarum a prefata sit sede indultum quod

ipsarum ecclesiarum canonicis et personis fructus, redditus et proventus prebendarum, beneficiorum, dignitatum aut personatuum suorum ministrare in absencia minime teneantur, quodque ad id compelli non possint per licteras apostolicas non facientes expressam de indulto hujusmodi mencionem, et quibuslibet privilegiis, indulgenciis et licteris apostolicis generalibus vel specialibus, cujuscumque tenoris existant, dictis ordinariis, capitulis et regibus ac principibus vel quibuscumque aliis personis concessis, per que, presentibus non expressa vel totaliter non inserta, effectus hujusmodi gracie impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris licteris mencio specialis, proviso quod interim prebende, beneficia, personatus et dignitates hujusmodi debitis obsequiis non fraudentur, et animarum cura, in eis quibus illa imminet, nullatenus negligatur. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Datum Pictavis, III° idus Augusti, pontificatus nostri anno tercio.

[*Bulle du pape Clément V, adressée aux patriarches, archevêques et évêques, pour leur accorder plein pouvoir de changer tout vœu d'abstinence ou de pèlerinage en une contribution pécuniaire au profit des frères de l'hôpital Saint-Jean de Jérusalem.*]

1308. 11 Août. Clemens, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus, patriarchis, archiepiscopis et episcopis, ad quos lictere iste pervenerint, salutem et apostolicam benedictionem. Gerentes cordi negocium Terre Sancte ac intendentes sollicite ad promocionem passagii, quod per dilectos filios magistrum et fratres Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani in vernali tempore proxime venturo providimus faciendum et per ipsos prosequendum, Deo duce, per quinquennium sequturum, obtinentes quoque de vestre circumspectionis industria fiduciam in Domino specialem, vobis et vestrum singulis commutandi, dicto durante quinquennio, cujusvis abstinencie et quarumcumque peregri-

nationum vota, ultramarino dumtaxat excepto, in pecuniarum subsidium prefatis magistro et fratribus vel eorum procuratori pro dicto passagio exhibendo, cum super hoc ab eis vel eorum procuratore fueritis requisiti, dummodo, inspecta condicione vovencium, ad dicti passagii necessitate pensata, super quibus vestram conscienciam oneramus, precio vel precibus, amicicia, favore vel odio cujuscumque nichil circa hec, super quibus se sciat unusquisque vestrum redditurum in examine districti judicii racionem, agatur in fraudem vel diminucionem subsidii supradicti, plenam et liberam auctoritate presencium concedimus facultatem. Volumus autem ut hujusmodi peccuniarium subsidium prestandum, videlicet per voventes peregrinaciones easdem, ad tantam peccunie summam extendatur, quantam voventes ipsi pro complendo voto peregrinacionis ejusdem personaliter expendissent; votum autem hujusmodi abstinencie juxta illius arbitrium intendimus redimi qui votum hujusmodi commutabit. De peccunia vero, que habebitur pretextu concessionis hujusmodi, fiat quoad tradicionem ipsius peccunie faciendam procuratori predicto, et quoad confectionem licterarum receptionis dicte peccunie necnon et quantum ad certificacionem camerarii nostri de tradicione ipsi procuratori peccunie quantitate, sicut de illa peccunia, que reponetur in archis vel truncis, juxta ordinacionem contentam in aliis nostris licteris indulgencialibus pro negocio passagii predicti concessis apercius continetur.

Datum Pictavis, III° idus Augusti, pontificatus nostri anno tertio.

[*Bulle du pape Clément V, adressée aux patriarches, archevêques et évêques, pour leur faire connaître qu'il dispense, pendant cinq ans, les ecclésiastiques, reçus à l'ordre de sous-diacre et ayant charge de paroisse, qui contribueront au passage d'outre-mer, de l'obligation de se faire recevoir au sacerdoce.*]

Clemens, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus, patriarchis, archiepiscopis et episcopis, ad quos lictere iste pervenerint, salutem et apostolicam benedictionem. Dignum reputamus et congruum, ut eos qui ad Christi obsequia prosequenda se offerunt specialibus graciis honoremus. Intendentes igitur, ut passagium, quod 11 août 1308.

per dilectos filios magistrum et fratres Sancti Johannis Jerosolimitani, in vernali tempore proximo venturo, in subsidium Terre Sancte providimus faciendum et prosequendum, Deo duce, per quinquennium sequturum, tanto libencius personarum ecclesiasticarum fulciatur auxilio, quanto magis persone ipse favorem apostolicum sibi sentient graciosum, dispensandi cum quibuscumque ad regimen parrochialium ecclesiarum, assumptis vel usque ad dictum quinquennium assumendis, qui infra quinquennium ipsum unius anni ecclesie parrochialis, quam singuli eorum obtinent, vel infra dictum quinquennium obtinebunt, racione cujus haberent infra annum ad presbiteratus ordinem promoveri, dictis magistro et fratribus vel eorum procuratori pro subsidio dicti passagii exhibebunt, quod ipsi, dummodo infra annum ordinem subdiaconatus recipiant, non teneantur usque ad quinquennium, a tempore hujus suscepti regiminis, racione ipsius ecclesie, ad sacerdocium promoveri, nec ad id a quodam compelli possint inviti, qualibet constitucione contraria non obstante, quociensc umque a prefato procuratore fueritis requisiti, plenam vobis et singulis vestrum concedimus auctoritate presencium facultatem. De peccunia vero, que habebitur pretextu concessionis hujusmodi, fiat quoad tradicionem ipsius peccunie faciendam procuratori predicto et quoad confectionem licterarum recepcionis dicte peccunie, necnon quantum ad certificacionem camerarii nostri de tradicione ipsi procuratori peccunie quantitate, sicut de alia peccunia, que reponetur in archis et truncis juxta ordinacionem contentam in aliis nostris licteris indulgencialibus prō negocio passagii predicti concessis apertius continetur.

Datum Pictavis, IIIº idus Augusti, pontificatus nostri anno tercio.

C'est le pardon de l'Ospital Saint Joham de Jérusalem[1]*, que nostre père le pape Clémens le Quint a donné au mestre et aus frères de l'Ospital devant dit por mestre les aumounes pour aler en la sainte terre d'outremer et pour fayre*

[1] Cette pièce est un résumé et comme une traduction de la bulle qui précède, p. 398-408, faite suivant ses prescriptions, p. 408, pour être lue et publiée dans les églises du diocèse.

la vaie sus les Sarrazins. Et a donné et ostreié plusours indulgences à ceux e à cèles qui i envayront leurs aumounes.

Premèrement il mande et commande aus archevesques e aus évesques e à toutes personnes de sainte ygleise, régulières e non régulières, exemptes e non exemptes, toutes les fois que ils orront confessions et proposeront la parole Dé, que ils enortent e amonestent cex e cèles que il orront e qui seront en lour prédicacion, que ils dongent de lour ausmounes au mestre e aus frères de l'Ospital, endementres que ils vivent e en lours testamenz, de lours biens pour faire aide à ce saint passage. E donne le pape à touz cex qui ce dénoncieront vrays confès e repentanz I an de pardon de lours pénitances enjointes, touz les jours que ils le annoncieront. 1308.

Item, le pape donne à toutes personnes d'yglise, régulères e séculères, e à tous autres féaus en nostre Segnor e aus impotens e aus fames, qui n'entendent pas à passer la mer ou général passage, qui donront tant de lours biens au mestre e aus diz frères, comme ils porreint despendre en I an à demorer par delà, [le pardon[1]] de toz lours péchiez, e à cex qui en donneront la métié, la métié de pardon de touz lours péchiez, de quey ils sont confès e repentanz; e selont le plus e le mains que il i donront, ils sont et seront participanz de touz les biens qui i seront faiz.

Item, il donne à touz cels e à toutes cèles, qui donront le Vendredi aoré XXIIII torneys petiz, XXIIII ans, e aus autres Vendrediz XII t., XII ans, e aus autres jours VI t., VI ans, e por chescun denier I an. E qui tout ne poura donner, donge une maille ou I p[icte], il sera participans de touz les biens qui i seront fez. E qui tout porra donner à une faiz, tout le pardon emportera, ausi bien com s'il eust donné par parties. Lequel pardon le pape veut, que il dure jusques à cinc ans. E monte la somme dou pardon X^{m} et IX^{c} e IIII^{xx} ans, e la somme de l'argent de touz les V ans LII libres e X s. E seront toutes les aumounes mises en une huge ou en I trunc.

Item, à touz cex qui feront les trons ou les huges ou les feront feire

[1] Le mot manque.

e les donront aus diz frères, pour mestre aus yglises, sont et seront participanz de toz les biens faiz en prières, en oreysons, en aumounes, en jeunes, en la sainte meson de l'Ospital e en ce saint passage.

Item, à toz cex qui garderont les clees léaument, ou qui donront chevaus ou armeures ou vitalle, ou lesseront en lour testamenz de lours biens aus diz frères ou autres chouses neccessaires au saint passage, ils sunt e seront participanz en touz les biens desus diz.

Item le pape commande à touz prestres que, toutes feiz que ilz célébreront, que ils dient oreysons pour les diz frères et pour cex qui passeront en leur compaingnie, que Dex lor dont victoyre contre les anemis de la fey Jesu Crist, c'est assaveir treys, don la primière se commence : *Omnipotens sempiterne Deus*, la segonde, qui est députée au segré, qui se commence : *Sacrificium, Domine*, la terce post la communion, qui se commence : *Protector*.

Item, toutes personnes d'iglise qui sunt excommuniés de canon ou sunt encoru ou encorront irrégularité dedenz cinc ans, excepté les mains mises en évesques ou en abbez ou en lour propres souvrerains, que les évesques, souz qui ils sont, les em poent dispenser, en donnant au mestre e aus diz frères l'argent ou la value, que ils despendreint pour aler à la court de Romme e demorer e à revenir pour aveir lour dispensacion.

Item, à touz cex, tant clers comme lays, de quele digneté ne de quele ordre ne de quele religion ne de quel estat que ils saint, qui empescheront ou destorneront l'aide de ce saint passage ou la volenté de cex qui y voudront donner, ne muer lour propos par oevre ne par parole ne par fait, que l'aide ne seit faite au diz frères pour le saint passage, ils encorront la maleicom pardurable de l'auctorité Deu le tout puissant, de saint Père e de saint Pol e de touz sainz e de nostre père le pape; de la quele maleicon il ne vieut que nul sait absous que en l'article de mort, e en l'article, se il rent le double dou dommage que les diz frères auront eu par lui.

Item, le pape mande et commande à touz prélaz e à touz autres féaus en nostre segnor Jesu Crist, que ils annoncent ou facent annoncier

par les curez, par les frères Preschors et Menours et par autres religious, en toutes ygleises, e touz les dimeines et toutes les festes e touz les jors, aus messes e aus hores, ce saint pardon par totes lor dyocèses.

Item, le pape donne poer à touz prélaz de muer touz vouz de astinence, toutes les feiz, qu'il en seront requis dou procur[our] de l'Ospital, en donnant aus diz frères une somme d'argent tèle, comme celui, qui remuera le veu, regardera, regardée la condicion de celui qui aura feit le veu e la neccessité dou passage.

Item, les prélaz poent muer touz vouz de pélérignage, excepté celui d'outremer, en donnant autretant d'argent aus diz frères, comme cex qui aureint fait le veu, porraint despendre, se il alaient personément en celui pélérignage.

Item, touz clers bénéficiez, qui ont ygleises parrochiaus ou auront dedenz cinc ans, qui donneront les fruz de lour bénéfice de I an au mestre et aus frères pour l'aide de ce saint passage, qui ne porront estre contrainz d'estre ordenez à prestre de denz cinc ans, mès que de denz l'an ils saient ordenez à sordiacre, que il aront le bénéfice receu.

Item, le pape donne au mestre e aus frères de l'Ospital, que tous clers bénéficiez en saint igleise, qui voudront, passent ovec les diz frères, qu'il puissent tenir et aveir par II anz les fruz e les yssues de lours provendes e de lors bénéfices, saint en dignitez ou en personnages ou en quel estat que ce sait, entièrement, e ausi bien, comme s'il feisent résidence, exceptées les distribucions cotidiennes, que il prendreint, s'il estaint résidenz. E que il puissent engagier ou arenter ou vendre ou obligier les fruz de lour bénéfices, ce que plus profitable lour sera, par II années, e ne puissent estre contrainz à faire résidence personel ne à prendres nulles ordes saintes ne à prester ne à paier nul deizeme à reis ne à princes ne à austres personnes, queles qu'elles saient, ostreié de l'ygleise de Romme e à otroier. E si ainsi esteit, que il morust, l'arentacion e l'obligacion qu'il aveit faite des bénéfices, tendreint toutes; e se plus voleit demorer ovec les diz frères par II autres années, porreit faire ces meimes chouses desus dites, non contreytant quelque coustume espécial, que il aint donné ou à donner.

E qui ira contre les chouses de sus dites, il encorra la indignacion de Dex le tout puissant, de saint Père et de saint Pol, de touz saint, et excommuniez de par nostre père le pape. *Explicit.*

[*Vidimus par l'archevêque de Tours des bulles du pape Clément V, adressées aux archevêques et évêques de France, pour leur prescrire de réclamer et de prendre en main, conformément aux lettres du roi, l'administration des biens de l'ordre du Temple*[1], *saisis par les officiers royaux.*]

1309 N. S. 22 février. Universis presentes licteras inspecturis Raginardus, Dei gracia archiepiscopus Turonensis, eternam in Domino salutem. Noveritis nos vidisse et cum debita reverencia recepisse licteras sanctissimi patris ac domini, domini Clementis, sacrosancte romane ac universalis Ecclesie summi pontificis, cum vera bulla plombea, tenorem qui sequitur continentes :

1309 N. S. 5 janvier. Clemens, episcopus[2], servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis per regnum Francie constitutis, ad quos presentes lictere pervenerint, salutem et apostolicam benedictionem. Cum olim Pictavis cum nostra curia maneremus, carissimus in Christo filius noster Philippus, rex Francie illustris, in nostra et nostrorum fratrum presencia constitutus, proposuit, quod ipse dudum volens occurrere dissipacioni et periculo que circa Templariorum bona in limine apparebant, manum extendit ad ea pro ipsorum custodia, ne perirent, non intendens, sicut asseruit, Templariorum ordinem dictorum bonorum possessione vel proprietate privare; de quibus bonis postmodum rex prefatus ad nostram requisicionem manum suam amovit, mandans per suas patentes litteras ducibus, comitibus, baronibus, senescallis, judicibus, prepositis, vicariis, castellanis et aliis justiciariis suis ac quibuscumque

[1] Sans faire montre d'une érudition facile, nous croyons pouvoir nous contenter ici de renvoyer, pour l'indication et l'appréciation des sources et des divers travaux sur le jugement des Templiers, à une étude de M. Rapetti, qui a pour titre *Les Frères du Temple*. Elle a paru dans le *Moniteur*, du 10 janvier 1854 au 26 janvier 1856, à intervalles assez irréguliers, et est malheureusement restée inachevée.

[2] Raynaldi donne un résumé de ce document (1309, c. III).

aliis temporalitatem in regno Francie habentibus necnon et superintendentibus negocio Templariorum et bonorum ipsorum, vel loca tenentibus eorumdem, quod ipsi bona mobilia et immobilia Templariorum, que ceperant et tenebant, nomine regis vel suo, curatoribus seu administratoribus deputatis vel deputandis a nobis generaliter in regno Francie et prelatis regni ejusdem, videlicet per quemlibet singulariter in sua civitate et dyocesi, realiter et integraliter traderent vel tradi facerent indilate, quodque ipsos curatores et administratores dictorum bonorum, prout ad regem pertinet, tuerentur et defenderent, cum ipsos justiciarios et alios supradictos super hoc requiri contingeret et a curatoribus et administratoribus supradictis. Verum quia prefatum mandatum regium[1] nondum est, ut intelleximus, exequcioni mandatum, fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus, quatinus vos et singuli vestrum, in quorum civitatibus et dyocesibus aliqua bona Templariorum consistunt, curatores seu administratores pro dictis bonis procurandis, administrandis et conservandis ponatis, ordinetis et deputetis, quilibet scilicet in sua civitate et dyocesi, utiles, ydoneos et discretos et tales, qui sint bene solvendo, si eos circa officium sibi commissum culpam aut negligentiam committere contingeret sive dolum. Qui curatores seu administratores, deputati a vobis, et dilecti filii Carnotensis et Cenomanensis decani, Rothomagensis archidiaconus et magistri Radulphus Xantonensis et Hugo Geraldi Petragoricensis cantores ac Geraldus de Roychi, canonicus Agenensis ecclesiarum, quos et eorum quemlibet nos curatores et administratores dictorum bonorum in regno generaliter deputamus, vel eorum quilibet, cum aliis deputatis vel deputandis a vobis, bona predicta a subditis dicti regis, secundum formam mandati regis, sibi tradi requirant, et ea sibi tradita et habita, nomine ordinis Templi, administrent fideliter et conservent. Volumus insuper quod vestrum quilibet illum vel illos quos curatores seu administratores deputaverit ad predicta jurare faciat ad sancta Dei Euvangelia, quod in predictis bene et fideliter se habebunt et bonam

[1] Le manuscrit porte *regum*.

et legitimam de bonis predictis racionem reddent coram vobis vel vestrum singulis vel a vobis vel a vestrum singulis deputandis et etiam coram deputandis a nobis. Predicti quoque sex, ut premittitur, deputati a nobis simile juramentum prestabunt coram camerario nostro vel vobis, fratres archiepiscopi, tanquam super hoc delegatis a nobis, in quorum provinciis prefatum officium exercebunt. Nos enim eidem camerario et vobis, predicti archiepiscopi, et vestrum cuilibet, quantum ad recepcionem juramenti predicti, committimus, tenore presencium, vices nostras.

Datum Tholose, nonis Januarii, pontificatus nostri anno quarto.

[*Vidimus, par les archevêques de Reims, de Bourges et de Tours, des bulles du pape Clément V, qui, d'après les aveux reçus par lui de la bouche d'un certain nombre de Templiers, lève la défense de procéder contre eux et autorise les prélats et les inquisiteurs de France à enquérir, chacun dans son diocèse et dans la mesure de sa juridiction, contre les individus seulement, non contre l'ordre*[1].]

11 février 1309. Universis presentes litteras inspecturis, miseracione divina Robertus Remensis, Egidius Bituricensis et Raginardus Turonensis archiepiscopi, salutem in Domino sempiternam. Noveritis nos litteras sanctissimi patris et domini nostri domini C., divina providencia sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie summi pontificis, sanas et integras, vera bulla plombea[2] et filo canapis bullatas, ut prima facie apparebat, vidisse, formam que sequitur de verbo ad verbum continentes :

5 juillet 1308. Clemens, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis per regnum Francie constitutis, et dilectis filiis Guillermo et aliis inquisitoribus heretice pravitatis in eodem regno auctoritate apostolica generaliter deputatis, salutem et apostolicam benedicionem. Subit assidue nostre mentis archanum, sollicitudine plena et anxietate non vacua, consideracio illa terribilis, qua nos ad illius domus custodiam deputatos advertimus, cujus magnitudinem cum stupore propheta miratur : « O, inquiens, Jerusalem, quam magna

[1] Cet acte et le suivant sont dans le *Spicil.* t. X, p. 356. (Cf. Dupuy, p. 100.) — [2] Le ms. porte *blombea*.

est domus Dei!, cumque in ejusdem consideracionis examine residentes, opus nobis extimamus injunctum et nostrarum mentium virium quantitatem, attendimus cum stupore quod supra vires nostras nobis est onus impositum; quod procul dubio sufficienter portare nequimus; sed superest nobis spes, in solo auxilio divino reposita. Ad quod humiliter recurrentes, devocius imploramus, ut ille qui nobis domum ipsam custodiendam credidit, et pascendum commisit nostre vigilancie gregem suum, domum ipsam ab ascendentibus ex adverso sollicite custodire concedat ipsumque gregem sic salutaribus pascere pascuis, sic rectis gressibus per viam justificacionum Domini et suorum dirigere semitas mandatorum, quod ipsum in dilecta Domini tabernacula potiturum sempiternis gaudiis introducere, ad sui nominis laudem et gloriam, valeamus. Dudum siquidem Templariorum subitam capcionem, quam ad nostri apostolatus et fratrum nostrorum protulit vulgatus rumor auditum, quia raciones et cause, que carissimum in Christo filium nostrum Philipum, regem Francie illustrem, induxerant ad hujusmodi capcionem tibique Guillermo suggesserant regem super hoc requirere memoratum, nostram et dictorum fratrum latebant noticiam, non immerito nos et fratres ipsi dolentes suscepimus, cum per te, Guillermum predictum, nobis, quibus quodam modo vicinus eras in januis, nichil intimatum fuisset, ac precipiti festinacione processus per vos contra ipsos habiti et, ut timebatur, habendi, super quo inaudita publica referebat assercio, grandis suspicionis materia in nostra et fratrum ipsorum mentibus extitit suscitata, propter quod omnem quam habebatis in hujusmodi negocio potestatem, de predictorum fratrum consilio, suspendentes, ad nos negocium ipsum totaliter duximus revocandum. Et licet postmodum rex predictus ac vos, fratres archiepiscopi et episcopi, tuque, Guillerme predicte, ad capcionem hujusmodi excusandam plures coram nobis et fratribus supradictis pretenderitis raciones, illam tamen specialiter proponere curavistis, quod, si, quod absit, per capcionem hujusmodi dictorum Templariorum non fuisset preventa nequicia, causam[1] fidei orthodoxe, ad cujus conculca-

[1] Le manuscrit porte *causa*.

cionem perversis et dolosis conatibus nitebantur, adeo detraxissent, quod fidei ejusdem negocio, per suorum et aliorum fautorum suorum, qui multi numero fore noscuntur, execranda facinora, detrimentum irreparabile provenisset. Demum vero processibus, per vos archiepiscopos et episcopos et Guillermum predictos ante tempus suspensionis et revocacionis predictarum vel saltem, priusquam ad vestram noticiam hujusmodi suspensio et revocacio pervenisset, habitis contra Templarios memoratos, exhibitis in nostra et fratrum presencia predictorum et diligenter inspectis, multa per eosdem processus contra ipsos apparent fuisse reperta, de quibus modicam habebamus verisimilem conjecturam, nec ad illa credenda nostre mentis oppinio poterat inclinari. Postmodum autem, nonnullis ex Templariis memoratis, qui ab olim nec levis auctoritatis in eodem ordine habebantur, nobis per dictum regem liberaliter redditis, ad nostram deductis presenciam, ab eis de veritate dicenda, tam de se quam de aliis ipsius ordinis fratribus, super omnibus impositis ipsis et ordini eidem criminibus corporale recepimus juramentum. Et deinde per nos diligenter examinatis eisdem, nonnulli eorum se et multos alios dicti ordinis fratres circa ingressum prefati ordinis, pollutis labiis, abnegasse Christum, redemptorem nostrum, et alia execranda et nephandissima scelera commisisse sponte et libere sunt confessi, et subsequenter, ad majorem cautelam, deposiciones et confessiones eorum coram venerabili fratre Petro, episcopo Penestrino, et dilectis filiis nostris Berengario Sanctorum Nerei et Achillei, Thoma Sancte Sabine, Stephano Sancti Ciriaci in Terminis titulo presbiteris, et Landulpho Sancti Angeli ac Petro de Columpna sancte Romane Ecclesie diaconis cardinalibus, repeti mandamus per eosdem, et, ipsis per tabelliones publicos redactis in scriptis et in eorum presencia coram nobis et fratribus eisdem perlectis, ipsas iidem Templarii approbarunt, in illis firmiter persistentes; et iterum, interpositis diebus aliquibus, dicti Templarii, coram nobis et nostris fratribus constituti, in confessionibus ipsis, eis lectis et in materna lingua expositis diligenter, firmiter perstiterunt et, sancte matris Ecclesie satisfacione ad nostrum arbitrium oblata per eos, se reconciliari humiliter supplicarunt. O quam abho-

minabilis amaritudinis haustum inauditum tam orribilis sceleris eadem gustavit Ecclesia! O quam sevissime torsionis sentivit in sui sacrario pectoris punctiones! heu! quam acerbi doloris aculei nos et eosdem fratres pupugerunt in intimis! heu! quam tenebrosam oscuritatem nostris et ipsorum aspectibus dicti Templarii presentarunt, quamvis per supplicacionem reconciliacionis ejusdem, per quam animarum suarum salutem recognoscere videbantur, ad quam nos ferventer intendimus, alicujus mittigacionis senserimus levitatem! Cumque postmodum per regem eumdem ac vos archiepiscopos et episcopos et Guillelmum predictos, ut in eodem negocio procedi posset liberius ipsumque negocium ad debitum finem perduci, relaxari hujusmodi suspencionem fuisset nobis cum instancia supplicatum, nos ipsius regis ac vestris supplicacionibus pro ejusdem securitate negocii et libertate inquisicionis ipsius, de fratrum ipsorum consilio, annuentes et considerantes attentius, quod difficile, quin pocius impossibile, quasi fore dignoscitur, quod per nostrum et fratrum eorumdem ministerium curiosum, quoad plenam ejusdem negocii habendam indaginem, propter Templariorum multitudinem eorumdem ac diversitatem locorum, per que in predicto Francie et aliis Christianitatis regnis et terris dispersi fore noscuntur, tractari valeat vel ad debitum finem perduci, aliis personis ydoneis hujusmodi provideramus negocium committendum aut vobis ex nostra permissione relinquere, ut in eodem negocio ea, que jura permittunt, exequi et efficere studeretis. Verum diligencius attendentes, quod vos, qui estis in partem sollicitudinis advocati, in dicto negocio, tanquam viri sermone potentes et opere virtuosi, prudencie vestre acuetis ingenium ac timoris et amoris Domini, cujus agitur in hac parte negocium, igne succensi, zelum, quem ad fidem eamdem vos habere confidimus, pro divini nominis gloria et exaltacione fidei memorate, in dicti exercebitis exequcione negocii, per effectum laudabilium actionum, predictam suspensionem, hac adjecta moderacione, duximus relaxandam, videlicet quod singuli vestrum archiepiscoporum et episcoporum de singularibus dictorum Templariorum personis in vestris singulis civitatibus et dyocesibus, ac vos, inquisitores, et vestrum quilibet, si cum eisdem archiepi-

scopis et episcopis interesse volueritis, sub forma quam vobis per alias nostras litteras duximus concedendam, associatis vobis ceteris personis ydoneis, per nos vobis in hujusmodi negocio designandis, quas ad hoc, si necesse fuerit, per censuram ecclesiasticam, super quo plenam vobis potestatem concedimus, compelletis, efficere curabitis quod requirunt canonice sanciones, prolacione tamen sentencie contra Templarios proferende predictos conciliis metropolitanorum nostrorum in singulis provinciis reservata. Precaveatis tamen, quod de generali statu tocius ordinis memorati vos intromittere nullatenus attemptetis, cum super hoc per ydoneas personas jam inquiri ordinaverimus veritatem. Nobis insuper et apostolice sedi ac nostro et ipsius sedis examini causam, quoad inquisicionem, ordinacionem et quemcumque processum contra majorem magistrum Templariorum ipsorum necnon et Francie, terre ultramarine, Normannie, Pictavie, ac provincie Provincie majores preceptores faciendam et habendam totaliter, ut de ipsis, sine quibus instrui commode sepedicti ordinis causa non posset, simul vel divisim necnon et de ordine ipso justum faciamus judicium, vel alias secundum provisionem apostolicam ordinemus, retinemus in omnibus et eciam reservamus, volentes et auctoritate apostolica ordinantes, quod predictus Penestrinus episcopus, cui Templariorum, in regno detentorum eodem, generaliter nobis per regem redditorum eumdem, curam et custodiam commisimus, ipsos realiter recipiat, et de tota ejus custodia nostro et[1] prelatorum nomine necnon de exhibicione et presentacione ipsorum nobis vel dicto Penestrinensi episcopo aut deputando a nobis vel ab ipso Penestrinensi episcopo, loco nostri, et vobis faciat, ordinet, prout fuerit faciendum. Quare fraternitatem vestram et discrecionem monemus et hortamur attencius, vobis nichilominus per apostolica scripta mandantes, quatinus mentis occulis erectis ad Deum, sic in premissis, pro divina apostolice sedis et nostra reverencia et exaltacione fidei memorate, vos promptos et paratos offerre curetis, sic attentos et sollicitos exhibere, quod clemenciam regis eterni, cui ex

[1] Le manuscrit répète *nostro*.

fideli prosequcione dicti negocii gratum et aceptum impendatis obsequium, vobis senciatis magis propiciam et benignam et dicte sedis et nostram benedictionem et gratiam valeatis uberius promereri.

Datum Pictavis, die v Julii, pontificatus nostri anno tercio.

In cujus rei testimonium sigilla nostra duximus apponenda. Datum die Martis ante Cineres, anno Domini M°CCC° octavo.

[*Vidimus, par les archevêques de Reims, de Bourges et de Tours, de deux bulles du pape Clément V, l'une du 13 juillet 1308, qui détermine le nombre et la composition des commissions d'enquête contre les Templiers; l'autre du 5 juillet, qui accorde à l'inquisiteur Guillaume, quoique ayant mal agi en procédant sans aucun avis préalable, le pouvoir de faire partie des commissions d'enquête.*]

Universis presentes licteras inspecturis, miseracione divina Robertus Remensis, Egidius Bituricensis et Raginardus Turonensis archiepiscopi, salutem in Domino sempiternam. Noveritis nos licteras sanctissimi patris et domini nostri, domini C., divina providencia sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie summi pontificis, sanas et integras, vera bulla plombea et filo canapis bullatas, ut prima facie apparebat, vidisse, formam que sequitur de verbo ad verbum continentes : 11 février 1309.

Clemens, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis in regno Francie constitutis salutem et apostolicam benedictionem. Cum per nos ordinatum fuerit, ut inquisicionibus, quas vos facietis contra singulares personas milicie Templi, procederetis, associatis vobiscum aliquibus per nos vobis destinandis, tenore presencium eosdem designamus, videlicet quod in ipsis inquisicionibus associetis vobiscum, quilibet duos canonicos sue ecclesie cathedralis, duos Predicatorum et duos Minorum ordinum fratres, quos utiliores credideritis expedicioni debite negocii antedicti, super quo consciencias vestras volumus onerare, necnon quod in ipsis inquisicionibus ipsarumque processibus et contingentibus etiam extra vestras civitates et dyoceses, ubi persone ipsorum Templariorum custodite fuerint, procedere valeatis, si et prout expedicioni dicti negocii videritis expedire. Si vero aliqui articuli sint, qui heresim non sapiant, vo- 13 juillet 1308.

lumus, quod etiam in illis auctoritate nostra vos et dicti associati procedatis et inquiratis et secundum sanciones canonicas puniatis. — Datum Pictavis, xiii^a die Julii, pontificatus nostri anno tercio.

Tenor vero aliarum licterarum sequitur in hec verba :

5 juillet 1308. Clemens, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Guillermo, ordinis Predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie generaliter auctoritate apostolica deputato, salutem et apostolicam benedictionem. Licet indignacionem nostram ex eo non inmerito incurrere debuisses, quod nobis existens tam e vicino propinqus, contra fratres ordinis milicie Templi, nobis irrequisitis, presumptuose processisti, volentes tamen uti clemencia pocius quam severitate erga te, in hac parte instancia karissimi in Christo filii nostri Philipi, regis Francie illustris, inducti pluries repetita, tibi, quod contra singulares personas Templariorum ipsorum simul cum prelatis regni predicti et aliis per nos associandis eisdem, et non aliter, procedere valeas, de benignitate apostolica duximus concedendum, hoc idem aliis dicti regni inquisitoribus tenore presentium concedentes. — Datum Pictavis, v^a die Julii, pontificatus nostri anno tercio.

In cujus rei testimonium sigilla nostra presentibus licteris duximus apponenda.

Datum die Martis ante Cineres, anno Domini M°CCC° octavo.

[*Vidimus, par l'archevêque de Tours, des bulles du pape Clément V, portant envoi de ses lettres à publier en français dans tout le diocèse* (12 août 1308) *et de lettres du roi qui enjoint à ses officiers de remettre aux agents désignés par le pape les biens de l'ordre du Temple* (15 février 1309 N. S.)[1].]

Universis presentes licteras inspecturis R., Dei gracia Turonensis archiepiscopus, salutem in Domino.

17 janvier 1308. Notum facimus nos anno Domini M°CCC° octavo, die Veneris ante festum cathedre sancti Petri licteras sanctissimi patris ac domini Clementis, divina providencia pape quinti, non abolitas, non cancellatas nec in

[1] Dupuy s'y réfère, p. 103.

aliqua parte sui viciatas, sed omni suspicione carentes, recepisse cum reverencia qua decuit, et vidisse, formam que sequitur continentes :

Clemens, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Turonensi salutem et apostolicam benedictionem. Cum nos pro recuperandis et integraliter conservandis bonis ordinis et personarum Templariorum diversos processus fecerimus et sententias duxerimus proferendas, prout in licteris nostris confectis super hiis plenius continetur, nos nolentes[1] quod hujusmodi processuum et sentenciarum ignorancia quisquam valeat se tueri, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus, quatinus licteras ipsas, quas tibi per latorem presencium destinamus, recipere ipsasque per tuam civitatem et dyocesim ac provinciam in ecclesiis, dum missarum sollempnia celebrantur, et locis aliis de quibus expedire videris, per te vel alium seu alios loco tui et suffraganeos tuos et eorum subditos sollempniter publicare et exponi facere in vulgari procures. Datum Pictavis, II idus Augusti, pontificatus nostri anno tercio. 12 août 1308.

Item licteras illustrissimi principis, domini Philipi, Dei gracia Francorum regis, suo magno sigillo sigillatas que sic incipiunt :

Philipus, Dei gracia Francorum rex, dilectis et fidelibus ducibus, comitibus, baronibus, senescallis, ballivis, judicibus, prepositis, vicariis, castellanis et aliis justiciariis nostris ac quibuscumque aliis temporalitatem in regno nostro habentibus necnon et superintendentibus negocio Templariorum et bonorum eorumdem, vel eorum loca tenentibus, salutem. Dudum volentes occurrere dissipacioni et periculo que circa Templariorum bona in limine apparebant, manum extendimus ad eadem, pro ipsorum custodia, ne perirent, non intendentes Templariorum ordinem possessione vel proprietate dictorum bonorum privare, sed pro ordine, si bonus reperiretur, alias pro subsidio Terre Sancte bona hujusmodi conservare. Postmodum vero in sanctissimi patris in Domino Clementis, divina providencia sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie summi pontificis, presencia constituti, de bonis predictis 15 février 1309.

[1] Le manuscrit porte *volentes . . . processum.*

ad ipsius requisicionem manum nostram duximus amovendam, et eidem concessimus quod curatoribus seu administratoribus deputatis vel deputandis ab eo generaliter et a prelatis regni nostri, videlicet per quemlibet singulariter in dyocesi sua, nos dicta bona mobilia et immobilia, que ceperamus et tenebamus per gentes nostras et ministros realiter et integraliter, tradi faceremus, et nichilominus dictos curatores seu administratores per gentes nostras et ministros defendi et tueri faceremus, prout ad nos spectaret, cum necesse esset et per eos requisiti essemus. Quapropter vobis vestrum singulis districte precipiendo mandamus, quatinus dicta bona mobilia et immobilia, que cepistis et tenetis, dictis curatoribus seu administratoribus vel deputatis seu deputandis a dicto summo pontifice et prelatis predictis realiter et integraliter tradatis seu tradi faciatis indilate, ipsosque, prout ad quemlibet vestrum pertinuerit, tueamini et defendatis, cum ab ipsis fueritis requisiti.

Datum Parisius, xv die Februarii, anno Domini M°CCC° octavo.

Transcriptum autem hujusmodi licterarum sub sigillo nostro fecimus communiri. — Datum Parisius sub anno et die predictis.

[*Vidimus, par l'archevêque de Tours et les évêques de Nantes et d'Angers, de bulles du pape Clément V adressées à l'archevêque et aux évêques et prélats du diocèse, à qui, en déplorant la dépravation de l'ordre du Temple dont il a recueilli les aveux, il notifie la convocation d'un concile général à Vienne, au 1er octobre 1310, pour décider de l'affaire des Templiers, et en même temps du passage outre-mer et de la réforme ecclésiastique* (12 août 1308)[1].]

25 février 1309. Universis presentes licteras inspecturis Reginardus archiepiscopus Turonensis, Daniel Nannetensis, Guillermus Andegavensis permissione divina episcopi, salutem in auctore salutis. Noveritis nos vidisse et cum debita reverencia recepisse litteras sanctissimi patris ac domini, domini Clementis, divina providencia sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie summi pontificis, non cancellatas, non abolitas nec in aliqua parte sui viciatas, cum vera bulla et filo canapis, tenorem qui sequitur continentes :

12 août 1308. Clemens, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus

[1] Imprimé dans Labbe, *Concil.* t. XXVIII, p. 703, et dans Raynaldi, 1308, c. IV.

archiepiscopo Turonensi et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archipresbyteris, archidiaconis et aliis ecclesiarum prelatis, exemptis et non exemptis, et eorum capitulis et conventibus per Turonensem provinciam constitutis, salutem et apostolicam benedictionem. Regnans in celis triumphans Ecclesia, cujus pastor est pater eternus, cui sanctorum ministrant agmina et laudis angelorum gloriam chori decantant, in terris ad sui similitudinem et representationem constituit Ecclesiam militantem, unigenito filio Dei vivi, domino Jesu Christo ineffabili commercio copulatam, in qua unigenitus Dei filius, a patre progrediens, per illustrationem Paracliti procedentis pariter ab utroque statuit fidei fundamentum. Sane Romana ecclesia, mater alma fidelium, capud (*sic*) est, disponente Domino, ecclesiarum aliarum omnium et magistra, a qua, veluti a primitivo fonte, ad singulas alias ejusdem fidei rivuli derivantur; ad cujus regimen voluit Christi clemencia Romanum pontificem vice sui deputare ministrum, ut instructionem ac doctrinam, ipsius eloquio veritatis euvangelice traditam, cuncti renati fonte baptismatis teneant et conservent, et qui sub hac doctrina cursum vite recte peregerint, salvi fiant; qui vero ab ea deviaverint, condempnentur. Ipsa nempe Romana mater ecclesia, juxta exigenciam possibilitatis ipsius, ad cunctas orbis provincias, in quibus divini nominis cultus viget fideique catholice observancia rutilat, intuitum sedule consideracionis extendens ac subiciens ab olim sue considerationis examini diuturne calamitatis angustias illius specialis hereditatis dominice, videlicet Terre Sancte, ab infidelibus miserabiliter conculcate, in qua idem patris eterni filius, nostre carnis indumento contentus, salutem humani generis pietati (*sic*) ineffabili extitit operatus, quamque ipse sua voluit corporali insignire presencia et proprii aspersione sanguinis consecrare, multa sollicit[udin]e studuit eidem terre, retro actis temporibus, quibus potuit remediis, ut eriperetur ab ipsis impiis subvenire. Et quia inter ceteros, quos professio christiane religionis includit, milites et fratres domus milicie Templi Jerosolimitani, sicuti est toti orbi notorium, tanquam speciales ejusdem fidei pugiles et jam dicte terre precipui defensores, ipsius terre negocium principaliter ge-

rere videbantur, ipsos et eorum ordinem prefata ecclesia specialis favoris plenitudine prosequens, eos adversus crucis hostes Christi armavit signaculo, multis exaltavit honoribus, dittavit facultatibus ac diversis libertatibus et privilegiis communivit. Hii nimirum [cum][1] crederentur in Domini servicio sub regulari habitu fideliter militare, sibi, quasi cunctorum manus fidelium, cum multiplici erogacione bonorum, senciebant multipharie multisque modis propter ea adjutrices; sed proh dolor! nova et calamitosa vox, de malignitatis fratrum ipsorum enormitate progrediens, nostrum replevit, immo verius perturbavit auditum. Hec enim vox, noncia lamentacionis et gemitus, audientibus orrorem jugiter commovet animos, mentes turbat et cunctis fidei christiane cultoribus nove et ineffabilis amaritudinis calicem subministrat; et dum facti seriem ejus, necessitate poscente, depromimus, noster attenuatur pre angustia spiritus, et valitudinis fatigata confractibus membra singula pre nimio dolore tabescunt. Dudum siquidem, circa nostre promocionis ad apicem summi pontificatus inicium, etiam antequam Lugdunum[2] ubi recepimus nostre coronationis insignia, venissemus, et post, tam ibi quam alibi, secreta quorumdam nobis insinuacio intimavit, quod magister, preceptores et alii fratres ordinis dicte milicie Templi et etiam ipse ordo, qui ad defensionem patrimonii ipsius domini nostri Jesu fuerant in transmarinis partibus deputati, contra ipsum Dominum in scelus apostasie nephandum, detestabile ydolatrie vicium, execrabile facinus sodomorum et hereses varias erant lapsi; sed quare non erat verisimile nec credibile videbatur, quod viri tam religiosi, qui precipue pro Christi nomine suum sepe sanguinem effundere[3] ac personas suas mortis periculis frequenter exponere credebantur, quique multa et magna, tam in divinis officiis, quam in jejuniis et aliis observanciis, devocionis signa fervencius pretendebant, sue sic essent salutis immemores, quod talia perpetrarent, [ad] hujusmodi insinuacionem ac delacionem ipsorum, ejusdem Domini nostri exemplis et canonice scripture doctrinis edocti, aurem noluimus inclinare. Deinde vero carissimus

[1] Le manuscrit portait *non*, mot effacé et remplacé entre lignes par *cum*, d'une écriture du xv[e] siècle. — [2] *Lugdunen.* dans le ms. — [3] Le ms. porte *effudere*.

in Christo filius noster, Philipus, rex Francorum illustris, cui eadem fuerant facinora nonciata, non typo avaricie, cum de bonis Templariorum nichil sibi vendicare aut appropriare intendat, immo ea nobis et Ecclesie per deputandos super hoc a nobis administranda, gubernanda, conservanda et custodienda liberaliter et devote in regno suo dimisit, manum suam exinde totaliter amovendo, sed fidei orthodoxe fervore, suorum progenitorum vestigia clara sequens, accensus, de premissis, quantum licite potuit, se informans, ad instruendum et informandum nos super hiis multas et magnas nobis informaciones per suos noncios et licteras destinavit. Infamia vero contra Templarios ipsos increbrescente validius super sceleribus antedictis, et quia etiam quidam miles ejusdem ordinis, magne nobilitatis et qui non levis opinionis in dicto ordine habebatur, coram nobis secreto juratus deposuit, quod in recepcione fratrum dicti ordinis hec consuetudo vel verius corruptela servatur, quod ad recipientis vel ab eo deputati suggestionem, qui recipitur Christum Jesum negat et super crucem sibi ostensam spuit in vituperium Crucifixi, et quedam alia faciunt recipiens et receptus, que non sunt licita nec humane conveniunt honestati, prout ipse tunc confessus extitit coram nobis, urgente nos ad id officii nostri debito, vitare nequivimus quin tot et tantis clamoribus accommodaremus auditum. Sed cum demum fama publica deferente et clamosa insinuacione dicti regis necnon et ducum, comitum et baronum et aliorum nobilium, cleri quoque ac populi dicti regni Francorum, ad nostram propter hoc, tam per se quam per procuratores sindicos, presenciam veniencium, quod dolentes referimus, ad nostram audienciam pervenisset, quod magister, preceptores et alii fratres dicti ordinis et ipse ordo prefatis et aliis pluribus erant criminibus irretiti, et premissa per multas confessiones, attestationes et deposiciones prefati magistri et plurimi preceptorum et fratrum ordinis prelibati, coram multis prelatis et heretice pravitatis inquisitore in regno Francie factas, habitas et receptas et in publicam formam redactas nobisque et fratribus nostris ostensas, probari quodam modo viderentur, et nichilominus fama et clamores predicti in tantum invaluissent et etiam ascendissent, tam contra

ipsum ordinem quam contra singulares personas ejusdem, quod sine gravi scandalo preteriri non poterant nec absque imminenti periculo tollerari, nos illius cujus vices, licet immeriti, in terris gerimus vestigiis inherentes, ad inquirendum de predictis ratione prima duximus procedendum multosque de preceptoribus, presbiteris, militibus et aliis fratribus dicti ordinis, reputacionis non modice, in nostra presencia constitutos, prestito ab eis juramento quod super premissis meram et plenam nobis dicerent veritatem, super predictis interrogavimus et usque ad numerum septuaginta duorum examinavimus, multis ex fratribus nostris nobis assistentibus diligenter, eorumque confessiones, per publicas manus in autenticam scripturam redactas, illico in nostra et dictorum fratrum nostrorum presencia ac deinde, interpositorum aliquorum dierum spacio, in consistorio, legi fecimus coram ipsis, et illas in suo vulgari cuilibet eorum exponi. Qui perseverantes in illis eas expresse et sponte, prout recitate fuerant, approbarunt. Post que, cum magistro et precipuis preceptoribus prefati ordinis, intendentes super premissis inquirere per nos ipsos, ipsum magistrum et Francie terre ultramarine, Normannie, Aquitanie ac Pictavie preceptores majores, nobis Pictavis existentibus, mandavimus presentari; sed quoniam quidam ex eis sic infirmabantur tunc temporis, quod equitare non poterant nec ad nostram presenciam quoquo modo adduci, nos cum eis scire volentes de premissis omnibus veritatem et an vera essent que continebantur in eorum confessionibus et deposicionibus, quas coram inquisitore pravitatis heretice in regno Francie, presentibus quibusdam notariis publicis et multis aliis bonis viris, dicebantur fecisse, nobis et fratribus nostris per ipsum inquisitorem sub manibus publicis exhibitis et ostensis, dilectis filiis nostris Berengario tituli Sanctorum Nerei et Achilei et Stephano tituli Sancti Ciriaci in Terminis presbiteris et Landulpho Sancti Angeli diacono cardinalibus, de quorum prudencia, experiencia et fidelitate indubitatam fiduciam obtinemus, commisimus et mandavimus, ut ipsi cum prefatis magistro et preceptoribus inquirerent tam contra ipsos et alias singulares personas dicti ordinis generaliter, quam contra ipsum ordi-

nem, super premissis cum diligencia, veritatem, et quicquid super hiis invenirent nobis referre, ac eorum confessiones et deposiciones, per manum publicam in scriptis redactas, nostro apostolatui deferre ac presentare curarent, eisdem magistro et preceptoribus absolucionis beneficium excommunicacionis, quam pro premissis, si vera essent, incurrerent, si absolucionem humiliter et devote peterent, ut debebant, juxta formam Ecclesie impensuri. Qui cardinales, ad ipsos magistrum et preceptores personaliter accedentes, eis sui adventus causam exposuerunt; et quoniam tam persone quam res ipsorum et aliorum Templariorum, in regno Francie consistencium, in manibus nostris erant, quod libere absque metu cujusque plene ac pure super premissis omnibus ipsis cardinalibus dicerent veritatem, eis, auctoritate apostolica, injunxerunt. Qui magister et preceptores Francie terre ultra marine, Normanie, Aquitanie ac Pictavie coram ipsis tribus cardinalibus, presentibus quatuor tabellionibus publicis et multis aliis bonis viris, ad sancta Dei Euvangelia ab eis corporaliter tacta prestito juramento, quod super premissis omnibus meram et plenam dicerent veritatem, coram ipsis singulariter, libere ac sponte, absque coactione qualibet et terrore, deposuerunt et confessi fuerunt inter cetera Christi abnegacionem et spuicionem super crucem, cum in ordine Templi recepti fuerunt, et quidam ex eis se sub eadem forma, scilicet cum abnegacione Christi et spuicione super crucem, fratres multos recepisse. Sunt etiam quidam ex eis quedam alia orribilia et inhonesta confessi, que, ut eorum ad presens parcamus verecundie, subticemus. Dixerunt preterea et confessi fuerunt esse vera que in eorum confessionibus et deposicionibus continentur, quas dudum fecerant coram inquisitore heretice pravitatis; que confessiones et deposiciones dictorum magistri et preceptorum, in scripturam publicam per quatuor publicos tabelliones redacte, in ipsorum magistri et preceptorum et quorumdam bonorum aliorum virorum presencia ac deinde, interposito aliquorum dierum spacio, coram ipsis eisdem lecte fuerunt, de mandato et in presencia cardinalium predictorum, et in suo vulgari exposite cuilibet eorumdem. Qui perseverantes in illis, eas expresse ac sponte, prout recitate fuerant, appro-

barunt, et post confessiones et deposiciones hujusmodi ab ipsis cardinalibus ab excommunicacione, quam pro premissis incurrerant, absolucionem, flexis genibus manibusque complosis, humiliter et devote ac cum lacrimarum effusione non modica pecierunt. Ipsi vero cardinales, quare Ecclesia non claudit gremium redeunti, ab eis magistro et preceptoribus heresi abjurata expresse, ipsis secundum formam Ecclesie, auctoritate nostra, absolucionis beneficium impenderunt, ac deinde ad nostram presenciam redeuntes, confessiones et deposiciones prelibatorum magistri et preceptorum, in scripturam publicam per manus publicas, ut est dictum, redactas, nobis presentarunt, et que cum dictis magistro et preceptoribus fecerant, retulerunt. E quibus confessionibus et deposicionibus ac relacione invenimus sepefatos magistrum et fratres in premissis et circa premissa, licet quosdam ex eis in pluribus et alios in paucioribus, graviter deliquisse[1]. Attendentes autem quod scelera tam orrenda transire incorrecta, absque Dei omnipotentis et omnium catholicorum injuria, non poterant nec debebant, decrevimus, de fratrum nostrorum consilio, per ordinarios locorum et per alios fideles et sapientes viros, ad hoc deputandos a nobis, contra singulares personas ipsius ordinis necnon et contra dictum ordinem per certas discretas personas, quas ad hoc duximus deputandas, super premissis criminibus et excessibus inquirendum. Hiis nempe, que magis flere cogimur, quam narrare, cor nostrum passione nimia cruciatur, et cum tanta proinde nobis immineat gemendi materia, fletum non possumus declinare. Quisnam catholicus hoc audiens nimis doleat et prorumpat in luctum? Quis fidelis, hujusmodi sinistrum eventum intelligens, amara non emittat suspiria verbaque lamentacionis et mestitudinis non eructet, cum tota Christianitas hujus doloris sit particeps et hic casus fideles percuciat universos? Ex hiis etiam, dum ministerio debite considerationis mentis nostre presentantur obtutibus, ignis in nostris meditacionibus exardescit et ad tanta discrimina relevanda suspirat affectus, zelus accenditur et spiritus anxiatur. Ad quod cum

[1] Ce qui suit est supprimé dans Raynaldi.

nos sufficere commode non posse sciamus, levamus oculos nostros ad montem, montem quidem Dei, montem uberem, montem pinguem, unde opportunum provenire nobis auxilium et humiliter petimus et devote speramus[1]. Et quare salubre in hiis adhiberi remedium interest generaliter omnium, nos cum eisdem fratribus nostris aliisque viris prudentibus, exacto et frequenti tractatu prehabito, prout tante necessitatis instancia exigebat, de ipsorum fratrum consilio, universale concilium, sicut imitacione digna sanctorum patrum consuetudo laudabilis longeve observationis exemplo nos instruit, a proximis kalendis Octobris ad duos annos immediate sequentes decrevimus congregandum, ut in eo tam circa dictum ordinem et personas singulares et bona ejusdem et alia que statum tangunt fidei catholice, quam circa recuperacionem et subsidium Terre Sancte ac reparacionem, ordinacionem et stabilitatem ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum ac libertatum earum, illa, Deo auspice, communi consilio inveniatur provisio et ejusdem approbacione concilii roboretur, per cujus salutiferam exequcionem virtus Altissimi, elimatis erroribus, roborata fide, ad tramitem veritatis reductis errantibus, reintegrata ejusdem fidei unitate, extirpatis viciis virtutibusque plantatis, correptis excessibus, moribus reformatis, repressis oppressionibus, libertate solida stabilitate munita, recuperatis deperditis et ejusdem terre statu prospero reparato, occupata restituat, vastata restauret et restaurata conservet nobisque misericordiam aperiat idem ipse qui novit, et facultatem tribuat ipse qui potest[2], ut sic in premissis juxta incensum animi nostri desiderium sibi ministrare possimus salubriter. Quod idem verus ejusdem universalis sponsus Ecclesie ipsam dilectam suam, purgatam maculis, munitam virtutum monilibus et ornatam, unam semper habeat et formosam ad sui nominis laudem et gloriam, ad animarum profectum, robur fidei, pacem et exaltationem populi Christiani. Quia vero persecutio tanti propositi tempore indiget, ut deductum maturius facilius, auctore Domino, effectum debitum sorciatur, predictum tempus ad id duximus deputandum. Quo-

[1] Ici reprend le texte de Raynaldi. — [2] Ce qui suit est supprimé dans Raynaldi.

circa universitati vestre per apostolica scripta precipiendo mandamus, quatinus, vos fratres, archiepiscope, et Redonensis, Andegavensis et Nannetensis episcopi, reliquis vestrorum episcoporum in vestra provincia remanentibus ad ea que pontificale officium exigunt, tam in vestris quam illorum dicte provincie, qui ad hujusmodi concilium universale accesserint, civitatibus et dyocesibus exercenda, omni negligencia relegata, cunctis, prout talis et tanti negocii qualitas exigit, dispositis et paratis, sic medio tempore, accingatis ad iter, quod in hujusmodi decreto termino, quem vobis et aliis peremptorie assignamus, in Viennensi civitate nostra, vos, archiepiscope et episcopi superius nominati personaliter, vos vero alii remanentes, episcopi, electi, abbates, priores, decani, prepositi, archidiaconi et prelati, capitula et conventus, per eosdem archiepiscopum et episcopos ad predictum concilium accessuros, quibus ad omnia que in eodem concilio statuentur, fient et ordinabuntur et fuerint opportuna, concedatis plenariam potestatem, de qua suficienter constet per publica documenta, conspectui presentetis. Quod si forsan ipsis archiepiscopo et episcopo accessuris hujusmodi nolueritis concedere potestatem, eo casu venire vel alios procuratores ydoneos cum potestate simili ad idem concilium teneamini destinare, non obstantibus quibuslibet privilegiis seu indulgenciis, quibuscumque personis, ordini, dignitati seu collegio, sub quacumque verborum forma vel expressione, a predicta sede concessis, per que possit effectus hujusmodi mandati nostri quomodolibet impediri aut eidem in aliquo derogari. Interim[1] quoque per vos et alios viros prudentes, Deum timentes et habentes pre oculis omnia que correptionis et reformacionis limen exposcunt, inquirentes subtiliter et conscribentes fideliter, eadem ad ipsius concilii noticiam deferatis, et nos nichilominus variis modis et viis solers studium et efficacem operam dare proponimus, ut omnia talia, in examen hujusmodi deducta, concilii correctionem et directionem recipiant opportunam[2]. Nullus, inobediencie notam et canonice ultionis acrimoniam

[1] Ici reprend le texte de Raynaldi en ces termes : «Mandavimus insuper ut iidem «archiepiscopi et prælati et per... vel alios «viros prudentes, Deum timentes et habentes «præ oculis...»

[2] Raynaldi supprime la fin jusqu'à la date.

vitare desiderans, fallacium excusacionum velamento se muniat, vel ex impedimentis itinerum, que, Domino prava in directa et in vias planas aspera sua omnipotencia convertente, cessabunt, frivole allegacionis[1] munimenta confingat, ut a tam sancti prosequcione operis se subducat, sed occurrant singuli voluntarii ad id quod et divine congruit voluntati et salutem animarum et utilitatem respicit singulorum.

Datum Pictavis, II idus Augusti, pontificatus nostri anno tercio.

Datum hujusmodi inspectionis die Martis post *Reminiscere*, anno Domini millesimo trecentesimo octavo.

[*Vidimus, par l'archevêque de Tours, les évêques d'Angers, de Nantes, de Saint-Malo et de Quimper, des bulles du pape Clément V, qui, sur les preuves acquises par lui de la dépravation de l'ordre du Temple, enjoint aux prélats de la province de Tours de procéder contre les individus résidant dans leurs diocèses et détermine le nombre et la qualité des clercs qui les doivent assister, en annonçant l'envoi des articles sur lesquels doit porter l'enquête.*]

Universis presentes litteras inspecturis, Raginardus, Dei gracia archiepiscopus Turonensis, Guillermus Andegavensis, Daniel Nannetensis, Robertus Macloviensis et Alanus Corisopitensis, ejusdem permissione episcopi, salutem in auctore salutis. 1309 N. S. 25 février.

Noveritis nos vidisse et cum debita reverencia recepisse licteras sanctissimi patris ac domini, domini Clementis, divina providencia sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie summi pontificis, non cancellatas, non abolitas nec in aliqua parte sui viciatas, cum vera bulla et fillo canapis, tenorem qui sequitur continentes :

Clemens[2], episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Turonensi et ejus suffraganeis, salutem et apostolicam benedictionem. Faciens misericordiam cum servo suo Dei filius, Dominus Jesus Christus, ad hoc nos voluit in specula eminenti apostolatus assumi, ut gerentes, licet immeriti, vices ejus in terris, in cunctis 12 août 1308.

[1] Le manuscrit porte *allegaciones*.

[2] Publié dans Dupuy, p. 115, 120, dans Raynaldi, t. XV, ann. 1308, et dans Labbe, t. XXVIII, p. 755, avec des variantes insignifiantes.

nostris actibus et processibus ipsius vestigia, quantum patitur humana fragilitas, imittemur. Sane dudum, circa nostre promocionis ad apicem summi pontificatus inicium, eciam antequam Lugdunum[1], ubi recepimus nostre coronacionis insignia, veniremus, et post etiam, tam ibi quam alibi, secreta quorumdam nobis insinuacio intimavit, quod magister, preceptores et alii fratres ordinis milicie Templi Jerosolimitani et eciam ipse ordo, qui ad defensionem patrimonii ejusdem Domini Nostri Jesu Christi fuerant in transmarinis partibus deputati, contra ipsum Dominum in scelus apostasie nephandum, detestabile ydo[lo]latrie vicium[2], execrabile facinus sodomorum et hereses varie erant lapsi. Quia vero non erat verisimile nec credibile videbatur, quod viri tam religiosi, qui precipue pro Christi nomine suum sepe sanguinem effundere ac personas suas mortis periculis frequenter exponere credebantur, quique multa et magna, tam in divinis officiis quam in jejuniis et aliis observanciis, devocionis signa frequencius pretendebant, sue sic essent salutis immemores, quod talia perpetrarent, hujusmodi insinuacioni ac delacioni ipsorum, ejusdem Domini nostri exemplis ac canonice scripture doctrinis edocti, aurem noluimus inclinare. Deinde vero carissimus in Christo filius noster Philipus, rex Francorum illustris, cui eadem fuerant facinora nunciata, non typo avaricie, cum de bonis Templariorum nichil sibi vendicare vel appropriare intendat, immo ea nobis et Ecclesie per deputandos a nobis administranda, gubernanda, conservanda et custodienda liberaliter et devote in regno suo dimisit, manum suam exinde totaliter amovendo, sed fidei orthodoxe fervore, suorum progenitorum vestigia clara sequens, accensus, de premissis, quantum licite potuit, se informans ad instruendum et informandum nos super hiis, multas et magnas nobis informaciones per suos noncios et licteras destinavit. Infamia verò contra Templarios ipsos increbrescente validius super sceleribus ante dictis, et quia etiam quidam miles ipsius ordinis, magne nobilitatis et qui non levis opinionis in dicto ordine habebatur, coram nobis secreto juratus, deposuit, quod in recep-

[1] Le manuscrit porte *Lugdunens...* — [2] Le manuscrit porte *micium*.

cione fratrum dicti ordinis hec consuetudo vel verius corruptela servatur, quod ad recipientis vel ab eo deputati suggestionem, qui recipitur, Jesum Christum negat et super crucem sibi ostensam spuit, in vituperium Crucifixi, et quod alia faciunt recipiens et receptus, que licita non sunt nec humane conveniunt honestati, prout ipse tunc confessus extitit coram nobis, vitare nequivimus, urgente nos ad id officii nostri debito, quin tot a[c] tantis clamoribus accomodaremus auditum; sed cum demum, fama publica deferente et clamosa insinuacione dicti regis necnon et ducum, comitum et baronum et aliorum nobilium, cleri quoque ac populi dicti regni Francie, ad nostram, propter hoc, tam per se quam per procuratores et sindicos, presenciam venientium, quod dolentes referimus, ad nostram audienciam pervenisset, quod magister, preceptores et alii fratres dicti ordinis et ipse ordo prefatis et pluribus aliis erant criminibus irrectici, et premissa per multas confessiones, atestaciones et deposiciones prefati magistri et plurium preceptorum et fratrum ordinis prelibati, coram multis prelatis et heretice pravitatis inquisitore in regno Francie factas, habitas et receptas et in publicam scripturam redactas nobisque ac fratribus nostris ostensas, probari quodam modo viderentur, fama et clamores predicti in tantum invaluissent et etiam ascendissent, tam contra ipsum ordinem quam contra singulares personas ejusdem, quod sine gravi scandalo preteriri non poterant nec absque imminenti periculo tollerari, nos illius cujus vices, licet immeriti, in terris gerimus, vestigiis inherentes, ad inquirendum de predictis racione prima duximus procedendum multosque de preceptoribus, pluribus militibus et aliis fratribus dicti ordinis reputacionis non modice in nostra presencia constitutos, prestito ab eis juramento, quod super premissis meram et plenam nobis dicerent veritatem, super predictis interrogavimus et examinavimus, usque ad numerum septuaginta duorum, multis ex fratribus nostris nobis assistentibus diligenter, eorumque confessiones per publicas manus in autentiqam scripturam redactas illico, in nostra et dictorum fratrum nostrorum presencia, ac deinde, interposito aliquo dierum spacio, in consistorio legi fecimus, coram ipsis, et illas in suo vulgari cuilibet

eorum exponi, qui perseverantes in illis eas expresse et sponte, prout recitate fuerant, approbarunt. Post que, cum magistro et precipuis preceptoribus prefati[1] ordinis intendentes super premissis inquirere per nos ipsos, ipsum magistrum et Francie, Terre ultramarine, Normannie, Aquitanie ac Pictavie preceptores majores, nobis Pictavis existentibus, mandavimus presentari; sed quoniam quidam ex eis sic infirmabantur tunc temporis, quod equitare non poterant nec ad nostram presentiam quoquo modo adduci, nos cum eis scire volentes de premissis omnibus veritatem et an vera essent, que continebantur in eorum confessionibus et deposicionibus, quas coram inquisitore pravitatis heretice in regno Francie, presentibus quibusdam notariis publicis et multis aliis bonis viris, dicebantur fecisse, nobis et fratribus nostris per ipsum inquisitorem sub manibus publicis exhibitis et ostensis, dilectis filiis nostris Berengario tituli Sanctorum Nerei et Achilei et Stephano tituli Sancti Ciriaci in Termis (*sic*), presbiteris, ac Landulpho Sancti Angeli diacono, cardinalibus, de quorum prudencia, experiencia[et] fidelitate dubitatam fiduciam obtinemus, commisimus et mandavimus, ut ipsi cum prefatis magistro et preceptoribus inquirerent tam contra ipsos et alias singulares personas dicti ordinis generaliter, quam contra ipsum ordinem super premissis cum diligencia, veritatem, et quicquid super id invenirent, nobis referre, ac eorum confessiones et deposiciones, per manum publicam in scriptis redactas, nostro apostolatui deferre ac presentare curarent, eisdem magistro et preceptoribus absolucionis beneficium a sentencia excommunicacionis, quam pro premissis, si vera essent, incurrerant, si absolucionem humiliter et devote peterent, ut debebant, juxta formam Ecclesie, impensuri. Qui cardinales, ad ipsos magistrum et preceptores personaliter accedentes, eis sui adventus causam exposuerunt. Et quoniam tam persone, quam res ipsorum et aliorum Templariorum, in regno Francie consistentium, in manibus nostris erant, quod libere, absque metu cujusquam, plene ac pure, super premissis omnibus, ipsis cardinalibus dicerent veritatem, eis, auctoritate

[1] Le manuscrit porte *prefatis*.

apostolica, injunxerunt. Qui magister, preceptores Francie, Terre ultramarine, Normannie, Aquitanie ac Pictavie coram ipsis tribus cardinalibus, presentibus quatuor tabellionibus publicis et multis aliis bonis viris, ad sancta Dei Evangelia ab eis corporaliter tacta prestito juramento, quod super premissis omnibus meram et plenam dicerent veritatem, coram ipsis, singulariter ac sponte, absque coactione qualibet et terrore, deposuerunt et confessi fuerunt inter cetera Christi abnegacionem et spuicionem super crucem, cum in ordine Templi recepti fuerunt; et quidam ex eis se sub eadem forma, scilicet cum abnegacione Christi et spuicione super crucem, fratres multos recepisse. Sunt etiam quidam ex eis quedam alia horribilia et inhonesta confessi, que, ut eorum ad presens parcamus verecondie, substicemus (*sic*). Dixerunt preterea et confessi sunt esse vera, que in eorum confessionibus et deposicionibus continentur, quas dudum fecerant coram inquisitore heretice pravitatis. Que confessiones et deposiciones dictorum magistri et preceptorum, in scripturam publicam per quatuor tabelliones publicos redacte, in ipsorum magistri et preceptorum et quorumdam aliorum bonorum virorum presencia, ac deinde, interposito aliquorum dierum spacio, coram ipsis eisdem lecte fuerunt, de mandato et in presencia cardinalium predictorum, et in suo vulgari exposite cuilibet eorumdem. Qui perseverantes in illis, eas expresse et sponte, prout recitate fuerant, approbarunt, et post confessiones et deposiciones hujusmodi, ab ipsis cardinalibus ab excommunicacione quam per premissa incurrerant, absolucionem, flexis genibus manibusque complosis, humiliter et devote ac cum lacrimarum effusione non modica, pecierunt. Ipsi vero cardinales, quia Ecclesia non claudit gremium redeunti, ab eisdem magistro et preceptoribus heresi abjurata expresse, ipsis, secundum formam Ecclesie, auctoritate nostra, absolucionis beneficium impenderunt, ac deinde, ad nostram presenciam redeuntes, confessiones ac deposiciones prelibatorum magistri et preceptorum, in scripturam publicam per manus publicas, ut est dictum, redactas, nobis presentaverunt, et que cum dictis magistro et preceptoribus fecerant, retulerunt. Ex quibus confessionibus et deposicionibus relacione inve-

nimus sepefatos magistrum et fratres in premissis et circa premissa, licet quosdam ex eis in pluribus et alios in paucioribus, graviter deliquisse. Verum, quia in universis mundi partibus, per quas idem ordo diffunditur et fratres degunt ipsius, super hiis non possumus inquirere per nos ipsos, fraternitati vestre, de fratrum nostrorum consilio, per apostolica scripta mandamus, quatinus vos, et quilibet vestrum, videlicet in suis civitate et diocesi[1], associatis vobiscum quilibet vestrum duobus canonicis ecclesie sue cathedralis, duobus Predicatorum et totidem Minorum ordinum fratribus, quos utiliores credideritis expedicioni debite negocii antedicti, super quo consciencias vestras volumus honerari, quos, si necesse fuerit, per censuram ecclesiasticam auctoritate apostolica compellatis, vocatis per publicum citacionis edictum per vos in locis, de quibus vobis videbitur, faciendum, qui fuerint evocandi, contra singulares personas et fratres dicti ordinis in civitatibus et dyocesibus vestris degentes, contra quos per vos nondum est vel inquisitorem seu inquisitores heretice pravitatis inquisitum, etiam si aliunde venerint vel illuc addu[c]ti forsan extiterint, super articulis, quos vobis sub bulla nostra inclusos transmittimus, et super aliis, de quibus prudencie vestre videbitur expedire, veritatem cum diligencia inquiratis. Volumus insuper quod, inquisicione seu inquisicionibus hujusmodi factis per provinciale concilium contra ipsos singulares personas et fratres, qui in eadem provincia fuerint seu pro eis super hiis de quibus contra eos inquisitum extiterit, absolutoria seu condempnatoria sentencia juxta juris exigenciam proferatur, inquisitore nichilominus seu inquisitoribus ejusdem pravitatis heretice in ipsa provincia per sedem apostolicam deputatis tam ad dictas inquisiciones quam ad hujusmodi prolacionem sentencie admissis, si ad eas vobiscum voluerint interesse, proviso quod de inquirendo vel sentenciando contra prefatum ordinem et contra magistrum totius ordinis predicti necnon et Francie, Terre ultramarine, Normannie, Aquitanie et Pictavie predictos et provincie magnos preceptores, contra quos per

[1] Ici s'arrête le texte de Dupuy, p. 120.

certas personas inquiri mandavimus, vos intromictere nullatenus presumatis.

Datum Pictavis, II idus Augusti, pontificatus nostri anno tercio.

Datum die Martis post *Reminiscere*, anno Domini M° CCC° octavo.

[*Vidimus, par l'archevêque de Tours, des articles de l'enquête sur le fait des Templiers, joints à la bulle du 12 août 1308, qui précède.*]

Universis presentes licteras inspecturis, miseracione divina R., archiepiscopus Turonensis, salutem in omnium salvatore. Noveritis nos vidisse et cum debita reverencia recepisse licteras sanctissimi patris ac domini Clementis, divina providencia sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie summi pontificis, articulos qui sequntur continentes, sub vera bulla[1] interclusos: 25 février 1309.

Isti sunt articuli[2], super quibus inquiretur contra fratres ordinis milicie Templi, tamquam contra singulares multipliciter infamatos et vehementer suspectos super contentis in eisdem articulis, et maximo scandalo contra eos super hoc existente.

Articuli contra singulares personas ordinis milicie Templi:

Primo quod in recepcione sua et quandoque post et quam cito[3] ad hoc comoditatem habere poterant, abnegabant Christum vel Jesum vel Crucifixum vel quandoque Deum et aliquando beatam Virginem et quandoque omnes Sanctos et Sanctas Dei, inducti seu moniti per eos qui ipsos recipiebant;

Item, quod communiter fratres hoc faciebant;

Item, quod major pars eorum;

Item, quod etiam post ipsam recepcionem aliquando;

Item, quod receptores dicebant et dogmaticabant illis qui recipiebantur Christum non esse verum Deum vel quandoque Jesum vel quandoque Crucifixum;

Item, quod dicebant illis quos recipiebant ipsum esse falsum prophetam;

[1] Le manuscrit répète le mot *bulla*. — [2] V. Dupuy, p. 44. — [3] Le ms. porte *quancito*.

Item, quod dicebant ipsum non fuisse passum pro recepcione humani generis nec crucifixum, sed pro sceleribus ejus;

Item, quod nec receptores nec recepti habebant spem salvationis habende per ipsum; et hoc dicebant illis quos recipiebant, vel equipollens vel simile;

Item, quod faciebant illos quos recipiebant spuere super crucem sive super signum vel sculpturam crucis et ymaginem Christi, licet qui recipiebantur interdum spuerent juxta;

Item, quod ipsam crucem pedibus conculcari faciebant;

Item, quod eamdem crucem ipsi fratres aliquando conculcabant;

Item, quod mingebant interdum et alios mingere faciebant super ipsam crucem; et hoc fecerunt aliquociens in die Veneris sancta;

Item, quod nonnulli eorum, ipsa die vel alia septimane sancte, pro conculcacione et minccione predictis consueverunt convenire;

Item, quod adorabant quemdam catum sibi in ipsa congregacione apparentem;

Item, quod hoc faciebant in vituperium Christi et fidei orthodoxe;

Item, quod non credebant sacramentum altaris;

Item, quod aliqui ex eis;

Item, quod major pars;

Item, quod nec alia sacramenta Ecclesie;

Item, quod sacerdotes ordinis verba per que conficitur corpus Christi non dicebant in canone misse;

Item, quod aliqui ex eis;

Item, quod major pars;

Item, quod receptores ipsorum hoc injungebant eisdem;

Item, quod credebant, et sic dicebatur eis, quod magnus magister ordinis poterat eos absolvere a peccatis suis;

Item, quod visitator;

Item, quod preceptores, quorum multi erant laici;

Item, quod hoc faciebant de facto;

Item, quod aliqui eorum;

Item, quod magnus magister hoc fuit de se confessus, etiam antequam esset captus, in presencia magnarum personarum;

Item, quod, in recepcione fratrum dicti ordinis vel circa, recipiens interdum et receptus aliquando deosculabantur se in ore, in umbilico seu ventre nudo et in ano seu spina dorsi;

Item, quod alii in umbilico;

Item, quod alii in fine spine dorsi;

Item, quod alii in virga virili;

Item, quod in ipsa recepcione faciebant illos quos recipiebant jurare quod ordinem non exirent;

Item, quod habebant eos statim pro professis;

Item, quod recepciones fratrum suorum clandestine fiebant;

Item, quod nullis presentibus, nisi fratribus dicti ordinis;

Item, quod propter hoc contra fratres dicti ordinis vehemens suspicio a longis temporibus laboravit;

Item, quod communiter habebatur;

Item, quod fratribus quos recipiebant dicebant quod invicem poterat unus cum alio carnaliter commisceri;

Item, quod hoc licitum erat eis facere;

Item, quod debebant hoc ad invicem facere et pati;

Item, quod hoc facere non erat eis peccatum;

Item, quod hoc faciebant ipsi vel plures eorum;

Item, quod aliqui eorum;

Item, quod ipsi fratres per singulas provincias habebant ydola, videlicet capita, quorum aliqua habebant tres facies, et aliqua unam, et aliqua habebant craneum humanum.

Item, quod illa ydola vel ydolum illud adorabant, et specialiter in eorum magnis capitulis et congregacionibus;

Item, quod venerabantur;

Item, quod, ut Deum;

Item, quod, ut salvatorem suum;

Item, quod aliqui eorum;

Item, quod major pars;

Item, quod dicebant quod illud caput poterat eos salvare;

Item, quod divites facere;

Item, quod omnes divicias ordinis dabat eis;

Item, quod terram germinare faciebat;

Item, quod faciebat arbores florere;

Item, quod aliquod caput dictorum ydolorum cingebant seu tangebant cordulis, quibus se ipsos cingebant circa camisiam vel carnem;

Item, quod in sui recepcione singulis fratribus predicte cordule tradebantur, vel alie longitudinis earum;

Item, quod in veneracione ydoli hoc faciebant;

Item, quod injungebatur eis ut dictis cordulis, ut premitittur, se cingerent et quod continue portarent;

Item, quod communiter fratres dicti ordinis modis predictis recipiebantur;

Item, quod hoc faciebant eciam de nocte;

Item, quod ubique;

Item, quod pro majori parte;

Item, quod qui nolebant in sui recepcione vel post facere predicta interficiebantur vel carceri mancipabantur;

Item, quod aliqui;

Item, quod major pars;

Item, quod injungebatur eis per sacramentum ne predicta revelarent;

Item, quod sub pena mortis vel carceris;

Item, quod neque modum recepcionis eorum revelarent;

Item, quod neque de predictis inter se loqui audebant;

Item, quod, si repperiebantur qui revelarent, morte vel carcere affligebantur;

Item, quod injungebatur eis quod non confiterentur aliquibus, nisi fratribus dicti ordinis;

Item, [quod][1] fratres dicti ordinis scienter dictos errores corrigere neglexerunt;

[1] Le mot est omis.

Item, quod sancte matri Ecclesie nunciare neglexerunt;

Item, quod non recesserunt ab observancia predictorum errorum et communione dictorum fratrum, licet facultatem habuissent recedendi et predicta faciendi;

Item, quod fratres jurabant augmentum et utilitatem ordinis, quibuscumque modis possent, per fas aut nefas procurare;

Item, quod non reputabant hoc peccatum;

Item, quod predicta omnia et singula sunt nota et manifesta inter fratres dicti ordinis;

Item, quod de hiis est vox publica, oppinio communis et fama tam inter fratres dicti ordinis quam extra;

Item, quod dicti fratres in magna multitudine predicta confessi fuerunt, tam in judicio quam extra, coram sollempnibus personis et in pluribus locis etiam publicis;

Item, quod multi fratres dicti ordinis, tam milites quam sacerdotes quam alii, in presencia domini nostri pape et dominorum cardinalium fuerunt predicta vel majorem partem dictorum errorum confessi;

Item, quod per juramenta sua prestita ab eisdem;

Item etiam, quod in pleno consistorio;

Inquiratur etiam a singulis fratribus de receptoribus eorum, de locis in quibus fuerunt recepti, de temporibus recepcionum suarum et de astantibus in recepcionibus suis et de modis recepcionum suarum;

Item, si sciunt vel audierunt quando et a quibus predicti errores ceperunt, et a quo habuerunt ortum, et qua de causa, et de circonstanciis et predicta tangentibus omnibus, de quibus videbitur expedire;

Item, inquiratis a singulis fratribus, si sciunt ubi sunt dicta capita vel ydola vel aliquid eorum, et qualiter deportabantur et custodiebantur et per quos.

Datum hujusmodi inspectionis, die Martis post *Reminiscere*, anno Domini Mº CCCº octavo.

Modus procedendi contra singulas personas Templariorum.

1309. In Christi nomine amen. Per presens publicum instrumentum pateat universis, quod nos G., miseracione divina Parisiensis episcopus, etc. (*sic*) et talis inquisitor, etc. (*sic*) licteras sanctissimi patris ac domini, domini C., divina providencia sacrosancte, etc. veras, non cancellatas, non abolitas recepimus, formam, que sequitur, continentes : Clemens, etc. etc. Quibus reverenter receptis, contra singulares personas ordinis Templariorum, in nostris civitate et dyocesi degentes, super articulis a predicto sanctissimo patre summo pontifice nobis missis, quorum tenor inferius annotatur, volentes inquirere, publico citacionis edito (*sic*) in nostris predictis civitate et dyocesi in locis insignibus, juxta tenorem licterarum apostolicarum predictarum, publice facto, cujus tenor inferius continetur, ad talem diem coram nobis ad talem locum singulariter personas dicta die per deputatos ad eorum custodiam vobis mandavimus exhiberi. Qua die, [in] nostra presencia in loco predicto talis personaliter constitutus, alias non examinatus, ut asseruit, coram nobis juravit ad sancta Dei Euvangelia, corporaliter tacto libro, meram et plenam dicere veritatem, tam de se quam de aliis singularibus personis ordinis predicti, super hiis que tangunt fidem catholicam et quedam crimina et horrores, juxta tenorem articulorum predictorum a predicto domino nostro summo pontifice directorum, quorum tenor sequitur in hec verba : Isti sunt articuli, etc. Predictus vero talis diligenter interrogatus de tempore et modo sue recepcionis, etc. respondit, etc.

De Templariis, qui semper negaverunt et negant, videtur bonum quod pluries interrogentur, et magna cautela adhibeatur, utrum varient in secunda deposicione a prima;

Item de loco, de tempore, de persona recipiente, de astantibus in recepcione et de modo;

Item, utrum ad aliquem locum secretum post publicam recepcionem fuerint ducti, et, si sic, quid et qualiter ibi fuerit factum et quibus presentibus.

Item, si vivi sint aliqui, quos dicant interfuisse recepcioni, si com-

mode ibi possint haberi, audiantur per juramentum, et, si commode non possint haberi, scribatur prelato, in cujus civitate et dyocesi detinebuntur, qui eos super hiis et aliis audiat et rescribat, et non solum inquiratur de veritate, sed de credulitate et fama.

Item, expedit tales Templarios secrete et tuta custodia servari.

Item, queratur utrum aliquos viderint recipi, ubi et quando et per quos recepti fuerint illi quorum recepcionibus interfuerint, et quibus presentibus; et tunc audiantur astantes et receptores, ut supra; similiter de fama;

Item, quod pastu stricto, videlicet pane et aqua et aliquibus paucis refectionibus, nisi infirmitas, debilitas vel alia causa subsit, quare eisdem largius ministretur. Si vero nec sic ad veritatem revertantur, nec aliter convincantur, primo ostendantur sibi confessiones contente in licteris bullatis apostolicis, facte a magistro ordinis et aliis majoribus, et dicatur eis, quod magna multitudo eorum sponte et libere confessi sunt, et, si quis sit bene perseverans, loquatur cum eis ad eos convincendum.

Item, si hec non proficiant, comminetur eis de tormentis etiam gravibus et ostendantur eis; sed non cito ad tormenta ponantur, et, si non proficiat comminacio, procedi poterit, indiciis precedentibus, ad questiones et aliqua tormenta, sed primo levia, ad alia, ut racionis fuerit, processuri; per tortorem clericum ydoneum, et modo debito et non excessivo procedatur.

Item, talibus, contra quos, et etiam contra omnes de ordine laborat fama publica et notoria, sacramenta ecclesiastica non expedit ministrari, excepta confessione, in quo casu discretus et fidelis confessor deputetur, qui eos bene terreat et diligenter exortetur, ut ad dicendam veritatem revertantur, propter salutem et utilitatem anime et corporis eorumdem, quorum Ecclesia cum revertentibus misericorditer se habebit; qui tamen confessor sacramentalem absolucionem non impendat nec ecclesiasticam sepulturam, si eos mori contigerit in dicto statu.

Item, de illis qui confessi sunt et in confessionibus suis persistunt,

absolvantur, nisi fuerint absoluti, abjurata omni heresi et cum sollempnitate in talibus requisita et benigne, tam in sacramentis quam in custodia et victualibus, agatur cum ipsis; tute tamen et caute custodiantur.

De hiis vero qui primo negaverunt sed postea confitentur, de cautelis in primo articulo contentis inquiratur ab eisdem, et bene custodiantur, propter suspicionem prime negacionis, et in sacramentis ministrandis, divinis audiendi[s], postquam absoluti fuerint, et victualibus, ut[1] in proximo articulo dictum est, cum eis bene agatur, et de perjurio, quod incurrerunt quando primo negaverunt, poterunt absolvi, et penitencia salutaris injungi;

De illis qui primo confessi fuerunt et postea negaverunt et negant, neque ecclesiastica sacramenta ministrentur, excepta confessione modo suprascripto;

Item, de cibis et aliis agatur cum eis, sicut cum illis de primo articulo, exceptis auditis per papam et inquisitorem et ordinarios, qui tute tenebuntur, donec aliud ordinetur.

De congregacione scolarium[2] ordinata Parisius per bone memorie dominum G. Bonet, Baiocensem episcopum.

1309 N. S. 1er mars.

Universis presentes licteras inspecturis, Guillermus, miseracione divina Baiocensis episcopus, salutem in Domino. Notum facimus, quod nos, de dyocesi Cenomannensi oriundus et in Andegavia educatus et ibidem dudum magnis dignitatibus per Dei graciam beneficiatus[3], de salute anime nostre cogitantes attendentesque quod per bonos scolares clericos Dei Ecclesia illustratur, bene vivendi exempla aliis tribuuntur, fides catholica roboratur, regnum et res publica stabilitur ac oracionibus eorum animabus fidelium subvenitur, statuimus et ordinamus quamdam congregacionem scolarium de Cenomannia et Andegavia, Parisius mansuram et perpetuo duraturam, et de redditibus, quos ac-

[1] Le manuscrit porte *et*. — [2] Cette pièce est publiée dans Félibien, *Hist. de Paris*, V, 616. — [3] Voy. ci-dessus, la note p. 217.

quisivimus, sustentandam, et ex nunc ibidem duodecim ponimus, intendentes numerum paulatim[1], quando Deo placuerit, augmentare; de quorum electione, institucione et modo vivendi et sustentacione in hunc modum ordinamus. In primis medietas dictorum scolarium erit de Cenomannia, potissime de Deserto vel circa, et alia medietas de Andegavia; electionem vero et institucionem illorum de Cenomannia volumus fieri per episcopum Cenomannensem et archidiaconum de Passeyo, et illorum de Andegavia per episcopum Andegavensem et thesaurarium, si ipse sit in Andegavia residens; quorum conscienciis commictimus, ut juvenes bone indolis et vite ac ad adipiscendum et proficiendum habiles eligant et ponant, et affectamus quod aliqui eorum audiant vel legant canones sive theologiam. Ordinamus eciam ut in ingressu suo promittant orare pro anima nostra et bone memorie domini Gervasii de Qurvo Campo, quondam cardinalis, de cujus bonis aliquid habuimus ad hunc usum per manum magistri Guillelmi de Fossa, exequtoris sui, et pro animabus parentum et benefactorum nostrorum, et dicatur cuilibet in ingressu, quod, si ad statum prosperum veniat, co[gitet][2] de augmentando dictam congregacionem et benefaciendo eidem.

Item, precipimus quod anno quolibet insimul conveniant in ecclesia Sancti Severini, et ibi faciant anniversarium nostrum tali die quali transibimus de hac vita. Et vellemus quod saltem in edomada unam missam dicerent in futurum, si commode possent. Ad ipsorum vero sustentacionem damus et legamus ea que sequntur, videlicet domum nostram magnam, in qua manemus nunc Parisius, prout protenditur de uno vico in alium, et aliam parvam in qua jam manere inceperunt, item manerium nostrum de Gentiliaco cum omnibus terris, virgultis et vineis, tam citra quam ultra aquam; item redditus nobis debitos in thesauro regis, scilicet sexaginta quinque libras et octo denarios Parisiensium; item omnes census et redditus quos emimus Parisius, tam citra quam ultra pontem, scilicet septem vel octo libras

[1] Le manuscrit porte *paulatine*. — [2] Le manuscrit est déchiré.

ejusdem scolaribus damus et legamus, et similiter duo *Decreta* nostra et *Decretales* et *Summas* in jure canonico et omnes libros glosatos in theologia, quos habemus, qui sunt multi.

Item, legamus eis octo lectos fornitos de hiis quos habemus Parisius, nisi tantum haberent de nostris, quando decederemus. Item legamus eisdem unum par vestimentorum pro missa ad altare, que sunt Parisius, quando celebrare vel celebrari voluerint in communi. Item ordinamus, et jam solvere incepimus, quod quilibet scolarium habeat qualibet septimana duos solidos Parisiensium pro bursa et, si plus velint expendere, querant de suo, ita tamen quod diciores non cogant minutos ultra ponere, nisi velint, sed se ipsis coaptent in communi. Et poterunt dicti duo episcopi ordinare inter dictos scolares unum qui principaliter sit provisor et ordinator et quesitor reddituum; et fiat per eos sibi aliqua curialitas de bursa sua ultra alios, ut viderint expedire, et quolibet anno saltem bis audiant racionem status reddituum suorum, quos habebunt. Item ordinamus quod, postquam aliquis scolarium habebit quadraginta libras annui redditus, alius ponatur loco sui, nisi valde utilis sit toti congregacioni, et in hoc major pars consenciat; et tunc adhuc non habebit bursas nec aliud, nisi solam habitacionem in domo, et de suo solvet bursam. Et ut hoc firmius sit, ex nunc in dictos scolares transferimus proprietatem et possessionem premissorum, salvo et retento nobis solummodo usufructu, et possessorem nos constituimus in premissis pro eisdem, usufructu nobis salvo. Et in testimonium premissorum, sigillum nostrum, una cum sigillo reverendi patris domini G., Dei gracia Andegavensis [episcopi], presentibus duximus apponendum.

Datum Parisius, die Sabbati post Dominicam qua cantatur *Reminiscere,* anno Domini millesimo trecentesimo octavo.

[*Vidimus, par l'archevêque de Tours, des bulles du pape Clément V, qui enjoignent à tout détenteur de biens des Templiers d'en faire la remise aux commissaires délégués pour les administrer, sous peine d'excommunication.*]

3 mars 1309 N. S. Universis presentes litteras [visuris], Reginardus, Dei gracia archiepiscopus Turonensis, eternam in Domino salutem. Licteras apostolicas,

cum vera bulla in filo sirico pendenti, non cancellatas, non abolitas nec in parte sui aliqua viciatas, nos vidisse noveritis in hec verba :

Clemens[1], episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Ad omnium fere notitiam credimus pervenisse nephanda scelera et crimina abhorrenda, heresim notorie sapiencia, quibus ordo et persone Templariorum non levibus argumentis sed manifestis indiciis et violentis presumpcionibus diffamati noscuntur, super abnegacione videlicet Domini Salvatoris nostri Jesu Christi et super nephanda, temeraria et presumptuosa et heretica conspuicione super ejusdem ymagine Crucifixi necnon, et super pluribus articulis, quos, quia fore credimus manifestos, exprimi non opportet; sicque increbrescente infamia et imminentibus scandalis plurimis minime contempnendis, que non leviter totam scandalizabant Ecclesiam, urgente consciencia, per totum orbem terrarum jamdudum ipsos capi mandavimus, et tamdem cepimus super hiis contra eos inquirere per nos ipsos, nonnullis ex fratribus nostris ascitis ad inquisicionem predictam nobiscum sollicite peragendam, et tandem presentatis nobis personis eisdem, non parvo sed grandi numero, non levis sed magne auctoritatis viris, olim in ordine supradicto sacerdotibus, preceptoribus, militibus et servientibus, per eorum confessiones et deposiciones spontaneas libere factas coram nobis et fratribus ipsis in secreto prius et postmodum coram nobis et toto collegio fratrum nostrorum sancte Romane ecclesie cardinalium, patuit manifeste quoad personas ipsas confitentes dicta crimina et scelera esse vera; iidemque confitentes omnes et singuli, suum humiliter recognoscentes errorem, nostram et apostolice sedis non justiciam sed misericordiam et veniam implorarunt. Quibus cum omni humilitate et reverencia et proprii eorum recognicione erroris omnino persistentibus, pro absolucione ab excommunicacionis sentencia, quam ex hujus heresis reatibus et sceleribus incurrerant, ipsis misericorditer impendenda, nos, qui, licet indigni, vicarii sumus illius cujus miseraciones super omnia opera ejus existunt, et quia Romana mater

12 août 1308.

[1] Imprimé dans Labbe, t. XXVIII, p. 757. Raynaldi, t. XV, ann. 1307, c. XII, donne le début de cette pièce d'après une bulle de Toulouse, 30 décembre 1309.

ecclesia non claudit, prout nec claudere debet, gremium redeunti, sed pocius errantem ovem ad ovile dominicum super humeros proprios reportare, facta a supradictis confidentibus cum magna humilitate et reverencia debita abjuracione hujusmodi hereseos secundum canonicas sanctiones, eisdem fecimus juxta formam Ecclesie munus absolucionis impendi, injungendi eis propterea salutarem penitenciam nobis et dicte sedi, seu quibus id committendum duxerimus, potestate specialiter reservata[1]. Ex predictis itaque confessionibus, et nonnullis aliis causis legitimis non immerito excitati, visis etiam diversis processibus contra singulares personas dicti ordinis super ipsis sceleribus et criminibus factis per locorum ordinarios et inquisitorem generalem heretice pravitatis in regno Francie, in quibus multorum aliorum confessiones et deposiciones contineri videbantur aperte, ex quibus violenta suspicio contra ordinem ipsum et personas ejusdem habebatur, super criminibus antedictis contra omnes singulares personas dicti ordinis necnon et ipsum ordinem, cum omni diligencia et sollicitudine per alias nostras licteras mandavimus et mandamus inquiri, ut per hujusmodi inquisiciones de predictis criminibus et infamiis contra ordinem et personas prefatas vel pro ipsis veritas elucescat. Verum, quia occasione hujusmodi subsequtorum processuum et capcionum personarum ordinis prelibati bona ipsius mobilia, que vel pro ipso ordine, si reperiatur innocens, vel alias, pro subsidio Terre Sancte et contra perfidos Sarracenos, inimicos fidei christiane, ad que bona predicta per fideles, ipsa largientes, deputata fuerunt, et nos ipsi eadem bona una cum aliis bonis immobilibus eorumdem ad ea decrevimus deputanda, nequiter a nonnullis sustracta, penes aliquos maliciose, indebite et injuste absconsa et celata feruntur, in grave ipsorum animarum periculum, Ecclesie predicte contemptum et dicte terre prejudicium, dispendium et jacturam, nos, volentes debitum in hac parte remedium adhibere, universis et singulis sub virtute et excommunicacionis pena, quam excommunicacionem contra facientes post unius mensis spacium a notitia presentium immediate sequentis, cujuscumque preeminencie, dignitatis, status vel condicionis

[1] Ici s'arrête le texte de Raynaldi, 1307, c. XII.

existant, ecclesiastici vel mundani, etiamsi pontificali prefulgeant dignitate, incurrere volumus pro facto, auctoritate apostolica districte precipiendo mandamus, quatinus habentes, tenentes et possidentes, ut predicitur, per se vel per alium seu alios aliquas peccuniarum summas vel alia bona mobilia quecumque vel se movencia personarum vel ordinis predictorum, sive causa depositi vel alia quacumque causa, occasione vel titulo, si qui eciam personis vel ordini antedicti in quacumque summa vel quantitate peccunie obnoxii vel alias quolibet fuerint obligati ex quacumque causa vel titulo, vel ab eis aliquid receperint, vel ipsorum nomine, per quemcumque aut pro ipsis libere, integraliter et sine diminucione restituant, reddant et solvant sub instrumentis publicis locorum ordinariis sive curatoribus vel administratoribus bonorum dicti ordinis, per sedem ipsam deputatis vel eciam deputandis, non obstantibus quibuscumque permissionibus super hiis ab ipsis prestitis, penis, juramentis, caucionibus, obligacionibus seu fidejussionibus forsitan roboratis. Si qui etiam, nichil habentes de bonis predictis nichilque debentes eisdem ac in nullo ipsis quolibet obligati, sciverint aliquem aliquid habere, tenere vel possidere de ipsis bonis, ut superius est expressum, aut aliquem debitorem dictorum ordinis et personarum vel eis quomodolibet obligatum sive aliquem aliquid ab ipsis vel pro ipsis vel eorum nomine vel alicujus eorum recepisse, infra idem tempus ordinariis vel curatoribus seu administratoribus prelibatis sub instrumentis similibus aperte revelent; alioquin supradictam sentenciam ipsos incurrere volumus ipso facto. Quam si ipsi et alii superius nominati per sex menses sustinuerint animo indurato, ordinariis ipsis et quibuslibet aliis absolucionem eorum penitus interdicimus, ipsam nobis et successoribus nostris, preterquam in mortis articulo tantummodo, reservantes. Et ut premissorum ignoranciam nemo pretendere valeat, hujusmodi processum nostrum mandamus et volumus, per illos quibus in aliis nostris licteris id committimus, in locis contentis in eis sollempniter publicari. — Datum Pictavis, II° idus Augusti, pontificatus nostri anno tercio. — Datum hujusmodi inspectionis Parisius, die Lune post *Oculi mei*, anno Domini M° CCC° octavo.

[*Vidimus, par l'archevêque de Tours, de lettres royaux vidimées par Pierre Le Feron, garde de la prévôté de Paris* (15 mars 1309 N. S.), *et adressées à l'archevêque de Reims, à qui, en reconnaissance du subside libéralement accordé pour la guerre des Flandres, le roi promet la réforme des abus signalés et la concession de nombreux privilèges* (1er mai 1304).]

Privilegium regis.

14 avril 1309. Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Raginardus, Dei gracia Turonensis archiepiscopus, salutem in Domino. Noveritis nos vidisse et diligenter inspexisse quasdam licteras Petri Le Feron, custodis prepositure Parisiensis, sigillo dicte prepositure, prout prima facie apparebat, sigillatas, non cancellatas, non abolitas nec in aliqua sui parte viciatas, formam que sequitur continentes :

15 mars 1309 N. S. A tous ceus qui ces lectres verront, Pierres Le Feron, garde de la provosté de Paris, saluz. Sachent tuit que nous, l'an de grace mil ccc et huit, le Samedi après la mequaresme, veimes unes lectres sellées dou seel nostre sire le Roy contenanz la forme qui s'ensuit :

1er mai 1304. Philipus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes licteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod nos oblatam subvencionis liberalitatem, nobis ab archiepiscopo et suffraganeis Remens[ibus] fidelibus nostris faciende pro subsidio guerre nostre Flandrie instantis. gratam plurimum et acceptam habentes, eisdem graciosius respondendo, tenore presencium duximus concedendum, primo, quod nos monetas ejusdem valoris et ponderis, quorum erant tempore beatissimi Ludovici, avi nostri, et tempore genitoris nostri ac nostro, antequam imitarentur, fieri et cudi infra instans festum Omnium Sanctorum et cursum habere continuum infra proximum sequens Pascha, et inter hujusmodi terminos illas, que modo currunt, paulatim diminui faciemus;

Item, quod omnia acquisita a tempore retroacto usque ad tempus presentis concessionis a prelatis, collegiis et aliis ecclesiasticis et piis locis subvencionem predictam solventibus in feodis, retrofeodis, censivis et retrocensivis et alodiis nostris ac subditorum nostrorum necnon et possessiones, quas pro ecclesiis fundandis de novo vel ampliandis

extra vel infra villas, domibus rectorum ecclesiarum parrochialium et pro cimiteriis, non ad superfluitatem sed ad convenientem necessitatem, acquiri continget, tenere possint perpetuo, absque coactione vendendi, extra manum ponendi aut nobis prestandi financiam pro eisdem, et quod nos possessores hujusmodi possessionum pro ecclesiis et cimiteriis fundandis seu ampliandis, ut premittitur, debite compelli ad eas dimittendum, justo mediante precio, faciemus;

Item, quod bona mobilia ecclesiasticarum personarum et clericorum clericaliter vivencium non capientur vel justiciabuntur in aliquo casu per justiciam secularem;

Item, quod advocationes et recognitiones nove, que ab ecclesiarum subditis nobis fiunt, nullatenus admittentur, et factas de novo faciemus penitus revocari;

Item, quod pretextu alicujus gardie antique in personis ecclesiasticis non impedietur ecclesiastica vel temporalis juridicio prelatorum;

Item, quod ballivi et alii officiales nostri teneantur jurare quod mandata sibi facta per litteras nostras pro ecclesiis et personis ecclesiasticis absque difficultate fideliter exequentur;

Item, quod non impedientur[1] aut non inquietabuntur ecclesie super possessionibus seu redditibus emptis vel emendis in justiciis, feodis, retrofeodis aut censivis suis, quin ea absque aliqua propter hoc prestanda financia, etiam si merum non habeant imperium, perpetuo pacifice tenere valeant et quiete;

Item, quod tollantur gravamina, eis per gentes nostras illata, ac nostra jam concessa statuta serventur, et ea ballivi nostri jurare teneantur se firmiter servaturos;

Item, quod, si aliquod onus per Romanam ecclesiam ad opus nostrum prelatis predictis imponatur, durantibus terminis solucionum decimarum nobis concessarum, ab eis ad hujusmodi soluciones pro futuris inde terminis usque ad concurrentes subvencionum hujusmodi quantitates nullatenus teneantur; similiter nec tenebuntur ad eundum vel mittendum seu redimendum pro exercitu presentis anni:

[1] Le manuscrit porte *impedietur*.

Item, quod non est intencionis nostre nec volumus quod pretextu subvencionum et prestacionum quarumlibet factarum in terris dictorum prelatorum, ex parte nostra, pro neccessitate guerrarum, a personis subditis vel justiciabilibus sibi de consuetudine vel de jure eis vel ecclesiis aut personis aliquod generetur prejudicium vel novum jus nobis propter hoc acquiratur, sed in eisdem libertatibus et franchisiis, in quibus ante guerras inceptas erant legitime, perseverent;

Item, quod ad opus garnisionum nostrarum bona eorum vel subditorum suorum subvencionem nostram solvencium, eis invitis, nullatenus capientur;

Item, quod impedimenta et gravamina, que in feodis prelatorum predictorum ponuntur, amoveri debite faciemus;

Item, quod nichil ab hominibus ecclesiarum de corpore seu de manu mortua alto et basso ad voluntatem tailliabilibus (*sic*), occasione subvencionis nobis noviter concesse, levabitur; et si aliquid ab eis contingat exigi, id ecclesiis hujusmodi de prestando ab eis subsidio deducetur;

Item, quod si pacem a nobis inire contingeret, quod restaret solvendum de dicto subsidio, pro terminis inde futuris amplius non solvatur;

Item, quod, si forsitan tregua longua fiat, illa durante, cessabitur a dicto levando subsidio pro venturis terminis, donec illa treuga sit finita;

Item, et quod subsidium illud juxta ipsius concessionis tenorem per dictos prelatos seu auctoritate eorum levabitur nobis seu gentibus nostris ab hoc instantibus seu eciam deputatis quam cicius assignandum.

In cujus rei testimonium licteris presentibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, die 1ª Maii, anno Domini mº cccº quarto.

E nous en cest transcript avons mis le seel de la provosté de Paris, l'an et le jour desus diz.

Datum hujusmodi inspectionis, die Lune post Dominicam qua cantatur *Misericordia Domini*, anno ejusdem mº cccº nono.

Monicio bona et generalis [contra excessus quorumdam nomine comitis agentium in terra de Ramoforti, quæ episcopalis erat].

Officialis Andegavensis discretis viris archipresbitero de Burgolio, rectoribus ecclesiarum de Longo Vado, de Nulleio et de Blodio, salutem in Domino. 16 avril 1309.

Olim, sancte matris Ecclesie temporibus primitivis, imperatorum, regum et principum mira devocio, ardore caritatis accensa, dotavit ecclesias, fundavit monasteria, et pro Dei amore et reverencia ministrorum ejusdem ipsam variis immunitatum ac libertatum privilegiis communivit, firma credulitate sperantes, si liberalitatis ipsorum juvamine locis Deo dicatis quidquam conferrent beneficii et necessitates ecclesiasticas ad peticionem sacerdotum ipsorum juvamine relevarent, illud sibi ad mortalem vitam temporaliter transigendam et eternam optinendam feliciter profuturum. Inter quos imperatores christianissimi Karolus Magnus et Ludovicus Pius, ejus filius, reges Francorum illustres, de quorum fide firmissima, devocione fideli in divino cultu, pietate stupenda ac viscerosa in ecclesiis liberalitate, tam in diversis hystoriis quam cronicis approbatis, plurima memoria et recommendacione dignissima refferuntur, Andegavensem ecclesiam, predecessorum suorum regum Francorum pia devocione fundatam, gerentes in visceribus caritatis, res usibus, utilitatibus et neccessitatibus seu stipendiis inibi Deo infinita per tempora famulancium datas seu dicatas vel etiam confirmatas, ipsorum mansuetudinis pietate pro rei integra firmitate, per eorum auctoritatis preceptum, predicte Andegavensi ecclesie confirmarunt. Et ut res eedem sub eorum tuicionis mondeburdo ac immunitatis deffensione possent consistere, atque predicte ecclesie Andegavensis ministri, ibi Domino famulantes, illis possent liberius perfrui, voluerunt atque jusserunt districtius inhibendo, ne quis judex publicus vel quilibet ex judiciaria potestate in ecclesias aut loca vel agros seu reliquas possessiones, quas tunc temporis in quibuslibet pagis vel territoriis infra dictionem imperii necnon regni Francie juste ac legaliter memorata Andegavensis ecclesia tenebat vel possidebat vel ea que

deinceps in jure ipsius ecclesie divina pietas vellet augere, ad causas audiendas vel freda exigenda aut mansiones seu paratas faciendas aut fidejussores tollendos aut homines ipsius ecclesie distringendos aut ullas redibiciones aut illicitas occasiones exquirendas ipsorum confirmatorum vel futuris temporibus ingredi auderet, seu ea que supra sunt memorata exigere presumeret quoquomodo, quodque liceat Andegavensibus episcopis futuris pro tempore res predictas Andegavensis ecclesie, ut profertur, confirmatas cum omnibus sibi subditis et rebus et hominibus ad se pertinentibus vel aspicientibus, sub tuicionis aut immunitatis eorumdem deffensione, remota tocius juridicione potestatis inquietitudine, quieto ordine possidere. Et quidquid de prefate rebus ecclesie jus fisci exigere poterat, totum ad integrum Andegavensi ecclesie concesserunt, ut perpetuo tempore ad peragendum Dei servicium in eadem ecclesia in supplementum fieret et augmentum, prout hec in licteris et instrumentis publicis, propriis manibus ipsorum subter firmatis et anulorum eorum impressione signatis, continentur ad plenum.

Sane, cum secundum sacrorum canonum instituta, ea que sunt pro remedio predictorum collata ecclesiis vel relicta aut eisdem aliis justis modis acquisita, nec debeant aliis usibus applicari, propter quod, quisquis ea occupat vel invadit, sacrilegus est censendus et ob hoc provinciale Concilium, dudum apud Castrum Gunteri celebratum[1], institutis dictorum sacrorum canonum inherendo, excommunicacionis sentenciam duxerit promulgandam in universos barones, ballivos, potestates personasque alias seculares, qui et que ecclesias, prioratus, domos, possessiones et res alias ecclesiasticas indebite occuparent, postmodumque in provinciali Concilio, Redonis celebrato[2], declaratum fuerit bona ecclesiastica intelligi debere in hoc casu non solum bona propria clericorum, verum eciam deposita, commodata vel ab eis conducta precarioque concessa et quorum habent eedem persone possessionem aut detentacionem quamcumque, necnon si personarum ecclesiasticarum occasione et in ipsarum prejudicium vel contemptum homines et

[1] Le 23 juillet 1268. — [2] 22 mai 1273.

bona ipsorum hominum, qui sub juridicione temporali consistunt, ecclesiastica capiuntur vel eciam invaduntur, adiciendo quod receptatores [aut] deffensores[1] invasorum, raptorum et malefactorum hujusmodi eisdem penis, quibus ipsos maleficos, eo quod ipsos receptaverint aut deffenderint, subjaceant, et, ut loca, ad que deferuntur bona taliter occupata et in quibus eciam detinebuntur, supponat diocesanus, prout et quamdiu expedire viderit, ecclesiastico interdicto. Cumque omnes et singuli, qui juridictionem ecclesiasticam, antiquas ecclesiasticas consuetudines vel eciam libertates impedire, diminuere, turbare vel in aliquo usurpare presumunt quoquomodo, et omnes illi qui consilium, auxilium, auctoritatem, mandatum opemve prebuerint ad premissa clam vel palam, cujuscumque condicionis, ordinis aut status existant, auctoritate Concilii provincialis, dudum Turonis celebrati[2], ipso facto sint excommunicacionis sentencia innodati, ad nos accedens Guillermus de Alnetis, clericus, procurator reverendi in Christo patris ac domini domini G., Dei gracia Andegavensis episcopi, nobis insinuare curavit, quod, cum reverendus pater predictus et ejus predecessores[3] fuerint a tempore, cujus contraria memoria non existit, et adhuc sit idem reverendus pater notorie in possessione vel quasi exercendi et consueverit ab antiquo per se vel per allocatos ipsius exercere, nomine et racione episcopatus Andegavensis, juridicionem omnimodam pleno jure, prout factorum emergencium qualitas exigebat, in villa et terra de Ramo Forti, que cum omni juridicione, honore et districtu omnimodum ad reverendum patrem prefatum, racione sui episcopatus, pertinere noscuntur notorie ab antiquo, ac consistunt in gardia speciali illustrissimi regis Francorum et in eis regalia pertinent ad eundem, Gaufridus de Orilleio, miles, Guido de Plesseiaco, clericus, Johannes de Fontibus proclamari fecerunt, nomine domini comitis Andegavie per Johannem de La Grue bannum in villa predicta de Ramo Forti, videlicet quod terra Petri Michaelis, in retrofeodis domini episcopi Andegavensis existens, erat venalis pro debito quod idem Petrus debebat dicto domino comiti pro

[1] Le manuscrit porte *receptatores deffensorum*.

[2] Le 1er août 1282.

[3] Le manuscrit porte *successores*.

rebus foreste, aut fuerunt predicti Gaufridus, Guido et Johannes de La Grue et eorum quilibet in auxilio vel consilio faciendi premissa, que adeo dicuntur notoria, quod non possunt aliqua tergiversacione celari, predictum reverendum patrem in sua possessione vel quasi predicta indebite molestando, juridicionemque et auctoritatem quas habet idem reverendus pater in terra et villa predictis, pro viribus vacuando necnon juridicionem temporalem dicti reverendi patris et ecclesie Andegavensis libertatem et antiquam ejusdem ecclesie consuetudinem diminuere, usurpare indebite satagentes, in dicti reverendi patris prejudicium necnon gardie illustrissimi regis predicti, libertates eciam ecclesiasticas a memoratis imperatoribus et principibus episcopatui et ecclesie Andegaven[sibus] concessas violando, contra tenorem dictorum Conciliorum et canonicas sanciones temere veniendo. Quare nobis supplicavit nomine procuratorio, quod nos predictos Gaufridum, Guidonem, Johannem et Johannem de La Grue et eorum quemlibet censura ecclesiastica, qua convenit, compellamus, ut ipsi et eorum quilibet proclamacionem banni predicti revocent seu revocari faciant cum effectu et quicquid secutum est ex eo vel ob id, et ut faciamus super premissis ulterius quod justicia suadebit, protestans idem procurator, nomine quo supra, quod non astringit dictum reverendum patrem nec se ad omnia premissa et singula probanda, sed ad ea vel id solum que vel quod sibi sufficient et probare poterit de premissis.

Hinc est quod vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus, quatinus, si, evocatis evocandis, vobis aut alteri vestrum constiterit de premissis aut aliquo, quod sufficiat, ex eisdem, ipsos vel ipsum, quos vel quem culpabiles vel culpabilem inveneritis in premissis, moneatis ex parte nostra sufficienter, ut ipsi proclamacionem predictam revocent cum effectu infra duodecim dies, a tempore monicionis sibi facte numerandos, quorum quatuor pro primo et quatuor pro secundo et reliquos quatuor pro tercio, et perempt[orie] ad hoc eisdem terminis signamus, inhibentes nichilominus ex parte nostra sub pena excommunicacionis predictis Gaufrido, Guidoni, Johanni et Johanni et eorum cuilibet, quod ipsi aut eorum alter de cetero talia non attemptent. Si

quis vero predictorum de cetero aut quivis alius similia presumpserit attemptare, presumptores hujus ad desistendum et revocandum censura ecclesiastica, qua convenit, compellatis, facientes super hoc et ea tangentibus seu contingentibus ulterius quod justicia suadebit. Vobis autem et vestrum cuilibet, quoad premissa et singula premissorum et ea tangencium seu contingencium necnon quoad excommunicandum ac censura ecclesiastica compellendum omnes illos, cujuscumque condicionis fuerint vel status vel quomodolibet impedient vel perturbabunt, quominus vos aut alter vestrum possit exequi libere que mandamus, committimus in solidum ita quod non sit etc., vices nostras, donec eas ad nos duxerimus revocandas. Et quicquid inde feceritis nobis litteratorie fideliter rescribatis.

Datum die Mercurii post *Misericordia Domini*, anno ejusdem M°CCC° nono.

Littera de Colino Lasne de Morenna [qui funiculos in garenna episcopi furatus erat].

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, officialis curie Andegavensis, Guillermus de Chesneia, senescallus reverendi in Christo patris ac domini domini G., divina providentia Andegavensis episcopi, Petrus de Valleiis, decanus de inter Sartam et Meduanam, ac Guillermus de Bremio, archipresbiter de Ludio, salutem in Domino. Noveritis, quod, cum Colinus dictus Lasne, mansionarius et estagiarius in terra reverendi patris predicti de Morenna, jampridem per nos senescallum predictum impetitus fuisset in ipsius reverendi patris curia seculari[1] super eo quod contra ipsum Colinum infamia laborabat, quod ipse, sub pretextu et umbra cujusdam dumi seu *busson*, quem habet idem Colinus circa herbergamentum ipsius, quod vocatur Chartres[2] aliter la Chevrière, situm infra metas garenne antique de Morenna reverendi patris predicti, in garenna predicta, die noctuque pluries venatus fuerat 21 juillet 1309.

[1] Le manuscrit porte *secularis*.

[2] Chartres, ferme, c^ne de Morannes, canton de Durtal, arrondissement de Baugé, *Villa que dicitur Castra*, 1010-1030, dans le premier Cartulaire de Saint-Serge, p. 11. — *Castras*, 1082-1114 (2e Cartul. p. 201). — La terre relevait, au XIVe siècle, de la Motte-de-Pendu.

et furtive ceperat cuniculos garenne predicte, idemque Colinus de premissis per inquestam ab eodem acceptam, salvis patria, vita et membris, per nos senescallum predictum factam et publicatam, juris et consuetudinis sollempnitatibus adimpletis, inventus fuerit culpabilis in premissis et super hiis judicio curie secularis reverendi patris predicti condempnatus; dictusque Colinus postmodum, ad presenciam reverendi patris predicti accedens Andegavis, petens misericordiam, non judicium vel rigorem, eidem reverendo patri super premissis gagiasset emendam, jurassetque, tactis sacrosanctis, eidem reverendo patri delictum emendare predictum ad dictum et ordinationem ipsius reverendi patris usque ad valorem mille librarum monete currentis, prout hec omnia confessus fuit idem Colinus coram nobis, tandem die Lune ante festum beate Marie Magdalene, anno Domini M° CCC° nono, dicto Colino, una cum pluribus amicis suis, dictum reverendum patrem apud Morennam propter hoc adeunte et in ipsius reverendi patris et nostrum presentia constituto, supplicanteque tam per se quam per amicos ejus predictos, quod idem reverendus pater in premissis erga ipsum mansuetudinis ejus dulcedine vellet temperare rigorem, reverendus pater predictus, considerans et attendens melius esse de misericordia, quam de severitate reddere rationem, amicorum dicti Colini, qui et amici ipsius reverendi patris existunt, precibus et supplicationibus inclinatus, de voluntate et consensu expressis dicti Colini, modo et forma qui sequntur, predictam temperavit et moderavit emendam ac conditionavit eandem, videlicet quod de predictis mille libris idem Colinus solvet et reddet reverendo patri predicto ducentas libras monete currentis, quandocumque ipsas ab eodem Colino per se vel gentes suas exigere voluerit et levare; residuum vero dictarum mille librarum eodem Colino quitavit penitus et dimisit, ita tamen quod dictus Colinus de cetero, quamdiu vixerit in dicto dumo seu *buysson* et pertinenciis herbergamenti predicti existentibus infra metas garenne predicte, non venabitur, nec, etiam si contingat predictum Colinum decedere ante reverendum patrem predictum, heres ejus vel alius causam habens ab eo, vita comite dicti reverendi patris, venabitur ibidem; sed de ce-

tero reverendus pater, quamdiu vixerit, per se et gentes suas venabitur in locis predictis, quandocumque viderit expedire. Post mortem vero dictorum reverendi patris et Colini, heres ipsius Colini in dictis locis, eo jure et eodem modo quibus idem Colinus ibidem venari poterat, venabitur et venari poterit quolibet anno, videlicet a festo Assumpcionis beate Marie virginis usque ad Carnisprivium, de die tantum, videlicet ab ortu solis usque ad occasum, et nullo modo de nocte, reliqua parte anni nullatenus venaturus ibidem. Si vero dictos Colinum vel ejus heredem per se vel per alios in dictis locis de cetero venari contigerit contra vel preter formam et modum superius declaratos, ex tunc jus venandi et accipiendi cuniculos in eisdem locis, ipso facto, prorsus amittent et episcopatui Andegavensi totaliter adquiretur. Dictus vero Colinus ad omnia et singula premissa tenenda et fideliter observanda, et ad non veniendum in contrarium per se vel per alium in futurum aliqua ratione, obligavit se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presentia et futura, ubicumque existentia, specialiter et expresse, renuncians omnibus excepcionibus lesionis, decepcionis, circonvencionis, actionis in factum, beneficio restitucionis in integrum, privilegio crucis indulto et indulgendo et omnibus aliis excepcionibus, racionibus, opposicionibus et allegacionibus juris et facti, que contra formam, tenorem et sustentiam presentium litterarum et omnium ac singulorum contentorum in ipsis possent dici, obici vel opponi in posterum vel ad presens; quas excepciones, opposiciones, raciones et allegaciones hic non expressas voluit idem Colinus pro enumeratis et expressis haberi, fide ab eodem Colino in manu nostri senescalli predicti super hoc prestita corporali. Et nos senescallus predictus predictum Colinum, coram nobis in jure presentem et consencientem et omni juri venandi in locis predictis sibi competenti et heredi suo competituro in futurum renonciantem ex pacto, tam pro se quam pro herede suo, et illud ex nunc cedentem, quitantem et penitus dimittentem episcopatui Andegavensi et in eumdem episcopatum per traditionem presentium litterarum totaliter transferentem, si contra vel preter formam vel modum predictos dictos Colinum et ejus heredes

vel alterum ipsorum in locis predictis venari contigerit, ad omnia premissa et singula premissorum in hiis scriptis judicio secularis curie dicti reverendi patris condempnamus; presentibus ad premissa venerabilibus viris officiali, decano et archipresbitero supradictis; in quorum testimonium nos predicti officialis, senescallus, decanus et archipresbiter sigilla nostra, una cum sigillo dicti Colini, presentibus litteris duximus apponenda. Et ego Colinus Larne (*sic*) predictus, omnia et premissa confitens esse vera et me obligans ad observationem ipsorum, prout superius est expressum, presentibus litteris sigillum meum apposui in testimonium veritatis.

Datum et actum die et anno ut supra, apud Morennam, presentibus ad premissa nobilibus viris Hardoino de Poconneria[1] et Baldoino de Colaines[2], militibus, nec non magistris Egidio de Mez, legum professore, Philipo Maudet, Johanne Le Peletier, clericis, Guillermo de Souvingne, de Brissarta[3], Guillermo Capellani, de Savigneio[4] juxta Relleium rectoribus, Nicholao Pinpenelle, rectore pro parte ecclesie de Morenna, Guillermo de Regalitate, Guillermo et Johanne de Rochis, Hueto de Chandemanche[5], Michaele Mallier, Guillermo Viau, magistro Galtero, serviente domini regis Francie, Johanne de Bello Visu, Alexandro Moucaint et Guillermo Grosse, clericis[6].

[1] La Possonnière, canton de Saint-Georges-sur-Loire, arrondissement d'Angers.

[2] Coulaine, ferme, commune de la Possonnière.

[3] Brissarthe, canton de Châteauneuf-sur-Sarthe (Maine-et-Loire), arrondissement de Segré.

[4] Savigné-sous-le-Lude (Sarthe).

[5] *Terra in potestate Morenne, que vocatur Campus Dominicus* 1047-1081 (2e Cartul. de Saint-Serge, p. 299). — Ancien fief et seigneurie, aujourd'hui ferme, commune de Morannes.

[6] Cette pièce existe en original aux archives de Maine-et-Loire, G 122. La transcription du *Livre* de Le Maire en est parfaitement exacte. Le copiste a même pris soin de rectifier par deux fois le barbarisme *contingerit* que porte l'original et écrit *senescallus* au lieu de *seneschallus*.

L'acte était scellé de cinq sceaux sur double queue de parchemin, portant leur nom sur la queue qui traverse le repli : *Officialis, — seneschallus, — P. decanus, — G. de Bremio, — Colinus Lasne.* — Le premier, jadis petit, ovale, absolument fruste, conserve à peine un débris de cire verte et de la légende les lettres S. O. Le second, petit, ovale, de cire brune, reste intact, sauf le sommet du cintre; légende : ..... SENESCALLI DÑI EP̄I ANDEGAV... Dans le champ, l'évêque assis, crossé, mi-

[*Appointement entre l'évêque d'Angers et l'abbé de Saint-Serge, au sujet de divers exploits de justice faits par les officiers de l'abbaye dans le canton de Bouchet-en-Villévêque.*]

In nomine Domini, amen. Cunctis presens publicum instrumentum visuris et audituris pateat evidenter, quod anno Domini millesimo trecentesimo nono, indiccione septima, mensis Augusti die sexta, pontificatus patris sanctissimi ac domini domini Clementis, superna providentia pape quinti, anno quarto, in mei notariis (*sic*) publici et testium subscriptorum, ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, presentia constitutis discretis viris domino Guillermo de Chesneia, senescallo reverendi in Christo patris ac domini domini G., Dei gratia Andeg. episcopi, ex parte una, et domino Radulpho, rectore ecclesie de Luigneyo[1], procuratore ad infrascripta facienda religiosorum virorum abbatis et conventus monasterii Sancti Sergii Andeg. litteratorie destinato, ex altera, idem dominus Radulphus propcuratorium (*sic*) quoddam[2]... exhibuit... super controversia... mota racione juridiccionis villicarie et districtus quorumdam hominum et locorum existencium in loco qui dicitur Bocheit. 6-7 août 1309.

Atteptata (*sic*) autem sequntur, de quibus idem reverendus pater conqueritur et reputat se offensum. Primo, cum quidam, pro suspiccione cujusdam delicti, in terra nostra commissi, in prisione nostra per nostram

tré, tend de la main droite une bandelette, peut-être un baudrier, à un personnage posé un genou en terre devant lui; contre-sceau un peu plus petit, avec légende : + CONTRA. S'.SENESCALLI.A. Dans le champ, l'évêque assis, crossé, mitré, tend au même personnage, un genou en terre devant lui, un haut bâton [à potence?]. Le troisième sceau est détruit. Le quatrième, qui est celui de l'archiprêtre, petit, ovale, en cire brune, à demi fruste, légende : .... CHI.... DE LV..... Dans le champ, le Christ debout, nimbé, vêtu d'une longue robe, portant dans la main gauche l'agneau pascal nimbé, la main droite bénissant un clerc prosterné devant lui à deux genoux, les mains jointes; point de contre-sceau. Le cinquième, très-petit (exactement comme une pièce de 50 centimes), rond, cire rouge, légende : + S. COLIN. LANE. Dans le champ, une cigale ou quelque animal fantastique, la tête tournée vers un rameau de feuillage.

[1] Luigné, canton de Thouarcé, arrondissement d'Angers.

[2] Suit la teneur, que nous supprimons.

secularem justiciam teneretur, idem, in vicum (*sic*) desperationis elapsus, se laqueo suspendit, et ob hoc, utpote sui ipsius improbissimus homicida, secundum consuetudinem suspendi deberet, die ad hoc prefixa, per allocatos nostros compulsi fuerint (*sic*) Robertus Lescot, Robertus de Tertro et dictus Leduc, homines in predicto territorio de Boscheto degentes, venire ad videndum fieri justiciam et suspendend[um] de homicida predicto. Item, cum senescallus reverendi patris predicti adjornari fecisset homines memoratos in palacio Andeg. ad assisiam reverendi patris predicti super quibusdam saisinis dicti episcopi a dictis hominibus fractis et aliis excessibus ex parte ipsorum, ut imponebatur eisdem, contra predictum dominum episcopum perpetratis, dictique homines ob premissa, ad palacium Andeg. venientes, in prisione dicti domini episcopi detinerentur ibidem, frater Michael Manselet, noster commonachus, in eodem palacio per humeros ipsos cepit et precepit eisdem, ut de prisione predicta exirent et rederent (*sic*), nec ibi ullatenus obedirent; cujus jussioni parentes, dicti homines sine licencia recesserunt. Item, dictus frater Michael ad domum et vineas dicti Le Cotelier, sitas in territorio de Bochet, que tenentur a reverendo patre predicto, veniens, ligones seu ferramenta operariorum, operencium (*sic*) in vineis supradictis, cepit et secum asportavit, causam capcionis, licet falsa (*sic*), pretendens, scilicet quod idem reverendus pater nobis solvi non fecerat census nostros. Item, cum quidam homo in puteo domini Guillermi de Mauhuion de manerio suo de Bochet casu fortuito cecidisset, licet non esset nec fuerit ex hoc mortuus dictus homo, tamen dictus noster commonachus in continenti accessit ad domos hominum predictorum, sitas in territorio predicto de Bochet et de quibus debentur deverium reverendo patri predicto, et sigillavit easdem. Item, cum senescallus reverendi patris predicti domos predictas dictorum hominum sigillari fecisset eo quod citacionibus et saisinis dicti reverendi patris noluerant obedire, forestarius noster apud Boscum Abbatis[1] sigillum, dictis domibus de mandato dicti senescalli appositum, fregit omnino et avul-

[1] Bois-l'Abbé. Voy. ci-dessus, p. 297.

sit. Item, aliqui gencium seu allocatorum nostrorum, nobis insciis, Herbertum, servientem reverendi patris predicti, ejus obsequiis continue insistentem, capi per gentes domini comitis Andeg. fecerunt et procuraverunt in pertinenciis herbergamenti ipsius reverendi de Bosco et in ejusdem domini comitis carcere et prisione diucius detineri; a qua prisione nundum adhuc est liberatus ad plenum. Immo in assisiis ultimis domini comitis juravit idem Herbertus ad assisias proximo venturas se in halis Andegavensibus representare et ibidem prisionem tenere. Item, nonnulli monachorum serviencium seu allocatorum nostrorum, nobis insciis, per dictos homines de Bocheto in predicto territorio, de cujus juridictione, villicaria et districtu inter dictum reverendum patrem et nos contenditur, capi fecerunt et procuraverunt per allocatos dicti domini comitis et eosdem carceri dicti comitis mancipari, in quo aliquandiu detenti fuerunt, eosdemque homines postmodum ad abbaciam nostram per allocatos dicti domini comitis duci fecerunt et in loco predicto senescallus noster, ubi placita nostra tenebat, ab eisdem hominibus purgacionem accepit super submersione ejusdem hominis, qui, jam duobus annis elapsis submersus, inventus fuerat in fossatis Sancti Michaelis de Tertro[1]. Exegit eciam predictus senescallus noster ab eisdem hominibus juramentum, presente fratre Juhello, celerario monasterii nostri, et de ejus mandato, quod, aliis diebus eisdem assignandis, ad placita nostra parerent. Item, certa die, per senescallum et cellerarium nostros predictos dictis hominibus assignata[2], in nostro monasterio comparentibus hominibus supradictis, dicti senescallus et celerarius ipsos jurare fecerunt, quod nobis et eidem celerario obedirent et custodirent res nostras et quod non respicerent nec sustinerent in rebus nostris, quamdiu impedire possent, usque ad estimacionem duodecim denariorum, dampna nobis inferri; quod quidem juramentum ab hominibus nostris de consuetudine exigi consuevit. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda; promittentes quod in nostro primo generali futuro capitulo presentes lit-

[1] Les douves de la porte Saint-Michel du Tertre d'Angers. — [2] Le manuscrit porte *assignatio*.

teras sigillo nostro magno capituli una cum sigillis nostris appositis faciemus sigillari. — Datum et in capitulo nostro actum, die Mercurii ante festum Sancti Petri ad Vincula, anno Domini millesimo trecentesimo nono.

Quibus litteris sic exhibitis et ostensis ex parte procuratoris antedicti, et petito ex parte senescalli predicti, quod premissa attemptata in statum debitum, prout in dicto procuratorio continebatur, revocarentur et adnullarentur integre et perfecte, dictus procurator, nomine procuratorio, quo supra, dixit, quod ipse procurator, nomine procuratorio, quo supra, preceptum, jussum et mandatum ac compulsionem factos (*sic*) Roberto Lecoc, Roberto de Tertro et dicto Leduc, hominibus in territorio predicto de Bocheto degentibus, ad hoc quod dicti homines ad videndum fieri justiciam et suspendium de homicida predicto venirent, pendente tractatu predicto, ut prefertur, revocavit penitus, adnullavit... [*etc.*]. Preterea dictus procurator, nomine quo supra, ad palacium Andeg., in loco, ubi assisie dicti reverendi patris hactenus teneri consueverunt, personaliter accedens, lecto primitus ibidem procuratorio antedicto, capciones et precepta hiisdem hominibus per fratrem Michaelem Manselet, monachum dicti monasterii, ad hoc, ut dicti homines de prisione dicti domini episcopi exirent, factos (*sic*), prout in secundo articulo procuratorii predicti explanatur, et compulsionem nichilominus de dictis hominibus factam, prout in articulo secundo continetur, revocavit, adnullavit et pro nullo haberi voluit... [*etc.*].

Acta sunt hec in locis predictis sub anno, indictione, mense, die et pontificatu predictis, presentibus ad hec Gaufrido Robin, presbitero, Johanne Guinart, Guillelmo Florie, Johanne Barbitonsore, Johanne Burre, Herberto Champgarnier, Johanne de Podio Boleti, Robino Quatreaux, Richardo Aurifabro, Radulfo Vaudous, Laurencio Lecoc, Robino Lecoc et ejus uxore, Roberto de Tertro, Johanna ejus uxore, Mattheo Le Mee, Burgeta La Duchesse, Gileta La Guinarde, Johanne Carpentario, Johanne de Malo Nido, degentibus in feodo domini episcopi antedicti, ut dicebant, Guillermo de Gravella, Guillermo de Bitin, Ranulpho Brechier, clericis, et pluribus aliis testibus ad hoc vo-

catis specialiter et rogatis. Preterea vero, die septima dicti mensis sequenti, dictus procurator ad locum qui dicitur Bouchet predictum personaliter accessit et ligones seu ferramenta operariorum operancium, quos dictus monachus in vineis dicti Le Cotelier ceperat et secum asportaverat, pretensa causa predicta, licet falso, ut dicitur, prout hec in tercio articulo continentur, in dictis vineis restituit et reposuit, prout erant antea, et nichilominus sigillaciones factas in serraturis hostiorum dictorum trium hominum, prout superius, nominatorum realiter et de facto amovit, et domos predictas desigillavit. Et statim dictus senescallus eas sigillavit et desigillavit ibidem, necnon et attemptata facta super fractione et avulsione sigillorum apositorum domibus predictorum trium hominum, propter causas predictas, per senescallum predictum, ut supradicitur, revocavit et adnullavit... [*etc.*].

Acta sunt hec ultimo, apud locum de Bochet predictum, sub anno, indictione, mense, die septima et pontificatu predictis, presentibus ad hec omnibus testibus predictis, Guillermo de Gravella, Guillermo de Bitin et Ranulpho, clericis, dumtaxat exceptis, testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis. Et ego Radulphus Herberti, clericus Abrincensis diocesis, apostolica et imperiali publicus auctoritate notarius, premissis omnibus et singulis una cum prenominatis testibus presens fui, et hic me subscripsi, et hujusmodi instrumentum publicavi meoque solito signo signavi rogatus.

Charreria ponenda per episcopum in fluvio Ligeris currentis ex parte Sancti Maurilii de Esma[1].

Universis presentes litteras inspecturis et audituris frater Johannes, 14 août 1309.
humilis abbas monasterii Sancti Sergii Andeg., Thomas decanus, Johannes cantor et Fulco, archidiaconus Transmeduanensis in ecclesia Andegavensi, Matheus de Credonio et Petrus, de inter Sartam et Meduanam decani, magistri Guillermus Mauhuion, Oliverius Boues, Matheus Ferrant, Egidius Coopertor et Hugo de Briguebec, legum professores, et Droco Mellet, clerici, salutem in Domino. Noveritis, quod

[1] Voy. ci-dessus les notes, p. 265 et 266.

anno Domini M° CCC° nono, die Jovis, in vigilia festi Assumpcionis beate Marie Virginis, congregatis in unum in aula majori castri Andegavensis reverendo patre ac domino G., divina providencia Andegavensi episcopo, ex una parte, et nobilibus viris domino Herardo de Valeri, Johanne des Chastelliers, militibus, ac magistris Petro Leriche, legum professore, subdecano Carnotensi, Petro dicto Gouiol, decano Cenomannensi, consiliariis excellentis principis domini Karoli, Andegavensis comitis, specialiter ad partes Andegavenses missis ad reformacionem comitatus predicti et gravaminum, illatorum ex parte gencium et allocatorum dicti domini comitis ecclesiis et personis ecclesiasticis subditisque et incolis comitatus predicti, ex altera, propositisque reverendi patris predicti pluribus gravaminibus, que sibi per allocatos et gentes predicti comitis illata esse dicebat; tandem dicta die, cum aliquandiu inter cetera inter dictos episcopum et consiliarios amicabiliter ibidem altercatum fuisset super jure ponendi charreriam in parte fluvii Ligeris, fluentis ex parte ville dicti episcopi que vocatur Sanctus Maurilius de Esma, prout in latitudine protenditur usque ad domum que fuit quondam monasterii Fontis Ebraudi, ad vehendum et transportandum homines et res alias quascumque transportatione et erectione egentes, ponte Seii in illa parte fluvii rupto vel alias inhabili ad meandum effecto; quod quidem jus dictus episcopus asserebat ad ipsum et episcopatum predictum, tam de jure quam de usu et possessione antiqua, a tempore cujus non extat memoria, pertinere, asserens idem episcopus, quod alias per capicerium Carnotensem et alios consiliarios domini comitis predicta charreria et jus ponendi eamdem in fluvio predicto et percipiendi emolumentum inde proventurum sibi fuerant liberata ad plenum, dicti milites ac decanus Cenomannensis et subdecanus Carnotensis, consiliarii domini comitis predicti, de jure et possessione dicti episcopi ponendi dictam charre[r]iam in loco predicto et percipiendi emolumentum predictum et liberatione eidem episcopo super premissis alias facta, per capicerium predictum et alios consiliarios domini comitis, sufficienter certiorati, declaraverunt et agnoverunt eidem episcopo et episcopatui Andegavensi jus

competere in premissis et impedimentum ex parte gentium et allocatorum dicti domini comitis in premissis appositum amoverunt. Et publice preceperunt, ne idem episcopus per gentes et allocatos predictos impediatur vel turbetur deinceps in premissis, nobis ac Guillermo de Noa, milite, ballivo Andegavensi, magistro Egidio de Mez et Nicasio Blondelli, legum professoribus, Guillermo de Chesneia, senescallo dicti episcopi, Guillermo de Bremio, archipresbitero de Ludio, Gaufrido Alani, sacrista Beate Marie Andegavensis, Petro Odardi et Johanne de Auxigne, militibus, ac Matheo de Bougival[1], subballivo Andegavensi, Roberto Le Menistre, Davide de Suis Domibus, Guillermo de Regalitate, Johanne de Quoce, Dariano Bidon, Petro Ogerii, Mauricio Chamallart, Nicholao de Roma, canonico Sancti Petri Andegavensis, Guillermo Grousse, Theobaldo de Vair et Saybrando de Martrel, Guillermo Guillotim, presbitero, Guillermo Landri et pluribus aliis presentibus ad premissa. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda.

Datum die, loco et anno predictis.

Lictera de usagio de Monnais[2].

De par le conte d'Anjou à nostre baillif d'icelle contée e à noz genz, gardes de noz foreez de Monnoys, salut. Pour ce que nous ne voudrions à nul faire tort ne préjudice, il nous pleist, que révérent père l'évesque d'Angiers puist user e esploitier de teil usage, com il a, en noustre forest de Monnoys, à monstrée que vous li ferez, sanz que il face préjudice audit évesque ne à s'iglise, ces lestres demorans en vertu, jusques à tant que vous aiez de nous commandement contraire. 12 février 1310 N. S.

Donné à Paris, l'an de grace mil trois cent e neuf, le XIIe jor de Février.

[*Avis soumis par Guillaume Le Maire aux pères du Concile de Vienne sur les trois causes en discussion, l'affaire des Templiers, le passage d'outre mer et la réforme ecclésiastique*[3].]

In nomine Domini amen. Anno Domini M° CCC° undecimo, congre- Avril 1312.

[1] Le manuscrit porte *Bougmal*.

[2] Voy. p. 392.

[3] Raynaldi donne cette pièce presque intégralement d'après un ms. du Vatican, en

gato concilio generali Vienne per sanctissimum dominum Clementem papam Vtum, mense octobri, in prima sessione sua, que fuit xvia die dicti mensis[1], primo proposito Verbo Dei, assumpto teumate *In consilio justorum et congregacione magna opera Domini exquisita in omnes voluntates ejus*[2], exposuit dictus papa tres causas, propter quas ipse duxerat dictum concilium congregandum.

Prima fuit pro negocio Templariorum et ordine eorum, qui super variis heresibus et nephandis erroribus fuerant graviter et multipliciter infamati, et multi processus et inquisiciones contra eos facti;

Secunda propter succursum et subsidium Terre Sancte;

Tercia pro correctione morum et reformacione status ecclesiastici.

De primo scilicet articulo Templariorum variis varia sentientibus, aliis dicentibus et asserentibus, quod dicto ordini danda erat defensio, nec deberi tam nobile membrum Ecclesie a corpore ejusdem absque juris rigore et magna discussione truncari, aliis oppinantibus dictum ordinem destruendum sine aliqua tarditate, tum propter grave scandalum contra dictum ordinem in tota christianitate exortum, tum quia contra ipsum multi errores et hereses per dictos processus et inquisiciones plus quam per duo milia testium liquido reperiebantur esse probati.

Quid etiam senserim circa dictum articulum sequitur in hec verba.

Quamvis infirmitas proprii corporis qualitasque loci et temporis me graviter affligentes auferant opportunitatem deliberandi plenius et stu-

l'attribuant à un prélat éminent en science et en piété, mais qu'il ne nomme pas, *inter alios presul religione et scientia conspicuus sententiam suam his verbis deprompsit.* — Sainte-Marthe et Bail, dans ses *Addit. ad summ. Concil.* p. 77, en attribuent la rédaction à l'évêque de Mende Guillaume Durand, mais sans justifier autrement leur conjecture que par le prénom qui lui est commun avec l'évêque d'Angers. L'insertion de ce document dans notre livre et sa conformité avec les statuts et la conduite de Guillaume Le Maire ne doivent laisser aucun doute qu'il ne faille en toute certitude lui en reporter l'honneur. Une note marginale du xviie siècle dit avec justice : *Multa in his monicionibus digna episcopo primi nascentis Eclesiæ sæculi.*

[1] La première session du concile s'ouvrit le 16 octobre 1311; la seconde, le 3 avril 1312. C'est à cette dernière que fut présenté le mémoire de Guillaume Le Maire. Notre prélat était vieux et malade et ne semble pas y avoir assisté, quoi qu'on en ait dit et comme il paraît suffisamment justifié par la pièce qui fait suite.

[2] *Psalm.* cx, 1, 2.

dendi circa ea, pro quibus dominus noster summus pontifex, prout in sua prima sessione predicta seriatim exposuit, decreverat istud sacrum concilium congregandum, tamen prout parvitati mei occurrere potest ingenii, mihi videtur, salva semper auctoritate majorum, quod quantum ad negocium Templariorum et ordinis Templi attinet, Ecclesie Dei et toti fidei Christiane mirabiliter expediret, quod idem dominus noster sive de rigore juris sive de plenitudine potestatis istum ordinem diffamatissimum, qui, ut ita dicam, odorem nominis Christiani, quantum in se fuit, apud incredulos et infideles fetere jam fecit et nonnullos fideles in stabilitate fidei titubare, sine tarditate aliqua, rejectis frivolis et callumpniosis allegacionibus super defencione habenda, ex officio suo omnino tolleret, bonis ejus ordinis disposicioni sedis apostolice reservatis. Et sine tarditate dico, eciamsi a sua prima institutione fuerit bonus ordo, cum dicat Scriptura LXIII^a di. G. *Verum*. Quod si nonnulli ex predecessoribus et majoribus nostris fecerunt aliqua, que illo tempore potuerunt esse sine culpa et postea vertuntur in errorem et supersticionem, sicut de dicto ordine apparet, sine tarditate aliqua et cum magna auctoritate a posteris destruantur, sicut tam ibi quam IIII Regum XVIII c.[1] de Ezechia legitur, quod *confregit serpentem eneum, quem Moyses*, Domino jubente, *construxit*. Et iterum, bene dico sine tarditate, ne ex tarditate morosa scintilla hujusmodi erroris prorumpat in flammam, que posset incendere totum orbem et fidem catholicam non modicum denigrare, ut accedat, quod dicit Jheronimus, quod Arrius una scintilla fuit in Alexandria, sed, quia statim oppressus non extitit, flamma ejus totum orbem populata est, XXIII^a .q. III *Secande*.

Nec multum movere debet dominum nostrum, quod dicunt aliqui predictum ordinem, qui Ecclesie videtur esse membrum tam nobile, non deberi sine juris ordine et plena discussione truncari, cum, salva pace dicentium, etiam propter grave scandalum, quod in Ecclesia Dei ex hoc ordine jam est ortum et semper ubique terrarum ex morosa dilatione crebescet (*sic*), non videatur tanta discussio requirenda, veritate dicente, Mathei[2] V et etiam XVIII : *Si oculus tuus dexter vel brachium*

[1] Verset 4. — [2] Verset 29, et XVIII. 9.

dextrum scandalizant te, erue eos et proice abs te. Expedit enim ut unum membrum tuorum pereat, quam totum corpus, etc.

Item, etiam expedit dictum ordinem tolli alia racione, videlicet ne, eo remanente semper, indigna facti memoria refricetur unde super idem Levitici xx°[1] : *Mulier, que accesserit ad omne pecus ascendi ab eo, interficietis mulierem, et pecus morte moriatur.* Dicit Aug[ustinus] : « Inde credendum est pecora jussa interfici, non quia peccaverint, cum sint irracionabilia; sed quia, tali flagitio contaminata, indignam refricant facti memoriam. » Et est decretum xv q. 1. c. *Mulier*.

De secundo[2], videlicet de subsidio Terre Sancte, licet ad sapientissimos viros in mundanis et expertissimos in rebus bellicis tractatus hujusmodi amplius pertineret, quia tamen domnus papa circa hoc prelatorum consilium et deliberationem cum instancia requisivit, mihi, licet imperito et in tam arduis negociis maxime inexperto, quod prima facie videtur, propter bonum obediencie, referam, salva semper et in omnibus auctoritate majorum et consilio saniorum.

Quanquam enim dubitem nondum advenisse vel instare tempus liberacionis Jerusalem, cum considerem tempora moderna, tum propter scelera et transgressiones populi Christiani, qui, legem habens, de ea nichil servat, et qui leges sapiunt, lege non utuntur; tum propter dissensiones, emulationes et scismata, que et quas video inter se christianos habere, non fore multum bene disposita, quia tamen non est nostrum nosse tempora vel momenta, que pater in sua posuit potestate, et quia devocio populi et maxime domini summi pontificis, cujus cordi istud negocium multum noscitur insidere, non est retrahenda in hac parte sed pocius excitanda, idcirco in primis mihi videtur, quod ex nunc prefigendus esset terminus passagii generalis ad decem vel duodecim annos, prout ipsi domino summo pontifici et aliis sapientibus videretur, et quod interim crux per prelatos et alios viros ydoneos per totam Christianitatem predicaretur efficaciter et ferventer, concessa cruce signandis indulgencia copiosa.

[1] Versets 15 et 16. — [2] Raynaldi supprime tout le paragraphe ayant trait à l'expédition d'outre-mer.

Item, quod bona ordinis Templi, que ad hoc specialiter deputata fuerunt, interim administrentur et recipiantur per prelatos, videlicet per quemlibet in suis civitate et dyocesi, vel alias personas ecclesiasticas ydoneas ab ipsis deputandas, ita libere quod reges vel alii principes seculares nullo modo de hiis se intromittant, sentenciis latis in contrarium facientes.

Item, quod omnibus elemosinas et subsidia prebentibus ad subsidium et liberationem Terre Sancte predicte conferret dominus noster talem indulgenciam et tantam, qualem concessit Pictavis pro Hospitalariis, duraturam usque ad tempus passagio prefigendum, et quod elemosine predicte, faciende et ponende in truncis jam per Hospitalarios factis et positis, et omnia, que jam in truncis predictis sunt posita, interim recipiantur per prelatos vel alios deputandos ab ipsis.

Item, quod concedatur et solvatur quolibet anno usque ad tempus predictum de proventibus et redditibus ecclesiasticis dimidia decima colligenda per prelatos, per quemlibet in suis civitate et dyocesi; ita quod ad hoc nullo modo advocetur brachium seculare, ex quo in casu simili ecclesie, temporibus retroactis, multum dampnificate fuerunt, et ita, quod, durante dicto tempore, ecclesiis vel personis ecclesiasticis non imponatur per sedem apostolicam similis vel alia quota, solvenda de suis proventibus ecclesiasticis pro subsidio Terre Sancte vel alicui regi vel principi hac de causa vel alia, ipsique reges vel principes dicto tempore hoc non petant vel exigant jure aliquo vel consuetudine seu indulgencia sibi concessa vel concedenda; et quod contrarium facientes compescerentur per remedia opportuna ex nunc ad hoc adhibenda; alioquin ex tunc a solucione dicte dimidie decime cessaretur, cum ecclesie variis decimarum et aliarum imposicionum exactionibus et in modis exigendi easdem adeo gravate fuerint, tempore retroacto, quod majorem imposicionem non possent equo animo tollerare.

Nec videatur ad presens istud subsidium nimis parvum, cum reperiatur alias in casu consimili, scilicet subsidii Terre Sancte, vicesima tantum concessa in alio concilio generali, cum nollent jura propter succursum Terre Sancte ecclesias enormiter aggravari. Et credo, quod

minor quantitas, data grata et hylari voluntate, magis proderit et efficacior erit ad dictum opus, quam major, exacta a nollentibus, tristibus et invitis.

Item, quod quilibet prelatus teneatur secum afferre vel mittere ad Concilium provinciale, quolibet anno celebrandum in aliqua certa civitate provincie, omnia que receperit tam de bonis dicti ordinis et elemosinis predictis, quam dictam dimidiam decimam; et totum coadunatum reponatur in ecclesia cathedrali illius civitatis in bona et secura archa; cujus arche metropolitanus et singuli suffraganei habeant singulas claves; et de deposito fiat publicum instrumentum, camerario domini pape mittendum.

Item, quod aliquid de premissis nullo modo assignetur vel tradatur alicui, cujuscumque conditionis aut status sive dignitatis existat, sine litteris sedis apostolice bullatis; et quod dominus noster optime caveat per sentencias et alias adversus quoscumque, qui bona hujus modi, sive postquam deposita fuerint in ede sacra vel ante, per se vel per alios presumpserint occupare vel prelatos hac occasione molestare.

Tercius articulus, scilicet de reformandis in Ecclesia Dei, alciorem et prolixiorem requirit tractatum, cum sint infinita, adeo quod eorum non est numerus neque finis; circa que aliqua scripsi, que videri et legi poterunt locis et temporibus opportunis, et circa que, si apponeretur remedium congruum, multum, judicio meo, reformaretur et rectificaretur status universalis Ecclesie et honestaretur christiane religionis cultus et totius fidei orthodoxe. Et licet iste tercius articulus sit ultimus in ordine, tamen precedere deberet secundum in execucione, quia prius extirpanda sunt vicia, quam inserende virtutes, et prius placandus esset Deus et postea ejus auxilium implorandum, quia scimus quod Deus peccatores non exaudit.

Zelus domus Dei pariterque Christi caritas mandatique apostolici, cui summopere obediendum est, urgens necessitas, quedam subterannexa, que, judicio meo, in Ecclesia Dei per orbem terrarum longe lateque diffusa correctionis et reformationis, ut domini summi pontificis verbis utar, limam exposcunt, rudi stillo sed fideli, juxta modulum

sciencie et ingenii parvitatem, scribere me compellunt, ut eadem domini summi pontificis providencia, sacro approbante concilio, correctionem et directionem recipiant opportunam. Si autem in scribendis aliqua erronee vel minus perite seu insuficienter reperiantur esse dicta, simplicitati et ignorancie scribentis, zelum bonum (novit Deus) sed forte non secundum scienciam habentis, non infidelitati vel malicie ascribatur; quia in omnibus et per omnia fidei catholice, quam sancta Romana tenet, docet et predicat Ecclesia, eciam usque ad sanguinis effusionem assenciens, correctioni et mandato ipsorum dicti domini summi pontificis et concilii, tanquam filius obediencie, me subicio reverenter.

In plerisque regni Francorum partibus inreligiosa consuetudo, quin pocius reprobandus inolevit abusus, videlicet quod in diebus dominicis et aliis precipuis anni festivitatibus majestati Altissimi dedicatis, in quibus populi christiani deberent ab operibus servilibus cessare, ad ecclesias convenire, servicio divino vacare, pabulum verbi Dei, permaxime sibi necessarium, a prelatis et aliis, quibus commissum est, percipere, mercata et nundine, placita et assisie celebrantur. Ex quo accidit, quod fideles populi, magis carnalia quam spiritualia sapientes, relictis ecclesiis et divinis serviciis, ibidem conveniunt, sua mercimonia et litigia exercentes. Ex quo fit quod illis sacris diebus, in quibus precipue collendus (*sic*) esset Deus, colitur Diabolus, ecclesie remanent vacue, pretoria, taberne et ergasteria rixis, tumultibus, blasphemiis, perjuriis resonant ibidemque fere omnium generum scelera perpetrantur. Ex quibus sequitur, quod lex Dei, articuli fidei et alia que ad religionem fidei christiane et salutem animarum pertinent, a fidelibus, quasi totaliter, ignorantur. Ex hoc Deus blasphematur, Diabolus reveretur, pereunt anime, fides catholica sauciatur; unde super tantis errore et abusu pernecessarium esset salubre remedium adhibere.

Nonnullis[1] etiam ejusdem regni regionibus alia non minus dampnabilis inolet consuetudo, immo pocius corruptela, videlicet quod archi-

[1] Rayn. : *In nonnullis.*

diaconi rurales, archipresbiteri et decani, juridicionem ecclesiasticam exercentes, tam per se quam per quosdam substitutos, viles, inscios et ignaros, regni celestis clavibus enormiter abutentes, homines pro parvis et levibus causis, immo multociens sine causa, sentencia excommunicacionis percellunt; quod, cum secundum canones sit eterne mortis dampnatio et qua pena nulla major est in Ecclesia, non nisi pro mortali crimine et a majori judice, cum[1] mucro sit episcopi, promulgari deberet. Ex qua erronea corruptela tantum excommunicacionum inundat diluvium, quod quandoque ex una parrochia trescenti vel quadringenti, ut non dicamus, septingenti, sicut oculata fide vidi, reperiuntur per tales judices, potestatem clavium ignorantes, variis et, ut plurimum, injustis excommunicacionum sentenciis irreptiti. Ex quo accidit, quod homines, tam effrenata et monstruosa sentenciarum multitudine assueti, tales sententias omnino contempnunt, potestatem clavium vilipendunt, verba blasphema et scandalosa contra Ecclesiam et ministros ejus proferunt, nervum ecclesiastice discipline laniant et disrumpunt; unde judices, quod graviter est ferendum et cum amaritudine cordis referendum, innumerabiles populos catervatim ad baratrum secum trahunt; super quo nichilominus ad obviandum blasphemiis et scandalis et animarum periculis esset per Ecclesiam remedium adhibendum.

Cum secundum Apostolum[2] non sit manus cito alicui imponenda, ex transgressione hujus verbi magnus error hodie reperitur in Ecclesia, dum innumerose persone contemptibiles et abjecte vita, scientia et moribus omnino indigne, ad sacros ordines et maxime ad sacerdocium promoventur. Ex quo fit, quod totus ordo ecclesiasticus dehonestatur, ministerium ecclesiasticum vituperatur, Ecclesia scandalizatur, dum effrenata multitudo sacerdotum maxime indignorum in Ecclesia a laicis populis consideratur; ex quorum execrabili vita et perniciosa ignorancia infinita scandala oriuntur, sacramenta ecclesiastica a laicis

[1] Raynaldi : . . *judice, nutu episcopi promulgari*. . .

[2] Paulus ad Tim. I, c. v, 22 : *Manus cito nemini imposueris neque communicaveris peccatis alienis.*

contempnuntur; unde in plerisque partibus apud laicos sacerdotes Judeis viliores et contemptibiliores habentur; et licet circa tam levem manuum imposicionem multa jura providerint, judicio meo adhuc provisione opus est, quod dicta jura pessime observantur.

Cum secundum canones, quibus etiam in hac parte civilia jura concordant, monachi, mundo mortui, Deo autem viventes, nullatenus se debeant juxta Apostolum[1] secularibus negociis implicare sed claustro suo contenti, sicut enim piscis sine aqua, sic sine claustro monachus caret vita, juxta sui nominis interpretacionem ibidem soli et tristes debeant sedere et officio suo vacare, multi, proh dolor, nomine et habitu monachi tantum, de re et vita monachali in se nichil habentes, magis cum seculo mori quam cum Christo in claustro vivere cupientes, in prioratibus ruralibus et alibi bini vel terni mallunt, quam in congregacione sui monasterii, conversari. Qui positi extra claustra, sicut equus effrenis, abjecta observancia regulari et divinis officiis penitus pretermissis, per mercata et nondinas discurrentes, negociaciones et mercaciones, sicut laici mercatores, exercent, multaque alia enormia, de quibus loqui verecundum est et turpe, in detestacionem sui ordinis et grave scandalum populorum, committere non verentur. Quare Ecclesie Dei et eorum religioni perutile judicarem, ut omnes tales monachi, sic per orbem dispersi et vagantes, revocarentur ad claustrum, vel saltem de parvis prioratibus decem monachi vel plures congregarentur in unum; in quo, juxta illud : *Ecce quam bonum et quam jo.* etc.[2] sicut in principali monasterio, regulariter et religiose possent Domino famulari, redditibus illorum parvorum prioratum principali monasterio vel illi loco, in quo adunarentur, ut premittitur, applicatis. Sed unum, premissis obvians, procul dubio impedit tantum bonum. Cum enim prelati tales monachos vel monachas, in quibus adhuc majus periculum vertitur, ad claustrum revocare aut in unum, ut dictum est, congregare nituntur, fundatores illorum parvorum prioratuum eorum bona in manu sua capiunt, occupant et invadunt, asserentes se et prede-

[1] Paulus ad Tim. II, c. II, 4 : *Nemo militans Deo implicat se negotiis secularibus.*

[2] Psalm. XXXII, 1 : *...et quam jocundum habitare fratres in unum.*

cessores suos, qui dicta loca ob animarum suarum salutem et remedium fundaverunt, nolle serviciis et suffragiis debitis defraudari; circa quod esset salubri remedio providendum.

De excessibus[1] exemptorum et injuriis et prejudiciis, que et quas prelatis et personis ecclesiasticis et aliis inferunt in grave periculum animarum, non est sub silencio transeundum. Ipsi enim, licet super hoc per sanctissimum patrem dominum Bonifacium, summum pontificem, pro parte sit provisum, publice excommunicatos a suis ordinariis ad sacramenta et sacramentalia admittunt in suis ecclesiis et capellis; in eisdem eciam desponsationes clandestinas et benedictiones, quandoque inter personas excommunicatas aut consanguinitate vel affinitate conjunctas seu aliis personis matrimoniali vinculo federatas, celebrare non verentur. Quod sepe vidi, refero. Dum enim causa matrimonialis inter aliquas personas coram ordinario verteretur, causa rite examinata et discussa jamque in januis sentencie existente, unaque persona pro constanti alteri adjudicari deberet, illa, cui matrimonii condicio non placebat, cum alia persona dampnabiliter contrahebat et in capellis aliquorum exemptorum benedicionem nupcialem clandestine fieri procurabat. Et, dum a talibus excessibus et aliis enormibus flagiciis, de quibus non est dicendum, per singula ab ordinariis arguuntur, de sua exempcione confisi, reddunt pro verbis humilibus verba tumida et superba, et persone sic conjuncte, ut est dictum, cum gravi animarum periculo et scandalo plurimorum, suo incestuoso seu adulterino contubernio permanentes, tandem ad baratrum dilabuntur; et ut breviter concludam, dum non est qui eos corrigere valeat, confidenter delinqunt et ad multa facinora frena laxant.

Item pensiones et procurationes antiquas, quas ex antiqua consuetudine vel inita conventione cum prelatis exhibere tenentur, eisdem contumaciter solvere contradicunt.

Item decimas, res et jura ecclesiarum parrochialium et aliarum personarum maxime ecclesiasticarum cotidie occupant, usurpant et inva-

[1] Omis dans Raynaldi, ainsi que les trois paragraphes suivants.

dunt, et dum dicti prelati alieque persone maxime ecclesiastice, quid agant, non habeant, dum per censuram ecclesiasticam eos cohercere non possunt, jura sua amittere compelluntur, cum tediosum sit et honerosum cotidie contra ipsos ad sedem apostolicam habere recursum.

Item, cum priores Majoris Monasterii, per diversas provincias et dyoceses constituti, de antiqua et inveterata consuetudine, cujus memoria non existit, prelatis ordinariis locorum procuraciones seu pensiones, loco procuracionum, exhibere consueverunt, de novo pretextu cujusdam privilegii a domino Bonifacio, ut asserebant, concessi, tamen tacita veritate et falsitate subjesta (*sic*), ut a multis creditur, impetrati, easdem solvere contradicunt, et prelatis ad prioratus suos accedentibus juxta morem, vi armata et armati, cum suis complicibus resistentes, eisdem prelatis et suis sequacibus ausu temerario, immo furioso, mortem inferre conantur, sicut in pluribus est compertum. Quod scio dominum summum pontificem non latere, qui dum in minori statu ageret, talia sepe vidit et, quid bone memorie dominus Bonifacius super hoc senserit et declaraverit, magis novit.

Quia[1] multi vita et moribus detestabiles, de diversis mundi partibus ad sedem apostolicam concurrentes, tam in forma pauperum quam alias, beneficia cum cura vel sine cura cotidie impetrare noscuntur, maxime in locis, in quibus de vita eorum et moribus noticia non habetur, et a prelatis, tanquam filiis obediencie, mandato sedis apostolice obtemperantibus, reverenter instituti vel admissi, ita detestabilem et deformem vitam ducunt, quod ob hoc ecclesie destruuntur, populi scandalizantur, Dei Ecclesia blasphematur, prelati hodie non possunt bonis personis de beneficiis nec beneficiis de bonis personis, obstante numerosa multitudine talium impetrancium, providere; ex quo fit ut dicti prelati, dum non habeant, quod pro meritis retribuant litteratis personis, non inveniunt servitores, sine quibus prelationes suas rite administrare non possunt. Scio cathedralem ecclesiam, tantum triginta prebendas habentem, in qua triginta quinque prebende vel plures a

[1] Ici reprend le texte de Raynaldi.

viginti annis citra vacaverunt, de quibus episcopus, qui dictis viginti annis et amplius non absque magnis laboribus, angustiis et tribulacionibus episcopatum rexerat, obstante impetrancium a sede apostolica multitudine, contulit tantum duas, et adhuc sunt in dicta ecclesia expectantes. Insuper omnes dignitates, que in ipsa ecclesia dicto tempore vacaverunt, contulit dicta sedes maxime personis absentibus, qui (*sic*) nunquam ipsam ecclesiam intraverunt, et adhuc sunt duo expectantes dignitates.

Quid plura? parve ecclesie collegiate ipsius diocesis, in quibus ad episcopum collatio pertinet prebendarum, quin eciam ecclesie parrochiales impetrantibus adeo sunt replete, quod bonis clericis patrie, peritis in diversis facultatibus, non potest idem episcopus de beneficiis nec magnis nec mediis nec minimis providere, et, cum sint pauperes nec subsidium ab ecclesia habere valeant, post prolixa studiorum exercicia immensosque labores et qui amore sciencie aliquando sua patrimonia distraxerunt, urgente necessitatis articulo et paupertatis ergastulo, spe fraudati, desperati, aut matrimonia contrahere aut ad curias seculares et consilia principum, in grave ecclesiarum detrimentum, se transferre coguntur; et isti sunt, qui ecclesias et ecclesiasticas libertates, quasi contempti ab eis, acrius persecuntur. Heu! mittuntur ad ecclesias vel persone inutiles, peregrine lingue et barbare nationis, vel, si sunt bone persone et utiles, nunquam in eisdem resident ecclesiis, sed in Romana aut regum et principum curiis commorantes, per privilegia fructus beneficiorum percipiunt, qui eisdem ecclesiis de nichilo serviunt, sed, frustra panem doloris comedentes, exquisitis coloribus, ab ipsis ecclesiis se absentant. De quorum numero sunt quamplures, qui nunquam viderunt ecclesiarum, in quibus optinent beneficia, crucifixum. Unde hodie juxta quod scriptum est[1], *Relinquitur filia Syon, sicut umbraculum in vinea et sicut tugurium in cucumerario,* et rursum[2]: *Posuerunt Jerusalem in pomorum custodiam.* Qua de causa ipse ecclesie, mirabilis ruine periculis et desolationis extreme dispendiis

[1] *Isaiæ,* I, 8. — [2] *Psalm.* LXXVIII, 1.

exposite, omni consilio et auxilio destitute, lupis rapacibus exponuntur, a filiis vipereis decime, bona, jura eorum diripiuntur, invaduntur, occupantur, privilegia, immunitates et antique consuetudines violantur, enervantur, adnichilantur; nec est qui ascendat ex adverso et opponat se murum pro domo Jerusalem. Quin etiam, modernis temporibus, in Ecclesia Dei, suorum membrorum absencia mutilata, divini cultus perit officium et juxta Scripturam[1], *Senes de portis deficiunt et juvenes de choro psallentium;* unde versus est in luctum et carmen lugubre chorus ejus. Pauperibus patrie elemosinarum largitio consueta substrahitur, pie fundantium seu donantium voluntates, propulso pietatis officio, defraudantur.

Ad hoc non est quedam inconveniens absurditas, que universalis Ecclesie robur et fortitudinem adnichilat ejusque decorem et pulcritudinem exterminat et enervat eamque mutilat et detruncat, sub silentio transeunda. Cum enim, tam secundum jura divina quam humana, singula ecclesiastici juris officia sint sigillatim singulis committenda personis, — sicut enim in uno corpore phisico multa membra habemus, omnia autem membra non eumdem actum habent, ita in corpore Christi mistico, quod est Ecclesia, multa membra sunt secundum verididam (*sic*) sentenciam[2] Pauli, unde in uno eodemque spirituali corpore[3] committendum illud nec, quantumlibet exercitate, uni persone, uno tempore, duarum rerum sunt officia committenda; quia si totum corpus oculus ubi auditus, etc.; unde lex civilis, premissis assenciens et concordans, hoc testatur, dicens, quod eodem tempore non sunt honores in duabus civitatibus ab eodem gerendi, — hodie, quod cum dolore referendum est, una persona, aliquando minus ydonea, IIII^{or} vel quinque in diversis ecclesiis optinet officia, id est, quinque vel IIII^{or} dignitates, aliquando tres vel duas. Quin immo, quod non est minus inconveniens vel absurdum, una persona, cui secundum statum suum habunde una sufficeret canonia vel prebenda, decem vel duodecim in

[1] *Jerem. Thren.* v, 14.

[2] *Ad Corint.* VI, 15, et XII, 27.

[3] En marge : *Alias conferendum.* — Raynaldi met dans le texte : *Alii alias conferendum et committendum.*

diversis ecclesiis optinet et aliquando plures, sicut vidi. Heu! aliquando una persona tot optinet dignitates, personatus et beneficia, quod ex eis posset quinquaginta vel sexaginta exercitatis et litteratis personis sufficientissime provideri! Ex quo pernicioso abusu sequitur destructio ecclesiarum, defectus serviciorum ecclesiasticorum, enervatio et dissipacio studiorum, que modernis temporibus ubique terrarum depereunt, propter hoc quod bonis scolaribus, exercitatum ingenium habentibus, provideri non potest per prelatos.

Quid autem de pueris, qui omni discrecione carentes et quorum etas, quid videat, ignorat, tot optinent dignitates et beneficia, referam, nescio, nisi, quod adimpletum esse videtur Ysaie vaticinium sic dicentis[1] : *Ecce dominator Dominus exercituum auferet ab Jerusalem et a Juda validum et fortem et consiliarium et sapientem de architectis et prudentem eloquii mistici;* et sequitur : *Et dabo pueros principes eorum et effeminati dominabuntur eis*, et cetera.

Utrum tales, tantam beneficiorum pluritatem habentes, periculum dampnationis evadere valeant, non determino; sed a sapientibus et peritissimis theologis, quorum opinio celebrior non ignoratur a pluribus, requiratur.

Ut cum reverencia sancte Romane ecclesie et sedis apostolice loquar, multe ecclesie in diversis mundi partibus hodie graviter desolantur, propter hoc quod dignitates et personatus et earum officia a commorantibus in Romana curia detinentur, ibidem perpetuo remansuri, quia, dum inibi iterum et iterum, et quociens vacant, aliis curialibus conferuntur. Et sic tandem ecclesie ob suarum absenciam personarum et carentiam deffensorum pernicioso exterminio et ruine irreparabili subjacebunt. Quód utinam dominus summus Pontifex et sacer cetus cardinalium, qui sunt animalia pennata plena oculis ante et retro, diligenter aspicerent ac novissima providerent!

Pro dolor! hodie in tali statu sunt ecclesie constitute, quod in eis vacantibus vix reperiuntur persone eligibiles, et si quandoque, quod

[1] *Isaiæ*, III, 1-3.

raro nunc accidit, bona persona et ydonea in eisdem reperiatur, latens sicut lilium inter spinas, tantum excedit numerus malarum et inutilium personarum, quod non permitterent personam bonam ad prelationem assumi; sed similes similibus aplaudentes, eligunt sibi virum juxta cor suum ad destructionem ecclesie et plebium subjectarum. Olim enim, quando plures erant boni quam mali in Ecclesia, tunc electio, que est quasi secundum pluralitatem punctorum, bona erant (*sic*) et canonica; plures enim erant qui eligebant Deo illis qui eligebant diabolo; sed modo fit e contrario, quia plures sunt mali quam boni regulariter. Et sic frequencius est electio diabolica, quam canonica, non celebrata per Sancti Spiritus inspiracionem sed per dolosam et machinosam conspirationem.

Multi enim hodie introducuntur in ecclesiis insidiose et dolose, alii per impressionem et importunitatem potencie secularis, alii per ambicionem et fictionem ypocrite simulationis, alii affectione sanguinis et cognacionis, contra Jeronimum dicentem « principatum in populos non sanguini defferendum esse sed vite, » et sequitur; at nunc cernimus plurimos hanc rem beneficio habere, ut non querant eos in Ecclesia columpnas erigere, quos plus cognoscunt Ecclesie prodesse, sed quos vel ipsi amant vel quorum sunt obsequiis deliniti vel pro quibus majorum quispiam rogaverit, qui, taliter intrusi, vix aut nunquam in prelatione bonum faciunt, non edificant sed destruunt, non proficiunt sed corrumpunt. Difficile est enim, ut bono peragatur exitu que malo sunt inchoata principio. Tales ambitiosi merito sunt repellendi, qui, secundum Gregorium, « sicut locus regiminis desiderantibus est negandus, ita fugientibus est offerendus; » — et rursum : « Sicut qui invitatus renuit, quesitus refugit, sacris est altaribus admovendus, sic, qui ultro ambit vel importunum se ingerit, est procul dubio repellendus. »

Hodie juxta parabolam, que habetur Judicum IX°[1] : « Oliva, ficus et vinea primatum refugiunt, » secundum id Johannis Crisothomi : « Quicumque desideravit primatum in terra, inveniet confusionem in celo. » Rannus[2] vero, qui, secundum magistrum in hystoriis, est genus rubi

[1] Verset 4. — [2] Rayn. : *Rhamnus*.

asperum nimis et aculeatum, sicut sentes, et secundum Josephum, ad impetum venti de se naturaliter ignem producit, primatum non refugit sed desiderat et ambit, dicens : « Si vere me regem constituitis, venite et sub umbra mea quiescite; » et cetera que continentur ibidem.

Utinam eligentes vel confirmantes indignos ad prelationem punirentur pena canonica eciam cum augmento, ut pena docente cognoscerent, quantum crimen sit indignis quibusque et longe extra sacerdotale meritum constitutis pastorale fastigium et gubernationem Ecclesie credere. Non est hoc consulere populo sed nocere, non prestare[1] regimen sed augere discrimen. « Integritas enim presidencium salus est subditorum. » Hoc Leo papa[2]. Et sequitur.

Quod, si in quibuslibet Ecclesie gradibus providenter scienterque curandum est, ut in domo Domini nichil sit inordinatum nichilque preposterum, quanto magis elaborandum est, ut in electione ejus qui supra omnes gradus constituitur, non erretur. Nam tocius familie Domini status et ordo nuctabit, si, quod requiritur in corpore, non inveniatur in capite. Nichil est, quod magis Ecclesie noceat quam quod indigni assumuntur prelati ad regimen animarum. Cum enim per ignoranciam cecati aliis ducatum prestare[3] ceperint, ambo in foveam cadunt; unde dicitur in Psalmo[4] : *Obscurantur* (sic) *oculi eorum ne videant et dorsa eorum semper incurva.* Cum enim obscurantur illi qui preeunt ad ferendum honera peccatorum, facile inclinantur sequentes. Prelati enim debent esse lux mundi, oculi Ecclesie, arietes gregis dominici (*sic*), qui debent ingredi et egredi ante gregem et omnibus pascua procurare. Unde dixit ille sapientissimus clericus loquens prelatis : « Vos estis catholici (*sic*) legis protectores, sal terre, lux hominum, ovium pastores, muri domus Jerusalem, gentium doctores, judices Ecclesie, morum correctores, » et sequitur. Si desit protectio legis, lex labetur. Si sal evanuerit, in quo salietur? Nisi lux appareat, via nescietur. Nisi pastor vigilet, caula confringetur.

De donis et muneribus, que excecant oculos judicum et pervertunt

[1] Rayn. : *Parare.*
[2] Rayn. : *Ut Leo papa,* et sequitur : *Quod.*
[3] Rayn. : *Parare.*
[4] LXVIII, 24.

corda justorum, dico, prout ait quidam Sanctus, scilicet beatus Eaumundus[1], Cantuarensis archiepiscopus, inquiens sic : « Per dona, que nec data nec accepta sunt secundum Deum, corrupta est Christianitas hodie deficietque priusquam hoc avertant Christiani, nisi se curare studuerint ab hac peste. » Cupiditas enim, que radix est omnium malorum, adeo hodie ramos suos et palmites ampliavit, et maxime in Ecclesia Dei, quod fere totum mundum obumbravit; unde multi, maxime clerici, aurum quam[2] solem gracius intuentur; eorum oracio et suplicacio ad Dominum aurum querit. Ergo aurum bibant juxta illud : « Crassus aurum sitivit et aurum bibit. »

De monstruosa et inhonesta vita clericorum modernorum, maxime beneficiatorum, expedit facere mentionem. Quam enim hodie deformiter vivant quam plurimi in transformacione habituum, nutritura comarum, unguium et barbarum, in indisciplinatione gestuum, nemo posset sufficienter admirari. Leva oculos et vide qualiter se gerunt in forma, immo in deformatura vestium, tonsura crinium, apparatu mensarum, ferculorum et ciborum, que omnia signa sunt deformitatis mentium, juxta illud : « Incomposicio corporis qualitatem indicat mentis; » unde juxta Bernardum : « Clerici aliud esse et aliud videri volunt, habitu milites, questu clerici, actu neuptrum exhibentes; nec enim pugnant, ut milites, nec euvangelizant, ut clerici, ventri suo, non Christo Domino servientes. »

Sepe vidi in ecclesiis, quod est frequens apud clericos execrabilis et extirpandus abusus, quod canonici et alii clerici, ad horas nummarias currentes, in inicio hore chorum intrantes et statim exeuntes et juxta desideria cordis sui per loca varia evagantes, tandem in fine hore, quando dicebatur *Benedicamus Domino,* ad chorum revertentes, stipendium hore percipere absque consciencia minime formidabant. Unde hac occasione perversa in cathedralibus et aliis sollempnibus ecclesiis sepe accidit, quod, dum dicuntur hore, chorus remanet vacuus, vix duobus vel tribus clericis ad horas remanentibus, aliis extra chorum evagantibus,

[1] Rayn. : *Edmundus.* — [2] Rayn. : *Quos.*

ut est dictum, in grave scandalum spectancium populorum. Alii, quod non est minus inconveniens vel absurdum, in choro existentes, non vacant psalmodiis vel divinis officiis persolvendis, sed bini vel trini, confabulationibus, verbis inanibus, risibus et cachinis et rumoribus recitandis se irreverenter occupantes, divinum servicium cum multorum scandalo impediunt et perturbant, et licet contra premissos abusus multa jura prodierint, tamen judicio meo essent penarum adjectione juvanda, cum pene exacerbari debeant, quociens multis crassantibus opus est exemplo.

Hec et tot alia, que vix possent sermonibus explicari, videntur in Dei Ecclesia reformanda; super quorum singulis difficile vel quasi impossibile foret de singulis remediis providere. Unum tamen remedium generale ad presens satis sufficere videretur, videlicet quod dicta sanctorum patrum et statuta Conciliorum, maxime IIIIor principalium, videlicet Niceni, Constantinopolitani, Ephesini, Calcedonensis necnon eciam Lateranensis, maxime quantum ad capitulum, quod est de concessione prebendarum nulla, et decreta Romanorum pontificum, tam in capite quam in membris, ab omnibus integre servarentur. Et hoc faciendo, videretur satis status Ecclesie reformatus, quia, Spiritu Sancto inspirati, locuti sunt sancti Dei homines, qui ordinaverunt tempora Christi bono odore usque ad comsummationem vite. Et bene dico in capite; nam licet princeps legibus sit solutus, nichil tamen sibi tam proprium quam legibus vivere; et digna vox est majestate regnantis se legibus alligatum principem profiteri. Et rursum dicit Leo papa : « Quod totus familie Domini status et ordo nuctabit, si quod requiritur in corpore non invenitur in capite. »

[*Protestation adressée au Concile de Vienne par l'évêque d'Angers Guillaume Le Maire contre toute décision contraire à la liberté de l'église de France.*]

Avril 1312. Universis Galliarum prelatis, Vienne in concilio congregatis, quidam ceterorum minimus prelatorum optat salutem et spiritum cogitandi, que recta sunt, pariter et agendi. Notum omnibus facio, quod, si tractetur vel agatur, quod illa nobilis et inclita inter filias Jerusalem nobi-

lissima Gallicana ecclesia, a gloriosis principibus tam magnifice fundata et dotata, nostris temporibus tributaria efficiatur, aut quod perpetue servituti subdatur, non assencio, immo, quatenus possum, contradico. Si autem dominus summus pontifex, summam bonorum ecclesiasticorum administracionem habens, aliquid facere velit de sue plenitudine potestatis, tollerare oportet, cum nemo audeat sibi dicere : Cur ita facis? Verumptamen ve prelatis consentientibus, quod dicta ecclesia mutiletur et subjaceat tributarie functioni. Erunt enim presentibus in subsannacionem et derisum et posteris in obprobrium sempiternum, maledicto perpetuo subjacentes. Delebitur memoria eorum de libro vivencium et cum justis non scribentur; sed peribit memoria eorum cum sonitu, juxta illud : *Memoria justi cum laudibus; nomen autem impiorum putrescet.* Illis enim competet illud Johannis Baptiste ad Phariseos et Seduceos (*sic*) scriptum in Matheo : *Progenies viperarum quis demonstrabit vobis fugere a ventura ira?*

[*Lettre du roi Philippe IV, qui enjoint au bailli de Touraine et à ses officiers de faire respecter la juridiction de l'évêque d'Angers dans tout son ressort, y compris les arrière-fiefs, où il a droit de l'exercer*[1].]

Philipus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Turonensi vel ejus locum tenenti ceterisque justiciariis et subditis nostris, ad quos lictere presentes pervenerint, salutem. Ex conquestione dilecti et fidelis nostri episcopi Andegavensis accepimus, quod, licet per alias nostras licteras vobis mandaverimus, quod servientes vestros sergentare non permitteretis aut morari in terra ipsius, ubi omnimodam altam et bassam habet justiciam, nisi in casibus ressorti vel superioritatis ad vos spectantibus, cum licteris vestris continentibus specialiter illos casus, vos nichilominus, mandatum predictum ad domania et feoda propria dicti episcopi restringentes, ad retrofeoda vero ipsius, quamvis in eis omnimodam habeat justiciam et ressortum, hujusmodi mandatum nostrum extendere denegatis injuste. Quare mandamus vobis, quatenus, 12 avril 1312.

[1] Imprimé par d'Achéry, t. X, p. 333.

si est ita, mandatum nostrum predictum ad terram totam dicti episcopi et ab ipso moventem, in qua omnimodam, ut premittitur, habet justiciam et ressortum, faciatis extendi, non permittentes in dicti episcopi prejudicia, contra hujusmodi mandati nostri tenorem, aliquid attemptari, immo attemptata, si que sint, ad statum debitum revocantes.

Datum Vyenne, XII[a] die Aprilis, anno Domini M° CCC° duodecimo.

Hommagium Amellandi de Tercia Curia[1].

11 déc. 1312. Noverint universi, quod cum, jamdiu est, questio verteretur in assisia nostra Andegavensi inter nos, nomine et racione episcopatus nostri Andegavensis ex una parte et Ermellandum de Tercia Curia, valetum, ex altera, super eo videlicet quod idem valletus petebat frumentagia, supercensus et alios redditus peccuniarios, que et quos Johanna, uxor quondam Gaufridi d'Espinou, ejusdem Ermellandi consanguinea, tenebat et possidebat, tempore quo decessit, apud Podium[2] juxta Morennam in feodo nostro et episcopatus Andeg., que eidem Ermellando obvenire debebant et jam obvenerant, ut dicebat, ex successione dicte defuncte, que premissa propter defectum hommagii tenebamus in manu nostra, sibi per nos deliberari et sesinam ibidem per nos appositam penitus amoveri, senescallo nostro e contrario asserente, quod, cum res predicte in feodo nostro site essent et per manum nostram frumentagia, supercensus et redditus predicti consuevissent exigi, et dicte deffuncte et ejus predecessoribus, qui fuerunt pro tempore, assignari, de premissis fidem et hommagium et annuum servicium debebamus habere.., dicto Ermellando... replicante, quod ipse facere nobis fidem... [*etc.*] minime tenebatur, cum ipse premissa teneret una cum manerio suo... de Tercia Curia a domino de Haia.., qui quidem dominus de Haya de omnibus premissis erat homo fidelis noster et episcopatus Andegavensis...; cumque post modum... senescallus noster plures dies et terminos eidem Ermellando assignandos duxisset

[1] Tessecourt, château, c[ne] de Chanteussé, c[on] de Châteauneuf, arr. de Segré. — [2] Notre-Dame-du-Pé (Sarthe).

ad adducendum... dictum dominum de Haia in deffensorem seu *garant*... idemque Ermellandus... minime adduxerit.., tandem anno Domini M° CCC° duodecimo, die Lune post festum Concepcionis beate Marie virginis, in nostra presencia personaliter constitutus dictus Ermellandus in capella palacii nostri Andeg. fecit nobis fidem et homagium de frumentagiis et supercensibus et redditibus peccuniarum predictis...., prensentibus (*sic*) ad premissa nobilibus viris Guillermo de Courcillon, Matheo de Vernee[1], militibus, decano Andegavensi, Guillermo, archipresbitero de Ludio, Alexandro Mouchaint, clerico, et pluribus aliis.

De revocacione inhibicionis facte per dominum Matheum de Verneia, militem.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, salutem in Domino. Noveritis quod, cum nos, tam fama publica defferente, quam ex relacione plurimorum necnon et ex conquestione Fulconis, archidiaconi Transmeduanensis in ecclesia Andeg. ac de Inter Sartam et Meduanam et de Credonio decanorum, alias proposuissemus et proponeremus, ex officio nostro procedentes, contra Matheum de Verneia, militem, senescallum nobilis viri Amaurici de Credonio, quod predictus Matheus seneschallus in locis publicis et in assisiis domini supradicti publice proclamaverat et inhibuerat subditis domini supradicti, ne subditi ejusdem domini irent seu responderent ad aliam curiam seu in alia curia a curia domini de Credonio supradicti, de et pro causis quarum cognicio ad predictum dominum de Credonio pertinebat seu poterit pertinere, in prejudicium juridicionis ecclesiastice, et eamdem juridicionem ecclesiasticam quam plurimum indebite perturbando et contra canonum et Conciliorum instituta temere veniendo, cum dicta inhibicio generalis esset de causis quarum cognicio ad eumdem dominum pertinebat, et plures sint et essent cause quarum cognicio nedum ad dictum dominum, immo autem ad nos et ad alios judices ordinarios ecclesiasticos, Décembre 1312.

[1] Vernée, château, c^ne de Chanteussé, c^on de Châteauneuf, arr. de Segré.

etiam inter ejusdem domini subditos, qui similiter nostri et dictorum judicum ecclesiasticorum erant et sunt subditi, pertinebat et adhuc dignoscitur pertinere, ac ob inhibicionem predictam subditi ejusdem domini, qui similiter et dictorum judicum ecclesiasticorum sunt subditi, pro et de causis, quarum eciam cognicio ad nos et dictos judices ecclesiasticos pertinebat et pertinet, in foro nostro ecclesiastico aliorumque ecclesiasticorum judicum accedere, comparere seu eciam procedere non auderent. Quare dicebamus dictum Matheum seneschallum ob premissa, tam auctoritate canonum quam Conciliorum, excommunicacionis sentenciam incurrisse et excommunicatum fore ob premissa usque ad satisfacionem condignam publice nonciandam, et alias ob premissa debere procedi contra eum, ut jus esset, protestantes, etc. (*sic*). — Tandem anno Domini Mº cccº duodecimo, eadem die Lune post festum Concepcionis beate Marie virginis, in capella palacii nostri Andeg., in jure coram nobis dictus Matheus senescallus personaliter constitutus confessus fuit inhibicionem predictam, prout predicitur, in assisiis dicti domini publice se fecisse, asserens quod per premissam inhibicionem juridicionem ecclesiasticam perturbare seu in eam committere non putabat, offerens et promittens dictam inhibicionem, in quantum vergebat in prejudicium juridicionis ecclesiastice, revocare et nobis et ecclesie et dictis judicibus ecclesiasticis premissa emendare ad ordinationem et voluntatem nostram, petensque et supplicans a sentenciis, si quas seu quam incurrerat ob premissa, per nos munus absolucionis eidem impertiri. Quibus actis, juramento ab eodem prestito ad sancta Dei Evangelia coram nobis de stando juri super premissis coram nobis et super premissis nostris omnino de parendo mandatis, ipsum ab excommunicacionum sentenciis, quas tam auctoritate canonum quam Conciliorum incurrerat ob premissa, in forma Ecclesie duximus absolvendum, eidem injungentes sub debito prestiti juramenti, ut ipse in locis et assisiis, in quibus publice inhibicionem predictam fecerat, eamdem inhibicionem publice revocaret, in quantum in prejudicium juridicionis ecclesiastice redundabat. Qui Matheus seneschallus dictam inhibicionem in nostra presencia revocavit et promisit eam publice

revocare in assisiis et locis, in quibus eamdem inhibicionem fecerat secundum formam et tenorem cujusdam cedule, cujus tenor sequitur in hec verba :

Tele défense comme j'ey feit, que les sougiez mon segnor ne aillent à autrui court des causes dom la cognoissance li ap[ar]tient, ce esteit m'entencion de celles causes qui li ap[ar]tienent et non à austre. E se il aveneit causes, dom l'em peust aler devant mon segnour, qui pleroit ou qui pleyret devant l'iglise, m'entencion ne fut unques de estraindre autre, que il ne peussent aler là où il vodront e devront. E si ma deffense fut plus large, je la rapelle tant comme elle est en grief de sainte Yglise.

Datum et actum die et anno, quibus supra, presentibus ad predicta nobilibus viris Amaurico, domino de Credonio, ad hoc consentiente expresse, Roberto de Bello Monte, domino de Poenceio, militibus, Fulcone archidiacono Transmeduanensi in ecclesia Andeg., Matheo, decano de Credonio, magistris P. Chopin, officiali Andeg. et Egidio Coopertore, legum professore, Guillermo de Brenio, archipresbitero de Ludio, et pluribus aliis testibus ad premissa vocatis.

[*Notification par Guillaume Le Maire de l'emploi fait par lui, en achat de rentes au profit du collége de Bayeux, fondé par G. Bonet, des sommes provenant, conformément au testament de Guill. Prime, des blés de son doyenné des Mauges.*]

Omnibus hec visuris Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, salutem in Domino. 26 sept. 1313.

Noveritis quod, cum bone memorie Guillermus dictus Prime, quondam decanus de Maugia[1], Andegavensis dyocesis, in suo testamento seu sua ultima voluntate, de bonis suis ordinans, precepisset, quod bladum suum, quod habebat in decanatu predicto de duabus annatis, venderetur, et precium inde redactum converteretur in empcionem reddituum applicandorum pauperibus scolaribus Andegavie, Parisius studentibus, nosque jam dudum exequcione predicta ad nos, tum propter

[1] Titre afférent à la cure de Jallais, c^ne de Beaupréau, arr. de Cholet.

mortem aliquorum, quos suos exequtores constituerat, tum pro eo quod alii in eodem testamento exequtores conscripti honus in se suscipere recusarunt, ad nos totaliter devoluta, vendicioni exponi fecissemus dictum bladum et precium inde habitum, videlicet octies viginti septem libre et quinque solidi turonenses debilis monete, videlicet in Parisiensibus duplicibus debilibus, sex viginti quinque libre septem solidi et duo denarii, in Turonensibus duplicibus debilibus viginti novem libre et septem solidi cum duobus denariis, in Cenomanensibus viginti duo solidi, in obolis argenteis undecim libre octo solidi et octo denarii, deponi penes discretum virum Matheum Chevreoul, canonicum Sancti Johannis Andegavensis, quousque secundum voluntatem testatoris predicti, si fieri posset, commode de predicta summa peccunie per nos ordinatum fuisset, noveritis, quod nos postmodum pluries exquirentes vias et modos nec usque modo repperientes, quibus tute posset in utilitatem dictorum scolarium juxta ordinationem predictam converti peccunia supradicta, hiis diebus super hoc habito diligenti tractatu, de proborum virorum consilio, de predicta peccunia, juxta voluntatem testatoris predicti, ordinavimus in hunc modum, videlicet quod, cum venerande recordacionis Guillermus dictus Bonet, condam episcopus Baiocensis, instituerit et fundaverit Parisius quandam domum pro quibusdam pauperibus scolaribus de Cenomannia et de Andegavia studentibus Parisius, sustentandis in ipsa, et statu moderno domus predicte diligenter attento, scolares predicti de redditibus eidem domui deputatis, sicut nobis sufficienter constat, non possint commode sustentari, nos predictam summam peccunie deputavimus et magistro Roberto de Meduana, procuratori ad eam recipiendam legitime constituto, per eumdem Matheum dictum Chevreoul numerari fecimus et integraliter assignari in empcionem reddituum ad usum scolarium dicte domus vel alias in utilitatem domus predicte committendam. Quod omnibus quorum interest significamus per presentes litteras sigillo nostro sigillatas.

Datum die Mercurii post festum sanctorum Mauricii sociorumque ejus, anno Domini M° CCC° tercio decimo.

De manerio de Buronio.

[Étienne, archidiacre d'Outre-Loire en l'église de Tours, Pierre, doyen d'entre Sarthe et Maine, et Guillaume, archiprêtre du Lude, chargés par l'évêque de conférer avec le chapitre de Saint-Maurice sur l'acceptation de l'hommage du Buron[1], offert par Maurice de Craon, déclarent, d'un accord unanime, qu'il n'a été trouvé ni allégué aucune raison qui, tout considéré, puisse déterminer l'évêque à refuser de recevoir la foi et l'hommage lige dudit chevalier, et qu'à leur avis l'intérêt est de l'admettre plutôt que de le différer[2].] 16 janvier 1314 N. S.

Actum in capitulo Andegavensi die mercurii ante festum sanctorum Fabiani et Sebastiani anno Domini M° CCC° *tercio decimo.*

De manerio de Buronio.

[*Hommage du Buron à l'évêché d'Angers par Amauri de Craon.*]

A tous ceux qui oiront e verront cestes présentes lectres, Amaurri de Creon, sire de Brioley et dou Buron, saluz en nostre Segneur. Sachent touz que, comme de noveau nous eussons aquis par léau contreit de permutacion ou de eschange le herbergement dou Buron o toutes les ap[ar]tenances, sis en la p[ar]roysse de Morenne, ou fié de l'évesque d'Angiers et tenu à fey et à hommage lige de l'évesque d'Angiers. laquele permutacion ou eschange nous suimes tenuz faire et acomplir en héritages pour le herbergement et les ap[ar]tenances devant dites à Goufrey L'Escuier e à Olivier de Chemiré, jadis frère[3] feu Alain de Chemiré e oncles feu Guillaume, fis dou dit feu Alain, et Alein Chantereau, nevou dou dit feu Alain, heir dou dit feu Guillaume, e à monsour Hamelin Chamaillart, segnour Constance de La Mote, jadis fame doudit feu Alain et mère au dit feu Guillaume, c'est assaveir à chescun des dites persones, selonc ce que à lui deveit e povet ap[ar]tenir, ou 16 janvier 1314 N. S.

[1] Voy. ci-dessus, p. 448. — [2] Il a paru suffisant de donner ce résumé de l'acte dont la pièce suivante reproduit tous les traits intéressants. — [3] Le manuscrit répète le mot *frère*.

temps dou contreit desus dit, ou dit herbergement e es ap[ar]tenances, e toutes les personnes desus dites e chescunes d'iceles nous eussent délessé, cessé e quité dou tout en tout ledit herbergement e toutes les ap[ar]tenances desus dites, c'est assaveir chescun pour la porcion e la reyson que il y povet aveyr, tant p[ou]r la rayson de l'eschaite e de la succession dou dit feu Guillaume, fiz jadis dou dit feu Alain et Constance, comme p[ou]r autre rayson quele que elle seit, et se fussent assenti et ostrayé maesmement davant monsour Giles Le Couvrous et Guillaume de Brein, arceprestre dou Lude, compegnons révérent père en Deu mons[ieur] Guillaume, par la grace Deu évesque d'Angiers, commissaires députez espéciaument de par li à oir cest assentement e ostrey, que nous peussons entrer en fey e en ligence vers ledit évesque dou herbergement e des ap[ar]tenances desus dites, e que il nous i receust toutes les feiz que il li playret, et pour ce nous eussons requis et souplié audit mons[ieur] l'évesque, que nous receust à la fey e l'omage lige, que nous li ouffrions à fayre par rayson des dites chouses, ledit mons[ieur] l'évesque, disant et propousant, que, comment que il fust de la permutaciom desus dite, e ja seit ce que les personnes desus dites nous eussent feit la cession e la quitance devant dite, e se fussent assenti e accordé que il nous receust à fey e à homage lige doudit herbergement e des ap[ar]tenances, toute vays puis que maintenir ne poions que ils eussent esté jugiez par lui ne par nulle de sa gent, qui poer i eust ne passé par dreit sus ceste chouse, il ne deveit ne esteit tenu à nous receveir à l'ommage davant dit fayre, sanz les apeler, à la parfin ledit révérent père et segnour, pour l'amour de nous, de sa courtaysie, sanz apeler les personnes devant dites, nous reçut courtaysement à homme lige doudit herbergement dou Buron e des ap[ar]tenances, sauve son rachat, qui li esteit ja aquis par la mort dou dit feu Guillaume, fiz audit feu Alain, e que il aveit ja commencé à lever, avant que dreit nous fust aquis oudit herbergement dou Buron ne ès ap[ar]tenances par le contreit desus dit, e sauves ses ventes e ses eissues, qui li esteient deues par reyson doudit eschange, et o les autres protestacions qui ont esté acoustumées à faire en tel cas e en tele manière, toute vays

que, avant que il nous receust, nous li promeismes et prometons enquore en bonne fey de le garder de tout en tout enterinement, tant vers les personnes de sus dites, comme vers touz austres, de touz dommages, couz, despens et mises, que il sustendra et porra sustenir ou temps à venir par rayson que il nous a receu à l'ommage desus dit. En tele manière e de ce fumes jugiez, de nostre assentement, par le jugement de sa court par Lorenz Morin, dou commandement e de la volenté doudit mons[ieur] l'évesque. Lesqueles chouses faites, si comme desus est dit, nous finames à lui de commun assentement de li et de nous, de ce que il aveit enqores à lever doudit rachat doudit herbergement e des ap[ar]tenances e des ventes e des eissues, que nous li devions par reyson dou contrat de l'eschange desusdit, à treiz cens livres de bonne monnaie courant; lesqueles nos suimes tenuz et prometons à rendre Angiers en purs deniers, sanz denrée, à li ou à son commandement portant cestes lestres, as termes qui s'ensèvent, c'est assaveir dedenz la méquaresme prochaine cent livres de monnaye desus dite, e dedenz la Magdalène prochaine ensegant cent livres de ladite monnaye desus dite, et dedenz la Nativité Nostre Dame ensegant cent livres de la monnaie desus dite, e tant à rendre e à paier les dites treis cenz livres aus termes de sus diz, comme à faire e à complir loiaument toutes les autres chouses, que nous li prometons, si comme par desus est dit, nous li obligons nous et nos heirs et touz noz biens moebles et immoebles, en queque lou que ils seient, e expeciaument nostre dite terre de Brioley e le herbergemen dou Buron e les ap[ar]tenances, e renoncions quant à ce à tout privilége de croiz donné e à donner e à tout establissement de rey ou de prince e à toutes autres raysons tant de fait comme de dreit, par quey nous porrions venir encontre nulle des chouses desus dites; lesqueles raysons nous volons, que seient eues pour expressément moteiées et nommées. E en tesmoing de cestes chouses nous avons donné au dit révérent père cestes lestres sellées de nostre propre seau.

Donné e fait à Esventart, en la chambre noeve, présenz hennorables hommes e sages maistres Thomas Denart, déen d'Angiers, Estienvre

de Bourgueil, archediacre d'outre Leyre en l'igleise de Tours, Pierres des Valées, canoines d'Angiers, Giles Le Couvrous, Guillaume de Brein, arceprestre dou Lude, Guillaume de La Chesnaie, seneschau doudit esvesque, maistre Gui e maistre Lucas Levessel, Phelipes Lorin, Lorenz Morin, Gervayse de Bouchillon, Guillaume de La Réauté, e plusors autres, le Mercredi emprès la feste saint Hylaire, l'am de grace mil e treys cenz e treize.

De homagio ligio domini Bernardi, archidiaconi Transligerensis.

3 mars 1314 N. S.

In nomine Domini amen. Per presens pateat instrumentum, quod anno Domini Mº cccº xiiiº, inditione duodecima, mensis Martii die tercia, pontificatus domini Clementis pape quinti anno nono, in mei notarii infra scripti et testium subscriptorum presencia constitutus, dominus Bernardus de Bosco Giraudi, rector ecclesie Sancte Crucis, Caturcensis dyocesis, ad docendum se esse procuratorem viri venerabilis et discreti domini Raymundi Bernardi de Duroforti, archidiaconi Transligerensis in ecclesia Andegavensi, ad ea que secuntur, exhibuit coram reverendo patre ac domino domino Guillermo, divina providentia Andegavensi episcopo, quoddam publicum instrumentum, subscriptione et signo Raymundi de Ponte, clerici Caturcensis dyocesis, publici auctoritate apostolica notarii, munitum, ut prima facie videbatur, cujus tenor sequitur in hec verba : In nomine Domini amen [*etc.*].

Quo instrumento sic exhibito et perlecto, idem Bernardus de Bosco Giraudi, nomine procuratorio dicti archidiaconi, et pro ipso, supplicavit reverendo patri predicto, quatinus eumdem procuratorem, nomine domini sui absentis et in curia Romana degentis, et pro ipso, admittere dignaretur ad faciendum sibi hommagium ligium et prestandum juramenta in predicto instrumento contenta, eidem reverendo patri, racione episcopatus Andegavensis, ab eodem archidiacono debita pro archidiaconatu predicto et pertinenciis ejusdem. Cujus procuratoris supplicationi, ob reverenciam dicti domini archidiaconi, idem reverendus

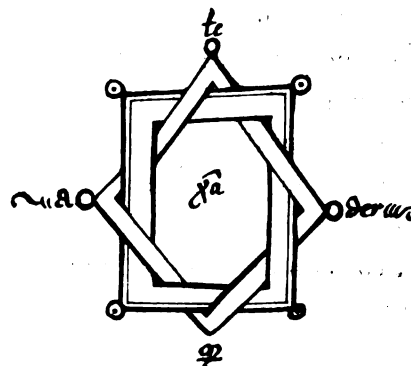
pater annuendum duxit de gracia speciali, protestatione[1] in primis ex parte domini reverendi patris facta, quod per hoc episcopatui et ecclesie Andeg. nullum prejudicium generetur ad hoc quod idem episcopus vel ejus successores alias teneantur recipere, nisi velint, successores dicti archidiaconi ad faciendum dictum hommagium ligium et prestandum juramenta predicta per procuratores, quantumcumque ad hoc specialiter constitutos, et quin idem archidiaconus, si et dum ad ecclesiam Andegavensem personaliter veniret, dictum homagium ligium in propria persona faciat et corporaliter prestet hujusmodi juramenta. Quam protestationem idem procurator admittens, incontinenti, genibus flexis coram dicto domino episcopo, manibusque complosis et junctis inter manus dicti domini episcopi, eidem fecit, nomine procuratorio dicti archidiaconi, hommagium ligium de archidiaconatu predicto et pertinentiis ejusdem. Et mox, manu ad pectus proprium posita, libro coram ipso aperto, juravit idem procurator, in animam domini sui archidiaconi predicti, et nomine ipsius, et pro eo, quod idem dominus archidiaconus conservabit corpus et honorem dicti domini episcopi et ecclesie Andegavensis, et quod idem archidiaconus dabit eidem episcopo bonum et sanum consilium pro posse, et quod non revelabit secretum suum, postquam idem episcopus eidem archidiacono illud revelaverit, et quod servabit jura episcopatus ecclesie prelibate.

Acta sunt hec in capella magna manerii de Esventart[2], Andegavensis dyocesis, anno, indicione, mense, die et pontificatu predictis, presentibus ad premissa discretis viris magistro Egidio Coopertoris, legum professore, Guillermo de Bremio, archipresbitero de Ludio, Guillermo de Souvigne, rectore de Bremio supra Aution, Matheo de Comis, priore de Portu, Guillermo Grousse et Guillermo de Piris, clericis, et pluribus aliis ad hoc specialiter testibus vocatis et rogatis.

Et ego Alexander dictus Moucaint, clericus Andegavensis dyocesis, auctoritate apostolica publicus notarius, premissis omnibus una cum

[1] Le manuscrit porte *prostatione*. — [2] Voy. ci-dessus, p. 204.

testibus predictis interfui, manuque propria scripsi, et in formam publicam redegi, signoque meo consueto signavi rogatus[1].



[*Procès-verbal de la déclaration faite, sur le vu des lettres du légat Nicolas, par Robert de Vernon, collecteur des droits de visite, qui reconnaît l'immunité de l'évêque d'Angers*[2].]

11 mars 1314 N. S. In nomine Domini amen, anno ejusdem millesimo ccc° xiii°, die Lune post *Oculi mei*, die xi^a mensis Martii, inditione duodecima, pontificatus sanctissimi patris ac domini domini Clementis divina providencia pape quinti anno nono, per presens instrumentum publicum cunctis pateat evidenter, quod in mei publici notarii et testium subscriptorum presencia venerabiles viri et discreti magistri Petrus Chopin, officialis Andegavensis, Egidius Coopertoris, legum professores, ac Matheus Chevreul, sigillator curie Andegavensis, nuncii destinati, ut dicebant, ex parte reverendi in Christo patris ac domini domini Guillermi, Dei gracia episcopi Andegavensis, quasdam licteras ex parte reverendi in Christo patris ad dictum dominum N[icolai], tituli Sancti Eusebii eadem gracia presbiteri cardinalis, nuncii, ut dicitur, in regno Francie a sede apostolica destinati pro negocio Terre Sancte, venerabili viro et discreto magistro Roberto de Vernone, subdecano ecclesie Sancti Martini Turonensis, collectori a dicto domino cardinali deputato ad petendum,

[1] Suit dans le ms. l'acte d'hommage rendu à l'évêque le 24 juin 1314, en son manoir de Villévêque, par Bernard Constant, *Constancii,* au nom de Gaillard de Durfort, chanoine et archidiacre d'Outre-Loire. Il doit suffire d'indiquer cette pièce, dont la teneur est identique.

[2] Imprimé dans d'Achéry, t. X, p. 365.

recipiendum et exigendum procurationes eidem domino cardinali in provincia Turonensi debitas et solvi consuetas, ut dicitur, a sede apostolica concessas, directas eidem magistro Roberto, presentarunt eidem, supplicantes, quod eisdem licteris, ab ipso magistro visis et inspectis, eisdem professoribus ac sigillatori responderet, quid videretur eidem expedire. Qui quidem magister Robertus, acceptis dictis licteris, intrans cameram qua jacebat, visis eisdem licteris et inspectis, vocavit et fecit vocari eosdem professores ac sigillatorem, tenens easdem in manu sua et asserens quod viderat et legerat tenorem earumdem, respondit, quod bene videbat conscienciam hujus cardinalis et quod nunquam levaverat nec exegerat procurationes a dicto domino Andegavensi episcopo, nec reciperet nec recipi faceret aut levari, et quod sibi constabat quod dominus Andegavensis episcopus non consueverat solvere procurationes predictas; et expresse inhibuit domino Sclate de Orto, canonico Andegavensi, ibidem presenti, a dicto magistro Roberto, quoad colligendum et recipiendum dictas procurationes in civitate et dyocesi Andegavensibus, ut dicitur, deputato, ne idem Sclata a dicto domino episcopo Andeg., racione procuracionis hujusmodi, aliquid exigeret vel levaret.

Acta fuerunt hec in abbatia Sancti Albini Andegavensis, sub anno, die et mense, indicione et pontificatu predictis, videlicet dicta presentatio licterarum predictarum et supplicacio in baleto sito ante quamdam cameram vocatam, ut dicitur, Cameram Novam, et dicta responsio in camera, predictis presentibus ad hoc dictis magistro Roberto, professore ac sigillatore, domino Sclata, Guillermo Hugueti, Radulpho de Villa [Mere], Radulpho de Sesinera, Drocone Daumere, Roberto de Vaallon, Cenomannensis dyocesis clericis, et Matheo Abbatis, rectore ecclesie de Charenceio, presbitero.

Et ego Guillermus dictus de Gravella, clericus Redonensis dyocesis, publicus auctoritate imperiali et Andegavensis curie notarius, premissis omnibus et singulis una cum dictis testibus presens interfui, et premissa manu propria scripsi, et in publicam formam redegi signoque meo signavi rogatus.

[*Notification par Guillaume Le Maire de sa réclamation à l'encontre des droits de visite, prétendus par le légat du pape, et de la lettre du collecteur Robert de Vernon, par laquelle il mande à son commis d'Angers de ne rien exiger de l'évêque*[1].]

Res digna nota.

12 mars 1314 N. S. Hic inserenda est res memorie digna et episcopis Andegavensibus futuris temporibus profutura, videlicet quod, cum reverendus pater dominus Nicholaus, tituli Sancti Eusebii presbiter cardinalis, nuncius sedis apostolice, ad regnum Francie pro subsidio Terre Sancte a sanctissimo patre ac domino domino Clemente papa quinto specialiter destinatus, a nobis Guillermo Majore, episcopo Andegavensi, peteret seu peti faceret procuracionem in peccunia per collectores suos, ad recipiendum, petendum et exigendum procuraciones suas in civitate et diocesi Andegavensibus deputatos, et nos, attendentes quod nec nos nec predecessores nostri unquam solvimus in peccunia procuraciones legatorum seu sedis apostolice nunciorum, considerantesque quod in privilegio dicti domini cardinalis super dictis procuracionibus exigendis continebatur, quod posset exigere procuraciones, dumtaxat moderatas, solitas ac etiam consuetas, et quod, si hac vice dictas procuraciones solveremus, per hoc posset nobis et successoribus nostris in futurum magnum prejudicium generari, et ecclesia Andegavensis nove subici servituti, idcirco ad dictum dominum cardinalem licteras et nuncium misimus ad premissa significandum eidem et supplicandum quod collectoribus suis predictis mandare dignaretur, ut supersederent a peticione et exactione procuracionis predicte, et quod non vellet ecclesie predicte novam imponere servitutem. Et, licet idem dominus cardinalis dicte supplicacioni aliquantulum restitisset, privilegium a sede apostolica sibi concessum super procuracionibus exigendis fortiter allegando, tandem viro venerabili et discreto magistro Roberto de Vernone, subdecano ecclesie Sancti Martini Turonensis, principali collectori seu procuratori suo ad dictas procuraciones exigendas deputato

[1] Imprimé dans d'Achéry, t. X, p. 363.

in tota provincia Turonensi super dicto negocio, quasdam licteras clausas misit, quibus dicto magistro Roberto ex parte nostra presentatis et ab eodem diligenter inspectis, a peticione et exactione procuracionis predicte destitit et nobis concessit licteras, formam que sequitur continentes :

Robertus de Vernone, subdecanus ecclesie Sancti Martini Turonensis, a reverendo in Christo patre ac domino domino N., tituli Sancti Eusebii presbitero cardinali, nuncio sedis apostolice ad regnum Francie pro negocio Terre Sancte ad recipiendum, petendum et exigendum procurationes, eidem reverendo patri domino cardinali a domino papa concessas, debitas in peccunia et attenus solvi consuetas, in provincia Turonensi specialiter deputatus, discreto viro magistro Siclate (*sic*) de Orto, canonico Andegavensi, commissario nostro, quoad dictas procuraciones recipiendas, loco nostri, in civitate et dyocesi Andegavensibus, a nobis specialiter deputato, salutem in Domino. Vobis mandamus, quatinus a reverendo patre in Christo domino G., Dei gracia episcopo Andegavensi, quem de consciencia domini cardinalis predicti declaramus ad solucionem procuracionis predicte in peccunia non teneri racione procurationis hujusmodi, hac vice nichil penitus exigatis; et hoc vobis significamus tenore presentium licterarum. Datum Andegavis die Martis post *Oculi mei,* teste sigillo nostro, anno Domini millesimo ccc° xiii°.

De suspensis latronibus apud Esventart.

Notandum est, quod, cum anno Domini ccc° quarto decimo, circa festum nativitatis beati Johannis Baptiste, Guillermus d'Ardenne[1] et Guillotus Le Charretier, ejus famulus, in prisione justicie temporalis abbatis et conventus monasterii Sancti Sergii Andegavensis tenerentur carceri mancipati, pro eo quod sex ciphos argenteos in quadam domo, que vocatur *Rocha Sancti Sergii*[2], in feodo dicti monasterii sita, furati fuerant, dictique Guillermus d'Ardenne et Guillotus, ejus famulus, per predictam justiciam dictorum religiosorum interrogati et examinati,

19 juillet 1314 N. S.

[1] Ardenne, c^ne de Corzé, c^on de Seiches, arr. de Baugé.

[2] A Angers, sur l'emplacement du Tribunal civil.

tam super dicto furto quam super aliis ab eisdem commissis, inter alia confessi fuissent, quod nedum solum furtum predictum commiserant, quin etiam, anteriori tempore, quadam nocte, muros manerii episcopi Andegavensis, quod vocatur Esventart[1], transcendentes, ad cameram portarii dicti loci venerunt, et, fracta seu disrupta firmatura hostii dicte camere, subintrantes eamdem, quoddam forcerium ferratum, quod invenerunt ibidem, ceperunt et secum asportaverunt, ipsoque effracto, plures res ibidem existentes, videlicet bursas sericas, caligas et peccuniam et alias res ibidem existentes, dimisso forcerio in quadam dumo nemoris dicti manerii, secum furtive tulerunt. Qua confessione ad noticiam justicie secularis episcopi Andegavensis prelibati, Matheus Le Vigueroux, juridicionem temporalem dicti episcopi in dicto manerio de Esventart et pertinentiis ejusdem exercens, justiciarios dicti monasterii cum instancia requisivit, quod ipsi predictos Guillermum et Guillotum sibi, nomine et racione episcopatus Andegavensis, redderent, pro furto et fracione predictis, in dicto manerio de Esventart ab eisdem commissis, justiciandos. Cujus requisicioni dicti justiciarii religiosorum predictorum annuentes, predictos Guillermum et Guillotum, die Veneris ante festum beate Marie Magdalene, anno quo supra, primo per ipsos justiciarios dictorum abbatis et conventus pro furto dictorum ciphorum in feodo dicti monasterii commisso, justiciatos et abscisione auricularum dextrarum punitos, predicto Matheo Le Vigueroux, exercenti justiciam temporalem dicti episcopi in dicto manerio de Esventart et pertinenciis ejusdem, presentibus predicto Matheo Le Vignerous, Johanne et Matheo, ejusdem filiis, Johanne Villici, senescallo tunc temporis dictorum abbatis et conventus, Guillermo Barbitonsore de porta Andegavina, Johanne de Mauni, dicto Pinaut, preposito, et Perroto, serviente nostro in villa Sancti Maurilii de Esma, Perroto, serviente nostro apud Sanctum Alemandum, dicto Malapert cisore, Matheo Gauveing et Thoma, precone de Challone, et pluribus aliis, reddiderunt, per justiciam dicti episcopi temporalem, pro dictis furto et fractura in dicto ma-

[1] Voy. ci-dessus, p. 294.

nerio de Esventart, ut predicitur, commissis, justiciandos et secundum consuetudinem puniendos. Qua die Veneris predicta[1], dicti Guillermus et Guillotus, per gentes dicti episcopi ad manerium predictum adducti, et ibi de predicto furto et fractura, que confessi fuerant, per dictum Matheum Le Viguerous, vice et auctoritate justicie temporalis dicti episcopi judicati, fulca patenti erecta retro dictum manerium in feodo dicti episcopi, secundum consuetudinem patrie, suspensi fuerunt, presentibus ad premissa dicto Matheo Le Viguerous et predicti (*sic*) Matheo et Johanne, ejusdem filiis, predicto Matheo Gauveing, Luca de Lorifrae, Juliota de Elemosinaria et aliis supradictis.

Lictere Ludovici regis Francie et Navarre [*super confirmatione privilegiorum, a patre et proavo ecclesiis concessorum*].

Ludovicus, Dei gracia Francorum et Navarre rex. Notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos omnipotenti Deo, qui est rex regum, dominus dominantium, per quem reges regnant et legum conditores justa decernunt, ad instar almi confessoris beati Ludovici, proavi nostri, et inclite recordacionis, carissimi domini Philippi, genitoris nostri, ac aliorum christianissimorum principum predecessorum nostrorum, regum condam Francie et Navarre, devote famulari regulasque christiane et orthodoxe fidei custodire ac ex ipsius fidei cultu et ampliatione gaudere et gloriari cupientes, ecclesias, monasteria et alia pia loca, ad honorem divini nominis intra regnorum nostrorum gubernacula dedicata, necnon et ministros ipsius fidei et Ecclesie, cujus sumus filii et pugiles sub protectione[2] nostre celsitudinis regie, ut per terrenum regnum nostrum celeste proficiat et pax et transquilitas, sine quibus pacis actor nequit excoli, serventur uberius, graciose volumus confoveri, prenoscentes magis Sanctorum meritis eorumdemque devotorum Ecclesie ministrorum oracionibus, quam armorum exerciciis publicisque officiis ac laboribus corporis vel sudore predictorum regnorum nostrorum rempublicam contineri. Ea propter necnon et in

Décembre 1315.

[1] Le manuscrit porte *predicto*. — [2] Le manuscrit porte *protectionis*.

considerationem debitam deducentes, pium, fidelem promptumque dilectionis affectum, quem per exhibicionem operis ac spiritualis et decimalis subvencionis ad nos et corone nostre tuicionem dilectos et fideles nostros episcopum Andegavensem, abbates, capitula, conventus ceterasque personas ecclesiasticas seculares et regulares dyocesis Andegavensis habere comperimus, ipsis ac ecclesiis, monasteriis et successoribus eorumdem statuta ipsius beati Ludovici, proavi nostri, necnon ordinaciones ejusdem domini genitoris nostri, que sic incipiunt : « Nos « Philipus, Dei gracia Francorum rex, pia reformatione regni nostri[1], » ac quinque alias ejusdem domini genitoris nostri licteras, quarum una sic incipit : « Decens reputamus et congruum ; » alia : « Regi regum ; » alia : « Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos pro- « locutam ; » et alia : « Quia Flamingorum ; » alia : « Oblatam ; » et omnes licteras et gracias alias, a dicto domino genitore nostro aut aliis predecessoribus nostris eisdem communiter vel divisim concessas, omnesque eorum libertates, immunitates et privilegia antiquasque et approbatas consuetudines approbamus, ratificamus, renovamus et auctoritate regia ex certa scientia tenore presentium confirmamus, eisque alias libertates et gracias per licteras nostras, que sic incipiunt : « Subditorum « nostrorum transquilitatem colentibus et universitatibus civitatum, « castrorum et villarum lingue occitane, » necnon et alias libertates, religiosis ac nobilibus comitatus Foresii pridem concessas, que sic incipiunt : « Subditorum nostrorum transquilitati, indempnitati eciam et « quieti providere, etc. », de novo, prout ad eos contenta in dictis licteris ipsis de Foresio et de lingua occitana, a nobis, ut predicitur, concessis, pertinent vel poterunt pertinere, concedimus atque super hiis licteras nostras, sub sigillo nostro tenores dictorum statutorum, ordinationum et licterarum ac graciarum de verbo ad verbum ex integro continentes, ipsis liberaliter tradi precipimus et mandamus, revocantes ex nunc nichilominus ea omnia que contra libertates ac licteras et statuta predicta, per quoscunque officialium nostrorum aut quarumcunque

[1] A Paris, le 25 mars 1302. Voy. Ordonnances, t. I, p. 357.

aliarum personarum fuerint quomodolibet indebite attemptata. Volumus, etiam ordinamus, quod senescalli et ballivi nostri, tactis sacrosanctis Dei euvangeliis, jurent de novo et jurare teneantur de cetero, in principio regiminis eorumdem, publice in assisiis eorum et sub pena amissionis officii sui, vocato loci dyocesano, se servaturos, adimplecturos et etiam exequturos omnia et singula contenta in dictis statutis licterisque predictis, per nos concessis ac eciam renovatis ac in ordinacione nostra presenti, bona fide, sine fraude et dolo, et contra non venire fraudulenter vel dolose per se vel per alium quoquo modo, et indebite attemptata contra statuta ipsa, libertates et licteras predictas, prout de illis ipsis constiterit, breviter et sine difficultate qualibet revocare. Mandamus etiam, quod illi qui in pluribus dyocesibus presidebunt, per viam ressorti vel aliter, vocato loci dyocesano, in prima assisia cujuslibet dyocesis juramentum predictum facere teneantur. Ordinamus insuper quod inferiores officiales nostri hoc idem juramentum, in manu superiorum suorum, in primis assisiis, ut est dictum, prestare teneantur. Et si forsan aliqua dyocesis dictorum prelatorum fuerit, in qua alique non teneantur per gentes nostras assisie, volumus etiam et precipimus, quod senescallus seu ballivus, qui in dicta presidebit dyocesi, per viam ressorti vel aliter, vocato dicto dyocesano prelato, in suis primis assisiis, quas eum alibi, in loco tamen proximiori dicte dyocesis, tenere contigerit, dictum prestet juramentum, ut a suis judicibus, officialibus et ministris inferioribus regiis recipiat, prout superius est expressum. Volumus tamen, quod singuli officiales nostri predicti, pro toto tempore sui regiminis, semel tantum in singulis dyocesibus prestare juramentum hujusmodi teneantur. Et si forsan aliquis dictorum officialium, sufficienter requisitus, juramentum predictum prestare noluerit, volumus sic ipsum puniri, quod per exemplum pene ipsius ceteri ad jurandum et obediendum de cetero arceantur; nec salaria seu stipendia nostra percipiat, donec predictum prestiterit juramentum. Ordinamus etiam, quod, si aliqui dictorum officialium indebite attemptata contra libertates, ordinationes, licteras et statuta predicta, cum de ipsis sibi legitime constiterit, non revocaverint vel

plus debito maliciose revocare distulerint, sufficienter tamen super hoc requisiti, expensas et dampna prosequentibus restituere teneantur, justicia mediante. Item ordinamus quod omnes justiciarii nostri ecclesiis auxilium brachii secularis prestent, ubi viderint ecclesiam pro sua juridicione ecclesiastica indigere. Volumus etiam et ordinamus quod clerici non conjugati, dum tamen publice mercatores non fuerint, quantum ad nos spectat, ad contribuendum in talliis laicorum extraordinariis vel superindictis, salvo tamen jure cujuslibet alterius, nullatenus teneantur; quodque officiales nostri, quantum ad nos pertinet, ipsos ad hoc non compellant seu qualitercumque compelli permittant. Volumus insuper quod prelati ipsi, quibus jus cudendi monetam competit, non impediantur per aliquos officialium nostrorum, quin eam cudi facere possint, cum voluerint et sibi viderint expedire, dum tamen ea cudi faciant de forma, pondere et lege debitis et antiquitus consuetis, prout in registris antiquis beati Ludovici reperitur in Camera Compotorum nostrorum, nisi sint aliqui quibus amplius competat de privilegio vel indulto aliquo speciali; et si forsan super dicto jure cudendi questio vel dubium oriatur, cognicionem et decisionem hujusmodi penes nos reservamus.

Item inhibemus districte omnibus senescallis, ballivis, prepositis ac aliis officialibus et ministris ac universis et singulis justicialibus et districtibilibus nostris, quod dictos prelatos, personas ecclesiasticas et juridicionem ecclesiasticam non impediant nec perturbent directe vel indirecte, quominus contra quascunque personas ecclesiasticas vel seculares cognoscant libere de crimine usurarum et quin dictarum usurarum restitucionem fieri faciant et predictos usurarios puniant, prout de jure vel antiqua et approbata consuetudine pertinet ad eosdem, et quominus ad forum ecclesiasticum contra quoscunque vel per quoscunque laicos et alios recurratur, et per dictos prelatos et curias ecclesiasticas cognoscatur de omnibus et singulis casibus, ad eos pertinentibus, de antiqua et approbata consuetudine vel de jure, hoc servari volentes, non obstantibus quibuscumque proclamationibus, bannis, prohibicionibus, edictis, statutis, ordinationibus, penis et castigacio-

nibus quibuscunque necnon et licteris, si que forte a nostra curia in contrarium emanassent, que omnia cassamus et irritamus, cassa et irrita esse declaramus, quantum ad omnia et in omnibus et in quibus sunt vel esse possunt juri, ecclesiastice libertati, ordinacionibus predecessorum nostrorum sive antique et approbate consuetudini contraria, prohibentes consimilia in posterum attemptari, et mandantes eos qui contra hoc aliquid attemptaverint puniri. Nolentes quod propter dicta attemptata foro ecclesiastico et ecclesiastice libertati dictisque prelatis et personis ecclesiasticis ac curiis eorumdem aliquod prorsus prejudicium generetur in hiis que de jure vel antiqua et approbata consuetudine pertinent ad eosdem, nobis quoad premissa vel aliquod ex eis jus novum vel prejudicium aliquod aliquatenus acquiratur. Ceterum cum per predictum dominum genitorem nostrum, in hoc divino cultui, animarum saluti, ecclesiastice libertati et utilitati rei publice prospicientem, deliberacione provida, fuerit certa pena apposita, contra usurarios manifestos, qui immensas usuras exigunt, ut quos divinus timor a malo non revocat, temporaliter saltem pena coherceat, propter premissa derogare non intendimus in aliquo juri nostro, quominus laicos usurarios manifestos, transgressores ordinacionis regie supradicte punire possemus et ad restitucionem usurarum compellere, prout ad nos pertinere potest de jure vel antiqua consuetudine; super qua quidem consuetudine per personas fideles diligenter inquiri mandabimus et inquisita faciemus, quod justitia suadebit, presertim cum dicti prelati asserant quod ad nos non pertinet dictarum usurarum punicio de consuetudine vel de jure. Ad hec, omnia blada, vina et alia bona seu garniciones dictorum prelatorum et personarum ecclesiasticarum regni nostri, que per gentes nostras, propter guerras et necessitates nostras, hactenus capta fuerint, eisdem, si dicta blada, vina et alia bona extent, integraliter reddi; sin autem, de justo eorum precio satisfieri precipimus indilate et a consimilibus in posterum abstineri, nolentes dictos prelatos et personas ecclesiasticas in predictis vel quibuscunque aliis, contingentibus ecclesiasticam libertatem, ultra illa que nobis de jure vel antiqua consuetudine competunt, aliquatenus aggravari, nec, quod

brachium eorum temporale cum spirituali coadjuvare prohibeantur per dictas gentes nostras seu quoscunque alios jus[ti]ciabiles et distri[cti]biles nostros.

Item circa financias, que ab hominibus et subditis dictorum prelatorum et personarum ecclesiasticarum per gentes nostras petuntur, pro eo quod juxta mandatum nostrum ad guerram nostram Flandrie non venerunt nec miserunt, eorumdem prelatorum hominum et subjectorum libertates et privilegia, si qua habent, volumus et precipimus illibata servari et ad dictas financias non compelli, si obtentu dictorum privilegiorum et libertatum vel de jure aut consuetudine immunes sint ab eisdem, super quibus faciemus petentibus justiciam exhiberi.

Item, cum interdum per fraudem et maliciam impetrancium lictere nostre contra personas ecclesiasticas impetrentur, nulla facta in ipsis licteris quod sint persone ecclesiastice mencione, predictas licteras nullas esse declaramus, et executioni prohibemus mandari easdem dictosque impetrantes puniri precipimus, prout fuerit racionis. Damus autem omnibus senescallis, ballivis, majoribus, judicibus, prepositis, bajulis, procuratoribus, ministris, servientibus et justiciariis nostris ac eorum loca tenentibus et successoribus in dictis officiis eorumdem, tenore presentium in mandatis et sub indignationis nostre pena, quatinus bona fide et absque omni fraude, dolo, malicia, difficultate et diffugio servent et servari faciant a justiciabilibus et subditis eorumdem omnia et singula, in statutis et ordinationibus, licteris, gratiis et privilegiis contenta predictis ac in ordinatione nostra presenti, et, si qua per eos seu alios indebite attemptata fuerint in contrarium, que omnia ex nunc revocamus, cassa et irrita esse volumus et decernimus et nullum nobis vel successoribus nostris propter hoc jus novum acquiri nec in aliis diminui jus nostrum volumus, nec dictis prelatis, abbatibus, conventibus, capitulis, ceterisque personis ecclesiasticis eorumque ecclesiis, monasteriis, privilegiis, libertatibus antiquis et approbatis consuetudinibus prejudicium generari, si et prout de ipsis eisdem constiterit et ad eorum quemlibet pertinuerit, revocent indilate, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Quod ut firmum et sta-

bile permaneat in futurum, presentibus licteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum apud Vicenas, anno Domini millesimo trecentesimo quinto decimo, mense Decembri.

Lictera composicionis pro procuracionibus habendis in prioratibus Majoris Monasterii Turonensis.

Universis presentes licteras inspecturis, Guillermus, permissione divina Andegavensis episcopus, Fulco, archidiaconus Transmeduanensis in ecclesia Andegavensi, et Gaufridus Burgoliensis ac Johannes de Fixa, archipresbiteri, necnon Petrus de Candeyo, Johannes de Camilliaco et Guido de Magia, decani, ac frater Johannes, humilis abbas permissione eadem Majoris Monasterii Turonensis totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Noveritis quod, cum inter nos Guillermum, episcopum Andegavensem, nosque predictos archidiaconum, archipresbiteros et decanos, ex una parte, et nos abbatem et conventum predictos et priores prioratuum ad nostrum monasterium spectancium, sitorum et existencium in civitate et dyocesi Andegavensibus, ex parte alia, verteretur materia questionis super procuracionibus quas nos episcopus nosque archidiaconus, archipresbiteri et decani dicebamus nobis, scilicet episcopo in dyocesi, et nobis archidiacono, archipresbiteris et decanis in archidiaconatu, archipresbiteratibus et decanatibus nostris, in jam dictis prioratibus et a prioribus eorumdem spectancium ad monasterium ante dictum, tam de jure et de antiqua et approbata consuetudine observata a tempore, a quo memoria non existit, quam per plurimas alias raciones deberi, dum nos episcopum in propria vel per alium ex privilegio sedis apostolice, scilicet in dyocesi Andegavensi, et nos archidiaconum, archipresbiteros et decanos in nostris territoriis ecclesias parrochiales, infra quarum fines situantur et existunt dicti prioratus, visitare continget, causa faciendi ibidem que noscuntur ad nostrum cujuslibet officium pertinere, et maxime, quia nos in ecclesia Andegavensi archidiacon[atus]que, archipresbiteratus et decanatus predictorum a tanto tempore, a quo memoria non existit, per predecessores 1315.

nostros fueramus et eramus et adhuc sumus in quasi possessione juris habendi et percipiendi in prioratibus ante dictis et a prioribus eorumdem procuraciones, sibi et nobis debitas a prioribus et prioratibus ante dictis, racione visitacionis dictarum ecclesiarum parrochialium, infra quarum fines dicti prioratus situantur, impensarum per ipsos predecessores nostros, prout ad quemlibet ipsorum racione sui officii spectabat; nobis abbate et conventu predictis et memoratis prioribus nostris e contrario dicentibus et asserentibus nos et prioratus nostros ac eorumdem priores eisdem episcopo, archidiacono, archipresbiteris et decanis ad procuraciones non teneri quoquo modo, et nos ac dictos prioratus prioresque nostros et eorum quemlibet per privilegia Romanorum pontificum fore penitus immunes a prestacione procuracionum ipsarum, et nos specialiter esse in quasi possessione libertatis et immunitatis dictas procuraciones non prestandi, multisque allegacionibus inter nos super hoc habitis et quam plurimis tractatibus proloqutis, tandem acte[n]dentes quod bonorum hominum est et precipue personarum ecclesiasticarum lites execrari, volentes obviare periculis, dampnis et incommoditatibus variis que ex hujusmodi contencionibus et controversiis in futurum possent nasci, ac nostrum et ecclesiarum successorumque nostrorum pacem aquirere cupientes, precipue cum inter ecclesias nostras et personas earumdem semper, retroactis temporibus usque ad tempora contentionis seu controversie prelibate, pax et dileccio ac vera caritas viguerunt, nos episcopus, archidiaconus, archipresbiteri et decani predicti cum reverendo patre domino Gaufrido, Dei gracia archiepiscopo Turonensi, metropolitano nostro, et cum capitulo Andegavensi, nosque abbas et conventus predicti, cum predictis prioribus et cum nostris sociis et fratribus et aliis nostris consiliariis, in nostro capitulo generali habitis super hoc deliberacionibus diligentibus, de proborum virorum consilio ad pacem et concordiam super premissis contencionibus et controversiis unanimiter ad invicem devenimus in hunc modum, videlicet quod, cum nos episcopum et successores nostros quemlibet principem in propriis personis vel per alium ex privilegio sedis apostolice ecclesias, infra quarum fines prioratus hujusmodi situantur, in quibus

non sunt aliter ab antiquo certe summe pro procuracionibus tauxate, debitis temporibus, visitare contingēt, quilibet priorum prioratuum predictorum, qui al[ias] procuraciones integras solvere consuevit, visitacione parochialis ecclesie complecta, statim vel saltem eadem die septem libras bone monete, videlicet illius monete in qua domini temporales recipient communiter suos redditus sive census, nobis et nostris successoribus pro tempore, si personaliter, vel commissario nostro seu successorum nostrorum pro tempore visitanti, si ex privilegio sedis apostolice per alium visitemus aut visitent nostri successores pro tempore, pro expensis nostris dicte diei dictorum [ve] successorum nostrorum cujuslibet pro tempore solvere tenebitur, ita tamen quod nos et successores nostri in dicto episcopatu taliter tempora nostrarum visitacionum in dyocesi Andegavensi moderemus, quod iidem priores anno quolibet nisi unam procuracionem solvere non teneantur; prior vero de Carbee[1], qui ab antiquo certam summam, tauxatam ex composicione jamdudum habita, scilicet viginti solidos, solvere consuevit, eamdam (*sic*) summam in predicta moneta solvere tenebitur eadem die, qua fiet visitacio in parrochiali ecclesia dicti loci, nobis et successoribus nostris cuilibet pro tempore, si personaliter, vel commissario nostro et successorum nostrorum cujuslibet pro tempore visitanti, si per alium, ut nos et predecessores nostri consuevimus, visitemus aut visitent successores predicti. Prior vero de Verno[2], qui tauxatam procuracionem se integram solvere non consuevit sed una cum rectore de Vern ad procuracionem integram pro duabus partibus conferre et solvere consueverunt, dum nos episcopum predictum vel predecessores nostros personaliter vel per alium ex privilegio sedis apostolice predictam ecclesiam de Vern visitare continget, duas partes dicte procuracionis, prout est superius tauxata et acordata, videlicet quatuor libras tresdecim solidos et quatuor denarios, pro rata sua in dicta moneta solvere tenebitur, dicta die qua fiet in dicta ecclesia de Vern visitacio supradicta. Dum vero nos, archidiaconum, archipresbiteros et decanos

[1] Carbay, canton de Pouancé, arrondissement de Segré.

[2] Vern, canton du Lion-d'Angers, arrondissement de Segré.

successoresque nostros in nostris archidiaconatibus, archipresbiteratibus et decanatibus in propriis personis vel per alium ex privilegio sedis apostolice visitare continget, priores prioratuum sitorum infra fines parrochiarum predictarum, quas per nos et successores nostros personaliter vel per alium ex privilegio sedis apostolice contingerit (*sic*) visitare, qui alias consueverunt procuraciones integras solvere nobis archidiacono et successoribus nostris triginta solidos monete predicte et nobis archipresbiteris et decanis, qui canonici ejusdem ecclesie Andegavensis non sumus ad presens, et successoribus nostris, canonicis Andegavensibus non existentibus, cuilibet pro tempore decem solidos ejusdem monete. Illis vero nostrum archipresbiterorum et decanorum predictorum et successoribus nostris, qui canonici Andegavenses fuerint, quamdiu canonicatum et prebendam predictos cum archipresbiteratibus vel decanatibus supradictis tenebunt, ob reverenciam et honorem ecclesie cathedralis, cujus membra existunt, quindecim solidos monete predicte, racione cujuslibet visitacionis parrochialis ecclesie, eadem die qua fiet visitacio, ibidem vel saltem Andegavis, quantum ad illos qui erunt canonici, ut prefertur, vel in ecclesiis archipresbiterorum et decanorum non canonicorum, qui per se vel per alios, ut predicitur, visitarint, infra octo dies a tempore visitacionis hujusmodi solvere tenebuntur pro omnibus expensis nostris dicte diei et successorum nostrorum, qui pro tempore fuerint; ita tamen quod nos archidiaconus, archipresbiteri et decani, et successores nostri in dictis archidiaconatibus, archipresbiteratibus et decanatibus, taliter tempora visitacionum nostrarum moderemus, quod iidem priores anno quolibet, nisi unam procuracionem solvere non teneantur. Qui vero non integras tauxatas nobis solvere consueverunt, easdem in moneta predicta persolvant, prout est acthenus consuetum, ita tamen quod nos episcopus, archidiaconus, archipresbiteri et decani successoresque nostri summis predictis, pro omnibus expensis quas racione visitacionis dicte ecclesie et procuracionis debite, tam racione dicte ecclesie quam prioratus infra fines dicte parrochie consistentis possemus et possent exigere a dictis prioribus et habere, contenti erimus et erunt, nec plus pro predicta

causa exigere poterimus aut poterunt ab eisdem religiosis vel ab aliquo eorumdem, salvis tamen procuracionibus nobis archidiacono, archipresbiteris et decanis a rectoribus dictarum ecclesiarum debitis ab antiquo, nec invictis (*sic*), renitentibus seu expresse contradicentibus prioribus seu custodibus dictorum prioratuum domos ipsorum prioratuum, grangias seu bona propria ipsorum poterimus nec poterunt intrare, accipere seu eciam occupare. Et[1] ut predicti priores de predictis summis, dum predictas ecclesias per nos episcopum et successores nostros personaliter vel per alium ex privilegio sedis apostolice visitare continget, sibi valeant providere et nobis prompcius satisfacere de eisdem, nos, predictus episcopus et successores nostri pro tempore, dum seu quando nostram voluerimus dyocesim visitare, hoc ipsum denunciare tenebimur priori Sancti Egidii de Vigulto[2] (*sic*) Andegavis, qui est et pro tempore fuerit, si sit presens et sui copiam faciat alioquin in prioratu predicto, vel ante portas ejusdem, si de facili ingressus non pateat ad eumdem, vocatis ad hoc aliquibus fide dignis. Qua denunciacione sic facta, ecclesias, infra quarum fines prioratus hujusmodi situantur, quantum ad effectum percipiendi summas predictas, non poterimus, nisi demum tribus ebdomadis elapsis a tempore denunciacionis hujusmodi, visitare, et eodem modo successores nostri Andegavenses episcopi tenebuntur. Nos autem predictus abbas, qui ex tota animi nostri intencione in pace et concordia vivere cupimus et in transquilla (*sic*) devocione Domino famulari, ad hoc quod dicta composicio in futurum valeat firmius observari, promittimus bona fide, quod in nostro proximo capitulo generali omnes predictos priores nostros et nostri monasterii, in civitate et dyocesi Andegavensibus constitutos[3], monebimus una monicione pro omnibus, ut ipsi et eorum quilibet predictas summas peccuniarum predictis episcopo, archidiacono, archipresbiteris et decanis indilate persolvant et modo quo superius continetur, et pre-

[1] Le manuscrit encadre d'un trait cette ligne et les neuf qui suivent, avec la note marginale : *Nota.*

[2] Prieuré Saint-Gilles-du-Verger ou Saint-Éloi d'Angers, fondé vers 1130, supprimé en mai 1696.

[3] En marge : *Nota.*

dictam composicionem firmiter teneant et observent. Promittimus[1] eciam nos, abbas predictus, quod in dictos priores, non observantes composicionem predictam et in non satisfacientes modo et forma predictis, suspensionis sentenciam ex tunc, ut ex tempore quo satisfacere tenebuntur, proferemus; quam suspensionis sentenciam, si quis ipsorum per octo dies sustinuerit, in ipsum ex tempore dicti capituli in tempore dictorum octo dierum transactorum excommunicacionis sentenciam proferemus. Quam excommunicacionis sentenciam si quis per mensem sustinuerit, ipsum sic excommunicatum a sua administracione suspendemus et ad claustrum revocabimus vel alibi mittemus[2] eumdem sic suspensum ab administracione dicti prioratus, ut videbimus expedire, donec predictis prelatis de summis ante dictis, modo quo supra, fuerit satisfactum. Sed ut taliter excommunicato et a sua administracione suspenso de sue absolucionis beneficio[3] valeat provideri, volumus et consentimus et in predicto nostro generali capitulo statuere et pronunciare promittimus, quod, si contingat nos dictum sic excommunicatum a sua administracione absolvere aliqua de causa et alii administracionem dicti prioratus commictere, subrogandus in dicta administracione sive prioratu, nisi infra mensem a tempore provisionis sive commissionis sibi facte de administracione sive prioratu hujusmodi de predicta summa satisfaciat, in penas supradictas incidat ipso facto; et eodem modo quilibet abbas successor noster, in primo capitulo generali post institucionem suam, similes moniciones, sentencias et processus per intervalla predicta facere et pronunciare tenebitur in futurum. Promictimus insuper nos, abbas et conventus predicti, quod, si dicti episcopus, archidiaconus, archipresbiteri et decani super presenti composicione confirmacionem a sede apostolica voluerint impetrare, et nos ad hoc consenciemus et ex nunc, in quantum in nobis est, more presencium, consentimus. Et constituemus nos, abbas et conventus predicti, procuratorem generalem ad consentiendum pro nobis in Romana curia confirmacioni composicionis predicte, salvo quod ad

[1] En marge : *Nota.* — [2] Le manuscrit porte *muctemus.* — [3] Le manuscrit porte *beneficis.*

impetracionem confirmacionis composicionis hujusmodi nichil conferemus, nisi expensas nostri procuratoris predicti. Insuper, ut predicta composicio firmior et validior habeatur, nos abbas et conventus predicti omnia bona dictorum prioratuum nostrorum ad solucionem hujusmodi faciendam et ad tenendum et firmiter adimplendum et observandum omnia et singula supradicta et ad non veniendum contra in futurum aliqua racione, nosque, episcopus, archidiaconus, archipresbiteri et decani predicti, ad predicta tenenda et observanda, bona dictorum episcopatus, archidiaconatus, archipresbiteratuum et decanatuum nostrorum specialiter obligamus. Preterea nos, episcopus predictus, archidiaconus, archipresbiteri et decani, et nos, abbas et conventus predicti, procuratores speciales constituere promittimus, qui predictam composicionem in animas nostras jurabunt observare et contra non venire in futurum aliqua racione, et eodem modo successores nostrum, episcopi, archidiaconi, archipresbiterorum et decanorum necnon nostri abbatis predicti, in primo capitulo generali post institucionem suam, simile juramentum per procuratorem facere tenebuntur, acto inter nos, quod per presentem composicionem exempcioni seu privilegiis et libertatibus dictorum abbatis et conventus et priorum prioratuum predictorum in aliis non fiat prejudicium nec fieri valeat in futurum. In cujus rei testimonium, nos, episcopus, archidiaconus, archipresbiteri et decani, abbasque et conventus predicti sigilla nostra, una cum sigillo capituli Andegavensis, hiis presentibus licteris duximus apponenda. Nos vero capitulum Andegavense, decano nostro absente, huic presenti composicioni, de nostris voluntate et assensu, et quam in quantum in nobis est ratifficamus, laudamus et eciam approbamus, sigillum nostrum apponi fecimus, in testimonium premissorum.

Datum anno Domini millesimo ccc decimo quinto, mense Aprilis, apud Andegavis et apud Majus Monasterium, in capitulo generali[1].

[1] Par acte du 16 mai 1316, *die Veneris post Dominicam qua cantatur : Cantate, in nostro generali capitulo, anno M° CCC° XVI°*, Jean, abbé de Marmoutier, notifie cette transaction à tous ses prieurs. Nous croyons pouvoir supprimer ce document transcrit au fol. 129 et qui n'en est qu'une reproduction.

[*Protestation par l'évêque Guill. Le Maire contre l'enquête entreprise par maître Gautier Le Picard, commissaire du bailli de Tours, sur le fait de Philippe Gatineau, chevalier, détenu avec ses complices dans la prison épiscopale.*]

17 janvier 1316 N. S.

In nomine Domini, amen. Per hoc presens publicum cunctis pateat instrumentum, quod anno Domini M° CCC° quinto decimo, decima septima die mensis Januarii, indicione XIIIª, apostolica sede tunc vacante per mortem felicis recordationis domini Clementis pape quinti, in mei notarii et testium subscriptorum presencia personaliter constitutus, reverendus in Christo pater et dominus dominus G., divina providencia Andegav. episcopus, Guillermo dicto Grousse, ejusdem clerico, dedit in mandatis, quod, cum magister Galterius Picardi, gerens se pro commissario ballivi Turonensis, virtute et auctoritate quarumdam licterarum domini regis Francie, dicto ballivo, ut dicitur, directarum, tangencium factum Philipi Gastinelli, militis, occasione cujus dictus miles, una cum quibusdam aliis, in prisione dicti episcopi detinebatur, adjornassetque dictum episcopum, ut ipse compareret, si sua crederet interesse, vel de suis sufficienter mitteret ad locum qui dicitur *Le Clous L'Abbé* in parrochia Sancti Johanni des Mauvereiz [1], ad videndum inquestam fieri a dicto commissario, nomine quo supra, secundum formam et tenorem commissionis a dicto ballivo, nomine quo supra, sibi facte super facto militis supradicti, prout in licteris commissionis dicti domini regis sibi exhibitis dicebatur plenius contineri, quod dictus clericus, nomine quo supra, ad dictum locum accederet et dicto magistro Galterio, nomine dicti episcopi, supplicaret, et coram eo protestaretur secundum formam et tenorem cujusdam cedule, ex parte dicti domini episcopi eidem clerico tradite, cujus tenor sequitur in hec verba :

Comme l'igleise d'Angers ait estée fondée des empereours, qui furent reis de France et qui moult de privilèges, immunitez et franchises li donnèrent et expéciaument transportèrent enterinement, sanz riens retenir, fors la garde en la dite igleise et en l'évesché, quanque

[1] Saint-Jean-des-Mauvrets, c^ne du canton des Ponts-de-Cé, arrond. d'Angers.

segnor de terre poet aveir ne demander, par nulle rayson, en toutes les chouses qui en celui temps ap[ar]tenaient et ou temps avenir porraient ap[ar]tenir à la dite igleise, par quelque titre que ce fust et en quesque leus et en quelxque pais que elles fussent ou saient sises de denz le réaume de France et de denz l'empire, devoianz estreitement à touz juges séculiers et de quelque estat et condicion, que il saient, que en nul temps avenir il n'ousasent entrer ès ygleises et ès leus et ès terres et ès autres possessions, queles quelles saient, que la dite igleise et le dit évesque tenoient en celui temps ou tendroient ou temps avenir ou temps d'ours ou de lours successors, por faire nul expleit de justice ne por destraindre les hommes de l'igleise, ne nulles exactions faire, quele que ele seit, si comme ces chouses et plusors austres sunt contenues à plain ès privilèges, donnez à ladite ygleise et à l'évesché des empereours et roys desus dix, et tant par ce, comme autrement, aperge notoyrement, que l'évesque d'Angiers et sa terre, où il a toute justice haute et basse, est de l'espéciau garde le rey, en tèle manière que il n'est pas sougiet au ballif de Toreinne ne à ses serjanz; de rechef, comme ledit évesque ait lectres pendanz dou rey Phellippe, père au rey qui ores est, èsqueles il est deffendu au ballif devant dit, que il ne soeffre venir nul serjant le rey en la terre au dit évesque, seit ès fiez seit ès rieresfiez dou dit évesque, où il a toute justice haute et basse, fors ès cas apartenans au roy, et adonques o lectres pendanz, faisanz expresse mencion dou cas pour lequel il sereit envoiez, et en sour que tout le rey qui ores est, en sivant les faiz et la dévocion de sers devantiers, ait aprové, renovelé et confirmé de certaine conscience toutes les franchises et les libertez, les privilèges et les lectres données et octreiés à l'iglyse et à l'évesque d'Angiers de touz ses devantiers; et vous, mestre Gautier Le Picart, soiez venuz audit évesque et à ses justiciers de sa cort laie, et lor aiz défendu de fait, de par le rey, que ils ne justicent Mons[ieur] Phelippe Gastineau, chevalier, et autres personnes justicables audit évesque, et que ils ne cognoissent ne ne s'entremètent dou cas pour lequel il estoient et sunt tenuz en la prison au dit évesque, e douquel cas la cognoissance e la justice apartient notoyrement au braz

temporel de l'esvesque d'Angiers et à nul autre, ja soit ce que vous n'aiez poair ne mandement de roy, que il apierge par quoy vous le puissez faire, ne le dit chevalier ne les autres persones davant dites n'aient apelé de la cort au dit évesque ne fait ajorner ne lui ne ses justiciers sus tort feit ne sus dreit vaé, ainz recognoissent et afferment de lor propre volenté que le dit évesque ne sa gent ne lour firent onques tort en celui cas ne ne vaèrent dreit, ne ils n'apelèrent de ours, et ce ils soient prez de dire et recognoistre davant vous, pour ce je vous requier, de par le dit évesque, et faiz protestacion, de par ledit évesque, que je vus faz ceste requeste de par lui, pour l'ennor et pour la révérence de la haustèce le rey, ou qui non vous dites ces deffens aveir feit tant soulement, non pas pour entente que le dit évesque ne ses justiciers vousissent onques ne voillent obéir au dit deffens ne à autre chouse, que vous facez sus cest cas, en tant comme il apert et porra apareistre, que ce est ou sera contre les privilèges et les franchises au dit évesque, ou contre la coustume notoire dou païs, et en tant, comme il n'apert que vous n'aiez poair dou rey soufisant d'aveir faite ceste chouse ne de plus en faire, ainz le contredit le dit évesque tant comme il puet, et je de par lui. Et faz protestacion, de par lui, de porchacier amendement et adroicement, en leu et en temps, dou tort dou grief, que vous avez fait à lui et à ses justiciers en cest cas, et de ceux que vous lor fereiz, là et en la maniere que il sera à faire. Et de cestes requestes et protestacions ge requier, ou non dou dit évesque, véanz cestes bonnes genz, vous tabellion, tant comme personne publique, que vous me dongez instrument.

Acta sunt hec apud Sanctum Alemandum, in manerio dicti episcopi in chamera ejusdem, anno, die, mense et indicione predictis, presentibus ad premissa discretis viris Petro de Valleis, canonico Andegavensi, Guillermo de Bremio, archipresbitero de Ludio, Guillermo de Souvigneio, rectore de Bremio super Aution, et pluribus aliis ad hoc specialiter vocatis et rogatis. Quibus sic actis, dictus clericus incontinenti, in mei notarii presencia et testium subscriptorum, ad dictum locum, qui dicitur *Le Clous L'Abé*, accedens, post plura verba pro dicto

domino episcopo per Matheum de Vernee, militem, senescallum dicti domini episcopi, facta, necnon et plures consiliarios ejusdem, quibusdam militibus et aliis amicis sepedicti militis, videlicet Guidone Esmenart, Gaufrido Ourseau, Guidone de Haia, Johanne de Gonnort, Petro Souvaing, militibus, Philipo Gastinelli, valeto, filio predicti militis, Guillermo Blouen, Mauricio de Champigne, Philipo de Petra Bassa, ibidem pro dicto milite comparentibus, expresse protestantibus quod dicta commissio nunquam de mandato dicti militis fuerat impetrata nec unquam uti volebat eadem, cum nunquam, ex parte dicti episcopi nec alias suorum, eidem militi facta fuerat injusticia aliqua nec justicia denegata, sed volebat dictus miles, ut dicebant, sub dicti episcopi juridicione remanere; quod eciam dictus magister Galterius fatebatur dictum militem sibi alias dixisse et eum, junctis manibus, rogasse, quod dicta commissione contra dictum episcopum et juridicionem suam nullatenus uteretur, maxime cum dictus miles expresse renonciaret eidem, dictas supplicaciones et protestaciones, nomine dicti episcopi, fecit dicto magistro Galterio, secundum formam et tenorem cedule suprascripte: quam cedulam idem clericus, nomine quo supra, coram eodem commissario integre perlegit et a me peciit super hoc, nomine quo supra, de premissis sibi fieri publicum instrumentum.

Quibus actis, dictus commissarius, dictis supplicacionibus et protestacionibus acquiescens, ab illa inquesta supersedit et abinde, infecto negocio, recessit.

Acta sunt hec anno, die, mense, indicione et loco predictis, presentibus ad premissa nobilibus viris Guidone Esmenart, Gaufrido Oursea (*sic*), Guidone de Haia, Johanne de Gonnort, Petro Silvani et Matheo de Vernee, militibus predictis, necnon Philipo Gastinelli, valleto, Guillermo Bloin de Sancta Cruce, Mauricius de Champigne, Philipo de Petra Bassa, Radulpho Prepositi, discretisque viris Petro de Valleis et Theobaldo Silvani, canonicis Andegavensibus, et pluribus aliis ad hoc specialiter vocatis et rogatis.

Et ego Alexander dictus Moncaint, clericus Andegavensis dyocesis, auctoritate apostolica publicus notarius, predictis supplicacioni, protes-

tacioni et lecture necnon acquiesc[ioni] et supersedicioni et omnibus aliis premissis, una cum predictis testibus, presens fui, manuque mea propria ea scripsi, et in formam publicam redegi, signoque meo solito signavi rogatus.

[Serment d'obéissance, prêté à l'évêque d'Angers, par l'abbé de la Boissière.]

Anno Domini millesimo ccc° decimo sexto, die Veneris post festum beati Michaelis in monte Gargano, in capella manerii nostri de Esventart, frater Petrus, abbas de Buxeria, Cisterciensis ordinis, fecit nobis professionem obediencie, in modum qui sequitur[1] :

1er octobre 1316. Ego Petrus, abbas de Buxeria[2], Cisterciensis ordinis, subjectionem et reverenciam a sanctis patribus constitutam, secundum preceptum sancti Benedicti, tibi, pater Guillerme, tuisque successoribus et sancte sedi Andegavensi ecclesie, salvo ordine nostro, perpetuo me exhibiturum promitto.

Sequitur institucio seu constitucio yconomorum seu administratorum, per nos Guillermum Majorem, episcopum Andegavensem, facta in monasterio Sancti Sergii Andegavensis, vacante per mortem Guillermi dicti Orgebet, qui successit Johanni Rebours, quondam abbati ipsius monasterii; qui Guillermus vix duravit per dimidium annum, et post cujus mortem magna contencio exorta extitit in monasterio prelibato.

Universis presentes litteras inspecturis Guillermus [*etc.*].

Cum igitur monasterio Sancti Sergii Andegavensis, a nostris predecessoribus fundato et dottato, vacante per mortem fratris Guillermi Orgebet, nuper abbatis ejusdem, propter varias electiones, de pluribus monachis dicti monasterii celebratas, que nullum sunt sortite effectum, et ultimo occasione dissensionis que super electione fratris Fulconis Des Milliers, prioris de Chemereio[3] in Radesiis, dicti monasterii monachi, in abbatem dicti monasterii, celebrata emersit, et propter opposiciones varias et approbationes contra electionem et electum predictos oppositas, et ad sedem apostolicam interjectas, memoratum monasterium ad

[1] Ces trois lignes sont en rubrique dans le manuscrit.

[2] Abbaye Cistercienne, fondée vers 1131, dans la commune de Dénezé-sous-le-Lude, canton de Noyant, arrond. de Baugé.

[3] Chemeré-en-Retz (Loire-Inférieure).

presens non valeat ordinari..., religiosos viros fratres Johannem, priorem de Verronio, et Juhellum, priorem de Bella Valle, dicti monasterii monachos, et eorum quemlibet in solidum... constituimus, deputamus et ordinamus yconomos, procuratores et administratores monasterii prelibati ad administrandum, trattandum et regendum omnes et singulas res et possessiones dicti monasterii [*etc.*]. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum die Jovis post festum sancti Dyonisii, qua die predicti yconomi juraverunt, manu posita ad pectus, ad sancta Dei Euvangelia anteposita, quod in yconomatu et administracione predictis fideliter se habebunt et de administracione hujusmodi nobis aut successoribus nostris, seu abbati dicti monasterii ac prioribus et administratoribus predictis, in eisdem futuris, et nulli laice potestati, fidelem reddent et integram racionem, cum super hoc fuerunt requisiti, anno Domini millesimo ccc° decimo sexto.

Quoddam preceptum factum per dominum episcopum officiali Andegavensi.

Cumque (*sic*) magister Petrus de Sancto Dyonisio, clericus illustris 1317.
principis domini K., comitis Andeg., quosdam servientes dicti domini comitis in quibusdam maneriis dicti monasterii et abbatis ejusdem, nomine garde seu advocacionis titulo, misisset ad custodiendum dicta maneria et levandum et recipiendum fructus et proventus rerum pertinentium ad maneria supradicta, contra statuta sacrorum canonum temere veniendo, et sentenciam excommunicacionis auctoritate constitucionis editte a felicis recordacionis domino Gregorio decimo, summo pontifice, in Concilio Lugdunensi, que incipit *Generali*, dampnabiliter incurrendo, et dicti yconomi seu administratores, magis formidantes terrenam quam divinam offendere majestatem, trepidarent et pigritarent contra dictum magistrum Petrum et ballivum Andegavensem et eorum complices et hujus facti culpabiles et consortes procedere, in prejudicium monasterii predicti et abbatum futurorum in eodem, cum per hoc idem monasterium videretur nove subici servituti et potestati seculari, quod hactenus factum non fuerat, contra juris tenorem sub-

mitti; et nos attendentes pericula, que ex hoc facto monasterio et abbatibus predictis possent in posterum evenire, mandassemus magistro Matheo Ferrandi, tunc temporis officiali nostro[1], quod ipse, dictorum yconomorum negligenciam et pigriciam excitando, eosdem canonice compelleret ad prosequendum jus monasterii prelibati contra predictos magistrum Petrum ballivum et alios hujus facti culpabiles et consortes, ut jus esset, mandantes etiam nichilominus eidem officiali, quod eisdem yconomis, prosequentibus istud factum, exiberet rigide justicie complementum; qui officialis, mandato nostro obtemperans, dictos yconomos per censuram ecclesiasticam ad premissa compellens, tandem concessit eis monicionem contra eosdem magistrum Petrum ballivum et alios hujus facti culpabiles et consortes, cujus monicionis tenor sequitur in hec verba :

Monicio facta contra magistrum P. de Sancto Dyonisio, clericum comitis Andegavensis.

1er février 1317 N. S.

Officialis Andeg. Guillermo dicto Crochet, presbitero, necnon Johanni Mellier, clerico, notariis curie Andeg. juratis, salutem. Sanctorum patrum in Cabilonensi concilio sanxit auctoritas, ut omnes ecclesie cum dottibus et omnibus bonis suis in episcopi potestate consistant semperque pertineant ad ordinattionem ejusdem, cujus potestate et judicio quascumque res ecclesiasticas convenit gubernari ac etiam dispensari, adeo quod, sicut cavetur in concilio Toletano, ipsi eciam conditores basilicarum in rebus, quas eisdem ecclesiis conferunt, nullam potestatem habere noscuntur. Omne enim, quod Domino consecratur vel datur, sive fuerit homo sive animal sive ager et quicquid semel fuerit consecratum, prout canonica testatur auctoritas, sanctum sanctorum erit Domino et ad jus pertinet sacerdotum. Quâ de re quicumque miles, vel cujuscumque ordinis vel professionis persona, predia ecclesiastica usibus celestium secretorum dicata auferre, vastare, invadere, capere seu vexare presumpserit, usque ad emendacionem condignam et Ecclesie satisfacionem, sacrilegus est censendus, et, si emendare noluerit,

[1] Plus tard chanoine de Saint-Quentin et chancelier de France en 1328. (Rangeard, *Hist. de l'Univ. d'Angers,* t. I, p. 185.)

excommunicacionis vinculo innodandus. Verum, quare nonnulli laici, minime attendentes quod eisdem eciam religiosis nulla de bonis rebus seu facultatibus ecclesiasticis aliquid disponendi sit attributa facultas, quibus obsequendi manet necessitas, non auttoritas imperandi, falcem suam in messem alienam ponere presumentes et nitentes in vettitum contra sanctorum patrum decreta, administracioni et regimini bonorum ecclesiarum et monasteriorum vacancium se presumpcione dampnabili ingerebant, prelatosque et personas ecclesiasticas, ad submittendum eisdem res et bona immobilia ecclesiarum suarum modis variis, compellebant, olim fuit in generali concilio Lugdunensi provida deliberacione statutum universos et singulos, qui regalia, custodiam sive gardiam advocacionis sive deffenssionis titulum in ecclesiis, monasteriis sive quibuslibet aliis piis locis de novo usurpare cognantes (*sic*), bona ecclesiarum, monasteria aut locorum ipsorum vacancium occupare presumerent, quantocumque dignitatis honore prefulgeant, clericos eciam ecclesiarum et monachos monasteriorum personasque ceteras locorum eorumdem hoc fieri procurantes, eo ipso excommunicacionis sentencie subjacere, et quod clerici, qui se, ut debent, talia facientibus non opponunt, de proventibus ecclesiarum seu locorum ipsorum nichil percipiant pro tempore, quo permiserint sine debita contradicione premissa. In eodem eciam Concilio generali salubri fuit provisione decretum laicos, qui prelatos vel capitula ecclesiarum seu alias personas ecclesiasticas presumpserint, compellendo ad submittendum eisdem ecclesias suas, bona immobilia seu jura ipsorum, cujuscumque sint dignitatis, condicionis aut status, excommunicacionis sentenciam incurrunt ipso facto, necnon clericos, qui, scientes contra prohibicionem predictam Concilii memorati aliquid esse presumptum, id superiori denonciare neglexerint, a percepcione beneficiorum, que in ecclesia sic gravata obtinent, triennio fore suspensos. Cum igitur ex parte prioris claustralis monasterii Sancti Sergii Andegavensis, nunc abbate vacantis, et priorum de Verronio et de Bella Valle, ejusdem monasterii monachorum, yconomorum constitutorum et deputatorum ad administrandum et conservandum bona predicta, durante vacacione hujusmodi, nobis

fuerit graviter conquerendo monstratum, quod discretus vir Petrus Enouvre, baillivus Andegavensis, magister Petrus de Sancto Dyonisio, clericus, Johannes Le Roux, subballivus Andeg. ac Michael Menuau, Guillotus Anglici, quondam coqus abbatis Johannis Sancti Sergii predicti, et nonnulli alii eorum complices ac gerentes se pro ministris et allocatis excellentissimi principis domini comitis Andeg., regalia, custodiam sive gardam advocacionis seu defensionis titulum advoantes de novo in monasterio memorato, ab episcopis Andegavensibus fundato, et in infirmaria dicti monasterii ac prioratibus de Grez[1] et de Merallo[2] supra Meduanam, ad dictum monasterium pertinentibus, necnon administratore et priore vacantibus, bona mobilia et immobilia, videlicet blada, vina, mesnagia et utensilia, maneria et possessiones monasterii ac infirmarie et prioratus predicti, et quod gravius est censendum, decimas et alia jura spiritualia eorumdem ad dictum monasterium spectancia et pertinencia, que secundum canonicas sanctiones, durante vacacione predicta, per yconomos predictos, institutos a reverendo patre ac domino domino Andeg. episcopo ad regendum et administrandum deputatos, ceperint et occupaverint et adhuc capta detineant et occupata, in prejudicium dicti domini episcopi et ecclesie Andeg. et monasterii prelibati ac ecclesiastice libertatis, niten[tes] monasterium, infirmariam et prioratum predictum et bona immobilia ac jura ipsorum de novo predicti domini comitis submittere potestati, sanctorum patrum decreta et canonicas sanctiones temere violando, et excommunicacionis sentenciam ob premissa dampnabiliter incurrendo; que adeo dicuntur esse notoria, quod non possunt aliqua tergiversacione celari. Hinc est quod vobis et vestrum cuilibet in solidum tenore presencium committimus et mandamus, quatenus, alter alterum non expectans, predictos, ballivum, magistrum Petrum et eorum complices ac Michaelem

[1] Grez-sur-Maine, dans la commune de Grez-Neuville, canton du Lion-d'Angers, arrondissement de Segré.

[2] Méral, canton de Cossé-le-Vivien, arrondissement de Châteaugontier. Le texte se trompe en mettant ce prieuré sur la Mayenne. Il fallait écrire : *de Grez supra Meduanam et de Merallo*, comme il est dit dans l'acte suivant.

Menuau et Guillotum predictum canonice ex parte nostra moneatis, quod ipsi et eorum quilibet predicta bona ac decimas dictorum monasterii, infirmarie et prioratus per ipsos et de eorum mandato seu alterius eorumdem capta et occupata et omnes fructus, exitus et proventus, per ipsos et quoscumque alios, ab ipsis et eorum altero deputatos, a tempore vacacionis predicte exinde perceptos, predictis yconomis, dicti monasterii monachis, videlicet, prioribus de Bella Valle et de Verronio, quos reverendus pater predictus, prout ad ejus spectat officium, yconomos posuit et instituit ac eciam deputavit ad administrandum et conservandum bona predicta, durante vacacione hujusmodi et ad fructus predictos percipiendos, ab ipsis convertendos in utilitatem monasterii, infirmarie et prioratus predictorum seu futuris abbati, infirmario et priori fideliter reservandos integre et perfecte reddant, deliberent et assignent sine more dispendio cum effectu, ac eosdem yconomos libere permittant administrare et conservare premissa. Alioquin, si vobis vel alicui vestrum, per quem id expediri contigerit, legitime constiterit de premissis, quoquo modo, predictos ballivum magistrum Petrum et eorum complices, de quorum nominibus vobis legitime constiterit, ac Michaelem et Guillotum et alios, quos culpabiles inveneritis in hac parte, auctoritate nostra excommunicetis in scriptis, et excommunicatos tam auctoritate dictorum statutorum Concilii generalis predicti, quam nostra, publice nuncietis et faciatis publice nunciari, donec a predictis sentenciis absolucionis beneficium meruerint obtinere. Vobis autem et vestrum cuilibet in solidum tenore presencium, quoad hec et ea tangencia et contingencia, committimus vices nostras, donec eas ad nos duxerimus revocandas; vos vero vel is vestrum per quem premissa fieri continget, r[eddatis] litteras sigillatas, et, quicquid inde feceritis, nobis per patentes litteras fideliter rescribatis.

Datum die Martis, in vigilia purificacionis beate Marie virginis, anno Domini M° CCC° sexto decimo.

Rescripcio.

Viro venerabili et discreto domino officiali Andeg. G. de Crochet, 4 février 1317 N. S.

presbiter, vester commissarius, una cum Johanne Mellier, notario curie Andeg. jurato, cum reverencia, obediencia et honore promptam ad ejus beneplacita voluntatem.

Noverit vestra venerabilis discrecio me ad magistrum Petrum de Sancto Dyonisio, clericum excellentissimi principis domini comitis Andeg. in ecclesia Andeg., personaliter accessisse contentaque in litteris vestris, quibus hec sunt annexe, perlegisse, et ea meliori modo, quo potui, reserasse ipsumque ore ad os, pro secundo et tercio et cum sufficientibus intervallis, monuisse, ut ipse sub pena excommunicacionis bona mobilia et immobilia, videlicet blada, vina, mesnagia et utensilia, maneria et possessiones monasterii ac infirmarie ac prioratum (*sic*) de Grez supra Meduanam et de Merallo, ad monasterium Sancti Sergii Andegavensis pertinencia, ac decimas et alia jura spiritualia eorumdem, ad dictum monasterium spectancia, et pertinencia, per ipsum et ejus complices capta et occupata et que detinebat adhuc capta et occupata, in prejudicium domini episcopi et ecclesie Andegavensis et monasterii prelibati ac ecclesiastice libertatis, et exitus et proventus per ipsum et de ejus mandato, a tempore vacacionis pastoris dicti monasterii, sub pena excommunicacionis prioribus de Verronio et de Bella Valle, yconomis, procuratoribus et administratoribus monasterii prelibati, a reverendo in Christo patre ac domino domino G., divina providencia Andegav. episcopo deputatis ad administrandum, tractandum et regendum omnes et singulas res et possessiones monasterii prelibati, redderet et restitueret et permitteret administrare et conservare premissa.

Qui quidem magister Petrus, in jure personaliter coram me commissario vestro predicto constitutus, ex una parte, et religiosus vir frater Johannes, prior prioratus de Verronio, yconomus, procurator et administrator dicti monasterii litteratorie destinatus et admissus una cum priore de Bella Valle cum illa clausula : « et quilibet eorum in solidum, ita quod non sit melior condicio occupantis, » et ex alia parte, idem magister Petrus, a me legitime monitus, ut prefertur, omnia contenta in litteris vestris, quibus hee sunt annexe, negavit fore vera et petita fieri debere, juratoque de calumpnia a dicto yconomo, procuratore et ad-

ministratore dicti monasterii super premissis et de veritate dicenda, dicto magistro Petro, a me, commissario vestro, requisito sufficienter et legitime, quod juraret de calumpnia et de veritate dicenda super premissis, hoc recusante et denegante. Quibus sic actis, ego commissarius vester predictus, auctoritate vestra mihi a vobis in hac parte commissa, ipsum magistrum Petrum monui, ore ad os primo, secundo et tercio et cum sufficientibus intervallis, sub pena excommunicacionis, ut ipse juraret de calumpnia et de veritate dicenda super premissis. Qui magister Petrus, a me commissario vestro sufficienter monitus, mihi respondit verbis gallicis : *Tront.* Quibus sic actis, ejusdem magistri Petri responssione predicta audita, ego commissarius vester predictus ipsum magistrum Petrum de premissis et super premissis et ea tangentibus et contingentibus habui pro convicto, et ipsum monui, pro secundo et tercio et cum sufficientibus intervallis, ut ipse predictis religiosis yconomis et administratoribus omnes et singulas res et possessiones monasterii prelibati et cetera omnia in litteris vestris, quibus hec sunt annexe, contenta redderet et restitueret et permitteret administrare et conservare premissa, et ut impedimentum, sesinam, arestacionem et molestacionem, per ipsum et ejus complices appositas, amoveret et amoveri faceret et procuraret indilate et cum effectu.

Qui magister Petrus, sic a me commissario vestro monitus, primo, secundo et tercio cum sufficientibus intervallis, premissa reddere, restituere et deliberare eisdem religiosis denegavit, et ob hoc ipsum magistrum Petrum, auctoritate vestra mihi in hac parte commissa, in scriptis excommunicavi et sentencias excommunicacionis auctoritate dicti Concilii generalis incurrisse prononciavi ac excommunicacionem in ecclesia Beati Maurilii Andeg. publice nonciavi; et hoc discrecioni vestre certifico per presentes litteras, sigillo meo sigillatas. — Datum et actum, presentibus dicto magistro Petro et yconomo predicto, nomine quo supra, die Martis post festum purificacionis beate Marie virginis, anno Domini M° CCC° sexto decimo.

Aggravacio.

9 février 1317 N. S. Officialis Andegavensis ecclesiarum rectoribus et capitulis curatis Beatorum Mauricii, Maurilii, Petri, Martini, Magnobodi, Beate Marie Andegavensis, Martini, Michaelis de Tertro et de Palude Andeg[avis] et omnibus aliis capellarum et ecclesiarum rectoribus, in civitate et dyocesi Andeg. constitutis, presens mandatum recepturis, necnon doctoribus ordinarie Andegavis regentibus, tam in jure canonico quam civili, salutem in Domino.

Cum magister Petrus de Sancto Dyonisio, clericus excellentissimi principis domini comitis Andeg., dudum sit excommunicatus auctoritate Concilii generalis, et Guillermi de Crochet, presbiteri jurati commissariique nostri et nostra, pro manifesta offensa, eo quod legitime monitus, pro secundo et tercio et cum sufficientibus intervallis, per predictum commissarium nostrum, ut ipse bona mobilia et immobilia, videlicet blada, vina, mesnagia et utensilia, maneria et possessiones monasterii ac infirmarie ac prioratuum de Grez et de Merallo, ad monasterium Sancti Sergii Andeg. pertinencium, ac decimas et alia jura spiritualia eorumdem, ad dictum monasterium spectancia et pertinencia, per ipsum et ejus complices capta et occupata et que adhuc capta detinebat et occupata, in prejudicium domini episcopi et ecclesie Andeg. et monasterii prelibati et ecclesiastice libertatis, ac exitus et proventus per ipsum et de ejus mandato, a tempore vacacionis pastoris dicti monasterii, sub pena excommunicacionis, religiosis viris prioribus de Verronio et de Bella Valle, yconomis, procuratoribus et administratoribus monasterii prelibati, a reverendo in Christo patre ac domino domino G., divina providencia Andeg. episcopo, deputatis ad administrandum, tractandum et regendum omnes et singulas res et possessiones monasterii prelibati redderet et restitueret et permitteret administrare et conservare premissa, dicto magistro Petro hoc negante et jurare super hoc de calumpnia et de veritate dicenda coram dicto commissario denegante, sufficienter requisito; quare vobis, rectoribus et capitulis curatis precipimus, committimus et mandamus, quatenus, alter alterum non

expectans, singulis diebus dominicis et festivis et non festivis, dum vos missarum sollempnia celebrare contigerit, in principio missarum vestrarum et in fine, candel[is] accens[is], campanis pulsatis, cum cruce, aqua benedicta et libro et candella ardenti incontinenti extincta, auctoritate Concilii generalis et dicti commissarii nostri et nostra inovetis, et vobis doctoribus per tres dies legibiles in scolis, sub pena excommunicacionis, prefattum magistrum Petrum excommunicatum et agravatum, auctoritatibus quibus supra, publice nuncietis, facientes ipsum ab omnibus arcius evittari, a denonciacione hujus modi non cessantes, donec aliud a nobis receperitis in mandatis; vobis autem rectoribus et cap[ellanis] curatis inhibentes, sub pena suspensionis et excommunicacionis, quatenus ipsum magistrum P., sic excommunicatum et agravatum, ad divina nullatenus admittatis, quousque ipsum a dictis excommunicacionis sentenciis fore noveritis absolutum.

R[eddatis] litt[eras] sigillat[as].

Datum die Mercurii ante festum beati Licinii, anno quo supra.

Absolucio dicti magistri Petri.

In nomine Domini amen. Anno ejusdem M° CCC° XVI°, XII^a die mensis Februarii, indicione XV^a, pontificatus sanctissimi patris ac domini domini Johannis, divina providencia sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie summi pontificis XXII, anno primo, notum sit omnibus presens instrumentum publicum inspecturis, quod in mei notarii puplici (*sic*) et testium subscriptorum, ad hoc vocatorum et specialiter rogatorum, presencia personaliter constitutus, discretus vir magister Petrus de Sancto Dyonisio, clericus in Andegavia excellentissimi principis domini Caroli, comitis Andeg., peciit et suplicavit venerabili viro et discreto domino officiali Andeg., ut eum absolveret, si absolucione indigeret, a sentencia excommunicacionis, si qua incurrerat, pro manifesta offenssa ad instanciam religiosorum virorum priorum claustral[is] monasterii Sancti Sergii, abbatis solatio destituti, ac prioratuum de Bella Valle et de Veronio, ad dictum monasterium pertinencium, yconomorum dicti monasterii, a reverendo in Christo patre ac domino domino G., Dei gracia

12 février 1317 N. S.

Andeg. episcopo, deputatorum ad tractandum, exigendum et conservandum bona dicti monasterii, eodem monasterio tunc abbate vacante, tam auctoritate Concilii quam auctoritate dicti domini officialis, in ipsum, ut dicebant dicti yconomi, lata ex parte G. Crochet, presbiteri commissarii officialis predicti, pro eo quod idem commissarius asserebat eumdem magistrum P., legitime primitus convictum, legitime monuisse de restituendis quibusdam bonis mobilibus, mesnagiis, vinis, bladis, decimis et aliis quam pluribus ad infirmariam dicti monasterii, prioratus de Grez supra Meduanam et de Merallo pertinentibus, vacantes infirmario et prioribus, ad dictum monasterium pertinentes, et possessiones et bona immobilia dictorum infirmarie et prioratuum predictorum, que eidem magistro P. imponebantur sub titulo et nomine garde cepisse et ad manum dicti domini comitis posuisse et sesiisse ac capta et sesita detinere, et quod, sufficienter monitus, premissa facere non curarat peciitque idem magister P. a dictis yconomis, utrum vellent consentire coram dicto domino officiali, quod ipse a dicto domino officiali super hoc absolucionis beneficium obtineret, si ipse bona omnia predicta, per eum capta et sesita, deliberaret eisdem.

Qui quidem yconomi, deliberacione super hoc prehabita, finaliter responderunt, quod, premissis eisdem primitus restitutis, consenciebant quod idem magister P. absolveretur a sentencia predicta. Et tunc idem magister P. respondit, quod deliberabat eisdem yconomis omnia bona ad dictam infirmariam, prioratus et monasterium pertinencia, per eum et de ejus mandato capta, sesita et detenta, quatenus poterat et quatenus in se erat.

Quibus actis, idem magister fuit ob premissa a dicto officio absolutus, presentibus et consencientibus dictis yconomis; et juravit idem magister stare juri et mandato Ecclesie. Contra vero ballivum, subballivum Andeg. et alios judiciarios et allocatos dicti comitis, eosdem yconomos impedientes in premissis bonis, pertinentibus ad monasterium, infirmariam et prioratus predictos, et ea detinentes, si qui erant, obtulit dictus officialis dare dicto yconomo bonos et justos processus, modo quo fieri poterunt, meliori, et eis tradere personas discretas ad eosdem

processus faciend[os] et dictandos, quociens vellent et sibi viderent expedire, et quod paratus erat eis exibere justicie complementum.

Acta sunt hec in palatio Andeg., sub anno, die, mense, indicione et pontificatu predictis, presentibus ad hec dicto officiali, domino Philipo Nicholao, legum professore, magistro M. Rigourt, et J. Jaillais, clerico, et aliis pluribus, ad hec vocatis specialiter et rogatis.

Et ego G. de Gravella, clericus Redonensis dyocesis, auctoritate imperiali et Andegavensis curie notarius juratus, premissis cum dictis testibus presens interfui, et premissa scripsi, et in hanc publicam formam redegi signoque meo solito signavi rogatus.

[*Procuration donnée par l'évêque G. Le Maire au clerc Vincent de Châtillon, pour solliciter en son nom en cour de Rome.*]

Universis, etc. (*sic*), Guillermus, etc. (*sic*). Noveritis, quod nos pro nobis et ecclesia nostra ac officialibus nostris dilectum nobis in Christo, Vincencium de Castellione, clericum, exibitorem presencium, nostrum in Romana curia facimus et constituimus procuratorem ad impetrandum privilegia, indulgencias et omnes litteras, tam supplices quam legendas, graciam vel justiciam continentes, contradicendum, narrandum, judices et loca eligendum et recusandum ac in eos conveniendum, etc. 15 décembre 1316.

Datum die Mercurii post festum beate Lucie virginis, anno Domini M° CCC° XVI°.

[*Réception, par Amauri de Craon, du serment de féauté prêté par l'évêque Guill. Le Maire au roi Philippe.*]

A touz ceuls qui verront e orront cestes présentes lestres, Almaurri, sire de Craon, avant povoir e commandement de très excellent prince monsour Ph[ilipp]e, par la grace de Dieu roy de France e de Navarre e de recevoir les chouses qui se ensevent, saluz en noustre Seignour. Sachez que en noustre présence personnelment establi révérent père en Dieu Guillaume dit Le Maire, par la permission devine évesque de Ang[iers], en la chapelle dou dit révérent père de Villévesque en l'an 19 avril 1317.

de grace M.CCC. et XVII, le XIX jour de avril, fist audit nostre sire le roy de France absent e à nous, en non de li, serment de foiauté, en la menière qui s'enseit, c'est assavoir, l'estole li mise au coul en manière de croiz e la main mise au piz, les évangiles devant lui mises, jura foi e loiauté audit monss[our] Ph[ilipp]e, roy de France, e à son filz, roy dou dit roiaume après lui, e que il gardera lour cors, lour menbres e lour vies, lour droiz e lour hounour temporel, e, si il li demandent conseil, il le lour domra bon e loial, e si plus i a de generauté de ce que les autres prélaz deivent faire, il le tient pour fait.

Cestes chouses furent faites ou devant dit jour e leu, présens à ce J. de Brain, doien de Saint Jouhan de Ang[ier]s, Herbert, de l'iglise de Ville-Evesque, G. de Souvigné de l'iglise de Brain sus Aution retors[1], Macé, priour dou Port, prestres, Huet de Courcillon, valet, e plusours autres. En tesmoign de laquèle chouse, nous li avons donné cestes présentes lestres seellées de noustre seau.

Donné au jour e ou leu e en l'an desuz diz.

[*Hommage*[2] *lige rendu à l'évêque Hardouin de Bueil par les archidiacres d'Outre-Maine et d'Outre-Loire.*]

23 octobre 1377. In nomine Domini amen. Universis pateat... quod anno M° CCC° septuagesimo septimo, die vicesima tercia mensis Octobris, indictione prima, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Gregorii, superna providente prudentia pape XI, anno septimo, in mei publici notarii et testium presentia subscriptorum, coram reverendo in Christo patre et domino domino Hardouyno, permissione divina episcopo Andegavensi, in palacio episcopali Andegav., videlicet in camera magna et superiore a parte ecclesie Andegav., magister Michael Regis, presbiter, archidiaconus Transmeduanensis, et magister Guillermus Mathei, presbiter, archidiaconus Transligerensis in

[1] Curés, *rectores*.

[2] Les pièces qui suivent sont de date très-postérieure au règne de notre prélat, et transcrites aux derniers folios de son livre de main hâtive. Nous les reproduisons par extraits seulement, ou par analyse, à titre de renseignement.

ecclesia Andegav., homagium ligium de suis archidiaconatibus et pertinenciis eorumdem fecerunt dicto reverendo patri. Et mox dominus archidiaconus Transmeduanensis, manu ad proprium pectus posita, libro coram ipso aperto, juravit in animam suam, quod ipse archidiaconus conservabit corpus et honorem dicti domini episcopi et ecclesie Andegavensis, et quod idem archidiaconus dabit eidem domino episcopo bonum et sanum consilium pro posse, et quod non revelabit secretum suum, postquam idem episcopus per se vel per alium eidem archidiacono illud revelaverit, et quod servabit jura episcopatus ecclesie prelibate. Quo facto, per ipsum Transmeduanensem archidiaconum statim et successive dictus magister Guillermus Mathei, archidiaconus Transligerensis, pro dicto suo archidiaconatu et pertinentiis ejus, manu ad pectus posita, simile et tale, ut premissum est, prestitit in suam animam juramentum specifice designatum. De et super quibus dictus reverendus pater peciit a me notario publico infra scripto sibi fieri publicum instrumentum. Acta fuerunt hec [*etc.*], presentibus ad hec venerabilibus viris magistris Petro Bertrandi, scolastico, et Petro de Marlhaco, penitenciario, et G. Valeaux, canonico ecclesie Andeg., et magistris Johanne Papin, canonico Turonensi, Reginaldo Cornillel, licentiato in utroque jure, et magistro P. de Muro, archipresbitero de Ludio, et pluribus aliis ad hec vocatis et rogatis.

[*Nomination, par l'évêque Hardouin de Bueil, de la doyenne du Ronceray, pour administrer l'abbaye vacante.*]

[Analyse.] — Anno Domini M° CCC° octuagesimo quinto, die VI mensis Marcii, H. episcopus Andeg., accedens ad abbatiam Beate Marie Andeg., abbatissa vacantem, convocatis monialibus et officiariis, decanam pro religionis regimine et spiritualitatis, quousque de postero sit provisum, constituit ceterosque officiarios confirmat. 6 mars 1386 N. S.

[*Prestation de serment à l'évêque Hardouin de Bueil par le procureur de Bertrand de Chanac, archidiacre d'Angers.*]

[Analyse.] — Anno a resurrectione Domini M° CCC° octuagesimo sexto, 29 juin 1386.

die penultima mensis Junii, coram reverendo in Christo patre domino Harduino, Andeg. episcopo, in balletis palacii Andegavensis, venerabilis vir dominus Guillermus Janssonii, canonicus ecclesie Aniciensis, procuratorio nomine reverendissimi domini Bertrandi [B. de Chanac], tituli Sancte Potanciane Sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis Jerosolimitani vulgariter nuncupati, ex apostolica dispensacione Andegavensis archidiaconi, licteras apostolicas Clementis pape septimi, more romano bullatas[1], præsentat, quibus licencia dicto cardinali conferitur juramentum fidelitatis, racione ipsius archidiaconatus, per procuratorem episcopo Andegavensi præstandi, et alteras dicti cardinalis licteras, quibus ipsum Guillermum J. procuratorem suum generalem instituit[2]. Quibus quidem licteris apostolicis et aliis sic exhibitis et visitatis, predictus procurator episcopo Andeg. offert et prestat de dicto archidiaconatu homagium ligium et juramentum in formula qua supra.

[*Prestation de serment par l'archidiacre d'Outre-Loire.*]

12 oct. 1398. Anno Domini M° CCC° nonagesimo octavo, die Sabbati, XII mensis Octobris, indicione VII^a^, durante substractione Benedicti pape XIII, que fuit facta die XXVII^a^ Julii dicto anno, venerabilis et discretus vir dominus Johannes Papin, utriusque juris doctor, archidiaconus Transligerensis in ecclesia Andegavensi, in episcopali palacio, circa horam septimam dicte diei, fecit homagium legium reverendo in Christo patri ac domino domino H., episcopo Andeg., de suo archidiaconatu et pertinenciis ipsius [*etc.*].

[*Hommage lige par l'archidiacre J. Bernard.*]

15 juillet 1435. Anno Domini M° CCCC° XXXV, die XV^a^ Jullii, venerabilis vir magister Johannes Bernardus[3], archidiaconus Andegavensis, fecit homagium ligium

[1] «Datum Avenion. V kal. Maii, pontificatus anno VIII°.»

[2] «Actum et datum Avenion... in domo habitacionis nostre anno Domini M° CCC° octuagesimo sexto, indicione nona, mensis vero Maii die vicesima octava.»

[3] Archevêque de Tours en 1441.

reverendo in Christo patri et domino H., Andegavensi episcopo, de dicto suo archidiaconatu et pertinenciis ejusdem.

[*Hommage lige par l'archidiacre Alain Lequeux*[1].]

[Anno Domini M°CCCC° quadragesimo primo, die Mercurii post Ramos Palmarum, XXVIII^a^ mensis Marcii, in parva aula palacii Andeg., hora prime, reverendissimo in Christo patri et domino[2] Johanni, Andeg. episcopo, venerabilis et circonspectus vir, magister Alanus Coci, archidiaconus Andeg., de archidiaconatu suo fecit homagium ligium.] 28 mars N. S. 1441.

[*Hommage lige par l'archidiacre Prégent Chevalier.*]

[Anno Domini M°CCCC° quadragesimo quinto, die Jovis prima mensis Jullii, in superiori aula palacii episcopalis Andeg., hora terciarum, reverendo in Christo patri, domino Johanni, episcopo Andegavensi, venerabilis et discretus vir, magister Pregentus Militis, archidiaconus Transligerensis, de predicto archidiaconatu homagium ligium facit.] 1er juillet 1445.

[1] Président de la Chambre des comptes d'Angers depuis 1437, mort en 1450. — [2] Jean Michel.

TABLE

DES CHAPITRES ET DES DOCUMENTS

DU LIVRE DE GUILLAUME LE MAIRE.

		Pages du volume.	Folios du ms.
Notice préliminaire		189-201	〃
1291. 28 janvier	Obitus Nicolai Gellent, episcopi Andegavensis	203-205	1
29 janvier	Corpus defertur ad Andegavensem ecclesiam	206	1 v°
30 janvier	In choro exponitur	206	2
31 janvier	Vigilia precedens sepulturam	206	〃
1er février	Dies sepulturæ	207	〃
Idem	Modus sepeliendi	208	2 v°
Idem	Sepultura	208	〃
Idem	Forma litterarum directarum ex parte capituli Andeg. ad regem Francie pro petenda licentia eligendi	209	〃
17 février	Expedicio nunciorum capituli Andeg. per Regem, qui dicto regi mortem episcopi defuncti denunciaverant et pecierant pro capitulo licenciam eligendi	〃	〃
Idem	Tenor littere regis, date nunciis capituli Andeg. de licencia eligendi	210	3 v°
26 février	Tenor litterarum directarum decano et capitulo Turonensis et Girardo, archidiacono Transvigenensi in ecclesia Turonensi, pro petenda licencia eligendi a dictis decano et capitulo, sede Turonensi vacante	211	4
7 mars	Tenor littere super denunciacione, ex parte magistri Girardi, archidiaconi Transvigenensis in ecclesia Turonensi, facta capitulo Turonensi, sede vacante	212	4

		Pages du volume.	Folios du ms.
1291. 7 mars	Tenor littere capituli Turonensis, sede vacante, capitulo Andeg. directe super licencia eligendi simpliciter concessa	213	4 v°
9 mars	Acceptacio diei ad electionem faciendam	213	〃
Idem	Tenor litterarum confectarum super vocacionibus canonicorum absentium, in regno Francie existencium, ad dictam electionem faciendam	213	〃
Idem	Alia littera de vocacione canonicorum absentium ad electionem faciendam	214	5
18 avril	Sequitur dies electionis	215	5 v°
Idem	Tenor litterarum factarum super compromisso electionis	215	〃
Idem	Publicacio electionis, contenta in quibusdam litteris, quarum tenor sequitur	217	6
Idem	Nota hic verba continentia publicacionem electionis	218	6 v°
19 avril	Decani et capituli Andeg. littere procuratorie ad supplicandum capitulo Turonensi, sede vacante, confirmacionem electionis	219	7
Idem	Tenor litterarum decani et capituli Andeg., continencium decretum electionis	220	〃
24 avril	Tenor litterarum confirmacionis electionis et electi, sigillo capituli Turonensis sigillatarum.	224	9
Idem	Tenor litterarum a decano et capitulo Turonensi directarum episcopis suffraganeis provincie Turon., pro convocando eosdem ad consecracionem electi Andegav. ad diem certam in ecclesia monasteri beati Albini Andegavensis.	225	9 v°
20 mai	Tenor litterarum domini Raginaldi, electi Turonensis, concessarum post diem consecracionis a decano et capitulo Turon. prefixam.	226	10
29 mai	Dicti Raginaldi, electi Turonensis ecclesie, episcopo Redonensi pro consecracione predicta patentes littere	226	10
Idem	Dicti Raginaldi, electi Turonensis, littere certis personis de ecclesia Turonensi directe, ut vice ipsius accederent ad dictam consecracionem.	227	〃
28 avril	Littera regis Francie super deliberatione regalium ecclesie Andegav. facta electo Andegavensi confirmato	228	10 v°
16 mai	Littera regis super juramento fidelitatis facto regi per electum Andegavensem confirmatum.	228	〃

		Pages du volume.	Folios du ms.
* 1291. 16 mai	Quedam tractata et quedam gesta a die electionis et confirmacionis usque ad consecrationis diem, ad informacionem posterorum, Guillermus sub brevi epilogo inserit	228	11
18 avril	Eligitur	229	//
Idem	Populo presentatur	229	//
Idem	Capitulum intrat	230	11 v°
Idem	Domi salutatur	230	//
19 avril	Viam versus Turonis dirigit et apud Brion accedit	//	//
21-22 avril	Apud Burgulium festinat; apud Lenges pernoctat	//	//
23 avril	Turonis devenit et capitulo presentatur	//	//
24 avril	Examen in capitulo subit	230	11 v°
Idem	Confirmacio electionis. — Dies consecracionis assignata	231	//
25 avril	Procuratores ad regem missi pro regalibus	//	//
26 avril	Guillermus redit et apud Mellineis pernoctat		
27 avril	Gervasium, rectorem de Ludio, corrigit, item capellanum de Basogiis	232	//
28 avril	Contra fratres leprosarie de Fixa facit inquestam	//	12 v°
Idem	Littera regis Francie super deliberacione regalium	233	//
4 mai	Procuracio fabrice Beate Marie de Fixa	//	//
4-5 mai	Liberacio regalium	233-235	//
6 mai	Prima visitacio facta post confirmacionem, videlicet in monasterio Mellinensi	236	13 v°
7 mai	De Radulpho Tuebof, quondam capellano de Diceyo	237	14
Idem	Apud Perrodium Monalium tractatus	237	//
8 mai	David de Suis Domibus apud Villam Episcopi receptus	238	14 v°
9 mai	Iter ad regem Francie pro juramento fidelitatis	239	15
16 mai	Forma juramenti	240	//
Idem	Tenor littere renovate per regem Francie super juramento fidelitatis	//	//
24 mai	Versus patriam reditus	242	16
Idem	Correctio Johannis, rectoris de Lezigne	243	//
26 mai	Abjuracio Michaelis Fornil	//	16 v°
Idem	Colinus Forestier incestus	//	//
28 mai	Radulphus, capellanus de Corzeio, correctus	244	//
Idem	Mortgenest excommunicatus	//	//

		Pages du volume.	Folios du ms.
1291. 29 mai........	Abjuracio Johanne, filie Stephani Beraut.....	″	″
30 mai........	Colini Forestarii abjuracio...............	″	″
2 juin.........	Vigilia consecrationis....................	245	17
3 juin.........	Dies et ministerium consecrationis..........	246	″
Idem..........	Officium domini de Brienconio et S^ti Johannis de Mauvereiz, ad quod tenetur circa portas et officium janitoris, racione dictorum feudorum..........................	″	17 v°
Idem..........	Forma professionis.....................	248	18
Idem..........	De Amaurico, filio primogenito domini de Credonio et de Brioleto, se offerente ad officium faciendum, quod pater suus tenetur, racione feudi de Brioleto, dicto patre tunc absente.	249	″
Idem..........	Nota hic qui tenentur deportare episcopum consecratum a loco consecrationis usque ad majus altare Beati Mauricii.................	250	″
Idem..........	Littere episcopi Dolensis super protestatione...	251	19 v°
Idem..........	Episcopus consecratus deportatur ad ecclesiam Beati Mauricii per barones, homines et vassallos suos et ecclesie Andeg. in cathedra...	253	21
Idem..........	Juramentum quod facit episcopus Andeg. consecratus capitulo et ecclesie Andeg. ad portam civitatis, que dicitur Porta Andegavina....	254	″
Idem..........	Consecratus intrat ecclesiam Beati Mauricii...	″	
Idem..........	Missa celebrata, episcopus intrat palacium....	255	21 v°
Idem..........	Hic venit ad prendium..................	256	22
Idem..........	Officium domini de Gratequesse...........	″	″
Idem..........	Sessio ad prendium. Officium domini de Camilliaco............................	256	22
Idem..........	Officium domini de Blodio..............	257	22 v°
Idem..........	Servicium domini de Brioleto.............	″	
Idem..........	Tenor litterarum episcopi Redonensis super protestatione facta per Guillermum, episcopum Andeg., contra Amauricum, filium domini de Credonis...................	258	″
Idem..........	Finitur prendium.....................	259	23
Idem..........	Nota de expensis baronum...............	″	
4 juin.........	Diversio episcopi consecrati, in die crastina consecrationis, a civitate Andegavensi.....	260	
Idem..........	Accessus episcopi consecrati apud Chalonnam.	″	
30 juin........	Apud Langes pernoctat.................	261	
1er juillet......	Turonis devenit et solenniter recipitur.......	″	24

			Pages du volume.	Folios du ms.
1291.	2 juillet........	Pluribus tonsuras clericales confert.........	262	//
	Idem..........	Cum abbate Majoris Monasterii tractat......	262	//
	3 juillet........	Iterum tonsuras confert, rectori de Ulmis licenciam non residendi intra annum concedit, apud S^tam Cosmam de Insula pernoctat....	262-263	24 v°
	4 juillet........	Cum abbate de Aqua Viva accordat........	263	//
	Idem..........	Adventus episcopi Andeg. ad ecclesiam Beati Martini Turonensis..................	//	//
	Idem..........	Forma juramenti, quam facit episcopus Andeg. consecratus in ecclesia Beati Martini Turonensis in recepcione sua in ipsa ecclesia, cujus idem canonicus existit...........	264	25
	12 octobre.....	Sequuntur quedam facta notabilia et memorie digna..........................	//	//
		De pontonagio Pontis Seii et jure episcopali charreriam ponendi in Ligeri, ponte rupto, contra calumniam Egidii, castellani de Ponte Seii...........................	265	//
	15 octobre.....	Rescriptio archipresbiteri episcopo facta super premissis........................	269	26 v°
	13 novembre...	Cedula in Gallico accordacionis...........	271	27
	Idem..........	Nota hic nomina testium..................	273	28
	24 décembre....	Absolucio Egidii, castellani..............	274	//
1292.	26 janvier......	De consilio provinciali, Andegavis auctoritate apostolica convocato.................	274	28 v°
1291.	18 août-19 déc..	Tenor litterarum, a decano et capitulo Turonensi et ipsis a sede apostolica directarum, super dicto concilio convocando..........	275	29
	17 juillet......	Littera domini Hemerici de Averio, militis, super nemore de Chappes...............	280	37 v°
	Idem..........	Littera ejusdem militis super grangia de Chappes et rebus de La Beloinere in feodo de La Grassa......................	287	40
	6 novembre....	Littera Roberti de Calido Furno super manerio de Esventart........................	292	31
	Idem..........	Alia littera............................	294	32
1292.	21 mai........	De molendinis de Rocha Fulconis..........	295	42
	12 novembre...	Littera Mauricii Le Boyne, domini de Beuson, super manerio de Esventart.............	296	33 v°
	19 novembre...	Alia littera plenissimum jus continens.......	298	32 v°
		De molendinis de Villa Episcopi et de domino Petro de Rocha, milite................	299	42 v°

		Pages du volume.	Folios du ms.
1293. Janvier........	Littera abbatis Omnium Sanctorum super buronno et virgulto noviter plantato, eidem adjacenti........................	301	35
1292. 7-13 août..... 1293. 13 juin.......	De venacione et fuga ferarum nemoris de Boucheto..........................	304	42 v°
24 octobre.....	Littera domini de Grassa super rebus de La Beloynière........................	306	43 v°
1293.............	De publicanis et pedagiorum exactoribus.....	309	45
1294. 20-24 mars....	Nota hic quoddam factum apud Pontem Seii..	313	46 v°
22 mai.........	Littera Mauricii de Bella Villa, militis, super manerio d'Esventart..................	317	48
5-9 octobre....	Littera gracie, domino regi concesse in concilio Salmuriensi........................	320	52 v°
Octobre.......	Gravamina domino regi Francie exposita....	328	49
10 novembre...	Littere impetrate a rege................	331	54
Idem..........	Bona littera contra malos judices, ballivos et eorum satellites.....................	335	55 v°
1295. 19 novembre... 1296. 8 août........	Littere impetrate a rege.................	341	58
6 septembre....	Littera super contencione mota inter Guillermum, Andegavensem episcopum, et dominum G. de Courcillon pro feudo de Mota Pendu..........................	344	59
1297. 9 janvier......	Forma juramenti, quod debet facere episcopus Andegavensis ecclesie S[ti] Laudi Andeg. in primo adventu dicte ecclesie............	348	61
1298. 23 octobre.....	Littera anathematis contra ballivum Andegavie et subballivum.....................	349	61 v°
1299. 12 avril.......	Gravamina ecclesiis provincie illata, per G. Majorem, Andeg. episcopum, domino Philippo, regi Francie, Senonis exposita.	353	62 v°
	Epistola per dictum episcopum dicto domino regi directa........................	363	65
23 avril.......	Littere regie, impetrate a dicto episcopo, super gravaminibus memoratis...............	370	67 v°
1302. 9 avril........	Quedam responsio facta domino regi a prelatis provincie Turonensis.................	374	69
10 avril.......	Littera missa domino Bonifacio pape VIII a prelatis regni Francie.................	375	"
1302.	Isti sunt articuli, pro quibus dominus Bonifacius papa VIII misit dominum Johannem, monachum, tituli SS. Marcellini et Petri presbi-		

		Pages du volume.	Folios du ms.
	terum cardinalem, ad dominum Philippum, regem Francorum..................	380	71 v°
1304. 10 octobre.....	De garda sive custodia monasterii Beate Marie Andegav., tempore vacacionis ejusdem....	384	74
1306. 21 décembre....	Bail à rente par l'évêque d'Angers d'un hébergement sis à Loudun................	385	75
1307. 13 juillet......	Processus contra exactores et levatores tributarie funcionis, que vulgariter dicitur adjutorium sive *aide* aut quarteragium. Littera generalis.	386	73 v°
1308. 9 janvier.......	Lettres du roi aux commissaires de la dîme, portant défense d'exiger rien de toute personne ecclésiastique n'ayant pas un revenu de 12 livres........................	388	76 v°
25 mars.......	Du même aux maires, échevins, consuls et comtes des lieux notables du royaume, pour leur dénoncer la corruption de l'ordre du Temple et prescrire l'envoi à Tours de deux députés dans un délai déterminé.........	388	"
25 mars.......	Du même à l'évêque d'Angers, pour lui mander d'assister à l'assemblée de Tours, qui doit aviser sur le fait des Templiers..........	389	77 v°
31 mars.......	Du même au même évêque, qu'il requiert et exhorte d'accepter la mission, s'il est élu, de siéger dans l'affaire des Templiers........	390	"
4 mai.........	Gravamina a Guill., Andeg. episcopo, Caroli comitis consiliariis exposita.............	391	97
11 août.......	Bulle du pape Clément V pour exhorter les fidèles à contribuer à l'entreprise du passage d'outre-mer, leur faire connaître les indulgences accordées et réglementer la perception des offrandes...................	398	90 v°
Idem.........	Du même, qui conserve à tous les clercs, engagés dans le passage d'outre-mer, tous leurs revenus ecclésiastiques pendant deux ans...	408	94
Idem..........	Du même, qui accorde aux patriarches, archevêques et évêques plein pouvoir de changer tout vœu d'abstinence ou de pèlerinage en une contribution pécuniaire...........	410	95
Idem..........	Du même, qui dispense pendant cinq ans les ecclésiastiques reçus à l'ordre de sous-diacre, s'ils contribuent au passage d'outre-mer, de l'obligation de se faire recevoir au sacerdoce.	411	"

		Pages du volume.	Folios du ms.
1308.	C'est le pardon de l'Ospital Saint Jehan de Jérusalem que nostre père le pape Clément le Quint a donné au mestre et aus frères de l'Ospital devant dit pour mestre les aumonnes pour aler en la sainte terre d'outre mer et pour faire la vaie sus les Sarrasins	412	95 v°
1309. 11 février	*Vidimus* par les archevêques de Reims, de Bourges et de Tours, des bulles du pape Clément V, qui autorise les prélats de France à enquérír contre les Templiers (5 juillet 1308)	418	78
Idem	*Vidimus* par les mêmes archevêques de deux bulles du pape Clément V, qui détermine le nombre et la composition des commissions d'enquête contre les Templiers (5 juillet 1308) et autorise l'inquisiteur Guillaume à en faire partie (13 juillet 1308)	423	82
21 février [1]	*Vidimus* par l'archevêque de Tours des bulles du pape Clément V, portant envoi de ses lettres à publier en français dans tout le diocèse (12 août 1308) et des lettres du roi qui enjoint à ses officiers de remettre aux agents du pape les biens de l'ordre du Temple (16 février 1309)	424	83 v°
22 février	*Vidimus* par l'archevêque de Tours des bulles du pape Clément V qui prescrit aux archevêques et évêques de prendre en mains l'administration des biens de l'ordre du Temple (5 janvier 1309)	416	84
25 février	*Vidimus* par l'archevêque de Tours et les évêques de Nantes et d'Angers de bulles du pape Clément V, qui notifie aux prélats du diocèse la convocation d'un concile général à Vienne pour décider de l'affaire des Templiers, du passage d'outre-mer et de la réforme ecclésiastique (12 août 1308)	426	87
Idem	*Vidimus* par l'archevêque de Tours, les évêques d'Angers, de Saint-Malo et de Quimper, des bulles du pape Clément V, qui règle l'enquête à poursuivre contre les Templiers (12 août 1308)	435	80

[1] Cette date rectifie la date inscrite en marge de l'acte.

Date	Document	Pages du volume.	Folios du ms.
1309. 25 février......	*Vidimus* par l'archevêque de Tours des articles de l'enquête, joints à la bulle précédente...	441	82 v°
1309.	Modus procedendi contra singulas personas Templariorum.....................	446	86
1er mars.......	De congregacione scolarium ordinata Parisius per dominum G. Bonet, Baiocensem episcopum.	448	140 v°
3 mars........	*Vidimus* par l'archevêque de Tours des bulles du pape Clément V, qui enjoint à tout détenteur des biens du Temple d'en faire la remise aux commissaires, sous peine d'excommunication (12 août 1308).........	450	84 v°
14 avril.......	*Vidimus* par l'archevêque de Tours des lettres royaux (1er mai 1304), vidimées par Pierre Le Féron, garde de la Prévôté de Paris (15 mars 1309), qui, en reconnaissance du subside pour la guerre des Flandres, promettent à l'archevêque de Reims la réforme d'abus signalés et la concession de nombreux priviléges	454	114 v°
16 avril.......	Monicio bona et generalis contra excessus quorumdam, nomine comitis agentium, in terra de Ramofori, que episcopalis erat........	457	112
21 juillet......	Littera de Colino Lasne, de Morenna, qui cuniculos in garenna episcopi furatus erat....	461	141
6 août........	Appointement entre l'évêque d'Angers et l'abbé de St Serge, au sujet d'exploits de justice faits par les officiers de l'abbaye dans le canton du Bouchet en Villévêque.............	465	99 v°
14 août.......	Charreria ponenda in fluvio Ligeris ex parte Sti Maurilii de Esma.................	469	142
1310. 12 février......	Littera de usagio de Monnais.............	471	111 v°
1312. Avril.........	Avis soumis par l'évêque Guill. Le Maire aux pères du concile de Vienne sur les trois causes en discussion : l'affaire des Templiers, le passage d'outre-mer et la réforme ecclésiastique.	471	104
Idem..........	Protestation, adressée au concile de Vienne par l'évêque d'Angers, Guill. Le Maire, contre toute décision contraire à la liberté de l'Église de France.........................	488	111
12 avril.......	Lettre du roi Philippe IV, qui enjoint au bailli de Touraine de faire respecter la juridiction de l'évêque d'Angers dans tout son ressort..	489	59

Date	Titre	Pages du volume.	Folios du ms.
1312. 11 décembre....	Hommagium Amellandi de Tercia Curia.....	490	115 v°
Décembre......	De revocacione inhibicionis facte per Matheum de Verneia militem..................	491	116 v°
1313. 26 septembre...	Notification par l'évêque Guill. Le Maire de l'emploi fait par lui du legs de Guill. Prime, doyen des Mauges..................	493	142 v°
1314. 16 janvier......	De manerio de Buronio................	495	117 v°
3 mars........	De homagio ligio Bernardi, archidiaconi Transligerensis........................	498	121 v°
11 mars.......	Reconnaissance par Robert de Vernon, collecteur des droits de visite, de l'immunité de l'évêque d'Angers........................	500	120 v°
12 mars.......	Notification par l'évêque Guill. Le Maire de sa réclamation contre les droits de visite et de la lettre du collecteur Robert de Vernon qui mande à son commis d'Angers de ne rien exiger de l'évêque..................	502	120
19 juillet......	De suspensis latronibus apud Esventart......	503	125 v°
1315. Décembre......	Littera Ludovici regis super confirmatione privilegiorum, a patre et proavo ecclesiis concessorum..........................	505	129
	Littera composicionis pro procuracionibus habendis in prioratibus Majoris Monasterii Turonensis..........................	511	126 v°
1316. 17 janvier......	Protestation de l'évêque Guill. Le Maire contre l'enquête entreprise par Gautier Le Picard sur le fait de Phil. Gastineau, chevalier, détenu avec ses complices dans la prison épiscopale...........................	518	133
1er octobre.....	Serment d'obéissance prêté à l'évêque par l'abbé de La Boissière....................	522	143
14 octobre.....	Institucio seu constitucio yconomorum seu administratorum per episcopum facta in monasterio Sancti Sergii Andeg., abbate vacante.	522	134 v°
15 décembre....	Procuration, donnée par l'évêque d'Angers à Vincent de Châtillon, pour solliciter en cour de Rome..........................	533	146 v°
1317. 1er février......	Monicio contra P. de Sto Dyonisio, clericum comitis...........................	524	136
4 février.......	Rescripcio............................	527	137 v°
9 février.......	Aggravacio...........................	530	138 v°
12 février......	Absolucio dicti Petri..................	531	139

		Pages du volume.	Folios du ms.
1317. 19 avril	Réception par Amauri de Graon du serment de féauté de l'évêque Guill. Le Maire	533	143 v°
1377. 23 octobre	Hommage lige rendu à l'évêque Hardouin de Bueil par les archidiacres d'Outre-Maine et d'Outre-Loire	534	183
1386. 6 mars	Nomination par l'évêque Hardouin de Bueil de la doyenne du Ronceray durant la vacance de l'abbaye	535	148
29 juin	Prestation de serment par le procureur de Bertrand de Chanac, archidiacre d'Angers	535	144 v°
1398. 12 octobre	Prestation de serment par l'archidiacre d'Outre-Loire	536	143 v°
1435. 15 juillet	Hommage lige par l'archidiacre d'Angers, J. Bernard	536	143
1442. 18 mars	Hommage lige par l'archidiacre d'Angers, Alain Lequeux	537	146 v°
1445. 1er juillet	Hommage lige par l'archidiacre d'Outre-Loire, Prégent Chevalier	537	147

TABLE

DES NOMS DE LIEUX ET DES NOMS D'HOMMES.

A. Corisopitensis episcopus, page 258, 374, 435.
Aanordis, abbatissa Roncereii, 384.
Abbatis (Matheus), rector Charenceii, 501.
Abrincensis diocesis, 469.
Acconensis civitas, 276, 399.
Achéry (Dom d'), cité, 189, 203, 209, 330, 353, 386.
Ademari, Audemari (Clemens), canonicus Andegavensis, 223, 227; — officialis, 204.
Agareni, 277.
Agatha, 243.
Agenensis canonicus, 417.
Agni, Agnus (Johannes), *J. Desagneaux*, canonicus Andegavensis, 216, 217, 229, 349.
Aigues-Vives, *abbaye*, 263.
Alani (Gaufridus), sacrista Beate Marie Andeg., 471.
Alexandria, 473.
Alnetis (Guillelmus de), 459.
Amauricus. V. *Credonio (Am. de)*.
Amos, propheta, 337, 367.
Ancone, 249.
Andart (Guill. de), canonicus Andeg., 219, 223.
Andegavensis episcopus. V. *M. de Villoiseau, J. Michel, Nic. Gellent, G. de Bello Monte, Bouvery (G.), H. de Bueil, H. Arnauld, Mich. Le Pelletier, Mich. Poncet de La Rivière;* — archidiaconus. V. *J. Bernardus, B. de Chanai, B. de Balneo Regio, A. Coci, Pr. Militis, G. Robertus, G. Mathei, Guill. et Raym. de Durforti, G. de Malgia, Regis (Mich.), Normannus, Gauf. de Haya, Papin (Joh.);* — archipresbiter, 386. V. *M. de Martigné-Briant, Guillermus;* — ballivus, 271, 273, 325, 326, 331, 347, 354, 395, 523, 526. V. *G. de Noa, P. Enouvre;* — subballivus. V. *M. de Bougival, J. Leroux, D. Bidouyn, Rob. de Dordan;* — cantor. V. *Mulceio (J. de);* — decanus, 220, 469, 491. V. *Th. Denart, G. Rigauld, Petrus...;* — officialis, 326, 354, 530, 464. V. *Cl. Audemari, P. Chopin, M. Ferrandi, St. de Burgulio, Giraudus;* — penitenciarius. V. *P. de Marlhaco;* — preco. V. *Reginaldus;* — scolasticus. V. *P. Bertrandi, J. de Bosco, J. Marembert;* — senescallus, 464; — thesaurarius, 449. V. *G. Bonnet.*
Andegavia, *Angeou, l'Anjou*, 244, 318, 340, 448, 449, 494.
Andegavie comes, 266, 270, 293, 314, 327, 332, 351, 354, 387, 396, 397, 459, 467, 471, 526, 528, 530. V. *Fulco, Henricus, Karolus;* — consuetudines et usus, 309.

Andegavis, 245, 274, 279, 323, 340, 361, 388, 462, 493, 503, 517; — castrum, 260, 304, 355; — palatium, 271, 533, 534, 536, 466, 468; — domus episcopi, 354; — curia, 500, 501, 533; — hale, 326, 351, 467; — porta Andegavina, 254, 504; — concilium, 197, 274; — synodus, 355; — parochiæ. V. *S. Samson, S. Michael de Palude, S. Michael de Tertro, S. Sergius, S. Laudus;* — conventus. V. *S. Albinus, S. Sergius, Omnes Sancti, Beata Maria, Minores, Saccini, Filie Dei.*

Andigné (D'), 284.

Andinaie (L'), 306.

Andreas, 230.

Angeou. V. *Andegavia.*

Angers. V. *Andegavis;* — (Musée d'), 260; — Jardin des plantes, 205.

Angleura, 372, 373, 374.

Anglia, 249, 252.

Anglici (Guillotus), 526, 527.

Anglorum rex, 241, 249, 321.

Aniciensis canonicus, 536.

Aniseyo (Gaufridus de), vicecomes Baiocensis, 372.

Apendutum, *Pendu,* c^ne de Morannes, 344. V. *Mota de Pendu.*

Apulie dux, 293.

Aqua viva, *Aigues-Vives;* — (abbas de), 263.

Aquitania, 430, 438, 439, 440.

Ardenne, c^ne de Corzé; — (Guillaume d'), 503, 504, 505.

Aremburge, comtesse d'Anjou, 266.

Areolis (Johannes de), canonicus Andeg., 223, 238.

Argenton (rector de), 296.

Armenie regnum, 400, 402.

Arnauld (Henri), *évêque d'Angers,* 191, 201.

Arragonia, 316.

Arrius, 473.

Auda, 234.

Audemari. V. *Ademari.*

Augustinus (S^tus), 330, 363, 364, 368, 369, 474.

Aurifaber. V. *Richardus.*

Authion (L'), rivière, 266, 280.

Avenio, 536.

Averium. *Avoir,* c^ne de Longué. — Aimeri, Haimericus, Hemericus de Averio, 197, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 307.

Avranches, 245.

Auvigne (Joh. d'), 471.

B..., Macloviensis episcopus, 374, lege *R[obertus].*

Babilonicus tyrannus, 276, 399.

Badier (Radulfus), 305.

Bail, cité, 472.

Baiocense collegium, 493.

Baiocensis episcopus. V. *G. Bonnet;* — archidiaconus. V. *G. Cenglier;* — vicecomes. V. *G. de Aniseyo.*

Ballain, cité, 204.

Balneo Regio (Bernardus), vices archidiaconi gerens, 292, 294.

Baracé, canton de Durtal, 192; — (Math. de), abbé de Mélinais, 236.

Barbitonsor (Guill.), 504; — (Simon), 273; — (Johannes), 468; — (Petrus), 393.

Barbitontrix (Johanna), 273.

Bardoul (Gaufridus), 273.

Baril (Guill.), canonicus Andeg., 223, 232.

Baronius, cité, 197.

Basogiæ, *Basouges,* 232.

Bauceio, Baucay (Hugo de), 250, 257, 259, 394, 395.

Baugeium, *Baugé,* chef-lieu d'arrondissement, 219, 230, 250, 265, 272, 284, 298, 301, 342, 394, 396, 461, 503.

Baune, Bauneium, Bauneyum, *Bauné*, c^on de Seiches, 193, 200, 235, 296, 304, 350, 396.
Bayeux. V. *Baiocensis.*
Beata Maria Andegavensis, *Notre-Dame du Ronceray,* abbaye, Angers, 207, 233, 333, 334, 384, 385, 530, 535, 536.
Beata Maria de Fixa, 233, 234.
Beata Maria Parisiensis, 376.
Beatus Albinus. V. *Sanctus Albinus.*
Beaufort-en-Vallée, chef-lieu de canton, 230, 284, 301, 392.
Beaumez (De), 250.
Beaumont (Guill. de), évêque d'Angers, 204, 241, 280.
Beaupréau, chef-lieu de canton, 493.
Beauvais, 271.
Beauventre (Dyonisius), 273.
Bechet (Math.), 301.
Bella Vallis, *Beauvau,* prieuré de St-Serge d'Angers, canton de Seiches, 523, 525, 527, 528, 530, 531.
Bella Villa, Belle ville (Mauricius de), 317, 319.
Bello Monte (Johannes de), 250, 256, 259; — (Robertus de), 493.
Bello Visu (Joh. de), 464.
Bellum Forte, *Beaufort,* anc. prieuré de Toussaint d'Angers; — (prior de), 301; — (castellanus de), 392, 393.
Beloyn (Math.), 245, 288, 290, 307.
Beloynière (La), *La Blunière,* c^ne de Villévêque, 197, 287, 288, 306, 307.
Benedictus (S^tus), 522.
Benedictus papa XIII, 536.
Benoît XI, pape, 216.
Benoît (Denis), évêque du Mans, 200.
Berangier (Petrus), 396.
Beraut (Stephanus), 244.
Berengarius, cardinalis, 420, 430, 438.
Bernard (S^t), cité, 487.
Bernardi (Raymundus). V. *R. B. de Durforti.*
Bernardus (Joh.), archidiaconus Andegavensis, 536.
Berthe, cité, 204.
Bertrandi (Petrus), scolasticus Andegavensis, 535.
Bertrandus. V. *B. de Chanac.*
Beuson, 292, 296. V. *Bosonium.*
Bidon, Bidouyn (Darianus), subballivus Andeg., 350, 471.
Bierné, 349.
Bili (Guill.), canonicus Andeg., 223.
Bitin (Guill. de), 468, 469.
Bituria, 244, 339.
Bituricense concilium, 310.
Bituricensis archiepiscopus, 264, 418. V. *Egidius.*
Blesensis archidiaconus, 281, 282.
Blodium, *Blou,* canton de Longué, 195, 196, 250, 257, 259, 392, 457.
Blondelli (Nicasius), 471; — (Stephanus), 273.
Blouen, Bluin (Guill.), 521.
Blunière (La). V. *La Beloynière.*
Bocheit, Bochet, Bochetum, *Bouchet,* c^ne de Villévêque, 465, 466, 467, 468, 469.
Bois-d'Angers (Le), c^ne de St-Jean-des-Mauvrets, 324.
Bois-l'Abbé (Le). V. *Boscus Abbatis.*
Bomy (Guill. de), 274.
Bonay (Petrus de), serviens regis, 354, 355, 362, 363, 373.
Bonet, Bonnet (Guill.), thesaurarius Andeg., 217, 218, 221, 223, 229, 238, 239, 271, 282, 304, 306, 345; — Baiocensis episc., 448, 493, 494.
Bonifacius papa VIII, 375, 380, 480, 481.
Bordean (Joh.), 265.
Boscheron (Joh.), 273.
Bosco (Joh. de), canonicus Andeg., 216,

217, 221, 227, 229; — scolasticus Andeg., 344, 349; — (Guill.), 396.
Bosco Giraudi (Bernardus de), rector S[te] Crucis, 498.
Boscus abbatis, *Bois-l'Abbé*, c[ne] d'Ecouflant, 297, 466, 467.
Bosonium, Beuson, *Beuson*, c[ne] d'Écouflant, 292, 298, 303; — (Mauricius. Morice de), 239, 292, 294, 296.
Botarii (Herbertus), rector Villæ Episcopi. 385.
Botart (Mich.), 273.
Bouchetum nemus, *Les Bouchets*, c[ne] de Villévêque, 197, 304, 305. V. *Bochet.*
Bouchillon (Gervaise de), 498.
Boues (Oliverius), 469.
Bouesté (La). V. *Busta.*
Bougival (Math. de), subballivus Andeg., 471.
Bourbon-Vendôme (De), 250.
Bourdigné, cité, 207.
Bourges, 310.
Bourgueil. V. *Burgulium.*
Boutaric, cité, 388.
Bouvery (Guill.), évêque d'Angers, 196.
Boveio (Guill. de), 273. — *Forsan legendum* Boneium. V. *Bonay.*
Brachesaccum, *Brissac*, c[on] de Thouarcé, 197, 265.
Brechier (Ranulphus), 468.
Bremium, Bremium super Autyon, Brenium, *Brain-sur-l'Authion*, canton S. E. d'Angers, 237, 499; — (Guillelmus de), rector Vadi Danielis, 385; — archipresbyter de Ludio, 398, 461, 464, 471, 473, 496, 498, 499, 520; — (Joh. de), doyen de Saint-Jean d'Angers, 534.
Bria *alias* de Dordan (Joh. de), 392.
Briencium, Brienconium, Briencon, *Briançon*, c[ne] de Bauné, 195, 200, 246, 247, 260, 395, 396.
Brienne (Rob. de), 251.
Briguebec (Hugo de), 469.
Briocensis episcopus, 225, 358, 374. Voy. G[*aufridus*].
Brioletum, *Briolay*, chef-lieu de canton, arrondissement d'Angers, 195, 249, 250, 251, 252, 257, 258, 260, 295, 306, 395, 396, 495.
Brion, *Brion*, c[on] de Beaufort, 193, 230; — (Simon de), legatus, 310.
Brissac. V. *Brachesaccum.*
Brissartha, *Brissarthe*, c[on] de Châteauneuf. 464.
Brito (Gaufridus), 273; — (Rogerus), 273; — (Yvo), 273.
Brolio (Joh. de), 396; — (Mic. de), 396.
Brossier, cité, 189, 190.
Bruneau de Tartifume, cité, 204.
Bruyeria, *Les Bruères*, c[ne] de Bauné, 396.
Brueil (Hardouin de), évêque d'Angers, 251, 260, 534, 535, 536, 537.
Buort (Petrus), 273. V. *Ulula.*
Burgondus (Johannes), 273.
Burguliensis archipresbiter, 204, 223, 236, 457. V. *Guillermus.*
Burgulium, *Bourgueil* (Indre-et-Loire), 193, 230; — (Stephanus de), archidiaconus, 194, 238, 391, 397; — officialis, 349.
Buronium, *Le Buron*, c[ne] de Morannes. 495, 496, 497.
Burre (Joh.), 468.
Busta, *La Boueste*, c[ne] de la Daguenière. 351.
Buxeria, *La Boissière*, abbaye cistercienne. c[ne] de Dénezé, 522. V. *Petrus.*
Byturia. V. *Bituria.*

Cabilonense concilium, 524.
Calcedonense concilium, 488.
Calidum Furnum, *Chaufour*, c[ne] de S[t]-Barthélemy; — (Robertus de), 194, 197, 236, 238, 292, 293, 294, 295, 298, 299.
Camilliacum, *Chemillé*, chef-lieu de canton,

arrondissement de Cholet, 195, 208, 250, 257, 260, 262; — (Guid. de), 196, 206, 250, 256; — (prior de), 262; — decanus. V. *Joh. Pictavensis.*

Campus dominicus, *Chaudemanche,* c^ne de Morannes, 464; — (Huet de), 464.

Candé, chef-lieu de canton, 317, 319.

Cantuarensis archiepiscopus, 487.

Capellani (Guill.), rector Savigneii, 464.

Capua, 293.

Carbee, *Carbay,* c^on de Pouancé; — (prior de), 513.

Carnifex (Dyonisius), 273; — (Jametus), 273; — (Michael), 273, 350; — (Thomas), 234.

Carnotensis ecclesia, 281, 282; — capicerius, 304, 391, 470. V. *L. Vicini, G. de Vindocino;* — decanus, 417; — subdecanus. V. *P. Leriche.*

Carolus, comes Andegavie, 318, 390.

Carolus Magnus, imperator, 265. V. *Karolus Magnus.*

Carpentarius (Aubertus), 273; — (Blanelotus) dictus Cartage, 274; — (Joh.), 468.

Castellione (Vicencius de), clericus, 533.

Castra, Chartres *alias* La Chevrière, *Chartres,* c^ne de Moranne, 461.

Castrum Gonterii, *Châteaugontier,* 349, 458, 526.

Castrum Novum, *Châteauneuf-s.-Sarthe,* chef-lieu de canton, arrondissement de Segré, 447, 464, 491; — (Remundus de), canonicus Andeg., 214.

Caturcensis diocesis, 498.

Caynone (Petrus de), 273.

Cenglier (Gaufridus), archidiaconus Baiocensis, 397.

Cenomannensis diocesis, 357, 448, 501; — ecclesia, 358; — episcopus, 196, 200, 225, 261, 274, 449; — decanus, 391. V. *G. de Pertico, P. Gouiol;* — moneta, 494.

Cenomannia, 448, 449, 494.

Cenomannis, 239, 340.

Cepia, *Seiches,* chef-lieu de canton, arrondissement de Baugé, 204, 244, 253, 272, 296, 304, 342, 503; — (rector de). V. *Joh. Guillot, Guill. Guillot, Johannes.*

Challes. V. *Carolus.*

Chalonna, Challone, *Chalonnes-sur-Loire,* chef-lieu de canton, arrondissement d'Angers, 235, 260, 296, 504.

Chamaillart (Hamelin), 495.

Chamallart (Mauricius), 471.

Chamberi (Petrus de), 240.

Champgarnier (Herbertus), 468.

Champigne (Mauricius de), 521.

Chanac (Bertrandus de), archidiaconus Andegav., 535, 536.

Chantereau (Alain), 495.

Chanteussé, 490, 491.

Chapes, Chappe, *Chappes,* c^ne de Longué, 197, 280, 285; — (territorium de), 284, 288; — (grangia de), 287; — (nemus de), 280, 286.

Charboniau (Gaufridus), 396.

Charencii rector, 501.

Charlemagne. V. *Carolus* et *Karolus.*

Charles le Chauve, 265.

Charnacé (Reginaldus de), 305.

Chartres. V. *Castra.*

Chastelliers (Joh. des), 470.

Château-la-Vallière, 231.

Châteauneuf. V. *Castrum Novum.*

Chateillon, 339.

Chatelain, 349.

Chaufour. V. *Calidum Furnum.*

Chemereium in Radesiis, 522.

Chemillé. V. *Camilliacum.*

Chemireium, *Chemiré-sur-Sarthe,* c^on de Châteauneuf, 251; — (Alanus de), 398, 495, 496; — (Guillelmus de), 495, 496; — (Olivier de), 495.

Chênehutte, c^ne de *Chênehutte-les-Tuffeaux*, 391.
Chesneia (Guill. de), senescallus episcopi, 461, 465, 471, 498.
Chevalier. V. *Militis.*
Chevreoul, Chevreul, Chevroul (Math.), canonicus S. Joh. Andeg., 385, 494; — sigillator curie, 500.
Chevrier (Joh.), 273.
Chevrière (La). V. *Castra.*
Chivre (Philippus de), 296.
Cholet, chef-lieu d'arrondissement, 210, 250, 396, 493.
Chopin (P.), officialis, 493, 500.
Cipri regnum, 401, 402.
Cisterciensis ordo, 293, 522.
Claudus (Mauricius), 273.
Cleers, Cleieris (Gaufridus de), 296; — (Guiotus de), 274.
Clemens papa V, 391, 398, 408, 410, 411, 412, 416, 418, 423, 424, 425, 426, 435, 441, 446, 451, 465, 472, 498, 500, 502, 518.
Clemens papa VII, 536.
Clous-l'Abbé (Le), 518, 520.
Cogeium, Quoce (Joh. de), 304, 471.
Coci, *Lequeux* (Alanus), archidiaconus Andegavensis, 537.
Coessin (Joh.), 273.
Colaines, *Coulaines*, c^ne de La Possonnière; — (Baldoinus de), 464.
Comis (Math. de), 499.
Compendium, 340.
Conilleaux (Les), c^ne de Villévêque, 301.
Constanciensis ballivus, 370.
Constancii (Bernard), 500.
Constantinopolitanum concilium, 488.
Constantinus, imperator, 329, 330, 338, 368.
Coopertor, Coopertoris (Egidius), legum professor, 469, 493, 499, 500. V. *Lecouvrous* (Giles) et *Tector* (Rob.).
Corcillon, Courcillon (Guill. de), 257, 346, 347, 491; — (Huet de), 534; — (Hugo de), 344, 346, 347.
Corisopitensis episcopus, 225, 250, 251, 256, 274, 358. V. *Morel.*
Cornillec (Reginaldus), 535.
Cornouaille (évêque de), 195.
Corona, *Grand-Couronne,* arrondissement de Rouen, 209, 210.
Cortin, Courtin, Crotin clausum, 301.
Cortin (Hugo), canonicus Andeg., 223.
Corzeium, *Corzé,* canton de Seiches, 244.
Cossé-Brissac (De), 304.
Cossé-le-Vivien, 526.
Coudreia (Martinus de), 396.
Coupehart (Joh.), 273.
Court-Jarret (Guill.), 273.
Coysic (Guill.), 385.
Credonium, *Craon* (Mayenne); — (decanus de), 204, 208, 209, 210, 211, 219, 223, 228, 491. V. *Picot* (Math.); — (Amauricus, Amauri de), 196, 200, 208, 249, 251, 252, 253, 257, 258, 259, 260, 395, 396, 397, 491, 493, 495, 533; — (Marie de), 251.
Créquy (Louis de), 288.
Crochet (Guill.), presbiter, 524; — (Guill. de), officialis, 527, 530, 532.
Cuer de Rey (Petrus), 314.
Curia (Guill. de), 235.

Daguenière (La), c^on S. E. d'Angers, 351.
Daillon (De), 247.
Daniel [Vigier de Guéméné], episcopus Nannetensis, 426, 435.
Dauli (Joh.), clericus, 398.
Daumeray, canton de Durtal, 192.
Daumere (Droco), 501.
David, 330, 370.
David, ballivus. V. *D. de Suis Domibus.*
Demostenes, 323, 339.
Denart (Thomas), doyen d'Angers, 469, 497.

Dénezé-sous-le-Lude, c^on de Noyant, 522.
Denisi (Joh. de), 304.
Desagneaux (Jean). V. *Joh. Agni.*
Desertum, 449.
Des Milliers (Fulco), 522.
Diceyo (rector de), 237.
Dieusie, c^on de Rochefort-sur-Loire, 304.
Dissé-sous-le-Lude. V. *Diceyum.*
Dolensis episcopus, 195, 216, 250, 251, 253, 274, 281. V. *Joh. de Bosco, Thob. de Pouancé.*
Dommartin, Donno Martino (Joh. de), 194, 235, 236, 238.
Dordan (Robertus de), subballivus Andeg., 272.
Doué, chef-lieu de canton, arrondissement de Saumur, 262.
Dougant (Joh.), 395.
Ducange, cité, 310.
Dumesnil, cité, 190.
Dupin, cité, 191.
Dupuy, cité, 375, 418, 424, 435, 440, 441.
Duranti (Guill.), évêque de Mende, 472.
Duroforti (Raym. Bernardi de), archidiaconus, 498; — (Gallardus de), archidiaconus, 501.
Durtal, chef-lieu de canton, arrondissement de Baugé, 239, 253, 461.
Dynoie (Math.), 273.

Eaumundus (S^tus), 487.
Écharbot, c^ne de Saint-Silvin, 298.
Échemiré, canton de Baugé, 219.
Écouflant, canton N. E. d'Angers, 205, 237, 239, 264.
Egidius [de Roma], archiepisc. Bituricensis, 418, 423.
Egidius, *Gilet*, castellanus Pontis Seii, 266, 267, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 313.
Egidius, decanus. V. *E. Rigault.*
Elemosinaria (Juliota), 505.
Enouvre (Petrus), 526.
Ephesinum concilium, 488.
Esma villa. V. *S^tus Maurilius de Esma.*
Esmenart (Guido), 521.
Espinou (Gaufridus, Johannes d'), 490.
Esventart, manerium episcopi, *Eventard*, c^ne d'Écouflant, 194, 197, 204, 205, 235, 236, 237, 238, 245, 292, 296, 297, 298, 299, 302, 317, 386, 497, 499, 503, 504, 505.
Ezechias, 473.

Faber (Petrus), 273.
Félibien, cité, 448.
Ferrandi, Ferrant (Math.), officialis, 469, 524.
Ferreriæ, 343.
Filie Dei Andegav., 207.
Fixa, *La Flèche* (Sarthe), 193, 231, 232, 237, 243; — (leprosaria de), 232, 233; — (fabrica de), 233; — archipresbiter de). V. *Johannes* (Radulphus de), 385.
Flamingi, 506.
Flandria, 454.
Florie (Guill.), 468.
Folchacorum comes, 293.
Fontibus (Joh. de), 459.
Fontis Ebraudi abbatia, *Fontevraud*, canton S. de Saumur, 397; — prioratus, 266, 267, 272, 313, 315, 470.
Foresii comitatus, 506.
Forestarius, Forestier, Le Forestier (Colinus), 243, 244, 245.
Fornil (Mic.), 243.
Forrarius (Petrus), 305.
Forreau (Rob.), canonicus Andeg., 223.
Forrerius, 305.
Fossa (Guill. de), 449; — (Petrus de), 273.
Foulques Réchin, comte d'Anjou, 266.
Four-de-la-Saunerie (Le), 386.

Fournereau (D.), cité, 192.
Francia, 213, 214, 287, 292, 368, 375, 381, 383, 393, 417, 420, 430, 431, 437, 438, 439, 440, 452, 457, 477, 500, 502.
Francie, Francorum rex, 208, 209, 210, 228, 231, 233, 235, 239, 240, 249, 252, 304, 318, 320, 322, 329, 331, 334, 338, 341, 342, 343, 357, 358, 363, 370, 372, 373, 388, 389, 390, 402, 416, 419, 423, 425, 429, 454, 457, 459, 464, 518. V. *Ludovicus IX, Philippus II, Philippus III, Philippus IV.*
Frères sacs (Les). V. *Saccini.*
Fresnaie (La), 342.
Fresne (Le), 280.
Fulco, archidiaconus, 469, 491, 493.
Furnerius (Roaudus), 273.

G... decanus Turonensis, 213, 225, 275.
G[aufridus], Briocensis episcopus, 374.
Gadant (Stephanus), 273.
Gallicana ecclesia, 376, 379, 489.
Galterus, serviens, 464.
Gastinelli, Gastineau (Phil.), 518, 519, 521.
Gatinais (Le), 343.
Gaufridus, archidiaconus Transligerensis, 216, 217, 221, 223, 228, 230, 231, 233, 238, 254, 271, 287, 292, 294, 296, 297, 298, 299, 306, 344, 352; — archipresbiter Ludii. V. *Rex (G.)*; — archipresbiter Burguliensis, 352, 514; — decanus de Inter Sartam et Meduanam, 344; — sacrista Beate Marie Andeg., 384, 385.
Gaufridus, archiepiscopus Turonensis, V. *Haya (G. de).*
Gauveing (Math.), 504, 505.
Gedoin (Joh.), 263.
Gellent (Guill.), 204; — (Nicolaus), episcopus Andegavensis, 190, 192, 197, 203, 204, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 220, 223, 224, 229, 242, 280, 281, 282, 288, 290, 292, 293, 294, 297, 299, 306, 307, 344, 347.
Gene, *Gennes*, chef-lieu de canton, arrondissement de Saumur; — (Odo de), canonicus Andeg., 223.
Gentiliacum, 449.
Geraldi (Hugo), 417.
Gervasius, capellanus episcopi, 344.
Gigot (Henricus), 396.
Gilet. V. *Egidius.*
Gilleberti (Egidius), 273.
Girardus, miles, 296.
Girardus, archidiaconus Transligerensis. V. *Malgia (G. de).*
Giraudus, officialis, 296, 298.
Giroart (Raginaldus), 273.
Godefredus, 304.
Goesson (Hemericus), 273.
Gonnort, c^on de Thouarcé; — (Joh. de), 521.
Gouiol (Petrus), decanus Cenomannensis, 470.
Goulovres (Fouquetus de), 395.
Gouyllays (Thomas), clericus, 385.
Grand-Couronne. V. *Corona.*
Grassa, La Grasse, *La Grace*, c^ne de Villévêque; — (Feodum de), 287, 288, 290, 306, 307; — (Petrus de), 307, 308, 309.
Gratequesse, *Grattecuisse*, c^ne de Chemiré-sur-Sarthe, 195, 196, 251, 256, 259.
Gravella (Guill. de), 468, 469, 501, 533.
Gregorius (S^tus), 485.
Gregorius papa X, 523; — papa XI, 534.
Grez, Grez supra Meduanam, *Grez-sur-Maine*, c^ne de Grez-Neuville, 526, 528, 530, 532.
Grille (Fr.), cité, 201.
Grosse, Grousse (Guill.), 464, 471, 499, 511.

Gruau (Joh.), 395.
Grue (Joh. de), 459, 460.
Guédéniau. V. *Vadum Danielis*.
Guibé (M.), 190.
Guido [de la Roche-Tanguy], decanus de Maugia, 511; — clericus comitis, 271.
Guillermus, episcopus Redonensis, 250, 258.
Guillermus, 273; — archipresbiter Burguliensis, 223, 238, 304, 306, 344, 349; — thesaurarius Andeg. V. *Bonet* (*G.*); — archipresbiter de Ludio, 491, 495; — decanus S^{ti} Martini Andeg., 223; — inquisitor, 418, 419, 420, 421, 424; — rector de Diceyo, 237.
Guillet (Joh.), rector Cepie, 204, 272, 273, 296.
Guillotin (Guill.), 471.
Guinart (Joh.), 468.
Guitier (Johannes), 301.

H... Venetensis episcopus. V. *Henricus* (Tore).
Haya, Haia (Andreas), canonicus Andegavensis, 223, 314, 349; — (Gaufridus de), archidiaconus Transligerensis, 229; — archiepiscopus Turonensis, 238, 512; — (Guido de), 521; — (Matheus de), 397; — (dominus de), 490, 491.
Hauréau, cité, 200.
Hénon (Herveus de), 384.
Henri II d'Angleterre, 241, 266.
Henricus [Tore], episcopus Venetensis, 207, 208.
Herberti (Radulphus), 469.
Herbertus, rector de Villa Episcopi, 534; — rector de Chatelain, 349; — serviens, 467.
Hernancuria Sicca (Martinus de), canonicus Andeg., 213, 215.
Hérouval (D. d'), 203.
Herva curia sicca; lege : *Hernancuria Sicca*.
Homo Dei (Gervasius), canonicus Andeg., 223, 238, 239, 266, 271, 272, 273, 314, 349.
Hongrie (*La*), 253.
Hospitalis S^{ti} Johannis fratres, 279, 401, 408, 410, 412, 475; — procurator, 405.
Hugo, archipresbiter Salmuriensis. V. *Odardi* (Hugo).
Hugueti (Guill.), 501.

Isaias, Ysaias, 335, 336, 482.
Israel, 369.
Isrhaeliticus populus, 330.

Jallais, c^{on} de Beaupréau, 493.
Jansonii (Guill.), 536.
Jaquetus, 212.
Jarzeyum, *Jarzé*, canton de Seiches; — (ecclesia de), 342.
Jean Chrysostome (S^t), 485.
Jean l'Évangéliste (S^t), 339.
Jeremias, 367, 368.
Jeronymus, 364, 366, 473, 485.
Jerusalem, 369, 418, 474, 483, 486, 488.
Job, 363.
Johanna, 244, 301.
Johannes, scolasticus. V. *Marembert* (*Joh.*); — abbas S^{ti} Sergii. V. *Rebours* (*Joh.*); — episcopus Andeg. V. *Michel* (*Joh.*).
Johannes papa XXII, 531.
Johannes, abbas Majoris Monasterii, 511, 517; — prior de Verronio, 523; — archipresbiter de Fixa, 352; — archidiaconus Transligerensis, 263; — cardinalis, 380; — cantor Andegavensis. V. *Mulceio* (*J. de*); — officialis, 306, 309; — decanus de Camilliaco. V. *Pictavensis* (*Joh.*); — rector de Baune. V. *Major* (*Joh.*); — rector de Cepia, 304; — rector de Lezigneio, 242, 243.

Johannes Baptista (Stus), 489.
Jollani (Gregorius), 301.
Jollaynière (La), *La Joulainerie,* cne de Villévêque, 301.
Judas Macabeus, 331.
Judei, 336.
Juhellus, celerarius Sti Sergii, 467; — prior de Bella Valle, 523.
Jumelles, con de Longué, 392.
Justinianus imperator, 329, 338, 368.

Karolus comes, 293, 304, 316, 332, 339, 341, 374, 384, 391, 470, 523.
Karolus Magnus, imperator, 268, 329, 330, 338, 369, 457.
Katerina, 243, 244, 245.

Labbe, cité, 426, 435, 451.
La Duchesse (Burgeta), 468.
La Flèche. V. *Fixa.*
La Guinarde (Gileta), 468.
La Ligerote, 244.
Lalou (Laurentius de), 273.
Lambale (Laurentius de), 314.
Landinaye, boscus, 306.
Landri (Guill.), 471.
Landulphus, cardinalis, 420, 430, 438.
Lane, Larne, Lasne (Colinus), 461, 462, 463, 464, 465.
Langeais. V. *Lenges.*
Larcayum, Larcay, 227.
Larchevêque de Parthenay, 253.
L'Armeurier (Robertus), 313.
Lateranense concilium, 488.
Lathan (Le), 280.
La Torace (Juliana), 237.
Laval (De), 250, 251.
Léaumont (De), 250.
Lebaacle (Hemericus), canonicus Andeg., 223.
Le Bigot (Guill.), 273.
Leboine, Leboyne (Mauricius), 294, 296.
Le Borgne (Maurice), 197.
Le Borrelier (Thomas), 234.
Le Caorcin (Mauricius), 234.
Le Charretier. V. *Quadrigarius.*
Le Chenu (Odinus), 273.
Lecoc (Laurencius), 468; — (Robinus), 468.
Le Cordier (Petrus), 273.
Le Cotelier, 469.
Lecouvreur (Robert), 221. V. *Tector (Rob.).*
Lecouvrous (Giles), 221, 496, 498. V. *Coopertor* (Egidius).
Leduc, 466, 468.
Lefebvre de Laubrières, 247.
Le Féron (Petrus), prepositus Parisiensis, 454.
Lejumeau, 250.
Lemée (Math.), 468.
Le Menistre (Robertus), 471.
Lenges, *Langeais* (Indre-et-Loire), 193, 230, 261.
Leire. V. *Ligeris.*
Leo papa, 486.
Leonensis episcopus, 195, 225, 250, 251, 256, 258, 274, 358.
Le Pé. V. *Podium.*
Lepeletier (Joh.), 464.
Le Pelletier (Mich.), évêque d'Angers, 204.
Le Picard. V. *Picardi.*
Le Puazin (Joh.), 273.
Lequeux. V. *Coci* (Alanus).
Le Raale (Garinus), canonicus Andeg., 223, 300.
Leriche (Petrus), subdecanus Carnotensis, 470.
Le Roier (Petrus), episcopus Cenomannensis, 274.
Leroux (Joh.), subballivus Andeg., 526.
Lescot (Robertus), 460.
Lescuier (Goufrey), 495.
L'Esné (Radulphus), 273.

Levessel (Guy), 498; — (Lucas), 498.
Le Vigoreux, Le Vigouroux, Le Vigroux, Le Viguereux (Guill.), 294; — (Joh.), 504, 505; — (Math.), 305, 504, 505.
Lezigneium, *Lezigné*, c^on de Seiches, 194, 242, 243.
Ligeris, *Leire, la Loire*, 237, 238, 260, 263, 265, 266, 267, 268, 269, 271, 304, 313, 469, 470.
Ligerius, 273.
Lion-d'Angers (Le), chef-lieu de canton, arrondissement de Segré, 513, 526.
Lochæ, *Loches* (Indre-et-Loire), 242.
Lointier (Joh.), 273.
Loir (Le), 197, 253, 295.
Loisel, cité, 271.
Longum Vadum, Longué, chef-lieu de canton, arrondissement de Baugé, 250, 280, 284, 298, 392, 394, 457.
Lorin (Ph.), 498.
Lorifrae (Lucas de), 505.
L'Orson (Joh.), 273.
Loudun, 385, 386.
Louet (Le), rivière, 266.
Louis (S^t). V. *Ludovicus IX*.
Louroux (Le), abbaye. V. *Oratorium*.
Louroux-Béconnais (Le), chef-lieu de canton, arrondissement d'Angers, 293.
Lubleio (Math. de), 273, 305.
Ludium, *Le Lude* (Sarthe), 193, 232, 237; — prior de, 232; — archipresbiter, 465. V. *Rex (Gaufridus), Mauhuyon (Guill.), Muro (P. de), Brein (Guill. de)*.
Ludovicus Pius, imperator, 457.
Ludovicus VIII, 241.
Ludovicus IX, 241, 316, 318, 329, 338, 348, 368, 369, 370, 372, 386, 454, 506, 508.
Ludovicus X, 505.
Lugdunense concilium, 279, 327, 523, 525.
Lugdunensis archiepiscopus, 384.
Lugdunum, *Lyon*, 383, 428, 436.
Luigneium, *Luigné*, c^on de Thouarcé, 465.
Lys (Abbaye du), 228, 233.

Macé, prieur du Pont, 534.
Macloviensis episcopus, 195, 225, 250, 251, 256, 258, 274, 374.
Macon (Macé de), 288.
Madeleine (Chapelle de La), c^ne de Morannes, 201.
Mailliaco (Gaufr. de), rector de Ulmis, 262, 263.
Maine (La). V. *Meduana*.
Major (Joh.), frater episcopi, rector de Banneio, 200, 235, 286, 287, 291, 292, 296, 304, 314.
Majus Monasterium, *Marmoutier*, abb. bénédictine, 262, 263, 481, 511, 517.
Malapert, 504.
Mallier (Nic.), 464.
Malum Leporarium, *Maulévrier*, c^on de Cholet, 396.
Malus Nidus, Mauni dictus Pinaut (Joh. de), canonicus Andeg., 223, 468, 504.
Mans (Le). V. *Cenomannis*.
Manselet (Mic.), 466, 468.
Marchegay, cité, 190, 266, 397.
Marcilleio (Guill. de), 271, 304, 314.
Marembert (Joh.), scolasticus Andegav., 208, 209, 210, 216, 217, 223, 229, 314, 344.
Marlhaco (Pet. de), penitenciarius Andeg., 535.
Marolio (Oliverius de), canonicus Andeg., 223.
Marmoutier. V. *Majus Monasterium*.
Martigné-le-Briant, *Martigné-Briant*, c^on de Doué, 204; — (Mauricius de), archipresbiter Andegavensis, 204, 267, 269, 272, 296, 298, 306, 314, 352.
Martin (M.), 190.
Martinière (De La), 267.
Martrel (Sylv. de), 471.

Mathefelon, c^ne de Seiches; — (Theobaldus de), 253.
Mathei (Guill.), archidiaconus Transligerensis, 534, 535.
Matheus, decanus de Credonio. V. *Picot* (*M.*).
Matheus, abbas Mellinensis, 352.
Mathieu (S^t), 339, 366, 473, 489.
Maudet (Phil.), 464.
Maugia, *les Mauges* (decanus de). V. *Guido*, *Prime* (*G.*).
Maugia (Girardus de), [*alias* de Monte Rebelli), archidiaconus Transvigenensis, 210, 211, 212, 213, 216, 217, 223, 229, 230, 248, 251, 262.
Mauhuyon (Guill. de), archipresbiter de Ludio, 384, 466, 469.
Mauriani monachi, 353.
Medietarii (Joh.), 243.
Meduana, *la Maine*, *la Mayenne*, rivière, 297, 299, 526.
Meduana (Robertus de), 494.
Meldunum, Meledunum, *Melun*, 228, 233, 389, 390.
Mellet (Droco), 469.
Mellier (Joh.), clericus, 524, 528.
Mellineis, Mellineyum, *Mélinais*, abbaye (Sarthe), 193, 194, 231, 232, 236.
Mellinensis abbas, 236, 262, 352. V. *Math. de Barace*; — canonicus, 237.
Ménage (G.), cité, 189.
Mende (évêque de), 199, 472.
Menuau (Mich.), 526.
Merallum, prioratus S^ti Sergii Andeg., 526, 528, 530, 532.
Mercerius (Gaufridus), 273; — (Joh.), 273.
Mez (Egidius de), legum professor, 397, 464, 471.
Michael, 233.
Michael, abbas Omnium Sanctorum Andeg., 301, 352.
Michael (Petrus), clericus, 393.
Michée, 366.
Michel (Jean), évêque d'Angers, 189, 537.
Michel de Villoiseau. V. *Villoiseau*.
Militis, *Chevalier* (Pregentius), 537.
Minorum ordo Andeg., 207, 314, 415, 418, 423, 440.
Moinne, *Monnet?*, c^ne de Brion, 284, 285.
Molendini, manerium, 263.
Moliherna, *Mouliherne*, c^on de Baugé, 394.
Monet. V. *Moinne*.
Moneys, *Monnais*, c^ne de Jumelles; — (foresta de), 392, 471.
Monmartin. V. *Domnomartino*.
Mons Ademari, 248.
Mons Bazonis, *Montbazon* (Indre-et-Loire); — (Reginaldus de), archiepiscopus Turonensis, 226, 227, 248, 251, 260, 261, 274, 279, 374, 416, 418, 423, 424, 426, 435, 441, 450.
Mons Beati Michaelis in Monte Tumba, *le Mont-Saint-Michel*, 245.
Mons Johannis, *Montjean*, c^on de St-Florent-le-Vieil, 260, 395, 396; — (Brienxius de), 247.
Mons Rebellis, *Montrevault*, chef-lieu de canton, 210. V. *Maugia* (*G. de*).
Montrichard, 203.
Moreau (Joh.), 273.
Morel, cité, 204.
Morel (Alanus), Corisopitensis episcopus, 250, 358, 374, 435.
Morenna, *Morannes*, canton de Durtal, 194, 201, 235, 239, 344, 345, 346, 347, 461, 462, 464, 490, 495; — (rector de). V. *Pinpenel* (*Nic.*).
Morgenest, Mortgenest, 244.
Morin (Lorenz), 497, 498.
Mota, Mota de Pendu, 344, 345, 346, 347, 461. V. *Apendutum*.
Mote (Constance de La), 495, 496.
Moucaint (Alex.), 464, 491, 499, 521.
Moysant (Petrus), 273.
Moyses, 473.

Mulceio (Joh. de), cantor Andegavensis, 216, 217, 221, 223, 229, 271, 352, 469.
Multon (Colinus), 396.
Muro (P. de), archipresbiter de Ludio, 535.

Nannetensis episcopus, 225, 274, 434. V. *Daniel.*
Narbonensis archidiaconus, 375.
Navarre rex, 505.
Nicenum concilium, 488.
Nicolaus, cardinalis, 500, 502, 503.
Nicolaus papa IV, 197, 275, 278.
Nicolaus (Phil.), professor legum, 533.
Noa (Guill. de), ballivus Andegavensis, 471.
Nogento (Thomas de), canonicus Andegav., 214.
Noientum, *Noyant-sous-le-Lude*, chef-lieu de canton, 265.
Normanni (Joh.), 396.
Normannia, 422, 430, 438, 439, 440.
Normannus, archidiaconus Andegavensis, 287, 292, 294, 296, 298, 306, 309.
Notre-Dame du Pé. V. *Podium.*
Nova Villa (Guill. de), 281, 282.
Noyant-sous le Lude. V. *Noientum.*
Nucariis (Pet. de), canonicus Turonensis, 227, 248, 251.
Nulleium, *Neuillé*, c^on N. de Saumur, 457.

Odardi (Guill.), 384; — (Hugo), archipresbiter Salmuriensis, 344, 349, 352; — (Petrus), 471.
Ogerii (Petrus), 471.
Olearius (Joh.), 273.
Olive (Petrus), 273.
Olofernes, 330.
Omnes Sancti, abbatia, *l'abbaye de Toussaint d'Angers*, 197, 297, 301, 352.
Oratorium, *Le Louroux*, abbaye cistercienne, c^ne de Vernantes, 298.
Orelleio, Orelleio, Orilleio (Gaufr. de), 392, 394, 459, 460.
Orgebet (Guill.), abbas S^ti Sergii, 522.
Orto (Sclata de), canonicus Andeg., 501, 503.
Oulle, Ourle (clausum de), 301.
Ourseau (Gaufridus), 521.

Palais (Baronnie du), à Angers, 235.
Papin (Joh.), archidiaconus Transligerensis, 535, 536.
Parisiensis episcopus, 446; — prepositus, 454. V. *Le Féron (P.)*; — moneta, 388, 440, 449.
Parisius, 194, 241, 242, 284, 341, 342, 343, 374, 375, 380, 388, 397, 426, 448, 449, 450, 453, 456, 471, 493, 494, 506.
Paul (S^t), 312, 478, 479, 483.
Pendu. V. *Apendutum, Mota de Pendu.*
Penestinensis episcopus, 420, 422.
Perrault (Mich.), 396.
Perrodium, Perrodium Monialium, *Le Perray-aux-Nonnains*, c^ne d'Écouflant, 194, 237, 238.
Perrotus, servicus, 504.
Pertico (G. de), legum professor, Cenomannensis decanus, 391.
Petra Bassa (Phil. de), 521.
Petragoricensis cantor, 417.
Petrus, rex Arragoniæ, 316; — abbas de Buxeria, 522; — episcopus Penestinensis, 420; — decanus de Candeio, 511; — decanus de Inter Sartham et Meduanam, 352, 469, 495; — serviens, 396.
Pharaon, 327, 367.
Pharisei, 489.
Philippus, rector Ville Episcopi, 244, 296.
Philippus II, rex Francie, 241, 506.
Philippus III, 241, 316.
Philippus IV, 209, 210, 228, 233, 240, 321, 331, 332, 333, 334, 341, 342,

343, 353, 370, 372, 373, 374, 375, 380, 381, 388, 389, 390, 400, 416, 419, 424, 425, 429, 436, 454, 489, 519.

Philippus V, 200, 533, 534.

Picardi, *Le Picart* (Galterius, *Gautier*), 518, 519, 521.

Picardus (Petrus), 273.

Picot, Piquot (Matheus), decanus de Credonio, 204, 208, 209, 210, 211, 212, 216, 217, 219, 221, 223, 228, 229, 231, 233, 235, 239, 267, 271, 296, 344, 349, 352, 384, 469, 493.

Pictavensis (Joh.), decanus de Camilliaco, 384, 511.

Pictavensis episcopus, 264.

Pictavia, 422, 430, 438, 439, 440, 441.

Pictavis, 408, 410, 411, 412, 416, 423, 424, 425, 430, 435, 453, 475.

Pinaut. V. *Joh. de Mauni.*

Pinpenel (Joh.), rector Morenne, 273, 464.

Piris (Guill. de), 499.

Plancha, *La Planche*, c^ne^ de Saint-Silvain, 298.

Plessa (Joh. de), 305.

Plesseiaco (Guido de), 459, 460; — (Phil. de), decanus S. Laudi Andeg., 211, 212, 216, 217, 221, 223, 229, 230, 238, 349.

Poconneria, *La Possonnière*, c^on^ de St-Georges-sur-Loire; — (Hardoinus de), 464.

Pocquet de Livonnière (Cl. Gab.), cité, 192, 353.

Podium, *Le Pé, Notre-Dame du Pé* (Sarthe); — (feudum de), 344, 345, 490.

Podium Boleti, *Pied-Boulet,* porte et fontaine d'Angers; — (Joh. de), 468.

Poenceyum, *Pouancé,* chef-lieu de canton, 251, 281, 493, 513; — (Theob. de), Dolensis episcopus, 250, 251, 261, 282.

Pointelli (Joh.), allocatus episcopi, 347.

Polinet (Joh.), 273.

Poncet de La Rivière (Mic.), évêque d'Angers, 204.

Pons Otrandi, *Pontron,* abbaye cistercienne, c^ne^ du Louroux-Béconnais, 293.

Pons Seii, Pont de Seey, Saiacus, Sabiacus, *Les Ponts-de-Cé,* chef-lieu de canton, 197, 198, 245, 247, 265, 266, 267, 269, 271, 272, 274, 313, 316, 397, 518. V. *Saiacus, Esma,* 269; — (castrum de), 270; — (prior de), 273; — castellanus. V. *Egidius.*

Pont-aux-Filles (Ruisseau du), 298.

Ponte (Egidius de), 234; — (Raynaldus de), 498.

Pontes Cæsaris, 265. V. *Pons Seii.*

Pontisara, *Pontoise,* 331, 332, 333, 334.

Pontron. V. *Pons Otrandi.*

Porta (prior de), 499.

Possonnière (La). V. *Poconneria.*

Praeau (Mich.), 273.

Pratis (Marsilius de), senescallus episcopi, 267, 272, 346.

Précigné, 243.

Predicatorum ordo, conventus, 207, 408, 415, 423, 440.

Prepositi (Radulphus), 521.

Preteseille (Gaufridus), 273.

Prince (Guill.), decanus de Maugia, 493.

Provincia, 422.

Quadrigarius, Le Charretier (Guill.), canonicus Andegavensis, 219, 223, 503, 504, 505.

Quatreaux (Robinus), 469.

Quatrebarbes (Math.), 195, 249.

Queue-de-Margerie (La), 236.

Quimper-Corentin. V. *Corisopitensis episcopus,* 258.

Quoce. V. *Coceium.*

Qurvo Campo (Gervasius de), cardinalis, 449.

R. archiepiscopus Turonensis. V. *Reginaldus de Monte Basonis.*
R. Macloviensis episcopus, 258. V. *Robertus.*
RADULPHUS, 244; — Xantonensis cantor, 417; — rector Luigneii, 465.
RAGINALDUS, abbas S[ti] Florentii, 304.
RAGINALDUS, clericus, 272, 273; — Andeg. preco, 391.
RAGINARDUS, archiepiscopus Turonens. V. *R. de Monte Basonis.*
RAMUS FORTIS, *Ramefort,* c[ne] de Blou, 197, 280, 392; — terra, castellania, 392, 394; — villa, 459.
RANGEARD, cité, 192, 238, 271, 524.
RANULPHUS, 469.
RAPETTI, cité, 416.
RAYNALDI, cité, 379, 380, 383, 384, 398, 402, 416, 433, 434, 435, 451, 452, 454, 471, 474.
REBOURS (Johannes), abbas S. Sergii Andeg. 245, 352, 469, 526.
REDONENSE concilium, 458.
REDONENSIS diocesis, 501, 533; — episcopus, 195, 196, 225, 226, 250, 251, 252, 253, 256, 258, 274, 434.
RÉFLEAU, 190.
REGALITATE (Guill. de), 464, 471, 498.
REGIS (Mich.), archidiaconus Transmeduanensis, 534.
REIGNE, *Rigné,* c[ne] d'Échemiré; — (ecclesia de), 219, 223.
RELLEIUM, *Rillé* (Indre-et-Loire), 193, 231.
REMENSIS archiepiscopus, 398, 418, 454. V. *Robertus;* — cantor, 281, 282.
RETZ (DE), 251.
REX (Gaufridus), archipresbiter de Ludio, 204, 271, 296, 304, 306, 314; — (Droetus), 273.
RICHARDUS, 468.
RICHARDUS, rex Angliæ, 241.
RIDERIA, manerium, 262.
RIGAULT (Egidius), decanus Andegavensis, 209, 215, 216, 217, 219, 221, 229, 286, 291, 344, 349, 352.
RIGOURT, 533.
ROBERTUS, archiepiscopus Remensis, 418, 423.
ROBERTUS, episcopus Macloviensis, 274, 374, 435.
ROBERTUS, archidiaconus Transmeduanensis, 216, 217, 223, 236, 271, 287, 292, 294, 296, 298, 299, 304, 344.
ROBERTUS, abbas Majoris Monasterii, 262.
ROBIN (Gaufridus), 468.
ROBOAM, 329, 369.
ROCHA (Petrus de), 299, 300, 305, 306.
ROCHA FULCONIS, Rupes Fulconis, *La Roche-Foulques,* c[ne] de Soucelles, 197, 295, 300.
ROCHA S[ti] Sergii, 503.
ROCHEFORT-SUR-LOIRE, 304.
ROCHEJACQUELEIN (*LA*), c[ne] de Daumeray, 192.
ROCHIS (Joh. de), 464; — (Guill. de), 464.
ROGERON (Clemens), 273.
ROGEYUM, *Rougé,* c[ne] d'Échemiré; — (Jametus de), 342.
ROHAN (DE), 249.
ROMA (Nic. de), canonicus S. Petri Andeg., 471.
ROMANA curia, 279, 414, 533; — ecclesia, 378, 379, 427, 441, 451, 455, 484.
ROMANI imperatores, 393.
ROMULUS, 365.
RONCERAY (*LE*). V. *Beata Maria Andegavensis.*
RONCIN (Joh.), 233, 234.
ROQUELAURE (DE), 247.
ROSSELLI (Petrus), 273.
ROTA, *La Roe,* abbaye, 252; — (abbas de). V. *Gaufridus.*
ROTHOMAGENSIS archidiaconus, 417.
ROTHOMAGUS, 209, 210.
ROUGÉ. V. *Rogeyum.*
ROUSSELOTI (Radulphus), clericus, 372.

Roussière (Steph. de La), 305.
Roychi (Geraldus de), canonicus Agenensis, 417.
Ruello (Colinus de), 273; — (Mic. de), canonicus Andegavensis, 214.
Ruiso (Guill. de), 227.

Sabiacus, Saiacus. V. *Pons Seii.*
Sablé, 240, 243.
Saccini, les Frères Sacs d'Angers, 207.
Salmuriense concilium, 198, 199, 320.
Salmuriensis archipresbiter. V. *Major (Joh.)*, *Odardi (Hugo)*; — subballivus. V. *S^{to} Justo (G. de).*
Salmurium, Salmurus, *Saumur*, 262, 322, 340, 395.
Salomon, 320, 323, 338, 363, 369.
Samuel, 369.
Saquin (Steph.), 273.
Sarraceni, 316, 402, 413.
Sarta, *la Sarthe*, rivière, 491.
Saül, 330, 369.
Sauleya (Joh. de), 395.
Savigneium juxta Relleium, 464.
Saint-Aubin des Ponts-de-Cé. V. *Pons Seii.*
Saint-Barthélemy, c^{on} N. E. d'Angers.
Saint-Brieuc. V. *Briocensis episcopus.*
Sainte-Colombe, 231.
Saint-Gilles. V. *S^{tus} Egidius.*
Saint-Florent-le-Vieil, chef-lieu de canton, arrondissement de Cholet, 199, 395.
Saint-Georges-sur-Loire, chef-lieu de canton, arrondissement d'Angers, 464.
Saint-Malo. V. *Macloviensis episcopus.*
Saint-Quentin, 524.
Saint-Remy (Renaud de), 304.
Saint-Samson, paroisse d'Angers, 205, 206.
Saint-Silvain, c^{on} d'Angers, 298.
Sainte-Marthe, cité, 472.
Sancti Albini Andeg. abbatia, *Saint-Aubin d'Angers*, abbaye bénédictine, 193, 195, 225, 227, 247, 248, 251, 259, 265, 298, 501; — ecclesia, 195, 246, 249, 251; — cartularium, 265, 266, 344; — chronicæ, 200.
Sanctus Alemandus, terra episcopalis, *St-Alman*, c^{ne} de Juigné-sur-Loire, 197, 235, 238, 273, 324, 394, 504, 520.
Sancti Augustini canonici, 237, 263.
Sanctus Cosmas de Insula, 263.
Sancta Crux [de Rupeforti?], 521.
Sancta Crux, ecclesia Andegavensis, 491.
Sancto Dyonisio (Petrus de), clericus comitis, 523, 526, 528, 529, 530, 531, 532.
Sanctus Egidius de Viridario, *Saint-Gilles*, *Saint-Éloi* d'Angers, prieuré de Marmoutier, 515.
Sanctus Florentius, *St-Florent-le-Jeune* près Saumur, abbaye bénédictine; — abbas, 304.
Sanctus Germanus [de Pratis], 397.
Sanctus Johannes Andegavensis, *le Chapitre Saint-Jean-Baptiste* d'Angers, 385.
Sanctus Johannes des Mauvrez, de Malveretis, de Mauvereiz, *Saint-Jean-des-Mauvrets*, c^{on} des Ponts-de-Cé, 238, 246, 247, 324, 518.
Sancto Justo (Girardus de), subballivus Salmuriensis, 394.
Sanctus Justus prope Lugdunum, 383.
Sancti Laudi capitulum, *le chapitre St-Laud* d'Angers, 254; — decanus, 211, 229, 230; — ecclesia, 348, 349.
Sancti Laurencii de Morteriis terra, 396.
Sancti Magnobodi Andegavensis ecclesia, *le chapitre de Saint-Maimbeuf* d'Angers, 530.
Sancti Martini Andegavensis ecclesia, 530; — decanus, 223.
Sancti Martini Turonensis ecclesia, 263; — claustrum, 264; — capitulum, 263, 264, 265; — prepositura Andegavensis, 265; — subdecanus. V. *Rob. de Vernon.*

Sancti Mauricii Andegavensis ecclesia, 195, 247, 249, 250, 253, 530.
Sanctorum Mauricii et Gaciani Turonensis ecclesia, 261.
Sancti Maurilii Andegavensis ecclesia, 529, 530; — cantor, 271.
Sanctus Maurilius de Chalonna ecclesia. V. *Calonna*.
Sanctus Maurilius de Esma, *Saint-Maurille des Ponts-de-Cé,* 197, 266, 267, 269, 272, 313, 315, 469, 470, 504.
Sanctus Melanius, *Saint-Melaine,* c^on des Ponts-de-Cé, prieuré de Saint-Serge d'Angers, 197, 265.
Sancti Michaelis de Tertro Andegavensis ecclesia, *Saint-Michel-du-Tertre,* paroisse d'Angers, 206, 467, 530.
Sancti Michaelis de Palude ecclesia Andeg., *Saint-Michel-la-Palud,* paroisse d'Angers, 530.
Sancti Petri Andegavensis ecclesia, 204, 272, 530; — capitulum, 314, 385; — decanus, 223.
Sanctus Petrus de Precigneio, 243, 244, 245.
Sancti Sergii Andegavensis abbatia, 195, 243, 245, 265, 465, 503, 522, 528, 530, 531; — abbas, 297, 299, 352, 469, 526. V. *Rebours* (*J.*), *Orgebet* (*G.*); — celerarius, 467; — prior claustralis, 525; — senescallus, 504; — cartularium, 344, 461, 464.
Sancti Severini ecclesia Parisiensis, 449.
Sancto Supplicio (Joh. de), 385.
Sancti Yrenei villa, 383.
Seducei, 489.
Segré, chef-lieu d'arrondissement, 281, 317, 464, 490, 513, 526.
Seiches. V. *Cepia*.
Senonensis archiepiscopus, 264.
Senonis, 353.
Sesinera (Rad. de), 501.
Sesmaisons (De). V. *Suis domibus* (D. de).
Sezille (Reg. de), 318.
Sicilie rex, 293.
Silvani, Souvaing (Petrus), 521.
Sohier (Rad.), 273.
Solinus, cité, 365, 366.
Socelle, *Soucelles,* c^on de Briolay, 295; — (Girardus de), 295, 306.
Souvaing. V. *Silvani*.
Souvigne (G.), rector Bremi, 534.
Souvigneium, Souvingne, Souvigne, 398, 464, 499, 520; — (Guill. de), rector Brisarthe.
Sponde, cité, 197.
Stephanus cardinalis, 420, 430, 438; — archipresbiter Ludii, 352; — archidiaconus, 495; — segrearius comitis, 304, 305.
Suis Domibus, Sesmésons (David de), ballivus Andegavensis, 194, 238, 270, 271, 304, 313, 339, 471.
Symon, cardinalis, 283.
Syon, 482.
Syria, 275, 398.

Tartares (*Les*), 398.
Tector, Textor (Robertus), archidiaconus Transmeduanensis, 221, 229. V. *Coopertor, Lecouvreur*.
Templarii, Templi ordo, milicia, 199, 279, 388, 389, 390, 402, 416, 417, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 427, 428, 429, 436, 438, 439, 441, 446, 447, 451, 471, 472, 473, 475.
Tercia curia, *Tessecourt,* c^ne de Chanteussé; — (Amellandus, Emellandus de), 489, 490, 491.
Terra Sancta, 274, 278, 323, 398, 410, 425, 427, 433, 452, 472, 474, 475, 500, 502, 503.
Tertro (Joh. de), 466, 468; — (Robertus de), 468.

Tharen (D.), 192.
Theobaldus, episcopus Dolensis. V. *Poenceio* (Th. de).
Theodosius imperator, 329, 338, 368, 369.
Tholosa, 418.
Thomas, 233.
Thomas, cardinalis, 420; — decanus And. V. *Denart (Th.)*, preco de Challone, 504.
Thorcin (Stephanus), 301; — (Symon), 301.
Thorode, cité, 191.
Thouarcé, chef-lieu de canton, arrondissement d'Angers, 265, 396, 465.
Tiercé, canton de Briolay, 237.
Toletanum concilium, 524.
Torr (Henricus), episcopus Venetensis, 207, 208.
Torelli (Thomas), 395.
Toulouse, 451.
Toussaint (Abbaye de). V. *Omnes Sancti*.
Trajanus imperator, 364.
Transligerensis archidiaconus, 397, 536. V. *Mathei (G.)*.
Transmeduanensis archidiaconus. V. *Fulco*, *Regis (Mic.)*, 534, 535.
Transvigenensis archidiaconus, 210, 211, 212, 227, 229. V. *Maugia (G. de)*.
Trecorensis episcopus, 225.
Trenchant (Joh.), 296.
Tripolitana civitas, 339.
Tubbof (Radulphus), 237.
Tuffelli, *Les Tuffeaux*, c[ne] de Chênebutte-les-Tuffeaux; — (villa de), 394, 395.
Tunicium, 316.
Turonense concilium, 459.
Turonensis archiepiscopus, 262, 278, 283, 292, 357, 372, 425, 427, 435. V. *Bernardus (J.)*, *Burgulio (Step. de)*, *Monte Basonis (R. de)*, *Haia (G. de)*; — ballivus, 198, 326, 327, 331, 332, 333, 334, 341, 342, 343, 354, 373, 489, 518; — decanus, capitulum, 192, 195, 208, 210, 213, 220, 224, 275, 278; — diocesis, 262, 357; — ecclesia, 258, 358; — provincia, 225, 250, 353, 362, 374, 427, 501, 503; — moneta, 404, 494.
Turonis, 196, 211, 227, 230, 231, 261, 263, 389, 536.
Turpin-Crissé, 250.
Tuscha (Steph. de), 273.
Tuscia, 293.
Tyberius imperator, 365.

Ulmi, *Les Ulmes-S[t]-Florent*, canton de Doué, 262.
Ulula vel Buort (Gaufridus), 273, 274; — (Mich.), 274.

Vaallon (Rob. de), 501.
Vadum Danielis, *Gué Deniau*, c[on] de Baugé, 385. V. *Bremio (G. de)*.
Vair (Theob. de), 471.
Valeaux (G.), 535.
Valeri (Herardus de), 470.
Valleiis, Valeiis (Petrus de), decanus de Inter Sartam et Meduanam, 267, 272, 273, 296, 305, 314, 384, 461, 498, 520.
Vallis Christiani, *Vauchrétien*, c[on] de Touarcé, 396, 397.
Vaudous (Radulfus), 468.
Venetensis episcopus, 195, 207, 208, 225, 250, 251, 256, 258, 274.
Vern, Vernum, *Vern*, c[on] du Lion-d'Angers; — (ecclesia, prioratus de), 513.
Vernantes, c[on] de Longué, 298.
Verneia, *Vernée*, c[ne] de Chanteussé; — (Matheus de), senescallus de Credonio, 491, 492, 521.
Vernerii (Gaufr.), 395.
Vernone (Rob. de), subdecanus S[ti] Martini Turonensis, 500, 501, 502, 503.
Vernotum, 226.

VERNUCON, *Vernusson*, c^ne des Ponts-de-Cé; — (Herbertus de), 245; — (Johannes de), 245.

VERRONIUM, *Verron*, prieuré de Saint-Serge d'Angers, 523, 525, 527, 528, 530, 531.

VIAU (Guill.), 464.

VICENE, Vicenne, *Vincennes*, 194, 228, 239, 242, 344, 511; — (boscus de), 239.

VICINI (Laurentius), capicerius Carnotensis, 304.

VIEILLE-CROIX (LA), 201.

VIENNA, Vyenna civitas, 434, 471, 472, 488, 490; — concilium, 199, 471, 472, 488.

VILLA Episcopi, *Villérêque*, c^on N. E. d'Angers, 194, 197, 200, 235, 236, 237, 238, 239, 242, 243, 244, 245, 288, 295, 296, 301, 304, 306, 308, 350, 500, 533; — (molendinus de), 299; — (burgus de), 301; — (castrum de), 305; — (rector de), 244, 385, 534. V. *Botarii* (*H.*).

VILLA Mauri (Petrus de), 223.

VILLE Mere (Rad. de), 501.

VILLICI (Joh.), senescallus S. Sergii, 504.

VILLOISEAU (Mich. de), évêque d'Angers, 204.

VINDOCINO (Gaufr. de), capicerius Carnotensis, 391.

VINEIS (Math. de), 350.

VIONE (Joh. de), 273.

YSAIAS, 366, 484.

VITA SANCTI BERTINI METRICA PRIOR

AB ANONYMO AUCTORE CONSCRIPTA.



PREMIÈRE VIE DE SAINT BERTIN,

EN VERS,

COMPOSÉE PAR UN ANONYME

ET PUBLIÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS D'APRÈS UN MANUSCRIT DU Xe SIÈCLE,

AVEC NOTICE PRÉLIMINAIRE ET NOTES,

PAR M. FRANÇOIS MORAND,

MEMBRE NON RÉSIDANT DU COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES.

VIE DE SAINT BERTIN.

NOTICE PRÉLIMINAIRE.

Je publie encore une *Vie* de saint Bertin après celle que j'ai mise au jour dans le tome Ier des nouveaux Mélanges historiques. Elle est aussi une composition en vers, mais beaucoup plus ancienne et surtout plus rapprochée des temps du saint abbé. Si le manuscrit duquel je l'extrais nous l'offrait en original, elle serait déjà de la seconde moitié du xe siècle. C'est au moins l'âge qu'attribue à ce manuscrit l'un des diplomatistes les plus exercés de l'abbaye de Saint-Bertin, Dom de Cléty, dans les Actes des Bollandistes, où la description qu'il en donne nous fait reconnaître le volume même que j'ai sous les yeux, et qui a passé de la bibliothèque de cette abbaye dans celle de Boulogne: — un livre d'une très-belle exécution, dit le diplomatiste, avec initiales alternant d'or et d'argent à la première lettre de chaque vers; « ex codice elegan« tissime exarato, litteris initialibus uniuscujusque versus auro aut argento « exornatis. »

Mais notre *Vie* n'y est apparemment que la copie d'un original qui n'a jamais été cité, et nous pouvons remonter encore plus haut pour rechercher l'âge de sa création : pas si haut, cependant, que son point de départ, car il s'y place au commencement du monde. Alors nous parcourons tout l'Ancien Testament à travers le déluge, les patriarches et les prophètes, pour continuer, dans le Nouveau, avec l'incarnation et la passion du Christ, les martyrs et les confesseurs.

Tout ce tableau est renfermé dans un prologue de quatre-vingt-onze vers. Ce n'est pas, reconnaissons-le d'abord, un de ces préludes de pure fantaisie, comme on en fit trop par la suite, et que Racine rendit si plaisants dans sa comédie des *Plaideurs;* il se lie au sujet même de l'œuvre que saint Bertin était venu accomplir sur la terre, et il en est comme la pensée mère. L'auteur veut y montrer que, depuis la chute d'Adam, la clémence du Créateur a placé

de tout temps, au sein de l'humanité, pour l'éclairer, la conduire et la racheter, les exemples et les sacrifices d'une vertu inspirée de lui. C'est par les confesseurs que se continue, dans le Christianisme, cet apostolat de la Rédemption; et, entre les contrées du monde les plus directement appelées à éprouver le bienfait immédiat de leur parole, celle de Sithiu reçoit le sien dans l'envoyé qui sera saint Bertin.

Le fondateur illustre du monastère qui porta ce nom avec une si grande renommée de dévotion et non moins d'opulence, le gouverna pendant cinquante-quatre ans; et, comme s'il avait été marqué dans les desseins de la divinité qu'en lui la mission du confesseur prendrait en même temps le caractère des plus anciens sages, il mourut dans un âge de patriarche, étant plus que centenaire, et après avoir assisté, selon le calcul des modernes, à la naissance de deux siècles.

Une aussi longue carrière devait offrir beaucoup à raconter; mais celui qui l'avait fournie possédait au nombre de ses vertus l'humilité et la discrétion; et, par l'effet du silence où il avait renfermé sa vie[1], peu de traits s'en étaient divulgués, en dehors de ce qu'il aurait été impossible que le monde n'en connût pas. Aussi, ses historiens les plus proches, et par cela même les plus vrais, en ont-ils été très-sobres. On se contint moins avec le temps: les récits se grossirent, les faits s'augmentèrent, et il fallut qu'il se fût écoulé plus de quatre siècles, depuis la mort de saint Bertin, pour que se révélât, au milieu des amplifications de Simon, une particularité que l'on y a nommée la *tentation du saint*. C'est l'histoire d'une jeune fille qui s'est dérobée aux sollicitations d'un mariage pour pénétrer jusqu'au pieux abbé, et qui s'en déclare à lui dans une peinture dont un serpent de l'Éden peut bien fournir les couleurs, au pied de l'arbre du paradis terrestre, mais un peu trop circonstanciée et surtout trop descriptive pour ne pas devenir très-embarrassante dans l'attitude du cloître :

Incitor ad bella, Pater, inquit virgo puella.
Me caro, meque pater, me prædia, me mea mater,
Copia me rerum, me tempora longa dierum
In thalamos ire, cum conjuge fœdus inire;
Excedendo modum, cogunt dissolvere nodum
Virginei floris, castique sigilla pudoris. . . . .[2]

Notre *Vie*, pour être aussi d'un poëte, ne montre ni cette imagination ni

[1] Vers 256 et suiv. de notre *Vie* anonyme. — [2] *Simon. Vita*, vers 615 et suiv.

cette chaleur. Bien qu'elle contienne le même nombre de vers que celle de Simon, elle ne s'arrête pas, comme celle-ci, à la mort de l'abbé; elle va au delà. Ce qu'elle lui consacre de son vivant remplit seulement cent quatre-vingt-neuf vers, du 92e au 281e. L'auteur raconte ensuite jusqu'au vers 472 les miracles posthumes du saint, au nombre de cinq dont le dernier concerne la guérison d'une jeune fille percluse de ses pieds; puis il retrace le tableau des maux causés à l'abbaye par l'invasion des Normands, en 860, fait suivre ce tableau du récit de trois nouveaux miracles, et termine son ouvrage par un épilogue d'une moralité analogue à celle de son introduction.

Il existait déjà, antérieurement à celle-ci, une *Vie* de notre abbé liée à celles de saint Omer et de saint Winoc dans une composition collective et anonyme où elle occupait la place du milieu. Son auteur paraît n'avoir pas été de l'abbaye, mais de quelque autre lieu en confraternité avec elle. Il n'y rapporte que deux miracles à la suite de la vie proprement dite. Je ne le constate pas pour m'en étonner; j'en veux seulement conclure qu'elle devait être fort ancienne. Les Bollandistes, dans leurs Actes de saint Bertin, auxquels il ne faut pas oublier que Dom de Cléty concourut pour une bonne part, ont prétendu qu'elle avait toujours été inconnue dans l'abbaye, avant qu'ils la tirassent d'un manuscrit étranger pour la publier. Cependant il est manifeste que c'est son texte qui a été mis en vers, du 92e au 281e, dans l'œuvre poétique; et que ce même texte était celui qu'on lisait dans une autre *Vie* en prose, distribuée en leçons pour les offices de la fête de saint Bertin.

Cette autre *Vie* en prose fait aussi partie du manuscrit de Boulogne[1]. On a soulevé la question de savoir laquelle des deux avait précédé l'autre. Je n'ai garde de m'y engager; car elle ne tient pas à mon sujet, qui est moins de donner une hagiographie de saint Bertin que de mettre en lumière une œuvre de littérature qu'il a inspirée, d'en rechercher l'auteur, encore inconnu, et de le placer dans le siècle et le lieu où il l'a écrite.

Si, néanmoins, j'avais à me prononcer sur cette question d'antériorité, je ne lui donnerais d'intérêt qu'en exprimant une opinion nouvelle. A mes yeux, sauf la forme métrique de l'une, les deux *Vies* du manuscrit de Boulogne sont tellement semblables, elles marchent d'une façon si parallèle jus-

[1] Ce manuscrit contient de plus les *Vies* de Folquin, évêque des Morins ou de Thérouanne, de saint Silvin et de saint Winoc, toutes richement ornées.

qu'au point où celle en vers se termine et l'autre se continue, que je les dirais jumelles.

Au demeurant, celle en vers étant placée la première, dans le manuscrit où l'on a pris soin de bien constater en tête de celle qui la suit qu'elle est en prose, on aurait pleine raison de décider que le rang qu'elles occupent a été assigné à chacune selon l'ordre des temps de leur exécution, et il n'y aurait plus moyen de soutenir, avec Mabillon, que la seconde en prose a précédé la première en vers.

J'ai dit plus haut que la *Vie* en vers finissait avec une relation de trois miracles, immédiatement après le récit de l'invasion des Normands. Peut-être ces événements n'étaient-ils pas compris dans le premier plan de l'œuvre, et cette œuvre se trouvait-elle achevée avant leur accomplissement. Dans cette supposition à laquelle je tiens, son auteur l'aurait reprise pour les y raconter en appendice, et il y aurait reporté l'épilogue qui formait sans doute la conclusion de la composition première.

Je trouve une preuve très-sensible de cette transposition dans l'absence totale d'hémistiches assonants aux 22 vers de l'épilogue, tandis que les 225 vers qui précèdent cet épilogue et le séparent de la partie première du poëme, où cette absence se remarque aussi, ont l'assonance. Et puis, le poëte ne semble-t-il pas dire qu'il avait déjà fait un petit livre,

Nunc autem narrare juvat *sub calce libelli?*

A bien considérer la suite, c'est même trop peu que de la nommer un appendice : ne fût-ce que pour son étendue, elle devrait plutôt être regardée comme une seconde partie, ou former un deuxième chant du poëme. Notons encore qu'elle a aussi une introduction. Je n'ai donc pas hésité à diviser l'œuvre en deux parties.

Cette division est, au surplus, marquée également dans la seconde *Vie* en prose, partagée de même en deux livres dont le premier finit, comme dans la composition en vers, avec le miracle de la jeune percluse; le second commence avec l'histoire des Normands, précédée aussi d'une préface.

On n'a jamais cherché, avec suite, à découvrir quel avait pu être l'auteur du poëme, et je n'ai pas connaissance que l'on ait été plus loin que de voir en lui quelqu'un du monastère de Sithiu. C'était le sentiment d'Allard Tassart exprimé par lui dans un de ses ouvrages manuscrits, le *Florarium;* nous

ne l'avons plus, mais un annotateur de notre manuscrit, qui doit avoir été Guillaume Dewitte, l'y avait lu, et il le constate en remarque sur nos vers 638 et suivants. Ajoutons, pour corroborer l'opinion de Tassart, qu'en divers endroits de son poëme l'anonyme appelle les religieux de l'abbaye *ses frères;* qu'il dit *notre père* en parlant de saint Bertin; et enfin qu'il désigne le monastère lui-même, comme sa propre demeure, par l'adverbe de lieu *hic,* ici.

Ce moine ne s'était pas senti moins pressé que ses confrères de déserter l'abbaye pour échapper aux Normands. A l'exception de quatre d'entre eux qui voulurent tenir tête à leurs ennemis et qui devinrent leurs martyrs, tout le couvent avait pris la fuite. Lorsqu'ils revinrent, ils n'eurent qu'à gémir sur des ruines et à les réparer. Immédiatement, les travaux commencèrent et furent poussés avec une telle activité qu'on n'y a cru qu'en les tenant du prodige. En moins d'une année ils étaient terminés. On a sur cette restauration, dans notre poëme, des détails qui manquent ailleurs, et qui donnent un grand prix à la partie de l'ouvrage où ils sont consignés, notamment pour ce qui se rapporte à l'orfévrerie, aux décorations de peinture, et surtout à la bibliothèque de Saint-Bertin. S'il faut en croire l'auteur, le nombre de ses livres ne pouvait être comparé qu'aux gouttes de pluie ou aux sables des rivages de la mer :

Qui velit illorum numerum conscire librorum,
Censeat is guttas pluviarum, denique sudas
Litoris Oceani vel harenas undique lati.

L'abbaye eut à souffrir de deux autres incursions des Normands, en 878 et en 891. Elles ont été relatées dans la continuation de la *Vie* en prose; mais la nôtre n'en parle pas. Après celle de 860, il s'écoule encore quelques années, toutefois en petit nombre, où l'auteur prend son temps de la célébrer dans ses vers, avec d'autres faits postérieurs, les derniers sans doute dont il fut le témoin; et, définitivement alors, l'œuvre est terminée.

C'est ici le sujet de parler d'un religieux de notre monastère qui n'est pas connu autant qu'il devrait l'être, pour ce qu'il y fut et pour ce qu'il y fit. Il se nommait Guntbert. A l'âge où il pouvait s'engager dans les ordres, son père l'avait conduit à Rome, pour l'offrir à saint Pierre, et il en était revenu à Sithiu se vouer aux occupations du cloître. En 868, vieillissant et valétudinaire, il se prépara à retourner à Rome. Je ne sais s'il fit le voyage, ni ce qu'il devint ensuite, car, dès ce moment, on ne retrouve plus ses traces dans les documents publiés. Sans doute, une étude bien faite et avec appli-

cation, dans les manuscrits des bibliothèques, nous ferait mieux connaître sa vie et ses œuvres. Ce serait un bon sujet de concours.

Guntbert était donc malade au moment de son second voyage; lui-même le dit en souscrivant à une charte de donation du 6 des calendes d'août 868[1], dans laquelle on prévoit le cas où il n'en reviendrait pas. Il souffrait beaucoup de la tête et des yeux, «infirmus capite valde, et oculis.» Le siége de ces maux en indiquerait assez la cause effective, ou l'origine la plus supposable, en l'absence d'autres assignations plus précises. C'était un calligraphe fort habile dans l'art d'écrire et d'orner les manuscrits. A ce travail, qui doit avoir duré longtemps et sans relâche, si l'on considère la quantité et l'importance de ceux qui sont sortis de sa main, sa vue s'était vraisemblablement usée ou fort altérée. Folquin, dans son cartulaire, a fourni les titres de quelques-uns seulement entre les principaux et les plus notables pour leur fond et leur richesse, nous laissant à regretter qu'il ait jugé superflu de les nommer tous. Sans cette réserve, nous saurions s'il s'en trouve à reconnaître dans le petit nombre des manuscrits de son siècle qui nous restent de Saint-Bertin[2]; nombre infiniment petit, pour mieux dire, à le rapprocher non pas des évaluations de notre poëme où elles peuvent participer des fictions que l'on se permet en vers, mais d'une commune renommée, bien qu'exprimée aussi en vers, qui plaçait, au siècle suivant, la bibliothèque de Saint-Bertin, pour le nombre de ses livres, au-dessus de toutes celles des monastères voisins:

Innumeris libris superas vicinia septa[3].

Parmi ceux que cite Folquin, je m'attacherai spécialement à trois antipho-

[1] Guérard; *Chartular. Sithiense*, p. 167.

[2] On peut en voir les attributions faites à ce siècle dans les catalogues des manuscrits des bibliothèques de Boulogne et de Saint-Omer, rédigés par M. Gérard pour celle de Boulogne, par sir Thomas Phillipps, MM. Piers et Duchet, pour celle de Saint-Omer, et par M. Michelant, pour toutes les deux, aux tomes III et IV du *Catalogue général des manuscrits des départements*. Le catalogue de M. Gérard, très-abondant en descriptions et en extraits, a été publié en 1844, in-8°. Celui de M. Piers se compose de deux *Extraits du catalogue inédit*, et d'un catalogue des *Manuscrits concernant l'histoire de France*; ces trois fascicules, de diverses impressions, se réunissent en un volume in-8°. Le travail de M. Duchet forme un appendice au catalogue de M. Michelant. Quant à celui de sir Thomas Phillipps, publié en 1829, c'est une *plaquette* qui ne compte plus que pour sa rareté.

[3] Ce vers est le vingt-sixième d'un acrostiche composé, à la fin du x[e] siècle ou au

naires. Guntbert, jaloux peut-être d'embrasser à son tour dans un même culte les trois apôtres qu'il avait trouvés unis dans une même histoire, les écrivit pour les églises de Saint-Omer, Saint-Bertin et Saint-Winoc, et les leur offrit. Celui dont il fit hommage à son abbaye était particulièrement beau et supérieur aux deux autres. Les merveilles d'art qu'il paraît y avoir déployées n'auraient-elles constitué en lui qu'une faculté unique de son talent à célébrer saint Bertin et à décorer son temple; et de plus, ne l'aurait-il pas chanté? Je ne veux nullement affirmer que l'auteur de l'antiphonaire ait été aussi celui de notre *Vie* en vers; mais, alors qu'aucun autre des contemporains de Guntbert, dans l'abbaye, ne se révèle pour lui en disputer les titres, je crois avoir réuni d'assez frappantes particularités à joindre aux circonstances de temps, de lieu et d'âge où cette *Vie* s'est entreprise, suspendue, continuée et arrêtée, pour qu'il devienne plus que possible de la lui attribuer.

Tout au moins aurai-je démontré incontestablement qu'elle est d'un religieux de Saint-Bertin, et qu'elle appartient à notre histoire littéraire du IXe siècle. Elle présente, en outre, tous les caractères de forme et de style auxquels se reconnaît la versification latine de ce siècle, dans sa seconde moitié où les lettres renaissaient. On y rencontre les inversions les plus bizarres, résistant à toute ponctuation; ce tronçonnement de mots dont les syllabes se dispersent, que l'on a nommé *tmèse* [1]; toutes les licences de prosodie et de quantité par compression ou dilatation de mesure, à côté de passages qu'on dirait des plus réguliers classiques, si même quelques-uns n'en viennent pas.

Pour le fond, il s'y décèle une habitude des esprits du même temps portés aux questions de théologie qui se singularisent. Ces questions ont eu l'art de se glisser dans notre poëme. Au sujet de l'un des religieux mis à mort par les Normands, on y discute en thèse, et en remontant jusqu'au supplice du bon larron sur la croix, les conditions qui font les mérites du martyr pour le ciel.

commencement du XIe, par un autre calligraphe de Saint-Bertin, le moine Hérivée, et qui se lit au verso du premier feuillet d'un *Psalterium glossatum* exécuté par lui. Le manuscrit fait partie de la bibliothèque de Boulogne, et l'acrostiche a été imprimé en entier dans le catalogue de M. Gérard. Il y a une inadvertance dans l'impression du huitième vers, qui doit être lu ainsi :

Spiritus et Sanctus summo descriptus honore.

[1] Celui-ci peut être offert en exemple :

Fratribus ite meis *Alle* predicite *luia*.

(Vers 704.)

Deux copies de cette *Vie* ont été tirées de notre manuscrit. Je n'en connais point d'autres. L'une, du XVIIe siècle, appartient à la Bibliothèque nationale sous le numéro 17637 du fonds latin. La seconde, de la main de D. Charles Dewitte, est insérée au tome Ier, folio 109 recto à 122 verso, des *Acta sanctorum*, transcrits tous par lui d'anciens manuscrits, et composant le volume de la bibliothèque de Saint-Omer, catalogué 814. Quelques variantes n'ont été, sans doute, que proposées par le scribe ou l'annotateur de la copie de la Bibliothèque nationale. Je les ai relevées dans mes notes au bas du texte, avec les initiales B. N., pour indication de leur provenance. Celles, très-rares, auxquelles s'appliquent les lettres A. B., proviennent des annotateurs du manuscrit de Boulogne.

VITA SANCTI BERTINI METRICA PRIMA,

ANONYMO AUCTORE.

ORTUS, VITA, OBITUS BERTINI PATRIS ET ACTUS,
AD LAUDEM TRIADIS HIC INCIPIT OMNIPOTENTIS.

I

Quod caelum terramque Deus formaverit unus
Omnibus est notum Christi quos abluit unda.
Sed, hominem propter factus cognoscitur orbis,
Et quęcumque sub hoc vel sunt, vel stare videntur;
Ut decimus, qui lapsus erat, procederet ordo,
Est primus plasmatus homo de pulvere terrae;
Et quia serpentis potius quam jussa Creantis[1]
Audivit, nolens Paradysi gaudia liquit
Inter contemptum, meruit sed verba salutis.
Denique, peccatum postquam commisit uterque
Quod sentit simul omne genus quod nascitur orbi,
Cognovere suum facinus de corpore nudo.
Esse Deo similes et qui voluere superbe,
Atque, Creatoris jussu, non tangere pomum
Debuerant, Domini vocem clamantis abhorrent,
Et sibi lignorum foliis umbracula quaerunt.
At pietas immensa Dei solatur utrosque,

[1] *Tonantis*, B. N.

Pellicias illis faciens, ut corpora nuda
Contegerent, scirentque suum pensare reatum,
Majestasque Dei quantum super omnia staret.
Et, quoniam vitae non gaudia possidet ullus
Aeternę, Domini quem non clementia suffert,
Condoluit proprię facturę factor, et illi
Subveniens, tribuit, per se, sua verba suosque,
Quod non cessat adhuc, nec post cessare videtur.
Unde, mihi quantum Dominus donaverit ipse,
Eloquar, in paucis multorum dicta restringens.
Namque, volens homines primi vitare parentis
Crimina, semper in orbe dedit qui vivere sancte
Ac juste possent, eciam virtutibus illos
Implevit, si verba Dei non aure tenerent,
Ut virtutis opus saltem converteret ipsos.
Diluvium sicut fuerat sanctissimus ante
Enoch, ac, post hunc cataclismi tempore, Noe,
Ac Isaac, Abraham, Jacob, Ruben, Sïmeonque,
Gad et Aser, Levi, Judas, Joseph, Aaronque,
Adhibuit legem cujus sub culmine Moyses
Extitit egregius virtutum munere plenus.
Post et eum, multi magnique fuere patroni;
Ut Josue, Gedeon, Jepte, Samson, Manueque,
Et David, Salomon, Josias, Ezechiasque,
Helias, Heliseus, Amos, Danihel, Isaïas,
Hieremias, Osee, Zacharias, et Malachias.
Nec mundi poterant isti delere reatum;
Vestitus nam carne Deus per Virginis alvum
Introiit mundum, possent ut surgere lapsi
Criminis in foveam. Quis enim peccata parentis
Elueret primi, nisi quem delicta timerent?
Et, quia de magnis loquimur, non alta sonemus;
Voce sed exigüa de magnis parva loquamur.

Justiciam Domini talem cognoscimus esse
Ut nolit Zabulo justam nisi reddere causam.
Omnipotens, igitur, hominis qui condidit ortum,
Sic formavit eum proprium quo velle teneret,
Et, quoniam vitiavit eum, dominatur ab hoste.
Nam poterat rectus, si vellet, stare; beate
Quiverat et miserę tunc contradicere culpae.
Sed, quia sponte Dei jussis parere refugit,
Pertulit invitus dampnum quod transit in omnes.
Hujus enim culpae valuit succurrere nullus,
Indueret donec Domini sapientia carnem,
Humanum reparare genus moriendo valeret
Per quam, sicque suum caperet natura decorem.
Speratur justum, Satanas ne perderet illum
Quem facto traxisse suo cognoscitur ad se.
Et nichil in terris indignius esse putatur,
Conditor ut caeli pateretur vincula mortis.
Non, equidem, hominis tantum metuenda ruina
Est, quantum Domini veneranda redemptio Christi.
Et legitur : « Quodcumque Deus vult, perficit omne. »
Angelico potuit hominem salvare labore,
Et valuit musca Zabuli disrumpere vires.
Noluit Aegyptum disperdere dente leonum,
Sed muscis quassavit eam ranisque repressit.
Justitiam decuit justum nam semper habere,
Et Satanę fraudes, Adam quas pertulit olim
Justitiae scuto, virtutis frangere telo.
Haec Dominus postquam fecit virtute potenti,
Ac Zabuli virus mundi de stemmate traxit,
Rursus ut haec mundus totus cognosceret, almos
Instituit narrando viros, qui climata terrae
Gyrarent, populumque suo sermone docerent.
Ex quibus, in mundo, PETRUS Paulusque refulgent,

Andreas, Jacobus, Matheus, atque Johannes,
Ore suo docuit quos vox et gratia Christi,
Qui retinent mundum, pereat ne crimine fractus;
Decidit et quod in hoc renovent sermone salubri.
E quorum numero multi venerantur in orbe,
Martinus, veluti Dionisius atque Vedastus.
His quoque demissis, Bertini gesta beati
Coepimus ut pridem, calamo dictante sequamur.

Constantinensis pagus cognoscitur esse,
Tres comitando viri de quo venisse feruntur,
Nomine sub trino trinum deitatis honorem
Signantes, unum dominum sed corde tenentes.
Sanctus Bertinus, Christi spiramine plenus,
Mummolinus, Ebertramnus, linquendo parentes
Ac patriam, Domini Christi praecepta sequentes.
Taruennam, ducente Deo, gradiuntur ad urbem,
Cui pius antistes, verborum dogmate clarus,
Audomarus, jugiter, vitae mandata serebat,
Eripiens animas rabidi de faucibus hostis,
Perdere quas potius hic quam salvare laborat.
Praedictos, gaudendo, viros susceperat ergo
Inclitus Audomarus, sererent ut verba salutis
Cordibus in hominum, spinas et rumpere mentis
Temptarent, ne verba Dei morerentur in illis,
Sed facerent fructus cordis dispersa per agros.
Ad quod opus, Christo Jesu donante, parati
Semper erant, et, quod verbis mandare solebant,
Exemplis operum cunctis monstrare studebant.
Talibus in rebus Sanctos certare videres!

Urbs in monte nequit quoniam constructa latere,
Innotuit cunctis sanctorum vita virorum.
Unde, Dei famulo quidam vir nobilis offert,
Audomaro, quicquid propriis de rebus habebat;

Adroaldus hominum fertur qui nomine dictus.
Ipse quidem nullum retinens de semine natum,
Cum famulis Christi coepit tractare frequenter
Qualiter ęcclesiam faceret de rebus amicis
Haeredem, Dominoque Deo sua cuncta dicaret.
Ecclesiam, siquidem, fieri pensabat ibidem,
Nomine sub Petri cupiens quam stare beati,
Disponens monachos illic et ponere sanctos.
Sed, pius antistes sanctis ut traderet ipsas
Res monuit; quod et is, gaudenti corde, recepit,
Urbis principibus coram, populique caterva.
Et Sidiu[1] villam, quod nos optamus ut et sit,
Anno Hlodoveus regni cum sceptra teneret
Undecimo, volvens octavos Mulciber idus,
Tradidit; atque monasterium struxere vetustum
Ipsius in villae terris quo stare valerent,
Hactenus hoc nomen retinet quod nomine prisco.
His ita succinctim hominis de munere tactis,
Quid divina suis prestarit gratia servis
Temptemus narrare stili de gurgite sensim.
Noviomensis, enim, decessit Acharius urbis
Antistes, cujus sedem susceperat almus
Mummolinus, Ebertramno coenobia sancti
Quintini tribuens, illis ut pocula vitae
Partibus[2] offerret, Domini ne verba sitirent.
Bertinus nam stare loco quo coeperat olim,
Stat jugiter, meditans sanctis cum fratribus una,
Ut meliora sibi caperent habitacula standi.
Inflammante Deo cordis secreta beati
Bertini, statuit confestim scandere navim;
Atque monasterio veteri quod conjacet altum

[1] *Sithdiu*, A. B. — [2] *pastibus*, B. N.

Intravit stagnum, remigis solatia tempnens,
Angelico potius hominum[1] quam munere fultus.
Praecipitis fluvii contra properare fluenta
Aspiceres navim, donec contingere portum
Posset, et ad psalmum, reliquis ex ordine dictis,
Istum proflueret quo dicitur atque tenetur :
« In saeclum saecli, haec est requies mea; nam hic
Inhabitabo manens[2]. » Igitur congnoverat ipsum
Esse locum, Domini quem gracia pandidit illi.
Tunc Domini sanctus, dimissa nave, citatim
Claustra monasterii, Sithiu quod dicitur, ampli
Principis in Petri statim[3] fundavit honore,
Et monachos illic recte vivendo docere
Coepit, ut aeternae vitae mandata tenerent.
Pervigil, et cunctis quae sunt facienda suadens.
Omnibus exemplum vitae praebebat honestum.
Largus enim fuerat, dulcedine plenus amoris
Fraterni, miseris jugiter solatia prestans;
Quicquid habebat enim tradebat egentibus omne;
Ostendens quod, in hoc mundo, nil vellet habere
Hoc nisi quod posset homini solamina ferre.
Talibus in rebus nam cum sudando maneret,
Munere virtutum, Christo prestante, repletur.
Ex quibus attingam, de multis pauca sequendo.

Extitit ergo comes, Walbertus nomine, quidam;
Isque Regentrudem thalami suscepit in usum.
Qui delicta pio Bertino sepe solebant
Pandere, mos velut est etiam plangendo fateri.
Post baptisma, salus illic peccantibus extat.
Criminis ostensi confessio vincula rumpit

[1] *homines,* B. N. — [2] « Hec requies mea in seculum seculi, hic habitabo, quoniam « elegi eam. » *Psalm.* cxxxi, 14. — [3] *status,* B. N.

Mortis, et ad callem de quo percando reditur
Erigit, et vitae felicis gaudia reddit.
Compater[1] illorum necnon provenerat ipse.
His igitur causis, hos Sanctus[2] valde colebat,
Et praebebat eis ęternae pocula vitae.
Quapropter, Waldbertus ad hunc properare solebat
Quatenus audiret patrię caelestis amorem;
Postque Dei corpus, vel Christi sanguinis undam
Acceptam, solito caperet signacula sanctis
Illius e manibus, per quas benedictus abiret.
Ergo, die quodam, penetravit moenia templi
Virginis atque Dei genitricis pulchra Mariae,
AUDOMARUM sanctum quo jam sepeliverat olim,
Cum populi turba, BERTINUS, clerus et omnis;
Et, prece finita, propriam repedavit ad aedem,
BERTINUMque, virum Domini, non lumine visit;
Auribus in patris Duodo quod nomine statim
Discipulus sonuit. Christi confessor ad illum
Mox quoque respondit : « Fili dulcissime, scito
« Ante domum propriam videat quam noster amicus,
« Horrebit nimium quod nos non viderit ille. »
Est ita quod factum. Siquidem, cum lumina solis
In mare transirent, et noctis Hesperus umbras
Attraheret, radios veniens ac funderet Ursa,
Nuntius advenit Waldberti fessus ad illum,
Ac, prostratus humi, dixit cum voce dolenti :
« Confessor venerande Dei, Christique sacerdos,
« Obsecrat in Christi Waldbertus nomine vestrum
« Auxilium, poscitque Deum de pectoris imo
« Orari pro se : quoniam confidit habetque
« Certum quod vestris manibus discrimina mortis
« Effugiet. Siquidem, postquam discesserat histic,

[1] *Cum pater*, B. N. — [2] *Sanctos*, B. N.

« Ascendens, consedit equo velociter, atque
« Ad propriam remeare domum tendendo volebat :
« Sed, pede conliso, sonipes jactatur uterque
« In terram, membris acri de vulnere laesis;
« Nam femur est et ei, pastor sanctissime, fractum,
« Unde quidem subitam formidat sumere mortem.
« Cognoscit, sentitque suo de crimine lapsum
« Evenisse sibi, toto quo corpore languet.
« Postulat, obnixis idcirco vocibus, ille
« Ut quoque signatum mereatur sumere potum
« Ex vestris manibus, vitę ne munera perdat. »
Tunc, venerabilis ergo senex permotus amici
Dilecti casu, simul et suspiria cordis
Emittens, gressu veloci pergere jussit
Discipulum, vinumque sibi per vascula ferri,
Quatenus ęgroto Bacchus ferretur amico.
Abbati sancto juvenis sed voce respondit :
« Unius est mensis spacium quo vasa ligei
« Sicca fuere, Pater, phiale nec gutta remansit. »
Mens at plena fide numquam diffidit in ullo :
Nam legitur scriptum : « Deus est dilectio; » quidnam
Esse potest miror quod non dilectio possit.
Hanc Deus ostendit miseris, cum moenia cęli
Deseruit, carnem sumens de corpore Matris.
Quam sanctus retinens Bertinus culmine mentis,
Ac tutum meruit puro quod corde petivit.
Porro, venire merum terrę qui viscere cogit,
Plena madere sui concessit vascula servi [1],
Egregio vino, flagrans super omnia vina.
Jussit, enim, fratri repedare sacraria templi,
Vasque videre cito vacuum quod liquerat ante.
Cumque Patris laetus jussis pareret et iret,

[1] *cervi*, B. N.

Repperit exundans vasis per culmina vinum,
Cujus odor magnus tectum compleverat omne.
Immensas igitur grates, tunc, reddere Christo
Coepit, et ad puerum Waldberti protulit ista :
« Vade, tuo domino vinum portare studeto. »
Qui puer, ad dominum sub nocte reversus eadem,
Attulit egregium Sanctus quod miserat illi
Exultando merum, referens miracula vini.
Ille, salutiferum postquam per guttura potum
Persensit, tribuente Deo, sanatus eadem
Est hora; laudansque Dei magnalia, sanus,
Non modicam Christum propriis de rebus habere
Bertinumque pium voluit, pro munere, partem.
Plurima, per Sanctum, Dominus miracula gessit,
Scribendi studio quamvis neglecta fuissent.
Sed, reor, hic potius voluit sua gesta latere,
Pandere quam mundo; retinens in pectore fixum
Quod legitur : « Quisquis se sublimaverit istic,
« Decidet in terram; humilis qui manserit, ille
« Exaltatus erit[1]. » Cunctis virtutibus, ergo,
Eminet in terris justo qui vixerit actu;
Semper et in sanctis operum permanserit actis.
Sępe solent hominis miracula tollere mentem;
Judicis adventus non hos laudare videtur
Per quos signa fiunt, sed eos quos actio sancta
Possidet, atque, in fine, Deo servire laborant.
Vir, siquidem, sanctus, morum virtute refulgens,
Extremam laudando Deum desiderat horam.
Terrenam cupiens, etenim, dimittere curam,
Abbates studuit post se, dum vixit, habere

[1] « Qui autem se exaltaverit, humiliabitur; et qui se humiliaverit, exaltabitur. » *Math.* Ev. xxiii, 12. — « Quia omnis, qui se exaltat, humiliabitur, et qui se humiliat, exaltabitur. » *Luc.* Ev. xiv, 11; et xviii, 14.

Liberius vita quo posset vivere sancta.
Hos, equidem, statuit, post se, succedere patres.
Ex his unus, enim, Rigobertus dicitur; alter
Erlefridus erat, sed tertius ordine pastor.
Attamen, ad Dominum quali migraverat actu
Bertinus, moriendo, pater, tangendo loquamur.
Hildebertus, enim, Francos cum jura doceret,
Transiit ad Christum, nonis Septembris, Jesum,
Quem, quoque, jam dictus, monachorum flente caterva,
Abba, monasterio proprio sepelivit honeste.
Post obitum cujus, meritis viventibus ejus,
Multa Deus per eum tribuit magnalia terris.
Unde, Dei quantum dederit clementia, dicam ;
De paucis nam magna queunt pensando videri.
A Domino, siquidem, duo sunt accepta minuta,
Quę viduę manibus templo delata fuere.
Non ibi paupertas est, sed pensata voluntas.
Tres, igitur, piscando viri regnantibus umbris,
Adveniente die Christus quo vincula rupit
Mortis, et Inferni dextruxit claustra profundi,
In Rodanum, furtim, rapidum remigare volebant.
Mauricii fuerant servi qui lege beati
Perrexere, quidem, portantes retia secum;
Flumen et intrantes, magnos de flumine pisces
Coeperunt, alacres ad ripas ire volentes.
Gaudia, saepe, solent quoniam signare ruinam,
Protinus, Omnipotens, obscurae tempore noctis,
Illorum dignis percussit corpora plagis :
Nam gemini fuerant pedibus manibusque relicti;
Tertius auditu gressuque remansit inanis.
Qui, quoque, circuiens sanctorum multa virorum
Pignera[1], Bertini petiit pulcherrima sancti

[1] *Pignora*, B. N.

Moenia, confidens illic sibi dona salutis
A Domino miserante dari; quod contigit illi.
Fratribus, ergo, Deum Dominum laudantibus una,
Tempore nocturno, veniens prosternitur illic.
Cum fratrum Domino nocturnos psalleret ordo,
Postque pias lacrimas cordis de fonte fluentes,
Protinus auditum gressumque recepit ademptum,
Et, pedibus laetis, propriam pervenit ad aedem.
Haec fuerant sancti postquam virtutibus acta
Bertini meritisque piis, simulator iniquus
Aecclesiam penetrans, hominis vestigia sancti
Induit, et formam quoque se pietatis habere
Ostendens, orare Deum se finxit, humoque
Sternitur, ut cordis conpunctio ficta lateret.
Sed, quoties valvas veniens intrare solebat
Aecclesię, toties perversi lumina cordis
Contorquens volvebat ut has reserare valeret;
Et, quasi corrigias crebro religaret ademptas,
Et manicę caderent, manibus curvatus agebat.
Quod tamen optavit, Zabulo cogente, peregit.
Denique, prandendi cum fratribus hora veniret,
Aecclesię valvas cultro patefacit iniquo,
Vasaque sacrati secum tulit optima templi.
Inde sed egressus valuit non cernere portam,
Qua predam deferre foras, fugiendo, valeret.
Terribiles, etenim, se contra stare videbat;
Et, quia non potuit portis exire negatis,
Cognita, sollicitus, habitacula quęrit amici,
Quod furto tulerat, demens, ut tradere posset.
Interea, fratres solitae convivia mensae
Linquentes, sacri repetunt altaria templi.
Protinus, agnoscunt furtum quod fecerat ipse,
Criminibusque suis hoc dicunt esse peractum.

Sed, pius Omnipotens monachorum corda teneri,
Bertini precibus, sub pœna noluit ista.
Confestim, siquidem, latronis panditur actus;
Hinc, quoque, non poterat hostes vitare paratos;
Illinc nec poterat fluvii transire fluenta,
Proxima sed, fugiens coepit per tecta salire
Anxius. Inter et haec statim dinoscitur ille;
Prenditur, ergo, miser; commissum voce fatetur;
Mittitur in nervum comitis, de more paratum.
Post, fratrum precibus, cujus de sede recessit,
Atque parum vivens, obiit pauperrimus ille.
Interea, multi Bertini gesta videntes,
Ex hominum turbis, quanta sint mente sequenda,
Illius et monachos virtutis flore nitere,
Ardebant animo cupientes atria tanti
Cernere pastoris, possent ubi vivere sancte,
Ac, meditando Dei jugiter mandata, videre
Gaudia perpetuę quam sint felicia vitę.
Inter, enim, multos alacri cum corde petentes,
Benjamin excipitur mundano nomine dictus.
Nobilis, et magnis opibus ditatus, agebat;
Ex quibus ipse monasterio non parva libenter
Obtulit. Et primo vivebat tempore juste,
Visibus in hominum, qui non secreta sciebant
Cordis, et illius non acta maligna videbant.
Post, igitur, Satanę percussus dente, recessit
Tramite de recto; monitis obsistere sanctis
Coepit, et ad sęclum mentis convertere gressum.
Cumque diu fratres, verbo dulcedinis, illum
Converti cuperent, nolens audire salutis
Consilium, sprevit justorum dicta virorum,
Atque monasterium liquit lascivus et amens.
Porro, locum tempnens etiam consortia fratrum,

Perlustrare domos studuit, gyrando, parentum
Atque propinquorum quęrens solatia victus.
Et, cum nullus eum vellet retinere, sed omnes
Propositi quod fugit honus, horrere studerent,
Exercere miser cum stupris furta laborat.
Ista sed Omnipotens inter delicta statutum,
Auxilians, miseretur ei; capitique dolorem
Illius infligens, oculorum lumen ademit.
Turba propinquorum, tandem, suscepit et illum,
Viveret ut saltem. Verbis laceratur eorum,
Permittente Deo, nullum qui[1] perdere quęrit,
Ut, qui jussa Dei sprevit sub tempore pacis,
Disceret, afflictus, qualis sit poena reorum.
Inter et hęc, mestus coepit pensare, misellus,
Qualiter ad Sancti remearet limina templi,
Quo fratrum collecta manus ducebat honestam
Exultans vitam, cęlesti dogmate plenam.
Unde, propinquorum fultus solamine, venit
Ad dimissa diu Bertini tecta beati;
Coepit et ad Dominum veniam deposcere Christum
Criminis, attriti celebrans jejunia cordis,
Daviticum memorans, afflicto pectore, versum :
« Non homo sed vermis vocor et despectio plebis[2]. »
Ergo, monasterii pater, hunc ita vivere cernens,
Jussit ei victum tribui miserendo diei.
Ora tamen lacrimis crebro tinguebat amaris,
Donec larga Dei pietas succurreret illi;
Et, quoniam hic salvus erit qui durat in actu
Justicię, meruit gaudens sua vota tenere.
Denique, cum, volvente die, percurreret hora
Tertia, qua solito fratres cantare sinaxim

[1] *qui nullum,* B. N.
[2] « Ego autem sum vermis, et non homo; opprobium hominum et abjectio plebis. » *Psalm.* xxi, 7.

More solent, illis etenim psallentibus, ecce
Proruit in terram, juxta quę cernitur aram,
In medio templi, qua Salvatoris habentur
Pignera. Quem fratres cicius tellure levatum
Voce rogant : Posset quid ei contingere strato?
Qui respondit eis radios se cernere solis.
Percunctatur adhuc : Siquid conspexerit ille,
Cum divina sibi pietas renovaret ocellos?
Ascendisse faces geminas lętando fatetur
Ex tumulo Sancti quo corpore clausus habetur;
Hincque suis oculis lumen venisse beatum.
Tum, patuit cunctis meruit quod gaudia solis
BERTINI meritis. Confestim fratribus, ergo,
Accitis gaudendo, locus conceditur illi
Quem prius amisit stimulatus dente maligni;
In quo per multos vixit feliciter annos.
  Contigerat civem quendam fecisse reatum
Aurelianensem; fratrem, nam, morte peremit.
Unde reo, statim, praecepit episcopus urbis
Ferreus ut ventrem vel brachia cingeret omnem
Circulus; ac, gyrans sanctorum templa frequenter
Ambulat ad PETRI pulcherrima limina sancti;
Et, si pulchra foris, intus virtute decora,
Quis siquidem non speret in his sibi crimina magna
Laxari, virtus PETRI cum fulgeat illic?
Quis numerare valet, quot corpora sancta quiescunt
Aede pia PETRI? Retinet num Roma virorum
Ossa beatorum? Sed eos si scire valerem,
Ante, dies et verba mihi, quam nomina tanta
Exprimerem, caderet[1]. Potuit num PETRUS in isto
Virtutem conferre suam, qui gressibus undas

[1] Les inversions de cette phrase, coupée par le tmèse *ante quam*, offrent un exemple de l'impossibilité fréquente de trouver une ponctuation.

Calcavit pergendo maris, qui corpora vitę
Mortua restituit, cui Christus ovile reliquit;
Caelestes et ei tribuit super omnia claves?
Num valuit PAULUS, cęli qui sępe secreta
Audivit, mundumque suo sub dogmate strinxit?
Plane, quidem, poterant ambo; nam nexibus istum
Absolvit geminis PETRUS, ne forsitan ullus,
Ignarus virtute PETRI, non iret ad illum
Exclamare locum, vocem quo vota sequuntur.
Pandere sed quęrens meritum dignando Redemptor
BERTINI, per verba PETRI, mandavit egeno
Iret ut ad sanctos BERTINUM, scilicet, atque
AUDOMARUM, virtute pios signisque refertos.
Qui, gaudens, assumpsit iter, pervenit ad ipsos;
Atque viam grandem per longa volumina traxit.
Fratribus, ergo, pias Domino cantantibus odas,
Principis octavis PETRI, pervenerat intra
Aecclesiam Sancti. Verum, cum lectio prima
A lectore legi coepit, mox tertius ulnam
Circulus amisit ferri de pondere stridam,
PETRUS apostolico sicut predixerat ore.
Quem fratres tellure levant, magnalia Christi
Exultando sonant Jesu; gaudentque patronum
Esse sibi talem, per quem miracula cernunt.
  Officio privata pedum, crescendo, puella
Repere vix manibus poterat, per tempora longa.
Julius octavas sed cum volvendo kalendas
Efficeret, plebs omnis et ad sollempnia sancti
Baptistae flueret, solito de more, Johannis,
Advenit suffulta suis ad festa propinquis.
Vespertina sed ut coeperunt signa sonare,
Affuit, adque fores metuit contingere templi,
Expectans alię donec gaudendo venirent.

Se, tamen, in terram toto cum corpore stravit,
Atque pium Dominum, puro de corde, petebat
Ut sibi per meritum Bertini gaudia gressus
Redderet. Horroris subiti, tunc, acta stupore,
Concutitur membris, a circumstantibus atque
Erigitur, gavisa pedum virtute recepta;
Atque Creatori grates dicendo rependit,
Bertini meritis hanc qui salvavit opimis.

II

Nunc autem narrare juvat, sub calce libelli,
Postremi fuerint mundi cur parte locati;
Scilicet Audomarus, Bertinus, uterque beatus.
Extremis, siquidem, florentes partibus orbis,
Cum virtute Dei conservant ultima mundi.
Sicut, enim, tectum firmis fundare columnis
Undique gestimus, forsan ne decidat ulla
Parte domus; Domini sic nam sapientia Christi
Undique vallatum voluit consistere mundum.
Quapropter geminas, in mundi fine, columnas
Extruxit, ne pacta domus sentire ruinam
Posset, et interius rapiens accederet hostis,
Et spoliando domum lętus remearet apertam.
Fluctibus undarum quamvis quaterentur acerbis,
Has non fregit amor sęcli, nec gloria mundi;
In Christo tenuere suos sed fortiter actus,
Ac mundi rabiem Verbi dulcedine fractam
Calcarunt; signando quod hęc quassata peribit,
Et verbum Domini nostri florebit in aevum.
Sicut enim paleas ignis comburit adustas,
Sic praecepta Dei mundum sorbere videntur.
Incendunt quosdam horum peccata cremando;
Absorbent alios aeterni flatibus ignis.
Nam, qui verba Dei cordis sub pectore servant,
Hos incendit amor Christi, caelestis et urit
Ignis, et absolvit delicti pondera magni.
Haec qui non audire volunt, nec mente sequuntur,
Ex ipsis dampnantur, et ad horrenda profundi

Ostia descendunt Herebi, quo fletus ocellis,
Dentibus et stridor numquam finire[1] videtur.
Quod loquor est modicum, si non effecta revolvam.
Tempore nam quodam, Nortmanni litora nostra,
Eminus in pelago currentes aequoris altis
Aspiciendo, petunt, terramque attingere certant;
More suo subito vastantes undique pagos,
Ut praedando solent; nimium sed parte vocati,
Proh dolor! a nostra, seu quicquid dicitur inde
Criminibus populi pariter hoc esse putatur;
Irritant Dominum jugiter quia crimina dira.
His ita, Bertini properant ad limina sancti;
Circumquaque quod inveniunt consumitur igni;
Ecclesias, miserante Deo, non igne perurunt.
Ad quas dum veniunt, monachos ibi stare tuentes
Accipiunt; et eis thesaurum sępe requirunt.
Aecclesiae poterant sed non cędendo columnę
Frangi, sermo velut noster prędixerat ante.
Fundatę siquidem stabant sermone Petrino.
Quattuor ergo viri, sectando monastica jura,
Relligione pares, quorum quia nomina scimus[2],
Dicamus : Winetboldus, Woradus et almus,
Gerwaldus, Rainardus, et hi probitate nitentes,
Firmiter in Christo tenuerunt cordis amorem.
Atque, locum proprium, nulla pro morte, volentes
Linquere, Bertini poscunt suffragia sancti;
In temploque sedent, mortis compendia spectant.
Accedunt ad eos Normanni mente feroci,
Ac torvis oculis illos cernando minantur.
Nam Winetboldum capiunt, limphisque necare
Nituntur; miseri sua nec mala gesta tuentur
Quae Deus Omnipotens justo moderamine vertit,

[1] *cessare*, B. N. — [2] *statim*, B. N.

Ut labor inflictus hominis peccata fugaret,
Et culpae maculas fluctus purgaret aquarum.
Flasconem capiunt, fluvii de gurgite complent.
Naribus infundunt, ac sic occidere quaerunt.
Quod baptismus ei, potius quam poena, secundus
Creditur esse : die nam qui pervixerit uno,
Non valet immunis peccati fasce manere.
Sic Winetboldus macrore est attenuatus,
Acris verberibus, plagarum stigmate plenus.
Viscera distentum linquebant vix semivivum.
Plurima Gerwaldus junctim [est] ludibria passus.
Quanquam sit senior aliis et corpore major,
Ictibus isque licet multo gravioribus esset
Vexatus, vitam, Domino servante, beatam
Incolomem voto, si non in corpore sano.
Et quis martyrio fraudatos dixerit illos?
Tertius illorum, sacris altaribus asstans,
Nomine Woradus, coepit sollempnia Christo
Dicere missarum, dubius non morte propinqua.
Et sibi qui mortem potius quam dona putabat.
Raptorum manibus gaudens exenia sumit,
Grata Deo nostro quoniam non esse rapina
Dicitur, idcirco hanc contempsisse videtur.
Hic, tunsus colaphis ullo sine vulnere diris,
Prodidit et vitam pro frigore ferme vetustam.
Nudus erat feriis nam continuo triduanis.
Namque relinquentes templum, qui dona dederunt
Abscedunt; horum socii sed protinus in hunc
Exurgunt, nummosque datos tollendo resumunt.
Cognovere sed ut haec qui donaria sanctis
Obtulerant aris, raptores stipite pendunt
Arboris in patulę, poenas moriendo luentes
Ignis perpetui quo comburuntur iniqui.

Hinc, capitur Rainardus, acerba morte necandus,
Quique, diu tractus, poenis maceratus iniquis,
Ante patris matrisque domum perducitur anceps.
Punitur gladio, mortis ludibria suffert.
Ergo, ne, pro tanto potuit certamine, dici
Martyr, qui vitam gladio finivit atroci[1]?
Catholico, siquidem, vixit sub tramite semper;
Sed legimus multos Christi non gurgite tinctos
Sanguine quod fuso penetrarint atria coeli.
Credimus, est martyr, quoniam si facta latronis
Pensantur, qui mente Crucem conscendit iniqua,
Ut sanctus Matheus ait, qui dixit utrosque
Blasphemasse Deum, verum quod non negat ullus[2].
Et tamen a Domino paradysi gaudia sumpsit,
In Cruce, perverso fuerat qua corde reversus.
Primus enim hominum çeli pervenit ad aulam;
Iste reus fuerat hominum de morte frequenti;
Ille Dei crebro dulcissima jussa peregit.
Respondetur, ad haec, fuerat presentia Christi
Illi quod presens; ideo tot munera coepit.
Nam peccata Crucis fuerant in culmine tecta,
Et caelestis in hac meruit consortia regni.
Stipite namque Crucis potuit sua jura tenere
Christus, et in coelo residens non ipsa tenebat?
Nos autem Dominum Christum quia corde fatemur
Esse Deum verum, carnis velamine tectum,
Credimus hoc isti valuit dare quod dedit illi.
Quem licet in terris quondam peccata gravassent,

[1] Il faut lire tout ce qui suit jusqu'au vers 589, en regard de l'homélie *De latrone*, qui est attribuée, ainsi que quinze autres, à Eusèbe, évêque de Césarée, dans le ms. 106 de la bibliothèque de Boulogne, ancien 312 de celle de Saint-Bertin. C'est la thèse dont il est parlé dans la *Notice préliminaire*.

[2] «Idipsum autem latrones qui crucifixi erant cum eo improperabant ei.» *Math.* Ev. XXVII, 44.

Gratia caelestis potuit donare reatum,
Mortis in articulo, mortis qui jura fugavit.
  Quamvis postremus sit supplicio Rainardus
Ductus, at in caelis aliis est celsior altis.
Dum vellent illum Dani transducere secum,
Dicunt intra se : « Thesaurum noverit iste. »
Nomine pro Christi, non curabant veterani
Et tormenta pati nec non succumbere morti.
At junior sese manet et prestantior iste.
Si corpus varię contritum verbere poenę
Victus per carnem promittet pondera tandem
Promptius, argiri promens et plurima crisi.
Fustibus et virgis cursim percussus et hastis,
Restibus est palmis vinctus vel compede plantis.
Hunc alius tractat pedibus; furor arma ministrat.
Ast, alter gladio minitaverat, undique telo.
Permanet immobilis, ceu monticulus quoque grandis.
Ast oculis, junctim palmis, ut Stephanus olim,
Intendens caelum pro illis rogitabat Iesum.
Intra seque : « Loco cur intricabimus isto ?
« Vincere nec istum, nec ullum adquirere censum
« Possumus. Hinc pergat nobiscum, fractus abibat. »
Confestimque suum studuerunt tendere cursum,
Brachia stringentes, illum secumque trahentes.
Cum tria, jam leti, legerent miliaria, Dani,
Munnimo villam tandem venientibus illis,
Haec concaptivos audivit dicere mestos :
« Serve Dei, porta fueras tu natus in ista. »
E manibus cecidit statim, terramque petivit,
Dicens ultra se momentum vivere nolle,
Malens ante mori quam vivens somate pollui.
Haec auscultantes una pupugnere gementem;
Candida sanguineis Christo dat flamina guttis.

Interea fratres, inibi tum rite manentes,
Tecta monasterii cicius renovare vetusti,
Dommata praecipui nimium stillantia claustri
Pulchre tractabant, meliuscule perficiebant.
Namque monasterium paucis in solibus auctum,
Denique plumbino, mos est ut, tegmine vulgo
Mirifice tectum, vel in omnibus aedificatum,
Interius sacrum, ceu condecet historiarum
Ordine picturam vidisses pariete pulchram,
Et quadrata auro nec non altaria fulvo;
Ar[gen]toque cruces, libros splendentia plures.
Qui velit illorum numerum conscire librorum,
Censeat is guttas pluviarum, denique sudas
Litoris Oceani vel harenas undique lati.
Lectica Bertini fulget constructa beati
Pulchrius obrizo, nubis vel fulmine vivo[1].
Crisea quę flammis constans argirea gemmis
Fulvior, artifices ut eam mirentur et omnes.
Dixero de capsis quid, Fratres, aio buxis,
In quis relliquię retinentur, nempe, sacratae,
Plurima sanctorum cumulatim membra piorum?
Quadam namque die, cum jam turrille fuisset
Scilicet ęcclesię positum supramemoratę,
Omne velut farus jam vertice surgeret altus,
Eminus excepta visum claxendice summa
Pręberet, clare circumsplendens regione;
Pomifer edituo cum tolus desuper alto,
Atque triumphali signo crucis accopulari
Cepisset, firma junctim conpagine tota
In caput artificum, proh! summa vertice plurum
Vertitur. Ast unus petiit terram moribundus.

[1] «Hos versus citans Alardus Tassarus, «in *Florario*, Sithiensem monachum hujus «Carminis authorem facit, sibi quamvis ob- «tectum.» A. B.

Asstabant noti fratres cum matre propinqui,
Et, nimium flentes, frangebant pollice crines;
Occiput et terrae cum pulvere, sinciput atque
Spargebant cursus populorum plurima multis[1].
Adveniunt monachi, mox fit conventio vulgi
Una quo flentes plangebant. Ast ululantes :
« Mortuus est! clamant! » Heu! pro dolor! undique flebant.
Prosiliens Paulus, de circumstantibus unus,
Attulerat limpham concursim denique puram.
Quod dico dictu constat mirabile visu,
Porrigeret veluti ciato promocundus et ori.
Alloquiturque ridens. Cum clara voce respondens :
« Sepius ergo merum suevi gustare phalernum,
« Fundere quam laticem pro certo in gutture vilem. »
Haec quis Bertini meritis non dictat agii,
Qui nichil in terris possedit, et omnia coelis?
Protinus audisses certatim psallere fratres
Vocibus atque laon commixtum kyrrieleyson.
Dissona turbati nec non preconia vulgi,
Paulula campanis et tintinnabula magnis.
Ipse simul celsas theotisce dixerat odas.
Namque bonus Dominus semper miserator et unus
Asstitit adjutor miseris atque auxiliator.
Sane pusioli, qui necdum psallere docti
Nesciebant carmen, clamabant celsius : Amen.
Haud reor hoc gestum sine peccato reticendum;
Evenit paucis post succedentibus annis.
Venerat ignotus quidam, heu! nomine pressus,
Elinguis vere, vel surdus nativitate,
Splendida Bertini mendicus moenia sancti.
Qui non cum ptochis stipem poscens vagabundus,

[1] Ne faut-il pas *multus?*

Juxta basilicam sed mansit ut hospes agiam,
Sepius ac horas audivit cottidianas,
Et voluit sacram numquam dimittere missam.
Per matutinas orandoque durat ad horas,
Et velut adhelfus[1] monachorum permanet unus.
Coepere unanimes muttatim quęrere fratres,
Iste velit quidnam quod non discederit umquam :
Affectu verum fratres humanius illum
In xoenodochio sistebant cottidianò,
Et singillatim signatur mansio statim.
   Perdurans unum deflendo paene per annum,
Venerit ut Paschę jam quarta diecula sancti[2],
Fratribus et junctim vespertinale sinaxim,
Ut mos festivę constat, celebrantibus, atque
Altius antiphonam praecentor ceperat istam :
« Fratribus ite meis Alle prędicite luia ! »
Confestim, puero versum promente tenello :
« Dicite, de ligno Dominus regnaverit almo; »
Mutus in hac hora jam cępit farier ipsa.
Audiit asstantes haec una psallere fratres.
Atque pium carmen cum respondentibus, Amen.
Talia constantes tollunt preconia fratres,
Antea nec umquam post haec et qualia numquam.
« Laudemus Dominum, te confiteamur et unum. »
Illis, cum vere cantabat sexus uterque,
In paradysiacis duxisses te fore tempis,
Conlaudant Christum totis cum viribus, ipsum
Undique Bertinum cuncto laudamine dignum,
Tantus qui constat quod ei sic omnia pręstat
Omnitenens regnum cujus est semper in aevum,
Imis et latis terris, coelestibus astris,

[1] « *Adelfus*, hic pro fratre, seu monacho, ponitur. » A. B. — [2] Ce doit être *sancte*.

Quo Dominus faciat nosmet peragrare quod optat
Mens, cum corde gemens, imo suspiria promens.
Dicamus laudem, nos, Alleluia vel Amen,
Dignetur veniam dare vel dimittere culpam
Nobis, cum servis capiunt modo praemia caelis.
Ast hunc expresse, post haec, audivimus esse
Nos virdunensem de nativitate satellem.
Quod factum vero constat villa Giniaco,
Aecclesia distat millenis passibus haec nam,
In hac Liudfridus quidam cum nomine dictus,
Civibus, heu! aliis degens non relligionis
Causa, patratus post haec quod comprobat actus.
Nam, cum concives properarent scilicet omnes,
Ad quoque basilicas pauxillo munere sanctas
Linea candelam fert, panem, xenia, ceram;
Unusquisque dabat quae commoda corde putabat
Praesulis AUDOMARI, BERTINI abbatis et almi.
Unus, proh! solus summa virtute relictus
Iverat ad parvas pastorum denique casas,
Nec non florigeras pecudes qui pasceret herbas.
Oblitus Domini quod jussit codice verbi,
Et moniti stolidi quod protulit ante popelli,
Luci christicolae nil preponatur et almae.
In pergendo tamen quod lingula dixerit: Amen,
Plurimus ecce tremor membrorum, mentis et angor,
Horror erat nimius, proh! corde tenus tremor intus,
Omnia commovit rigor et precordia strinxit.
Plura quid accumulem? Confestim membra dolorem
Tota receperunt, et poenitus, heu! ceciderunt;
Protinus in terram prius est projectus et aequam
Quam peteret Domini Jhesu suffragia Christi,
Et quoque sanctorum quorum sunt corpora patrum
Hic, AUDOMARI cunctis veneranda beati,

Abbę Bertini summa cum stemmate sancti;
Dommata vel quorum sunt, et, si corpore nondum,
Mente tamen posset simul et haec omate vellet.
Aggredierque locus potuit quem cernere visus
Noxia quid mentis facit haud vesania cordis
Interemit, frangit, torpet, corrumpit et angit.
Orbibus et binis fit nox tenebrosus ocellis,
Bimatu furva permansit et amplius umbra.
Tandem consultu cognatorum quoque jussu
Appetiit kiricam praefati Patris agiam,
Caerera quae poterat conquirere munera portat
Secum, poscendo veniam, meritisque rogando
Nomine predicti Patris et sepissime nostri.
Omnipotens genitor, qui cuncta creavit, et auctor
Orbis terrarum, non spernens pauperis orsum,
Dederat huic lumen ceco vel cordis amorem,
Antea non tenuit quia quem sua lumina perdit.
Is quoque devotus fuerat jam lumine factus,
Promittensque loco numquam discedere ab isto:
« Servitio presens sum, corpore quamvis et absens. »
Principis in curto cujusdam mox venerando
Texendi doctus, nendi fuit arte peritus;
Totius est operis vel preceptor muliebris
Quicquid in hoc templo post hęc fueratque sacrato,
Promptus ad ornandum pie perpetrat atque lavandum.
Quisquis scrutari prudentior aut imitari
Caelitis et pulchras possit jam carminis odas,
Dicat quamplures monachorum concio laudes
Profert, et, vere jubilando, sexus uterque.
Vos igitur, Fratres, illuc intendite, quaeso,
Quo vestros migrasse Patres credendo tenetis.
Propter enim vestram deposcunt sępe salutem,
Et cupiunt ut ad hos, operum munimine freti,

Attingatis, et in Christi semper[1] duretis amore;
Illius auxilio caeli penetretis et alta
In quo summa quies vitae dulcedo perennis.
Nam Patriarcharum numerus vos sustinet illic,
Ordo Prophetarum simili fulgore coruscus,
Martyrii quos palma polum transvexit ad altum,
Et Confessores verbi dulcedine fortes,
Maxime BERTINUS, qui vos ad sydera caeli
Tendere commonuit primus sermone salutis.
Ac, quos in terris docuit sermonibus almis,
Semper apud Dominum pro his deposcit et orat;
Postulat et sanctos, inter quos fulget, amicos
Ut Dominum sanctis, pro vobis, vocibus orent;
Judicii veniente die quo stare quaeatis
Inter oves Christi Jesu quae voce jubentur
Ad regnum transire Patris, quo cernere possint
Qualiter Omnipotens trinus consistet et unus.
Ad quod nos hilares Christi clementia ducat.

Amen.

[1] Cet adverbe, qui donne deux pieds de trop au vers, demande à être supprimé. Il est rayé dans la copie B. N.

LETTRES DE BOSSUET

À DANIEL HUET,

PUBLIÉES

PAR M. L'ABBÉ V. VERLAQUE.

AVERTISSEMENT.

Le 1er septembre 1670, la mort enlevait, après une maladie de quelques jours, le président Périgny, précepteur du jeune dauphin, fils de Louis XIV. Il fut vivement regretté de son royal élève et de toute la cour. On dut bientôt penser à le remplacer. Le choix, qui avait été confié aux soins et à l'intelligence du grave Montausier, n'était pas facile. Bien des qualités étaient requises de la part du candidat pour qu'il s'acquittât avec fruit de cette délicate fonction. Aussi que fit le consciencieux gouverneur? Il dressa une liste contenant les noms de cent personnes aptes à ce poste, afin que Louis XIV pût facilement faire son choix. Dans le rapport que Montausier avait ajouté à cette liste, il était dit : «..... Si Votre Majesté me demande actuellement mon opinion sur « ceux que je crois le plus dignes de fixer son attention, je prendrai la liberté « de lui dire avec confiance que, parmi ceux qui n'ont formé aucune demande, « MM. Ménage, de Condom et Huet me paroissent mériter la préférence[1]... ». Bossuet n'était pas un étranger : depuis dix ans environ sa voix s'était fait entendre dans plusieurs églises de la capitale ainsi que dans la chapelle du Louvre. Pendant ce long espace de temps, Louis XIV avait été à même de connaître, d'apprécier et d'admirer Bossuet; aussi quoi d'étonnant qu'il l'ait préféré aux deux autres? Le choix ne pouvait pas être plus heureux; l'élève ne pouvait pas trouver pour le former une intelligence plus élevée, une instruction plus solide, une éducation plus distinguée. Avec des qualités si remarquables, on espérait un heureux résultat. Hélas, disons-le, les efforts du précepteur furent couronnés par un médiocre succès; il rencontra chez son élève une nature paresseuse, difficile et hautaine. Bossuet, ne comprenant que trop l'im-

[1] *Huetii commentarius de rebus ad eum pertinentibus*, p. 289. — Card. de Bausset, *Vie de Bossuet*, liv. III, § 7.

mense responsabilité qu'il assumait en acceptant cette fonction, s'était fait adjoindre comme sous-précepteur le savant D. Huet, depuis évêque d'Avranches. Le duc de Montausier n'était pas resté étranger à la nomination de cet ecclésiastique, car ils étaient unis par une longue amitié.

Dès le moment de leur entrée en fonction, Bossuet et Huet eurent des rapports journaliers, comme nous le montre la correspondance que nous donnons ici. Elle est intéressante et renferme de curieux renseignements historiques. Rarement le sous-précepteur remplaça Bossuet; lorsqu'il le fit, c'est que ce dernier était tombé malade ou bien qu'il était en voyage. Des circonstances imprévues obligent-elles Bossuet à partir pour Paris ? immédiatement il prie Huet de venir auprès de son royal élève, et lui indique l'ordre des exercices et des devoirs qu'il aura à faire faire. Ces indications curieuses nous montrent avec quelle sollicitude le précepteur tient à ce que le programme soit journellement rempli : « ..... Nous lisons d'abord de l'Écriture l'*Exode,* lui écrivait-il « dans une de ces lettres que nous donnons ici; le matin, l'*Eunuque* de Térence; « l'après-dînée, Florus... Vous pourrez remplir le temps de la philosophie « par quelques endroits des *Institutes,* que j'ai commencé à lire à Mgr le Dau- « phin, afin qu'il connoisse quelques principes généraux du droit.... »

S'agit-il de la nomination de M. de Cordemoy à l'Académie française? Bossuet se met en campagne pour faire réussir la candidature de son ami. Il sait combien est grande l'influence du sous-précepteur auprès des savants qui composent la Compagnie; aussi il ne craint pas de lui écrire, le 20 novembre 1675 : « .....Pour ce qui est de M. de Cordemoy, on veut absolument que « son affaire soit assurée, et, selon ce qu'on me dit, je n'en doute pas. Je vous « supplie de demander à M. de Segrais son suffrage dont je lui serai très- « obligé. Pour vous, Monsieur, vous savez combien je compte sur vos bontés, « et avec quelle confiance je vous les demande... » Quelques jours après, il écrivait à la même personne au sujet encore de la candidature de M. de Cordemoy : « .....On me marque que la brigue est grande contre nous et « qu'on s'est servi du nom de M. de Colbert, pour M. de Félibien..... On « avoit dit aussi que M. de Paris seroit contre nous. J'ai su de lui-même qu'il « n'en étoit rien, ainsi nous n'avons point à craindre l'autorité. Nous verrons le « reste. J'espère qu'avec votre secours tout ira bien. Vous n'aurez pas oublié « M. de Segrais... » Une autre fois Bossuet est embarrassé, il prie Huet de consulter l'Académie sur une difficulté dont la résolution lui est absolument

nécessaire, à savoir, s'il faut écrire la vie de Henry ou la vie d'Henry. Nous aurions été heureux de trouver la réponse à cette question.

Après plusieurs années de travaux sérieux, Huet avait composé, pendant qu'il était sous-précepteur du Dauphin, sa *Démonstration évangélique.* Bossuet reçoit avec empressement la communication du manuscrit de ce savant ouvrage, et adresse à l'auteur quelques remarques sur son livre où l'on rencontre les connaissances les plus profondes du dogme, de la morale, de la patrologie et de l'exégèse. Malgré sa vaste érudition dans les sciences ecclésiastiques, Huet fut obligé de se rendre aux observations de Bossuet comme nous le montre cette correspondance.

Au commencement du mois de mai 1689, Huet envoya à Bossuet un des exemplaires de l'ouvrage intitulé : *Censura philosophiæ cartesianæ,* dont il venait de faire paraître la deuxième édition. Cet envoi était accompagné d'une lettre dans laquelle l'évêque d'Avranches lui disait : «J'aime à croire que vous lirez «volontiers ce travail; car la doctrine que j'attaque a eu le bonheur de vous «plaire.» Bossuet répondit à Huet quelques jours après la réception du livre. et tout en le remerciant il ne put s'empêcher de manifester son mécontentement : «. . . Vous dites que la doctrine que vous attaquez a eu le bonheur «de me plaire. . . et vous dites aussi dans la préface. . . que vous ne prenez «la peine de combattre cette doctrine, que parce qu'elle est contraire à la «religion. Je veux croire pour ma satisfaction que vous n'avez pas songé à «lier ces choses ensemble. . . Je vous dirai donc franchement ce que je pense «sur la doctrine de Descartes ou des Cartésiens. Elle a des choses que j'im«prouve fort, parce qu'en effet je les crois contraires à la religion, et je «souhaite que ce soit celles-là que vous ayez combattues : vous me déchar«gerez de la peine de le faire comme je fais en toute occasion, et je serai ravi «d'avoir un ouvrage de votre façon où je puisse envoyer les contredisants. . . »

Nous ne pousserons pas ces citations plus loin; mais, avant de finir, nous devons dire quelques mots sur l'origine de ces lettres. Les autographes avaient été trouvés à Caen en 1820 dans les greniers d'une maison habitée par un des parents de Huet. Ils ont été vendus depuis à un riche collectionneur anglais, lord Ashburnham. Mais, avant d'être transportés au delà de la Manche où ils se trouvent encore, ils avaient été copiés *in extenso* par M. Léchaudé d'Anisy (de Caen). Son travail, qu'il espérait publier et qu'il avait même préparé pour l'impression en suivant l'orthographe moderne, forme trois

volumes in-8° déposés à la Bibliothèque nationale (Fr. 15188-15190). Le premier renferme 362 pages. Il a pour titre : *Correspondance littéraire et privée, ou Recueil de lettres adressées à Huet, évêque d'Avranches.* Il y a d'abord des lettres de Mme de la Fayette, de Mlle de Scudéry, de l'abbesse de Fontevrault, Gabrielle Rochechouart de Mortemart, sœur de Mme de Montespan. Ce n'est qu'à partir de la page 189 qu'il contient des lettres de Bossuet. Elles ne font pas partie de la Correspondance comprise dans les différentes éditions de ses Œuvres; nous les publions ici pour la première fois après y avoir ajouté les notes et les explications nécessaires.

Quant au classement, nous avons suivi le manuscrit, sauf pour certaines lettres non datées dont le contenu nous a forcé à faire quelques modifications indispensables.

V. VERLAQUE.

LETTRES DE BOSSUET

À

DANIEL HUET.

I.

A Paris, le 24 septembre (1670).

Monsieur, Le plaisir de vivre avec vous a été pour moi l'un des plus grands agréments de la charge dont le roi m'a honoré. Je connois parfaitement les grandes et excellentes qualités de votre esprit et de votre cœur, et je ne doute pas que nous ne vivions non-seulement dans une honnête correspondance, mais encore dans une amitié très-étroite. M. le duc de Montausier[1] vous pourra dire avec quel plaisir j'entendis nommer votre nom. Vous êtes ici fort attendu et vous y serez reçu comme un homme d'un mérite aussi distingué, que le vôtre le doit être. Je ne vous dis rien davantage par écrit, puisque j'aurai le plaisir de vous entretenir bientôt de vive voix. Je le souhaite avec ardeur et je souhaite encore plus que toutes choses de vous faire connoître avec quelle passion je suis heureux. Je suis, Monsieur, votre très-humble serviteur.

La fièvre de Mgr le Dauphin est visiblement sur son déclin et nous espérons qu'il en sera quitte dans sept ou huit jours. Je prends la liberté de vous adresser la lettre pour M. de Bayeux[2], ne sachant pas s'il est encore à Caen.

[1] Voir à l'*Avertissement*, p. 611.

[2] Mgr F. de Nesmond, né à Paris le 1er septembre 1629; il devint évêque de Bayeux le 9 août 1661, et mourut le 13 juin 1715.

II.

A Saint-Germain, le 21 octobre 1670.

Il est raisonnable, Monsieur, que vous profitiez de mon séjour à Saint-Germain. Tout ce que je puis faire pour cela, c'est de vous mander les nouvelles, si vous ne les savez d'ailleurs. Monseigneur le Dauphin eut hier un second accès, qu'on pourroit compter pour le troisième, à cause d'une émotion qui marqua un peu jeudi dernier. L'accès fut assez doux et assez court hier. Cependant, sur l'avis de cette fièvre, le roi, qui avoit fixé son départ à samedi, l'a avancé à mercredi et sera ici samedi. J'ai cru qu'il étoit bon que vous en fussiez averti. Cela ne vous presse en rien que pour faire votre cour; mais songez principalement à vos yeux[1]. Nous ferons ici vos excuses. Cette fièvre nous donne un fâcheux loisir. Croyez au reste, Monsieur, que personne ne sera jamais plus attaché à vous que, etc.

III.

A Saint-Germain, lundi matin (avril 1671)[2].

Je vous prie, Monsieur, de me mander des nouvelles de vos yeux. Je les attends de vive voix par ce porteur; car il vous est défendu d'écrire. Monseigneur est en parfaite santé. Il tua avant hier un sanglier. Il commence, depuis quatre ou cinq jours, à écrire lui-même ses thèmes. Il les fait mieux qu'il n'a jamais fait; il est ravi de cette jolie et di-

[1] Dès l'âge de seize ans, Huet souffrit beaucoup de la vue; il dut même interrompre pendant quelques mois ses études. Dans le voyage qu'il fit en Suède en 1652, il faillit devenir aveugle par excès de travail; car, non content de visiter pendant le jour les riches bibliothèques de ce pays, il passait encore une partie des nuits à lire et à transcrire des manuscrits pour l'édition d'Origène à laquelle il travaillait depuis plusieurs annnées. (*Mémoires* de D. Huet, traduction de M. Nisard, Paris, 1854. Chapitre concernant le voyage en Suède.)

[2] Nous lisons dans le *Recueil des Gazettes nouvelles*, année 1671, mois d'avril : M[gr] le Dauphin va beaucoup mieux, il jouit maintenant d'une parfaite santé; il est allé plusieurs fois à la chasse durant ce mois.

vertissante nouveauté[1]. Voilà nos nouvelles; celles de la grande cour sont que les travaux sont incommodés par les pluies; on espère pourtant être ici, dans le 8 ou le 10 juillet.

Ayez soin de votre santé qui me sera toujours très-chère.

IV.

Samedi matin (1672).

Je vous envoie, Monsieur, un présent de M. Gallois[2] que j'ai reçu pour vous: vous voyez qu'il vous croit à Saint-Germain. Je vous envoie aussi un billet, qui pourroit bien être pour vous. J'y ai appris cet important secret qu'on nous cherchoit un carrosse, mais autant seroit, s'il y avoit eue autre chose. Je vous le renvoie à condition que l'adresse ne vous servira pas de titre contre moi. Vous êtes longtemps sans nous venir voir, et sérieusement je m'en ennuie. Donnez-nous du moins de vos nouvelles et surtout revenez entièrement guéri. Personne, Monsieur, ne le souhaite tant ni n'est plus à vous que moi.

V.

A Saint-Germain, 5 juin 1673.

J'ai fait réponse au P. Revius, conformément à votre lettre, et j'ai eu soin, Monsieur, de faire faire vos compliments à M. Torck sur son

[1] Ce goût lui passa bientôt. Le grand Dauphin était encore enfant lorsqu'il entendit une dame de la cour parler de ses malheurs: «Faites-vous des thèmes, Madame? lui demanda le jeune prince.—Non, Monseigneur. — Alors vous ne savez pas ce que c'est que d'être malheureux.» (Note de M. Léchaudé d'Anisy.)

[2] Le présent dont il est question dans cette lettre est probablement l'ouvrage que cet ecclésiastique venait de faire paraître sous le titre de: *Réflexions d'un philosophe sur la vie de Descartes*, 1672. Écrivain très-versé dans la connaissance des langues grècque et hébraique, il avait été chargé par Colbert de la direction du *Journal des Savants*. Précepteur des enfants de ce grand ministre, son nom figure sur tous les états de gratifications accordées aux gens de lettres de 1664 à 1683. Né à Paris en 1632, il y mourut en 1707. (*Histoire de Colbert et de son administration*, par P. Clément, t. II, p. 242.)

ode. Je vous supplie de faire savoir à M. de Maimbourg[1] que je sais qui est ce sieur Noguier[2] qui a écrit contre mon Exposition[3], et que quand je ne le connoîtrois pas, je suis bien persuadé que s'il avoit à écrire sur cette matière, ce seroit plus fortement et pour moi. Je loue le dessein qu'il a de combattre les sociniens, et je le trouve, et je le tiens très-capable de l'exécuter. Achevez promptement, Monsieur, de vous guérir, et venez nous voir au plus tôt, je vous en prie.

VI.

A Versailles, ce 23 septembre 1674.

J'ai appris, Monsieur, avec déplaisir, le mal qui vous a pris si fort en traître. Il ne faut pas le négliger; et puisque vous avez trouvé un médecin sûr[4], laissez vous guérir avec patience. Je n'ai point ouï parler de la chaire dont vous me faites l'honneur de m'écrire; mais j'ai appris, depuis, que l'affaire étoit finie comme vous souhaitiez. M. de Montau-

[1] Théodore de Maimbourg, qu'il ne faut pas confondre avec le R. P. de Maimbourg, religieux de la compagnie de Jésus, qui attaqua également l'*Exposition* de Bossuet dans son *Histoire du Luthéranisme*. Il avait abjuré, dans sa jeunesse, le protestantisme entre les mains de Bossuet, à la suite d'un sermon qu'il lui avait entendu prêcher à Metz. Malgré les marques d'estime qu'il n'avait cessé de donner à partir de ce moment à l'évêque de Condom, il prépara en secret une *Réfutation de l'Exposition*. C'était un esprit peu sérieux, Bossuet le connaissait, et c'est ironiquement qu'il dit dans sa lettre : «S'il avoit à écrire «sur cette matière, ce seroit plus fortement «(que M. Noguier) et pour moi.» (Card. de Bausset, *Vie de Bossuet*, l. III, § 14, note; Floquet, *Études sur la vie de Bossuet*, t. III, p. 75.)

[2] Ministre protestant qui avait fait paraître cette même année (1673), à Orange, un volume in-12 de 359 pages, ayant pour titre : *Réponse au livre de M. de Condom.* «Il étoit considéré dans son parti, dit Bos«suet, et avoit parmi les siens la réputation «d'un habile théologien.» (Ant. Arnauld, *Apologie pour les catholiques;* Liége, 1682, 2e partie, chap. II.)

[3] 1 vol. in-8° publié à Paris le 1er décembre 1671.

[4] Ne serait-ce pas du docteur Vallant qu'il serait question ici? Nous serions porté à le croire, car l'on trouve dans les cartons déposés à la Bibliothèque nationale sous le titre : *Portefeuilles Vallant* (ms. 17043-17051), un grand nombre de lettres de Huet, et qui lui sont adressées.

sier m'a dit que M. le premier médecin[1] l'en avoit assuré. Je serai toujours pour l'ordre et, pour vous, contre toutes recommandations.

VII.

Le vendredi à deux heures.

Il ne peut, Monsieur, y avoir d'étude demain que sur le soir à Versailles; mais nous sommes convenus ce matin, que si le voyage vous incommodoit et qu'il troublât l'ordre de vos remèdes, vous pourriez vous dispenser d'aller à Versailles. J'ai promis à M. le duc de Montausier de vous le faire savoir. Il s'intéresse comme vous savez à votre santé, et en l'état où je vois par votre lettre que vous vous trouvez, je crois que vous ferez bien de demeurer en repos. Mgr le Dauphin s'en promènera davantage, et je vous promets votre grâce. Je suis à vous de tout mon cœur.

VIII.

A Saint-Germain, 13 décembre 1674.

J'ai prié mon frère[2], Monsieur, d'avoir l'honneur de vous voir pour une affaire où j'espère que vous voudrez bien m'obliger. Il vous nommera un homme qui postule pour une chaire vacante en droit canon, et je m'intéresse tellement pour lui que vous ne sauriez me faire un plus grand plaisir que de le protéger par vous-même, en lui donnant votre voix, et en lui procurant celle de plusieurs personnes que je sais déférer beaucoup à vos sentiments. C'est assurément un fort bon sujet et un homme très-capable, que j'ai des raisons si considérables

[1] L. d'Aquin qui mourut en 1698. (*État de la France* en 1674, t. I, p. I, p. 124; *Journal de la santé du roi Louis XIV,* publié par Le Roi, Paris, 1862; *Mémoires de Saint-Simon,* édit. Chéruel et A. Régnier, t. II, p. 147.)

[2] Mort en 1696. C'était le père de l'abbé Bossuet qui séjourna longtemps à Rome. En apprenant sa mort, l'évêque de Meaux écrivit à son neveu une lettre fort touchante le 2 février 1699. (*Œuvres de Bossuet,* édition Vivès, t. XII, p. 101. — *Vie de Bossuet* par le cardinal de Bausset, t. II, l. x, § 27.)

d'affectionner, que vous ne m'obligerez jamais davantage, que de me donner en cette occasion des marques de votre amitié et de votre crédit.

Je suis, Monsieur, tout à vous, avec la passion et l'estime que vous savez.

IX.

Saint-Germain, 19 mars 1675.

Je vous rends, Monsieur, très-humbles grâces du présent que vous m'avez fait au nom de M. Halley[1], et vous supplie me faire la grâce de lui envoyer mes remerciements. Mgr le Dauphin reçut votre lettre avec joie; il la lut et l'expliqua en même temps avec beaucoup d'agrément[2]; et en recevant le livre, il me dit qu'il seroit bien aise de le lire, et qu'il ne doutoit pas qu'il n'eût beaucoup de plaisir à lire les vers d'un homme qui vous avoit appris à en faire de si beaux[3]. Voilà sa réponse en propres termes, et je crois que M. Hal-

[1] Voici le témoignage que Huet rend de M. Halley : «M. Halley, mon bon maître et «mon bon ami, qui étoit professeur royal «dans l'université de Caen, avoit du talent «pour la versification latine; il étoit sévère «observateur de la pure latinité et des règles «de la prosodie. Il exerçoit souvent sur moi «cette rigueur et ne me pardonnoit rien.» (Voir *Mémoires* de D. Huet, l. V, p. 200, traduction par C. Nisard.)

[2] Toutes les lettres qu'adressait le sous-précepteur au jeune Dauphin étaient écrites en latin. Elles ont été publiées par l'abbé de Tilladet dans ses *Dissertations*, 2 vol. in-12, 1712.

[3] Malgré ses quatre-vingt-deux ans et sur la prière de ses amis : Ménage, le P. de la Rue, D. Huet, etc., Halley avait réuni toutes ses poésies en un volume ayant pour titre : *Opuscula Miscellanea*, Cadomi, 1675, vol. in-8°. C'est de cet ouvrage, offert par l'auteur au Dauphin, qu'il est question dans cette lettre. Non content de faire remercier son sous-précepteur par Bossuet, le jeune Dauphin écrivit lui-même à Huet en ces termes :

Versailles, 28 avril 1675.

«En m'envoyant les poésies d'Antoine «Halley, votre précepteur, vous m'avez fait «le plus grand plaisir, car j'ai un goût par-«ticulier pour la lecture des ouvrages des «personnes savantes. Je ne doute nullement «de l'excellence de la poésie d'un homme «à la suite duquel vous êtes arrivé au haut «du Parnasse. Je veux que vous le remer-«ciez, de ma part, du beau livre qu'il m'a «envoyé et que vous lui mandiez que tous «les loisirs dont mes études me permettent «de disposer seront consacrés avec empres-«sement à la lecture de ses poésies. Ayez «soin de votre santé. Vous ne sauriez rien

ley sera bien aise d'apprendre de vous les sentiments de ce prince. Puisque votre santé vous permet de venir ici quelques jours, je vous ferai savoir le temps où nous aurons besoin de vous, et je m'accommoderai, autant qu'il sera possible, au jour que vous souhaitez. Je suis fâché d'un si long mal, prenez tout le temps nécessaire pour vous guérir. Quelque joie qu'on ait de vous voir, on ne veut point l'acheter au prix d'une santé si considérable et si chère que la vôtre. Je suis à vous de tout mon cœur.

X.

Dimanche soir.

Je suis obligé, Monsieur, d'être mardi après dîner à Paris, ainsi je vous prie de vouloir être le matin à la leçon de Mgr le Dauphin, afin que je vous montre ce qu'il y aura à faire pour l'après-dîner. Je vous attendrai et vous supplie de ne pas manquer sur les onze heures ou onze heures et demie. Je suis à vous de tout mon cœur.

XI.

Saint-Germain, le dimanche des Rameaux.

J'ai écrit, Monsieur, comme vous l'avez souhaité à M. le cardinal de Bouillon[1], pour le prier de pourvoir M. Dubois[2] d'une manière plus

«faire qui me soit plus agréable. Sachez que «personne ne m'est plus cher que vous, et «vous me le serez encore davantage si je vois «que vous m'aimez.» (*Mémoires* de D. Huet, l. V, p. 201, traduction par C. Nisard.)

[1] Bouillon (Emmanuel-Théodose de la Tour d'Auvergne, cardinal de) naquit le 24 août 1644 et mourut le 14 mars 1715. Il fut créé cardinal en 1669 et grand aumônier de Louis XIV en 1674. Envoyé à Rome comme ambassadeur en 1694, il prit part à l'affaire du quiétisme. Esprit doux et conciliant, il sut allier les devoirs de sa position avec ceux de l'amitié ; car il était étroitement lié avec Fénelon, lorsque son livre des *Maximes des saints* fut dénoncé au Saint-Siége.

[2] Ce M. Dubois dont il est si souvent question dans cette correspondance doit être le même qui publia en 1685 dans la collection des classiques *ad usum Delphini* la préface des poésies de Tibulle, Catulle et Properce, 1 vol. in-4°, Paris, 1685. (Floquet, *Bossuet précepteur,* 1 vol. in-8°, p. 240, note 1.)

assurée et de décharger le collége des fripons qui en ruinent toute la discipline. Quand j'aurai sa réponse, je ne manquerai pas de vous l'envoyer, et cependant je demeurerai toujours comme vous savez très-parfaitement à vous.

XII.

Versailles, 16 avril.

Je regardois, Monsieur, votre conversation pendant le voyage, comme un grand adoucissement des peines qu'on y peut souffrir; ainsi je suis fâché qu'elle me manque, principalement pour un sujet aussi triste que celui de votre mal d'yeux. Conservez-les, Monsieur, et ayez soin de votre santé, qui doit être chère à tout ce qu'il y a d'habiles gens en Europe, mais qui ne l'est assurément à personne plus qu'à moi.

Je vous prie de faire dire à M. Crépin qu'il me fera plaisir de se rendre mercredi, sur les sept heures du matin, en mon logis au doyenné[1].

XIII.

Versailles, 21 avril 1675.

Je vous supplie, Monsieur, si votre santé vous le permet, toute autre affaire cessante, de vous rendre ici sans tarder, c'est-à-dire s'il se peut demain matin avant midi; mais songez principalement à votre santé. Je suis, Monsieur, très-parfaitement à vous.

XIV.

A Saint-Germain, dimanche soir (mai 1675).

J'ai reçu, Monsieur, de devant Cambrai[2], des provisions pour M. Du-

[1] Dès son arrivée à Paris, Bossuet était descendu chez son ami l'abbé de Lameth, curé doyen de Saint-Thomas du Louvre. (Card. de Bausset, *Vie de Bossuet*, l. II, § 10.)

[2] Louis XIV se trouvait en ce moment à la tête de l'armée qui était campée devant les murs de cette ville. (Pellisson, *Lettres historiques*, t. II, p. 234.)

bois. Je suis bien aise qu'il en apprenne de vous la nouvelle, et je vous prie en même temps de lui mander qu'il ne manque pas, s'il lui plaît, de venir ici; s'il peut dès demain, sinon mardi au plus tôt, pour les recevoir, et afin aussi que nous résolvions ce qu'il y aura à faire en exécution. Mandez-moi des nouvelles de votre santé, et croyez, Monsieur, que je suis à vous de tout mon cœur.

XV.

A Saint-Germain, le 1er juin 1675.

Je vous supplie, Monsieur, de vouloir bien prendre la peine de vous rendre ici demain dimanche de la Pentecôte. Vous savez que c'est mardi la profession de Mme de la Vallière[1]. Si vous ne le savez pas, je vous l'apprends; et que peut-être dès lundi je me rendrai de fort bonne heure à Paris. Je m'attends donc, Monsieur, à votre secours, et demeure toujours très-parfaitement à vous.

XVI.

Saint-Germain, 20 novembre 1675.

Je ferai réponse au P. de la Rue, Monsieur, et je ferai aussi ce qu'il souhaite pour les exemplaires des *Bucoliques* et des *Géorgiques*[2], c'est-

[1] Bossuet prononça le discours qui est dans ses œuvres. Une année auparavant, au moment où Mme de la Vallière prenait l'habit de carmélite, Bossuet devait également prononcer le discours de vêture; il en fut empêché, car il accompagnait le jeune Dauphin qui assistait au siége de Dôle. M. l'abbé de Fromentiere, depuis évêque d'Aire, le remplaça. (Card. de Bausset, *Vie de Bossuet*, l. v, § 6; Floquet, *Bossuet précepteur*, p. 476.) Ces deux auteurs ne sont pas d'accord sur le jour précis où Mme de la Vallière prit l'habit de carmélite. Nous croyons, comme M. Floquet, que c'est le dimanche du *Bon pasteur*, 2 juin 1674, et non le 6 du même mois comme l'indique le cardinal de Bausset dans sa *Vie de Bossuet*, liv. v, § 6; *Lettre funèbre*, après la mort de la sœur Louise de la Miséricorde, par sœur Mme du Saint-Esprit, Paris, 1710; *Correspondance de Mlle de Scudéry*, lettre adressée à Bussy, le 14 juin 1674.

[2] Le P. de la Rue travailla aux classiques *ad usum Delphini* et fut chargé de la publication de Virgile et d'Horace. Au mois d'août de la même année, Huet avait offert au Dauphin un Virgile format in-32 et publié

à-dire que je vous renverrai tant ceux de Mgr le Dauphin que les miens, pour y faire ajouter les cartons, puisque vous voulez bien en prendre la peine. Pour ce qui est de M. de Cordemoy, on veut absolument que son affaire soit assurée, et, selon ce qu'on me dit, je n'en doute pas. Je vous supplie de demander à M. de Segrais son suffrage dont je lui serai très-obligé. Pour vous, Monsieur, vous savez combien je compte sur vos bontés et avec quelle confiance je vous les demande. Je suis à vous de tout mon cœur.

XVII.

Saint-Germain, dimanche soir (1675).

De conseil pris avec Mr de Montausier, je ferai la leçon demain; et l'après-midi, Monsieur, nous ferons vaquer Monseigneur. J'envoie dès ce soir un homme pour vous en donner l'avis et vous prier de m'attendre à l'Académie, où je ne manquerai point de vous voir. On me marque que la brigue est grande contre nous et qu'on s'est servi du nom de M. de Colbert, pour M. de Félibien[1]. Je vous assure positivement que, lui en ayant fait parler par M. le duc de Chevreuse, il a dit qu'il ne prenoit aucun intérêt à la chose, et qu'il estimoit beaucoup monsieur de Cordemoy[2]. C'est ce que vous pouvez dire en secret

à Sedan par Jannon en 1625. Bijou typographique, rareté exquise et convoitée depuis longtemps par le jeune prince, ce cadeau avait été accompagné d'une charmante lettre latine où le sous-précepteur engageait son élève à aimer et étudier ce grand poëte. (Floquet, *Bossuet précepteur*, p. 141; *Epistola D. Huetii ad Delphinum sextilis Augusti 1675;* dans les *Dissertations* recueillies par l'abbé de Tilladet, 1712, t. II, p. 143.)

[1] André Félibien, historiographe des bâtiments du roi et secrétaire de l'Académie d'architecture fondée par Colbert en 1671.

[2] M. de Cordemoy fut en effet nommé le 15 décembre 1675. Bossuet, qui l'honorait de son amitié, l'avait placé près du Dauphin en qualité de lecteur. On distingue parmi les ouvrages qu'il a laissés : *Un traité de la nécessité de l'histoire, de son usage et de la manière dont il faut y mêler les sciences en la faisant lire à un prince.* (Œuvres de feu M. de Cordemoy, 1 vol. in-4°, Paris, 1704, 3e partie, p. 121.) Il est également l'auteur du *Discours physique de la parole* (1 vol. in-12, Paris, 1668), auquel Molière a fait quelques emprunts dans la scène de la leçon du maître de philosophie, dans le *Bourgeois gentilhomme*.

à sept ou huit personnes, à condition de le dire à qui ils voudront, avec le même secret. On avoit dit aussi que M. de Paris seroit contre nous[1]. J'ai su de lui-même qu'il n'en étoit rien; ainsi nous n'avons point à craindre l'autorité. Nous verrons le reste. J'espère qu'avec votre secours tout ira bien. Vous n'aurez pas oublié M. de Segrais.

XVIII.

Je vous prie, Monsieur, de ne parler point, ni que vous ayez parlé, ni que je vous aie parlé de quoi que ce soit.

XIX.

A Saint-Germain, 10 juin 1676.

Je suis obligé, Monsieur, d'être samedi à Paris, où je dois présider à un acte de M. l'abbé Colbert[2]. Je vous supplie donc de vouloir vous rendre ici vendredi matin. Nous nous entretiendrons à loisir; et cependant, je serai toujours avec l'attachement et l'estime que vous savez, très-parfaitement à vous.

XX.

A Paris, vendredi 26 juin 1676.

Puis-je espérer, Monsieur, avoir demain matin l'honneur de vous voir. Je vous demande cette grâce et celle de m'apporter le grec de l'oraison manuscrite d'Origène *de la prière,* avec la version latine que vous m'avez dit autrefois que M. Fleury en a faite[3]. Je vous prie aussi

[1] Harlay de Champvallon, né en 1625 et mort en 1695, fut successivement archevêque de Rouen en 1651 et archevêque de Paris en 1690. Lié avec Colbert, il se servit de cette amitié pour se faire nommer supérieur de la maison de Navarre à la place de Bossuet.

[2] Fils du ministre de ce nom, était né à Paris en 1654, devint archevêque de Rouen à l'âge de trente ans; fut reçu membre de l'Académie française et mourut le 10 décembre 1707.

[3] Cette traduction, qui n'a jamais été publiée, était de Julien Fleury, à qui on doit

que je puisse voir un mot dans le manuscrit grec du livre de l'*Exhortation au martyre* parce que je trouve quelqu'embarras dans l'imprimé de Wetstenius[1]. Vous savez qu'il faut que je parte de Paris au plus tard à huit heures. Bonsoir, Monsieur, je suis tout à vous.

XXI[2].

Villeneuve-le-Roi, 6 octobre 1676[3].

J'aurai soin, Monsieur, de vous envoyer la suite de l'histoire[4]. Je suis très-obligé à Mgr le Dauphin de l'honneur de son souvenir. Je vous supplie de l'assurer de mes très-humbles respects. Je fais tout ce que je puis pour me mettre en état de me rendre auprès de lui; mais j'ai encore trop de peine à lire et à écrire; au surplus, mes forces reviennent assez et, puisque vous avez la bonté, Monsieur, de vouloir savoir avec certitude en quel état je me trouve, je vous dirai que pour ce qui regarde le sommeil et la nourriture je suis, Dieu merci, comme j'étois dans ma meilleure santé et même mieux; car je dors huit et dix heures de suite, et je n'ai pas senti, depuis un mois, la moindre marque d'indigestion. Je me ménage pourtant pour le manger, et ne mange que d'une sorte de viande pour l'ordinaire, quoiqu'en ayant quelquefois usé autrement je n'en aie ressenti aucune incommodité. A la vérité je n'ai pas encore les jambes assez fortes pour grimper avec vous

une édition d'Apulée, réputée l'une des meilleures de la collection *ad usum Delphini*. (*Manuel du libraire*, par Brunet, 4e édition, t. V, p. 830.)

[1] L'ouvrage dont il s'agit ici avait pour titre : *Origenis de oratione libellus*, græce et latine; ex emendatione et cum notis Jos. Rodolphi Westenii, patris.

[2] Quelques lignes de cette lettre ont été imprimées par M. Floquet dans son livre : *Bossuet précepteur*, p. 90.

[3] Le château de Villeneuve-le-Roi appartenait, au moment où Bossuet y rétablissait sa santé, au président Claude Lepeletier, contrôleur général des finances. Liés par une longue amitié, l'évêque de Condom trouva dans cette maison hospitalière tous les soins nécessaires et put, après quelques semaines de repos, reprendre ses fonctions auprès du Dauphin. (Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel. t. II, p. 44 et suiv.; *Gazette de France*, 22 novembre 1692.)

[4] C'étaient les leçons que Bossuet préparait pour son élève et qu'on a imprimées sous le nom d'*Histoire de France*. Ces leçons ne vont que jusqu'à Charles IX.

où nous avons autrefois fait de si belles courses; mais je me promène, le matin et l'après-dîner, deux ou trois heures de suite, sans être fatigué. Je me fais lire de toutes sortes de matières sans en être peiné. Avec tout cela je ne puis pas vous dire quand je pourrai recommencer les leçons, à cause que la difficulté que j'ai à lire et à écrire marque que la tête a encore besoin de se reposer. Je me propose bientôt de me rapprocher de Versailles pour pouvoir faire ma cour en attendant que je rentre dans l'exercice. Je vous supplie d'assurer M. de Montausier de mes respects et de saluer nos amis. Je suis à vous de tout mon cœur. Je suis bien aise que Mgr le Dauphin avance si fort. Je le conjure de tout mon cœur de continuer à vous donner satisfaction, et je me fais une grande joie de l'espérance que j'ai de le trouver plus savant.

XXII.

A Saint-Germain, 22 novembre 1676.

Vous pouvez, Monsieur, vous assurer que dès la première fois que je verrai M. le cardinal de Bouillon, je lui parlerai de l'affaire de M. Dubois avec toute la chaleur que mérite un homme que vous appuyez. Je suis très-fâché de votre mal, prenez tout le temps qu'il faudra pour vous guérir; Dieu merci, je suis en état de faire ce qu'il faut sans en être incommodé. Je prie Dieu qu'il bénisse vos bonnes intentions sur le sujet de votre dessein[1] et qu'il les rende utiles à l'église à qui un homme comme vous peut rendre de grands services.

Je suis à vous de tout mon cœur.

XXIII.

Jeudi matin.

Vous pouvez, Monsieur, différer, si vous l'avez agréable, votre voyage de Versailles à samedi matin. Je m'en retournerai demain et reviendrai samedi ici. Je vous prie de m'excuser.

[1] Depuis plusieurs années, Huet avait l'intention de recevoir la prêtrise. Il exécuta ce dessein le 20 décembre 1676 dans l'église Saint-Étienne du Mont.

XXIV.

Du jeudi à deux heures.

Je ne crois pas, Monsieur, pouvoir me rendre à Saint-Germain avant dimanche matin ; ainsi je vous prie de vous tenir prêt à suivre demain Mgr le Dauphin; si vous prenez la peine de vous rendre ce soir chez lui, je vous dirai ce qu'il y a à faire.

XXV.

A Saint-Germain, samedi 23.

On trouve à propos, Monsieur, que je paroisse lundi à l'Académie; ainsi je suis obligé de vous prier de venir pour la leçon de lundi tout le long du jour. Je partirai après le lever du roi et je pourrai encore avoir l'honneur de vous voir. Le roi a très-bien reçu nos auteurs[1]. M. de Montausier a fait très-bien votre cour qui a été bien reçue. J'ai confirmé tout ce qu'il a dit sur votre sujet, et le roi en a paru fort persuadé. Je suis fâché de priver l'Académie de votre présence. Je suis à vous, Monsieur, de tout mon cœur.

A l'oreille, je n'ai pas touché un sol[2].

XXVI.

Saint-Germain, 10 janvier 1677.

Je vous assure, Monsieur, que j'ai autant à cœur que vous l'affaire de M. Dubois, et que je ne perds pas un moment pour tâcher de lui procurer la satisfaction que j'espère enfin obtenir. C'est de quoi je vous

[1] Sur quarante ouvrages qui composent la collection du Dauphin, dix-sept seulement furent imprimés pendant son éducation; Bossuet ne se servit des autres qu'à l'état manuscrit, et ils furent édités plusieurs années après. (*Dict. bibliog.* de Brunet, t. I, p. 725.)

[2] Bossuet veut parler ici des honoraires de sa place de précepteur du Dauphin, qui s'élevaient à 12,000 livres par an. (Bibl. nat. ms. fonds Colbert, registres du Trés. royal.)

prie d'être persuadé et que ce qui est recommandé de votre part me sera toujours très-considérable. Pour ce qui est de votre livre[1], il y a déjà quinze jours que j'ai achevé de le lire avec une entière satisfaction. Il n'y a que le seul endroit de la prophétie de Jacob à quoi je ne puis accommoder mon esprit; et je ne puis consentir qu'un homme, je ne dis pas de votre savoir, mais de votre piété, préfère dans un endroit si important les Juifs, et encore les Juifs modernes, à tous les auteurs chrétiens anciens et modernes, à la réserve de Cajetan[2] que je n'ai pas lu sur cela et dont l'opinion en ce genre n'est pas fort considérable. Au surplus, il y a quelqu'autres petits endroits dont nous conviendrons aisément et la discussion en sera fort courte. Les remarques des bonnes choses que j'ai apprises de vous ne se feront pas si vite, et je vous assure, Monsieur, que je n'ai rien lu il y a longtemps, de mieux fait ni de plus solide. Quand il vous plaira, nous en parlerons, mais le mauvais temps ne me fait pas espérer sitôt l'honneur de vous voir, quand même votre santé vous le permettroit; je vous la souhaite parfaite et suis, Monsieur, très-sincèrement à vous[3].

[1] Avant de faire imprimer sa *Démonstration évangélique*, Huet avait envoyé le manuscrit à Bossuet, en le priant de le lire et de lui communiquer ses objections. L'évêque de Condom, comme nous le voyons par cette lettre, n'était pas d'accord avec son savant ami sur plusieurs points qu'il avait traités dans le chapitre IV de son livre, ayant pour titre : *Jesus de semine de David,* et où il avait essayé d'expliquer ce passage du livre de la Genèse : *Non auferetur sceptrum de Juda, et dux de femore ejus : donec veniat qui mittendus est; et ipse erit expectatio gentium,* cap. XLIX, v. 10.

[2] Le cardinal Cajetan, né à Gaëte en 1470 et mort en 1534, est l'auteur d'un *Commentaire de la Bible* (Lyon, 1639, 5 vol. in-folio) qui fut censuré par la Faculté de théologie de Paris. «C'étoit, dit Bossuet, «un esprit ardent et impétueux, plus ha«bile dans les subtilités de la dialectique «que profond dans l'antiquité ecclésias«tique.»

[3] Pour l'intelligence de cette lettre, ainsi que de celle qui suit, nous avons cru nécessaire de joindre ici la réponse que Huet fit à cette première objection, tant pour justifier que pour faire prévaloir son opinion, à laquelle il tenait fortement. Il eut même beaucoup de peine à se rendre à l'évidence des raisons que Bossuet lui donna dans la lettre suivante, et dans les entretiens particuliers qu'ils eurent à ce sujet. (Note de M. Lechaudé d'Anisy.) Nous aurions été heureux d'offrir aux lecteurs toutes les réponses de Huet aux lettres que nous publions. Malgré nos recherches, il nous a été impossible de les retrouver.

RÉPONSE DE HUET À LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

Je vous félicite, Monseigneur, d'être délivré de la pénible lecture de mon ouvrage. Vous avez eu besoin de toute votre patience pour une si longue corvée, et pour tant de défauts que vous y avez sans doute découverts. S'il se présente quelqu'occasion sûre et commode pour me renvoyer ma copie, je vous supplie très-humblement de m'en faire la grâce. En attendant que j'aie l'honneur de vous voir et de vous remercier comme je le dois, permettez-moi de vous dire quelque chose pour ma justification sur ce passage du XLIX[e] chapitre de la Genèse. Je vous avoue, Monseigneur, que je suis très-fâché que vous n'ayez pu goûter ma pensée, et d'autant plus, qu'il n'y a rien dans tout l'ouvrage, dont je me susse meilleur gré que de cette explication : de sorte qu'il m'arrive justement ce qu'on dit qui arriva à Ovide, lorsqu'un de ses amis, au jugement de qui il avoit abandonné ses poésies, n'y trouva à refaire que les trois vers précisément qu'il avoit exceptés de sa censure, comme ses vers favoris. Néanmoins devant que de me condamner tout à fait, je vous supplie de faire réflexion sur ces raisons qui m'ont déterminé à l'opinion que j'ai proposée. Premièrement, sur le grand nombre d'expositions différentes que les Pères et les interprètes apportent sur ce passage, toutes opposées et se détruisant les unes par les autres. Secondement, sur le peu de solidité de toutes les explications que l'on a avancées jusqu'ici. Ce qui paroît principalement, par les objections infinies que leurs partisans se font les uns aux autres : *Discurre,* dit Cajetan sur ce passage, *et discute opiniones omnes, tam Ebræorum quam aliorum, et reperies nullam quadrare verbis Jacob*, et ailleurs : *Libra cæteras expositiones, et invenies in illis multa falsa permissa, et multa voluntarie et gratis dicta.* Ce que j'ai trouvé très-véritable. De sorte que, quand mon opinion seroit mauvaise, je ne pourrois la quitter que pour en prendre une autre aussi mauvaise et peut-être pire. Troisièmement, sur la netteté et la simplicité de mon

explication, qui est naturelle et aisée, et ne fait aucune violence à la lettre, ni à l'esprit, comme toutes les autres. Quatrièmement, sur la conformité de l'expression du passage, dans le sens que je lui donne, avec les expressions ordinaires de la Sainte Écriture. Cinquièmement, sur la convenance parfaite du sens que je donne à cette prophétie, avec une infinité d'autres prophéties de la Sainte Écriture, faites sur le même sujet. Quant au reproche que vous me faites de préférer le sentiment des Juifs et des Juifs modernes à celui de tous les auteurs chrétiens, considérez, s'il vous plaît, Monseigneur, que je suis bien éloigné de suivre les opinions des Juifs sur ce passage, puisque je les réfute toutes exactement dans la suite. Aussi n'employé-je leur autorité qu'en ce qu'ils demeurent d'accord que Jacob promet à Juda une possession assurée de la royauté, lorsque le Messie sera venu, ce qui est conforme à la doctrine chrétienne. Je les allègue encore pour autoriser l'explication que je donne au mot hébreu עד, ce qui est une question purement de grammaire et littérale, et, on ne peut pas trouver mauvais que je les prenne pour témoins dans leur propre langue. Si l'on se plaint que je m'éloigne de la tradition des Pères sur le sens de ce passage, je réponds qu'il n'y a là-dessus aucune tradition constante des Pères à quoi on puisse s'arrêter, et qu'il y a une aussi grande diversité d'avis parmi eux que parmi les modernes. Joint à cela qu'en prenant une opinion différente des leurs, je ne fais que ce qu'ont fait la plupart des interprètes modernes, qui se sont donné impunément la liberté d'expliquer ce passage à leur fantaisie, et non-seulement celui-ci, mais une infinité d'autres importants du Vieux Testament, que les interprètes anciens avoient appliqués à nos mystères, et que les nouveaux ont fait voir ne s'y rapporter aucunement. La plus forte objection que j'aie à soutenir est celle que vous m'avez déjà faite, et à quoi j'ai répondu dans mon livre; savoir que j'ôte à la religion chrétienne un passage dont elle se sert utilement pour prouver le temps de la venue de Notre-Seigneur, mais j'ajouterai à mes réponses que vous avez pris la peine de lire, qu'il y a bien de la différence entre dire que la religion chrétienne

se sert d'un passage, et dire que les docteurs chrétiens s'en servent. Je conviens du dernier à l'égard de notre passage, mais non pas du premier. De plus, si mon explication ôte à notre religion une preuve du temps de la venue du Messie, ceux qui se servent de ce passage pour prouver le temps de la venue du Messie non-seulement ôtent à notre religion une preuve de la promesse faite à Juda de la possession éternelle de la dignité royale, mais ils font encore cette possession passagère et périssable, car si *donec* marque la cessation de la chose dont il s'agit, comme ceux qui défendent cette explication sont obligés de le dire, il faut qu'ils disent aussi que Juda a perdu le sceptre, quand le Messie est venu ; et cela répugne directement à plusieurs grandes et illustres prophéties que j'ai marquées, qui promettent aux descendants de Juda une éternelle possession de la royauté; au lieu que l'explication que je donne à la prophétie de Jacob est entièrement confirmée par ces autres prophéties qui disent la même chose que je fais dire à celle de Jacob. Du reste quand je tomberois d'accord qu'il y auroit plus d'utilité pour notre religion et plus de piété à faire signifier à ce passage le temps de la venue du Messie qu'à lui donner le sens que je lui donne, ce ne seroit pas un motif qui dût obliger personne à suivre cette explication, si d'ailleurs elle ne paroissoit plus véritable que les autres. Les interprètes n'établissoient pas dans leurs commentaires les explications les plus pieuses, mais les plus véritables. Et ce seroit même abuser du nom de piété que de le donner à ce qui choqueroit la vérité et la raison. J'ai encore à dire sur ce sujet, que je n'ai pas cité le cardinal Cajetan pour me prévaloir de son nom et de son autorité. Je sais bien que j'ai des adversaires d'un bien plus grand poids que lui; mais seulement pour faire voir que mon explication n'est pas tout à fait nouvelle, puisqu'un interprète de la Sainte Écriture en a déjà avancé une assez approchante, sans que personne s'en soit scandalisé. Isidorus Clavius, évêque de Foligno, qui rapporte la même opinion et l'attribue à un homme savant et versé dans la langue hébraïque, sans le nommer, ne témoigne point en être choqué et semble plutôt la vouloir suivre, puisqu'il n'y ajoute aucune

note ni aucune réfutation[1]. Et Melchior Canus[2], évêque des Canaries, en suit une différente, mais qui est sujette aux mêmes objections que la mienne, puisqu'elle ôte à la prophétie de Jacob la marque du temps de la venue du Messie, sans que pourtant il en ait été blâmé de personne[3].

Mais c'est trop vous importuner, Monseigneur; c'étoit bien assez de la fatigue que je vous ai donnée de lire mon long et ennuyeux ouvrage, sans vous donner encore celle de lire une mauvaise lettre. Mais il m'est si important de ne rien avancer qui puisse vous déplaire, qu'il me semble que je ne saurois prendre trop de soin pour me justifier auprès de vous. Cependant croyez, s'il vous plaît, que malgré toutes mes raisons j'aurai toujours une parfaite soumission aux vôtres et que je désavouerai mes propres sentiments quand ils n'y seront pas conformes.

A l'égard de M. Dubois, souvenez-vous, je vous supplie, que : qui donne bientôt, donne deux fois. Depuis qu'il a quitté le collége pour satisfaire M. le cardinal de Bouillon, il n'a ni feu ni lieu. Jugez quelle vie par le temps qu'il fait! Ma santé est par la grâce de Dieu un peu moins mauvaise. Si ce dégel continue, je prendrai les remèdes dont j'ai besoin, que la rigueur de la saison m'a empêché de prendre. Après quoi j'espère dire la messe pour la première fois[4], et vous aller vous assurer ensuite que je suis à vous, Monseigneur, avec toute sorte de fidélité et de regret, etc.

HUET.

A Paris, le 14 janvier 1677.

XXVII.

A Saint-Germain, le 17 janvier 1677.

Je ne manquerai pas, Monsieur, de vous renvoyer votre livre à la

[1] *In Genes.* chap. XLIX, v. 10.

[2] Melchior Canus, né en 1523, mort en 1560, est l'auteur d'un ouvrage très-estimé : *De locis theologicis*, qui fut publié à Salamanque, deux ans après sa mort.

[3] *De locis theologicis.* Explication du chapitre XLIX, v. 10, de la Genèse.

[4] En effet, bien qu'ordonné prêtre depuis le 20 décembre 1676, Huet n'avait pu dire la messe; car, le jour même de son ordination, il était tombé gravement malade.

première commodité sûre qui se présentera. J'ai eu tant de plaisir en le lisant que je suis plus prêt à en faire une seconde lecture qu'à plaindre le temps que j'ai donné à la première. J'ai fait des oreilles et certaines marques, que je vous prie de conserver, si vous voulez que je puisse aisément retrouver les endroits sur lesquels j'aurai quelques remarques à vous faire. Pour ce qui est de la prophétie de Jacob, je suis fâché de me trouver si contraire à une pensée qui vous plaît si fort. J'ai fait beaucoup de réflexions sur les raisons que vous voulez bien encore me représenter et qui sont très-bien déduites dans votre livre. Je ne conviens pas que le sens que vous donnez à la prophétie soit aussi simple et aussi naturel que vous le dites, ni que celui que vous combattez soit si forcé. Je trouve tout le contraire dans toutes les deux parties, et je n'ai point de preuves plus sensibles du sens naturel de la particule qui signifie *donec*, que de voir que de tout temps et les Juifs et les chrétiens ont été assez frappés de ce sens. Tous ont entendu que dans le temps de l'arrivée du Messie, il devoit arriver un grand changement dans l'empire de la maison de Juda, et que ce changement seroit si visible qu'il seroit la marque certaine de l'arrivée du Messie. C'est ce que vous combattez; et vous ôtez par ce moyen aux chrétiens un des plus grands arguments qu'ils aient contre les Juifs, pour montrer la venue du Christ par leurs propres principes. Vous dites que les Saintes Écritures et les autres auteurs chrétiens se contredisent entre eux en beaucoup de chefs, lorsqu'ils expliquent cette prophétie ; et je prétends au contraire qu'ils sont d'accord dans le fond et que les opinions que vous rapportez la troisième et la quatrième ne sont en substance que la même, ne différant que dans la manière de l'expliquer et pouvant être facilement conciliées. Cependant c'est par la diversité de ces deux opinions que vous prétendez établir la contrariété des sentiments qui vous donnent fondement de croire que vous pouvez quitter les uns et les autres. Que s'il est vrai, comme je crois le pouvoir montrer aisément, que ces deux opinions ne soient en substance que la même chose, vous aurez contre vous le consentement unanime de tous les auteurs chrétiens, à la réserve du seul Cajetan. Car

pour l'auteur cité par Clavius, autant que je puis m'en souvenir, il dit autre chose que ce que vous pensez ; et il me semble que je pourrois vous le faire voir si j'avois le livre sous ma main. Quoi qu'il en soit, vous avez tout ce qu'il y a de plus vénérable et de plus docte parmi les chrétiens de toutes les sectes, catholiques et protestants, contre vous, et Grotius même, ordinairement trop hardi dans ces matières et que vous blâmez avec raison de sa hardiesse. Vous dites, Monsieur, qu'on se donne souvent la liberté d'abandonner certains arguments que les Pères ont fort pressés. Mais il y a grande différence d'en abandonner quelques-uns qui ne sont pas si importants, ou qui sont fondés sur des erreurs insoutenables, tel que peut être par exemple celui du *regnavit a ligno*, et d'abandonner celui sur lequel tous ont appuyé avec plus de force et qu'ils ont tenu le plus décisif, et, si je puis parler ainsi, le plus capital. En cela je ne pense pas qu'il soit permis de donner essor à son génie et je crois qu'on est obligé de suivre la tradition. De plus, je ne prétends pas seulement vous presser par l'autorité; mais je prétends que le consentement des Juifs et des chrétiens dans l'explication du *donec* en cet endroit, est une marque que cette explication est la bonne et la simple, et celle qui frappe naturellement les esprits: de sorte que tout ce qu'on dit contre est plutôt un raffinement que le sens naturel ; et je le prouve par vous-même. Si les Juifs n'avoient pas cru que le *donec* marquoit un changement visible dans l'empire, ils ne se seroient pas tant tourmentés à faire voir que l'empire duroit encore dans leur nation, dans leurs patriarches, dans leurs chefs de captivité, à Bagdath ou ailleurs. Si Joseph n'avoit pas cru la même chose, il n'auroit rien eu pour fonder sa flatterie à Vespasien, qui selon vous-même est appuyée sur la prophétie de Jacob. Il falloit donc bien qu'il crût que la ruine de l'état des Juifs et leur exil de la terre où Dieu avoit établi le gouvernement légitime de leur nation, étoit la marque de l'arrivée de celui qui devoit régner sur les Gentils, et en un mot que le temps de la venue du Messie devoit être clair par là. Vous-même, Monsieur, vous-même, tant ce sens est simple et naturel, vous-même vous l'avez suivi; et vous qui dites tant que le temps de l'arrivée du

Messie n'est point marqué dans ce texte, vous l'alléguez sous le titre : *Tempus adventus Jesu*[1]. Vous l'avez allégué ailleurs pour montrer que le Christ devoit être de la maison de Juda. Ici vous le rapportez encore pour marquer le temps de son arrivée, et vous le mettez en parallèle avec les passages de l'Évangile qui disent que Jésus est né. Vous-même vous louez un argument d'Origène par lequel, dites-vous, il presse vivement Celse, et cet argument est tiré en partie de la prophétie de Jacob. Je vous prie, Monsieur, de me dire quel avantage pouvoit tirer Origène de ce passage; étoit-ce de faire voir que le Christ devoit naître de Juda? Chose que les Juifs n'ont jamais contestée, tant elle est de soi peu efficace à montrer que Jésus soit le Messie? Qui ne voit qu'Origène en vouloit conclure autre chose: et ce qu'il vouloit conclure, c'est que le Christ étoit venu; et vous-même vous apportez cette prophétie en ce lieu, comme une de celles qui ne peut être détournée ailleurs, mais qui convient proprement au seul Jésus. Et comment lui est-elle propre, si ce n'est, en tant qu'il paroît par l'événement même, qu'il n'y avoit plus en Juda aucune forme d'empire? C'est ce qu'Origène prétend en ce lieu. Vous approuvez son sentiment et même vous ajoutez : *Hæc si quis alteri cuipiam aptare voluerit, ostendat necesse est quomodo regiam potestatem Juda retinuerit quoad Siloh ille advenerit*[2]. Je vois par là que, selon vous-même, on ne peut défendre les Juifs qu'en disant que le royaume de Juda a subsisté (même quand Jésus est venu) de cette manière sensible qu'on a vu en effet durer à son entier jusqu'à ce temps, et s'en aller peu à peu jusqu'à une entière ruine, précisément alors. Le passage que vous produisez (Ezech. 21, 26, 27) prouve encore la même chose. Vous produisez ce passage comme le plus propre à bien faire entendre la prophétie de Jacob; et je conviens que c'est en effet la même prophétie. Toutes les deux marquent la venue du Christ dans le temps que le royaume judaïque cessera. Cela n'est point arrivé, dit le prophète, jusqu'à ce que soit venu celui à qui appartient le jugement et je lui donnerai (ou le jugement

[1] Page 428. — [2] Page 420.

ou la couronne tombée). Il faut donc qu'il arrive un changement dans le royaume des Juifs dans le temps que le Christ viendra, ou cette prophétie ne conclut rien. Vous demandez, Monsieur, ce que deviendra cette éternité du trône si souvent promise à David et à Salomon en la personne du Messie, si au contraire le royaume doit cesser dans la maison de Juda, et par conséquent dans la leur quand il viendra. C'est ce qui me semble très-aisé à démêler. Dans le temps que le Christ viendra, j'avoue avec vous, Monsieur, que le royaume de Juda subsistera plus que jamais en sa personne ; mais ce sera un royaume d'une autre nature que celui dont cette tribu avoit joui jusqu'alors. Jusqu'alors on avoit vu toujours subsister le royaume de Juda dans la terre promise à Abraham, sous un certain gouvernement politique prescrit par la loi de Moïse. A l'arrivée du Christ ils devoient être chassés de cette terre, réduits à une éternelle captivité et à un éternel bannissement. Ainsi ce royaume particulier de la maison de Juda, attaché à la terre promise, devoit être ruiné alors ; mais à celui-là devoit succéder un autre royaume qui seroit le royaume de toutes les nations; non un royaume renfermé dans la terre de Chanaan, mais un royaume qui s'étendroit, selon la promesse faite à Abraham, à toutes les nations de la terre bénites en Jésus-Christ, et c'est ce qui est marqué plus clair que le jour dans la prophétie de Jacob, qui dit que dans le temps, que le royaume de Juda attaché à la terre promise sera tellement détruit, qu'il n'en restera plus aucune apparence dans la maison de Juda, qui non-seulement donnoit le nom à ce royaume, mais qui le composoit elle seule presque tout entier; dans ce temps, dis-je, viendra celui qui devoit être envoyé, ou à qui un nouvel empire étoit réservé; c'est-à-dire l'Empire de toutes les nations, marqué par Jacob en ces mots : *et ipse erit expectatio gentium*[1]. Il devoit donc arriver en ce temps un grand changement dans le royaume de Juda, puisque l'ancien royaume du peuple de Dieu qui ne subsistoit plus que dans ce royaume, celui d'Israël ayant été absolument rejeté, devoit véritablement aller en décadence en ce

[1] Lib. *Genes.* cap. XLIX, v. 10.

temps et peu à peu tomber par terre; pendant que Dieu, fidèle à Abraham, à Jacob, à Juda et à David, susciteroit un nouvel empire en la personne de Jésus, dans lequel toutes les nations seroient comprises. J'accorde donc en ce sens que l'empire devoit être plus que jamais dans la maison de David à la venue de Jésus; mais toutefois il se devoit faire un grand changement en ce temps dans le royaume de Juda; et c'est manifestement ce que Jacob a voulu marquer. C'est ce que l'événement même a marqué dans une évidence aussi grande, ce me semble, que celle du soleil même, et il n'y a qu'à considérer l'état des Juifs à la naissance de Jésus-Christ et ce qui s'est ensuivi peu à peu pour voir que la république judaïque a pris cours, si on peut se servir de ce mot, dans le temps qu'il est venu et que tout y a commencé à tomber en ruine, *ex illo fluere.* Et ce n'est pas sans raison que Jacob a prédit ce grand changement en marquant la destinée, pour ainsi parler, de la maison de Juda. Car il avoit vu en esprit que le royaume, le gouvernement, les promesses qui lui avoient été faites à lui-même et à ses descendants devoient un jour être réduites à la maison de Juda et ne subsister que là. C'est ce qu'il avoit marqué prophétiquement dans ces paroles: *Juda te laudabunt fratres tui*[1]. Où un des anciens paraphrastes (je crois que c'est Jonathan) dit expressément, ils seront nommés de ton nom, et en effet, en considérant les anciennes prophéties sur l'état des deux royaumes, je crois que Dieu n'a promis aucune ressource à celui d'Israël; au contraire, celui de Juda devoit être rétabli et vivre encore sous ses lois après Nabuchodonosor; et c'est sous le nom de Juda que les restes des autres tribus devoient être recueillis; et ce royaume ou cet état ainsi rétabli a duré précisément jusqu'au temps du Christ dans lequel il reçoit un coup, et encore un autre, et ainsi jusqu'à son dernier renversement. Un si grand événement se trouvant conforme à ce que Jacob a prédit tant de siècles auparavant, est la chose du monde la plus capable de confondre les Juifs, quand il plaira à Dieu de les faire entrer dans ces réflexions. Il ne faut donc pas que les chrétiens travaillent eux-mêmes à affaiblir une considération si essentielle,

[1] Lib. *Genes.* cap. XLIX, v. 8.

ni qu'ils leur donnent les moyens d'éluder une prophétie que leurs pères aussi bien que les nôtres ont entendue en ce sens.

Voilà, Monsieur, ce qui me fait croire qu'un homme comme vous ne doit pas être si jaloux d'une opinion ingénieuse, mais nouvelle parmi les chrétiens, et à mon avis, très-peu solide, qu'il donne atteinte pour la suivre à un argument qu'aucun chrétien devant nous n'aura affaibli. Car encore que Cajetan ait été de cet avis, c'est un auteur en ce genre si plein d'ignorance et qui a donné si grossièrement dans le rabbinisme moderne, depuis qu'il a eu un peu goûté de l'hébreu, qu'à peine s'est-on aperçu de son sentiment : au lieu qu'un homme de votre savoir, entrant dans cette pensée et travaillant de toute sa force à l'établir, seroit trop loué par les Juifs pour le pouvoir être par les chrétiens qui pèsent les conséquences de telles choses. Croyez-moi, Monsieur, assurément vous en auriez du reproche; et si vous voulez bien me permettre de me mêler ici avec vous, j'en aurois ma part : car on croira avec raison que c'étoit là justement un point où un ami consulté ne devoit point avoir de complaisance. J'admire en tout votre savoir, et je vous observe très-sincèrement que je ne me compare à vous par aucun endroit. Mais en ce qui regarde ces matières, comme je les ai méditées toute ma vie, je crois en avoir vu les conséquences, peut-être même plus que beaucoup d'autres de notre profession. Et, en vérité, permettez-moi de vous le dire, je ne puis comprendre ce qui vous plaît tant dans votre interprétation. Les Juifs modernes l'ont inventée les premiers. Les remarques sur le *donec* ont été faites par d'autres avant vous; vous les trouverez dans Grotius[1] et dans beaucoup d'autres; les passages que vous avez cités pour cela ont été tous ou presque tous déjà rapportés. Que vous restera-t-il donc en tout cela, sinon que vous aurez été le premier des chrétiens qui aurez relevé et appuyé la plus subtile objection des Juifs. Vous ne voudrez pas à mon avis d'une gloire de cette sorte.

[1] Né à Deft en 1593, mort en 1646, est l'auteur de plusieurs ouvrages théologiques : *La vérité de la religion chrétienne*, 1636; *Commentaires sur l'Écriture Sainte*, 1640. C'est de ce dernier que Bossuet veut parler.

Quant à vos remarques sur la particule hébraïque qui est rendue par *donec*, il n'y a rien en cela de particulier. Le *donec* en toutes les langues peut être pris quelquefois comme vous voulez qu'on le prenne ici. Vous en citez des exemples de la langue grecque et de la latine aussi bien que de l'hébraïque. La question est de savoir, si parce que quelquefois il le faut entendre ainsi, cette interprétation convient à ce lieu : je prétends que non; et je pourrois vous le démontrer si je ne vous avois déjà trop fatigué; mais ce qui prouve invinciblement que le sens naturel n'est pas celui que vous donnez, c'est que tout le monde dès le commencement l'a pris autrement.

Il y a assurément d'autres endroits de votre ouvrage qui sont bien d'une autre force que celui que vous aimez tant. La prophétie de Daniel, celle d'Isaïe, la dissertation du sépulcre, celles des ressuscités, tant d'autres si doctes et si solides, pour ne pas dire la suite même et le continuel raisonnement de tout l'ouvrage, vous attireront de justes louanges, auxquelles je souscrirai et par écrit, et de vive voix, avec une joie que je ne puis vous exprimer. Et il me semble que j'entrevois un moyen de vous servir des plus belles remarques que vous avez faites en cet endroit, en disant qu'à la vérité le *donec* de ce passage marque un changement visible dans le royaume de Juda, en tant que le royaume y cesse d'une certaine manière; mais en même temps que Juda reçoit un nouvel empire qui continue d'une autre façon l'empire de David : ce qui me semble si beau qu'il n'y a rien qui me touche tant dans toutes les anciennes prophéties.

Il y a au surplus quelques petites choses que je crois que vous changerez. Vous dites, dans la préface à M[gr] le Dauphin et ailleurs, que personne encore n'a bien traité les prophéties. Cela a un air qui ne convient pas à la modestie qui paroît partout dans votre ouvrage. Il me semble qu'on entendra avec peine qu'on dise que les fondements de la religion chrétienne, c'est-à-dire les prophéties, n'aient pas encore été établis par des preuves suffisantes, et au fond cela n'est pas. J'avoue bien que dans ces derniers siècles la connoissance des langues a fait qu'on a serré en certaines choses les rabbins un peu de plus près;

mais le fond des preuves se trouve si bien dans Eusèbe, dans saint Justin, dans saint Chrysostome, dans saint Augustin et dans saint Jérome, qu'il me semble qu'il ne reste plus guère à ceux qui les ont suivis que de bien comprendre leur raisonnement et de les défendre contre les nouvelles subtilités que les Juifs ont inventées depuis leur temps.

Je ne sais aussi s'il est véritable que personne n'ait travaillé avant vous à établir l'authenticité des livres sacrés, puisque le cardinal Bellarmin a fait voir la tradition sur laquelle est fondée leur autorité, et que saint Augustin avant lui en avoit posé les principes. Eusèbe même a eu en vue de faire voir cette tradition dans les Écritures du Nouveau Testament et c'est un des principaux objets de son histoire. Je crois aussi que ceux qui ont écrit contre l'auteur des Préadamites auront traité ce sujet. Il est vrai que vous avez plus ramassé et plus trouvé que personne, mais il me semble que le lecteur savant vous fera sur cela assez de justice, sans que vous-même vous preniez le soin de l'avertir que vous êtes le premier à traiter ces choses.

Il me souvient encore d'une épithète que vous donnez aux oracles du Saint-Esprit en les appelant : *Flexiloquens, etc...* qui conviennent très-proprement aux oracles des païens, ainsi que Cicéron, qui se sert de quelques-uns de ces mots, l'a reconnu[1]. Mais les oracles du Saint-Esprit ont une autre sorte d'obscurité fondée sur leur hauteur, mais qui n'a rien de commun avec les discours équivoques à qui on fait dire ce qu'on veut.

Voilà, si je ne me trompe, les principales difficultés que je trouve en votre ouvrage, après l'avoir examiné, selon votre désir, avec rigueur et sans complaisance. C'est peu de chose pour un traité si grand et rempli de tant de matières. Il y a d'autres choses en quoi je ne suis pas de votre avis, comme sur vos Moïse et sur Joseph. Mais en cela, après vous avoir fait mes réflexions et vous avoir exposé ce que je crois meilleur pour le succès de votre livre, je ne puis que m'en rapporter à votre jugement, parce que vous pouvez vous-même mieux juger que personne

[1] Voir dans l'*Apparatus in Ciceronem* l'article *Flexiloquus*.

de ce qui convient à un dessein que vous avez conçu et formé avec tant de jugement et de réflexion[1].

J'espère que M. le cardinal de Bouillon achèvera bientôt l'affaire de M. Dubois; et il ne tiendra pas à mes pressantes sollicitations que ce ne soit à votre contentement.

Vous me pardonnerez, s'il vous plaît, la longueur de cette lettre. Vous savez qu'on les fait plus courtes quand on a plus de loisir. Cependant je suis tout à vous et je vous souhaite une parfaite santé.

XXVIII.

A Saint-Germain, lundi, à midi.

J'ai parlé, il n'y a rien à faire pour faire valoir la provision de M. Masure[2] donnée contre l'ordre exprès de M. le cardinal de Bouillon. Conseillez donc à M. Dubois de céder honnêtement et de se soumettre absolument; aussi bien, Monsieur, selon la disposition que je vois, il n'y a rien à faire que cela, et je vous assure toutefois que j'ai dit toutes les raisons. Quand il aura fait ce qu'il faut à cet égard, après, s'il est honnête homme, comme je n'en doute pas sur votre témoignage, nous tâcherons de raccommoder l'affaire.

XXIX.

A Paris, ce vendredi matin.

Je pensois, Monsieur, que je pourrois avoir l'honneur de vous voir ce matin; n'en ayant pas le loisir, je vous prie de me mander de vos nouvelles et aussi de dire à M. Dubois qu'il continue toujours d'être sage. J'ai encore parlé aujourd'hui de cette affaire et je n'oublierai rien pour la faire réussir à votre satisfaction. Je suis à vous de tout mon cœur.

[1] On verra, plus loin (page 644), par l'approbation que Bossuet donna, comme examinateur du livre de la *Démonstration évangélique*, que Huet finit par déférer à toutes les observations du savant prélat.

[2] Docteur de la maison de Sorbonne, curé de Saint-Paul. (Bibl. nat. fonds Colbert, vol. 155, Ch. Gérin, *Recherches historiques sur l'assemblée de 1682*, 2e édition, p. 526.)

XXX.

Mercredi soir.

Je suis très-fâché, Monsieur, de la continuation de votre indisposition. Ce qui a fait que j'ai souhaité d'avoir l'honneur de vous voir, c'est pour vous dire une chose dont d'abord je n'ai pas fait beaucoup de cas, mais dont j'ai cru à la fin être obligé de vous avertir. Il est venu chez moi (par une aventure qu'il seroit trop long de vous expliquer) un petit garçon qui a dit à mes gens des choses sur le sujet d'Honoré, qui sont très-fâcheuses. J'ai été longtemps sans les savoir; aussitôt que je les aie sues, j'ai fait venir le petit garçon, qui dit qu'étant à l'âge de six à sept ans il accompagnoit des voleurs de grand chemin, parmi lesquels étoit Honoré, à qui il a vu faire des actions exécrables plusieurs fois réitérées. Cela m'a fait horreur, et j'ai eu de la peine à le croire. Mais la manière dont le petit drôle rapporte les choses, la connoissance avec laquelle il les rapporte et les circonstances précises qu'il marque font qu'après avoir fait plus de réflexion, je crois être obligé de vous en donner avis. Je ne veux pas, sur la simple déposition de ce petit homme, ruiner dans votre esprit un valet, dont d'ailleurs vous me paroissez content et qui peut ou être innocent ou s'être corrigé; mais la chose vaut bien d'y penser; ce que j'ai appris de celui qui vous a trompé m'a réveillé sur le sujet de l'autre; faites donc ou que je puisse vous voir pour vous dire tout, ou donnez charge à M. Dubois ou à quelqu'autre à qui vous vous fierez de venir apprendre les circonstances qui ne sont pas à mépriser. Cependant gardez le secret. J'ai donné ordre de ma part que la chose en demeurât là, et qu'il ne s'en parlât plus dans ma maison. Je suis fâché de vous donner ce déplaisir dans votre mal, mais l'importance de la chose me met en inquiétude, et je me reproche à moi-même d'avoir tant tardé à vous la dire. Si ce n'est rien, tant mieux; si c'est quelque chose, il faut y pourvoir. Je suis avec vous de tout mon cœur et je prie Dieu pour votre santé.

XXXI.

A Paris, vendredi soir.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien demain matin vous rendre auprès de Mgr le Dauphin. Je suis arrêté ici pour une affaire dont il faudra peut-être que je vous entretienne un jour. Je vous envoie la clef du tiroir où sont les papiers. Nous lisons du Plaute le matin et l'après-dînée Virgile. Le thème comme il vous plaira. Mgr le Dauphin en fait à présent de trois sortes : ou version de l'oraison *Pro Ligario*, ou quelque chose du françois ou latin, ou quelques discours de raisonnement en françois. Si vous croyez avoir quelque chose à savoir de plus, demain en passant je vous le dirai; mais je ne le crois pas. Je suis fâché dans l'état où vous êtes de vous donner cette peine. Ce ne sera que pour un jour. Vous voudrez bien donner ce billet à M. de Montausier. Croyez, Monsieur, que je suis à vous avec toute l'estime et la sincérité possible.

XXXII.

Vendredi matin, le 8 juillet 1678.

Je vous envoie, Monsieur, l'approbation de votre excellent ouvrage. Je ne me suis pas contenté moi-même dans les louanges que je lui donne, je vous assure du moins qu'elles sont sincères et que si j'avois mis sur le papier ce que mon cœur me dictoit, j'aurois de beaucoup excédé les bornes de ces sortes de témoignages. Je suis, Monsieur, comme vous savez, très-parfaitement à vous.

Demonstrationem Evangelicam A. V. C.: atque in omni genere doctrinæ celeberrimo Petro Daniele Huetio Serenissimi Delphini hypodidascalo editam, summa cum animi voluptate perlegi; opus elaboratissimum ac reconditæ eruditionis, quippe quo Prophetarum reserentur oracula, ipsique scripturarum recludantur fontes; Judæi porro ac cæteri religionis hostes haud minus copiose quam solide refellantur. Quo in argumento vir doctissimus ita est versatus, ut sanam doctrinam non modo

nihil cæserit, sed invictissime propugnavit, ipsamque pietatis arcem, et validis munimentis undecumque protexerit, et iis armis instruxerit quibus insurgentes hostes facile proturbentur ac profligentur.

Datum in palatio San-Germano VIII Jul. an. R. S. 1678.

Jacobus BENIGNUS, ep. Condomen.

XXXIII.

A Saint-Germain, samedi soir.

Je vous supplie, Monsieur, de vouloir bien venir ici lundi matin, je serai très-aise d'avoir l'honneur de vous voir avant que de partir. Cela ne vous obligera pas à vous lever trop matin, parce que je ne partirai au plus tôt qu'après le lever du roi. Je suis très-parfaitement à vous. Si par hasard vous voyez Léonard[1] avant que de venir, je vous prie de le faire souvenir que je lui ai demandé *Rationarium temporum*[2] et l'*Epitome* pour Mgr le Dauphin, de la plus grosse impression qui se trouvera.

XXXIV.

A Versailles, 12 novembre 1678.

Je ne[3] hésiterai jamais, Monsieur, quand j'aurai votre témoignage. Vous avez la conscience trop bonne pour la charge de l'établissement d'un mauvais curé : mais, comme je me suis fait une loi indispensable de n'en nommer aucun que je ne sache auparavant s'il est agréable à M. de Bayeux, trouvez bon que je lui en écrive pour savoir son senti-

[1] Né à Bruxelles, premier imprimeur du roi.

[2] *Rationarium temporum in libros tredecim tributum, in quo ætatum omnium sacra profanaque historia chronologicis probationibus munita summatim traditur,* par le R. P. Petau; Paris, 1633-1634, 2 vol. in-12.

[3] A cette époque l'*h* n'était pas aspirée : « Ajoutez-y encore (à la liste où l'*h* est aspirée) le mot hésiter, que plusieurs de l'Académie françoise aspirent, et entre autres M. Chapelain et M. Corneille qui prononcent *san hésiter,* et non pas *sans hésiter.* » (Ménage, *Observations,* p. 467; *Lexique de la Langue de Corneille,* par M. Marty Laveaux, t. I, p. 481, article *hésiter.*)

ment[1]. Je ne manquerai pas, Monsieur, de rendre compte au roi des causes de votre absence qui ne sont que trop pressantes. J'attends votre ouvrage avec impatience et suis très-parfaitement à vous.

XXXV.

A Versailles, ce 7 décembre 1678.

Je vous assure, Monsieur, que je ne connois non plus le vicaire de Saint-Lô à qui j'ai donné la cure, que M. Guéroult que vous me recommandez. M. de Bayeux m'a déterminé, et il s'est déterminé lui-même sur ce qu'il connoît ce vicaire par le service actuel qu'il rend dans le diocèse; et j'ai cru que vous ne trouveriez pas mauvais que dans une chose où il y va le salut de tant d'âmes, je prisse le parti qui seul peut mettre ma conscience en repos. Je suis fâché des maux que vous souffrez et ne doute nullement que vous n'en fassiez l'usage que Dieu veut des chrétiens dans les douleurs, qui est d'éteindre en eux tout attachement au bien sensible jusqu'à la dernière étincelle, et de les rendre conformes à la croix de Jésus-Christ. J'attends avec impatience votre ouvrage[2] qui sera d'un grand secours en ce siècle, où j'éprouve tous les jours que le libertinage et l'impiété se réveillent plus que jamais. Je suis assurément, Monsieur, du fond du cœur et sans réserve, très-parfaitement à vous.

XXXVI.

(1679.)

M. Dubois vous dira ce que lui ai conseillé. Je suis, Monsieur, fort

[1] Pour comprendre l'explication de ces présentations faites par Bossuet à l'évêque de Bayeux, il faut se rappeler qu'en décembre 1671 Louis XIV lui avait donné le prieuré de Saint-Étienne-du-Plessis, situé dans le diocèse de Bayeux, et qui avait sous sa juridiction plusieurs cures auxquelles le prieur nommait en qualité de patron. (*Mémoires de Ledieu*, t. I, p. 133; *Journal des bienfaits du roi*, Bibl. nat. suppl. franç. ms. 5793.)

[2] La *Démonstration évangélique*, approuvée par Bossuet, comme nous l'avons vu plus haut, et qui parut au mois de mars 1679.

en peine de votre santé; quand il vous plaira de m'envoyer votre livre, vous m'obligerez. J'ai impatience de le voir et d'en profiter; mais, pour le pouvoir avec plus de loisir, je souhaite d'être quitte de quelque chose qui me tiendra environ huit à dix jours.

XXXVII.

Jeudi matin, à Versailles.

Vous m'obligerez, Monsieur, d'être ici demain matin pour faire la leçon. J'ai affaire à Paris pour deux jours, c'est-à-dire que Dimanche matin je reviendrai. Nous lisons d'abord de l'Écriture, l'*Exode;* le matin, l'*Eunuque* de Térence; l'après-dînée, Florus. Les endroits où nous en sommes sont marqués dans mes livres, que vous trouverez dans le tiroir d'en haut. La clef en sera entre les mains de M. Milet. Vous pourrez remplir le temps de la philosophie par quelques endroits des *Institutes*[1], que j'ai commencé à lire à Mgr le Dauphin, afin qu'il connoisse quelques principes généraux du droit. Vous saurez bien connoître ce qui lui convient et sur quoi il faut passer plus vite. Pour les compositions ou traductions dont il faut remplir le temps de l'histoire, c'est à vous à en faire ce qu'il vous plaira. Je suis, Monsieur, parfaitement à vous.

XXXVIII.

Vendredi soir.

C'est jeudi la thèse. J'envoie savoir, Monsieur, l'état de votre santé et vous dire que vous vous gardiez bien de vous contraindre pour venir ici; selon ce que j'ai appris, vous n'êtes guère en état de cela, fortifiez-

[1] Bossuet aurait cru l'éducation du jeune Dauphin incomplète s'il ne lui avait pas donné quelques leçons de droit; aussi, nous voyons le précepteur s'entretenir longuement avec son élève sur cette science, tantôt sur les *contrats*, d'autres fois sur les *testaments*, les *successions*, etc. (Bossuet, *De Institutione Delphini*, epistola, 8 mars 1679, § 9.)

vous à loisir et n'exposez pas votre santé dans un temps fâcheux, nous en avons besoin pour plus d'un jour. Je sais ce qui s'est passé dans l'affaire de M. Dubois. Cela ne m'étonne ni me désespère ; qu'il continue, j'agirai dans l'occasion.

Je lis avec avidité et plaisir votre ouvrage, doctrine prodigieuse, agrément dans le style, ordre dans les matières, netteté partout parmi tant de choses à débarrasser, c'est un grand point. Pour le fond il faut avoir tout vu; car telle difficulté qui paroît grande d'abord s'éclaircit dans la suite. J'ai presque lu tous les *Moïse*. Mon esprit a peine à s'y rendre; mais je fais ce que je puis pour le tenir en suspens jusqu'à la fin. Tout à vous de tout mon cœur.

XXXIX.

A Saint-Germain, 26 août 1679.

Je vous dis adieu, Monsieur, en attendant que nous nous voyons à Fontainebleau. Comme j'apprends que vous n'y venez que dans dix ou douze jours, je vous supplie de me prêter votre chambre pour mon frère[1], qui y vient avec moi et n'y restera que quatre ou cinq jours. Vous m'obligerez de donner la clef à ce laquais. Je vous en rendrai bon compte et demeurerai, comme vous savez, très-parfaitement à vous.

XL.

A Paris, le 8 juillet 1680.

Je vous envoie, Monsieur, une lettre latine qui s'est trouvée parmi mes papiers, sans que je puisse savoir comment elle est venue entre mes mains. Nous nous préparons au départ. Ce sera pour samedi s'il plaît à Dieu. La cour arrive aujourd'hui à Saint-Germain, et je m'y rendrai demain. Pendant que nous nous fatiguons, vous êtes bien à votre

[1] Dont il a été question dans la lettre VIII.

aise dans votre abbaye[1], parmi vos livres et vos amis. Ce que j'y trouve de meilleur, c'est que votre repos est une action et que nous en profiterons un jour. Quand verrons-nous donc la nouvelle édition de votre dialogue *De optimo interpretandi genere*[2] ? Votre santé est-elle bonne? Donnez-nous-en des nouvelles et croyez, Monsieur, qu'on n'estime plus votre personne et ne respecte plus votre mérite que moi.

XLI.

Paris, 13 juillet 1680.

Il y a déjà longtemps, Monsieur, que la cure de Fresne est vacante et que j'y ai pourvu. J'y ai nommé un homme dont M. de Bayeux connoît le mérite, et qu'il m'a lui-même désigné. Il y a quelques raisons qui l'ont empêché jusqu'ici de le mettre en possession; mais quand il paroîtra, assurez-vous que tout le peuple sera édifié de se voir sous un tel pasteur. Si la chose étoit encore en son entier, j'aurois beaucoup d'égard aux vœux que fait le pays pour un homme qui a d'ailleurs votre approbation. Je vous ai envoyé ces jours passés une lettre latine qui s'est trouvée chez moi je ne sais comment. Je pars pour suivre la cour, que je joindrai, s'il plaît à Dieu, demain à Beauvais. Je suis, Monsieur, comme vous savez, votre très-humble serviteur.

XLII.

A Versailles, 6 juin 1681.

Je reçois les marques de vos bontés, Monsieur, avec toute la reconnoissance qui est due à un cœur comme le vôtre. Je ne désespère pas

[1] En 1678, Louis XIV avait donné à Huet l'abbaye d'Aulnay, vacante par la mort de Ch. Fournier. Il en prit possession au mariage du Dauphin, en 1680.

[2] Huet avait publié, à Paris, en 1661, un volume in-4° ayant pour titre : *De interpretatione libri duo : 1. De optimo interpretandi genere; 2. De claris interpretibus.* Sept ans plus tard, il en donna une seconde édition imprimée à Stade, 1 vol. in-4°. Enfin, en 1683, sur la prière de Bossuet, il détacha la première partie de cet ouvrage qu'il fit paraître à la Haye, 1 vol. in-8°.

de faire, cette année, le voyage du Plessis[1], et il me semble qu'il me sera plus aisé de le faire, que quand je serai engagé dans les soins d'un diocèse. Je n'écris point à M. le marquis de Feuquières[1], parce qu'on nous fait espérer qu'il reviendra bientôt ici. Aimez-moi toujours, je vous en conjure, et croyez que personne ne sera jamais avec plus de cordialité ni avec une estime plus particulière, Monsieur, votre très-humble serviteur.

Si vous ne vous dépêchez de faire expliquer M. de Bayeux en faveur de votre ami M. Dubois, il n'y aura plus de moyen de le soutenir. Il espère tout de vous et je serai bien aise d'avoir occasion de le servir.

XLIII.

A Paris, 22 juillet 1681.

Je donnerai volontiers, Monsieur, la cure de Carville au religieux que vous me présentez pour cela, persuadé que je ne puis faire un meilleur choix que celui que je ferois sur votre rapport, et très-aise d'ailleurs d'approcher de vous un homme que vous estimez. J'ai accoutumé en pareilles choses de me rapporter à M. de Bayeux, à qui je vous prie d'en dire un mot, et ensuite de m'envoyer le nom du défunt et celui du patron de la paroisse vacante, afin que je fasse faire les expéditions au plus tôt et devant que nous allions à Fontainebleau. Je n'irai pas dans les premiers jours à cause de quelques affaires qui me retiendront ici. J'espère que les affaires de mon nouvel évêché ne m'empêcheront pas de vous aller voir au mois de septembre ou d'octobre, et je suis dans la résolution de faire ce voyage. Je serai ravi d'avoir au Plessis le Père prieur dont j'ai reçu beaucoup de satisfaction dans le peu de temps que je l'ai vu ici. J'agirai de bon cœur pour le conserver au pays et à sa parenté. Je suis de tout mon cœur,

[1] Le prieuré du Plessis. — [2] Ambassadeur de France près la cour de Suède.

comme vous savez, et avec toute l'estime et la sincérité possible, très-entièrement à vous.

Je n'ai plus rien à dire pour M. Dubois sinon que je tâcherai de lui procurer la sortie la plus honorable et la plus utile qui sera possible.

XLIV.

Vendredi matin.

Je me réjouis, Monsieur, de ce que nous aurons dans la fin du mois la satisfaction de vous voir. Il est vrai que vous avez été longtemps campagnard. Je m'en vais l'être pour sept ou huit jours; et j'espère passer ce temps à Saint-Lucien[1]. La santé de Monseigneur se fortifie de jour en jour. Vous n'aurez pas été sans inquiétude pendant son mal. M. de Montausier est quitte de sa fièvre tierce, mais non encore des foiblesses qu'elle amène. On m'a envoyé quelques-unes des dissertations qu'on a faites contre mon *Exposition*[2] à Utrech, mais je n'ai encore rien vu de M. Spanheim[3]; cela ne presse pas non plus que le *Florus* de M. Grævius[4]. Je me contente, en attendant votre retour, de savoir sa bonne santé. Je suis, Monsieur, très-parfaitement à vous.

XLV.

Le jour de Pâques.

M. l'abbé Gradi[5] me fait prier, Monsieur, de remettre son manus-

[1] Louis XIV nomma Bossuet à l'abbaye de Saint-Lucien de Beauvais le 14 août 1672. (Bibl. nat. suppl. franç. 5793, *Journal des bienfaits du roi.*)

[2] L'*Exposition de la doctrine de l'Église catholique*. Paris, 1673, 1 vol. in-12.

[3] Spanheim était un des plus savants numismates et philologues du temps, on le consultait sur tout ce qui concernait la numismatique dans l'édition *ad usum Delphini*. (Note de M. Léchaudé d'Anisy.)

[4] Grævius avait annoncé qu'il enverrait à Bossuet son *Florus*, qui est un de ses meilleurs ouvrages.

[5] L'abbé Gradi était gardien de la bibliothèque du Vatican. Il venait à Paris comme député de Raguse sa patrie, pour demander à Louis XIV des secours contre

crit de la vie de M. Brenella, son oncle, entre les mains de M. l'Internonce, ou de M. Billaine, libraire. Choisissez, Monsieur, lequel il vous plaira, si vous n'aimez mieux me rendre le livre afin que je le remette à l'ordre de l'auteur. Je suis, comme vous savez, tout à vous.

XLVI.

4 avril.

La honte étoit pour moi, Monsieur, quand il n'y auroit pas entre nous autant de liaison qu'il y en a. Toute la littérature vous doit hommage, et un suffrage comme le vôtre est d'un poids trop grand pour n'être pas recherché. Au reste, le livre en soi ne mérite ni votre estime ni la peine que vous prenez de le lire. Un homme aussi plein que vous n'a qu'à verser, et pour moi qui ne donne que deux gouttes d'eau comparées à votre océan, je n'aurois eu qu'à me taire, s'il n'avoit fallu que j'eusse parlé. Je suis, Monsieur, à vous de tout mon cœur.

XLVII.

A Paris, 1er septembre 1684.

J'ai donné ordre, Monsieur, à M. Blanchard de vous voir, et vous aurez pu apprendre de lui les raisons de la conduite qu'il tient envers le curé qui vous a fait ses plaintes. J'ai trouvé ces raisons justes. Si vous le trouvez de même, vous me ferez plaisir de me le mander. Que si j'erre dans le fait, ou que je ne sois pas assez instruit du droit

la Porte ottomane; mais il reçut ordre de quitter Paris le jour même où il devait avoir audience du roi. Cet ordre de départ précipité fut attribué à l'influence des jésuites et aux ressentiments qu'ils conservaient des démêlés de l'abbé Gradi avec le P. Honoré Fabri. (Note de M. Léchaudé d'Anisy.) Malgré ce séjour de peu de durée, l'abbé Gradi avait laissé, à Paris, un souvenir sympathique. Bossuet se servit de l'influence qu'il avait auprès de Louis XIV pour faire obtenir un entier succès à cette négociation. (Archives du minist. des affaires étrangères, volumes de la correspondance entre Rome et le gouvernement de Louis XIV, années 1678-1679.)

du curé, vous m'aiderez à me redresser; et quoi qu'il en soit, il profitera de votre entremise par l'ordre que j'ai donné de le traiter, à votre considération, le plus favorablement qu'il sera possible.

Pour le P. de Montenoy[1], vous me priez de la chose du monde qui m'est le plus agréable, quand vous souhaitez que je le demande pour le Plessis. Je témoignerai volontiers à ses supérieurs que je leur serai obligé de le laisser supérieur dans mon prieuré, et je suis bien aise, Monsieur, que votre satisfaction, et celle de ses proches, se trouve jointe avec la mienne. Au reste, je me plains de vous, du reproche que vous me faites de vous oublier. Je vous ai toujours dans l'esprit, comme un homme très-distingué dans notre siècle, et dans le cœur, comme un ami avec qui j'aurai toujours des liaisons que rien ne peut affoiblir. Je suis, Monsieur, de tout mon cœur, très-parfaitement à vous.

XLVIII.

A Paris, 5 décembre 1684.

Je suis, Monsieur, retenu à la chambre par un rhume. Ainsi, au lieu de vous aller faire des remerciements, je vous prie de les venir recevoir à quelques jours de votre loisir. Je vous dirai cependant que j'ai lu avec plaisir votre belle ode, et encore avec plus de plaisir vos excellents dialogues que je souhaitois, il y a longtemps, de revoir[2]. Je suis, Monsieur, comme vous savez, très-parfaitement à vous.

XLIX.

A Coulomiers, 11 janvier 1685.

Je me chargerai volontiers, Monsieur, d'obtenir les permissions nécessaires pour le livre que vous avez dessein de faire venir. J'espère être à Paris avant qu'il soit arrivé. Je suppose que nous en aurons

[1] Dont il a été question à la lettre XLIII.

[2] *De optimo genere interpretandi*, dont Huet venait de faire paraître la troisième édition à la Haye, 1 vol. in-8°.

chacun un exemplaire. Je trouve très à propos, si c'est sur les apocryphes qu'on vous attaque, et qu'il y ait des raisons qui méritent d'être relevées, que la réfutation en soit renfermée dans la seconde édition de votre docte et excellent ouvrage. Je suis, Monsieur, comme vous savez, très-parfaitement à vous.

L.

Meaux, 13 avril 1685.

Je connois, Monsieur, le mérite du P. de La Rue[1] et je m'emploierai volontiers à ce que vous souhaitez de moi pour lui. M. le duc de Montausier m'en écrit, comme vous me l'aviez marqué par votre lettre du 7. Comme je dois être à Paris incontinent après la Quasimodo, je crois qu'il seroit assez à propos que j'entendisse le P. de La Rue. Alors, ma recommandation, fondée sur la connoissance, sera plus forte, et, d'ailleurs, le témoignage de vive voix fera plus que la négociation par lettre. Que si vous jugez qu'il y ait péril dans le retardement, j'écrirai dès le lendemain que j'aurai votre réponse. Je vous prie de vouloir bien m'indiquer vous-même ces personnes intelligentes et de probité par qui je puisse faire examiner l'affaire du prieur de Colombelle. Je suis, Monsieur, comme vous savez, très-parfaitement à vous.

LI.

A Meaux, 5 septembre 1685.

Je n'ai pu parler à M. de la Reynie[2] de votre lettre du 19 qu'un peu avant mon départ. Il m'a envoyé un livre intitulé : *Campegii integra ar-*

[1] Né à Paris en 1643, mort le 27 mai 1725. Après s'être fait une réputation justement méritée comme professeur, il s'adonna à la prédication. Il a publié plusieurs ouvrages parmi lesquels figure un Virgile, édit. *ad usum Delphini,* 1 vol. in-4°, 1682. C'est lui qui fit l'oraison funèbre de Bossuet dans la cathédrale de Meaux, le 23 juillet 1704.

[2] Lieutenant général de police sous Louis XIV.

chisynagogus, où il y avait dessus : *Pour M. Huet.* Je vous le ferai tenir par la voie qu'il vous plaira me marquer. Il n'en connoît point d'autres qu'on ait réclamés sous votre nom. J'ai reçu de Hambourg un livre intitulé : *Antididagma*[1], l'auteur est Daniel Severinus Sculterus. Le dessein est de réfuter mon *Exposition* et mon *Traité sur les deux espèces*[2] et aussi la *Conférence* avec M. Claude[3]. Il est parlé de vous en divers endroits; mais il n'en dit rien qui me paroisse fort considérable. Je crois que c'est celui dont nous avons parlé ensemble. Quoi qu'il en soit, si le paquet où sont les exemplaires que vous vous étiez chargé de faire venir, sont sous votre nom ou sous le mien, ils vous seront rendus; mais M. de la Reynie n'en avoit pas encore ouï parler; du moins ne s'en souvient-il pas. Je l'ai prié de s'en faire informer, et je puis, Monsieur, vous assurer que ce qui vous regardera ne trouvera point de difficulté de son côté. J'ai laissé à Versailles M. de Montausier, avec un reste d'étourdissement dont il avoit été fort agité. On le croyoit en état d'être bientôt quitte de ce mal qui avoit donné quelque alarme. Sans mon synode qui se tient demain, je ne l'aurois pas quitté. Vous aurez su le départ du Roi, lundi dernier, en bonne santé, après une légère incommodité qui l'obligea à se purger et à retarder son départ de deux ou trois jours[4]. Je suis, Monsieur, comme vous savez, très-parfaitement à vous.

Vous êtes fort loué par l'auteur en question, et en courant le livre

[1] *Antididagma quo probatur doctrinam ab episc. Bossuet expositam ab Innoc. XI egregie laudatam admitti non posse*, etc. Hambourg, 1 vol. in-12, 1685. — L'exemplaire de cet ouvrage que nous avons consulté avait appartenu autrefois à D. Huet, il est actuellement à la Bibliothèque nationale. On lit sur la couverture, qui est en parchemin, ces mots : *Pour M. Huet.* Ils furent tracés par Bossuet, comme l'indique l'écriture.

[2] *Traité de la communion sous les deux espèces.* Paris, 1682, 1 vol. in-12.

[3] Bossuet avait formé le grand dessein de la réunion des religionnaires, par les voies pacifiques de l'instruction et de l'étude. A cet effet il avait publié les trois ouvrages dont il est question ici; le premier avait paru en 1671 et les deux autres en septembre 1682.

[4] *Journal de la santé du roi Louis XIV*, p. 165, publié par A. Le Roi, 1 vol. in-8°, 1682.

je n'y ai rien remarqué de considérable contre vous. Il paroît seulement fâché qu'un aussi habile homme que vous ne soit pas protestant. Il y a un autre livre intitulé : *Critique de la critique du P. Simon*[1], où vous êtes fort attaqué en divers endroits[2]; et celui-là mérite que vous le voyez, si vous ne l'avez pas encore vu. C'est un socinien assez déclaré, dont le nom ne m'est pas bien connu, on dit qu'il se nomme Leclerc[3]. Il est françois et on dit qu'il a été obligé de quitter Genève.

LII.

A Germigny, 21 septembre 1685.

J'ai donné ordre, Monsieur, qu'on portât l'*Archisynagogus* à l'adresse que vous me marquez par votre lettre du 15. L'*Antididagma* ne mérite guère votre curiosité. Pour la *Critique de la critique du P. Simon*, si vous y êtes mal traité, vous avez cela de commun avec les prophètes, avec les apôtres et avec Jésus-Christ même. Cet ouvrage est en effet un recueil de lettres, mais qui sont toutes de la même main. Pour ne point perdre le temps à discourir sur cet ouvrage, je ferai ce que je pourrai pour vous en faire avoir un; en tout cas, si vous venez à Paris selon

[1] Le P. Simon de l'Oratoire avait fait paraître, à Paris, une *Histoire critique du Vieux Testament*, 1 vol. in-4°.

[2] Ce fut l'abbé Nicaise de Dijon qui procura cet ouvrage à Bossuet. Voici ce que ce dernier lui écrivait à ce sujet, le 11 juillet 1683 : «... Je vous prie de me faire adresser «*la Critique de la critique*, lorsqu'elle aura «paru. Vous pouvez croire que je n'ai pas «le dessein d'appuyer la Critique du P. Si«mon que j'ai fait supprimer, en France, «lorsqu'elle y a été imprimée; mais comme «ceux qui l'attaquent tombent dans des sen«timents encore plus injurieux à la Sainte «Écriture, j'ai dessein de faire travailler «quelque habile homme sur ce sujet là, «et vous contribuerez ainsi à cette bonne «œuvre...» (Bibliothèque nationale, ms. franç. 9359, correspondance de l'abbé Nicaise.)

[3] Jean Le Clerc, célèbre critique génevois, de la secte des *Rémontrants;* il fut en effet obligé de quitter Genève, où la ferveur du calvinisme ne tolérait point de dissidents. Dès son apparition l'*Histoire critique* de R. Simon avait causé dans la réforme un soulèvement violent ; Bayle, Colomiès, Isaac Vossius, Ezéchiel Spanheim, Jurieu, Jacques Basnage, Smith, etc. l'avaient flétrie comme un dangereux ouvrage supprimé en France à bon droit. (Correspondance de Bayle, mars 1680.)

votre coutume au mois de novembre, je sais gens qui vous le prêteront volontiers. Une préface dans la nouvelle édition de votre *Démonstration évangélique* pourroit rembarrer la témérité de ces Messieurs, qui ne vous en veulent que parce que vous avez trop bien établi l'authenticité de l'Écriture. Je vous prie de me mander où l'on peut avoir le recueil de M. Lemoyne[1]. Il y a longtemps que j'ai conseillé à nos gens de donner la lettre de saint Chrysostome, qu'on a supprimée mal à propos; on a trop fait voir qu'on en avoit peur, et je ne vois pas, après tout, qu'il y ait rien dans cette lettre qui doive faire plus de peine que les passages de Théodoret et de Gélase. Selon les nouvelles que j'ai eues de M. de Montausier, il doit être entièrement guéri. Aimez-moi toujours, Monsieur, et croyez que personne ne vous sera jamais plus acquis que moi, ni n'estime davantage vos rares talents.

LIII.

A Meaux, 13 novembre 1685.

Ce fut pour moi, Monseigneur, une agréable journée que celle où j'appris votre promotion à l'évêché de Soissons[2]. Votre mérite reconnu, vos travaux couronnés, votre dignité augmentée, le voisinage qui vous unira avec l'amitié, l'agrément du siége, la satisfaction de mon frère[3], qui sera ravi d'avoir à vivre avec vous dans tout le temps que le roi lui fera l'honneur de se servir de lui à Soissons : tout cela fait le sujet d'une joie bien vive. Je vous prie d'en être bien persuadé, et de croire que je suis avec respect et une cordialité parfaite, Monseigneur, etc.

[1] Homme aussi modeste que savant, l'ami et le compatriote de Huet, avait publié l'ouvrage suivant, et dont il est question dans cette lettre :

Varia sacra, seu sylloge variorum opusculorum græcorum ad rem ecclesiasticam spectantium, gr. et lat. notis et observationibus illustrata. (Lugduni Batavorum, 1685, 2 vol. in-4°.)

[2] Louis XIV nomma Huet à l'évêché de Soissons, le 10 novembre 1685.

[3] Antoine Bossuet, né le 25 janvier 1624, et qui fut pendant longtemps intendant de la généralité de Soissons.

LIV.

Jeudi.

Je dois aller ce soir à Luxembourg[1]; au sortir de là, je passerai chez vous; il sera peut-être un peu tard. Je tâcherai de faire en sorte que ce soit à huit ou neuf heures.

LV.

Vendredi, à minuit.

Il étoit hier onze heures quand je sortis de Luxembourg, et je n'ai pu, Monseigneur, ni vous aller voir, ni envoyer chez vous pour m'excuser, tant le zèle de la maison de Dieu nous transporta tous. Je vous attends aujourd'hui toute l'après-dînée jusqu'à six heures du soir; et cependant je demeurerai très-parfaitement à vous.

LVI.

Jeudi matin.

Je pars samedi, Monseigneur, pour m'en retourner à Versailles, et je serai ravi, avant ce temps là, d'avoir l'honneur de vous voir. Je ne puis quitter à cause du monde qui vient sans cesse demander des instructions. Vous me donneriez un grand moyen de les rendre utiles, en me faisant voir l'endroit de M. Lemoyne dont vous m'avez parlé. Si votre commodité vous permet de passer ici demain matin, je serai ravi de converser un peu avec vous. Pardonnez la liberté que je prends. Je suis, comme vous savez, mon très-cher seigneur, votre très-obéissant serviteur.

[1] On ne disait point, alors, *le* Luxembourg, mais Luxembourg, aller à Luxembourg. On en trouve de nombreux exemples dans tous les écrits du temps, notamment dans une comédie du Chevalier, de la troupe du Marais, où l'un des personnages dit à l'autre :

Luxembourg, l'Arsenal, ce sont nos galeries.

Tallemant des Réaux dit partout Luxembourg dans ses *Mémoires*.

LVII.

A Meaux, ce vendredi saint.

J'ai reçu, Monseigneur, avec la lettre dont vous m'honorez, le présent de M. Grævius[1], et je lui en ferai mes remerciements après les fêtes. Mais je n'ai pas voulu tarder davantage à vous faire celui que je vous dois, et en même temps à vous souhaiter un heureux voyage, une prompte guérison et des bulles[2] pour le bien de l'Église et la consolation de vos voisins. Je suis, avec le respect que vous savez, Monseigneur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

LVIII.

Mercredi.

Voilà, Monseigneur, les six premières lettres du tableau. La sixième est celle dont il s'agit. Je vous prie de me renvoyer le recueil quand vous l'aurez lu; car je manquerai des cinq autres. Pour celle-ci, je pourrai bientôt vous la donner séparée, mais je travaille actuellement dessus. Je suis toujours avec respect, Monseigneur, etc.

LIX.

Soissons, 19 août 1687.

J'ai reçu, Monseigneur, dans votre ville, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Si vous connoissez le prêtre que vous me recommandez, il ne lui faut point d'autre approbation que la vôtre; si vous ne le connoissez pas par vous-même, il faudra, si vous l'avez agréable, faire selon que j'ai accoutumé, c'est-à-dire se rapporter au jugement de M. de Bayeux. J'attendrai vos ordres, et cependant je vous supplie d'avertir ce prélat de la vacance. Tout est ici en attente

[1] Probablement son *Florus* dont il a été question dans la lettre XLIV. — [2] Voir la note suivante.

des nouvelles, et je souhaite, Monseigneur, de tout mon cœur, que votre diocèse et toute l'Église profite bientôt de vos lumières et de vos exemples[1]. Je sais votre voyage à Bourbon, et j'ai appris avec joie que vous vous en étiez bien trouvé. Je m'en retourne demain chez moi, après avoir été trois jours ici[2]. Je ferai un très-petit voyage à la cour, pour une affaire que j'y ai. A la Toussaint, nous nous rejoindrons, et j'aurai une joie extrême de vous embrasser. Aimez toujours, Monseigneur, celui qui est avec un respect sincère votre très-humble et très-obéissant serviteur.

LX.

A Paris, 13 septembre 1687.

Je vous envoie, Monseigneur, la présentation à la cure de Mondrainville pour le P. Labbé. La date est du 16, qui est environ le temps que je reçus votre lettre, et qu'en effet je donnai cette cure. Je suppose que M. de Bayeux expédiera promptement, et il ne faudra point perdre de temps. Je serai toujours très-aise de faire paroître combien je défère à votre recommandation et à vos désirs. Je suis, avec un sincère et véritable respect, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

LXI.

A Meaux, le 7 décembre 1687.

Trouvez bon, Monseigneur, que je vous donne la peine de consulter Messieurs de l'Académie[3] sur une difficulté dont la résolution m'est ab-

[1] D. Huet fut nommé à l'évêché de Soissons le 10 novembre 1685; mais, après quatre années d'attente, voyant que ses bulles ne lui étaient pas envoyées, il se décida à permuter avec Mgr Brûlart de Sillery, et à accepter en échange l'évêché d'Avranches où il ne fut installé qu'en 1692.

[2] Probablement Bossuet était venu voir son frère Antoine, qui y résidait comme intendant.

[3] Malgré les fatigues et les soucis suscités par l'administration de son diocèse, Bossuet ne restait pas étranger aux travaux de ses collègues. L'on peut voir dans les *Cahiers de remarques sur l'orthographe françoise pour estre examinez par chacun de mes-*

solument nécessaire, à savoir s'il faut écrire *la vie de Henry* ou *la vie d'Henry*. Je sais la règle de M. de Vaugelas[1], mais peut-être pourrait-on douter si ces mots dont l'origine est allemande y peuvent être compris, ou, en tout cas, si l'usage n'y a pas dérogé. Car il me semble que nous disons tous les jours dans le discours familier : *du temps d'Henry IV* et ainsi du reste. Il me semble que quelques auteurs approuvés et entre autres le P. Bouhours[2], si je ne me trompe, ont écrit ainsi quelquefois; d'autre côté il est certain que la plupart des écrivains sont contraires; Mézeray écrit partout *de Henry*. Le traducteur de l'*Histoire de la réformation anglicane* de M. Burnet[3] en use de même; moi-même en d'autres rencontres j'ai suivi cet usage, et je crois encore que c'est le meilleur et que l'autre manière de prononcer doit passer pour une de ces négligences du langage familier qu'on ne doit pas suivre en écrivant. Je vous supplie, Monseigneur, de me donner sur cela une décision de l'Académie, *frequente senatu*, et de me pardonner la peine que je vous donne sur une si petite question, vous que je consulterois toujours avec joie sur les plus importantes.

J'achève la lecture d'un auteur anglais où il est fort parlé de vous et du P. Petau : c'est la défense des Pères qui ont précédé le concile de Nicée par Bullus[4]. Cet ouvrage est considérable et me paroît mériter

sieurs de l'Académie, publiés par M. Marty-Laveaux, la part qu'il prenait aux délibérations de cette savante assemblée.

[1] Tous les mots commençant par *h,* qui ne viennent pas du latin, ont l'*h* consonne, et l'aspirent, comme *hardi, Philippe le Hardi.* (Remarque CXCVIII.)

[2] Bossuet ne se trompe pas. Dans la *Suite des remarques nouvelles sur la langue françoise,* dont l'achevé d'imprimer pour la première fois est du 1er d'avril 1692, Bouhours, parlant des écrivains qui n'aspirent point l'*H* de Henri, ajoute : « J'avoue que j'ai suivi « constamment le même usage dans tous « mes livres. »

[3] Le vrai titre de cet ouvrage est : *Histoire de la Réformation de l'église d'Angleterre.* Ce livre fut traduit en 1685 par de Rosemond, et publié à Londres, en 2 vol. in-folio.

[4] Évêque anglican de Saint-David, né en 1634, mort en 1710, avait une connaissance très-étendue de l'Écriture sainte et de la patrologie. Ses œuvres ont été publiées en sept volumes, par Ed. Burton; dans le cinquième se trouve cette défense sous le titre : *Defensio fidei Nicænæ ex scriptis quæ extant catholicorum doctorum, qua intra tria prima Ecclesiæ christianæ sæcula floruerunt, in qua obiter quoque Constantinopolitana confessio de spiritu sanctorum antiquorum testi-*

que vous y fassiez quelque attention. Je suis, Monseigneur, comme vous savez, avec respect et cordialité, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

LXII.

A Versailles, 30 août 1688.

C'est trop d'honneur, Monseigneur, à l'ouvrage des *Variations*[1], d'avoir mérité vos louanges. Il n'y en a point qui me soient plus chères; et quoique je croie les devoir à votre bonté, elles ne me plaisent pas moins de ce côté là, que si elles pouvoient être un effet de votre justice. Mais vous, Monseigneur, que faites-vous? toujours, quoi que ce soit, quelque chose d'excellent. Personne n'estime plus vos grands talents, ni n'est à vous plus cordialement et avec plus de respect que moi.

LXIII.

Paris, 18 mai 1689.

Je ne puis partir, Monseigneur, sans vous faire mes remerciements sur le présent que je reçus hier de votre part, ni aussi sans vous dire un mot sur la lettre dont il vous a plu de l'accompagner[2]. Vous dites que la doctrine que vous attaquez a eu le bonheur de me plaire; ce sont vos termes : et vous dites aussi dans la préface, qui est tout ce que j'ai eu le loisir de lire de votre livre, que vous ne prenez la peine de combattre cette doctrine que parce qu'elle est contraire à la religion. Je veux croire pour ma satisfaction que vous n'avez pas songé à lier ces choses

moniis adstruitur. Ce même ouvrage a été traduit en anglais et publié à Oxford en 1851, 2 vol. in-8°.

[1] Publié en 1688, 1 vol. in-8°.

[2] Ce présent n'est autre que le livre que Huet venait de publier : *Censura philosophiæ cartesianæ*, 1 vol. in-12. Paris, 1689. Dans la préface adressée à M. le duc de Montausier, l'évêque de Soissons expose que c'est sur sa demande, et pour répondre aux raisons qu'il donnait en faveur de Descartes, qu'il a composé son ouvrage.

On voit, par cette lettre, que Bossuet avait le projet d'écrire contre certaines opinions de Descartes, il est fâcheux que le livre de Huet l'ait empêché de le réaliser.

ensemble; mais la foi dans un chrétien et encore dans un évêque qui la prêche depuis tant d'années sans en être repris, est un dépôt si précieux et si délicat, qu'on ne doit pas aisément se laisser attaquer par cet endroit-là en quelque manière que ce soit, surtout par un confrère qu'on aime et qu'on estime autant que vous. Je vous dirai donc franchement ce que je pense sur la doctrine de Descartes ou des Cartésiens[1]. Elle a des choses que j'improuve fort, parce qu'en effet je les crois contraires à la religion, et je souhaite que ce soit celles-là que vous ayez combattues : vous me déchargerez de la peine de le faire comme je fais en toute occasion, et je serai ravi d'avoir un ouvrage de votre façon où je puisse envoyer les contredisants. Descartes a dit d'autres choses que je crois utiles contre les athées et les libertins, et pour celles-là comme je les ai trouvées dans Platon et, ce que j'estime beaucoup plus, dans saint Augustin, dans saint Anselme, quelques-unes même dans saint Thomas et dans les autres auteurs orthodoxes, aussi bien ou mieux expliquées que dans Descartes, je ne crois pas qu'elles soient devenues mauvaises depuis que ce philosophe s'en est servi; au contraire je les soutiens de tout mon cœur et je ne crois pas qu'on les puisse combattre sans quelque péril. Pour les autres opinions de cet auteur qui sont tout à fait indifférentes, comme celles de la physique particulière et les autres de cette nature, je m'en amuse, je m'en divertis dans la conversation; mais, à ne vous rien dissimuler, je croirois un

[1] Dès l'année 1687, le savant jésuite, le R. P. de La Rue, apprenant que Huet avait l'intention de s'occuper de la philosophie de Descartes, lui avait écrit la lettre suivante qui voit le jour pour la première fois.

« Votre livre sur la philosophie de Des-« cartes vous attirera trop de tracas, vous « feriez mieux de travailler sur l'Écriture : « vous verrez la plus grande partie de vos « amis ou se déclarer contre vous ou du « moins n'oser vous défendre. Non pas moi, « je vous en assure, mais je ne suis point « un docteur à approbation et la Faculté de « théologie ne reconnaît pas mon suffrage. « Vous direz que je crains et qu'il ne faut « craindre pour la vérité. Je vous avouerai « que je crains, mais je vous dirai que cette « vérité n'est pas de telle importance qu'il « faille, pour la soutenir, s'attirer tout le « monde sur les bras. Vous avez toujours « soutenu votre réputation par des moyens « doux et au goût de tout le monde; ce sera « démentir votre caractère que de vous en « faire une nouvelle par des moyens si op-« posés. » (Bibl. nat. sup. fr. 5272. Correspondance de D. Huet.)

peu au-dessous du caractère d'un évêque, de prendre parti sérieusement sur de telles choses.

Voilà, Monseigneur, en peu de mots ce que je crois sur Descartes. Je vous le dis sans avoir rien sur le cœur qui diminue la cordialité et le respect avec lequel je suis, etc.

LXIV.

A Germigny, 27 mai 1689.

Recevez, Monseigneur, avec votre bonté ordinaire, cette explication de l'Apocalypse[1]. Le seul titre de cet ouvrage m'a fait trembler, quand j'ai commencé à y mettre la main. Vous verrez dans la préface les raisons qui m'y ont engagé; vous y verrez aussi une partie de celles qui ne m'ont pas permis de m'en tenir aux interprétations de Grotius, quoique on ne puisse pas estimer ce grand auteur plus que je fais. Jugez: mais que ce soit toujours en ami, à votre ordinaire, puisque je suis sans réserve avec le respect particulier que vous savez, Monseigneur, etc.

LXV.

A Meaux, 11 juin 1689.

On est si agréablement apaisé par vos honnêtetés, Monseigneur, qu'on ne peut être fâché de s'être plaint[2]. Au surplus j'ai vu tout le livre; je ne sais pas si les cartésiens auront envie de vous répondre; mais s'ils le font en latin, ils n'approcheront jamais de la pureté et de la netteté de votre style, et en quelque langue qu'ils le fassent, ils demeureront beaucoup au-dessous de votre genre d'écrire, n'y ayant rien

[1] *Apocalypse avec une explication opposée à l'accomplissement des prophéties de Jurieu.* (Paris, 1689, 1 vol. in-8°.)

[2] Huet avait répondu à Bossuet, quelques jours après la lettre du 18 mai, que s'il l'avait rangé parmi les cartésiens, il n'avait pas plus pensé porter atteinte à l'intégrité de sa foi qu'à celle de saint Thomas et d'autres Pères de l'Église en disant qu'ils sont péripatéticiens ou platoniciens. (Huet, *Commentarius de rebus ad eum pertinentibus*, p. 388. 1 vol. in-12, Amsterdam, 1718.)

de plus délicieusement écrit, ni d'une manière plus concise, plus philosophique, et plus vive néanmoins, que votre livre[1]. Je ne sais, Monseigneur, si vous avez reçu l'*Explication de l'Apocalypse* et un autre petit ouvrage que j'ai envoyé chez vous. Portez-vous bien, et croyez qu'on ne peut pas être plus sincèrement ni avec plus de respect que je le suis, Monseigneur, votre, etc.

LXVI.

A Versailles, 6 mars 1690.

Je vous envoie, Monseigneur, un petit présent pour un grand : *un quatrième avertissement aux protestants*, pour la nouvelle édition de votre *Démonstration évangélique*[2]. J'ai lu votre docte et excellente préface avec un singulier plaisir, mais je voudrois bien connoître qui sont les gens que vous attaquez[3]. Je me suis très-bien souvenu de vous avoir rendu une lettre latine d'un savant homme de Suède que M. le marquis de Feuquières, alors ambassadeur en cette cour, m'adressoit pour vous faire voir[4]. Elle étoit pleine de grands éloges de votre *Démonstration*, et cet ambassadeur me marquoit dans ma lettre que je crois vous avoir laissée, le grand désir qu'on avoit en ce pays-là, que vous voulussiez écrire sur les matières de controverse. Vous m'avez fait beaucoup de plaisir de me donner le caractère de M. Basnage[5]. Je n'ai pu encore recouvrer le livre qu'on oppose à mon *Histoire des variations;* on

[1] Deux ans plus tard, au mois de mai 1691, il parut un ouvrage intitulé : *Réponse au livre qui a pour titre* Censura philosophiæ cartesianæ, 1 vol. in-12, publié par Régis.

[2] Publiée en février de cette même année.

[3] Dans cette préface de la troisième édition, Huet dit, à la page 37 : «De même «que dans la *Censure de la philosophie cartésienne,* j'ai eu en vue d'attaquer tout le «cartésianisme, de même aussi, dans la «*Démonstration évangélique,* j'ai voulu écrire «contre Spinoza et le *theologicopoliticus.*»

[4] C'est la lettre de Pufendorf dont il a été parlé déjà. (Voir la lettre XXXIX.)

[5] Basnage avait écrit contre l'*Histoire des variations.* Bossuet s'occupait sans doute alors de lui répondre, puisque ce fut l'année suivante qu'il publia sa *Défense de l'histoire des variations contre la réponse de M. Basnage, ministre de Rotterdam.* (Paris, 1 vol. in-12.) Comme il savait que Huet était en relations avec ce savant théologien protestant, on peut supposer qu'il lui avait demandé quelques renseignements sur son caractère.

m'avertit seulement qu'il paroît en Hollande. Je suis, Monseigneur, avec le respect que vous savez, votre, etc.

LXVII.

A Paris, 24 juillet 1691.

Voilà, Monseigneur, les deux premières parties de mon *sixième et dernier avertissement contre le ministre Jurieu*[1]. Je suis d'autant plus obligé de vous les présenter, qu'il a fallu y parler de vous, parce qu'on m'objectoit votre autorité. J'en ai parlé selon mon cœur; c'est-à-dire avec toutes les marques d'estime et avec le témoignage sincère de notre amitié; et je crois que le ministre se repentira d'avoir voulu vous prendre à garant de ses excès[2]. J'ai balancé quelque temps si je publierois cet endroit avant que de vous l'avoir communiqué; mais j'ai cru qu'en ces occasions où il s'agit de louer, et avec de telles gens, il valoit mieux ne rien concerter. Si je me suis trompé dans ma pensée,

[1] A peine l'*Histoire des variations* eut-elle paru en 1688, que Jurieu, qui y était personnellement dénoncé à toute l'Europe pour l'extravagance de ses idées, se crut obligé plus particulièrement que tout autre à se mesurer avec Bossuet, il publia à cet effet ses *Lettres pastorales*. Aussitôt l'évêque de Meaux lui répondit par les *Trois premiers avertissements* aux protestants, qui parurent en 1689, 1 volume in-12. Le quatrième et le cinquième parurent l'année suivante sous le même format, et enfin le sixième et dernier, dont il est parlé ici, parut en juin 1691.

[2] «M. Jurieu, dit Bossuet, croit me mettre «aux mains avec les savants auteurs de ma «communion, en proposant à chaque page «le grand savoir du P. Petau et de M. Huet, «en me reprochant en même temps que, si «j'avois traversé comme eux le pays de l'an«tiquité, je n'aurois pas fait des avances si «téméraires....., je lui montré le contraire «du P. Petau, et comment ce savant jésuite «s'étoit expliqué lui-même de la manière «la plus orthodoxe. Pour ce qui regarde «M. Huet, avec lequel il veut me commettre, «il se trompe. Je l'ai vu, dès sa plus tendre «jeunesse, prendre rang parmi les savants «hommes de son siècle, et depuis j'ai eu les «moyens de me confirmer dans l'opinion «que j'avois de son savoir durant douze ans «que nous avons vécu ensemble. Je suis «instruit de ses sentiments et je sais qu'il «ne prétend pas avoir fait *arianiser* ces «saints docteurs, comme ce ministre l'en «accuse; à peine a-t-il prononcé quelque «censure qu'il s'adoucit un peu après.....» (*Œuvres de Bossuet*, t. VII, p. 545 et suiv. édit. de Versailles; Card. de Bausset, *Vie de Bossuet*, liv. IX, § 17.)

je vous supplie, Monseigneur, très-humblement de me le pardonner, et de me croire incapable de manquer par ma volonté au respect que je vous dois.

LXVIII.

A Germigny, 8 août 1691.

C'est chez vous-même, Monseigneur, qu'on a laissé à Paris le *sixième avertissement*. J'ai quelque impatience de le savoir auprès de vous. Pour ce qui est de l'ouvrage[1] que vous souhaitez que j'aie l'honneur de présenter au Roi et à Monseigneur de votre part, si vous ordonnez qu'on me le donne le lendemain de la Notre-Dame à Paris, le lendemain sans faute, j'en ferai avec grande joie le présent à Versailles et je l'accompagnerai de tout ce que m'inspirera l'estime que j'ai de tout ce qui vient de vous. Je finis, Monseigneur, en vous assurant de la continuation de mes très-humbles respects.

LXIX.

A Paris, 20 août 1691.

Je crois, Monseigneur, que vous aurez bien agréable que j'aie l'hon-

[1] C'était le *Traité de la situation du paradis terrestre* (Paris, 1691, 1 vol. in-12) qui venait d'être publié. Dès son apparition, Huet trouva des contradicteurs. Voici ce qu'il écrivait sur ce sujet à l'abbé Nicaise, chanoine de la Sainte-Chapelle à Dijon : «.... Je n'ai point vu ce nouveau traité sur la «situation du paradis terrestre qui vient de «paroître. Je n'ai pas espéré emporter tous «les suffrages. Après que l'usage du blé fut «trouvé, n'y eut-il pas encore des gens de «mauvais goût qui préférèrent les glands? «Je crois pouvoir assurer, sans me flatter, «que quiconque suivra une autre opinion «que celle que j'ai proposée, se trompera, «et je ne la donne pas comme mienne, «mais comme celle des Arabes, suivie par «plusieurs modernes, Sleuchus, Schickard «et Kircher. Ce dernier a donné une carte «du Tigre et de l'Euphrate dans son livre «de la Tour de Babel, où les quatre fleuves «du paradis sont placés comme je les place. «Les journalistes de Hollande, zélés pour «l'honneur de leur parti, font ce qu'ils peuvent «pour persuader le public que M. Bochart «est l'inventeur de cette opinion, quoique «l'on n'en ait pas trouvé une pensée parmi ses «écrits, comme me l'a assuré cent fois son «petit-fils et son héritier...» (Bibl. nat. ms. fr. 9359, p. 67, Corresp. de l'abbé Nicaise.)

neur de vous recommander M. Guischard[1], grand-maître de Navarre, doyen de la Faculté, qui enseigne la théologie depuis cinquante ans et qui a été mon maître dans cette science. Il est outre cela, Monseigneur, archidiacre de l'église qui aura l'honneur de vous avoir pour évêque, et je vous serai obligé d'avoir pour cet ancien professeur les égards que son mérite, son âge et ses travaux semblent exiger. C'est la grâce que vous demande celui qui est avec respect, Monseigneur, votre, etc.

LXX.

A Germigny, 16 octobre 1691.

Vous me faites trop d'honneur, Monseigneur, de vouloir bien me charger de la distribution de votre traité du *Paradis*. Je serai, s'il plaît à Dieu, à Paris incontinent après la Toussaint: si le livre que vous me faites l'honneur de me destiner me venoit ici, je serois ravi de le lire dans le paradis terrestre de la Brie; la Marne seroit mon Tigre et mon Euphrate, et ce seroit sur ses bords que j'irois goûter les délices de vos belles découvertes et de vos belles expressions.

Il faut, Monseigneur, être ennemi de la raison et du bon sens, pour mépriser les avantages que la véritable religion tire des fables dont les anciens ont enveloppé les traditions primitives du genre humain. Il faut d'ailleurs être tout à fait ignorant dans l'histoire du paganisme, pour nier que la théologie fabuleuse n'ait été la religion des Gentils.

Tout le prouve, et par ce moyen le dessein que vous avez eu de prouver la mineure de votre argument par cette théologie ancienne,

[1] Il n'est pas sans intérêt de lire la note suivante écrite sur ce savant professeur de Navarre: Guischard, normand, mais peu délié, bon homme, peu capable d'intrigue, en ayant pourtant envie, et, pour cela, il se donne la peine de s'acquérir les docteurs par la distribution des lieux. Fort attaché à Rome par inclination ou par transmission de l'esprit de M. Cornet à qui il a succédé dans la charge de grand-maître. (*Documents sur la faculté de théologie de Paris en 1663*, Bibl. nat. fonds Colbert, vol. 155; Gérin, *Recherches histor. sur l'assemblée du clergé de France de 1682*, p. 534, 2e édition.)

ne peut être improuvé des gens savants. Tout ce que je crains, c'est que quelques-unes de vos remarques ne paraissent un peu subtiles, et qu'en général on ne réponde, qu'on ne peut pas toujours tirer des preuves fort convaincantes de choses qui ont été à la fin unanimement rejetées comme manifestement absurdes, ce qui semble devoir obliger à garder de certaines bornes dans de semblables arguments. J'en ai vu encore qui disoient, que si l'on trouve tout dans les livres des payens, on reprochera au christianisme de n'avoir rien appris au genre humain[1]. Voilà, Monseigneur, ce qu'on peut vous objecter de plus raisonnable. Je crois voir à peu près ce qu'on y pourroit répondre ; mais je tiendrai à honneur d'y être confirmé par vous-même à votre grand loisir. Au reste je fais profession d'être approbateur et défenseur de vos ouvrages, comme d'être toujours, Monseigneur, avec un respect sincère, votre, etc.

LXXI.

A Versailles, 12 novembre 1691.

J'arrivai ici samedi au soir, Monseigneur, et dès le lendemain

[1] Réponses de Huet aux objections qui lui avaient été faites par Bossuet : Pour la première, elle peut être bien fondée; mais il faudroit seulement savoir de quelles remarques on entend parler, sans quoi on ne peut répondre.

Les deux autres objections regardent les prêtres comme moi, qui se sont servis des mêmes preuves. La deuxième objection ne donne point atteinte à ma mineure, car encore que les fables aient été rejetées comme absurdes par ceux qui ne croyoient pas à la religion qui les défendoit, il me suffit qu'elles n'aient pas été crues absurdes par ceux qui en faisoient leur religion. Je compare donc nos dogmes avec ces fables crues religieusement, et non avec ces mêmes fables rejetées. Porphyre et Celse les ont défendues contre les chrétiens jusqu'à leur mort.

Sur la troisième objection, je ne prétends point qu'on trouve tout dans les livres des païens : il me suffit qu'on y trouve des dogmes pareils, ou moins croyables. D'ailleurs quand je disois qu'on y trouve les mêmes dogmes, les causes et les motifs qui nous les font recevoir, et les fins pour lesquelles ils nous sont proposés sont bien différents des effets de l'institution. (Note de M. Léchaudé d'Anisy.) Bossuet veut parler ici de l'ouvrage de Huet, ayant pour titre : *De interpretatione libri duo, his accessit de fabularum romanensium origine.* Hago, 1682.

j'eus l'honneur de présenter au Roi votre *Paradis terrestre*. Il le reçut parfaitement bien et voulut que je lui expliquasse le sujet du livre. C'étoit une chose fort peu nécessaire de l'entretenir du mérite de l'auteur et de l'ouvrage. Je le fis néanmoins de tout mon cœur, et je fus bien écouté pour l'amour de vous. Vous eûtes la même réception chez Monseigneur; et M. de Reims[1] qui reçut ensuite son présent m'a chargé de remerciements pour vous.

J'ai commencé la lecture que je fais avec beaucoup de plaisir et qui sera bientôt finie, puisqu'il n'est pas permis de s'arrêter dans un ouvrage dont les liaisons sont si naturelles. J'espère, Monseigneur, avoir bientôt l'honneur de vous voir. Je vous supplie, en attendant, de recevoir de M. Anisson[2] le présent que je vous fais de la *Conclusion* de mes avertissements. Je suis avec respect, Monseigneur, votre, etc.

LXXII.

A Paris, 1er septembre 1693.

J'avois bien su, Monseigneur, l'accident arrivé dans votre maison et à votre bibliothèque; mais je ne savois pas que vos papiers eussent été enveloppés dans cette ruine[3]. Vous prenez cette perte chrétiennement et comme un digne évêque, et moi j'en suis véritablement affligé. Je suis au reste, Monseigneur, très-édifié de vous voir si attaché aux soins de l'épiscopat. Cette attention est suivie des bénédictions de celui qui a bien voulu attacher ses grâces au travail de ses ministres. Ce livre qu'on vous a envoyé de ma part, est en effet, Monseigneur, celui sur lequel vous m'avez vu travailler cet hiver; et c'étoient les livres de Salomon et les autres sur la Sagesse[4]. Je vous prie de me mander à votre

[1] Mgr Maurice Le Tellier.

[2] Laurent Anisson, qui était alors imprimeur à Lyon et qui plus tard fut chargé de la direction générale de l'Imprimerie royale.

[3] Il y avait un an environ que Huet habitait Avranches, lorsqu'un incendie consuma en un instant le palais épiscopal, le 27 août 1693.

[4] Cet ouvrage, qui a pour titre : *Liber psalmorum additis canticis, cum notis*, Paris, 1691, in-8°, achevé d'imprimer le 23 décembre 1690, avait été préparé par Bos-

loisir ce que vous pensez d'un critique qui accuse le style d'Origène d'être obscur et embarrassé, chargé de paroles et sans aucune précision dans les expressions. Il me semble pour moi qu'on peut imputer tout autre chose à cet auteur. Je pars demain. Je suis à jamais, et avec tout le respect possible, Monseigneur, votre, etc.

LXXIII.

A Germigny, 13 août 1695.

Je viens, Monseigneur de recevoir avec votre lettre du 12 le mémoire qui y étoit joint sur votre affaire[1]. Je vous promets d'en faire aujourd'hui une lecture attentive, et de me rendre à Paris, s'il plaît à Dieu, le 16, ou au plus tard le 17, selon que je l'ai écrit à M. de Reims. Je vous rends grâces de vos souhaits et suis avec le respect que vous connaissez, Monseigneur, votre, etc.

LXXIV.

A Paris, 16 août 1695.

Me voilà venu, Monseigneur, à votre mandement. Il ne tiendra pas à moi que nous ne vous envoyons promptement aux eaux, et je ne veux rien oublier pour une santé aussi précieuse que la vôtre. Je suis, avec un respect sincère, Monseigneur, votre, etc.

LXXV.

A Paris, 17...

Vous avez vu, Monseigneur, par mon billet de ce matin, que je songe

suet, ainsi que l'*Apocalypse* dont il a été question à la lettre LXIII, pendant qu'il était encore à la cour. Ces deux livres eurent en effet leur origine dans ces célèbres *conférences* tenues à Saint-Germain, et où se réunissaient Fénelon, Mabillon, les abbés Fleury, de Langeron, de Cordemoy, etc.

[1] Ce mémoire était relatif à des difficultés survenues entre l'évêque de Soissons et l'évêque d'Avranches, par suite de la permutation de leurs siéges. L'archevêque de Reims et l'évêque de Troyes avaient été choisis pour arbitres de ce différend.

sérieusement à accomplir ce que vous souhaitez par la promptitude. J'ai lu le mémoire, et il ne sera pas inutile que j'aie un moment de conférence avec vous. Je n'irai à Versailles que fort sur le tard. Je dîne chez M. de Reims, d'où je reviendrai ici incontinent après le dîner. Je ferai ce que vous souhaitez auprès de lui. Vous savez combien je suis à vous.

LXXVI.

A Germigny, 28 septembre 1695.

Il est vrai, Monseigneur, que M. de Soissons[1] m'a envoyé la pièce d'écriture dont vous me parlez; mais comme elle est assez longue et qu'elle me vint précisément à la veille de mon départ, j'en différai la lecture jusqu'à ce que nous fussions ensemble en état de vous sortir d'affaires. Je l'ai même laissée à Paris ne voyant rien de pressé. Je suis très-aise pourtant, Monseigneur, de l'instruction que vous me donnez, et je puis vous garantir avec la grâce de Dieu de toute crainte de prévention. Ce me seroit une grande joie, si je pouvois espérer que les eaux fissent du bien à ma sœur; donnez-lui vos consolations, elle est capable d'en profiter. Vous savez avec quel respect je suis, Monseigneur, etc.

LXXVII.

A Paris, 9 juillet 1696.

J'ai reçu à Germigny, Monseigneur, la lettre du 30 juin dont il vous a plu de m'honorer. M. Guischard[2], à qui j'étois bien aise d'en parler avant que de vous faire réponse, m'a dit, ce matin, qu'il vous avoit renvoyé le démissoire que vous souhaitiez, et je m'en réjouis avec vous pour l'amour de la discipline. Votre lettre, cependant, me servira d'instruction pour approfondir certaines choses dont j'avois déjà une

[1] Mgr Brûlart de Sillery. — [2] Dont il a été question dans la lettre LVIII.

connoissance imparfaite. Je n'ai ouï parler de rien du côté de M. de Soissons, depuis l'affaire jugée, et je ne doute pas qu'il ne vous fasse justice. Je suis, Monseigneur, avec le respect que vous savez, à jamais votre, etc.

LXXVIII.

A Versailles, le 30 août 1696.

Il n'est pas malaisé, Monseigneur, de vous satisfaire sur la question que vous m'avez fait l'honneur de me proposer par votre lettre du 21. Vous êtes en droit de faire pour la discipline de votre diocèse tous les statuts que vous jugerez nécessaires sans avoir besoin du consentement de votre chapitre, même en ce qui le concerne, puisqu'il n'a nulle exemption. L'avis que vous avez bien voulu prendre de certaines personnes choisies, loin de vous restreindre, est une preuve de la liberté où vous étiez à l'égard du corps du chapitre. Ainsi, Monseigneur, vous avez pu changer d'avis et vous l'avez dû, dans la conjoncture où vous vous trouviez. Vous n'avez donc, ce me semble, qu'à exécuter, et je ne pense pas qu'on ose vous résister. Vous aurez seulement à considérer les dispositions du Parlement de Normandie, car pour celui de Paris l'affaire ne recevroit pas de difficulté; le Conseil ne vous sera pas moins favorable, et si on ne vous fesoit pas justice à Rouen, vous trouveriez ici du secours. Vous savez mieux que moi qu'il faut autant qu'il se peut terminer ces contestations à l'amiable, pourvu que la discipline n'en souffre pas trop.

Je n'ai point vu le livret dont vous me faites l'honneur de me parler. Il est digne d'animadversion dans toutes les parties que vous me marquez; M. de Séez[1] est en droit de le censurer et d'en défendre la lecture, et il le doit, s'il fait du bruit dans son diocèse, ou qu'il y excite la révolte et le scandale. Si vous voulez me faire la grâce de me l'envoyer, je vous en parlerai avec plus de certitude. Quand il vous plaira,

[1] Mgr Savary.

Monseigneur, m'ordonner de parler à Monsieur en votre nom, je m'acquitterai avec joie de votre commission. Vous serez bien aise de savoir que le Roi, après avoir souffert assez longtemps, par un clou au-dessous de la nuque du col, est en état de guérir bientôt[1], et il me semble qu'il a dit ce matin qu'il iroit mardi à Marly. J'ai reçu depuis peu une lettre de M. le cardinal d'Aguirre[2], où il me charge de compliments pour vous. J'ai promis de vous l'écrire en votre diocèse où vous étiez, et cependant j'ai répondu ce que je devois sous votre bon plaisir. Je suis avec respect, Monseigneur, votre, etc.

LXXIX.

A Meaux, 31 mars 1697.

Vous savez, Monseigneur, combien j'ai accoutumé d'estimer votre approbation, et celle que vous me donnez en cette occasion m'est très-honorable. Il seroit bien malaisé et peu honnête de faire un acte séparément de M. de Reims. Je serai, s'il plaît à Dieu, à Paris le mardi de Pâques, et il faudra faire tout l'état possible pour engager M. de Soissons à vous donner toutes les assurances qu'il vous doit. J'avois été chez vous, Monseigneur, pour vous rendre compte de l'entretien que j'avois eu avec Monsieur sur votre affaire. Le résultat fut qu'il ne trouveroit point mauvais que vous suiviez[3] la voie de la justice ordinaire, mais il paraît peu disposé à s'en remettre à personne. Je n'oubliai rien et je n'obtins autre chose dans un entretien assez long et assez libre sur ce sujet.

Un des curés de ce diocèse qui est du vôtre, a traité d'une prébende à votre église cathédrale; il s'est très-bien acquitté de son ministère; il est instruit de la discipline et homme de bien: il s'appelle M. Trollut.

[1] *Journal de la santé du roi Louis XIV*, p. 231.

[2] Bossuet appelait le cardinal d'Aguirre la lumière de l'église, le modèle des mœurs, l'exemple de la piété. C'est lui qui écrivit contre la déclaration du clergé de France de 1682.

[3] *Suiviez* a été surchargé dans le manuscrit, de façon à ce qu'on lise : *suivissiez*.

Il vous portera un honorable témoignage et je vous supplie de lui marquer de la considération, car il en mérite. Je suis, comme vous le savez, Monseigneur, votre, etc.

LXXX.

A Paris, 30 juin 1697.

La grâce dont vous avez eu la bonté de vous réjouir avec moi ne me fut, Monseigneur, accordée qu'hier. Je ne vous devois pas moins de remerciements des témoignages de votre amitié, dont je reçois tous les jours de nouvelles preuves. Quant au surplus de votre lettre du 31 mai, c'est une matière pour laquelle il faut être tous ensemble. Agréez, en attendant, les assurances de la cordialité et du très-humble respect avec lequel je suis, Monseigneur, votre, etc.

LXXXI.

A Versailles, 19 novembre 1697.

Je m'acquitte avec joie et avec respect de mon devoir en me donnant l'honneur de vous envoyer cet écrit[1], et je suis, comme vous savez, Monseigneur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

[1] *Déclaration* de Bossuet, de l'archevêque de Paris et de l'évêque de Chartres contre le livre des *Maximes des Saints* de Fénelon. Ayant envoyé ce même écrit quelques jours après à Ch. Perrault, Bossuet en reçut la lettre suivante, qui est inédite et qui nous montre jusqu'à quel point cette question avait passionné les esprits. « Je ne puis, Mon-« seigneur, vous dissimuler que jusqu'ici il « me sembloit comme à la plupart du monde « que vous traitiez un peu rudement, quoi-« qu'avec justice, un de vos confrères dans « l'épiscopat et de vos amis très-particuliers ; « mais, depuis que j'ai lu le dernier ouvrage « que vous m'avez fait l'honneur de m'en-« voyer, et où vous racontez, de concert avec « MM. de Paris et de Chartres, comment les « choses se sont passées et quel est le carac-« tère de Mme de Guyon, je trouve que vous « avez trop épargné votre confrère et attendu « un peu trop longtemps à le faire connoître. « Je vous demande pardon, Monseigneur, de « la liberté que je prends; mais cette faute « est si belle et marque tant de bonté et de « générosité que je serois fâché que vous ne « l'eussiez pas faite. Le démon n'a guère de « plus vilaine qualité que celle d'accusateur « de ses frères; et à moins que la gloire de

LXXXII.

A Meaux, 31 décembre 1701.

Je reçois toujours avec joie, Monseigneur, la continuation de l'assurance de vos bontés. Je suis bien aise aussi de vous envoyer à l'occasion de mes ouvrages des témoignages du respect sincère avec lequel je suis, comme j'ai été il y a longtemps, Monseigneur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

«Dieu et l'intérêt de la religion ne le demandent comme en cette rencontre où l'un «et l'autre sont mortellement blessés. Un «silence charitable me semble devoir couvrir «jusque toutes les autres fautes. Je ne puis «donc, Monseigneur, vous trop féliciter sur «l'honneur que vous remportez sur toute «cette affaire, et sur le grand bien que vous «procurez à l'Église en lui découvrant toutes «ces erreurs effroyables qu'on semoit dans «son sein.....» (Bibl. nat. ms. fr. 15189, p. 204.)

TABLE

DES NOMS CONTENUS DANS LES LETTRES DE BOSSUET.

Abraham, page 637.
Aguirre (Le cardinal d'), 674.
Anisson, 670.
Anselme (Saint), 663.
Ashburnham (Lord), 613.
Augustin (Saint), 641, 663.

Basnage, 665.
Bellarmin, 641.
Billaine, 652.
Blanchard, 652.
Bossuet (Antoine), 657.
Bossuet, évêque de Meaux, 611, 614.
Bouhours (Le Père), 661.
Bouillon (Le cardinal de), 621, 627, 633, 642.
Brenella, 652.
Bullus, 661.
Burnet, 661.

Cajetan (Le cardinal), 629, 630, 632, 634, 639.
Camus Melchior, 664.
Celse, 636.
Champvallon (Harlay de), 625.
Chevreuse (Le duc de), 624.
Chrysostome (Saint Jean), 641, 657.
Cicéron, 641.
Clavius, 632, 634.
Claude, 655.
Colbert, ministre de Louis XIV, 612.
Colbert, fils du ministre, archevêque de Rouen, 624, 625.
Cordemoy (De), 612, 624.
Crépin, 622.

Daniel, 640.
Dauphin (Le), fils de Louis XIV, 611, 613, 614, 615, 616, 620, 621, 622, 624, 626, 627, 628, 644, 647, 649, 650, 651.
David, 637, 638, 640.
Descartes, 613, 663.
Dubois, 621, 622, 627, 628, 633, 642, 643, 646.

Eusèbe, 640, 641.
Ézéchiel, 636.

Fayette (Mme de la), 614.
Félibien (De), 612, 624.
Feuquières (De), 650, 665.
Fleury (L'abbé de), 625.
Florus, 647, 651.

Gallois, 617.
Gélase, 657.
Gradi (L'abbé), 651.
Grævius, 651, 659.
Grotius, 635, 639, 664.
Guéroult, 646.
Guischard, 667, 672.

Halley, 620, 621.
Huet, 611, 612, 613, 614.

Isaïe, 640.

Jacob, 629, 632, 633, 634, 635, 637, 638.
Jérome (Saint), 641.
Jésus-Christ, 632, 637, 638, 656.
Joseph, 635, 641.
Judas, 632, 634, 636.
Justin (Saint), 641.

Labbé (Le Père), 660.
Léchaudé d'Anisy, 613.
Leclerc, 656.
Lemoyne, 657, 658.
Léonard, 645.
Louis XIV, 611, 628.

Maimbourg (De), 618.
Masure, 642.
Ménage, 611.
Mézeray, 661.
Milet, 647.
Moïse, 637, 641.
Montausier (De), 611, 612, 615, 619, 620, 625, 627, 628, 644, 651, 654, 655, 657.
Montenoy (Le P. de), 653.
Montespan (Mme de), 614.
Mortemart (Mlle Gabrielle de), 614.

Nesmond (De), évêque de Bayeux, 615, 645, 646, 649, 650, 659.
Nicée (Concile de), 661.
Noguier, 618.

Périgny (De), 611.
Petau (Le P.), 645, 661.
Platon, 663.
Plaute, 644.

Revius (Le P.), 617.
Reynie (De la), 654, 655.
Rue (Le P. de La), 623, 654.

Salomon, 637, 670.
Savary (Mgr de), évêque de Séez, 673.
Scudéry (Mlle de), 614.
Sculterus (Daniel), 655.
Segrais, 612, 624, 625.
Sillery (Mgr de), évêque de Soissons, 672.
Simon (Le P.), 656.
Spanheim, 651.

Tellier (Le), archevêque de Reims, 669, 671.
Térence, 612, 647.
Théodoret, 657.
Thomas (Saint), 663.
Torck, 617.
Trollut, 674.

Vallière (Mlle de la), 623.
Vaugelas (De), 660.
Vespasien, 635.
Virgile, 644.

Wetstenius, 626.

TRAITÉ

CONCLU À ALGER LE 1er JANVIER 1694,

ENTRE LE DEY D'ALGER

ET LA COMPAGNIE DU BASTION DE FRANCE,

COMMUNIQUÉ

PAR M. A. DEVOULX,

CORRESPONDANT À ALGER.

TRAITÉ

CONCLU À ALGER LE 1er JANVIER 1694,

ENTRE LE DEY D'ALGER

ET LA COMPAGNIE DU BASTION DE FRANCE.



RAPPORT DE M. DE MAS LATRIE,

MEMBRE DU COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES[1].

M. Albert Devoulx, correspondant du Comité, a récemment communiqué à la section d'histoire un document d'un grand intérêt et d'une réelle valeur historique. C'est le traité conclu à Alger le 1er janvier 1694, entre le gouvernement d'Alger, occupé alors en commun par Moustapha avec le titre de Pacha, et par Hadji Ahmed Chaban avec le titre de Dey, ou chef de la milice, et la Compagnie de nos anciennes concessions d'Afrique, dirigée par Pierre Hély. Ce traité réintégrait la Compagnie dans la possession du Bastion de France et des établissements de la Calle, du cap Rose et de Bône.

La convention fut réglée par les soins d'Annet Caisel, à la faveur et

[1] Sur le désir exprimé par la section d'histoire, M. le Ministre a bien voulu faire venir d'Alger l'original même du traité dont M. Devoulx avait envoyé une communication, comprenant une copie du texte français avec la traduction rédigée par ses soins du texte turc sur une version arabe. M. Pavet de Courteille, membre de l'Institut, professeur de langue turque au Collége de France, a bien voulu se charger de dresser une copie exacte de la rédaction turque et d'en surveiller l'impression.

En regard du texte turc, nous donnons une ancienne traduction, faite par M. Deval, consul général de France à Alger, dont on doit la communication à M. Faugère, directeur des Archives et Chancelleries au Ministère des affaires étrangères.

en exécution des traités solennels de paix et de commerce conclus dans les mois de septembre et d'octobre 1689, par Louis XIV, avec le sultan de Constantinople et le dey d'Alger, à la suite du bombardement de la ville exécuté par le maréchal d'Estrées.

Le nouveau traité rappelle les capitulations obtenues de la Porte par Henri IV en 1604 pour la garantie de nos établissements d'Afrique et le privilége de la pêche du corail sur les côtes de la régence d'Alger; il renouvelle, confirme et complète avantageusement les anciennes dispositions des traités à cet égard.

Aussi a-t-il été considéré jusqu'à l'expédition d'Égypte qui amena la destruction de nos établissements d'Afrique, comme le titre principal et le fondement des droits de la France à la possession et à l'exploitation exclusive de l'ensemble de bâtiments, terrains et priviléges que comportait l'ancienne dénomination de *Concessions d'Afrique*, depuis le Bastion de France et la Calle jusqu'à Bône.

Ce traité était connu dans les chancelleries consulaires du Levant et de Barbarie sous le nom de l'*Ottoman*.

L'acte primitif de la convention fut rédigé en deux langues, en français et en turc, dont les paragraphes numérotés se correspondent. On dressa deux instruments du traité, et l'un de ces originaux fut remis à Annet Caisel, avec les conventions supplémentaires qui y furent annexées le 3 janvier 1694, trois jours après la signature du traité primitif.

Ce premier instrument original a été perdu. L'agent à qui Annet Caisel l'avait confié pour l'apporter en France, ayant été capturé en mer par les Hollandais, avec qui l'on était alors en guerre, Pierre Hély demanda au dey d'Alger, et l'obtint, une nouvelle copie authentique du traité. Cette expédition fut dressée dans une séance du Divan, le 12 juillet 1695. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ces circonstances et de préciser cette chronologie, pour qu'on ne confonde

pas les faits, et que l'on reconnaisse le même document sous les dates diverses qui pourraient lui être données.

C'est l'expédition authentique faite en 1695 du traité de 1694 que M. Devoulx vient de retrouver à la Bibliothèque d'Alger, et qu'il a communiquée au Comité.

On y remarque l'addition de deux conventions subsidiaires arrêtées en 1767 et 1790 entre la Compagnie Hély et le dey d'Alger. La première réduisait certaines redevances ou avoïdes exigées des agents du Bastion, dont l'une était appelée la *Redevance des souliers* ou *des babouches du Dey*. La seconde modifiait une redevance de boudjous payée tous les deux mois au palais du Dey. Pour ne pas faire de ces accords limités à des points spéciaux et précis l'objet d'un traité solennel, on se borna, en 1767 comme en 1790, à inscrire le résultat de la convention à la suite de l'expédition de 1695 à défaut de l'original perdu.

Si la Compagnie eût possédé encore l'instrument primitif du traité de 1694, c'est au bas de cet acte qu'on eût inscrit les arrangements supplémentaires de 1767 et de 1790.

Ce procédé n'avait rien que de conforme aux anciennes habitudes suivies dans les relations diplomatiques entre parties chrétiennes et musulmanes.

Les appendices ou post-scriptum du traité principal se libellaient et s'authentiquaient de la même façon que les stipulations antérieures et dans les deux langues. Pour le cas présent, les additions furent rédigées en français et en turc, signées et scellées de part et d'autre par les chargés de pouvoirs.

M. Devoulx, désirant transmettre au Comité la traduction française du texte musulman, a prié M. Mohammed ben Mustapha, cadi hanéfite d'Alger, de mettre en arabe le texte original turc. Grâce à l'habileté reconnue des deux interprètes, on peut être assuré, malgré l'inconvénient de deux traductions successives, d'avoir le vrai sens de la pre-

mière rédaction musulmane dans toutes ses dispositions essentielles, et c'est là ce qui importe le plus.

Mais nous ne surprendrons personne en disant qu'il se trouve de continuelles différences de détail entre les rédactions synoptiques du texte chrétien et du texte turc. On sait que dans les négociations qui avaient lieu avec les musulmans, une fois les bases de l'accord arrêtées entre les négociateurs, chaque partie rédigeait, séparément et dans sa langue, la charte particulière du traité, en cherchant à concéder le moins possible à la partie adverse, et à garder pour soi, dans l'expression et dans la réalité, la position la plus avantageuse et la plus honorable.

Souvent, les différences vont bien plus loin que les formes de chancellerie, toujours développées et emphatiques dans les rédactions musulmanes, simples et brèves dans les rédactions chrétiennes. Le sens positif des expressions diffère quelquefois par des nuances très-sensibles dans les parties accessoires de la phrase, sans qu'il y ait pourtant contradiction sur la disposition générale ou sur le principe qu'il s'agit d'exprimer. La stipulation essentielle est identique et formelle de part et d'autre, mais la façon dont la stipulation est énoncée et les conditions incidentes qui s'y rattachent diffèrent quelquefois beaucoup. L'Ottoman de 1694 en fournit plusieurs exemples frappants. Voici peut-être le plus important.

Dans le texte français du premier article, la Compagnie Hély est désignée en ces termes mêmes *propriétaire incommutable du Bastion de France et des établissements de la Calle, du Cap Rose et de Bône,* tandis que le texte turc autorise simplement la Compagnie Hély à s'installer comme étaient installées les précédentes compagnies françaises dans les établissements du Bastion, de la Calle, du Cap Rose et de Bône, pour s'y livrer au commerce, à l'exception de toute autre nation étrangère.

La mise en possession des anciens établissements et l'exclusion de tout étranger des affaires commerciales qui s'y traitaient, voilà le point essentiel et capital du premier article de l'Ottoman pour la Compagnie Hély. Or, ce privilége est formellement établi de part et d'autre dans les deux rédactions. Seulement, le titre auquel la Compagnie devait jouir de ce privilége et des terrains ou établissements commerciaux en dépendant n'est pas clairement indiqué et aurait prêté, comme l'on voit, à contestation.

Dans le texte turc, le dey d'Alger se réserve expressément la propriété du sol et des édifices des établissements; tandis que la Compagnie Hély, à l'instar vraisemblablement des compagnies précédentes, affectait de se considérer comme propriétaire incommutable du terrain et de ce qui le recouvrait, et l'annonçait dans le texte français du traité, afin d'atténuer les craintes que pouvait inspirer aux négociants français le commerce avec les Barbaresques.

Au fond, et en ce qui touche l'exploitation des Concessions, cette différence d'énonciation et du point de vue réciproque des parties ne changeait rien aux choses et ne gênait en rien le courant des affaires.

L'Ottoman eût-il expressément reconnu le droit de propriété d'Hély et de ses associés, rien ne pouvait donner des garanties sérieuses à la Compagnie contre le bon vouloir et la rapacité des pachas turcs qui régnaient à Alger. Les Barbaresques n'exécutaient les traités faits avec les chrétiens qu'autant qu'il y avait intérêt pour eux à les conserver ou danger trop imminent à les méconnaître.

L'esprit général qui dominait les relations des chrétiens et des Berbères africains avant les Turcs est tout différent. Le respect des conventions publiques et la sécurité des transactions particulières en était la base et le principe. Et l'on peut dire qu'à cet égard l'Europe du moyen âge ne pouvait se prévaloir d'aucun avantage sur le Magreb africain. Néanmoins, les rédactions des traités conclus par les chrétiens avec les rois berbères du XIe au XVe siècle, sans offrir peut-être des oppositions aussi formelles que les rédactions de l'Ottoman de 1694,

présentent des différences incessantes non-seulement dans les généralités des formules de chancellerie, mais souvent dans l'expression même des conventions. Et pourtant, ni équivoques, ni obscurités, ni contradictions des instruments diplomatiques n'ont empêché le commerce de prospérer et de se maintenir sur la côte d'Afrique pendant quatre cents ans.

S'il a rapidement décliné à partir du XVI[e] siècle, c'est qu'il n'a plus trouvé sous les Turcs les garanties de protection et de bonne foi qu'il avait auparavant.

Aujourd'hui tout se relève en Algérie, le commerce, l'industrie, l'agriculture; tout renaît, tout peut prospérer, depuis que la France, par la plus légitime des conquêtes, a établi dans ces pays, si longtemps inhospitaliers, le régime de la justice et de la sécurité publiques.

L. DE MAS LATRIE.

TRAITÉ D'ALGER DE 1694.

I.

TEXTE ORIGINAL FRANÇAIS.

Entre les très-illustres et magnifiques Seigneurs Dey, Divan et milice de la ville et royaume d'Alger et la Compagnie des François nommée et advoüée pour la pesche du coral et commerce du Bastion de France.

Au nom de Dieu le Créateur. A tous présents et à venir soit notoire que comme les capitulations faites en 1604 entre les empereur Henry Quatre et sultan Ahmet auroient acquis aux François nommés et advoüés de leurs Princes, le droit du commerce et de la pesche du coral aux costes de Barbarie et particulièrement dans le royeaume d'Alger, où les Puissances leur auroient permis de s'establir tant au Bastion de France qu'autres places de sa dépendance, le Sr Annet Caisel faisant pour Pierre Hély, en exécution du traité de paix fait en dernier lieu entre le Très-Haut, Très-Puissant et Très-Invincible Empereur de

TRADUCTION DU TEXTE TURC
FAITE PAR M. ALBERT DEVOULX
SUR UNE TRADUCTION ARABE.

Ceci est le texte de l'écriture relative à la conclusion d'un traité de paix [1] pour le Bastion (El Bestioun) et La Calle.

Les motifs de la rédaction de cet écrit et de l'échange de ces bons propos sont les suivants. Précédemment, antérieurement à nos jours, dans le temps passé, en l'année 1015 [2], le défunt auquel il a été fait miséricorde, celui dont la vie avait été heureuse et que sa mort a placé au rang des martyrs, Sa Hautesse le Sultan Ahmed Khan [3] (que sa tombe soit embellie!) avait durant sa vie et la félicité de son pouvoir, conclu avec le roi des contrées des rivages de France appelé *Arikou* [4] des conventions de bonnes relations d'amitié et de bons procédés réciproques. A la suite de cela, il parut un ordre de Sa Hautesse le Padicha, le Sultan Ahmed Khan; ce firman émané de sa Sublime-Porte et adressé à l'une des contrées

[1] عهد امان, *ahed aman*, mot à mot *Pacte de sécurité*. Nos agents et nos nationaux, estropiant cette expression suivant leur habitude, l'avaient transformée en *Ottoman*, mot que l'on rencontre fréquemment dans leur correspondance. (Les notes sont de M. Devoulx.)

[2] Cette année a commencé le 9 mai 1606 et fini le 27 avril 1607.

[3] Khan est l'un des titres que prend l'empereur de Turquie.

[4] Henri IV.

France et lesdites Puissances, se serait présenté à nous pour le restablissement dudit commerce et pesche du coral dans touttes lesdites places, et comme nous avons jugé ce restablissement nécessaire pour entretenir l'union et bonne correspondance qui est entre la France et nous, après nous avoir justiffié de son pouvoir, que nous avons reconnu pour sufisant, il auroit stipulé et accepté pour Pierre Hély et sa Compagnie les articles qui suivent.

(*Signé :*) Caisel. (Cachet.)

de son vaste empire, Alger d'occident, boulevard de la guerre sainte, et à tous les pays soumis à son autorité en fait de ports et de points de la côte renfermant des bancs de corail, avait pour objet la recherche du gain par la pêche et par tout autre moyen, conformément aux conventions arrêtées et conclues. En conséquence, la (ville) biengardée d'Alger d'occident et tous les guerriers de l'Islam, champions de la guerre sainte, placés sous son commandement, se trouvaient dans l'obligation par le fait du prince de l'Odjak de maintenir cet état de choses, de pourvoir à tous les besoins et d'assurer l'exécution de toutes les stipulations, importantes ou minimes, conformément aux conventions arrêtées, dans toute l'étendue du royaume, ainsi que le portait le firman impérial. Au bout d'un certain temps, par les décrets du Dieu Très-Haut, des mésintelligences éclatèrent entre la France et Alger. Combien de fois des traités de paix faits avec sincérité furent mis à néant après une durée bien courte[1] ! Par suite, les relations furent interrompues entre les deux parties. Telle était la situation avant ce jour. Actuellement, le Dieu Glorieux et Très-Haut, par l'effet de son assistance, à laquelle il n'est point de limites, a amené le rétablissement de la paix sur les anciennes bases, et le renouvellement des anciennes conventions. En l'année 1100, dans les derniers jours du noble mois de hidja[2], il fut notifié que notre Padicha avait renouvelé sur les anciennes bases les relations de paix avec le roi des rivages de France. Cette notification fut faite au Divan honoré d'Alger, boulevard de la guerre sainte, en pré-

[1] Les ruptures étaient toujours le fait des Ottomans, poussés par leur brutalité, leur rapacité et leur haine des Chrétiens.

[2] Du 6 au 14 octobre 1689. Il s'agit évidemment du traité de paix du 24 septembre 1689, négocié par Guillaume Marcel, commissaire de la marine.

sence du pacha et du généralissime des troupes de l'Islam, le fortuné et heureux El Hadj Chaban Dey (que sa vie se prolonge !), et aussi en présence des chefs des troupes et de tous les champions de l'Islam, lesquels conclurent la paix et le rétablissement des bonnes relations, conformément à ce qui était précédemment stipulé, et cela parce que la paix est un bienfait et la meilleure des solutions, après avoir pris connaissance des lettres produites par le consul français et avoir vérifié la validité de son mandat, et aussi après l'avoir fait comparaître devant le Divan. De même, à Alger la guerrière, en présence du fortuné et honoré Dey et des chefs des troupes, les anciennes stipulations relatives au commerce ont été rétablies telles qu'elles existaient, ainsi que cela est ordonné et recommandé; en sorte que les marchands français auront la libre et entière disposition dudit Bastion et y feront leurs opérations. En conséquence, le premier jour de choual le magnifique de l'année 1105[1] ont été mis à exécution ce traité et le payement de la lezma[2] par les soins du plus élevé des chefs des commerçants accrédités, lequel s'appelle *Anet Kezal* et agit en vertu d'un mandat du roi de France, constaté par un rescrit dont il est détenteur et qui l'investit de la direction des affaires du Bastion. Et cela après que ledit, ayant comparu devant le Divan, eut échangé des pourparlers avec lui et pris part aux débats qui ont eu pour résultat le maintien strict des anciens errements. Tout cela a été parfaitement saisi et compris; tout est clairement établi, notoire et contradictoirement convenu. Désormais, l'amitié

[1] 26 mai 1694. La date du traité est antérieure, ainsi qu'on le verra plus bas.

[2] Payement obligatoire, redevance, tribut. Nos nationaux en avaient fait le mot *lèzme*, qui semble pourtant aussi difficile à prononcer que le mot *lezma*. On verra plus loin qu'un délai de six mois avait été accordé pour l'exécution des charges pécuniaires stipulées dans le traité.

et les bonnes relations sont renouvelées de la manière la plus étendue et la plus sincère. Telles sont les bases du traité de paix. Toutes les stipulations arrêtées sont parfaitement comprises par les parties contractantes, qui les ont pesées et en acceptent les conséquences. Si les commerçants ont une réclamation à adresser au Divan des troupes, elle sera examinée promptement et accueillie sans négligence, s'il y a lieu. Tel est notre traité de paix, qui a été rédigé et écrit et dont ceci est la teneur.

ARTICLE PREMIER.

Nous déclarons Pierre Hély et sa Compagnie nommés et advoüés de l'Empereur de France pour la pesche du coral et autres négoces, propriétaire incomutable desdittes places du Bastion de France, La Calle, Cap de Roze, Bonne et autres places en dépendantes, excluant dès à présent et à toujours toutes autres personnes d'y prétendre ny d'y faire aucun commerce sans son aveu et permissions expresses.

ARTICLE PREMIER.

Par l'assistance du Dieu Glorieux et Très-Haut, à partir de ce moment est accordée une liberté d'opérations pour les ventes et les achats, conforme aux anciens usages, au Bastion, à La Calle, à Bône, à Bougie et à Collo, tous ports dépendant du boulevard de la guerre sainte, Alger d'occident la victorieuse. Une autorisation est accordée à ce sujet par notre Divan à notre sincère ami le roi de France. Il convenait, en effet, d'assigner aux commerçants français des lieux pour effectuer leur négoce et tout cela est parfaitement expliqué et compris. C'est pour arriver à ce résultat que le susnommé Annet a exposé leurs besoins en présence de tous, ainsi qu'il a été dit, et que tous les anciens règlements relatifs aux négociants français ont été rétablis intégralement et dans tous leurs articles. La faculté de vendre et d'acheter est absolument et formellement interdite à toute autre nation; elle est exclusivement réservée aux négociants français, qu'on ne pourra forcer à la partager avec qui que ce soit, et auxquels on ne pourra opposer ni obstacles ni empêchements. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE DEUXIÈME.

Il est deffendeû à tous capitaines de nos

ARTICLE DEUXIÈME.

S'il plaît à Dieu le Miséricordieux,

vaisseaux, galères, et tous autres bastiments, de donner aucun empeschement ny de faire aucunes visites à tous ceux qui yront au dit Bastion ou places en dépendantes ayant passeport de l'admiral de France, et au retour celluy du gouverneur du dit Bastion, ny aux batteaux qui seront employés à la ditte pesche du coral; et arrivant que l'on y contrevienne, seront les dits bastiments, gens, argent et autres marchandises relaschées, à la réquisition de l'agent du dit Hély en cette ville.

(Paraphe.)

attendu qu'il existe actuellement une réunion de négociants au Bastion et à La Calle, nos navires de guerre, galères, frégates et autres, n'inquiéteront en rien, soit en mer, soit dans les baies, soit dans les ports, au départ ou à l'arrivée, les bâtiments français et les bateaux corailleurs, et ne s'opposeront ni à leur entrée ni à leur sortie, chacun d'eux étant libre de poursuivre son chemin à la condition d'être muni d'un passe-port émanant du commandant (koptan) du Bastion et de La Calle, et indiquant sa destination. Quand il aura été pris connaissance de cette pièce, le bâtiment ne sera atteint par aucun préjudice et nul ne pourra s'immiscer dans ses affaires. Quand bien même un navire ou un bateau corailleur serait dépourvu de passe-port, il ne doit subir aucun mauvais traitement. Il est spécialement défendu d'assaillir ou d'envahir des navires ou des bateaux corailleurs munis de passe-port, ainsi que cela vient d'avoir lieu par le fait de nosdits bâtiments, qui ont commis des violences sur des hommes, les réduisant en esclavage et mettant leurs richesses au pillage, comme cela a été exposé en son lieu, ce qui a occasionné des réclamations de la part de leur représentant à Alger, boulevard de la guerre sainte, lesquelles ont amené la restitution intégrale du navire et des objets, et la délivrance des prisonniers, procédé qui serait toujours suivi en pareil cas. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE TROISIÈME.

Et attendu que le dit Bastion, La Calle et Cap de Rose sont fort deslabrés et abandonnés, il luy sera permis de les réparer et remettre en leurs premiers estats, et de prendre sur les lieux tout ce qui luy sera nécessaire pour cella. Et d'autant qu'un

ARTICLE TROISIÈME.

Les constructions élevées jadis au Bastion, à La Calle et à Kapou Zern, étant restées abandonnées et inhabitées, se sont écroulées ou menacent ruine; il convient donc de les relever, et c'est le but que se propose la réunion de commerçants fran-

moulin à vent ne suffit pas pour faire les farines nécessaires à la subsistance des places, parce que les vents de terre manquent souvent, nous permettons à la ditte compagnie de faire bastir un moulin sur chasqu'un des monts du dit bastion et de La Calle, lesquels elle faira encindre d'une muraille pour empescher les insultes que les Maures du pays y pourroient faire.

(Paraphe.)

çais établie au Bastion. Il est permis de remettre dans leur état primitif les bâtiments du Bastion, de La Calle et de Kapou Zern, de les occuper et de les mettre en exploitation, d'y envoyer des outils et de les garnir du matériel nécessaire en faisant pour cela les achats nécessaires aux détenteurs des objets dont le besoin se fera sentir. Ce qui existait auparavant ayant été détruit, il convient de faire les restaurations exigées par une nouvelle exploitation. Les susdits sont donc fondés à exécuter ces travaux sans qu'aucune autre nation leur soit associée et sans qu'il leur soit opposé aucun empêchement ni aucun obstacle. Pour mettre les gens du Bastion à même de pourvoir à leurs besoins, en ce qui concerne leur nourriture, et de se procurer la farine qui leur est nécessaire, il leur a été accordé l'autorisation de bâtir un moulin dans un lieu que son exposition aux vents rend propre à cet usage, mais cet emplacement n'avait pas été spécialement désigné. Actuellement est accordée l'autorisation de placer cette bâtisse sur le chemin qui est dans la partie supérieure de la montagne du Bastion et au-dessus de La Calle, ainsi que c'est l'usage, ce nouveau moulin étant nécessaire à l'exploitation. Pour assurer la conservation de cette bâtisse, il sera construit, avec la terre propre aux constructions, un rempart qui l'entourera et déterminera son enceinte. Cela est convenable et il ne conviendrait pas de ne pas exécuter cette construction. En conséquence, autorisation entière et complète est accordée à ce sujet à la réunion de négociants français installée au Bastion, et, en vertu de cet ordre, ils pourront effectuer ces travaux sans qu'on puisse leur associer d'autres nations ni leur opposer aucun obstacle ni empêchement. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE QUATRIÈME.

Arrivant quelques différents ou guerre entre les Maures qui empeschent le dit Hély d'avoir du bled pour nourrir les gens qui sont dans les dittes places, il luy sera permis d'en prandre à Bonne et autres lieux de ce pays en les payant au prix courant, et d'en envoyer tous les ans deux barques en France pour la nourriture des femmes et enfants de ceux qui sont à son service pour la ditte pesche du coral et négoce.

(Paraphe.)

ARTICLE QUATRIÈME.

Si par la puissance divine, par les décrets du Dieu Très-Haut, la disette est envoyée aux habitants de cette contrée bien-gardée, les négociants autorisés à habiter au Bastion et à La Calle auront droit à leur nourriture de chaque jour et aux vivres pour provisions. Quelle que soit leur rareté, le blé et les autres vivres existants seront partagés entre les Arabes et les habitants du Bastion, selon les besoins de chacun, sans qu'ils cherchent réciproquement à se les attribuer exclusivement. Les conflits, les querelles et les rixes sont défendus. Une réunion de commerçants étant fixée au Bastion avec ses agents, ces gens ont droit à la nourriture qui leur est nécessaire, ainsi que cela était prévu par les anciennes stipulations. Ils peuvent acheter à Bône et dans ses environs une quantité de biscuits, de vivres, de blé, proportionnée à leurs besoins, et cela d'après les prix courants du marché où ils se présenteront. Aucune autre nation ne peut leur être associée; on ne doit leur opposer aucun obstacle; aucun préjudice ne doit les atteindre. — Conformément à l'ancien usage et aux nouvelles stipulations, les commerçants du Bastion pourront envoyer en France, chaque année, deux *chitia*[1] chargées de blé destiné à la nourriture de la famille, des épouses et des parents qu'ils ont dans leur pays. Cet envoi aura lieu sans opposition. Aucune autre nation ne peut leur être associée et on ne doit pas leur susciter d'obstacles. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE CINQUIÈME.

Il sera payé à l'aga de Bonne trois mille pataques par an en six payements esgaux,

ARTICLE CINQUIÈME.

Voici ce qui est actuellement dit et constaté. D'après les anciens règlements, le

[1] Barques ou gaëttes, navires dont la mâture offrait un mélange de voiles carrées et de voiles latines.

Et le premier commancera en mesme temps que celluy d'Alger, toutes Reconnoissances aux chefs seront payées comme du temps du sieur Sanson, cessant toutes les *Introduonances* faites despuis. Et ne pourra le dit aga, cayd ni autres aller audit Bastion sans l'ordre exprès du Divan d'Alger.

(Paraphe.)

caïd de la ville de Bône touchait tous les deux mois, en vertu des stipulations, une redevance s'élevant à la somme de cinq cents rials. Actuellement, il n'en est plus ainsi et il ne doit plus rien être remis au caïd de la ville de Bône, fût-ce une obole, fût-ce un grain de moutarde. Il est bien entendu qu'à l'avenir le versement convenu, fait tous les deux mois et dont le montant est de cinq cents rials, sera effectué entre les mains de l'aga de la garnison de la ville de Bône, qui en fera la perception entière. Telle est la marche tracée par le traité. Il y aura donc dans une année, depuis son premier jour jusqu'à son dernier, six payements qui produiront une somme totale de trois mille rials, lesquels seront versés intégralement avec exactitude et ponctualité, sans qu'il soit besoin de les réclamer. Quant à la lezma (redevance) destinée à Alger, elle sera versée à l'époque fixée, d'une manière complète. En dehors de tout cela, toute autre demande sera écartée. Les *aouaïd*[1] qu'il était d'usage d'allouer aux cheikh du temps du Koptan Semsoum (capitaine Sanson) sont maintenus et continueront à être payés, aux lieux et époques ordinaires, suivant la coutume ancienne. Mais les prétentions qui s'étaient produites postérieurement et qui avaient innové et créé des redevances non prévues et en dehors de toutes les conventions, sont mises à l'écart et déclarées nulles et sans valeur. Quiconque sera muni d'un ordre ou d'un firman émanant du Divan des troupes, que ce soit le caïd de la ville de Bône ou tout autre, pourra pénétrer dans l'établissement des commerçants du Bastion. Mais l'accès en est formellement interdit à ceux qui ne seront pas munis de pareils ordres ou écrits. Des

[1] Payements fondés sur l'usage, étrennes, gratifications.

ordres et des avertissements ont été donnés dans ce sens. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE SIXIÈME.

Il ne sera payé au dit Bonne aucun droit d'entrée ny de sortie; deffendons à tous les habitans de vandre à autre qu'au dit Hély, cire, cuirs, laynes, suifs, ny autres marchandises, non plus que les cuirs des agats des zouavy qu'il payera comme du temps de Sanson, ny les cuirs tanés qui resteront après la provision de la ditte ville, à peyne de confiscation au proffit de nostre douane; ses batteaux pourront charger des cous-coussous et autres provisions pour lès habitants des places; pourra y tenir un Prestre pour y dire la Sainte Messe, ainsy qu'au Bastion, La Calle et Cap de Roze, changer ses agents et commis et générallement faire toutes choses comme du temps de Sanson.

(Paraphe.)

ARTICLE SIXIÈME.

Exemption est accordée de tous droits de douane dans la ville de Bône, et de tous les prélèvements coutumiers : ils ne seront exigés en aucune circonstance. Si un navire appartenant à une nation autre que celle desdits commerçants, entre dans l'un des ports susdésignés pour y charger du miel, de la cire, des peaux et autres marchandises, il est expressément interdit de lui livrer, par vente ou autrement, une seule charge de ces objets, étant bien entendu et formellement reconnu et stipulé que le droit d'en trafiquer est exclusivement réservé aux négociants français. Également, l'amin[1] des tanneurs se conformera pour la vente des peaux à ce qui avait lieu du temps du défunt capitaine Semsoum (Sanson), et les livrera à des prix exempts de discussion. Actuellement, il est nécessaire de bien définir ce qui est relatif aux peaux. Lorsque les gens de métier seront suffisamment approvisionnés, et que les besoins de la localité seront satisfaits, au moyen de transactions, les peaux restant disponibles, que cet excédant soit considérable ou peu important, ne seront vendues à nul autre qu'auxdits commerçants ainsi qu'il a déjà été dit. Le négoce desdites marchandises est réservé aux commerçants français. Si des contraventions sont commises à l'ancien usage et à ce traité de paix, par la vente de marchandises à des négociants d'une autre nation, aussitôt que la nouvelle en parviendra et que le fait aura été reconnu, les marchandises vendues seront acquises à l'État

[1] Syndic ou chef de corporation.

sans que leur propriétaire puisse former aucune réclamation. — Les commerçants du Bastion et leurs gens ont rigoureusement droit aux vivres nécessaires à leur existence; de même, ils sont fondés, d'après les anciens usages, à prendre une quantité d'eau suffisant à leurs besoins, et à la transporter au moyen de leurs embarcations, sans que personne s'y oppose ou y apporte des obstacles et des empêchements en aucune circonstance. Également, s'il leur plaît d'avoir un prêtre avec eux, dans la ville bien gardée de Bône, à La Calle et à Kapou Zern, nul ne s'y opposera ni y apportera des obstacles. En ce qui concerne leurs agents, tous les gens à leur service et leurs représentants, ils pourront à leur gré les confirmer et maintenir dans leurs emplois, ou les remplacer sans que nul ait à y redire ni à s'y opposer, leurs affaires ne concernant qu'eux seuls sans que personne ait à s'y immiscer ni à les scruter en aucune circonstance. Telle était leur situation du temps du défunt capitaine Sanson, et elle est maintenue en tous points par ces stipulations. Telle est la marche qui doit être mise à exécution. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE SEPTIÈME.

Il est permis au dit Hély de faire pescher le coral au Bastion, la Calle, Cap de Roze, Bonne, le Colle[1], Gigery et Bougie sans qu'on luy puisse donner aucun empeschement, mais luy sera donné ayde, assistance, et fourny les vivres et autres choses dont il aura besoin, en les payant aux prix courants.

(Paraphe.)

ARTICLE SEPTIÈME.

Voici la marche évidente qu'il trace. Actuellement une réunion de négociants français est installée au Bastion et à la Calle. Ils étaient précédemment autorisés à faire pêcher le corail au Bastion, à la Calle, à Kapou Zareu, à Bône, à Collo, à Gigelli et à Bougie. Cette autorisation leur est accordée de nouveau et renouvelée en tous points, sans qu'en aucun cas ils puissent être contrariés par l'immixtion d'aucune nation. En toutes circonstances ils auront

[1] Cette forme rend mieux que notre *Collo*, le nom arabe *El Koll*.

obligatoirement droit à l'assistance, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et ils ne rencontreront jamais d'opposition. Ils sont également autorisés à acheter ce qui est nécessaire à leur nourriture en fait d'aliments et de boissons. Tous les objets dont ils auront un besoin pressant leur seront immédiatement livrés au prix courant. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE HUITIÈME.

Le caïd du Colle prendra pour tous droits dix pour cent dessus l'argent que le dit Hély envoyera au dit lieu pour achepter les cuirs et les cires et les cuirs despendant du bey de Constantine, moyennant quoy est expressément deffendu au dit cayd de prendre aucun autre droit. Et à tous les marchands qui apporteront vandre des cires, de les falsiffier ny les vandre, non plus que les cuirs et autres marchandises à aucuns Maures ny chrestiens, mais seulement au dit Hély, d'autant que cella est contre la bonne foy de nostre parolle. Et y contrevenant seront les dittes marchandises confisquées au proffit de nostre doüane, ordonnant par exprès au dit cayd et à l'aga du dit Colle de tenir la main à l'exécution du présent article à peyne d'en respondre en cas de plainte du contraire de la part du dit Hély.

(Paraphe.)

ARTICLE HUITIÈME.

Les embarquements de peaux et de cire qui ont lieu dans la ville bien-gardée d'El Koll (Collo) relèvent du bey de l'Est. Lorsqu'un navire entre dans ce port pour y prendre un chargement, le caïd qui est en fonctions dans ladite ville perçoit sur les fonds qui sont apportés pour faire ces achats un droit de dix rials par cent rials, conformément à l'ancien usage qui fixe à un dixième le droit à prélever sur un pareil capital. Désormais sont abolis et défendus les droits coutumiers que le susdit s'était créés en sus du dixième; il ne pourra adresser aucune réclamation à ce sujet ni demander un supplément, fût-il d'une obole. De même, un avis sévère est adressé et réitéré au sujet des mélanges que subissent la cire et les matières grasses livrées aux négociants. Dans la livraison de ces marchandises comme dans celle des denrées destinées à leur nourriture, il faut obligatoirement se garder de commettre des falsifications et des fraudes. Les achats de peaux et de cire dont il vient d'être parlé ne peuvent être effectués que par lesdits négociants et jamais par les gens d'une autre nation, qu'ils soient musulmans ou chrétiens. Nous insistons sur ce point dans les stipulations, car il a été accordé en pleine connaissance de cause, et nous entendons qu'il n'y soit point contrevenu. — Par chaque quintal

de cire qu'achèteront les négociants français, ils payeront un rial d'impôt à l'Odjak (la Régence). Si une vente est consentie à d'autres qu'eux, ce sera une infraction à notre présent traité. Nous avons déjà donné des avis à ce sujet d'une manière claire et réitérée, et tel est notre désir formel dans le Divan des troupes. Celui qui n'usera pas d'obéissance et de soumission envers notre ordre et commettra une infraction en consentant des ventes à d'autres nations, aura ses marchandises prises et saisies au profit de l'État (Beylik), aussitôt que la fraude sera connue. Nos présentes injonctions s'adressent particulièrement au caïd de la ville bien-gardée d'El Koll (Collo). Il est du devoir de nos agents de faire mettre ces stipulations à exécution. C'est pour obtenir ce résultat que nous leur adressons nos ordres et nos firmans, et ils doivent veiller à ce que nos prescriptions soient exécutées. Des plaintes contre cet état de choses ont été faites par lesdits négociants du Bastion, en présence de Feza-Ali. Actuellement le caïd susdit et l'aga de la garnison sont responsables de la mise à exécution des instructions qui leur ont été adressées, et de nouvelles et pressantes recommandations leur sont faites.

ARTICLE NEUVIÈME.

Que sy, par malheur, il arrivoit quelque différand qui causat rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, le dit Hély ne sera point inquietté ny recherché dans son establissement, n'entendant point mesler une cause particulière avec la généralle, ni les affaires d'Estat avec le négoce, qui s'introduit et s'exerce de bonne foy. Mais seront le dit Hély et ses commis, comme nos fermiers et nos bons amys, maintenus en paisible possetion et jouissances du dit Bastion et places despen-

ARTICLE NEUVIÈME.

La rédaction du présent concerne ce qui suit. Si des mésintelligences éclatent avec la France (qu'à Dieu ne plaise!), notre paix et nos arrangements ne seront point troublés, ni détruits, ni modifiés en aucun cas. Aucun préjudice, fût-il du poids d'un grain de millet, ne viendra atteindre aucun des membres de la réunion de commerçants installée au Bastion. Nul n'aura le pouvoir de leur porter atteinte en aucune circonstance. Les marchands sont, en effet, en dehors des affaires des souverains et les

dantes, attandu le grand avantage qu'il en revient à la paye des soldats et à tous les autres habitants de ce Royeaume.

(Paraphe.)

ARTICLE DIXIÈME.

Il est permis au dit Hély d'envoyer tous les ans deux barques en cette ville pour y faire négoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Bastion et à La Calle ou autre lieu de la Coste, sans qu'on le puisse contraindre à prendre des cuirs ny des cires des fondouks ny autres marchandises contre sa volonté.

(Paraphe.)

différends des gouvernements ne sauraient les concerner. La perpétration de sévices contre des entreprises qui profitent à tous est prohibée et ne saurait être admise. Lesdits négociants doivent jouir de la sécurité à tous instants et il est de notre devoir de veiller sur eux en tout temps et de la manière la plus complète, à cause des bénéfices qu'ils nous procurent. L'établissement formé par ces négociants a été valablement et formellement autorisé par le Divan des troupes, et toutes les créatures en retirent des profits par le négoce qu'il occasionne. Anciennement, le noble palais[1] trouvait de grands avantages dans ce commerce par la perception de parts déterminées, et il en est de même aujourd'hui. En conséquence, leurs opérations étant profitables à tous, il est formellement interdit de leur faire subir la moindre avanie en aucune circonstance. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE DIXIÈME.

D'après les conventions arrêtées et les anciens usages, les négociants du Bastion peuvent envoyer chaque année deux barques à Alger la bien-gardée (par Dieu), auxquelles il sera permis de vendre et d'acheter tous les objets nécessaires et d'encaisser le produit des ventes. Pour que ces deux barques puissent entrer ainsi à Alger et en sortir, il est obligatoire qu'elles viennent du Bastion, de La Calle ou de tout autre port de cette côte. Elles sont autorisées à faire des achats de peaux, de cire et d'autres marchandises, en proportion de leurs besoins, mais sans qu'on puisse jamais les y contraindre ni forcer leur bon plaisir. Ces transactions seront exemptes de vexations et de contraventions. En foi de quoi le présent a été rédigé.

[1] L'édifice occupé par le pacha, le siége du gouvernement, et par suite l'État.

ARTICLE ONZIÈME.

Moyenant les dittes permissions et privilèges que nous accordons au dit Hély, nous deffendons à tous autres d'aller dans les dittes places sans son consantement, à la charge qu'il payera à nostre Divan trente-quatre mille doubles d'or par chasque année en six payemens esgaux qui se feront de deux en deux mois, au moyen de quoy nous promettons de le maintenir en paisible possetion et jouissances du dit Bastion et places en dépendantes.

(Paraphe.)

ARTICLE ONZIÈME.

Les négociants du Bastion et leurs gens ont obtenu de nous la satisfaction de leurs désirs et des conditions conformes à leurs demandes, ce qui a été authentiquement constaté et a fait l'objet d'ordres exécutoires. Ils sont donc traités selon leurs vœux et il a été expressément interdit de leur associer aucune autre nation. En échange de ces concessions et pour prix de leurs établissements, ces négociants serviront de deux en deux mois, ce qui portera les versements d'une année entière à six versements qui seront faits avec ponctualité et sans difficultés, conformément aux stipulations du traité. Nos promesses sont sincères et la protection que nous accordons est efficace. Ils payeront tous les deux mois un sixième de la redevance annuelle et les versements seront faits sans difficultés, s'il plaît à Dieu le Miséricordieux. A la fin de l'année, ces versements produiront un total de trente-quatre mille saïmes, exigibles en boudjous. Cette redevance sera versée intégralement et ponctuellement au Palais; elle est rigoureusement obligatoire et formellement stipulée. De même, les négociants du Bastion et leurs gens auront la libre jouissance de leurs établissements au Bastion et à La Calle; la satisfaction de leurs besoins nous incombe, ainsi que la sauvegarde de leurs intérêts et l'expédition de leurs affaires; ils sont sous notre garde et sous notre protection; nos promesses sont sincères et leur valeur est certaine; elles sont formulées et établies par un libellé catégorique et notoire. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE DOUZIÈME.

L'argent et le coral qui sera envoyé à Alger par le dit Hély pour payer les dismes et tributs ne seront subjets à aucuns droits,

ARTICLE DOUZIÈME.

Les envois de corail et autres objets faits à Alger la bien-gardée, par lesdits négociants, seront exempts de toutes dîmes et

non plus que ce qui sera envoyé en cette ville pour la subsistance de son agent, et luy sera permis de changer tant celluy d'Alger que les autres, qu'il mettra aux autres places quand il le trouvera à propos, sans qu'on lui en puisse empescher pour quelques raisons que ce puisse estre. Il est deffandû à tous les dits agents d'emprunter de l'argent pour quelque cause que ce soit.

(Paraphe.)

de tous droits de douane. Également, sera admis en franchise ce qui est envoyé pour sa nourriture et ses besoins à l'agent du Bastion en résidence à Alger, que ce soit de l'argent ou toute autre chose. Une réunion de commerçants est installée et elle doit être traitée de la manière la plus favorable. Ces négociants pourront changer et remplacer leurs agents et représentants sans que nul, quelle que soit sa nation, puisse s'en mêler, y apporter le moindre empêchement, ni s'immiscer en rien dans leurs affaires. Il est interdit de faire le moindre prêt aux gens des représentants, fût-il d'une obole ou d'une graine de moutarde. Celui qui fera un pareil prêt n'aura rien à réclamer, ne pourra en aucun cas exercer son recours contre le représentant et sera privé de demander une incarcération. Notre ordre est formel et nous donnons des avertissements éclatants, exprès, réitérés. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE TREIZIÈME.

Et voulant bien gratiffier et reconnoistre les peynes et soins que nostre cher amy le sieur Annet Caisel, agent du dit Hély, lequel a longuement et très-vertueusement travaillé pour le restablissement du dit négoce et pesche du coral dans toutes les places énoncées au présant traitté, Nous accordons tant au dit Caisel qu'à la ditte Compagnie cinq mois de franchises sans qu'il soit payé par le dit Hély ny les siens pendant ce temps aucune disme à nostre Divan, à l'aga de Bonne, ny au cayd du Colle, mentionnés au présant traitté, lesquels commansent à courir cejourd'huy premier janvier 1694 et finiront le dernier du mois de may de la mesme année. Pour cest effet, nous en déchargeons le dit sieur et sa Compagnie dès à présant et promettons le faire descharger

ARTICLE TREIZIÈME.

Nous avons conclu une paix et un arrangement pour en retirer des profits, nous procurer de bonnes relations, et nouer des rapports d'amitié avec le Padicha du royaume de France. Pour parvenir à ce but, il est arrivé auprès de nous un des grands personnages de France, l'honorable chef des négociants du Bastion *Moncel* (Monsieur) *Ber* (Pierre) *Ali* (Hély), porteur de lettres du Padicha de France, qui a comparu devant le Divan des troupes et a exhibé une délégation authentique pour le Bastion, et tout cela par l'intermédiaire de l'affectionné *Anet Kezal* (Annet Caisel) qui s'est occupé de cette affaire, est venu et a conclu. Le Divan des troupes leur a accordé la libre jouissance du Bastion et de La Calle, sans délais ni difficultés, pour leur être agréable.

par le bey de Constantine, l'aga de Bonne et cayd du Colle, sans qu'ils puissent estre troublés pendant ce temps. Et après que les dits cinq mois seront passés, le dit Hély sera obligé de payer les dismes à nostre Divan, à l'aga de Bonne et cayd du Colle aux termes portés par le présant traitté.

(Paraphe.)

En sorte qu'ils ont droit à une protection exempte de négligence, soit de la part du noble Palais, soit de la part du bey de l'Est en ce qui concerne l'aga de Bône et le caïd d'El Koll. Ce traité embrasse tout et est commun à tout. La lezma (redevance) dont il a été parlé n'est exigible qu'à partir du premier jour du mois de choual. Pour le moment, ils n'ont rien à payer. A partir d'aujourd'hui jusqu'au moment où expirera une période complète de cinq mois, ledit négociant Anet Kazel est exonéré de tout payement. De même, le Divan respecté des troupes a prononcé la remise totale de tout ce qui pourrait être dû par les négociants du Bastion pour leurs anciennes affaires. En ce qui concerne l'exonération durant une période de cinq mois qui finira le premier jour de choual, elle est complète; on ne pourra rien leur demander, fût-ce une obole ou une graine de moutarde, en aucune circonstance, qu'il s'agisse soit de la lezma (redevance) du noble Palais, soit du bey de l'Est en ce qui concerne les droits légaux de l'aga de la ville de Bône et ceux du caïd de la ville d'El Koll. Lesdits négociants n'auront rien à verser pour ces objets pendant la durée de ces cinq mois, fût-ce une obole ou une graine de moutarde. Aucune demande ne pourra leur être adressée en quoi que ce soit qu'après l'expiration dudit délai qui leur a été accordé sincèrement et qui prend fin le premier jour de choual le grand de l'année mil cent cinq. Le susdit Annet Kazel est actuellement installé au Bastion et à La Calle, avec une réunion de négociants et a conclu le renouvellement des anciens traités, soit en ce qui concerne le Palais, soit en ce qui concerne le bey de l'Est relativement à l'aga de la ville de Bône et au caïd de la ville d'El Koll (Collo). Le versement desdits droits est obligatoire et formellement

stipulé. En foi de quoi le présent a été rédigé.

ARTICLE QUATORZIÈME.

Fait double et publié en la maison du Roy, le Divan général assamblé, où estoient les très-illustres et magnifiques Seigneurs Moustafa Bacha, Agy Chaban Dey, le mufty, le cady des Turcs et celluy des Maures, l'aga de la milice, les gens de la loy, de justice et de guerre, et le sieur Caisel, le premier jour de Janvier mil six-cent-quatre-vingt-quatorze et de l'Égire le quatre de la lune de Juma-Zevel (djoumada el-ouel) de l'an mil cent-cinq. En tesmoing desquelles clauses les dits Seigneurs dey, aga et cayd de la milice et le dit Caisel ont soubscrits le présant traitté de leurs noms et à icelluy fait imprimer leurs cachets ou tapes ordinaires. Et sy quelqu'un contrevient au présant traitté il sera chastié rigoureusement pour servyr d'exemple et réputé rebelle aux ordres du Grand-Seigneur et aux nostres, parce que telle est nostre volonté, le dit jour et an sy-dessus.

(*Signature.*) Caisel. (Cachet.)

ARTICLE QUATORZIÈME.

Notre présent traité de paix a été dressé en double à Alger la bien-gardée, dans le noble Palais, en présence du Divan respecté. Il a été lu en présence du fortuné dey, l'honorable El Hadj Chaban; tous les ulémas, les gens de bien et le Divan des troupes victorieuses assistaient à l'assemblée, ainsi que le susnommé négociant du Bastion *Moncel Anet Kazel.* Les dispositions du traité ont été arrêtées et rédigées en présence de Sa Seigneurie, le fortuné dey respecté et de Moncel Anet Kazel. Ces stipulations ont été lues en leur présence et, après cette lecture, ils les ont revêtues de leur cachet. Notre présent traité assure donc la sécurité et la tranquillité. Quiconque entreprendra de l'altérer, ou commettra une contravention en quoi que ce soit, encourra un châtiment rigoureux. Ceci est une convention authentique, elle est exécutoire dans toute sa teneur pour les deux parties contractantes. Et le salut! Écrit à la date de la nouvelle lune de Djoumada premier de l'année mil cent cinq 1105[1].

(*Signature.*) Le pur et sincère, gouverneur (ouali) actuel de la ville bien-gardée d'Alger d'occident, boulevard de la guerre sainte. (Empreinte d'un sceau dans lequel on lit : *El Hadj Chaban.*)

Celui qui est investi de la royauté (sahab eddoula), El Hadj Ahmed Dey à Alger d'occident la bien-gardée. (Empreinte d'un sceau dans lequel on lit : *El Hadj Ahmed.*)

ARTICLE QUINZIÈME.

Despuis l'Hothoman sy contre fait, nous

ARTICLE QUINZIÈME.

A partir de ce moment, la libre jouis-

[1] Cette date est comprise entre le 29 décembre 1693 et le 7 janvier 1694.

aurions tenu un second Divan à la forte instance et sollicitation que nous en a faite le sieur Caisel, agent du dit Hély, à cause des debtes qui pourroient avoir estées contractées par ceux qui ont cy devant négociés aux places d'Alger, du Bastion, Cap de Roze, La Calle, Bonne, Staure (Stora), Le Colle, Gigery, Bougie et autres lieux de ce Royeaume, qui nous a fait connoistre, et dont nous sommes tous ensambles convenus de l'injustice qu'il y aurait de rendre Pierre Hély et ses assossiéz responsables des sommes qui pourroient estres deües par ceux qui ont cy devant occupés les dittes places, Nous, après plusieurs parolles et diverses explications de part et d'autre, le Divan général assemblé, sommes convenus avec le dit Caisel, stipulant pour le susnommé que toutes les debtes des sieurs Priquet (Picquet), Arnaud, Latour, Lalo, La Fontaine, Bertelot, Rebuty, Dusault et ses associéz, et générallement toutes celles qui auroient peu estre faites despuis que le Bastion et autres places ont estées données aux François, soit pour prest d'argent, dismes, droits, achapts de marchandises, loyer de maison, salaires ou usances, tant aux Turcs, Maures, juifs, que aux autres nactions qui puissent estres, sont de aujourd'huy esteintes et entièrement aboulies en vertu du present, dans toute la dépendance de ce Royeaume, mesmes celles deües à nostre Divan s'il s'en trouve, sans qu'on luy en puisse faire aucune demande; et pour cest effect nous ordonnons à nos beys, agats et cayds de donner toute la protection nécessaire aux chrestiens du Bastion pour y faire leurs négoces sans aucun trouble et de faire exécuter ce traitté et articles en tout son contenu, estant nostre volonté, et que sans cella le dit sieur Caisel n'auroit pas traitté avec Nous.

Fait double et publié en la maison du sance du Bastion accordée aux négociants doit être exempte de toute injustice et de toute vexation, car ils ont droit à la sécurité et à la tranquillité en toutes circonstances et d'une manière obligatoire. Devant le Divan respecté de Sa Seigneurie vénérable le fortuné et bienveillant pacha, auquel conseil assistaient les membres du Divan des troupes victorieuses, a comparu Moncel Anet Kazel, lequel a exposé l'injustice et les vexations qui se produisaient, et il en est résulté des débats et des discussions dont le résultat a été la cessation de cet état de choses, contraire à la sécurité et à la tranquillité. Autrefois des établissements avaient été formés au Bastion, à La Calle et à Kapou Zareu. Mais nous mettons à néant aujourd'hui tout ce qui se rattache aux opérations faites jadis par les anciens négociants et commandants au Bastion, à La Calle, à Kapou Zareu, à Bône, à Gigelli, à Bougie et à Collo. Tout ce qui est passé est passé et mort. Toutes les réclamations qu'on pourrait avoir à adresser auxdits négociants et auxdits commandants sont frappées de nullité. Sont interdits tous règlements de comptes et toutes actions et répétitions relatifs aux dettes contractées autrefois pour le Bastion, quelle que soit leur importance, et ces dettes ne pourront donner lieu à aucune poursuite. Il est formellement interdit d'importuner et de tourmenter à ce sujet les négociants et leurs agents, et de leur réclamer, violemment ou autrement, la moindre somme, fût-ce une obole ou une graine de moutarde. Il est défendu que ces gens soient en butte aux injustices, aux vexations et aux querelles pour de semblables motifs, et telle est la ferme intention du Divan des troupes. Voilà le résultat de la conférence qui a eu lieu entre les deux parties, et il est recommandé expressément

Roy, en présance des illustres et magnifiques Seigneurs nommés cy contre et dudit Caisel, le troisième janvier 1694 et de l'Égire le septième de la lune de Jumazavel, l'an mil cent cinq, et avons tous soubscrits le present et fait imprimer les cachets ou tapes ordinaires, le jour et an cy dessus.

(*Signature.*) Caisel. (Cachet.)

de ne pas enfreindre cette décision qui a été l'objet d'une stipulation authentique et formelle, dans laquelle notre parole est engagée. Il est évident, en effet, que les négociants d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que ceux d'autrefois. En résumé, aucune réclamation ne sera adressée aux gens de cette nation et ils seront à l'abri de toute discussion. Ces négociants doivent être garantis contre l'injustice et les vexations. Telles sont les conventions arrêtées et stipulées, après un débat contradictoire dans le Divan respecté où se trouvaient tous les chefs et les guerriers de l'Islam. Pour assurer l'exécution de cette convention, le présent a été dressé et, lecture en ayant été donnée aux deux parties, il a été déclaré obligatoire et exécutoire dans toute sa teneur. Et le salut! Écrit le 3 du mois de djoumada premier de l'année mil cent cinq, 1105 [1].

Lorsque le traité de paix eut été remis aux commerçants du Bastion, la personne qui le portait fut rencontrée en mer par des Hollandais et faite prisonnière. Alors, *Moncel Ber Ali* (Pierre Hély) adressa de nombreuses lettres à *Moncel Anet Kazel,* agent du Bastion à Alger, pour le charger de demander au Divan une autre copie complète et textuelle du traité de paix, destinée à remplacer celle qui avait été perdue, vu la nécessité où se trouvaient les susdits d'être détenteurs d'un écrit constatant la teneur des conventions arrêtées. En conséquence un nouvel exemplaire a été dressé en conseil (Divan) et écrit le dernier jour du mois de kada de l'année mil cent six, 1106 [2].

[1] 31 décembre 1693. — [2] 12 juillet 1695.

[ADDITION DU 24 MAI 1767.]

La cause de cet écrit est que dans la présente année onze cent quatre-vingt, sur la fin de la lune zilhiguay (ce qui revient au 23-24 may 1767), Asmeny, agent du Bastion résidant à Alger, ayant cessé de l'être et Meifsan luy ayant succédé; sur ce que Annet Caissel, agent du Bastion longtems avant eux avoit établi un *avoïde* ou Droit, consistant en deux mille piastres courantes d'Alger pour Scarpa du Dey et six mille saïmes pour les quatre grands écrivains de la Régence, avoïde qu'il auroit réellement payé; Mehamet Pacha ben Osman, dey actuel d'Alger, et les quatre grands écrivains de la Régence d'une part, et Monsieur Vallière, consul de France, d'autre, sont convenus et ont arretté d'abandonner la forme dudit avoïde, établi par le dit Caissel; que ce qui est passé à cet égard soit passé, et qu'à l'avenir tout nouvel agent du Bastion ne sera soumis à d'autre avoïde lors de son arrivée qu'à celuy de la distribution ordinaire d'étoffes; et quant à l'avoïde de l'argent cy-dessus (montant à trois mille deux cents quatre-vingt-treize piastres courantes d'Alger), il ne sera payé que tous les dix ans, à compter de ce jour qu'il a été payé par le dit Meifsen, agent actuel, dont il est bien et valablement déchargé.

(*Signé*) VALLIÈRE. (Cachet.)

Les causes de la rédaction de cet écrit sont les suivantes. Dans les derniers jours du mois béni de hidja de l'année mil cent quatre-vingt, l'agent du Bastion, juif nommé Azmin (Asmeny), cessa de l'être et fut remplacé par le juif nommé Bou Ferin (Meifsun). Des documents établissaient la création du droit (*aouaïd*) suivant. Chaque fois qu'un changement d'agent aura lieu, il sera payé à Sa Seigneurie le Pacha, Mon Seigneur, un *aouaïd* de *bechmak* (étrennes pour souliers), s'élevant à deux mille boudjous, et aux écrivains chargés de la rédaction du passe-port, une somme de six mille saïmes en boudjous. Ledit Bou Ferin a payé ce qui est établi par lesdits papiers. Mais cette année bénie, le consul français appelé . . . . a présenté des observations sur cette coutume. Désormais, le remplacement de l'agent du Bastion ne donnera lieu qu'au versement de l'aouaïd du drap et l'aouaïd en numéraire ne sera exigible que tous les dix ans. Si un changement d'agent s'effectue avant l'expiration des dix années, il n'entraînera que l'aouaïd du drap. Quant à l'aouaïd en numéraire, il ne sera payé que de dix en dix ans à partir de cette année bénie, où le versement en a été fait à qui de droit. Cette convention a été inscrite ici afin qu'on ne s'en écarte pas et pour tel usage que de droit, sa teneur étant exécutoire. 25 de Hidja 1180.

(*Signature.*)

Le pur et dévoué, Mohammed dey, gouverneur (ouali) actuel d'Alger d'occident.

[ADDITION DU 23 JUIN 1790.]

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
piastres d'ici, de tr. . . . . .ques l'une . . . . d'Affrique paioit chaque deux mois à la Porte. . . . . dire au Palais du Dey) : que ladite Compagnie. . . . . : avec ses actionnaires, auroit acquiescé à cette augmentation; en conséquence, le consul de France résidant auprès de nous et le régisseur de la maison de commerce des sieurs Gimon, agent de la dite compagnie, se seroient présentés devant Son Excellence Mohammed Pacha, et après avoir conféré ensemble seraient convenu que la ci-devant redevance de mille-deux-cent-vingt-une piastres d'ici seroit abolie; qu'elle seroit remplacée par une de quatre mille cinq cent piastres d'ici, de trois pataques chèques l'une, qui seront paiées chaque deux mois; et qu'on continueroit, en outre, de payer au Dey du Levant son droit d'usage, de cinq cent piastres de Bonne par chaques deux mois. La susdite convention a été faite de plein gré. des deux côtés, et à la satisfaction de chacune des deux parties, qui l'ont signée et bullée. Ecrit la lune de chewal 1204 de l'Égire; de l'Ère chrétienne le 23 juin 1790.

(*Signé*) DE KERCY. (Cachet.)

(*Signé*) PARET, agent de la Compagnie.

La rédaction du présent est due aux causes suivantes. A la date du noble mois de choual de l'année mil deux cent quatre, un arrangement a été conclu entre la Régence d'Alger d'occident et la France. Le fortuné Mohammed Pacha (que Dieu facilite l'accomplissement de ses désirs et de ses intentions!), demanda aux négociants que la redevance de douze cent vingt et un boudjous qu'ils payaient tous les deux mois au noble Palais fût augmentée, attendu qu'elle était trop faible. Les susdits se consultèrent entre eux et des délibérations eurent lieu, soit entre les membres de la Compagnie (Koumbanya), soit entre les autres négociants. Après ces préliminaires, le consul de France et le fils Djimoun (Gimon), agent des négociants de France, se présentèrent devant Sa Seigneurie, le fortuné Mohammed Pacha, et eurent avec lui une conférence à la suite de laquelle il fut décidé que l'ancienne redevance de douze cent vingt et un boudjous tous les deux mois serait supprimée et remplacée comme il suit. A l'avenir seront versées une redevance (lezma) de cinq cents boudjous tous les deux mois au bey de l'Est, à Bône, et au noble Palais une redevance de quatre mille cinq cents boudjous, tous les deux mois. Les deux parties ont agréé cette convention qui a mis fin aux pourparlers. En foi de quoi le présent a été rédigé dans le mois de choual 1204 (du 14 juin au 12 juillet 1790).

(*Signé.*) Le pur et sincère Mir Miran (prince des princes), Mohammed Pacha, gouverneur (ouali) actuel d'Alger d'occident, la bien-gardée (par Dieu).

II.

TEXTE TURC ORIGINAL

TRANSCRIT

PAR M. PAVET DE COURTEILLE.

هذا عهدُ امان نامهُ باستیون
وقالی حالا تحریراً فی محرم الحرام
سنه ١١٠٥ [1]

سبب تحریر کتاب وخطاب مستطاب
بو درکه سابقا سنه ١٠١٥ تاریخلری
وقتلرنده بوندن اقدم سلفده کچن
مرحوم ومغفور سعید الحیات وشهید
الممات سلطان احمد خان طاب ثراه
حضرتلرینك ایام سعادت انجاملرنده
واقع ینه فرانچه سواحلی ممالکی اولان
اریغو نام فرانچه قرالی ایله طرفین ده
اولان اُلفتِ وداد وحسن معامله
اتّخاذندن پادشاهر سلطان احمد خان
حضرتلری جانبندن منعقّد اولان خطّ
همایونلری ایله امر وفرمان اولندوغی
اوزرینه حالیا مالك اولدقلری اقالیم

ANCIENNE TRADUCTION

FAITE PAR M. DEVAL,

Consul général de France à Alger.

Voici le traité portant serment et sûreté du Bastion et de la Forteresse, aujourd'hui dans le mois de mouharrem el-haram l'an 1105 de l'Hégire (soit l'an de Grâce 1694).

Le sujet de cet écrit et la teneur de ces lignes sont ceux-ci. Précédemment, l'an 1015, sous le règne heureux de feu sultan Ahmet Khan, très-majestueux, dont la vie a été pleine de gloire, et dont la mort a été édifiante, les paroles gracieuses et les aimables procédés de la part de Sa Majesté Henry, roi de France, souverain des côtes et des États français, ayant établi une alliance avec sultan Ahmet Khan, notre souverain maître, conformément au commandement impérial signé de la main de Sa Hautesse, relatif aux forteresses et à la pêche sur les côtes de Barbarie, dont les Français sont propriétaires, afin que les usages restent permanents pour le corail recueilli et pêché des mines existantes dans les pays, les ports et les échelles

[1] Ce texte a été établi à l'aide de l'original appartenant à la bibliothèque d'Alger, confronté avec la copie conservée au dépôt du ministère des affaires étrangères, qui m'a été communiquée par l'autorisation de M. Faugère, directeur des Archives.

سبعه‌دن دیار غربده واقع اشبو
محروسهٔ جزائر جهادك تحت
تصرّفلرینه تابع اولان لیمان اسکله
لرنده حاصل اولنان مرجان
معدنلرینك صید وشکارلری ایچون
قواعد مستمرّه اولدوغی اشبو محروسهٔ
جزائر جهاد غربك مستحفظلری وغزّات
مسلمینك اوجاقلری قبلنه سنه‌ویسی
اولان التزام حقوقلری وعادت رسوماتلری
ینه کالاوّل قاعدهٔ کلّی وجزئی هر نه
یوزدن ایسه محروسهٔ جزائر جهاده
ویرلسون دیو فرمان امر خاقانی صدور
بولمیشکن بامر الله تعالی نیجه مدّت
زماندن صکره فرانچه ایله جزائرك
مابینلرینه کدارت حاصل اولنوب
بر قاچ دفعه صلح وفامره زیاده حلل
پذیر ایریشوب بعض مدّت زمان
بو خصوص احواللری ایکی جانبلرده
معطّل قلنمش ایکن حالیا شمدیکی
حالده الله سبحانه وتعالی حضرتلرینك
عون عنایتی وغایت بی نهایتی ایله کما فی
الاوّل ینه سابقده اوله کلدیکی قانون
شهنشاهیك اجرای ثوابی واسبابی اوزرینه
حالیا اشبو سنه ۱۱۰۰ تاریخی اولان ماه
ذی الحجّهٔ شریفك غایهٔ تکمیلی
کونلرنده ینه اسلوب سابقه اوزرینه
فرانچه سواحلنك پادشاهی قبلندن

de la dépendance d'Alger, la bien-gardée et la guerrière, et afin qu'en présence des grands et des petits des ordres militaires musulmans, les droits et obligations annuels et les règlements d'usage soient encore. comme autrefois, la base absolue; et que la redevance, quelle qu'elle fût, soit donnée à Alger, la bien guerrière, suivant le commandement impérial émané à ce sujet.

Quoique par suite des décrets de la Providence, depuis quelque temps, des troubles se soient élevés entre la France et Alger, et que plusieurs fois il ait été porté atteinte à la sincérité de la paix; cependant, après quelque espace de temps, ces sortes d'affaires ayant cessé des deux côtés, aujourd'hui qu'avec la grâce du Très-Haut les choses sont rétablies comme auparavant, ainsi, suivant l'usage d'autrefois, pour remplir et exécuter les intentions de notre Empereur, de même qu'il a été pratiqué en l'année 1100 et à la fin du mois de zilhidjé, encore suivant le mode ancien :

L'Empereur de France ayant envoyé des ambassadeurs pour assurer de la paix le Divan de la milice, et les ambassadeurs de France ayant remis des lettres de leur souverain, adressées aux grands du Divan d'Alger la guerrière, et au très-honoré Hadgi Chaban Day, chef et général des troupes musulmanes (que Dieu protége ses jours), et aux chefs des corps militaires, et générale-

اشبو جزائر جهادك ديوان محترملرنده
واقع عساكر اسلام باش وسردار اولان
سعادتلو ودولتلو الحاج شعبان دائى طال
بقاه حضرتلرينه وعسكر ضابطلرينه
وبالجملةً موجود اولان غزّات اسلامه
بناءً الصلح خير سيّد الاحكام ايچون
ارسال قلدوغى نامه‌لرى وفرانچه ايلچى
لرى وكالت ايله ديوان عساكردن صلح
وصلاح دخى قلدوغندن نصكره كذالك
درون عقد اوزره باغلو اولان ينه جزائر
جهادك دولتلو دائى محترمى وعسكر
ضابطلرى سابقده كچن بيع وقديم
اوزرينه اول جانبه مأمور وموجود
اولناجق فرانچه تجّارلرى ينه باستيون
مزبوره‌نك تصرّفلرى استخدامنه
متصرّف اولمالرى بابنده حاليا اشبو
سنه ١١٠٥ تاريخى اولان ماه شوّال
المعظّمك ابنداسى كونى لزمه‌ء حقوقه
درعهده قلان فرانچه‌نك بازركان باشى
سى مُوصى پَر اَلِي طرفندن فرانچه
پادشاهى مكتوبلرى ايله وكالت قيلان
باستيون بازركانى موصى انت گزل نام
بازركان حضوريمزده ديوان ايله قول
ايدوب اسكيدن اولان قانون ايله
جانبينده معقول دخى كورلمشدر باقى
شمدن كيرو الفت اولا وتأكيد افضل
ايله اشبو عهدُ وفامز حاصل اولوب

ment à tous les grands et petits de la foi musulmane, attendu que la paix est préférable pour le gouvernement des états;

De même, suivant le présent contrat, qui lie encore le très-heureux et très-honoré Day d'Alger la guerrière et les chefs de la milice, les négociants français, qui seront préposés de France et présentés à l'effet de disposer et de jouir du susdit Bastion pour y faire le commerce comme par le passé;

Ainsi ce sont les redevances et les droits établis au premier du mois de chewal de l'année 1105, et le sieur Anet Caissel, négociant du Bastion, prêtant serment au nom du sieur Pierre Hély, chef des négociants, porteur des lettres de l'Empereur de France, à ce autorisé, étant convenu en notre présence avec le Divan que des deux côtés l'ancien usage a été trouvé raisonnable;

Ainsi dorénavant, attendu l'amitié qui existe et la grâce qui est affirmée, ces lettres portant serment ont été accordées et ont été dressées suivant cette convention;

Les deux parties les ayant jugées convenables, la permission et les dispenses ont été accordées par le Divan et la milice avec bonté et bienveillance aux susdits négociants pour toutes les affaires qui leur compéteront; à cet effet, pour que le tout soit évident, les

وشول شرطك اوزرينه ايجاد قلنمشدر
كه ايكى طرفلر معقول كوردكلرى حسن
ورضالرى اوزره ذكر اولنان بازركانلرك
بهر بر خصوص احواللرينه در ديوان
عساكردن اذن واجارتلريمز ويرلديكى
تقرير بيانى وتحرير عيانى ايله اشبو
عهدنامه‌مزك نقل مصطارى وهربر
بابلرى اوزرينه اشبو حروف كتب
اولندى

در بيان باب اوّل

شمديكيحالده الله سبحانه وتعالى
حضرتلرينك عون عنايتى ايله حاليا
اشبو دارالجهاد وجزائر غرب منصوره
ولايتك متصرّف اولدوغى ممالك محروسه
لرنده وناحيه سى اسكله لرنده
شمدنكيرو واقع بيوريلان باستيون وقالى
وبلد عناب وججلى وبجيه وقول ليمان
اسكله‌لرنده دأب قديم اولان عادتلرى
اوزره بيع وشرا تصرّفلرى ايچون طرف
ديوانمزدن اذن ويرلدكدنصكره
محبتلو دوستمز فرانچه قرالينك
جانبندن دخى تجارت ايچون تعيين
وموجود قلدقلرى ينه فرانچه تجّارلرى
ذكر اولندوغى وجه اوزره تجارتلرى
احوالنده محل مسكن اولنمالرى قولك
اوزرينه بيز دخى معقول كورمشردر اول
بابده كركدر كيم خصوص مربورانده

présentes lettres portant serment ont été confirmées et écrites suivant chacun des articles.

TENEUR DE L'ARTICLE PREMIER.

Dans cet état de choses, avec la grâce spéciale de la divine Providence, actuellement dans les villes de la dépendance d'Alger en Barbarie, la bien-gardée, la guerrière, la victorieuse, et les échelles qui les avoisinent; dorénavant les négociants envoyés encore et présentés par notre bien-aimé ami le Roi de France, auxquels il aurait été permis, par ordre de notre Divan, de vendre et acheter, comme bon leur semblerait, suivant les usages anciens, au Bastion, à la Forteresse, dans la ville de Bône et dans les échelles de Gigeli, de Bougie et de Collo; de nouveau les négociants français ci-dessus désignés devant retrouver les lieux d'habitation nécessaires à l'exploitation de leur commerce, conformément aux conventions;

Nous aussi avons jugé la chose juste. A cet effet, il est nécessaire de remplir le but de tous ces objets, et pour chacune de leurs affaires qui ont été représentées en totalité, et comme il a été dit pour les négociants

بهر بر احواللری ایچون جمع موجود اولدقلرنده ذکر اولندوغی اوزره فرانچه تجارلرینك قانون قدیمهلری هر نه ایسه اکه بناء مأمور اولدقلری بیع وشرالرینه اصلا وقطعا زمرهء آخر ناسك وسائر طائفهء بازرکانلرك فرانسیز تجارلری طرفنه وحصوله کتوردکلری اشلرینه وکار معاشلرینه طرف آخردن برکسنه تقدم ایله مداخله قلمایوب ومانع مزاحم اولمیهلر دیو اشبو حروف کتب اولندی

در بیان ایکنجی باب

ان شاء الله الرحمن باقی شمدنکیرو محروسهء جزائر جهاد لیمانلرندن روی دریایه چقان پورتون جنك کمیلریمزك وکرك چکدیریلریمزك وکرك فرقته لریمزك مرور وعبور قلالرنده حالیا جمع وموجود اولان باستیون وقالی تجارلری ایچون اول جانبه کلوب کیدن فرانچه کمیلرینه ومرجان صندالرینه ملاقی اولنوب وبربرلرینه بولشدقلرنده هر نه جانبه عزم ایدر ایسه اینتسون مذکور فرانچه سفینهلرینك یدلرنده حامل مادامکه کیم باستیون وقالی قپودانننك پاصهپورتوسی اول کمیلرده بولنه اولمقوله لری یوقلمغله بلدکلرندن صکره بغیر موجب آخر

français, suivant les anciens usages, quels qu'ils soient.

En conséquence, aucun autre négociant de cette classe, ni aucun négociant d'une autre nation, jamais, ni en aucune façon, ne doivent toucher aux ventes et achats des préposés français, et, qui que ce soit commis par d'autres, se mettant en avant, ne doit s'ingérer ni mettre obstacle aux affaires que les préposés français se seraient procurées, et aux bénéfices de leurs travaux. A cet effet, ces lettres ont été émanées et écrites.

TENEUR DE L'ARTICLE SECOND.

S'il plaît à Dieu, dorénavant les vaisseaux de la régence d'Alger la bien-gardée et la guerrière, les galères et les frégates qui entrent et sortent des ports de ce royaume, faisant rencontre des navires français et des bateaux corailleurs allant et venant, dépendant du Bastion et de la Forteresse, après s'être réciproquement reconnus, s'ils vont ou viennent de l'un ou de l'autre endroit, qu'ils ayent toute liberté, s'ils sont pourvus des ordres et des passe-ports du Bastion et de la Forteresse, après les avoir vérifiés avec attention et les avoir reconnus : que personne, par aucune autre ingérence, ne les moleste sous aucun prétexte quelconque.

Si cependant un bateau corailleur ne se trouve pas muni de passe-port, néanmoins il ne devra pas être molesté.

Et dans le cas qu'un navire ou un bateau

وجه اوزره رنجیده اولنمایوب برکسنه
مداخله ایلمیه‌لر مکرکیم اللرنده
پاصه‌پورتوسی اولنمیان مرجان
صندالنه دخی رنجیده‌لیك بیورلمیه
وخصوص مزبوره اوزرینه ذکر بر لمینك
ویاخود بر صندالك پاصه‌پورتوسی
النده بولنمش ایکن بو دفعه بزم
لمیلریمز مزبوری رنجیده ورمیده
ایلیوب آدملرین اسیر وبند قیلوب
ومال منالرین دخی یغما ایدرلر ایسه
ذکر اونندوغی وجه اوزره حالیا جزائر
جهادده اولان وکیللریك
استدعاسنجه النان سفینه‌لری ومالری
تماماً کیرویه ویریلوب واسیر اولان
نفراتلری دخی اطلاق اولنه دیو وضع
وتحریر بیورلمشدر

در بیان اوجنجی باب

باقی بوندن صکره ذکر اولنان مزبور
باستیون وقالی وقپوزرك فی الجملة بناسی
تار ومار وویران ترك دیار اولندوغی
حسبیله درفانما شمدیکیحالده یکی
باشدن جمع وموجود اولان زمره‌ء
باستیونك نفراتلرندن عد اولندوغی
فرانچه بازرکانلری حالیا مزبور باستیون
وقالیء ومعًا قپوزری دخی ینه اسکی دك
اولان حالی اوزرینه مجدّدًا تعمیر ومعمور
دخی قلمالری ایچون کندولره لازمه‌سی

corailleur se trouvent munis de passe-ports et qu'alors nos vaisseaux les molestent, ou fassent esclaves leurs gens, ou les arrêtent, ou pillent leurs biens comme d'ordinaire, aussitôt que les agents français à Alger réclameront les navires et leurs biens, ils devront leur être rendus, et les gens faits esclaves leur seront aussitôt délivrés.

Ainsi il a été établi et il a été ordonné qu'il fût écrit.

TENEUR DE L'ARTICLE TROISIÈME.

Enfin et doresnavant le Bastion cy-dessus désigné, et la Forteresse, et le cap Roux, étant tous ensemble tombés en désordre et en ruines, par la raison qu'ils ont été abandonnés, cependant et dans cette circonstance étant nécessaire que le Bastion et la Forteresse et aussi le Cap Roux soyent de nouveau reconstruits et remis en bon état pour les négociants et employés en grand nombre du Bastion, et à cet effet ayant besoin d'approvisionnements de toute espèce pour ces reconstructions qu'ils devront acheter de ces endroits pour les rétablir, comme ils

اقتضا ایلیان خرج تتمّاتدن بناسی
مهمّاتلرینه کفایت مقداری اشیالری اول
یرلردن صاتون آلوب وینه ماتقدّمده
اوله‌کلدیکی بناسنك حالی اوزرینه
تعمیر ومعمور قلمالری ایچون اولجانبده
حرکت وتدارك ایلدکلرینه زمرهٔ
آخردن بر فرد بر لمسنه مانع ومزاحم
اولمیه وینه مزبور یرلرده متمکّن اولان
باستیون آدملرینه کفایت مقدارنجه
اشیاء لوازماتلری وقوت یومیّه‌لری ایچون
دقیق حاصل ایلملرینه یالکز بر عدد
اشیای کافی دکرمن کفایت ایلمدوکی
اجلدن محلّ روزکاری موافق ودکرمنه
مناسب اولمدوغی تقدیریله وحالا
کندیلره اذن ویرلمشدر که باستیون
طاغی اوزرینه وقالی دپه‌سنه ینه عادت
اوزره دکرمن ایجادیله یکی دٔا تعمیر
قلوب اوغریدن حفظ ایلملری ایچون
دکرمن جرمنه غریب بر یفقه والچق
اینجه طپراق دیوار قوشادوب تعمیر
ایلمسی اجلنه مذکور باستیونده جمع
اولان فرانچه تجّارلرینه بالاده تحریر
اولان خصوصلری ایچون اذن
واجازتلریمز دخی صادر اولمشدر
اولبابده زمرهٔ آخرك مداخله‌سیله
بر فرد مانع ومزاحم اولمیه‌لر دیو وضع
وتحریر اولمشدر

étaient anciennement, il est ordonné que personne d'aucune classe ne mette empêchement ni opposition aux achats de ces approvisionnements. Et en outre, étant nécessaire de pourvoir aux approvisionnements victuels des habitants du Bastion et de leurs gens, surtout en farine, il leur est permis de bâtir un seul moulin[1] dans l'endroit où le vent leur sera favorable, et où l'emplacement sera trouvé plus à propos.

Et en outre, il leur est accordé la permission, au Bastion et à la Forteresse, de construire de nouveau, dans le genre des moulins, un mur en terre d'entourage très-mince, et assez bas, pour se mettre à l'abri des voleurs.

En conséquence, nous avons donné notre permission et notre autorisation pour tous les objets désignés cy-dessus aux négociants français susdits du Bastion, et à ce sujet il est défendu à qui que ce soit de s'ingérer en aucune manière dans cette affaire et d'y mettre aucune opposition.

---

[1] Notre texte porte en substance : « Comme un moulin n'est pas suffisant, dans le cas où la place qu'ils occupent ne serait pas bonne pour le vent et convenable à un moulin, il leur est permis d'en construire de nouveau sur la montagne du Bastion, au sommet de la Forteresse, avec un mur..... indépendant du corps du moulin... »

در بیان دوردینجی باب

قدرت ربّانی بامر الله تعالی ساکن
اولدوقلری بلاد محروسه‌ده قحطلق
واقع اولنورایسه حالیا ذکر اولنان
باستیون وقالی تجّارلرینك معمور وساکن
اولدقلری یرلرده قوت یومیّه‌لری وکندو
آزقلری ایچون زخیره وبوغدای زیاده
قلّت کسر اوزره اولوب بولنمیه کرکدرکه
اولجانبده اولان طائفهء اولاد عربلر
ایله باستیون تجّارلری بری برلری
مابینلرنده اکل قلالری ایچون کفایت
مقداری زخیره وبوغدای آلدقلرینه
تعلّل ونزاع حاصل ایتمیه‌لر وینه
باستیون مذکورده وماباقی خدمتلری
ایچون ساکن اولدقلری یرلرده حالیا
جمع اولنان زمرهء تجّارلرك وتوابعلرك
قوت یومیّه‌لری ایچون عائید اولدوغی
دأب قدیم زمان اوزره بسملك‌لك ایچون
اقتضاسنك حسبیله کندولره کفایت
مقداری بلد عنّاب ناحیه‌سندن
وسائر یرلردن زاد وزخیره وبوغدایدن
قوت یومیّه‌لرینك بیع وشراسی ایچون
صاتو بازار قلدقلرینه بر وجهلاً زمرهء
آخردن بر فرد بر کسنه مداخله ایله
مانع اولنمایوب رنجیده ورمیده
ایلمیه‌لر وعلی الخصوص بهر بر سنه‌ده
ینه قانون قدیم اولان معتادلری اوزره

TENEUR DE L'ARTICLE QUATRIÈME.

Si, d'après les décrets de la Providence et par l'ordre de Dieu tout-puissant, les négociants établis au Bastion et à la Forteresse éprouvent un manque de vivres journaliers, et d'approvisionnement en blé, par suite d'une disette survenue dans les villes voisines, il conviendra alors que les Arabes ne mettent aucun obstacle ni retard à l'arrivage des approvisionnements que les Français auront faits, et qu'à ce sujet il ne s'élève aucune contestation.

Et en outre, pour les approvisionnements du Bastion et des gens de leur dépendance dans les endroits de leur habitation, suivant les usages anciens, ils auront le droit de faire acheter, dans les environs de Bône et dans d'autres endroits, la quantité d'approvisionnements, et celle en blé pour les vivres journaliers qui leur seront nécessaires, et il est défendu à qui que ce soit d'y mettre opposition.

Et à ce sujet, chaque année encore, suivant l'ancien usage, pour l'approvisionnement en vivres des femmes et des enfants des négociants établis au Bastion, et des gens de leur dépendance, il est accordé deux seuls navires de blé qui seront envoyés en France à leurs familles; et afin que qui que ce soit ne s'ingère et ne mette opposition à ce dispositif, il a été ordonné qu'il soit écrit ici.

حالا باستيونده موجود اولان بازركان
طائفه‌سنك اهل وعيالى وتوابعاتى آزقلرى
ايچون قوت يوميّه‌لرى ارسال اولنمق
بابنده يالكز ايكى عدد شهتيه بوغداى
يوكلدوب فراڭچه‌ده واقع اولان اولرينه
كوندردكلرنده ارسال ايلدكلرينه
زمرهٔ آخرك بر فرد دخل وتعرّضلرى
واقع بيان بيورلميه ديو اشبو حروف
كتب اولندى

در بيان بشنجى باب

وحاليا ذكر وتسجيل اولندوغى بلد
عنّاب قائدينه معتاد قديم اوزره بهر
ايكى ماه اتمامنده بر دفعه بشر يوز ريال
ادا وتسليم ايلملرى درعهده اولنمش
ايدى ولكن شمديكيحالده بلد عنّاب
قائدينه بر اقچه وبر حبّه ويرلميوب همان
هر ايكى آيده بر دفعه جارى اولان
بشيوز بتون ريالى بلد عنّابك حالا
نوبتجى اغاسى اولان كمسنه‌نك يدينه
تسليم ايلمك كركدر ديو درعهده
اولنمشدر وكذلك سنهٔ مزبورك
ابتداسى كوننده‌ن آخر كونلرينه دكين
آلتى دفعاده جمعًا يكون اوج بيك
بتون ريال تسليم اولنور اوّلكى دفعاسى
وابتدا اولان اداسى ميشّرى حاليا
محروسهٔ جزائرك اوله كلديكى لزمه‌سى
ويرلديكى محلّ زماننده وضع وتسليم

TENEUR DE L'ARTICLE CINQUIÈME.

Présentement les cinq cents pataques, qui étaient payées chaque deux mois, et jusqu'à ce jour, suivant les anciens usages, au caïd de la ville de Bône sous le nom de Donatives, cependant et dorénavant un sol ni un denier ne devant être payé au caïd de la ville de Bône, seulement chaque deux mois les dites pataques entières *de bon voisinage* seront payées à l'aga ou commandant de la garnison de la dite ville de Bône, et il a été ainsi convenu.

Ainsi, du commencement jusqu'à la fin de chaque année, il ne sera payé que trois mille piastres entières, et le premier payement sera fait en même temps que les redevances dites *lismes* seront payées à Alger, la bien-gardée, et de cette manière qu'il ne soit élevé aucune autre prétention à ce sujet.

Quant aux donatives passées en usage envers les cheiks arabes, elles seront toutes payées suivant le règlement arrêté par le passé avec le capitaine Samson, et tout ce

قلنوب وبوندن بویله ما باقى ظهوره
کلان ازدیادلری دعوای طلب قلنمیه
وخصوص مزبور احواللرك ما تقدمدّن
اوله کلدیکی شیخلرینك عادت مألوفلری
اولان عوائیدلری سابقا سلفده کچن
قپودان صمصونك عهد ونامه‌سی
موجبنجه ویریلوب محلّنه ادا اولنه واول
وقت زماندن حالیا بو آنه دکین آره
یرده واقع اولان احداث قانون وصنایع
بدعتلر وزیاده طلبلر شیمدنکیرو رفع
وهر وجهله منع اولوب باطل اولنه
وبونلردن صکره کرك بلد عنّابك قایدی
اولسون وکرك زمرهٔ سائرك طرفندن
بر آدم اولسون مادام کیم اول کمسنه‌نك
النده دیوان عساکر طرفندن امر
وفرمان بولنمیه اول مقوله آدملر امر
وفرمانسز وعسکردن اجازتسز حالیا
باستیون تجّارلرینك حصارینه دیوان
عساکردن اذنسز ومکتوبسز کلوب
کیرمیه‌لر دیو امر تنبیه‌لر اولنوب
خصوص آتی الذکری اوزرینه تحریر
قلنمشدر

در بیان التیجی باب

وحالیا محروسهٔ بلد عنّابك کمرکی
وسائر مکالف عرفیّه‌سی معاف قلنوب من
بعد بر نسنه طلب اولنمیه ومزبور
اسکله‌ده طائفهٔ بازرکاندن زمرهٔ آخرك

qui sera prétendu en sus de ce règlement sera biffé et défendu de toute manière, soit provenant de la part du caïd de la ville de Bône, soit de quelque autre personne que ce soit; puisqu'aucune de ces personnes n'est munie d'un ordre ni d'un commandement formel du Divan de la milice.

Qu'aucune de ces personnes n'aille ni ne veuille entrer au fort du Bastion des Français, sans une permission expresse, ou une lettre, ou un commandement du Divan de la milice.

Et pour tout ce que dessus les présentes lettres ont été écrites.

TENEUR DE L'ARTICLE SIXIÈME.

L'exemption de douanes et d'autres impositions du Gouvernement actuellement existantes dans la ville de Bône, étant accordée, il n'en sera plus exigé après un an; si, dans la susdite échelle, il survient un na-

بر كيمسى كلدكده ياغ وعسل وشمعه
وجلد وسائر اشيالرندن بر يوك
الميوب بيع وشرالرى بولنميه هان تقرير
وتحرير اولندغى فرانسز بازركانلرى بيع
وشرا ايده لر وينه طباقلر امينك
حاصل اولان كونى سابقا سلفده كچن
مرحوم قپودان صمصونك زمان
حاللرنده هرنه يوزدن بيع وشرا
اولنمش ايسه ينه اول بها سيرينك
اوزرينه ويريلوب بر كمسنه تعلّل
بيورميه لر وحاليا محروسهء بلد عنّابه
لازم اولناجق مرتبه سى كون اهل
صنايع صاتون الدقلرندنصكره ازدياداً
ماباقى قلان كونلرى كرك از وكرك چوق
هرنه ايسه بر سائر بازركانلره ويرلميوب
ذكر اولنان فرانچه بازركانلرينه بيع
وشرالر قلنوب فروخت ايليه لر وكر عادت
قديميّه وعهد وامان نامه يه مخالف
برطريق وضع ايلن زمرهء سائر ناسك
بازركانلرينه مزبور كونلرى بيع وشرا قلوب
وفروخت قلدقلرى معلوم بيورلدقده
كركدركه اول مقوله آدملرك اشيالرى
بكلكه كرفت اولنه وينه محلّ مزبور
يرلرده واقع اولان باستيون بازركانلرى
كندو آدملرينك معاشلرى اچون لازم
كلان قوت يوميّه لرى وغير ازقلرى
وقصقوصولرى عادت اوزرينه آلوب

vire d'une autre nation, qu'il n'ait à prendre aucune charge, ni d'huile, ni de miel, ni de cuirs, ni d'aucune autre marchandise, et qu'il ne fasse aucune sorte de vente ni d'achat; seulement que les négociants français dont il a été parlé cy-dessus fassent les ventes et les achats; et encore les chefs des tanneurs devront livrer les cuirs qu'ils auront rassemblés au même prix qu'ils ont été vendus et achetés du temps du capitaine Samson, de manière à ce que personne n'y mette opposition; et après que les gens du métier auront été approvisionnés de cuirs, suivant leurs besoins habituels, le surplus de ces cuirs, soit peu, soit beaucoup, quel qu'il soit, ne doit pas être livré à aucun autre négociant; mais les susdits négociants français qui président aux ventes et aux achats devront les acheter. Et, en outre, suivant les anciens usages et suivant les traités, si des gens d'une autre nation y contrevenaient, et qu'il fût reconnu qu'ils font le commerce et qu'ils ayent acheté des cuirs, il faut que les marchandises de ces gens-là soyent confisquées au profit du Trésor.

Les blés et autres approvisionnements, et le couscoussou, qui seront nécessaires aux négociants établis au Bastion et autres lieux, pourront, suivant l'usage, être chargés sur leurs bateaux lesdits approvisionnements, et aucune personne n'y mettra aucune sorte d'opposition ni d'empêchement.

Il leur est permis d'avoir un prêtre pour leurs gens qui sont chrétiens, et personne ne doit y mettre obstacle.

صندallarينه يوكلتديكنه زمرهء آخرك
برفرد مانع ومزاحملری ودخل تعرّضلری
بولنميه وينه محروسهء بلد عنّابده
وقالى ده وقپوزرده كندو رعملری ايچون بر
پاپاس تعيين قلدقلرينه بر كمسنه مانع
ومزاحم اولنميه وحاليا مزبور تجّارلرك
امری التنده مأمور اولان خدماتلرينك
ووكيللرينك اقتضالری حسبيله
تكرارًا ومجدّدًا نصب وتعيين وتبديل
ايلدكلری خصوص احواللرينه
وقاعدهلرينه زمرهء سائرهنك دخل
وتعرّضلری اولنمايوب مانع ومزاحم
قلميهلر واحوال سائرهلری دخی مرحوم
قپودان صمصونك زمان حاللرنده هر
نه منوال اوزره قانون قاعدهلری قورلمش
ايسه ينه اول طريقك اوزرينه هركس
عمل وانقياد بيورهلر ديو وضع وتحريری
ايله التماس قلنمشدر

در بيان يدنجى باب

وجه مشروح اوزره حاليا باستيون
وقالى ده جمع وموجود بولنان فرانچه
تجّارلری باستيونده وقالى ده وقپوزرده
وبلد عنّابده وقولده وجيجلده
وبجيهده معهود اولان مرجان اولادقلری
يرلرده ماتقدّمدن هر نه وجهك
اوزرينه يوررلرايسه ينه اول تداركلرك
وجهى اوزرينه ايشلرينه مأمور اولوب

Également personne ne doit s'opposer aux changements, destitutions et renouvellements ordonnés par les chefs, des préposés ou agents français qui sont établis dans ces divers endroits.

Et pour tous les autres objets on s'en tiendra aux usages fixés sous la gestion du capitaine Samson, et que chacun ait à s'y conformer.

Ainsi il a été ordonné et écrit.

TENEUR DE L'ARTICLE SEPTIÈME.

Ainsi les chefs du Bastion et de la Forteresse, et les négociants français établis au Bastion, à la Forteresse, au cap Roux, à Bône, au Collo, à Gigely et à Bougie, dans les lieux où ils auront pêché de beaux morceaux de corail, celui qui sera préposé à leurs affaires, suivra les mêmes coutumes que par le passé, et aucune autre personne n'y mettra obstacle, ni opposition, et aucun étranger quelconque ne devra ni s'y ingé-

حصوله کلان صنایع احواللرینه زمرهٔ
آخردن برفرد برکمسنه مانع ومزاحم
اولمیه‌لر وخارجدن اولان بعض
کمسنه‌لر دخی دخل وتعرّض دە بولنمیه‌لر
وینه اقتضا ایلدیکی حسبیله قوت
یومیّه‌لرینه وآزقلرینه ومعاشلرینه
وسائر مأکولات مشروباتلرینه واشیالرینه
ضرورت حال اوزره محتاجلری واقع
اولندقده حالیا یدلرنده جاری
بولنان رزقلرینی ذکر بهاء قیمتلری
اوزرینه فروخت وادا ایلمك شرطیله
امدادلرینه بولنه‌لر دیو حال تحریر
اولمشدر

در بیان سکزنجی باب

حالیا شمدیکیحالده واقع وبیان اولان
محروسهٔ قولده حالا شرق بکنه
متعلّق جلد وبال موی یوکلمه‌سی
ایچون بر سفینه کلدکده هر نه مقدار
نقود اقچه کتوررلر ایسه حالیا
اولجانبده نصب وتعیین ومأمور اولدوغی
محروسهٔ بلد قولك قایدی اولان
کمسنه‌مز ذکر اولندوغی نقود اقچه‌دن
هر یوز ریالده یالکز اون ریال عادت
قدیم اولان عشرت اقچه‌سین آلوب
ضبط ایلیه والّا مزبور اون ریال عشردن
ازدیاد تکالف عرفیّه‌دن امن اولنوب من
بعد بر اقچه زیادە طلب ومنازعه‌لری

rer, ni mettre opposition, ni leur faire tort.

En outre, s'ils ont besoin de vivres et d'approvisionnements ou de tout autre objet de nécessité, pour réparation de leurs effets, ils auront la permission d'acheter ces objets *de bon voisinage* qui leur seront fournis pour venir à leur secours, à condition qu'ils les payeront au prix courant et selon leur valeur : ainsi il a été convenu.

TENEUR DE L'ARTICLE HUITIÈME.

Actuellement, lorsqu'un navire arrivera au Collo pour charger des cuirs ou de la cire, dépendants du bey de Constantine, le caïd commandant du Collo aura le droit de prendre dix pour cent sur telle quantité d'argent comptant que ledit navire aura apporté, suivant l'ancien usage, à titre de dîme qu'il encaissera et retiendra; mais ensuite le navire sera exempt de toute autre imposition quelconque, et il ne sera plus demandé un sol : il est fait de nouvelles défenses expresses aux marchands de cire et d'huile de n'y point mêler de corps étrangers ou d'autres ingrédiens, et que chacun d'eux, prenant garde aux conséquences, ne fasse aucune supercherie; et suivant les conventions passées cy-dessus, la cire et les

اولنمیه وینه طائفهء تجّاره تأکیدًا تنبیه
عظیمه‌لر بیوریله که موم اچنده
ویاخود یاغ اچنده بر سائر مأکولات
ومزخرفات مخلوطندن هرکس احتراز
ایدوب حیله ایلمیه‌لر وینه بالاده ذکر
اولنان قولیمزك اوزرینه واقع بیوریلان
مومی وجلدی مذکور بازرکانلردن ماعدا
آخرك زمرهء سائرندن کرك مسلمان
اولسون وکرك نصرانی اولسون بو قول
شروطمزك اوزرینه قیاس طوتیلوب آخره
فروخت قلمیه‌لرکه زیرا فرانچه تجّارلری
بهر بر قنطار بال مومی آلدقلرنده
قنطار باشنه اوجاغه بر ریال خرج ویرر
بویوزدن کرك اوجاغمزه وکرك فرانچه
بازرکانلرینه زیاده غدر اولنوب وکر بر
آخر بازرکانه فروخت ایدرلرایسه عهد
واماتمزه مخالف خلل پذیر ویره‌جك
خصوصلر حاصل اولنمش اولور وکر
بوندن صکره واقع بیورلدوغی تنبیه
وتأکیدلریمزه ودیوان عسکرك امرینه
ورضاسنه هرکیملرك اطاعت وانقیادی
بولنمیوب وضع مخالفتی ظهوره کلور
ایسه باقی اولزمانده زمرهء آخره
فروخت ایلدکلری متاعلری واشیالری
بکلکه کرفت اولنوب ضبط وربط اولنه
بو خصوصلرك اجراسی اچون محروسهء
قولك قایدینه خطابًا اشبو شروط

cuirs qui se trouveront ne doivent être livrés qu'aux seuls négociants susdits, et non à aucun autre négociant, ni mahométan, ni chrétien; prenant pour règle ces traités, ils ne doivent vendre à aucun autre, parce que les négociants français payent une pataque de droits pour chaque quintal de cire, et qu'alors il y aurait une grande perte pour la Régence et pour les négociants français; et si d'*autres négociants* en achètent, ils seront cause que les *bases de notre traité* auront été détruites.

Si, d'après ces injonctions, quelques personnes se permettaient de désobéir aux défenses prescrites par le Divan de la milice, et à nos ordres, et si leur désobéissance est prouvée, que les biens et les effets de ces prévaricateurs soyent, suivant l'usage ancien, confisqués au profit du Trésor, qu'ils soyent saisis et liés.

Et pour le maintien de ce que dessus, il sera donné une expédition de cet ordre au caïd commandant du Collo, afin qu'il le fasse exécuter, parce que, si de la part des négociants du Bastion il nous vient des plaintes amères à ce sujet, les caïds, commandants de place, et les agas commandant les garnisons en seront rendus responsables. Et cet ordre a été émané de la part de nous tous.

تواللريمزك اجراسنه مقيّد اولنمالرى
ايچون امر وفرمانمز صادر اولنوب
كوندريله كه زيرا مزبور باستيون
بازركانلرينك طرفلرندن بو منوالجه داد
وفراغلر ايله حضوريمزده شكايتلرى
حاصل اولنور ايسه حاليا ذكر
اولندوغى قايدلريمز ونوبتجيلك اغالرى
دخى ضامن اولوب اجراسنه جواب
ويرهلر ديو فى الجمله مزك طرفندن امر
وتنبيهلر اولنمشدر

• در بيان طقوزنجى باب

باعث الكتاب تحرير حروف بيورلدوغى
بو دركيم وكر فرانچه طرفى ايله
مابينمزده عياذًا بالله تعالى كدارت
ظهورى ايله صلح وصلاحمزك بوزلمهسى
ورفع اولنمهسى واقع بيوريلور ايسه حاليا
مذكور باستيونده ساكن اولوب وجمع
موجود بولنان طائفهء تجّارلره
بو خصوصك احواللرى ايچون ذرّه دكلو
رنجيدهليك حاصل اولنمايوب
اينجيدميهلر كه زيرا تجّارلر امورى
سلطنت امورندن برى اولوب فصل
خصوصلرده وبر شى ده علاقهسى
يوقدر وخاصّ اولان مصالح عامّ امور
مصلحتنه قارشنرمق جائز دكلدر
كه زيرا مزبور تجّارلر هر بارده امان اوزره
بزم كندو اجدادلريمز مقامنده

TENEUR DE L'ARTICLE NEUVIÈME.

La teneur suivante de cet article est celle-ci :

Si, Dieu préserve, entre la France et nous, il survient publiquement des torts qui entraînent la destruction de la paix, et qu'il soit ordonné le redressement de ces torts, tous les négociants établis et existant au Bastion, ne devant être inquiétés en aucune manière à ce sujet, il ne leur sera fait aucun mal, attendu que les affaires des négociants devant être éloignées de celles des gouvernements, ne peuvent y être mêlées en aucune manière, et ne doivent pas y être immiscées, parce que les négociants demeurant toujours sous la protection des traités, et tant fixés, comme nous l'avons établi, il faut que, dans tous les temps, leur position soit libre et tranquille, et leur esprit soit au-dessus du trouble, afin qu'ils puissent en obtenir les bénéfices. Parce que ces négociants établis et fixés dans cette partie,

اولوب كركدركه بهر بر زمان آسوده
حال ومرفّه البال اوزره كندو كسب
وكارلرنده اولالركه زيرا مزبور بازركانلرك
بو طرفنده قائم وثابت اولدقلرى ديوان
عساكره وسائر خلقه تجارتلرندن
انتفاع كلّى عائد اوزره چوق اولماغله
حاليا دار الكريمه دخى محلّ زماننده
بالتمام والكمال حقوق معلومين ويروب
ادا وتسليم ايلدكلرى حالتده ينه
كالاوّل كندو تجارتلرنده اولنه لر
وخصوص مزبورونه بر وجهلاً غدر
سباقلرى يوزندن طائفهٔ تجارلرى
رنجيده ورميده قلميه لر ديو اشبو
حروف وضع وتحرير اولنوب التماسلرى
حاصل قلنمشدر

en procurant de très-grands avantages au Divan de la milice, et à tout le peuple, et en payant exactement et entièrement aux époques fixées les redevances reconnues au palais de la Régence, doivent rester, comme auparavant, dans leur commerce; et pour cet objet, les négociants de cette nation ne devant être molestés en aucune manière, ni violentés pour ce fait, le présent écrit a été ainsi établi, et leurs désirs ont été ainsi remplis; et salut.

در بيان اونبنجى باب

TENEUR DE L'ARTICLE DIXIÈME.

بو منوال مشروح اوزره ذكر اولنان
باستيون بازركانلرينك رجالرى اوزرينه
بهر بر سنه مزبورده معتاد قديمه لرى
اوزره ياكلز ايكى عدد شهتيه لرى
محروسهٔ جزائره كلوب فى الجملة
اشيالرين بيع وشرا ومعان فروخت
قلدقلرندن صكره حاصل اولان
نقوداتلرى ايله مزبور شهتيه لر ليمان
جزائردن چقوب كتمك لازم كلدكده
باستيون وقالييه وسائر توابع
اسكله لريمزه روانه قلدقلرى بانيده

Suivant la teneur des présentes et à la demande des négociants du Bastion qui envoyent, suivant l'ancien usage, deux navires à Alger, la bien-gardée, lesquels navires, après avoir vendu et acheté les objets qui leur ont convenu, avec leurs propres deniers, étant sur le point de partir pour se rendre au Bastion ou à la Forteresse ou dans d'autres échelles, qu'il leur soit accordé le permis de départ, puisqu'ils ont pris tous ces objets qui leur étaient nécessaires. Il est ordonné que toutes les fois qu'ils n'auront point donné leur consentement à d'autres achats, soit en cuirs, soit en cire, soit

كتمالرينه دستور واجازتلريمز ويريله كه
حالا كندولره اقتضا ايدن متاعلردن
كفايت مقداريجه الالر مادام خصوص
مزبورلرك كندو رضالرى اولمدقچه
فندوقلردن كرك جلد وكرك بال مومى
وكرك سائره متاعلرى المغه الزام
اولنمايوب زمرهٔ آخرك تعلّل
ومخالفتلرى مابينده بولنميه اشبو
حروف وضع وتحرير وتقرير قلنمشدر

در بيان اون برينجى باب

وبنه بوندنصكره مومى اليه ذكر
اولنان باستيون تجّارلرينه وتوابع
لواحقلرينه طرفمزدن شول شرطلرك
اوزرينه دستور واذنمز صادر اولنوب
موجب ايله تحرير والتماس دخى
قلنمشدركم مزبورلرك مادام كم كندو
رضالرى وحسن ارادتلرى اولمدقچه اول
طرفلرك تجارتلرى بر سائر زمرهٔ تجّاره
محكم يصاق قلدقلريمزك سبب
اجرتمراتلرى مقابلهسنده اولان احواله
بناءً باستيون بازركانلرى دخى بهر بر سنهٔ
كاملهسى اتمامنه دكين هر ايكى مآه
تمامنده بر اداسى ميسّرنده آلتى
دفعاسنده دخى ادا وتسليم ايلملرى
شروطلرينك اوزرينه در عهدهلر ايله
قول صحيحمز ووعدهٔ كريمهمز كندولره
عنايت قلنمشدر يعنى ذكر اولندوغى

d'autres marchandises, que qui que ce soit ne prétende ni les engager ni les forcer. A cet effet les présentes ont été écrites.

TENEUR DE L'ARTICLE ONZIÈME.

Et de plus, dorénavant, les susdits négociants du Bastion, et pour le droit de propriété et de pavillon, selon les présentes conditions, notre aveu et notre permission ont été délivrés et consignés ici; tant que ce ne sera pas avec leur consentement et de leur propre volonté, il est expressément et fortement défendu à tout négociant d'aucune autre nation de s'établir de ces côtés-là; à cet effet, les ordres suprêmes ont été adressés, et en retour, et en conséquence de cette convention les négociants du Bastion ont consenti aussi de payer à la fin de chaque année, c'est-à-dire chaque deux mois pour six payements; et à cet effet nous avons contracté de bonne foi, et nous avons accordé ce terme généreux, c'est-à-dire que suivant le compte établi cy-dessus, le sixième doit être payé et remis chaque deux mois, et avec la grâce de Dieu tout-puissant, à la fin de chaque année la totalité de nos perceptions en tout et pour tout sera seulement

حسابی اوزرینه هر ایکی آیده برسدس
تسلیم واداسی میسّرنده ان شآء الله
الرحمن یالکز بر سنه سنک کامله سنه
دکین مجموعی حصولاتمز اولان بتون
حسابینجه یالکز اوتوز دورت بیک
صیمه لزمهء حقوق بالتمام والکمال دار
الکریمه کتوروب تسلیم ایده رم دیو
التزام اولنوب تعبیر وحسن تقریر
وتحریر دخی قلمشلردر وکذالك موجود
اولان باستیون تجّارلری ومعًا کندیلره
تابع اولان توابعلری حالیا باستیون
وقالی نك تصرّفنده واقع اولان یرلرك
بهر حالده اولان خصوص ومصالحلرینه
بیز دخی اولا بالطّریق حمایت وصیانت
ایلمز اوزرلرینه قول صحیحمز واقراریمز
کندیلره صادر وعیان اولنوب خصوص
مزبورلرك اجرالری ایچون وضع وتحریر
اولنوب التماسلری حاصل قلنمشدر

در بیان اون ایکینجی باب

و حالیا محروسهء جزائر جهاده کلوب
جمع موجود اولان باستیون بازرکانلرینك
مرجان ایچون ایصال ایدوب
وکوندردکلری مال اقچه لرندن باج وکمرك
طلب اولنمایوب المیه لر ودرونی جزائرده
متمکّن وساکن اولان باستیون وکیلی نك
اکل معاشی ایچون ارسال ایلیوب
کوندردکلری کرك اقچه وکرك غیر اشیا

de trente-quatre mille saïmé, droit de lisme, entièrement et totalement qu'ils disent vouloir apporter et remettre au Palais Suprême. En conséquence, le consentement ayant été accordé, il en a été passé acte et les présentes ont été écrites.

Et de même, nous, de notre côté, avons donné notre parole et avons affirmé tant aux négociants du Bastion, et aussi à tous ceux qui leur sont soumis, mais encore pour toutes les affaires des autres endroits qui dépendent du Bastion et de la Forteresse, de leur accorder constamment aide et protection, et afin que les effets ressortent de tous les objets mentionnés cy-dessus, il en a été passé acte, et les présentes ont été écrites.

TENEUR DE L'ARTICLE DOUZIÈME.

Et actuellement pour le corail que la Compagnie des négociants établis et fixés au Bastion expédiera, et l'argent qu'elle envoye dans cette ville guerrière et bien gardée, ils ne seront soumis à payer ni péage ni douane, de même aussi l'argent qui parviendra aux agents du Bastion établis et fixés audit Alger, pour leurs subsistances et vivres, ne sera également pas soumis à aucune redevance.

ایچون رسوماتلری آلنمیه ویفه جمع
وموجود اولان مزبور فرانچه تجارلری
کندو حسن رضالری وارادتلری اوزره
حالا وکیللری اولان آدملرینی بو
طرفدن استدکچه تبدیل وتغییر ورفع
معزول ایلدکلرینه اصلاً وقطعاً زمرهء
آخرك دخل وتعرضلری بولنمایوب
مانع ومزاحم قلمیه‌لر وعلی الخصوص
وکیللری اولان آدم دخی بر طریق وجهلاً
بر کمسنه‌دن قرض حسن واودینج نامی
ایله بر اقچه وبر حبّه بورج آلمایوب وبر
کمسنه‌مز دخی زنهار اودینج ویرمیوب
مزبور بازرکانلرك وکیللری دینه کرفتار
اولمیه‌لر دیو طرفمزدن عظیم یصاق ومحکم
تنبیه تأکیدلریمزك حاصل اولماسی
بابنده اشبو حروف وضع وتحریر اولنوب
وتقریر دخی قلنمشدر

En outre, toutes les fois que les susdits négociants établis et fixés voudront, d'après leur bon plaisir, destituer et renvoyer leurs agents, qu'aucune autre personne ne s'y oppose et n'y mette aucun empêchement, et à cet effet les agents ne devant en aucune manière et sous aucun prétexte emprunter de l'argent, ni faire aucune dette, quelque petite qu'elle soit, et afin que personne ne leur donne rien par surprise, les susdits négociants ne seront point rendus garants de leurs agents.

A cet effet et pour les expresses défenses de tout ce que dessus et pour les ordres les plus forts et les plus précis, les présentes ont été établies, fixées, et encore écrites.

در بیان اون اوچنجی باب

وحالا شمدیکیحالمزده فرانچه سواحلی
ایله واقع بیورلان صلح وصلاح
ومستوجب الفلاح الفت وداذن صکره
زیاده محبّتلو دوستمز فرانچه پادشاهی
قبلندن بو جانبه کلان ینه فرانچه
افتخاری اولدوغی باستیون مزبوره‌نك
باش بازرکان باشیسی اولان موصی پر الی
طرفندن فرانچه پادشاهنك مکتوب
ونامه‌لری ایله حضور دیوانمزده وکالت

TENEUR DE L'ARTICLE TREIZIÈME.

Et actuellement, dans l'état présent des choses, conformément à la paix intime, et susceptible de prospérité qui existe avec le royaume de France, des lettres patentes de la part de notre très-aimé ami l'Empereur de France, qui nous a fait don de son amitié, ayant été présentées à notre Divan, par lesquelles le sieur Hély a été institué son premier négociant en titre, lequel aurait commis par procuration le sieur Anet Caissel, négociant du Bastion, celui-ci s'étant

محبّه قيلان باستيون مزبورك بازركانى
موصى آنَتْ كَزَل نام بازركان محبّت ايله
طرفمزه كلوب سعى واقدام ايله وديوان
عساكر ايله باستيون وقالىيه متصرّف
اولنمالرى ايچون سوز واقرار صادر ايدوب
جهدينه موقوف اولنماسى خاطرى
ايچون بازركانلره حمايتا كرك دار الكريميه
وكرك شرق بكى ايچون بلد عنّابك
اغاسنه وكرك قول قايدينه عائيد اشبو
عهدٌ امان نامه‌مزده مذكور اولان لزمهء
حقوق كه ابتدآء ماه شوّال آينك
ابنداسى كوندن ويرمكه باشلاركه زيرا
لزمهء حقوق كوننه كلنجيه دكين آره
يرده واقع بش آى كامله‌سى مذكور
بازركان موصى آنَتْ كَذَله وينه بوندن
اقدم باستيون تجّارلرينك ضرروزيانلرى
اجلنه ديوان محترمزدن معاف بيوريلوب
ذكر اولنان بشنجى آينك كامله‌سنه
وماه شوّالك ابنداسى كونلرينه دكين
بر اقچه وبر حبّه طلب اولنمايوب وموى
اليه كرك لزمهء حقوقدن وكرك شرق
بكى ايچون بلد عنّابك اغاسنه ويره‌جكى
جائزه‌دن وقول قايدينه ويره‌جكى
اقچه‌دن مزبور بازركانلرك بش آى مجالنك
كامله‌سنه دكين بر اقچه وبر حبّه طلب
قلمايوب وهر كس تأخيرده بولنه‌لر
وبوندنصكره بش آى وعده‌لرى چوب

présenté devant nous avec amitié, ayant donné parole, et avoué qu'il vient avec l'appui et les soins du Divan de la milice pour jouir et disposer du Bastion et de la Forteresse.

En conséquence et afin de lui être agréable, et afin que les négociants soient protégés, les droits de redevances ci-dessus spécifiés dans le présent traité, soit au palais de la Régence, soit au bey de Constantine, soit à l'aga de Bône, soit au commandant du Collo, commenceront à être payés du premier du mois de chewal, car les droits de redevances avant de parvenir à cette époque, cinq mois auront été écoulés en attendant; et en outre les pertes et dommages que les négociants du Bastion ont essuyés avant cette époque, étant soulagés de la part de notre très-honoré Divan par les cinq mois entiers, dont on ne leur demandera ni un sol ni un denier.

En conséquence, pour les susdites redevances et pour les droits qui concernent le bey de Constantine, l'aga de la ville de Bône et le commandant du Collo, qu'aucun d'eux n'ait à demander la moindre chose de ces négociants jusqu'à la fin desdits cinq mois, et après cela le terme des susdits cinq mois étant écoulé, conformément à la date de l'année 1105 du mois de chewal, le susdit Anet Caissel, ainsi que les négociants établis au Bastion, devront payer, sans retenue quelconque, la totalité des redevances, et les présents d'usage, suivant les anciennes coutumes, soit au palais de la Régence, soit au

مرور ایلدکده اشبو سنه بیك یوز بش
تاریخی اولان ماه شوّال المعظّمك
ایتداسی کونلری مزبور موصی آنَتْ کَزَل
بازرکان ایله حالیا باستیون وقالی ده جمع
وموجود اولان باستیون بازرکانلری ینه
عادت قدیم اوزرینه کرك دار الکریمیه
وکرك شرق بکی ایچون بلد عنّابك
اغاسنه وینه قول قایدینه عائید وراجع
اولان فی الجملةً لزمهء حقوقلرینی
وعادت عوائیدلرینی اشبو عهد
ونامه‌مزده نقل اولندوغی مجالی اوزره بی
قصور والکثیر وفادار کوسترەلر دیو تحریر
قلنوب ویرلمشدر

در بیان اون دوردینجی باب

وذکر اولنان عهد ونامه‌نك ایکی عدد
صورتی یازیلوب محروسهء جزائرك دیوان
محترملرنده ودار السلطانده قرأت
اولنوب سعادتلو ودولتلو دائ المحترم
الحاج شعبان افندی حضرتلرینك
حضورلرنده وجمله علما وصلحا
افندیلر وجمیعًا عساکر منصورەلر حاضر
بالمجلس اولنوب مزبور باستیون بازرکانی
اولان موصی آنَتْ کَزَل دخی محضرنده
اشبو تاریخ وکتابده تحریر اولندوغی
منوال اوزره قول وپیمان وعهد وامان
اولنوب سعادتلو ودولتلو دائ محترم
حضرتلرینك ومزبور بازرکان موصی آنَتْ

bey de Constantine, soit à l'aga de Bône, ainsi qu'au commandant du Collo. A cet effet, les présentes ont été écrites.

TENEUR DE L'ARTICLE QUATORZIÈME.

Deux exemplaires de ces traités susdits ayant été écrits, et ayant été lus par les très-honorés membres du Divan et dans le palais du Prince, en présence du très-heureux, très-puissant, le très-honoré Day, le Seigneur Hadgi Ahmet, et en présence de tous les gens de lois et de justice, et de tous les chefs de la milice la victorieuse tous assemblés, et en présence du sieur Anet Caissel, également réuni, le présent traité écrit sous cette date devant être maintenu suivant les conditions, les promesses et les serments y mentionnés, le très-heureux et très-puissant, très-honoré Day et le susdit sieur Anet Caissel, négociant, étant convenus du tout, ont signé et scellé les présentes.

En conséquence, ces serments et ce traité

کرزل نام مسنه‌نك دخی امضالری ایله
مهور وخاتملری برله مختوم اولنمشدر
ایمدی بو عهدیمز وعهد وامانمز اماندر
هر کیملر بو عهد ونامه‌مزه مغایر وخلاف
ارتکابنه بر ایش ایشلر ایسه زیاده
عقوبتلره مستوجب ومستحق اولنماسی امر
محقق در شویله اعتماد بیوریلوب
وطرفیندن انقیاد حاصل اولنه
والسلام

تحریرًا الواقع فی غرّهٔ جمادی الاوّل سنه
خمس ومایه والف سنه ۱۱۰۵

صاحب الدوله الحاج احمد دائی
بمحروسهٔ جزائر غرب حالا

در بیان اون بشنجی باب

باقی شمدن کیرو باستیون بازرکانلری
اولطرفه متصرّف اولوب ظلم وخوفدن
مبرّا آسوده حالده اولمالری ایچون
دیوان محترمده سعادتلو پاشا ومروتلو
دائی المحترم حضرتلری وفی الجملهٔ اهل
دیوان عساکر منصوره‌لرك محضرلرنده
واقع موصی آنت کرزل نام باستیون
بازرکانی دخی حاضر بالمجلس اولوب ایکی
طرفلردن نتیجه دورلو مباحثات وانواع
مناقشاتدن نصکره اولجانبك ظلم
تعدادندن امین وسالم اولمالری بابنده
اوّلا بوندن اقدم باستیون وقالی‌نك
وقبوزرك احداث ایله ایجاد اولندوغی

portant serment sont la foi publique; quiconque tiendra une conduite contraire à ce traité portant serment et se permettra de s'y opposer, peut être assuré de toutes les suites fâcheuses qui ne manqueront pas d'être ordonnées et qui auront été méritées. Ainsi prêtant foi aux présentes, qu'elles soient bien recommandées des deux côtés; et salut.

Écrit dans les premiers jours de djemâdi-ul-ewel de l'année 1105.

Le chef du gouvernement El-Hadgi Ahmet, Day d'Alger en Barbarie, la bien-gardée, la guerrière.

TENEUR DE L'ARTICLE QUINZIÈME.

Dorénavant, les négociants préposés pour jouir et disposer du Bastion, devant être à l'abri de toute vexation et de toute crainte, le sieur Anet Caissel s'est présenté devant l'honorable Divan, et devant le très-heureux et très-honoré Pacha, et devant le grand Divan de toute la milice, la victorieuse, lesquels se sont réunis en assemblée, des deux côtés pour réprimer toutes sortes de supercheries, et toute espèce de torts qui ont eu lieu, et à l'effet de rendre les négociants du Bastion sains et saufs, suivant l'usage, de toute vexation. D'abord, et avant cette époque, pour ce qui concerne tous les négociants qui ont été établis primitivement soit au Bastion, soit à la Forteresse, soit au cap Roux, et dans la ville de Bône, soit à

وقت زمانلرندن حاليا بو آنه وبو تاريخ
كونلرينه دكين نيجه دفعه قديم
اولدن سلفده كلمش وكچمش باستيون
وقالى نك اسكى بازركانلرينك وقپودانلرينك
فى الجملهسى قبلندن كرك باستيون
وقالى ده وقپوزرده وكرك باده عنابده
وكرك جيجلده وكرك بجيهده وكرك
قولده واقع جميعًا ليمان اسكلهلرده فى
الواقع سابقده كچمش واولمش بازركانلرك
وقپودانلرك ذكر اولنان يرلرده بر طريق
وجهلاً بر آدمه دخى بورجلرى وار ايسه
هاى نه قدر فلان زمانك اسكى دن اولان
باستيونده بنم وياخود خصملريمك شو
قدر حسابى والاجقى واردر ديو هر كس
كندو باشلرندن خلاف شرع قانون
اولان بدايع ايشلر وكوجلر ايله زنهار
بر كمسنه مز باش قالديروب حالا
شمديكى حالده يكىدن واقع اولان
بازركانلردن ووكيللردن جبرى وقهرى بر
اقچه وبر حبه الماييوب وطلب دخى
قلماييوب من بعد ومن الوجوه بو جنس
عرفى ايشلر ايله ظلم تعديدن ونزاع
حاصل قلمادن برى اولنوب ديوان
عساكرك رضاسى اولمدوغى ايشلردن
بولنميه لر ديو فى الجملهمزدن وايكى
جانبلردن قرارداده وعليه قلنوب
طريق غدر منع اولنمشدر ديو عهد

Gigely, soit à Bougie et au Collo, soit dans tous les autres ports et échelles de ce royaume, qui y ont été de passage ou sont morts, si de tous ces négociants ou capitaines susdits, il existe quelque dette de quelque nature qu'elle soit envers une personne quelconque, et qu'elle dit où en est le compte de telle date, ou celui de mes parents qui n'a pas été liquidé dans telle échelle ou au Bastion, lequel se monte à tant. Que personne, de sa propre autorité, et d'une manière contraire à la justice, se soulevant, ne prétende réclamer des affaires de marchandises et autres de discussion hors de son cercle. Ainsi dans l'état actuel des choses au sol, ni un denier ne devant être exigé de nouveau par force et par violence des négociants actuels et de leurs agents, dorénavant ce genre de supercherie et cette vexation avec mauvaise foi devant être éloigné, le très-honoré Divan a prononcé que c'est hors de son consentement que l'on entreprenne de pareilles affaires, et le tout ayant été convenu des deux côtés et par nous tous, il a été expressément défendu, attendu que les deux anciens négociants sont autres et que ceux-ci actuels sont différents : que de pareils procès n'ayent donc lieu par surprise dans les ports ci-dessus nommés, ni dans nos échelles, ni dans d'autres endroits, et qu'ensuite il ne vienne pas de plaintes de pareilles vexations et de violences, dont on doit être éloigné.

Actuellement de la part du très-honoré Divan et du consentement de la milice mu-

وامان وقول پیمان دخی صادر قلنمشدر
که زیرا اسکی قدیم بازرکانلر باشقه‌در
وشمدیکی حالده اولان بازرکانلر دخی
باشقه‌در ذکر اولنان لیمان اسکله‌لریمزده
وسائر غیری یرلرده زنهار بو جنس
دعوا وخلاف نزاع اولنمسون وبو طرفه
قوم تجّارلرك من بعد شکایتجیلری
کلنمیوب ظلم غدردن بری اولنسونلر
دیو حالا دیوان محترمده موجود
اولان جمیعًا ضابطلرك وعساکر اسلامك
رضای عهد امانی اوزرینه اشبو حروف
کتب اولنوب وجانبیندن امضا دخی
قلنمشدر شویله بیلوب هر کس عمل
ایلیه‌لر باقی والسلام تحریرًا الواقع فی
غرّهٔ شهر جمادی الاوّل سنه خمس
ومایه والف سنه ١١٠٥

sulmane, les présentes ont été écrites et signées des deux côtés; le sachant ainsi, que chacun y tienne la main et le fasse exécuter.

Écrit dans les premiers jours de djemâdi-ul-ewel de l'année 1105.

EXTRAIT

SUR

L'ADMINISTRATION DE L'ARGENTERIE,

MENUS, PLAISIRS

ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE DU ROI,

DONT LE COMPTE A ÉTÉ RENDU AU BUREAU GÉNÉRAL DE LA MAISON DE SA MAJESTÉ,

LE .. FÉVRIER 1784,

PAR M. PAPILLON DE LA FERTÉ,

L'UN DES COMMISSAIRES GÉNÉRAUX DE LA MAISON DU ROI AU DÉPARTEMENT DES MENUS.

EXTRAIT

SUR

L'ADMINISTRATION DE L'ARGENTERIE,

MENUS, PLAISIRS

ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE DU ROI[1],

DONT LE COMPTE A ÉTÉ RENDU AU BUREAU GÉNÉRAL DE LA MAISON DE SA MAJESTÉ,

LE . . FÉVRIER 1784.

ADMINISTRATION DES MENUS.

Les objets de dépenses de l'administration des Menus se divisent en quatre classes, savoir : l'Argenterie, les Menus, les Plaisirs et les Affaires de la Chambre du Roi. Il s'expédie différents états conformément à ces diverses branches.

Les dépenses de l'Argenterie consistent dans les cérémonies d'église, fêtes solennelles, sacre, baptêmes, mariages, pompes funèbres, deuils, *Te Deum*, processions et autres.

Par celles des Menus, on entend les renouvellements de la Chambre et Garderobe du Roi et de Mesdames[2], en coffres, lits, pavillons, dais, cassettes, frais de voyages, fournitures faites par les valets de chambre tapissiers et barbiers du Roi, les habillements à diverses personnes, les tentes et maisons de bois, les bijoux et portraits, et autres présens donnés par le Roi et la famille royale, etc.

Sous la dénomination de Plaisirs sont comprises les dépenses des

[1] Registre in-folio de 143 pages, relié en maroquin rouge. — Copie d'une belle écriture provenant des Menus. (Archives nationales, archives de la couronne, n° O[1], 2805.)

[2] Il s'agit des filles de Louis XV.

spectacles, fêtes, feux d'artifice, bals, etc. avec les appointements et gratifications accordées en conséquence de ces objets.

Enfin les dépenses, nommées Affaires de la Chambre du Roi, consistent dans le renouvellement des linges et dentelles du Roi, des toillettes, robes de chambre, meubles de la Chambre et Garderobe, les pendules du cabinet, l'entretien et renouvellement des meubles de campagne et argenterie de la Chambre et Garderobe, etc.

Toutes les dépenses des Menus se distinguent :

1° En dépenses ordinaires, qui consistent dans les gages et appointements des officiers de la Chambre et Garderobe du Roi et des musiciens. Elles sont nommées ordinaires, parce qu'elles ne varient point. Cet état arrêté par M. le secrétaire d'État de la Maison du Roi monte à . . . . .

2° En dépenses dites extraordinaires, ordonnées par MM. les premiers gentilshommes de la Chambre, qui se distinguent elles-mêmes en dépenses fixes et en dépenses variables et imprévues.

Les dépenses fixes consistent dans le renouvellement des toilettes, linges, dentelles, lits, dais, coffres, les fêtes solennelles, les menues fournitures de la Chambre, les gages, les voyages de Compiègne et de Fontainebleau, les gages des différentes personnes attachées aux magasins des Menus, les habillements, etc.

Les dépenses variables ou imprévues sont les sacres, mariages, naissances, baptêmes, pompes funèbres, deuils, *Te Deum,* illuminations, entrées, prises d'habits, stations, bénédictions de cloches, poses de premières pierres, lits de justice, ameublements de deuils, spectacles, concerts, voitures de la cour, présens, constructions de théâtres et autres.

La plus grande partie des dépenses susdites sont relatives au service personnel du Roi et de la famille royale.

On voit par ce précis, et par le détail cy-après, que toutes les dépenses de l'Argenterie, Menus, Plaisirs et Affaires de la Chambre du Roi sont distinguées par leur nature, en sorte que chaque état ne contient que ce qui lui est véritablement propre, ainsi il est impossible qu'il y

ait jamais de confusion dans cette administration tant que l'on ne s'écartera pas de cette méthode qui a été suivie depuis plusieurs années.

DÉTAIL RELATIF AUX DÉPENSES DITES EXTRAORDINAIRES DE L'ARGENTERIE, MENUS, PLAISIRS ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE DU ROI.

Renouvellement des dentelles et linges des Chambre et Garderobe du Roi.

Ce renouvellement se faisoit autrefois tous les ans, mais il n'a plus lieu que tous les cinq ans, et a eu lieu le premier janvier mil sept cent quatre-vingt.

Il consiste principalement dans la fourniture d'une très-belle toilette de point d'Argentan brodé, et le surtout pareil.

Deux belles paires de manchettes de dentelles, deux chemises, 360 aunes de toille demi Hollande pour huit paires de draps pour le Roi, 32 aunes 1/4 pour huit souilles[1] de traversins, 120 aunes dittes pour huit souilles de matelats, 84 aunes dites pour quatre paires de draps de veille pour le premier valet de chambre, 63 aunes pour six alaises, 120 aunes dittes pour 24 douzaines de linges d'affaires, 102 aunes pour dix-huit peignoirs, 18 aunes pour linges à rasoirs, 42 aunes pour linges à barbe, 14 autres pour linges à barbe, 14 aunes de bazin pour frotoirs, 60 aunes de toille pour quatre douzaines de linges à essuyer, 56 aunes dites pour linges pour les mains, 12 aunes dites pour envelopes, 4 aunes de batiste pour six mouchoirs, 33 aunes dites pour huit peignoirs, et 12 pour tayes d'oreillers, etc.

La dépense de ce renouvellement avoit été fixée, en 1759, à 16,181# 4s; mais elle est beaucoup augmentée depuis les trois derniers renouvellements, cette différence vient en partie du prix des toillettes de dentelles, le feu roi les ayant demandé beaucoup plus belles, mais il peut être fixé par la suite à environ 24,000#.

[1] Taies d'oreiller.

Renouvellement des linges des bains du Roi.

Il se fait tous les cinq ans, en même temps que celui du linge de la Chambre et Garderobe du Roi, et a eu lieu en 1780. Il consiste principalement dans la fourniture de 36 aunes de toille pour six chemises de bains, une aune de batiste pour les rabats, 56 aunes de toille pour quatre douzaines de linges de bains du Roi, 30 aunes de bazin pour deux fonds de baignoire, 9 aunes de mousseline brodée pour les garnir, 54 aunes de toille pour deux paires de draps de bains, vingt-quatre bonnets de coton pour les valets de chambre baigneurs, six paires de bas de soye blancs; cette dépense monte à 2,400#.

Renouvellement du linge de la Chambre et des bains du Roi, tel qu'il a été fait en 1780.

Ces fournitures consistent dans les objets suivants :

ARTICLE 1er.

Linge de la chambre.

Une toilette de point d'Argentan et le surtout pareil........	8,000#	"s	"d
8 aunes 1/2 de passe pied de point, pour deux petits surtouts, à 23# l'aune..........	195	10	"
Une toilette d'Angleterre et le surtout pareil..............	6,060	"	"
8 aunes 1/2 de passe pied d'Angleterre, pour deux petits surtouts, à 28#..........	238	"	"
9 aunes 1/3 de toille demi Hollande, pour les deux toillettes et les quatre surtouts, à 7#..........	65	6	8
360 aunes demi Hollande, pour huit paires de grands draps, à 6#..........	2,160	"	"
32 aunes 1/2 de toille demi Hollande, pour huit souilles de traversins, à 5# 7s..........	172	10	9
120 aunes de toille royale, pour huit souilles de matelas, à 3# 7s..........	396	"	"
A reporter.......	17,287	7	5

	livres	sous	deniers
Report.	17,287tt	7s	5d
84 aunes de toille royale, pour quatre paires de draps de veille pour le premier valet de chambre du Roi, à 3tt 10s.	294	″	″
63 aunes de toille royale, pour six alaizes, à 3tt 10s.	220	10	″
120 aunes de toille royale, pour vingt-quatre douzaines de linges d'affaires, à 3tt 10s.	420	″	″
102 aunes de toille de Frise, pour dix-huit grands peignoirs de 5 aunes 2/3 chacun, à 11tt 15s.	1,198	10	″
18 aunes de toille demi Hollande, pour vingt-quatre linges à rasoirs, à 5tt 5s.	94	10	″
42 aunes de toille de Frise, pour trois douzaines de linges à barbe, à 12tt 10s.	525	″	″
14 aunes 2/3 de bazin uni à poil, pour quatre douzaines de frotoirs, à 4tt 15s.	69	13	4
60 aunes de toille demi Hollande, pour quatre douzaines de linges à essuyer, à 5tt 3s.	309	″	″
36 aunes de toille demi Hollande, pour quatre douzaines de frotoirs à essuyer les mains, à 4tt 5s.	153	″	″
12 aunes de toille de Frise, pour douze envelopes, à 5tt. . . .	60	″	″
12 aunes 7/8 de cretonne, pour douze envelopes de linge, à 3tt	36	″	″
4 aunes de batiste, pour six mouchoirs, à 8tt.	32	″	″
6 aunes 1/4 de toille demi Hollande sans apprêt, pour deux chemises, à 9tt 5s.	57	16	3
2 aunes 1/2 jabot de point et d'Angleterre, pour deux paires de manchettes, à 196tt.	490	″	″
2 aunes 1/2 jabot de point et d'Angleterre, pour les jabots et fourchettes, à 88tt.	220	″	″
33 aunes 5/6 de toille de Frise, pour huit petits peignoirs du matin sur la robe de chambre, à 11tt 15s.	397	10	10
12 aunes de toille demi Hollande, pour douze tayes d'oreillers, à 7tt 5s.	87	″	″
Façon, marque et blanchissage.	356	4	″
Pour indemnité accordée, à cause de la précipitation avec laquelle il a fallu faire exécuter les dits ouvrages, ce qui a occasionné des faux frais de fabrique très-considérables. . .	2,000	″	″
TOTAL.	24,308	1	10

93.

ARTICLE 2.

Linge des bains.

34 aunes 1/2 de toile de Frise, pour six chemises de bains, à $7^{tt}\,10^{s}$	258^{tt}	15^{s}	″^{d}
3 aunes de mousseline brodée à chainettes, pour garnir les dittes chemises, à 30^{tt}	90	″	″
56 aunes 3/4 de toille de Frise, pour quatre douzaines de grands linges de bains, à 10^{tt}	560	″	″
14 aunes 3/8 de toille fil et coton, pour deux fonds de baignoires, à $7^{tt}\,15^{s}$	119	3	1
2 aunes 3/4 de bazin de Gondelour, pour le dessus de deux baignoires, à 11^{tt}	30	5	″
2 aunes 7/8 de toille de Flandre, pour doubler les deux dessus de baignoires, à $4^{tt}\,10^{s}$	12	18	9
10 aunes 7/8 de mousseline brodée, pour garnir les deux fonds et les deux dessus de baignoires, à 20^{tt}	217	10	″
54 aunes de toille demi Hollande, pour deux paires de draps de bains, à 6^{tt}	324	″	″
Façon, campanage, garniture et blanchissage	79	16	″
TOTAL	1,692	7	10

Récapitulation.

ART. 1er. Linge de la Chambre	$24,308^{tt}$	1^{s}	10^{d}
ART. 2. Linge des bains	1,692	7	10
TOTAL	26,000	9	8

Toilette pour le Roi.

Cette dépense se fait tous les ans au premier janvier, elle a été réduite en 1759 de $3,600^{tt}$ à $1,800^{tt}$. Cette fourniture consiste en damas pour le tapis de toilette, en une aune 1/4 d'étoffe d'or très-riche pareille à celle du dessus de la toilette et de la robe de chambre pour couvrir les deux quarrés, la petite corbeille et faire les deux sultannes, une aune de velours cramoisi à poil, et une aune 1/4 de taffetas pour

couvrir la grande corbeille qui sert à mettre la cravate, le tout garni de galon et rézeaux d'or; 21 aunes de taffetas d'Angleterre pour huit tavayoles[1], un sac de serge doublé de peau blanche, deux sacs à poudre de cuir blanc couverts en taffetas blanc, deux houpes de soye de Grenade forte, quatre vergettes en velours et quatre en maroquin. Cette dépense peut monter actuellement à environ 2,200#.

Toilette de chasse.

Ce renouvellement étoit ordonné autrefois tous les deux ans, mais depuis 1759 il n'a plus lieu que tous les cinq ans. Il consiste en 6 aunes 1/2 d'étoffe brochée or et argent du prix d'environ 60# l'aune pour la robe de chambre et les mules du Roi, et 6 aunes de taffetas pour doublure, une aune 3/4 de la même étoffe brochée pour les deux sultannes et deux grands étuis à peignes, deux plus petits, et le miroir à main, un sac de velours bleu doublé de taffetas galoné d'or, 27 aunes de taffetas pour douze tavayoles de diverses couleurs, deux vergettes, quatre bonnets de coton, quatre éponges fines, une boëte à miroir et un Saint-Esprit.

Tous les ans on fournit le sac de velours bleu, 15 aunes de taffetas pour six tavayoles, deux éponges fines, deux bonnets de coton, deux paires de vergettes.

Le renouvellement général est d'environ 800#.

Toiles de la cêne.

Cette fourniture se fait tous les ans le jeudi saint et est très-ancienne. Elle montait à environ 12,000#, mais elle a été réduite considérablement en 1759 par la suppression de la distribution qui se faisoit à tous les officiers du Roi d'un coupon de batiste; depuis ce temps, on ne donne plus que ce qui est indispensablement nécessaire pour le service de cette cérémonie dont la dépense n'est plus que d'environ 2,300#.

[1] Pièces d'étoffes carrées ornées de dentelles servant de surtout de tables.

Coffres des Chambre et Garderobe du Roi.

Le renouvellement se faisoit tous les ans, il ne se fait plus que tous les trois ans, il consiste dans la fourniture de douze coffres de 4 pieds de long sur 20 pouces de haut et 18 de large, dont huit pour le service de la Chambre, deux pour les valets de chambre barbiers, et deux pour les livres et cartes.

Plus, vingt et un coffres de même pour le service de la Garderobe, un pour le linge du Roi, quatre pour les garçons de la Garderobe, deux pour les deux valets de Garderobe, quatre pour les valets de chambre tapissiers pour les meubles de campagne, un pour les bains. On fournit en outre trois petits coffres pour les rubans et nœuds. Plus un porte manteau de drap bleu. Cette dépense est d'environ 1,600ᵗᵗ.

Renouvellement du dais de la Garderobe du Roi, des tapis de tables et de pieds, des lits et pavillons pour les officiers de Sa Majesté, des coffres, cassettes et autres objets.

Ce renouvellement se fait tous les cinq ans; la principale fourniture est faitte par les valets de chambre tapissiers du Roi, elle consiste dans les objets suivants :

ARTICLE 1er.

Pour le dais de la Garderobe.

40 aunes de damas de Gênes cramoisi, pour le dais, à 18ᵗᵗ l'aune..	720ᵗᵗ	″ˢ	″ᵈ
14 aunes de toille d'Alençon cramoisie, à 35ˢ	24	10	″
30 aunes de galon de soie cramoisie, à 5ˢ.................	7	10	″
1 aune de bougrau..................................	2	″	″
4 aunes de velours cramoisi, pour un tapis, à 27ᵗᵗ...........	108	″	″
Façon du tapis......................................	3	″	″
66 onces de mollet et franges de soie de grenade cramoisie, pour les rideaux, la grande pente du dais et le tour du tapis, à 4ᵗᵗ l'once..	264	″	″
30 anneaux de cuivre................................	1	4	″
5 aunes de treillis, pour deux sacs, à 45ˢ l'aune............	11	5	″
A reporter...........	1,141	9	″

Report............	1,141^{tt}	9^{s}	″^{d}
12 aunes de rubans de fil, à 2^{s}..........................	1	4	″
Chassis brisés garnis de broches de fer, pour attacher l'étoffe....	6	″	″
Une tringle de fer ployante et polie avec deux pitons..........	7	″	″
24 aunes tirrebotte[1], à 1^{s} 6^{d}..........................	1	16	″
Façon du dais composé d'un impérial, trois pièces de tapisserie, une grande pente et deux rideaux, et façon de deux sacs de treillis garnis de cordons fil et soie.....................	60	″	″
Douze grands crochets dorés, pour les habits et chapeaux du roi, à 3^{tt} pièce..	36	″	″
TOTAL..........................	1,253	9	″

ARTICLE 2.

Fourniture de deux lits de veille pour les premiers valets de chambre du Roi.

Détail d'un lit.

72℔ de mère laine, pour deux matelats, à 32^{s}...............	115^{tt}	4^{s}	″^{d}
19 aunes de futaine blanche, pour les deux matelas, à 50^{s}.....	47	10	″
Cardage de 72℔ de laine, à 2^{s}..........................	7	4	″
Façon de deux matelas.............................	1	10	″
35℔ de crin, pour un sommier, à 28^{s}.......................	49	″	″
Écharpissage du crin, à 1^{s}............................	1	15	″
Façon du sommier...............................	″	15	″
4 aunes 1/2 de toille à carreaux, pour le sommier, à 38^{s}.......	8	11	″
Deux couvertures fines, à 54^{tt}..........................	108	″	″
Un traversin de coutil rempli de duvet....................	24	″	″
Dix pièces de sangles, pour le fond du lit, à 20^{s} pièce.........	10	″	″
7 aunes toille d'Alençon rouge, pour la housse du lit, à 35^{s}....	12	5	″
2 aunes 1/2 de bougrau, pour les pentes, à 40^{s}...............	5	″	″
Cinquante anneaux, pour les rideaux.....................	1	10	″
40 aunes de serge cramoisie, teinture des Gobelins, pour la housse, à 4^{tt}..	160	″	″
30 aunes de taffetas cramoisi fin, pour doubler la housse, à 8^{tt}..	240	″	″
10 aunes de galon de soye figuré, pour les rideaux, à 20^{s}......	10	″	″
Ruban de fil.....................................	1	″	″
A reporter..........	803	4	″

[1] Galon de fil pour bordures.

Report	803tt	4s	″d
24 onces de franges, à 4tt	96	″	″
50 onces 6 gros de mollet, à 4tt	203	″	″
Façon du lit, fil et soïe	36	″	″
Total d'un lit	1,138	4	″

Pour les deux .... 2,276tt 8s ″d

ARTICLE 3.

Fourniture de deux lits de veille pour les premiers valets de Garderobe du Roi.

Détail d'un lit.

72℔ de mère laine, pour deux matelas, à 32s	115	4	″
19 aunes de futaine, pour les deux matelas, à 50s	47	10	″
Cardage de 72℔ de laine, à 2s	7	4	″
Façon de deux matelas	1	10	″
25℔ de crin, pour un sommier, à 28s	49	″	″
Écharpissage de crin, à 1s	1	15	″
Façon du sommier	″	15	″
4 aunes 1/2 de toille à carreaux, pour le sommier, à 38s	8	11	″
Deux couvertures fines, à 54tt	108	″	″
Un traversin rempli de duvet	24	″	″
Dix pièces de sangle, pour le fond du lit, à 20s	10	″	″
4 aunes de toille d'Alençon rouge, pour la housse du lit, à 35s	7	″	″
23 aunes serge Seignelet, pour la housse, à 10tt	230	″	″
23 aunes de taffetas d'Angleterre cramoisi, pour doubler la housse, à 8tt	184	″	″
3/4 de coutil, pour le dossier, à 5tt	3	15	″
4 aunes rubans bleu, à 2s	″	8	″
6 aunes de tirrebotte, à 1s 6d	″	9	″
Façon et broquettes pour le fond sanglé	2	10	″
36 onces de frange et mollet de soïe cramoisie, à 4tt	144	″	″
6 aunes de galon de soïe cramoisie, à 5s	1	10	″
Façon de la housse et fourniture de soïe et fil	30	″	″
Total d'un lit	977	1	″

Pour les deux .... 1,954tt 2s ″d

ARTICLE 4.

Fourniture de quatorze lits, dont six pour les six garçons de la Chambre du Roi, quatre pour les quatre garçons de la Garderobe du Roi, un pour le porte malle, un pour le valet de garderobe ordinaire, et deux pour deux garçons de la chambre de l'éducation.

Détail d'un lit.

70℔ de mère laine, pour deux matelats, à 30^s	105^{tt}	″^{s}	″^{d}
19 aunes de futaine, pour les deux matelats, à 48^s	45	12	″
Cardage de 70℔ de laine, à 2^s	7	″	″
Façon de deux matelats	1	10	″
35℔ de crin, pour un sommier, à 28^s	49	″	″
Écharpissage du crin, à 1^s	1	15	″
Façon du sommier	″	10	″
4 aunes 1/2 de toille à carreau, pour le sommier, à 38^s	8	11	″
Deux couvertures de laine, à 25^{tt}	50	″	″
Un traversin de plume	17	″	″
Neuf pièces de sangles, à 20^s	9	″	″
23 aunes de serge d'Aumale, pour la housse du lit, à 4^{tt}	92	″	″
6 aunes toille d'Alençon, pour doubler la housse, à 35^s	10	10	″
3/4 coutil, à 5^{tt}	3	15	″
4 aunes de rubans, à 2^s	″	8	″
6 aunes de tirrebotte, à 1^s 6^d	″	9	″
30 aunes de galon de soïe, à 5^s	7	10	″
Façon de la housse, fil et soïe	24	″	″
TOTAL d'un lit[1]	435	10	″

Pour les quatorze .... 6,097^{tt} ″^{s} ″^{d}

ARTICLE 5.

Autres fournitures.

174 aunes de toille Mamers, à 38^s, pour dix-huit enveloppes de dix-huit lits, dont quatre de 12 aunes chacune, et quatorze de 9 aunes, et 18^{tt} pour façon	348	12	″
A reporter	348	12	″

[1] Il y a au manuscrit erreur dans ce total qui devrait être 433^{tt} 10^s. Cette erreur a passé dans la somme de quatorze lits 6,097^{tt}. D'autres erreurs d'aussi faible importance se rencontreront dans le cours du mémoire, nous les signalerons par un [*sic*].

Report.........	348ᵗᵗ	12ˢ	"ᵈ
6 aunes de drap vert, à 21ᵗᵗ, pour quatre tapis de table, dont deux pour les premiers valets de garderobe et deux pour la Garderobe....	126	"	"
24 aunes de frange de soïe de Grenade, pesant 44 onces, pour lesdits tapis, à 4ᵗᵗ l'once....	176	"	"
16 aunes de moquette, à 4ᵗᵗ 15ˢ, pour deux tapis de pieds, pour les premiers valets de garderobe....	76	"	"
8 aunes de toille, pour doubler, à 35ˢ....	14	"	"
Tirrebotte....	1	4	"
Façon de six tapis....	22	"	"
Deux chaises ployantes, dittes perroquets, couvertes de moquettes.	30	"	"
Voitures, pourboire, etc....	60	"	"
TOTAL....	853	16	"

ARTICLE 6.

Fournitures pour le menuisier de la Chambre du Roi.

Deux bois de lits de veille en bois de hêtre, avec chassis portant les tringles et fonds à sangles, pour les lits des premiers valets de chambre du Roi, à 62ᵗᵗ chacun....	124	"	"
Seize bois de lits pareils, pour les cy devant nommés, à 43ᵗᵗ chacun, y compris les chassis à dossiers et traverses pour former les plafonds....	688	"	"
Trois tables de toillette en bois de chêne, les dessus brisés en deux parties, et les pieds brisés en cinq parties, chaque table de 3 pieds 3 pouces de long sur 2 pieds 4 pouces de large, pour le service de la Garderobe....	72	"	"
Deux bois de siéges ploïants, à dossiers renversés et cintrés avec moulures au pourtour....	36	"	"
TOTAL....	920	"	"

ARTICLE 7.

Serrurerie.

Ferrure de deux lits de veille des premiers valets de chambre, consistant en seize vis à 24ˢ chacune....	19	4	"
A reporter....	19	4	"

Report	19^{tt}	4^s	//^{d}
Ferrure de seize lits, consistant en soixante-quatre charnières, à 50^s chacune, soixante-quatre fourchettes à 20^s, soixante-quatre forts pitons à 15^s, soixante-quatre forts verroux à ressorts à 4^{tt}, et seize garnitures de roulettes de lits à 25^{tt}, en tout 928^{tt}, compris vis, clous rivés, etc. cy	928	//	//
Ferrure de trois tables, à 13^{tt} 10^s chacune	40	10	//
TOTAL	987	14	//

ARTICLE 8.

Fourniture de draps.

84 aunes de toille, à 6^{tt}, pour quatre paires de draps pour le premier valet de chambre et le premier valet de garderobe	504	//	//
336 aunes de toille cretonne, à 3^{tt} 10^s, pour vingt-huit paires de draps pour les six garçons de la Chambre, les quatre garçons de la Garderobe, le valet de garderobe ordinaire, le porte-malle et les deux garçons de la chambre de l'éducation	1,176	//	//
TOTAL	1,680	//	//

ARTICLE 9.

Fournitures de coffres.

Un coffre à deux fortes serrures couvert de cuir de sanglier, doublé de satin blanc, pour le service de la Chambre	33	//	//
9 aunes de satin blanc, pour la doublure, à 7^{tt} 10^s	67	10	//
Quinze autres coffres ordinaires, dont neuf pour le service de la Chambre, quatre pour les valets de chambre tapissiers, et deux pour les valets de chambre barbiers, doublés en toille blanche, à 33^{tt} chacun	495	//	//
Six petits coffres doublés de satin blanc, pour placer dans le coffre de la Chambre	54	//	//
Quatre malles de lits de 4 pieds 1/2 de long sur 9 pieds de circonférence	400	//	//
Huit courroyes de cuir de Hongrie, garnies de leurs boucles et contre-sanglots, à 50^s chacune	20	//	//
A reporter	1,069	10	//

A reporter.............	1,069^{tt}	10^s	″^{d}
Seize bourses de cuir de cabron[1], pour seize coffres, à 24^s chacune, et marques desdits coffres en clous dorés et galons d'or faux..	38	4	″
Deux étuis ou fourreaux de table en cuir de vache, garnis de boucles et contre-sanglots, pour les premiers valets de chambre, à 33^{tt} chacun....................................	66	″	″
Un coffre pour le service de la Garderobe pour linge du corps du Roi, ledit coffre doublé de satin blanc, couvert de cuir de vache avec parement, pour couvrir les serrures, doublé de 10 aunes de satin blanc, à 7^{tt} 10^s............................	145	″	″
Douze coffres ordinaires, dont dix pour les habits du Roi et deux pour le premier valet de garderobe, à 33^{tt} chacun.........	396	″	″
Huit grandes malles de lits pareilles à celles de la Chambre.....	800	″	″
Seize courroyes, *idem*................................	40	″	″
Treize bourses de cuir de cabron, marque des treize coffres et galon..	31	12	″
Deux étuis ou fourreaux de table en cuir de vache garnis, pour les premiers valets de garderobe, à 33^{tt} chacun..............	66	″	″
Deux coffres doublés en flanelle et couverts en fer blanc pour les blanchisseuses, à 10^{tt} 5^s chacun......................	210	″	″
Deux cassettes couvertes en maroquin rouge doré, garnies de serrures portants tourets en cuivre doré et doublées en toille blanche avec galon, pour les blanchisseuses et empeseuses, à 95^{tt}..	190	″	″
Voitures pour porter lesdits coffres.......................	40	8	″
Total.......................	3,092	14	″

Récapitulation.

Article 1er. Dais de damas cramoisi et tapis de velours cramoisi.	1,253	9	″
Art. 2. Deux lits de veille pour les premiers valets de chambre..	2,276	8	″
Art. 3. Deux lits de veille pour les premiers valets de garderobe.	1,954	2	″
Art. 4. Quatorze lits de veille, pour les six garçons de la Chambre, les quatre garçons de la Garderobe, le porte-malle,			
A reporter.................	5,483	19	″

[1] Chevreau.

Report	5,483ᵗᵗ 19ˢ ″ᵈ
le valet de garderobe ordinaire et les deux garçons de la chambre de l'éducation	6,097 ″ ″
Art. 5. Autres fournitures	853 16 ″
Art. 6. Menuiserie pour les lits, etc.	920 ″ ″
Art. 7. Serrurerie pour les lits	987 14 ″
Art. 8. Fourniture de draps	1,680 ″ ″
Art. 9. Coffres, malles, etc.	3,092 14 ″
Total	19,115 3 ″

Renouvellement des coffres, malles de lits, portemanteaux, etc. pour les chambres et garderobes de Mesdames, sur la demande de leurs dames d'honneur et d'atours.

Ce renouvellement qui n'a plus lieu que tous les cinq ans, et qui a été fait en 1773, consiste en :

Soixante-neuf coffres de différentes grandeurs,
Vingt-six malles de lits,
Trois portemanteaux,
Un sac pour les paniers,
Un étui pour les chapeaux,
Cinq cassettes,
Un coffre fort,
Un coffre pour les diamants.

Cette dépense est montée, en 1773, à 12,608ᵗᵗ 18ˢ 3ᵈ.

Pour Madame Victoire :

Il s'est fait en 1772 et a coûté 12,608ᵗᵗ 18ˢ 3ᵈ.

Pour Madame Élizabeth :

Il a coûté la somme de 12,608ᵗᵗ 18ˢ 3ᵈ.

Fêtes solemnelles.

La dépense des fêtes solemnelles a été réduite considérablement depuis 1759, par la suppression des cierges et flambeaux qui se donnoient aux officiers de la Maison du Roi et de la famille royale. Il n'en est fourni actuellement que pour le service indispensable des fêtes de

la Chandeleur, jeudi et vendredi saint, Fête-Dieu et octave; on comprend dans cette dépense celle des poignées brodées pour les cierges de la famille royale, et de velours pour les autres, les armoiries peintes, en outre le paiement des gardes du Corps et cent-suisses qui se rendent à Paris pour les deux processions annuelles, l'une aux Grands-Augustins, le 22 mars, pour la réduction de Paris, l'autre le 15 août, jour de l'Assomption de Notre-Dame, pour le vœu de Louis XIII; savoir : à chaque exempt des gardes du corps 20₶ par jour, à chaque brigadier des gardes 10₶, à chaque garde 9₶, et à chaque exempt des cent-suisses 8₶ par jour, au fourier 7₶, et à chaque cent-suisse 3₶ et 30^{s} pour droit de barrière, en outre 42₶ 8^{s} pour écussons, rubans et torchons, toutes lesdittes dépenses pour les objets cy-dessus, réduites à environ 13,000₶.

Deuils du Roi.

Cette dépense consiste dans la fourniture complète de l'habillement du Roi, avec chapeau, épée, ceinturons, gants, rubans, plumes, souliers, linge uni, etc. Elle est plus ou moins considérable, suivant qu'il y a plus ou moins de deuils, et revient par chaque deuil à 800₶.

Menues fournitures de la Chambre.

Le premier chapitre de cet état comprend l'habillement annuel des valets des garçons de la Chambre et de la Garderobe, et amasseur de gibier du Roi, ainsi que l'habillement aussi annuel des garde magasins. concierges, machinistes, suisses, portiers, avertisseurs, portefaix des Menus, ceux des suisses de l'Opéra, de la Comédie Françoise, de la Comédie Italienne, ceux des garçons des comédies et autres, le tout cy après détaillé.

Le second chapitre comprend la dépense faite pour l'entretien des réparations tant des lits de veille des officiers des Chambre et Garderobe de Sa Majesté, que des linges des dittes Chambre et Garderobe et des bains du Roi, ainsi que des coffres, malles à lits, portemanteaux, lorsqu'il en est besoin avant le temps des renouvellements de tous ces objets, la fourniture, lorsqu'elle est nécessaire, des fauteuils et car-

reaux pour le Roi, tant en velours qu'en maroquin et qui servent pour les grands couverts, la chapelle, la toilette de Sa Majesté, le renouvellement des caleçons, manteaux de lit du Roi, payés cy devant sur la Cassette et renvoyés par Sa Majesté sur les Menus depuis 1776, les robes de chambre de rechange du Roi, le calendrier de la Cour, l'impression des différents objets relatifs à la musique, reliure des livres de motets, frais de maladies des pages de la Chambre et de la Musique, ainsi que de leurs gouverneurs, sous-gouverneurs et autres menues fournitures de la Chambre et Argenterie, ensemble diverses fournitures et ouvrages pour la Musique Chapelle consistant en réparations et entretiens d'armoires, tables, pupitres, planchers, gradins, marchepieds, portes battantes, tapis et autres meubles, tant pour l'enceinte de la musique à la Chapelle du Roi, que la salle des musiciens et la bibliothèque musique.

Le troisième chapitre comprend les dépenses dittes extraordinaires des renouvellements et entretien des couvertures de chariots, tentes et maisons de bois, banquettes, lustres et girandoles.

Détail des dépenses fixes contenues dans l'état des menues fournitures de la Chambre.

CHAPITRE PREMIER.

Habillement des valets des garçons de la Chambre et de la Garderobe du Roi et d'un amasseur de gibier de Sa Majesté et les habillements des personnes attachées aux Menus, savoir :

Habillemens des valets des garçons de la Chambre et Garderobe du Roi et d'un amasseur de gibier de Sa Majesté.

L'habillement des valets des garçons de la Chambre et Garderobe du Roi, consistant en deux juste au corps de grande livrée en draps de Berry bleu, doublés de serge ordinaire, garnis de deux larges galons de soye et d'un agrément entre deux, chaque habit revenant à 146ᵗᵗ 15ˢ, pour les deux.........	293ᵗᵗ 10ˢ "ᵈ
Un habillement complet de drap fin bleu avec un bordé d'argent, une redingote, bas et deux chapeaux, une veste de chasse galonnée d'argent et une culotte pour l'amasseur de gibier. Cette dépense monte à...	508 " "
TOTAL.........................	801 10 "

Habillemens des personnes attachées aux Menus.

	Dépense générale.	Dépense par année.
Les habillements des gardes magasins de Versailles, Fontainebleau, Choisy, et le concierge des tentes se renouvellent tous les trois ans; ils consistent pour chacun des sujets en un surtout de drap fin bleu de roi teint en laine, collet et parement de velours cramoisi, galon, boutons et boutonnières d'or, poches en long, doublure de raz de castor écarlatte. Il revient à 272ᵗᵗ 12ˢ 6ᵈ; les quatre ensemble produisent	1,088ᵗᵗ 10ˢ ᵈ	
Ce qui fait par année		362ᵗᵗ 16ˢ 8ᵈ
L'habillement des garçons des théâtres du Roi se renouvelle tous les ans, il consiste en un surtout, veste, deux culottes et redingote de drap Louviers bleu de roi, l'habit à petit collet, poches en long avec galon, boutons et boutonnières d'or, ainsi que la veste, une des culottes à jarretières d'or, la redingote à boutons de cuivre, doublure de l'habit et redingote de demi raz de Saint-Lo écarlate, et la veste doublée de demi raz de Saint-Lo blanc, chapeau avec bord, ganse et bouton d'or et une paire de bas de soye. Cet habillement revient à	438 6 6	438 6 6
Les habillemens des deux garçons de la Musique du Roi et d'un ancien retiré à qui on a conservé son habit. Ces habillemens se renouvellent tous les ans, ils consistent pour chacun d'eux en un habit et redingote de drap de Louviers bleu de roi, une veste et deux culottes de drap écarlate, l'habit à petit collet, poches en long avec galon d'or ainsi que la veste, doublure de l'habit et redingote de demi raz de Saint-Lo écarlate, doublure de la veste en demi raz de Saint-Lo blanc, le tout avec boutons de cuivre dorés, une culotte de peau, un chapeau avec bord, ganse et		
A reporter	1,526 16 6	801 3 2

	Dépense générale.	Dépense par année.
Report...........	$1,526^{tt}\ 16^{s}\ 6^{d}$	$801^{tt}\ 3^{s}\ 2^{d}$
bouton d'or et une paire de bas de soïe. Il revient à $450^{tt}\ 16^{s}\ 6^{d}$; les trois produisent ensemble..	1,217 9 6	1,217 9 6
Les habillemens du lustrier, du metteur en œuvre, de deux tapissiers et d'un garçon pour le soin des habits, se renouvellent tous les dix-huit mois; ils consistent pour chacun d'eux en un surtout de drap de Louviers bleu de roi, collet et parement de velours cramoisi, doublé de demi raz de Saint-Lo écarlate, boutons de cuivre dorés, boutonnières d'or et poches en long. Il revient à 105^{tt}. Les cinq produisent ensemble........	525 ″ ″	
Ce qui fait par année..........................		350 ″ ″
L'habillement du premier garçon de la Comédie Françoise, du premier garçon de la Comédie Italienne, du premier compagnon menuisier et du premier compagnon serrurier, se renouvellent tous les dix-huit mois, ils consistent pour chacun d'eux en un surtout de drap de Louviers de bleu de roi, doublure de demi raz de Saint-Lo écarlate, boutons de cuivre doré, boutonnières d'or, poches en long. Il revient à 91^{tt}; les quatre produisent ensemble............................	364 ″ ″	
Ce qui fait par année..........................		242 13 4
Les habillemens des deux seconds garçons de Comédies Françoise et Italienne se renouvellent tous les dix-huit mois, ils consistent pour chacun d'eux en un surtout de drap de Sédan bleu de roi, doublure de serge garance, boutons de cuivre doré, poches en long. Il revient à $59^{tt}\ 8^{s}$; les deux produisent ensemble..............	118 16 ″	
Ce qui fait par année..........................		79 4 ″
Les habillemens des portiers des magasins de Paris, Versailles, Fontainebleau et Choisy, du porteur d'instruments, du sellier et du balayeur du Grand-Théâtre, se renouvellent tous les dix-		
A reporter..............	3,752 2 ″	2,690 10 ″

	Dépense générale.	Dépense par année.
Report...........	3 752ᵗᵗ 2ˢ ″ᵈ	2,690ᵗᵗ 10ˢ ″ᵈ
huit mois, ils consistent pour chacun d'eux en un surtout à poches en long, veste, deux culottes et redingote de drap de Sédan bleu de roi, le surtout et redingote doublés de serge garance, la veste galonnée d'or doublée de serge blanche, le tout avec boutons de cuivre doré, un chapeau avec bord, ganse et bouton d'or et deux paires de bas de laine. Il revient à 251ᵗᵗ 19ˢ. Les sept produisent ensemble.......................	1,763 13 ″	
Ce qui fait par année...........................		1,175 15 4
Les habillemens de deux avertisseurs, de deux garçons du magasin de Versailles et de celui du magasin de Fontainebleau se renouvellent tous les dix-huit mois, ils consistent pour chacun d'eux en un habit, veste et deux culottes et redingote, chapeau et bas en tout semblable à l'habillement des portiers, détaillé en l'article cy dessus, et de plus en une culotte de peau. Il revient à 275ᵗᵗ 19ˢ; les cinq produisent ensemble.	1,379 15 ″	
Ce qui fait par année...........................		919 16 8
Les habillemens des cinq garçons du magasin de Paris se renouvellent tous les dix-huit mois, ils consistent pour chacun d'eux en l'habillement en tout semblable à ceux des avertisseurs, détaillés en l'article précédent, et en outre en une veste du matin de Chateauroux frisé, doublure de serge blanche et boutons de cuivre doré. Il revient à 302ᵗᵗ; les cinq produisent ensemble..	1,510 ″ ″	
Ce qui fait par année...........................		1,006 13 4
Les habillemens des quatre portefaix du magasin de Paris se renouvellent tous les dix-huit mois, ils consistent pour chacun d'eux en un surtout à poches en long, veste, deux culottes et une redingote de drap de Sédan bleu de roi, le surtout et redingote doublés de serge blanche, le		
A reporter................	8,405 10 ″	5,792 15 4

	Dépense générale.	Dépense par année.
Report...........	8,405tt 10s ″d	5,792tt 15s 4d
tout avec boutons de cuivre doré, une culotte de peau, une veste du matin de Chateauroux frisé, doublé de serge blanche, boutons de cuivre doré, un chapeau uni avec ganse et boutons d'or et deux paires de bas de laine. Il revient à 250tt 5s; les quatre produisent ensemble la somme de...	1,001 ″ ″	
Ce qui fait par année..........................		667 6 8
L'habillement du suisse du magasin de Paris se renouvelle tous les dix-huit mois pour l'habillement ordinaire et tous les six ans pour l'habit de grande livrée. Le premier est en tout semblable à ceux des portiers, détaillés cy devant, et monte à 251tt 19s, et le second consiste en un habit de grande livrée du Roi en drap de Sédan bleu de roi doublé de serge garance, paremens de velours cramoisi, nœud d'épaule de ruban cramoisi, boutons, un bouton d'or d'épaulette, plumet blanc broderie, dragonne d'épée et cordon de canne en or et soye, les glands d'or, et monte à la somme de 305tt 7s; les deux habillemens reviennent ensemble à...............	557 6 ″	
Ce qui fait par année..........................		218 17 2
Les habillemens des trois suisses de l'Opéra et des Comédies Françoise et Italienne se renouvellent tous les dix-huit mois pour l'habillement ordinaire, et tous les trois ans pour l'habit de grande livrée, le premier est en tout semblable à ceux des portiers détaillés cy devant, et monte à 251tt 19s, et le second est pareil à celui du suisse du magasin de Paris, détaillé en l'article précédent, et monte à 307tt 7s. Les deux habillemens reviennent pour chacun d'eux à 557tt 6s, et pour les trois ensemble à..............	1,671 18 ″	
Ce qui fait par année..........................		809 5 ″
Les habillemens des quatre domestiques de		
A reporter..............	11,635 14 ″	7,488 4 2

	Dépense générale.	Dépense par année.
Cy contre	11,635 14 ″	7,488 4 2
M. le Directeur général des spectacles de la Cour se renouvellent tous les dix-huit mois, ils consistent pour chacun d'eux, en un habit et une redingote de drap de Sédan bleu de roy doublés de serge écarlate, une veste et une culotte de drap écarlate, la veste avec galon or et doublée de serge blanche, le tout excepté la culotte de serge de Rouen avec boutons de cuivre doré, un chapeau à petit bord de velours noir, ganse et bouton d'or. Il revient à 272tt 18s 6d; les quatre produisent ensemble	1,091 14 ″	
Ce qui fait par année		727 16 ″
TOTAL	12,727 8 ″	8,216 ″ 2

Récapitulation des habillemens.

Ceux des valets des garçons de la Chambre et Garderobe et d'un amasseur de gibier, montent à	801 10 ″
Et ceux des personnes attachées aux Menus à	8,216 ″ 2
TOTAL	9,017 10 2

CHAPITRE 2.

Fourniture de caleçons et manteaux de lit du Roi, dont la dépense est d'environ	1,800 ″ ″
Calandriers de la cour, environ	1,000 ″ ″
TOTAL	2,800 ″ ″

CHAPITRE 3.

Toutes les dépenses contenues en ce chapitre sont extraordinaires.

Récapitulation de la dépense fixe et annuelle dudit état.

Chapitre 1er	9,017tt 10s 2d
Chapitre 2	2,800 ″ ″
Chapitre 3	″ ″ ″
TOTAL	11,817 10 2

Voitures de la Cour.

Cette dépense est faite en l'extraordinaire des Menus, Plaisirs et Affaires de la Chambre du Roi, l'arrêté des états fait supplique.

On ne comprend dans cet état que les carosses et chaises fournis par les fermiers des voitures de la Cour pour le transport des musiciens, comédiens et officiers de la Chambre du Roi qui le suivent aux voyages de Compiègne, Fontainebleau, Choisy, Saint-Hubert, des Enfants de France et de Mesdames, ainsi que de toutes les autres personnes qui ont rapport à leur service ainsi qu'à celui des Menus.

Tarif des voitures à la suite de la Cour.

De Paris à Versailles.

Une chaise à deux places	7ᵗᵗ	″ˢ	″ᵈ
Un carosse à quatre places	14	″	″
Une gondole à huit places	24	″	″
Une gondole à dix places	30	″	″
Un coche à seize places	20	″	″

De Paris à Fontainebleau.

Une chaise à deux places	22	″	″
Un carosse à quatre places	38	″	″
Une gondole à huit places	56	″	″
Une gondole à dix places	70	″	″

De Versailles à Fontainebleau.

Une chaise à deux places	26	″	″
Un carosse à quatre places	48	″	″
Une gondole à huit places	72	″	″
Une gondole à dix places	90	″	″

De Paris à Choisy.

Une chaise à deux places	10	″	″
Un carosse à quatre places	20	″	″
Une gondole à huit places	32	″	″
Une gondole à dix places	40	″	″

De Versailles à Choisy.

Une chaise à deux places	12	″	″
Un carosse à quatre places	24	″	″

De Paris à Marly.

Une chaise à deux places	7ᵗᵗ	″ˢ	″ᵈ
Un carosse à quatre places	14	″	″
Une gondole à huit places	24	″	″
Une gondole à dix places	30	″	″

De Versailles à Marly.

Une chaise à deux places	3	″	″
Un carosse à quatre places	6	″	″

De Paris à Compiegne.

Une chaise à deux places	33	″	″
Un carosse à quatre places	58	″	″
Une gondole à huit places	80	″	″
Une gondole à dix places	100	″	″

De Versailles à Compiegne.

Une chaise à deux places	40	″	″
Un carosse à quatre places	72	″	″
Une gondole à dix places	130	″	″

De Paris à Saint-Hubert.

Une chaise à deux places	19	″	″
Un carosse à quatre places	38	″	″
Une gondole à huit places	56	″	″
Une gondole à dix places	70	″	″

De Versailles à Saint-Hubert.

Une chaise à deux places	12	″	″
Un carosse à quatre places	24	″	″
Une gondole à huit places	32	″	″
Une gondole à dix places	40	″	″

De Versailles à Paris, passant par la Muette.

Une chaise à deux places	9	″	″
Un carosse à quatre places	18	″	″

De Paris à Saint-Denis.

Une chaise à deux places	3	10	″
Un carosse à quatre places	7	″	″

De Saint-Denis à Versailles.

Une chaise à deux places	7ᵗᵗ	"ˢ	"ᵈ
Un carosse à quatre places	14	"	"

De Paris à Versailles, passant par Bellevue.

Une chaise à deux places	9	"	"
Un carosse à quatre places	18	"	"

Comédies et concerts.

Cet état qui est susceptible d'une dépense plus ou moins considérable, suivant les circonstances et le genre de spectacles, comprend beaucoup d'objets, savoir : le payement des comédiens français et italiens, à raison de 650ᵗᵗ par chaque représentation, la gratification ordinaire de 10,000ᵗᵗ aux comédiens françois, lesquelles dépenses sont annuelles et fixes.

Cet état comprend en outre le payement de l'entrée des pages à la comédie de la Ville, à Versailles;

Plus le payement du luminaire des spectacles, des bougies et flambeaux fournis aux actrices et autres emploïés aux spectacles;

Plus celui du bois de chauffage fourni dans les salles où les acteurs et actrices s'habillent, ainsi que dans les poëles de la salle;

Enfin le payement des fournitures faites pour l'entretien des théâtres, décorations, machines, habillemens, etc., journées de perruquiers, tailleurs, manœuvres, les acquisitions qui sont faites tant en musique qu'en instruments pour le service du Roi.

Le remboursement des fonds des comédiens françois qui se retirent ou qui meurent, dont il ne reste plus que 2,838ᵗᵗ 1ˢ 10ᵈ à rembourser au sʳ Préville et 235ᵗᵗ 17ˢ 4ᵈ à la dame Préville lors de leur retraite.

Détail des dépenses fixes sur l'état des comédies et concerts.

Aux comédiens françois une gratification annuelle de 10,000ᵗᵗ qui a commencé à avoir lieu en 1750, et qui est répartie par M. le premier gentilhomme de la

Chambre d'année, aux comédiens à raison du travail et du talent de chacun d'eux	10,000tt " s " d
Entrée des pages de la Chambre au spectacle de la ville de Versailles	1,000 " "
Affiches et cartons des spectacles	360 " "

Gratifications ordinaires et relatives aux spectacles.

Secrétaire de M. le premier gentilhomme d'année, gratification ordinaire	500 " "
Sr Delaître, tailleur	300 " "
Receveur du bureau des voitures	400 " "
Guide de la Comédie Françoise	250 " "
Premier garçon du théâtre	150 " "
Picot, avertisseur de l'Opéra	300 " "
Premier avertisseur des Menus	250 " "
Deuxième avertisseur	200 " "
Total des dépenses fixes	13,710 " "

Dépenses fixes mais qui éprouvent quelques variétés parce qu'elles dépendent d'un plus ou moins de spectacles à la Cour.

Il est accordé aux comédiens françois et italiens, chaque jour de représentation à la Cour, pour dédommagement de nourriture, pour livraison de bas, rubans, gants, loyer d'habits, frais de voyage, payement de gagistes, de soldats et autres, 650tt suivant l'abonnement fait avec eux, au moïen de quoi ils ne fournissent aucun mémoire.

Ainsi, en supposant que les comédiens françois représentent cinquante fois à la Cour, la dépense est de	32,500tt " s " d
Vingt-cinq fois les comédiens italiens	16,250 " "
Le bois de chauffage pour les loges et foyers est fourni par les officiers de la Fourière du Roi et coûte par an, environ	1,200 " "
Le luminaire de chaque jour de spectacle, tant pour les bougies blanches, les bougies jaunes, flambeaux et suifs de théâtre, que pour la distribution faite aux musiciens de l'orchestre, aux acteurs et actrices, coûte par chaque spectacle, environ 373tt 10s, ce qui fait pour les soixante-quinze représentations	28,012 10 "
Total de la dépense susdite à peu près fixe	77,962 10 "

On voit que dans laditte somme de soixante dix sept mille neuf cent soixante deux livres dix sols il n'est question d'aucune espèce de fourniture, car l'état des comédies et concerts comprend toutes les fournitures qui peuvent être faits en musique et instrumens, tant pour le service du Roi que pour la famille royale, les étoffes pour les habits, toiles à décorations, bas, souliers, gazes d'or et d'argent, galons, broderies, rubans, peintures, bois, machines, entretien et réparation des différents théâtres, salles, etc., le payement des chanteurs, chanteuses, symphonistes, danseurs, danseuses, compars, soldats, etc.; les journées des tailleurs, brodeurs, perruquiers, ouvriers manœuvres, ensemble les gratifications accordées relativement aux spectacles de la Cour. Ces objets sont susceptibles de plus ou moins de dépenses, non seulement par la nature des spectacles, par le payement au comptant des fournisseurs, mais encore par l'exactitude des livraisons et l'emploi des fournitures.

A l'égard du premier objet, il dépend de la volonté du Roi d'avoir des spectacles plus ou moins dispendieux, et il est facile de le connoître, 1° en décidant assez à temps le genre de spectacles que l'on veut, pour pouvoir en connoître les plans et devis d'après les choses qui peuvent être en état de servir et existantes dans les magasins; 2° après cette connoissance en se concertant avec le ministre de la finance pour pouvoir d'après les arrangements pris avec lui régler le prix des fournitures à faire, de sorte qu'elles puissent être payées au comptant, c'est à dire dans le cours de l'année de la livraison après l'arrêté des états.

Nota. Il n'est point ici question de la dépense de spectacles extraordinaires que l'on pourroit donner, soit en opéra, soit en ballets. Il n'est pas possible d'en faire ici l'évaluation; puisque cela dépendroit du genre et du nombre des dits spectacles et des effets des magasins des Menus qui y seroient propres, mais en général on doit être certain d'une grande économie, vu les fonds qui existent actuellement.

Voyage de Compiègne.

La dépense de ce voyage d'environ 51,000ᵗᵗ peut cependant un peu

varier suivant la longueur du voyage, vû qu'elle comprend la nourriture et le logement des musiciens qui suivent le Roi dans ce voyage à raison de 6tt chacun par jour,

Plus le payement de l'entrée des pages au spectacle de la Ville,

La gratification accordée depuis peu aux paulmiers du Roi et qui étoit ci devant sur la Cassette,

Et en outre les dépenses extraordinaires qui peuvent arriver dans le voyage, mais qui n'ont jamais formé un objet considérable.

Détail des dépenses fixes du voyage de Compiègne.

Le payement des musiciens, environ	30,000tt	"	"
Entrée des pages au spectacle	600	"	"
Porte meuble du Roi	150	"	"
Lavandier	140	"	"
Maîtres paulmiers, cy devant sur la Cassette	4,320	"	"
Augmentation de trois paulmiers à 720tt par voyage	2,160	"	"
Marqueur de paulme	240	"	"
Payement du secrétaire de la Chambre	300	"	"
TOTAL de la dépense fixe	37,910	"	"

Voyage de Fontainebleau.

La dépense de ce voyage varie aussi suivant sa durée qui est plus ou moins considérable. Cet état contient :

1° Les mêmes dépenses dont il est parlé au voyage de Compiègne, avec la différence que toute la musique marche alors,

2° Le payement de 10tt par jour aux comédiens qui séjournent à Fontainebleau,

3° Les gratifications ordinaires des maîtres des pages, celles du garde meuble et autres détaillées cy après,

4° Enfin toutes les dépenses relatives aux spectacles ordinaires et extraordinaires qui sont donnés pendant le dit voyage, comme le payement du luminaire, du bois de chauffage, les fournitures en tout genre, tant pour les habits que pour les décorations, peintres, ma-

nœuvres et autres ouvriers qui sont obligés de séjourner à Fontainebleau, les gratifications des acteurs et autres. Ces dépenses ne peuvent s'apprécier parce qu'elles dépendent absolument du genre de spectacle que l'on donne dans ce voyage. Il y a eu des années où elles ont été portées jusqu'à quatre et cinq cent mille livres, il est vrai que les magasins n'étoient pas à beaucoup près aussi bien montés en habits et en décorations qu'ils le sont actuellement, mais lorsqu'il n'y a point de grands spectacles en opéra, la dépense de ce voyage doit être estimée environ 200,000^{tt}.

Détail de la dépense fixe comprise dans l'état du voyage de Fontainebleau lorsqu'il n'y a point de spectacles ordinaires.

Le payement de tous les musiciens, environ	45,000^{tt}	″	″
Porte meuble du Roi	150	″	″
Lavandier	140	″	″
Maître à écrire des pages	300	″	″
Entrée des pages au spectacle de la Ville	600	″	″
Paulmiers du Roi, chacun 720^{tt} cy devant sur la Cassette	4,320	″	″
Maître à danser des pages	300	″	″
Augmentations des trois paulmiers du Roi à 720^{tt} par voyage	2,160	″	″
Marqueur de paulme	150	″	″
16^{tt} 10^{s} à chaque musicien, 100^{tt} pour les porteurs d'instrumens, 1^{tt} par jour à chacun des six petits violons, et 7^{tt} 10^{s} à chacun pour voitures, le tout payé ci devant par la Cassette du Roi, environ	2,200	″	″
Garçon du Garde Meuble	100	″	″
Portefaix du Garde Meuble	40	″	″
Logement du secrétaire de la Chambre	400	″	″
Garçon de la Comédie Françoise	80	″	″
Guide de la Comédie Françoise	72	″	″
Garçon de la Comédie Italienne	80	″	″
Souffleur de la Comédie Françoise	150	″	″
Premier garçon machiniste	400	″	″
Payement des comédiens françois séjournant à Fontainebleau, environ	6,000	″	″
A reporter	62,642	″	″

Report	62,642^{tt} ″ ″
Frais de représentations des comédiens françois à 650^{tt} chaque, environ	6,500 ″ ″
Frais de représentations pour les comédiens italiens	4,000 ″ ″
Luminaire du théâtre, distribution de bougie blanche et jaune aux acteurs et musiciens du théâtre, les flambeaux, suifs, environ	14,000 ″ ″
Bois de chauffage, environ	600 ″ ″
Sr Boullet, aide machiniste, pour logement	150 ″ ″
TOTAL	87,892 ″ ″

Le surplus de la dépense est employé au payement des fournitures qui peuvent être faittes, tant pour les habillemens que pour les décorations, des tailleurs, couturières, perruquiers, machinistes, peintres, manœuvres, etc., employés à Fontainebleau pendant la durée du voyage.

A l'égard des grands opéras, la dépense extraordinaire qu'ils occasionnent est plus ou moins considérable, ainsi qu'il a été dit ci devant, suivant leur nombre, leur genre, et selon qu'ils exigent un plus grand nombre de sujets, en chanteuses, danseuses, symphonistes et ouvriers que l'on est obligé de payer non seulement plus cher à cause de leur déplacement, mais pendant tout le voyage.

Dépenses imprévues.

Elles sont plus ou moins considérables, suivant la volonté du Roi.

Cet état contient les dépenses en bijoux, diamants et portraits que le Roi ou la famille royale veulent donner, les baptêmes, bénédictions de cloches, ornemens d'église, pose de pierre, stations, *Te Deum*, illuminations, entrées, gratifications ou payements extraordinaires ordonnés par Sa Majesté, la dépense des anniversaires; enfin cet état renferme toutes les dépenses extraordinaires qui ne sont point de nature à être comprises ailleurs. Comme on ne peut apprécier cette dépense, on la porte ici sur le pied d'une année commune, d'environ la somme de 150,000^{tt}.

Détail des dépenses fixes contenües dans l'état des dépenses imprévues.

Abonnemens des mercures, gazettes, journaux et affiches, la somme de	1,272# ″ ″
Loyer des loges à l'Opéra	5,000 ″ ″
Loyer de celle de M. le Prévôt des Marchands au même spectacle.	1,500 ″ ″
Plus le loyer de celle du ministre d'État de la Maison du Roy au Théâtre François	3,000 ″ ″
Et le loyer de celle du même ministre au Théâtre Italien	3,000 ″ ″
TOTAL des dépenses fixes	13,772 ″ ″

Il est encore d'autres dépenses imprévues, telles sont celles du sacre, des mariages, pompes funèbres, ameublemens de grand deuïl, grandes fêtes publiques, lits de justice, ornemens d'églises, ordre, etc. Comme chacun de ces objets exige des détails particuliers et considérables, le cas arrivant, on fait alors des états *ad hoc*, pour pouvoir connoître précisément le montant de leur dépense.

Lorsque Mrs les gardes du corps ou cent-suisses sont emploïés dans des cérémonies, ils sont payés sur les Menus, sçavoir : le major des gardes du corps à raison de 40# par jour; l'aide major et les lieutenants de même; les enseignes, 30#; les exempts, 20#; les brigadiers, 10#; les gardes, 5#; les lieutenants des cent-suisses, 32# par jour; les enseignes, 16#; les exempts, 8#; les fouriers, 7#; les suisses, 3#, et 30# pour droits de barrières aux gardes de la Prévôté, en tout 438# toutes les fois qu'ils se trouvent présents.

Les officiers des Cérémonies et les intendants des Menus ont aussi un droit d'habits dans certains cas.

On voit que tous les objets de dépenses, dittes imprévues, dépendent des circonstances ou de la volonté du Roi.

Dépenses des magasins.

Elles consistent dans l'entretien et réparation des magasins de Paris, Versailles, Fontainebleau, Choisy, les fournitures de bois, de chandelle, etc., les voitures, charettes et chariots, les fournitures de

bureaux et autres dont le détail est journalier, en outre les journées de manœuvres emploiés dans lesdits magasins (ces dépenses sont plus ou moins considérables suivant le mouvement et les travaux des années), et dans les gages des personnes emploiées aux Menus dont l'état pour l'année 1783 monte à 84,630tt et se paye par une ordonnance particulière adressée par M. le secrétaire d'État de la Maison du Roi, d'après l'état remis par le commissaire général de la Maison du Roi au département des Menus.

Dépenses de la Reine.

Ces dépenses extraordinaires consistent dans celles des petits spectacles particuliers que Sa Majesté peut ordonner, soit dans son intérieur, soit à Trianon; elles ont pour objet le payement des acteurs, musiciens, danseurs et autres, comme aux grands spectacles, n'y ayant de différence que dans le nombre des sujets qui peüvent y être emploïés, de même pour les fournitures, soit en habits, décorations, luminaire, etc.; plus les dépenses relatives aux bals de la Reine lorsqu'il s'agit de fournir pour ces bals des habits de quadrilles à Sa Majesté, ainsi qu'aux seigneurs et dames qui dansent dans lesdits quadrilles; plus celles relatives aux concerts intérieurs de la Reine tant pour les gratifications accordées aux musiciens, que le payement des gens à talens, étrangers, suivant leur célébrité et dont Sa Majesté donne l'ordre, enfin les présens et portraits dont la Reine ordonne l'emploi sur les états des Menus, etc., le payement des loges aux Comédies Françoise et Italienne et droit de présence de Sa Majesté à l'Opéra, à raison de 240tt chaque fois.

Détail des dépenses fixes connues jusqu'à présent.

Étrennes aux garçons de la Chambre	960tt " "
Loyer de la loge à la Comédie Françoise	10,000 " "
Suisse de la Comédie Françoise pour soin de la loge	300 " "
Loyer de la loge à la Comédie Italienne	10,000 " "
Suisse de la Comédie Italienne pour soin de la loge	300 " "
Plus le loyer d'une boutique	800 " "
A reporter	22,360 " "

Report	22,360ᵗᵗ " "
Capitation pour l'Opéra	1,200 " "
Quatre musiciens de concerts particuliers	2,400 " "
Le sieur Guichard, musicien de la Reine	2,000 " "
Demoiselle Larrivée l'aînée, musicienne	1,000 " "
Demoiselle Larrivée cadette, *idem*	1,000 " "
Demoiselle Justine Dumont	600 " "
TOTAL des dépenses fixes	30,560 " "

Dépenses de Mesdames, sœur et tantes du Roi.

Ces dépenses pour Madame Élizabeth consistent dans le paiement extraordinaire des maîtres de cette princesse, celui des charrettes pour le transport des effets des chambre et garderobe, l'habillement des feutiers[1], les présens et portraits donnés par Madame Élisabeth, le renouvellement des coffres et cassettes de la chambre, les acquisitions de musique et instrumens.

Les menus objets ont lieu chez Mesdames, tantes du Roi.

Distribution faite des cierges et flambeaux à l'occasion des fêtes solennelles, la Fête-Dieu et Octave, et distribution d'après la réduction faite en 1780.

	Cire blanche.	Flamb. blancs.	Poignées.
A Saint-Germain-l'Auxerrois	289£	"	"
Aux suisses du Louvre, 4 cierges	4	"	"
A la famille royale, 14 cierges	14	"	"
A Mme la duchesse de Polignac, 1 cierge	1	"	"
377 cierges aux seigneurs et dames de la Cour et de service	284 3/4	"	377
Au reposoir pour les musiciens	21 1/4	"	"
Flambeaux blancs.			
Pages de la grande Écurie	"	24	"
Pages de la petite Écurie	"	24	"
Grande Écurie	"	50	"
Petite Écurie	"	50	"
Équipage de M. de la Bigne	"	25	"
A reporter	614	173	377

[1] Valets préposés à l'entretien des feux.

	Cire blanche.	Flamb. blancs.	Poignées.
Report	614£	173	377
Équipage de M. d'Abzac	"	25	"
Pages de la Chambre du Roi	"	8	"
Pages de la Reine	"	12	"
Pages de Monsieur	"	12	"
Pages de la chambre de Monsieur	"	4	"
Pages de Madame	"	8	"
Pages de M. le comte d'Artois	"	12	"
Pages de la chambre de Mgr le comte d'Artois	"	4	"
Pages de Mme la comtesse d'Artois	"	8	"
Grands valets de pied	"	21	"
Livrée de la Reine	"	50	"
Livrée de Monsieur	"	50	"
Livrée de Madame	"	50	"
Livrée de Mgr le comte d'Artois	"	50	"
Livrée de Mme la comtesse d'Artois	"	50	"
Totaux	614	537	377

Le jour de l'Octave même distribution, excepté celle qui se fait à Saint-Germain-l'Auxerrois qui est de deux cent quatre-vingt-treize livres de cire blanche qui n'a plus lieu ce jour-là.

Récapitulation des différentes distributions faites pendant l'année 1779.

	Cire blanche.	Flamb. blancs.	Poignées.
Chandeleur	350£	"	380
Jeudi et vendredi saint	394 2/6	"	384
Fête-Dieu	614	537	377
Octave	316 1/2	537	367
Totaux	1,674 5/6	1,074	1,508

Distribution faite en 1780 d'après la réduction.

Chandeleur	232 5/6	"	227
Jeudi et vendredi saint	219 3/4	"	210
Fête-Dieu	555	353	297
Octave	261 4/6	353	297
Totaux	1,269 1/4	706	1,031

Dépenses à l'occasion des baptêmes et bénédictions des cloches.

Dépenses à cette occasion lorsque le Roi tient un enfant en personne à sa chapelle :

Au curé de la paroisse	240ᵗᵗ	"	"
Aux chapelains et clercs de la chapelle du Roi	360	"	"
Au sacristain et au suisse	48	"	"
Aux pauvres	72	"	"
Aux porteurs de dragées	24	"	"
Au père de l'enfant, pour être distribué à la nourrice, sage-femme, garde et domestiques de sa maison	600	"	"

Nota. Ce dernier article a toujours été à la volonté de M. le premier gentilhomme de la Chambre. Il y a beaucoup d'exemples de distribution de 30, 40 et même 50 louis et plus.

On a toujours tâché de ne donner que 25 louis, à moins d'ordres contraires.

Distribution de dragées suivant le dernier règlement qui fixe la douzaine de boëtes à 32ᵗᵗ.

A la Reine	6 douzaines.	512	"	"
Le Roi n'en veut pas.				
A l'accouchée	6			
A M. le premier gentilhomme de la Chambre d'année	4			
Total		1,856	"	"

Baptême d'un enfant tenu à la paroisse au nom du Roi, représenté par M. le premier gentilhomme de la Chambre et la dame d'honneur.

Au curé	120ᵗᵗ	"	"
Aux gens d'église	72	"	"
Aux pauvres	72	"	"
A la livrée des représentans	48	"	"
A reporter	312	"	"

Report	312^{tt}	//	//
Aux porteurs de dragées	24	//	//
Au père de l'enfant	480	//	//

NOTA. Ce dernier article est susceptible de varier comme celui des baptêmes ci-contre par les mêmes raisons.

Les exemples de distributions sont depuis 15, 20, 25 et 40 louis.

Distribution de dragées à 32^{tt} la douzaine de boëtes.

A la Reine	6 douzaines.	640	//	//
A la dame d'honneur	4			
A M. le premier gentilhomme de la Chambre	4			
A l'accouchée	6			
TOTAL		1,456	//	//

Lors des baptêmes des Enfans de France ou princes de la famille royale à la chapelle, il se fournit un poële, ou tavayole de drap d'argent, un cierge, une poignée brodée et deux épées aux gardes de la Manche.

Bénédiction des cloches.

La distribution en argent a beaucoup varié suivant les lieux et paroisses, mais les frais d'église se raprochent assez de ceux des baptêmes. Il y a des exemples de dépenses à cette occasion depuis 500^{tt} jusqu'à 1,500^{tt}.

Dépense la plus ordinaire.

Au curé	120^{tt}	//	//
Au vicaire	48	//	//
Au sacristain	24	//	//
Aux gens d'église, ce qui comprend l'organiste, suisses, bedaux, carillonneurs, etc.	72	//	//
Aux pauvres	72	//	//
Au fondeur	72	//	//
Aux charpentiers	48	//	//
A reporter	456	//	//

Report	456^{tt}	"	"
Aux tambours et musiciens, quand il y en a	36	"	"
A la livrée des honneurs qui représentent le Roi et la Reine	48	"	"
TOTAL	540	"	"

NOTA. On ne donne que 120^{tt} au curé, lorsqu'il n'y a point d'ordres contraires, mais il y a plusieurs exemples où le Roi a fait donner 1,200^{tt}, et la Reine de même, tant pour la fabrique de la paroisse que pour les supérieurs des couvents.

Il est d'usage en outre de donner 22 aunes d'étoffe propre à faire des ornemens, deux pièces de batiste et deux pièces de rubans.

Impromptu et fêtes lors de la naissance des Princes fils du Roi. Il se tire le même jour un bouquet d'artifice. Les fêtes qui suivent sont plus ou moins considérables, suivant la volonté du Roi.

Dépenses à l'occasion de la naissance de Mgr le duc de Bourgogne en 1751 :

Le bouquet d'artifice le jour de la naissance a coûté	13,213^{tt}	"	"
Le feu d'artifice	85,154	"	"
L'illumination [le chiffre est en blanc].			
Charpente, menuiserie, peinture, serrurerie, dorure et monture	11,510	"	"
Gratifications	20,800	"	"
Taxations	7,642	"	"
TOTAL [*sic*]	604,477	"	"

En 1754, pour la naissance de Mgr le duc de Berry, actuellement Roi	21,379^{tt}	9^{s}	10^{d}
En 1755, à la naissance de Mgr le comte de Provence, actuellement Monsieur	15,281	2	"
En 1757, à celle de Mgr le comte d'Artois	14,591	13	6

En 1778, pour la naissance de Madame, fille du Roi :

Feu d'artifice	6,170^{tt}	"^{s}	"^{d}	16,571	"	"
Illumination	7,789	"	"			
Menuiserie, peinture, serrurerie	1,602	"	"			
Menues dépenses	1,010	"	"			

Station de la Reine à Notre-Dame et à Sainte-Geneviève, pour ses relevailles.

Lors de cette cérémonie, les Menus sont chargés du payement des gardes du corps et cent suisses, il se fournit un habit de 600tt à chacun des huissiers de la Chambre du Roi portant les masses, un de 400tt au porte manteau du Roi, l'on fait quelques estrades et barrières. Toutes ces dépenses se sont élevées en 1779 à la somme de 7,942tt 12s 6d.

Premières entrées à Paris.

Lorsqu'il se fait quelques entrées à Paris, soit du Roi, soit de la Reine, ou princes ou princesses de la famille royale, qui ont pour objet d'aller faire une station à Notre-Dame et à Sainte-Geneviève, alors ces dépenses regardent actuellement les Menus.

Éducation des Princes.

Lors de l'éducation des Princes, les Menus sont chargés des mêmes objets pour la dépense de leur chambre et garderobe, renouvellemens, dépenses imprévues, etc. que chez le Roi. Ces dépenses sont montées pour les trois Princes, M. le duc de La Vauguion étant gouverneur, jusqu'à près de 200,000tt par an, dont la totalité, à commencer de l'année 1758 jusques et compris 1773, pour Mgr le duc de Berry, Mgr le comte de Provence et Mgr le comte d'Artois, a été de 1,480,373tt 4s 3d.

Mariages.

Les dépenses lors des mariages, soit du Roi, soit des Enfants de France, soit des Princes de la famille royale, regardent les Menus; elles sont plus ou moins considérables, suivant la volonté du Roi.

Ces dépenses consistent dans les voitures qui sont envoïées au devant de la Princesse, accompagnées de valets de chambre, tapissiers, qui portent les ameublemens et les lits qui doivent servir dans le voyage; cette dépense est montée en 1770, lors du mariage du Roi, alors Dauphin, à 3,642tt 7s.

Pour le jour de la cérémonie.

Treize médailles d'or de 18 lignes de diamètres, à 197^{tt} 9^{s} 6^{d} chacune, pour la cérémonie du mariage, cy pour mémoire et compris cy après :

Deux anneaux d'or.	24^{tt}	″	″
Deux cierges et deux poignées de velours blancs brodées.	28	″	″
Un poële de drap d'argent.	1,099	″	″
Un coffre à bijoux des plus magnifiques.	22,786	″	″

Ledit coffre étoit garni d'une magnifique tabatière garnie en diamans, une montre pareille et sa chaîne pour Mme la Dauphine, du prix de. . . . . $20,746^{tt}$ ″ ″

Nota. Le Roi avoit fourni en outre un superbe éventail garni en diamans, et un étui de pièces avec sa chaîne qui venaient de feu Mme la Dauphine.

Plus cinquante-deux tabatières pour les présens distribués par Mme la Dauphine, montant ensemble à.	71,934	″	″
Cinquante-une montres, *idem*.	53,550	″	″
Neuf flacons d'or.	2,550	″	″
Onze étuis d'or.	2,200	″	″
Treize porte-crayons d'or garnis en diamans.	2,256	″	″
Une paire de boutons de diamans.	2,908	″	″
Un écritoire d'or.	200	″	″
Un étui et tirebouchon d'or.	296	″	″
Un autre étui d'or.	200	″	″
Divers autres bijoux et fournitures.	3,236	″	″
Total des bijoux de la corbeille, non compris les bijoux fournis par le Roi.	160,076	″	″

Tous ces présens ont été distribués aux personnes désignées dans le protocole qui a été dressé pour les dépenses des Menus.

Il a été frappé pour ledit mariage :

29	médailles d'or, 1re grandeur, à	197^{tt}	7^{s}	6^{d}	. . . .	$5,273^{tt}$	17^{s}	6^{d}
130	*idem*, de la 2e grandeur, à	157	15	″	. . . .	20,507	10	″
281	*idem*, de la 3e grandeur, à	103	11	8	. . . .	29,106	18	6
131	*idem*, de la 4e grandeur, à	77	5	5	. . . .	10,122	9	7
571	médailles d'or du prix de. [*sic*]					65,460	15	7

En argent.

235	médailles d'argent, 1re grandeur, à 10^{tt} 2^{s} 2^{d}........	3,282^{tt}	12^{s}	9^{d}
486	*idem*, 2e grandeur, à 7 1 9.........	3,444	10	"
265	*idem*, 3e grandeur, à 4 17 ".........	1,282	5	"
150	*idem*, 4e grandeur, à 3 16 ".........	570	"	"
1,226	[*sic*] médailles d'argent du prix de.................	8,579	7	9

Récapitulation.

571	médailles d'or..............................	65,460	15	7
1,226	médailles d'argent..........................	8,579	7	9
1,797	médailles..................................	74,040	3	4
	Plus le coffre pour les treize médailles d'or.............	243	16	"

Les dittes médailles ont été distribuées suivant le protocole de 1770.

Nota. Lors du mariage de Mgr le Dauphin, cette dépense est montée à....................................	143,725^{tt}	3^{s}	1^{d}
En 1770, elle n'a été que de.....................	74,040	3	4
Ainsi il y a en diminution.............	69,684	19	9

La distribution de ces médailles s'est faite suivant la distribution arrêtée par le Roi, conformément au protocole de 1770.

Il est accordé dans ces occasions aux officiers des Cérémonies, aux intendants des Menus, aux huissiers de la Chambre portant des masses, une somme pour droit d'habit, ainsi que des épées aux gardes de la Manche. Ces objets sont montés, en 1770, à la somme de.......................... 8,632^{tt} "^{s} "^{d}

Il a été accordé au mariage de Mgr le Dauphin une gratification de 400^{tt} à chacun des huissiers de la Chambre, une somme de 300^{tt} à chacun des huissiers de l'antichambre du Roi, et 200^{tt} de plus à ceux qui ont été du voïage de Strasbourg. Toutes les différentes gratifications cy devant dittes, données à cette occasion, sont montées à la somme de..... 20,220 " "

Toutes les dépenses cy dessus dites formant le premier état

des dépenses du mariage de Mgr le Dauphin, en 1770, divisées en cinq chapitres, sont montées, non comprises les taxations de 3,606tt 12s 6d, à.................................. 490,791tt 6s 4d

Le second état de la dépense dudit mariage a consisté dans celle du feu d'artifice, illuminations, fêtes des jardins, les constructions de charpente, décorations, théâtres dans lesdits jardins, les gratifications, etc. et se sont élevées à la somme de.. 661,675 8 1

Celles du troisième état relatives aux grands spectacles, bals et festins qui ont été donnés tant pour les décorations, habits, payements des musiciens, musiciennes, acteurs, actrices, danseurs, simphonistes, emploïés aux spectacles, bal paré, bal masqué, les bougies, le payement des soldats, journées d'ouvriers, brodeurs, tailleurs, perruquiers; enfin les gratifications accordées à l'occasion dudit mariage, montant toutes les dittes dépenses à celle de.......................... 1,267,770 [illegible] 7

Total général de la dépense dudit mariage, année de M. le duc d'Aumont, 2,220,236tt 15s.

Les dépenses du mariage de Mgr le comte de Provence, en 1771, année de M. le duc de Duras, ont été de la somme de 1,040,563tt 11s 4d.

Celles de Mgr le comte d'Artois, en 1773, année de M. le maréchal de Richelieu, ont été de 2,016,221tt 18s 1d.

Ainsi l'année 1773 a été plus forte que l'année 1771 de 975,656tt 6s 9d.

1° Parce que l'article des présens a été plus cher.

2° Le feu d'artifice a été beaucoup plus considérable, qu'il y a eu des peintres, décorations, pantomimes, constructions, trois illuminations qui n'ont point eu lieu en 1771.

3° *Idem*, bal masqué qui n'a point eu lieu en 1771. Plus six grands opéras au lieu de deux qui ont eu cinquante répétitions au lieu de six, ainsi du nombre des décorations, habits, etc.

La ditte année 1773, comparée avec l'année 1770, est moins forte de la somme de 204,014tt 16s 11d.

1° Les présens et médailles ont été plus chers.

2° Il y a eu une fête de jardin qui n'a pas eu lieu en 1773.

Nota. Il n'y a eu que deux grands opéras en 1770 et une tragédie avec grands chœurs.

Sacre.

Les dépenses du sacre qui regardent les Menus, et telles qu'elles ont été faites en 1775 au sacre du Roi, sont comprises dans un état divisé en neuf chapitres; savoir :

1er CHAPITRE.

Habillemens du Roi, des six pairs laïques et des grands officiers de la Couronne, du Chancelier, des officiers des Cérémonies, de deux huissiers et huit pages de la Chambre.

1° Habit du Roi, robe de drap d'argent................	1,692tt	5s	9d
2° Camisolle d'onction, bottines, ceintures, dentelles, cravattes, etc..................................	2,826	11	2
3° Tuniques, dalmatiques, manteau royal, couronne d'or, etc.	36,131	13	5
4° De l'ordre du Saint-Esprit, 30,441tt 9s 8d payé par l'ordre.			
Habits des six pairs laïques et des cinq grands officiers de la Couronne, couronnés.................	60,861	8	6
Habit du Chancelier........................	9,014	2	6
Habit du grand-maître des Cérémonies..........	3,633	10	2
Habit du maître des Cérémonies...............	3,404	18	2
Habit de l'aide des Cérémonies................	2,612	7	8
Habit des deux huissiers de la Chambre..........	2,431	13	4
Habits des huit pages de la Chambre............	21,147	14	2
Menues fournitures.........................	2,600	2	"
Habit du gouverneur des pages................	966	10	"
Six épées pour les gardes de la Manche..........	840	"	"
[*sic*]	148,162	"	"

2e CHAPITRE.

Ornemens donnés par le Roi à Notre-Dame de Reims à l'abbaye Saint-Remy, à Saint-Marcoult et à Aix-la-Chapelle.

Ornemens pour la cathédrale, composés d'une chasuble, étole, manipule, bourse, voile et palle pour l'archevêque; quinze tuniques pour les évêques, diacre, sous-diacre, douze

A reporter.....................	148,162	"	"

Report..................	148,162^tt 11^s 11^d

chanoines procédants et le chanoine mineur; huit chapes pour les quatre évêques chantant les litanies, le chantre, le sous-chantre et les deux chanoines assistants; deux chapes pour les porte-croix, huit étolles, quinze manipules, vingt-huit plages, vingt-huit poignets, quinze collets pour les aubes, dix tuniques pour les enfants de chœurs, dix chappes, *idem*, linge et dentelles pour les aubes, amicts, dessus de calice et corporal, rubans, trois tapis d'Évangile et pupitres, trois tapis cache-gradins, couverture d'autel et deux coussins, sept tavayoles, deux tapis de crédence, chaire de prédicateur, linge et dentelles pour l'autel, crédence, chaire et communion.

Ornement pour l'abbaye de Saint-Remy, composé d'un dais pour la Sainte Ampoule;

Celui pour l'église de Saint-Marcoult, composé d'une chasuble, un voile, une étole, une bourse et une manipule; plus deux tuniques et deux manipules, linge et dentelles pour aubes, amicts, dessus de calice et corporal, un devant d'autel, deux coussins, linge et dentelles pour l'autel et la communion.

Poële royal pour l'église royale d'Aix-la-Chapelle.

Ces différens ornemens ont coûté..................	159,692 11 3

3e CHAPITRE.

Présens faits par le Roi à l'Église Métropolitaine de Reims.

Un ciboire d'or, une buire et son bassin, deux burettes et leur bassin, deux paix et deux pains, le tout en argent doré, excepté un des pains, un tapis pour le présent du Roi et une bourse pour l'offrande des treize pièces d'or du Roi.

Sept cent vingt-deux médailles d'or, cinq mille trois cent vingt-deux d'argent, lesquelles ont été distribuées suivant l'état arrêté conformément à ce qui s'étoit pratiqué au mariage du Roi, et dont il a été tenu état dans le protocole que les Menus ont donné pour cette cérémonie.

Le total de la dépense de ce chapitre est de..........	134,654 17 8
A reporter..................	442,509 8 11

Report.................. 442,509^{tt} 8^{s} 11^{d}

4e CHAPITRE.

Toutes les constructions en charpente, peintures, sculptures, dorures, serrurerie, maçonnerie, vitrerie, ferblanterie, broderie et autres.

Le total de la dépense de ce chapitre est de.......... 249,122 14 10

5e CHAPITRE.

Transport des effets par eau et par terre, et voyages des valets de chambre tapissiers, porte-meubles, fournitures des charriots, coffres, etc............................ 54,196 14 //

6e CHAPITRE.

Dépense du luminaire, impression et reliure de livres, payement des musiciens du Roi qui ont été au sacre, celui des officiers des Cérémonies, voyages des religieux de Saint-Denis et celui d'Aix-la-Chapelle..................... 24,962 5 4

7e CHAPITRE.

Les menues dépenses des ouvriers et autres........... 16,936 14 8

8e CHAPITRE.

Les gratifications accordées par le Roi aux officiers de sa Chambre et Garderobe, aux inspecteurs des travaux, aux principaux ouvriers, chefs et commis.................... 37,760 // //

9e ET DERNIER CHAPITRE.

Les taxations du trésorier........................ 10,373 17 5

Total de la dépense du sacre........ [*sic*][1] 835,862 12 //

Nota. En défalquant sur ledit état pour environ 12,000^{tt} de médailles qui n'ont pas été distribuées et qui ont été remises au Roi, les 37,760^{tt} de gratification et les 10,373^{tt} 17^{s} 5^{d} de taxations, les autres dépenses dont le devis avoit été de 800,000^{tt} ne seroient que d'environ la somme de 775,728^{tt} 14^{s} 7^{d}.

Pompes funèbres.

La dépense des pompes funèbres consiste dans la construction d'un

[1] Le total exact serait de 835,861^{tt} 14^{s} 4^{d}.

chœur en charpente et menuiserie dans la nef de Notre-Dame, pour contenir les stalles hautes et basses pour le clergé, les cours souveraines et officiers de la Maison du Roi et des Princes qui assistent à la cérémonie; plus au pourtour dudit chœur, les tribunes, jubé pour la musique, estrades, chaire du prédicateur, crédences, barrières, etc.; le tout demandé par M. le grand maître des Cérémonies.

Les autres fournitures consistent dans la tenture, tant en dedans qu'en dehors de l'église, ainsi que les appartements de l'archevêché pour la réception des Princes et Princesses;

La construction du cénotaphe ou morceau milieu, la fourniture du luminaire, l'habillement et payement des pauvres, le payement des officiers des Cérémonies, gardes du Corps, cent-suisses, exempt de la Prévôté de l'Hôtel, le payement du chapitre de Notre-Dame, des choristes, sonneurs et loueurs de chaises, la fourniture des manteaux et mantes des Princes et Princesses, hermines et décorations, sculptures, écussons brodés en or et en argent, armoiries, crêpes, livres, etc. Le tout suivant la demande qui en est faite par écrit par M. le grand maître des Cérémonies.

L'on verra par le détail cy après, des différentes pompes funèbres qui ont eu lieu, à commencer depuis l'année 1759 jusques et compris 1781, que cette dépense a varié suivant la qualité des personnes qui en étoient l'objet, ou les années où ces pompes funèbres ont eu lieu. Par exemple, en 1766 il y a eu, outre un anniversaire, quatre pompes funèbres qui s'étant succédées rapidement ont donné lieu à ce que toutes ces charpentes et constructions restassent en place, ce qui a diminué considérablement la dépense qui s'est borné à refaire le morceau milieu, aux loyers des tentures, aux armoiries, luminaire, paiements des cérémonies et autres d'usage en pareil cas.

La dépense du catafalque de l'Impératrice-Reine en 1781, vu la conservation de la majeure partie des bois de construction faite en 1774 et autres objets, s'est réduite à la somme de 106,981^{lt} //^{s} 1^{d}.

Lors des grandes pompes funèbres, telles que celle du feu Roi en 1774, l'on donne un ornement d'église à l'abbaye de Saint-Denis.

Détail desdits ornemens.

Ornement pour l'église Saint-Denis.

Ledit ornement est composé de la garniture de l'autel de la communion, chaire du prédicateur, tronc de l'évêque, tenture du grand autel, sanctuaire et chœur, garniture de l'autel funèbre, représentation ou lit funèbre... 40,778ᵗᵗ 13ˢ 3ᵈ

Ornemens des ecclésiastiques.

Composé de deux chasubles, deux étoles, deux manipules, deux voiles, deux bourses, douze tuniques, deux étoles, quatre manipules, dix chapes, quatre étoles pastorales, une écharpe, deux tunicelles, un grémial, six aubes, quatre mîtres pour quatre évêques, une mître et un rochet pour le prélat officiant.	12,738	11	"
TOTAL. [*sic*]	53,516	14	3

Ornement pour l'église Notre-Dame.

Il est composé de la tenture de l'autel, sanctuaire et chœur, parement et garniture de la chaire archiépiscopale, garniture de la chaire du prédicateur et poële. 22,210ᵗᵗ 17ˢ 7ᵈ

Ornemens des ecclésiastiques.

Composés de deux chasubles, deux étoles, deux manipules, bourse et voile de calice, huit tuniques, une étole de diacre, deux manipules, dix chapes, le sac du spé[1], voile du plat, cinquante plages	12,053	7	6
TOTAL.	34,264	5	1

Relevé des pompes funèbres depuis 1759 jusques et compris 1781.

1759.	Du Roi et de la Reine d'Espagne	173,802ᵗᵗ	14ˢ	9ᵈ
	Obsèques de Madame Infante	10,063	9	10
1760.	Pompe funèbre de Madame Infante	97,547	16	9
	De la Reine d'Espagne	108,417	1	3
1761.	De Mgr le duc de Bourgogne	183,409	6	9
1762.	Anniversaire de Mgr le duc de Bourgogne	47,307	8	7
1766.	Pompe funèbre de Mgr le Dauphin	228,073	15	10
	A reporter	848,623	2	7

[1] Premier enfant de chœur.

	Report	848,623#	2s	7d
1766.	De Don Philippe	62,602	"	"
	Du roi Stanislas	77,504	17	"
	De la reine d'Espagne	78,772	15	"
	Anniversaire de Mgr le Dauphin	43,897	4	9
1767.	Pompe funèbre de Mme la Dauphine	173,782	5	8
1768.	Anniversaire de Mme la Dauphine	42,647	2	7
	De la Reine à Saint-Denis	257,299	18	1
	A Notre-Dame	105,320	8	"
	Transport du cœur à Nancy	31,332	19	11
1769.	Anniversaire de la Reine	43,408	13	2
1773.	Pompe funèbre du roi de Sardaigne	138,094	11	2
1774.	Du Roi, à Saint-Denis	179,619	3	10
	Du Roi, à Notre-Dame	119,940	1	9
1775.	Anniversaire du Roi, à Saint-Denis	54,849	3	6
1781.	De l'Impératrice-Reine, à Notre-Dame	106,981	"	1
	Total [*sic*]	2,364,673	18	9

Grand deuil du Roi.

Lorsque le Roi est dans le cas de prendre le grand deuil, alors les Menus meublent en deuil la chambre de Sa Majesté en drap violet fin, fournissent un lit en satin violet, etc. Plus, meublent la pièce appellée l'Œil de Bœuf et l'antichambre de même en drap violet; l'on habille les pages de la Chambre et de la Musique, les gouverneurs et sous-gouverneurs auxquels l'on fournit, indépendamment de l'habit complet, toute la petite oye, de plus les nœuds d'épaules pour les pages. L'on habille de même les feutiers du Roi et de Mesdames. Il étoit d'usage de fournir, lors de très-grands deuils, des habillemens à tous les officiers de quartier du Roi, ainsi qu'aux cours souveraines et autres corps; mais ce deuil a été retranché en 1768, à la mort de la feue Reine, ce qui a produit une économie très-considérable dans cette dépense qui, jusqu'alors avoit été d'usage, et qui conséquemment n'a point eu lieu en 1774, à la mort du Roi. Dans cette année, la fourniture du deuil s'est réduite pour les Menus à celles de la toilette de deuil du Roi, des linges et autres de deuils fournis, suivant l'ordre

de M. le premier gentilhomme de la Chambre en exercice, les tentures de drap violet pour la chambre à coucher du Roi, l'Œil de Bœuf et antichambre, le lit du Roi en satin violet, l'habillement des pages de la Chambre et leur gouverneur et sous-gouverneur, celui des pages de la musique, des feutiers du feu Roi et de Mesdames. Cette dépense est montée, en 1774, à 71,177# 6s 5d.

En 1780, lors de la mort de l'Impératrice-Reine, elle a été, vu les retranchemens que l'on a jugé à propos de faire, sans nuire à la décence du service, y compris la fourniture des mantes et manteaux pour les révérences, à 47,580# 12s 6d.

D'où il résulte une différence, en diminution de dépense, de 23,596# 13s 11d.

Prise d'habit.

Lorsque Madame Louise a pris l'habit de Carmélite à Saint-Denis, le 10 septembre 1770, les Menus ont fourni les cierges et poignées nécessaires et ont fait élever dans l'église les estrades et tribunes pour la musique et autres choses demandées par M. le grand maître des Cérémonies, de même ont été chargés du paiement des gardes du corps et cent suisses qui ont été à cette cérémonie. Cette dépense est montée à 1,778#.

Lits de Justice.

Lorsque le Roi tient son lit de Justice, soit à Paris, soit à Versailles, les Menus sont chargés de faire les constructions nécessaires, ainsi que du payement des officiers des Cérémonies et celui des gardes du Corps et cent-suisses lorsqu'ils sont obligés de venir à Paris, le Roi y tenant son lit de Justice. Cette dépense est montée, en 1774, à la somme de 8,495# 13s 8d.

Voyages.

Les Menus sont chargés de la dépense des voitures de la Cour lors des voyages, et de même dans les grands voyages du Roi à l'armée; ils fournissent dans ce cas les meubles de campagne de Sa Majesté. Lors des voyages aux eaux, ils sônt aussi chargés de faire les dépenses extraordinaires de transports, ameublemens, etc.

RELEVÉ DE LA DÉPENSE DE L'ARGENTERIE, MENUS, PLAISIRS ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE DU ROI, DEPUIS L'ANNÉE 1753 INCLUSIVEMENT JUSQUES ET COMPRIS 1780, Y COMPRIS LA DÉPENSE RELATIVE AUX CHAMBRES ET GARDEROBES DES PRINCES PENDANT LES QUINZE ANNÉES DE LEUR ÉDUCATION, MONTANT À 1,480,373# 4s 8d, DE MÊME LA DÉPENSE DES CHAMBRES ET GARDEROBES DE MESDAMES.

Années.	Dépense générale des Menus.			Observations.
1753.......	1,100,790#	19s	8d	Grands spectacles à Fontainebleau.
1754.......	1,315,857	19	9	*Idem.*
1755.......	1,162,293	19	"	*Idem.*
1756.......	785,775	4	"	Dépense ordinaire.
1757.......	679,059	17	1	*Idem.*
1758.......	829,070	2	4	Dépense des princes.
1759.......	871,601	10	4	*Idem.*
1760.......	1,002,724	10	2	*Idem* et deux catafalques.
1761.......	918,336	14	5	*Idem* et catafalques.
1762.......	1,768,564	1	2	*Idem*, anniversaire et bâtimens des Menus.
1763.......	1,994,891	5	11	*Idem*, bals, grands spectacles et bâtiments.
1764.......	1,542,217	15	9	*Idem*, grands spectacles et bâtiments.
1765.......	1,908,774	18	3	Dépense des princes, grands spectacles, bâtimens.
1766.......	2,037,732	12	8	*Idem*, catafalques et bâtimens.
1767.......	1,368,051	13	6	*Idem.*
1768.......	1,954,907	19	11	*Idem* et préparatifs du mariage.
1769.......	1,831,849	10	8	*Idem.*
1770.......	4,849,565	1	4	*Idem*, grand théâtre, mariage et fêtes.
1771.......	2,471,809	18	8	*Idem*, mariage et fêtes.
1772.......	1,530,380	"	5	*Idem*, ornemens de l'ordre de Saint-Lazare.
1773.......	3,661,111	"	8	*Idem*, catafalque, mariage et fêtes.
1774.......	1,788,996	15	2	*Idem* et ornemens, grand deuil.
1775.......	2,264,562	11	2	Anniversaire, sacre, mariage et fêtes.
1776.......	1,295,958	8	8	Dépenses ordinaires.
1777.......	1,563,902	1	6	Grands spectacles, fêtes et bâtimens.
1778.......	1,505,788	5	8	*Idem.*
1779.......	1,100,702	8	10	Dépense ordinaire.
1780.......	407,119	19	"	Nouvelle administration.
TOTAL....	45,512,397	5	8	

Ce qui forme une année commune de 1,625,442# 15s 2d 3/7.

Relevé de la dépense de l'argenterie et menus, depuis l'année 1662 jusques et y compris 1682.

1662.	Argenterie pour le ballet d'Hercule	88,699#	16s	"d	2,313,814#	4s	5d
	Argenterie	1,653,943	17	5			
	Menus	571,170	11	"			
1663.	Argenterie	1,144,482	"	"	1,583,368	"	"
	Menus	438,886	"	"			
1664.	Argenterie	1,919,508	"	"	2,394,298	"	"
	Menus	474,790	"	"			
1665.	Argenterie	2,238,256	19	"	2,624,067	9	"
	Menus	385,810	10	"			
1666.	Argenterie	842,724	3	"	1,293,226	6	"
	Menus	450,502	3	"			
1667.	Argenterie	983,936	17	"	1,471,002	"	"
	Menus	487,065	3	"			
1668.	Argenterie	1,208,598	"	"	1,628,930	"	"
	Menus	420,332	"	"			
1669.	Argenterie	3,166,729	"	"	3,577,918	"	"
	Menus	411,189	"	"			
1670.	Argenterie	1,547,143	"	"	2,029,212	"	"
	Menus	482,069	"	"			
1671.	Argenterie	1,094,045	"	"	1,481,671	"	"
	Menus	387,626	"	"			
1672.	Argenterie	924,750	"	"	1,302,218	"	"
	Menus	377,468	"	"			
1673.	Argenterie	619,641	"	"	975,077	"	"
	Menus	355,736	"	"			
1674.	Argenterie	939,453	"	"	1,265,321	"	"
	Menus	325,868	"	"			
1675.	Argenterie	862,238	"	"	1,289,133	"	"
	Menus	426,895	"	"			
1676.	Argenterie	1,008,038	"	"	1,415,774	"	"
	Menus	407,736	"	"			
1677.	Argenterie	1,531,796	"	"	1,934,974	"	"
	Menus	403,178	"	"			
	A reporter				28,580,003	19	5

	Report				28,580,003tt	19s	5d
1678.	Argenterie	695,496tt	″	″	1,054,754	″	″
	Menus	359,258	″	″			
1679.	Argenterie	2,364,273	″	″	2,739,229	″	″
	Menus	374,956	″	″			
1680.	Argenterie	2,246,803	″	″	2,645,313	″	″
	Menus	398,510	″	″			
1681.	Argenterie	″	″	″	″	″	″
	Menus	″	″	″			
1682.	Argenterie	1,443,540	″	″	1,790,586	″	″
	Menus	347,046	″	″			
	TOTAL				36,809,885	19	5

État ordinaire de l'Argenterie, Menus, Plaisirs et Affaires de la Chambre du Roi.

Au grand maître de la Garderobe pour dépense d'icelle, y compris 3,000tt pour le linge, cy	36,000tt	″	″	37,610tt	″	″
A lui, pour droit de lit	1,610	″	″			
Au maître de la Garderobe 5,000tt, sur quoi il y a à défalquer 1,800tt au premier gentilhomme de la Chambre pour son droit de garderobe				5,000	″	″
Au tailleur, pour soie et façon				600	″	″
Aux deux lavandiers, pour savon	90tt	″	″	290	″	″
A eux portés ci-devant sur les états des Menus, sur les menues fournitures de la Chambre	200	″	″			
A M. le Chancelier, habillement d'hiver				330	″	″
Au capitaine des cent-suisses, droit d'habit				300	″	″
Aux deux lieutenans françois et suisse, droits d'habits à 150tt chacun				300	″	″
Au premier médecin, pour *idem*				300	″	″
Au médecin ordinaire				300	″	″
Au premier chirurgien				300	″	″
A six garçons de la Chambre, pour nourriture et entretenemens à raison de 400tt chacun	2,400tt	″	″	3,900	″	″
A quatre d'entr'eux, droit d'habit	300	″	″			
A eux, pour indemnité de retranchemens faits en 1759 et portés cy devant sur les Menus	1,200	″	″			
A reporter				49,230	″	″

Report		49,230#	"s	"d
Aux deux garçons de toilette du Roi, à 1,100# chacun		2,200	"	"
Aux quatre garçons de la Garderobe, chacun 200# pour indemnité, *idem*		800	"	"
A neuf valets de chambre barbiers, pour indemnité, chacun 417#, et pour fournitures de rubans et rosettes 450#, au total.		4,293	"	"
Aux quatre coureurs de vin, à cause de la suppression de la valise de collation		300	"	"
Au porte malle du Roi, pour gages et nourriture.	900# " "	1,000	"	"
Plus, à cause de la suppression cy devant	100 " "			
Aux deux porte chaises d'affaires du Roi		1,200	"	"
A neuf portemalles de la Chambre		3,060	"	"
A quatre barbiers du commun, à 100# chacun		400	"	"
A quatre horlogers du Roi, à 75# chacun	300# " "	600	"	"
A eux, pour augmentation	300 " "			
Au vitrier de la Chambre, pour *idem*		300	"	"
A deux menuisiers de la Chambre, à 150# chacun		300	"	"
Aux trois coffretiers malletiers, à 150# chacun		450	"	"
Au cravatier du Roi	1,800# " "	2,010	"	"
A lui pour savon	60 " "			
Luy ci devant sur les Menus	150 " "			
Aux deux porte arquebuse du Roi		2,200	"	"
Aux quatre apothicaires du Roi, à 1,350# chacun	5,400# " "	5,640	"	"
Eux, droit de garderobe	240 " "			
Entretenement de l'équipage des mulets		20,075	"	"
Au capitaine desdits mulets, pour gages		400	"	"
Au s. duc de Villequier, premier gentilhomme de la Chambre, pour dépenses concernant les six pages et son droit de lit.		18,908	13	6
Au s. Maréchal duc de Richelieu, *idem*		18,908	13	6
Au s. duc de Fleury, *idem*		18,908	13	6
Au s. Maréchal duc de Duras, *idem*		18,908	13	6
Au premier gentilhomme de la Chambre en exercice, pour les retranchemens faits en 1759, la somme de	24,000# " "	51,000	"	"
Pour supplément de l'entretien des pages de la Chambre	15,000 " "			
Pour les pages d'augmentation	12,000 " "			
A reporter		221,092	14	"

Report		221,092ᵗᵗ	14ˢ	″ᵈ
Au gouverneur des pages		5,000	″	″
Au sous-gouverneur		2,500	″	″
Au chirurgien des pages		400	″	″
Au maître à danser, *idem*		600	″	″
Au maître d'armes, *idem*		600	″	″
Au maître de mathématiques, *idem*		1,000	″	″
Au maître de langue		600	″	″
Au maître à dessiner		600	″	″
Au maître à écrire		700	″	″
Au dentiste du Roi, pour voitures		450	″	″
Pour nourriture de deux levrettes		2,466	″	″
Pour moitié des gages de onze courriers du cabinet, à 182ᵗᵗ chacun		2,007	10	″
A l'intendant des meubles de la Couronne		1,000	″	″
Pour le petit lit de chasse à la suite de Sa Majesté		4,425	″	″
Au secrétaire d'État de la maison du Roi pour menues dépenses	2,000ᵗᵗ ″ ″	2,600	″	″
A lui, pour ses habits d'été et d'hyver	600 ″ ″			

Officiers dont la grande chapelle doit être composée, tant de ceux dont les charges ont été conservées, que ceux nouvellement établis, à compter du 1ᵉʳ janvier 1761, sous la charge du grand aumonier de France, suivant l'édit d'aout 1761.

Officiers servants toute l'année.

Au sʳ Thomas Le Rat, chapelain		1,200	″	″
Au sʳ Richard de Chantlebon, clerc		150	″	″
A dix clercs, à 400ᵗᵗ chacun		4,000	″	″
Au sʳ Blouquier, garde des livres de plein chant		750	″	″
Au sʳ Ballard, imprimeur	75ᵗᵗ ″ ″	105	″	″
Lui, comme noteur	30 ″ ″			

Officiers servants par semestre.

A huit chapelains, à raison de quatre par semestre, à 450ᵗᵗ chacun		3,600	″	″
A quatre clercs de chapelle, deux par semestre, ayant chacun 300ᵗᵗ	1,200ᵗᵗ ″ ″	1,275	″	″
A eux, fourniture de cire à 18ᵗᵗ 15ˢ chacun	75 ″ ″			
A reporter		257,121	4	″

Report	257,121₶	4ˢ	" ᵈ

Officiers servants.

A deux sommiers, un par semestre, à 200₶ chacun	400	"	"
A deux fourriers par semestre, à 100₶ chacun	200	"	"
A deux lavandiers, un par semestre, à 75₶ chacun	150	"	"
Musique de la Chambre et Chapelle	258,800	"	"
A deux huissiers des ballets, à 1,500₶ chacun	3,000	"	"
TOTAL de l'état ordinaire	519,671	4	"

État des gages des personnes attachées aux Menus, Plaisirs du Roi pour l'année 1784.

MM. Des Entelles, inspecteur général des spectacles du Roi	10,000₶	"	"
Marquand, secrétaire de la Chambre du Roi	4,000	"	"
Morel, secrétaire de M. le commissaire des Menus	2,400	"	"
Girault, chapelain	800	"	"
Arnoult, machiniste	3,000	"	"
Paris, dessinateur du Cabinet du Roi	4,200	"	"
Bellanger, dessinateur	600	"	"
Durameau, peintre de la Chambre	1,200	"	"
Moreau, graveur du Cabinet	1,200	"	"
Boquet, inspecteur des habits	6,000	"	"
Bocciardi, sculpteur	1,500	"	"
Vestris, maître des écoles de danse	2,400	"	"
Suisse de l'Opéra	800	"	"
Suisse de la Comédie Françoise	800	"	"
Suisse de la Comédie Italienne	800	"	"
Magasin de Paris.			
Houdon, garde magasin général	6,000	"	"
Boullet l'aîné, machiniste du Roi	2,400	"	"
Boullet cadet, aide machiniste	1,800	"	"
Pelletier, premier commis	2,400	"	"
Hervy, commis	1,000	"	"
Vallot, *idem*	1,000	"	"
Dailly, *idem*	1,400	"	"
Bihet, *idem*	1,080	"	"
Courtalon, *idem*	1,000	"	"
Desclaux, *idem*	1,000	"	"
A reporter	58,780	"	"

	Report	58,780ᴴ " "
MM.	Ozanne, *idem*	1,000 " "
	Gasse, *idem*	800 " "
	Deschosne, *idem*	1,000 " "
	Bricon, *idem*	1,000 " "
	Bernoult, *idem*	1,000 " "
	Décle, tapissier	1,400 " "
	Potard, *idem*	800 " "
	Hermery, lustrier	800 " "
	Rombault, *idem*	800 " "
	Thuyeau, *idem*	800 " "
	Valentin, pour le soin des habits	800 " "
	Pomet, premier garçon du magasin	800 " "
	Maillon, garçon du magasin	600 " "
	Boyer, *idem*	600 " "
	Meriguet, *idem*	600 " "
	Du Tilleux, sellier	800 " "
	Perrin, suisse	800 " "
	Vergne, portier	600 " "
	Thorel, *idem*	600 " "
	Fossier, avertisseur	700 " "
	Desmarest, avertisseur	700 " "
	Versailles.	
	Morillon, garde magasin	2,000 " "
	Saunier, portier	600 " "
	Blondet, garçon du magasin	800 " "
	La Foret, *idem*	800 " "
	Baptiste, *idem*	600 " "
	Moucheau, *idem* au Grand-Théâtre	750 " "
	Fontainebleau.	
	Du Formantel, garde magasin	1,600 " "
Delle	Lardant, femme de charge	300 " "
MM.	Rombaut, portier	600 " "
	Landrieux, garçon du magasin	800 " "
	Choisy.	
	Vérité, garde magasin	1,600 " "
	La Motte, portier	600 " "
	TOTAL	86,830 " "

MUSIQUE DU ROI.

Édit du Roi, concernant le corps de la Musique du Roi, donné à Versailles au mois de may 1782, registré en la Chambre des Comptes le 28 janvier audit an.

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous présens et à venir salut : En montant sur le trône de nos pères, où la divine Providence nous a placé, le premier objet qui a frappé notre attention, le plus cher à notre cœur a été le bonheur de nos peuples; pour parvenir à l'assurer, nous n'avons cessé de nous occuper des moyens d'alléger le poids de l'impôt que les circonstances d'une guerre juste ont rendu indispensablement nécessaire; mais si nous sommes privé de la douce satisfaction de le diminuer d'une manière sensible, nous avons au moins celle de ne le point augmenter malgré les dépenses énormes auxquelles nous sommes forcé, et de trouver dans l'ordre et l'économie des objets qui nous sont personnels, partie des secours extraordinaires dont nous avons besoin pour soutenir la gloire de notre Couronne et la prospérité de nos armes; c'est dans cette vue que nous avons porté l'œil le plus attentif sur les différentes parties qui composent notre service; déjà plusieurs ont été réduites à l'indispensable nécessaire : le corps de notre Musique nous ayant paru susceptible de quelques diminutions, nous nous en sommes fait représenter les édits de création, ensemble celui du mois d'aoust 1761, qui fixe la dépense de notre Musique à trois cent vingt mille livres, y compris la somme de dix mille livres destinée aux remboursements des brevets de retenues accordées sur les charges supprimées par ledit édit, et la déclaration du 10 septembre 1769, qui ordonne qu'il sera fait état séparé des vétérans de ladite Musique et de tous les états qui en établissent les différentes dépenses. C'est avec une satisfaction infinie que nous avons vu l'économie répondre à nos soins; si notre service seul eût été intéressé dans cette partie, nous nous serions déterminé à en faire le sacrifice entier au bien de nos sujets, mais notre profond respect pour la Religion, la majesté du service divin auquel ce corps de musique est particulièrement destiné, nécessitant sa conservation, nous

nous sommes borné à la réduire autant que les objets des différents services auquel il est destiné peuvent le permettre; et désirant faire connoître nos intentions de la manière la plus précise, À CES CAUSES, de l'avis de notre Conseil, et de notre grâce spéciale, certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons, par notre présent édit perpétuel et irrévocable, dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A compter du premier janvier de la présente année, nous voulons que les gages et appointements des deux charges de maître de notre Musique, créés par notre édit du mois d'aoust 1761, qui les fixoit à trois mille livres, soient portés à quatre mille cinq cents livres et que ceux du maître de danse créé par ledit édit qui les avoit portés à quinze cents livres, soient réduits à douze cents livres seulement, confirmons au surplus lesdites charges dans tous les privilèges et exemptions y attribués par ledit édit.

ARTICLE II.

Voulons qu'à l'avenir la dépense, tant de notre Musique que des concerts et ballets, montant actuellement à quatre cent quatre vingt dix neuf mille huit cent quarante huit livres septs sols six deniers, y compris les vétérans, soit réduite et demeure irrévocablement fixée à la somme de deux cents cinquante neuf mille six cent livres non compris les pensions des vétérans, qui ne pourront en aucun cas excéder la somme de cinquante mille livres, laquelle somme de deux cent cinquante neuf mille six cents livres, à laquelle nous fixons irrévocablement les différents corps de notre Musique, concerts et ballets, ne pourra être augmentée pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit.

ARTICLE III.

En conséquence de l'article précédent, nous voulons que l'emploi de ladite somme de deux cent cinquante neuf mille six cents livres soit à

l'avenir divisé en différents chapitres suivant et ainsi qu'il est porté cy après :

1° Les officiers de la Musique et autres	29,800^{tt} " "
2° Les employés de la Musique	17,600 " "
3° La première classe de la musique vocale	25,000 " "
4° La seconde classe, *idem*	42,000 " "
5° La première classe de la musique instrumentale	36,200 " "
6° La seconde classe *idem*, y compris un timbalier et un trompette	54,600 " "
7° Une somme de quinze mille livres, à la disposition des premiers gentilshommes de la Chambre, tant pour les gratifications extraordinaires que Sa Majesté jugera à propos d'accorder, que pour être employée au soulagement de ses musiciens en cas de maladie	15,000 " "
8° La musique particulière des concerts et spectacles	19,000 " "
9° Le corps de notre ballet	20,400 " "
SOMME PAREILLE	259,600 " "

ARTICLE IV.

Nous nous réservons de faire connoître par le règlement particulier qui sera attaché sous le contre-scel du présent édit, la manière dont nous voulons et entendons que les différentes classes de notre musique, concerts et ballets soient composées; et en fixant le nombre des sujets à celui de cent quarante trois personnes, voulons que dès à présent les sujets qui excéderont ce nombre soient réformés, nous réservant pareillement, après nous être fait rendre compte de l'ancienneté de leurs services, de pourvoir à la récompense que nous croirons devoir leur être accordée.

ARTICLE V.

Le traitement en appointemens fixes et en gratifications annuelles que nous voulons être accordé, tant à nos musiciens que pour les concerts et ballets, les remboursements des anciens brevets de retenues, les sommes que nous destinons aux gratifications extraordinaires à ceux des sujets qui se distingueront, y compris celles destinées pour leur sou-

lagement en cas de maladie, seront par nous réglées sur les états que nous en ferons expédier, et qui seront pareillement attachés sous les contre-scel du présent édit; voulant qu'en aucun cas ces objets ne puissent excéder la somme de deux cent cinquante neuf mille six cents livres ainsi qu'il est expliqué en l'article III du présent édit.

ARTICLE VI.

Nous avons dérogé et dérogeons, tant à l'édit du mois d'aoust 1761, qu'à la déclaration du 9 septembre 1769 dans tout ce qu'il peut y avoir de contraire aux dispositions portées par notre présent édit : Voulons au surplus que lesdits édits et déclarations soient exécutés selon leur forme et teneur, dans toutes celles auxquelles il n'est point dérogé par notre dit édit; SI DONNONS EN COMMANDEMENT à nos amés et féaux Conseillers les gens tenans notre Chambre des Comptes à Paris, que notre présent édit, ils ayent à faire registrer et le contenu en icelui garder observer et exécuter pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens et nonobstant toutes choses à ce contraires, CAR TEL EST NOTRE PLAISIR, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles au mois de mai, l'an de grâce mil sept cent quatre vingt deux et de notre règne le neuvième, signé LOUIS. Et plus bas : Par le Roi, signé AMELOT, visa HUE DE MIROMENIL. Vu au conseil, JOLY DE FLEURY, et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soie rouge et verte.

Registré en la Chambre des Comptes, ouï et ce réquerant le procureur général du Roi, pour être exécuté selon sa forme et teneur, les semestre assemblés, le vingt huit juin mil sept cent quatre vingt deux; signé MARSOLAN.

Règlement du 1er mai 1782.

De par le Roi,

Sa Majesté ayant jugé à propos par son édit du présent mois, d'ordonner que la dépense, tant de la Musique et ballets que des vétérans, montant actuellement à la somme de quatre cent quatre vingt dix neuf

mille huit cent quarante huit livres sept sols six deniers, sera réduite à compter du 1er janvier dernier et pour l'avenir à celle de deux cent cinquante neuf mille six cents livres, non compris les pensions de vétérances qui ne pourront en aucun cas excéder la somme de cinquante mille livres, laquelle somme de deux cent cinquante neuf mille six cents livres, à laquelle nous fixons irrévocablement les différents corps de Musique, concerts et ballets, ne pourra être augmentée pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, se seroit en même temps réservé de faire connoître particulièrement la manière dont Sa Majesté veut et entend que le corps de sa Musique soit composé à l'avenir, et à cet effet a ordonné et ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le corps de la Musique, tant pour le service de la Chapelle que pour celui des concerts de la Reine, spectacles, grands couverts et autres, sera et demeurera fixé au nombre de cent quarante trois sujets, auxquels Sa Majesté veut et entend qu'il soit expédié à chacun un brevet de leur titre et de la classe dans laquelle ils se trouveront placés conformément à l'état général qui sera arrêté par Sa Majesté et annexé au présent règlement. Cet état comprendra les appointements fixes de chacun des sujets composant le corps de la Musique de Sa Majesté, ainsi que les gratifications fixes qu'il lui plaira d'y joindre. Ledit état divisé par colonnes, l'une des appointements fixes, l'autre des gratifications, continuera d'être payé par quartier, suivant l'usage ordinaire, par le trésorier général des dépenses de la Maison de Sa Majesté.

ARTICLE II.

Les différentes classes constituant ledit corps de Musique seront composées, savoir : 1° celle des officiers et employés de la Musique, de deux surintendants de la musique de la Chapelle, deux maîtres de musique de la Chambre, un claveciniste, un facteur, six pages de la Musique, leur précepteur, un maître de chant, un violon, un violoncelle et un maître de clavecin, deux avertisseurs chargés de la pointe, un

garde de la bibliothèque de musique et copiste, un facteur d'orgues, deux garçons de la Musique, un porteur d'instruments et un secrétaire. Les appointements des vingt sept personnes cy-dessus seront fixés irrévocablement à la somme de quarante sept mille quatre cents livres, conformément à la distribution portée en l'état cy annexé au présent règlement.

ARTICLE III.

Celle de la musique vocale sera fixée au nombre de trente un musiciens, savoir, huit dessus et faussets, six hautes contre, six tailles, trois basses tailles, huit basses contre.

ARTICLE IV.

La musique instrumentale sera fixée au nombre de quarante deux personnes; savoir seize violons, quatre alto, six violoncelles, quatre flûtes et un hautbois, quatre bassons, deux contrebasses, deux clarinettes, deux cors et deux organistes servants par semestre.

ARTICLE V.

Pour la fixation des appointemens de la musique vocale, il sera fait deux classes. La première composée de dix personnes récitantes et obligées de chanter dans les chœurs, comprendra les premiers, seconds et troisièmes sujets; les appointemens de laditte classe seront fixés à l'avenir à vingt cinq mille livres, dont la distribution se fera conformément à l'état cy annexé, en appointemens fixes et gratifications; l'intention de Sa Majesté étant d'entretenir et d'exciter l'émulation parmi les sujets de sa Musique par ce nouvel arrangement. La seconde classe de la vocale, fixée à vingt une personnes chantantes dans les chœurs sera composée de trois dessus, deux faussets, trois hautes contre, cinq tailles et huit basses contre, et les appointemens de la ditte classe, fixés à quarante deux mille livres, seront distribués conformément à l'état joint au présent règlement.

ARTICLE VI.

L'intention de Sa Majesté étant que le même ordre soit suivi pour

la fixation des appointemens de sa musique instrumentale, a pareillement établi deux classes, la première composée de quinze personnes distribuées en premiers et seconds sujets, savoir, un premier et un second violon, un premier et un second violoncelle, un premier alto, un premier hautbois, une première flûte jouant du hautbois, un second hautbois, un premier et un second basson, une première contrebasse, une première clarinette, un premier cor et deux organistes; le traitement de cette classe sera également partagé en appointemens et en gratification, et ne pourra excéder la somme de trente six mille deux cents livres fixée par l'état joint au premier règlement. La seconde classe sera fixée pour le nombre à vingt sept personnes, dont quatorze violons, quatre violoncelles, trois alto, un hautbois, deux bassons, une contrebasse, une clarinette et un cor; le montant des appointemens de cette classe sera fixé à la somme de cinquante quatre mille livres, suivant l'état joint au présent règlement, à quoi sera ajouté une somme de six cents livres pour être payée à l'un des musiciens jouant des timbales et un jouant de la trompette.

ARTICLE VII.

Sa Majesté ayant fixé pour l'avenir la dépense totale du corps de sa Musique en activité à la somme de deux cent quarante quatre mille six cents livres, tant pour les appointemens fixes que pour les gratifications, croit devoir ajouter à ladite somme celle de quinze mille livres que les premiers gentilshommes de la Chambre seront autorisés à employer au payement des gratifications extraordinaires, accordées tant à des musiciens étrangers que Sa Majesté auroit désiré entendre ou arrêter quelque tems à son service qu'aux sujets du corps de la Musique dans le cas de services extraordinaires, ou pour cause de maladie.

ARTICLE VIII.

Sa Majesté voulant récompenser les services de ses musiciens, lorsque par leur âge ou leurs infirmités ils seront hors d'état de les continuer, a voulu faire connoître ses intentions à cet égard, ainsi que pour

les veuves; en conséquence, Sa Majesté déclare que les sujets, composant les classes vocales et des instruments à cordes, pourront solliciter leur vétérance après vingt ans de bons et assidus services, et les sujets de la classe des instruments à vent, au bout de quinze ans seulement, pourvu toutefois que les dits sujets soient jugés par les premiers gentils-hommes de la Chambre hors d'état de les continuer plus longtemps; il leur sera accordé alors en retraite les appointemens fixes pour lesquels ils sont portés sur l'état de Sa Majesté. S'ils sont jugés pouvoir servir cinq ans de plus que le terme fixé cy-dessus, ce deuxième terme expiré, il sera joint à leur retraite la moitié de la gratification fixe dont ils ont joui sur ledit état. S'ils peuvent servir cinq autres années de plus, ils jouiront de la totalité de ladite gratification qui sera jointe alors à leur retraite; c'est-à-dire qu'un sujet qui auroit quinze cents livres d'appointemens et cinq cents livres de gratification annuelle portés sur l'état du Roi, jouiroit lors de sa retraite au bout de vingt ans ou de quinze, si c'est un instrument à vent, de quinze cents livres de retraite; s'il est jugé pouvoir servir vingt cinq ans, sa retraite sera de dix sept cent cinquante livres, et de deux mille livres s'il sert trente ans, et les instruments à vent, après vingt et vingt cinq ans. Les veuves desdits musiciens jouiront en pension du cinquième des appointemens fixes de leurs maris, s'ils ont servi dix ans, et du quart s'ils ont servi vingt ans et plus; la gradation sera observée pour les veuves des instrumens à vent comme cy dessus. N'entend Sa Majesté comprendre dans les dispositions du présent article tous les sujets composant le corps de la Musique, concerts et ballets, qui ont été reçus avant l'époque du premier janvier dernier, lesquels jouiront de la totalité de leur traitement, y compris la gratification annuelle, ainsi qu'il leur a été promis lors de leur engagement, pourvu, toutefois, qu'ils aient servi vingt ans, ainsi qu'il est prescrit par les règlements, et qu'ils soient jugés hors d'état de servir plus longtemps.

ARTICLE IX.

Il sera remis le premier janvier de chaque année au secrétaire d'État

de la Maison de Sa Majesté un état certifié par les premiers gentilshommes de la Chambre, de tous les sujets composant le corps de la Musique, concerts et ballets, afin qu'il puisse prendre les ordres de Sa Majesté pour expédier l'état de leurs appointemens et gratifications fixes; ledit secrétaire d'État sera pareillement prévenu pendant le cours de l'année de toutes les mutations qui arriveront, afin qu'il puisse prendre les ordres de Sa Majesté pour l'expédition des brevets des nouveaux sujets, des pensions des vétérans ou des veuves. Sa Majesté défendant expressément au trésorier général de sa Maison, présent et à venir, de payer aucuns appointemens ni gratifications à aucuns desdits sujets composant le corps de sa Musique, concerts et ballets, qu'il ne lui soit remis une copie collationnée de son brevet.

ARTICLE X.

Le corps de la Musique, concerts et ballets sera employé à tout le service du Roi, de la Reine, de Mesdames, ainsi qu'aux concerts, spectacles et grands concerts, suivant les ordres qu'ils en recevront par les premiers gentilshommes de la Chambre de Sa Majesté, et en leur absence le commissaire général ayant le département des Menus, sans que, pour ce, lesdits sujets puissent prétendre aucun payement extraordinaire de nourriture et de logement, toutes les fois qu'ils ne seront point obligés de découcher.

ARTICLE XI.

Dans le cas où quelque sujet se seroit mal comporté, ou n'auroit pas rempli son service avec le zèle qu'il doit y apporter, soit à la Chapelle, soit pour les concerts ou pour les spectacles, et autres choses extraordinaires, et qu'il se seroit mis dans le cas d'être remercié, alors il ne pourra prétendre à sa pension de retraite quand même il approcheroit du tems fixé pour l'obtenir, de même les musiciens de différentes classes ne jouiront des gratifications attachées à leurs places qu'autant qu'ils rempliront avec exactitude leur service, l'intention de Sa Majesté étant que les premiers gentilshommes de la Chambre re-

çoivent ses ordres pour disposer en ce cas desdites gratifications en faveur des sujets qui les auroient méritées par leur exactitude et leur zèle à remplir leurs devoirs.

ARTICLE XII.

L'intention de Sa Majesté étant de ne point surcharger l'état de sa Musique de sujets qui par la médiocrité de leurs talens deviendroient inutiles, il ne sera reçu à l'avenir aucun sujet pour les remplacemens, qu'au concours et en présence des premiers gentilshommes de la Chambre, du commissaire général de la Maison du Roi pour les Menus, des surintendants et maîtres de musique, après toutes fois s'être adressé au surintendant de semestre qui rendra compte des talens et des dispositions du postulant.

Le Roi voulant même donner toute préférence aux musiciens attachés à son service, à mérite égal, et exciter leur émulation, veut que les sujets même de la dernière classe soient admis à concourir avec les étrangers s'ils se croient en état, par un travail assidu, de pouvoir aspirer à une première place devenue vacante.

ARTICLE XIII.

Pour assurer l'exactitude du service, dans tous les cas ordonnés par les premiers gentilshommes de la Chambre du Roi, même des spectacles, concerts, grands concerts, les avertisseurs tiendront un état exact des différents services où les sujets seront mandés indépendamment de celui de la Chapelle, et pointeront de six livres ceux qui manqueront même dans le cas de maladie s'ils n'ont pas eu soin de prévenir les officiers supérieurs pour qu'ils puissent faire les remplacemens nécessaires; la pointe ne sera que de trois livres pour ceux qui ne se rendroient pas à l'heure indiquée, soit pour les différents services, soit pour les répétitions; cette pointe prise sur la gratification annuelle du délinquant, ne pourra jamais lui être rendue et sera jointe à la masse des gratifications pour les sujets méritans.

ARTICLE XIV.

Il sera fait, par les premiers gentilshommes de la Chambre du Roi, un choix des musiciens qui seront dans le cas de suivre Sa Majesté dans les voyages de Compiègne et de Fontainebleau ou autres lieux, pour qu'il ne soit mené dans lesdits voyages que le nombre absolument nécessaire pour le service; les musiciens seront payés à raison de six livres par jour de déplacement, à compter du jour du départ et celui du retour; à l'égard des sujets qui ne seront pas de ces voyages, ils n'auront droit à aucune rétribution ne se déplaçant point.

ARTICLE XV.

Indépendemment du nombre des sujets cy dessus compris dans les différentes classes qui ne pourront être augmentés sous quelque prétexte que ce puisse être, il sera conservé sur l'état de la Musique un certain nombre de chanteurs et chanteuses simphonistes, danseurs et danseuses, qui continueront à faire partie du corps de la Musique du Roi, et concourront avec elle au service des concerts de la Reine et spectacles de la Cour;

Savoir : huit chanteuses demeurantes à Versailles pour le service journalier des concerts de la Reine, spectacles et grands couverts, à raison de mille livres chacune, deux premiers chanteurs de l'Académie royale de Musique pour *idem*, à raison de quinze cents livres chacun, un à raison de mille livres pour remplacement, plus, un premier violon, un premier violoncelle et une première flûte de l'orchestre de l'Académie royale de Musique, à raison de mille livres chacun. Tous lesdits sujets cy dessus ne pourront se dispenser de se rendre à la suite de la Cour toutes les fois qu'ils en recevront l'ordre de leurs supérieurs, soit pour l'exécution des spectacles, soit pour celle des concerts de la Reine ou de ceux du grand couvert.

ARTICLE XVI.

Le ballet du Roi sera composé à l'avenir de sujets choisis parmi les

meilleurs qui composent le corps de la danse de l'Académie royale de Musique : savoir un maître de ballet, à raison de deux mille quatre cents livres d'appointemens; un maître de danse des ballets de la Cour, chargé de tenir école et d'aider le maître des ballets lors du service des spectacles de la Cour, à douze cents livres; trois premiers danseurs, à douze cents livres chacun; trois premières danseuses à raison de douze cents livres chacune, trois danseurs et trois danseuses en double, à raison de six cents livres chacun; six figurants et six figurantes, à raison de cinq cents livres chacun.

ARTICLE XVII.

Sa Majesté ayant fixé par les deux articles précédents la dépense des musiciens des concerts, tant de Versailles que de Paris, à la somme de dix neuf mille livres, et celle des ballets à vingt mille quatre cents livres, lesquelles sommes font partie de celle de deux cent cinquante neuf mille six cents livres, à laquelle Sa Majesté a fixé irrévocablement la dépense de sa Musique, le nombre des sujets de ces deux classes, ainsi que les sommes portées pour leurs appointemens, ne pourront être excédés en aucun cas. Lesdits appointemens leur seront conservés en retraite à titre de pension; mais la retraite de ceux des sujets ci dessus attachés à l'Académie royale de Musique ne pourra leur être accordée que conformément aux règlemens de l'Académie, c'est-à-dire qu'après quinze années d'un service bien fait et non interrompu, sans que toutesfois ils puissent prétendre à laditte pension, si les supérieurs les jugent encore en état de pouvoir continuer leur service. — Mande et ordonne Sa Majesté aux premiers gentilshommes de sa Chambre et au commissaire général de sa Maison, chargé du détail des Menus, de tenir la main à l'exécution du présent règlement; et aux surintendants de sa Musique, maître de sa Musique de la Chapelle et de la Chambre, musiciens, musiciennes, danseurs et danseuses de ses ballets qu'ils ayent à s'y conformer. — Fait à Versailles, le premier mai mil sept cent quatre vingt deux : signé LOUIS, et plus bas AMELOT.

Registré en la Chambre des Comptes, ouï et ce réquerant le procu-

reur général du Roi, les semestres assemblés, le vingt huit juin mil sept cent quatre vingt deux. Signé MARSOLAN.

État des officiers, employés et musiciens dont Sa Majesté veut et ordonne que le corps de sa Musique des ballets et concerts, soit composé, à compter du 1er janvier de la présente année 1782.

Officiers.

Deux sur-intendants de la Musique, à raison de 6,000tt chacun..	12,000tt " "
Deux maîtres de la Musique Chapelle, à raison de 4,500tt chacun.	9,000 " "
Deux maîtres de musique de la Chambre, à raison de 3,000tt chacun.	6,000 " "
Un claveciniste	2,000 " "
Un facteur de clavecins	800 " "

Employés.

Six pages à raison de 1,000tt chacun	6,000 " "

Maîtres des pages.

Un précepteur	600 " "
Un maître de chant	1,000 " "
Un maître de violon	400 " "
Un maître de violoncelle	400 " "
Un maître de clavecin	400 " "
Deux avertisseurs, à raison de 600tt chacun	1,200 " "
Un bibliothécaire	2,000 " "
Un copiste	1,000 " "
Un facteur d'orgues	600 " "
Un secrétaire	800 " "
Deux garçons de musique, à raison de 1,200tt chacun	2,400 " "
Un porteur d'instrument	800 " "
TOTAL des officiers et des employés de la musique....	47,400 " "

VOCALE.

Première classe.

Cette classe, fixée à dix personnes récitantes et obligées de chanter

dans les chœurs, est composée de premiers, seconds et troisièmes sujets dont les appointements sont fixés à vingt-cinq mille livres, savoir :

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Premiers dessus	2,250₶	750₶	3,000₶
Première haute contre	2,250	750	3,000
Première basse taille	2,250	750	3,000
Deuxième dessus	1,800	600	2,400
Deuxième haute contre	1,800	600	2,400
Deuxième basse taille	1.800	600	2,400
Première taille	1,650	550	2,200
Troisième dessus	1,650	550	2,200
Troisième haute contre	1,650	550	2,200
Troisième basse taille	1,650	550	2,200
Total de la première classe vocale	18,750	6,250	25,000

VOCALE.

Deuxième classe.

Cette classe, fixée à vingt une personnes chantantes dans les chœurs, est composée de trois dessus, deux dessus faussets, trois hautes contre, cinq tailles, huit basses contre, dont les appointemens sont de quarante deux mille livres, savoir :

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Trois dessus à 1,500₶ chacun d'appointemens, et 500₶ de gratification fixe, cy pour les trois	4,500₶	1,500₶	6,000₶
Deux faussets dessus	3,000	1.000	4,000
Trois hautes contre, comme les dessus; pour les trois	4,500	1,500	6,000
Cinq tailles, *idem;* pour les cinq	7,500	2,500	10,000
Huit basses contre, *idem;* pour les huit	12,000	4,000	16,000
Total de la deuxième classe de la vocale.	31,500	10,500	42,000

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Récapitulation de la vocale.			
Première classe	18,750ᵗᵗ	6,250ᵗᵗ	25,000ᵗᵗ
Deuxième classe	31,500	10,500	42,000
Total	50,250	16,750	67,000

ORCHESTRE.

Première classe.

Cette première classe, fixée au nombre de quinze personnes, est composée des premiers et seconds sujets dont les appointemens seront fixés à trente six mille deux cents livres, savoir :

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Un premier violon	2,250ᵗᵗ	750ᵗᵗ	3,000ᵗᵗ
Un deuxième violon	1,800	600	2,400
Un premier violoncelle	2,250	750	3,000
Un deuxième violoncelle	1,800	600	2,400
Un premier alto	1,650	550	2,200
Un premier hautbois	2,250	750	3,000
Première flûte	1,800	600	2,400
Deuxième hautbois et deuxième flûte	1,650	550	2,200
Premier basson	1,800	600	2,400
Deuxième basson	1,650	550	2,200
Première contrebasse	1,650	550	2,200
Première clarinette	1,650	550	2,200
Premier cor	1,650	550	2,200
Premier organiste	1,800	600	2,400
Deuxième organiste	1,500	500	2,000
Total de la première classe de l'orchestre	27,150	9,050	36,200

ORCHESTRE.

Deuxième classe.

Cette classe, fixée à vingt-sept personnes, est composée de quatorze violons, quatre violoncelles, trois alto, un hautbois, deux bassons,

une contrebasse, une clarinette et un cor, dont les appointemens sont de cinquante quatre mille six cents livres, savoir :

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Quatorze violons dont les appointemens seront de quinze cents livres et cinq cents livres de gratification, faisant deux mille livres chacun, cy pour les quatorze	21,000tt	7,000tt	28,000tt
Quatorze violoncelles, *idem*, à chacun deux mille livres	6,000	2,000	8,000
Trois alto ou quintes, à chacun, *idem*	4,500	1,500	6,000
Premier hautbois	1,500	500	2,000
Deux bassons, à chacun deux mille livres comme les violons	3,000	1,000	4,000
Une contrebasse, *idem*	1,500	500	2,000
Une clarinette, *idem*	1,500	500	2,000
Un cor, *idem*	1,500	500	2,000
Une trompette et un timbalier, à chacun trois cents livres			600
TOTAL de la deuxième classe de l'orchestre	40,500	13,500	54,600
Récapitulation de l'orchestre.			
Première classe	27,150	9,050	36,200
Deuxième classe	40,500	13,500	54,600
TOTAL	67,650	22,550	90,800

CONCERT DE LA REINE.

Huit demoiselles du concert de la Reine servant aux spectacles à raison de 1,000tt chacune	8,000tt " "

MUSIQUE DE PARIS.

Deux premiers chanteurs de l'Académie royale de Musique, à raison de 1,500tt chacun	3,000 " "
Un chanteur en remplacement	1,000 " "
Deux premières chanteuses à raison de 1,500tt chacune	3,000 " "
A reporter	7,000 " "

Report	7,000# " "
Une en remplacement	1,000 " "
Premier violon	1,000 " "
Premier violoncelle	1,000 " "
Première flûte	1,000 " "
TOTAL	11,000 " "

BALLET DU ROI.

Un maître des ballets	2,400 " "
Un *idem*, de danse des ballets	1,200 " "
Trois premiers danseurs, à raison de 1,200# chacun	3,600 " "
Trois premières danseuses, *idem*	3,600 " "
Trois danseurs en double à 600# chacun	1,800 " "
Trois danseuses en double, à raison de 600# chacune	1,800 " "
Six figurants, à raison de 500# chacun	3,000 " "
Six figurantes, *idem*	3,000 " "
TOTAL	20,400 " "

Récapitulation générale.

27	officiers et employés de la Musique	47,400 " "
10	vocale première classe	25,000 " "
21	*idem*, deuxième classe	42,000 " "
15	orchestres première classe	36,200 " "
27	*idem*, deuxième classe	54,600 " "
	Concert de la Reine et servant aux spectacles	8,000 " "
17	musique de Paris, *idem*	11,000 " "
26	ballet du Roi, *idem*	20,400 " "
143	personnes.	
	TOTAL GÉNÉRAL de la Musique du Roi	244,600 " "
	Gratification à l'usage de MM. les premiers gentilshommes de la Chambre	15,000 " "
	TOTAL	259,600 " "

Fait et arrêté à Versailles, le premier mai mil sept cent quatre-vingt-deux. Signé AMELOT.

Registré en la Chambre des Comptes, ouï le procureur général du

Roi, les semestres assemblés, le vingt huit juin mil sept cent quatre-vingt deux. Signé MARSOLAN.

MUSIQUE DU ROI.

État de paiement des sujets pour l'année mil sept cent quatre vingt quatre.

Années de réception.		
	Deux surintendans.	
1760.	Francœur	6,000# " "
1764.	Dauvergne	"
1775.	Bury	6,000 " "
1780.	Giroust	"
1781.	Cardonne, honoraire	"
	Deux maîtres de musique chapelle.	
1765.	Mathieu	4,500 " "
1775.	Giroust	4,500 " "
1783.	Beck, par commission	"
	Deux maîtres de musique chambre.	
1775.	Dauvergne	3,000 " "
1776.	Francœur	"
1780.	Cardonne	3,000 " "
1780.	Rey	"
	Un claveciniste.	
1745.	Cardonne	2,000 " "
	Facteur de clavecin.	
1737.	S. Chiquelier	800 " "
	Pascal, survivancier	"
	TOTAL	29,800 " "
	EMPLOYÉS DE LA MUSIQUE.	
1769.	Leveque, chargé des pages	6,000 " "
	Cinq maîtres des pages.	
1774.	Gerbal	600 " "
1764.	Besche	1,000 " "
	A reporter	7,600 " "

	Report	7,600ᵗᵗ " "
1769.	Delcambre	400 " "
1760.	Huet	400 " "
1769.	Paulin et Bourgeois 1783	400 " "
	Deux avertisseurs.	
1755.	Bazire et Durais	600 " "
1775.	Pusseneau	600 " "
	Un bibliothécaire.	
1752.	Dumas père	2,000 " "
1782.	Dumas fils, copiste	1,000 " "
	Sécretaire.	
1780.	Louis de Mornard	800 " "
	Un facteur.	
1760.	Chiquot	600 " "
	Deux garçons de la musique.	
1763.	Bellocq	1,200 " "
1782.	Cendre	1,200 " "
	Un porteur d'instrumens.	
1760.	Briere	800 " "
	TOTAL	17,600 " "

VOCALE.

	Huit dessus ou faussets.	Appointemens.	Gratifications annuelles.	TOTAUX.
	......	2,250ᵗᵗ	750ᵗᵗ	3,000ᵗᵗ
1774.	Josephini	1,800	600	2,400
1765.	Olivini	1,650	550	2,200
1785.	Spirelli	1,500	500	2,000
1774.	Rinaldi	1,500	500	2,000
1774.	Rosetti	1,500	500	2,000
1761.	Puceneau	1,500	500	2,000
1784.	Murgeau	1,500	500	2,000
	A reporter	13,200	4,400	17,600

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Report	13,200#	4,400#	17,600#
Six haute contre.			
1774. Artigue	2,250	750	3,000
1774. Tourette	1,800	600	2,400
1763. Bêche	1,650	550	2,200
1768. Le Roux	1,500	500	2,000
1775. Fontaine	1,500	500	2,000
1778. Belleville	1,500	500	2,000
Six tailles.			
1768. Mareou	1,650	550	2,200
1769. Coussy	1,500	500	2,000
1769. Du Cornet	1,500	500	2,000
1774. Boilly	1,500	500	2,000
1775. Fillot	1,500	500	2,000
1780. Richer	1,500	500	2,000
Trois basses tailles.			
1771. Platel	2,250	750	3,000
1768. Durais	1,800	600	2,400
1774. Borel	1,650	550	2,200
Huit basses contre.			
1751. Abraham	1,500	500	2,000
1762. Cachelievre	1,500	500	2,000
1765. Fleury	1,500	500	2,000
1768. Puteaux l'aîné	1,500	500	2,000
1777. Douvillé	1,500	500	2,000
1778. Puteau cadet	1,500	500	2,000
1781. Cloché	1,500	500	2,000
1781. Naudin	1,500	500	2,000
Total	50,250	16,750	67,000

SIMPHONIE.

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Deux organistes.			
1770. Couperin	1,800	600	2,400
1775. Paulin et Bourgeois	1,500	500	2,000
A reporter	3,300	1,100	4,400

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Report	3,300#	1,100#	4,400#
Seize violons.			
1761. Harang	2,250	750	3,000
1760. Camus	1,800	600	2,400
1761. Boulleron	1,500	500	2,000
1768. Delcambre	1,500	500	2,000
1769. Lemierre	1,500	500	2,000
1769. Normand	1,500	500	2,000
1770. Le Clerc	1,500	500	2,000
1770. Roussel	1,500	500	2,000
1770. Desclaux	1,500	500	2,000
1776. Gourgaud	1,500	500	2,000
1778. Duclos	1,500	500	2,000
1780. Laroche	1,500	500	2,000
1780. Eigensenek	1,500	500	2,000
1782. Ertault	1,500	500	2,000
1782. De Beauclair	1,500	500	2,000
1782. Stamitz	1,500	500	2,000
Quatre flûtes et hautbois.			
1765. Bezozzi père	2,250	750	3,000
1779. Sallantin	1,800	600	2,400
1777. Evelart	1,650	550	2,200
1776. Bezozzi fils	1,500	500	2,000
Deux clarinettes.			
1769. Eigensenek	1,650	550	2,200
1769. Borg	1,500	500	2,000
Deux cors.			
1779. Koll	1,650	550	2,200
1779. Ziwini	1,500	500	2,000
Quatre bassons.			
1760. Jadin	1,800	600	2,400
1760. Métoyen	1,650	550	2,200
1769. Audoyer	1,500	500	2,000
1776. Le Jeune	1,500	500	2,000
A reporter	48,300	16,100	64,400

	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
Report.	48,300 ₶	16,100 ₶	64,400 ₶
Quatre alto.			
1777. George	1,650	550	2,200
1764. Ducroc	1,500	500	2,000
1783. Ludivig	1,500	500	2,000
1783. Brinisholtz	750	250	1,000
1783. Borg fils	750	250	1,000
Six violoncelles.			
1753. Huet	2,250	750	3,000
1761. Vernon	1,800	600	2,400
1770. Piquot	1,500	500	2,000
1770. Rey	1,500	500	2,000
1780. Berton	1,500	500	2,000
1783. Chrétien	1,500	500	2,000
Deux contrebasses.			
1762. De Migneaux	1,650	550	2,200
1771. Gelineck	1,500	500	2,000
Un trompette.			
1784. Erteault	300	"	300
Un timballier.			
1780. Gelineck	300	"	300
Total	68,250	22,550	90,800

CONCERT DE LA REINE.

Huit demoiselles.

1776. Hardi	1,000 ₶
1764. Camus	1,000
1769. Dumas	1,000
1776. Trial	1,000
1780. Cléry	1,000
1780. Bazire	1,000
1782. Molidor	1,000
1782. Sallantin	1,000

MUSIQUE DE PARIS.

Premiers chanteurs.

1761.	L'Arrivée	1,500^tt
1766.	Legros	1,500
	Un remplacement.	
1782.	Lainez	1,000
	Premières chanteuses.	
1773.	Le Vasseur	1,500
1782.	Saint-Huberti	1,500
	Un remplacement.	
	....	1,000
1762.	Francœur neveu, violon	1,000
1770.	Rault, flûte	1,000
1770.	Nochez	1,000
	TOTAL	11,000

BALLET DU ROI.

Maîtres des ballets.

1763.	De Laval	2,400
1775.	Gardet, survivancier	"
	Maître de danse.	
1781.	Dauberval	1,200
	Trois premiers danseurs.	
1774.	Gardet, cadet	1,200
1780.	Vestris fils	1,200
1783.	Nivelon	1,200
	Trois premières danseuses.	
1763.	Guimard	1,200
1775.	Dorival	1,200
1782.	Gervais	1,200
	Trois doubles en hommes.	
1782.	Favre	600
1782.	Lefevre	600
	....	600
	A reporter	12,600

Report	12,600tt

Trois doubles en femmes.

1780. Torlé	600
1782. Dupré	600
1782. De Ligni	600

Six figurants.

1774. Malter	500
1774. Laval fils	500
1774. Dossion	500
1782. Abraham	500
1782. Caster	500
	500

Six figurantes.

1763. La Fond	500
1782. Coulon	500
1782. Garnier	500
1782. Cimond	500
1782. Prudhomme	500
1782. Seville	500
Total	20,400

Récapitulation.	Appointemens.	Gratifications annuelles.	Totaux.
8 officiers de la musique	29,800tt	"	29,800tt
19 emploïés	17,600	"	17,600
31 vocale	50,250	16,750tt	67,000
44 instrumentale	68,250	22,550	90,800
8 concert de la Reine	8,000	"	8,000
9 musique de Paris	11,000	"	11,000
26 ballet du Roi	20,400	"	20,400
Total	205,300	39,300	244,600
Gratification à la disposition de M. le premier gentilhomme de la Chambre			15,000
Total général			259,600

ÉTAT DE

DE LA DÉPENSE DES TROIS ANNÉES DE L'ANCIENNE ADMINISTRATION DE L'ARGENTERIE, MENUS, PLAISIRS ET AFFAIRES DE LA MAISON DE SA MAJESTÉ, LA DITTE COMPARAISON FAITE, ÉTATS PAR ÉTATS, PENDANT LES ANNÉES 1777, MAIS COMME TOUTES LES PARTIES DE GAGES, PENSIONS, GRATIFICATIONS ANNUELLES ET RÉCOMPENSES ONT ÉTÉ CHÉES POUR CET ÉTAT DE COMPARAISON DES ANNÉES 1777, 1778 ET 1779. [Les légères erreurs dans les additions

DÉNOMINATION DES ÉTATS ORDINAIRES ET ANNUELS.	ANNÉE 1777.		
Toilette du Roi et toile de la Cène	4,048#	19s	9d
Fêtes solennelles : Chandeleur, Fête-Dieu et Octave, vœu de Louis XIII, procession, etc.	15,529	11	9
Menües fournitures de la Chambre du Roi, garderobe, habillemens, tentes, maisons de bois, etc.	30,550	10	9
Deuils du Roi	1,620	"	"
Voitures de la Cour pour le service de la chambre et garderobe et des spectacles	146,917	15	3
Comédies, concerts et bals	232,793	"	9
Dépenses de la Reine	72,824	18	10
Dépenses des magasins de Paris, Versailles, Choisy, Saint-Hubert, Fontainebleau et Compiègne	114,401	1	9
Dépenses imprévues	153,255	15	3
Service de Mesdames, sœur et tantes du Roi, y compris le renouvellement de leur chambre et garderobe	65,084	6	6
TOTAUX des dépenses dites annuelles	837,026	"	7
Dénomination des dépenses dittes extraordinaires, les unes ayant eu lieu dans des années et non dans d'autres.			
ANNÉE 1777. Opéra au sujet du voyage de l'Empereur	56,212	17	6
ANNÉE 1777. Voyage de Fontainebleau	261,479	18	3
ANNÉE 1777. Réparations de bâtiments	130,169	19	6
ANNÉE 1778. Naissance de Madame, fille du Roi	....		
ANNÉE 1779. Relevailles de la Reine	....		
ANNÉE 1780. Renouvellement du linge et dentelles du Roi et de la Garderobe	....		
ANNÉE 1780. Grand deuil de l'Impératrice-Reine	....		
ANNÉE 1781. Renouvellement du dais de la Garderobe du Roi	....		
ANNÉE 1781. Naissance de Monseigneur le Dauphin	....		
ANNÉE 1781. Pompe funèbre de l'Impératrice	....		
ANNÉE 1782. Fêtes de la naissance de Monseigneur le Dauphin	....		
ANNÉE 1782. Fêtes de M. le Comte du Nord [grand duc Paul de Russie, depuis Paul Ier]	....		
ANNÉE 1782. Obsèques de Madame Sophie	....		
ANNÉE 1782. Établissement pour Monseigneur le Dauphin et Madame	....		
TOTAUX des dépenses générales de chaque année	1,284,888	15	10

COMPARAISON

DE LA CHAMBRE DU ROI, AVEC LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES DE LA NOUVELLE ADMINISTRATION DU BUREAU GÉNÉRAL 1778, 1779, ANCIENNE ADMINISTRATION, AVEC LES ANNÉES 1780, 1781, 1782 NOUVELLE ADMINISTRATION; REPORTÉES SUR LE TRÉSOR ROYAL, SUCCESSIVEMENT DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DU BUREAU, ON LES A AUSSI RETRAN-

de sous et de deniers sont la reproduction fidèle du manuscrit.]

ANNÉE 1778.	ANNÉE 1779.	ANNÉE 1780.	ANNÉE 1781.	ANNÉE 1782.
4,294# ″s 3d	4,072# 5s 6d	4,810# 18s ″d	5,139# 17s 8d	4,488# 9s ″d
15,277 7 1	15,860 8 6	11,159 3 2	10,882 19 7	11,319 12 ″
36,554 16 4	61,296 12 6	24,071 15 10	43,506 15 1	110,558 16 7
3,240 ″ ″	″ ″ ″	5,600 ″ ″	2,400 ″ ″	3,200 ″ ″
123,462 4 6	111,613 ″ 9	70,950 10 ″	88,653 5 ″	78,087 10 ″
481,744 4 5	382,986 10 9	131,152 14 9	216,293 4 ″	253,138 18 10
87,951 16 8	93,892 19 2	94,487 ″ 11	73,518 8 4	74,290 17 5
132,802 11 1	189,167 13 3	112,652 8 10	97,941 1 10	133,748 ″ 2
180,013 17 3	144,943 11 1	50,688 4 9	45,330 ″ 6	98,396 15 8
45,833 18 9	23,951 14 10	11,756 3 4	8,622 7 9	12,546 17 6
1,111,174 16 4	1,027,784 16 4	517,328 19 7	592,287 19 9	779,775 17 2
24,267 10 ″				
....	7,942 12 6			
....	....	26,000 9 8		
....	....	47,580 12 6		
....	....	....	19,292 18 ″	
....	....	....	28,214 ″ 10	
....	....	....	107,384 10 1	
....	....	....	....	55,654 18 11
....	....	....	....	201,972 16 10
....	....	....	....	12,643 18 5
....	....	....	....	10,263 11 ″
1,135,442 6 4	1,035,727 8 10	590,910 1 9	747,179 8 8	1,060,311 2 5

RÉSUMÉ.

Les dépenses ordinaires et annuelles réunies pour les trois années 1777, 1778, 1779 montent à la somme de	2,975,985 ᵗᵗ	13ˢ	3ᵈ
Les mêmes dépenses pour les années 1780, 1781, 1782 ne montent qu'à	1,889,392	16	6
Il y a eu *économie* sur les trois dernières années, par comparaison aux trois précédentes, sur les dépenses ordinaires et annuelles, de	1,086,592	16	9
Les dépenses ordinaires et annuelles réunies aux dépenses extraordinaires ont été, pour les trois années 1777, 1778, 1779, de la somme de	3,456,058	11	"
Les mêmes dépenses pour les années 1780, 1781 et 1782 n'ont été que de la somme de	2,398,400	12	10
Il y a eu *économie* sur les trois dernières années, comparées aux trois précédentes, sur l'universalité des dépenses, de	1,057,657	18	2

TABLE DES MATIÈRES

DE

L'EXTRAIT SUR L'ADMINISTRATION DE L'ARGENTERIE,

MENUS, PLAISIRS ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE DU ROI.

Pages.

DIVISION DU SERVICE. — Nature des dépenses comprises dans les quatre classes. 735

Argenterie 735

Menus 735

Plaisirs 735

Affaires de la Chambre 736

Dépenses ordinaires 736

Dépenses extraordinaires 736

Distinction entre les dépenses extraordinaires fixes et les dépenses extraordinaires variables 736

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. — DÉPENSES FIXES 737

Renouvellement des dentelles et linges de la Chambre et Garde-robe du Roi et des bains du Roi 737

Article 1er. Linges de la Chambre et Garde-robe 738

Article 2. Linges des bains 740

Toilette pour le Roi 740

Toilette de chasse 741

Toiles de la cène 741

Coffres des Chambre et Garde-robe 742

Renouvellement des dais de la Garde-robe, tapis, etc 742

Article 1er. Dais de la Garde-robe 742

Article 2. Lits de veille des premiers valets de chambre 743

Article 3. Lits de veille des premiers valets de garde-robe 744

Article 4. Fourniture de quatorze lits dont six pour les garçons de la Chambre du Roi, quatre pour les garçons de la Garde-robe, un pour le porte-malle, un pour le valet de garde-robe ordinaire, deux pour les garçons de la chambre de l'éducation 745

Article 5. Fournitures diverses 745

Article 6. Fournitures pour le menuisier de la Chambre du Roi 746

Article 7. Serrurerie 746

Pages.
Article 8. Fournitures de draps.... 747
Article 9. Fournitures de coffres.... 747
Renouvellement pour les chambres et garde-robes de Mesdames.... 749
Fêtes solennelles.... 749
Deuils du Roi.... 750
Menues fournitures de la Chambre.... 750
Habillement des valets, des garçons de la Chambre et Garde-robe du Roi et d'un amasseur de gibier.... 751
Habillements des personnes attachées aux Menus (gardes-magasins, garçons des théâtres du Roi, garçons de la Musique, lustrier, garçon des Comédies Française et Italienne, portiers des magasins, avertisseurs, portefaix, suisses de l'Opéra et des Comédies Française et Italienne, domestiques du directeur général des spectacles de la Cour, etc.).... 752 à 756
Fournitures de caleçons et manteaux de lit du Roi.... 756
Voitures de la Cour. — Tarif.... 757
Comédies et concerts.... 759
Détail des dépenses fixes sur l'état des comédies et concerts.... 759
Gratifications ordinaires relatives aux spectacles.... 760
Dépenses fixes, mais variant suivant le nombre des spectacles.... 760
Voyage de Compiègne.... 761
Voyage de Fontainebleau.... 762
DÉPENSES VARIABLES OU IMPRÉVUES.... 764
Présents de la famille royale.... 764
Cérémonies.... 764, 765
Dépenses des magasins.... 765
Dépenses de la Reine.... 766
Dépenses de Mesdames.... 767
Distributions de cierges aux fêtes solennelles.... 767
Baptêmes.... 769
Lorsque le Roi tient un enfant en personne.... 769
Distribution des dragées.... 769
Baptême d'un enfant tenu à la paroisse au nom du Roi.... 769
Distribution des dragées.... 770
Bénédiction de cloches.... 770
Impromptu et fêtes lors de la naissance des Princes, fils du Roi.... 771
Relevailles de la Reine.... 772
Premières entrées à Paris.... 772
Éducation des Princes.... 772
Mariages du Roi, Enfants de France et Princes de la famille royale.... 772
Bijoux de la corbeille. Médailles à distribuer.... 773
Dépenses du mariage du Dauphin (Louis XVI).... 774
Dépenses du mariage du comte de Provence.... 775

Pages.

Sacre 776

Chapitre 1er. Habillements du Roi, des six pairs laïques, des grands officiers de la Couronne, du Chancelier, des officiers des Cérémonies, des deux huissiers et huit pages de la Chambre 776

Chapitre 2. Ornements donnés par le Roi à Notre-Dame de Reims, à l'abbaye de Saint-Remy, à Saint-Marcoult et à Aix-la-Chapelle 776

Chapitre 3. Présents faits par le Roi à l'église métropolitaine de Reims 777

Chapitre 4. Constructions en charpente, peintures, sculptures, etc 778

Chapitre 5. Transport des effets, voyages des employés 778

Chapitre 6. Luminaire, livres, musiciens, officiers des Cérémonies, voyages des religieux de Saint-Denys et d'Aix-la-Chapelle 778

Chapitre 7. Menues dépenses 778

Chapitre 8. Gratifications 778

Chapitre 9. Taxations du trésorier 778

Pompes funèbres 778

Ornements pour l'église Saint-Denys 780

Ornements pour l'église Notre-Dame 780

Relevé des pompes funèbres de 1759 jusques et y compris 1781 780

Grand deuil du Roi 781

Prise d'habit 782

Lits de justice 782

Voyages 782

Relevé de la dépense de l'Argenterie, Menus, Plaisirs et Affaires de la Chambre de 1753 à 1780 783

Relevé de la dépense de l'Argenterie et Menus de 1662 à 1682 784

État ordinaire de l'Argenterie, Menus, Plaisirs et Affaires de la Chambre du Roi 785

État des gages des personnes attachées aux Menus pour l'année 1784 788

Musique du roi. Édit concernant le corps de la Musique du Roi du mois de mai 1782 . 790

Règlement du 1er mai 1782 concernant la Musique du Roi 793

État des officiers, employés et musiciens dont le Roi veut que le corps de sa Musique, des ballets et concerts soit composé à compter du 1er janvier 1782 802

Officiers et employés 802

Vocale, première classe 802

Vocale, deuxième classe 803

Orchestre, première classe 804

Orchestre, deuxième classe 804

Concert de la Reine 805

Musique de Paris 805

Ballet du Roi 806

État nominatif de payement des sujets de la Musique pour 1784 807

Surintendants 807

Maîtres de musique chapelle 807

Pages.

Maîtres de Musique Chambre........ 807
Claveciniste........ 807
Facteur de clavecin........ 807
Employés de la Musique........ 807
Vocale : Faussets ou dessus........ 808
Haute-contre........ 809
Tailles........ 809
Basses-tailles........ 809
Basses-contre........ 809
Symphonie : Organistes........ 809
Violons........ 810
Flûtes et hautbois........ 810
Clarinettes........ 810
Cors........ 810
Bassons........ 810
Alto........ 811
Violoncelles........ 811
Contre-basses........ 811
Trompette........ 811
Timbalier........ 811
Musique de la Reine........ 811
Musique de Paris........ 812
Ballet du Roi........ 812
Récapitulation de la Musique........ 813
État de comparaison des dépenses de l'Administration de l'Argenterie, Menus, Plaisirs et Affaires de la Chambre, entre les années 1777, 1778, 1779, ancienne administration, et les années 1780, 1781, 1782, nouvelle administration...... 814

